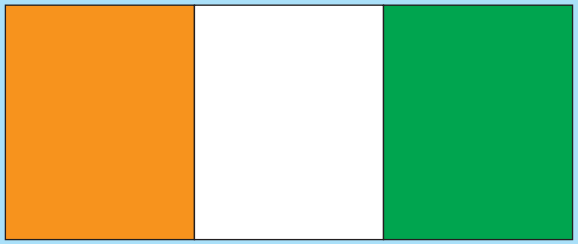
REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL



MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

PROJET DE LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNÉE 2026

ANNEXE 4 : DOCUMENTS DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES
PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD - PAP) 2026 - 2028

PROJET DE LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNÉE 2026

ANNEXE 4 : DOCUMENTS DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES

PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD - PAP) 2026-2028

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS 5

PREMIERE PARTIE : PROGRAMMES DES MINISTERES 13

RECAPITULATIF DES PROGRAMMES 15

SECTION 226 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA DEFENSE 25

SECTION 229 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES PRODUCTIONS VIVRIERES 55

SECTION 237 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION 93

SECTION 321 : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR 111

SECTION 322 : MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET 139

SECTION 323 : MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE 231

SECTION 325 : MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME 365

SECTION 328 : MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT 389

SECTION 330 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER 419

SECTION 331 : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION 443

SECTION 333 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE 513

SECTION 334 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'APPRENTISSAGE 537

SECTION 335 : MINSTERE DE LA SANTE, DE L'HYGIENE PUBLIQUE ET DE LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE 563

SECTION 336 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION 631

SECTION 340 : MINISTERE DES TRANSPORTS 653

SECTION 343 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE 677

SECTION 345 : MINISTERE DES EAUX ET FORETS 697

SECTION 346 : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE 727

SECTION 347 : MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE 757

SECTION 348 : MINISTERE DES MINES, DU PETROLE ET DE L'ENERGIE 797

SECTION 350 : MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS 831

SECTION 351 : MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES 855

SECTION 352 : MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT 879

SECTION 356 : MINISTERE DE LA TRANSITION NUMERIQUE ET DE LA DIGITALISATION 909

SECTION 357 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET DU SERVICE CIVIQUE 929

SECTION 358 : MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME 957

SECTION 362 : MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE 985
SECTION 366 : MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE 1015
SECTION 369 : MINISTERE DE LA COHESION NATIONALE, DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE 1047
SECTION 376 : MINISTERE DU PATRIMOINE, DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES 1069
SECTION 439 : MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR, CHARGE DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR 1085
SECTION 440 : MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS, CHARGE DES AFFAIRES MARITIMES 1101
SECTION 444 : MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES SPORTS ET DU CADRE DE VIE, CHARGÉ DES SPORTS ET DU CADRE DE VIE 1115
DEUXIEME PARTIE : DOTATIONS DES INSTITUTIONS ET DES MINISTERES 1135
RECAPITULATIF DES DOTATIONS 1137
SECTION 101 : REPRESENTATION NATIONALE 1141
SECTION 102 : SENAT 1145
SECTION 103 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE 1149
SECTION 105 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL 1157
SECTION 106 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL 1161
SECTION 107 : GRANDE CHANCELLERIE 1165
SECTION 108 : PRIMATURE 1169
SECTION 109 : MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE 1177
SECTION 110 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE 1181
SECTION 111 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS 1187
SECTION 114 : COUR DE CASSATION 1191
SECTION 115 : COUR DES COMPTES 1195
SECTION 116 : PARQUET GENERAL PRES LA COUR DE CASSATION ET LE CONSEIL D'ETAT 1201
SECTION 117 : PARQUET GENERAL PRES LA COUR DES COMPTES 1205
SECTION 118 : CONSEIL D'ETAT 1211
SECTION 120 : CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE 1215
SECTION 322 : MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET **1219**

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACV	Agence de Contractualisation et Vérification
ADCI	Agence pour le Développement de la Compétitivité des Industries de Côte d'Ivoire
ADERIZ	Agence pour le Développement de Riziculture
ADR	Agence de Développement Rural
AGEFOP	Agence Nationale de la Formation Professionnelle
AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes
AIP	Agence Ivoirienne de Presse
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ANAGED	Agence Nationale de Gestion des Déchets
ANP	Autorité Nationale de la Presse
DD	Direction Départementale
DA	Direction de l'Aquaculture
DA	Direction des Assurances
DA	Direction Afrique
DAAF	Direction des Affaires Administratives et Financières
DAARA	Direction d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides
DAC	Direction Amériques et Caraïbes
DACAA	Direction de l'Accueil, du Cérémonial, des Accréditations et des Audiences
DACP	Direction des Affaires Civiles et Pénales
DADE	Direction des Actions et Développement Economique
DADPME	Direction de l'Assistance et du Développement des PME
DAEF	Direction de l'Autonomisation Economique de la Femme
DAF	Direction des Affaires Financières
DAFER	Direction des Affaires Economiques et Régionales
DAFM	Direction des Affaires Financières et du Matériel
DAFP	Direction des Affaires Financières et du Patrimoine
DAIP	Direction de l'Apprentissage et de l'Insertion Professionnelle
DAJ	Directions des Affaires Juridiques
DAJC	Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux
DAJCCI	Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération Internationale
DAJCI	Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale
DAJI	Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles
DAJR	Direction des Affaires Juridiques et de la Règlementation
DAJUCIREP	Direction des Affaires Juridiques, de la Coopération Internationale et des Relations Publiques
DAN	Direction des Archives Nationales
DAP	Direction de l'Administration Pénitentiaire
DAP	Direction de l'Aquaculture et de la Pêche
DAPEPN	Direction d'Assistance des Pupilles de l'Etat et des Pupilles de la Nation
DAPL	Direction de l'Activité Pharmaceutique et des Laboratoires
DAPO	Direction Asie, Pacifique et Océanie
DAPSP	Direction d'Appui à la Performance du Service Public
DAR	Direction de l'Assainissement en milieu Rural
DAS	Direction de l'Action Sociale
DASEB	Direction de l'Administration du Système d'Exécution Budgétaire
DASII	Direction de l'Appui et du Suivi de l'Investissement Industriel
DAT	Direction des Activités Touristiques
DAUD	Direction de l'Assainissement Urbain et du Drainage
DBDES	Direction des Bases de Données Economiques et Sociales
DC	Direction de la Circulation
DC	Direction des Concours
DCC	Direction du Civisme et de la Citoyenneté
DCCEI	Direction de la Coopération Culturelle et des Echanges Internationaux
DCCLVC	Direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Lutte contre la Vie Chère
DCD	Direction de la Communication et de la Documentation
DCDA	Direction de la Communication, de la Documentation et des Archives
DCECD	Direction de la Coordination et de l'Efficacité de la Coopération au Développement
DCEP	Direction de la Coordination et de l'Exécution des Projets
DCF	Direction du Contrôle Financier
DCGG	Directeur de Contrôle de Gestion et de la Gouvernance
DCID	Direction de la Communication, de l'Informatique et de la Documentation
DCISR	Direction de la Coopération Internationale et Sous-Régionale
DCP	Direction de la Coopération et de la Professionnalisation
DCP	Direction de la Communication Publicitaire
DCPB	Direction de la Commercialisation des Produits de Base
DCPE	Direction des Cultures Pérennes et d'Exportation
DCPP	Direction de la Coordination des Projets Prioritaires
DCRE	Direction de la Communication et des Relations Extérieures
DCRP	Direction de la Communication et des Relations Publiques
DCS	Direction de la Coordination Statistique
DCSE	Direction du Contrôle, du Suivi et de l'Evaluation
DCSIG	Direction de la Cartographie et du Système d'Information Géographique
DCSPCI	Direction de la Coordination, du Suivi des Projets et de la Coopération Internationale
DCVSA	Direction des Cultures Vivrières et de la Sécurité Alimentaire
DD	Direction Départementale

DDCA	Direction de la Documentation, de la Communication et des Archives
DDEER	Direction Départementale de l'Equipement et de l'Entretien Routier
DDEF	Directions Départementales des Eaux et Forêts
DDEN	Direction Départementale de l'Éducation Nationale
DDH	Direction des Droits de l'Homme
DDIMD	Direction du Développement de l'Industrie de la Mode et du Design
DDLSE	Direction du Développement Local et des Services Extérieurs
DDPE	Direction du Domaine Public de l'Etat
DDS	Direction Départementale de la Santé
DE	Direction Europe
DECA	Direction du Contrôle, de l'Etat Civil et des Archives
DECAC	Direction de l'État Civil et des Affaires Consulaires
DCFINEX	Direction des Etablissements de Crédits et des Finances Extérieurs
DECF	Direction des Etudes et Centre de Formation
DECO	Direction des Examens et Concours
DEEP	Direction de l'Encadrement des Établissements Privés
DEG	Direction des Enjeux Globaux
DELC	Direction des Ecoles, Lycées et Collèges
DELD	Direction des Etudes, de la Législation et de la Documentation
DEM	Direction des Equipements Militaires
DEMA	Direction des Etudes des Matériaux de l'Architecture
DENR	Direction de l'Environnement, des Normes et de la Réglementation
DEP	Direction de l'Evaluation des Projets
DEPAM	Direction de l'Encadrement, de la Promotion de l'Artisanat et de la Mutualité
DEPE	Direction des Etudes, de la Planification et de l'Evaluation
DEPH	Direction de l'Évaluation du Patrimoine Hydraulique
DEPPS	Direction des Etablissements Privés et des Professions Sanitaires
DERE	Direction des Etudes et Recherche Economique
DERU	Direction de l'Electrification Rurale
DESPS	Direction des Etudes, des Stratégies, de la Planification et des Statistiques
DESPSE	Direction des Etudes, de la Statistique, de la Programmation et du Suivi-Evaluation
DET	Direction des Etablissements Techniques
DEXC	Direction des Examens et Concours
DF2VP	Direction de la Formation, de la Vulgarisation et de la Valorisation des Produits
DFAC	Direction de la Formation Artistique et Culturelle
DFCC	Direction de la Francophonie de la Coopération Culturelle
DFCI	Direction de la Formation et de la Coopération Internationale
DFDA	Direction de la Formation, de la Documentation et des Archives
DFDC	Direction de la Formation, de la Documentation et de la Communication
DFPI	Direction de la Fonction Publique Internationale
DFR	Direction du Foncier Rural
DFRC	Direction de la Faune et des Ressources Cynégétiques
DFTLV	Direction de la Formation Tout au Long de la Vie
DG	Direction Générale
DGA	Directeurs Généraux Adjoints
DGAFC	Direction Générale de l'Apprentissage et de la Formation Continue
DGAJCEC	Direction Générale des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'État Civil
DGAMP	Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires
DGAPCE	Direction de la Gestion Administrative des Personnels Civils de l'Etat
DGAS	Direction Générale de l'Assainissement et de la Salubrité
DGAT	Direction Générale de l'Aménagement du Territoire
DGATDRL	Direction Générale de l'Aménagement du Territoire et du Développement Régional et Local
DGBF	Direction Générale du Budget et des Finances
DGCAT	Direction de la Gestion des Carrières des Agents Techniques
DGCE	Direction Générale du Commerce Extérieur
DGCI	Direction Générale du Commerce Intérieur
DGCMA	Direction Générale de la Construction, de la Maintenance et de l'Architecture
DGCOD	Direction Générale de la Coopération au Développement
DG Cultes	Direction Générale des Cultes
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDE	Direction Générale de la Diplomatie Economique
DGDDL	Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local
DGDR	Direction Générale du Développement Rural
DGDRME	Direction Générale du Développement Rural et de la Maîtrise de l'Eau dans le domaine agricole
DGE	Direction Générale de l'Economie
DGE	Direction Générale de l'Emploi
DGE	Direction Générale de l'Energie
DGFD	Direction Générale du Financement et des Dons
DGFF	Direction Générale des Forêts et de la Faune
DGFI	Direction Générale de la Formation Initiale
DGH	Direction Générale des Hydrocarbures
DGI	Direction Générale des Impôts
DGIE	Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur
DGIN	Direction Générale de l'Industrielle
DGIR	Direction Générale des Infrastructures Routières

DGITH	Direction Générale de l'Industrie Touristique et Hôtelière
DGL	Direction Générale des Loisirs
DGLCV	Direction Générale du Logement et de Cadre de Vie
DGLP	Direction Générale de la Lutte contre la Pauvreté
DGMG	Direction Générale des Mines et de la Géologie
DGMP	Direction Générale des Marchés Publics
DG ONECI	Direction Générale de l'Office National de l'Etat-Civil et de l'Identification
DGP	Direction Générale du Plan
DGPAI	Direction Générale de la Promotion des Agro-Industries
DGPE	Direction Générale du Portefeuille de l'Etat
DGPE	Direction Générale du Protocole d'État
DGPN	Direction Générale de la Police Nationale
DGPPMEA	Direction Générale de la Promotion des PME et de l'Artisanat
DGPS	Direction Générale de la Protection Sociale
DGPR	Direction Générale de la Promotion de la Riziculture
DGPSA	Direction Générale des Productions et de la Sécurité Alimentaire
DGQE	Direction Générale de la Qualité et des Evaluations
DGRB	Direction Générale des Relations Bilatérales
DGRE	Direction Générale des Ressources en Eau
DGRI	Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation
DGRM	Direction Générale des Relations Multilatérales
DGS	Direction Générale de la Santé
DGSAH	Direction Générale de la Solidarité et de l'Action Humanitaire
DGT	Direction Générale du Travail
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DGTTC	Direction Générale des Transports Terrestres et de la Circulation
DGU	Direction du Guichet Unique
DGUA	Direction du Guichet Unique Automobile
DGUF	Direction Générale de l'Urbanisme et du Foncier
DIDDS	Direction de l'Informatique, de la Digitalisation et du Développement des Startups
DIEC	Direction des Infrastructures et Equipements Culturels
DIEM	Direction des Infrastructures, de l'Equipement et de la Maintenance
DILPL	Direction de l'Industrie du Livre et de la Promotion de la Lecture
DIPAC	Direction de l'Insertion et de la Promotion des Activités Commerciales
DIPE	Direction de l'Information de la Planification et de l'Evaluation
DIQ	Direction de l'Innovation et de la Qualité
DIRCOM	Direction de la Communication
DIS	Direction de l'Information Sanitaire
DISAD	Direction de l'Informatique, des Statistiques, des Archives et de la Documentation
DISD	Direction de l'Information et de la Santé Digitale
DISE	Direction des Institutions Socio-Educatives
DISI	Direction des Infrastructures et de la Sécurité Industrielle
DISVD	Direction des Infrastructures de Salubrité et de Valorisation des Déchets
DIT	Direction de l'Inspection du Travail
DITCI	Direction de l'Innovation Technologique et de la Coopération Industrielles
DITT	Direction de l'Information et des Traces Technologiques
DLAF	Direction du Logement et de l'Aménagement Foncier
DLC	Direction de la Lutte contre la Corruption
DLTE	Direction de la Lutte contre le Travail des Enfants
DLTP	Direction de la Lutte contre la Traite des Personnes
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DMEER	Direction de la Maîtrise de l'Energie et des Energies Renouvelables
DMHP	Direction de la Médecine Hospitalière et de Proximité
DMISSA	Direction de la Modernisation, de l'Informatique, de la Simplification et de la Sécurisation des Actes
DMOA	Direction de la Modernisation et de l'Organisation Administrative
DMPIR	Direction de la Mobilisation des Partenaires de l'Intégration Régionale
DMRFCQ	Direction de la Métrologie, de la Répression des Fraudes et du Contrôle de la Qualité
DNAGEP	Direction de la Nutrition Animale et de la Gestion de l'Espace Pastorale
DOB	Direction de l'Orientations et Bourses
DOBM	Direction des Orientations, des Bourses et des Mobilités
DOEM	Direction de l'Observation de l'Emploi et des Métiers
DOI	Direction des Organisations Internationales
DONUISNU	Direction de l'Organisation des Nations Unies et des Institutions Spécialisées des Nations Unies
DOPA	Direction des Organisations Professionnelles Agricoles
DOPAF	Direction des Organisations Professionnelles et de l'Appui au Financement
DOPAM	Direction des Organisations Professionnelles Agricoles Modernes
DOSLN	Direction des Opérations de Salubrité et de Lutte contre les Nuisances
DOUVAG	Direction des Œuvres Universitaires, de la Vie Associative et du Genre
DP	Direction des Pêches
DP	Direction de la Planification
DPA	Direction des Productions Animales
DPAE	Direction de la Promotion et de l'Assistance à l'Exportation
DPAPV	Direction de la Promotion des Arts Plastiques et Visuels
DPARE	Direction de l'Aménagement et de la Protection des Ressources en Eau

DPASCSH	Direction de la Promotion, de l'Animation et du Suivi des Comités de Salubrité et d'Hygiène
DPB	Direction des Partenariats Bilatéraux
DPC	Direction du Patrimoine Culturel
DPCAAI	Direction des Politiques Communautaires de l'Appui aux Acteurs de l'Intégration
DPCCLC	Direction des Politiques Communautaires du Commerce et de la Libre Circulation
DPCE	Direction de la Programmation du Contrôle des Effectifs
DPCI	Direction de la Production et de la Compétitivité Industrielle
DPCOR	Direction des Politiques Communautaires des Organisations Régionales
DPCP	Document de Présentation du Cadre de Performance
DPCPHDD	Direction des Politiques Communautaires, de la Promotion Humaine et du Développement Durable
DPCPPSR	Direction des Politiques Communautaires de la Promotion de la Paix et de la Sécurité Régionale
DPCSPS	Direction de la Planification de la Coordination, du Suivi des Projets et des Statistiques
DPDRL	Direction de la Promotion du Développement Régional et Local
DPE	Direction des Productions d'Elevage
DPE	Direction de la Planification et de l'Evaluation
DPEM	Direction des Projets, de l'Équipement et de la Maintenance
DPES	Direction de la Professionnalisation et de l'Economie du Sport
DPESF	Direction de la Planification, des Etudes et des Statistiques Fiscales
DPET	Direction de la Promotion des Entreprises de Transport
DPFC	Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue
DPFE	Direction de la Police Forestière et de l'Eau
DPI	Direction des Privilèges et Immunités
DPICA	Direction de la Promotion de l'Industrie Cinématographique et Audiovisuelle
DPIF	Direction de la Production et des Industries Forestières
DPIP	Direction de la Programmation des Investissements Publics
DPJ	Direction de la Protection des Jeunes
DPJEJ	Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse
DPL	Direction du Patrimoine et de la Logistique
DPLAJN	Direction des Parcs de Loisirs, d'Attraction et des Jeux Numériques
DPMTA	Direction de la Promotion de la Modernisation du Territoire Agricole
DPNR	Direction de la Programmation des Normes et de la Réglementation
DPP	Direction du Partenariat et des Projets
DPPD	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses
DPPD-PAP	Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance
DPPE	Direction des Prévisions et des Politiques Economiques
DPPF	Direction de la Planification, de la Programmation et du Financement
DPPH	Direction de la Promotion des Personnes Handicapées
DPPS	Direction de la Prospective, de la Planification et des Stratégies
DPPS	Direction de Planification, de la Prospection et des Statistiques
DPPS	Direction de la Planification des Projets et des Statistiques
DPQN	Direction de la Promotion de la Qualité et de la Normalisation
DPS	Direction de la Planification et des Statistiques
DPSE	Direction de la Planification, des Statistiques, du Suivi et de l'Evaluation
DPSEC	Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Economie Culturelle
DPSI	Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Informatique
DPSIS	Direction de la Planification, du Système d'Information et des Statistiques
DPSP	Direction de la Planification, des Statistiques et de la Prospective
DPSP	Direction de la Planification, des Statistiques et des Projets
DPSR	Direction de la Planification et de la Supervision Routière
DPTCT	Direction de la Promotion des Technologies de Conservations et de Transformations
DPV	Direction du Protocole et des Visas
DPVCQ	Direction de la Protection des Végétaux et du Contrôle Qualité
DR	Direction Régionale
DRC	Direction du Renforcement des Capacités
DRC	Direction de la Réglementation et du Contentieux
DRCF	Direction du Reboisement et du Cadastre Forestier
DRE	Direction de la Régulation des Echanges
DREE	Direction des Relations Economiques Extérieurs
DREF	Directions Régionales des Eaux et Forêts
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRHF	Direction des Ressources Humaines et de la Formation
DRIE	Direction Régionale des Infrastructures Economiques
DRMGB	Direction de la Réglementation et de la Modernisation de la Gestion Budgétaire
DRT	Direction de la Règlementation du Travail
DSCPS	Direction de la Santé Communautaire et de la Promotion de la Santé
DSDI	Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique
DSE	Direction de la Stratégie et des Etudes
DSE	Direction des Services Extérieurs
DSEF	Direction des Statistiques Economiques et Financières
DSEPA	Direction des Semences, Engrais et Produits Assimilés
DSEPE	Direction du Suivi et de l'Evaluation de la Politique de l'Emploi

DSFD	Direction des Systèmes Financiers Décentralisés
DSGAE	Direction des Systèmes de Gestion et de l'Appui à l'Ethique
DSI	Direction des Systèmes d'Information
DSIB	Direction des Systèmes d'Information Budgétaire
DSID	Direction des Systèmes d'Information et de la Digitalisation
DSJRH	Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines
DSMG	Direction des Sports de Masse et du Genre
DSPE	Direction de la Stratégie et des Programmes d'Emploi
DSPSSE	Direction de la Stratégie, de la Planification, des Statistiques et du Suivi-Evaluation
DSRE	Direction du Suivi et de la Règlementation de l'Energie
DSSM	Direction de la Sécurité Sociale et de la Mutualité
DSST	Direction de la Santé et Sécurité au Travail
DST	Direction du Sport pour Tous
DSTL	Direction de la Sécurité Touristique et des Loisirs
DSV	Direction des Services Vétérinaires
DTA	Direction du Transport Aérien
DTA	Direction de la Tutelle Administrative
DTC	Direction de la Topographie et de la Cartographie
DTDAI	Direction de la Transformation Digitale de l'Administration et de l'Innovation
DTETF	Direction de la Tutelle Economique et Financière
DTI	Division Télécommunications et Informatiques
DTRF	Direction des Transports Routiers et Ferroviaires
DTSI	Direction des Technologies et des Systèmes d'Information
DU	Direction de l'Urbanisme
DVARCJ	Direction de la Vie Associative et du Renforcement des Capacités des Jeunes
DVBPC	Direction du Volontariat, du Bénévolat et des Programmes Communautaires
DVFPJT	Direction de la Valorisation, de la Formation et de la Promotion des jeux Traditionnels
DVFSHN	Direction de la Vie Fédérale et du Sport de Haut Niveau
DVI	Direction de la Valorisation et de l'Innovation
DVPCN	Direction de la Valorisation et de la Promotion des Compétences Nationales
DVS	Direction de la Vie Scolaire
DVSP	Direction de la Veille et du Suivi des Programmes
EFTP	Enseignement et Formation Technique Professionnels
EMAT	Etat-Major de l'Armée de Terre
EMGA	Etat-Major Général des Armées
EMPT	Ecole Militaire Préparatoire Technique
EMSP	Ecole Multinationale Supérieure des Postes
ENA	Ecole Nationale d'Administration
ENE	Enquête Nationale sur l'Emploi
ENS	Ecole Normale Supérieure
ENSEA	Ecole Nationale Supérieure de la Statistique et d'Economie Appliquée
GSPM	Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires
GSR	Groupement de Sécurité Routière
GTS-LEIPA	Groupement Spécial de Lutte contre l'Exploitation Illicite des Produits Agricoles
IFEF	Institut de Formation et d'Education Féminine
IFEF	Institut de de la Francophonie pour l'Education et la Formation
IG	Inspection Générale
IGAT	Inspection Générale et Audit du Trésor
IGEF	Inspection Générale des Eaux et Forêts
INSAAC	Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
IP	Indicateur de Performance
Kg	Kilogramme
kVA	kiloVolt Ampère
MAEIAIE	Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur
MCF	Ministère de la Culture et de la Francophonie
MCI	Ministère du Commerce et de l'Industrie
MCLU	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
MCNSLP	Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté
MDPMMSCV	Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie
MDMAEIAIE	Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur
MDMTAM	Ministère délégué auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes
MEER	Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier
MEMDEF	Ministère d'Etat, Ministère de la Défense
MEMINADERPV	Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières
MEMFPMA	Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration
MENA	Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
MEPD	Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement
MEPS	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

METFPA	Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage
MFB	Ministère des Finances et du Budget
MFFE	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant
MINEDDTE	Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique
MINCOM	Ministère de la Communication
MINEF	Ministère des Eaux et Forêts
MINHAS	Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité
MIRAH	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
MIS	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité
MJDH	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme
MMPE	Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie
MPJIPSC	Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique
MPPEEP	Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques
MSHP-CMU	Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle
MT	Ministère des Transports
MTL	Ministère du Tourisme et des Loisirs
MTND	Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation
MW	Mégawatt
NBRE	Nombre
OG	Objectif Global
OI	Organisations Internationales
ONAD	Office Nationale de l'Assainissement et du Drainage
ONEP	Office Nationale de l'Eau Potable
OS	Objectif Spécifique
PAP	Projet Annuel de Performance
PND	Plan National de Développement
PSGOUV	Programme Social du Gouvernement

PREMIERE PARTIE : PROGRAMMES DES MINISTERES

RECAPITULATIF DES PROGRAMMES

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROGRAMMES

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
POUVOIRS PUBLICS, ORGANES DE SOUVERAINETE ET GOUVERNANCE	**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR**	**146 728 395 147**
	Programme 1: Administration Générale	68 755 415 667
	Programme 2: Relation bilatérale	68 063 835 678
	Programme 3: Relation multilatérale	9 561 143 802
	Programme 4: Protocole d'Etat, Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil	348 000 000
	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR, CHARGE DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR	**5 122 516 889**
	Programme 1: Administration Générale	3 743 491 132
	Programme 2: Intégration Africaine	1 153 795 757
	Programme 3: Ivoiriens de l'extérieur	225 230 000
DEFENSE, SECURITE ET JUSTICE	**MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE**	**945 963 329 452**
	Programme 1: Administration Générale	101 798 828 700
	Programme 2: Sécurité Intérieure	246 936 755 701
	Programme 3: Décentralisation	237 873 882 190
	Programme 4: Administration territoriale et identification	86 672 782 583
	Programme 5: Protection civile	17 671 080 278
	Programme 6: Appui aux Collectivités Territoriales	255 010 000 000
	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	**129 151 307 791**
	Programme 1: Administration Générale	94 913 084 375
	Programme 2: Juridictions	11 202 593 764
	Programme 3: Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	20 882 892 824
	Programme 4: Droits de l'Homme	2 152 736 828
	MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA DEFENSE	**481 041 827 995**
	Programme 1: Administration Générale	152 149 614 286
	Programme 2: Défense	198 907 665 491
	Programme 3: Sécurité	129 984 548 218

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
ADMINISTRATION GENERALE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT**	**44 194 260 102**
	Programme 1: Administration Générale	12 893 923 764
	Programme 2: Gestion macroéconomique et politique économique et financière	2 322 971 492
	Programme 3: Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	3 812 144 370
	Programme 4: Aménagement du territoire, développement régional et local	1 483 513 571
	Programme 5: Coordination de la coopération au développement, population et productions statistiques	14 015 706 905
	Programme 6: Fonds National de Développement de la Statistique	9 666 000 000
	MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	**45 121 940 916**
	Programme 1: Administration Générale	28 450 607 800
	Programme 2: Fonction Publique	14 396 485 400
	Programme 3: Modernisation de l'Administration	2 274 847 716
	MINISTERE DU PATRIMOINE, DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES	**49 213 125 398**
	Programme 1: Administration Générale	40 514 471 209
	Programme 2: Portefeuille de l'Etat	7 998 654 189
	Programme 3: Gestion des Etablissements Publics Nationaux	700 000 000
	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	**671 323 963 425**
	Programme 1: Administration Générale	369 535 050 547
	Programme 2: Trésor et Comptabilité Publique	12 847 326 386
	Programme 3: Douanes	21 460 519 567
	Programme 4: Impôts	21 362 947 078
	Programme 5: Budget	64 941 585 484
	Programme 6: Marchés Publics	4 020 829 721
	Programme 7: Gestion des Financements	5 389 327 020
	Programme 8: Appui au contrôle des marchandises à l'importation	56 500 000 000
	Programme 9: Prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (Prélèvement Communautaire de Solidarité - Prélèvement Communautaire de la CEDEAO)	91 248 460 491
	Programme 10: Prélèvement à l'importation de l'Union Africaine (UA)	13 439 617 131
	Programme 11: Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR)	10 578 300 000

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
PRODUCTION, DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL	**MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES PRODUCTIONS VIVRIERES**	**333 878 089 526**
	Programme 1: Administration Générale	17 143 084 583
	Programme 2: Productions et Sécurité alimentaire	93 194 334 889
	Programme 3: Développement rural	106 292 029 836
	Programme 4: Promotion de la riziculture	25 204 640 218
	Programme 5: Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)	13 300 000 000
	Programme 6: Fonds d'Investissement Agricole (FIA / QC)	10 615 000 000
	Programme 7: Fonds du secteur café cacao	49 832 000 000
	Programme 8: Fonds du secteur anacarde	18 297 000 000
	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	**96 866 871 722**
	Programme 1: Administration Générale	14 003 862 146
	Programme 2: Commerce intérieur	4 924 344 052
	Programme 3: Commerce extérieur	2 365 616 153
	Programme 4: Industrie	36 338 192 773
	Programme 5: PME et Artisanat	39 234 856 598
	MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	**26 700 912 028**
	Programme 1: Administration Générale	11 095 321 403
	Programme 2: Développement des productions animales	2 819 855 421
	Programme 3: Gestion durable des ressources halieutiques	11 118 502 743
	Programme 4: Renforcement de la santé publique vétérinaire	1 667 232 461

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER**	**734 442 904 943**
	Programme 1: Administration Générale	7 964 881 215
	Programme 2: Infrastructures routières et ouvrages d'arts	446 634 263 710
	Programme 3: Fonds d'Entretien Routier (FER)	279 843 760 018
	MINISTERE DES MINES, DU PETROLE ET DE L'ENERGIE	**706 060 209 015**
	Programme 1: Administration Générale	8 701 872 126
	Programme 2: Hydrocarbures	116 054 336
	Programme 3: Energie	320 914 619 601
	Programme 4: Mines et géologie	783 321 335
	Programme 5: Appui au financement du secteur de l'électricité	70 368 000 000
	Programme 6: Appui au financement de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)	57 906 341 617
	Programme 7: Appui au financement du secteur minier	28 500 000 000
	Programme 8: Péréquation produit à la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)	105 000 000 000
	Programme 9: Péréquation transport à la Société d'Etudes et de Gestion en Hydrocarbures (SEGH)	70 000 000 000
	Programme 10: Appui au financement à Côte d'Ivoire ENERGIE	43 770 000 000
	MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME	**123 247 714 398**
	Programme 1: Administration Générale	16 387 778 395
	Programme 2: Foncier et urbanisme	16 302 276 827
	Programme 3: Construction et maintenance	3 009 475 173
	Programme 4: Logement et cadre de vie	87 548 184 003
	MINISTERE DES TRANSPORTS	**307 769 615 082**
	Programme 1: Administration Générale	10 483 960 604
	Programme 2: Transport aérien	41 918 600 000
	Programme 3: Transport terrestre	250 777 054 478
	Programme 4: Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan	2 295 000 000
	Programme 5: Régulation du Transport Intérieur	2 295 000 000
	MINISTERE DE LA TRANSITION NUMERIQUE ET DE LA DIGITALISATION	**83 275 503 595**
	Programme 1: Administration Générale	1 704 184 519
	Programme 2: Economie numérique et poste	45 991 319 076
	Programme 3: Appui au Développement des nouvelles technologies en zones rurales	33 000 000 000
	Programme 4: Appui à la régulation du secteur des télécommunications	2 580 000 000
	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS, CHARGE DES AFFAIRES MARITIMES	**13 746 365 872**
	Programme 1: Administration générale	8 311 959 782
	Programme 2: Transport maritime et fluvio-lagunaire	5 434 406 090

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
ENSEIGNEMENT FORMATION ET RECHERCHE	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION**	**1 563 721 366 602**
	Programme 1: Administration Générale	121 396 189 006
	Programme 2: Enseignement préscolaire et primaire	849 707 918 059
	Programme 3: Enseignement secondaire général	591 842 059 537
	Programme 4: Alphabétisation et Education non formelle	775 200 000
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	**338 779 408 246**
	Programme 1: Administration Générale	24 951 460 632
	Programme 2: Enseignement supérieur	233 945 569 392
	Programme 3: Œuvres universitaires et vie estudiantine	67 106 546 257
	Programme 4: Recherche scientifique et innovation	12 775 831 965
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'APPRENTISSAGE	**182 301 855 312**
	Programme 1: Administration Générale	14 408 855 796
	Programme 2: Formation professionnelle et apprentissage	111 002 347 046
	Programme 3: Enseignement secondaire technique	10 890 652 470
	Programme 4: Fonds de Développement de la Formation Professionnelle	46 000 000 000

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
CULTURE, JEUNESSE, SPORT ET LOISIR	**MINISTERE DE LA COMMUNICATION**	**39 806 735 298**
	Programme 1: Administration Générale	7 354 634 682
	Programme 2: Communication et médias	12 252 100 615
	Programme 3: Appui au financement de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)	16 465 000 001
	Programme 4: Appui au financement de la Société Ivoirienne de Télédiffusion (IDT)	2 035 000 000
	Programme 5: Appui au financement du secteur des médias	1 700 000 000
	MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	**37 598 620 420**
	Programme 1: Administration Générale	13 835 893 251
	Programme 2: Animation culturelle et industries culturelles et créatives	5 131 941 800
	Programme 3: Patrimoine culturel	1 793 938 806
	Programme 4: Enseignement artistique et culturel	3 277 857 930
	Programme 5: Francophonie	592 488 633
	Programme 6: Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique (FSCCA)	12 566 500 000
	Programme 7: Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC)	240 000 000
	Programme 8: Appui au financement de l'Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire (ONAC-CI)	160 000 000
	MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	**19 207 286 052**
	Programme 1: Administration Générale	6 977 145 562
	Programme 2: Tourisme	5 229 257 356
	Programme 3: Loisir	800 883 134
	Programme 4: Fonds de Développement Touristique	2 700 000 000
	Programme 5: Appui au financement de la promotion du secteur touristique	3 500 000 000
	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET DU SERVICE CIVIQUE	**81 484 195 624**
	Programme 1: Administration Générale	6 395 282 843
	Programme 2: Promotion de la jeunesse	885 002 094
	Programme 3: Insertion Professionnelle et Emploi des jeunes	54 319 474 813
	Programme 4: Service civique	15 075 185 874
	Programme 5: Fonds d'appui à la jeunesse	4 300 000 000
	Programme 6: Appui au financement du service civique	509 250 000
	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES SPORTS ET DU CADRE DE VIE, CHARGÉ DES SPORTS ET DU CADRE DE VIE	**70 427 777 385**
	Programme 1: Administration Générale	17 906 782 766
	Programme 2: Sport	39 900 994 619
	Programme 3: Appui au développement durable du sport	10 900 000 000
	Programme 4: Appui à l'entretien et à la sécurisation des infrastructures	1 720 000 000

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
ENVIRONNEMENT, CADRE DE VIE ET PROTECTION DE LA NATURE	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE**	**36 680 067 253**
	Programme 1: Administration Générale	7 918 536 211
	Programme 2: Environnement et développement durable	28 761 531 042
	MINISTERE DES EAUX ET FORETS	**103 197 582 643**
	Programme 1: Administration Générale	37 824 714 687
	Programme 2: Gestion durable des ressources forestières	58 463 516 601
	Programme 3: Gestion durable des ressources fauniques	917 332 688
	Programme 4: Gestion intégrée des ressources en eau	5 092 018 667
	Programme 5: Fonds Forestier National	900 000 000
	MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE	**502 893 150 963**
	Programme 1: Administration Générale	8 621 283 913
	Programme 2: Infrastructures de l'hydraulique humaine	126 703 064 215
	Programme 3: Assainissement et drainage	139 226 132 928
	Programme 4: Salubrité et lutte contre les nuisances	19 190 669 907
	Programme 5: Appui au financement de la salubrité Urbaine	184 539 000 000
	Programme 6: Appui au financement de l'assainissement et le drainage	24 613 000 000

MISSIONS	MINISTERES / PROGRAMMES	CP (Montant en FCFA)
SANTE ET ACTIONS SOCIALES	**MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT**	**31 263 058 865**
	Programme 1: Administration Générale	16 254 527 519
	Programme 2: Promotion de l'approche Genre, de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles	5 998 995 287
	Programme 3: Promotion et consolidation de la Famille	956 600 000
	Programme 4: Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	8 052 936 059
	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE	**91 411 414 044**
	Programme 1: Administration Générale	35 849 618 984
	Programme 2: Emploi	2 451 846 262
	Programme 3: Travail	6 374 402 905
	Programme 4: Protection sociale	46 735 545 893
	MINISTERE DE LA COHESION NATIONALE, DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	**57 361 750 199**
	Programme 1: Administration Générale	4 453 244 145
	Programme 2: Solidarité et Action Humanitaire	4 207 204 503
	Programme 3: Lutte contre la pauvreté	42 037 873 689
	Programme 4: Cohésion Nationale	6 663 427 862
	MINSTERE DE LA SANTE, DE L'HYGIENE PUBLIQUE ET DE LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE	**808 992 158 914**
	Programme 1: Administration Générale	386 390 670 357
	Programme 2: Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	243 944 049 750
	Programme 3: Renforcement de la lutte contre la maladie	175 357 438 807
	Programme 4: Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme, la Toxicomanie et les autres Addictions	990 000 000
	Programme 5: Fonds National de Lutte contre le SIDA (FNLS)	2 310 000 000
TOTAL GENERAL		**8 908 975 281 116**

SECTION 226 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA DEFENSE

SECTION 226 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA DEFENSE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière d'administration générale

- la structuration pyramidale déséquilibrée des grades, marquée par une concentration excessive de personnel dans les rangs des sous-officiers ;
- l'insuffisance des infrastructures techniques et d'accueil pour les recrues au sein des Armées ;
- l'entraînement insuffisant des hommes ;
- l'insuffisance de personnels spécialistes au sein des Armées et des Forces.

En matière de défense

- la persistance de la menace terroriste ;
- la recrudescence de la piraterie maritime ;
- les menaces sécuritaires transfrontalières.

En matière de sécurité

- l'insuffisance du maillage territorial par la Gendarmerie Nationale ;
- l'orpaillage clandestin ;
- le ratio gendarme-population en deçà des standards internationaux.

I.1.2. Réponses apportées

- la poursuite de la politique de maîtrise et de rationalisation des effectifs au sein des armées ;
- le recrutement de militaires du rang et sous-officiers spécialistes ;
- le renforcement des programmes de formation initiale dans les écoles militaires ;
- la consolidation de la formation continue des cadres, tant au plan national qu'international ;
- la réorganisation progressive des effectifs des armées et de la gendarmerie pour une meilleure efficacité opérationnelle ;
- le renforcement de la présence de l'état dans les zones protégées occupées illicitement, associé à une lutte active contre le grand banditisme ;
- la sécurisation de la zone exclusive économique par la marine ;
- la construction d'infrastructures modernes au profit de la Gendarmerie Nationale ;
- la réhabilitation et la construction d'infrastructures techniques et d'accueil pour les recrues au sein des corps de troupe ;
- la diversification et la densification des postes sécuritaires aux frontières nationales.

I.1.3. Défis et priorités

- la consolidation du cadre institutionnel régissant les forces de défense et de sécurité ;
- la mise en œuvre effective d'une nouvelle Loi de Programmation Militaire (LPM) ;
- l'amélioration continue des conditions de vie et de travail des militaires et gendarmes ;

- le rajeunissement des effectifs à travers des recrutements adaptés aux besoins ;
- l'harmonisation de la structure des grades pour la rendre conforme aux standards internationaux ;
- la prise en charge opérationnelle et l'aménagement des emprises militaires rétrocédées par les forces françaises (Port-Bouët et Toumodi) ;
- le renforcement de la lutte contre le terrorisme et les autres menaces ;
- la poursuite des opérations de sécurisation du territoire pour garantir un environnement stable ;
- la sécurisation du patrimoine foncier stratégique ;
- la poursuite du programme de réhabilitation, de construction et d'équipement des casernes militaires et celles de la gendarmerie ;
- le renforcement des capacités opérationnelles face aux nouvelles formes de menaces (terrorisme, piraterie, criminalité transfrontalière) ;
- l'intensification des actions contre le grand banditisme (vols à main armée, coupeurs de route, orpaillage clandestin) ;
- le renforcement des mesures de lutte contre la fraude et l'occupation illégale des zones protégées ;
- la sécurisation du processus électoral, notamment dans le cadre des élections législatives de 2026.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'optimisation et la réorganisation des ressources humaines ;
- la réorganisation des structures et la réforme du cadre institutionnel ;
- le renforcement des capacités opérationnelles.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du Ministère est améliorée ;
- la politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales est mise en œuvre ;
- la politique de défense au sein de la Gendarmerie Nationale est mise en œuvre.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des Membres du Gouvernement, en son **article 2**, le Ministre d'État, Ministre de la Défense, assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de Défense.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels intéressés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- défense de l'intégrité nationale ;
- restructuration des Forces de défense en vue d'en faire une armée attachée aux valeurs républicaines ;
- exécution de la politique militaire et traduction en ordres et instructions des directives générales en matière de Défense ;
- gestion de l'ensemble des Forces terrestres, aériennes, navales et de la Gendarmerie Nationale, dont il assure le recrutement, la formation, la mobilisation, l'emploi, la santé et la protection sociale ;
- exercice des pouvoirs judiciaires prévus par le Code de Procédure Militaire ;
- élaboration des lois en matière de Défense ;
- préparation des directives générales relatives aux négociations concernant la défense, y compris la coopération militaire ;
- gestion, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire et de la Sécurité, des questions de sécurité sur toute l'étendue du territoire national ;
- gestion, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères, des missions militaires à l'étranger et des représentations militaires au sein des Organismes internationaux.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Défense
- Programme 3 : Sécurité

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale des Armées, Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale, Contrôle Général de l'Administration des Finances de la Défense, Service de Communication des Armées, Comité National de Lutte contre les Violences Sexuelles liées aux Crises, Groupement Ministériel des Moyens Généraux, Secrétariat Permanent de la Commission pour l 'Interdiction des Armes Chimiques en Côte d'Ivoire, Direction Générale de l'Administration et des Finances, Directions des Finances, Direction de la législation Militaire, Direction des Ressources Humaines, Direction de la Santé et des Actions Sociales des Armées, Direction Générale des Affaires Logistiques et Techniques, Direction du Génie, Direction de l'Equipement Militaire, Direction des Télécommunications et des Systèmes d'Information, Direction Générales des Affaires Stratégiques, Direction du Développement et des Relations Internationales, Direction de la Planification et du Suivi, Direction Générale du Renseignement et de la Sécurité, Direction du Renseignement et de la Sécurité, Direction de la Sécurité Défense, Atelier de la Marine Nationale, Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme (AILCT), Service des Essences des Armées, Direction du Patrimoine.	- Office National des Anciens Combattants (ONAC) - Centre National de Coordination du Mécanisme de Réponse à l'alerte précoce (CNCMR) - Secrétariat permanent du Comité Interministériel de l'Action de l'Etat en Mer (SEPCIM -AEM)	- Opération de Sécurisation des Personnes et des Biens - Acquisition de matériels scolaires pour les écoles - Acquisition de matériels roulants pour le Ministère de la Défense - Équipement des Services médicaux des Armées - Acquisition d'effets d'habillement, de couchage, de campement et d'ameublement (HCCA) pour les écoles - Acquisition et installation d'équipements pétroliers - Acquisition d'équipements spécifiques pour les unités Opérationnelles et services techniques - Réhabilitation de l'Établissement Général des Services (EGS) - Sécurisation foncière du MEMDEF - Mise en place d'un système de suivi-évaluation et de gestions des statistiques du MEMDEF - Acquisition d'équipements et de matériels de secours chimique - Acquisition d'un bâtiment pour le Tribunal Militaire d'Abidjan Réhabilitation de l'Inspection Générale des Armées	
Programme 2 : Défense	1er bataillon blindé,1er Bataillon de Commandos et de Parachutistes,1er Bataillon de Génie (Bouaké) ,1er Bataillon Infanterie, 1er Bataillon Pilote Projetable ;1ère Région Militaire, 2ème Bataillon Infanterie, 2ème Région Militaire, 3ème Bataillon d'Infanterie de Bouaké, 3ème Région Militaire, 4ème Bataillon d'infanterie de Korhogo ; 4ème Région Militaire, Base Aérienne d'Abidjan, Base Aérienne de Bouaké, Base des Forces Spéciales Abobo N'dotré (FS), Base des Forces Spéciales Yamoussoukro (FS), Base d'Intervention des Forces Spéciales Adiaké, Base d'Intervention des Forces Spéciales Cocody, Base Navale d'Adiaké, Base Navale de San-Pédro, Base Navale Locodjro, Bataillon d'Artillerie Sol-Air (Akouédo), Bataillon d'Artillerie Sol-Sol (Bouaké), Bataillon de commandement et des services, Bataillon de Sécurisation de l'Est (Bondoukou), Bataillon de Sécurisation de l'Ouest (Man), Bataillon de		- Acquisition d'équipements spécifiques pour le GSPM - Construction et Extension de Centres de Secours GSPM - Construction des Unités des Forces Terrestres - Construction et réhabilitation des unités des Forces Aériennes - Construction de l'Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme (AILCT/C2D) - Acquisition d'équipements spécifiques pour les Forces Aériennes - Carénage des bâtiments de la Marine Nationale - Acquisition de matériels de couchage et de campement par les Armées - Acquisition de moyens de communications tactiques pour les Armées	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	Sécurisation du Nord (Odienné), Bataillon de Sécurisation Sud-Ouest, Bataillon du Train de l'Etat-Major, Bureau d'Etude Générale et de règlementation, Bureau d'Information et de Presse des Armées, Bureau emploi opération forces terrestres, Bureau Equipement Etat-Major, Bureau Equipement Soutien Technique des Forces Terrestres, Cabinet Etat-major des Armées, Centre Médical 2ème Bataillon Daloa, Centre de Santé 3ème Bataillon d'Infanterie (Bouaké), Centre de Santé 4ème Bataillon d'Infanterie (Korhogo), Centre de Santé du 1er Bataillon des Commandos Parachutistes, Centre de secours N'Zianouan, Centre d'Instruction Commandos d'Akandjé, Centre d'Instruction d'Akakro / Garde Républicaine, Centre d'Instruction des Forces Spéciales, Centre d'Instruction du GSPM, Centre d'Instruction Navale, Centre Interarmées de Formation Initiale Militaire, Centre Médical 1er Bataillon Akouédo, Centre Médical Base Aérienne d'Abidjan, Centre Médical Base Navale Locodjro, Centre Médical GSPM Indénié, Centre opérationnel des Forces terrestres, Centre opérationnel inter-armées, Centre Régional de Surveillance Maritime de l'Afrique de l'Ouest (CRESMAO), Chefferie Santé de la Marine, Chefferie santé de l'Armée de l'Air, Chefferie Santé de l'Armée de Terre, Chefferie Santé des Forces Spéciales, Chefferie Santé Etat-major des Armées, Comité Sectoriel de Lutte contre le SIDA / MEMDEF, Commandement de la Garde Républicaine, Commandement des Ecoles et Centres de Formation, Commandement des Forces Aériennes (EMAIR), Commandement des Forces Spéciales, Commandement des Forces Terrestres (EMAT), Compagnie des fusiliers commandos de l'air, Commandement des Transmissions des Forces Terrestres, Commandement des Unités Rattachées à l'Etat-major Général des Armées, Commissariat des Forces Aériennes, Commissariat des Forces Spéciales, Commissariat des Forces Terrestres, Commissariat Marine, Compagnie de Sécurisation du Palais Présidentiel - Plateau (GR), Compagnie des fusiliers commandos de la marine, Dépôt central des munitions des armées, Direction du Commissariat des Armées, Division de la Logistique de l'Etat-Major des Armées, Ecole des Forces Armées, Ecole Militaire Préparatoire Technique, Ecole Nationale des Sous-officiers d'Active, EMGA/Bureau des OPEX, EMGA/Bureau Emploi, EMGA/Bureau Instruction, Escadron blindé de la garde républicaine, Etat-major de la Marine Nationale, Flottille Lagunaire, Fusiliers Marins Commando, Garde Républicaine de Treichville, Garde Républicaine de Yamoussoukro, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires – Korhogo, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Indénié, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Yamoussoukro, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Yopougon, Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires Zone 4, Groupement Sapeurs-pompiers militaires –Bouaké, Groupement Tactique Frontière Sud-Ouest (Grabo), Service Informatique de l'État-Major, Service Informatique de la Marine, Service Informatique des Forces		- Rénovation de bâtiments de l'EMGA	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	Terrestres, Service Transmission Etat-Major, Services État-Major, Sous Groupement Tactique (Armée de Terre), Unité de Commandement et des Services des Forces Terrestres, GSPM Bingerville, Cours d'Etudes Supérieures de Défense (CESD), Académie des Forces Armées (AFA), Ecole de Perfectionnement des Officiers (EPO), Ecole de Formation des Officiers (EFO), Ecole de l'État-Major (EEM), Service Informatique de l'Armée de l'Air, Division d'Appui Technique et Technologique, Antenne Régionale du Commissariat des Armées 2ème Région Militaire, Antenne Régionale du Commissariat des Armées 3ème Région Militaire, Antenne Régionale du Commissariat des Armées 4ème Région Militaire, Centre d'Entrainement aux Opérations de Paix (CE-OP), Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires d'Abobo, Compagnie du Génie Travaux de Bouaké, Compagnie du Génie Travaux de Bondoukou, Compagnie du Génie Travaux d'Odienné, Compagnie du Génie Travaux de San-Pédro, Compagnie du Génie Travaux de Séguéla, Centre Médical des Armées de la 3ème Région Militaire, Atelier de Maintenance de la 1ère Région Militaire (Abidjan), Atelier de Maintenance de la 2ème Région Militaire (Daloa), Atelier de Maintenance de la 3ème Région Militaire (Bouaké), Atelier de Maintenance de la 4ème Région Militaire (Korhogo), Camp GCA OUATTARA Thomas d'Aquin de Port-Bouët, Camp Lomo-Nord, Base d'Intervention des Forces Spéciales de Jacqueville, Académie des Métiers de l'Air d'Abidjan (AMAA), Académie Militaire des Systèmes d'Information et de Communication (AMSIC).			
Programme 3 : Sécurité	Banque des données nationale sécurité ; Bureau logistique ; Brigade cynophile ; Brigade de recherches ; Brigade de sécurité ; Chefferie santé gendarmerie ; Centre Principal de Sante Agban ; Centre de renseignements opérationnel de la gendarmerie nationale ; Centre opérationnel de la gendarmerie nationale ; Centre de formation des maitres-chiens Bouaké ; Commandement Supérieur de la gendarmerie (vie opérationnelle) ; Compagnie Abengourou ; Compagnie Abengourou / brigades ; Compagnie Abidjan nord ; Compagnie Abidjan nord / brigades ; Compagnie Abidjan sud ; Compagnie Abidjan sud / brigades ; Compagnie Aboisso ; Compagnie Aboisso / brigades ; Compagnie Adzopé ; Compagnie Adzopé / brigades ; Compagnie Bondoukou ; Compagnie Bondoukou / brigades ; Compagnie Bouaflé ; Compagnie Bouaflé / brigades ; Compagnie Bouaké ; Compagnie Bouaké / brigades ; Compagnie Daloa ; Compagnie Daloa / brigades ; Compagnie Daoukro ; Compagnie Daoukro / brigades ; Compagnie Dimbokro; Compagnie Dimbokro / brigades; Compagnie Divo; Compagnie Divo / brigades; Compagnie Ferkessédougou; Compagnie Ferkessédougou / brigades; Compagnie Gagnoa; Compagnie Gagnoa / brigades; Compagnie Guiglo; Compagnie Guiglo / brigades; Compagnie Katiola; Compagnie Katiola / brigades; Compagnie Korhogo; Compagnie Korhogo / brigades; Compagnie Odienné; Compagnie Odienné / brigades; Compagnie San-Pédro; Compagnie San-Pédro / brigades; Compagnie Séguéla; Compagnie Séguéla /		- Construction et réhabilitation des unités de la Gendarmerie Nationale - Acquisition d'équipements spécifiques pour la Gendarmerie Nationale - Acquisition d'effets HCCA pour la Gendarmerie Nationale - Construction et équipement de 45 brigades de Gendarmerie - Construction de bâtiments dans les régions, légions et écoles de la Gendarmerie Nationale - Construction de l'Institut de Criminalistique de la Gendarmerie Nationale - Rénovation et extension de l'escadron de Bouaké - Construction d'un centre d'entraînement au maintien de l'ordre et de formation à l'intervention professionnelle (CEMOFIP) - Construction du centre d'instruction technique automobile de la Gendarmerie Nationale - Construction et équipement de deux (02) bâtiments dortoirs à l'École de Gendarmerie d'Abidjan - Construction et équipement de trois (03) bâtiments dortoirs pour les stagiaires à l'École de Gendarmerie de Toroguhé - Réhabilitation et équipement de l'imprimerie de la Gendarmerie Nationale	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	brigades; Compagnie Soubré; Compagnie Soubré / brigades; Compagnie Touba; Compagnie Touba / brigades; Compagnie Yamoussoukro; Compagnie Yamoussoukro / brigades; Division des Ressources Financières ; Division des Ressources Humaines ; Division Organisation Emploi ; Division des Télécommunications et de l'Information ; Ecole de Gendarmerie d'Abidjan ; Ecole de Gendarmerie de Toroguhé ; Escadron 1/1 Agban; Escadron 1/2 Daloa; Escadron 1/3 Bouaké; Escadron 1/6 Yamoussoukro; Escadron 2/1 Yopougon; Escadron 3/1 abobo; Escadron 4/1 Koumassi; Escadron Aboisso; Escadron Bondoukou; Escadron Daoukro; Escadron Danané; Escadron Dimbokro; Escadron Ferkessédougou; Escadron Korhogo; Escadron man; Escadron Odienné; Escadron Séguéla; Escadron Soubré ; Escadron Touba ; Escadron de protection de hautes personnalités ; Escadron de service d'honneur de la gendarmerie ; Etat-major 3eme légion gendarmerie territoriale ; Etat-major 3eme légion gendarmerie mobile ; Etat-major 4eme légion gendarmerie mobile ; Etat-major 4eme légion gendarmerie territoriale ; Etat-major 2eme légion gendarmerie mobile ; Etat-major 5eme légion gendarmerie territoriale ; Etat-major 6eme légion gendarmerie mobile ; Etat-major 1ere légion gendarmerie territoriale ; Etat-major 1ere légion gendarmerie mobile ; Etat-major 1ere légion de gendarmerie mobile Abidjan ; Etat-major 2eme légion de gendarmerie mobile Daloa ; Etat-major 3eme légion de gendarmerie mobile Bouaké ; Etat-major 4eme légion de gendarmerie mobile Korhogo ; Etat-major 5eme légion de gendarmerie mobile Yamoussoukro ; Etat-major de gendarmerie mobile et unités spécialisées (GMUS) ; Garage auto ; Groupe d'instruction et de perfectionnement de la gendarmerie nationale ; Groupe d'Escadron blindé ; Groupe d'intervention et de sécurité ; Groupe de sécurité aéroportuaire ; Groupe de sécurité portuaire ; Groupe de sécurité du port de San-Pédro ; Groupement des commandements et des services ; Groupement de documentation de recherche de la gendarmerie ; Inspection générale de la gendarmerie nationale ; Unité d'intervention de la gendarmerie nationale ; Service communication ; Brigade sécurité rurale 2 ; Compagnie Bouna ; Compagnie Bouna / brigades de gendarmerie ; Compagnie Boundiali ; Compagnie Boundiali / brigades de gendarmerie ; Compagnie Danané ; Compagnie Danané / brigades de gendarmerie ; Compagnie Issia ; Compagnie Issia / brigades de gendarmerie ; Compagnie Sakassou ; Compagnie Sakassou / brigades de gendarmerie ; Compagnie Tanda ; Compagnie Tanda / brigades de gendarmerie ; Compagnie Tiassalé ; Compagnie Tiassalé / brigades de gendarmerie ; Compagnie Abidjan Est ; Compagnie Abidjan Est / brigades de gendarmerie ; Compagnie Abidjan ouest ;Compagnie Abidjan ouest / brigades de gendarmerie ; Compagnie Agboville ;Compagnie Agboville / brigades de gendarmerie ; Compagnie Dabou ;Compagnie Dabou / brigades de gendarmerie ; Compagnie Duékoué ; Compagnie Duékoué / brigades de gendarmerie ; Compagnie Grand-Bassam ; Compagnie Grand-Bassam / brigades de gendarmerie ; Etat-major 1ère Région de gendarmerie			

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	Abidjan; Etat-major 2ème Région de gendarmerie Daloa ; Etat-major 3ème Région de gendarmerie Bouaké ;Etat-major 4ème Région de gendarmerie Korhogo ; Etat-major 5ème légion mobile de gendarmerie San-Pédro ; Etat-major 7ème légion de gendarmerie territoriale Abengourou ; Etat-major 7ème légion de gendarmerie mobile Abengourou ; Etat-major 8ème légion de gendarmerie territoriale Man ; Etat-major 8ème légion de gendarmerie mobile Man ; Etat-major commandement des écoles ; Etat-major commandement unités spécialisées ; Etat-major unités de lutte contre l'insécurité rural ; section d'analyse des traces technologiques ; Escadron Adzopé ; Escadron Agboville ; Escadron Abengourou ; Escadron Bouna ; Escadron Divo ; Escadron Gagnoa ; Escadron Kong ; Escadron San-Pédro ; Escadron Touleupleu ; Escadron Marabadiassa ; Escadron Niakaramadougou ; Escadron Tabou, Brigade de Sécurité Rurale 2 Daloa ; Brigade de Sécurité Rurale 4 Korhogo ; Bureau Personnel Officiers de la Gendarmerie Nationale			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du Ministère	**RS 1.1** : La gouvernance du Ministère est améliorée	**IP 1.1.1 :** Taux de réalisation des activités du plan d'action global du Ministère	(Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités du plan d'action global du Ministère) X 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
		IP 1.1.2 : Proportion de RPROG disposant d'une lettre d'engagement signée	(Nombre de RPROG disposant d'une lettre d'engagement signée / Nombre total de RPROG) X 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
		IP 1.1.3 : Taux de réalisation des activités en matière de législation	(Nombre d'activités en matière de législation réalisées / Nombre d'activités en matière de légalisation prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DLM
		IP 1.1.4 : Taux de réalisation du plan de formation du personnel	(Nombre de session de formation organisées / Nombre de sessions de formation prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DLM
OG 2 : Mettre en œuvre la politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales	**RS 2.1** : La politique de défense nationale au sein des Armées et des Forces Spéciales est mise en œuvre	**IP 2.1.1** : Taux de réalisation des activités du plan d'action du Ministère relevant de l'EMGA, des Armées et des Forces spéciales	(Nombre d'activités du plan d'action relevant de l'EMGA réalisées / Nombre total des activités de l'EMGA contenues dans le plan d'action du Ministère) X 100 Source : Rapport d'activités EMGA
OG3 : Mettre en œuvre la politique de défense nationale au sein de la Gendarmerie Nationale	**RS 3.1 :** La politique de défense nationale au sein de la Gendarmerie Nationale est mise en œuvre	**IP 3.1.1 :** Taux de réalisation des activités du plan d'actions du Ministère relevant de la Gendarmerie	(Activités du plan d'action réalisées / Activités du plan d'actions prévues) X 100 Source : Rapport d'activités COSUPGENG

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**481 041 827 995**	**514 121 343 771**	**527 102 080 915**
1.1 Ressources Intérieures	**481 041 827 995**	**514 121 343 771**	**527 102 080 915**
1.1.1 Budget Etat	481 041 827 995	514 121 343 771	527 102 080 915
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**481 041 827 995**	**514 121 343 771**	**527 102 080 915**
2.1 Personnel	**226 360 915 091**	**253 986 283 615**	**258 938 019 635**
2.1.1 Solde y compris EPN	226 360 915 091	253 986 283 615	258 938 019 635
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**195 405 657 989**	**200 851 017 388**	**208 871 182 968**
2.3 Transferts	**1 275 254 915**	**1 284 042 768**	**1 292 878 312**
2.4 Investissement	**58 000 000 000**	**58 000 000 000**	**58 000 000 000**
Trésor	58 000 000 000	58 000 000 000	58 000 000 000
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3 : Planification, programmation et suivi évaluation
	Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la coordination et le cadre institutionnel du Ministère	Proportion de réunions de coordination des activités du ministère	90%	92%	93%	94%	(Nombre de réunions tenues / Nombre de réunions prévues) X 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
	Taux de textes législatifs et règlementaires soumis au Ministre	86%	92%	93%	94%	(Nombre d'activités en matière de législation réalisées / Nombre d'activités en matière de légalisation prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DLM
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère	Taux de traitement des requêtes de maintenances des engins fluvio-lagunaires et navires	100%	85%	87%	90%	(Nombre de requêtes de maintenance des engins fluvio-lagunaires et navires traitées / Nombre total de requêtes) X 100 Source : Rapport d'activités ATEMAN
	Taux de satisfaction des besoins en formation des agents exprimé par les structures	85%	87%	90%	95%	(Besoins en formation satisfaits / Nombre de formations prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'atteinte des cibles des Plans Annuel de Performance (PAP) du ministère	98%	97%	98%	99%	(Total cibles atteintes des PAP / Total cibles des PAP) X 100 Source : Rapport d'activités DPS
OS 3 : Renforcer le système de planification, d'information et la gestion de la logistique du Ministère	Taux de traitement des besoins en infrastructures	70%	72%	75%	80%	(Besoins en infrastructures traités / Total des besoins en infrastructures) X 100 Source : Rapport d'activités DIRGEN
	Taux de traitement des besoins en réparation des véhicules et engins spécifiques	95%	85%	90%	95%	(Besoins en réparations de véhicules et engins spécifiques traités / Total des besoins en réparation de véhicules) X 100 Sources : Rapports d'activités EGS / ECARRA
	Taux de traitement des besoins en équipements militaires	95%	75%	85%	90%	(Besoins en équipements militaires traités / Total des besoins en équipements militaires) X 100 Source : Rapport d'activités DEM
	Taux de réalisation des activités du renseignement Sécurité Défense	77%	96%	96%	96%	(Nombre d'activités de renseignement réalisées / Nombre d'activités de renseignement prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DGRSD
	Taux de réalisation des activités de coordination du mécanisme de réponse à l'alerte précoce	100%	90%	92%	95%	(Nombre d'activités en matière de coordination du mécanisme de réponse à l'alerte précoce réalisées / Nombre total des activités en matière de coordination du mécanisme de réponse à l'alerte précoce prévues dans le plan d'actions) X 100 Source : Rapport d'activités CNCMR

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**152 149 614 286**	**157 838 869 461**	**162 210 393 323**
Dépenses de personnel	28 410 666 597	31 362 287 463	31 913 960 077
Dépenses en biens et services	98 530 164 480	101 738 608 181	105 128 563 171
Transferts	1 275 254 915	1 284 042 768	1 292 878 312
Investissements	23 933 528 294	23 453 931 049	23 874 991 763
Trésor	*23 933 528 294*	*23 453 931 049*	*23 874 991 763*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21074 Administration Générale	**152 149 614 286**	**157 838 869 461**	**162 210 393 323**
2107401 Coordination et animation du ministère	**33 080 891 971**	**36 469 178 243**	**37 568 505 863**
1 Personnel	23 154 429 248	26 008 014 606	26 454 862 310
01021000039 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Liberia /Services des Attachés de Défense	40 000 000	40 552 427	41 104 312
01021000040 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Sénégal /Services des Attachés de Défense	40 222 352	40 777 850	41 332 802
01021000041 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Ghana /Services des Attachés de Défense	96 500 000	97 832 732	99 164 151
01021000046 Prendre en charge les salaires et accessoires du Secrétariat Général Office de Liaison de l'Afrique de l'Ouest (OLAO)	6 300 000	6 387 007	6 473 929
01021000048 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Cameroun /Services des Attachés de Défense	45 518 975	46 147 624	46 775 653
01021000049 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Afrique du Sud /Services des Attachés de Défense	59 649 467	60 473 267	61 296 257
01021000052 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Nigeria /Services des Attachés de Défense	74 090 000	75 113 235	76 135 460
01021000053 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Maroc /Services des Attachés de Défense	42 816 000	43 407 319	43 998 056
01021000054 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Burkina Faso /Services des Attachés de Défense	29 400 000	29 806 034	30 211 669
01021000055 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation au Mali /Services des Attachés du Mali	31 570 000	32 006 005	32 441 579
01021000057 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Ethiopie et auprès de l'Union Africaine (UA) /Services des Attachés de l'Ethiopie	22 924 946	23 241 556	23 557 853
01021000059 Prendre en charge les salaires et accessoires du Département Sport de l'Organisation du Sport Militaire en Afrique (OSMA)	7 300 000	7 300 000	7 300 000
02021000009 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation aux Etats Unis/Services des Attachés de Défense	249 688 149	253 136 517	256 581 488
02021000011 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation à l'ONU /Services des Attachés de Défense	228 676 454	231 834 636	234 989 707
03021000011 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Chine /Services des Attachés de Défense	83 660 000	84 815 403	85 969 668
03021000013 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Israël /Services des Attachés de Défense	30 000 000	30 414 321	30 828 234
03021000015 Prendre en charge les salaires et accessoires de la représentation en ARABIE SAOUDITE/Service des Attachés de Défense	35 000 000	35 483 374	35 966 274

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21074 Administration Générale	**152 149 614 286**	**157 838 869 461**	**162 210 393 323**
04021000014 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation à Paris /Services des Attachés de Défense	175 054 548	177 472 172	179 887 418
04021000015 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Russie /Services des Attachés de Défense	82 800 000	83 943 526	85 085 924
04021000017 Prendre en charge les salaires et accessoires de la Représentation en Allemagne /Services des Attachés de Défense	36 500 000	37 004 091	37 507 684
78021000428 Gérer la part patronale CGRAE de l'Armée	21 736 758 357	24 570 865 510	24 998 254 192
2 Biens et services	**9 875 895 575**	**10 409 079 475**	**11 059 996 866**
01021000035 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire au Secrétariat Général Office de Liaison de l'Afrique de l'Ouest (OLAO)	32 716 120	32 716 120	32 716 120
01021000036 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Burkina Faso	49 380 841	49 380 841	49 380 841
01021000037 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Afrique du Sud	40 662 800	40 662 800	40 662 800
01021000038 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Sénégal	68 401 479	68 401 479	68 441 479
01021000042 Assurer la représentation diplomatique militaire au Mali	64 914 685	64 914 685	64 914 685
01021000043 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Ghana	64 051 668	64 051 668	64 051 668
01021000044 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Nigéria	64 718 185	64 718 185	64 718 185
01021000045 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Cameroun	37 442 735	37 442 735	37 442 735
01021000047 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Maroc	58 121 742	58 121 742	58 121 742
01021000050 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire au Libéria	52 363 000	52 363 000	52 363 000
01021000051 Assurer la représentation diplomatique militaire en Ethiopie et auprès de l'Union Africaine (UA)	53 917 353	53 917 353	53 917 353
01021000058 Prendre en charge les frais de fonctionnement du Chef du Département Sport de l'Organisation du Sport Militaire en Afrique (OSMA)	39 720 000	39 720 000	39 720 000
02021000008 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire à Washington	123 623 251	123 623 251	123 623 251
02021000010 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire auprès de l'ONU	191 976 799	191 976 799	191 976 799
03021000010 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Chine	68 558 942	68 558 942	68 558 942
03021000012 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Arabie Saoudite	100 088 664	100 088 664	100 088 664
03021000014 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Israël	49 216 170	49 216 170	49 216 170
04021000012 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en France	202 989 175	202 989 175	202 989 175
04021000013 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Russie	53 403 000	53 403 000	53 403 000
04021000016 Prendre en charge la représentation diplomatique militaire de la Côte d'Ivoire en Allemagne	84 821 724	84 821 724	84 821 724
78021000424 Gérer les activités d'abonnement du ministère	7 903 343 705	8 422 533 698	9 058 997 367
78021000425 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Défense	39 758 553	40 801 310	41 875 349
78021000426 Gérer le personnel civil du cabinet du Ministre	20 820 480	21 445 094	22 088 447
78021000535 Contrôler l'interdiction des armes chimiques en Côte d'Ivoire	20 500 000	21 115 000	21 748 450
78021000548 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	8 000 000	8 240 000	8 487 200
78021000549 Inspecter la capacité opérationnelle de la Gendarmerie Nationale	7 500 000	7 725 000	7 956 750
78021000550 Mettre en œuvre et suivre la politique de communication des Armées	10 200 000	10 506 000	10 821 180
78021000586 Gérer le personnel militaire et le matériel affecté à l'administration centrale	15 000 000	15 450 000	15 913 500

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21074 Administration Générale	**152 149 614 286**	**157 838 869 461**	**162 210 393 323**
78021000590 Inspecter la capacité opérationnelle des Forces Armées	9 023 001	9 293 691	9 572 502
78021000591 Réaliser tous les travaux à caractère industriel et commercial de la Marine Nationale	311 063 418	320 395 321	330 007 180
78021000640 Contrôler le bon fonctionnement en matière administrative, financière, technique, domaniale et sociale des services et organismes placés sous l'autorité ou la tutelle du Ministère	15 898 085	16 375 028	16 866 278
78021000649 Mettre en œuvre la politique de reconversion des militaires	13 700 000	14 111 000	14 534 330
3 Transferts	**50 567 148**	**52 084 162**	**53 646 687**
78021000427 Prendre en charges le honoraires des agents sous contrats BNETD	50 567 148	52 084 162	53 646 687
2107402 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles.	**109 680 064 628**	**112 843 746 426**	**115 860 374 323**
1 Personnel	**5 256 237 349**	**5 354 272 857**	**5 459 097 767**
78013300588 Prendre en charge le salaire du personnel au CNCMR	360 544 452	366 615 221	372 685 990
78021000551 Gérer les dépenses de personnels du Ministère	2 607 613 070	2 706 819 298	2 806 025 527
78021000757 Soutenir le Fonds de Prévoyance Militaire	2 288 079 827	2 280 838 338	2 280 386 250
2 Biens et services	**87 421 288 718**	**90 058 739 114**	**92 759 863 024**
78011201611 Gérer les formations des militaires	1 404 907 575	1 447 054 802	1 490 466 446
78011201612 Gérer les Conférences et missions hors CI-MDPM	65 270 400	67 228 512	69 245 367
78021000429 Gérer les Séminaires et Conférences en CI	166 800 000	171 804 000	176 958 120
78021000430 Gérer les pécules des élèves et étudiants militaires	1 734 560 328	1 786 597 138	1 840 195 052
78021000431 Rendre la justice au sein des Armées et de la Gendarmerie Nationale	30 500 000	31 415 000	32 357 450
78021000432 Elaborer et mettre en œuvre la politique générale des ressources humaines du Ministère	113 300 000	116 699 000	120 199 970
78021000433 Gérer les aumôniers militaires	3 100 000	3 193 000	3 288 790
78021000434 Gérer les services centraux de santé du Ministère	390 000 000	401 700 000	413 751 000
78021000435 Elaborer et mettre en œuvre une politique des sports au sein des Forces Armées	23 500 000	39 205 000	39 931 150
78021000436 Coordonner les opérations médicales du Ministère	6 000 000	6 180 000	6 365 400
78021000437 Réaliser la confection des tenues et accessoires de tenues militaires	47 724 495	49 053 164	50 421 694
78021000440 Mettre en œuvre la politique de prélèvement des tissus humains	11 800 000	12 154 000	12 518 620
78021000452 Elaborer et exécuter le budget	18 182 960	18 728 449	19 290 303
78021000454 Gérer l'approvisionnement des Armées et de la Gendarmerie en carburant	15 000 000 000	15 450 000 000	15 913 500 000
78021000528 Gérer les frais d'obsèques des militaires	299 115 853	308 089 329	317 332 008
78021000537 Gérer le transit et les assurances des Armées et de la Gendarmerie Nationale	417 500 000	430 025 000	442 925 750
78021000540 Suivre l'exécution des marchés publics et des conventions d'études du BNETD	18 400 000	18 952 000	19 520 560
78021000542 Elaborer une politique de sécurité sanitaire des aliments et des animaux au sein du Ministère de la Défense	13 200 000	13 596 000	14 003 880
78021000552 Gérer le soutien financier des Armées et de la Gendarmerie Nationale)	58 816 098 851	60 580 581 816	62 397 999 272
78021000592 Coordonner les activités liées aux finances, à la législation militaire, aux ressources humaines	15 080 784	15 533 207	15 999 204
78021000593 Gérer les pécules des élèves gendarmes	8 346 540 048	8 596 936 249	8 854 844 337

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21074 Administration Générale	**152 149 614 286**	**157 838 869 461**	**162 210 393 323**
78021000594 Elaborer et mettre en œuvre la politique de santé du Ministère de la Défense	132 816 952	136 801 461	140 905 505
78021000595 Prendre en charge médicalement les militaires, les gendarmes et leurs familles	93 579 156	96 301 331	99 105 171
78021000639 Elaborer les règles d'éthique de la fonction militaire et de la discipline et d'en suivre l'application	12 700 000	13 081 000	13 473 430
78021000641 Gérer la formation du personnel médical du Ministère de la Défense	12 000 000	12 360 000	12 730 800
78021000652 Gérer l'approvisionnement en produits pétroliers des Armées et de la Gendarmerie Nationale	41 500 000	42 745 000	44 027 350
78021000740 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP	23 342 327	24 042 597	24 763 875
78021000741 Assurer le fonctionnement de la Fonction Financière Ministérielle	105 727 654	108 899 484	112 166 468
78021000742 Coordonner les activités opérationnelles de la Direction des Finances	18 041 335	18 582 575	19 140 052
90021000018 Mise en œuvre des missions, ainsi que la gestion technique, administrative et financière de l'AILCT	40 000 000	41 200 000	42 436 000
3 Transferts	**1 224 687 767**	**1 231 958 606**	**1 239 231 625**
78013300612 Transférer les crédits au Centre National de Coordination du Mécanisme de Réponse à l'Alerte Précoce (CNCMR)	493 824 122	500 900 440	507 976 757
78013300652 Transférer les crédits au Secrétariat Permanent du Comité Interministériel Action de L'Etat en Mer	425 000 000	425 000 000	425 000 000
78021000604 Gérer l'Association Fraternelle des Anciens Combattants	2 422 334	2 495 004	2 569 854
78021000635 Prendre en charge les anciens combattants/ONAC	303 441 311	303 563 162	303 685 014
4 Investissements	**15 777 850 794**	**16 198 775 849**	**16 402 181 907**
Trésor	***15 777 850 794***	***16 198 775 849***	***16 402 181 907***
90021000008 Acquisition et installation d'équipements pétroliers	103 000 000	106 090 000	109 272 700
78021000744 Réhabilitation des bâtiments de l'Inspection Générale des Armées	250 000 000	215 589 531	0
78021000743 Acquisition d'équipement et de matériel de secours chimique	350 000 000	350 000 000	300 000 000
78021000723 Acquisition d'effets d'habillement, de couchage, de campement et d'ameublement (HCCA) pour les écoles	670 000 000	690 100 000	710 803 000
78021000722 Equipement des services médicaux des armées	580 000 000	597 400 000	615 322 000
78021000721 Acquisition de matériels roulants pour le Ministère de la Défense	5 000 000 000	5 150 000 000	5 304 500 000
78021000720 Acquisition de matériels scolaires pour les écoles	250 000 000	257 500 000	265 225 000
78021000438 Opération de Sécurisation des Personnes et des Biens	8 574 850 794	8 832 096 318	9 097 059 207
2107403 Planification, programmation et suivi évaluation.	**156 975 212**	**161 684 468**	**166 535 003**
2 Biens et services	**156 975 212**	**161 684 468**	**166 535 003**
78021000441 Elaborer les directives concernant l'organisation, la mise en condition et l'emploi des Forces Armée	10 400 000	10 712 000	11 033 360
78021000543 Organiser la planification générale, le suivi et l'évaluation des activités du Ministère	21 300 000	21 939 000	22 597 170
78021000597 Gérer la formation des militaires et gendarmes en langues	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78021000623 Coordonner toutes les activités de programmation, de planification, de suivi et de développement et des relations internationales	12 393 098	12 764 891	13 147 838
78021000636 Gérer les pèlerins militaires et gendarmes	109 882 114	113 178 577	116 573 935

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21074 Administration Générale	**152 149 614 286**	**157 838 869 461**	**162 210 393 323**
2107407 Gestion des systèmes d'information et de communication.	**9 231 682 475**	**8 364 260 324**	**8 614 978 134**
2 Biens et services	**1 076 004 975**	**1 109 105 124**	**1 142 168 278**
78021000442 Mettre en œuvre la politique de renseignement stratégique	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78021000443 Prendre en charge les dépenses liées aux transmissions et aux services d'information	162 859 967	167 745 766	172 778 139
78021000444 Gérer la maîtrise d'œuvre des activités de projets d'infrastructures	42 223 968	43 310 687	44 430 008
78021000445 Gérer l'approvisionnement, la Réparation et la Construction Automobile	236 077 977	243 160 316	250 455 126
78021000446 Gérer l'équipement du Ministère en matière de défense	14 500 000	14 935 000	15 383 050
78021000447 Gérer le maintien en condition des véhicules et engins militaires	460 469 055	474 283 127	488 511 620
78021000544 Coordonner toutes les activités relevant du génie, des équipements militaires, des télécommunications	15 921 249	16 398 886	16 890 853
78021000545 Gérer le Service d'Armes, la Manutention et Véhicules - Approvisionnement Technique	5 453 379	5 616 980	5 785 490
78021000589 Gérer les activités de renseignement de défense et de renseignement stratégique	47 849 019	49 284 490	50 763 024
78021000598 Gérer les transmissions de l'Administration centrale	11 227 061	11 563 874	11 910 790
78021000600 Réaliser les équipements au profit des Armées et de la Gendarmerie Nationale	22 517 182	24 192 697	24 888 478
78021000624 Elaborer et mettre en œuvre la politique du Ministère dans le domaine des télécommunications et des systèmes d'information	8 504 570	8 759 707	9 022 498
78021000637 Mettre en œuvre les mesures en matière de protection et de sécurité de Défense	10 400 000	10 712 000	11 033 360
78021000642 Gérer les programmes informatiques	21 500 000	22 145 000	22 809 350
78021000718 Recenser, enregistrer et suivre le patrimoine de la Défense	6 501 548	6 696 594	6 897 492
4 Investissements	**8 155 677 500**	**7 255 155 200**	**7 472 809 856**
Trésor	***8 155 677 500***	***7 255 155 200***	***7 472 809 856***
90021090125 Sécurisation foncière du Ministère de la Défense	111 837 500	0	0
78021000745 Acquisition d'un bâtiment pour le Tribunal Militaire d'Abidjan	1 000 000 000	0	0
78021000726 Réhabilitation de l'Etablissement Général des Services (EGS)	268 000 000	276 040 000	284 321 200
78021000724 Acquisition d'équipements spécifiques pour les unités opérationnelles et services techniques	6 775 840 000	6 979 115 200	7 188 488 656

II.2.2 Programme 2 : Défense

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Défense	Action 2.1 : Coordination des activités des Armées et des Forces Spéciales
	Action 2.2 : Renforcement des capacités opérationnelles des Armées et des Forces spéciales
	Action 2.3 : Participation à la sécurité régionale et internationale.

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Défense						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Coordonner les activités de l'EMGA, des Armées et des Forces Spéciales	Proportion de réunions de coordination de la stratégie du programme tenues	89%	92%	95%	97%	(Nombre de réunions tenues / Nombre de réunions planifiées) X 100 Source : Rapport d'activités EMGA
	Taux de réalisation des activités du plan d'action du Ministère relevant de l'EMGA, des Armées et des Forces spéciales	78%	88%	92%	95%	(Nombre d'activités du plan d'action relevant de l'EMGA réalisées / Nombre total des activités de l'EMGA contenues dans le plan d'action du Ministère) X 100 Source : Rapport d'activités EMGA
OS 2 : Accroitre les capacités opérationnelles des Armées et des Forces Spéciales	Proportion d'éléments des Armées et Forces Spéciales formés aux opérations intérieures	88%	92%	95%	97%	(Effectif des Armées et Forces Spéciales formés aux opérations intérieures / Effectif total à former suivant les prévisions du plan annuel de formation) X 100 Source : Rapport d'activités DES
	Taux de traitement des besoins en réparation des véhicules et engins spécifiques des Armées et des Forces Spéciales	86%	92%	95%	97%	(Besoins en réparations de véhicules et engins spécifiques traités / Total des besoins en réparations de véhicules exprimés) X 100 Sources : Situation d'exécution des entretiens des engins spécifiques (EMGA-EMAIR-EMAT-FS-CECF-UREMGA)
	Taux de traitement des besoins en équipements et en matériels des Armées et des Forces Spéciales	69%	73%	76%	78%	(Équipements et matériels reçus / Total des besoins exprimés en équipements et matériels) X 100 Source : Ordres d'attributions et situations détaillées des matériels et équipements des Armées et Forces Spéciales
OS 3 : Contribuer à la défense régionale et internationale	Proportion des forces de défense formées aux missions extérieures	92%	95%	97%	100%	(Nombre de forces de défense formées aux missions extérieures / Nombre de forces de Défense à former pour les missions extérieures) X 100 Source : Rapport d'activités du Bataillon Projetable
	Proportion d'éléments des forces de défense déployées en missions extérieures	100%	80%	82%	85%	(Nombre de forces de défense déployées / Effectif prévu) X 100 Source : Rapport d'activités Bureau OPEX

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : DEFENSE	**198 907 665 491**	**223 684 193 975**	**230 603 579 343**
Dépenses de personnel	99 570 667 026	111 981 407 115	114 205 642 607
Dépenses en biens et services	79 346 139 298	81 272 717 909	85 902 928 499
Transferts	0	0	0
Investissements	19 990 859 167	30 430 068 951	30 495 008 237
Trésor	*19 990 859 167*	*30 430 068 951*	*30 495 008 237*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22075 Défense	**198 907 665 491**	**223 684 193 975**	**230 603 579 343**
2207501 Coordination des activités des Armées et des Forces Spéciales	**2 891 628 953**	**2 853 125 814**	**1 796 155 640**
2 Biens et services	**541 628 953**	**553 125 814**	**580 756 619**
17021000027 Coordonner les activités des unités de la 3ème région militaire de Bouaké	5 900 000	6 077 000	6 502 390
17021000041 Coordonner les activités des Ecoles et des Centres de Formation	13 144 716	13 539 057	14 486 790
17021000048 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires dans la 3ème région Militaire	23 400 000	23 400 000	23 400 000
25021000015 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires du 4ème Bataillon d'infanterie de Korhogo	5 900 000	6 077 000	6 502 390
25021000022 Coordonner les activités des unités militaires dans la Région de Korhogo	5 900 000	6 077 000	6 502 390
31021000023 Coordonner les activités des unités militaires dans la Région de Daloa	5 000 000	5 150 000	5 510 500
31021000026 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires du 2ème Bataillon d'infanterie de Daloa	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000492 Coordonner les activités des unités Rattachées à l'Etat Major Général	13 144 716	13 539 057	14 486 790
78021000493 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de l'Etat-Major des Armées	10 000 000	10 300 000	11 021 000
78021000494 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de l'Armée de l'Air	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000495 Mettre en œuvre de la politique de lutte contre le SIDA au sein du Ministère de la Défense	5 700 000	5 871 000	6 281 970
78021000497 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires de la Base Aérienne d'Abidjan	5 900 000	6 076 999	6 502 389
78021000498 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires de la Base Navale de Locodjro	5 000 000	5 150 000	5 510 500
78021000563 Commander, coordonner et contrôler les activités des Forces Spéciales	99 802 169	102 796 233	109 991 970
78021000570 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de la Marine Nationale	5 000 000	5 150 000	5 510 500
78021000571 Prendre en charge et suivre médicalement les commandos parachutistes	9 200 000	9 476 000	10 139 320
78021000572 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires de la place d'armes d'Akouédo	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000573 Prendre en charge et suivre médicalement les militaires du GSPM Indénié	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000583 Coordonner les activités de l'Etat-Major Général des Armées	27 296 782	28 115 683	30 083 781
78021000609 Coordonner les activités des unités militaires dans la région d'Abidjan	5 000 000	5 150 000	5 510 500

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22075 Défense	**198 907 665 491**	**223 684 193 975**	**230 603 579 343**
78021000611 Coordonner la politique de sécurisation de l'Etat-Major Général des Armées	10 633 197	10 952 192	11 718 846
78021000613 Coordonner les activités de sécurisation des Institutions et des hautes personnalités	104 038 109	107 159 250	114 660 399
78021000615 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein de l'Armée de Terre	7 633 197	7 862 193	8 412 546
78021000627 Mettre en œuvre de la politique médicale au sein des Forces Spéciales	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000662 Planifier, coordonner et suivre les opérations des Armées	9 536 067	9 822 150	10 509 698
78021000750 Coordonner et Contrôler les activités de sécurisation de la zone d'Abidjan-Sud	135 000 000	135 000 000	135 000 000
4 Investissements	**2 350 000 000**	**2 300 000 000**	**1 215 399 021**
Trésor	***2 350 000 000***	***2 300 000 000***	***1 215 399 021***
78021000746 Rénovation de bâtiments au profit de l'EMGA	1 850 000 000	1 800 000 000	715 399 021
78021000728 Acquisition d'équipements spécifiques pour le GSPM	500 000 000	500 000 000	500 000 000
2207502 Renforcement des capacités opérationnelles des Armées et des Forces spéciales	**195 971 003 750**	**220 784 684 336**	**228 757 793 020**
1 Personnel	**99 570 667 026**	**111 981 407 115**	**114 205 642 607**
78021000521 Gérer le personnel de l'Armée de Terre	79 510 956 498	89 421 492 371	91 194 964 284
78021000522 Gérer le personnel de la Marine	5 502 904 105	6 188 844 623	6 310 432 812
78021000523 Gérer le personnel de la Garde Républicaine	9 238 618 282	10 389 973 738	10 601 423 140
78021000524 Gérer le personnel de l'Armée de l'Air	5 318 188 141	5 981 096 383	6 098 822 371
2 Biens et services	**78 759 477 557**	**80 673 208 270**	**85 272 541 197**
11021000015 Mettre en œuvre la politique de formation des officiers	11 766 394	12 119 384	12 967 742
11021000018 Mettre en œuvre la politique de protection des institutions et des hautes personnalités dans la zone de Yamoussoukro	25 558 198	26 324 941	28 167 689
11021000020 Mettre en œuvre la politique de sécurité des personnes et des biens dans la zone Centre Nord-Ouest	5 900 000	6 077 000	6 502 390
11021000023 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Yamoussoukro	15 454 099	15 917 720	17 031 962
11021000024 Gérer la formation initiale des officiers	30 285 000	31 193 550	33 377 098
11021000025 Exécuter le soutien tactique des unités d'infanterie et de protection des unités opérationnelles dans la zone de Toumodi	45 000 000	45 000 000	45 000 000
17021000028 Mettre en œuvre le soutien du génie militaire et civil dans la zone de Bouaké	20 833 197	21 458 192	22 960 266
17021000029 Gérer la surveillance et la défense aérienne du territoire (Bouaké)	10 827 051	11 151 861	11 932 492
17021000035 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des biens et des personnes dans la zone de Bouaké	12 287 705	12 656 336	13 542 279
17021000036 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Bouaké	15 454 099	15 917 720	17 031 962
17021000038 Mettre en œuvre le soutien tactique des unités d'infanterie dans la zone de Bouaké	10 124 181	10 427 906	11 157 859
17021000039 Gérer la formation initiale et continue des sous-officiers	34 048 362	35 069 812	37 524 699
17021000043 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de la 3ème Région Militaire	22 557 378	23 234 099	24 860 486
17021000049 Exécuter le soutien du génie militaire et civil dans la zone Centre	30 000 000	30 000 000	30 000 000
17021000050 Gérer le maintien en condition des véhicules et engins des Armées dans la 3ème Région Militaire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
17021000051 Exécuter le fonctionnement du Service Financier du Programme Défense dans la 3ème RM	17 500 000	17 500 000	17 500 000
23021000007 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense du territoire à la frontière nord-ouest	10 150 000	10 454 500	11 186 315
23021000015 Exécuter le soutien du génie militaire et civil dans la zone Nord-Ouest	30 000 000	30 000 000	30 000 000
25021000017 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Korhogo	8 548 361	8 804 811	9 421 148
25021000021 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des biens et des personnes dans la zone de Korhogo	10 048 361	10 349 811	11 074 298
25021000027 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de la 4ème Région Militaire	13 000 000	13 390 000	14 327 300
25021000029 Gérer le maintien en condition des véhicules et engins des Armées dans la 4ème Région Militaire	30 000 000	30 000 000	30 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22075 Défense	**198 907 665 491**	**223 684 193 975**	**230 603 579 343**
25021000030 Exécuter le fonctionnement du Service Financier du Programme Défense dans la 4ème RM	17 500 000	17 500 000	17 500 000
31021000020 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des biens et des personnes dans la zone de Daloa	9 978 688	10 278 048	10 997 512
31021000032 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de la 2ème Région Militaire	16 252 118	16 739 681	17 911 459
31021000034 Assurer la surveillance et la défense aérienne	5 000 000	5 150 000	5 510 500
31021000036 Gérer le maintien en condition des véhicules et engins des Armées dans la 2ème Région Militaire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
31021000037 Exécuter le fonctionnement du Service Financier du Programme Défense dans la 2ème RM	17 500 000	17 500 000	17 500 000
36021000010 Gérer la formation initiale des militaires du rang	10 118 035	10 421 575	11 151 086
36021000011 Gérer l'entrainement des Armées aux Opérations de Maintien de Paix	5 000 000	5 150 000	5 510 500
36021000012 Exécuter le soutien du génie militaire et civil dans la zone Centre-Ouest	30 000 000	30 000 000	30 000 000
41021000010 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense du territoire à la frontière ouest	10 024 181	10 324 906	11 047 649
55021000012 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense du territoire à la frontière sud-ouest (Grabo)	9 775 410	10 068 671	10 773 479
55021000015 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des personnes et des biens dans la zone de San Pédro	7 000 000	7 210 000	7 714 700
55021000016 Mettre en œuvre la surveillance et la défense maritime dans la zone de San Pédro	5 000 000	5 150 000	5 510 500
55021000020 Exécuter le soutien du génie militaire et civil dans la zone Sud-Ouest	30 000 000	30 000 000	30 000 000
62021000011 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense du territoire dans la zone de Bondoukou	10 433 197	10 746 192	11 498 426
62021000014 Exécuter le soutien du génie militaire et civil dans la zone Nord-Est	30 000 000	30 000 000	30 000 000
71021000011 Mettre en œuvre la surveillance et la défense maritime dans la zone d'Adiaké	5 000 000	5 150 000	5 510 500
71021000014 Mettre en œuvre la politique de sécurité des personnes et des biens de la zone Sud-comoé et celle du plan fluvio-lagunaire	11 700 000	12 051 000	12 894 570
76021000003 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de N'Zianouan	5 900 000	6 076 999	6 502 389
78021000457 Gérer les opérations de l'Armée de Terre	5 000 000	5 150 000	5 510 500
78021000458 Mettre en œuvre les opérations de l'Armée de Terre	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000459 Mettre en œuvre les opérations de toutes les Forces	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000460 Gérer les activités extérieures de l'Armée de l'Air	679 076 254	699 448 541	748 409 939
78021000461 Gérer les ressources financières et matérielles au niveau de l'Etat-Major Général des Armées et l'ensemble des corps de troupe	479 843 407	489 566 851	512 935 533
78021000462 Gérer le personnel militaire de l'Etat-Major Général des Armées	5 000 000	5 150 000	5 510 500
78021000463 Gérer les munitions des Armées	9 050 000	9 321 500	9 974 005
78021000464 Gérer le transport des Armées	9 944 714	10 243 055	10 960 069
78021000465 Gérer le matériel Informatique de l'Etat-Major des Armées	5 000 000	5 150 000	5 510 500
78021000466 Elaborer et conduire la stratégie d'emploi des Armées	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000467 Gérer l'équipement de l'Etat-Major des Armées	5 000 000	5 150 000	5 510 500
78021000468 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des personnes et des biens dans la zone d'Abidjan	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000469 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des biens et des personnes dans la zone d'Abidjan	14 433 197	14 866 192	15 906 826
78021000470 Mettre en œuvre la politique de sécurisation et de défense de la zone Abidjan-sud	4 000 000	4 120 000	4 408 400
78021000471 Gérer la logistique de l'Armée de Terre	559 200 000	559 746 000	561 058 220
78021000472 Gérer le matériel informatique de la Marine	5 000 000	5 150 000	5 510 500
78021000473 Gérer la formation continue du personnel de la Marine Nationale	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000474 Gérer le transport aérien et les liaisons de l'Armée de l'Air	12 063 526	12 425 431	13 295 211
78021000475 Mettre en œuvre la surveillance et la défense maritime dans la zone d'Abidjan	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000476 Gérer le système d'information et de communication de l'Armée de Terre	5 900 000	6 077 000	6 502 390

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22075 Défense	**198 907 665 491**	**223 684 193 975**	**230 603 579 343**
78021000477 Gérer la formation initiale et continue des militaires des Forces Spéciales	5 700 000	5 871 000	6 281 970
78021000478 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone d'Abidjan	45 071 699	46 423 847	49 673 517
78021000479 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de l'Armée de Terre	60 743 368	62 565 668	66 945 265
78021000480 Gérer les dépenses d'alimentation de l'Armée de Terre	41 700 390 400	42 951 402 112	45 958 000 259
78021000481 Mettre en œuvre la politique de sécurisation du Palais Présidentiel d'Abidjan	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000482 Gérer les dépenses d'alimentation de la Marine Nationale	3 042 000 000	3 133 260 000	3 352 588 200
78021000483 Gérer le soutien des unités de la Marine Nationale	4 885 386 660	4 886 415 660	4 888 888 690
78021000484 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des installations de l'Armée de l'Air	56 454 082	58 147 703	62 218 043
78021000485 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des installations de la Marine Nationale	57 222 212	58 938 878	63 064 599
78021000486 Gérer les dépenses d'alimentation de la Garde Républicaine	1 402 800 000	1 444 884 000	1 546 025 880
78021000525 Mettre en œuvre les activités d'entrainement de l'ensemble des Forces	106 381 737	109 573 189	117 243 312
78021000529 Mettre en œuvre la politique de lutte contre le terrorisme, la criminalité et le grand banditisme	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000530 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Yopougon	12 536 066	12 912 147	13 815 998
78021000531 Gérer la formation continue du personnel de la Garde Républicaine	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000538 Gérer la formation et l'instruction des Sapeurs-Pompiers militaires	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000558 Gérer la logistique des Armées	1 526 690 000	1 527 490 700	1 529 415 049
78021000559 Exécuter et suivre la communication au sein de l'Etat-major des Armées	5 000 000	5 150 000	5 510 500
78021000560 Elaborer les textes relatifs à la règlementation des activités de l'Etat-Major des Armées	5 000 000	5 150 000	5 510 500
78021000561 Mettre en œuvre la politique de défense aérienne du territoire et la protection des unités opérationnelles	69 700 000	71 791 000	76 816 370
78021000562 Gérer la formation aux techniques commandos de l'Armée de Terre	5 000 000	5 150 000	5 510 500
78021000564 Gérer les ressources administratives et opérationnelles des Forces Spéciales	12 477 050	12 851 361	13 750 957
78021000565 Gérer les dépenses d'alimentation de l'Armée de l'Air	3 000 000 000	3 090 000 000	3 306 300 000
78021000566 Mettre en œuvre la politique de sécurisation de l'Etat-Major de l'Armée de Terre	7 000 000	7 210 000	7 714 700
78021000567 Mettre en œuvre la politique de sécurisation du plan d'eau lagunaire et de sauvetage des navires en détresse	5 000 000	5 150 000	5 510 500
78021000602 Gérer les transmissions de l'Etat-Major des Armées	5 000 000	5 150 000	5 510 500
78021000605 Gérer les services de l'Etat-Major	9 387 706	9 669 336	10 346 190
78021000608 Mettre en œuvre les activités de l'Armée de l'Air	51 606 561	53 154 757	56 875 590
78021000610 Elaborer et mettre en œuvre le plan de formation des Armées	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000612 Mettre en œuvre les activités de la Marine Nationale	25 900 000	26 677 000	28 544 390
78021000614 Mettre en œuvre la politique de protection des institutions et des hautes personnalités dans la zone d'Abidjan sud (Treichville)	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000626 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de la Marine Nationale	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000628 Mettre en œuvre la politique de soutien tactique des unités d'infanterie et de protection des unités opérationnelles	98 700 000	101 661 000	108 777 270
78021000631 Mettre en œuvre le contre-terrorisme et la libération d'otages	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000633 Mettre en œuvre les activités des unités de l'Etat-Major de l'Armée de Terre	9 047 379	9 318 799	9 971 114
78021000638 Mettre en œuvre le soutien commando et aéroporté des unités	20 302 870	20 911 955	22 375 792
78021000643 Gérer la formation des enfants de troupe	58 619 701	60 378 290	64 604 770
78021000644 Participer à l'organisation les fêtes Nationales	1 000 000 000	1 030 000 000	1 102 100 000
78021000645 Planifier les formations du personnel militaire de l'Etat-Major Général des Armées	5 900 000	6 076 999	6 502 388
78021000646 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes, des biens et de la recherche en eaux profondes	488 548 140	503 204 584	538 428 905

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22075 Défense	**198 907 665 491**	**223 684 193 975**	**230 603 579 343**
78021000647 Mettre en œuvre la politique de protection des institutions et des hautes personnalités dans la zone d'Abidjan	98 900 000	101 867 000	108 997 690
78021000656 Gérer le soutien des Unités Opérationnelles de l'Armée de l'Air	17 970 446 891	18 286 761 183	19 046 969 866
78021000657 Gérer les ressources administratives et opérationnelles de l'Armée de l'Air	28 690 577	29 551 292	31 619 883
78021000660 Gérer les ressources humaines au sein de l'Armée de Terre	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000663 Gérer le matériel informatique de l'Armée de Terre	5 839 345	6 014 525	6 435 542
78021000701 Mettre en œuvre la politique de protection des personnes et des biens dans la zone de Bingerville	5 000 000	5 150 000	5 510 500
78021000715 Gérer les activités de musiques militaires des unités de l'Etat Major Général des Armées	5 000 000	5 150 000	5 510 500
78021000716 Gérer les activités de renseignement de défense de l'Etat Major des armées	20 600 000	21 218 000	22 703 260
78021000751 Mettre en œuvre les activités de la formation continue sur les Systèmes d'Information et de Communication	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78021000752 Mettre en œuvre les activités de la formation initiale et continue aux métiers de l'Air	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78021000753 Mettre en œuvre les activités de protection des personnes et des biens dans la zone d'Abobo	20 000 000	20 030 000	20 102 100
78021000754 Gérer le maintien en condition des véhicules et engins des Armées dans la 1ère Région Militaire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78021000755 Mettre en œuvre la gestion des ateliers et le stockage des matériels HCCAS de l'Etat -Major Général des Armées	17 500 000	17 500 000	17 500 000
79021000006 Mettre en œuvre les activités de sécurisation des personnes et des biens et d'anti-terrorisme de la zone Sud-Ouest et celle du plan fluvio-lagunaire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
90021000009 Mettre en œuvre les activités du Cours d'Etudes Supérieures de Défense (CESD)	19 000 000	19 570 000	20 939 900
90021000010 Mettre en œuvre les activités de l'Académie des Forces Armées (AFA)	18 000 000	18 540 000	19 837 800
90021000011 Mettre en œuvre la politique de formation de perfectionnement des officiers	8 000 000	8 240 000	8 816 800
90021000012 Mettre en œuvre la politique de formation d'Etat-Major des officiers	8 000 000	8 240 000	8 816 800
90021000013 Gérer les programmes informatiques de l'Armée de l'air	5 000 000	5 150 000	5 510 500
90021000014 Exécuter et suivre la veille technologique au sein de l'état-major des armées	10 000 000	10 300 000	11 021 000
90021000017 Prendre en charge le fonctionnement du service financier du programme défense	23 400 000	24 102 000	25 789 140
4 Investissements	**17 640 859 167**	**28 130 068 951**	**29 279 609 216**
Trésor	***17 640 859 167***	***28 130 068 951***	***29 279 609 216***
90021090128 Acquisition de matériels de couchage et de campement pour les Armées	1 321 600 000	6 432 000 000	6 000 000 000
90021090126 Acquisition de moyens de communication tactiques pour les Armées	2 500 000 000	3 000 000 000	0
78021000764 Provision pour investissement / Défense	0	11 603 068 951	16 381 609 216
78021000733 Carénage des bâtiments de la Marine Nationale	898 000 000	898 000 000	898 000 000
78021000732 Acquisition d'équipements spécifiques pour les Forces Aériennes	73 000 000	0	0
78021000569 Construction de l'Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme (AILCT/C2D)	300 000 000	0	0
78021000490 Construction et Réhabilitation des Unités des Forces Aériennes	1 016 533 241	0	0
78021000489 Construction des Unités des Forces Terrestres	7 787 263 413	0	0
78021000488 Construction et Extension de Centres de Secours GSPM	3 744 462 513	6 197 000 000	6 000 000 000
2207503 Participation à la sécurité régionale et internationale.	**45 032 788**	**46 383 825**	**49 630 683**
2 Biens et services	**45 032 788**	**46 383 825**	**49 630 683**
78021000499 Elaborer la stratégie de déploiement des militaires dans les opérations extérieurs	5 900 000	6 077 000	6 502 390
78021000532 Participer aux opérations de soutien à la Paix	10 400 000	10 712 000	11 461 840
78021000617 Gérer les charges relatives à la surveillance maritime ouest africaine	28 732 788	29 594 825	31 666 453

II.2.3 Programme 3 : Sécurité

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Sécurité	Action 3.1 : Coordination des activités des unités et services de la Gendarmerie Nationale
	Action 3.2 : Renforcement des capacités opérationnelles de la Gendarmerie nationale
	Action 3.3 : Participation à la sécurité régionale et internationale.

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Sécurité						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Coordonner les activités de la Gendarmerie Territoriale, Mobile et des Unités Spécialisées	Proportion de réunions de coordination de la stratégie du programme	78%	100%	82%	84%	(Nombre de réunions de direction tenues / Nombre de réunions direction prévues) X 100 Source : Rapport d'activités Cabinet du COSUPENG
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions du Ministère relevant de la Gendarmerie	61%	91%	82%	83%	(Nombre d'activités du plan d'action réalisées / Nombre d'activités du plan d'actions prévues) X 100 Source : Rapport d'activités COSUPGENG
OS 2 : Accroitre les capacités opérationnelles des unités et services de la Gendarmerie Nationale	Taux de satisfaction en besoin d'équipements et en matériels	100%	100%	90%	95%	(Nombre d'équipements reçus / Nombre d'équipements prévus) X 100 Sources : Rapports d'activités D. LOG / B. Matériel
	Proportion de gendarmes formés aux opérations de sécurisation intérieure	48%	99%	90%	90%	(Nombre de gendarmes formés aux opérations de sécurisation intérieure / Nombre total de gendarmes à former) X 100 Source : Rapport d'activités DOE
OS 3 : Contribuer à la défense régionale et internationale	Nombre de gendarmes déployables en missions extérieures	77	77	50	50	Dénombrement Source : Rapport d'activités DOE
	Taux de fonctionnalité des infrastructures destinées à la formation des gendarmes à déployer en mission de maintien de la paix	100%	100%	82%	83%	(Nombre d'infrastructures de formation fonctionnelles / Nombre total d'infrastructures destinées à la formation) X 100 Source : Rapport d'activités DLOG
	Indice Général ivoirien de Sécurité (IGS)	1,3	1,3	1,3	1,3	Échelle de 10 Données de la Gendarmerie et de la Police consolidées par le CNS Source : Communiqués du Conseil National de Sécurité

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : SECURITE	**129 984 548 218**	**132 598 280 335**	**134 288 108 249**
Dépenses de personnel	98 379 581 468	110 642 589 037	112 818 416 951
Dépenses en biens et services	17 529 354 211	17 839 691 298	17 839 691 298
Transferts	0	0	0
Investissements	14 075 612 539	4 116 000 000	3 630 000 000
Trésor	*14 075 612 539*	*4 116 000 000*	*3 630 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22076 Sécurité	**129 984 548 218**	**132 598 280 335**	**134 288 108 249**
2207601 Coordination des activités des unités et services de la Gendarmerie Nationale	**100 887 686 588**	**113 458 141 244**	**115 633 969 158**
1 Personnel	**98 379 581 468**	**110 642 589 037**	**112 818 416 951**
78021000500 Gérer le personnel de la gendarmerie	98 379 581 468	110 642 589 037	112 818 416 951
2 Biens et services	**2 508 105 120**	**2 815 552 207**	**2 815 552 207**
11021000016 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Yamoussoukro	12 500 000	20 000 000	20 000 000
11021000019 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Yamoussoukro	12 500 000	20 000 000	20 000 000
16021000002 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judicaire dans la zone de Bongouanou	8 000 000	8 000 000	8 000 000
16021000003 Exécuter les missions relatives à la police administrative et judicaire dans la zone de Bongouanou/Brigades	4 440 150	4 440 150	4 440 150
17021000001 Assurer la coordination opérationnelle des Légions dans la zone de Bouaké	15 029 000	30 259 000	30 259 000
17021000031 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Bouaké	12 500 000	20 000 000	20 000 000
17021000034 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Bouaké	12 500 000	20 000 000	20 000 000
23021000011 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Odienné	12 500 000	20 000 000	20 000 000
23021000012 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone d'Odienné	12 500 000	20 000 000	20 000 000
25021000001 Assurer la coordination opérationnelle des Légions dans la zone de Korhogo	15 029 000	30 259 000	30 259 000
25021000018 Coordonner les activités des unités de le Gendarmerie mobile de la zone de Korhogo	12 500 000	20 000 000	20 000 000
25021000020 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Korhogo	12 500 000	20 000 000	20 000 000
28021000004 Planifier et organiser les missions de maintien de l'ordre public dans la zone de Bouna	12 500 000	12 500 000	12 500 000
31021000003 Assurer la coordination opérationnelle des Légion dans la zone de Daloa	15 029 000	30 259 000	30 259 000
31021000025 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Daloa	12 500 000	20 000 000	20 000 000
31021000028 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Daloa	12 500 000	20 000 000	20 000 000
32021000001 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Gagnoa	11 500 000	14 890 000	14 890 000
41021000003 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Man	12 500 000	20 000 000	20 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22076 Sécurité	**129 984 548 218**	**132 598 280 335**	**134 288 108 249**
41021000004 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Man	12 500 000	20 000 000	20 000 000
51021000007 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Divo	12 500 000	12 500 000	12 500 000
51021000008 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Divo	12 500 000	12 500 000	12 500 000
55021000013 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de San-Pédro	12 500 000	20 000 000	20 000 000
55021000019 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de SAN PEDRO	12 500 000	20 000 000	20 000 000
61021000001 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Abengourou	12 500 000	20 000 000	20 000 000
61021000002 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone d'Abengourou	12 500 000	20 000 000	20 000 000
62021000015 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone de Bondoukou	12 500 000	12 500 000	12 500 000
78021000501 Coordonner et suivre les activités de la Gendarmerie Mobile et Unités spécialisées	20 034 856	40 500 000	40 500 000
78021000502 Gérer les ressources humaines de la Gendarmerie Nationale	12 500 000	25 000 000	25 000 000
78021000503 Planifier et organiser les concours et les stages de formation de la Gendarmerie Nationale	12 500 000	25 000 000	25 000 000
78021000507 Mettre en œuvre la politique des télécommunications et des systèmes d'information au sein de la Gendarmerie Nationale	12 500 000	25 000 000	25 000 000
78021000509 Planifier et organiser les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Abidjan	12 500 000	20 000 000	20 000 000
78021000513 Mettre en œuvre le soutien matériel de la Gendarmerie Nationale	178 000 000	178 000 000	178 000 000
78021000514 Gérer les opérations de la Gendarmerie Nationale	8 000 000	8 000 000	8 000 000
78021000517 Coordonner et suivre les activités de la Gendarmerie Nationale	1 516 745 978	1 516 746 345	1 516 746 345
78021000520 Prendre en charge et suivre médicalement les gendarmes	37 010 000	43 290 000	43 290 000
78021000554 Coordonner et suivre les activités de la Gendarmerie Territoriale	20 034 856	20 500 000	20 500 000
78021000557 Planifier et organiser les missions relatives à la police administrative et judiciaire de la zone d'Abidjan	12 500 000	12 500 000	12 500 000
78021000575 Mettre en œuvre la politique médicale au sein de la Gendarmerie Nationale	12 500 000	12 500 000	12 500 000
78021000582 Gérer la formation continue des officiers de la Gendarmerie Nationale	8 000 000	12 400 000	12 400 000
78021000619 Exécuter et suivre la communication au sein de la Gendarmerie	12 500 000	25 000 000	25 000 000
78021000625 Mettre en œuvre les opérations d'interventions et de sécurisation des personnes et des biens	20 034 856	20 060 000	20 060 000
78021000630 Inspecter les ressources techniques mises à la disposition de la Gendarmerie	20 034 856	26 424 856	26 424 856
78021000666 Assurer la coordination opérationnelle des Légion dans la zone d'Abidjan	15 029 000	22 010 000	22 010 000
78021000707 Coordonner les activités des cours de perfectionnement des officiers de la Gendarmerie Nationale	26 500 000	33 940 000	33 940 000
78021000708 Coordonner les activités de renseignement des unités rattachées à la Gendarmerie Nationale	20 034 856	20 980 000	20 980 000
78021000714 Gérer les activités budgétaires de la Gendarmerie Nationale	37 999 000	40 999 000	40 999 000
78021000758 Suivre et Evaluer les missions opérationnelles de la Gendarmerie Nationale	22 000 000	22 000 000	22 000 000
78021000760 Gérer le Personnel Sous-officiers de la Gendarmerie Nationale	8 000 000	8 000 000	8 000 000
78021000761 Coordonner les activités du Centre de Santé Vétérinaire de la Gendarmerie Nationale	12 500 000	12 500 000	12 500 000
78021000762 Gérer le carburant de la Gendarmerie Nationale	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78021000763 Coordonner les activités du Centre de Santé de la Gendarmerie Nationale	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78021000765 Concevoir, Planifier, Faire exécuter et Coordonner les opérations de sécurisation des personnes et des biens	22 050 000	22 050 000	22 050 000
78021000766 Centraliser les statistiques des activités de la Gendarmerie Nationale	5 000 000	5 000 000	5 000 000
90021000003 Assurer les enquêtes de la lutte contre la cybercriminalité	15 034 856	21 424 856	21 424 856
90021000005 Contrôler les activités des Unités de lutte contre le Banditisme Rurale	12 500 000	20 000 000	20 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22076 Sécurité	**129 984 548 218**	**132 598 280 335**	**134 288 108 249**
90021000006 Coordonner et suivre les activités de la section renseignement (RGTS)	12 500 000	15 620 000	15 620 000
90021000007 Coordonner les activités de formation et de perfectionnement des Ecoles de la Gendarmerie Nationale	20 034 856	20 500 000	20 500 000
90021090124 Gérer le personnel officiers et civils de la Gendarmerie Nationale	8 000 000	15 000 000	15 000 000
90021090130 Identifier et garantir l'intégrité des scènes de crime par la Gendarmerie Nationale	15 000 000	15 000 000	15 000 000
90021090131 Mettre en œuvre la politique de renseignement au sein des cellules drogue de la Gendarmerie Nationale	11 500 000	11 500 000	11 500 000
2207602 Renforcement des capacités opérationnelles de la Gendarmerie nationale	**29 081 832 630**	**19 122 220 091**	**18 636 220 091**
2 Biens et services	**15 006 220 091**	**15 006 220 091**	**15 006 220 091**
11021000017 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Yamoussoukro	14 800 500	14 800 500	14 800 500
11021000021 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Yamoussoukro	8 000 000	8 000 000	8 000 000
11021000022 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Yamoussoukro	11 500 000	11 500 000	11 500 000
14021000005 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Dimbokro	2 960 100	2 960 100	2 960 100
14021000006 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Dimbokro	8 000 000	8 000 000	8 000 000
14021000007 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Dimbokro	11 500 000	11 500 000	11 500 000
15021000007 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Daoukro	8 000 000	8 000 000	8 000 000
15021000008 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Daoukro	11 500 000	11 500 000	11 500 000
15021000009 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Daoukro	5 920 200	5 920 200	5 920 200
16021000001 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Bongouanou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17021000002 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Sakassou	8 000 000	8 000 000	8 000 000
17021000003 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Marabadiassa	11 500 000	11 500 000	11 500 000
17021000004 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Sakassou	5 920 200	5 920 200	5 920 200
17021000032 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaké	8 000 000	8 000 000	8 000 000
17021000033 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaké	5 920 200	5 920 200	5 920 200
17021000037 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Bouaké	11 500 000	11 500 000	11 500 000
17021000040 Gérer la formation des maîtres-chiens de la Gendarmerie Nationale	8 000 000	8 000 000	8 000 000
17021000044 Exécuter les missions relatives à la recherche du renseignement et de la police judiciaire dans la zone de Bouaké	9 200 000	9 200 000	9 200 000
18021000001 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Niakaramadougou	11 500 000	11 500 000	11 500 000
18021000005 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Katiola	8 000 000	8 000 000	8 000 000
18021000006 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Katiola	10 360 350	10 360 350	10 360 350
18021000007 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Dabakala	11 500 000	11 500 000	11 500 000
22021000005 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Touba	5 920 200	5 920 200	5 920 200
22021000006 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Touba	8 000 000	8 000 000	8 000 000
22021000007 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Touba	11 500 000	11 500 000	11 500 000
23021000008 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Odienné	7 400 250	7 400 250	7 400 250
23021000009 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Odienné	11 500 000	11 500 000	11 500 000
23021000010 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone d'Odienné	8 000 000	8 000 000	8 000 000
23021000013 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone d'Odienné-Est / Brigades	8 880 300	8 880 300	8 880 300
23021000014 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Odienné-Est	8 000 000	8 000 000	8 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22076 Sécurité	**129 984 548 218**	**132 598 280 335**	**134 288 108 249**
24021000001 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Kong	11 500 000	11 500 000	11 500 000
24021000007 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Ferkessédougou	8 000 000	8 000 000	8 000 000
24021000008 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Ferkessédougou	7 400 250	7 400 250	7 400 250
24021000009 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Ferkessédougou	11 500 000	11 500 000	11 500 000
25021000016 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Korhogo	11 500 000	11 500 000	11 500 000
25021000019 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Korhogo	7 400 250	7 400 250	7 400 250
25021000023 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Korhogo	8 000 000	8 000 000	8 000 000
25021000024 Mettre en Œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Korhogo-Est	8 000 000	8 000 000	8 000 000
25021000025 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Korhogo-Est	7 400 250	7 400 250	7 400 250
25021000026 Exécuter les missions relatives à la recherche du renseignement et de la police judiciaire dans la zone de Korhogo	9 200 000	9 200 000	9 200 000
25021000028 Mettre en œuvre la politique de lutte contre le grand banditisme dans les zones de Korhogo	10 000 000	10 000 000	10 000 000
26021000001 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Boundiali	8 000 000	8 000 000	8 000 000
26021000002 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Boundiali	5 920 200	5 920 200	5 920 200
26021000003 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Tengrela	11 500 000	11 500 000	11 500 000
28021000001 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Bouna	11 500 000	11 500 000	11 500 000
28021000002 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Bouna	8 000 000	8 000 000	8 000 000
28021000003 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Bouna	5 920 200	5 920 200	5 920 200
31021000001 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone d'Issia	8 000 000	8 000 000	8 000 000
31021000002 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Issia	5 920 200	5 920 200	5 920 200
31021000021 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Daloa	11 500 000	11 500 000	11 500 000
31021000022 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Daloa	5 920 200	5 920 200	5 920 200
31021000024 Gérer la formation initiale, continue et le perfectionnement des cadres officiers et sous-officiers de la Gendarmerie Nationale	96 387 524	96 387 524	96 387 524
31021000029 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Daloa	4 000 000	4 000 000	4 000 000
31021000031 Exécuter les missions relatives à la recherche du renseignement et de la police judiciaire dans la zone de Daloa	9 200 000	9 200 000	9 200 000
31021000033 Mettre en œuvre la politique de lutte contre le grand banditisme dans les zones de Daloa	10 000 000	10 000 000	10 000 000
32021000004 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Gagnoa	8 000 000	8 000 000	8 000 000
32021000005 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Gagnoa	8 880 300	8 880 300	8 880 300
35021000003 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaflé	5 920 200	5 920 200	5 920 200
35021000004 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Zuenoula	11 500 000	11 500 000	11 500 000
36021000007 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Séguéla	11 500 000	11 500 000	11 500 000
36021000008 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Séguéla	8 000 000	8 000 000	8 000 000
36021000009 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Séguéla	8 880 300	8 880 300	8 880 300
41021000001 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Danané	8 000 000	8 000 000	8 000 000
41021000002 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Danané	5 920 200	5 920 200	5 920 200
41021000008 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Man	8 000 000	8 000 000	8 000 000
41021000009 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Danané	11 500 000	11 500 000	11 500 000
41021000011 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Man	11 500 000	11 500 000	11 500 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22076 Sécurité	**129 984 548 218**	**132 598 280 335**	**134 288 108 249**
41021000012 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Man	8 880 300	8 880 300	8 880 300
42021000001 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Toulepleu	11 500 000	11 500 000	11 500 000
42021000003 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Guiglo	8 000 000	8 000 000	8 000 000
42021000004 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Guiglo	5 920 200	5 920 200	5 920 200
43021000001 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Duékoué	8 000 000	8 000 000	8 000 000
43021000002 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Duékoué	7 400 250	7 400 250	7 400 250
43021000003 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Duékoué	11 500 000	11 500 000	11 500 000
51021000001 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Divo	11 500 000	11 500 000	11 500 000
51021000005 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Divo	8 000 000	8 000 000	8 000 000
51021000006 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Divo	5 920 200	5 920 200	5 920 200
55021000001 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de San-Pédro	11 500 000	11 500 000	11 500 000
55021000002 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Tabou	11 500 000	11 500 000	11 500 000
55021000014 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des plateformes portuaires de San-Pédro	11 500 000	11 500 000	11 500 000
55021000017 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de San-Pédro	8 000 000	8 000 000	8 000 000
55021000018 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de San-Pédro	14 800 500	14 800 500	14 800 500
56021000006 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Soubré	8 000 000	8 000 000	8 000 000
56021000007 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Soubré	8 880 300	8 880 300	8 880 300
56021000008 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Soubré	11 500 000	11 500 000	11 500 000
57021000001 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Fresco	11 500 000	11 500 000	11 500 000
61021000004 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Abengourou	14 800 500	14 800 500	14 800 500
61021000005 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Abengourou	8 000 000	8 000 000	8 000 000
61021000020 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Abengourou	11 500 000	11 500 000	11 500 000
62021000001 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Tanda	8 000 000	8 000 000	8 000 000
62021000002 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Tanda	5 920 200	5 920 200	5 920 200
62021000009 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Bondoukou	11 500 000	11 500 000	11 500 000
62021000010 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Bondoukou	7 400 250	7 400 250	7 400 250
62021000012 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Bondoukou	8 000 000	8 000 000	8 000 000
62021000013 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Koun-Fao	11 500 000	11 500 000	11 500 000
71021000001 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Grand-Bassam	8 000 000	8 000 000	8 000 000
71021000002 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Grand-Bassam	4 440 150	4 440 150	4 440 150
71021000010 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Aboisso	11 840 400	11 840 400	11 840 400
71021000012 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Aboisso	11 500 000	11 500 000	11 500 000
71021000013 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Aboisso	8 000 000	8 000 000	8 000 000
76021000001 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Agboville	11 500 000	11 500 000	11 500 000
76021000002 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone d'Agboville	8 000 000	8 000 000	8 000 000
76021000004 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Agboville	7 400 250	7 400 250	7 400 250
76021000006 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Tiassalé	8 000 000	8 000 000	8 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22076 Sécurité	**129 984 548 218**	**132 598 280 335**	**134 288 108 249**
76021000007 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Tiassalé	5 920 200	5 920 200	5 920 200
77021000001 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Adzopé	11 500 000	11 500 000	11 500 000
77021000005 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Adzopé	8 000 000	8 000 000	8 000 000
77021000006 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Adzopé	7 400 250	7 400 250	7 400 250
78021000504 Mettre en œuvre les opérations d'intervention et de formation des personnels commandos	22 000 000	22 000 000	22 000 000
78021000505 Exécuter les missions relatives à la recherche du renseignement et de la police judiciaire	8 000 000	8 000 000	8 000 000
78021000506 Gérer le maintien en condition des véhicules et engins de la Gendarmerie Nationale	927 080 000	927 080 000	927 080 000
78021000508 Conduire toutes les enquêtes relevant de la Police Judiciaire	12 500 000	12 500 000	12 500 000
78021000510 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Abidjan Nord	8 000 000	8 000 000	8 000 000
78021000511 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Abobo	11 500 000	11 500 000	11 500 000
78021000512 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Abidjan Nord	7 400 250	7 400 250	7 400 250
78021000515 Constituer un fichier d'empreinte digitale et d'information sur l'ensemble de la population ivoirienne	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78021000518 Mettre en œuvre les moyens logistiques de la Gendarmerie Nationale	12 500 000	12 500 000	12 500 000
78021000527 Gérer les dépenses d'alimentation de la Gendarmerie Nationale	11 563 062 859	11 563 062 859	11 563 062 859
78021000533 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Koumassi	11 500 000	11 500 000	11 500 000
78021000555 Mettre en œuvre la politique de protection des Hautes Personnalités	11 000 000	11 000 000	11 000 000
78021000556 Mettre en œuvre la politique de lutte contre le grand banditisme	11 000 000	11 000 000	11 000 000
78021000578 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Bouaflé	8 000 000	8 000 000	8 000 000
78021000579 Mettre en œuvre les missions relatives à la police administrative et judiciaire dans la zone de Abidjan Sud	8 000 000	8 000 000	8 000 000
78021000580 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone d'Abidjan- Agban	11 500 000	11 500 000	11 500 000
78021000581 Gérer la formation des officiers et des sous-officiers de la Gendarmerie Nationale	96 387 524	96 387 524	96 387 524
78021000603 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des plateformes portuaires	11 500 000	11 500 000	11 500 000
78021000607 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone Yopougon	11 500 000	11 500 000	11 500 000
78021000618 Mettre en œuvre la politique de renseignement au sein de la Gendarmerie Nationale	12 500 000	12 500 000	12 500 000
78021000621 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Abidjan Sud	5 920 200	5 920 200	5 920 200
78021000622 Mettre en œuvre la politique de service d'honneur au sein de la Gendarmerie Nationale	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78021000634 Mettre en œuvre la politique de sécurisation des plateformes aéroportuaires	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78021000648 Lutter contre le grand banditisme le trafic des stupéfiants au moyen des chiens	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78021000650 Exécuter les missions de rétablissement de l'ordre public et de sécurisation des sites sensibles	1 023 132 334	1 023 132 334	1 023 132 334
78021000667 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Abidjan-Est	4 500 000	4 500 000	4 500 000
78021000668 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone d'Abidjan-Ouest	8 000 000	8 000 000	8 000 000
78021000669 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone d'Abidjan-Ouest	5 920 200	5 920 200	5 920 200
78021000700 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone d'Abidjan-Est	5 920 200	5 920 200	5 920 200
78021000702 Mettre en œuvre la politique de renseignement au sein de la gendarmerie Nationale	22 000 000	22 000 000	22 000 000
78021000703 Mettre en œuvre la politique de lutte contre le grand banditisme	22 000 000	22 000 000	22 000 000
78021000704 Organiser les stages de formation et la formation continue du personnel de la Gendarmerie Nationale	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78021000705 Organiser les activités relatives au concours de la Gendarmerie Nationale	8 000 000	8 000 000	8 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22076 Sécurité	**129 984 548 218**	**132 598 280 335**	**134 288 108 249**
78021000706 Gérer le matériel militaire de la Gendarmerie Nationale	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78021000717 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Bingerville	11 500 000	11 500 000	11 500 000
79021000002 Mettre en œuvre les missions de police administrative et judiciaire des brigades dans la zone de Dabou	8 000 000	8 000 000	8 000 000
79021000003 Exécuter les missions de police administrative et judiciaire dans la zone de Dabou	5 920 200	5 920 200	5 920 200
79021000004 Exécuter les missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public dans la zone de Dabou	11 500 000	11 500 000	11 500 000
90021000004 Lutter contre le grand banditisme dans les zones rurales	8 000 000	8 000 000	8 000 000
4 Investissements	**14 075 612 539**	**4 116 000 000**	**3 630 000 000**
Trésor	***14 075 612 539***	***4 116 000 000***	***3 630 000 000***
90021090127 Construction de l'Institut de Criminalistique de la Gendarmerie Nationale	365 476 143	0	0
90021090119 Construction de bâtiments dans les régions, légions et écoles de la Gendarmerie	382 069 625	0	0
78021000749 Réhabilitation et Equipement de l'Imprimerie de la Gendarmerie Nationale	129 369 233	97 000 000	0
78021000748 Construction et Equipement de deux (02) bâtiments dortoirs pour les stagiaires à l'Ecole de Gendarmerie d'Abidjan	230 000 000	230 000 000	0
78021000747 Construction du Centre d'Instruction Technique Automobile de la Gendarmerie Nationale	150 000 000	159 000 000	0
78021000737 Construction et équipement de 45 brigades de gendarmerie	300 626 770	0	0
78021000736 Acquisition d'effets HCCA pour la Gendarmerie Nationale	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000
78021000735 Acquisition d'équipements spécifiques pour la Gendarmerie Nationale	1 700 526 974	1 500 000 000	1 500 000 000
78021000516 Construction et Réhabilitation des Unités de la Gendarmerie Nationale	5 089 019 756	0	0
31021000035 Construction et Equipement de trois (03) bâtiments dortoirs pour les stagiaires à l'Ecole de Gendarmerie de Toroguhé	230 000 000	230 000 000	230 000 000
17021000047 Rénovation et extension de l'Escadron de Bouaké	3 198 524 038	600 000 000	600 000 000
14021000008 Construction d'un Centre d'Entraînement au Maintien de l'Ordre et de Formation à l'Intervention Professionnelle (CEMOFIP)	1 000 000 000	0	0
2207603 Participation à la sécurité régionale et internationale.	**15 029 000**	**17 919 000**	**17 919 000**
2 Biens et services	**15 029 000**	**17 919 000**	**17 919 000**
78021000576 Elaborer et exécuter le plan de déploiement des gendarmes dans les Opérations de Soutien à la Paix	15 029 000	17 919 000	17 919 000

SECTION 229 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES PRODUCTIONS VIVRIERES

SECTION 229 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES PRODUCTIONS VIVRIERES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- le faible niveau de couverture des besoins en service public dans le secteur agricole ;
- la récurrence des conflits fonciers liés à la non-sécurisation des territoires des villages ;
- le faible taux de couverture des besoins de consommation en riz ;
- les faibles niveaux de productivité endémiques au secteur ;
- le faible niveau de revenu par travailleur agricole avec un taux de pauvreté rural supérieurs à 50% ;
- le faible niveau de résilience du secteur face aux risques de divers ordres (crises sanitaires, changement climatique, crises sécuritaires etc.) ;
- le faible niveau d'accès au financement ;
- le faible niveau de mécanisation des pratiques agricoles ;
- le faible niveau de transformation des produits agricoles ;
- le faible niveau de maîtrise d'eau ;
- le faible niveau de structuration des filières ;
- le vieillissement et l'insuffisance de la main d'œuvre.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption et l'application de la Loi d'Orientation Agricole de Côte d'Ivoire ;
- la mise en œuvre du projet de réhabilitation et d'équipement des DR et DD ;
- la formulation du Projet d'Appui Budgétaire Sectoriel Foncier Rural (ABSFOR) dans le cadre du 3ème C2D ;
- la formulation du Projet de Renforcement de la Sécurisation Foncière Rurale (PRESFOR);
- la poursuite de l'opérationnalisation de l'agence dédiée au foncier rural à travers la mise en place de bureaux ruraux ;
- l'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement de la filière Riz (SNDR) ;
- la formulation et la mise en œuvre de projets d'envergure sur la filière riz (REWARD, PDCVR, PPT-SCR-CI, etc.) ;
- la formulation et la mise en œuvre de projets spécifiques en réponse aux crises (PURGA, PUASA, 2PAU CI, PADSV, etc.) ;
- la formulation et la mise en œuvre des projets d'agro-pôle (2PAI Bélier, 2PAI Nord, 2PAI Nord-Est);
- la formulation et la mise en œuvre du Projet de mise en place d'un mécanisme d'assurance récolte indicielle ;
- la mise en place d'une Bourse des Matières Premières Agricoles (BMPA) au sein de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ;
- la mise en place et l'opérationnalisation du Comité sectoriel de dialogue social au sein du ministère ;
- l'élaboration d'une stratégie nationale d'agroforesterie ;
- la réorganisation de la Chambre d'Agriculture ;
- la poursuite des réformes des filières hévéa et palmier à huile ;
- le lancement de la structuration de la filière coco ;

- l'élaboration des stratégies nationales de gestion des aménagements hydroagricoles et de mécanisation agricole ;
- l'allocation d'appuis budgétaires spécifiques orientés vers le secteur agricole.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration du niveau de productivité agricole ;
- le recensement des exploitants et des exploitations agricoles ;
- le renforcement de la gouvernance de planification, de programmation et de suivi-évaluation aux niveaux national et local ;
- l'augmentation progressive des ressources allouées au secteur agricole conformément aux engagements de la Déclaration de Kampala ;
- la formation et l'appui-conseil aux producteurs agricoles ;
- la promotion des activités de transformation et de valorisation des productions agricoles à travers la mise en place des agro-pôles sur toute l'étendue du territoire national;
- la mise en place de mécanismes innovants de financement et de commercialisation agricole ;
- la promotion de pratiques agricoles résilientes au climat ;
- la promotion des aménagements hydro-agricoles et l'utilisation rationnelle des ressources en eau ;
- la sensibilisation et la mise en œuvre de la loi relative au foncier rural ;
- la structuration et la professionnalisation des acteurs du secteur agricole ;
- la mécanisation des systèmes de production agricole ;
- l'amélioration des productions alimentaires ;
- l'augmentation des taux de transformation des produits agricoles.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la création d'un environnement propice au développement d'un secteur agricole structuré ;
- l'amélioration du cadre et des conditions de vie en milieu rural ;
- la création des conditions de la modernisation de l'agriculture familiale et de l'entreprise agricole, pour favoriser l'émergence d'un secteur agro-industriel structuré, compétitif et intégré dans l'économie sous-régionale et internationale ;
- le développement d'un secteur agricole qui contribue à la souveraineté alimentaire du pays, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, à la réduction de la pauvreté et à la création d'emplois.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance et la visibilité des actions dans le secteur agricole sont améliorées ;
- les productions des filières agricoles sont développées ;
- les services de recherche, d'appui-conseil et de contrôle qualité sont renforcés ;
- l'agriculture est modernisée ;
- la gestion du foncier rural est améliorée ;
- la promotion du métier d'agriculteur est assurée ;
- la promotion de l'agro-industrie est assurée ;
- la productivité des exploitations rizicoles est accrue ;

- la valorisation du riz est améliorée ;
- la surveillance et la gouvernance dans la filière riz sont assurées.

I.3 Missions du ministère

Conformément au **décret N° 2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 3, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Agriculture, de Développement Rural, de Productions Vivrières, d'Agro-industrie et de Recherche Agronomique appliquée.

A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de l'Agriculture

- promotion et vulgarisation du matériel végétal et des technologies agricoles performantes ;
- organisation du contrôle des denrées alimentaires végétales et d'origine végétale produites localement, importées ou destinées à l'exportation ;
- organisation du contrôle de la production et de la qualité des semences et plants, ainsi que des engrais et autres intrants ;
- organisation et contrôle de la protection phytosanitaire ;
- établissement et contrôle des normes de qualité et de conditionnement des produits agricoles ;
- incitation à la promotion d'une agriculture moderne par :
    - l'amélioration qualitative et la promotion des cultures traditionnelles,
    - la promotion des cultures de diversification,
    - la vulgarisation de techniques culturales innovantes et le soutien à la mécanisation agricole ;
- échanges d'expériences et soutien aux actions du Gouvernement au niveau international, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine ;
- incitation à la promotion, à la valorisation et à la transformation des produits agricoles, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie ;
- formation professionnelle agricole initiale ou continue, en liaison avec les Ministres chargés des Eaux et Forêts et des Ressources Animales et Halieutiques ;
- formation et encadrement des exploitants agricoles ;
- promotion et encadrement de nouveaux types d'exploitants agricoles modernes ;
- modernisation des exploitations et des structures de production agricole ;
- amélioration de la productivité agricole et de la capacité de stockage des produits agricoles ;
- définition et mise en place de conditions et d'instruments nécessaires à l'essor et au bon fonctionnement des exploitations agricoles familiales modernes ;
- élaboration, mise en œuvre et suivi des programmes de rénovation et de développement agricole, en liaison avec les Ministres chargés de la Recherche Scientifique et de l'Industrie ;
- identification des travaux de recherche en agronomie et en agro-industrie, en liaison avec les Ministres chargés de la Recherche Scientifique et de l'Industrie ;
- négociation et suivi des conventions et accords internationaux sur les produits agricoles de base d'exportation, en liaison avec les ministères techniques concernés ;
- suivi des relations de la Côte d'Ivoire avec les organisations internationales et intergouvernementales opérant dans le domaine des produits agricoles de base ;
- information périodique du Gouvernement sur l'évolution des cours des matières premières agricoles, en liaison avec le Ministre chargé du Commerce ;
- définition et contrôle de la stratégie en matière de formation professionnelle agricole ;
- participation à la définition des politiques et programmes de recherche agronomique, en relation avec le Ministre chargé de la Recherche Scientifique.

Au titre du Développement Rural

- gestion du domaine foncier rural ;
- promotion du Code Foncier Rural par des actions de sensibilisation et de formation des populations ;
- mise en œuvre du Code Foncier Rural, en liaison avec le Ministre chargé des Eaux et Forêts ;
- promotion et modernisation des communautés rurales ;
- mise en œuvre d'un système performant de gestion dans le domaine rural ;
- participation à la mise en place du cadastre en milieu rural ;
- promotion et développement des mouvements coopératifs et mutualistes, des organisations professionnelles agricoles et des organisations interprofessionnelles agricoles ;
- promotion et développement des systèmes de financement décentralisé du crédit agricole et de l'assurance, en liaison avec le Ministre chargé des Finances et du Budget ;
- promotion et suivi des actions visant la réalisation d'infrastructures de base, notamment des pistes agricoles rurales, et la production d'énergie permettant d'améliorer le cadre de vie en milieu rural et les conditions de production économique agricole, en liaison avec les Ministres concernés ;
- promotion des infrastructures de collecte et de commercialisation des produits agricoles en milieu rural, en liaison avec le Ministre chargé du Commerce ;
- identification et mise en œuvre des aménagements ruraux, notamment des aménagements hydro-agricoles, et de la mécanisation agricole ;
- animation des actions en milieu rural, en liaison avec les collectivités territoriales ;
- promotion du développement économique des territoires ruraux par :
    - l'incitation à la création, à l'amélioration et à la modernisation des exploitations agricoles en milieu rural,
    - la diversification des activités agricoles en milieu rural ;
- amélioration de l'environnement et de l'espace rural par :
    - l'établissement de plans d'aménagement et de restauration des sols en milieu rural ;
    - l'incitation à la création de zones de biodiversité au sein des grandes exploitations agricoles ;
- coordination des programmes et projets de développement rural.

Au titre de la Promotion des Productions Vivrières

- élaboration et pilotage de la politique de promotion des productions vivrières ;
- élaboration et exécution des programmes et projets visant à satisfaire l'ensemble des besoins en productions vivrières et en semences sélectionnées à haut rendement ;
- mise en œuvre d'une politique visant la sécurité alimentaire ;
- promotion d'initiatives de partenariat public-privé en matière de développement de la chaîne de valeur des productions vivrières ;
- participation à la promotion et à la valorisation des produits vivriers ;
- mise en œuvre d'une politique visant à réduire les pertes post récolte des productions vivrières ;
- participation à la mise en place d'une politique de commercialisation intérieure et extérieure, le cas échéant, des productions vivrières, en liaison avec le Ministre chargé du Commerce;
- participation à l'élaboration et à l'exécution de la politique de régulation du marché des produits vivriers, en liaison avec le Ministre chargé du Commerce.

En matière d'Agro-Industrie

- élaboration des lois et règlements en matière d'Agro-industrie, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie ;
- recherche des opportunités de création et de développement de productions industrielles, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie ;
- promotion de la transformation locale en produits finis ou semi-finis des produits agricoles locaux, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie ;
- incitation à la promotion, à la valorisation et à la transformation des produits agricoles, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie ;

- modernisation et promotion de l'Agro-industrie, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie ;
- suivi et évaluation des accords et processus de transfert de technologie ;
- promotion, coordination et suivi des activités agro-industrielles, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie.

En matière de Recherche agronomique appliquée

- définition des politiques et programmes de recherche agronomique appliquée de productions vivrières et de rente, en liaison avec le Ministre chargé de la Recherche Scientifique ;
- adaptation et valorisation des résultats de la recherche technologique appliquée ;
- identification des travaux de recherche en Agronomie et en Agro-industrie, en liaison avec le Ministre chargé de la Recherche Scientifique et le Ministre chargé de l'Industrie.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire
- Programme 3 : Développement rural
- Programme 4 : Promotion de la riziculture
- Programme 5 : Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)
- Programme 6 : Fonds d'Investissement Agricole (FIA / QC)
- Programme 7 : Fonds du secteur café cacao
- Programme 8 : Fonds du secteur anacarde

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	- Cabinet ; - Inspection Générale ; - Direction des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération Internationale (DAJCCI) ; - Direction des Affaires Financières (DAF) ; - Direction des Ressources Humaines et de la Formation (DRHF); - Direction de la Communication et de la Promotion Agricole (DCPA) ;	- Institut National de Formation Professionnelle Agricole (INFPA) (ERA-Sud, ERA-EST, ESEMVB, ESF du Banco, EFAP de Bouaflé, ESPPEC de Tiébissou, CAPP de Bingerville, CAPP de Kossou, CAPPA de Jacqueville, CAPP de Bocanda, Ecole Agricole de Ferentella) ; - Conseil du Café-Cacao ; - Conseil du Coton et de l'Anacarde ; - Conseil Hévéa-Palmier à huile- Coco.	- Projet de réhabilitation des Directions Régionales et Départementales du MINAGRI/DAAF ; - Projet d'Opérationnalisation du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) ; - Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA) ; - Projet d'Appui à la Formation Agricole / INFPA ; - Suivre l'exécution du PSGouv/Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ;	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	- Direction du Développement Local et des Services Extérieurs (DDLSE) ; - Directions Régionales de l'Agriculture et du Développement Rural (DRADR) (31) ; - Directions Départementales de l'Agriculture et du Développement Rural (DDADR) (80) ; - Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets (DGPSP) ; - Direction de la Planification, de la Programmation et du Financement (DPPF) ; - Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique (DSDI) ; - Direction de l'Evaluation des Projets (DEP) ; - Cellule de Passation des Marchés Publics ; - Service de Gestion du Patrimoine ; - Cellule genre			
Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire	- Direction Générale des Productions et de la Sécurité Alimentaire (DGPSA) ; - Direction de la Protection des Végétaux, du Contrôle et de la Qualité (DPVCQ) ; - Direction des Cultures Pérennes et d'Exportation (DCPE) ; - Direction des Cultures Vivrières et de la Sécurité alimentaire (DCVSA) ; - Direction des Semences Engrais et Produits Assimilés (DSEPA). .	- Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) ; - Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA) ; - Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole (LANADA) ; - Centre National de Recherche Agronomique (CNRA).	- Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA) ; - Programme sécurité Alimentaire (PSA) ; - Projet Soja ; Projet de Développement des chaînes de Valeurs Vivrières (PDC2V) ; - Système Régional Innovant de contrôle des Mouches de fruits en Afrique de l'Ouest (SYRIMAO) Programme de production alimentaire d'urgence (2PAU-CI) ; - Appui au développement du secteur vivrier (PADSV); - Projet d'appui à la production agricole, à la Sécurité Alimentaire en Région et zone Péri-urbaine / 3ème C2D; - Programme de Production Alimentaire d'Urgence en CI (2PAU-CI) ; - Projet d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PU-ASA) ; - Projet de Développement de la Chaîne de Valeurs du Manioc (PDCVM).	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3 : Développement rural	Direction Générale du Développement Rural (DGDR) ; Direction Générale de la Promotion des Agro-Industries (DGPAI) ; Direction de la Promotion de la Modernisation du Territoire Agricole (DPMTA) ; Direction des Organisations Professionnelles Agricoles (DOPA) ; Direction du Foncier Rural (DFR) ; Direction des Agro-Industries Intégrées (DAII) ; Direction des Petites et Moyennes Agro-Industries (DPMAI) ; Direction de la Promotion des Technologies de Conservation et de Transformation (DPTCT).	Chambre Nationale d'Agriculture (CNA) ; Agence Foncière Rurale (AFOR).	Projet de la Compétitivité de la Chaîne de valeurs Anacarde (PPCA); Projet de Pôle Agro-Industriel dans la Région du Bélier (2PAI Bélier) ; Projet de Pôle Agro-Industriel dans le Nord (2PAI Nord) ; Programme National des Métiers Ruraux (PNMR) ; Projet des chaines de valeur compétitives pour l'emploi et la transformation économique (PCCET) ; Programme d'Appui au Foncier Rural (PAFR) ; Projet de résilience des systèmes Cotonniers du Nord de la Côte d'Ivoire (RESCO) ; Projet de Renforcement des Moyens de Subsistance des Petits Exploitants et des Femmes dans la Région du N'Zi (PREMOPEF) ; Projet de mise en place d'un mécanisme d'assurance récolte indicielle en République de Côte d'Ivoire (PASSIR) ; Projet de Pôle Agro-Industriel dans le Nord Est (2PAI Nord-Est) ; Projet d'Appui au Foncier Rural/3ème C2D ;	
Programme 4 : Promotion de la riziculture	- Direction Générale de la Promotion de la Riziculture (DGPR) ; - Direction de la Production Rizicole (DPR) ; - Direction de la Transformation et de la Mise à Marché (DTMM) ; - Direction du Partenariat et des Pôles Rizicoles (DPPR).	Agence pour le Développement de la filière Riz (ADERIZ)	- Projet de Production et de Traitement de Semences Certifiées de Riz en Côte d'Ivoire (PPTSCR-CI) ; - Projet d'aménagement Hydro Agricole dans les régions du Folon et du Kabadougou (PAHAFK) ; - Projet de Promotion du riz local en République de Côte d'Ivoire (PRORIL 2) - Projet d'Amélioration de la Qualité du Riz (PAQ-riz) ; - Projet de Développement Intégré du Wassoulou, Phase 1 (PDIW) ; - Projet d'Aménagement Hydroagricole du Haut Sassandra Fromager Phase 3 (PAHA HSF 3) ; - Projet Riziculture de Sangola M'Bengué - Projet d'aménagements hydro-agricoles de 30 000 ha à l'aval du barrage hydro-électrique de Kossou ; - Projet de développement agricole intégré pour la culture du riz sec en Côte d'Ivoire.	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	**RS 1.1**: La gouvernance et la visibilité des actions dans le secteur agricole sont améliorées	**I.P.1.1:** Taux de satisfaction des usagers	Enquête (Nombre de réponses positives / Nombre de réponses total) X 100 Sources : Rapports d'enquête DSDI / DR / DD
		I.P.1.2: Taux de fréquentation des services du MEMINADERPV	(Nombre d'usagers reçus / Nombre d'usagers prévus) X 100 Sources : Rapports d'enquête DSDI / DR / DD
OG 2 : Améliorer la productivité du secteur agricole et assurer la sécurité alimentaire	**RS 2.1** : Les productions des filières agricoles sont développées	**I.P.2.1:** Taux de couverture des besoins alimentaires	(Part de production locale / Consommation totale) X 100 Source : Rapport d'activités DGPSA
	RS 2.2 : Les services de recherche, d'appui-conseil et de contrôle qualité sont renforcés	**I.P.2.2:** Taux de croissance de la production nationale des produits agricoles (rente et vivriers)	((Production année n - Production année n-1) / Production année n-1) X 100 Source : Rapport d'activités DGPSA
OG 3 : Améliorer l'environnement de l'agriculteur par la promotion de l'innovation	**RS 3.1** : L'agriculture est modernisée	**I.P.3.1:** Taux de financement des producteurs	(Part de financement des producteurs / Financement total) X 100 Sources : Rapports d'activités DGDR / Projets
	RS 3.2 : La gestion du foncier rural est améliorée	**I.P.3.2:** Taux de résolution des conflits fonciers	(Nombre de conflits résolus / Nombre de conflits enregistrés) X 100 Sources : Rapports d'activités DGDR / DFR /AFOR
	RS 3.3 : La promotion du métier d'agriculteur est assurée	**I.P.3.3:** Taux de professionnalisation du métier d'agriculteur	(Nombre d'acteurs ayant bénéficié d'une formation professionnelle / Nombre d'acteurs identifiés) X 100 Sources : Rapports d'activités DGDR / DOPA / PNMR
	RS 3.4 : La promotion de l'agro-industrie est assurée	**I.P.3.4:** Taux de transformation des produits agricole	(Quantité des produits transformés / Production totale) X 100 Source : Rapport d'activités DGPAI
OG 4 : Assurer la couverture des besoins de consommation par la production nationale de riz blanchi de bonne qualité et garantir les stocks de sécurité	**RS 4.1** : La productivité des exploitations rizicoles est accrue	**I.P.4.1:** Taux d'accroissement des superficies rizicoles exploitées	Enquête ((superficie exploitée année n – Superficie exploitée année n -1) / Superficie exploitée année n -1) X 100 Sources : Rapport d'activités DGPR / Rapport d'enquête ADERIZ
		I.P.4.2: Rendement moyen des exploitations rizicoles	Enquête Quantité totale de paddy produit / Superficie totale emblavée Sources : Rapport d'activités DGPR / Rapport d'enquête ADERIZ
	RS 4.2: La valorisation du riz est améliorée	**I.P.4.3:** Quantité du riz local blanchi disponible	Enquête Somme des quantités du riz local blanchi disponible issu des usines renforcées (Tonnes) Sources : Rapport d'activités DGPR / Rapport d'enquête ADERIZ
	RS 4.3 : La surveillance et la gouvernance dans la filière riz sont assurées	**I.P.4.4:** Niveau de gouvernance de la filière riz	Nombre de réunions statutaires organisées par l'OIA-Riz dans l'année Sources : Rapports ADERIZ / DOPA/ OIA-Riz

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**333 878 089 526**	**363 711 062 062**	**405 743 195 371**
1.1 Ressources Intérieures	**185 367 230 511**	**157 354 754 917**	**159 386 888 226**
1.1.1 Budget Etat	185 367 230 511	157 354 754 917	159 386 888 226
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**148 510 859 015**	**206 356 307 145**	**246 356 307 145**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	148 510 859 015	206 356 307 145	246 356 307 145
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**333 878 089 526**	**363 711 062 062**	**405 743 195 371**
2.1 Personnel	**16 488 855 198**	**16 889 656 720**	**17 290 458 241**
2.1.1 Solde y compris EPN	16 488 855 198	16 889 656 720	17 290 458 241
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**4 306 415 454**	**5 191 195 868**	**5 424 783 212**
2.3 Transferts	**113 191 877 333**	**116 974 629 997**	**118 372 374 441**
2.4 Investissement	**199 890 941 541**	**224 655 579 477**	**264 655 579 477**
Trésor	*51 380 082 526*	*18 299 272 332*	*18 299 272 332*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*148 510 859 015*	*206 356 307 145*	*246 356 307 145*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Animation et coordination du ministère
	Action 1.2: Information et communication
	Action 1.3: Gestion des Ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.4: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.5: Amélioration de la formation professionnelle agricole

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2024	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2026	2027	2028	
OS 1 : Améliorer la gouvernance et la visibilité des actions dans le secteur agricole	Taux de textes soumis au ministre pour signature	138%	99%	99%	99%	(Nombre de textes soumis au ministre pour signature / Nombre de textes prévus) X 100 Dénominateur : 55 Sources : Rapport d'activités DAJCCI / Feuille de route du Gouvernement
	Taux d'organisation des activités promotionnelles	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités promotionnelles organisées / Nombre d'activités promotionnelles prévues) X 100 Dénominateur : 5 Sources : Rapports d'activités DCPA / Structures sous tutelle et Bilan SARA
	Taux de réalisation des missions d'inspections	100%	80%	90%	90%	(Nombre de missions d'inspections réalisées / Nombre de missions d'inspections prévues) X 100 Dénominateur : 4 Source : Rapport d'activités IG

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Améliorer le système de Planification, de Programmation, de Budgétisation et de Suivi-Evaluation des programmes et projets (chaîne PPBSE)	Taux de missions de suivi-évaluation réalisées	100%	100%	100%	100%	(Nombre de missions réalisées / Nombre de missions prévues) X 100 Dénominateur : 18 Source : Rapport d'activités DEP
	Nombre de rapports fournis dans le délai de production des publications (annuaires statistiques)	1	1	1	1	Dénombrement Sources : Rapport d'activités DSDI /Structures sous tutelle / Projets
	Proportion des agropoles ayant un financement sur la période du PNIA II	78%	100%	100%	100%	(Nombre total des agro-pôles dont des financements ont été mobilisés sur la période du PNIA 2 / Nombre total d'agro-pôles) X 100 Source : Rapport d'activités DPPF
OS 3 : Améliorer la gestion des ressources humaines et budgétaires et le cadre de travail	Taux d'atteinte des cibles des PAP	63,46%	70%	75%	80%	(Nombre des cibles des PAP atteintes / Nombre total des cibles des PAP) X 100 Sources : Rapports d'activités DAF / RAP
	Taux annuel de couverture en matériel de mobilité des Structures du ministère (acquisition et renouvellement)	-	98,5%	100%	100%	(Nombre de structures équipées en matériel de mobilité / Nombre de structures à équiper) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux d'exécution du Plan de passation des Marchés (PPM)	73,70%	91%	98%	98%	(Nombre de marchés passés / Nombre de marchés prévus) X 100 Source : Rapport d'activités CPMP
	Taux d'exécution du programme de réhabilitation et de construction des DR et DD	100%	50%	50%	50%	(Nombre de bâtiments livrés / Nombre de bâtiments prévus) X 100 Dénominateur : 4 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux de missions de contrôle des effectifs	-	70%	70%	70%	(Nombre de missions effectuées / Nombre de missions prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DRHF
	Taux d'agents formés	-	70%	70%	70%	(Nombre d'agents formés / Nombre total d'agents à former) X 100 Prévisions : 2026 : 50 ; 2027 : 60 ; 2028 : 70 Source : Rapport d'activités DRHF
OS 4 : Accroître le nombre de professionnels dans le domaine agricole	Taux de réhabilitation des écoles de l'INFPA	40 %	80 %	100 %	-	(Nombre d'écoles réhabilitées dans l'année / Nombre d'écoles à réhabiliter dans l'année) X 100 Dénominateur : 10 Source : Rapport d'activités INFPA
	Taux de réussite des élèves des écoles de l'INFPA	86,67%	95%	96%	97%	(Nombre d'élèves ayant réussi / Nombre d'élèves entrants) X 100 Source : Rapport d'activités INFPA

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**17 143 084 583**	**18 807 207 301**	**21 267 414 146**
Dépenses de personnel	10 260 843 808	10 622 959 890	10 985 075 972
Dépenses en biens et services	3 786 915 454	4 662 785 061	4 818 611 401
Transferts	656 650 000	2 721 462 350	686 626 149
Investissements	2 438 675 321	800 000 000	4 777 100 624
Trésor	*2 438 675 321*	*800 000 000*	*4 777 100 624*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21047 Administration Générale	**17 143 084 583**	**18 807 207 301**	**21 267 414 146**
2104701 Animation et coordination du Ministère	**1 340 500 000**	**976 924 950**	**1 004 741 888**
2 Biens et services	**863 000 000**	**902 249 950**	**927 826 638**
11042100013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tiébissou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
11042100014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Toumodi	5 000 000	5 000 000	5 000 000
11042100015 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Djékanou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
11042100016 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des Lacs (Yamoussoukro)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
11042100018 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Attiégouakro	5 000 000	5 150 000	5 304 500
11042100019 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Didiévi	5 000 000	5 000 000	5 000 000
14042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kouassi-Kouassikro	5 000 000	5 150 000	5 304 500
14042100007 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du N'Zi Comoé (Dimbokro)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
14042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Bocanda	5 000 000	5 000 000	5 000 000
15042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de M'Bahiakro	5 000 000	5 023 000	5 041 810
15042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Prikro	5 000 000	5 150 000	5 304 500
15042100009 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Iffou (Daoukro)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
15042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Ouellé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
16042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Arrah	5 000 000	5 150 000	5 304 500

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21047 Administration Générale	**17 143 084 583**	**18 807 207 301**	**21 267 414 146**
16042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de M'batto	5 000 000	5 000 000	5 000 000
16042100008 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Moronou (Bongouanou)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
17042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sakassou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
17042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Botro	5 000 000	5 150 000	5 304 500
17042100010 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la Vallée du Bandama (Bouaké)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
17042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Béoumi	5 000 000	5 150 000	5 304 500
18042100006 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Hambol (Katiola)	5 000 000	5 149 500	5 304 500
18042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Niakaramadougou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
18042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Dabakala	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Ouaninou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Koro	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22042100008 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Bafing (Touba)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
23042100009 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Denguélé (Odienné)	5 000 000	5 141 900	5 304 500
23042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Samatiguila	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Séguelon	5 000 000	5 150 000	5 304 500
23042100012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Madinani	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23042100013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Gbéléban	5 000 000	5 150 000	5 304 501
24042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Ouangolodougou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
24042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kong	5 000 000	5 150 000	5 304 500
24042100009 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Tchologo (Ferké)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
25042100012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Dikodougou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
25042100013 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des Savanes (Korhogo)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
25042100014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de M'Bengué	5 000 000	5 000 000	5 000 000
25042100015 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sinématiali	5 000 000	5 000 000	5 000 000
26042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tengréla	5 000 000	5 150 000	5 304 501
26042100008 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la Bagoué (Boundiali)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
26042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kouto	5 000 000	5 150 000	5 304 501
27042100005 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Folon (Mignignan)	5 000 000	5 087 000	5 176 610
27042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kaniasso	5 000 000	5 000 000	5 000 000
28042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Nassian	5 000 000	5 150 000	5 304 500
28042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Doropo	5 000 000	5 150 000	5 304 500
28042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Téhini	5 000 000	5 000 000	5 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21047 Administration Générale	**17 143 084 583**	**18 807 207 301**	**21 267 414 146**
28042100012 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Boukani (Bouna)	5 000 000	5 149 950	5 304 500
31042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Issia	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31042100009 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Haut-Sassandra (Daloa)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Vavoua	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Zoukougbeu	5 000 000	5 000 000	5 000 000
32042100004 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Gôh (Gagnoa)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
32042100005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Oumé	5 000 000	5 150 000	5 304 500
35042100005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Zuénoula	5 000 000	5 150 000	5 304 500
35042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sinfra	5 000 000	5 150 000	5 304 500
35042100007 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la Marahoué (Bouaflé)	5 000 000	5 150 000	5 304 501
35042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau du départemental de Bonon	5 000 000	5 000 000	5 000 000
35042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau du départemental de Gohitafla	5 000 000	5 000 000	5 000 000
36042100004 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Worodougou (Séguéla)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
36042100005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kani	5 000 000	5 150 000	5 304 500
37042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Konahiri	5 000 000	5 150 000	5 304 500
37042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Dianra	5 000 000	5 150 000	5 304 500
37042100008 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Béré (Mankono)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41042100013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sipilou	5 000 000	6 008 600	6 151 358
41042100014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Danané	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41042100016 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Zouan-Hounien	5 000 000	5 150 000	5 304 501
41042100017 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Biankouma	5 000 000	5 150 000	5 304 500
41042100019 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des Montagnes (Man)	5 000 000	5 150 000	5 304 501
42042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Bloléquin	5 000 000	5 150 000	5 304 501
42042100010 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Moyen Cavally-Guiglo	5 000 000	5 150 000	5 304 500
42042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Taï	5 000 000	5 150 000	5 304 500
42042100012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Touleupleu	5 000 000	5 150 000	5 304 501
43042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Kouibly	5 000 000	5 150 000	5 304 500
43042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Facobly	5 000 000	5 000 000	5 000 000
43042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Bangolo	5 000 000	5 150 000	5 304 500
43042100012 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Guémon (Duékoué)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
51042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Guitry	5 000 000	5 150 000	5 304 500
51042100008 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Sud Bandama (Divo)	5 000 000	5 000 000	5 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21047 Administration Générale	**17 143 084 583**	**18 807 207 301**	**21 267 414 146**
51042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Lakota	5 000 000	5 150 000	5 150 000
55042100005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tabou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
55042100006 Coordonner les activités de la Direction Régionale de l'Agriculture du Bas-Sassandra (San-Pédro)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
56042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Guéyo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
56042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Buyo	5 000 000	5 150 000	5 304 500
56042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Méagui	5 000 000	5 000 000	5 000 000
56042100009 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la Nawa (Soubré)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
57042100005 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Gbôklè (Sassandra)	5 000 000	5 150 000	5 304 530
57042100006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Fresco	5 000 000	5 000 000	5 000 000
61042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Agnibilékro	5 000 000	5 150 000	5 304 500
61042100010 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Moyen-Comoé (Abengourou)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
61042100014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Bettié	5 000 000	5 150 000	5 304 500
62042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Koun-Fao	5 000 000	5 150 000	5 304 500
62042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Transua	5 000 000	5 150 000	5 304 500
62042100012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tanda	5 000 000	5 150 000	5 304 500
62042100013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sandégué	5 000 000	5 150 000	5 304 500
62042100014 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Zanzan (Bon)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
71042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Adiaké	5 000 000	5 000 000	5 000 000
71042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Gd-Bassam	5 000 000	5 150 000	8 264 600
71042100009 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture du Sud Comoé (Aboisso)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
71042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tiapoum	5 000 000	5 150 000	5 304 500
76042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Tiassalé	5 000 000	5 150 000	5 304 500
76042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Taabo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
76042100010 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de l'Agnéby (Agboville)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
76042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Sikensi	5 000 000	5 000 000	5 000 000
77042100008 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture de la Mé (Adzopé)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
77042100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Alépé	5 000 000	5 150 000	5 304 500
77042100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Yakassé-Attobrou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
77042100011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Akoupé	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78042100490 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	110 000 000	113 300 000	116 699 000
78042100491 Suivre et évaluer les activités des structures déconcentrées (DD, DR et des services extérieurs)	20 000 000	22 100 000	24 263 000
78042100492 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	20 000 000	32 445 000	33 418 350

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21047 Administration Générale	**17 143 084 583**	**18 807 207 301**	**21 267 414 146**
78042100493 Orienter les activités du Ministère	100 000 000	108 205 000	111 728 172
78042100618 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental d'Abidjan	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78042100621 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	8 000 000	8 240 000	8 487 200
78042100753 Coordonner la mise en œuvre des activités du programme 1	50 000 000	51 500 000	53 045 000
79042100006 Coordonner les activités du Ministère dans la Direction Régionale de l'Agriculture des Grands Ponts (Dabou)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
79042100007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Jacqueville	5 000 000	5 000 000	5 000 000
79042100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental de Grand-Lahou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
3 Transferts	**72 500 000**	**74 675 000**	**76 915 250**
78042100500 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire au financement de l'Institut Supérieur Panafricain Eco. Coop.	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78042100609 Transférer les crédits en vue de contribuer au financement de l'Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques (AISA)	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78042100657 Contribuer au financement de la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre	2 500 000	2 575 000	2 652 250
78042100752 Transférer les crédits en vue de prendre en charge les activités du Conseil Hévéa Palmier à Huile.	50 000 000	51 500 000	53 045 000
4 Investissements	**405 000 000**	**0**	**0**
Trésor	***405 000 000***	***0***	***0***
78042100495 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	405 000 000	0	0
2104702 Information et communication	**418 000 000**	**2 477 540 000**	**437 366 200**
2 Biens et services	**50 000 000**	**50 000 000**	**50 000 000**
78042100485 Gérer la communication institutionnelle de l'administration agricole	50 000 000	50 000 000	50 000 000
3 Transferts	**368 000 000**	**2 427 540 000**	**387 366 200**
78042100497 Transférer les crédits en vue d'organiser les Salons Internationaux de l'Agriculture	218 000 000	224 540 000	231 276 200
78042100660 Transférer les crédits en vue d'organiser le Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA)	50 000 000	2 100 000 000	50 000 000
78042100710 Transférer les crédits en vue d'organiser les Journées Administratives et Agricoles Délocalisées	100 000 000	103 000 000	106 090 000
2104705 Gestion des Ressources humaines, financières et matérielles	**13 434 494 999**	**14 200 880 001**	**14 687 977 285**
1 Personnel	**10 260 843 808**	**10 622 959 890**	**10 985 075 972**
78042100494 Transférer des subventions équilibre personnel à l'INFPA	73 982 119	75 227 814	76 473 509
78042100615 Prendre en charge les salaires du personnel du MINADER	10 186 861 689	10 547 732 076	10 908 602 463
2 Biens et services	**2 753 915 454**	**3 577 920 111**	**3 702 901 313**
78042100477 Équiper les DD et DR en matériels roulants	303 550 000	312 656 500	322 036 195
78042100478 Sensibiliser les structures du Ministère sur le genre	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78042100479 Gérer les ressources humaines du Ministère	30 000 000	30 900 000	31 827 000
78042100481 Prendre en charge les dépenses liées aux activités du Ministère	175 209 995	180 053 265	185 454 863
78042100484 Passer les marchés du MINADER	35 000 000	46 350 000	47 740 500

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21047 Administration Générale	**17 143 084 583**	**18 807 207 301**	**21 267 414 146**
78042100506 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	875 315 134	1 634 875 811	1 703 364 655
78042100507 Élaborer et mettre en œuvre le DPPD-PAP	60 000 000	61 800 000	63 654 000
78042100593 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	176 200 000	181 486 000	186 930 580
78042100673 Régie Convention BNETD	499 402 502	514 384 577	529 816 114
78042100706 Gérer les ressources financières du Ministère	129 152 005	133 025 565	137 017 362
78042100709 Superviser les travaux de réhabilitation et de construction des DD et DR	40 085 818	41 288 393	42 527 044
78042100711 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	75 000 000	77 250 000	79 567 500
90042100001 Gérer le patrimoine et mettre en œuvre la comptabilité matière du MEMINADER	60 000 000	60 000 000	60 000 000
90042100002 Assurer le Gardiennage des Services déconcentrés	290 000 000	298 700 000	307 661 000
4 Investissements	**419 735 737**	**0**	**0**
Trésor	***419 735 737***	***0***	***0***
78042100659 Réhabilitation des Directions Régionales et Départementales du MINAGRI/DAAF	419 735 737	0	0
2104709 Planification, programmation et suivi-évaluation	**576 259 462**	**132 615 000**	**137 883 450**
2 Biens et services	**120 000 000**	**132 615 000**	**137 883 450**
78042100487 Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre de la politique agricole (PNIA II)	40 000 000	41 200 000	42 436 000
78042100488 Suivre, entretenir le matériel informatique et intégrer les réseaux informatiques	15 000 000	16 995 000	17 504 850
78042100489 Evaluer les projets agricoles	15 000 000	15 450 000	15 913 500
78042100616 Formuler des projets, des stratégies et réaliser des études	20 000 000	20 600 000	21 218 000
78042100702 Suivre et évaluer l'exécution des projets agricoles contrôler la gestion et analyser les rapports d'audit des projets et des structures sous-tutelle	15 000 000	17 770 000	19 593 100
78042100743 Collecter les données et publier l'annuaire des statistiques	15 000 000	20 600 000	21 218 000
4 Investissements	**456 259 462**	**0**	**0**
Trésor	***456 259 462***	***0***	***0***
78042100724 Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA)	306 259 462	0	0
78042100486 Projet d'opérationnalisation du PNIA	150 000 000	0	0
2104712 Amélioration de la formation professionnelle agricole	**1 373 830 122**	**1 019 247 350**	**4 999 445 323**
3 Transferts	**216 150 000**	**219 247 350**	**222 344 699**
78042100612 Transférer les crédits pour la coordination des activités des 10 écoles de l'INFPA	216 150 000	219 247 350	222 344 699
4 Investissements	**1 157 680 122**	**800 000 000**	**4 777 100 624**
Trésor	***1 157 680 122***	***800 000 000***	***4 777 100 624***
78042100482 Projet d'Appui à la formation Agricole / INFPA	1 157 680 122	800 000 000	4 777 100 624

II.2.2 Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire	Action 2.1: Coordination de la mise en œuvre des stratégies de production
	Action 2.2: Amélioration de l'accès aux semences certifiées et intrants homologués
	Action 2.3: Renforcement du potentiel de production des produits d'exportation
	Action 2.4: Dynamisation des productions alimentaires végétales
	Action 2.5: Renforcement des capacités d'analyse qualité et de contrôle
	Action 2.6: Dynamisation des programmes de la recherche agricole et du dispositif national du conseil agricole et de la vulgarisation des résultats de la recherche agricole

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2024	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2026	2027	2028	
OS 1 : Développer les productions des filières agricoles	Taux d'accroissement annuel moyen de la production vivrière	5,5%	4,1%	4,2%	4,3%	[(Production année en cours / Production année 2012)$^{1/n}$ -1] X 100 Avec n= nombre d'années Année en cours = année d'exercice du rapport Source : Rapport d'activités DSDI
	Taux d'accroissement annuel moyen de la production d'exportation	6%	6,1%	6,2%	6,4%	[(Production année en cours / Production année 2012)$^{1/n}$ -1] X 100 Avec n= nombre d'années Année en cours = année d'exercice du rapport Source : Rapport d'activités DSDI
	Quantité de semences certifiées produites (Tonnes)	601,3 T	2 000 T	2 200 T	2 500 T	Dénombrement Source : Rapport d'activités DSEPA
	Taux de professionnels phytosanitaires formés à l'utilisation des produits phytosanitaires homologués	-	70%	70%	75%	(Nombre de professionnels phytosanitaires formés / Nombre de professionnels phytosanitaires prévus pour l'année) X 100 NB : Nombre de personne à former en moyenne par an : 240 Source : Rapport d'activités DPVCQ

Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Renforcer les services de recherche, d'appui-conseil et de contrôle qualité	Taux annuel des exploitants agricoles ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation	56,98%	50%	53%	55%	(Nombre d'exploitants agricoles ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation / Nombre d'exploitants prévus) X 100 Nombres d'exploitations agricoles prévus : 1 107 466 (Chiffre tiré de l'étude sur l'évaluation du coût du conseil agricole) (Banque mondiale, FMI et INS) Source : Rapport d'activités ANADER
	Proportion des projets de recherche appliquée	85%	85%	88%	89%	(Nombre de projets de recherche appliquée / Nombre total de projets) X 100 Dénominateur : 85 Source : Rapport d'activités CNRA

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : PRODUCTIONS ET SECURITE ALIMENTAIRE	**93 194 334 889**	**55 183 280 306**	**24 294 097 477**
Dépenses de personnel	4 676 403 445	4 688 963 248	4 701 523 050
Dépenses en biens et services	147 000 000	149 000 000	166 426 554
Transferts	18 262 000 000	18 471 746 864	18 976 717 709
Investissements	70 108 931 444	31 873 570 194	449 430 164
Trésor	*22 520 896 054*	*2 873 670 194*	*449 430 164*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*47 588 035 390*	*28 999 900 000*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22048 Productions et Sécurité alimentaire	**93 194 334 889**	**55 183 280 306**	**24 294 097 477**
2204801 Coordination de la mise en œuvre des stratégies de production	**6 140 400 000**	**269 844 800**	**55 090 000**
2 Biens et services	**45 000 000**	**47 000 000**	**55 090 000**
78042100690 Coordonner la mise en œuvre des stratégies de productions et de sécurité alimentaire	30 000 000	32 000 000	40 090 000
90042100015 Coordonner les activités du programme 2	15 000 000	15 000 000	15 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22048 Productions et Sécurité alimentaire	**93 194 334 889**	**55 183 280 306**	**24 294 097 477**
4 Investissements	**6 095 400 000**	**222 844 800**	**0**
Trésor	***900 000 000***	***222 844 800***	***0***
90042100037 Projet d'urgence d'appui à la sécurité alimentaire (PU-ASA)	900 000 000	222 844 800	0
Financement extérieur	***5 195 400 000***	***0***	***0***
90042100037 Projet d'urgence d'appui à la sécurité alimentaire (PU-ASA)	5 195 400 000	0	0
2204802 Amélioration de l'accès aux semences certifiées et intrants homologués	**290 000 000**	**185 000 000**	**192 000 000**
2 Biens et services	**30 000 000**	**30 000 000**	**37 000 000**
78042100518 Protéger les végétaux et contrôler la qualité des produits phytosanitaires aux ports maritimes et à l'aéroport d'Abidjan	15 000 000	15 000 000	18 000 000
90042100017 Réaliser le contrôle de la qualité des semences, des engrais et des produits assimilés	15 000 000	15 000 000	19 000 000
3 Transferts	**150 000 000**	**155 000 000**	**155 000 000**
78042100517 Transférer les crédits en vue de contribuer au financement de Africa Seed	150 000 000	155 000 000	155 000 000
4 Investissements	**110 000 000**	**0**	**0**
Trésor	***110 000 000***	***0***	***0***
90042100003 Système Régional Innovant de contrôle des Mouches de fruits en Afrique de l'Ouest	110 000 000	0	0
2204803 Renforcement du potentiel de production des produits d'exportation	**47 000 000**	**47 000 000**	**49 336 554**
2 Biens et services	**47 000 000**	**47 000 000**	**49 336 554**
78042100520 Suivre les politiques, les activités agricoles et l'évolution des marchés nationaux et internationaux	15 000 000	15 000 000	17 336 554
78042100521 Mettre en œuvre les mesures d'accompagnement banane	32 000 000	32 000 000	32 000 000
2204804 Dynamisation des productions alimentaires végétales	**63 928 531 444**	**31 675 725 394**	**474 430 164**
2 Biens et services	**25 000 000**	**25 000 000**	**25 000 000**
78042100625 Organiser la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78042100744 Mettre en œuvre et suivre les activités du Codex alimentaires et la situation alimentaire (DISSA)	20 000 000	20 000 000	20 000 000
4 Investissements	**63 903 531 444**	**31 650 725 394**	**449 430 164**
Trésor	***21 510 896 054***	***2 650 825 394***	***449 430 164***
90042190205 Mettre en œuvre le Projet de Développement de la Chaine de Valeur du Manioc (PDCVM)	231 293 794	0	0
90042100004 Projet de Développement des chaines de valeurs vivrières	1 100 569 839	2 650 825 394	449 430 164
78042100774 Projet de Transition Agroécologique des Filières Vivrières/C2D3	3 037 500 000	0	0
78042100765 Appui au développement du secteur vivrier	13 000 000 000	0	0
78042100524 Projet Soja	4 000 000 000	0	0
78042100523 Programme de sécurité alimentaire	141 532 421	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22048 Productions et Sécurité alimentaire	**93 194 334 889**	**55 183 280 306**	**24 294 097 477**
Financement extérieur	***42 392 635 390***	***28 999 900 000***	***0***
90042190205 Mettre en œuvre le Projet de Développement de la Chaine de Valeur du Manioc (PDCVM)	7 392 635 390	0	0
90042100004 Projet de Développement des chaines de valeurs vivrières	35 000 000 000	28 999 900 000	0
2204805 Renforcement des capacités d'analyse qualité et de contrôle	**757 929 759**	**769 909 072**	**781 888 385**
1 Personnel	**445 929 759**	**453 438 227**	**460 946 695**
78048200013 Transférer les subventions d'équilibre personnel au LANADA	445 929 759	453 438 227	460 946 695
3 Transferts	**312 000 000**	**316 470 845**	**320 941 690**
78048200016 Transférer les crédits en vue de renforcer les capacités opérationnelles des laboratoires d'analyse nationaux	312 000 000	316 470 845	320 941 690
2204806 Dynamisation des programmes de la recherche agricole et du dispositif national du conseil agricole et de la vulgarisation des résultats de la recherche agricole	**22 030 473 686**	**22 235 801 040**	**22 741 352 374**
1 Personnel	**4 230 473 686**	**4 235 525 021**	**4 240 576 355**
78042100703 Transférer les subventions équilibre personnel au Fonds Interprofessionnels pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)	300 000 000	305 051 335	310 102 669
78042100772 Renforcer les crédits de personnel de l'ANADER	3 930 473 686	3 930 473 686	3 930 473 686
3 Transferts	**17 800 000 000**	**18 000 276 019**	**18 500 776 019**
78042100676 Transférer les crédits à l'ANADER dans le cadre du service public	11 800 000 000	12 000 276 019	12 500 776 019
78097000074 Transférer les crédits de biens et services du CNRA	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000

II.2.3 Programme 3 : Développement rural

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Développement rural	Action 3.1: Coordination de la mise en œuvre des stratégies de développement rural
	Action 3.2: Equipement rural et maîtrise de l'eau
	Action 3.3: Développement et vulgarisation de technologies de la conservation et de la transformation des produits agricoles
	Action 3.4: Sécurisation du domaine foncier rural
	Action 3.5: Accompagnement de la professionnalisation des OPA et Promotion des métiers ruraux
	Action 3.6: Développement de mécanismes innovants de financement et de commercialisation
	Action 3.7: Renforcement du cadre incitatif pour le développement des agro-industries

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Développement rural						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Promouvoir la modernisation de l'agriculture	Taux d'appui en équipement agricole mécanisé	46,15%	32%	35%	36%	(Nombre de producteurs agricoles équipés en machine agricole / Nombre de producteurs à équiper en machine agricole dans l'année) X 100 Dénominateur : 30 Sources : Rapports d'activités DPMTA / DEP
	Taux de superficies d'aménagement hydro-agricole	89,34%	27%	30 %	31%	(Superficies aménagées / Superficies à aménager dans l'année) X 100 Dénominateur : 100 ha Source : Rapport d'activités DEP
OS 2 : Améliorer la gestion du foncier rural	Taux de territoires de villages délimités	63,33%	59%	64%	69%	(Nombre de territoires de villages délimités / Nombre total de territoires de villages) X 100 Dénominateur : 8576 Source : Rapport d'activités AFOR
	Taux de superficies des terres objet de certificats fonciers	3%	4%	4,3%	4 ,5%	(Somme des superficies objet de certificats fonciers / Somme des superficies des terres rurales coutumières) X 100 Dénominateur : 23 000 000 ha Source : Rapport d'activités AFOR
OS 3 : Promouvoir le métier d'agriculteur	Taux de sociétés coopératives immatriculées et enregistrées	100%	100%	100%	100%	(Nombre de sociétés coopératives immatriculées enregistrées au niveau de la DOPA / Nombre de sociétés coopératives immatriculées au niveau des Greffes des Tribunaux) X 100 Dénominateur : 300 Source : Rapport d'activités DOPA
	Taux d'apprenants qualifiés à l'exercice du métier d'agriculteur	90%	84%	85%	87%	(Nombre d'apprenants formés ou qualifiés au métier agricole / Nombre total d'apprenants) X 100 Dénominateur : 275 Source : Rapport d'activités PNMR
	Taux de jeunes qualifiés ayant bénéficié d'une insertion socio-économique	25%	7%	10%	11%	(Nombre de jeunes formés et insérés / Nombre de jeunes formés) X 100 Dénominateur : 275 Source : Rapport d'activités PNMR

Programme 3 : Développement rural							
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**		**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
				2026	**2027**	**2028**	
OS 4 : Promouvoir les agro-industries	Taux de transformation des produits agricoles ciblés	Cacao	42%	29%	31%	33%	(Production de cacao transformée / Production totale de cacao) X 100 NB : Les données relatives à la production totale de cacao sont consolidées à l'issue des campagnes agricoles donc disponibles en fin d'année. Source : Rapport d'activités DPTCT
		Anacarde	35,42%	25%	28%	30%	(Production d'anacarde transformée / Production totale d'anacarde) X 100 NB : Les données relatives à la production totale d'anacarde sont consolidées à l'issue des campagnes agricoles donc disponibles en fin d'année. Source : Rapport d'activités DPTCT
		Hévéa	92,8%	84%	86%	88%	(Production d'hévéa transformée / Production totale d'hévéa) X 100 NB : Les données relatives à la production totale d'hévéa sont consolidées à l'issue des campagnes agricoles donc disponibles en fin d'année. Source : Rapport d'activités DPTCT
		Palmier à huile	100%	97%	98%	99%	(Production de palmier à huile transformée / Production totale de palmier à huile) X 100 NB : Les données relatives à la production totale de palmier à huile sont consolidées à l'issue des campagnes agricoles donc disponibles en fin d'année. Source : Rapport d'activités DPTCT
	Taux d'aménagement des zones agro-industrielles (ZAI)		-	15%	30%	35%	(Superficies des ZAI effectivement aménagée / superficies total des ZAI prévue pour l'aménagement) X 100 Dénominateur : 250 ha Source : Rapport d'activités DGPAI

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : DEVELOPPEMENT RURAL	**106 292 029 836**	**184 570 298 957**	**260 896 870 012**
Dépenses de personnel	349 281 347	355 162 470	361 043 594
Dépenses en biens et services	212 500 000	216 380 807	276 715 257
Transferts	1 979 227 333	1 979 420 783	2 026 030 583
Investissements	103 751 021 156	182 019 334 897	258 233 080 578
Trésor	*19 978 241 156*	*11 662 927 752*	*11 876 773 433*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*83 772 780 000*	*170 356 407 145*	*246 356 307 145*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22049 Développement rural	**106 292 029 836**	**184 570 298 957**	**260 896 870 012**
2204901 Coordination de la mise en œuvre des stratégies de développement rural	**45 000 000**	**45 300 000**	**45 300 000**
2 Biens et services	**45 000 000**	**45 300 000**	**45 300 000**
78042100527 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme développement rural	30 000 000	30 000 000	30 000 000
90042100016 Coordonner les activités du programme 3	15 000 000	15 300 000	15 300 000
2204902 Equipement rural et maîtrise de l'eau	**365 000 000**	**64 265 450 000**	**178 591 405 848**
2 Biens et services	**15 000 000**	**15 450 000**	**45 450 000**
78042100668 Promouvoir la mécanisation des exploitations agricoles	15 000 000	15 450 000	45 450 000
4 Investissements	**350 000 000**	**64 250 000 000**	**178 545 955 848**
Trésor	***350 000 000***	***3 250 000 000***	***3 807 524 683***
90042100005 Projet de résilience des systèmes Cotonniers du Nord de la Côte d'Ivoire	100 000 000	2 000 000 000	1 823 574 807
78042100770 Provision pour investissement / Agriculture	0	0	1 983 949 876
11042100017 Projet d'Appui au Pôle Agro-industriel du Bélier	250 000 000	1 250 000 000	0
Financement extérieur	***0***	***61 000 000 000***	***174 738 431 165***
78042100770 Provision pour investissement / Agriculture	0	61 000 000 000	174 738 431 165

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22049 Développement rural	**106 292 029 836**	**184 570 298 957**	**260 896 870 012**
2204903 Développement et vulgarisation de technologies de la conservation et de la transformation des produits agricoles	**75 565 840 000**	**80 557 949 638**	**73 566 234 180**
2 Biens et services	**15 000 000**	**15 450 000**	**15 774 450**
90042100022 Promouvoir les technologies de conservation et de transformation agricoles	15 000 000	15 450 000	15 774 450
4 Investissements	**75 550 840 000**	**80 542 499 638**	**73 550 459 730**
Trésor	***14 701 000 000***	***6 387 448 750***	***6 474 448 750***
90042190206 Réaliser les fermes agro-pastorales (Green 2000)	12 500 000 000	0	0
90042190168 Programme de Renforcement de la Sécurisation Foncière Rurale (PRESFOR)	931 000 000	943 000 000	1 030 000 000
90042100021 Projet d'Appui au Pôle Agro-industriel du Nord	1 270 000 000	5 444 448 750	5 444 448 750
Financement extérieur	***60 849 840 000***	***74 155 050 888***	***67 076 010 980***
90042190168 Programme de Renforcement de la Sécurisation Foncière Rurale (PRESFOR)	20 000 000 000	20 678 840 000	30 402 540 000
90042100021 Projet d'Appui au Pôle Agro-industriel du Nord	40 849 840 000	53 476 210 888	36 673 470 980
2204904 Sécurisation du domaine foncier rural	**5 071 743 016**	**1 555 127 890**	**1 601 544 240**
2 Biens et services	**15 000 000**	**15 127 890**	**15 127 890**
78042100749 Mettre en œuvre et suivre la loi sur le foncier rural	15 000 000	15 127 890	15 127 890
3 Transferts	**1 540 000 000**	**1 540 000 000**	**1 586 416 350**
78042100535 Transférer les crédits à l'AFOR en vue de la gestion du foncier rural	1 540 000 000	1 540 000 000	1 586 416 350
4 Investissements	**3 516 743 016**	**0**	**0**
Trésor	***3 516 743 016***	***0***	***0***
90042190153 Projet d'appui au foncier rural/3ème C2D	1 016 743 016	0	0
78042100627 Programme d'Appui au foncier rural	2 500 000 000	0	0
2204905 Accompagnement de la professionnalisation des OPA et Promotion des métiers ruraux	**2 265 848 680**	**817 758 253**	**823 842 827**
1 Personnel	**349 281 347**	**355 162 470**	**361 043 594**
78042100648 Transférer les subventions équilibre personnel à la Chambre d'Agriculture	349 281 347	355 162 470	361 043 594
2 Biens et services	**22 500 000**	**23 175 000**	**23 185 000**
78042100580 Organiser la structuration des filières agricoles	22 500 000	23 175 000	23 185 000
3 Transferts	**439 227 333**	**439 420 783**	**439 614 233**
78042100577 Transférer les crédits à la Chambre d'Agriculture	439 227 333	439 420 783	439 614 233
4 Investissements	**1 454 840 000**	**0**	**0**
Trésor	***531 900 000***	***0***	***0***
90042100006 Projet de Renforcement des moyens de subsistance des Petits Exploitants et des Femmes dans la Région du N'Zi	410 000 000	0	0
78042100607 Programme National de Formation aux Métiers Ruraux	121 900 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22049 Développement rural	**106 292 029 836**	**184 570 298 957**	**260 896 870 012**
Financement extérieur	***922 940 000***	***0***	***0***
90042100006 Projet de Renforcement des moyens de subsistance des Petits Exploitants et des Femmes dans la Région du N'Zi	922 940 000	0	0
2204906 Développement de mécanismes innovants de financement et de commercialisation	**22 878 598 140**	**37 226 835 259**	**6 136 665 000**
4 Investissements	**22 878 598 140**	**37 226 835 259**	**6 136 665 000**
Trésor	***878 598 140***	***2 025 479 002***	***1 594 800 000***
90042190165 Projet de mise en place d'un Mécanisme d'Assurance Récolte Indicielle en Côte d'Ivoire	750 000 000	1 450 000 000	1 450 000 000
78042100751 Projet des chaines de valeur compétitives pour l'emploi et la transformation économique (PCCET)	128 598 140	575 479 002	144 800 000
Financement extérieur	***22 000 000 000***	***35 201 356 257***	***4 541 865 000***
90042190165 Projet de mise en place d'un Mécanisme d'Assurance Récolte Indicielle en Côte d'Ivoire	2 000 000 000	3 000 000 000	4 541 865 000
78042100751 Projet des chaines de valeur compétitives pour l'emploi et la transformation économique (PCCET)	20 000 000 000	32 201 356 257	0
2204908 Renforcement du cadre incitatif pour le développement des agro-industries	**100 000 000**	**101 877 917**	**131 877 917**
2 Biens et services	**100 000 000**	**101 877 917**	**131 877 917**
90042100018 Coordonner la mise en œuvre des stratégies de développement des agro-industries	70 000 000	71 266 000	101 266 000
90042100019 Coordonner et suivre les activités agro-industrielles	15 000 000	15 540 000	15 540 000
90042100020 Coordonner et suivre les activités des petites et moyennes agro-industries	15 000 000	15 071 917	15 071 917

II.2.4 Programme 4 : Promotion de la riziculture

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme 4 en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Promotion de la riziculture	Action 4.1: Amélioration de l'accès aux services mécanisés, au conseil agricole, à la recherche-développement et aux innovations technologiques
	Action 4.2: Aménagement, entretien et maintenance des périmètres rizicoles
	Action 4.3: Amélioration de l'accès aux semences certifiées et aux intrants de qualité
	Action 4.4: Amélioration de la transformation du paddy et de l'offre locale de riz blanchi de qualité conforme au besoin de consommation
	Action 4.5: Renforcement du cadre de régulation de la filière rizicole

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Promotion de la riziculture							
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**		**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
				2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Accroitre la productivité des exploitations agricoles	Taux d'exploitation des sites aménagés		65%	73%	75%	76%	(Superficies aménagées exploitées / Superficies totales aménagées) X 100 Dénominateur : 2026 : 33 000 ; 2027 : 35 000 ; 2028 : 37 000 Source : Rapport d'activités ADERIZ
	Superficies rizicoles aménagées		-	33 000 ha	35 000 ha	37 000 ha	Dénombrement (Superficies aménagées sous barrage +Superficie aménagées sous PFE + Superficie aménagées sous Pompage + superficies réhabilitées) Source : Rapport d'activités ADERIZ
	Taux de couverture des besoins en semence certifiée	Riz Irrigué	80 %	75 %	80 %	85 %	(Quantité totale de semences certifiées diffusées / Besoin total en semences) X 100 Source : Rapport d'activités ADERIZ
		Riz Pluvial	10 %	15 %	20 %	25 %	
	Quantité de paddy produites sous maitrise de l'eau (Tonnes)		-	222 750	252 000	280 000	Dénombrement Somme des quantités de paddy produit sous maitrise de l'eau Source : Rapport d'activités ADERIZ
OS 2 : Améliorer la valorisation du riz	Proportion d'usine aux plateaux techniques renforcées		-	71 %	90%	95%	(Nombre d'usine dont les capacités ont été renforcées / Nombre total d'usine à renforcer dans l'année) X 100 Dénominateur : 100 Source : Rapport d'activités ADERIZ
	Quantité de riz local blanchi issue des usines renforcées (Tonnes)		-	138 105	156 240	182 000	Dénombrement Somme des quantités de riz blanchi issue des usines renforcées (Tonnes) Source : Rapport d'activités ADERIZ
OS 3 : Assurer la surveillance et la gouvernance dans la filière riz	Nombre d'AGO de l'OIA-Riz organisée		-	1	1	1	Dénombrement (Norme = 1 AG par an) Sources : Rapports d'activités ADERIZ / DOPA / OIA-Riz
	Taux de réalisation des réunions de conseil de surveillance de l'ADERIZ		-	100%	100%	100%	(Nombre de réunions de conseil de surveillance tenues / Nombre de réunions de conseil de surveillance prévues) X 100 Prévisions : 4 réunions par an Source : Rapport d'activités ADERIZ

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : PROMOTION DE LA RIZICULTURE	**25 204 640 218**	**11 598 275 498**	**2 851 813 736**
Dépenses de personnel	1 202 326 598	1 222 571 112	1 242 815 625
Dépenses en biens et services	160 000 000	163 030 000	163 030 000
Transferts	250 000 000	250 000 000	250 000 000
Investissements	23 592 313 620	9 962 674 386	1 195 968 111
Trésor	*6 442 269 995*	*2 962 674 386*	*1 195 968 111*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*17 150 043 625*	*7 000 000 000*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22214 Promotion de la riziculture	**25 204 640 218**	**11 598 275 498**	**2 851 813 736**
2221401 Amélioration de l'accès aux services mécanisés, au conseil agricole, à la recherche-développement et aux innovations technologiques	**1 843 207 173**	**1 673 531 112**	**1 492 815 625**
1 Personnel	**1 202 326 598**	**1 222 571 112**	**1 242 815 625**
78042100707 Transférer les subventions équilibre personnel à l'ADERIZ	1 202 326 598	1 222 571 112	1 242 815 625
3 Transferts	**250 000 000**	**250 000 000**	**250 000 000**
78042100734 Transférer les crédits en vue de suivre la production de la filière Riz (ADERIZ)	250 000 000	250 000 000	250 000 000
4 Investissements	**390 880 575**	**200 960 000**	**0**
Trésor	***390 880 575***	***200 960 000***	***0***
90042190204 Projet de développement agricole intégré pour la culture du riz sec en Côte d'Ivoire	390 880 575	200 960 000	0
2221402 Aménagement, entretien et maintenance des périmètres rizicoles	**21 501 433 045**	**9 761 714 386**	**1 195 968 111**
4 Investissements	**21 501 433 045**	**9 761 714 386**	**1 195 968 111**
Trésor	***4 351 389 420***	***2 761 714 386***	***1 195 968 111***
90042100029 Projet de Développement Intégré du Wassoulou (PDIW-CI)	400 000 000	1 195 968 111	1 195 968 111
90042100028 Projet d'Aménagement Hydro Agricole des Régions du Haut Sassandra et du Fromager Phase III	1 253 879 420	0	0
78042100769 Apporter un appui à l'ADERIZ	500 000 000	0	0
78042100649 Projet d'Aménagement Hydro Agricole dans les régions du Folon et du Kabadougou	930 000 000	1 248 246 275	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22214 Promotion de la riziculture	**25 204 640 218**	**11 598 275 498**	**2 851 813 736**
25042100017 Projet Riziculture de Sangola - M'Bengué	850 000 000	0	0
11042100020 Projet d'aménagements hydro-agricoles de 30 000 ha à l'aval du barrage hydro-électrique de Kossou	417 510 000	317 500 000	0
Financement extérieur	***17 150 043 625***	***7 000 000 000***	***0***
90042100029 Projet de Développement Intégré du Wassoulou (PDIW-CI)	2 900 043 625	0	0
90042100028 Projet d'Aménagement Hydro Agricole des Régions du Haut Sassandra et du Fromager Phase III	8 500 000 000	7 000 000 000	0
78042100649 Projet d'Aménagement Hydro Agricole dans les régions du Folon et du Kabadougou	3 750 000 000	0	0
25042100017 Projet Riziculture de Sangola - M'Bengué	2 000 000 000	0	0
2221403 Amélioration de l'accès aux semences certifiées et aux intrants de qualité	**1 245 000 000**	**45 000 000**	**45 000 000**
2 Biens et services	**45 000 000**	**45 000 000**	**45 000 000**
90042100025 Promouvoir la production rizicole	45 000 000	45 000 000	45 000 000
4 Investissements	**1 200 000 000**	**0**	**0**
Trésor	***1 200 000 000***	***0***	***0***
78042100704 Projet de production et de traitement des semences certifiées de riz en CI	1 200 000 000	0	0
2221404 Amélioration de la transformation du paddy et de l'offre locale de riz blanchi de qualité conforme au besoin de consommation	**530 000 000**	**30 900 000**	**30 900 000**
2 Biens et services	**30 000 000**	**30 900 000**	**30 900 000**
90042100026 Promouvoir la modernisation de la mise à marché du riz local	15 000 000	15 450 000	15 450 000
90042100027 Suivre l'opérationnalisation des pôles rizicoles	15 000 000	15 450 000	15 450 000
4 Investissements	**500 000 000**	**0**	**0**
Trésor	***500 000 000***	***0***	***0***
90042100007 Projet d'Amélioration de la Qualité du Riz (PAQ-Riz)	500 000 000	0	0
2221405 Renforcement du cadre de régulation de la filière rizicole	**85 000 000**	**87 130 000**	**87 130 000**
2 Biens et services	**85 000 000**	**87 130 000**	**87 130 000**
90042100023 Coordonner la mise en œuvre des stratégies de promotion de la riziculture	70 000 000	71 680 000	71 680 000
90042100024 Coordonner les activités du Programme 4	15 000 000	15 450 000	15 450 000

II.2.5 Programme 5 : Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)

II.2.5.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 5 : Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)	Action 5.1: Appui au développement des filières agricoles

II.2.5.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer des services performants aux filières agricoles	Nombre de filières agricoles bénéficiant des actions du FIRCA	24	25	25	25	Dénombrement NB : Nombre de filières dont les projets ont été exécutés ou sont en cours d'exécution Source : Rapport d'activités FIRCA
	Taux d'exécution des projets de recherche financés	90,70%	90%	90%	90%	(Nombre de projets de recherche exécutés ou en cours d'exécution / Nombre de projets de recherche prévus) X 100 Source : Rapport d'activités FIRCA
	Taux d'exécution des projets de Conseil Agricole financés	90,91%	88%	88%	88%	(Nombre de projets de Conseil Agricole exécutés ou en cours d'exécution / Nombre de projets de Conseil Agricole prévus) X 100 Source : Rapport d'activités FIRCA
	Taux d'exécution des projets de Formation Professionnelle Agricole financés	80%	90%	90%	90%	(Nombre de projets de formation professionnelle exécutés ou en cours d'exécution / Nombre de projets de formation professionnelle prévus) X 100 Source : Rapport d'activités FIRCA
	Taux d'exécution des projets d'Appui aux OPA financés	78,57%	78%	77%	77%	(Nombre de projets d'appui aux OPA exécutés ou en cours d'exécution / Nombre de projets d'appui aux OPA prévus) X 100 Source : Rapport d'activités FIRCA
	Taux d'exécution des projets d'Étude d'Accompagnement financés	60%	80%	80%	80%	(Nombre de projets d'études d'accompagnement exécutés ou en cours d'exécution / Nombre de projets d'études d'accompagnement prévus) X 100 Source : Rapport d'activités FIRCA

II.2.5.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 5 : FONDS INTERPROFESSIONNEL POUR LA RECHERCHE ET LE CONSEIL AGRICOLE (FIRCA)	**13 300 000 000**	**14 700 000 000**	**16 200 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	13 300 000 000	14 700 000 000	16 200 000 000

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 5 : FONDS INTERPROFESSIONNEL POUR LA RECHERCHE ET LE CONSEIL AGRICOLE (FIRCA)	**13 300 000 000**	**14 700 000 000**	**16 200 000 000**
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23210 Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)	**13 300 000 000**	**14 700 000 000**	**16 200 000 000**
2321001 Appui au développement des filières agricoles	**13 300 000 000**	**14 700 000 000**	**16 200 000 000**
3 Transferts	**13 300 000 000**	**14 700 000 000**	**16 200 000 000**
90042190182 Financer la recherche appliquée et les Etudes d'accompagnement	2 274 300 000	2 513 700 000	2 770 200 000
90042190183 Financer les services de Conseil Agricole et la formation professionnelle	9 223 550 000	10 194 450 000	11 234 700 000
90042190184 Apporter un appui aux Organisations Professionnelles Agricoles	1 137 150 000	1 256 850 000	1 385 100 000
90042190185 Financer le Fonctionnement du FIRCA	665 000 000	735 000 000	810 000 000

II.2.6 Programme 6 : Fonds d'Investissement Agricole (FIA / QC)

II.2.6.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 6 : Fonds d'Investissement Agricole (FIA / QC)	Action 6.1: Financement des programmes et activités de développement agricole

II.2.6.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 6 : Fonds d'Investissement Agricole (FIA / QC)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer le développement agricole	Taux d'accroissement du rendement lié au Conseil Agricole	2%	5%	10%	10%	(Rendement en année n – Rendement en année n-1) / Rendement en année n-1) X 100 Sources : Rapports d'activités Conseil Café-Cacao / ANADER
	Proportion de la superficie du cacao et du café traitée en produits phytosanitaires	99%	100%	100%	100%	(Superficie traitée / Superficie totale du verger) X 100 Source : Rapport d'exécution budgétaire Conseil Café-Cacao
	Proportion de sociétés coopératives professionnelles	80%	85%	90%	90%	(Nombre de sociétés coopératives professionnelles / Effectif total d'OPA) X 100 Source : Rapport d'activités Conseil Café-Cacao
	Taux d'exécution des projets en partenariat	55%	75%	80%	85%	(Nombre de projets en partenariat exécutés / Effectif total de projets identifiés) X 100 Source : Rapport d'activités Conseil Café-Cacao
OS 2 : Mettre en œuvre un cacao durable et traçable	Proportion du cacao exportée tracée	-	75%	80%	85%	(Volume de cacao tracé exporté / Volume total de cacao produit exporté) X 100 Source : Rapport d'activités Conseil Café-Cacao
	Proportion de cacao vendu avec la norme ARS1000	-	30%	60%	80%	(Volume de cacao ARS1000 / Production totale) X 100 Source : Rapport d'activités Conseil Café-Cacao
	Proportion de la superficie du verger cacaoyer et caféier reforestée	60%	75%	80%	90%	(Superficie reforestée / Superficie totale à reforester dans l'année) X 100 Source : Rapport d'activités Conseil Café-Cacao

II.2.6.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 6 : FONDS D'INVESTISSEMENT AGRICOLE (FIA / QC)	**10 615 000 000**	**10 615 000 000**	**10 615 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	10 615 000 000	10 615 000 000	10 615 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23211 Fonds d'Investissement Agricole (FIA / 2QC)	**10 615 000 000**	**10 615 000 000**	**10 615 000 000**
2321101 Financement des programmes et activités de développement agricole	**10 615 000 000**	**10 615 000 000**	**10 615 000 000**
3 Transferts	**10 615 000 000**	**10 615 000 000**	**10 615 000 000**
90042190186 Mettre en œuvre le Conseil Agricole et lutter contre le Swollen Shoot	2 865 000 000	2 865 000 000	2 865 000 000
90042190187 Apporter un appui aux producteurs (distribution phytosanitaire)	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
90042190188 Apporter un appui à la contribution à la reforestation	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
90042190189 Prendre en charge la professionnalisation des producteurs et leurs organisations	500 000 000	500 000 000	500 000 000
90042190190 Prendre en charge la gestion des projets en partenariats	500 000 000	500 000 000	500 000 000
90042190191 Mettre en œuvre la traçabilité et le suivi de la qualité entrée usine	1 750 000 000	1 750 000 000	1 750 000 000
90042190192 Mettre en œuvre la norme ARS1000 et suivi des activités de certification	500 000 000	500 000 000	500 000 000
90042190193 Prendre en charge la diversification des sources de revenu et relance de la caféiculture	500 000 000	500 000 000	500 000 000

II.2.7 Programme 7 : Fonds du secteur café cacao

II.2.7.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 7 : Fonds du secteur café cacao	Action 7.1: Distribution de sacs brousses aux opérateurs du bord-champs
	Action 7.2: Financement des organismes d'encadrement des producteurs de café-cacao

II.2.7.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 7 : Fonds du secteur café cacao						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Mettre à la disposition des producteurs des sacs brousse	Taux de couverture de la demande en sac	100%	100%	100%	100%	(Quantité de sac produite / Quantité de sac demandée) X 100 Source : Rapport d'activités Conseil Café-Cacao
	Taux de satisfaction des producteurs	100%	100%	100%	100%	(Nombre de producteurs satisfaits / Effectif de producteurs enquêtés) X 100 Source : Rapport d'activités Conseil Café-Cacao
OS 2 : Financer les organismes d'encadrement des producteurs	Taux d'exécution des crédits destinés aux organismes nationaux	100%	100%	100%	100%	(Budget exécuté / Budget prévu) X 100 Source : Rapport d'activités Conseil Café-Cacao.
	Taux d'exécution des crédits destinés aux organismes internationaux	100%	100%	100%	100%	(Budget exécuté / Budget prévu) X 100 Source : Rapport d'activités Conseil Café-Cacao.

II.2.7.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 7 : FONDS DU SECTEUR CAFE CACAO	**49 832 000 000**	**49 832 000 000**	**49 832 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	49 832 000 000	49 832 000 000	49 832 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23212 Fonds du secteur café cacao	**49 832 000 000**	**49 832 000 000**	**49 832 000 000**
2321201 Distribution de sacs brousses aux opérateurs du bord-champs	**7 550 000 000**	**7 550 000 000**	**7 550 000 000**
3 Transferts	**7 550 000 000**	**7 550 000 000**	**7 550 000 000**
90042190194 Commander des sacs brousses auprès d'opérateurs usiniers	6 900 000 000	6 900 000 000	6 900 000 000
90042190195 Organiser l'opération de distribution de sacs brousse	600 000 000	600 000 000	600 000 000
90042190196 Suivre et évaluer les opérations de distribution de sacherie	50 000 000	50 000 000	50 000 000
2321202 Financement des organismes d'encadrement des producteurs de café-cacao	**42 282 000 000**	**42 282 000 000**	**42 282 000 000**
3 Transferts	**42 282 000 000**	**42 282 000 000**	**42 282 000 000**
90042190201 Apporter un appui aux organismes nationaux	39 500 000 000	39 500 000 000	39 500 000 000
90042190202 Apporter un appui aux organismes internationaux	2 782 000 000	2 782 000 000	2 782 000 000

II.2.8 Programme 8 : Fonds du secteur anacarde

II.2.8.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 8 : Fonds du secteur anacarde	Action 8.1: Subvention à la transformation locale de l'anacarde

II.2.8.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 8 : Fonds du secteur anacarde						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Mettre à la disposition des producteurs des sacs brousse	Taux de couverture de la demande en sac	100%	100%	100%	100%	(Quantité de sac produite / Quantité de sac demandée) X 100 Source : Rapport d'activités Conseil Café-Cacao
	Taux de satisfaction des producteurs	100%	100%	100%	100%	(Nombre de producteurs satisfaits / Effectif de producteurs enquêtés) X 100 Source : Rapport d'activités Conseil Café-Cacao
OS 2 : Financer les organismes d'encadrement des producteurs	Taux d'exécution des crédits destinés aux organismes nationaux	100%	100%	100%	100%	(Budget exécuté / Budget prévu) X 100 Source : Rapport d'activités Conseil Café-Cacao.
	Taux d'exécution des crédits destinés aux organismes internationaux	100%	100%	100%	100%	(Budget exécuté / Budget prévu) X 100 Source : Rapport d'activités Conseil Café-Cacao.

II.2.8.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 8 : FONDS DU SECTEUR ANACARDE	**18 297 000 000**	**18 405 000 000**	**19 786 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	18 297 000 000	18 405 000 000	19 786 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23213 Fonds du secteur anacarde	**18 297 000 000**	**18 405 000 000**	**19 786 000 000**
2321301 Subvention à la transformation locale de l'anacarde	**18 297 000 000**	**18 405 000 000**	**19 786 000 000**
3 Transferts	**18 297 000 000**	**18 405 000 000**	**19 786 000 000**
90042190199 Prendre en charge la subvention à la production locale d'amandes blanches	16 371 628 908	16 815 611 447	14 000 000 000
90042190200 Fournir de noix brutes de cajou dans le cadre du stock d'amorçage	1 925 371 092	1 589 388 553	5 786 000 000

SECTION 237 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

SECTION 237 : MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la persistance des manquements aux obligations professionnelles dans l'Administration Publique ;
- l'insuffisance des moyens de contrôle de présence au poste ;
- l'insuffisance de l'usage du numérique dans l'Administration ;
- la faible connaissance des initiatives et actions de modernisation de l'Administration par les usagers-clients ;
- la faible digitalisation des procédures administratives ;
- la méconnaissance des procédures dématérialisées ;
- l'accès limité des usagers-clients au service public (géographique, économique, informationnel) ;
- l'inexistence d'une politique de la Qualité ;
- l'inexistence d'un document de politique de gestion des ressources humaines civiles de l'Etat ;
- la problématique de l'authentification des diplômes des candidats aux concours administratifs ;
- la vétusté et l'insuffisance de locaux.

I.1.2. Réponses apportées

- la vulgarisation des procédures disciplinaires et de distinctions honorifiques, le renforcement des sanctions disciplinaires et la promotion du mérite ;
- l'amélioration des moyens et le renforcement du contrôle de présence au poste ;
- la promotion de la culture de l'usage du numérique et le renforcement des capacités ;
- la vulgarisation des actions de modernisation ;
- le renforcement de la dématérialisation et la poursuite de la simplification des procédures administratives ;
- la vulgarisation accentuée des procédures administratives dématérialisées ;
- le rapprochement de l'Administration des populations (déconcentration des services) ;
- l'adoption d'une politique nationale de la Qualité ;
- l'élaboration de la politique de gestion des ressources humaines civiles de l'Etat ;
- la création d'une commission nationale et d'une plateforme pour l'authentification des diplômes ;
- la construction de nouveaux bâtiments administratifs pour le ministère ;
- le renforcement des capacités matérielles et financières.

I.1.3. Défis et priorités

- l'implémentation d'un Système de Management de la Qualité dans l'Administration Publique ;
- le redéploiement effectif des fonctionnaires ;
- la gestion rationnelle des effectifs ;
- la mise en place d'un comité d'éthique dans chaque Ministère ;

- l'application effective des sanctions disciplinaires ;
- la poursuite de la simplification des procédures administratives, notamment pour les actes de premier mandatement et d'admission à la retraite ;
- l'intensification de la sensibilisation des fonctionnaires à l'utilisation de l'espace fonctionnaire ;
- la modernisation des canaux d'information des usagers-clients ;
- la réforme du système de gouvernance et de gestion de la formation continue des Fonctionnaires et Agents de l'Etat ;
- la réorganisation des prestations publiques de formation continue et l'actualisation des curricula de formation aux emplois publics ;
- le renforcement des stratégies en matière de formation continue ;
- la réduction de la fracture numérique de la Côte d'Ivoire à un niveau comparable à celui des pays émergents ;
- la réforme de la formation initiale et continue à l'ENA ;
- l'amélioration de la prévention et de la prise en charge des risques professionnels dans l'administration publique ;
- la conduite réussie d'une transformation qualitative du service public ;
- la poursuite du recensement biométrique ;
- la généralisation de la signature électronique ;
- la sensibilisation à l'utilisation des procédures dématérialisées ;
- la généralisation de l'organisation des Journées de la Fonction Publique en région.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance du secteur ;
- la gestion efficace et efficiente des ressources humaines civiles de l'Etat ;
- le renforcement de la modernisation des services proposés aux usagers-clients.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est renforcée ;
- la gestion efficace et efficiente des ressources humaines civiles de l'Etat est promue ;
- l'Administration Publique moderne et performante au service des usagers-clients est bâtie.

I.3 Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 4, le Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Fonction Publique et de Modernisation de l'Administration.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de la Fonction Publique

- recrutement et gestion des personnels des Administrations de l'Etat, des Etablissements Publics et des personnels engagés par contrat ;
- gestion prévisionnelle et contrôle des effectifs ;
- administration de la base de données du Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat, en abrégé SIGFAE ;
- mise en œuvre, suivi et évaluation de la politique générale de la Fonction Publique ;
- moralisation de la Fonction Publique ;

- formation et perfectionnement des cadres de l'Administration et des agents de l'Etat ;
- suivi de l'application du Statut Général de la Fonction Publique ;
- suivi de la continuité, de l'organisation efficace et du bon fonctionnement du Service Public.

Au titre de la Modernisation de l'Administration

- coordination, au niveau interministériel, des travaux conduits par les administrations en vue de moderniser l'action de l'Administration publique, en prenant en compte l'amélioration et le fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat et l'innovation des Services Publics ;
- simplification des relations entre les usagers et les Administrations de l'Etat et entre les Administrations elles-mêmes ;
- adaptation de la formation à l'évolution des missions de l'Administration et au pilotage de la performance des politiques publiques ;
- promotion de la transparence dans la gestion publique, en liaison avec les Ministres concernés ;
- élaboration de propositions permettant d'assurer l'adaptation des services déconcentrés, des Administrations de l'Etat au développement de la décentralisation ;
- étude sur les mutations de l'Administration, notamment en matière d'organisation et méthodes, de formation et d'éthique ;
- renforcement du suivi-évaluation et de l'imputabilité.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Fonction Publique
- Programme 3 : Modernisation de l'Administration

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale (IG), Conseil de Discipline de la Fonction Publique (CDFP), Comité Consultatif de la Fonction Publique (CCFP), Commission de Réformes (CR), Commission Administrative de Recours (CAR), Conseil de Santé et Sécurité au Travail de la Fonction Publique (CSSTFP), Comité Sectoriel de lutte contre le VIH/SIDA, Direction de la Qualité et de l'Accompagnement du Changement (DQAC), Secrétariat de l'Ordre du Mérite de la Fonction Publique (SOMFP), Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction des Affaires Financières (DAF), Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Evaluation (DPSE), Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC), Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP), Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP), Service Gestion du Patrimoine.		- Appui au Renforcement de la Qualité du Service Public, de la Satisfaction des Usagers-Clients et au Développement des Compétences au MEMFPMA (ARQSP-SUCDC-MEMFPMA) ; - Optimiser le Système Statistique du Ministère de la Fonction Publique.	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Fonction Publique	Direction Générale de la Fonction Publique (DGFP), Direction des Concours (DC), Direction de la Formation et du Renforcement des Capacités (DFRC), Direction de la Gestion Administrative des Personnels Civils de l'Etat (DGAPCE), Direction de la Programmation et du Contrôle des Effectifs (DPCE), Direction de la Coordination et du Suivi des Services Extérieurs (DCSSE), Direction des Systèmes d'Information (DSI), Directions Régionales (35 DR).	- Ecole Nationale d'Administration (E.N.A), - Centre d'Education à Distance de Côte d'Ivoire (CED-CI)	- Construction, Réhabilitation et Equipement des Directions Régionales et Antennes de la Fonction Publique Phase 2 ; -Rénovation et extension de câblage téléinformatique du MFP ; - Elaboration des Référentiels des Emplois et des Compétences de l'Administration Publique Ivoirienne (REC-API) : Phase de généralisation ; - Mise en œuvre du SIGFAE version 2 ; - Digitalisation des processus de Gouvernance et formation de l'ENA ; - Aménagement et Equipement du réceptif d'hébergement du centre d'éducation à distance de Côte d'Ivoire (CED-CI).	
Programme 3 : Modernisation de l'Administration	Direction Générale de la Transformation du Service Public (DGTSP), Direction de la Modernisation de l'Organisation Administrative (DMOA), Direction de l'Appui à la Performance du Service Public (DAPSP), Observatoire du Service Public (OSEP), Programme national d'appui aux Réformes Institutionnelles et à la Modernisation de l'Etat (PRIME) et Direction des Etudes et Méthodes.		- Utilisation de la signature électronique dans la délivrance des actes administratifs ; - Maison du Service Public ; - Modernisation des outils digitaux et extension de l'OSEP ; - Programme national d'appui aux Réformes Institutionnelles et à la Modernisation de l'Etat (PRIME 2).	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Renforcer la gouvernance du Ministère	**RS 1 :** La gouvernance du ministère est renforcée	IP 1.1 : Nombre de textes législatifs et réglementaires pris et appliqués	Dénombrement Sources : Rapport Annuel de Performance du programme I / Rapport d'Etudes
		IP 1.2 : Nombre de personnels formés et qualifiés	Dénombrement Sources : Rapport Annuel de Performance du programme I / Rapport d'Etudes
		IP 1.3 : Nombre de Services fournis répondant aux normes de qualité	Enquête Sources : Rapport Annuel de Performance du programme I / Rapport d'Enquête
OG 2 : Promouvoir une gestion efficace et efficiente des ressources humaines civiles de l'Etat	**RS 2 :** La gestion efficace et efficiente des ressources humaines civiles de l'Etat est promue	IP 2.1: Taux de satisfaction des fonctionnaires et agents de l'Etat	(Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat satisfaits / Nombre total de fonctionnaires et agents de l'Etat interrogés) X 100 Sources : Rapport Annuel de Performance du programme II / Rapport d'Etudes
		IP 2.2 : Nombre de plaintes enregistrées	Dénombrement Sources : Rapport Annuel de Performance du programme II / Rapport d'enquête
OG 3 : Bâtir une Administration Publique moderne et performante au service des usagers-clients	**RS 3 :** L'Administration Publique moderne et performante au service des usagers-clients est bâtie	IP 3.1 Niveau d'utilisation de la plateforme « servicepublic.gouv.ci »	Dénombrement (Nombre de visites mensuelles) Source : Site « servicepublic.gouv.ci » / Site géré par la SNDI
		IP 3.2 : Qualité des services publics	Enquête auprès des services publics et des usagers Source : Rapport d'enquêtes
		IP 3.3: Taux de satisfaction des usagers du service public	Enquête de satisfaction auprès des usagers Source : Rapport d'enquêtes OSEP

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**45 121 940 916**	**48 449 706 256**	**52 175 627 187**
1.1 Ressources Intérieures	**44 761 164 566**	**48 449 706 256**	**52 175 627 187**
1.1.1 Budget Etat	44 761 164 566	48 449 706 256	52 175 627 187
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**360 776 350**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	360 776 350	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**45 121 940 916**	**48 449 706 256**	**52 175 627 187**
2.1 Personnel	**13 754 802 397**	**14 224 867 908**	**14 694 933 421**
2.1.1 Solde y compris EPN	13 754 802 397	14 224 867 908	14 694 933 421
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**19 035 973 670**	**19 867 511 539**	**19 980 394 725**
2.3 Transferts	**8 875 789 908**	**8 967 430 294**	**9 118 108 826**
2.4 Investissement	**3 455 374 941**	**5 389 896 515**	**8 382 190 215**
Trésor	3 094 598 591	5 389 896 515	8 382 190 215
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	360 776 350	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
	Action 1.2 : Gestion des ressources (humaines, financières et matérielles)
	Action 1.3 : Gestion de la communication, planification, programmation et suivi-évaluation

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la qualité de la coordination et l'animation du Ministère	Taux de mise en œuvre des recommandations issues des réunions de coordination	90%	90%	90%	90%	(Nombre de recommandations mises en œuvre / Nombre de recommandations émises) X 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
	Taux de réalisation des activités du plan d'actions du Ministère	99%	99%	99%	99%	(Nombre d'activités du plan d'action réalisées / Nombre total des activités du plan d'actions) X 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
	Taux d'exécution des saisines en matière de procédure disciplinaire	65%	85%	95%	95%	(Nombre total des saisines en matière de procédures disciplinaires exécutées / Nombre total de saisines en matière de procédures disciplinaires reçues) X 100 Source : Rapport d'activités CDFP
	Taux de traitement de candidatures de distinction honorifique dans l'Ordre du Mérite de la Fonction Publique des Ministères techniques et Institutions de la République	91,30%	100%	100%	100%	(Nombre de dossiers de candidature de distinctions honorifiques dans l'Ordre du Mérite de la fonction publique des Ministères techniques et Institutions de la République traités / Nombre de dossiers de candidature de distinctions honorifiques dans l'Ordre du Mérite de la fonction publique des Ministères techniques et Institutions de la République reçus) X 100 Source : Rapport d'activités SOMFP
	Taux de traitement des textes soumis au Ministre en charge de la Fonction Publique	93%	95%	95,50%	96%	(Nombre de textes soumis / Nombre total de textes reçus) X 100 Source : Rapport d'activités DAJC
	Taux de services mettant en œuvre les procédures formalisées	-	40%	45%	50%	(Nombre de services mettant en œuvre les procédures formalisées / Nombre de services disposant de procédures formalisées) X 100 Source : Rapport d'activités DQAC

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la qualité de la coordination et l'animation du Ministère	Taux de services disposant de procédures formalisées	-	76%	100%	100%	(Nombre de services disposant de procédures formalisées / Nombre total de services) X 100 Source : Rapport d'activités IGFP
	Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions d'inspection réalisées	5%	10%	15%	20%	(Nombre de recommandations mises en œuvre / Nombres total de recommandations) X 100 Source : Rapport d'activités IGFP
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines des structures du Ministère	90,40%	90%	95%	95%	(Nombre de besoins en ressources humaines satisfaits / Nombre de besoins en ressources humaines exprimées) X 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux de production des actes de gestion du personnel dans les délais	108,03%	98%	100%	100%	(Nombre d'actes de gestion du personnel produits dans les délais / Nombre de demande d'actes reçues) X 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'atteinte des cibles des PAP	-	70%	71%	72%	(Nombre de cibles atteintes / Nombre total de cibles des PAP) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux de satisfaction des besoins d'entretien du patrimoine	80%	84%	86%	86%	(Nombre de besoins satisfaits en entretien du patrimoine / Nombre total de besoins d'entretien du patrimoine planifiés) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
OS 3 : Renforcer la communication et le système de planification du Ministère	Taux de mise en œuvre du projet d'optimisation du système statistique du MEMFPMA	-	25%	50%	75%	(Nombre d'activités mises en œuvre / Nombre total d'activités du projet) X 100 Source : Rapport d'activités DPSE
	Taux de mise en œuvre des outils de planification et de suivi-évaluation	-	100%	100%	100%	(Nombre d'outils de planification et de suivi - évaluation mises en œuvre / Nombre d'outils de planification et de suivi - évaluation) X 100 Source : Rapport d'activités DPSE
	Taux d'exécution annuel du plan triennal de communication du Ministère	80%	80%	80%	80%	(Nombre d'activités du plan annuel de communication couvertes / Nombre total d'activités prévues pour l'année dans le plan triennal) X 100 Source : Rapport d'activités DCRP

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**28 450 607 800**	**29 599 289 000**	**29 696 984 575**
Dépenses de personnel	12 512 351 826	12 961 497 225	13 410 642 625
Dépenses en biens et services	15 630 946 066	16 004 161 526	16 058 924 363
Transferts	77 309 908	87 830 249	116 417 587
Investissements	230 000 000	545 800 000	111 000 000
Trésor	*230 000 000*	*545 800 000*	*111 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21042 Administration Générale	**28 450 607 800**	**29 599 289 000**	**29 696 984 575**
2104201 Coordination et animation du ministère	**1 040 870 000**	**1 058 870 000**	**1 019 870 000**
2 Biens et services	**900 870 000**	**908 870 000**	**908 870 000**
78013300464 Gérer les procédures disciplinaires des fonctionnaires et agents de l'Etat	158 920 000	158 920 000	158 920 000
78013300465 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Fonction Publique	276 000 000	276 000 000	276 000 000
78013300466 Gérer la politique de lutte contre le SIDA au Ministère de la Fonction Publique	11 000 000	11 000 000	11 000 000
78013300534 Exécuter les activités au titre du CONAFIP/MFP	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78013300592 Procéder au contrôle administratif et financier des services, établissements sous tutelle du MFP et Directions Régionales	89 000 000	89 000 000	89 000 000
78013300595 Gérer les activités du Cabinet	50 000 000	58 000 000	58 000 000
78013300635 Gérer les contentieux et les affaires juridiques	35 500 000	35 500 000	35 500 000
78013300636 Gérer la distinction honorifique des fonctionnaires et agents de l'Etat	78 950 000	78 950 000	78 950 000
78013300646 Gérer la politique de la qualité des services du MFP	38 500 000	38 500 000	38 500 000
78013300658 Gérer le patrimoine du Ministère	18 000 000	18 000 000	18 000 000
78013300660 Assurer le fonctionnement du Comité Consultatif	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78013300661 Assurer le fonctionnement de la Commission Administrative de Recours	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78013300662 Assurer le fonctionnement du Conseil de Santé et Sécurité au Travail de Fonction Publique	15 000 000	15 000 000	15 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21042 Administration Générale	**28 450 607 800**	**29 599 289 000**	**29 696 984 575**
4 Investissements	**140 000 000**	**150 000 000**	**111 000 000**
Trésor	***140 000 000***	***150 000 000***	***111 000 000***
78013300691 Appui au Renforcement de la Qualité de Service, de la Satisfaction des Usagers-clients et au Développement des Compétences au MEMFPMA	140 000 000	150 000 000	111 000 000
2104202 Gestion des ressources (humaines, financières et matérielles)	**27 215 737 800**	**28 040 619 000**	**28 573 114 575**
1 Personnel	**12 512 351 826**	**12 961 497 225**	**13 410 642 625**
78013300538 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	12 512 351 826	12 961 497 225	13 410 642 625
2 Biens et services	**14 626 076 066**	**14 991 291 526**	**15 046 054 363**
78013300455 Gérer les ressources financières et matérielles du Ministère	372 222 195	372 222 195	372 222 195
78013300456 Gérer le renforcement des capacités du personnel du Cabinet	196 172 255	196 172 255	196 172 255
78013300457 Gérer la commande publique du ministère	30 600 000	30 600 000	30 600 000
78013300467 Prendre en charge médicalement le personnel du MFP et MMAISP	380 755 320	380 755 320	380 755 320
78013300468 Gérer les séminaires et les conférences du ministère hors de la Côte d'Ivoire	80 000 000	80 000 000	80 000 000
78013300469 Gérer les charges exceptionnelles des agents	12 067 566 728	12 399 295 835	12 420 688 714
78013300470 Gérer les séminaires et les conférences du ministère en Côte-d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78013300474 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire / Section 537	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78013300475 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire / Section 237	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78013300536 Mettre en œuvre le CDMT	58 000 000	58 000 000	58 000 000
78013300572 Gérer les ressources humaines du Ministère	41 500 000	41 500 000	41 500 000
78013300589 Gérer les dépenses centralisées du MFP	681 117 495	681 117 495	681 117 495
78013300610 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	8 000 000	8 000 000	8 000 000
78013300626 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	435 764 042	469 250 395	502 620 353
78013300638 Prendre en charge les Honoraires des agents sous la Régie Convention BNETD / Section 537	189 378 031	189 378 031	189 378 031
3 Transferts	**77 309 908**	**87 830 249**	**116 417 587**
78013300454 Gérer les Honoraires des agents sous la convention du BNETD	38 654 954	43 915 125	58 208 794
78013300478 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD / Section 537	38 654 954	43 915 124	58 208 793
2104206 Gestion de la communication, planification, programmation et suivi-évaluation	**194 000 000**	**499 800 000**	**104 000 000**
2 Biens et services	**104 000 000**	**104 000 000**	**104 000 000**
78013300459 Organiser la planification générale des activités et réaliser les études et la production des statistiques du Ministère	51 000 000	51 000 000	51 000 000
78013300462 Organiser la communication des activités du Ministère	53 000 000	53 000 000	53 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21042 Administration Générale	**28 450 607 800**	**29 599 289 000**	**29 696 984 575**
4 Investissements	**90 000 000**	**395 800 000**	**0**
Trésor	***90 000 000***	***395 800 000***	***0***
78013300682 Optimisation du système statistique du Ministère de la Fonction Publique	90 000 000	395 800 000	0

II.2.2 Programme 2 : Fonction Publique

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Fonction Publique	Action 2.1: Amélioration du système de recrutement et de gestion de la carrière des fonctionnaires et agents de l'Etat
	Action 2.2 : Formation et perfectionnement des cadres de l'administration publique et agents de l'Etat

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Fonction Publique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer le processus de gestion et de recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat	Taux de réalisation des concours administratifs	100%	96%	97%	98%	(Nombre de concours organisés / Nombre de concours planifiés) X 100 Source : Rapport d'activités DC
	Taux des admis aux concours administratifs mis à la disposition des Ministères ayant effectivement pris service	93,63%	95%	95%	95%	(Nombre d'admis aux concours administratifs affectés et ayant pris service / Nombre total de dossiers des admis aux concours administratifs reçus) X 100 Source : Rapport d'activités DPCE
	Taux d'absentéisme des fonctionnaires et agents de l'Etat à leur poste de travail	0,22%	0,3%	0,3%	0,3%	(Nombre d'absents / Nombre total des fonctionnaires et agents de l'Etat contrôlés) X 100 Source : Rapport d'activités DPCE
	Proportion d'actes visés par le Contrôle Financier	91,20%	96%	97%	98%	(Nombre d'actes transmis au Contrôle Financier / Nombre d'actes planifiés) X 100 Source : Rapport d'activités DGAPCE
	Taux d'actes administratifs diffusés	89%	90%	90%	90%	(Nombre d'actes administratifs diffusés / Nombre d'actes administratifs planifiés) X 100 Source : Rapport d'activités DGAPCE

Programme 2 : Fonction Publique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Renforcer les capacités du personnel de l'Administration Publique	Proportion des besoins annuels de formation validés et satisfaits en Côte d'Ivoire	99,83%	99%	99%	99%	(Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat dont les besoins en formation en Côte d'Ivoire ont été validés et satisfaits / Nombre total de fonctionnaires et agents de l'Etat ayant exprimé un besoin de formation en Côte d'Ivoire) X 100 Source : Rapport d'activités DFRC
	Proportion des besoins annuels de formation validés et satisfaits hors Côte d'Ivoire	94,16%	95%	95%	95%	(Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat dont les besoins en formation hors Côte d'Ivoire ont été validés et satisfaits / Nombre total de fonctionnaires et agents de l'Etat ayant exprimé un besoin en formation hors Côte d'Ivoire) X 100 Source : Rapport d'activités DFRC
	Proportion d'élèves recrutés, formés et mis à la disposition de l'Administration	100%	99%	99%	99%	(Nombre d'élèves recrutés, formés et mis à la disposition de l'Administration / Nombre total d'élèves recrutés et formés) X 100 Source : Rapport d'activités ENA
	Proportion d'auditeurs formés et mis à la disposition de l'Administration	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'auditeurs formés et mis à la disposition de l'Administration / Nombre total d'auditeurs formés) X 100 Source : Rapport d'activités ENA
	Proportion de fonctionnaires et agents formés par le CED-CI	81,19%	80%	80%	80%	(Nombre de Fonctionnaires et Agents de l'Etat formés par le CED-CI / Nombre prévu de Fonctionnaires et Agents de l'Etat à former par le CED-CI) X 100 Source : Rapport d'activités CED-CI
	Proportion d'auditeurs formés en présentiel et en distanciel par le CED-CI	141,57%	100%	100%	100%	(Nombre d'auditeurs formés en présentiel et en distanciel par le CED-CI / Nombre prévu d'auditeurs à former en présentiel et en distanciel) X 100 Source : Rapport d'activités CED-CI
	Nombre d'accords de partenariat et de conventions signés avec les structures extérieures	10	09	09	09	Dénombrement Source : Rapport d'activités CED-CI

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : FONCTION PUBLIQUE	**14 396 485 400**	**16 067 946 486**	**14 426 452 479**
Dépenses de personnel	1 242 450 571	1 263 370 683	1 284 290 796
Dépenses en biens et services	2 633 227 604	3 082 350 095	3 140 470 444
Transferts	8 798 480 000	8 879 600 045	9 001 691 239

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 2 : FONCTION PUBLIQUE	**14 396 485 400**	**16 067 946 486**	**14 426 452 479**
Investissements	1 722 327 225	2 842 625 663	1 000 000 000
Trésor	*1 722 327 225*	*2 842 625 663*	*1 000 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22043 Fonction Publique	**14 396 485 400**	**16 067 946 486**	**14 426 452 479**
2204301 Amélioration du système de recrutement et de gestion de la carrière des fonctionnaires et agents de l'Etat	**7 468 283 463**	**8 814 796 931**	**7 636 593 783**
2 Biens et services	**2 486 727 604**	**2 935 171 268**	**2 936 593 783**
11013300005 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bélier	13 000 000	15 808 750	15 808 750
11013300006 Coordonner les activités du Ministère dans le District Autonome de Yamoussoukro	14 200 000	17 008 750	17 008 750
14013300005 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du N'Zi	13 000 000	15 808 750	15 808 750
15013300006 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de l'Iffou	13 000 000	15 808 750	15 808 750
16013300002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Moronou	13 000 000	15 808 750	15 808 750
17013300005 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans le Gbêkê	13 000 000	15 808 750	15 808 750
18013300003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Hambol	13 000 000	15 808 750	15 808 750
22013300006 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bafing	13 000 000	15 808 750	15 808 750
23013300002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Kabadougou	13 000 000	15 815 750	15 815 750
25013300003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Poro	13 000 000	15 808 750	15 808 750
26013300003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Bagoué	13 500 000	16 308 750	16 308 750
27013300005 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Folon	15 100 000	17 988 000	17 988 000
28013300002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bounkani	13 000 000	15 808 750	15 887 500
31013300006 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Sassandra	13 000 000	15 808 850	15 808 850
31013300007 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gbôklè	15 500 000	18 308 750	18 308 750
32013300003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gôh	13 000 000	15 808 750	15 808 750
35013300005 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Marahoué	13 000 000	15 808 750	15 808 750
36013300003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Worodougou	13 000 000	15 808 750	15 808 750

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22043 Fonction Publique	**14 396 485 400**	**16 067 946 486**	**14 426 452 479**
37013300006 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Béré	13 000 000	15 808 750	15 808 750
41013300002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Tonpki	13 000 000	15 808 750	15 808 750
42013300005 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Cavally	13 000 000	15 808 750	15 808 750
43013300003 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans le Guémon	13 000 000	15 808 750	15 808 750
51013300003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Lôh-Djiboua	13 000 000	15 808 750	15 808 750
55013300003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de San-Pédro	13 000 000	15 808 750	15 808 750
56013300006 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Nawa	13 000 000	15 808 750	15 808 750
61013300002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de l'Indénié-Djuablin	13 000 000	15 808 750	15 808 750
62013300003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gontougo	13 000 000	15 808 750	15 808 750
71013300003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Sanwi	16 513 488	19 348 726	19 448 726
76013300003 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans l'Agnéby-Tiassa	13 000 000	15 814 750	15 814 750
77013300003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Mé	13 000 000	15 808 750	15 808 750
78013300460 Gérer le SIGFAE	235 000 000	321 319 128	321 327 512
78013300461 Gérer la base de données des fonctionnaires	25 500 000	68 659 564	68 659 564
78013300486 Coordonner la mise en œuvre de la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat	915 500 000	925 659 564	925 659 564
78013300487 Gérer les actes administratifs des fonctionnaires et agents de l'Etat	200 000 000	243 159 564	243 394 945
78013300489 Coordonner et suivre les activités des services extérieurs	34 000 000	77 159 564	77 159 564
78013300490 Coordonner les activités du Ministère dans le District Autonome d'Abidjan Centre	15 000 000	17 808 750	17 808 750
78013300516 Gérer les effectifs des ressources humaines de l'Etat	54 000 000	97 159 564	97 159 564
78013300560 Gérer la politique de recrutement des agents de l'Etat	34 000 000	77 159 564	78 159 564
78013300600 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans le Tchologo	13 000 000	15 808 750	15 808 750
78013300674 Organiser les journées Nationales de la Fonction Publique	350 000 000	350 000 000	350 000 000
78013300675 Organiser les conférences de programmation des effectifs	80 000 000	123 159 564	123 159 564
78013300676 Organiser les rencontres du Ministre avec les fonctionnaires et agents de l'Etat	76 914 116	76 914 116	76 914 116
78013300698 Coordonner les activités du Ministère dans le District Autonome d'Abidjan Nord	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78013300699 Coordonner les activités du Ministère dans le District Autonome d'Abidjan Sud	20 000 000	20 200 000	20 200 000
79013300005 Assurer la politique de recrutement et de gestion des Ressources Humaines de l'Etat dans les Grand Ponts	14 000 000	16 808 750	16 808 750
3 Transferts	**3 700 000 000**	**3 700 000 000**	**3 700 000 000**
78013300604 Gérer les concours administratifs	3 700 000 000	3 700 000 000	3 700 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22043 Fonction Publique	**14 396 485 400**	**16 067 946 486**	**14 426 452 479**
4 Investissements	**1 281 555 859**	**2 179 625 663**	**1 000 000 000**
Trésor	***1 281 555 859***	***2 179 625 663***	***1 000 000 000***
78013300684 Projet de mise en œuvre de la version 2 du SIGFAE	150 000 000	559 425 000	1 000 000 000
78013300677 Projet d'élaboration des référentiels des emplois et des compétences de l'Administration Publique Ivoirienne	285 598 441	1 335 529 835	0
78013300653 Rénover et étendre le câblage téléinformatique du Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	300 000 000	284 670 828	0
78013300615 Réhabilitation et Equipement des Directions Régionales et des antennes de la Fonction Publique	545 957 418	0	0
2204303 Formation et perfectionnement des cadres de l'administration publique et agents de l'Etat	**6 928 201 937**	**7 253 149 555**	**6 789 858 696**
1 Personnel	**1 242 450 571**	**1 263 370 683**	**1 284 290 796**
78013300494 Transférer les crédits de personnel à l'ENA	998 471 751	1 015 283 801	1 032 095 851
78013300629 Transférer les crédits de personnel au CED-CI	243 978 820	248 086 882	252 194 945
2 Biens et services	**146 500 000**	**147 178 827**	**203 876 661**
78013300493 Gérer le renforcement des capacités des agents de l'administration publique ivoirienne	146 500 000	147 178 827	203 876 661
3 Transferts	**5 098 480 000**	**5 179 600 045**	**5 301 691 239**
78013300491 Gérer la formation des auditeurs en présentiel et par vidéoconférence	244 000 000	247 496 430	250 992 860
78013300561 Gérer la formation des fonctionnaires et agents de l'Etat	1 000 000 000	1 014 329 631	1 028 659 262
78013300633 Gérer les stages hors de la Côte d'Ivoire des fonctionnaires et agents de l'Etat	440 000 000	494 696 213	590 363 455
78013300637 Prendre en charge les dépenses liées à la bourse des auditeurs de l'ENA	2 814 480 000	2 814 480 000	2 814 480 000
90013300043 Organiser les examens et concours de l'ENA	600 000 000	608 597 771	617 195 662
4 Investissements	**440 771 366**	**663 000 000**	**0**
Trésor	***440 771 366***	***663 000 000***	***0***
78013300696 Aménagement et Equipement du réceptif d'Hébergement du Centre d'Education à Distance de Côte d'Ivoire (CED-CI)	40 771 366	99 000 000	0
78013300688 Projet de digitalisation des processus de gouvernance et de formation de l'ENA	400 000 000	564 000 000	0

II.2.3 Programme 3 : Modernisation de l'Administration

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Modernisation de l'Administration	Action 3.1: Conception et promotion des outils de Modernisation de l'Administration
	Action 3.2 : Renforcement de la politique de modernisation de l'Administration

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Modernisation de l'Administration						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Promouvoir les outils de modernisation de l'administration publique	Taux de mise en exploitation d'outils de modernisation conçus par le PRIME	-	50%	75%	100%	(Nombre d'outils de modernisation en exploitation / Nombre d'outils de modernisation conçus) X 100 Source : Rapport d'activités PRIME
	Taux de E-Services mis en exploitation	86,66%	75%	85%	100%	(Nombre de e-services déployés / Nombre de e-services à déployer) X 100 Source : Rapport d'activités DMOA
	Proportion de ministères et institutions utilisant la signature électronique	30%	15%	30%	60%	(Nombre de Ministères et d'institutions utilisant la signature électronique / Nombre total de ministères et institutions) X 100 Source : Rapport d'activités DMOA
	Taux de déploiement de « Maison du Service Public » fonctionnelles	-	40%	80%	100%	(Nombre de maison de service publique installées et fonctionnelles / Nombre de maison de service publique planifiées) X 100 Source : Rapport d'activités DAPSP
OS 2 : Contribuer à l'amélioration de la qualité du Service Public	Proportion de fonctionnaires sensibilisés au comportement de « fonctionnaire nouveau »	-	1%	5%	10%	(Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat sensibilisés / Population de fonctionnaires et agents de l'Etat) X 100 Source : Rapport d'activités DAPSP
	Indice national de la qualité du service public	-	40%	45%	50%	Enquête Source : Rapport d'activités OSEP

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	**2 274 847 716**	**2 782 470 770**	**8 052 190 133**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	771 800 000	780 999 918	780 999 918
Transferts	0	0	0
Investissements	1 503 047 716	2 001 470 852	7 271 190 215
Trésor	*1 142 271 366*	*2 001 470 852*	*7 271 190 215*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*360 776 350*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22066 Modernisation de l'Administration	**2 274 847 716**	**2 782 470 770**	**8 052 190 133**
2206601 Conception et promotion des outils de Modernisation de l'Administration	**797 776 350**	**146 000 000**	**5 535 896 515**
2 Biens et services	137 000 000	146 000 000	146 000 000
78013300663 Coordonner la mise en œuvre de la politique de transformation du service publique	52 000 000	61 000 000	61 000 000
78013300689 Elaborer et évaluer les méthodes de conception des instruments de modernisation de l'Administration	85 000 000	85 000 000	85 000 000
4 Investissements	660 776 350	0	5 389 896 515
Trésor	300 000 000	0	5 389 896 515
78013300700 Provision pour investissement / Modernisation de l'Administration	0	0	5 389 896 515
78013300644 Gérer le Programme National d'Appui aux Réformes Institutionnelles et à la Modernisation de l'Etat (PRIME)	300 000 000	0	0
Financement extérieur	360 776 350	0	0
78013300644 Gérer le Programme National d'Appui aux Réformes Institutionnelles et à la Modernisation de l'Etat (PRIME)	360 776 350	0	0
2206609 Renforcement de la politique de modernisation de l'Administration	**1 477 071 366**	**2 636 470 770**	**2 516 293 618**
2 Biens et services	634 800 000	634 999 918	634 999 918
78013300630 Faire la promotion de l'Observatoire du Service Public	540 000 000	540 199 918	540 199 918
78013300665 Suivre et évaluer les instruments pour la délivrance qualitative de l'administration	55 300 000	55 300 000	55 300 000
78013300666 Mettre en place les instruments de modernisation de l'administration	39 500 000	39 500 000	39 500 000
4 Investissements	842 271 366	2 001 470 852	1 881 293 700
Trésor	842 271 366	2 001 470 852	1 881 293 700
78013300685 Projet de modernisation des outils digitaux et extension de l'Observation du Service Public (OSEP)	150 000 000	680 000 000	305 000 000
78013300659 Projet utilisation de la signature électronique dans la délivrance des actes administratifs	385 000 000	471 470 852	0
78013300641 Mise en œuvre de la maison du citoyen (Gbondala) dans 05 chefs-lieux de départements	307 271 366	850 000 000	1 576 293 700

SECTION 321 : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR

SECTION 321 : MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Administration Générale

- l'inexistence d'un document de stratégie de la diplomatie ivoirienne ;
- l'irrégularité des missions d'inspection ;
- la quasi-inexistence de missions d'audit ;
- la faible mise en œuvre des recommandations des missions d'inspection effectuées ;
- la faible vulgarisation des textes et accords commerciaux auprès des acteurs du secteur privé ;
- le faible accompagnement des entreprises privées sur le marché régional et sous régional ;
- l'absence de cadre institutionnel de coordination entre le MAEIAIE et les acteurs nationaux dont les champs d'actions s'étendent à l'extérieur ;
- l'absence d'une veille stratégique en matière d'identification des postes disponibles dans les Organismes Internationaux (OI) ;
- l'inexistence d'un Institut Diplomatique.

Au niveau des Relations Bilatérales

- l'irrégularité des réunions bilatérales (commissions mixtes, accords de partenariat stratégique, etc.) ;
- la faible coordination en matière de coopération bilatérale entre le ministère, les autres départements techniques et le secteur privé ;
- la difficulté d'accès aux données statistiques en matière d'échanges économiques et commerciaux ;
- l'insuffisance de représentations diplomatiques dans les pays de l'ASEAN ;
- l'inexistence d'un cadre institutionnel de suivi-évaluation des accords de coopération bilatérale.

Au niveau des Relations Multilatérales

- l'accumulation du stock des arriérés de contributions aux Organisations Internationales ;
- le faible accompagnement des candidatures ivoiriennes dans les instances internationales ;
- la faible valorisation et promotion des compétences et talents ivoiriens dans les Organisations Internationales ;
- l'inexistence d'un cadre institutionnel de suivi-évaluation des accords de coopération multilatérale.

Au niveau du Protocole d'Etat, des Affaires Juridiques et Consulaires

- l'inexistence du guide pratique du Protocole d'Etat ;
- l'irrégularité de la production de l'annuaire diplomatique ;
- l'absence de cadre de coordination entre le ministère et les départements ministériels techniques en matière d'octroi des facilités aux ONG internationales ;
- l'insuffisance de renforcement de capacités des acteurs de la gestion du Protocole d'Etat, des Affaires Consulaires et de l'Etat Civil ;
- l'insuffisance dans l'application du principe de réciprocité avec certains pays.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de l'Administration Générale

- l'accompagnement et l'encadrement de 63 missions de prospection économique ;
- la réalisation de 80 missions de prospection en faveur des entreprises ivoiriennes ;
- l'installation de 03 entreprises ivoiriennes à l'étranger ;
- la mobilisation de ressources financières extérieures à hauteur de 3 732 Milliards de FCFA ;
- la préparation et la facilitation de la participation du secteur privé ivoirien aux forums organisés en marge des visites des Hautes Autorités ivoiriennes à l'étranger ;
- la diffusion des offres de bourses d'études étrangères absorbées à 51% ;
- l'organisation de trois (03) missions d'inspections conjointes avec l'Inspection Générale d'Etat et d'Audit du Trésor (Libéria, Italie, Guinée Conakry) ;
- la formation de douze (12) Missions Diplomatiques à l'utilisation de l'outil électronique de gestion des actes consulaires dénommé Système Intégré de Gestion des Affaires Consulaires (SIGAC) ;
- la participation de la Côte d'Ivoire à deux (02) Forums économiques internationaux, à Bali en Indonésie sur les partenariats multi-acteurs et à Beijing en Chine sur les relations économiques Sino-Africaine ;
- la réalisation de cinq (05) missions de suivi de projets de rénovation, construction et d'acquisition dans les Missions Diplomatiques de Côte d'Ivoire ;
- le traitement de quatre-vingt-six (86) dossiers relatifs au personnel, dans le cadre du mouvement diplomatique 2024.

Au niveau des Relations Bilatérales

- la préparation de deux (02) visites d'amitié et de travail effectuées par le Président de la République (en Corée au sommet Corée-Afrique et au Ghana lors de la commémoration du 67ème anniversaire de l'indépendance) ;
- l'activation ou la réactivation de 16 instruments de coopération bilatérale avec les pays suivants : la Suisse, la Belgique, l'Allemagne, le Brésil, la Chine, l'Egypte, l'Espagne, l'Inde, la Turquie, le Vietnam, l'Angola, le Libéria, le Sénégal et le Ghana ;
- la signature de 61 accords de coopération bilatéraux dont 54 accords dans divers domaines tels que l'agriculture, la culture, l'économie numérique, le commerce, le social, les mines et Hydrocarbures, la promotion de la jeunesse et 07 relations diplomatiques établis avec la Principauté d'Andorre, la République de Bolivie, la Jamaïque, le Guyana, l'Ouzbékistan, les Iles Marshall et la Moldavie ;
- la réalisation de 63 missions de prospection économique dont 32 dans la zone Asie, 17 dans la zone Europe, 09 dans la zone Afrique et 05 dans la zone Amérique ;
- le lancement de la Chambre de Commerce Canada-Côte d'Ivoire et la signature du Mémorandum d'entente entre la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) et la Bourse de Montréal sur la promotion de la diplomatie économique ;
- l'organisation de quatre (04) journées de promotion économique et culturelle (02 en Europe, 01 en Asie et 01 en Afrique) et de quatre 04 forums économiques (02 en Asie et 02 en Afrique) ;
- l'assistance de neuf (09) collectivités territoriales et de structures nationales dans le cadre du jumelage (Europe, Afrique et Asie) ;
- l'accueil de deux (02) missions d'imprégnation, d'immersion et de partage d'expériences d'une délégation venue de la RDC et de la Direction Générale des Participations du Gabon ;
- l'installation de trois (03) entreprises ivoiriennes en Algérie.

Au niveau des Relations Multilatérales

- le soutien à douze (12) demandes de candidatures individuelles pour l'accès à des postes à l'international dont 02 élus et 02 autres réélus ;
- la promotion des candidatures-pays dans les Organisations Internationales dont 04 élus ou réélus ;
- la prise en charge des contributions de la Côte d'Ivoire au profit de cent cinquante et un (151) Organisations Internationales ;

- la participation de la Côte d'Ivoire à dix-sept (17) sommets et réunions internationales des Chefs d'Etat ;
- l'organisation de la huitième Session du Dialogue de Partenariat Côte d'Ivoire - Union Européenne ;
- l'organisation du séminaire pour l'élaboration de la politique nationale d'intégration et de promotion des ivoiriens dans les Organisations Internationales ;
- l'organisation de l'atelier d'évaluation de la plateforme web de la Direction de la Fonction Publique Internationale ;
- l'organisation de la 3ème édition de l'atelier sur les ONGI.

Au niveau du Protocole d'État, des Affaires Juridiques et Consulaires

- la légalisation de 19 223 actes de l'état civil et délivrance de 2 192 actes d'avis de mention au profit de la population ivoirienne ;
- le traitement et la validation de 5 783 dossiers de demandes d'exonérations fiscales ;
- le renforcement des actions d'aide et d'assistance aux réfugiés et apatrides ;
- la préparation de douze (12) conférences et réunions internationales ;
- l'organisation de vingt-quatre (24) visites officielles d'amitié et de travail ;
- la préparation de quarante-neuf (49) audiences, rencontres et cérémonies officielles avec des Chefs de mission diplomatique et des Ministres d'autres pays ;
- la supervision de la signature de quatre-vingt-trois (83) Accords dont 79 de Coopération, 02 de Siège et de 02 d'Etablissement ;
- la supervision de la ratification de trois (03) Accords bilatéraux et de seize (16) Accords multilatéraux ;
- la résolution de deux (02) contentieux ;
- l'exécution de trente-quatre (34) commissions rogatoires ;
- le traitement de 27 331 avis de mention et d'actes d'état civil et consulaire ;
- l'enregistrement de 65 301 demandeurs d'asile et l'assistance à 544 réfugiés dans divers domaines (sanitaire, transport, financier, funéraire et administratif) ;
- l'exécution d'un mandat d'arrêt et d'extradition des autres pays vers la Côte d'Ivoire ;
- la délivrance de 280 passeports biométriques aux ex-refugiés ivoiriens au Libéria ;
- l'organisation de 05 ateliers de renforcement de capacités dans le cadre de la lutte contre l'apatridie ;
- l'organisation d'une réunion de collaboration avec les Etats de la sous-région.

I.1.3. Défis et priorités

Au niveau de l'Administration Générale

- le renforcement du cadre institutionnel de la diplomatie ;
- l'élaboration d'un document de stratégie ;
- l'optimisation du système statistique du ministère ;
- la création d'un Institut Diplomatique ;
- le renforcement des capacités des acteurs de la diplomatie ;
- l'amélioration du dialogue avec les acteurs impliqués dans la promotion de l'action économique extérieure (Etat et secteur privé) ;
- le renforcement de la stratégie de communication et d'information.

Au niveau de la Relation Bilatérale

- la consolidation et l'extension du patrimoine immobilier de l'Etat à l'extérieur ;
- la poursuite du renforcement des instruments de coopération bilatérale ;

- l'optimisation de la carte diplomatique (étendre les relations diplomatiques auprès des pays membres de l'ASEAN) ;
- la promotion des partenariats économiques stratégiques (Asie, Moyen Orient, Amérique du Sud) ;
- la réactivation des commissions mixtes ;
- l'opérationnalisation de la plateforme numérique des fiches techniques et points de coopération des relations bilatérales ;
- l'évaluation des instruments créant les cadres de coopération bilatérale avec les pays partenaires ;
- la création du comité interministériel permanent de gestion et de suivi de la coopération internationale de la République de Côte d'Ivoire ;
- l'évaluation des impacts socio-économiques des instruments de coopération bilatérale.

Au niveau de la Relation Multilatérale

- le renforcement de la coopération multilatérale ;
- la rationalisation de la contribution de la Côte d'Ivoire auprès des Organisations Internationales ;
- la définition et la mise en œuvre de la stratégie d'intégration et de promotion des compétences et talents ivoiriens auprès des Organisations Internationales ;
- la poursuite du renforcement de la présence et de l'influence de la Côte d'Ivoire dans les Organismes Internationaux ;
- l'accroissement de la participation aux réunions statutaires de l'ONU et des autres Organisations Internationales ;
- la sensibilisation des acteurs à l'effet de faire valider les intentions de candidatures ivoiriennes dans les Organisations Internationales par le MAEIAIE ;
- l'implication accrue du Ministère dans toutes les étapes des campagnes pour des élections dans les Organisations Internationales ;
- l'élaboration d'un projet de décret relatif à la conclusion, la ratification, la publication et la prise en charge des contributions aux engagements internationaux souscrits par la Côte d'Ivoire ;
- la mise en place d'une interconnexion entre la plateforme web de la Direction de la Fonction Publique Internationale avec les plateformes des Institutions spécialisées des Nations Unies et les Ministères techniques.

Au niveau du Protocole d'Etat, Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil

- la formalisation de certaines procédures administratives (Guide pratique du Protocole d'Etat, annuaire diplomatique) ;
- la mise en place d'un système de digitalisation pour la gestion du protocole d'Etat ;
- la production de données statistiques fiables sur l'effectif du Corps Diplomatique accrédité en Côte d'Ivoire ;
- la création d'un cadre permanent de concertation pour harmoniser la gestion des privilèges et immunités accordés aux membres du corps diplomatique accrédité en Côte d'Ivoire ;
- la mise en place d'un système de digitalisation permettant de confirmer la non-redevabilité à un opérateur économique d'un Diplomate ou d'un fonctionnaire international en fin de mission en Côte d'Ivoire ;
- le renforcement de la coordination en matière d'octroi des facilités aux ONG internationales ;
- le renforcement des capacités des agents sur la bonne tenue des registres d'état civil ;
- l'organisation de campagnes de sensibilisation pour le suivi de l'application effective du décret portant statut du consul honoraire ;
- le renforcement de la dématérialisation des actes administratifs ;
- la délivrance des attestations de statut de réfugiés, de laisser passer et de sauf conduit aux réfugiés vivant en Côte d'Ivoire, conformément à la Convention de 1951 relative au Statut de Réfugié ;
- l'amélioration du processus de délivrance des titres de voyage et de carte d'identité biométrique valant titre de séjour aux réfugiés vivant en Côte d'Ivoire.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion d'une administration moderne et performante ;
- la redynamisation des Relations Bilatérales ;
- le renforcement des Relations Multilatérales ;
- l'amélioration de la qualité des services du Protocole d'Etat, des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'Administration est moderne et performante ;
- les Relations Bilatérales sont redynamisées ;
- les Relations Multilatérales sont renforcées ;
- la qualité des services du Protocole d'Etat, des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil est améliorée.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 10, le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la Politique extérieure de la Côte d'Ivoire.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre des Affaires Etrangères

- organisation et gestion de la représentation diplomatique et des postes consulaires de la Côte d'Ivoire à l'étranger ;
- participation à la gestion des missions militaires à l'étranger et des représentations militaires et de sécurité au sein des Organismes internationaux, en liaison avec les Ministères en charge de la Défense et de la Sécurité ;
- défense des intérêts et protection des nationaux ivoiriens à l'étranger par l'intermédiaire des représentations diplomatiques et postes consulaires et par le biais des organisations ou associations des Ivoiriens à l'étranger ;
- interface entre les missions diplomatiques et les organisations internationales établies en Côte d'Ivoire et les départements ministériels, ainsi que les organismes publics et privés nationaux ;
- gestion de l'état civil des Ivoiriens à l'étranger, en liaison avec les Ministères en charge de la Justice et de l'Intérieur ;
- développement des relations de coopération avec les institutions et organisations internationales ;
- tutelle des organisations gouvernementales et non gouvernementales étrangères établies en Côte d'Ivoire ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique nationale en matière de promotion, d'intégration et de suivi des Ivoiriens dans la fonction publique internationale ;
- coordination de la participation de la Côte d'Ivoire aux réunions et conférences internationales ;
- élaboration, mise en œuvre et suivi des lois et règlements en matière de Protocole d'Etat ;
- préparation de la ratification des engagements internationaux souscrits par la Côte d'Ivoire ;
- conservation, interprétation, suivi de l'exécution et dénonciation des engagements internationaux ;
- négociation et signature des conventions et accords internationaux liant l'Etat, sauf délégation ou autorisation expresse accordée à d'autres Ministres ;
- coordination de la coopération internationale ;

- élaboration des politiques de gestion des réfugiés ;
- définition et mise en œuvre d'une politique favorisant l'accès des Ivoiriens à la Fonction Publique internationale ;
- participation à l'élaboration des politiques de gestion des apatrides et des migrants, en liaison avec les Ministres concernés ;
- développement des relations d'amitié et de coopération avec les pays étrangers ;
- participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger, en liaison avec les Ministres chargés du Patrimoine, des Finances et du Budget ainsi que de la Construction ;
- appui à l'organisation de la coopération internationale entre les collectivités territoriales ivoiriennes et les collectivités territoriales étrangères ;
- promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur, en liaison avec les Ministres concernés ;
- développement de l'action économique extérieure et promotion des intérêts économiques de la Côte d'Ivoire dans le monde, en liaison avec les Ministres concernés.

Au titre de l'Intégration Africaine

- participation, en liaison avec le Ministre chargé des Finances et du Budget, au suivi et à l'harmonisation des instruments techniques et économiques d'intégration sous-régionale et africaine, notamment le Conseil de l'Entente, la Mano River Union, l'Autorité du Bassin du Niger, l'Autorité du Bassin de la Volta, l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens, le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, l'Union Africaine et l'Accord de Partenariat Economique ;
- coordination et promotion des politiques sectorielles en matière d'Intégration africaine, en vue d'une meilleure cohérence des propositions nationales ;
- coordination, promotion, suivi et appui à la coopération africaine ;
- participation à la définition et au suivi de la mise en œuvre de la politique d'immigration et d'émigration africaine, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire et de la Sécurité ;
- participation, en liaison avec notamment, le Ministre chargé des Finances et du Budget, à la définition, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des programmes communautaires relatifs aux politiques sectorielles cohérentes, en vue d'un développement harmonisé et équilibré des Etats membres, notamment dans le cadre de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- suivi de la mise en œuvre de la politique d'intégration des communautés africaines vivant en Côte d'Ivoire, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire et de la Sécurité ;
- suivi des initiatives de développement au niveau régional et continental.

Au titre des Ivoiriens de l'Extérieur

- assistance aux Ivoiriens de l'extérieur ;
- coordination des initiatives visant le regroupement des Ivoiriens de l'extérieur et soutien à ces initiatives ;
- aide à la réinsertion économique, sociale et culturelle des Ivoiriens de l'extérieur lors de leur retour en Côte d'Ivoire ;
- facilitation et coordination de la participation des Ivoiriens de l'extérieur au processus de développement de la Côte d'Ivoire, en termes de mise à disposition d'expertises avérées dans des domaines spécifiques ;
- facilitation de l'accès des Ivoiriens de l'extérieur au logement en Côte d'Ivoire ;
- soutien à la réalisation des projets d'investissement des Ivoiriens de l'extérieur en Côte d'Ivoire ;
- coordination des questions de migration des Ivoiriens vers l'extérieur, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire et de la Sécurité.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Relation bilatérale
- Programme 3 : Relation multilatérale
- Programme 4 : Protocole d'Etat, affaires juridiques, consulaires et de l'état civil

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Secrétariat Général Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'extérieur Inspection Générale des Affaires Etrangères (IGAE) Direction des Ressources Humaines (DRH) Direction de la Formation Continue, des Bourses et des Stages (DFCBS) Direction de la Documentation, des Archives, du Courrier et de la Valise Diplomatique (DDACVD) Direction des Enjeux Globaux (DEG) Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP) Direction de la Planification des Projets et des Statistiques (DPPS) Direction des Technologies et des Systèmes d'Information (DTSI) Direction des Affaires Financières (DAF) Cellule de Passation des marchés Publics (CPMP) Service des Conférences et des Missions Internationales (SCMI) Service de Gestion du Patrimoine (SGP) Service de la Traduction et de l'Interprétation (STI) Service des Passeports Officiels et des Visas (SPOV) Direction Générale de la Diplomatie Economique (DGDE) Direction de la Coopération Economique Sectorielle (DCES) Direction de l'Intelligence Economique et du Suivi-Evaluation (DIESE)		Projet 1 : Réhabiliter et équiper le bâtiment annexe (R+3) et les parties Communes du Bloc Ministériel Projet 2 : Système de Gestion Électronique des Documents du Ministère Projet 3 : Mettre en place le système de sécurisation du bloc ministériel	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Relation bilatérale	Direction Générale des Relations Bilatérales (DGRB) Direction Afrique (DA) Direction Europe (DE) Direction Asie, Pacifique et Océanie (DAPO) Direction Amériques et Caraïbes (DAC) Les Ambassades Bilatérales (47) Les Consulats Généraux (06)		Projet 1 : Construire la Chancellerie à Accra Projet 2 : Réhabiliter la Résidence du Chef de Mission et des 15 Résidences de Long Island Projet 3 : Démolir et Reconstruire la Chancellerie et la Résidence Dakar Projet 4 : Réhabiliter la Résidence et la Chancellerie à Ottawa Projet 5 : Démolir et reconstruire la Résidence de l'ambassadeur de la Côte d'Ivoire en Angola	Projet 1 : Réhabiliter et construire les Résidences et la Chancellerie en Afrique du Sud
Programme 3 : Relation multilatérale	Direction Générale des Relations Multilatérales (DGRM) Direction ONU et Institutions Spécialisées des Nations Unies (DOISNU) Direction des Organisations Internationales (DOI) Direction de la Fonction Publique internationale (DFPI) Délégations et Missions Permanentes auprès d'Organismes Internationaux (04)			
Programme 4 : Protocole d'Etat, affaires juridiques, consulaires et de l'état civil	Direction Générale du Protocole d'Etat (DGPE) Direction de l'Accueil, du Cérémonial, des Accréditations et des Audiences (DACAA) Direction des Privilèges et Immunités (DPI) Direction du Protocole et de la Logistique (DPL) Direction Générale des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat-civil (DGAJCEC) Direction des Affaires Juridiques (DAJ) Direction de l'Etat-civil et des Affaires Consulaires (DEAC) Direction d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides (DAARA)			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	**RS1.1 :** L'administration est moderne et performante	**IP1.1.1 :** Nombre de réformes entreprises	Dénombrement Sources : Rapports d'activités Cabinet / DPPS
		IP1.1.2 : Taux de dématérialisation des actes administratifs	(Nombre d'actes administratifs dématérialisés / Nombre total d'actes administratifs à dématérialiser) X 100 Source : Rapport d'activités DTSI
OG 2 : Redynamiser les relations bilatérales	**RS2.1 :** Les Relations Bilatérales sont redynamisées	**IP2.1.1 :** Nombre de visites officielles effectuées dans le cadre des relations bilatérales	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGRB / DGPE
		IP2.1.2 : Nombre d'accréditations	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRB

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 2 : Redynamiser les relations bilatérales	**RS2.1 :** Les Relations Bilatérales sont redynamisées	**IP2.1.3 :** Montant des échanges commerciaux à travers les instruments de coopération bilatérale, et les assistances techniques	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRB
OG 3 : Renforcer les relations multilatérales	**RS3.1 :** Les Relations Multilatérales sont renforcées	**IP3.1.1 :** Nombre d'instances décisionnelles occupées par la Côte d'Ivoire dans les organisations internationales	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGRM / DFPI
		IP3.1.2 : Proportion des OI dans lesquelles la Côte d'Ivoire est à jour de ses contributions	(Nombre des OI dans lesquelles la Côte d'Ivoire est à jour de ses contributions / Nombre total des OI dans lesquelles la Côte d'Ivoire est représentée) X 100 Source : Rapport d'activités DGRM
OG 4 : Améliorer la qualité des services du protocole d'État, des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil	**RS4.1** : La qualité des services du Protocole d'Etat, des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil est améliorée	**IP4.1.1** : Niveau de satisfaction des usagers des services du Protocole d'Etat, des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil	Enquête Source : Rapports d'activités DGAJCEC

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**146 728 395 147**	**151 289 581 965**	**153 918 537 694**
1.1 Ressources Intérieures	**146 728 395 147**	**151 289 581 965**	**153 918 537 694**
1.1.1 Budget Etat	146 728 395 147	151 289 581 965	153 918 537 694
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**146 728 395 147**	**151 289 581 965**	**153 918 537 694**
2.1 Personnel	**81 810 744 041**	**83 291 758 710**	**84 772 299 722**
2.1.1 Solde y compris EPN	81 810 744 041	83 291 758 710	84 772 299 722
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**47 024 320 120**	**49 718 573 339**	**49 766 988 056**
2.3 Transferts	**12 213 830 986**	**12 213 830 986**	**12 213 830 986**
2.4 Investissement	**5 679 500 000**	**6 065 418 930**	**7 165 418 930**
Trésor	5 679 500 000	6 065 418 930	7 165 418 930
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
	Action 1.2 : Planification, suivi et évaluation
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4 : Information et communication
	Action 1.5 : Gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de la délivrance des passeports officiels
	Action 1.6 : Intensification des initiatives économiques et commerciale au profit de la Côte d'Ivoire

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la coordination, la planification et l'animation des activités du Ministère	Taux de réalisation des activités du plan d'action prioritaire (feuille de route du Ministère)	63,4%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités prioritaires réalisées / Nombre total d'activités prioritaires retenues) X 100 Source : Rapport d'activités DPPS
	Taux de réalisation des missions d'audit	-	25%	50%	75%	(Nombre de missions d'audit réalisées / Nombre de missions d'audit programmées) X 100 Source : Rapport d'activités IGAE
	Proportion de directions et services disposant d'un plan d'action	52/81	70/81	75/81	81/81	(Nombre de directions et services disposant d'un plan d'action / Nombre total de Directions) X 100 Source : Rapport d'activités DPPS
OS 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de diplomates rappelés	79%	80%	82%	84%	(Nombre de diplomates rappelés / Nombre total de diplomates rappelables) X 100 Sources : Rapports d'activités DRH / DPPS
	Taux de diplomates affectés	79%	80%	82%	84%	(Nombre d'affectés / Total affectable) X 100 Sources : Rapports d'activités DRH / DPPS
	Taux de tenue des sessions de la Commission d'Avancement et de Promotion (CAP)	-	50%	50%	75%	(Nombre de sessions tenues / Nombre de sessions programmées) X 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux de mobilisation des financements budgétaires des programmes	72%	65%	68%	70%	(Montant total obtenu après les conférences budgétaires / Montant total des besoins exprimés) X 100 Source : Rapport d'activités DAF

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 3 : Moderniser les systèmes d'information	Taux de réalisation du projet d'archivages	74%	80%	90%	100%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) X 100 Source : Rapport d'activités DDACVD
	Nombre de procédures dématérialisées dans les Services du Ministère	-	3	5	7	Dénombrement Sources : Rapports de réalisation des projets informatiques DTSI
OS 4 : Améliorer l'efficacité et la qualité des services en matière de gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de délivrance des passeports officiels	Proportion d'absorption des bourses, formations et stages professionnels offerts à la Côte d'Ivoire	51%	52%	55%	57%	(Nombre de bourses utilisées / Nombre total de bourses offertes) X 100 Sources : Rapports d'activités service bourses et stages / DFCSB
	Taux de réalisation des réunions et conférences internationales	69,6%	75%	80%	85%	(Nombre de réunions et conférences réalisées / Nombre de Missions et conférences prévues) X 100 Sources : Rapports d'activités / SG / Cab
	Taux de mise en œuvre du plan de formation	-	33%	66%	100%	(Nombre de formations réalisées / Nombre de formations Programmées) X 100 Sources : Rapports d'activités SG / Cab
OS 5 : Renforcer la diplomatie économique	Montant des ressources financières extérieures mobilisées par les Ambassades (en milliards de FCFA)	3732	3 900	4 100	4 300	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGDE / Ambassades
	Nombre de missions économiques étrangères coordonnées en liaison avec les missions Diplomatiques et Postes Consulaires	-	40	45	50	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGDE / Ambassades
	Nombre de rencontres et de promotions économiques avec les chambres de commerce étrangères	-	2	2	2	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGDE / Ambassades

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**68 755 415 667**	**68 931 427 037**	**69 979 241 754**
Dépenses de personnel	46 981 607 817	47 981 607 817	48 981 607 817
Dépenses en biens et services	8 289 101 793	8 735 988 234	8 783 802 951
Transferts	12 213 830 986	12 213 830 986	12 213 830 986
Investissements	1 270 875 071	0	0
Trésor	*1 270 875 071*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21070 Administration Générale	**68 755 415 667**	**68 931 427 037**	**69 979 241 754**
2107001 Coordination et animation	**621 343 852**	**536 267 000**	**549 047 000**
2 Biens et services	**463 500 000**	**536 267 000**	**549 047 000**
78011100256 Prendre en charge les frais de domesticité du Ministre	4 000 000	4 120 000	4 120 000
78011300259 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	40 000 000	42 660 000	42 690 000
78011300260 Coordonner les activités des Services Centraux et Extérieurs	37 000 000	40 560 000	40 560 000
78011300335 Elaborer et suivre les questions nationales et internationales d'ordre géopolitique et/ou stratégique (sécurité transfrontalière, terrorisme, migration, changements climatique et trafics illicites...)	30 500 000	31 415 000	41 165 000
78011300378 Élaborer les documents d'orientations stratégiques en matière de politique extérieure	25 000 000	25 800 000	25 800 000
78011300386 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	170 000 000	230 000 000	230 000 000
90011300010 Enregistrer, Conserver, diffuser les documents, les archives et le courrier (arrivée/départ)	157 000 000	161 712 000	164 712 000
4 Investissements	**157 843 852**	**0**	**0**
Trésor	***157 843 852***	***0***	***0***
78011300262 Mettre en œuvre le système de Gestion Electronique des Documents du Ministère	157 843 852	0	0
2107002 Planification, suivi et évaluation	**40 000 000**	**41 200 000**	**41 200 000**
2 Biens et services	**40 000 000**	**41 200 000**	**41 200 000**
78011300263 Organiser la planification générale du Ministère	40 000 000	41 200 000	41 200 000
2107003 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**67 345 571 815**	**67 594 570 037**	**68 621 904 754**
1 Personnel	**46 981 607 817**	**47 981 607 817**	**48 981 607 817**
78011300270 Prendre en charge les salaires du Personnel fonctionnaire des Services Extérieurs	37 350 100 453	38 145 094 541	38 940 088 629
78011300400 Prendre en charge les salaires du Personnel fonctionnaire des Services Centraux	9 631 507 364	9 836 513 276	10 041 519 188
2 Biens et services	**7 037 101 793**	**7 399 131 234**	**7 426 465 951**
78011201609 Prendre en charge les conférences et missions hors CI - MAE	600 000 000	600 000 000	600 000 000
78011300265 Prendre en charge les frais d'abonnement en eau, électricité et téléphone	327 230 202	354 833 572	382 168 289
78011300267 Prendre en charge les activités diplomatiques à Abidjan	1 300 000 000	1 339 000 000	1 339 000 000
78011300269 Gérer les ressources financières du Ministère	509 592 200	524 879 966	524 879 966
78011300271 Gérer la commande publique du Ministère	30 000 000	30 900 000	30 900 000
78011300281 Gérer la Régie / Convention BNETD	438 428 991	451 581 784	451 581 784
78011300321 Gérer le salon d'honneur aéroport Abidjan	70 000 000	72 100 000	72 100 000
78011300324 Gérer la salle de conférence MAE	110 000 000	113 300 000	113 300 000
78011300327 Gérer les Ressources Humaines	134 000 000	198 150 000	198 150 000
78011300338 Prendre en charge les Fêtes Nationales à l'étranger	200 000 000	300 000 000	300 000 000
78011300339 Elaborer et mettre en œuvre le DPPD-PAP du Ministère	206 000 000	212 180 000	212 180 000
78011300340 Prendre en charge les dépenses liées aux fonctionnements des activités du Ministère	1 299 000 000	1 337 970 000	1 337 970 000
78011300365 Gérer les Mouvements des Ambassadeurs	200 000 000	206 000 000	206 000 000
78011300389 Gérer l'Assemblée Générale de l'ONU à New York	100 000 000	103 000 000	103 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21070 Administration Générale	**68 755 415 667**	**68 931 427 037**	**69 979 241 754**
78011300399 Gérer les Mouvements Diplomatiques	250 000 000	257 500 000	257 500 000
78011300408 Prendre en charge les frais liés aux visites des personnalités étrangères en Côte d'Ivoire	222 000 000	228 660 000	228 660 000
78011300409 Prendre en charge les frais liés aux transferts des dépouilles des agents en poste à l'étranger en Côte d'Ivoire	45 000 000	46 350 000	46 350 000
78011300411 Prendre en charge les dépenses liées à la sécurisation, aux Entretiens et aux loyers du Ministère	594 350 400	612 180 912	612 180 912
78011300413 Gérer les ressources matérielles du Ministère	41 500 000	42 745 000	42 745 000
90011300039 Prendre en charge les frais liés à l'organisation de la journée de la Diplomatie ivoirienne	100 000 000	100 000 000	100 000 000
90011390125 Organiser les conférences internes éclatées dans les Représentations Nationales à l'Etranger	260 000 000	267 800 000	267 800 000
3 Transferts	**12 213 830 986**	**12 213 830 986**	**12 213 830 986**
78011300285 Transférer la subvention au BNETD	213 830 986	213 830 986	213 830 986
78011300326 Transférer les contributions de la Côte d'Ivoire aux organisations mondiales	9 000 000 000	9 000 000 000	9 000 000 000
78011300435 Paiement du capital du Centre d'Excellence Régional de Lutte contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM)	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
78042100730 Apurer les arriérés des contributions de la CI aux organisations mondiales	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
4 Investissements	**1 113 031 219**	**0**	**0**
Trésor	***1 113 031 219***	***0***	***0***
90011390127 Mettre en place le système de sécurisation du Bloc Ministériel	462 700 957	0	0
90011300040 Réhabiliter et équiper le bâtiment annexe et les parties Communes du bloc ministériel	650 330 262	0	0
2107004 Information et communication	**162 500 000**	**167 375 000**	**167 375 000**
2 Biens et services	**162 500 000**	**167 375 000**	**167 375 000**
78011300272 Organiser la communication des activités du Ministère	62 500 000	64 375 000	64 375 000
78011300273 Elaborer et suivre la mise en œuvre du schéma directeur informatique	75 000 000	77 250 000	77 250 000
78011300395 Traduire tous les documents officiels et assurer l'interprétation à l'occasion des rencontres	25 000 000	25 750 000	25 750 000
2107005 Gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de la délivrance des passeports officiels	**474 500 000**	**477 170 000**	**484 870 000**
2 Biens et services	**474 500 000**	**477 170 000**	**484 870 000**
78011201610 Prendre en charges les séminaires et conférences en CI	380 000 000	380 000 000	380 000 000
78011300264 Établir et délivrer les Passeports Diplomatiques et de Service	30 000 000	30 900 000	38 600 000
78011300341 Préparer et coordonner les voyages officiels, en liaison avec les différents services compétents	34 000 000	35 020 000	35 020 000
78011300364 Suivre et évaluer les Bourses et les Stages de formation pour les étudiants ivoiriens à l'étranger	30 500 000	31 250 000	31 250 000
2107006 Intensification des initiatives économiques et commerciale au profit de la Côte d'Ivoire	**111 500 000**	**114 845 000**	**114 845 000**
2 Biens et services	**111 500 000**	**114 845 000**	**114 845 000**
90011300011 Promouvoir les partenariats économiques, commerciaux, touristiques et scientifiques à destination et en provenance de la CI	35 000 000	36 050 000	36 050 000
90011300012 Assurer la veille permanente pour obtenir les informations pour le renforcement de la compétitivité des entités économiques	35 000 000	36 050 000	36 050 000
90011300013 Coordonner la mise en œuvre des stratégies de promotion des partenariats économiques et stratégiques à destination en provenance de la CI	41 500 000	42 745 000	42 745 000

II.2.2 Programme 2 : Relation bilatérale

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Relation bilatérale	Action 2.1 : Renforcement de la coordination des initiatives en matière de relation bilatérale
	Action 2.2 : Promotion et suivi des relations bilatérales

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Relation bilatérale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Renforcer les relations bilatérales	Taux de réalisation des missions des Ambassades à accréditations multiples dans leurs circonscriptions diplomatiques	77,3%	62%	63%	65%	(Nombre de missions réalisées / Nombre total de missions programmées) X 100 Sources : Rapports d'activités DGRB / Ambassades à accréditations multiples
	Nombre de partenariats promus en relation avec les institutions et structures décentralisées	-	08	08	09	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGRB / Ambassades / collectivités territoriales
	Nombre de visites officielles effectuées en Côte d'Ivoire et à l'extérieur dans le cadre de la coopération bilatérale	-	70	75	80	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRB
	Nombre de journées bilatérales-Pays organisées par les représentations diplomatiques	-	48	50	55	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRB
OS2 : Promouvoir les instruments de coopération bénéfiques pour la Côte d'Ivoire	Nombre de cadres de coopération bilatérales activés et réactivés (commissions mixtes, APS, TAC, etc.)	16	6	7	10	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGRB / PV des instruments de coopération
	Nombre d'instruments de coopération bilatéraux (Traités, Accord et Conventions) proposés et suivi dans le cadre de la mise en œuvre des cadres de coopération	-	32	32	35	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGRB / DGAJCEC

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : RELATION BILATERALE	**68 063 835 678**	**72 197 419 558**	**73 701 543 703**
Dépenses de personnel	29 247 029 808	29 650 951 693	30 054 475 838
Dépenses en biens et services	34 408 180 941	36 481 048 935	36 481 648 935
Transferts	0	0	0
Investissements	4 408 624 929	6 065 418 930	7 165 418 930
Trésor	*4 408 624 929*	*6 065 418 930*	*7 165 418 930*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22071 Relation bilatérale	**68 063 835 678**	**72 197 419 558**	**73 701 543 703**
2207101 Renforcement de la coordination des initiatives en matière de relation bilatérale	**185 000 000**	**185 000 000**	**185 000 000**
2 Biens et services	**185 000 000**	**185 000 000**	**185 000 000**
78011300300 Coordonner les relations bilatérales de la Côte d'Ivoire avec les pays de l'Europe	33 000 000	33 000 000	33 000 000
78011300301 Coordonner les relations bilatérales de la Côte d'Ivoire avec les pays de l'Amériques et Caraïbes	32 000 000	32 000 000	32 000 000
78011300325 Coordonner les relations bilatérales de la Côte d'Ivoire avec les pays de l'Asie, Pacifique et Océanie,	35 000 000	35 000 000	35 000 000
78011300345 Coordonner la mise œuvre de la stratégie des relations bilatérales entre la Côte d'Ivoire et les pays étrangers.	54 500 000	54 500 000	54 500 000
78011300398 Coordonner les relations bilatérales de la Côte d'Ivoire avec les pays de l'Afrique	30 500 000	30 500 000	30 500 000
2207102 Promotion et suivi des relations bilatérales	**67 878 835 678**	**72 012 419 558**	**73 516 543 703**
1 Personnel	**29 247 029 808**	**29 650 951 693**	**30 054 475 838**
01011300162 Prendre en charge les salaires de la Représentation Economique en Afrique du Sud	78 662 800	79 749 187	80 834 506
01011300163 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Tunisie	225 445 857	228 559 422	231 669 920
01011300164 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Gabon	234 899 651	238 143 780	241 384 715
01011300165 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Sénégal	262 103 611	265 723 444	269 339 714
01011300166 Prendre en charge les salaires de la Représentation Culturelle en Afrique du Sud	64 692 438	65 585 886	66 478 454
01011300167 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Burkina-Faso	181 167 184	183 669 229	186 168 811
01011300168 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Egypte	297 105 700	301 208 939	305 308 134
01011300169 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Mali	218 511 468	221 529 264	224 544 088
01011300170 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Angola	205 375 623	208 212 003	211 045 591
01011300171 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Afrique du Sud	503 381 191	510 333 236	517 278 436
01011300172 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Ethiopie	294 356 521	298 421 790	302 483 056
01011300174 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en République du Congo	174 519 583	176 929 820	179 337 686

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22071 Relation bilatérale	**68 063 835 678**	**72 197 419 558**	**73 701 543 703**
01011300175 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Maroc	258 601 069	262 172 530	265 740 475
01011300178 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Ghana	328 523 490	333 060 628	337 593 300
01011300179 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Algérie	194 769 994	197 459 904	200 147 165
01011300180 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Guinée Equatoriale	264 453 652	268 105 942	271 754 635
01011300187 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Guinée	169 402 210	171 741 773	174 079 032
01011300192 Prendre en charge les salaires du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Laâyoune	78 978 915	80 069 669	81 159 349
01011300193 Prendre en charge les salaires de la Représentation du Tourisme en Afrique du Sud - Prétoria	62 900 000	63 768 693	64 636 530
01011300194 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en République Démocratique du Congo	230 317 263	233 498 106	236 675 815
01011300195 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Nigéria	377 986 034	383 206 284	388 421 394
01011300196 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Cameroun	216 098 240	219 082 708	222 064 236
01011300209 Prendre en charge les salaires de la Représentation Culturelle au Maroc	65 368 000	66 270 778	67 172 666
01011300213 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Libéria	173 392 500	175 787 171	178 179 484
01011300237 Prendre en charge les salaires de la Représentation du Tourisme au Maroc	34 160 000	34 631 773	35 103 082
02011300063 Prendre en charge les salaires de la Représentation du Tourisme au Brésil - Rio de Janeiro	48 967 030	49 643 299	50 318 901
02011300064 Prendre en charge les salaires de la Représentation du Tourisme aux Etats-Unis	72 076 897	73 072 329	74 066 781
02011300065 Prendre en charge les salaires du Service Economique à New-York	473 767 406	480 310 464	486 847 078
02011300066 Prendre en charge les salaires du Consulat Général de Côte d'Ivoire à New-York	905 833 110	918 343 298	930 841 165
02011300067 Prendre en charge les salaires de la Représentation Commerciale à Washington	217 545 850	220 550 311	223 551 811
02011300070 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Brésil	519 399 854	526 573 128	533 739 340
02011300071 Prendre en charge les salaires de la Représentation des Ressources Animales et Halieutiques au Brésil	60 348 461	61 181 916	62 014 549
02011300072 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire aux Etats-Unis	1 670 284 650	1 693 352 447	1 716 397 527
02011300086 Prendre en charge les salaires de la Représentation du Tourisme au Canada	60 550 000	61 386 237	62 221 652
02011300088 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Canada	492 402 926	499 203 354	505 997 085
02011300090 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Mexique	546 456 194	554 003 135	561 542 644
03011300103 Prendre en charge les salaires de la Représentation Commerciale en Chine	82 547 215	83 687 250	84 826 162
03011300104 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Japon	527 471 354	534 756 100	542 033 676
03011300105 Prendre en charge les salaires du Consulat Général à Guangzhou	462 537 772	468 925 741	475 307 421
03011300106 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Iran	266 354 732	270 033 276	273 708 200
03011300107 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Turquie	409 839 250	415 499 416	421 154 009
03011300108 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Qatar	400 215 689	405 742 946	411 264 762
03011300111 Prendre en charge les salaires du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Djeddah	423 211 412	429 056 257	434 895 347
03011300113 Prendre en charge les salaires de la Représentation du Tourisme en Chine	84 335 248	85 499 978	86 663 557
03011300116 Prendre en charge les salaires de la Représentation Commerciale en Inde	53 731 632	54 473 703	55 215 043
03011300117 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Inde	329 443 328	333 993 169	338 538 533
03011300118 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Israël	284 397 099	288 324 822	292 248 676
03011300124 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Chine	507 410 701	514 418 397	521 419 193
03011300127 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Liban	305 224 817	309 440 185	313 651 403

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22071 Relation bilatérale	**68 063 835 678**	**72 197 419 558**	**73 701 543 703**
03011300131 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Corée	459 904 060	466 255 656	472 600 998
03011300132 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Arabie Saoudite	510 480 087	517 530 171	524 573 315
03011300134 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire aux Emirats Arabes Unis	417 498 463	423 264 408	429 024 675
03011300144 Prendre en charge les salaires de la Représentation des Ressources Animales et Halieutiques au Japon	59 100 000	59 916 212	60 731 620
03011300147 Prendre en charge les salaires de la Représentation du Tourisme au Qatar - Doha	34 325 200	34 799 255	35 272 843
04011300203 Prendre en charge les salaires du Service Economique en Suisse-Genève	42 675 968	43 265 353	43 854 158
04011300204 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France/ Délégation du Tourisme	71 040 000	72 021 112	73 001 257
04011300205 Prendre en charge les salaires du Service Economique en Belgique - Bruxelles	55 108 728	55 869 818	56 630 159
04011300206 Prendre en charge les salaires de la Représentation Commerciale en Allemagne	37 617 953	38 137 484	38 656 502
04011300207 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en France	2 082 135 202	2 110 890 942	2 139 618 364
04011300208 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Danemark	492 519 980	499 322 025	506 117 372
04011300209 Prendre en charge les salaires de la Représentation Commerciale en Belgique -Bruxelles	10 000 000	10 138 107	10 276 077
04011300211 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Belgique / Attaché de Sécurité	117 381 202	119 002 317	120 621 838
04011300212 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France / Attaché de Sécurité	56 416 319	57 195 467	57 973 849
04011300229 Prendre en charge les salaires de la Représentation du Tourisme en Italie - Milan	50 800 000	51 501 583	52 202 476
04011300231 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Russie	522 314 874	529 528 407	536 734 837
04011300237 Prendre en charge les salaires de la Représentation du Tourisme en Espagne	48 198 104	48 863 753	49 528 747
04011300238 Prendre en charge les salaires de la Représentation Commerciale à Genève	44 638 795	45 255 288	45 871 174
04011300239 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Espagne	548 688 546	556 266 317	563 836 628
04011300240 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Italie	1 174 172 045	1 190 388 179	1 206 588 347
04011300241 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Allemagne	864 829 761	876 773 663	888 705 804
04011300242 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Portugal	358 659 461	363 612 799	368 561 257
04011300252 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Grande-Bretagne	624 674 298	633 301 486	641 920 178
04011300253 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Pays-Bas	636 369 062	645 157 764	653 937 811
04011300256 Prendre en charge les salaires de la Représentation du Tourisme en Allemagne	65 804 930	66 713 742	67 621 660
04011300257 Prendre en charge les salaires de la Représentation Commerciale au Royaume-Uni	77 394 500	78 463 372	79 531 192
04011300258 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Belgique	613 482 833	621 955 459	630 419 742
04011300259 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Suisse-Berne	811 784 003	822 995 307	834 195 571
04011300260 Prendre en charge les salaires du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Lyon	472 018 531	478 537 435	485 049 923
04011300269 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Vatican	519 719 021	526 896 704	534 067 318
04011300273 Prendre en charge les salaires du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Paris	1 343 098 377	1 361 647 503	1 380 178 362
04011300280 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Italie / Attaché de Sécurité	70 402 903	71 375 216	72 346 572
04011300284 Prendre en charge les salaires de la Représentation en Allemagne / Attaché de Sécurité	39 002 676	39 541 331	40 079 453
04011300290 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Autriche	722 754 671	732 736 417	742 708 334
04011300291 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France / Service des Etudiants (Paris)	45 600 000	46 229 767	46 858 916
04011300299 Prendre en charge les salaires de la Représentation Commerciale en France	58 200 000	59 003 783	59 806 773
04011300303 Prendre en charge les salaires de la Représentation es Ressources Animales et Halieutiques en Belgique	119 858 707	121 514 039	123 167 741

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22071 Relation bilatérale	**68 063 835 678**	**72 197 419 558**	**73 701 543 703**
04011300306 Prendre en charge les salaires du Consulat Général de Côte d'Ivoire Milan	309 300 000	313 571 650	317 839 092
04011300308 Prendre en charge les salaires de la Représentation du Tourisme au Royaume Uni - Londres	110 939 856	112 472 013	114 002 661
04011300310 Prendre en charge les salaires de la Représentation du Tourisme en Suisse - Berne	148 595 071	150 647 272	152 697 453
2 Biens et services	**34 223 180 941**	**36 296 048 935**	**36 296 648 935**
01011300136 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Ethiopie	705 753 040	744 113 758	744 113 758
01011300137 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Angola	384 225 000	404 225 000	404 225 000
01011300138 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Algérie	376 227 937	392 764 412	392 764 412
01011300140 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Bureau du Tourisme de Côte d'Ivoire en Afrique du Sud	120 938 000	136 338 000	136 338 000
01011300141 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Afrique du Sud	86 829 000	90 529 000	90 529 000
01011300142 Gérer la Paierie en Algérie	19 725 000	30 000 000	30 000 000
01011300143 Gérer la Paierie en République Démocratique du Congo	23 475 000	30 100 000	30 100 000
01011300144 Gérer la Paierie en Angola	25 175 000	31 800 000	31 800 000
01011300145 Gérer la Paierie au Cameroun	23 925 000	30 550 000	30 550 000
01011300146 Gérer la Paierie en Guinée Equatoriale	22 955 000	30 000 000	30 000 000
01011300147 Gérer la Paierie en République du Congo	24 975 000	31 600 000	31 600 000
01011300148 Gérer la Paierie en Afrique du Sud	30 015 500	45 000 000	45 000 000
01011300149 Gérer la Paierie en Egypte	20 684 000	30 000 000	30 000 000
01011300150 Gérer la Paierie au Maroc	23 169 000	37 000 000	37 000 000
01011300151 Gérer la Paierie en Tunisie	21 175 000	32 000 000	32 000 000
01011300152 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Burkina-Faso	221 370 000	221 370 000	221 370 000
01011300153 Gérer la Paierie au Burkina-Faso	23 212 700	30 000 000	30 000 000
01011300154 Gérer la Paierie au Ghana	23 625 000	36 000 000	36 000 000
01011300155 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Sénégal	383 039 645	452 306 845	452 306 845
01011300156 Gérer la Paierie au Sénégal	27 673 000	45 000 000	45 000 000
01011300157 Gérer la Paierie en Guinée	22 375 000	30 000 000	30 000 000
01011300158 Gérer la Paierie au Mali	22 285 000	30 000 000	30 000 000
01011300159 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Nigéria	353 533 375	381 033 375	381 033 375
01011300173 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Guinée Equatoriale	484 240 000	595 940 000	595 940 000
01011300177 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en République Démocratique du Congo	500 411 526	528 211 526	528 211 526
01011300181 Gérer la Paierie en Ethiopie	23 975 000	30 600 000	30 600 000
01011300182 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Afrique du Sud	548 958 373	614 635 855	614 635 855
01011300183 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Egypte	342 450 000	360 450 000	360 450 000
01011300184 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Ghana	314 500 000	324 500 000	324 500 000
01011300186 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation Culturelle au Maroc	97 894 128	99 894 128	99 894 128
01011300188 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Gabon	231 115 838	242 305 838	242 305 838
01011300189 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Tunisie	519 547 105	535 797 715	535 797 715
01011300190 Gérer la Paierie au Nigéria	24 985 914	36 000 000	36 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22071 Relation bilatérale	**68 063 835 678**	**72 197 419 558**	**73 701 543 703**
01011300191 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Laâyoune	365 098 540	392 710 393	392 710 393
01011300197 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Libéria	346 047 500	346 047 500	346 047 500
01011300199 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation Culturelle en Afrique du Sud	54 725 355	54 925 355	54 925 355
01011300201 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en République du Congo	341 125 000	351 809 000	351 809 000
01011300202 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Maroc	440 465 028	440 465 028	440 465 028
01011300203 Gérer la Paierie au Libéria	24 637 150	30 525 000	30 525 000
01011300204 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Cameroun	354 301 303	359 101 303	359 101 303
01011300205 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Guinée	224 816 800	224 816 800	224 816 800
01011300206 Gérer la Paierie au Gabon	26 975 000	45 000 000	45 000 000
01011300208 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Mali	324 385 640	324 385 640	324 385 640
01011300239 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation du Tourisme au Maroc	41 760 499	43 210 499	43 210 499
02011300059 Gérer la Paierie au Mexique	33 430 000	45 500 000	45 500 000
02011300060 Gérer la Paierie du Consulat Général de Côte d'Ivoire à New York	26 070 000	31 070 000	31 070 000
02011300061 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation Commerciale à Washington	161 800 000	168 280 000	168 280 000
02011300076 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation des Ressources Animales et Halieutiques au Brésil	64 940 250	64 940 250	64 940 250
02011300077 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Service Economique à New York	368 184 769	368 184 769	368 184 769
02011300078 Gérer la Paierie au Brésil	37 600 000	49 700 000	49 700 000
02011300079 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Mexique	440 077 019	440 077 019	440 077 019
02011300082 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Bureau du Tourisme de Côte d'Ivoire aux Etats-Unis	53 753 692	55 361 010	55 361 010
02011300083 Gérer la Paierie au Canada	28 730 000	37 650 000	37 650 000
02011300084 Gérer la Paierie aux Etats-Unis - Washington	31 070 000	45 000 000	45 000 000
02011300085 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Brésil	560 916 124	585 616 124	586 216 124
02011300089 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire aux Etats-Unis	882 541 502	888 741 502	888 741 502
02011300091 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Consulat Général de Côte d'Ivoire à New York	542 327 440	542 327 457	542 327 457
02011300092 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Canada	440 405 517	471 277 159	471 277 159
02011300094 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation du Tourisme au Brésil - Rio de Janeiro	129 846 683	133 931 351	133 931 351
02011300099 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation du Tourisme au Canada	84 990 000	90 864 000	90 864 000
03011300087 Gérer la Paierie au Qatar	29 100 000	34 600 000	34 600 000
03011300088 Gérer la Paierie au Japon	31 400 000	45 000 000	45 000 000
03011300089 Gérer la Paierie en Iran - Téhéran	28 750 000	36 350 000	36 350 000
03011300090 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Guangzhou	469 322 373	469 322 373	469 322 373
03011300091 Gérer la Paierie du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Guangzhou	22 800 000	30 400 000	30 400 000
03011300092 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Arabie Saoudite	501 066 391	518 566 391	518 566 391
03011300093 Gérer la Paierie en Corée	25 925 000	36 500 000	36 500 000
03011300094 Gérer la Paierie du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Djeddah	24 800 000	30 400 000	30 400 000
03011300095 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Liban	603 198 351	647 015 641	647 015 641
03011300096 Gérer la Paierie au Liban	30 890 000	45 000 000	45 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22071 Relation bilatérale	**68 063 835 678**	**72 197 419 558**	**73 701 543 703**
03011300097 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Inde	445 690 000	456 690 000	456 690 000
03011300098 Gérer la Paierie en Inde	26 600 000	36 000 000	36 000 000
03011300099 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Centre culturel de Côte d'Ivoire à Téhéran - Iran	26 147 550	26 147 550	26 147 550
03011300100 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation Commerciale à Pékin	66 274 000	70 086 400	70 086 400
03011300109 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Israël	667 230 833	751 007 235	751 007 235
03011300110 Gérer la Paierie en Chine	32 510 000	45 000 000	45 000 000
03011300112 Gérer la Paierie en Israël	26 000 000	36 000 000	36 000 000
03011300114 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Chine	420 989 000	444 054 200	444 054 200
03011300115 Mettre en œuvre les activités de la Représentation des Ressources Animales et Halieutiques au Japon	121 277 909	121 277 909	121 277 909
03011300119 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation du Tourisme en Chine	104 000 000	117 647 013	117 647 013
03011300120 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Iran	327 112 031	339 966 164	339 966 164
03011300121 Gérer la Paierie en Arabie Saoudite	28 800 000	45 000 000	45 000 000
03011300122 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Djeddah	224 950 000	232 870 000	232 870 000
03011300123 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Turquie - Ankara	583 854 962	601 745 568	601 745 568
03011300125 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation Commerciale à New-Delhi (Inde)	70 870 183	77 305 183	77 305 183
03011300126 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Japon	882 820 603	882 820 603	882 820 603
03011300128 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Qatar	347 606 379	389 518 442	389 518 442
03011300129 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Corée	584 641 112	609 925 823	609 925 823
03011300130 Gérer la Paierie en Turquie (Ankara)	25 975 000	33 100 000	33 100 000
03011300138 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire aux Emirats Arabes Unis	616 059 419	684 478 642	684 478 642
03011300140 Gérer la paierie aux Emirats arabes unis	26 750 000	32 750 000	32 750 000
03011300146 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation du Tourisme aux Émirats Arabes Unis	4 500 000	4 500 000	4 500 000
03011300148 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation du Tourisme au Qatar - Doha	77 214 530	90 860 730	90 860 730
03011300151 Prendre en charge les frais liés à l'organisation du Hadj	32 000 000	32 000 000	32 000 000
04011300183 Mettre en œuvre les activités de la Représentation extérieure du MIRAH/Belgique	70 988 000	70 988 000	70 988 000
04011300184 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation du Tourisme en Espagne	79 140 000	85 080 000	85 080 000
04011300185 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Bureau du Tourisme en Italie	110 751 033	116 016 945	116 016 945
04011300186 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation des Ressources Animales et Halieutiques en France	850 000	850 000	850 000
04011300187 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Service économique de Côte d'Ivoire en Suisse-Genève	84 060 106	89 734 601	89 734 601
04011300188 Gérer la Paierie en Allemagne	28 458 597	51 169 002	51 169 002
04011300189 Gérer la Paierie en Belgique	31 500 000	46 000 000	46 000 000
04011300190 Gérer la Paierie au Danemark	25 630 422	36 000 000	36 000 000
04011300191 Gérer la Paierie en Espagne	28 913 226	45 000 000	45 000 000
04011300192 Gérer la paierie en France	32 313 385	45 000 000	45 000 000
04011300193 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Autriche	774 123 980	790 276 178	790 276 178
04011300194 Gérer la Paierie en Autriche	27 600 000	36 800 000	36 800 000
04011300195 Gérer la Paierie au Pays-Bas	26 900 000	36 000 000	36 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22071 Relation bilatérale	**68 063 835 678**	**72 197 419 558**	**73 701 543 703**
04011300196 Gérer la Paierie au Portugal	24 500 000	32 900 000	32 900 000
04011300197 Mettre en œuvre les activités diplomatiques en France / Attaché de Sécurité	77 432 186	80 832 186	80 832 186
04011300198 Mettre en œuvre les activités diplomatiques en Belgique / Attaché de Sécurité	99 944 987	102 044 987	102 044 987
04011300199 Mettre en œuvre les activités diplomatiques en France / Service des Etudiants (Paris)	11 343 500	11 343 500	11 343 500
04011300227 Gérer la Paierie du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Lyon	27 075 000	32 725 000	32 725 000
04011300230 Gérer la Paierie en Russie	35 680 000	46 080 000	46 080 000
04011300232 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Espagne	472 832 606	478 778 991	478 778 991
04011300233 Gérer la Paierie en Suisse - Berne	30 200 000	37 200 000	37 200 000
04011300235 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation Commerciale en Allemagne (Berlin)	83 751 946	87 257 340	87 257 340
04011300244 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation du Tourisme en France	219 722 260	237 529 486	237 529 486
04011300245 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Allemagne	656 052 889	685 607 311	685 607 311
04011300246 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Royaume-Uni	1 424 069 405	1 468 932 958	1 468 932 958
04011300247 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Vatican	414 852 428	440 886 548	440 886 548
04011300248 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Pays-Bas	526 782 488	640 887 078	640 887 078
04011300249 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Portugal	361 500 000	382 500 000	382 500 000
04011300250 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation Commerciale à Belgique - Bruxelles	43 297 422	58 097 422	58 097 422
04011300251 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Lyon	447 628 311	458 214 729	458 214 729
04011300263 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation Commerciale au Royaume-Uni	77 780 000	77 780 000	77 780 000
04011300264 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation du Tourisme en Allemagne	66 800 000	66 800 000	66 800 000
04011300265 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Service Economique en Belgique (Bruxelles)	45 483 964	49 983 964	49 983 964
04011300266 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Italie	642 475 478	656 357 573	656 357 573
04011300267 Gérer la Paierie au Vatican	26 058 597	38 250 000	38 250 000
04011300268 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Russie	470 243 567	526 750 000	526 750 000
04011300275 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Belgique	330 529 979	339 424 482	339 424 482
04011300276 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Suisse - Berne	386 250 200	395 506 041	395 506 041
04011300279 Mettre en œuvre les activités diplomatiques en Italie / Attaché de Sécurité	71 610 380	75 453 743	75 453 743
04011300281 Mettre en œuvre les activités diplomatiques en Allemagne / Attaché de Sécurité	54 770 000	57 770 000	57 770 000
04011300282 Gérer la Paierie en Italie	31 270 412	45 000 000	45 000 000
04011300283 Gérer la Paierie en Grande-Bretagne	32 313 385	45 048 000	45 048 000
04011300285 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en France	2 306 742 183	2 306 742 183	2 306 742 183
04011300286 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation Commerciale en Suisse-Genève	68 563 000	72 590 500	72 590 500
04011300289 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de l'Ambassade de Côte d'Ivoire au Danemark	340 674 800	342 174 800	342 174 800
04011300298 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation Commerciale en France	88 200 000	93 000 000	93 000 000
04011300302 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Paris	1 440 495 041	1 479 586 828	1 479 586 828
04011300307 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Milan	990 119 189	1 038 680 789	1 038 680 789
04011300309 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Bureau du Tourisme de Côte d'Ivoire au Royaume-Uni	202 462 980	213 154 120	213 154 120
04011300311 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation du Tourisme en Suisse - Berne	176 675 688	199 099 535	199 099 535

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22071 Relation bilatérale	**68 063 835 678**	**72 197 419 558**	**73 701 543 703**
04011300312 Gérer la Paierie du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Paris	27 175 637	34 675 637	34 675 637
04011300315 Gérer la Paierie du Consulat Général de Côte d'Ivoire à Milan	26 007 766	36 000 000	36 000 000
4 Investissements	**4 408 624 929**	**6 065 418 930**	**7 165 418 930**
Trésor	***4 408 624 929***	***6 065 418 930***	***7 165 418 930***
78011300436 Provision pour investissement / Relation bilatérale	0	0	6 065 418 930
02011300097 Réhabilitation de la résidence du Chef de Mission et des 15 résidences de Long Island	630 317 101	0	0
02011300093 Réhabilitation Résidence et Chancellerie à Ottawa	1 008 956 636	1 700 000 000	0
01011300247 Démolir et reconstruire la résidence de l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire en Angola	653 320 820	1 276 800 000	1 100 000 000
01011300229 Construire la Chancellerie au Ghana - Accra	1 000 000 000	1 727 755 330	0
01011300200 Démolir, reconstruire la Chancellerie et la Résidence au Sénégal	1 116 030 372	1 360 863 600	0

II.2.3 Programme 3 : Relation multilatérale

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Relation multilatérale	Action 3.1: Coordination des initiatives en matière de relation multilatérale
	Action 3.2 : Suivi de la relation multilatérale

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Relation multilatérale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Accroître l'influence et le leadership de la Côte d'Ivoire dans les organismes internationaux	Proportion de candidats ivoiriens élus ou recrutés dans les organisations internationales ayant bénéficié de l'appui du Gouvernement	-	(50%)	55%	60%	(Nombre de candidats ivoiriens élus ou recrutés / Nombre de candidatures présentés ayant bénéficié de l'appui du Gouvernement) X 100 Source : Rapport d'activités DFPI
	Nombre de cadres nationaux recensés dans les organisations Internationales	1720	1730	1 735	1740	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGRM / DFPI
	Proportion de candidature-pays ayant abouti à l'élection au sein des Organes Internationaux	-	50%	55%	60%	(Nombre de candidature-pays ayant abouti à l'élection dans les Organes Internationaux / Nombre total de candidature-pays enregistrés) X 100 Sources : Rapports d'activités DGRM / DFPI

Programme 3 : Relation multilatérale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS2 : Améliorer la coopération entre la Côte d'Ivoire et les ONG internationales	Taux de mise en œuvre des recommandations issues de l'atelier sur les ONG Internationales	-	60%	65%	70%	(Nombre de recommandations mis en œuvre / Nombre total de recommandations issues de l'atelier sur les OI) X 100 Source : Rapport d'activités DGRM
	Taux des rapports d'activités des ONG internationales collectés	40%	37%	40%	45%	(Nombre de rapports d'activités des ONGI collectés / Nombre de rapports attendus) X 100 Source : Rapport d'activités DGRM

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : RELATION MULTILATERALE	**9 561 143 802**	**9 752 735 370**	**9 829 752 237**
Dépenses de personnel	5 582 106 416	5 659 199 200	5 736 216 067
Dépenses en biens et services	3 979 037 386	4 093 536 170	4 093 536 170
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22072 Relation multilatérale	**9 561 143 802**	**9 752 735 370**	**9 829 752 237**
2207201 Coordination des initiatives en matière de relation multilatérale	**134 500 000**	**134 500 000**	**134 500 000**
2 Biens et services	**134 500 000**	**134 500 000**	**134 500 000**
78011300354 Coordonner les activités de la Côte d'Ivoire avec les organisations internationales	31 000 000	31 000 000	31 000 000
78011300355 Coordonner les activités de la Côte d'Ivoire avec l'ONU et les Institutions Spécialisées des Nations-Unies	32 000 000	32 000 000	32 000 000
78011300402 Coordonner la mise œuvre de la stratégie des relations multilatérales	39 500 000	39 500 000	39 500 000
90011300020 Concevoir et mettre en œuvre la politique nationale d'intégration et de promotion des Ivoiriens dans les organisations internationales	32 000 000	32 000 000	32 000 000
2207202 Suivi de la relation multilatérale	**9 426 643 802**	**9 618 235 370**	**9 695 252 237**
1 Personnel	**5 582 106 416**	**5 659 199 200**	**5 736 216 067**
02011300069 Prendre en charge les salaires de la Représentation Permanente de la Côte d'Ivoire auprès des Nations Unies (New York)	2 276 811 400	2 308 255 754	2 339 669 143
04011300222 Prendre en charge les salaires de la Représentation auprès de la Francophonie - Paris	395 375 296	400 835 705	406 290 737
04011300223 Prendre en charge les salaires de la Représentation Permanente de la Côte d'Ivoire à l'UNESCO	520 327 547	527 513 633	534 692 644

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22072 Relation multilatérale	**9 561 143 802**	**9 752 735 370**	**9 829 752 237**
04011300224 Prendre en charge les salaires de la Représentation Permanente de Côte d'Ivoire auprès de l'Union Européenne	469 230 806	475 711 211	482 185 235
04011300225 Prendre en charge les salaires de la Représentation Permanente de Côte d'Ivoire auprès de l'OMC	101 157 925	102 554 986	103 950 671
04011300226 Prendre en charge les salaires de la Représentation Permanente C.I auprès de FAO, PAM, FIDA/Rome (Italie)	385 021 127	390 338 538	395 650 712
04011300243 Prendre en charge les salaires de l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Suisse-Genève	1 381 501 605	1 400 581 106	1 419 641 818
04011300262 Prendre en charge les salaires de la Représentation à Vienne / Bureau Permanent du MIPSP auprès de l'ONUDI-VIENNE	49 500 000	50 183 629	50 866 585
04011300274 Prendre en charge les salaires de la Représentation en France / Délégation Ivoirienne à Interpol - Lyon	3 180 710	3 224 638	3 268 522
2 Biens et services	**3 844 537 386**	**3 959 036 170**	**3 959 036 170**
01011300245 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la Côte d'Ivoire auprès de l'Union Africaine en Ethiopie	60 095 070	60 095 070	60 095 070
02011300068 Gérer la Paierie aux Etats-Unis - New-York	29 810 000	45 000 000	45 000 000
02011300074 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation Permanente de la Côte d'Ivoire auprès des Nations Unies (New York)	998 022 639	998 119 641	998 119 641
04011300213 Gérer la Paierie auprès de la Francophonie - Paris	26 303 613	31 303 613	31 303 613
04011300214 Gérer la Paierie en Suisse - Genève	33 325 000	45 225 000	45 225 000
04011300215 Gérer la Paierie C.I auprès de FAO, PAM, FIDA/Rome (Italie)	26 421 287	31 600 000	31 600 000
04011300216 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la Côte d'Ivoire à Londres auprès des Organisations Internationales	5 000 000	5 000 000	5 000 000
04011300217 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation Permanente de la Côte d'Ivoire auprès de l'Union Européenne	229 362 848	239 424 486	239 424 486
04011300218 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la Côte d'Ivoire à Vienne / Bureau Permanent du MIPSP auprès de l'ONUDI-VIENNE	61 105 213	64 135 734	64 135 734
04011300219 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation Permanente de la Côte d'Ivoire auprès de l'OMC	31 663 000	31 663 000	31 663 000
04011300220 Mettre en œuvre les activités diplomatiques de la Représentation Permanente de la Côte d'Ivoire auprès de FAO, PAM, FIDA en Italie	436 283 000	436 283 000	436 283 000
04011300221 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la Côte d'Ivoire auprès de l'UNESCO	532 155 124	554 077 641	554 077 641
04011300234 Gérer la Paierie à l'UNESCO	27 303 613	35 303 613	35 303 613
04011300261 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la Côte d'Ivoire avec les organisations internationales en Suisse - Genève	1 013 288 126	1 028 688 126	1 028 688 126
04011300271 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la Côte d'Ivoire en France / Délégation Ivoirienne à Interpol (Lyon)	5 450 000	5 450 000	5 450 000
04011300288 Mettre en œuvre les activités liées aux relations de la Côte d'Ivoire auprès de la Francophonie	297 645 240	312 963 633	312 963 633
04011300314 Gérer la Paierie de la Représentation de Côte d'Ivoire auprès de l'Union Européenne	31 303 613	34 703 613	34 703 613

II.2.4 Programme 4 : Protocole d'Etat, affaires juridiques, consulaires et de l'état civil

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Protocole d'Etat, affaires juridiques, consulaires et de l'état civil	Action 4.1 : Coordination de la mise en œuvre des initiatives en matière du Protocole d'Etat
	Action 4.2 : Protection des réfugiés et apatrides
	Action 4.3 : Gestion des Affaires juridique, consulaire et de l'état civil

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Protocole d'Etat, affaires juridiques, consulaires et de l'état civil						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la qualité des services des privilèges et immunités diplomatiques et des corps assimilés	Nombre de pays nécessitant l'harmonisation dans l'application du principe de réciprocité	-	13	11	10	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGPE / DPI
	Taux de validation des demandes d'exonérations fiscales et douanières	70%	62%	65%	70%	(Nombre de dossiers relatifs aux demandes d'exonération fiscales et douanières validées / Nombre total de demandes d'exonération fiscales et douanières soumis à validation) X 100 Sources : Rapports d'activités DGPE / DPI
OS 2 : Améliorer la qualité du service des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil	Taux d'actes délivrés dans les délais	-	80%	85%	90%	(Nombre d'actes délivrés dans les délais / Nombre total de demandes d'actes) X 100 Source : Rapport d'activités DGAJCEC
	Nombre de projet d'accords traités et soumis à signature	-	85	90	95	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGAJCEC
	Taux de demandes d'entraides judiciaires traitées dans les délais	-	80%	85%	90%	(Nombre de demandes d'entraides judiciaires traitées dans les délais / Nombre total de demandes d'entraides judiciaires soumises) X 100 Source : Rapport d'activités DGAJCEC
OS 3 : Améliorer l'aide et l'assistance aux demandeurs d'asiles, aux réfugiés et aux apatrides	Proportion de personnes à risque d'apatridie et des apatrides assistées	-	45%	56%	83%	(Nombre de personnes à risque d'apatridie et des apatrides assistées / Nombre total de personnes à risque d'apatridie et des apatrides) X 100 Source : Rapport d'activités DAARA
	Proportion de demandeurs d'asile assistés	-	20%	30%	50%	(Nombre de demandeurs d'asile assistés / Nombre total de demandeurs d'asile) X 100 Sources : Rapports d'activités DGAJCEC / DAARA
	Proportion de réfugiés assistés	-	12%	15%	19%	(Nombre de réfugiés assistés / Nombre total de réfugiés reçus) X 100 Source : Rapport d'activités DAARA

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : PROTOCOLE D'ETAT, AFFAIRES JURIDIQUES, CONSULAIRES ET DE L'ETAT CIVIL	**348 000 000**	**408 000 000**	**408 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	348 000 000	408 000 000	408 000 000
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22073 Protocole d'Etat, affaires juridiques, consulaires et de l'état civil	**348 000 000**	**408 000 000**	**408 000 000**
2207301 Coordination de la mise en œuvre des initiatives en matière du Protocole d'Etat	**182 500 000**	**223 500 000**	**223 500 000**
2 Biens et services	182 500 000	223 500 000	223 500 000
78011300299 Traiter les questions de franchises, de privilèges et Immunités	32 000 000	45 000 000	45 000 000
78011300357 Organiser l'accueil et le cérémonial du Ministère	31 000 000	31 000 000	31 000 000
78011300368 Superviser les activités liées au Protocole d'Etat	45 000 000	45 000 000	45 000 000
78011300375 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie des Affaires Juridiques, Consulaires et de l'Etat Civil	50 000 000	55 000 000	55 000 000
78011300384 Organiser l'accueil et le cérémonial au niveau national (Président de la République et Présidents des Institutions)	24 500 000	47 500 000	47 500 000
2207302 Protection des réfugiés et apatrides	**97 500 000**	**108 500 000**	**108 500 000**
2 Biens et services	97 500 000	108 500 000	108 500 000
78011300359 Aider et secourir les réfugiés et apatrides	97 500 000	108 500 000	108 500 000
2207303 Gestion des Affaires juridique, consulaire et de l'état civil	**68 000 000**	**76 000 000**	**76 000 000**
2 Biens et services	68 000 000	76 000 000	76 000 000
78011300323 Suivre les négociations, la ratification et l'application des Conventions, Traités et Accords internationaux	36 000 000	36 000 000	36 000 000
78011300358 Produire les actes d'état civil des Ivoiriens de l'extérieur	32 000 000	40 000 000	40 000 000

SECTION 322 : MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

SECTION 322 : MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière d'Administration Générale

- l'absence d'un cadre unique de référence de gestion des systèmes d'information des finances publiques ;
- l'insuffisance de locaux au vu de l'accroissement des effectifs du personnel du Ministère ;
- le faible niveau d'opérationnalisation de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) ;
- la méconnaissance et le faible déploiement des outils de planification dans les structures du Ministère ;
- l'insuffisance de formation des points focaux sur la chaîne de PPPBSE ;
- le faible niveau de mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière ;
- l'accès limité des PME au financement ;
- l'augmentation considérable du nombre de litiges devant les juridictions du fait des structures étatiques, des fonctionnaires et agents de l'Etat ;
- l'insuffisance de collaboration entre l'AJE et certaines structures impliquées dans les litiges ;
- l'insuffisance dans la prise en charge et l'indemnisation des victimes d'Accidents de la Voie Publique (AVP) ;
- l'absence d'un système intégré de gestion des archives du Ministère ;
- l'insuffisance de ressources (matérielles, humaines et financières) pour la couverture nationale en audit, inspection et évaluation ;
- l'absence du contrôle financier dans les Collectivités Territoriales, les Districts Autonomes, Représentations Nationales à l'Extérieur et des Comptes Spéciaux du Trésor (CST) logés dans les Ministères ;
- la couverture insuffisante du territoire national par les services de la DCF ;
- la faible évaluation de la disponibilité des matières au sein des départements ministériels.

En matière de comptabilité publique

- la fragilité des systèmes financiers décentralisés et l'existence de structures informelles ;
- l'insuffisance de financement de la commande publique par le secteur bancaire ;
- la prolifération de structures illégales de collecte de l'épargne publique ;
- les risques de sécurité informatique (sauvegarde et cyber-attaques du système d'information) ;
- la couverture non intégrale du territoire national par les Trésoreries ;
- le faible niveau de couverture de la collecte des recettes non fiscales de l'Etat ;
- la multiplicité des applications dédiées au traitement de l'Information Comptable ;
- les tensions de trésorerie.

En matière douanière

- la couverture insuffisante des plans d'eau lagunaire et maritime en moyens nautiques, humains et en infrastructures ;
- l'insuffisance de moyens matériels stratégiques sur l'ensemble du territoire terrestre national ;
- la persistance de la fraude et de la contrebande ;
- l'insuffisance de maitrise des procédures de dédouanement par les usagers clients ;
- le faible niveau d'adaptation aux contraintes induites par les APE et la ZLECAF.

En matière fiscale

- l'absence d'interopérabilité des systèmes d'informations de la DGI et de ceux des autres administrations et entreprises partenaires ;
- la faiblesse des moyens dédiés au contrôle fiscal ;
- la persistance de la fraude et de l'économie informelle en lien avec le développement de l'économie numérique et de diverses stratégies d'évitement de l'impôt ;
- l'insuffisance de financement de certains projets de digitalisation ;
- la faible fiscalisation de certains secteurs d'activités ;
- la réduction de l'assiette fiscale par la multitude de mesures dérogatoires ;
- la faible couverture cadastrale des localités à l'intérieur du pays.
- l'incivisme fiscal.

En matière budgétaire

- l'appropriation insuffisante par certaines structures des nouveaux outils de gestion des programmes ;
- la non finalisation de l'élaboration des outils de gestion des Collectivités Territoriales en mode budget-programmes ;
- le déploiement insuffisant du Contrôle Interne Budgétaire et du Contrôle de Gestion dans les administrations publiques ;
- la non finalisation du Système Intégré de Gestion de la Comptabilité des Matières ;
- l'insuffisance du déploiement du dispositif de sécurité des véhicules de l'Etat.

En matière de marchés publics

- la faible appropriation par les acteurs des procédures et outils de passation des marchés publics ;
- le nombre important de recours aux procédures dérogatoires ;
- la faible connaissance des populations et des PME sur les questions relatives au système des marchés publics ;
- le non-respect des délais de passation et d'approbation des marchés par certains acteurs.

En matière de gestion des financements

- le durcissement des conditions financières en lien avec le resserrement des politiques monétaires et la saturation du marché sous-régional ;
- les tensions ponctuelles de trésorerie sur le marché financier régional ;
- la base relativement étroite des investisseurs régionaux pour les émissions de titres publics ;
- l'insuffisance d'appropriation des mécanismes de financement innovants par l'écosystème national (ESG …).

I.1.2. Réponses apportées

En matière d'Administration Générale

- la mise en œuvre du Système Unique de Gestion des Finances Publiques (SUGeFP) ;
- la mise en œuvre d'un projet de construction d'une seconde cité financière ;
- le renforcement de l'opérationnalisation de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) ;
- la désignation, la sensibilisation et la formation des points focaux sur la chaîne PPPBSE ;
- la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) 2019-2024 ;
- la conduite des opérations de la société de garantie des PME ;
- le renforcement des capacités du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Programme Economique Pour l'Innovation et la Transformation des Entreprises (PEPITE) ;
- la sensibilisation des structures étatiques, des fonctionnaires et agents de l'Etat sur les conséquences de leurs agissements susceptibles de conduire l'Etat à des réparations ;
- l'organisation de rencontres avec les directions des affaires juridiques et du contentieux de tous les ministères ;
- la poursuite de la construction des bureaux relais du FGA au sein des CHU et CHR ;
- la réalisation des états des lieux des archives de chaque département du Ministère ;
- l'amorce de la numérisation des archives historiques de la DDAP ;
- la poursuite de la réalisation d'audits, d'inspections et d'évaluations dans certaines administrations ;
- l'appui conseil et la mise en place du contrôle interne dans les programmes du Ministère des Finances et du Budget ;
- la réalisation des missions de prospection dans les Représentations Nationales à l'Extérieur à l'effet du déploiement des contrôleurs financiers ;
- le développement des outils du contrôle financier dans les Collectivités Territoriales, les Districts Autonomes et les Représentations à l'extérieur ;
- la construction d'une base de données des livrables de la commande publique ;
- la construction et la réhabilitation des services de Contrôle Financiers au niveau local ;
- la réalisation de la phase pilote du contrôle de la disponibilité des matières au sein des départements ministériels.

En matière de comptabilité publique

- la poursuite de la surveillance du secteur des SFD et la fermeture systématique des structures illégales ;
- la mise en œuvre du cadre permanent de concertation entre l'administration financière publique et l'APBEF-CI en ses points relatifs à la commande publique ;
- la prise des textes d'application du décret de généralisation de TrésorPay-TrésorMoney ;

- l’identification et la fermeture systématique des structures de collecte illégale de l’épargne publique ;
- le renforcement de la surveillance du secteur financier ;
- la mise en production effective du Centre Opérationnel de Sécurité (COS) ;
- la poursuite des projets de construction et de réhabilitation des postes comptables ;
- la régulation de la trésorerie de l’Etat ;
- la poursuite de l’identification des recettes de services au sein des Ministères ;
- la poursuite de la modernisation des outils de gestion de la comptabilité publique ;
- la poursuite de l’encadrement des avances de trésorerie.

En matière douanière

- la construction d'un quai d'accostage moderne ;
- le renforcement des équipements nautiques et des capacités des agents des douanes dans le domaine de la navigation ;
- l’acquisition de matériels roulants et de moyens de communication et autres équipements stratégiques ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des services chargés de la lutte contre la contrebande ;
- le renforcement du contrôle après dédouanement ;
- la modernisation des outils de gestion ;
- l’amélioration du suivi du transit de marchandises à travers l’interconnexion des systèmes d’information ;
- la poursuite de l’automatisation du système de dédouanement ;
- la réouverture de certains bureaux frontières, notamment sur la façade ouest du pays ;
- le renforcement et la modernisation des équipements avec l’installation progressive de scanners et de vidéo surveillance ;
- la connexion progressive de tous les bureaux au système informatisé de dédouanement ;
- la sécurisation et la simplification des procédures ;
- l’organisation des contrôles sur la base de l’analyse du risque ;
- la poursuite de la mise en œuvre du projet de refonte du système d’information ;
- la publication des guides officiels des procédures douanières ;
- la vulgarisation des procédures de dédouanement ;
- l'adoption du nouveau code des douanes ;
- les constructions, réhabilitations et extensions des bureaux et casernes des douanes.

En matière fiscale

- la mise en place de plateformes numériques d'échanges de données avec certaines administrations et entreprises partenaires ;
- la mise en place d'un dispositif de contrôle de flux et de taxation des Services de Télécommunication ;
- la mise en œuvre de l'administration digitalisée de la TVA et de la facture Normalisée Electronique ;
- la fiscalisation des plateformes de vente en ligne et des services numériques ;
- la réhabilitation et l'extension des locaux ainsi que la sécurisation des services de recouvrement de la Direction Générale des Impôts (DGI) ;
- la construction de nouveaux centres des impôts ;
- l'appui budgétaire pour le financement des projets de digitalisation ;
- la réforme de certaines natures d'impôts notamment l'impôt foncier, l'Impôt Synthétique (IS) et les Impôts sur les Traitements et Salaires (ITS) ;
- le développement de la fiscalité locale par la mise en place de partenariats à but fiscal et la création d'une direction dédiée ;
- la mise en œuvre de plans de rationalisation des exonérations en vue de l'élargissement de l'assiette ;
- l'extension du cadastrage aux chefs-lieux de département ;
- l'organisation de campagnes de sensibilisation au paiement de l'impôt et d'une journée porte ouverte sur l'impôt.

En matière budgétaire

- la finalisation des travaux du bâtiment annexe à la Tour F de la Cité financière ;
- la poursuite de l'organisation des formations des acteurs clés en central et en déconcentré à l'utilisation du SIGOBE ;
- la poursuite du renforcement des capacités des acteurs budgétaires sur les outils de gestion du budget-programmes ;
- la poursuite du développement du SIGOBE des collectivités ;
- la sensibilisation et la formation des acteurs sur le Contrôle Interne Budgétaire et le Contrôle de Gestion dans les administrations publiques ;
- la poursuite du développement des modules (entrée, suivi et sortie) du Système Intégré de Gestion de la Comptabilité des Matières ;
- la poursuite de la nomination des gestionnaires de patrimoine, du recensement des biens et de la prise des actes dans le cadre de la comptabilité des matières ;
- la création d'un service à la DRMGB chargé de la mise en œuvre du contrôle interne au sein de la DGBF ;
- la mise en place d'un cadre de collaboration avec la DGDDL ;
- la mise en place de la démarche qualité au sein de la Direction Générale du Budget et des Finances ;
- le suivi régulier de l'évolution de l'exécution budgétaire et des risques liés au respect des objectifs de solde budgétaire ;
- la géolocalisation de l'ensemble des véhicules administratifs ;
- l'encadrement des ministères dans la production de leurs Rapports Annuels de Performance ;
- la mise en place d'un cadre organique puis d'un canevas pour l'élaboration du document budget vert ;
- l'élaboration d'un cahier de charges du nouveau logiciel de traitement et paiement des salaires des Fonctionnaires et Agents de l'Etat.

En matière de marchés publics

- la poursuite de la formation des acteurs sur le SIGOMAP et la vulgarisation du Code des marchés publics ;
- la sensibilisation des acteurs au respect des procédures de passation de marchés ;
- l'encadrement des demandes de recours aux procédures dérogatoires ;
- la vulgarisation de l'information sur le système des marchés publics.

En matière de gestion des financements

- la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette publique ;
- l'acquisition du système intégré de gestion de la dette et de la trésorerie (QUANTUM) ;
- l'intensification des road show auprès des investisseurs institutionnels locaux et internationaux ainsi que des compagnies d'assurance et de réassurance ;
- l'adoption du décret n° 2024-957 du 30 octobre 2024, portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la plateforme sur la finance durable.

I.1.3. Défis et priorités

En matière d'Administration Générale

- la finalisation du processus de dématérialisation du Système de Gestion des Finances Publiques ;
- la rationalisation des développements de systèmes d'informations ;
- l'achèvement de la construction de la seconde cité financière ;
- la mise en œuvre effective de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) ;
- le renforcement de la coordination dans le cadre de la gestion des formations au sein du Ministère ;
- le déploiement des outils de la chaîne PPPBSE dans les structures du Ministère ;
- l'élaboration de la nouvelle Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) ;
- l'accélération de la mise en œuvre du PEPITE ;
- la mise en œuvre de l'action récursoire ;
- la mise en place d'un cadre de concertation avec les directions des affaires juridiques et du contentieux de tous les ministères et la vulgarisation des missions et du rôle de l'AJE ;
- la construction des bureaux relais du FGA dans tous les CHR et CHU sur l'ensemble du territoire national ;
- la construction des dépôts articulés d'archives ;
- l'équipement aux normes innovantes archivistiques ;
- le passage à l'échelle des missions d'audits, d'inspections et d'évaluations ;
- l'opérationnalisation effective du contrôle financier dans les Collectivités Territoriales, les Districts Autonomes et les Représentations à l'extérieur ;
- l'optimisation du Système d'Information Décisionnelle du Contrôle Financier (SID-CF) ;
- la déconcentration des services de Contrôle Financier ;
- la généralisation des missions d'évaluation de la disponibilité des matières.

En matière de comptabilité publique

- la couverture du territoire national par l'extension des missions de vérification et de contrôle des Systèmes Financiers Déconcentrés (SFD) et la formation des acteurs du secteur ;
- le renforcement du cadre de concertation Etat-APBEFCI et le règlement de la dette fournisseur dans les délais ;
- le déploiement de la plateforme de recouvrement électronique « TrésorPay-TrésorMoney » sur l'ensemble du territoire national ;
- la lutte contre la collecte illégale de l'épargne publique à travers une surveillance renforcée du secteur financier ;
- la mise à niveau du Centre Opérationnel de Sécurité au regard de l'évolution technologique ;
- la construction et l'opérationnalisation des Trésoreries créées mais non encore fonctionnelles sur l'ensemble du territoire national ;
- le renforcement de la mobilisation des ressources non fiscales ;
- la mise en place d'une application unique dédiée à la gestion du Système d'Information Comptable ;
- l'optimisation de la gestion des ressources mobilisées.

En matière douanière

- la poursuite du renforcement des capacités opérationnelles des services ;
- le renforcement des équipements de contrôle douaniers et de la surveillance ;
- la poursuite de la sécurisation du territoire douanier ;
- la poursuite de la simplification des procédures et la transformation digitale ;
- la poursuite de l'opérationnalisation du nouveau code des douanes ;
- la finalisation des projets de construction et de réhabilitation des infrastructures des bureaux des Douanes.

En matière fiscale

- l'interconnexion des systèmes d'informations de la DGI avec ceux des autres administrations et entreprises partenaires ;
- la maitrise des risques liés à la gestion de l'incivisme fiscal ;
- l'extension de la simplification des procédures et la digitalisation des processus ;
- le renforcement de la coopération fiscale internationale ;
- le logement de tous les services des impôts dans des bâtiments administratifs appropriés ;
- la poursuite de la digitalisation et la sécurisation des infrastructures informatiques et les données ;
- la mise en œuvre de la stratégie nationale de mobilisation des recettes à moyen terme ;
- la rationalisation des dépenses fiscales ;
- le renforcement du cadastrage et la maitrise du fichier parcellaire ;
- le renforcement du civisme fiscal.

En matière budgétaire

- l'équipement du bâtiment annexe à la Tour F de la Cité financière ;
- l'appropriation des nouveaux outils de gestion des programmes par toutes les structures ;
- la formation de l'ensemble des acteurs budgétaires sur le système d'information budgétaire et des outils de gestion ;
- la finalisation du développement du SIGOBE des Collectivités Territoriales ;
- l'implémentation du Contrôle Interne Budgétaire et du Contrôle de Gestion dans toutes les administrations publiques ;
- la finalisation du développement du Système Intégré de Gestion de la Comptabilité des Matières ;
- la finalisation de la prise des textes relatifs à la Comptabilité des Matières ;
- la mise en place du Contrôle Interne et le Contrôle de Gestion au niveau des programmes ;
- l'extension du SIGOBE et du budget-programmes aux Collectivités Territoriales ;
- le maintien de la certification à la norme ISO 9001 version 2015 ;
- le respect du solde budgétaire fixé par le Programme Economique et Financier (PEF) ;
- la poursuite de la géolocalisation des véhicules de l'Etat ;
- la poursuite de l'encadrement des ministères dans la production de leurs Rapports Annuels de Performance ;
- la production du budget vert à annexer à la loi de finances ;
- la mise en place d'un nouveau logiciel de traitement et paiement des salaires des Fonctionnaires et Agents de l'Etat.

En matière de marchés publics

- la finalisation de la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- la poursuite de la sensibilisation des acteurs au respect des procédures de passation de marchés ;
- la poursuite des réformes du système des marchés publics pour rassurer les acteurs en matière de transparence et d'équité ;
- la poursuite de la sensibilisation et la formation des acteurs.

En matière de gestion des financements

- le reprofilage de la dette extérieure ;
- l'achèvement de la phase pilote du projet QUANTUM ;
- la gestion proactive de la trésorerie ;
- la promotion des titres publics auprès des particuliers ;
- la poursuite de la diversification des sources de financement ;
- l'opérationnalisation de la plateforme sur la finance durable ;
- le maintien des efforts en matière de mobilisation des ressources sur le marché financier local.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la modernisation de l'administration financière ;
- le soutien au secteur privé et l'amélioration du climat des affaires ;
- la poursuite de la réforme du secteur financier ;
- la formulation et le pilotage efficace des politiques financières ;
- la mobilisation efficace des financements nécessaires à l'action gouvernementale ;
- l'optimisation des dépenses publiques.

I.2.2. Résultats stratégiques

- le Plan d'Actions Stratégiques (PAS) du Ministère est disponible, mis en œuvre et évalué régulièrement ;
- la gouvernance économique et financière est renforcée ;
- le secteur financier est supervisé ;
- la trésorerie est gérée de façon optimale ;
- l'information financière est disponible et fiable ;
- la comptabilité publique est conforme aux meilleures pratiques et normes internationales ;
- les recettes douanières sont accrues ;
- les recettes fiscales intérieures sont accrues ;
- la préparation, le suivi de l'exécution et la reddition des comptes du budget de l'État sont assurés ;
- la gouvernance des marchés publics est renforcée ;
- la mobilisation des financements est assurée ;
- la qualité de la signature de l'Etat de Côte d'Ivoire est maintenue.

I.3 Missions du ministère

Conformément aux dispositions du **décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 9, le Ministre des Finances et du Budget est chargé de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière financière, monétaire, budgétaire, douanière, fiscale, de gestion des marchés publics et de gestion statistique des finances publiques.

A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière financière :

- définition et mise en œuvre de la politique de financement de l'économie ;
- gestion de la liquidation des banques et des établissements financiers ;

- organisation, gestion et contrôle de la comptabilité publique et du trésor ;
- contrôle de la comptabilité matière de l'ensemble de l'Administration ;
- représentation de l'Etat dans les Conseils d'administration des banques et établissements financiers ;
- participation à la gestion de la liquidation des Etablissements Publics Nationaux, des Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation financière publique, des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques ;
- définition, mise en œuvre et suivi de la politique d'endettement ;
- gestion de la dette publique intérieure et extérieure ;
- coordination de toutes activités de mobilisation de financement au profit de l'Etat ;
- supervision de la négociation et du suivi des programmes économiques et financiers conclus avec les Institutions Financières internationales ;
- signature des accords et conventions à caractère économique et financier, notamment ceux concernant tous les concours financiers extérieurs, les contrats de prêt, les emprunts et les conventions à paiement différé contractés par l'Etat, les collectivités décentralisées, les Etablissements Publics Nationaux et les Sociétés d'Etat, en liaison avec le Ministre chargé du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques.

En matière monétaire :

- élaboration et application de la réglementation relative aux organismes publics et privés intervenant dans les domaines de la monnaie, du crédit, des opérations boursières, des changes, des assurances, et suivi de l'application des règles d'organisation et des orientations édictées en ces domaines ;
- suivi des relations avec les institutions d'émission monétaire ;
- suivi des relations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux à caractère monétaire ;
- représentation et défense des intérêts de l'Etat de Côte d'Ivoire dans les structures et organisations à caractère monétaire.

En matière budgétaire :

- préparation et présentation des projets de loi de Finances et des projets de loi de Règlement ;
- exécution du budget ;
- gestion financière du patrimoine administratif et du domaine de l'Etat, en liaison avec le Ministre chargé du Patrimoine de l'Etat et du Domaine de l'Etat ;
- participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger, en liaison avec les Ministres chargés du Patrimoine et des Affaires Etrangères ;
- participation aux négociations et signatures des accords et conventions à caractère économique et financier, notamment de ceux concernant tous les concours financiers extérieurs, les contrats de prêt, les emprunts et les conventions à paiement différé dont les titrisations, contractés par l'Etat et les collectivités décentralisées ;
- contrôle financier et budgétaire permanent des Administrations publiques et Etablissements Publics Nationaux et structures assimilées ;
- gestion des marchés publics, en liaison avec les Ministères et entités concernés ;
- gestion des commandes de matériel roulant de l'Administration et des entités publiques, en liaison avec les Ministères ;
- gestion et contrôle des abonnements de l'Etat.

En matière douanière :

- élaboration et mise en œuvre des projets de textes législatifs et réglementaires ;
- préparation et suivi des accords douaniers bilatéraux et multilatéraux ;
- recouvrement des recettes de porte et sécurisation du territoire économique national ;
- participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intégration Africaine, au suivi, à l'harmonisation et à la mise en œuvre des instruments douaniers d'intégration sous-régionale et africaine, notamment l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine (UA) et l'Accord de Partenariat Economique (APE) ;
- participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Intégration Africaine, à la définition, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des programmes communautaires en matière douanière.

En matière fiscale :

- élaboration et mise en œuvre de la politique, de la législation et de la réglementation fiscales et parafiscales ;
- mise en œuvre de la stratégie de mobilisation de recettes fiscales à court, moyen et long termes ;
- préparation, négociation et mise en œuvre des conventions fiscales internationales ;
- mise en œuvre de l'identifiant unique des entreprises ;
- conception, création et gestion du cadastre en zones urbaines et rurales ;
- conservation de la propriété foncière et des hypothèques ;
- recouvrement des recettes fiscales ;
- modernisation du contrôle fiscal ;
- gestion du contentieux de l'impôt ;
- promotion du civisme fiscal ;
- renforcement du partenariat avec le secteur privé.

En matière de gestion des Marchés Publics :

- élaboration et mise en œuvre des textes législatifs et réglementaires ;
- mise en œuvre de la politique d'amélioration de l'accès des PME/PMI à la commande publique ;
- autorisation des procédures dérogatoires en matière de Marchés Publics et de contrats de partenariat public-privé ;
- contrôle de la régularité des opérations de passation des Marchés Publics ;
- approbation des Marchés Publics suivant le seuil défini par le Code des Marchés Publics ;
- résiliation des Marchés Publics suivant le seuil défini par le Code des Marchés Publics ;
- production des statistiques.

En matière de gestion statistique des finances publiques :

- élaboration de tableaux sur les statistiques des finances publiques ;
- coordination du suivi de programmes économiques et financiers conclus avec les partenaires techniques et financiers.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Trésor et Comptabilité Publique
- Programme 3 : Douanes
- Programme 4 : Impôts
- Programme 5 : Budget
- Programme 6 : Marchés Publics
- Programme 7 : Gestion des Financements
- Programme 8 : Appui au contrôle des marchandises à l'importation
- Programme 9 : Prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (Prélèvement Communautaire de Solidarité - Prélèvement Communautaire de la CEDEAO)
- Programme 10 : Prélèvement à l'importation de l'Union Africaine (UA)
- Programme 11 : Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR)

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	- Cabinet du Ministre ; - Inspection Générale des Finances (IGF) ; - Direction des Affaires Financières (DAF) ; - Direction des Ressources Humaines (DRH) ; - Direction de la Documentation, des Archives et de la Publication (DDAP) ; - Direction du Contrôle Financier (DCF) ; - Direction de la Planification et du Suivi-Evaluation (DPSE) ; - Cellule de Coordination de la Politique Fiscale ;	- Autorité de Régulation des Jeux de Hasard (ARJH) ; - Commission Nationale du Fonds pour l'Environnement Mondial (CNFEM) ; - Fonds de Garantie Automobile (FGA) ; - Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) ; - Commission Nationale des Sanctions en matière de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (CNS-LBC/FT).	- Projet de construction de l'Institut des Finances (IDF) ; - Apporter un Appui à la Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire -Union Européenne ; - Projet PEPITE ; - Faire les audits et études du Ministère ; - Construire et équiper un immeuble R+2 au siège de la BLC/IGF ; - Projet de digitalisation du processus métier de planification du MFB ; - Projet de construction et équipement des dépôts articulés d'archives du Ministère (DDAP)	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	- Programme de Développement du Secteur Financier (PDESFI) ; - Comité Revue Système de Gestion des Finances Publiques ; - Country Policy and Institutional Assessment (CPIA); - Observatoire de la Qualité des Services Financiers de Côte d'Ivoire (OQSF-CI) ; - Comité de Suivi de l'Initiative « Compact with Africa » du G20 ; - Comité Monétaire, Economique et Financier (CMEF) ; - Comité de Mobilisation des Ressources Extérieures (COMOREX) ; - Service Courrier (Cabinet MFB) ; - Service Informatique (Cabinet MFB) ; - Service Communication (Cabinet MFB) ; - Cellule de suivi de l'Appui Budgétaire Régional (ABR) ; - Cellule de suivi du portefeuille des projets de la Banque Mondiale ; - Comité de coordination PLBC-FTPADM ; - Institut des Finances (IdF) ; - Cellule de suivi du fonds d'études ; - Cellule de coordination et de suivi des projets de la Zone Asie ; - Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP/MFB) ; - Gestionnaire du patrimoine ; - Agence Judiciaire de l'Etat (AJE) ; - Département des Affaires Générales de l'AJE ; - Département des Enquêtes et des Investigations de l'AJE ; - Département du Contentieux de l'AJE ; - Département du Conseil et des Etudes Juridiques de l'AJE ; - AJE Daloa ; - AJE Abengourou ; - AJE Bouaké ;		- Construire et réhabiliter les représentations du Contrôle Financier à l'échelon local ; - Construction du siège de la Direction du Contrôle Financier ; - Renforcement des outils de contrôle et mise en œuvre de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR)/ Volet contrôle des dépenses publiques ; - Réhabiliter les services de Contrôle Financier / DCF ; - Acquérir un terrain nu et réaliser des études pour la construction de seconde cité financière du Ministère ; - Mettre en œuvre le schéma directeur informatique de la Direction des Affaires Financières du Ministère ; - Ouvrir 14 bureaux relais du Fonds de Garantie Automobile (FGA) ; - Ouverture de 20 bureaux relais du Fonds de Garantie Automobile (FGA) ; - Gérer le Fonds Spécial dédié aux Etudes (Fonds d'Etudes) ; - Moderniser les processus de Gestion du patrimoine du MEF ; - Acquérir des bâtiments pour le compte de l'Agence Judiciaire de l'Etat ; - Mettre en place le Système Unique de Gestion des Finances Publiques (SUGEFP) ; - Projet d'Appui à la Gestion Economique et Financière/PAGEF ; - Coordonner le Projet d'Amélioration de la Gouvernance pour la Délivrance des Services de base aux citoyens (PAGDS) ; - Coordonner le Projet de Restructuration des banques et établissements financiers ; - Programme d'Amélioration du Climat des Affaires pour une Transformation Structurelle de l'Economie Ivoirienne (PACA-CI) ; - Mettre en œuvre le Projet d'Urgence Agricole (PUA) ; - Appuyer la gouvernance financière et mobiliser les ressources internes/3ème C2D Appui opérationnalisation systèmes contrôle de gestion et de la performance / DCF.	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	- Cellule Millenium Challenge Corporation (MCC) ; - Cellule Genre ; - Observatoire National pour la Compétitivité des Entreprises (ONCE) ; - Observatoire des Plaintes non juridictionnelles en matière Foncière ; - Agence de Promotion de l'Inclusion Financière (APIF) ; - Cellule de Suivi des Projets financés par Prêts Souverains ; (CSP-PS/AFD) ; - Cellule Financière du Programme 1 ; - Comité Technique d'Exécution du PEPITE ; - Cellule de Suivi du Financement et relation avec les Institutions Financières (CSFRIF) ; Contrôle Financier en Central et en région.			
Programme 2: Trésor et Comptabilité Publique	- Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) ; - Inspection Générale et Audit du Trésor (IGAT) ; - Observatoire de l'Ethique et de la Déontologie ; - Agence Comptable des Créances Contentieuses (ACCC) ; - Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT) ; - Direction des Etablissements de Crédit et des Finances Extérieures (DECFINEX) ; - Direction des Ressources Humaines (DRH) ; - Recette Générale des Finances (RGF) ; - Direction des Assurances (DA) ; - Paierie Générale de l'Enseignement (PGE) ; - Direction de la Comptabilité Publique (DCP) ; - Paierie Générale du Secteur Parapublic (PGSP) ; - Agences Comptable Centrale des Dépôts (ACCD) ; - Agence Principale ACCD ; - Guichets ACCD ;	- Comité Nationale de la Comptabilité (CNC) ; - Commission Nationale pour la Microfinance (CNM) ; - Comité de Promotion de la Bancarisation et des Moyens de Paiements (COSMOPA) ; - Groupe de Travail Flux capitaux privés ; - Comité National de Suivi du Rapatriement des Recettes d'Exportation (CNSRRE) ; - Cadre Permanent de Concertation Etat/APBEF-CI ; Comité de la Balance des Paiements.	- Construction de 22 postes comptables ; - Réhabilitation des postes comptables et autres services de la DGTCP ; - Modernisation et sécurisation du système d'information du Trésor Public ; - Élaboration et déploiement du SyGACUT phase 3 ; Assurer la qualité des comptes et des restitutions comptables.	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	- Direction de la Coordination Statistique (DCS) ; - Paierie Générale des Institutions (PGI) ; - Direction des Systèmes Financiers Décentralisés (DSFD) ; - Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP) ; - Direction de la Stratégie et du Développement Institutionnel (DSDI) ; - Direction des Moyens Généraux (DMG) ; - Direction de la Formation (DF) ; - Direction de la Documentation et des Archives (DDA) ; - Direction des Systèmes d'Information (DSI) ; - Direction de la Qualité et de la Normalisation (DQN) ; - Paierie Générale de la Dette Publique (PGDP) ; - Paierie Générale des Armées (PGA) ; - Paierie Générale des Affaires Economiques (PGAE) ; - Paierie Générale de la Santé (PGS) ; - Paierie Générale des Logements et Equipements Collectifs (PGLEC) ; - Paierie Générale de la Protection de l'Environnement (PGPE) ; - Paierie Générale de la Protection Sociale (PGPS) ; - Paierie Générale des Services Généraux de l'Administration Publique (PGSGAP) ; - Paierie Générale de l'Ordre et de la Sécurité Publics (PGOSP) ; - Paierie Générale des Sports, Loisirs, et de la Culture (PGSLC) ; - Paieries de Région ; - Paieries de District Autonome ; - Paieries à l'Etranger ; - Trésoreries Générales ; - Trésoreries Principales ; - Trésoreries ; - Agences Comptables EPN ;			

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	- Agences Comptables Projets ; - Antennes Régionales de l'Inspection du Trésor ; - Antennes Régionales de la Direction des Systèmes d'Information ; - Antennes Régionales de la Direction de la Documentation et des Archives ; - Commission Nationale pour la microfinance (CNM) ; - Banque des Dépôts du Trésor ; - Recettes Principales des Impôts ; - Recettes Principales des Douanes ; - Recettes des produits divers du Trésor ; - Postes Comptables Spéciaux ; - Agences Comptables des EPN ; Agences Comptables des Projets.			
Programme 3 : Douanes	- Direction Générale des Douanes ; - Inspection Générale des Douanes ; - Direction de la Réglementation et du Contentieux ; - Direction de l'Analyse du Risque, du Renseignement et de la Valeur ; - Direction des Ressources Humaines ; - Direction des Moyens Généraux ; - Direction de la Communication, de la Qualité et du Partenariat avec le secteur Privé ; - Direction des Enquêtes Douanières ; - Direction des Services Douaniers du Port et des Services Spéciaux ; - Direction des Services Aéroportuaires ; - Direction des Régimes Economiques ; - Direction des Systèmes d'Information ; - Direction des Statistiques et des Etudes Economiques ; - Recette Principale des Douanes ; - Direction de la Formation et de la Documentation ; - Directions Régionales (7) ; Groupe de Surveillance Financière (GSF).		- Réhabiliter les Bureaux des Douanes ; - Acquérir les Scanners/ Direction Générale des douanes ; - Construction de Bureau Douanes ; - Acquérir des serveurs (Refonte système d'information des Douanes) ; - Acquérir et installer les Services Radio / Douanes ; - Créer une Base Navale en Douane ; - Équiper la Direction Générale de Douanes / LPSI ; - Renforcer les équipements de transmission des Douanes / LPSI ; Réhabiliter les casernes et bureaux des Douanes / LPSI.	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4 : Impôts	- Direction Générale des Impôts - Inspection Générale des Services Fiscaux ; - Direction de la Législation, de la Coopération fiscale internationale et de la Documentation ; - Direction du Contentieux ; - Direction des Ressources Humaines ; - Direction de la Formation et du Renforcement des Capacités ; - Direction des Moyens Généraux et de l'Equipement ; - Direction de la Stratégie, des Etudes et des Statistiques fiscales ; - Direction des Systèmes d'Information ; - Direction des Grandes Entreprises ; - Direction des Moyennes Entreprises ; - Direction des Opérations d'Assiette ; - Direction des Vérifications Fiscales Nationales ; - Direction des Enquêtes, du Renseignement et de l'Analyse-Risque ; - Direction du Domaine, de la Conservation Foncière, de l'Enregistrement et du Timbre ; - Direction du Cadastre ; - Direction de la Communication, de la Qualité et de la Promotion du Civisme Fiscal ; - Direction de la Fiscalité Locale ; - Recette Générale des Impôts ; - Directions Régionales des Impôts (24) ; - Recettes Principales des Impôts (16) ; - Centre de Téléprocédures Fiscaux ; - Inspections Régionales des Services Fiscaux (11) ; - Conservations de la Propriété Foncière et des Hypothèques (29) ; - Brigades Régionales de Contrôle Fiscale ; - Services d'Assiette Impôts Divers ; - Services d'Assiette Impôts Fonciers ; - Recettes des Impôts Fonciers ; - Recettes des Impôts Divers ;		- Faire les travaux Cadastraux (DGI) ; - Réhabilitation des locaux de la DGI ; - Construire les locaux de la DGI ; Sécuriser les services de recouvrement de la DGI.	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	- Services du Domaine et de l'Enregistrement ; - Services de la Conservations foncière ; - Services du Cadastre ; - Recettes du Domaine et de l'Enregistrement ; Services Informatiques Régionaux.			
Programme 5 : Budget	- Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF) ; - Service Financier du Programme Budget ; - Cellule d'Information des Opérateurs Economiques (CELIOPE) ; - Centre Médical Traoré Seydou des Finances Générales ; - Cellule d'Evaluation et d'Audit des Dépenses Publiques (CEADP) ; - Direction des Politiques et Synthèses Budgétaires (DPSB) ; - Direction de la Solde (DS) ; - Direction de la Règlementation et de la Modernisation de la Gestion Budgétaire (DRMGB) ; - Direction des Ressources Humaines et des Moyens Généraux (DRHMG) ; - Direction de l'Administration du Système d'Exécution Budgétaire (DASEB) ; - Direction du Contrôle Budgétaire (DCB) ; - Direction Des Dépenses Centralisées de l'Etat et de la Comptabilité des Matières (DDCM) ; - Direction de la Formation, de la Documentation et de la Communication (DFDC) ; - Direction des Opérations des Collectivités Décentralisées (DOCD) ; - Direction des Systèmes d'Information Budgétaire (DSIB) ; - Direction du Budget de l'Etat (DBE) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Bounkani (Bouna) ;		- Réhabilitation de la Cité Financière ; - Réhabilitation de la Direction Générale du Budget et des Finances ; - Projet de refonte du système d'information budgétaire ; - Géolocaliser les véhicules de l'Etat ; - Extension de la Cité Financière ; - Construction des cités financières déconcentrées ; - Equiper les services en charge des Systèmes d'Information Budgétaire de la DGBF ; - Renforcer les infrastructures techniques de traitement de l'information de la DGBF / SIGOBE ; - Numériser les archives de la Solde ; - Mise en œuvre CDMT et GAR/DGBF ; - Equipement des Services du Système d'Exécution Budgétaire ; - Acquérir des Véhicules / Direction des Dépenses Centralisées de l'Etat et de la Comptabilité des Matières ; - Suivre l'exploitation du SIGESCOD et assister les acteurs des collectivités territoriales connectées ; - Suivre les projets informatiques transversaux de la DGBF / DSIB ; - Modernisation et mutualisation des réseaux informatiques et téléphoniques / DTI ; - Sécurisation et sauvegarde du système d'information budgétaire/DSIB ; - Projet de renforcement du suivi des opérations et d'amélioration de la gestion budgétaire/DBE ; - Appui à l'informatisation de la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF) ; - Prendre en charge les opérations d'investissement pour le compte de diverses Administrations ; - Coordonner les activités des structures déconcentrées ; - Mettre en œuvre la Comptabilité-Matière ; - Noeud Internet / SNDI ;	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	- Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Lôh-Djiboua (Divo) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région de la Nawa (Soubré) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Worodougou (Séguéla) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Hambol (Katiola) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région de la Mé (Adzopé) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Cavally (Guiglo) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région de San-Pédro (San-Pédro) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Tchologo (Ferkessédougou) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Haut-Sassandra (Daloa) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Gôh (Gagnoa) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Tonkpi (Man) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Kabadougou (Odienné) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Sud Comoé (Aboisso) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région de l' Agnéby-Tiassa (Agboville) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Gbêkê (Bouaké) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Bafing (Touba) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du N'Zi (Dimbokro) ;		- Système de Gestion des EPN/SNDI ; - Déconcentration SIB/SNDI ; - Mise en place du SIB / SNDI ; - Mettre en place le SIGOBE Institutions-Ambassades/SNDI ; Système Intégré de Gestion des Conférences et Missions Hors Côte d'Ivoire/SNDI.	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	- Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Poro (Korhogo) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Bélier (Yamoussoukro) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région du Gontougo (Bondoukou) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances de la Région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou) ; - Direction Régionale du Budget et des Finances d'Abidjan Sud (Cocody) ; Direction Régionale du Budget et des Finances d'Abidjan Nord (Yopougon).			
Programme 6: Marchés Publics	- Direction Générale des Marchés Publics ; - Direction de la Réglementation et des Régimes Particuliers ; - Direction des Procédures et Opérations ; - Direction des Systèmes d'Information ; - Direction de la Formation, de la Communication et de la Qualité ; - Direction des Statistiques et des Etudes ; - Directions Régionales des Marchés Publics (12) ; - Cellule de Gestion des Opérations du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) ; - Service des Ressources Humaines ; - Service Financier et des Moyens Généraux ; - Service Central du Courrier ; - Service social ; - Service des Relations Extérieures ; - Service de Traitement des Opérations Contractuelles.		- Projet de construction du siège de la Direction Générale des Marchés Publics/ DGMP ; - Dématérialiser les Marchés Publics (DEMAT/DGMP) ; Équipement de la Direction Générale des Marchés Publics.	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 7: Gestion des Financements	- Direction Générale des Financements ; - Direction de la Négociation et de la Mobilisation des Financements Privés et de Marché ; - Direction de la Négociation et de la Mobilisation des Financements Bilatéraux et Multilatéraux ; - Direction de la Trésorerie et de la Gestion de la Dette ; - Direction du Suivi et de l'Evaluation des Performances des Projets et Programmes ; - Direction de la Stratégie, de la Gestion des Risques et du Reporting ; - Direction des Systèmes d'Information ; Direction des Ressources Humaines et des Moyens Généraux.		- Projet d'opérationnalisation du - Schéma directeur du système d'information de la DGF	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Assurer le pilotage des activités du Ministère	**RS 1.1 :** Le Plan d'Actions Stratégiques (PAS) du Ministère est disponible et mis en œuvre	**IP 1.1.1 :** Taux de réalisation global du PAS du Ministère	(Nombre d'activités du PAS réalisées / Nombre d'activités du PAS prévues) x 100 Sources : Rapports d'activités Cabinet/DPSE
	RS 1.2 : La gouvernance économique et financière est renforcée	**IP 1.2.1 :** Taux de mise en œuvre des recommandations des missions d'audit	(Nombre de recommandations des missions d'audit mises en œuvre/ Nombre total de recommandations des missions d'audit formulées) x100 Source : Rapport annuel du comité de suivi des recommandations/IGF
OG 2 : Optimiser la gestion des ressources publiques et la supervision du secteur financier	**RS 2.1 :** Les financements nécessaires à l'action gouvernementale sont mobilisés	**IP 2.1.1 :** Taux de mobilisation des ressources publiques assignées au Trésor (fiscales et non fiscales)	(Montant des ressources publiques mobilisées / Montant des ressources publiques prévues) x100 Source : Rapport d'activités DGTCP
	RS 2.2 : Le secteur financier est supervisé	**IP 2.2.1. :** Taux d'exécution des programmes d'audit, de contrôle et d'inspection des structures (assurances, banques, SFD, etc.)	(Nombre de missions d'audit, de contrôle et d'inspection réalisées / Nombre de missions d'audit, de contrôle et d'inspection planifiées) x100 Source : Rapport d'activités IGAT
OG 3 : Accroître les recettes douanières	**RS 3.1 :** Les recettes douanières sont accrues	**IP 3.1.1 :** Taux de réalisation des objectifs de recettes douanières	(Recettes totales réalisées / Objectif de recettes) x100 Source : Rapport d'activités DGD
OG 4 : Mobiliser les ressources fiscales intérieures	**RS 4.1 :** Les recettes fiscales intérieures sont accrues	**IP 4.1.1 :** Taux de réalisation des objectifs de recettes fiscales	(Recettes totales réalisées / Objectif de recettes) x100 Source : Rapport d'activités DGI

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 5 : Assurer la préparation, le suivi de l'exécution et le règlement du budget de l'État	**RS 5.1 :** la préparation, le suivi de l'exécution et le règlement du budget de l'Etat sont assurés	**IP 5.1.1 :** Taux de production de documents budgétaires dans les délais constitutionnels	(Nombre de documents budgétaires produits dans les délais constitutionnels / Nombre de documents budgétaires prévus) x 100 Source : Rapport d'activités DGBF
		IP 5.1.2 : Taux d'exécution du budget de l'Etat	(Montant du budget exécuté / Montant du budget voté) x 100 Source : Loi de Règlement
OG 6 : Renforcer la gouvernance dans les marchés publics	**RS 6.1 :** La gouvernance des marchés publics est renforcée	**IP 6.1.1 :** Délai moyen de passation des marchés publics	Somme des délais par marché / Nombre total de marchés publics Sources : Rapport d'activités DGMP / CCM marchés Publics
OG 7 : Optimiser la gestion des financements	**RS 7.1 :** La mobilisation des financements est assurée	**IP 7.1.1 :** Taux de mobilisation de financements de marché	(Montant de financements de marché mobilisé / Montant de financements de marché prévu) x 100 Source : Rapport d'activités DGF
		IP 7.1.2 : Taux de financements bilatéraux et multilatéraux obtenus	(Montant de financements bilatéraux et multilatéraux obtenus / Montant total de financements bilatéraux et multilatéraux prévus) x 100 Source : Rapport d'activités DGF
	RS 7.2 : La qualité de la signature de l'Etat de Côte d'Ivoire est maintenue	**IP 7.2.1 :** Taux de remboursement de la dette intérieure	(Montant de la dette intérieure remboursé / Service de la dette intérieure dû) x 100 Source : Rapport d'activités DGF
		IP 7.2.2 : Taux de remboursement de la dette extérieure	(Montant de la dette extérieure remboursé / Service de la dette extérieure dû) x 100 Source : Rapport d'activités DGF

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**671 323 963 425**	**717 006 318 621**	**754 902 186 355**
1.1 Ressources Intérieures	**671 323 963 425**	**714 006 318 621**	**749 889 758 855**
1.1.1 Budget Etat	671 323 963 425	714 006 318 621	749 889 758 855
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**3 000 000 000**	**5 012 427 500**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	3 000 000 000	5 012 427 500
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
2. CHARGES	**671 323 963 425**	**717 006 318 621**	**754 902 186 355**
2.1 Personnel	**208 782 586 013**	**210 846 824 370**	**217 529 085 535**
2.1.1 Solde y compris EPN	208 782 586 013	210 846 824 370	217 529 085 535
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**97 826 533 986**	**100 974 060 207**	**103 362 694 812**
2.3 Transferts	**186 829 613 893**	**202 446 678 240**	**226 051 491 151**
2.4 Investissement	**177 885 229 533**	**202 738 755 804**	**207 958 914 857**
Trésor	*177 885 229 533*	*199 738 755 804*	*202 946 487 357*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*3 000 000 000*	*5 012 427 500*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Animation et coordination des activités du ministère
	Action 1.2: Information et communication
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.4: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.5: Gestion des contentieux de l'Etat
	Action 1.6: Contrôle de l'exécution du budget
	Action 1.7: Audit, inspection, évaluation et contrôle a posteriori de la dépense publique

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Assurer une meilleure animation et coordination des activités du Ministère	Taux de réalisation des activités du Plan d'Actions Opérationnel (PAO) du Ministère	80,19%	81%	82%	83%	(Nombre d'activités planifiées et réalisées / Nombre total d'activités planifiées) X 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
	Proportion de rapports trimestriels de suivi du PAO produits dans les délais	100%	100%	100%	100%	(Nombre de rapports produits dans les délais / Nombre de rapports règlementaires) X 100 Source : Rapport trimestriel Cabinet
OS2 Assurer la gestion des informations documentaires et la communication du Ministère	Proportion de documents numérisés	65%	90%	100%	-	(Nombre de documents numérisés / Nombre de documents disponibles dans le fonds d'archives de la DDAP) X 100 Source : Rapport d'activités DDAP-Logiciel ABCD
	Proportion de documents apurés dans le fonds d'archives	80%	100%	-	-	(Nombre cumulé de documents apurés / Nombre de documents disponibles dans le fonds d'archives de la DDAP) X 100 Source : Rapport d'activités DDAP-Logiciel ABCD
	Nombre de numéros de la Revue Économique et Financière Ivoirienne (REFI) publiés par année	03	04	04	04	Dénombrement Source : Rapport d'activités DDAP
OS3 : Assurer une meilleure gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'affectation des agents	87,6%	90%	93%	95%	(Nombre d'agents affectés / Nombre d'agents mis à disposition par la Fonction Publique) X 100 Source : Rapport d'activités DRH-SIGFAE
	Taux d'exécution du budget du programme	96,3%	70%	70%	70%	(Montant ordonnancé / Budget actuel) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux de réalisation des activités de suivi de l'exécution du budget du Ministère	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
OS4 : Améliorer la planification, le suivi-évaluation des activités et la production statistique du Ministère	Proportion de documents de planification et de programmation élaborés dans les délais	100%	100%	100%	100%	(Nombre de rapports transmis dans les délais / Nombre de rapports attendus) X1 00 Source : Rapport d'activités DPSE
	Proportion de documents de suivi-évaluation du PND produits et diffusés	100%	100%	100%	100%	(Nombre de rapports produits et diffusés / Nombre de rapports règlementaires) X 100 Sources : Rapport de mise en œuvre PND / Rapport d'activités DPSE
OS5 : Améliorer la gestion du contentieux, l'assistance juridique et la réparation des préjudices subis du fait des activités de l'Etat	Taux de représentation directe de l'Etat	100%	100%	100%	100%	(Nombre de représentation directe de l'Etat / Nombre de dossiers de contentieux judiciaires reçus pouvant faire l'objet de représentation directe) X 100 Source : Rapport d'activités annuel AJE

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS5 : Améliorer la gestion du contentieux, l'assistance juridique et la réparation des préjudices subis du fait des activités de l'Etat	Proportion d'avis juridique émis	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'avis juridiques émis / Nombre de demandes d'avis juridique reçus) X 100 Source : Rapport d'activités annuel AJE
	Proportion de projets de décisions pour les dossiers de réparation élaborés	100%	90%	90%	90%	(Nombre de projets de décisions pour les dossiers de réparation élaborés / Nombre de dossiers de réparations reçus) X 100 Source : Rapport d'activités annuel AJE
OS6 : Renforcer le contrôle de l'exécution du budget de l'Etat	Délai moyen de traitement des dossiers soumis au visa du CF	4.72 jours ouvrés	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés	5 jours ouvrés	Somme des délais de traitement des dossiers reçus / Nombre total de dossiers reçus Source : Rapport d'activités DCF
	Taux de traçabilité des livrables de la commande publique	10%	35%	60%	80%	(Nombre de livrables dont la disponibilité est évaluée / Nombre total de livrables de la période) x 100 Source : Rapport d'activités DCF
OS7 : Assurer la couverture nationale en matière d'audit, d'inspection et d'évaluation	Taux de réalisation des missions d'audit interne planifiées dans l'année	100%	95%	95%	95%	(Nombre de missions d'audit interne planifiées et réalisées / Nombre de missions d'audit interne planifiées dans l'année) X 100 Source : Rapport d'activités IGF
	Taux de réalisation des missions d'Inspection et d'évaluation planifiées dans l'année.	100%	95%	95%	95%	(Nombre de missions d'inspections et évaluations planifiées et réalisées / Nombre de missions d'inspection et d'évaluation planifiées dans l'année) X 100 Source : Rapport d'activités IGF

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**369 535 050 547**	**389 441 534 425**	**420 459 408 252**
Dépenses de personnel	205 098 569 516	207 162 807 873	213 845 069 038
Dépenses en biens et services	41 106 221 285	42 519 600 352	43 964 633 177
Transferts	14 286 036 864	14 573 886 020	14 885 820 651
Investissements	109 044 222 882	125 185 240 180	147 763 885 386
Trésor	*109 044 222 882*	*122 185 240 180*	*142 751 457 886*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*3 000 000 000*	*5 012 427 500*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21032 Administration Générale	**369 535 050 547**	**389 441 534 425**	**420 459 408 252**
2103201 Animation et coordination des activités du ministère	**35 814 181 578**	**36 209 602 983**	**83 132 661 731**
1 Personnel	**630 298 355**	**630 298 355**	**630 298 355**
78011201588 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers de Côte d'Ivoire (OQSF-CI)	155 819 661	155 819 661	155 819 661
78011201589 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat du Cabinet MEF	80 000 000	80 000 000	80 000 000
78011202042 Prendre en charge les cotisations sociales du personnel sous contrat DAF-MFB	47 269 452	47 269 452	47 269 452
78011202323 Prendre en charge le salaire du personnel sous contrat du Comité de Coordination PLBC-FTPADM	159 289 242	159 289 242	159 289 242
78011202473 Prendre en charge les primes et indemnités des membres de la Cellule Technique d'Exécution (CTE)	14 400 000	14 400 000	14 400 000
78011202537 Prendre en charge les indemnités liées aux revues du Programme Economique et Financier	173 520 000	173 520 000	173 520 000
2 Biens et services	**15 227 588 539**	**15 494 057 616**	**15 768 845 467**
78010200285 Prendre en charge la fourniture de licences Microsoft et services de support associés, dans le cadre du projet e-GOUV	4 400 000 000	4 400 000 000	4 400 000 000
78011100257 Gérer la Régie Convention BNETD / MBPE	64 170 528	66 095 644	68 078 513
78011201560 Faire le suivi du Fonds d'Etudes	41 200 000	42 268 809	43 369 681
78011201579 Mettre en œuvre le Programme de Développement du Secteur Financier (OQSF)	160 000 000	163 300 000	166 699 000
78011201580 Contribuer à l'accroissement de la performance dans la Mobilisation et l'utilisation des Ressources Extérieures (COMOREX)	66 950 000	68 585 000	70 269 050
78011201581 Coordonner et suivre les projets de la zone Asie	43 260 000	44 220 000	45 208 800
78011201584 Faire le suivi de l'Appui Budgétaire Régional (ABR)	25 750 000	26 419 408	27 108 899
78011201585 Élaborer, suivre et évaluer le plan d'actions stratégique du Ministère	44 120 819	45 444 444	46 807 777
78011201587 Mettre en œuvre le Programme de Développement du Secteur Financier (PDSFI)	40 000 000	41 200 000	42 436 000
78011201614 Suivre et coordonner les activités informatiques des structures du Ministère	90 000 000	92 700 000	95 481 000
78011201615 Prendre en charge les missions du Ministère en Côte d'Ivoire	130 000 000	133 900 000	137 917 000
78011201620 Coordonner les activités de passation des marchés Publics du MFB	116 000 000	119 480 000	123 064 400
78011201848 Appui à la formation de Gestion de la Politique Economique (GPE)	375 000 000	386 250 000	397 837 500
78011201869 Coordonner le suivi et la mise en œuvre du schéma directeur de la Réforme des Finances Publiques (CONAFIP)	1 800 000 000	1 854 000 000	1 909 620 000
78011201877 DGH / Marquage des produits pétroliers	2 000 000 000	2 060 000 000	2 121 800 000
78011201898 Prendre en charge les dépenses centralisées du CABINET - MEF	1 280 000 000	1 304 498 054	1 329 731 053
78011201929 Suivre et évaluer la compétitivité des entreprises (ONCE)	114 760 000	117 520 000	120 362 800
78011201930 Coordonner les Politiques de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux, le Financement du Terrorisme et la Prolifération des Armes de Destruction Massive (PLBC-FTPADM)	90 000 000	91 800 000	93 654 000
78011202021 Faire le suivi du Portefeuille des Projets de la Banque Mondiale	185 000 000	186 665 000	188 379 950
78011202031 Mener les réflexions stratégiques sur l'amélioration de la qualité des politiques et des institutions nationales (CPIA)	70 000 000	70 000 000	70 000 000
78011202034 Coordonner toutes les activités de mobilisation et de gestion des financements ainsi que les relations avec les Institutions Financières (CSFRIF)	41 200 000	42 126 190	43 080 165
78011202041 Prendre en charge les dépenses d'entretien de la Résidence du Ministre chargé de l'Economie et des Finances	4 000 000	4 120 000	4 243 600
78011202229 Coordonner les activités du programme Administration Générale	100 000 000	101 650 000	103 349 500

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21032 Administration Générale	**369 535 050 547**	**389 441 534 425**	**420 459 408 252**
78011202269 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière économique, monétaire et financière	90 000 000	92 700 000	95 481 000
78011202313 Animer le Comité Monétaire, Economique et Financier (CMEF)	17 928 376	18 033 376	18 466 227
78011202349 Suivre la mise en œuvre de l'Initiative "Compact with Africa" du G20 (Cs-Compact G20)	50 000 000	50 300 000	50 609 000
78011202471 Assurer la gouvernance du Programme Economique Pour l'Innovation et la Transformation des Entreprises (PEPITE)	215 400 000	219 192 000	223 097 760
78011202523 Renforcer les capacités opérationnelles du Cabinet	1 094 852 217	1 127 697 784	1 161 528 717
78011202546 Coordonner les activités des structures rattachées	306 000 000	312 510 000	319 215 300
78011202547 Coordonner les activités des structures de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	185 500 000	188 665 000	191 924 950
78011202548 Coordonner les activités des structures de la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF)	185 500 000	188 665 000	191 924 950
78011202549 Coordonner les activités des structures de la Direction Générale des Douanes (DGD)	175 500 000	178 365 000	181 315 950
78011202550 Coordonner les activités des structures de la Direction Générale des Impôts (DGI)	180 500 000	183 365 000	186 315 950
78011202551 Coordonner les activités des structures de la Direction Générale des Marchés Publics (DGMP)	189 500 000	192 665 000	195 924 950
78011202552 Coordonner les activités des structures de la Direction Générale des Financements (DGF)	197 500 000	200 755 000	204 107 650
78011202599 Coordonner les activités des cellules de la Stratégie de Mobilisation des Ressources à Moyen Terme (SRMT)	361 152 991	361 152 991	361 152 991
90011200003 Prendre en charge le fonctionnement de l'Observatoire des plaintes non juridictionnelles en matière foncière	226 000 000	232 780 000	239 763 400
90011200034 Millenium Challenge Corporation (MCC)	30 000 000	30 900 000	31 827 000
90011290143 Mener des actions sociales en faveur du personnel	50 000 000	51 500 000	53 045 000
90011290144 Coordonner l'élaboration du PIP et le PTA du Ministère	90 000 000	92 700 000	95 481 000
90011290145 Coordonner l'élaboration des rapports périodiques et des RAP du Ministère	74 000 000	76 220 000	78 506 600
90011290147 Organiser une journée d'hommage aux fonctionnaires admis à faire valoir leurs droits à la retraite	50 000 000	51 500 000	53 045 000
90011290148 Coordonner les activités préparatoires des conférences de performance	30 000 000	30 900 000	31 827 000
90011290150 Mettre en œuvre la politique sectorielle Genre	100 000 000	103 000 000	106 090 000
90011290208 Prendre en charge le fonctionnement du groupe de travail de la convention BNETD	46 843 608	48 248 916	49 696 384
3 Transferts	**6 456 294 684**	**6 585 247 012**	**6 733 517 909**
78011201559 Coordonner les activités du Fonds pour l'environnement mondial (CNFEM)	162 502 482	162 502 482	162 502 482
78011201583 Conserver et gérer de façon sécurisée les fonds publics et privés (CDC-CI)	4 000 000 000	4 120 000 000	4 243 600 000
78011201919 Promouvoir l'Inclusion Financière en Côte d'Ivoire (APIF)	103 090 923	106 183 651	109 369 160
78011201931 Analyser et traiter les Informations Financières faisant l'objet de déclaration de soupçon (CENTIF)	750 000 000	750 000 000	750 000 000
78011202254 Organiser la concertation autour des préoccupations du secteur privé (SE-CCESP)	730 381 279	730 381 279	730 381 279
78011202395 Réguler le secteur des jeux de Hasard	515 000 000	515 000 000	530 450 000
78011202598 Sanctionner les manquements en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	195 320 000	201 179 600	207 214 988
4 Investissements	**13 500 000 000**	**13 500 000 000**	**60 000 000 000**
Trésor	***13 500 000 000***	***13 500 000 000***	***60 000 000 000***
90046090173 Mettre en place le Système Unique de Gestion des Finances Publiques (SUGEFP)	2 000 000 000	2 000 000 000	18 500 000 000
90011290149 Faire les audits et études du Ministère	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
90011200079 Projet PEPITE	10 000 000 000	10 000 000 000	40 000 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21032 Administration Générale	**369 535 050 547**	**389 441 534 425**	**420 459 408 252**
2103202 Information et communication	**935 041 363**	**1 242 914 363**	**2 093 353 553**
2 Biens et services	**670 041 363**	**688 914 363**	**708 353 553**
78011201590 Mettre en œuvre le plan de communication du Ministère	417 500 000	430 025 000	442 925 750
78011201591 Gérer le courrier du Ministère	13 000 000	13 390 000	13 791 700
78011201933 Développer des solutions informatiques et faire la maintenance du parc informatique de la DAF	156 000 000	160 680 000	165 500 400
78011202255 Réaliser les activités de documentation et d'archivage	83 541 363	84 819 363	86 135 703
4 Investissements	**265 000 000**	**554 000 000**	**1 385 000 000**
Trésor	***265 000 000***	***554 000 000***	***1 385 000 000***
90011290210 Projet de construction et équipement des dépôts articulés d'archives du Ministère (DDAP)	265 000 000	554 000 000	1 385 000 000
2103203 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**324 385 013 219**	**332 710 754 893**	**327 371 319 079**
1 Personnel	**203 878 131 262**	**205 941 738 710**	**212 623 632 426**
78010200129 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du MEF/PDESFI	69 000 000	69 000 000	69 000 000
78010200269 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du MEF/ONCE	80 000 000	80 000 000	80 000 000
78011201568 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	101 699 396 288	103 849 866 477	110 522 499 891
78011201575 Prendre en charge le salaire du personnel de l'Institut des Finances	14 400 000	14 400 000	14 400 000
78011201576 Prendre en charge le salaire du personnel du Comité de Mobilisation des Ressources Extérieures (COMOREX)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
78011201713 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CENTIF	494 045 191	502 363 816	510 682 442
78011201716 Assurer la masse salariale des agents contractuels de la Direction des Affaires Financières (DAF)	158 460 000	39 408 000	39 408 000
78011201959 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CNFEM	55 926 324	56 867 999	57 809 675
78011201960 Prendre en charge le salaire du personnel de la Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire-Union Européenne	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78011202339 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du MEF/Suivi PADESFI	0	22 928 959	22 928 959
78011202633 Prendre en charge les mesures salariales	101 273 903 459	101 273 903 459	101 273 903 459
2 Biens et services	**21 026 222 491**	**22 057 139 947**	**23 107 912 616**
78011201566 Gérer les ressources humaines du MFB	223 861 499	227 747 387	231 749 851
78011201574 Suivre le patrimoine du Ministère	34 000 000	35 020 000	36 070 600
78011201592 Gérer la commande publique du Ministère (CPMP)	54 980 000	56 480 000	58 025 000
78011201596 Prendre en charge les dépenses centralisées DAF	895 800 000	1 059 884 006	1 071 038 906
78011201597 Traiter les dossiers de paiement des conventions d'assistance technique BNETD	96 080 189	97 162 595	98 277 473
78011201627 Suivre l'exécution du budget et centraliser les informations financières et administratives du Ministère	109 000 000	112 270 000	115 638 100
78011201847 Gérer le Catalogue des Mesures Nouvelles	90 000 000	92 700 000	95 481 000
78011201852 Favoriser l'amélioration de l'environnement du travail	109 090 923	109 105 923	109 121 373
78011201870 Coordonner les activités de préparation du budget du Ministère	341 900 000	352 157 000	362 721 710
78011201887 Prendre en charge les dépenses de la solde (Gestion des conférences et missions hors CI - MEF)	425 000 000	437 750 000	450 882 500
78011202024 Prendre en charge les dépenses relatives au Séminaires et Conférence en CI (MEF-DAF)	50 000 000	51 500 000	53 045 000
78011202043 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD - PAP	145 000 000	133 900 000	137 917 000
78011202044 Gérer les Immeubles du Stade I et II	1 212 800 964	1 219 314 993	1 255 894 443

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21032 Administration Générale	**369 535 050 547**	**389 441 534 425**	**420 459 408 252**
78011202148 Renforcer les capacités des agents du Ministère	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78011202177 Suivre l'exécution du budget et tenir la comptabilité budgétaire du Ministère	134 754 006	129 265 000	133 142 950
78011202178 Renforcer les capacités des agents des administrations économiques et financières	110 210 000	112 821 860	115 512 076
78011202329 Mettre en œuvre le dialogue de gestion entre les acteurs de la chaîne programmatique	60 000 000	61 800 000	63 654 000
78011202331 Prendre en charge les dépenses de la régie (convention BNETD MEF)	198 000 000	203 940 000	210 058 200
78011202379 Assurer le suivi de la performance des programmes	95 000 000	87 550 000	90 176 500
78011202381 Renforcer les capacités des acteurs budgétaires	195 000 000	149 350 000	153 830 500
78011202385 Elaborer la deuxième version du manuel de procédures de la Gestion des Ressources Humaines	50 000 000	51 500 000	53 045 000
78011202521 Equiper la DAAF	80 000 000	41 200 000	42 436 000
78011202522 Assurer le fonctionnement de la Fonction Financière du Ministère	92 000 000	94 760 000	97 602 800
78011202525 Organiser le séminaire bilan de la DAFP	70 000 000	72 100 000	74 263 000
78011202541 Gérer la Régie Convention BNETD/ IGF	211 800 000	218 154 000	224 698 620
78011202565 Administrer le Système de Management de la Qualité de la DAF	172 500 000	177 675 000	183 005 250
78011202600 Mettre en œuvre le Contrôle de Gestion	100 000 000	103 000 000	106 090 000
78011202602 Digitaliser les processus d'élaboration des outils de suivi de la performance à la DAF	50 000 000	51 500 000	53 045 000
78013200212 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	15 442 744 910	16 337 031 183	17 247 073 734
90011200021 Suivre la compatibilité des matières/DAF	76 700 000	79 001 000	81 371 030
90011290146 Identifier l'ensemble des postes de travail des structures du Ministère	50 000 000	51 500 000	53 045 000
3 Transferts	**5 561 542 180**	**5 662 834 362**	**5 767 165 309**
78011201565 Prendre en charge la rémunération des experts de la Convention BNETD/MEF	552 726 399	569 308 191	586 387 437
78011201569 Réaliser les transferts pour le compte de l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP)	2 000 000	2 060 000	2 121 800
78011201886 Prendre en charge les contributions de la Côte d'Ivoire au Fonds Mondial pour l'Environnement	100 000 000	103 000 000	106 090 000
78011201936 Réaliser les transferts pour le compte de la Convention d'Assistance Technique MEF/SNDI	734 035 758	756 056 831	778 738 536
78011201938 Prendre en charge la subvention au profit de la Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire-Union Européenne	576 009 005	593 289 275	611 087 953
78011202064 Réaliser les transferts pour le compte du Syndic de l'Immeuble SCIAM	1 825 136 104	1 825 136 104	1 825 136 104
78011202181 Gérer le Fonds de Garantie Automobile	360 000 000	360 000 000	360 000 000
78011202252 Prendre en charge les contributions de la Côte d'Ivoire à la Fondation pour Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF/Trust-Fund)	539 457 200	555 640 916	572 310 143
78011202270 Réaliser les transferts pour le compte du Fonds de Garantie des Emprunts du Conseil de l'Entente	501 839 804	516 894 998	532 401 848
78011202428 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire au budget de l'Alliance for Financial Inclusion (AFI)	12 187 838	12 553 473	12 930 077
78011202597 Prendre en charge les contributions de la Côte d'Ivoire à l'AFRITAC	358 150 072	368 894 574	379 961 411
4 Investissements	**93 919 117 286**	**99 049 041 874**	**85 872 608 728**
Trésor	***93 919 117 286***	***96 049 041 874***	***80 860 181 228***
90011290209 Ouverture de 20 bureaux relais du Fonds de Garantie Automobile (FGA)	61 880 000	276 645 600	449 656 200
90011290116 Appuyer la gouvernance financière et mobiliser les ressources internes/3ème C2D	2 081 079 070	5 000 000 000	0
90011290109 Mettre en œuvre le Projet d'Urgence Agricole (PUA)	200 041 306	174 662 694	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21032 Administration Générale	**369 535 050 547**	**389 441 534 425**	**420 459 408 252**
78011202567 Mettre en œuvre le schéma directeur informatique de la Direction des Affaires Financières du Ministère	422 950 000	233 450 000	0
78011202508 Moderniser les processus de Gestion du patrimoine du MEF	141 361 390	0	0
78011202421 Programme d'Amélioration du Climat des Affaires pour une Transformation Structurelle de l'Economie Ivoirienne (PACA-CI)	350 000 000	0	0
78011202322 Coordonner le Projet de Restructuration des banques et établissements financiers	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000
78011202253 Ouvrir 14 bureaux relais du Fonds de Garantie Automobile (FGA)	150 000 000	0	0
78011202114 Apporter un Appui à la Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire -Union Européenne	335 436 349	335 436 349	335 436 349
78011202067 Coordonner le Projet d'Amélioration de la Gouvernance pour la Délivrance des Services de base aux citoyens (PAGDS)	300 000 000	462 251 200	0
78011201953 Acquérir un terrain nu et réaliser des études pour la construction de seconde cité financière du Ministère	4 003 194 298	9 283 096 031	0
78011201595 Projet de construction de l'Institut des Finances (IDF)	523 174 873	283 500 000	75 088 679
78011201573 Projet d'Appui à la Gestion Economique et Financière/PAGEF	350 000 000	0	0
78011201572 Gérer le Fonds Spécial dédié aux Etudes (Fonds d'Etudes)	65 000 000 000	60 000 000 000	60 000 000 000
Financement extérieur	***0***	***3 000 000 000***	***5 012 427 500***
78011201573 Projet d'Appui à la Gestion Economique et Financière/PAGEF	0	3 000 000 000	5 012 427 500
2103204 Planification, programmation et suivi-évaluation	**339 163 000**	**354 799 940**	**209 743 878**
2 Biens et services	**200 000 000**	**204 799 940**	**209 743 878**
78011202062 Organiser la planification générale des activités du Ministère	120 000 000	122 399 940	124 871 878
78011202510 Coordonner les activités de Planification et de Statistiques du MBPE	80 000 000	82 400 000	84 872 000
4 Investissements	**139 163 000**	**150 000 000**	**0**
Trésor	***139 163 000***	***150 000 000***	***0***
78011202566 Projet de digitalisation du processus métier de planification du MFB	139 163 000	150 000 000	0
2103205 Gestion des contentieux de l'Etat	**581 320 692**	**542 550 316**	**554 116 823**
2 Biens et services	**531 320 692**	**542 550 316**	**554 116 823**
17011200100 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat de la circonscription de Bouaké	27 407 978	27 630 218	27 859 124
31011200109 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat de la circonscription de Daloa	39 197 345	39 773 266	40 366 464
61011200111 Gérer le contentieux, assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat de la circonscription d'Abengourou	27 494 078	27 718 902	27 950 467
78011201578 Réparer les préjudices subis du fait des activités de l'Etat	200 000	206 000	212 180
78011202402 Gérer les contentieux de l'Etat	37 750 000	38 882 500	40 048 975
78011202403 Assurer le conseil et l'assistance juridique de l'Etat	37 750 000	38 882 500	40 048 975
78011202404 Assurer la collecte d'information en vue de l'instruction des dossiers et du recouvrement des amendes judiciaires	134 750 000	135 882 500	137 048 975
78011202405 Gérer les ressources humaines et matérielles et le système d'information	37 750 000	38 882 500	40 048 975
78011202409 Assurer les missions de conseil et d'assistance en matière juridique et contentieux et garantir les droits et intérêts de l'Etat	189 021 291	194 691 930	200 532 688
4 Investissements	**50 000 000**	**0**	**0**
Trésor	***50 000 000***	***0***	***0***
78011202470 Acquérir des bâtiments pour le compte de l'Agence Judiciaire de l'Etat	50 000 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21032 Administration Générale	**369 535 050 547**	**389 441 534 425**	**420 459 408 252**
2103207 Contrôle de l'exécution du budget	**5 022 813 372**	**15 980 531 276**	**4 638 132 298**
1 Personnel	**516 194 800**	**516 194 800**	**516 194 800**
11011200087 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Bélier (Yamoussoukro)	3 064 800	3 064 800	3 064 800
11011200088 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier auprès du Département de Toumodi	3 198 400	3 198 400	3 198 400
14011200061 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures du N'Zi (Dimbokro)	3 500 000	3 500 000	3 500 000
15011200052 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier auprès du Département de Daoukro	3 500 000	3 500 000	3 500 000
16011200042 Assurer la masse salariale Contrôle Financier Département de Bongouanou	3 500 000	3 500 000	3 500 000
17011200112 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Vallée du Bandama (Bouaké)	2 304 000	2 304 000	2 304 000
18011200061 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier auprès du Département de Katiola	4 700 000	4 700 000	4 700 000
21083040278 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Haut-Sassandra (Daloa)	3 500 000	3 500 000	3 500 000
22011200021 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Bafing (Touba)	2 300 000	2 300 000	2 300 000
24011200036 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier auprès du Département de Ferkessédougou	3 500 000	3 500 000	3 500 000
25011200084 Assurer la masse salariale Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Poro (Korhogo)	3 500 000	3 500 000	3 500 000
26011200027 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier auprès du Département de Boundiali	500 000	500 000	500 000
28011200037 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier auprès du Département de Bouna	2 300 000	2 300 000	2 300 000
32011200084 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Gôh (Gagnoa)	1 324 800	1 324 800	1 324 800
35011200050 Assurer la masse salariale des services du Contrôle Financier des Préfectures de la Région de la Marahoué (Bouaflé)	3 500 000	3 500 000	3 500 000
36011200038 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Worodougou (Séguéla)	2 300 000	2 300 000	2 300 000
41011200100 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Tonkpi (Man)	8 900 000	8 900 000	8 900 000
42011200048 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier auprès du Département de Bloléquin	2 000 000	2 000 000	2 000 000
42011200068 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Cavally (Guiglo)	3 500 000	3 500 000	3 500 000
43011200041 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier auprès du Département de Duékoué	3 500 000	3 500 000	3 500 000
51011200039 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Lôh-Djiboua (Divo)	1 324 800	1 324 800	1 324 800
55011200056 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier des Préfectures de la Région de San-Pédro	3 000 000	3 000 000	3 000 000
56011200044 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier auprès du Département de Soubré	2 304 000	2 304 000	2 304 000
57011200026 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier auprès du Département de Sassandra	3 500 000	3 500 000	3 500 000
61011200072 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier du département d'Agnibilékro	3 000 000	3 000 000	3 000 000
61011200104 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier des Préfectures de la Région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	6 980 000	6 980 000	6 980 000
61011200129 Assurer la masse salariale du Contrôle financier de la Sous-préfecture de Niablé	3 480 000	3 480 000	3 480 000
62011200087 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Gontougo (Bondoukou)	1 914 000	1 914 000	1 914 000
71011200093 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier du Département d'Adiaké	3 500 000	3 500 000	3 500 000
71011200121 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier du Département de Grand-Bassam	3 000 000	3 000 000	3 000 000
71011200151 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier des Préfectures de la Région du Sud-Comoé (Aboisso)	4 200 000	4 200 000	4 200 000
76011200075 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier des Préfectures de la Région de l' Agnéby-Tiassa (Agboville)	3 500 000	3 500 000	3 500 000
76011200095 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier auprès du Département de Tiassalé-Sikensi	3 500 000	3 500 000	3 500 000
77011200058 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier de la Préfecture du Département d'Adzopé	3 500 000	3 500 000	3 500 000
78011201647 Assurer les charges salariales du CONAFIP / DCF	96 000 000	96 000 000	96 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21032 Administration Générale	**369 535 050 547**	**389 441 534 425**	**420 459 408 252**
78011201648 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier de la Sous-préfecture d'Anyama	3 500 000	3 500 000	3 500 000
78011201649 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier de la Sous-préfecture de Bingerville	5 400 000	5 400 000	5 400 000
78011201650 Assurer la masse salariale de la Direction du Contrôle Financier/Gestion des dépenses centralisées	289 600 000	289 600 000	289 600 000
78011202366 Assurer les charges salariales du Contrôle Financier auprès du Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques et du Projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan	3 600 000	3 600 000	3 600 000
79011200061 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier du département de Dabou	3 500 000	3 500 000	3 500 000
79011200065 Assurer la masse salariale du Contrôle Financier auprès du Département de Grand-Lahou	3 500 000	3 500 000	3 500 000
2 Biens et services	**3 451 048 200**	**3 532 138 170**	**3 615 660 840**
11011200069 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Toumodi	12 500 000	12 875 000	13 261 250
11011200092 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Bélier (Yamoussoukro)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
11011200102 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Didiévi	4 000 000	4 120 000	4 243 600
14011200051 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du N'Zi (Dimbokro)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
15011200042 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Daoukro	12 500 000	12 875 000	13 261 250
16011200034 Contrôler l'exécution du budget du Département de Bongouanou	12 500 000	12 875 000	13 261 250
17011200116 Contrôler l'exécution du budget du Département Bouaké 2	11 500 000	11 845 000	12 200 350
17011200123 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Gbêkê (Bouaké)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
18011200052 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Katiola	12 500 000	12 875 000	13 261 250
22011200029 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Bafing (Touba)	14 300 000	14 729 000	15 170 870
23011200035 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Kabadougou (Odienné)	13 700 000	14 111 000	14 534 330
24011200042 Contrôler l'exécution du budget auprès du département de Ferkessédougou	16 324 000	16 813 720	17 318 132
25011200067 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Poro (Korhogo)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
26011200038 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Boundiali	12 500 000	12 875 000	13 261 250
28011200045 Contrôler l'exécution du budget du Département de Bouna	12 500 000	12 875 000	13 261 250
31011200083 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Haut-Sassandra (Daloa)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
31011200084 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département d'Issia	4 000 000	4 120 000	4 243 600
32011200055 Contrôler l'exécution du budget du Département d'Oumé	12 500 000	12 875 000	13 261 250
32011200074 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Gôh (Gagnoa)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
35011200048 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région de la Marahoué (Bouaflé)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
35011200049 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Zuénoula	3 800 000	3 914 000	4 031 420
36011200029 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Worodougou (Séguéla)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
37011200019 Contrôler l'exécution du budget du Département de Mankono	11 500 000	11 845 000	12 200 350
41011200072 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Tonpki (Man)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
41011200073 Contrôler l'exécution du budget du Département de Danané	11 500 000	11 845 000	12 200 350
42011200047 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Cavally (Guiglo)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
42011200058 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Bloléquin	3 200 000	3 296 000	3 394 880
43011200031 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Duékoué	12 500 000	12 875 000	13 261 250
51011200037 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Lakota	11 500 000	11 845 000	12 200 350

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21032 Administration Générale	**369 535 050 547**	**389 441 534 425**	**420 459 408 252**
51011200038 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Lôh-Djiboua (Divo)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
55011200075 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région de San-Pédro	12 500 000	12 875 000	13 261 250
55011200082 Contrôler l'exécution du budget du Département de Tabou	11 500 000	11 845 000	12 200 350
56011200051 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Soubré	13 200 000	13 596 000	14 003 880
57011200033 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Sassandra	12 500 000	12 875 000	13 261 250
61011200089 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Moyen-Comoé (Abengourou)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
61011200098 Contrôler l'exécution du budget du Département d'Agnibilékro	12 500 000	12 875 000	13 261 250
62011200056 Contrôler l'exécution du budget du Département de Tanda	11 500 000	11 845 000	12 200 350
62011200077 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Gontougo (Bondoukou)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
71011200091 Contrôler l'exécution du budget du Département d'Adiaké	12 500 000	12 875 000	13 261 250
71011200092 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région du Sud-Comoé (Aboisso)	17 300 000	17 819 000	18 353 570
71011200113 Contrôler l'exécution du budget du Département de Grand-Bassam	12 500 000	12 875 000	13 261 250
71011200134 Contrôler l'exécution du budget auprès de la Sous-préfecture de Bonoua	4 000 000	4 120 000	4 243 600
76011200074 Contrôler l'exécution du budget des Préfectures de la Région de l'Agnéby Tiassa (Agboville)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
76011200096 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Tiassalé-Sikensi	12 500 000	12 875 000	13 261 250
76011200107 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département d'Azaguié	2 800 000	2 884 000	2 970 520
77011200055 Contrôler l'exécution du budget des préfectures de la Région de la Mé (Adzopé)	12 500 000	12 875 000	13 261 250
78011201630 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201631 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Eaux et Forêts	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201633 Coordonner et animer les structures du contrôle financier	267 375 000	275 396 250	283 658 138
78011201634 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201635 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201636 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201637 Contrôler l'exécution du budget dans la Sous-préfecture d'Anyama	12 500 000	12 875 000	13 261 250
78011201638 Contrôler l'exécution du budget des Hautes Institutions	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201639 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201641 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Agriculture	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201642 Contrôler l'exécution du budget du Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201643 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Eaux et Forêts	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201644 Prendre en charge les dépenses centralisées de la Direction du Contrôle Financier (DCF)	2 148 049 200	2 190 049 200	2 233 309 200
78011201651 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201652 Contrôler l'exécution du budget du Ministère du Commerce , de l'Industrie et de la Promotion des PME	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201653 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201871 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Entretien et de l'Equipement Routier	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201903 Contrôler l'exécution du budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201954 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	10 000 000	10 300 000	10 609 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21032 Administration Générale	**369 535 050 547**	**389 441 534 425**	**420 459 408 252**
78011201955 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Fonction Publique	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201956 Contrôler l'exécution du budget du Ministère du Tourisme	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201957 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201958 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Transports	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011202035 Contrôler l'exécution du budget du Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011202036 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011202188 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011202192 Prendre en charge les dépenses centralisées des services des contrôleurs financiers d'Abidjan 1 et 2	2 000 000	2 060 000	2 121 800
78011202260 Contrôler l'exécution du budget dans la Préfecture d'Abidjan 1	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011202261 Contrôler l'exécution du budget de la Sous-préfecture de Bingerville	12 500 000	12 875 000	13 261 250
78011202262 Contrôler l'exécution du budget du Ministère du Plan et du Développement	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011202278 Contrôler l'exécution du budget de la zone de la Préfecture d'Abidjan 2	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011202293 Opérationnaliser et prendre en charge 18 nouveaux services de contrôle financier	12 500 000	12 875 000	13 261 250
78011202316 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de l'Economie et des Finances	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011202317 Contrôler l'exécution du budget du Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011202334 Contrôler l'exécution du budget du Ministère du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011202342 Contrôler l'exécution du budget du Ministère des Sports	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011202357 Contrôler l'exécution du budget du Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat	12 500 000	12 875 000	13 261 250
78011202358 Contrôler l'exécution du Budget du Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011202359 Contrôler l'exécution du Budget du Projet WACA (Programme d'Investissement de Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest)	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011202360 Contrôler l'exécution du budget de la Préfecture d'Abidjan 3	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011202372 Contrôler l'exécution du budget du projet de gestion intégrée du bassin versant du gourou à Abidjan	10 000 000	10 300 000	10 609 000
79011200047 Contrôler l'exécution du budget du Département de Dabou	12 500 000	12 875 000	13 261 250
79011200048 Contrôler l'exécution du budget auprès du Département de Grand-Lahou	12 500 000	12 875 000	13 261 250
90011200019 Opérationnaliser le dispositif du Contrôle Financier auprès des Collectivités Territoriales	75 500 000	77 765 000	80 097 950
90011200059 Déployer les services du Contrôle Financier sur toute l'étendue du territoire national	10 000 000	10 300 000	10 609 000
90011290129 Assurer la gestion des missions de terrain de la Direction du Contrôle Financier	5 000 000	5 150 000	5 304 500
4 Investissements	**1 055 570 372**	**11 932 198 306**	**506 276 658**
Trésor	***1 055 570 372***	***11 932 198 306***	***506 276 658***
90011290211 Appui à l'opérationnalisation des systèmes de contrôle de gestion et de la performance/ DCF	200 000 000	250 000 000	250 000 000
78011202057 Renforcement des outils de contrôle et mise en œuvre de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR)/ Volet contrôle des dépenses publiques	256 276 658	256 276 658	256 276 658
78011202037 Construction du siège de la Direction du Contrôle Financier	500 000 000	11 425 921 648	0
78011201645 Construire et réhabiliter les représentations du Contrôle Financier à l'échelon local	99 293 714	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21032 Administration Générale	**369 535 050 547**	**389 441 534 425**	**420 459 408 252**
2103208 Audit, inspection, évaluation et contrôle a posteriori de la dépense publique	**2 457 517 323**	**2 400 380 654**	**2 460 080 890**
1 Personnel	**73 945 099**	**74 576 008**	**74 943 457**
78013300521 Prendre en charge les salaires du personnel de l'Inspection Générale des Finances - PM	66 945 099	67 516 282	67 848 947
78013300557 Prendre en charge les salaires du personnel de l'IGF/Comité de suivi des recommandations des services de contrôle et d'inspection	7 000 000	7 059 726	7 094 510
3 Transferts	**2 268 200 000**	**2 325 804 646**	**2 385 137 433**
78013300434 Transférer les crédits à l'IGF / Fonds d'appui	348 045 113	348 045 113	348 045 113
78013300435 Transférer les crédits à L'IGF / CONAFIP	380 000 000	391 400 000	403 142 000
78013300529 Transférer les crédits à l'IGF/Comité de suivi des remboursements des crédits de TVA	30 524 913	31 440 660	32 383 880
78013300540 Contrôler le bon fonctionnement des Services Rattachés, des Directions Centrales et Services Extérieurs, des Etablissements Publics Nationaux sous tutelle économique et financière du Premier Ministre, Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget	657 434 974	677 158 023	697 472 764
78013300541 Transférer à l'IGF / Brigade de lutte contre la corruption	221 995 000	228 654 850	235 514 496
78013300542 Transférer les crédits à l'IGF / Comité de suivi des recommandations des services de contrôle et d'Inspection	40 000 000	41 200 000	42 436 000
78013300586 Transférer à l'IGF / Comité d'identification des recettes non fiscales	22 000 000	22 660 000	23 339 800
78013300650 Inspection Générale des Finances - PM / Audit Interne	568 200 000	585 246 000	602 803 380
4 Investissements	**115 372 224**	**0**	**0**
Trésor	***115 372 224***	***0***	***0***
78013300656 Construire et équiper un immeuble R+2 au siège de la BLC/IGF	115 372 224	0	0

II.2.2 Programme 2 : Trésor et Comptabilité Publique

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Trésor et Comptabilité Publique	Action 2.1: Coordination des activités du programme
	Action 2.2: Réalisation des études, collecte et production des données statistiques économiques et financières
	Action 2.3: Mobilisation des ressources, règlement des dépenses et tenue de la comptabilité publique
	Action 2.4: Règlementation et surveillance du secteur financier

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Trésor et Comptabilité Publique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Optimiser la gestion des ressources publiques	Taux de mobilisation des ressources publiques assignées au Trésor (fiscales et non fiscales)	156,03%	100%	100%	100%	(Montant des ressources publiques mobilisées / Montant des ressources publiques prévues) x100 Source : Rapport d'activités DCS-Etat Statistique des recettes fiscales et non fiscales DCS
	Taux de T23 conforme à la procédure d'émission	100%	100%	100%	100%	(Nombre de T23 respectant la procédure d'émission / Nombre total de T23 émis) X 100 Sources : Rapports d'activités ACCT / DCP
	Taux d'apurement de la dette fournisseurs échue	80%	80%	80%	80%	(Montant total payé des factures échues des fournisseurs / Montant total des factures échues des fournisseurs) X 100 Source : Etats statistiques PGSGAP
OS2 : Superviser le secteur financier	Proportion de banques et établissements financiers n'ayant pas d'irrégularités majeures	92,4%	80%	80%	80%	(Nombre de banques et établissements financiers n'ayant pas d'irrégularités majeures / Nombre total de banques et établissements financiers) x 100 Source : Rapport d'activités DECFINEX
	Taux de rapatriement des recettes d'exportation	79,8%	75%	80%	85%	(Montant total des recettes d'exportation encaissées via la BCEAO / Montant total des recettes d'exportation) X 100 Sources : Note de conjoncture bancaire / Rapport d'activités DECFINEX
	Proportion de compagnies d'assurance n'ayant pas d'irrégularités majeures	82,86%	80%	80%	80%	(Nombre de compagnies d'assurance sans irrégularités majeures / Nombre total de compagnies d'assurance) X 100 Source : Rapport d'activités DA
	Proportion des systèmes financiers décentralisés respectant les obligations règlementaires	97,6%	90%	90%	90%	(Nombre de SFD respectant les obligations réglementaires / Nombre de SFD assujettis) X 100 Source : Rapport d'activités DSFD
	Taux d'exécution des programmes d'audit, de contrôle et d'inspection des structures (assurances, banques, SFD, etc.)	99,86%	95%	95%	95%	(Nombre de missions réalisées / Nombre de missions prévues) X 100 Source : Rapport d'activités IGAT
OS3 : Assurer la production des statistiques de finances publiques et le suivi du Programme Economique et Financier	Plancher sur le solde budgétaire global (dons compris)	-2 093,7	-1 906,4	-2 072,1	-2 251,8	Recettes totales + Dons - Dépenses totales Source : Rapport d'activités DCS
	Plancher pour les recettes fiscales de l'Etat	7 271,8	9 774,9	11 081,1	12 611,3	Recettes fiscales (DGI, DGTCP, DGD) + Recettes affectées + TVA sur exonérations Source : Rapport d'activités DCS
	Plafond pour les dépenses exécutées par procédure d'avances de trésorerie	389,9	534,5	641,5	762,9	10% X (Dépenses totales -Salaires - Prestations sociales - Subventions et Transferts -Dépenses financées sur ressources extérieures - Intérêts de la dette - Autres dépenses non antérieurement prises en compte) Source : Rapport d'activités DCS

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : TRESOR ET COMPTABILITE PUBLIQUE	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
Dépenses de personnel	261 703 754	261 703 754	261 703 754
Dépenses en biens et services	5 566 720 404	5 715 315 031	5 853 891 906
Transferts	0	0	0
Investissements	7 018 902 228	10 521 076 481	16 288 159 657
Trésor	*7 018 902 228*	*10 521 076 481*	*16 288 159 657*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
2203401 Coordination des activités du programme 2	**5 000 000**	**5 150 000**	**5 304 500**
2 Biens et services	**5 000 000**	**5 150 000**	**5 304 500**
90011290188 Mettre en œuvre le Schéma Directeur de la Réforme des Finances Publiques (CONAFIP)/DCSSPEF/DGTCP	5 000 000	5 150 000	5 304 500
2203409 Réalisation des études, collecte et production des données statistiques économiques et financières	**20 000 000**	**20 600 000**	**21 001 700**
2 Biens et services	**20 000 000**	**20 600 000**	**21 001 700**
78011202210 Collecter, traiter les données statistiques du trésor public et suivre le programme économique et financier	20 000 000	20 600 000	21 001 700
2203412 Mobilisation des ressources, règlement des dépenses et tenue de la comptabilité publique	**10 933 736 622**	**14 534 072 922**	**20 389 451 380**
1 Personnel	**29 200 000**	**29 200 000**	**29 200 000**
78011201695 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Comité National de Suivi du Rapatriement des Recettes d'Exportation (CNSRRE)	19 200 000	19 200 000	19 200 000
78011202105 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Comité de Promotion de la Bancarisation et des Moyens de Paiements (COSMOPA)	10 000 000	10 000 000	10 000 000
2 Biens et services	**3 885 634 394**	**3 983 796 441**	**4 072 091 723**
11011200072 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de Yamoussoukro	5 000 000	5 150 000	5 242 700
11011200073 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Tiébissou	5 000 000	5 150 000	5 188 625
11011200074 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Yamoussoukro	6 000 000	6 180 000	6 365 400
11011200086 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Yamoussoukro	2 000 000	2 060 000	2 121 800

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
11011200094 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Toumodi	2 000 000	2 060 000	2 090 900
11011200101 Régler les dépenses de la Région du Bélier	5 000 000	5 150 000	5 281 325
11011200106 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Didiévi	5 000 000	5 150 000	5 304 500
11011200112 Régler les dépenses Publiques de Yamoussoukro	3 500 000	3 605 000	3 682 250
11011200113 Régler les dépenses Publiques de Toumodi	3 500 000	3 605 000	3 682 250
11011200119 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Yamoussoukro	3 500 000	3 605 000	3 713 150
11011200120 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Yamoussoukro	8 500 000	8 755 000	9 017 650
11011200121 Recouvrer les recettes publiques de Yamoussoukro	4 500 000	4 635 000	4 696 800
11011200122 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Toumodi	8 500 000	8 755 000	9 002 200
11011200123 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Toumodi	3 500 000	3 605 000	3 635 900
11011200124 Recouvrer les recettes publiques de Toumodi	4 500 000	4 635 000	4 774 050
14011200041 Régler les dépenses de la Région du N'Zi	5 000 000	5 150 000	5 265 875
14011200052 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Bocanda	5 000 000	5 150 000	5 265 875
14011200058 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Dimbokro	2 000 000	2 060 000	2 121 800
14011200064 Régler les dépenses Publiques de Dimbokro	3 500 000	3 605 000	3 713 150
14011200066 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Dimbokro	3 500 000	3 605 000	3 713 150
14011200067 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Dimbokro	8 500 000	8 755 000	8 816 800
14011200068 Recouvrer les recettes publiques de Dimbokro	4 500 000	4 635 000	4 774 050
15011200034 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Prikro	5 000 000	5 150 000	5 227 250
15011200043 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de M'Bahiakro	5 000 000	5 150 000	5 265 875
15011200045 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Daoukro	2 000 000	2 060 000	2 121 800
15011200046 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune d'Ettrokro	5 000 000	5 150 000	5 265 875
15011200051 Régler les dépenses de la Région de l'Iffou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
15011200053 Régler les dépenses Publiques de Daoukro	3 500 000	3 605 000	3 682 250
15011200054 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Daoukro	8 500 000	8 755 000	8 832 250
15011200055 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Daoukro	3 500 000	3 605 000	3 713 150
15011200056 Recouvrer les recettes publiques de Daoukro	4 500 000	4 635 000	4 774 050
16011200035 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de M'Batto	5 000 000	5 150 000	5 304 500
16011200043 Régler les dépenses de la Région du Moronou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
16011200044 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune d'Arrah	5 000 000	5 150 000	5 304 500
16011200052 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Bongouanou	2 000 000	2 060 000	2 121 800
16011200053 Régler les dépenses Publiques de Bongouanou	3 500 000	3 605 000	3 697 700
16011200054 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Bongouanou	8 500 000	8 755 000	9 017 650

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
16011200055 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Bongouanou	3 500 000	3 605 000	3 682 250
16011200056 Recouvrer les recettes publiques de Bongouanou	4 500 000	4 635 000	4 727 700
17011200078 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Bodokro	3 000 000	3 090 000	3 159 525
17011200079 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Sakassou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
17011200080 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Djébonoua	3 000 000	3 090 000	3 136 350
17011200081 Régler les dépenses de la Région du Gbêkê	5 000 000	5 150 000	5 281 325
17011200082 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Béoumi	5 000 000	5 150 000	5 304 500
17011200083 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Diabo	3 000 000	3 090 000	3 182 700
17011200084 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Botro	5 000 000	5 150 000	5 304 500
17011200101 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Bouaké	2 000 000	2 060 000	2 121 800
17011200102 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Bouaké	5 000 000	5 150 000	5 265 875
17011200125 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au Trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Botro	2 000 000	2 060 000	2 121 800
17011200127 Régler les dépenses Publiques de Bouaké Sud	3 500 000	3 605 000	3 682 250
17011200128 Régler les dépenses Publiques de Bouaké Nord	3 500 000	3 605 000	3 635 900
17011200129 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Bouaké Nord	8 500 000	8 755 000	9 002 200
17011200131 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Bouaké Sud	8 500 000	8 755 000	9 002 200
17011200133 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Bouaké Sud	3 500 000	3 605 000	3 713 150
17011200134 Recouvrer les recettes publiques de Bouaké Sud	4 500 000	4 635 000	4 727 700
17011200135 Recouvrer les recettes publiques de Bouaké Nord	4 500 000	4 635 000	4 774 050
17011200136 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Bouaké Nord	3 500 000	3 605 000	3 713 150
17011200140 Gérer le système informatique de la zone de Bouaké	4 000 000	4 120 000	4 243 600
18011200041 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Tafiré	3 000 000	3 090 000	3 182 700
18011200042 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Satama-Sokoro	3 000 000	3 090 000	3 182 700
18011200043 Régler les dépenses de la Région du Hambol	5 000 000	5 150 000	5 258 150
18011200044 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Niakaramadougou	5 000 000	5 150 000	5 188 625
18011200053 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Satama-Sokoura	3 000 000	3 090 000	3 159 525
18011200054 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Fronan	3 000 000	3 090 000	3 182 700
18011200057 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Boniérédougou	3 000 000	3 090 000	3 113 175
18011200063 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Katiola	2 000 000	2 060 000	2 121 800
18011200064 Régler les dépenses Publiques de Dabakala	3 500 000	3 605 000	3 682 250
18011200065 Régler les dépenses Publiques de Katiola	3 500 000	3 605 000	3 713 150
18011200066 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Dabakala	3 500 000	3 605 000	3 605 000
18011200067 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Dabakala	8 500 000	8 755 000	9 017 650
18011200068 Recouvrer les recettes publiques de Dabakala	4 500 000	4 635 000	4 650 450

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
18011200069 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Katiola	8 500 000	8 755 000	9 017 650
18011200071 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Katiola	3 500 000	3 605 000	3 682 250
18011200073 Recouvrer les recettes publiques de Katiola	4 500 000	4 635 000	4 696 800
22011200026 Régler les dépenses de la Région du Bafing	5 000 000	5 150 000	5 304 500
22011200027 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Borotou	5 000 000	5 150 000	5 227 250
22011200032 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Touba	2 000 000	2 060 000	2 121 800
22011200033 Régler les dépenses Publiques de Touba	3 500 000	3 605 000	3 713 150
22011200034 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Touba	3 500 000	3 605 000	3 713 150
22011200035 Tenir les comptes publics et parapublics produire le compte de gestion de Touba	8 500 000	8 755 000	9 002 200
22011200036 Recouvrer les recettes publiques de Touba	4 500 000	4 635 000	4 774 050
23011200036 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Tiémé	3 000 000	3 090 000	3 159 525
23011200037 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Samatiguila	5 000 000	5 150 000	5 304 500
23011200053 Régler les dépenses de la Région de Kabadougou	5 000 000	5 150 000	5 289 050
23011200054 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Seydougou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
23011200057 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public d'Odienné	2 000 000	2 060 000	2 121 800
23011200058 Régler les dépenses Publiques d'Odienné	3 500 000	3 605 000	3 713 150
23011200059 Régler les dépenses Publiques de Madinani	3 500 000	3 605 000	3 666 800
23011200062 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion d'Odienné	8 500 000	8 755 000	9 017 650
23011200063 Contrôler et assister les postes rattachés et les regies de la circonscription financière d'Odienné	3 500 000	3 605 000	3 713 150
23011200064 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Madinani	8 500 000	8 755 000	9 017 650
23011200065 Recouvrer les recettes publiques d'Odienné	4 500 000	4 635 000	4 696 800
23011200066 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Madinani	3 500 000	3 605 000	3 713 150
23011200067 Recouvrer les recettes publiques de Madinani	4 500 000	4 635 000	4 696 800
23011200074 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Tiémé	2 000 000	2 060 000	2 121 800
24011200032 Régler les dépenses de la Région du Tchologo	5 000 000	5 150 000	5 304 500
24011200038 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Ouangolodougou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
24011200043 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Kong	5 000 000	5 150 000	5 265 875
24011200051 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Ferkessédougou	2 000 000	2 060 000	2 090 900
24011200052 Régler les dépenses Publiques de Ferkessédougou	3 500 000	3 605 000	3 713 150
24011200053 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Ferkessédougou	8 500 000	8 755 000	9 017 650
24011200054 Recouvrer les recettes publiques de Ferkessédougou	4 500 000	4 635 000	4 696 800
24011200055 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Ferkessédougou	3 500 000	3 605 000	3 713 150
24011200058 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Niellé	3 000 000	3 090 000	3 159 525

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
25011200068 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Korhogo	6 000 000	6 180 000	6 312 870
25011200069 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Sinématiali	5 000 000	5 150 000	5 304 500
25011200070 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Dikodougou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
25011200071 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de M'Bengué	5 000 000	5 150 000	5 304 500
25011200072 Régler les dépenses de la Région du Poro	5 000 000	5 150 000	5 304 500
25011200096 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Korhogo	2 000 000	2 060 000	2 121 800
25011200097 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Karakoro	5 000 000	5 150 000	5 227 250
25011200098 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Napié	5 000 000	5 150 000	5 304 500
25011200106 Régler les dépenses Publiques de Korhogo	3 500 000	3 605 000	3 682 250
25011200108 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Korhogo	8 500 000	8 755 000	8 816 800
25011200109 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Korhogo	3 500 000	3 605 000	3 713 150
25011200110 Recouvrer les recettes publiques de Korhogo	4 500 000	4 635 000	4 774 050
25011200115 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de M'Bengué	2 000 000	2 060 000	2 121 800
25011200116 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Dikodougou	2 000 000	2 060 000	2 106 350
25011200117 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Napié	2 000 000	2 060 000	2 121 800
26011200028 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Gbon	3 000 000	3 090 000	3 182 700
26011200029 Régler les dépenses de la Région de la Bagoué	5 000 000	5 150 000	5 281 325
26011200043 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Kouto	5 000 000	5 150 000	5 304 500
26011200044 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Boundiali	2 000 000	2 060 000	2 121 800
26011200048 Régler les dépenses Publiques de Tengrela	3 500 000	3 605 000	3 713 150
26011200049 Régler les dépenses Publiques de Boundiali	3 500 000	3 605 000	3 697 700
26011200050 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Tengrela	3 500 000	3 605 000	3 713 150
26011200051 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Boundiali	3 500 000	3 605 000	3 605 000
26011200052 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Tengrela	8 500 000	8 755 000	9 002 200
26011200053 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Boundiali	8 500 000	8 755 000	8 986 750
26011200054 Recouvrer les recettes publiques de Tengrela	4 500 000	4 635 000	4 650 450
26011200055 Recouvrer les recettes publiques de Boundiali	4 500 000	4 635 000	4 774 050
26011200056 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Gbon	2 000 000	2 060 000	2 121 800
27011200016 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Tienko	3 000 000	3 090 000	3 182 700
27011200018 Régler les dépenses de la Région du Folon	5 000 000	5 150 000	5 258 150
27011200019 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Tienko	2 000 000	2 060 000	2 121 800

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
27011200022 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droits publics de Kaniasso	2 000 000	2 060 000	2 121 800
27011200024 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Kaniasso	5 000 000	5 150 000	5 188 625
27011200025 Régler les dépenses Publiques de Minignan	3 500 000	3 605 000	3 697 700
27011200026 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Minignan	3 500 000	3 605 000	3 713 150
27011200027 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Minignan	8 500 000	8 755 000	9 002 200
27011200028 Recouvrer les recettes publiques de Minignan	4 500 000	4 635 000	4 774 050
27011200029 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Kaniasso	2 000 000	2 060 000	2 121 800
28010100001 Régler les dépenses de la Région du Bounkani	5 000 000	5 150 000	5 234 975
28011200030 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Doropo	5 000 000	5 150 000	5 304 500
28011200038 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Bouna	2 000 000	2 060 000	2 121 800
28011200041 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Nassian	5 000 000	5 150 000	5 265 875
28011200044 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Téhini	5 000 000	5 150 000	5 304 500
28011200048 Régler les dépenses Publiques de Bouna	3 500 000	3 605 000	3 713 150
28011200050 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Bouna	8 500 000	8 755 000	9 002 200
28011200051 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Bouna	3 500 000	3 605 000	3 635 900
28011200052 Recouvrer les recettes publiques de Bouna	4 500 000	4 635 000	4 774 050
31011200086 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Daloa	5 000 000	5 150 000	5 282 870
31011200087 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Vavoua	5 000 000	5 150 000	5 227 250
31011200104 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public d'Issia	2 000 000	2 060 000	2 106 350
31011200108 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Saïoua	5 000 000	5 150 000	5 304 500
31011200117 Régler les dépenses de la Région du haut-Sassandra	5 000 000	5 150 000	5 258 150
31011200118 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Daloa	2 000 000	2 060 000	2 106 350
31011200127 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Gboguhé	5 000 000	5 150 000	5 304 500
31011200132 Régler les dépenses Publiques de Daloa	3 500 000	3 605 000	3 697 700
31011200133 Régler les dépenses Publiques d'Issia	3 500 000	3 605 000	3 713 150
31011200136 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Daloa	3 500 000	3 605 000	3 713 150
31011200137 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Daloa	8 500 000	8 755 000	9 017 650
31011200138 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière d'Issia	3 500 000	3 605 000	3 635 900
31011200139 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion d'Issia	8 500 000	8 755 000	9 002 200
31011200140 Recouvrer les recettes publiques de Daloa	4 500 000	4 635 000	4 774 050
31011200141 Recouvrer les recettes publiques d'Issia	4 500 000	4 635 000	4 758 600
32011200056 Régler les dépenses de la Région du Gôh	5 000 000	5 150 000	5 281 325
32011200057 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune d'Ouragahio	5 000 000	5 150 000	5 304 500

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
32011200058 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Guibéroua	5 000 000	5 150 000	5 227 250
32011200077 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Gagnoa	2 000 000	2 060 000	2 121 800
32011200086 Régler les dépenses Publiques de Gagnoa	3 500 000	3 605 000	3 713 150
32011200087 Régler les dépenses Publiques d'Oumé	3 500 000	3 605 000	3 697 700
32011200089 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Gagnoa	8 500 000	8 755 000	9 002 200
32011200090 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion d'Oumé	8 500 000	8 755 000	9 017 650
32011200091 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Gagnoa	3 500 000	3 605 000	3 682 250
32011200092 Recouvrer les recettes publiques de Gagnoa	4 500 000	4 635 000	4 727 700
32011200093 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière d'Oumé	3 500 000	3 605 000	3 713 150
32011200094 Recouvrer les recettes publiques d'Oumé	4 500 000	4 635 000	4 650 450
35011200051 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Bouaflé	2 000 000	2 060 000	2 060 000
35011200052 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Bonon	3 000 000	3 090 000	3 159 525
35011200058 Régler les dépenses de la Région de la Marahoué	5 000 000	5 150 000	5 281 325
35011200071 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Zuénoula	5 000 000	5 150 000	5 304 500
35011200074 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Zuenoula	2 000 000	2 060 000	2 121 800
35011200075 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Sinfra	2 000 000	2 060 000	2 121 800
35011200076 Régler les dépenses Publiques de Sinfra	3 500 000	3 605 000	3 666 800
35011200077 Régler les dépenses Publiques de Bouaflé	3 500 000	3 605 000	3 697 700
35011200078 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Sinfra	8 500 000	8 755 000	9 002 200
35011200079 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Bouaflé	8 500 000	8 755 000	9 002 200
35011200080 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Sinfra	3 500 000	3 605 000	3 713 150
35011200081 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Bouaflé	3 500 000	3 605 000	3 713 150
35011200082 Recouvrer les recettes publiques de Sinfra	4 500 000	4 635 000	4 696 800
35011200083 Recouvrer les recettes publiques de Bouaflé	4 500 000	4 635 000	4 774 050
35011200086 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bonon	2 000 000	2 060 000	2 121 800
36011200039 Régler les dépenses de la Région du Worodougou	5 000 000	5 150 000	5 304 500
36011200043 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Séguéla	2 000 000	2 060 000	2 109 440
36011200045 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Kani	5 000 000	5 150 000	5 265 875
36011200047 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Worofla	3 000 000	3 090 000	3 159 525
36011200048 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Massala	3 000 000	3 090 000	3 159 525
36011200050 Régler les dépenses Publiques de Séguéla	3 500 000	3 605 000	3 713 150
36011200051 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Séguéla	3 500 000	3 605 000	3 635 900

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
36011200052 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Séguéla	8 500 000	8 755 000	9 002 200
36011200053 Recouvrer les recettes publiques de Séguéla	4 500 000	4 635 000	4 727 700
37011200020 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Dianra	2 000 000	2 060 000	2 109 440
37011200022 Régler les dépenses de la Région de Béré	5 000 000	5 150 000	5 304 500
37011200028 Régler les dépenses Publiques de Mankono	3 500 000	3 605 000	3 666 800
37011200029 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Mankono	8 500 000	8 755 000	8 955 850
37011200030 Contrôler et assister les postes rattachés et les regies de la circonscription financière de Mankono	3 500 000	3 605 000	3 713 150
37011200031 Recouvrer les recettes publiques de Mankono	4 500 000	4 635 000	4 774 050
37011200032 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Mankono	2 000 000	2 060 000	2 121 800
37020100001 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Dianra	5 000 000	5 150 000	5 304 500
41011200076 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Sangouiné	3 000 000	3 090 000	3 182 700
41011200077 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de Man	6 000 000	6 180 000	6 312 870
41011200092 Régler les dépenses de la Région du Tonpki	5 000 000	5 150 000	5 304 500
41011200096 Recouvrer les recettes, régler les dépenses de l'Etat, tenir la comptabilité, coordonner les activités de l'ensemble des services du trésor public de la circonscription financière de Zouan-Hounien	5 000 000	5 150 000	5 242 700
41011200097 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Man	2 000 000	2 060 000	2 106 350
41011200110 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Bin-Houyé	5 000 000	5 150 000	5 265 875
41011200115 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Danané	2 000 000	2 060 000	2 121 800
41011200117 Régler les dépenses Publiques de Man	3 500 000	3 605 000	3 713 150
41011200118 Régler les dépenses Publiques de Danané	3 500 000	3 605 000	3 713 150
41011200119 Régler les dépenses Publiques de Biankouma	3 500 000	3 605 000	3 713 150
41011200121 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Man	3 500 000	3 605 000	3 713 150
41011200122 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Man	8 500 000	8 755 000	8 832 250
41011200123 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Biankouma	3 500 000	3 605 000	3 713 150
41011200124 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Biankouma	8 500 000	8 755 000	9 017 650
41011200125 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Danané	8 500 000	8 755 000	8 832 250
41011200126 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Danané	3 500 000	3 605 000	3 682 250
41011200127 Recouvrer les recettes publiques de Man	4 500 000	4 635 000	4 774 050
41011200128 Recouvrer les recettes publiques de Biankouma	4 500 000	4 635 000	4 774 050
41011200129 Recouvrer les recettes publiques de Danané	4 500 000	4 635 000	4 774 050
41011200134 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Biankouma	2 000 000	2 060 000	2 121 800
42011200049 Régler les dépenses de la Région du Cavally	5 000 000	5 150 000	5 304 500

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
42011200067 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Guiglo	2 000 000	2 060 000	2 121 800
42011200073 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Bloléquin	5 000 000	5 150 000	5 265 875
42011200075 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Toulepleu	2 000 000	2 060 000	2 121 800
42011200076 Régler les dépenses Publiques de Toulepleu	3 500 000	3 605 000	3 713 150
42011200077 Régler les dépenses Publiques de Guiglo	3 500 000	3 605 000	3 713 150
42011200078 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Toulepleu	3 500 000	3 605 000	3 713 150
42011200080 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Toulepleu	8 500 000	8 755 000	9 017 650
42011200081 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Guiglo	8 500 000	8 755 000	9 017 650
42011200082 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Guiglo	3 500 000	3 605 000	3 713 150
42011200083 Recouvrer les recettes publiques de Toulepleu	4 500 000	4 635 000	4 696 800
42011200084 Recouvrer les recettes publiques de Guiglo	4 500 000	4 635 000	4 774 050
43011200032 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Facobly	5 000 000	5 150 000	5 304 500
43011200033 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Bangolo	5 000 000	5 150 000	5 265 875
43011200034 Régler les dépenses de la Région du Guémon	5 000 000	5 150 000	5 281 325
43011200042 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Duékoué	2 000 000	2 060 000	2 090 900
43011200043 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Kouibly	5 000 000	5 150 000	5 304 500
43011200048 Régler les dépenses Publiques de Duékoué	3 500 000	3 605 000	3 713 150
43011200049 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Duékoué	8 500 000	8 755 000	9 017 650
43011200050 Contrôler et assister les postes rattachés et les regies de la circonscription financière de Duékoué	3 500 000	3 605 000	3 635 900
43011200051 Recouvrer les recettes publiques de Duékoué	4 500 000	4 635 000	4 696 800
43011200053 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bangolo	2 000 000	2 060 000	2 106 350
43011200054 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Kouibly	2 000 000	2 060 000	2 106 350
51011200041 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Guitry	5 000 000	5 150 000	5 265 875
51011200042 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Hiré	5 000 000	5 150 000	5 188 625
51011200043 Régler les dépenses de la Région du Lôh-Djiboua	5 000 000	5 150 000	5 304 500
51011200050 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Divo	2 000 000	2 060 000	2 121 800
51011200055 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Lakota	5 000 000	5 150 000	5 227 250
51011200058 Régler les dépenses Publiques de Divo	3 500 000	3 605 000	3 697 700
51011200059 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Divo	3 500 000	3 605 000	3 713 150
51011200060 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Divo	8 500 000	8 755 000	9 017 650
51011200061 Recouvrer les recettes publiques de Divo	4 500 000	4 635 000	4 774 050
55011200057 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone de San-Pédro	6 000 000	6 180 000	6 365 400

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
55011200058 Régler les dépenses de la Région de San-Pédro	5 000 000	5 150 000	5 258 150
55011200083 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de San-Pédro	2 000 000	2 060 000	2 121 800
55011200084 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Tabou	5 000 000	5 150 000	5 227 250
55011200088 Régler les dépenses Publiques de San-Pédro	3 500 000	3 605 000	3 713 150
55011200089 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de San-Pédro	3 500 000	3 605 000	3 682 250
55011200090 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de San-Pédro	8 500 000	8 755 000	9 017 650
55011200091 Recouvrer les recettes publiques de San-Pédro	4 500 000	4 635 000	4 681 350
55011200096 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Tabou	2 000 000	2 060 000	2 106 350
56011200035 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Soubré	2 000 000	2 060 000	2 106 350
56011200036 Régler les dépenses de la Région du Nawa	5 000 000	5 150 000	5 304 500
56011200045 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Guéyo	5 000 000	5 150 000	5 304 500
56011200046 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Méagui	5 000 000	5 150 000	5 227 250
56011200049 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Buyo	5 000 000	5 150 000	5 265 875
56011200050 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Grand-Zatry	3 000 000	3 090 000	3 159 525
56011200055 Régler les dépenses Publiques de Soubré	3 500 000	3 605 000	3 697 700
56011200056 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Soubré	8 500 000	8 755 000	9 017 650
56011200057 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Soubré	3 500 000	3 605 000	3 713 150
56011200058 Recouvrer les recettes publiques de Soubré	4 500 000	4 635 000	4 758 600
57011200027 Régler les dépenses de la Région du Gbôklê	5 000 000	5 150 000	5 242 700
57011200028 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Sassandra	2 000 000	2 060 000	2 106 350
57011200032 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Fresco	5 000 000	5 150 000	5 304 500
57011200040 Régler les dépenses Publiques de Sassandra	3 500 000	3 605 000	3 713 150
57011200041 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Sassandra	8 500 000	8 755 000	8 832 250
57011200042 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière Sassandra	3 500 000	3 605 000	3 713 150
57011200043 Recouvrer les recettes publiques de Sassandra	4 500 000	4 635 000	4 774 050
61011200074 Régler les dépenses de la Région de l'Indénié-Djuablin	5 000 000	5 150 000	5 304 500
61011200075 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public d'Agnibilékro	2 000 000	2 060 000	2 106 350
61011200076 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abengourou	6 000 000	6 180 000	6 356 130
61011200105 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Bettié	5 000 000	5 150 000	5 304 500
61011200108 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Niablé	5 000 000	5 150 000	5 304 500
61011200114 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public d'Abengourou	2 000 000	2 060 000	2 121 800
61011200116 Régler les dépenses Publiques d'Agnibilékro	3 500 000	3 605 000	3 713 150

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
61011200117 Régler les dépenses Publiques d'Abengourou	3 500 000	3 605 000	3 713 150
61011200120 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion d'Abengourou	8 500 000	8 755 000	9 002 200
61011200121 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière d'Abengourou	3 500 000	3 605 000	3 635 900
61011200122 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion d'Agnibilékro	8 500 000	8 755 000	9 002 200
61011200123 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière d'Agnibilékro	3 500 000	3 605 000	3 682 250
61011200125 Recouvrer les recettes publiques d'Abengourou	4 500 000	4 635 000	4 774 050
61011200126 Recouvrer les recettes publiques d'Agnibilékro	4 500 000	4 635 000	4 774 050
62011200068 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune d'Assuéfry	3 000 000	3 090 000	3 182 700
62011200069 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Koun-Fao	5 000 000	5 150 000	5 304 500
62011200070 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Tanda	2 000 000	2 060 000	2 090 900
62011200084 Régler les dépenses de la Région du Gontougo	5 000 000	5 150 000	5 289 050
62011200085 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Bondoukou	2 000 000	2 060 000	2 121 800
62011200090 Régler les dépenses Publiques de Bondoukou	3 500 000	3 605 000	3 651 350
62011200091 Régler les dépenses Publiques de Tanda	3 500 000	3 605 000	3 697 700
62011200094 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Bondoukou	8 500 000	8 755 000	8 816 800
62011200095 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Bondoukou	3 500 000	3 605 000	3 713 150
62011200096 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Tanda	8 500 000	8 755 000	9 017 650
62011200097 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Tanda	3 500 000	3 605 000	3 713 150
62011200098 Recouvrer les recettes publiques de Bondoukou	4 500 000	4 635 000	4 727 700
62011200099 Recouvrer les recettes publiques de Tanda	4 500 000	4 635 000	4 727 700
71011200094 Régler les dépenses de la Région du Sud Comoé	5 000 000	5 150 000	5 219 525
71011200109 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public d'Aboisso	2 000 000	2 060 000	2 121 800
71011200110 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune d'Ayamé	5 000 000	5 150 000	5 304 500
71011200111 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune d'Adiaké	5 000 000	5 150 000	5 304 500
71011200122 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Bonoua	5 000 000	5 150 000	5 227 250
71011200123 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Tiapoum	5 000 000	5 150 000	5 227 250
71011200144 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Maféré	3 000 000	3 090 000	3 159 525
71011200148 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Grand-Bassam	2 000 000	2 060 000	2 121 800
71011200149 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Bonoua	2 000 000	2 060 000	2 121 800
71011200152 Régler les dépenses Publiques de Grand-Bassam	3 500 000	3 605 000	3 682 250
71011200153 Régler les dépenses Publiques d'Aboisso	3 500 000	3 605 000	3 713 150
71011200154 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion d'Aboisso	8 500 000	8 755 000	9 017 650
71011200155 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Grand-Bassam	8 500 000	8 755 000	9 002 200

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
71011200156 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière d'Aboisso	3 500 000	3 605 000	3 713 150
71011200157 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Grand-Bassam	3 500 000	3 605 000	3 682 250
71011200158 Recouvrer les recettes publiques de Grand-Bassam	4 500 000	4 635 000	4 774 050
71011200159 Recouvrer les recettes publiques d'Aboisso	4 500 000	4 635 000	4 758 600
76011200077 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Tiassalé	2 000 000	2 060 000	2 121 800
76011200079 Régler les dépenses de la Région de l'Agnéby-Tiassa	5 000 000	5 150 000	5 265 875
76011200080 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Taabo	5 000 000	5 150 000	5 227 250
76011200081 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Rubino	5 000 000	5 150 000	5 265 875
76011200097 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public d'Agboville	2 000 000	2 060 000	2 121 800
76011200109 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Sikensi	5 000 000	5 150 000	5 304 500
76011200112 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune d'Azaguié	5 000 000	5 150 000	5 304 500
76011200117 Régler les dépenses Publiques de Tiassalé	3 500 000	3 605 000	3 682 250
76011200118 Régler les dépenses Publiques d'Agboville	3 500 000	3 605 000	3 682 250
76011200119 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion d'Agboville	8 500 000	8 755 000	9 017 650
76011200120 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière d'Agboville	3 500 000	3 605 000	3 713 150
76011200121 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Tiassalé	8 500 000	8 755 000	9 017 650
76011200122 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Tiassalé	3 500 000	3 605 000	3 713 150
76011200123 Recouvrer les recettes publiques d'Agboville	4 500 000	4 635 000	4 712 250
76011200124 Recouvrer les recettes publiques de Tiassalé	4 500 000	4 635 000	4 774 050
77011200059 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune d'Alépé	5 000 000	5 150 000	5 265 875
77011200060 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune d'Akoupé	5 000 000	5 150 000	5 304 500
77011200061 Régler les dépenses de la Région de la Mé	5 000 000	5 150 000	5 304 500
77011200063 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public d'Adzopé	2 000 000	2 060 000	2 121 800
77011200069 Régler les dépenses Publiques d'Adzopé	3 500 000	3 605 000	3 713 150
77011200070 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière d'Adzopé	3 500 000	3 605 000	3 713 150
77011200071 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion d'Adzopé	8 500 000	8 755 000	9 002 200
77011200072 Recouvrer les recettes publiques d'Adzopé	4 500 000	4 635 000	4 758 600
77011200076 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics d'Akoupé	2 000 000	2 060 000	2 121 800
78010200200 Mettre en œuvre le Schéma Directeur de la Réforme des Finances Publiques (CONAFIP) / DGTCP	2 000 000	2 060 000	2 090 900
78011201663 Coordonner les activités de la Direction Générale	42 000 000	43 260 000	44 557 800
78011201664 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune d'Attécoubé	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011201665 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Koumassi	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011201666 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère des Transports	5 000 000	5 150 000	5 227 250

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
78011201667 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère en charge de l'Education Nationale	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011201668 Coordonner les activités du Comité de la Balance des Paiements	2 000 000	2 060 000	2 121 800
78011201669 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Palais de Justice Abidjan	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011201670 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District d'Abidjan	5 000 000	5 150 000	5 258 150
78011201671 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abidjan-Centre	6 000 000	6 180 000	6 362 310
78011201672 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune du Plateau	5 000 000	5 150 000	5 265 875
78011201673 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Port-Bouët	2 000 000	2 060 000	2 121 800
78011201674 Conduire les missions d'inspection des Postes Comptables	115 000 000	118 450 000	122 003 500
78011201675 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Yopougon	5 000 000	5 150 000	5 188 625
78011201676 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abidjan-Nord	6 000 000	6 180 000	6 266 520
78011201677 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune d'Adjamé	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011201678 Conduire les missions d'inspection des Missions Diplomatiques et Consulaires	107 000 000	110 210 000	113 516 300
78011201679 Coordonner les activités de la Commission Nationale de Microfinances	103 250 000	106 347 500	109 414 325
78011201680 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Cocody	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011201682 Coordonner les activités de l'Inspection Générale du Trésor	44 500 000	45 835 000	47 179 150
78011201683 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public (BIT)	15 000 000	15 450 000	15 650 850
78011201684 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Abidjan-Sud	6 000 000	6 180 000	6 334 500
78011201696 Prendre en charge et régler les dépenses de Logements et d'Equipements	25 000 000	25 750 000	26 337 100
78011201697 Prendre en charge et régler les dépenses de Loisirs, de Culture et de Cultes	25 000 000	25 750 000	26 383 450
78011201698 Prendre en charge et régler les dépenses de Protection Sociale	25 000 000	25 750 000	26 383 450
78011201699 Recouvrer les créances contentieuses	15 000 000	15 450 000	15 882 600
78011201703 Apporter un appui aux payeurs à l'étranger	1 000 000	1 030 000	1 060 900
78011201704 Tenir les comptes publics et parapublics (ACCT)	20 000 000	20 600 000	21 218 000
78011201706 Assister les pairies à l'Etranger	1 000 000	1 030 000	1 060 900
78011201707 Prendre en charge les Missions de Contrôle et de Certification des Paieries à l'Etranger (ACCT)	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201864 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Bingerville	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011201865 Gérer les trop perçus	80 000 000	82 400 000	84 872 000
78011201900 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune d'Abobo	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011201901 Coordonner les activités de l'Observatoire de l'Ethique et de la Déontologie du Trésor Public	35 000 000	36 050 000	36 977 000
78011201961 Coordonner les activités du Cadre Permanent de Concertation Etat/APBEF-CI	1 000 000	1 030 000	1 060 900
78011201962 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune d'Anyama	5 000 000	5 150 000	5 227 250
78011201963 Coordonner les activités du Comité National de Suivi du Rapatriement des Recettes d'Exportation (CNSRRE)	1 000 000	1 030 000	1 030 000
78011201964 Prendre en charge et régler les dépenses de Services Généraux et d'Administrations Publiques	112 000 000	115 360 000	118 820 800

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
78011201967 Prendre en charge et régler les dépenses des forces Armées Nationales, de la Gendarmerie Nationale, de la Police Nationale et des Eaux et Forêts	25 000 000	25 750 000	26 259 850
78011201974 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Marcory	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011201985 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Port-Bouët	5 000 000	5 150 000	5 227 250
78011202075 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité de la Commune de Songon	3 000 000	3 090 000	3 159 525
78011202094 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère de l'Enseignement Technique	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011202095 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des Etablissements Publiques Nationaux, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avances de l'Etat et des personnes morales de droit public (ACCD)	2 000 000	2 060 000	2 106 350
78011202106 Prendre en charge et régler les dépenses de Protection de l'Environnement	25 000 000	25 750 000	26 429 800
78011202107 Recouvrer les recettes fiscales et non fiscales	25 000 000	25 750 000	26 213 500
78011202109 Prendre en charge et régler les dépenses des Institutions de la République	25 000 000	25 750 000	26 383 450
78011202137 Convoyer et transférer les fonds du Trésor public	543 000 010	543 000 010	543 000 010
78011202190 Coordonner les activités de réforme des Finances Publiques	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011202266 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Treichville	5 000 000	5 150 000	5 265 875
78011202273 Recouvrer les recettes, régler les dépenses liées à la dette, contrôler et centraliser les opérations des agents comptables des projets	25 000 000	25 750 000	26 476 150
78011202290 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public d'Abobo	2 000 000	2 060 000	2 121 800
78011202291 Coordonner les activités du Groupe de Travail Flux capitaux privés	1 000 000	1 030 000	1 060 900
78011202294 Coordonner les activités du Comité de Promotion de la Bancarisation et des Moyens de Paiements (COSMOPA)	1 000 000	1 030 000	1 030 000
78011202297 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat auprès du Ministère de la Fonction Publique	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011202310 Centraliser, contrôler les opérations financières comptables et suivre les subventions des EPN et des collectivités territoriales	30 000 000	30 900 000	31 610 700
78011202343 Prendre en charge et régler les dépenses de l'Enseignement	25 000 000	25 750 000	26 398 900
78011202344 Prendre en charge et régler les dépenses de Santé	25 000 000	25 750 000	26 522 500
78011202370 Prendre en charge et régler les dépenses d'Ordre et de Sécurité Publics	25 000 000	25 750 000	26 522 500
78011202387 Assurer la sécurité des services et la maintenance des équipements	388 007 556	397 973 733	407 068 843
78011202390 Améliorer la communication du Programme Trésor et Comptabilité Publique	16 000 000	16 480 000	16 974 400
78011202397 Prendre en charge et régler les dépenses des Affaires Economiques	25 000 000	25 750 000	26 414 350
78011202420 Assurer le contrôle interne budgétaire du Programme Trésor et Comptabilité Publique	77 612 341	79 940 711	82 338 933
78011202430 Régler les dépenses Publiques d'Abidjan Centre	3 500 000	3 605 000	3 713 150
78011202431 Régler les dépenses Publiques d'Abidjan Sud	3 500 000	3 605 000	3 666 800
78011202432 Régler les dépenses Publiques d'Abidjan-Nord	3 500 000	3 605 000	3 697 700
78011202444 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion d'Abidjan Centre	8 500 000	8 755 000	9 017 650
78011202445 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion d'Abidjan Sud	8 500 000	8 755 000	9 017 650
78011202446 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion d'Abidjan Nord	8 500 000	8 755 000	9 002 200
78011202447 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière d'Abidjan Centre	3 500 000	3 605 000	3 713 150

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
78011202448 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière d'Abidjan-Sud	3 500 000	3 605 000	3 713 150
78011202450 Recouvrer les recettes publiques d'Abidjan-Centre	4 500 000	4 635 000	4 758 600
78011202451 Recouvrer les recettes publiques d'Abidjan-Sud	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78011202452 Recouvrer les recettes publiques d'Abidjan-Nord	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78011202453 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière d'Abidjan-Nord	3 500 000	3 605 000	3 635 900
78011202564 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité du Guichet Unique du Foncier et de l'Habitat	5 500 000	5 665 000	5 834 950
79011200049 Régler les dépenses de la Région des Grands Ponts	5 000 000	5 150 000	5 304 500
79011200062 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Jacqueville	5 000 000	5 150 000	5 265 875
79011200070 Recouvrer les recettes, régler les dépenses, tenir la comptabilité de l'Etat et de la Commune de Grand-Lahou	5 000 000	5 150 000	5 227 250
79011200075 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Dabou	2 000 000	2 060 000	2 106 350
79011200078 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droits public de Grand-Lahou	2 000 000	2 060 000	2 121 800
79011200079 Régler les dépenses Publiques de Dabou	3 500 000	3 605 000	3 713 150
79011200080 Tenir les comptes publics et parapublics et produire le compte de gestion de Dabou	8 500 000	8 755 000	9 002 200
79011200081 Contrôler et assister les postes rattachés et les régies de la circonscription financière de Dabou	3 500 000	3 605 000	3 713 150
79011200082 Recouvrer les recettes publiques de Dabou	4 500 000	4 635 000	4 758 600
79011200083 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies de recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales des droits publics de Bonon	3 000 000	3 090 000	3 182 700
90011290202 Conduire les missions de sensibilisation des services du Trésor Public sur les dispositions du Code d'Ethique et de Déontologie, le dispositif de lutte contre la fraude et la corruption et l'approche genre	14 764 487	14 764 487	14 764 487
4 Investissements	**7 018 902 228**	**10 521 076 481**	**16 288 159 657**
Trésor	***7 018 902 228***	***10 521 076 481***	***16 288 159 657***
90011200045 Assurer la Qualité des Comptes et des Restitutions Comptables	2 550 000 000	2 550 000 000	2 550 000 000
78011202400 Moderniser et Sécuriser le Système d'Information du Trésor Public	1 618 187 728	4 917 839 759	2 803 396 880
78011202232 Projet de Construction de vingt-deux (22) Postes comptables	1 246 137 000	2 395 282 827	3 540 049 567
78011202228 Réhabiliter les postes comptables et autres services de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	1 604 577 500	657 953 895	7 394 713 210
2203414 Règlementation et surveillance du secteur financier	**1 888 589 764**	**1 938 272 344**	**1 987 997 737**
1 Personnel	**232 503 754**	**232 503 754**	**232 503 754**
78011202111 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Conseil National de la Comptabilité	46 570 000	46 570 000	46 570 000
78011202341 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de la Commission Nationale de Microfinances	68 573 754	68 573 754	68 573 754
78011202555 Prendre en charge les primes et indemnités des membres du Comité Interministériel PSFP/TOFE	117 360 000	117 360 000	117 360 000
2 Biens et services	**1 656 086 010**	**1 705 768 590**	**1 755 493 983**
11011200115 Gérer la documentation et les archives de la Région de Yamoussoukro	4 000 000	4 120 000	4 220 425
11011200116 Gérer le système informatique de la zone de Yamoussoukro	4 000 000	4 120 000	4 243 600
11011200127 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District des Lacs	5 000 000	5 150 000	5 242 700
17011200139 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District du Gbêkê	5 000 000	5 150 000	5 196 350

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
23011200060 Contrôler et surveiller l'activité des postes comptables de la zone d'Odienné	6 000 000	6 180 000	6 346 860
23011200070 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District du Denguélé	5 000 000	5 150 000	5 304 500
23011200073 Gérer le système informatique de la zone d'Odienné	4 000 000	4 120 000	4 243 600
25011200107 Gérer la documentation et les archives de la Région de Korhogo	4 000 000	4 120 000	4 243 600
25011200113 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District des Savanes	5 000 000	5 150 000	5 242 700
25011200114 Gérer le système informatique de la zone de Korhogo	4 000 000	4 120 000	4 243 600
31011200129 Gérer le système informatique de la zone de Daloa	4 000 000	4 120 000	4 243 600
31011200130 Gérer la documentation et les archives de la Région de Daloa	4 000 000	4 120 000	4 243 600
32011200088 Gérer la documentation et les archives de la Région de Gagnoa	4 000 000	4 120 000	4 189 525
35011200085 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District de Sassandra-Marahoué	5 000 000	5 150 000	5 304 500
36011200056 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District du Woroba	5 000 000	5 150 000	5 258 150
41011200120 Gérer la documentation et les archives de la Région de Man	4 000 000	4 120 000	4 243 600
41011200132 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District des Montagnes	5 000 000	5 150 000	5 304 500
41011200133 Gérer le système informatique de la zone de Man	4 000 000	4 120 000	4 243 600
51011200064 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District du Gôh Djiboua (Gagnoa)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
55011200094 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District du Bas Sassandra	5 000 000	5 150 000	5 242 700
55011200095 Gérer le système informatique de la zone de San-Pédro	4 000 000	4 120 000	4 212 700
61011200115 Gérer le système informatique de la zone d'Abengourou	4 000 000	4 120 000	4 189 525
62011200092 Gérer la documentation et les archives de la Région de Bondoukou	4 000 000	4 120 000	4 174 075
62011200102 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District du Gontougo	5 000 000	5 150 000	5 242 700
62011200106 Gérer le système informatique de la zone de Bondoukou	4 000 000	4 120 000	4 243 600
77011200075 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District de la Comoé	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011201708 Conduire la réforme de la comptabilité publique	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201712 Concevoir et veiller à l'application de la réglementation applicable en matière d'assurance	15 000 000	15 450 000	15 774 450
78011201715 Coordonner la stratégie institutionnelle du Trésor public	91 000 000	93 730 000	96 541 900
78011201718 Assurer la gestion des ressources humaines	25 000 000	25 750 000	26 352 550
78011201719 Gérer les Dépenses Centralisées -DGTCP	1 065 086 010	1 097 038 590	1 129 949 748
78011201720 Gérer le système informatique du Trésor Public	30 000 000	30 900 000	31 827 000
78011201721 Renforcer les capacités des agents	45 000 000	46 350 000	47 740 500
78011201722 Gérer le Centre de Formation du Trésor et de Documentation	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78011201899 Gérer les Dépenses Centralisées -Direction des Systèmes d'Information	20 000 000	20 600 000	21 218 000
78011201968 Règlementer la comptabilité de l'Etat, des Etablissements Publics Nationaux et des Collectivités Territoriales	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011201970 Concevoir et veiller à l'application de la réglementation relative aux Systèmes Financiers Décentralisés	23 000 000	23 690 000	24 246 200
78011201972 Planifier, mettre en œuvre et évaluer le système de management de la qualité	27 000 000	27 810 000	28 551 600
78011202039 Gérer les ressources de la réforme comptabilité Publique - ASTER-TRESOR	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011202112 Gérer l'écoute client et la communication	25 000 000	25 750 000	26 522 500
78011202194 Concourir à l'amélioration continue de l'environnement comptable et financier (CNC)	5 000 000	5 150 000	5 289 050

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22034 Trésor et Comptabilité Publique	**12 847 326 386**	**16 498 095 266**	**22 403 755 317**
78011202236 Gérer les Moyens Généraux	60 000 000	61 800 000	63 654 000
78011202328 Gérer la documentation et les archives	30 000 000	30 900 000	31 827 000
78011202335 Elaborer et veiller à l'application de la réglementation des banques et établissements financiers et superviser les relations financières extérieures	15 000 000	15 450 000	15 851 700
78011202391 Assister l'activité comptable	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011202392 Gérer la documentation et les archives de la Région d'Abidjan-Sud	4 000 000	4 120 000	4 189 525
78011202393 Gérer la documentation et les archives de la Région d'Abidjan-Nord	4 000 000	4 120 000	4 197 250
78011202394 Gérer la documentation et les archives de la Région d'Abidjan-Centre	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011202504 Recouvrer les recettes, régler les dépenses et tenir la comptabilité du District des Lagunes	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78011202507 Réaliser la gestion des dépôts et des fonds des EPN, des particuliers dépositaires ou non au trésor public, des régies des recettes et des régies d'avance de l'Etat et des personnes morales de droit public de Treichville	2 000 000	2 060 000	2 121 800
90011290172 Evaluer le système de management de la qualité	8 000 000	8 240 000	8 425 400

II.2.3 Programme 3 : Douanes

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Douanes	Action 3.1: Pilotage, suivi et évaluation de l'administration douanière
	Action 3.2: Gestion des ressources informatiques
	Action 3.3: Contrôle des opérations douanières et gestion des contentieux
	Action 3.4: Emission, recouvrement et comptabilisation des recettes douanières

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Douanes						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Améliorer la gestion de l'administration des douanes	Taux de réalisation du PAS du programme Douanes	90%	85%	86%	87%	(Nombre d'actions prévues et réalisées dans le PAS / Nombre d'actions prévues dans le PAS) X 100 Sources : Rapports PTA Douanes / DCQP
	Taux d'exécution du budget d'investissement du programme	97,97%	95%	96%	97%	(Montant mandats ordonnancés des investissements / Montant budget d'investissement) X 100 Source : Rapport d'activités DMG

Programme 3 : Douanes						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS2 : Renforcer la lutte contre la fraude	Taux de réalisation des contrôles des déclarations en circuit rouge déposées en Douanes	95,1%	95%	95%	95%	(Nombre de déclarations en circuit rouge déposées en douanes et contrôlées / Nombre de déclarations en circuit rouge déposées en douanes) X 100 Source : Rapport d'activités DSEE
	Taux d'exécution du plan de contrôle après dédouanement	90,63%	80%	80%	80%	(Nombre d'entreprises programmées et contrôlées / Nombre d'entreprises programmées) X 100 Source : Rapport d'activités DED
OS3 : Renforcer le système de recouvrement des droits et taxes douanières	Taux de recouvrement des droits et taxes	95,1%	95%	95%	95%	(Droits recouvrés en année n / Droits émis en année n) x 100 Source : Rapport d'activités DSEE
	Taux de réalisation des objectifs de recettes douanières	98,2%	95%	95%	95%	(Total des recettes recouvrées / objectifs de recettes) x 100 Source : Rapport d'activités DSEE

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : DOUANES	**21 460 519 567**	**23 127 730 447**	**18 033 317 776**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	5 959 353 230	6 102 610 335	6 250 165 145
Transferts	0	0	0
Investissements	15 501 166 337	17 025 120 112	11 783 152 631
Trésor	*15 501 166 337*	*17 025 120 112*	*11 783 152 631*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22084 Douanes	**21 460 519 567**	**23 127 730 447**	**18 033 317 776**
2208401 Pilotage, suivi et évaluation de l'administration douanière	**20 684 665 642**	**22 335 835 375**	**17 224 900 324**
2 Biens et services	**5 424 648 301**	**5 551 864 259**	**5 682 896 689**
17011200103 Coordonner les activités de l'Administration Douanière de la Région de Gbêkê (Bouaké)	56 845 850	58 551 225	60 307 762
22084010040 Gérer les ressources humaines de la Douane	35 372 642	36 433 822	37 526 836
23011200061 Coordonner les activités de l'Administration des Douanes de la Région du Kabadougou (Odienné)	64 452 631	66 386 210	68 377 796
25011200102 Coordonner les activités de l'Administration Douanière de Korhogo	64 452 631	66 386 210	68 377 796
41011200093 Coordonner les activités de l'administration douanière de la zone de Man	60 309 139	62 118 413	63 981 965
55011200068 Coordonner les activités de l'administration douanière dans la zone de San-Pédro	76 565 684	78 862 655	81 228 533
61011200086 Coordonner les activités de l'administration douanière à Abengourou	62 929 964	64 817 863	66 762 400
71011200114 Coordonner les activités de l'Administration douanière dans la zone d'Aboisso	62 806 761	64 690 964	66 631 693
78011201807 Coordonner les actions des services	242 957 299	250 246 018	257 753 400
78011201810 Élaborer et diffuser les statistiques douanières	55 641 397	57 310 640	59 029 958
78011201811 Contrôler les services et structures sous tutelle de la Douane	33 979 507	34 998 892	36 048 859
78011201818 Gérer les Dépenses Ordinaires LPSI de la Direction Générale des Douanes / DGD	150 000 000	154 500 000	159 135 000
78011201976 Elaborer les projets de textes législatifs et réglementaires en matière douanière	47 026 239	48 437 027	49 890 137
78011202119 Prendre en charge les dépenses centralisées de la Direction Générale des Douanes (DGD)	3 264 534 972	3 331 837 527	3 401 159 158
78011202120 Assurer l'encadrement militaire des agents des douanes	42 169 384	43 434 466	44 737 499
78011202121 Organiser la communication des activités de la Douane	66 562 968	68 559 858	70 616 652
78011202198 Appuyer les Régies Financières	488 233 964	502 880 982	517 967 413
78011202227 Renforcer les capacités des agents des Douanes	220 937 438	227 565 561	234 392 528
78011202286 Préparer et exécuter le budget de l'administration des Douanes	81 931 134	84 389 068	86 920 740
90011290205 Prendre en charge les Dépenses d'exploitation du dispositif de contrôle non intrusif de la Douane (scanners + dispositif de vidéosurveillance)	246 938 697	249 456 858	252 050 564
4 Investissements	**15 260 017 341**	**16 783 971 116**	**11 542 003 635**
Trésor	***15 260 017 341***	***16 783 971 116***	***11 542 003 635***
78011201980 Créer une Base Navale en Douane	264 480 936	269 173 884	1 367 816 180
78011201979 Gérer les dépenses d'investissement LPSI / DGD	5 650 000 000	5 650 000 000	5 650 000 000
78011201978 Acquérir et installer les services Radio / Douanes	85 500 000	85 500 000	85 500 000
78011201819 Construction des Bureaux de Douanes	5 000 000 000	6 560 498 372	0
78011201817 Réhabiliter les bureaux frontières des Douanes	355 311 200	355 311 200	355 311 200
78011201816 Acquérir les scanners/ Direction Générale des Douanes	3 671 238 800	3 630 001 255	3 660 001 255
78011201815 Réhabiliter les bureaux des Douanes	233 486 405	233 486 405	423 375 000
2208402 Gestion des ressources informatiques	**294 704 563**	**296 311 230**	**297 966 097**
2 Biens et services	**53 555 567**	**55 162 234**	**56 817 101**
78011201820 Gérer le Système de Dédouanement Automatique (SYDAM)	53 555 567	55 162 234	56 817 101

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22084 Douanes	**21 460 519 567**	**23 127 730 447**	**18 033 317 776**
4 Investissements	**241 148 996**	**241 148 996**	**241 148 996**
Trésor	***241 148 996***	***241 148 996***	***241 148 996***
78011201821 Acquérir des serveurs dans le cadre du projet de refonte du système d'information des Douanes	241 148 996	241 148 996	241 148 996
2208403 Contrôle des opérations douanières et gestion des contentieux	**204 607 937**	**210 746 174**	**217 068 560**
2 Biens et services	**204 607 937**	**210 746 174**	**217 068 560**
78011201839 Contrôler à postériori des opérations douanières	46 435 979	47 829 058	49 263 930
78011201981 Rembourser le Droit Unique de Sortie (DUS) - Direction Générale des Douanes (DGD)	1 300 000	1 339 000	1 379 170
78011202122 Concevoir et mettre en œuvre la politique de gestion du risque lié à la taxation	99 435 979	102 419 058	105 491 630
78011202287 Suivre les marchandises entrées en régimes économiques	57 435 979	59 159 058	60 933 830
2208404 Emission, recouvrement et comptabilisation des recettes douanières	**276 541 425**	**284 837 668**	**293 382 795**
2 Biens et services	**276 541 425**	**284 837 668**	**293 382 795**
78011201822 Assurer le dédouanement des marchandises débarquées à l'aéroport	62 559 868	64 436 664	66 369 763
78011201895 Recouvrer les droits, taxes et redevances	66 014 443	67 994 876	70 034 722
78011202123 Assurer le dédouanement des marchandises débarquées au port d'Abidjan	94 435 979	97 269 058	100 187 130
78011202240 Gérer le contentieux du recouvrement	53 531 135	55 137 070	56 791 180

II.2.4 Programme 4 : Impôts

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Impôts	Action 4.1: Pilotage de l'administration fiscale et appui aux services
	Action 4.2: Etablissement de l'assiette de l'impôt
	Action 4.3: Contrôle de l'impôt
	Action 4.4: Recouvrement et comptabilisation des recettes
	Action 4.5: Cadastre et gestion de la propriété foncière

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Impôts						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Mobiliser les recettes intérieures de l'Etat	Taux de réalisation des objectifs de recettes fiscales intérieures	95,8%	96%	96%	96%	(Recettes fiscales totales intérieures recouvrées / Objectif de recettes fiscales intérieures) X 100 Source : Document d'analyse des recettes DGI
	Taux de recouvrement de la TVA déclarée	96,2%	96,5%	96,5%	96,5%	(Montant de TVA recouvré / Montant de TVA déclaré) X 100 Source : Document d'analyse des recettes DGI
	Taux de recouvrement des émissions impôts fonciers	72,1%	73,5%	73,5%	73,5%	(Montant des droits recouvrés / Montant des droits émis) X 100 Source : Document d'analyse des recettes DGI
OS2 : Améliorer la gestion de l'Administration de la DGI	Taux de réalisation du PAS du programme Impôts	85%	86%	87%	87%	(Nombre d'activités du PAS réalisées / Nombre d'activités du PAS prévues) X 100 Source : Rapport PAS DGI
	Taux d'exécution du budget d'investissement du programme impôts	99,58%	96%	97%	97%	(Montant mandats ordonnancés (investissements) / Montant budget d'investissements) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
OS3 : Élargir l'assiette fiscale	Nombre de nouveaux contribuables intégrés dans le fichier des impôts divers	30 576	17 000	17 000	17 000	Dénombrement Source : Document d'analyse des recettes DGI
	Taux d'intégration des nouvelles parcelles fiscalisables créées au fichier des impôts fonciers	82%	82,5%	83%	83%	(Nombre de nouvelles parcelles intégrées au fichier des impôts fonciers / Nombre de nouvelles parcelles fiscalisables créées) X 100 Source : Document d'analyse des recettes DGI
OS4 : Réduire la fraude fiscale	Taux d'exécution du programme annuel de contrôle	88,3%	88,5%	90%	90%	(Nombre de dossiers engagés / Nombre de dossiers programmés) X 100 Source : Document d'analyse des recettes DGI
	Part des recettes issues du contrôle fiscal	6,0%	5,0%	5,0%	5,0%	(Recettes recouvrées suite au contrôle fiscal / Recettes totales recouvrées) X 100 Source : Document d'analyse des recettes DGI

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : IMPOTS	**21 362 947 078**	**22 319 900 861**	**18 307 045 931**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	16 705 745 098	17 093 545 202	17 095 090 202
Transferts	0	0	0
Investissements	4 657 201 980	5 226 355 659	1 211 955 729
Trésor	*4 657 201 980*	*5 226 355 659*	*1 211 955 729*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22085 Impôts	**21 362 947 078**	**22 319 900 861**	**18 307 045 931**
2208501 Pilotage de l'administration fiscale et appui aux services	**17 076 433 158**	**18 814 791 606**	**14 739 980 947**
2 Biens et services	**14 419 231 178**	**14 738 435 947**	**14 739 980 947**
11011200082 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Bélier (Yamoussoukro)	111 081 194	114 413 629	114 413 629
11011200095 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques de la DG dans la Région du Bélier (Yamoussoukro)	4 434 410	4 567 442	4 567 442
14011200060 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du N'Zi (Dimbokro)	99 678 337	102 668 687	102 668 687
14011200063 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques de la DGI dans la Région du N'Zi (Dimbokro)	4 434 410	4 567 442	4 567 442
17011200114 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques de la DGI dans la Région de Gbêkê (Bouaké)	4 434 410	4 567 442	4 567 442
17011200120 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Gbêkê (Bouaké)	85 149 765	87 704 258	87 704 258
22085010060 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Gbêkê 2 (Bouaké)	89 190 224	91 865 931	91 865 931
22085030018 Elaborer et exécuter le budget de l'administration fiscale	118 489 865	122 044 561	122 044 561
23011200048 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région de Kabadougou (Odienné)	74 278 565	76 506 922	76 506 922
23011200056 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DG dans la Région du Kabadougou (Odienné)	4 434 410	4 567 442	4 567 442
25011200080 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Poro (Korhogo)	131 053 422	134 985 024	134 985 024
25011200095 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques de la DG de la Région du Poro (Korhogo)	4 634 410	4 773 442	4 773 442
31011200110 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	125 081 022	128 833 452	128 833 452
31011200128 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques dans la Région du Haut-Sassandra	4 434 410	4 567 442	4 567 442
32011200078 Sécuriser les réseaux et applications informatiques de la Direction Générale des Impôts (DGI) dans la Région de Gôh (Gagnoa)	4 434 410	4 567 442	4 567 442

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22085 Impôts	**21 362 947 078**	**22 319 900 861**	**18 307 045 931**
32011200079 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Gôh (Gagnoa)	101 104 051	104 137 172	104 137 172
41011200090 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DGI dans la Région du Tonpki (Man)	4 434 410	4 567 442	4 567 442
41011200099 Coordonner les activités de l'Administration fiscale de la Région du Tonkpi (Man)	94 522 565	97 358 242	97 358 242
42011200059 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Cavally (Guiglo)	96 711 137	99 612 471	99 612 471
42011200074 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques dans la Région du Cavally (Guiglo)	4 434 410	4 567 442	4 567 442
55011200077 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques de la DGI dans la Région de San-Pédro	4 434 410	4 567 442	4 567 442
55011200087 Coordonner les activités de l'administration fiscale de la Région de San-Pédro	120 931 365	124 559 306	124 559 306
61011200103 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Moyen Comoé (Abengourou)	102 171 251	105 236 388	105 236 388
61011200106 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques de la DGI dans la Région de l'Indenié-Djuablin (Abengourou)	5 350 270	5 510 778	5 510 778
62011200071 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région de Gontougo (Bondoukou)	106 272 280	109 460 448	109 460 448
62011200088 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques de la DGI dans la Région du Gontougo (Bondoukou)	4 434 410	4 567 442	4 567 442
71011200141 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région du Sud-Comoé (Aboisso)	115 992 623	119 472 401	119 472 401
71011200146 Sécuriser les réseaux et des applications informatiques de la DGI dans la Région d'Aboisso	4 434 410	4 567 442	4 567 442
76011200098 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région de l'Agnéby- Tiassa (Agboville)	108 537 146	111 793 260	111 793 260
76011200116 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques de la DGI dans la Région d'Agboville	4 434 410	4 567 442	4 567 442
78011201823 Former les Agents des Impôts aux fonctions fiscales	304 625 154	306 773 909	306 773 909
78011201824 Coordonner les activités de l'Administration fiscale dans la zone Abidjan Nord V	113 512 000	125 332 000	125 332 000
78011201825 Coordonner les activités de l'Administration fiscale de la Région des Lagunes (Abidjan Nord 2)	134 455 950	137 634 269	137 634 269
78011201826 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (Abidjan III)	123 700 000	126 520 000	126 520 000
78011201827 Organiser la communication des activités de la DGI	42 000 000	43 260 000	43 260 000
78011201828 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (Abidjan-Nord 1)	123 700 000	126 520 000	126 520 000
78011201829 Gérer les ressources humaines de la DGI	65 053 408	67 005 010	67 005 010
78011201830 Coordonner la mise en œuvre des règles d'éthique, de déontologie et la discipline dans les services fiscaux	50 734 820	52 256 865	52 256 865
78011201831 Améliorer le fonctionnement des services des impôts	635 036 778	646 066 812	647 611 812
78011201832 Coordonner les activités de l'Administration fiscale de la Région des Lagunes (Abidjan Sud 2)	118 512 000	125 332 000	125 332 000
78011201833 Élaborer et planifier les prévisions de recettes fiscales	54 365 000	55 995 950	55 995 950
78011201834 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la zone d'Abidjan Nord VI	130 242 920	137 414 848	137 414 848
78011201873 Améliorer le fonctionnement des régies financières des impôts	2 905 888 591	2 915 629 557	2 915 629 557
78011201982 Coordonner la sécurisation des réseaux et des applications informatiques de la DGI	62 440 000	64 313 200	64 313 200
78011201983 Editer les imprimés de l'administration fiscale	94 166 572	96 991 569	96 991 569
78011201984 Coordonner et suivre les activités des services des Impôts	832 643 127	844 308 421	844 308 421
78011201991 Prendre en charge les loyers des bureaux de la DGI	3 783 920 000	3 783 920 000	3 783 920 000
78011202080 Améliorer le fonctionnement des services techniques	483 729 035	490 099 053	490 099 053
78011202125 Élaborer les textes fiscaux et apporter un appui juridique aux services de la DGI	139 937 410	144 135 532	144 135 532
78011202212 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Lagunes (Abidjan-Sud 1)	118 512 000	125 332 000	125 332 000
78011202330 Gérer le budget et le patrimoine de l'Administration fiscale	789 014 594	812 685 031	812 685 031
78011202347 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région d'Abidjan Nord IV	113 512 000	125 332 000	125 332 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22085 Impôts	**21 362 947 078**	**22 319 900 861**	**18 307 045 931**
78011202435 Gérer la fiscalité locale	39 000 000	40 170 000	40 170 000
78011202568 Gérer le contentieux fiscal et les recours gracieux	39 215 000	40 391 450	40 391 450
78011202569 Assurer l'administration des services fiscaux en ligne	9 000 000	9 270 000	9 270 000
78011202601 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques des Agents de la DGI	321 000 000	327 780 000	327 780 000
79011200073 Coordonner les activités de l'administration fiscale dans la Région des Grands Ponts (Dabou)	93 145 222	95 939 578	95 939 578
79011200077 Sécuriser les réseaux et les applications informatiques de la DGI dans la Région des Grands Ponts (Dabou)	4 434 410	4 567 442	4 567 442
90011200005 Améliorer le fonctionnement des brigades de contrôle	709 292 775	713 273 775	713 273 775
90011290206 Améliorer le fonctionnement des services d'assiette	241 000 000	358 440 000	358 440 000
4 Investissements	**2 657 201 980**	**4 076 355 659**	**0**
Trésor	***2 657 201 980***	***4 076 355 659***	***0***
90011200057 Sécuriser les services de recouvrement de la DGI	848 422 559	678 877 441	0
90011200049 Construire les locaux de la DGI	922 512 993	2 922 542 313	0
78011201835 Réhabilitation des locaux de la DGI	886 266 428	474 935 905	0
2208502 Etablissement de l'assiette de l'impôt	**668 871 820**	**688 937 943**	**688 937 943**
2 Biens et services	**668 871 820**	**688 937 943**	**688 937 943**
11011200075 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone Yamoussoukro	4 434 410	4 567 442	4 567 442
11011200076 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Toumodi	4 434 410	4 567 442	4 567 442
11011200077 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone de Tiébissou	4 434 410	4 567 442	4 567 442
11011200093 Mettre à jour des bases d'Imposition Foncières dans la zone de Yamoussoukro	4 434 410	4 567 442	4 567 442
14011200042 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Dimbokro	4 434 410	4 567 442	4 567 442
14011200043 Mettre à jour des bases d'impôts diverses dans la zone de Bocanda	4 350 270	4 480 778	4 480 778
14011200050 Mettre à jour des bases d'imposition foncière dans la zone de Dimbokro	4 434 410	4 567 442	4 567 442
15011200040 Mettre à jour des bases d'Impôts Divers dans la zone de M'Bahiakro	6 594 410	6 792 242	6 792 242
15011200047 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Daoukro	4 451 410	4 584 952	4 584 952
16011200040 Mettre à jour les bases d'imposition diverses dans la zone de M'Batto	4 750 270	4 892 778	4 892 778
16011200047 Mettre à jour des bases d'Impôts Divers dans la zone d'Arrah	4 350 270	4 480 778	4 480 778
16011200049 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone Bongouanou	4 434 410	4 567 442	4 567 442
17011200085 Mettre à jour des bases d'imposition foncières dans la zone de Bouaké 2	4 436 030	4 569 110	4 569 110
17011200095 Mettre à jour des bases d'Impôts Divers dans la zone de Sakassou	4 434 410	4 567 442	4 567 442
17011200096 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bouaké 2	4 434 410	4 567 442	4 567 442
17011200097 Mettre à jour des bases d'Impôts Divers dans la zone de Béoumi	4 434 410	4 567 442	4 567 442
17011200104 Mettre à jour les bases d'imposition dans la zone de Bouaké 1	4 434 410	4 567 442	4 567 442
17011200122 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Bouaké 1	5 436 030	5 599 110	5 599 110
18011200045 Mettre à jour des bases d'impôts divers dans la zone de Katiola	4 434 410	4 567 442	4 567 442
18011200046 Mettre à jour des bases d'impôts divers dans la zone de Niakaramadougou	5 550 270	5 716 778	5 716 778
18011200051 Mettre à jour les bases d'Impôts diverses dans la zone de Dabakala	7 034 410	7 245 442	7 245 442
22011200030 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone de Touba	5 431 410	5 594 352	5 594 352

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22085 Impôts	**21 362 947 078**	**22 319 900 861**	**18 307 045 931**
23011200038 Mettre à jour des bases d'impôts divers dans la zone d'Odienné	4 434 410	4 567 442	4 567 442
23011200049 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone foncière d'Odienné	4 434 410	4 567 442	4 567 442
24011200039 Mettre à jour des bases d'Impôts Divers dans la zone de Ferkessédougou	4 584 410	4 721 942	4 721 942
24011200047 Mettre à jour des bases d'impôts divers dans la zone de Kong	4 500 270	4 635 278	4 635 278
24011200048 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Ouangolo	4 584 410	4 721 942	4 721 942
25011200082 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Korhogo	5 414 410	5 576 842	5 576 842
25011200086 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Dikodougou	4 350 270	4 480 778	4 480 778
25011200094 Mettre à jour des bases d'imposition foncière dans la zone de Korhogo	4 584 410	4 721 942	4 721 942
25011200099 Mettre à jour des bases d'Impôts Divers dans la zone de M'Bengué	4 434 540	4 567 576	4 567 576
26011200030 Mettre à jour les bases d'Impôts Diverses dans la zone de Boundiali	4 584 410	4 721 942	4 721 942
26011200034 Mettre à jour des bases d'Impôts divers dans la zone de Tengrela	4 500 270	4 635 278	4 635 278
27011200023 Mettre à jour les bases d'Impôts diverses dans la zone de Minignan	4 434 410	4 567 442	4 567 442
28011200031 Mettre à jour des bases d'imposition divers dans la zone de Bouna	4 434 410	4 567 442	4 567 442
28011200039 Mettre à jour des bases d'impôts diverses dans la zone de Doropo	4 350 270	4 480 778	4 480 778
28011200040 Mettre à jour des bases d'Impôts diverses dans la zone de Nassian	4 350 270	4 480 778	4 480 778
31011200089 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Issia	4 434 410	4 567 442	4 567 442
31011200103 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone de Daloa 2	4 434 410	4 567 442	4 567 442
31011200105 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Daloa 1	4 434 410	4 567 442	4 567 442
31011200111 Mettre à jour des bases d'imposition foncière dans la zone de Daloa 1	4 434 410	4 567 442	4 567 442
31011200113 Mettre à jour des bases d'Imposition Foncières dans la zone de Daloa 2	4 436 030	4 569 110	4 569 110
31011200122 Mettre à jour des bases d'Impôts Divers dans la zone de Vavoua	5 917 500	6 095 025	6 095 025
32011200060 Mettre à jour des bases d'Imposition Foncière dans la zone de Gagnoa	4 434 410	4 567 442	4 567 442
32011200061 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Gagnoa	4 434 410	4 567 442	4 567 442
32011200070 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone d'Oumé	4 434 410	4 567 442	4 567 442
35011200053 Mettre à jour des bases d'Impôts diverses dans la zone de Zuénoula	4 434 410	4 567 442	4 567 442
35011200060 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone de Bouaflé	4 434 410	4 567 442	4 567 442
35011200064 Mettre à jour des bases d'Impôts diverses dans la zone de Bonon	4 434 410	4 567 442	4 567 442
35011200066 Mettre à jour les bases d'imposition fonciére dans la zone de Bouaflé	4 434 410	4 567 442	4 567 442
35011200067 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Sinfra	4 434 410	4 567 442	4 567 442
36011200031 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone de Séguéla	4 434 410	4 567 442	4 567 442
37011200023 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Mankono	4 434 410	4 567 442	4 567 442
41011200078 Mettre à jour les bases d'imposition diverses dans la zone de Danané	4 434 410	4 567 442	4 567 442
41011200091 Mettre à jour des bases d'impôts divers dans la zone de Biankouma	5 436 030	5 599 110	5 599 110
41011200107 Mettre à jour des bases d'imposition Foncières dans la zone de Man	4 434 410	4 567 442	4 567 442
41011200111 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Man	4 514 410	4 649 842	4 649 842
42011200050 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone Guiglo	4 584 410	4 721 942	4 721 942
42011200060 Mettre à jour des bases d'Impôts Divers dans la zone de Toulepleu	4 434 410	4 567 442	4 567 442

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22085 Impôts	**21 362 947 078**	**22 319 900 861**	**18 307 045 931**
42011200064 Mettre à jour des bases d'imposition foncière dans la zone de Guiglo	4 584 410	4 721 942	4 721 942
42011200065 Mettre à jour des bases d'Impôts Divers dans la zone de Bloléquin	4 584 410	4 721 942	4 721 942
43011200035 Mettre à jour des bases d'impôts divers dans la zone de Bangolo	4 434 410	4 567 442	4 567 442
43011200045 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Duékoué	4 934 410	5 082 442	5 082 442
51011200044 Mettre à jour des bases d'imposition foncière dans la zone de Divo	4 434 410	4 567 442	4 567 442
51011200045 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Divo	4 434 410	4 567 442	4 567 442
51011200053 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Lakota	4 434 410	4 567 442	4 567 442
55011200059 Mettre à jour des bases d'imposition foncières dans la zone de San-Pédro	4 834 410	4 979 442	4 979 442
55011200070 Mettre à jour des bases d'Impôts Divers dans la zone de San-Pédro 2	4 750 270	4 892 778	4 892 778
55011200071 Mettre à jour des bases d'impôts divers dans la zone de San-Pédro 2	4 750 270	4 892 778	4 892 778
55011200072 Mettre à jour des bases d'impôts diverses dans la zone de Tabou	3 734 410	3 846 442	3 846 442
55011200078 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone San-Pédro	4 434 410	4 567 442	4 567 442
56011200037 Mettre à jour les bases d'imposition dans la zone de Soubré	4 434 410	4 567 442	4 567 442
56011200043 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone de Méagui	4 434 410	4 567 442	4 567 442
57011200035 Mettre à jour les bases d'Impôts diverses dans la zone de Fresco	4 350 270	4 480 778	4 480 778
57011200037 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone de Sassandra	4 434 410	4 567 442	4 567 442
61011200078 Mettre à jour des bases d'imposition foncière dans la zone d'Abengourou	4 350 270	4 480 778	4 480 778
61011200079 Mettre à jour des bases d'impôts divers dans la zone de Béttié	4 350 270	4 480 778	4 480 778
61011200080 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Agnibilékro	4 434 410	4 567 442	4 567 442
61011200081 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Abengourou	4 434 410	4 567 442	4 567 442
61011200090 Mettre à jour des bases d'Impôts Divers dans la zone de Niablé	4 350 270	4 480 778	4 480 778
62011200058 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Koun-Fao	4 434 410	4 567 442	4 567 442
62011200065 Mettre à jour des bases d'impôts diverses dans la zone de Kouassi Datékro	4 750 270	4 892 778	4 892 778
62011200072 Mettre à jour des bases d'imposition foncière dans la zone de Bondoukou	5 434 410	5 597 442	5 597 442
62011200083 Mettre à jour des bases d'imposition Foncière dans la zone de Bondoukou	4 434 410	4 567 442	4 567 442
62011200086 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone de Tanda	4 434 410	4 567 442	4 567 442
71011200095 Mettre à jour des bases d'Impôts Diverses dans la zone de Tiapoum	4 350 270	4 480 778	4 480 778
71011200096 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Bonoua	4 434 410	4 567 442	4 567 442
71011200097 Mettre à jour des bases d'Impôts divers dans la zone de Maféré	4 350 270	4 480 778	4 480 778
71011200115 Mettre à jour des bases d'imposition foncière dans la zone d'Aboisso	5 434 410	5 597 442	5 597 442
71011200124 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone d'Aboisso	4 434 410	4 567 442	4 567 442
71011200125 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Adiaké	4 434 410	4 567 442	4 567 442
71011200135 Mettre à jour des bases d'impôts divers dans la zone d'Ayamé	4 350 270	4 480 778	4 480 778
71011200137 Mettre à jour des bases d'Imposition Foncières dans la zone de Bassam	4 434 410	4 567 442	4 567 442
71011200138 Mettre à jour des bases d'Impôts Divers dans la zone de VITIB	4 436 030	4 569 110	4 569 110
71011200140 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Grand-Bassam	4 434 410	4 567 442	4 567 442
76011200082 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone d'Agboville	4 434 410	4 567 442	4 567 442

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22085 Impôts	**21 362 947 078**	**22 319 900 861**	**18 307 045 931**
76011200091 Mettre à jour des bases d'imposition foncière dans la zone d'Agboville	4 434 410	4 567 442	4 567 442
76011200092 Mettre à jour des bases d'imposition foncière dans la zone de Tiassalé	4 436 030	4 569 110	4 569 110
76011200093 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone de Sikensi	4 434 410	4 567 442	4 567 442
76011200100 Mettre à jour les bases d'imposition dans la zone de Tiassalé	5 434 410	5 597 442	5 597 442
76011200111 Mettre à jour des bases d'Impôts Divers dans la zone de Taabo	4 450 270	4 583 778	4 583 778
77011200045 Mettre à jour des bases d'imposition diverses dans la zone de Yakassé	4 350 270	4 480 778	4 480 778
77011200047 Mettre à jour les bases d'imposition Foncières dans la zone d'Adzopé	5 434 410	5 597 442	5 597 442
77011200053 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Adzopé	4 434 410	4 567 442	4 567 442
77011200064 Mettre à jour des bases d'imposition dans la zone d'Akoupé	5 434 410	5 597 442	5 597 442
78011201726 Mettre à jour des bases d'Impôts Divers dans la zone de Songon	4 350 270	4 480 778	4 480 778
78011201728 Gérer les exonérations et les régimes spéciaux	53 215 000	54 811 450	54 811 450
78011201993 Mener les opérations de recensement des contribuables pour les moyennes entreprises	51 215 000	52 751 450	52 751 450
78011202272 Recenser les contribuables pour les grandes entreprises	58 715 000	60 476 450	60 476 450
79011200050 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone de Grand-Lahou	4 434 410	4 567 442	4 567 442
79011200067 Mettre à jour les bases d'imposition dans la zone de Dabou	4 434 410	4 567 442	4 567 442
79011200068 Mettre à jour des bases d'imposition foncière dans la zone de Dabou	4 450 270	4 583 778	4 583 778
79011200071 Mettre à jour des bases d'Imposition dans la zone de Jacqueville	4 434 410	4 567 442	4 567 442
2208503 Contrôle de l'impôt	**132 760 310**	**136 743 116**	**136 743 116**
2 Biens et services	**132 760 310**	**136 743 116**	**136 743 116**
22085030006 Contrôler les contribuables de la Région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	4 434 410	4 567 442	4 567 442
22085030007 Contrôler les contribuables dans la Région d'Aboisso	4 835 015	4 980 065	4 980 065
22085030008 Contrôler les contribuables dans la Région d'Agboville	4 434 410	4 567 442	4 567 442
22085030009 Contrôler les contribuables dans la Région du Gbêkê (Bouaké)	4 434 410	4 567 442	4 567 442
22085030010 Contrôler les contribuables dans la Région de Daloa	4 434 410	4 567 442	4 567 442
22085030011 Contrôler les contribuables dans la Région du N'Zi (Dimbokro)	4 434 410	4 567 442	4 567 442
22085030012 Contrôler les contribuables dans la Région du Gôh (Gagnoa)	4 434 410	4 567 442	4 567 442
22085030013 Contrôler les contribuables dans la Région du Poro (Korhogo)	4 434 410	4 567 442	4 567 442
22085030014 Contrôler les contribuables dans la Région de Man	4 434 410	4 567 442	4 567 442
22085030015 Contrôler les contribuables dans la Région de San-Pédro	4 235 015	4 362 065	4 362 065
78011201729 Mener des enquêtes et des recherches de renseignements	44 000 000	45 320 000	45 320 000
78011201730 Recenser et contrôler les contribuables	44 215 000	45 541 450	45 541 450
2208504 Recouvrement et comptabilisation des recettes	**841 828 000**	**867 082 809**	**867 082 809**
2 Biens et services	**841 828 000**	**867 082 809**	**867 082 809**
11011200078 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Yamoussoukro	4 964 410	5 113 342	5 113 342
11011200079 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts de Yamoussoukro	15 300 000	15 759 000	15 759 000
11011200084 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Yamoussoukro	4 966 030	5 115 010	5 115 010
11011200091 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers dans la zone de Yamoussoukro	4 880 270	5 026 678	5 026 678

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22085 Impôts	**21 362 947 078**	**22 319 900 861**	**18 307 045 931**
11011200100 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts (RI) dans la zone de Tiébissou	4 964 410	5 113 342	5 113 342
11011200108 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Toumodi	4 964 410	5 113 342	5 113 342
14011200044 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Bocanda	5 330 270	5 490 178	5 490 178
14011200054 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Dimbokro	4 964 410	5 113 342	5 113 342
14011200055 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement dans la zone de Dimbokro	4 850 270	4 995 778	4 995 778
14011200056 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Dimbokro	4 964 410	5 113 342	5 113 342
15011200035 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Daoukro	4 964 410	5 113 342	5 113 342
15011200039 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de M'Bahiakro	4 414 410	4 546 842	4 546 842
16011200036 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Arrah	4 330 270	4 460 178	4 460 178
16011200037 Recouvrer les droits, taxes et redevances de M'Batto	4 330 270	4 460 178	4 460 178
16011200041 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bongouanou	4 906 030	5 053 210	5 053 210
17011200092 Recouvrer les droits, taxes et redevances Régie des Impôts dans la zone de Béoumi	4 330 270	4 460 178	4 460 178
17011200094 Recouvrer les droits, taxes et redevances diverses dans la zone de Bouaké 2	5 850 270	6 025 778	6 025 778
17011200105 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Bouaké 1	4 850 270	4 995 778	4 995 778
17011200106 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers dans la zone de Bouaké 2	5 850 270	6 025 778	6 025 778
17011200107 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts dans la zone de Bouaké	15 000 000	15 450 000	15 450 000
17011200108 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers de Bouaké 1	4 850 270	4 995 778	4 995 778
17011200109 Recouvrer les droits, taxes et redevances Régie des Impôts dans la zone de Sakassou	4 330 270	4 460 178	4 460 178
17011200121 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts dans la zone de Bouaké 1	4 964 410	5 113 342	5 113 342
18011200047 Recouvrer les droits, taxes et redevances divers de Katiola	4 850 270	4 995 778	4 995 778
18011200048 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Niakara	4 330 270	4 460 178	4 460 178
18011200059 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Dabakala	4 530 270	4 666 178	4 666 178
22011200022 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Touba	4 414 410	4 546 842	4 546 842
23011200042 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement dans la zone d'Odienné	4 966 030	5 115 010	5 115 010
23011200045 Recouvrer les droits, taxes et redevances divers dans la zone d'Odienné	4 964 410	5 113 342	5 113 342
23011200050 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers d'Odienné	4 874 410	5 020 642	5 020 642
24011200035 Recouvrer les droits, taxes et redevances divers de Ferkessédougou	5 030 270	5 181 178	5 181 178
24011200040 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Kong	4 330 270	4 460 178	4 460 178
24011200049 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Ouangolo	4 563 780	4 700 693	4 700 693
25011200074 Recouvrer les droits, taxes et redevances de M'Bengué	5 330 270	5 490 178	5 490 178
25011200075 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts de Korhogo	15 000 000	15 450 000	15 450 000
25011200085 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers dans la zone de Korhogo	4 930 270	5 078 178	5 078 178
25011200093 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Korhogo	5 780 270	5 953 678	5 953 678
25011200100 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts de Korhogo	5 014 410	5 164 842	5 164 842
25011200118 Recouvrer les droits, taxes et redevances Régie des Impôts dans la zone de Dikodougou	4 330 270	4 460 178	4 460 178
26011200031 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Tengréla	3 480 270	3 584 678	3 584 678
26011200042 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Boundiali	4 480 270	4 614 678	4 614 678

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22085 Impôts	**21 362 947 078**	**22 319 900 861**	**18 307 045 931**
28011200032 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Bouna	4 414 410	4 546 842	4 546 842
28011200033 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Nassian	4 330 270	4 460 178	4 460 178
28011200034 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Doropo	4 330 270	4 460 178	4 460 178
31011200090 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers dans la zone de Daloa 2	4 750 270	4 892 778	4 892 778
31011200091 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Vavoua	4 330 270	4 460 178	4 460 178
31011200092 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Daloa 2	4 864 410	5 010 342	5 010 342
31011200106 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts de Daloa	15 000 000	15 450 000	15 450 000
31011200112 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Daloa 1	4 864 410	5 010 342	5 010 342
31011200120 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement dans la zone de Daloa	4 750 270	4 892 778	4 892 778
31011200123 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers de Daloa 1	4 720 270	4 861 878	4 861 878
31011200125 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Issia	4 864 410	5 010 342	5 010 342
32011200062 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Gagnoa	4 866 030	5 012 010	5 012 010
32011200063 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Gagnoa	4 864 410	5 010 342	5 010 342
32011200075 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers dans la zone de Gagnoa	4 866 030	5 012 010	5 012 010
32011200080 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts de Gagnoa	15 000 000	15 450 000	15 450 000
32011200082 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Oumé	4 864 410	5 010 342	5 010 342
35011200054 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Bouaflé	4 864 410	5 010 342	5 010 342
35011200056 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers de Bouaflé	4 864 410	5 010 342	5 010 342
35011200059 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bonon	4 416 030	4 548 510	4 548 510
35011200063 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts dans la zone de Sinfra	4 864 410	5 010 342	5 010 342
35011200069 Recouvrer les droits, taxes et redevances de la zone de Zuénoula	4 414 410	4 546 842	4 546 842
36011200032 Recouvrer les droits, taxes et redevances diverses de la zone de Séguéla	4 864 410	5 010 342	5 010 342
36011200035 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de Séguéla	4 864 410	5 010 342	5 010 342
37011200021 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Mankono	4 714 410	4 855 842	4 855 842
41011200079 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement de la zone de Man	4 780 270	4 923 678	4 923 678
41011200080 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts dans la zone de Man	5 864 410	6 040 342	6 040 342
41011200081 Recouvrer les droits, taxes et redevances/ Régie des Impots de Danané	4 330 270	4 460 178	4 460 178
41011200101 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts dans la zone de Man	15 000 000	15 450 000	15 450 000
41011200106 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Biankouma	4 330 270	4 460 178	4 460 178
41011200109 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers dans la zone de Man	4 880 270	5 026 678	5 026 678
42011200051 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Toulepleu	4 916 030	5 063 510	5 063 510
42011200052 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers dans la zone de Guiglo	5 364 410	5 525 342	5 525 342
42011200053 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bloléquin	4 566 030	4 703 010	4 703 010
42011200061 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement dans la zone de Guiglo	4 780 270	4 923 678	4 923 678
42011200070 Recouvrer les droits, taxes et redevances diverses dans la zone de Guiglo	5 014 410	5 164 842	5 164 842
43011200036 Recouvrer les droits, taxes et redevances divers dans la zone de Duékoué	5 014 410	5 164 842	5 164 842
43011200052 Recouvrer les droits, taxes et redevances divers dans la zone de Bangolo	4 934 410	5 082 442	5 082 442

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22085 Impôts	**21 362 947 078**	**22 319 900 861**	**18 307 045 931**
51011200046 Recouvrer les droits, taxes et redevances diverses dans la zone de Lakota	4 864 410	5 010 342	5 010 342
51011200051 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers dans la zone de Divo	4 864 410	5 010 342	5 010 342
51011200052 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Divo	4 864 410	5 010 342	5 010 342
55011200060 Recouvrer les droits, taxes et redevances Fonciers dans la zone de San - Pedro	4 780 270	4 923 678	4 923 678
55011200061 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts dans la zone de San-Pédro	23 550 000	24 256 500	24 256 500
55011200079 Recouvrer les droits, taxes et redevances du domaine et de l'enregistrement de San-Pédro	4 780 270	4 923 678	4 923 678
55011200085 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de San-Pédro	4 864 410	5 010 342	5 010 342
55011200086 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Tabou	4 330 270	4 460 178	4 460 178
56011200038 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Soubré	4 864 410	5 010 342	5 010 342
56011200039 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Méagui	4 330 270	4 460 178	4 460 178
57011200029 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Fresco	4 330 270	4 460 178	4 460 178
57011200036 Recouvrer les droits, taxes et redevances Divers de Sassandra	4 450 270	4 583 778	4 583 778
61011200082 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Niablé	4 330 270	4 460 178	4 460 178
61011200083 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bettié	4 330 270	4 460 178	4 460 178
61011200091 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone d'Abengourou	4 864 410	5 010 342	5 010 342
61011200093 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement dans la zone d'Abengourou	4 750 270	4 892 778	4 892 778
61011200099 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts d'Abengourou	15 000 000	15 450 000	15 450 000
61011200109 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers d'Abengourou	4 750 270	4 892 778	4 892 778
61011200112 Recouvrer les droits, taxes et redevances divers d'Agnibilékro	4 750 270	4 892 778	4 892 778
62011200059 Recouvrer les droits, taxes et redevances/Régie des Impôts de Koun Fao	4 916 030	5 063 510	5 063 510
62011200060 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers dans la zone de Bondoukou	4 964 410	5 113 342	5 113 342
62011200061 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Kouassi Datékro	4 330 270	4 460 178	4 460 178
62011200066 Recouvrer les droits, taxes et redevances divers de Tanda	4 866 030	5 012 010	5 012 010
62011200076 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement dans la zone de Bondoukou	4 750 270	4 892 778	4 892 778
62011200079 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bondoukou	4 750 270	4 892 778	4 892 778
71011200098 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Grand-Bassam	4 834 410	4 979 442	4 979 442
71011200099 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine de l'Enregistrement de Grand-Bassam	4 750 270	4 892 778	4 892 778
71011200100 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Maféré	4 330 270	4 460 178	4 460 178
71011200101 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Tiapoum	4 330 270	4 460 178	4 460 178
71011200102 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers dans la zone de Grand- Bassam	4 780 270	4 923 678	4 923 678
71011200116 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Bonoua	4 864 410	5 010 342	5 010 342
71011200117 Recouvrer les droits, taxes et redevances de la zone d'Ayamé	4 330 270	4 460 178	4 460 178
71011200128 Recouvrer les droits, taxes et redevances de VITIB	4 330 270	4 460 178	4 460 178
71011200133 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers dans la zone d'Aboisso	4 906 030	5 053 210	5 053 210
71011200139 Recouvrer les droits, taxes et redevances divers d'Aboisso	5 814 410	5 988 842	5 988 842
71011200143 Recouvrer les droits, taxes et redevances diverses dans la zone d'Adiaké	4 880 270	5 026 678	5 026 678
76011200083 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone d'Agboville	4 964 410	5 113 342	5 113 342

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22085 Impôts	**21 362 947 078**	**22 319 900 861**	**18 307 045 931**
76011200084 Recouvrer les droits, taxes et redevances des Impôts dans la zone de Tiassalé	4 906 030	5 053 210	5 053 210
76011200085 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Taabo	4 330 270	4 460 178	4 460 178
76011200086 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers dans la zone de Tiassalé	4 850 270	4 995 778	4 995 778
76011200099 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Sikensi	4 750 270	4 892 778	4 892 778
76011200113 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers d'Agboville	4 880 270	5 026 678	5 026 678
76011200114 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement d'Agboville	4 850 270	4 995 778	4 995 778
77011200048 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Yakassé Attobrou	4 330 270	4 460 178	4 460 178
77011200054 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers d'Adzopé	4 880 270	5 026 678	5 026 678
77011200066 Recouvrer les droits, taxes et redevances d'Akoupé	4 864 410	5 010 342	5 010 342
77011200067 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone d'Adzopé	4 864 410	5 010 342	5 010 342
78011201732 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord II	10 000 000	10 300 000	10 300 000
78011201733 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord 1	10 000 000	10 300 000	10 300 000
78011201894 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Nord III	10 000 000	10 300 000	10 300 000
78011201987 Recouvrer les droits, taxes et redevances dans la zone de Songon	4 330 270	4 460 178	4 460 178
78011201988 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts d'Abidjan Sud III	10 000 000	10 300 000	10 300 000
78011201989 Coordonner le recouvrement général des droits et taxes	48 000 000	49 440 000	49 440 000
78011201990 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts d'Abidjan Nord IV	10 000 000	10 300 000	10 300 000
78011202214 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts Abidjan Sud	10 000 000	10 300 000	10 300 000
78011202225 Suivre et centraliser les opérations comptables des Impôts d'Abidjan Sud II	10 000 000	10 300 000	10 300 000
78011202306 Suivre et centraliser les opérations comptables	10 000 000	10 300 000	10 300 000
79011200051 Recouvrer les droits, taxes et redevances divers de Grand-Lahou	4 680 270	4 820 678	4 820 678
79011200052 Recouvrer les droits, taxes et redevances fonciers dans la zone de Dabou	4 750 270	4 892 778	4 892 778
79011200063 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Dabou	4 864 410	5 010 342	5 010 342
79011200064 Recouvrer les droits, taxes et redevances de Jacqueville	4 330 270	4 460 178	4 460 178
79011200074 Recouvrer les droits, taxes et redevances du Domaine et de l'Enregistrement dans la zone de Dabou	4 380 270	4 511 678	4 511 678
2208505 Cadastre et gestion de la propriété foncière	**2 643 053 790**	**1 812 345 387**	**1 874 301 116**
2 Biens et services	**643 053 790**	**662 345 387**	**662 345 387**
11011200089 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Yamoussoukro	4 385 015	4 516 565	4 516 565
11011200096 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Yamoussoukro	4 300 000	4 429 000	4 429 000
11011200103 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Yamoussoukro	5 702 000	5 873 060	5 873 060
11011200104 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région du Bélier (Yamoussoukro)	4 235 015	4 362 065	4 362 065
11011200111 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de Yamoussoukro	3 330 270	3 430 178	3 430 178
14011200045 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Dimbokro	4 835 015	4 980 065	4 980 065
14011200046 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région du N'Zi (Dimbokro)	3 235 015	3 332 065	3 332 065
14011200047 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière dans la zone de Dimbokro	3 300 000	3 399 000	3 399 000
14011200057 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Dimbokro	5 765 000	5 937 950	5 937 950
14011200059 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Dimbokro	4 300 000	4 429 000	4 429 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22085 Impôts	**21 362 947 078**	**22 319 900 861**	**18 307 045 931**
15011200049 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Daoukro	4 385 015	4 516 565	4 516 565
17011200086 Conserver la Propriété Foncière et les Hypothèques (CPFH) de Bouaké	5 802 000	5 976 060	5 976 060
17011200087 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de Bouaké 2	4 235 015	4 362 065	4 362 065
17011200098 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la zone de Bouaké 1	4 235 015	4 362 065	4 362 065
17011200118 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de Bouaké	3 300 000	3 399 000	3 399 000
17013300006 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Bouaké	4 300 000	4 429 000	4 429 000
18011200049 Gérer le cadastre et la propriété foncière dans la zone de Katiola	4 385 015	4 516 565	4 516 565
22011200025 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Touba	4 385 015	4 516 565	4 516 565
23011200039 Conserver la propriété foncière et des hypothèques dans la zone d'Odienné	6 002 000	6 182 060	6 182 060
23011200040 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région du Kabadougou (Odienné)	3 235 015	3 332 065	3 332 065
23011200041 Gérer le cadastre et la propriété foncière d'Odienné	4 385 015	4 516 565	4 516 565
23011200043 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière dans la zone d'Odienné	4 499 395	4 634 377	4 634 377
23011200044 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone d'Odienné	4 435 015	4 568 065	4 568 065
24011200041 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Ferkessédougou	4 385 015	4 516 565	4 516 565
25011200076 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de Korhogo	6 300 000	6 489 000	6 489 000
25011200088 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Korhogo	4 750 270	4 892 778	4 892 778
25011200089 Conserver la Propriété Foncière et les Hypothèques (CPFH) de Korhogo	5 952 000	6 130 560	6 130 560
25011200090 Gérer le cadastre et la propriété foncière dans la zone de Korhogo	3 385 015	3 486 565	3 486 565
25011200101 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région du Poro (Korhogo)	4 235 015	4 362 065	4 362 065
26011200032 Gérer le cadastre et la propriété foncière dans la zone de Boundiali	4 385 015	4 516 565	4 516 565
28011200042 Gérer le cadastre et la propriété foncière dans la zone de Bouna	4 385 015	4 516 565	4 516 565
31011200093 Conserver la propriété foncière et des hypothèques de Daloa	5 802 000	5 976 060	5 976 060
31011200094 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de Daloa	4 300 000	4 429 000	4 429 000
31011200095 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Daloa	4 300 000	4 429 000	4 429 000
31011200124 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région du Haut-Sassandra (Daloa)	4 235 015	4 362 065	4 362 065
32011200064 Conserver la Propriété Foncière et les Hypothèques (CPFH) de Gagnoa	5 802 000	5 976 060	5 976 060
32011200073 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région du Gôh (Gagnoa)	4 235 015	4 362 065	4 362 065
32011200076 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Gagnoa	4 300 000	4 429 000	4 429 000
32011200081 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de Gagnoa	4 300 000	4 429 000	4 429 000
35011200068 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Bouaflé	4 385 015	4 516 565	4 516 565
35011200087 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Bouaflé	5 702 000	5 873 060	5 873 060
35011200088 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Bouaflé	4 300 000	4 429 000	4 429 000
35011200089 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière dans la zone de Bouaflé	4 300 000	4 429 000	4 429 000
36011200033 Conserver la propriété foncière et des hypothèques dans la zone de Séguéla	5 302 000	5 461 060	5 461 060
36011200040 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière dans la zone de Séguéla	4 300 000	4 429 000	4 429 000
36011200041 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région de Séguéla	4 235 015	4 362 065	4 362 065
36011200044 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Séguéla	4 300 000	4 429 000	4 429 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22085 Impôts	**21 362 947 078**	**22 319 900 861**	**18 307 045 931**
41011200082 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région du Tonpki	4 235 015	4 362 065	4 362 065
41011200083 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Man	4 300 000	4 429 000	4 429 000
41011200094 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de Man	3 300 000	3 399 000	3 399 000
41011200102 Conserver la Propriété Foncière et les Hypothèques (CPFH) Man	5 602 000	5 770 060	5 770 060
41011200103 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Man	3 385 015	3 486 565	3 486 565
41011200104 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Danané	4 385 015	4 516 565	4 516 565
42011200054 Conserver la Propriété Foncière et les Hypothèques (CPFH) de Guiglo	5 802 000	5 976 060	5 976 060
42011200055 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région du Cavally (Guiglo)	4 235 015	4 362 065	4 362 065
42011200056 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de Guiglo	3 450 000	3 553 500	3 553 500
42011200069 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Guiglo	4 300 000	4 429 000	4 429 000
43011200037 Gérer le cadastre et la propriété foncière dans la zone de Duékoué	4 385 015	4 516 565	4 516 565
51011200047 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région du Lôh-Djiboua (Divo)	3 235 015	3 332 065	3 332 065
51011200067 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Divo	5 702 000	5 873 060	5 873 060
51011200068 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Divo	4 300 000	4 429 000	4 429 000
51011200069 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière dans la zone de Divo	4 300 000	4 429 000	4 429 000
55011200073 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière dans la zone de San-Pédro	4 300 000	4 429 000	4 429 000
55011200074 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région de San-Pédro	4 235 015	4 362 065	4 362 065
55011200080 Conserver la propriété foncière et des hypothèques de San-Pédro	5 802 000	5 976 060	5 976 060
55011200081 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de San-Pédro	4 300 000	4 429 000	4 429 000
56011200040 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région de la Nawa (Soubré)	4 235 015	4 362 065	4 362 065
57011200039 Gérer le cadastre et la propriété foncière de Sassandra	4 385 015	4 516 565	4 516 565
61011200094 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière d'Abengourou	4 300 000	4 429 000	4 429 000
61011200102 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone d'Abengourou	4 300 000	4 429 000	4 429 000
61011200107 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	4 235 015	4 362 065	4 362 065
61011200110 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) dans la zone d'Abengourou	5 802 000	5 976 060	5 976 060
62011200062 Conserver la propriété foncière et les hypothèques dans la zone de Bondoukou	5 802 000	5 976 060	5 976 060
62011200063 Faire appliquer la réglementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Bondoukou	4 560 300	4 697 109	4 697 109
62011200064 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de Bondoukou	4 300 000	4 429 000	4 429 000
62011200073 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de Bondoukou	4 235 015	4 362 065	4 362 065
71011200103 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région d'Aboisso	4 235 015	4 362 065	4 362 065
71011200104 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de Grand-Bassam PGF 2	4 300 000	4 429 000	4 429 000
71011200105 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Grand-Bassam PGF 2	4 300 000	4 429 000	4 429 000
71011200120 Conserver la Propriété Foncière et les Hypothèques (CPFH) Grand-Bassam	5 802 000	5 976 060	5 976 060
71011200126 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de Grand-Bassam PGF 1	4 600 000	4 738 000	4 738 000
71011200127 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Grand-Bassam PGF1	4 300 000	4 429 000	4 429 000
71011200131 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région de Grand-Bassam	4 235 015	4 362 065	4 362 065

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22085 Impôts	**21 362 947 078**	**22 319 900 861**	**18 307 045 931**
76011200087 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la Région de l'Agnéby-Tiassa (Agboville)	4 235 015	4 362 065	4 362 065
76011200101 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière d'Agboville	4 300 000	4 429 000	4 429 000
76011200103 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Agboville	4 300 000	4 429 000	4 429 000
76011200115 Conserver la Propriété Foncière et les Hypothèques (CPFH) d'Agboville	6 602 000	6 800 060	6 800 060
77011200049 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique d'Adzopé	4 235 015	4 362 065	4 362 065
77011200077 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Adzopé	5 702 000	5 873 060	5 873 060
77011200078 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone d'Adzopé	4 300 000	4 429 000	4 429 000
77011200079 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière dans la zone d'Adzopé	4 300 000	4 429 000	4 429 000
78011201734 Conserver de la propriété foncière et des hypothèques d'Abidjan Nord III	12 000 000	12 360 000	12 360 000
78011201735 Gérer l'ensemble du cadastre et la propriété foncière	44 215 000	45 541 450	45 541 450
78011201737 Conserver la Propriété Foncière et les Hypothèques nationales	44 000 000	45 320 000	45 320 000
78011201739 Conserver la propriété foncière et des hypothèques d'Abidjan Nord IV	12 000 000	12 360 000	12 360 000
78011202011 Conserver la propriété foncière et des hypothèques d'Abidjan Nord VI (Riviéra)	12 000 000	12 360 000	12 360 000
78011202138 Conserver la Propriété Foncière et les Hypothèques (CPFH) Abidjan Sud II (Marcory)	12 000 000	12 360 000	12 360 000
78011202182 Conserver la propriété foncière et des hypothèques d'Abidjan Nord V (Yopougon 2)	12 000 000	12 360 000	12 360 000
78011202204 Conserver la Propriété Foncière et les Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord 1	12 000 000	12 360 000	12 360 000
78011202243 Conserver la Propriété Foncière et les Hypothèques (CPFH) Abidjan Nord II	12 000 000	12 360 000	12 360 000
78011202307 Conserver la propriété foncière et des hypothèques d'Abidjan Sud	12 000 000	12 360 000	12 360 000
78011202386 Conserver la Propriété Foncière et les Hypothèques (CPFH) de Bingerville	12 000 000	12 360 000	12 360 000
78011202629 Conserver la Propriété Foncière et des Hypothèques (CPFH) Songon	5 702 000	5 873 060	5 873 060
78011202630 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Songon	4 300 000	4 429 000	4 429 000
78011202631 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière dans la zone de Songon	4 300 000	4 429 000	4 429 000
79011200053 Faire appliquer la règlementation relative aux droits d'enregistrement et de timbre dans la zone de Dabou	4 300 000	4 429 000	4 429 000
79011200058 Conserver la Propriété Foncière et les Hypothèques (CPFH) de Dabou	6 102 000	6 285 060	6 285 060
79011200059 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de Dabou PGF 1	3 300 000	3 399 000	3 399 000
79011200072 Contrôler les actes de la conservation de la propriété foncière de Dabou PGF 2	3 300 000	3 399 000	3 399 000
79011200076 Gérer le cadastre et la propriété foncière technique de la zone de Dabou	3 235 015	3 332 065	3 332 065
4 Investissements	**2 000 000 000**	**1 150 000 000**	**1 211 955 729**
Trésor	***2 000 000 000***	***1 150 000 000***	***1 211 955 729***
78011201738 Faire les travaux Cadastraux (DGI)	2 000 000 000	1 150 000 000	1 211 955 729

II.2.5 Programme 5 : Budget

II.2.5.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 5 : Budget	Action 5.1: Coordination et animation de l'administration budgétaire
	Action 5.2: Préparation, élaboration, suivi et contrôle de l'exécution des lois des finances de l'année
	Action 5.3: Contrôler les opérations budgétaires de l'Etat, des établissements publics nationaux, et des collectivités décentralisées
	Action 5.4: Communication, qualité du service et gestion des ressources humaines et matérielles
	Action 5.5: Gestion des systèmes d'information budgétaires

II.2.5.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Budget						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
Objectif spécifique 4.1 : Améliorer la gestion de l'administration budgétaire	Taux de réalisation du PAS du programme Budget	100%	95%	95%	95%	(Nombre d'activités réalisées/ Nombre d'activités prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DPSB
	Taux d'exécution du budget d'investissement du programme budget	99,64%	90%	90%	90%	Montant mandat ordonnancé (Investissement) / Montant budget Investissement) X 100 Source : Rapport d'activités DRHMG
Objectif spécifique 4.2 : Assurer une gestion efficace et efficiente du budget de l'État	Taux d'audits réalisés	100%	95%	95%	95%	(Nombre d'audits réalisés / Nombre audits prévus) X 100 Source : rapport d'activités CEADP
	Niveau du solde budgétaire	4%	3%	3%	3%	(Déficit budgétaire / PIB) X 100 Source : Loi de Règlement /DPSB
Objectif spécifique 4.3 : Améliorer la gestion des ressources humaines et la qualité du service	Taux d'exécution du Plan de formation sur le budget	100%	95%	95%	95%	(Nombre de formations réalisées / Nombre de formations prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DFDC
	Délai moyen de traitement des requêtes des opérateurs économiques	1	2	2	2	Nombre total de jour de traitement des requêtes des opérateurs économiques / Nombre total des requêtes traitées) Source : Rapport d'activités CELIOPE

Programme 5 : Budget						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
Objectif spécifique 4.4 : Renforcer les outils d'élaboration et d'exécution budgétaires	Nombre cumulé de collectivités territoriales et districts autonomes connectées au système d'information budgétaire	83	88	93	100	Dénombrement Source : Rapport d'activités DOCD
	Proportion de structures connectées au Système Intégré de Gestion de la Comptabilités des Matières (SIGESCOM)	0%	15%	30%	50%	(Nombre de structures connectées au SIGESCOM /Nombre total de structures à connecter au SIGESCOM) X 100 Source : Rapport d'activités DDCM

II.2.5.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 5 : BUDGET	**64 941 585 484**	**57 408 993 076**	**57 195 450 587**
Dépenses de personnel	2 593 170 044	2 593 170 044	2 593 170 044
Dépenses en biens et services	23 160 047 972	23 957 576 854	24 451 826 512
Transferts	173 699 407	176 699 406	179 789 407
Investissements	39 014 668 061	30 681 546 772	29 970 664 624
Trésor	*39 014 668 061*	*30 681 546 772*	*29 970 664 624*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22086 Budget	**64 941 585 484**	**57 408 993 076**	**57 195 450 587**
2208601 Coordination et animation de l'administration budgétaire	**17 716 308 923**	**18 268 280 833**	**18 544 897 956**
1 Personnel	**512 948 156**	**512 948 156**	**512 948 156**
11011200125 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du Bélier (Yamoussoukro)	15 264 000	15 264 000	15 264 000
14011200069 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du N'Zi (Dimbokro)	10 176 000	10 176 000	10 176 000
17011200137 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du Gbêkê (Bouaké)	8 112 000	8 112 000	8 112 000
18011200074 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du Hambol (Katiola)	8 112 000	8 112 000	8 112 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22086 Budget	**64 941 585 484**	**57 408 993 076**	**57 195 450 587**
22011200037 Assurer les charges salariales des services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région du Bafing (Touba)	4 128 000	4 128 000	4 128 000
23011200068 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du Kabadougou (Odienné)	5 388 000	5 388 000	5 388 000
24011200056 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du Tchologo (Ferkessédougou)	9 368 000	9 368 000	9 368 000
25011200111 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du Poro (Korhogo)	12 240 000	12 240 000	12 240 000
28011200053 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du Bounkani (Bouna)	1 920 000	1 920 000	1 920 000
31011200142 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du Haut-Sassandra (Daloa)	9 216 000	9 216 000	9 216 000
32011200095 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du Gôh (Gagnoa)	6 192 000	6 192 000	6 192 000
36011200054 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du Worodougou (Séguéla)	7 008 000	7 008 000	7 008 000
41011200130 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du Tonkpi (Man)	4 128 000	4 128 000	4 128 000
42011200085 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du Cavally (Guiglo)	8 112 000	8 112 000	8 112 000
51011200062 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du Lôh-Djiboua (Divo)	5 232 000	5 232 000	5 232 000
55011200092 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances de San-Pédro (San-Pédro)	11 136 000	11 136 000	11 136 000
56011200059 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances de la Nawa (Soubré)	4 950 000	4 950 000	4 950 000
61011200127 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	13 344 000	13 344 000	13 344 000
62011200100 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances du Gontougo (Bondoukou)	1 104 000	1 104 000	1 104 000
71011200160 Assurer les charges salariales des services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région du Sud Comoé (Aboisso)	11 280 000	11 280 000	11 280 000
76011200125 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances de l'Agnéby-Tiassa (Agboville)	12 240 000	12 240 000	12 240 000
77011200073 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances de la Mé (Adzopé)	5 760 000	5 760 000	5 760 000
78011201750 Assurer les charges salariales de la DGBF-Gestion Assistance Technique	322 314 156	322 314 156	322 314 156
78011202462 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances d'Abidjan Sud (Cocody)	4 800 000	4 800 000	4 800 000
78011202463 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale du Budget et des Finances d'Abidjan Nord (Yopougon)	11 424 000	11 424 000	11 424 000
2 Biens et services	**10 767 305 852**	**11 362 854 504**	**11 615 998 655**
11011200126 Coordonner les services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région du Bélier (Yamoussoukro)	81 599 999	82 979 249	84 399 877
14011200070 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région du N'Zi (Dimbokro)	71 610 939	72 541 119	73 499 205
17011200138 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région du Gbêkê (Bouaké)	77 507 000	78 570 842	79 666 599
18011200075 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région du Hambol (Katiola)	79 831 977	80 620 673	81 433 030
22011200038 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région du Bafing (Touba)	82 754 992	83 981 771	85 245 352
23011200069 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région du Kabadougou (Odienné)	81 017 547	81 905 880	82 820 862
24011200057 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région du Tchologo (Ferkessédougou)	89 090 540	90 589 648	92 133 729
25011200112 Coordonner les services de l'administration du Budget et des Finances de la Région du Poro (Korhogo)	86 655 089	87 810 089	88 999 739
28011200054 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région du Bounkani (Bouna)	87 916 564	89 102 693	90 324 406
31011200143 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région du Haut-Sassandra (Daloa)	91 565 995	92 861 628	94 196 130
32011200096 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région du Gôh (Gagnoa)	75 969 854	77 064 438	78 191 860
36011200055 Coordonner les services de l'administration du Budget et des Finances de la Région du Worodougou (Séguéla)	86 129 482	87 252 664	88 409 542

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22086 Budget	**64 941 585 484**	**57 408 993 076**	**57 195 450 587**
41011200131 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région du Tonkpi (Man)	85 229 421	86 436 257	87 679 299
42011200086 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région du Cavally (Guiglo)	87 931 891	89 213 469	90 533 495
51011200063 Coordonner les services de l'administration du Budget et des Finances de la Région du Lôh-Djiboua (Divo)	90 632 427	91 458 177	92 380 642
55011200093 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région de San-Pédro	78 548 867	79 761 629	81 010 773
56011200060 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région de la Nawa (Soubré)	83 960 181	85 413 148	86 909 705
61011200128 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	71 289 453	72 242 512	73 224 163
62011200101 Coordonner les services de l'administration du Budget et des Finances de la Région du Gontougo (Bondoukou)	75 383 514	76 448 412	77 545 257
71011200161 Coordonner les services de l'administration du Budget et des Finances de la Région du Sud Comoé (Aboisso)	75 812 183	77 057 183	78 339 533
76011200126 Coordonner les Services de l'Administration du Budget et des Finances de la Région de l'Agnéby - Tiassa (Agboville)	74 088 116	75 052 143	76 045 088
77011200074 Coordonner les services de l'administration du Budget et des Finances de la Région de la Mé (Adzopé)	83 077 073	84 392 811	85 748 022
78011201740 Assurer la gestion des autres missions	300 000 001	309 000 001	318 270 001
78011201741 Coordonner les activités des structures de l'administration budgétaire	500 000 000	515 000 001	530 450 001
78011201745 Élaborer les politiques et synthèses budgétaires	145 000 000	145 137 711	145 279 553
78011201748 Mettre en œuvre la réforme budgétaire	199 600 000	203 434 000	207 383 020
78011201749 Suivre et évaluer la gestion budgétaire des Représentations à l'extérieur	67 107 716	69 120 947	71 194 575
78011201881 Gérer la Cité Financière	1 946 502 724	1 961 232 724	1 976 404 624
78011202016 Prendre en charge diverses dépenses des Administrations	650 000 000	1 030 000 001	1 060 900 000
78011202028 Mettre en œuvre le Schéma Directeur de la Réforme des Finances Publiques (CONAFIP) / DGBF	680 000 000	700 400 000	721 412 000
78011202140 Participer aux activités de l'Initiative Africaine concertée sur la Réforme Budgétaire (CABRI)	30 500 000	31 415 000	32 357 450
78011202145 Apporter un appui à la gestion des assurances	3 500 000 000	3 605 000 000	3 713 150 000
78011202464 Coordonner les services de l'Administration du Budget et des Finances d'Abidjan Sud (Cocody)	169 091 354	171 645 038	174 275 333
78011202465 Coordonner les services de l'administration du Budget et des Finances d'Abidjan Nord (Yopougon)	130 895 811	133 509 755	136 202 117
78011202475 Gérer les groupes électrogènes de la Cité Financière	125 746 831	125 746 831	125 746 831
78011202511 Aménager les façades de la Cité Financière	273 603 000	281 811 090	290 265 423
90011200031 Prendre en charge le fonctionnement du Service Financier du Programme Budget	85 000 000	85 990 000	87 166 800
90011290131 Elaborer la masse salariale des EPN et Assimilés	30 000 000	30 900 000	31 827 000
90011290132 Assurer l'administration fonctionnelle du SIGOBE au niveau des EPN	136 655 311	140 754 970	144 977 619
3 Transferts	**45 000 000**	**45 000 000**	**45 000 000**
78011202144 Assister le personnel en difficulté	45 000 000	45 000 000	45 000 000
4 Investissements	**6 391 054 915**	**6 347 478 173**	**6 370 951 145**
Trésor	***6 391 054 915***	***6 347 478 173***	***6 370 951 145***
78011202591 Coordonner les activités des structures déconcentrées	280 775 256	289 198 514	297 874 469
78011202513 Suivre les projets informatiques transversaux de la DGBF / DSIB	150 000 000	150 000 000	150 000 000
78011202017 Projet de refonte du système d'information budgétaire	762 430 774	762 430 774	777 227 791

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22086 Budget	**64 941 585 484**	**57 408 993 076**	**57 195 450 587**
78011202015 Projet de renforcement du suivi des opérations et d'amélioration de la gestion budgétaire/DBE	279 564 973	227 564 973	227 564 973
78011202012 Prendre en charge les opérations d'investissement pour le compte de diverses Administrations	2 549 173 141	2 549 173 141	2 549 173 141
78011201876 Appui à l'informatisation de la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF)	850 000 000	850 000 000	850 000 000
78011201747 Mise en œuvre CDMT et GAR/DGBF	486 200 001	486 200 001	486 200 001
78011201743 Réhabilitation de la Direction Générale du Budget et des Finances	473 410 770	473 410 770	473 410 770
78011201626 Réhabilitation de la Cité Financière	559 500 000	559 500 000	559 500 000
2208602 Préparation, élaboration, suivi et contrôle de l'exécution des lois des finances de l'année	**28 517 552 423**	**20 557 854 993**	**20 603 744 809**
1 Personnel	**1 051 236 024**	**1 051 236 024**	**1 051 236 024**
78011201759 Assurer les charges salariales liées à la Gestion des Dépenses Centralisées de la DGBF	570 000 000	570 000 000	570 000 000
78011201760 Assurer les charges salariales de la DGBF/Prise en charge de diverses dépenses des administrations	156 556 024	156 556 024	156 556 024
78011201994 Assurer les charges salariales du Comité de Loi de Règlement	116 280 000	116 280 000	116 280 000
78011202160 Assurer les charges salariales de la DDCM/ Suivi du Recensement des biens meubles de l'Etat	112 000 000	112 000 000	112 000 000
78011202327 Assurer les charges salariales de la DDCM/ Brigade Contrôle Abonnements et des biens meubles de l'Etat	96 400 000	96 400 000	96 400 000
2 Biens et services	**2 466 316 399**	**2 506 618 969**	**2 552 508 785**
78011201755 Préparer le projet de Loi de Finances portant budget de l'Etat	326 485 136	331 966 570	337 612 448
78011201756 Préparer l'avant-projet de Loi de règlement	75 092 460	76 200 734	77 342 256
78011202087 Elaborer le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses-Projets Annuels de Performance (DPPD-PAP) et le Rapport Annuel de Performance (RAP) du Programme Budget	115 000 000	118 450 000	122 003 500
78011202088 Élaborer et vulgariser le Budget Citoyen	263 504 784	263 590 284	266 789 745
78011202151 Suivre l'exécution du budget par les DAF	157 000 000	161 710 000	166 561 300
78011202157 Suivre l'exécution du budget de l'Etat	326 730 208	333 832 113	341 147 077
78011202158 Mettre en œuvre la politique de vente des vignettes administratives	27 899 387	28 736 369	29 598 460
78011202196 Elaborer le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuel et la Déclaration sur les risques Budgétaires (DPBEP-DRB)	176 000 001	176 057 001	177 382 481
78011202216 Prendre en compte les collectivités territoriales dans l'élaboration et l'exécution du budget de l'Etat et participer au suivi de leur gestion financière	110 000 000	113 053 351	116 198 303
90011200011 Exécuter les dépenses Communes et les opérations de fin de gestion	62 000 000	63 860 000	65 775 800
90011200012 Elaborer les décrets portant modification du budget de l'Etat en cours de d'exercice	67 000 000	69 010 000	71 080 300
90011200013 Mettre en œuvre la démarche qualité à la Direction Générale du Budget et des Finances	391 028 916	396 279 784	401 688 178
90011200014 Organiser les activités sportives de la DGBF	44 000 000	45 320 000	46 679 600
90011200015 Mettre en place les outils de gestion du personnel	111 000 000	113 370 000	115 811 100
90011200016 Coordonner la préparation du budget de la DGBF et suivre l'entretien des équipements et matériels	101 075 507	101 707 763	102 358 987
90011200017 Améliorer la prise en charge des usagers/clients	32 500 000	33 475 000	34 479 250
90011290216 Mettre en œuvre le Contrôle Interne à la DGBF	80 000 000	80 000 000	80 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22086 Budget	**64 941 585 484**	**57 408 993 076**	**57 195 450 587**
4 Investissements	**25 000 000 000**	**17 000 000 000**	**17 000 000 000**
Trésor	***25 000 000 000***	***17 000 000 000***	***17 000 000 000***
78011202019 Acquérir des Véhicules / Direction des Dépenses Centralisées de l'Etat et de la Comptabilité des Matières	25 000 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000
2208603 Contrôler les opérations budgétaires de l'Etat, des établissements publics nationaux, et des collectivités décentralisées	**5 635 802 973**	**6 029 505 801**	**5 681 266 496**
1 Personnel	**107 458 297**	**107 458 297**	**107 458 297**
78011201769 Assurer les charges salariales de la Direction du Contrôle Budgétaire (DCB)	105 500 000	105 500 000	105 500 000
78011201998 Assurer les charges salariales de la DGBF/ Opération d'ajustement Rémunération Personnel Etat en cours d'exercice	1 958 297	1 958 297	1 958 297
2 Biens et services	**5 238 494 105**	**5 323 142 866**	**5 439 018 792**
78011201761 Mettre en œuvre la politique de contrôle des abonnements et des biens meubles de l'Etat	99 025 069	101 995 821	105 055 696
78011201763 Mettre en œuvre le Suivi du Recensement des biens meubles de l'Etat	275 307 085	277 292 163	279 336 794
78011201766 Prendre en charge la convention LBTP-suivi des abonnements eaux	194 000 000	194 000 000	194 000 000
78011201767 Coordonner les services chargés des dépenses centralisées de l'Etat et de la comptabilité des matières	77 776 822	80 110 127	82 513 430
78011201771 Assurer la rationalisation relative à l'éclairage public	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78011201857 Suivre l'exécution de la Comptabilité-matière/DDCM	349 330 999	359 810 929	370 605 257
78011201878 Assurer la maintenance et l'entretien des véhicules de Pool	263 470 422	263 470 422	263 470 422
78011201883 Équiper les services de la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF)	839 604 284	864 792 412	890 736 184
78011201999 Effectuer les travaux à l'immeuble POSTEL 2001 pour la téléphonie IP	123 000 000	126 690 000	130 490 700
78011202097 Assurer la gestion rationnelle des véhicules de l'Etat	79 670 000	82 060 100	84 521 903
78011202162 Effectuer l'évaluation et l'audit des dépenses publiques	433 029 377	443 835 841	454 966 500
78011202163 Prendre en charge la convention LBTP de suivi des abonnements d'électricité	331 000 000	331 000 000	331 000 000
78011202164 Contrôler les instruments de mesures en électricité	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78011202233 Convention LBTP Travaux Réparation Fuites d'Eau	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78011202241 Assurer la gestion de l'Entretien Réseau	470 000 000	478 538 402	492 894 554
78011202280 Assurer la gestion des branchements, raccordements et extension de réseaux	911 059 993	911 059 993	934 186 097
78011202299 Tenir la Commission de Gestion des Véhicules Administratifs	14 714 064	15 155 486	15 610 150
90011200024 Coordonner le contrôle des opérations budgétaires des EPN et structures assimilées	177 505 990	182 831 170	188 316 105
90011200035 Réaliser des études en vue du suivi des risques au niveau des EPN	150 000 000	154 500 000	159 135 000
90011290126 Effectuer les missions d'évaluation et d'audit des dépenses publiques	200 000 000	206 000 000	212 180 000
3 Transferts	**128 699 407**	**131 699 406**	**134 789 407**
78011201768 Prendre en charge la part de l'Etat dans le Syndic Copropriété Immeuble AMCI	39 696 472	40 887 366	42 113 987
78011201843 Prendre en charge la part de l'Etat dans le Syndic Copropriété Immeuble Signal / DDCM	3 174 880	3 270 126	3 368 230
78011201997 Prendre en charge la part de l'Etat dans le Syndic Copropriété Immeuble BICICI / DDCM	85 828 055	87 541 914	89 307 190
4 Investissements	**161 151 164**	**467 205 232**	**0**
Trésor	***161 151 164***	***467 205 232***	***0***
78011201995 Géolocaliser les véhicules de l'Etat	161 151 164	467 205 232	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22086 Budget	**64 941 585 484**	**57 408 993 076**	**57 195 450 587**
2208604 Communication, qualité du service et gestion des ressources humaines et matérielles	**3 470 295 656**	**2 885 991 619**	**2 916 451 107**
1 Personnel	**597 306 567**	**597 306 567**	**597 306 567**
78011202000 Liquider les droits des personnels contractuels	500 785 338	500 785 338	500 785 338
78011202166 Assurer les charges salariales de la DFDC / Gestion des Formations	96 521 229	96 521 229	96 521 229
2 Biens et services	**1 872 989 089**	**1 902 561 408**	**1 933 020 896**
78011201773 Définir et mettre en œuvre la politique globale de formation des agents de la DGBF	142 742 568	146 034 845	149 425 890
78011201774 Mettre en œuvre la politique sociale de la DGBF	188 397 594	189 336 594	190 303 764
78011201775 Assurer la gestion du personnel de la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF)	150 000 000	152 069 758	154 201 608
78011201779 Organiser les actions de communication budgétaire	330 000 000	330 000 000	330 000 000
78011201780 Prendre en charge les dépenses relatives au déplacement des agents de l'Etat	3 500 012	3 605 013	3 713 164
78011201884 Organiser les actions de communication sur l'évolution des indicateurs budgétaires	110 000 000	111 801 208	113 656 452
78011202002 Organiser le séminaire bilan de la DGBF	300 000 000	309 000 000	318 270 000
78011202003 Prendre en charge les soins médicaux du personnel des Finances Générales	376 510 154	384 041 711	391 799 215
78011202165 Prendre en charge les salaires du personnel (fonctionnaires et agents de l'Etat) du programme	140 988 761	144 322 279	147 755 803
90011290113 Prendre en charge le fonctionnement de l'Administration Générale du Centre Médical TRAORE SEYDOU des Finances Générales/CMTS/DGBF	50 000 000	51 500 000	53 045 000
90011290217 Mettre en œuvre les activités de l'Observatoire de l'Ethique et de la Déontologie	80 850 000	80 850 000	80 850 000
4 Investissements	**1 000 000 000**	**386 123 644**	**386 123 644**
Trésor	***1 000 000 000***	***386 123 644***	***386 123 644***
78011201777 Construction des cités financières déconcentrées	1 000 000 000	386 123 644	386 123 644
2208605 Gestion des systèmes d'information budgétaires	**9 601 625 509**	**9 667 359 830**	**9 449 090 219**
1 Personnel	**324 221 000**	**324 221 000**	**324 221 000**
78011201794 Assurer les charges salariales de la DSIB/Comité d'animation du site web de la DGBF	2 400 000	2 400 000	2 400 000
78011202006 Assurer les charges salariales de la Direction de l'Administration du SIGOBE et Coordination des DAF (DAS)	321 821 000	321 821 000	321 821 000
2 Biens et services	**2 814 942 527**	**2 862 399 107**	**2 911 279 384**
78011201782 Gere les systèmes informatiques de l'administration budgétaire	186 122 063	190 924 486	195 870 982
78011201791 Confectionner les documents budgétaires	1 435 475 526	1 447 526 650	1 459 939 307
78011201792 Animer le site web de la DGBF	65 058 126	67 009 870	69 020 166
78011201793 Prendre en charge les dépenses liées au fonctionnement de la DSIB / DGBF	441 892 662	455 149 441	468 803 924
78011202167 Équiper la Direction de la Solde	243 099 816	245 645 496	248 267 547
78011202168 Entretenir le Système Informatique de la Direction de la Solde	105 229 456	107 936 339	110 724 429
78011202284 DGBF/ Appui Logistique au Système d'Exécution Budgétaire	300 946 761	309 975 164	319 274 419
90011200006 Dématérialiser la production des actes à céder	37 118 117	38 231 661	39 378 610
4 Investissements	**6 462 461 982**	**6 480 739 723**	**6 213 589 835**
Trésor	***6 462 461 982***	***6 480 739 723***	***6 213 589 835***
78011202308 Numériser les archives de la Solde	129 981 572	177 482 240	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22086 Budget	**64 941 585 484**	**57 408 993 076**	**57 195 450 587**
78011202283 Sécurisation et sauvegarde du système d'information budgétaire/DSIB	841 881 066	791 881 066	791 881 066
78011202206 Suivre l'exploitation du SIGESCOD et assister les acteurs des collectivités territoriales connectées	231 576 449	205 576 449	205 576 449
78011202169 Renforcer les infrastructures techniques de traitement de l'information de la DGBF / SIGOBE	1 960 531 987	1 960 531 987	1 960 531 987
78011202005 Système Intégré de Gestion des Conférences et Missions Hors Côte d'Ivoire/SNDI	43 301 896	43 301 896	43 301 896
78011201885 Mettre en place le SIGOBE Institutions-Ambassades/SNDI	91 070 960	91 070 960	0
78011201879 Equiper les services en charge des Systèmes d'Information Budgétaire de la DGBF	374 222 264	374 222 264	374 222 264
78011201860 Equipement des Services du Système d'Exécution Budgétaire	115 000 000	115 000 000	115 000 000
78011201790 Mise en place du SIB / SNDI	386 123 644	386 123 644	386 123 644
78011201789 Déconcentration SIB/SNDI	69 502 256	69 502 256	69 502 256
78011201788 Système de Gestion des EPN/SNDI	45 414 634	46 777 073	48 180 385
78011201786 Interconnexion des EPN au RICI	0	45 414 634	45 414 634
78011201784 Noeud Internet / SNDI	1 753 855 254	1 753 855 254	1 753 855 254
78011201783 Modernisation et mutualisation des réseaux informatiques et téléphoniques / DTI	420 000 000	420 000 000	420 000 000

II.2.6 Programme 6 : Marchés Publics

II.2.6.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 6 : Marchés Publics	Action 6.1: Pilotage de l'Administration des Marchés Publics
	Action 6.2: Qualité du Service et Gestion des Ressources Humaines et Matérielles
	Action 6.3: Gestion de la Formation, de la Communication et des Systèmes d'Information des Marchés Publics
	Action 6.4: Règlementation, Contrôle, Suivi et Evaluation des Opérations des Marchés Publics

II.2.6.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 6 : Marchés Publics						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Améliorer la gouvernance de l'administration des marchés publics	Taux de réalisation du PAS du programme Marchés Publics	88,9%	95%	95%	95%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DGMP
	Taux d'exécution du budget d'investissement du programme	100%	95%	96%	97%	(Montant mandats ordonnancés en investissements / Montant budget actuel d'investissement) X 100 Source : Rapport Annuel de Performance DGMP

Programme 6 : Marchés Publics						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS2 : Assurer une gestion efficace et efficiente des opérations de passation de marchés publics	Part des marchés de gré à gré dans les marchés publics	12,7%	14%	13,5%	13%	(Montant des marchés de gré à gré / Montant total des marchés publics) X 100 Sources : Rapport d'activités DGMP / CCM sur les marchés publics DGMP
	Délai moyen de passation des marchés	91 jours	91 jours	90,5 jours	90 jours	Somme des délais de passation par marché / Nombre total de marchés passés Sources : Rapport d'activités DGMP / CCM sur les marchés publics
OS3 : Renforcer l'utilisation des outils de gestion des marchés publics	Taux de réalisation des objectifs annuels de formation des acteurs des marchés publics	184,53%	100%	100%	100%	(Nombre d'acteurs des marchés publics formés / Nombre d'acteurs des marchés publics prévus) x100 Source : Rapport PAS DGMP
	Taux de satisfaction des utilisateurs du SIGOMAP	64.50%	70%	80%	90%	(Nombre de personnes satisfaites / Nombre de personnes enquêtées) x100 Source : Rapport d'activités DGMP

II.2.6.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 6 : MARCHES PUBLICS	**4 020 829 721**	**16 318 686 495**	**3 219 433 444**
Dépenses de personnel	54 148 000	54 148 000	54 148 000
Dépenses en biens et services	2 007 775 571	2 165 121 895	2 224 188 614
Transferts	0	0	0
Investissements	1 958 906 150	14 099 416 600	941 096 830
Trésor	*1 958 906 150*	*14 099 416 600*	*941 096 830*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22224 Marchés Publics	**4 020 829 721**	**16 318 686 495**	**3 219 433 444**
2222401 Pilotage de l'Administration des Marchés Publics	**2 277 844 038**	**15 304 414 917**	**1 418 142 927**
1 Personnel	**54 148 000**	**54 148 000**	**54 148 000**
11011200107 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics du Bélier (Yamoussoukro)	2 820 000	2 820 000	2 820 000
17010100005 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics du Gbêkê (Bouaké)	2 412 000	2 412 000	2 412 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22224 Marchés Publics	**4 020 829 721**	**16 318 686 495**	**3 219 433 444**
25011200083 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics du Poro (Korhogo)	1 152 000	1 152 000	1 152 000
31011200126 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics du Haut Sassandra (Daloa)	1 104 000	1 104 000	1 104 000
41011200088 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics du Tonkpi (Man)	1 104 000	1 104 000	1 104 000
55016001224 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics du Bas Sassandra (San-Pédro)	2 412 000	2 412 000	2 412 000
61011200092 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics dans la Région de l'Indénié (Abengourou)	2 200 000	2 200 000	2 200 000
78011201758 Assurer les charges salariales du personnel sous contrat de la Direction Générale des Marchés Publics	31 200 000	31 200 000	31 200 000
78011202096 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics des Lagunes Abidjan-Nord	4 380 000	4 380 000	4 380 000
78011202279 Assurer les charges salariales de la Direction Régionale des Marchés Publics Abidjan-Sud	5 364 000	5 364 000	5 364 000
2 Biens et services	**1 223 696 038**	**1 324 266 917**	**1 363 994 927**
11011200097 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics de la Région du Bélier (Yamoussoukro)	20 934 051	21 562 073	22 208 935
17011200099 Coordonner les services de l'Administration des Marchés Publics de la Région du Gkèkè (Bouaké)	25 368 511	26 129 566	26 913 453
23011200071 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics des Régions du Kabadougou, du Bafing et du Folon (Odienné)	28 555 347	29 412 007	30 294 368
25011200092 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics du Poro (Korhogo)	25 160 000	25 914 800	26 692 244
31011200100 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	25 555 347	26 322 007	27 111 668
41011200084 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics de la Région du Tonkpi (Man)	27 823 512	28 658 217	29 517 964
51011200065 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics des Régions du Gôh et du Lôh-Djiboua	28 555 347	29 412 007	30 294 368
55011200064 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics de la Région de San-Pédro	26 755 303	27 557 962	28 384 700
61011200096 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	25 056 393	25 808 085	26 582 327
62011200103 Coordonner les services de l'Administration des Marchés Publics des Régions du Gontougo et du Bounkani	28 555 347	29 412 007	30 294 368
78010200286 Prendre en charge le fonctionnement du Service Financier du Programme Marchés Publics	25 000 000	25 750 000	26 522 500
78010200302 Prendre en charge la convention d'assistance technique DGMP / SNDI	50 000 000	51 500 000	53 045 000
78010200311 Coordonner les activités de l'Administration des Marchés Publics	689 168 916	742 803 984	765 088 103
78010200312 Organiser la Conférence des Marchés Publics	63 500 000	65 405 000	67 367 150
78011201754 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics Abidjan-Sud	28 143 050	28 987 341	29 856 962
78011201762 Encadrer les Cellules de Passation des Marchés Publics	77 300 000	110 519 000	113 834 570
78011202209 Coordonner les services de l'administration des Marchés Publics des Lagunes Abidjan-Nord	28 264 914	29 112 861	29 986 247
4 Investissements	**1 000 000 000**	**13 926 000 000**	**0**
Trésor	***1 000 000 000***	***13 926 000 000***	***0***
90011290115 Projet de construction du siège de la Direction Générale des Marchés Publics / DGMP	1 000 000 000	13 926 000 000	0
2222402 Qualité du Service et Gestion des Ressources Humaines et Matérielles	**587 360 000**	**302 537 400**	**1 074 091 254**
2 Biens et services	**87 360 000**	**129 120 800**	**132 994 424**
78010200308 Renforcer les capacités du personnel de la Direction Générale des Marchés Publics	34 870 000	59 606 100	61 394 283
78010200309 Gérer les Ressources Humaines de la Direction Générale des Marchés Publics	28 500 000	44 805 000	46 149 150
78010200310 Coordonner les Activités liées à la Démarche Qualité de la Direction Générale des Marchés Publics	23 990 000	24 709 700	25 450 991

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22224 Marchés Publics	**4 020 829 721**	**16 318 686 495**	**3 219 433 444**
4 Investissements	**500 000 000**	**173 416 600**	**941 096 830**
Trésor	***500 000 000***	***173 416 600***	***941 096 830***
78011202282 Equipement de la Direction Générale des Marchés Publics (DGMP)	500 000 000	173 416 600	941 096 830
2222403 Gestion de la Formation, de la Communication et des Systèmes d'Information des Marchés Publics	**945 625 683**	**499 544 178**	**512 753 563**
2 Biens et services	**486 719 533**	**499 544 178**	**512 753 563**
78010200313 Mettre en œuvre la Communication de la Direction Générale des Marchés Publics	17 000 000	17 510 000	18 035 300
78011201778 Editer et publier le Bulletin Officiel des Marchés Publics	131 321 533	134 526 738	137 828 099
78011202023 Suivre le Système d'Information de la Direction Générale des Marchés Publics	53 044 000	54 635 320	56 274 380
78011202514 Effectuer la maintenance du SIGOMAP/DGMP	100 000 000	103 000 000	106 090 000
78011202515 Suivre les opérations liées à la Banque de Données des Prix de Référence (BDPR / DGMP)	115 354 000	118 814 620	122 379 059
90011200032 Mettre en œuvre les stratégies de formation et de communication des Marchés Publics	70 000 000	71 057 500	72 146 725
4 Investissements	**458 906 150**	**0**	**0**
Trésor	***458 906 150***	***0***	***0***
78011201795 Dématérialiser les Marchés Publics (DEMAT/DGMP)	458 906 150	0	0
2222404 Règlementation, Contrôle, Suivi et Evaluation des Opérations des Marchés Publics	**210 000 000**	**212 190 000**	**214 445 700**
2 Biens et services	**210 000 000**	**212 190 000**	**214 445 700**
78010200303 Réaliser les études et statistiques relatives aux Marchés Publics	18 000 000	18 000 000	18 000 000
78010200304 Suivre l'exécution des marchés publics	52 000 000	52 600 000	53 218 000
78010200305 Contrôler les Opérations de Passation des Marchés Publics	70 000 000	70 600 000	71 218 000
78010200306 Traiter les questions liées aux contentieux, aux régimes particuliers et aux mesures exceptionnelles	35 000 000	35 300 000	35 609 000
78010200307 Elaborer et centraliser les textes règlementaires relatifs à la gestion des marchés publics	35 000 000	35 690 000	36 400 700

II.2.7 Programme 7 : Gestion des Financements

II.2.7.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 7 : Gestion des Financements	Action 7.1: Coordination des activités
	Action 7.2: Négociation et Mobilisation des financements
	Action 7.3: Optimisation de la gestion des financements et de la Dette
	Action 7.4: Planification, études et production des données statistiques
	Action 7.5: Gestion efficiente des ressources

II.2.7.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 7 : Gestion des Financements						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Assurer la mobilisation des financements	Taux d'exécution des activités planifiées	71%	90%	90%	90%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités planifiées) X 100 Source : Rapport d'activités DGF
	Taux de mobilisation de financements de marché	91,4%	75%	75%	75%	(Montant de financement des marchés mobilisé / Montant de financement des marchés prévu) X 100 Source : Rapport d'activités DGF
	Taux de financements bilatéraux et multilatéraux obtenus	71,8%	70%	70%	70%	(Montant de financements bilatéraux et multilatéraux obtenus / Montant total de financements bilatéraux et multilatéraux prévus) X 100 Source : Rapport d'activités DGF
OS2 : Contribuer à maintenir la qualité de signature de l'Etat de Côte d'Ivoire	Taux de remboursement de la dette intérieure	100%	100%	100%	100%	(Montant de la dette intérieure remboursé / Service de la dette intérieure dû) X 100 Source : Etat de règlements DGF
	Taux de remboursement de la dette extérieure	100%	100%	100%	100%	(Montant de la dette extérieure remboursé / Service de la dette extérieure dû) X 100 Source : Etat de règlements DGF
	Nombre de rapports d'impact Environnemental, Social et de Gouvernance (ESG)	1	2	2	2	Dénombrement Sources : Rapport d'activités et Site internet DGF
OS3 : Maintenir les relations de proximité avec les investisseurs	Taux de réalisation des Non-deal roadshow planifiés	100%	80%	90%	90%	(Nombre de Non-Deal Roadshow réalisés / Nombre de Non-Deal Roadshow planifiés dans l'année) X 100 Source : Rapport d'activités SRI
	Nombre de call investors	2	2	2	2	Dénombrement Source : Rapport d'activités SRI

II.2.7.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 7 : GESTION DES FINANCEMENTS	**5 389 327 020**	**4 816 890 237**	**4 938 147 105**
Dépenses de personnel	774 994 699	774 994 699	774 994 699
Dépenses en biens et services	3 320 670 426	3 420 290 538	3 522 899 256
Transferts	603 500 000	621 605 000	640 253 150
Investissements	690 161 895	0	0
Trésor	*690 161 895*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22232 Gestion des Financements	**5 389 327 020**	**4 816 890 237**	**4 938 147 105**
2223201 Coordination des activités	**3 264 272 336**	**2 628 083 913**	**2 683 676 589**
1 Personnel	**774 994 699**	**774 994 699**	**774 994 699**
78011201965 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de la Direction Générale des Financements	724 994 699	724 994 699	724 994 699
78011202365 Prendre en charge les primes et indemnités des membres du Comité National de la Dette Publique (CNDP)	50 000 000	50 000 000	50 000 000
2 Biens et services	**1 799 115 742**	**1 853 089 214**	**1 908 681 890**
78011202110 Coordonner et suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement et de gestion de la dette publique (CNDP)	150 000 000	154 500 000	159 135 000
78011202410 Coordonner les activités de gestion des financements	1 470 702 354	1 514 823 424	1 560 268 127
78011202586 Gérer les relations avec les parties prenantes de la gestion des financements	45 413 388	46 775 790	48 179 063
78011202587 Gérer la communication et la documentation de la DGF	26 500 000	27 295 000	28 113 850
78011202588 Elaborer et mettre en œuvre le PAP et conduire le dialogue de gestion au sein du Programme	86 500 000	89 095 000	91 767 850
78011202589 Mettre en œuvre l'action sociale de la DGF	20 000 000	20 600 000	21 218 000
4 Investissements	**690 161 895**	**0**	**0**
Trésor	***690 161 895***	***0***	***0***
90011290219 Projet d'opérationnalisation du schéma directeur du système d'information de la DGF	690 161 895	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22232 Gestion des Financements	**5 389 327 020**	**4 816 890 237**	**4 938 147 105**
2223202 Négociation et Mobilisation des financements	**211 307 268**	**217 646 487**	**224 175 880**
2 Biens et services	**211 307 268**	**217 646 487**	**224 175 880**
78011202411 Conduire les négociations et mobiliser les financements privés	82 973 747	85 462 960	88 026 848
78011202412 Conduire les négociations et mobiliser les financements Bilatéraux et Multilatéraux	52 180 031	53 745 432	55 357 795
78011202570 Exécuter les opérations liées à la gestion de la dette sur le marché secondaire	28 300 000	29 149 000	30 023 470
78011202571 Suivre les marchés de capitaux	14 000 000	14 420 000	14 852 600
78011202572 Préparer, en relation avec les services en charge de la planification des investissements publics et de la programmation budgétaire, le requêtes de financements adressées aux PTF	10 366 966	10 677 975	10 998 314
78011202573 Gérer les relations avec les créanciers et les donateurs sur les aspects liés au décaissement des fonds en matière de financements bilatéraux et multilatéraux	2 486 524	2 561 120	2 637 953
90011290193 Conduire les négociations et mobiliser les financements de marché	20 000 000	20 600 000	21 218 000
90011290194 Gérer le suivi des relations de coopération avec les partenaires financiers	1 000 000	1 030 000	1 060 900
2223203 Optimisation de la gestion des financements et de la Dette	**171 687 155**	**176 837 770**	**182 142 902**
2 Biens et services	**171 687 155**	**176 837 770**	**182 142 902**
78011202413 Suivre les financements et gérer la Dette publique	67 153 634	69 168 243	71 243 290
78011202414 Suivre et évaluer la performance des Projets et Programmes	29 000 000	29 870 000	30 766 100
78011202574 Elaborer la politique de gestion de la trésorerie de l'Etat, en liaison avec les autres administrations	20 000 000	20 600 000	21 218 000
78011202575 Suivre les tirages des emprunts et dons	16 000 000	16 480 000	16 974 400
78011202576 Assurer le suivi des indicateurs d'objectifs cibles dans le cadre des programmes spécifiques notamment les appuis budgétaires	13 033 521	13 424 527	13 827 262
78011202577 Coordonner les activités des cellules de coordination et de suivi des projets et programmes financés par les partenaires techniques et financiers	14 000 000	14 420 000	14 852 600
90011290195 Animer la salle des marchés	1 000 000	1 030 000	1 060 900
90011290196 Implémenter le logiciel QUANTUM	1 500 000	1 545 000	1 591 350
90011290197 Organiser les revues des performances des projets et programmes	10 000 000	10 300 000	10 609 000
2223204 Planification, études et production des données statistiques	**79 240 226**	**81 617 431**	**84 065 957**
2 Biens et services	**79 240 226**	**81 617 431**	**84 065 957**
78011202415 Elaborer les politiques, réaliser les études et produire les données statistiques	52 240 226	53 807 431	55 421 657
78011202578 Elaborer le plan d'emprunts et le plan annuel de financement	15 000 000	15 450 000	15 913 500
78011202579 Organiser et participer aux tables rondes	7 000 000	7 210 000	7 426 300
90011290199 Gérer les risques financiers	5 000 000	5 150 000	5 304 500
2223205 Gestion efficiente des ressources	**1 662 820 035**	**1 712 704 636**	**1 764 085 777**
2 Biens et services	**1 059 320 035**	**1 091 099 636**	**1 123 832 627**
78011202416 Gérer le réseau informatique et développer les solutions informatiques	25 896 898	26 673 805	27 474 019
78011202417 Gérer les ressources humaines et les moyens généraux	49 026 954	50 497 763	52 012 695
78011202542 Prendre en charge les dépenses centralisées de la Direction Générale des Financements	887 632 879	914 261 866	941 689 723
78011202580 Elaborer et mettre en œuvre le schéma directeur informatique	29 500 000	30 385 000	31 296 550

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22232 Gestion des Financements	**5 389 327 020**	**4 816 890 237**	**4 938 147 105**
78011202581 Définir et mettre en œuvre la politique de maintenance du matériel informatique et des logiciels	23 843 328	24 558 627	25 295 387
78011202582 Favoriser l'amélioration de l'environnement de travail	30 419 976	31 332 575	32 272 553
78011202583 Définir et mettre en œuvre la politique globale de formation des agents de la DGF	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78011202584 Administrer le patrimoine de la direction générale en liaison avec les structures compétentes	10 000 000	10 300 000	10 609 000
3 Transferts	**603 500 000**	**621 605 000**	**640 253 150**
90011290119 Assurer la garantie des crédits octroyés aux Petites et Moyennes Entreprises	603 500 000	621 605 000	640 253 150

II.2.8 Programme 8 : Appui au contrôle des marchandises à l'importation

II.2.8.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 8 : Appui au contrôle des marchandises à l'importation	Action 8.1: Gestion des recettes affectées pour le contrôle des marchandises à l'importation

II.2.8.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 8 : Appui au contrôle des marchandises à l'importation						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer le contrôle des Marchandises à l'Importation	Taux de transfert des recettes affectées pour le contrôle des Marchandises à l'Importation	100%	100%	100%	100%	(Montant des recettes affectées transféré / Montant total des recettes affectées à transférer) X 100 Sources : Rapport d'activités DGBF / Situation d'exécution SIGOBE

II.2.8.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 8 : APPUI AU CONTROLE DES MARCHANDISES A L'IMPORTATION	**56 500 000 000**	**61 165 288 019**	**77 039 769 247**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	56 500 000 000	61 165 288 019	77 039 769 247

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 8 : APPUI AU CONTROLE DES MARCHANDISES A L'IMPORTATION	**56 500 000 000**	**61 165 288 019**	**77 039 769 247**
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23214 Appui au contrôle des marchandises à l'importation	**56 500 000 000**	**61 165 288 019**	**77 039 769 247**
2321401 Gestion des recettes affectées pour le contrôle des marchandises à l'importation	**56 500 000 000**	**61 165 288 019**	**77 039 769 247**
3 Transferts	**56 500 000 000**	**61 165 288 019**	**77 039 769 247**
90011200080 Transférer les recettes affectées pour le contrôle des marchandises à l'importation	56 500 000 000	61 165 288 019	77 039 769 247

II.2.9 Programme 9 : Prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (Prélèvement Communautaire de Solidarité - Prélèvement Communautaire de la CEDEAO)

II.2.9.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 9 : Prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (Prélèvement Communautaire de Solidarité - Prélèvement Communautaire de la CEDEAO)	Action 9.1: Gestion des prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (PCS-PCC)

II.2.9.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 9 : Prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (Prélèvement Communautaire de Solidarité - Prélèvement Communautaire de la CEDEAO)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer la collecte et le transfert des prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO	Taux de transfert des prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO	100%	100%	100%	100%	(Montant des prélèvements communautaires transféré / montant total des prélèvements communautaires) X 100 Sources : Rapport d'activités DGBF / Situation d'exécution SIGOBE

II.2.9.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 9 : PRELEVEMENTS COMMUNAUTAIRES UEMOA-CEDEAO (PRELEVEMENT COMMUNAUTAIRE DE SOLIDARITE - PRELEVEMENT COMMUNAUTAIRE DE LA CEDEAO)	**91 248 460 491**	**101 003 832 000**	**107 776 067 898**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	91 248 460 491	101 003 832 000	107 776 067 898
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23215 Prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (Prélèvement Communautaire de Solidarité - Prélèvement Communautaire de la CEDEAO)	**91 248 460 491**	**101 003 832 000**	**107 776 067 898**
2321501 Gestion des prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (PCS-PCC)	**91 248 460 491**	**101 003 832 000**	**107 776 067 898**
3 Transferts	**91 248 460 491**	**101 003 832 000**	**107 776 067 898**
90011200081 Transférer les prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (PCS-PCC)	91 248 460 491	101 003 832 000	107 776 067 898

II.2.10 Programme 10 : Prélèvement à l'importation de l'Union Africaine (UA)

II.2.10.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 10 : Prélèvement à l'importation de l'Union Africaine (UA)	Action 10.1: Gestion de la taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA)

II.2.10.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 10 : Prélèvement à l'importation de l'Union Africaine (UA)						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2024	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2026	2027	2028	
OS 1 : Assurer la collecte et le transfert des Taxes à l'importation de l'Union Africaine (UA)	Taux de transfert de la Taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA)	100%	100%	100%	100%	(Montant de la Taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA) transféré / Montant total de la Taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA)) X 100 Sources : Rapport d'activités DGBF / Situation d'exécution SIGOBE

II.2.10.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 10 : PRELEVEMENT A L'IMPORTATION DE L'UNION AFRICAINE (UA)	**13 439 617 131**	**14 005 367 795**	**14 629 790 798**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	13 439 617 131	14 005 367 795	14 629 790 798
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23216 Prélèvement à l'importation de l'Union Africaine (UA)	**13 439 617 131**	**14 005 367 795**	**14 629 790 798**
2321601 Gestion de la taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA)	**13 439 617 131**	**14 005 367 795**	**14 629 790 798**
3 Transferts	**13 439 617 131**	**14 005 367 795**	**14 629 790 798**
90011200082 Transférer la taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA)	13 439 617 131	14 005 367 795	14 629 790 798

II.2.11 Programme 11 : Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR)

II.2.11.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 11 : Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR)	Action 11.1: Gestion du fonds d'investissement en milieu rural (FIMR)

II.2.11.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 11 : Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer les capacités du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR)	Taux de transfert des recettes au Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR)	100%	100%	100%	100%	((Montant des recettes transféré au Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) / montant total des recettes à transférer au Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR)) X 100 Sources : Rapport d'activités DGBF / Situation d'exécution SIGOBE

II.2.11.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 11 : FONDS D'INVESTISSEMENT EN MILIEU RURAL (FIMR)	**10 578 300 000**	**10 900 000 000**	**10 900 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	10 578 300 000	10 900 000 000	10 900 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23217 Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR)	**10 578 300 000**	**10 900 000 000**	**10 900 000 000**
2321701 Gestion du fonds d'investissement en milieu rural (FIMR)	**10 578 300 000**	**10 900 000 000**	**10 900 000 000**
3 Transferts	**10 578 300 000**	**10 900 000 000**	**10 900 000 000**
90011200083 Transférer les recettes affectées au Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR)	10 578 300 000	10 900 000 000	10 900 000 000

SECTION 323 : MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

SECTION 323 : MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière d'Administration Générale

- la désuétude du système d'archivage national et de dépôt légal ;
- l'absence de système d'information ;
- l'inadaptation du système de communication ;
- l'insuffisance d'infrastructures ;
- la vétusté des infrastructures ;
- l'insuffisance d'équipements.

En matière de Sécurité intérieure

- la fragilité de la sécurité liée aux menaces d'attaques terroristes, au trafic des drogues et stupéfiants, à la prolifération et la circulation illicite des ALPC ;
- l'insuffisance d'équipements et de matériels de maintien d'ordre ;
- l'inadéquation du système de gestion des procédures de la Police Nationale (système quasi manuel), du système de traitement des informations policières, des systèmes d'exploitation, d'identification, de protection et de transmission de la Police nationale ;
- la couverture partielle des services de Police par les systèmes de traitement des informations policières, des systèmes d'exploitation, d'identification, de protection et de transmission de la Police Nationale ;
- l'insuffisance des infrastructures sécuritaires ;
- le faible maillage des zones frontalières constituant des points de passage terrestre ;
- la non-conformité des infrastructures sécuritaires existantes aux normes internationales ;
- le ratio fonctionnaire de Police sur population en deçà de la norme internationale ;
- l'accroissement de la consommation en carburant et des charges de réparation, d'entretien et de maintenance du parc automobile de la Police Nationale consécutif à l'augmentation du parc automobile et à la hausse des prix du carburant, lubrifiants et pièces de rechange ;
- l'insuffisance des équipements de la section musique de la Police Nationale ;
- l'insuffisance d'équipements adéquats devant permettre de doter les services d'enquêtes et judiciaires en station de traitement des informations policières et de les interconnecter ;
- les difficultés liées à la prise en charge des fonctionnaires de Police blessés au cours des services commandés ;
- l'insuffisance de représentation policière auprès des missions diplomatiques ;
- la non-adoption d'une nouvelle Loi de Programmation de Sécurité Intérieure (LPSI) ;
- la perturbation du trafic routier due à la réalisation des infrastructures routières dans le grand Abidjan ;
- l'insuffisance en matière de renforcement des capacités des fonctionnaires de Police ;
- l'absence d'équipements spécifiques dans le cadre de la lutte contre le trafic aéroportuaire.

En matière de Décentralisation

- la difficulté dans la mise en œuvre du transfert des compétences de l'Etat aux collectivités territoriales et aux Districts autonomes ;
- l'insuffisance de l'opérationnalisation de la coopération décentralisée ;
- la disparité de développement entre les collectivités locales ;
- la faiblesse des ressources mobilisées des collectivités territoriales ;
- la vétusté des infrastructures ;
- l'insuffisance des infrastructures ;
- l'insuffisance de renforcement des capacités ;
- les conflits liés à la délimitation des collectivités territoriales ;
- l'insuffisance des équipements et des moyens de mobilité ;
- l'absence d'un système d'archivage numérisé et d'un système de gestion de l'information ;
- l'insuffisance de la territorialisation des problématiques climatiques et de développement durable.

En matière d'Administration du Territoire, de Cultes et d'Identification

- la fragilité de la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire ;
- l'insuffisance des infrastructures des Autorités Préfectorales ;
- la vétusté des infrastructures des Autorités Préfectorales ;
- la vétusté des locaux abritant la Direction Générale des Cultes ;
- l'absence d'un bâtiment étatique dédié à la Direction Générale des Cultes ;
- l'insuffisance d'équipements des Autorités Préfectorales ;
- l'insuffisance de moyens de mobilité ;
- l'insuffisance de renforcement des capacités des Autorités préfectorales ;
- la faible connaissance et appropriation des dispositions de la Loi 2025-386 du 11 juin 2025 portant ratification de l'ordonnance n°2024-368 du 12 juin 2024 relative à l'organisation de la société civile ;
- l'inadaptation du système de communication ;
- la prolifération des lieux de cultes ;
- l'insuffisance de formation et de sensibilisation des leaders religieux sur le concept de la laïcité ;
- l'insuffisance de collaboration dans les différents systèmes d'identification ;
- le manque d'engouement des populations vers les centres d'enrôlement ;
- la réaction tardive des populations à compléter les informations manquantes ;
- l'insuffisance du suivi-évaluation des circonscriptions administratives ;
- l'absence d'un système numérisé et de gestion de l'information de l'administration du territoire ;
- l'absence d'un service dédié ainsi que des ressources (humaines, matérielles, financières) pour les risques liés au blanchiment des capitaux et pour la tenue des statistiques des Organisations à But Non Lucratif (OBNL).

En matière de Protection Civile

- l'accroissement de la consommation en carburant et des charges de réparation, d'entretien et de maintenance du parc automobile de l'ONPC consécutif à l'augmentation du parc automobile et à la hausse des prix du carburant, lubrifiants et pièces de rechange ;
- l'absence de moyens de coercition visant à faire respecter les textes réglementaires en matière de Protection Civile ;
- l'insuffisance d'infrastructures et d'équipements de Protection Civile ;
- l'exposition fréquente des populations à des catastrophes telles que les inondations, effondrements, accidents de circulation, noyades, pandémies ;
- l'insuffisance de moyens matériels de l'ONPC à faire face aux catastrophes naturelles ;
- la méconnaissance des gestes de premiers secours par les populations ;
- l'insuffisance de personnels qualifiés pour la gestion de certains risques particuliers ;
- les difficultés liées à la prise en charge des Pompiers Civils blessés ou décédés au cours des interventions.

I.1.2. Réponses apportées

En matière d'Administration Générale

- l'équipement des services ;
- l'acquisition de véhicules au profit des services ;
- la construction en cours du Centre National d'Archivage moderne ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines de l'Administration du Territoire (SIGRHAT).

En matière de Sécurité Intérieure

- la réalisation de plusieurs postes de Police frontières, de postes d'observation avancés et des patrouilles journalières de sécurisation ;
- la sécurisation des événements de grande envergure ;
- la poursuite des opérations de sécurisation (« épervier » et « vacances sécurisées ») ;
- la réalisation de plusieurs opérations de maintien et de service de l'ordre ;
- la destruction de fumoirs, des champs de cannabis, la saisie de drogues et l'interpellation de plusieurs individus impliqués dans le trafic de drogue ;
- la redynamisation des Comités Consultatifs d'Éthique (CCE) de tous les Commissariats de Police dans le cadre de la Police de proximité ;
- la création de plusieurs Bureaux d'Accueil Genre (BAG) dans les Commissariats de Police pour la prise en charge des victimes de Violences Basées sur le Genre (VBG) ;
- la dotation en armes et en effet d'habillement des fonctionnaires de Police ;
- l'équipement des services de Police en matériel spécifique de maintien de l'ordre, en matériel roulant, de communication et informatique ;
- la mise en œuvre du projet Système Intégré de Gestion des Applications et Procédures de la Police (SIGAPP) pour l'interconnexion des services de Police ;
- la vulgarisation du code d'éthique et de déontologie de la Police Nationale ;
- la réhabilitation des services de la Police Nationale ;
- le maillage du territoire national par les services de Police à travers la construction de nouvelles infrastructures et la création de nouveaux services notamment, la dixième Compagnie Républicaine de Sécurité (CRS) 10 à Port-Bouët, 02 Groupements Mobiles d'Intervention (GMI) à Anyama et Agboville, 05 Districts de Police, 03 Commissariats de Police ;
- le maillage des zones frontalières par la construction de 14 Postes de Police Frontière ;
- la construction en cours de l'Ecole de Police Amadou Gon Coulibaly de Korhogo sur le site définitif de Kapélé et du Centre de Formation Continue de la Police à Yamoussoukro ;
- le maintien de la levée de verrou du quota de recrues de Police ;

- l'acquisition de pièces et d'outillages au profit du Garage Central de la Police ;
- la mise en place de postes d'observations en matière de lutte contre le terrorisme ;
- le déploiement du système de vidéoprotection urbaine (VPU) ;
- la mise en œuvre du volet Système d'Information Policière de la Côte d'Ivoire (SIPCI) et du Système d'Information Policière de l'Afrique de l'Ouest (SIPAO) ;
- le déploiement du système d'identification par empreinte digitale (AFIS) dans les préfectures de Police ;
- la mise en place du système balistique (ABIS ARSENAL) pour la résolution des crimes impliquant l'usage des armes à feu ;
- l'acquisition d'équipements adéquats devant permettre de doter les services d'enquêtes et judiciaires en station de traitement des informations policières et de les interconnecter (SIPAO) ;
- la réalisation des études techniques et géotechniques devant permettre la construction des infrastructures de sécurité intérieure (Siège de l'Inspection Générale de Services de Sécurité (IGSS) à Bingerville, Hôpital de la Police à Avagou, Caserne de la BAE à Yopougon-Gesco etc.) ;
- la réhabilitation en cours de la Direction Générale de la Police Nationale ;
- la mise en œuvre du décret instituant le poste d'Attaché de Sécurité Intérieure auprès des missions diplomatiques qui a permis la régularisation de 07 anciens postes et la création de 05 nouveaux postes ;
- la multiplication des opérations de régulation de la circulation et le renforcement des capacités opérationnelles des services en charge de la régulation de la circulation ;
- le renforcement des capacités des fonctionnaires de Police ;
- le renforcement des actions de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petits calibres.

En matière de Décentralisation

- l'élaboration des décrets d'application de la Loi sur le régime financier des Collectivités Territoriales ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des services du secteur ;
- le renforcement du processus de décentralisation ;
- la révision des limites des Communes ;
- les renforcements des capacités des acteurs de la décentralisation ;
- l'organisation des conférences budgétaires des Collectivités Territoriales ;
- la généralisation du Système de Gestion Intégré de Données et Archivage Numérique (SYGIDAN) des Collectivités Territoriales ;
- la modernisation du système de gestion de l'information ;
- le déploiement du système de recouvrement par voie électronique dans les Collectivités Territoriales ;
- la construction des bureaux annexes de la DGDDL ;
- la disponibilité d'un document projet d'accompagnement des Collectivités Territoriales dans l'élaboration de plans climats territoriaux ;
- l'absence d'un applicatif de suivi-évaluation des Collectivités Territoriales.

En matière d'Administration du Territoire, des Cultes et d'Identification

- le renforcement de la sensibilisation des populations, des guides religieux, des acteurs politiques et administratifs à la cohésion sociale ;
- le renforcement de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des services du secteur ;
- la poursuite de la modernisation de l'Etat-civil ;
- la poursuite de l'identification des populations et la délivrance de titres d'identité à travers le Registre National des Personnes Physiques (RNPP) ;

- l'accentuation de la sensibilisation auprès des populations ;
- la maîtrise du flux migratoire dans le respect des règles de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- la réforme de l'organisation et du fonctionnement des organisations de la société civile ;
- la mise en place d'un système de gestion de l'information ;
- la réforme de l'organisation et du fonctionnement des villages ;
- l'actualisation du décret n°2010-233 du 25 août 2010 fixant le ressort territorial des Régions, des Départements, des Sous-préfectures et des Communes ;
- l'adoption de l'avant-projet de loi sur la sensibilisation des organisations de la société civile ;
- la mise en place d'un système numérisé et de gestion de l'information de l'administration du territoire ;
- la désignation d'une autorité de contrôle d'un système dédiée à la DGAT pour évaluer les risques de blanchiment des capitaux.

En matière de Protection Civile

- le maillage du territoire national en infrastructures de Protection Civile ;
- la réalisation des campagnes de sensibilisation, d'information, de formation des populations et des acteurs de protection civile sur les risques civils ;
- le renforcement des capacités opérationnelles de la protection civile ;
- la formation des recrues-pompiers civils ;
- le renforcement des capacités des pompiers civils ;
- la sensibilisation au respect des textes réglementaires en matière de protection civile ;
- le renforcement du cadre règlementaire de la protection civile ;
- la construction en cours de l'Ecole Nationale de la Protection Civile.

I.1.3. Défis et priorités

En matière d'Administration Générale

- la digitalisation du système d'archivage, d'information et de communication du ministère ;
- la modernisation du système d'archivage national par la construction du Centre National d'Archivage ;
- l'adoption de l'avant-projet de loi relatif aux archives et du projet de décret portant réforme du régime du dépôt légal.

En matière de Sécurité Intérieure

- le maillage du territoire national en infrastructures et en services de sécurité (UCT, CAAT, CILAD, services de sécurité publique et de police scientifique, etc.) ;
- l'adoption d'une nouvelle Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (volet Police) ;
- le déploiement des attachés de sécurité intérieure au sein des missions diplomatiques ;
- la modernisation des outils de gestion policière par la poursuite de la mise en œuvre du SIGAPP, du SIPCI et du SIPAO ainsi que le déploiement progressif des systèmes AFIS (identification biométrique) et de vidéoprotection urbaine.

En matière de Décentralisation

- l'élaboration des décrets d'application de la Loi sur le régime financier des Collectivités ;
- la révision des limites des Communes ;
- la généralisation du Système de Gestion Intégré de Données et Archivage Numérique (SYGIDAN) des Collectivités Territoriales ;

- la généralisation du système de recouvrement par voie électronique dans les Collectivités Territoriales ;
- la mise en place de l'atlas de la coopération décentralisée ;
- la mise en œuvre du projet d'accompagnement des Collectivités Territoriales dans l'élaboration de plans climats territoriaux ;
- le renforcement de l'ancrage local de la politique climatique.

En matière d'Administration du Territoire, des Cultes et d'Identification

- la maîtrise du flux migratoire dans le respect des règles de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- la réforme de l'organisation et du fonctionnement des organisations de la société civile ;
- la réforme de l'organisation et du fonctionnement des villages ;
- la modernisation du système de d'information et de communication de l'Administration du Territoire ;
- l'actualisation du décret n°2010-233 du 25 août 2010 fixant le ressort territorial des Régions, des Départements, des Sous-préfectures et des Communes ;
- la vulgarisation des dispositions de la Loi n°2025-386 du 11 juin 2025 portant ratification de l'ordonnance n°2024-368 du 12 juin 2024 relative à l'organisation de la société civile ;
- la modernisation du système de communication de l'Administration du Territoire ;
- la poursuite de la construction, réhabilitation et équipement des bureaux et résidences des Autorités Préfectorales ;
- la construction d'un bâtiment au profit de la Direction Générale des Cultes ;
- l'élaboration d'un décret régissant la création des lieux de cultes.

En matière de Protection Civile

- le maillage du territoire national en infrastructures de protection civile ;
- la formation des recrues-pompiers civils ;
- la sensibilisation au respect des textes réglementaires en matière de protection civile ;
- le renforcement du cadre règlementaire de la protection civile ;
- la construction de l'Ecole Nationale de la Protection Civile ;
- la réhabilitation des Centres de Protection Civile (CPC) ;
- la poursuite de la mise en œuvre du SIG-ONPC ;
- la prise en charge des Pompiers Civils blessés ou décédés au cours des interventions.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance du ministère ;
- le renforcement de la sécurité des personnes et des biens ;
- la contribution à la mise en œuvre du processus de décentralisation ;
- la contribution à une administration de proximité efficiente ;
- la modernisation du processus d'identification des populations ;
- le renforcement de la protection civile.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les capacités opérationnelles des forces de sécurité sont renforcées ;
- la promotion de la politique de décentralisation est mise en œuvre ;
- le renforcement du processus de gestion des circonscriptions administratives est mis en œuvre ;
- le renforcement du processus d'encadrement des cultes est mis en œuvre ;
- le renforcement du processus d'identification est mis en œuvre ;
- l'offre de service en matière de protection civile est renforcée ;
- les capacités du personnel de protection civile sont renforcées.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 7, le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Administration du Territoire, de Décentralisation, de Dépôt légal et d'Archives nationales, d'Identification des populations, de Cultes, d'Immigration et d'Emigration, de Sécurité Intérieure et de Protection civile.

A ce titre, et en liaison avec les départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de l'Administration du Territoire

- organisation et administration des circonscriptions administratives par l'intermédiaire des Préfets et Sous-préfets, dont il coordonne et contrôle les activités ;
- relation avec les chefferies traditionnelles ;
- enregistrement des associations ;
- suivi des activités des associations laïques et examen de toutes les questions relatives à leur régime et à leur organisation ;
- contrôle des activités des associations religieuses ;
- participation à l'instruction des demandes de naturalisation ;
- fonctionnement et gestion de l'Etat Civil ;
- application de la réglementation relative aux inhumations, exhumations et transferts de restes mortuaires ;
- police administrative des opérations électorales de toute nature ;
- collecte et exploitation de toutes informations se rapportant à la mission générale d'administration du territoire ;
- autorisation de création des débits de boissons et des restaurants.

En matière de décentralisation

- mise en œuvre et suivi de la politique de décentralisation, en liaison avec le Ministre chargé du Plan et du Développement ;
- organisation et contrôle du fonctionnement des collectivités territoriales ;
- exercice des pouvoirs de tutelle de l'Etat à l'égard des collectivités territoriales, notamment les Régions et les Communes ;
- organisation de la coopération internationale entre les collectivités territoriales ivoiriennes et les collectivités territoriales étrangères ;
- animation de l'action régionale, en liaison avec les Conseils Régionaux ;
- sensibilisation des populations à la participation au développement local.

En matière de Dépôt légal et d'Archives nationales

- réception et enregistrement des imprimés et actes soumis au dépôt légal ;
- contrôle de l'application de la réglementation en matière de dépôt légal ;
- mise en œuvre de la politique de reconstitution du patrimoine archivistique national.

En matière d'Identification des populations

- élaboration des projets de textes relatifs à l'identification ;
- identification des populations ;
- gestion du Registre National des Personnes Physiques.

En matière de Cultes

- promotion et développement de la laïcité de l'Etat ;
- établissement d'un dialogue entre les différentes religions en Côte d'Ivoire ;
- contribution à la cohésion entre les différents cultes ;
- établissement, suivi et préservation de bons rapports entre le Gouvernement et les représentants des différentes religions ;
- mise en œuvre et suivi de la mobilisation des ressources en faveur des cultes et religions ;
- assistance aux cultes et aux religions dans le cadre de leurs manifestations nationales et internationales ;
- suivi des activités des associations religieuses.

En matière d'Immigration et d'Emigration

En liaison notamment avec les Ministres chargés de la Défense, des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur :

- élaboration et mise en œuvre de la législation en matière d'immigration et d'émigration ;
- mise en œuvre, amélioration et maîtrise de la politique d'immigration et d'émigration ;
- accueil et suivi de l'établissement social et économique des immigrants ;
- développement, sécurisation et actualisation d'une base de données sur l'immigration et l'émigration.

En matière de Sécurité intérieure

- recrutement, formation initiale et continue des personnels de la Police Nationale ;
- gestion de la sécurité publique ;
- gestion de la sécurité des biens et des personnes ;
- gestion de la police économique et financière ;
- gestion des renseignements généraux ;
- gestion de la surveillance du territoire ;
- gestion du contrôle de la police de la circulation transfrontalière des personnes ;
- gestion de la délivrance de la carte nationale d'identité, du passeport, des visas d'entrée et de sortie ainsi que des titres de séjour ;
- gestion de la police des stupéfiants, des drogues et des mœurs ;

- gestion de l'autorisation d'importation des armes et munitions, de détention et de port d'armes ;
- gestion de la police judiciaire ;
- gestion de la police scientifique ;
- gestion, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine, des missions de sécurité à l'étranger et des représentations de la Police Nationale au sein des organismes sous-régionaux, régionaux et internationaux ;
- gestion de l'agrément et contrôle des sociétés privées de sécurité et de transport de fonds.

En matière de Protection Civile

- élaboration des lois et règlements en matière de protection civile ;
- application et suivi de la réglementation en matière de prévention, de sensibilisation des populations et de secourisme ;
- organisation, direction et coordination des secours en cas de sinistres, de catastrophes d'origine naturelle, technologique ou humaine ;
- coordination et suivi des plans techniques d'urgence ;
- planification des secours et des équipements ;
- participation à la protection des biens culturels en temps de paix comme en temps de guerre, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture ;
- suivi de l'application des lois et règlements en matière de protection de la nature, en liaison avec les Ministres chargés de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- coordination de la gestion des risques majeurs en environnement, en liaison avec les Ministres chargés de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- participation au contrôle des installations classées, en liaison avec les Ministres chargés de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- suivi de la mise en œuvre du Code de l'eau, en liaison avec les Ministres concernés ;
- participation à la lutte contre les épidémies et les épizooties, en liaison avec les Ministres concernés ;
- coordination et mise en œuvre opérationnelle des plans d'organisation des secours médicaux, en liaison avec les Ministres intéressés et les organismes privés compétents en matière de secours d'urgence et de transport sanitaire ;
- participation à la gestion des réfugiés et des apatrides, en liaison avec le Ministre chargé de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- organisation et coordination opérationnelle des secours dans le cadre de l'action humanitaire ;
- participation au contrôle des normes de sécurité en matière de construction, d'urbanisme et d'habitat, en liaison avec les Ministres chargés de la Construction, du Logement, de l'Urbanisme et de l'Assainissement.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Sécurité Intérieure
- Programme 3 : Décentralisation
- Programme 4 : Administration territoriale et identification
- Programme 5 : Protection civile
- Programme 6 : Appui aux collectivités Territoriales

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet du Ministre (CAB MIS) Inspection Générale des Services de l'Administration du Territoire (IGSAT) Inspection Générale des Services de Sécurité (IGSS) Direction Générale du Patrimoine (DGP) Direction du Patrimoine de l'Administration du Territoire, des Collectivités Territoriales et des Districts (DP-ATCTD) Direction de la Logistique et des Infrastructures des Services de Sécurité (DLI-SS) Direction de la Formation (DF) Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale (DAJCI) Direction des Ressources Humaines (DRH) Département des Personnels de l'Administration du Territoire (DP-AT) Département des Personnels de la Sécurité (DP-Sécurité) Direction des Affaires Politiques (DAP) Direction des Archives Nationales (DAN) Direction des Affaires Financières (DAF) Direction des Etudes, de la Statistique, de la Programmation et du Suivi-Evaluation (DESPSE) Direction de la Transmission et des Systèmes d'Information (DTSI) Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) Service de la Communication et des Relations Publiques (SCRP)		Projet d'appui à la formation continue de la police ; Gérer les urgences du Ministère (volet administration générale du Programme d'Urgence Sécurité) Concevoir et déployer le système intégré de gestion des Ressources Humaines de l'Administration du Territoire (SIGRHAT) ; Equiper l'Inspection Générale de l'Administration du Territoire Construire le Centre National d'Archivage Renforcer les capacités opérationnelles des services du Ministère ; Mettre en place un Système de Gestion Electronique des Données du Cabinet du Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité (SYSGED-MIS)	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Sécurité Intérieure	Direction Générale de la Police Nationale (DGPN) Direction de la Sécurité Publique (DSP) Direction de la Police Scientifique (DPS) et 11 Antennes Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) et 11 Services Régionaux Direction de la Police Criminelle (DPC) et 11 antennes Direction de la Surveillance du Territoire (DST) et 2 antennes régionales Direction des Unités d'Intervention (DUI) et 15 Unités d'Intervention Direction de la Police des Stupéfiants et des Drogues (DPSD) et 17 Antennes Direction de l'Informatique et des Traces Technologiques (DITT) Direction des Renseignements Généraux (DRG) et 16 Antennes Direction de la Police Economique et Financière (DPEF) et 11 antennes Direction de l'Identification Judiciaire (DIJ) Direction du Laboratoire Central de la Police (DLCP) Direction des Examens et Concours (DEC) Direction des Services de Santé (DSS) et 11 Centres de Santé Comité Interministériel de la Lutte Anti-Drogue (CILAD) Service Armes et Munitions (SAM) Ecole de Police d'Abidjan (EPA) Ecole de Police de Korhogo (EPK) Unité de lutte contre la Criminalité Transnationale (UCT) Unité de lutte contre le Racket (ULR) Préfectures de Police (PP) (12) Groupements Mobiles d'Intervention (GMI) (13) Districts de Police (18) Commissariats de Police (154) Postes de Police (16 dont 14 Postes de Police Frontaliers) Cellule Aéroportuaire Anti-Trafics (CAAT)	Centre Régional de Formation à la Lutte contre la Drogue (CRFLD) Commission Nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des Armes Légères et de Petit Calibre (COMNAT-ALPC) Fonds National de Sécurité (FNS)	**Mettre en œuvre la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI)** Construire et équiper l'Ecole de Police de Korhogo Réhabiliter les locaux de la Direction Générale de la Police Nationale Programme d'urgence sécurité (volet sécurité) : *i) Doter les fonctionnaires de Police en effet d'habillement ii) Effectuer la maintenance et l'entretien du matériel roulant iii) Ravitailler les véhicules d'intervention en carburant* Acquérir des équipements pour la Sécurité Intérieure Equiper la Police en moyens de communication modernes Construire et équiper 11 Commissariats à l'intérieur du pays : Bloléquin, Bocanda, Doropo, Gbéléban, Jacqueville, Katiola, Kong, Korhogo, Tafiré, Méagui et Niakara Construire et équiper 9 Commissariats à Abidjan : 3 à Yopougon, 2 à Cocody, 3 à Abobo Gare et 1 à Koumassi Construire et équiper le magasin central et l'armurerie à l'Ecole Nationale de Police d'Abidjan Construire le siège de l'Inspection Générale des Services de Police à Bingerville Lutter contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petits calibres Equiper les Commissariats de Police Poursuivre la réhabilitation des Commissariats Acquérir des véhicules au profit de la Police Equiper la Police en matériel informatique Construire et équiper l'Hôpital de la Police à Jacqueville (Avagou) Construire et équiper le centre de formation de la DTSI Equiper la Police scientifique en matériels spécifiques (phase 2) Projet d'appui au renforcement des capacités de la police (phase 3) Construire et équiper le centre de la formation continue de la police à Yamoussoukro Mettre en place une brigade cynophile pour la Police Nationale Installer les box au profit des Policiers de régulation Renforcer les capacités opérationnelles de l'Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale organisée (UCT) phase 2 Equiper les Commissariats de police en box blindé de sécurisation d'armes ; Equiper la Section Musique de la Police Nationale en instruments et matériels de musique	Mettre en œuvre le Système Intégré de Gestion des Applications et Procédures de Police (SIGAPP) Projet d'acquisition de logiciels et de produits livrables technologiques pour la lutte le terrorisme (phase 3)

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	Centre de Traitement des Informations Policières (CTIP)		Mettre en œuvre et déployer le Système d'Information Policière de l'Afrique de l'Ouest (SIPAO) Equiper les Commissariats de Police de Box blindés de sécurisation d'armes et munitions Réhabiliter et équiper les entrepôts de Police	
Programme 3 : Décentralisation	Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local (DGDDL) Direction de la Coopération Décentralisée (DIRCOD) Direction de la Tutelle Administrative (DTA) Direction de la Tutelle Economique et Financière (DTEF) Direction du Développement Local (DDL) Districts (14) Régions (31) Communes (201)		Mettre en œuvre le projet de construction des marchés de Bouaké et Yopougon (MABY) Mettre en place le projet d'appui à la mobilisation des revenus propres des Communes de Côte d'ivoire (PAMREC) Construire des bureaux annexes de la DGDDL Projet d'Appui au renforcement de la Gouvernance Locale en Côte d'Ivoire (PARGL) Projet d'Amélioration des infrastructures sociales des Collectivités Locales dans les Régions du Nord	Mettre en œuvre le projet d'appui au développement économique et écologique des territoires ruraux (ECOTER)
Programme 4 : Administration territoriale et identification	Direction Générale de l'Administration du Territoire (DGAT) Direction des Circonscriptions Administratives (DCA) Direction des Affaires Générales (DAG) Direction du Découpage Administratif et de la Cartographie (DDAC) Préfectures de Région (31) Préfectures de Département (80) Sous-préfectures (491) Direction Générale des Cultes (DGC) Direction de la Promotion de la Liberté Religieuse et de la Laïcité (DPLRL) Direction de la Vie Cultuelle, des Œuvres et Missions Religieuses (DVCOMR)	Office National de l'Etat-Civil et de l'Identification (ONECI)	Construire, réhabiliter et équiper les bureaux et résidences des Préfectures ; Construire, réhabiliter et équiper les bureaux et résidences des Sous-préfectures ; Acquérir des véhicules de fonction au profit des Autorités Préfectorales ; Construire le bâtiment annexe de la DGAT ; Mettre en œuvre le projet d'équipement et de cartographie des circonscriptions administratives ; Construire et équiper 10 Délégations Régionales/ONECI ; Déployer le logiciel de gestion des données des passages aux différentes frontières nationales ; Construire et équiper le siège de l'ONECI	
Programme 5 : Protection civile		Office National de la Protection Civile (ONPC)	Construire et équiper les infrastructures de protection civile Mettre en place un Système Intégré de Gestion des Services de l'ONPC (SIG-ONPC)	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Améliorer la gouvernance du Ministère	**RS 1.1 :** L'administration est moderne et performante	**IP1.1.1 :** Taux d'atteinte des résultats attendus de la réalisation du Plan de Travail Annuel (PTA)	(Nombre de résultats effectivement atteints / Nombre total de résultats attendus inscrits au PTA) X 100 Source : Rapport d'activités DESPSE
OG2 : Contribuer à la sécurité des personnes et des biens	**RS 2.1 :** Les capacités opérationnelles des forces de sécurité sont renforcées	**IP 2.1.1 :** Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS)	C'est un indice synthétique fourni par le Conseil National de Sécurité (CNS) **Sources :** Rapports d'activités DGPN / CNS
		IP 2.1.2 : Proportion de villes cibles couvertes par la vidéoprotection	(Nombre de villes cibles couvertes par la vidéo protection / Nombre total de villes cibles à couvrir par la vidéo protection) X 100 Source : Rapport d'activités DITT
OG3 : Promouvoir la politique de décentralisation	**RS 3.1 :** La promotion de la politique de décentralisation est mise en œuvre	**IP 3.1.1 :** Proportion de missions d'assistance-conseil effectués	(Nombre de missions d'assistance-conseil effectuées / Nombre total de missions prévues) X 100 Sources **:** Rapports d'activités DGDDL / DTEF
		IP 3.1.2 : Proportion de missions de contrôle et d'inspection effectués	(Nombre de missions de contrôle et d'inspection effectuées / Nombre total de missions prévues) X 100 **Sources :** Rapports d'activités DGDDL / DTEF
		IP 3.1.3 : Proportion de Collectivités Territoriales connectées à la plateforme de recouvrement par voie électronique	(Nombre de Collectivités Territoriales connectées à la plateforme de recouvrement par voie électronique / Nombre total de Collectivités Territoriales) X 100 Sources **:** Rapports d'activités DGDDL / DTEF
OG4 : Renforcer le processus de gestion des circonscriptions administratives, de l'identification et des cultes	**RS 4.1 :** Le renforcement du processus de gestion des circonscriptions administratives est mis en œuvre	**IP 4.1.1 :** Taux d'Autorités préfectorales dotées en véhicules de commandement	(Nombre d'Autorités Préfectorales dotées en véhicules de commandement / Nombre total d'Autorités Préfectorales) X 100 Source **:** Rapport d'activités DGAT
	RS 4.2 : Le renforcement du processus d'identification est mis en œuvre	**IP 4.2.1 :** Taux de production de titres d'identité (CNI)	(Nombre de titres produits / Nombre de personnes enrôlées) X 100 **Source :** Rapport d'activités ONECI
		IP 4.2.2 : Taux de déploiement de la solution de l'Etat-Civil	(Nombre de centres et bureaux d'Etat-Civil pourvus de la solution / Nombre total de centres et bureaux d'Etat-Civil) X 100 Source **:** Rapport d'activités ONECI
	RS 4.3 : Le renforcement du processus d'encadrement des cultes est mis en œuvre	**IP 4.3.1 :** Taux de pèlerinages encadrés	(Nombre de pèlerinages encadrés / Nombre de pèlerinages planifiés) X 100 Source **:** Rapport d'activités DG Cultes
OG5 : Améliorer la protection civile	**RS 5.1 :** L'offre de service en matière de protection civile est renforcée	**IP 5.1.1 :** Proportion de Centres de Protection Civile (CPC) construis	(Nombre de CPC construits / Nombre total de CPC à construire) X 100 Source **:** Rapport d'activités ONPC
	RS 5.2 : Les capacités du personnel de protection civile sont renforcées	**IP 5.2.1 :** Taux de pompiers civils bénéficiant de la formation initiale	(Nombre de pompiers civils ayant bénéficié de la formation initiale / Nombre de pompiers civils recrutés) X 100 Source **:** Rapport d'activités ONPC

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**945 963 329 452**	**998 883 238 356**	**1 073 627 989 851**
1.1 Ressources Intérieures	**936 866 060 894**	**990 434 426 679**	**1 073 627 989 851**
1.1.1 Budget Etat	936 866 060 894	990 434 426 679	1 073 627 989 851
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**9 097 268 558**	**8 448 811 677**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	9 097 268 558	8 448 811 677	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**945 963 329 452**	**998 883 238 356**	**1 073 627 989 851**
2.1 Personnel	**227 085 747 031**	**241 051 383 754**	**255 217 020 478**
2.1.1 Solde y compris EPN	227 085 747 031	241 051 383 754	255 217 020 478
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**125 927 874 033**	**132 293 777 489**	**140 324 202 405**
2.3 Transferts et subventions	**329 873 015 535**	**369 946 902 731**	**418 345 774 992**
2.4 Investissement	**263 076 692 853**	**255 591 174 382**	**259 740 991 976**
Trésor	253 979 424 295	247 142 362 705	259 740 991 976
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	9 097 268 558	8 448 811 677	0

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
	Action 1.2 : Planification, suivi et évaluation
	Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières du Ministère
	Action 1.4 : Information et communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures	Taux d'atteinte des résultats attendus de la réalisation du Plan de Travail Annuel (PTA)	98%	99%	99,25%	99,50%	(Nombre de résultats effectivement atteints / Nombre total de résultats attendus inscrits au PTA) X 100 Source : Rapport d'activités DESPSE
	Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions d'inspection et de contrôle	-	75%	85%	95%	(Nombre de recommandations effectivement mises en œuvre / Nombre total de recommandations formulées) X 100 Sources : Rapports d'activités IGSAT / IGSS
OS 2 : Promouvoir et mettre en œuvre une politique de gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'exécution financière du budget-programmes	99,07%	99,15%	99,25%	99,50%	(Total mandats ordonnancés / Total budget actuel) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux d'acteurs formés au Budget-Programmes	85%	90%	92,5%	95%	(Nombre d'acteurs formés au Budget-Programmes / Nombre d'acteurs budgétaires à former) X 100 Prévision : 2026 : 144, 2027 : 140, 2028 : 136 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux de satisfaction des personnels du ministère à l'égard de leurs conditions de travail	-	50%	55%	60%	(Nombre d'agents enquêtés satisfaits / Nombre total d'agents enquêtés) X 100 Sources : Rapports d'activités DRH / DPAT / DPSS
	Taux d'utilisateurs formés au SIGRHAT	83%	90%	-	-	(Nombre d'utilisateurs formés / Nombre total d'utilisateurs à former) X 100 Prévision : 2026 : 100 Sources : Rapports d'activités DRH / DPAT
OS 3 : Améliorer le système de planification, d'information, de communication du ministère et d'Archivage National	Taux de structures disposant d'un plan d'actions	100%	100%	100%	100%	(Nombre de structures ayant un plan d'actions / Nombre de structures du ministère) X 100 Dénominateur : 24 Source : Rapport d'activités DESPSE
	Taux de collecte et de traitement des données statistiques d'Etat-Civil	80%	85%	90%	95%	(Nombre de données statistiques d'Etat-Civil collectées et traitées / Nombre total de données de l'Etat-Civil attendues) X 100 Dénominateur : 678 Source : Rapport d'activités DESPSE
	Taux de missions d'assistance-conseil réalisées en matière d'Archivage	60%	80%	90%	95%	(Nombre de missions d'assistance-conseil réalisées en matière d'Archivage / Nombre de missions d'assistance-conseil en matière d'Archivage prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DAN

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**101 798 828 700**	**110 059 575 983**	**119 777 087 651**
Dépenses de personnel	826 457 316	826 457 316	826 457 316
Dépenses en biens et services	82 118 550 677	88 118 166 521	95 997 302 487
Transferts	8 204 500 000	9 343 952 146	10 682 327 843
Investissements	10 649 320 707	11 771 000 000	12 271 000 005
Trésor	*10 649 320 707*	*11 771 000 000*	*12 271 000 005*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21038 Administration Générale	**101 798 828 700**	**110 059 575 983**	**119 777 087 651**
2103801 Coordination et animation du ministère	**18 954 687 792**	**19 721 334 463**	**21 103 908 838**
2 Biens et services	**1 591 981 545**	**1 707 382 317**	**1 751 580 990**
61016000640 Prendre en charge les honoraires des agents de l'Administration du Territoire sous contrat BNETD	93 510 790	96 316 114	99 205 597
78016001374 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire / Volet Administration du Territoire	20 000 000	20 600 000	21 218 000
78016001375 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	65 000 000	66 950 000	68 958 500
78016001377 Appuyer les services de l'Administration du Territoire face aux impondérables	40 000 000	80 000 000	82 400 000
78016001379 Gérer et suivre les matières du Ministère / Volet Administration du Territoire	51 987 065	53 546 677	55 153 077
78016001725 Appuyer les Collectivités Territoriales face aux impondérables	30 000 000	60 000 000	61 800 000
78016001890 Veiller à l'application de la règlementation en matière de cohésion sociale	26 000 000	26 780 000	27 583 400
78016001908 Prendre en charge les dépenses liées à l'Administration du Territoire	432 213 079	445 179 471	458 534 856
78016002008 Inspecter et contrôler les services de l'Administration du Territoire et des Collectivités Territoriales	57 710 406	58 541 243	59 397 004
78016002049 Promouvoir et renforcer les services des Archives Nationales	78 245 491	80 592 856	83 010 642
78031000426 Coordonner les activités du Ministère/Volet Sécurité	135 500 000	149 265 000	153 742 950
78031000427 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire/volet Sécurité	25 000 000	25 750 000	26 522 500
78031000428 Prendre en charge les honoraires des agents sous la régie convention BNETD/volet Sécurité	68 180 162	70 225 567	72 332 334
78031000434 Appuyer les services du Ministère/volet Sécurité	301 940 000	301 940 000	304 875 880
78031000540 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire/volet Sécurité	20 000 000	20 600 000	21 218 000
78031000577 Inspecter les services du ministère/volet Sécurité	35 694 552	36 765 389	37 868 350
78031000613 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère/volet Sécurité	58 000 000	59 740 000	61 532 200
78031000622 Prendre en charge les frais liés à la résidence du Ministre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
78036000171 Coordonner les activités des écoles et centres de formation	17 000 000	17 510 000	18 035 300
78036000173 Gérer et suivre les matières du Ministère / Volet Sécurité	32 000 000	32 960 000	33 948 800

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21038 Administration Générale	**101 798 828 700**	**110 059 575 983**	**119 777 087 651**
3 Transferts	**8 204 500 000**	**9 343 952 146**	**10 682 327 843**
78016001376 Réaliser les transferts au profit des partis politiques (Transferts)	8 203 500 000	9 342 952 146	10 681 327 843
78016001724 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire à l'organisation internationale des Archives	1 000 000	1 000 000	1 000 000
4 Investissements	**9 158 206 247**	**8 670 000 000**	**8 670 000 005**
Trésor	***9 158 206 247***	***8 670 000 000***	***8 670 000 005***
90031000002 Equiper l'Inspection Générale de l'Administration du Territoire	131 000 000	0	0
78031000431 Gérer les situations d'urgence du Ministère	8 670 000 000	8 670 000 000	8 670 000 000
78016002328 Mettre en place un Système de Gestion Electronique des Données du Cabinet du Ministre de l'Intérieure et de la Sécurité (SYGED-MIS)	200 000 000	0	5
78016002231 Mettre en œuvre le projet Prodoc / volet Sécurité et Droits humains pour la cohésion sociale	157 206 247	0	0
2103802 Planification, suivi et évaluation	**160 816 763**	**165 641 266**	**170 610 504**
2 Biens et services	**160 816 763**	**165 641 266**	**170 610 504**
78016001381 Réaliser les études et produire les statistiques du Ministère/volet Administration du Territoire	131 000 000	134 930 000	138 977 900
78016001892 Organiser la planification générale des activités du Ministère/volet Administration du Territoire	29 816 763	30 711 266	31 632 604
2103803 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières du Ministère	**82 546 636 401**	**90 033 011 877**	**98 359 992 281**
1 Personnel	**826 457 316**	**826 457 316**	**826 457 316**
78016002013 Assurer les charges salariales liées à la Gestion des Dépenses Centralisées de l'Administration du Territoire	826 457 316	826 457 316	826 457 316
2 Biens et services	**80 229 064 625**	**86 105 554 561**	**93 932 534 965**
78016001384 Apporter une assistance au personnel du Ministère dans le domaine informatique	10 675 054	10 995 306	11 325 165
78016001893 Gérer et suivre les carrières des fonctionnaires du Ministère de l'Administration du Territoire	59 297 195	61 076 109	62 908 394
78016002114 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	7 631 081 112	8 182 660 978	8 841 429 152
78016002174 Organiser la session annuelle de la Commission d'Avancement et de Discipline (CAD)	20 000 000	20 600 000	21 218 000
78016002234 Mettre en œuvre et suivre la politique générale de gestion des ressources humaines du Ministère	92 500 000	95 275 000	98 133 250
78016002235 Assurer le traitement des dossiers relatifs à la solde et aux logements des fonctionnaires de Police	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78016002237 Opérationnaliser les Mécanismes de contrôle au sein du Ministère	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78016002239 Apporter un appui technique et suivre les opérations budgétaires	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78031000436 Gérer les ressources humaines du Ministère	78 397 974	80 749 913	83 172 411
78031000437 Préparer et poursuivre l'exécution des budgets du ministère et des structures sous tutelle/volet Sécurité	25 500 000	26 265 000	27 052 950
78031000519 Coordonner la passation des marchés publics du Ministère et suivre leur exécution	20 962 500	21 591 375	22 239 116
78031000528 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	356 301 000	511 665 000	527 014 950
78031000580 Apporter un Appui aux fonctionnaires de Police	189 910 727	350 808 049	361 332 290
78036000174 Organiser la formation Commune de base des recrues de la police	1 200 000 000	3 000 000 000	4 000 000 000
90016000011 Organiser la session annuelle de la Commission d'Avancement de Discipline (CAD)	40 000 000	40 000 000	40 000 000
90016000012 Assurer le fonctionnement du Comité de suivi des projets du Ministère	38 000 000	39 140 000	40 314 200
90016000013 Implémenter le dispositif de contrôle de gestion	20 000 000	20 600 000	21 218 000
90016000014 Implémenter le dispositif de contrôle interne budgétaire	20 000 000	20 600 000	21 218 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21038 Administration Générale	**101 798 828 700**	**110 059 575 983**	**119 777 087 651**
90016000021 Assurer le fonctionnement de la Régie d'Avances spéciale auprès du Ministère	10 000 000	10 300 000	10 609 000
90016090127 Gérer les Dépenses Centralisées d'Abonnement de l'Eclairage Public	70 329 029 429	73 523 195 908	79 650 617 208
90016090130 Coordonner les activités de gestion et de suivi des matières du Ministère	57 409 634	59 131 923	60 905 879
4 Investissements	**1 491 114 460**	**3 101 000 000**	**3 601 000 000**
Trésor	***1 491 114 460***	***3 101 000 000***	***3 601 000 000***
90031000003 Concevoir et déployer le système intégré de gestion des Ressources Humaines de l'Administration du Territoire (SIGRHAT)	61 295 000	0	0
78016002252 Construire, équiper et numériser le Centre National d'Archivage	500 000 000	3 000 000 000	3 500 000 000
78016002243 Renforcer les capacités opérationnelles des services du Ministère	828 819 460	0	0
21207030036 Appuyer la formation continue des fonctionnaires	101 000 000	101 000 000	101 000 000
2103804 Information et communication	**136 687 744**	**139 588 377**	**142 576 028**
2 Biens et services	**136 687 744**	**139 588 377**	**142 576 028**
78031000529 Concevoir et mettre en œuvre les stratégies de communication de la sécurité	42 688 616	43 969 275	45 288 353
78031000579 Coordonner la sécurisation des réseaux et des applications informatiques	33 999 128	35 019 102	36 069 675
78031000606 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du Ministère	20 000 000	20 600 000	21 218 000
78036000175 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires/Volet Sécurité	40 000 000	40 000 000	40 000 000

II.2.2 Programme 2 : Sécurité Intérieure

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Sécurité Intérieure	Action 2.1 : Recrutement, formation et gestion du personnel de police
	Action 2.2 : Amélioration des conditions de santé des fonctionnaires de police
	Action 2.3 : Sécurité et protection des personnes et des biens
	Action 2.4 : Construction, réhabilitation, et équipement des infrastructures de la police nationale

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Sécurité Intérieure						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité	Ratio Fonctionnaires de Police sur Population urbaine	1 policier pour 571 habitants	1 policier pour 491 habitants	1 policier pour 459 habitants	1 policier pour 433 habitants	Effectif des policiers / Population (La norme internationale étant fixée à 1 policier pour 400 habitants) Sources : Rapports d'activités DRH / DPS

Programme 2 : Sécurité Intérieure						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité	Taux de policiers logés par l'Etat	95,95%	93%	94%	95%	(Nombre de policiers bénéficiant d'un logement / Nombre de policiers ayant droit à un logement) X 100 Prévision : 2026 : 32 651, 2027 : 37 651, 2028 : 42 651 Sources : Rapports d'activités DAF / SDSBPN
	Taux de policiers formés à la lutte contre la drogue	130%	90%	90%	90%	(Nombre de policiers formés à la lutte contre la drogue / Nombre de policiers à former selon la dotation budgétaire allouée à l'activité) X 100 Dénominateur : 66 Source : Rapport d'activités CRFLD
OS 2 : Renforcer les dispositifs de sécurité	Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS)	1.3	1.3	1.3	1.3	C'est un indice synthétique fourni par le Conseil National de Sécurité (CNS) Sources : Rapports d'activités DGPN / CNS
	Taux de policiers dotés en armes automatiques individuelles	85,41%	95%	96%	97%	(Nombre de policiers dotés en arme automatique individuelle / Nombre total de policiers titularisés) X 100 Source : Rapport d'activités DLI
	Proportion de villes cibles couvertes par la vidéoprotection	2/8	4/8	6/8	8/8	Nombre de villes cibles couvertes par la vidéo protection / Nombre total de villes cibles à couvrir par la vidéo protection Source : Rapport d'activités DITT
	Proportion de sites connectés au Système d'Information Policière de Côte d'Ivoire (SIPCI) fonctionnels	105/925	180/925	210/925	240/925	Nombre de sites connectés au Système d'Information Policière de Côte d'Ivoire (SIPCI) fonctionnels / Nombre total de sites ciblés Source : Rapport d'activités CTIP
	Proportion de Commissariats de Police construits	12/20	15/20	16/20	17/20	Nombre de Commissariats construits / Nombre total de Commissariats planifiés Source : Rapport d'activités DLI
	Proportion d'armes obsolètes détruites parmi les armes identifiées	3541/5000	1000/2500	2000/2500	2500/2500	Nombre d'armes obsolètes détruites / Nombre total d'armes obsolètes à détruire Source : Rapport d'activités COMNAT-ALPC

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : SECURITE INTERIEURE	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
Dépenses de personnel	153 052 144 164	165 163 665 333	177 475 186 504
Dépenses en biens et services	39 009 883 576	39 233 988 780	39 305 138 800
Transferts	8 261 332 584	9 243 234 137	10 576 425 651

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 2 : SECURITE INTERIEURE	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
Investissements	46 613 395 377	26 658 791 700	16 230 459 730
Trésor	*46 243 329 777*	*26 658 791 700*	*16 230 459 730*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*370 065 600*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
2203901 Recrutement, formation et gestion du personnel de police	**195 055 631 352**	**208 196 888 378**	**221 826 909 220**
1 Personnel	**152 714 170 246**	**164 820 000 684**	**177 125 831 123**
78031000496 Prendre en charge les rémunérations des fonctionnaires de Police	152 714 170 246	164 820 000 684	177 125 831 123
2 Biens et services	**35 014 972 306**	**35 171 899 198**	**35 173 855 548**
25031000020 Gérer l'école de Police de Korhogo	4 556 153	4 692 838	4 833 623
25031000021 Organiser la formation initiale et continue des élèves et fonctionnaires de Police à Korhogo	20 000 000	20 600 000	21 218 000
78031000424 Organiser la Formation initiale et continue à l'Ecole de Police d'Abidjan	20 000 000	20 600 000	21 218 000
78031000493 Coordonner l'organisation des concours de recrutement de la Police Nationale	14 200 000	14 626 000	15 064 780
78031000524 Apurer les passifs des baux de la Police	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
78031000545 Gérer l'Ecole de Police d'Abidjan (EPA)	4 556 153	4 692 838	4 833 623
78031000564 Gérer les baux de la Police	33 451 660 000	33 606 687 522	33 606 687 522
3 Transferts	**7 326 488 800**	**8 204 988 496**	**9 527 222 549**
78031000499 Gérer les bourses des élèves-policiers	7 326 488 800	8 204 988 496	9 527 222 549
2203902 Amélioration des conditions de santé des fonctionnaires de police	**123 092 144**	**126 784 912**	**130 588 461**
2 Biens et services	**123 092 144**	**126 784 912**	**130 588 461**
25036000002 Prendre en charge la santé des fonctionnaires de Police au sein de l'Ecole de Police de Korhogo	28 000 000	28 840 000	29 705 200
31031000038 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police de la zone de Daloa	4 999 999	5 150 000	5 304 499
51031000018 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police de la zone de Divo	4 999 999	5 149 999	5 304 499
62036000001 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police de la zone de Bondoukou	4 999 999	5 149 999	5 304 500
78031000442 Prendre en charge la santé des fonctionnaires de la Police	5 713 349	5 884 750	6 061 293
78031000444 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police au sein de la Brigade Anti-Emeutes	4 999 999	5 149 999	5 304 499

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
78031000445 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police de la zone de la formation sanitaire d'Abengourou	4 999 999	5 150 000	5 304 501
78031000446 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police au sein de la CRS1 de Williamsville	4 999 999	5 149 999	5 304 499
78031000567 Elaborer et suivre la mise en œuvre de la politique sanitaire de la Police	8 585 883	8 843 460	9 108 764
78031000568 Prendre en charge la santé des fonctionnaires de Police à l'Ecole Nationale de Police	45 792 919	47 166 707	48 581 708
78031000585 Prendre en charge la santé des Fonctionnaires de Police au sein de la cité policière d'Abobo	4 999 999	5 149 999	5 304 499
2203903 Sécurité et protection des personnes et des biens	**28 982 628 005**	**7 411 524 693**	**6 369 633 274**
1 Personnel	**337 973 918**	**343 664 649**	**349 355 381**
78031000538 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la COMNAT-ALPC	323 784 055	329 235 860	334 687 666
78031000655 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CRFLD	14 189 863	14 428 789	14 667 715
2 Biens et services	**3 871 819 126**	**3 935 304 670**	**4 000 694 791**
11031000017 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Yamoussoukro	4 999 999	5 149 999	5 304 499
11031000018 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Yamoussoukro	2 910 469	2 997 783	3 087 716
11031000019 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Yamoussoukro	4 500 000	4 635 000	4 774 050
11031000020 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Toumodi	4 500 000	4 635 000	4 774 050
11031000022 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Yamoussoukro	8 500 000	8 755 000	9 017 650
11031000023 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Yamoussoukro	11 367 852	11 708 887	12 060 153
11031000024 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Yamoussoukro	4 500 000	4 635 000	4 774 050
11031000025 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tiébissou	4 500 000	4 635 000	4 774 050
11031000027 Lutter contre la criminalité et le grand banditisme dans la Région de Yamoussoukro	6 000 000	6 180 000	6 365 400
11031000032 Coordonner et suivre les activités de la Police Recours à Yamoussoukro	15 000 000	15 000 000	15 000 000
11031000033 Effectuer les missions en matière de Police Scientifique dans la zone de compétence de l'Antenne DPS de Yamoussoukro	15 000 000	15 000 000	15 000 000
11031000034 Lutter contre les crimes économiques et financiers dans la zone de compétence de DPEF de Yamoussoukro	10 000 000	10 000 000	10 000 000
11031000035 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Didiévi	10 000 000	10 000 000	10 000 000
11036000001 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Yamoussoukro	4 179 900	4 305 297	4 434 456
14031000005 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Dimbokro	4 999 999	5 149 999	5 304 499
14031000006 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du commissariat de Police de Bocanda	4 500 000	4 635 000	4 774 050

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
14036000001 Contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public par la Compagnie Républicaine de Sécurité de Dimbokro	4 179 900	4 305 297	4 434 456
15031000005 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Daoukro	4 500 000	4 635 000	4 774 050
15031000006 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Prikro	10 000 000	10 000 000	10 000 000
15031000007 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de M'Bahiakro	10 000 000	10 000 000	10 000 000
16031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bongouanou	4 500 000	4 635 000	4 774 050
16031000004 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de circonscription d'Arrah	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17031000021 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Botro	4 500 000	4 635 000	4 774 050
17031000022 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 4ème Arrondissement de Bouaké	4 500 000	4 635 000	4 774 050
17031000023 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Bouaké	8 500 000	8 755 000	9 017 650
17031000024 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Bouaké	4 999 999	5 149 999	5 304 499
17031000025 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 5ème Arrondissement de Bouaké	4 500 000	4 635 000	4 774 050
17031000026 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Bouaké	4 500 000	4 635 000	4 774 050
17031000027 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Bouaké	4 500 000	4 635 000	4 774 050
17031000028 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 3ème Arrondissement de Bouaké	4 500 000	4 635 000	4 774 050
17031000029 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention de Bouaké	4 700 000	4 841 000	4 986 230
17031000030 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Bouaké	9 000 000	9 270 000	9 548 101
17031000031 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 6ème Arrondissement de Bouaké	4 500 000	4 635 000	4 774 050
17031000032 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Béoumi	4 500 000	4 635 000	4 774 050
17031000033 Lutter contre la criminalité et le grand banditisme dans la Région de Bouaké	7 000 000	7 210 000	7 426 300
17031000034 Lutter contre les crimes économiques et financières dans la Région de Bouaké	7 000 000	7 210 000	7 426 300
17031000036 Coordonner et suivre les activités de la Police Recours à Bouaké	15 000 000	15 000 000	15 000 000
17031000037 Effectuer les missions en matière de Police Scientifique dans la zone de compétence de l'Antenne DPS de Bouaké	15 000 000	15 000 000	15 000 000
17036000001 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Bouaké	4 179 900	4 305 297	4 434 456
18031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Katiola	4 500 000	4 635 000	4 774 050

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
18036000001 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Dabakala	4 179 900	4 305 297	4 434 456
22031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Touba	4 500 000	4 635 000	4 774 050
22031000004 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du poste de police frontière à Ohidougou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
22031000005 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du poste de police frontière à Massala-Barala	10 000 000	10 000 000	10 000 000
22031000006 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Touba	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22031000007 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Koro	10 000 000	10 000 000	10 000 000
23031000012 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Odienné	9 000 000	9 270 000	9 548 101
23031000014 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Odienné	4 500 000	4 635 000	4 774 050
23031000015 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du commissariat de Police de Gbéléban	4 500 000	4 635 000	4 774 050
23031000016 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone d'Odienné	8 500 000	8 755 000	9 017 650
23031000017 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention d'Odienné	4 700 000	4 841 000	4 986 230
23031000021 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de compétence de l'antenne DPSD d'Odienné	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23031000022 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du poste de police frontière à Gbéléban	10 000 000	10 000 000	10 000 000
23031000023 Lutter contre la grande criminalité dans la zone de compétence de la BRI d'Odienné	10 000 000	10 000 000	10 000 000
23031000024 Coordonner et suivre les activités de la Police Recours à Odienné	15 000 000	15 000 000	15 000 000
23031000025 Lutter contre les crimes économiques et financiers dans la zone de compétence de DPEF d'Odienné	10 000 000	10 000 000	10 000 000
23031000026 Effectuer les missions en matière de Police Scientifique dans la zone de compétence de l'Antenne DPS d'Odienné	15 000 000	15 000 000	15 000 000
23036000001 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Odienné	4 179 900	4 305 297	4 434 456
24031000006 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Ferké	4 500 000	4 635 000	4 774 050
24031000007 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Niellé	4 500 000	4 635 000	4 774 050
24031000008 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Ouangolodougou	4 500 000	4 635 000	4 774 050
24031000011 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Ferkessédougou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
24036000001 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Kong	4 179 900	4 305 297	4 434 456
25031000014 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Korhogo	4 500 000	4 635 000	4 774 050
25031000015 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Korhogo	9 000 000	9 270 000	9 548 101

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
25031000016 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Korhogo	2 910 469	2 997 783	3 087 716
25031000017 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Korhogo	8 500 000	8 755 000	9 017 650
25031000018 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de M'Bengué	4 500 000	4 635 000	4 774 050
25031000019 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention de Korhogo	4 700 000	4 841 000	4 986 230
25031000022 Conduire les missions de prévention contre les atteintes à la sureté de l'Etat dans la zone de Korhogo	7 000 000	7 210 000	7 426 301
25031000023 Lutter contre la criminalité et le grand banditisme dans la Région de Korhogo	7 000 000	7 210 000	7 426 300
25031000026 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du poste de police frontière à N'Gadana	10 000 000	10 000 000	10 000 000
25031000027 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police 2ème Arrondissement de Korhogo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
25031000028 Coordonner et suivre les activités de la Police Recours à Korhogo	15 000 000	15 000 000	15 000 000
25031000029 Lutter contre les crimes économiques et financiers dans la zone de compétence de DPEF de Korhogo	10 000 000	10 000 000	10 000 000
25031000030 Effectuer les missions en matière de Police Scientifique dans la zone de compétence de l'Antenne DPS de Korhogo	15 000 000	15 000 000	15 000 000
25031000031 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Sohouo	10 000 000	10 000 000	10 000 000
25036000001 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Dikodougou	4 179 900	4 305 297	4 434 456
25036000003 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Korhogo	4 179 900	4 305 297	4 434 456
26031000007 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Boundiali	4 500 000	4 635 000	4 774 050
26031000008 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Kouto	4 500 000	4 635 000	4 774 050
26031000009 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tengréla	4 500 000	4 635 000	4 774 050
26031000010 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Boundiali	5 000 000	5 000 000	5 000 000
26031000011 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du poste de police frontière à Niougoni	10 000 000	10 000 000	10 000 000
27031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Minignan	4 500 000	4 635 000	4 774 050
27031000004 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du poste de police frontière à Tiéfinzo	10 000 000	10 000 000	10 000 000
27031000005 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du poste de police frontière à Dioronzo-Somotou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
28031000005 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bouna	4 500 000	4 635 000	4 774 050
28031000006 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du commissariat de Police de Doropo	4 500 000	4 635 000	4 774 050
28031000007 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Bouna	8 000 000	8 240 000	8 487 200
28031000008 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du poste de police frontière à Koguiénou	10 000 000	10 000 000	10 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
28031000009 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Poste de Police Frontière de Kalamon	10 000 000	10 000 000	10 000 000
31031000028 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Vavoua	4 500 000	4 635 000	4 774 050
31031000029 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Daloa	9 000 000	9 270 000	9 548 101
31031000031 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Daloa	8 100 000	8 343 000	8 593 290
31031000032 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Daloa	4 500 000	4 635 000	4 774 050
31031000033 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Saïoua	4 500 000	4 635 000	4 774 050
31031000034 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Daloa	2 910 469	2 997 783	3 087 716
31031000035 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Daloa	32 000 000	32 057 450	32 116 624
31031000036 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Zoukougbeu	4 500 000	4 635 000	4 774 050
31031000037 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Daloa	4 500 000	4 635 000	4 774 050
31031000039 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Issia	4 500 000	4 635 000	4 774 050
31031000040 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 4ème Arrondissement de Daloa	4 500 000	4 635 000	4 774 050
31031000041 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention de Daloa	4 700 000	4 841 000	4 986 230
31031000042 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 3ème Arrondissement de Daloa	4 500 000	4 635 000	4 774 050
31031000046 Lutter contre la criminalité et le grand banditisme dans la Région de Daloa	10 000 000	10 000 000	10 000 000
31031000047 Coordonner et suivre les activités de la Police Recours à Daloa	15 000 000	15 000 000	15 000 000
31031000048 Lutter contre les crimes économiques et financiers dans la zone de compétence de DPEF de Daloa	10 000 000	10 000 000	10 000 000
31031000049 Effectuer les missions en matière de Police Scientifique dans la zone de compétence de l'Antenne DPS de Daloa	15 000 000	15 000 000	15 000 000
31036000001 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Daloa	4 179 900	4 305 297	4 434 456
32031000022 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Gagnoa	8 500 000	8 755 000	9 017 650
32031000023 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Gagnoa	4 999 999	5 149 999	5 304 499
32031000025 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Gagnoa	4 500 000	4 635 000	4 774 050
32031000026 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Gagnoa	9 000 000	9 270 000	9 548 101
32031000027 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Guibéroua	4 500 000	4 635 000	4 774 050

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
32031000029 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Gagnoa	5 940 107	6 118 312	6 301 860
32031000030 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Gagnoa	4 500 000	4 635 000	4 774 050
32031000032 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Oumé	4 500 000	4 635 000	4 774 050
32031000033 Contribuer au maintien et au rétablissement de l'Ordre public par la CRS4 dans sa zone de compétence	4 219 999	4 346 599	4 476 997
32031000034 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention de Gagnoa	4 700 000	4 841 000	4 986 230
32031000035 Lutter contre la grande criminalité dans la zone de compétence de la BRI de Gagnoa	10 000 000	10 000 000	10 000 000
32031000036 Lutter contre les crimes économiques et financiers dans la zone de compétence de DPEF de Gagnoa	10 000 000	10 000 000	10 000 000
32031000037 Effectuer les missions en matière de Police Scientifique dans la zone de compétence de l'Antenne DPS de Gagnoa	15 000 000	15 000 000	15 000 000
32036000002 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Gagnoa	4 179 900	4 305 297	4 434 456
32036000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Diégonéfla	4 179 900	4 305 297	4 434 456
35031000009 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bonon	4 500 000	4 635 000	4 774 050
35031000010 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Sinfra	4 500 000	4 635 000	4 774 050
35031000011 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bouaflé	4 500 000	4 635 000	4 774 050
35031000012 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Zuénoula	4 500 000	4 635 000	4 774 050
36031000003 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Séguéla	4 500 000	4 635 000	4 774 050
37031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Mankono	4 500 000	4 635 000	4 774 050
37031000004 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Poste de Contrôle Juxtaposé de Laléraba	10 000 000	10 000 000	10 000 000
41031000023 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Danané	4 500 000	4 635 000	4 774 050
41031000024 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Man	8 500 000	8 755 000	9 017 650
41031000025 Lutter contre la criminalité et le grand banditisme dans la zone de Man	8 500 000	8 755 000	9 017 650
41031000026 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Man	9 000 000	9 270 000	9 548 101
41031000027 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Biankouma	4 500 000	4 635 000	4 774 050
41031000028 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Man	4 500 000	4 635 000	4 774 050
41031000029 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Zouan-Hounien	4 500 000	4 635 000	4 774 050
41031000030 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du commissariat de Police de Sipilou	4 500 000	4 635 000	4 774 050

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
41031000031 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Man	2 910 469	2 997 783	3 087 716
41031000032 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Man	4 500 000	4 635 000	4 774 050
41031000033 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention de Man	4 700 000	4 841 000	4 986 230
41031000034 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de Man	5 729 678	5 901 569	6 078 616
41031000035 Conduire les missions de prévention contre les atteintes à la sureté de l'Etat dans la zone de Man	10 000 000	10 300 000	10 609 001
41031000036 Lutter contre les crimes économiques et financières dans la Région de Man	7 000 000	7 210 000	7 426 300
41031000038 Effectuer les missions en matière de Police Scientifique dans la zone de compétence de l'Antenne DPS de Man	15 000 000	15 000 000	15 000 000
41036000001 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Man	4 179 900	4 305 297	4 434 456
42031000009 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Guiglo	4 500 000	4 635 000	4 774 050
42031000010 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Toulépleu	4 500 000	4 635 000	4 774 050
42031000011 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Guiglo	2 910 469	2 997 783	3 087 716
42031000012 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bloléquin	4 500 000	4 635 000	4 774 050
42031000014 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Guiglo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
43031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Duékoué	4 500 000	4 635 000	4 774 050
43031000004 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du poste de police frontière à Gbapleu	10 000 000	10 000 000	10 000 000
43036000001 Contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public par la Compagnie Républicaine de Sécurité de Duékoué	4 179 900	4 305 297	4 434 456
51031000019 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Hiré	4 500 000	4 635 000	4 774 050
51031000020 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Divo	4 999 999	5 149 999	5 304 499
51031000022 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Lakota	4 500 000	4 635 000	4 774 050
51031000023 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Divo	4 500 000	4 635 000	4 774 050
51031000025 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Divo	2 910 469	2 997 783	3 087 716
51031000026 Contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public par la CRS 3 dans sa zone de compétence	4 999 999	5 149 999	5 304 499
51031000027 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Divo	4 500 000	4 635 000	4 774 050
51036000001 Contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public par la Compagnie Républicaine de Sécurité 5 (Divo)	4 179 900	4 305 297	4 434 456
55031000013 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de San-Pédro	4 500 000	4 635 000	4 774 050
55031000014 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de San-Pédro	9 000 000	9 270 000	9 548 101

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
55031000015 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tabou	4 500 000	4 635 000	4 774 050
55031000016 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de San-Pédro	2 910 469	2 997 783	3 087 716
55031000017 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de San-Pédro	8 500 000	8 755 000	9 017 650
55031000019 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de San-Pédro	4 500 000	4 635 000	4 774 050
55031000020 Lutter contre la criminalité et le grand banditisme dans la Région de San Pédro	7 000 000	7 210 000	7 426 300
55031000021 Lutter contre les crimes économiques et financières dans la Région de San-Pédro	7 000 000	7 210 000	7 426 300
55031000024 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de compétence de l'antenne DPSD du Port Autonome de San Pédro	5 000 000	5 000 000	5 000 000
55031000025 Effectuer les missions en matière de Police Scientifique dans la zone de compétence de l'Antenne DPS de San-Pédro	15 000 000	15 000 000	15 000 000
55031000026 Coordonner et suivre les activités de la Police Recours à San-Pédro	15 000 000	15 000 000	15 000 000
55031000027 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de San-Pédro	10 000 000	10 000 000	10 000 000
55031000028 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Grand-Béréby	10 000 000	10 000 000	10 000 000
55036000001 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à San-Pédro	4 179 900	4 305 297	4 434 456
56031000002 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Soubré	4 500 000	4 635 000	4 774 050
56031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du Commissariat du 2ème Arrondissement de Méagui	4 500 000	4 635 000	4 774 050
57031000003 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Sassandra	4 500 000	4 635 000	4 774 050
57031000004 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Fresco	10 000 000	10 000 000	10 000 000
61031000015 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Abengourou	4 500 000	4 635 000	4 774 050
61031000016 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Agnibilékro	4 500 000	4 635 000	4 774 050
61031000017 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Niablé	4 500 000	4 635 000	4 774 050
61031000018 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne d'Abengourou	2 910 469	2 997 783	3 087 716
61031000019 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone d'Abengourou	8 500 000	8 755 000	9 017 650
61031000020 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement d'Abengourou	4 500 000	4 635 000	4 774 050
61031000021 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention d'Abengourou	4 700 000	4 841 000	4 986 230
61031000022 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police d'Abengourou	9 000 000	9 270 000	9 548 101

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
61031000024 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Agnibilékro	5 000 000	5 000 000	5 000 000
61031000025 Effectuer les missions en matière de Police Scientifique dans la zone de compétence de l'Antenne DPS d'Abengourou	15 000 000	15 000 000	15 000 000
61031000026 Lutter contre la grande criminalité dans la zone de compétence de la BRI d'Abengourou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
61031000027 Lutter contre les crimes économiques et financiers dans la zone de compétence de DPEF d'Abengourou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
61031000028 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bettié	10 000 000	10 000 000	10 000 000
61036000001 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Abengourou	4 179 900	4 305 297	4 434 456
62031000011 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bondoukou	4 500 000	4 635 000	4 774 050
62031000012 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Bondoukou	9 000 000	9 270 000	9 548 101
62031000013 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone de Bondoukou	8 500 000	8 755 000	9 017 650
62031000014 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tanda	4 500 000	4 635 000	4 774 050
62031000015 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention de Bondoukou	4 700 000	4 841 000	4 986 230
62031000016 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Bondoukou	2 910 469	2 997 783	3 087 716
62031000017 Lutter contre la criminalité et le grand banditisme dans la Région de Bondoukou	7 000 000	7 210 000	7 426 300
62031000018 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du poste de police frontière à Soko	10 000 000	10 000 000	10 000 000
62031000019 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du poste de police frontière à Takikro	10 000 000	10 000 000	10 000 000
62031000020 Effectuer les missions en matière de Police Scientifique dans la zone de compétence de l'Antenne DPS de Bondoukou	15 000 000	15 000 000	15 000 000
62031000021 Coordonner et suivre les activités de la Police Recours à Bondoukou	15 000 000	15 000 000	15 000 000
62031000022 Lutter contre les crimes économiques et financiers dans la zone de compétence de DPEF de Bondoukou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
62031000023 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Bondoukou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
62036000002 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Bondoukou	4 179 900	4 305 297	4 434 456
71031000021 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tiapoum	4 500 000	4 635 000	4 774 050
71031000022 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police de Aboisso	9 000 000	9 270 000	9 548 101
71031000023 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Assinie	4 500 000	4 635 000	4 774 050
71031000024 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bonoua	4 500 000	4 635 000	4 774 050
71031000025 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne d'Aboisso	2 910 469	2 997 783	3 087 716
71031000026 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Grand-Bassam	4 500 000	4 635 000	4 774 050

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
71031000027 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Noé	4 500 000	4 635 000	4 774 050
71031000028 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Aboisso	4 500 000	4 635 000	4 774 050
71031000029 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Adiaké	4 500 000	4 635 000	4 774 050
71031000030 Conduire les enquêtes administratives et renseignements de la zone d'Aboisso	8 500 000	8 755 000	9 017 650
71031000031 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement Mobile d'Intervention d'Aboisso	4 700 000	4 841 000	4 986 230
71031000033 Effectuer les missions en matière de Police Scientifique dans la zone de compétence de l'Antenne DPS d'Aboisso	15 000 000	15 000 000	15 000 000
71031000034 Lutter contre la grande criminalité dans la zone de compétence de la BRI d'Aboisso	10 000 000	10 000 000	10 000 000
71031000035 Lutter contre les crimes économiques et financiers dans la zone de compétence de DPEF d'Aboisso	10 000 000	10 000 000	10 000 000
71036000001 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Maféré	4 179 900	4 305 297	4 434 456
71036000003 Contrôler et suivre les activités de la Police Judiciaire à Aboisso	4 179 900	4 305 297	4 434 456
76031000008 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Sikensi	4 500 000	4 635 000	4 774 050
76031000009 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Agboville	4 500 000	4 635 000	4 774 050
76031000010 Veiller à la sécurité des personnes et des bien dans la zone de compétence du Commissariat de Police de N'Douci	4 500 000	4 635 000	4 774 050
76031000011 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Tiassalé	4 500 000	4 635 000	4 774 050
77031000014 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Adzopé	4 500 000	4 635 000	4 774 050
77031000015 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne d'Adzopé	2 910 468	2 997 782	3 087 715
77031000017 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Akoupé	4 500 000	4 635 000	4 774 050
77031000018 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Alépé	4 500 000	4 635 000	4 774 051
77031000019 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police d'Adzopé	4 999 999	5 149 999	5 304 499
77031000020 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Affery	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000447 Coordonner et suivre les missions de Sécurité Intérieure	75 137 959	77 392 098	79 713 861
78031000449 Lutter contre le Racket	80 000 000	80 657 000	81 333 710
78031000453 Lutter contre la criminalité transnationale organisée UCT	69 300 000	71 379 000	73 520 370
78031000455 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 37ème Arrondissement d'Abobo-Doumé	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000456 Coordonner les activités des Commissariats de la zone de compétence de la Préfecture de Police d'Abidjan	105 291 341	107 222 469	109 211 529
78031000457 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Anyama	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000458 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Marcory	4 999 999	5 149 999	5 304 499

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
78031000459 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 13ème Arrondissement d'Abobo	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000460 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 18ème Arrondissement de la Riviéra	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000461 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Port-Bouët	4 999 999	5 149 999	5 304 499
78031000463 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 19ème Arrondissement de Yopougon-toits rouges	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000464 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 11ème Arrondissement de Williamsville	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000465 Contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public par la CRS 2 de Marcory	8 412 031	8 664 395	8 924 322
78031000466 Conduire les recherches pour élucider des infractions et identifier leurs auteurs	23 500 000	24 205 000	24 931 150
78031000467 Procéder aux interventions rapides de rétablissement de l'ordre public	4 999 999	5 150 000	5 304 500
78031000468 Réguler la circulation	37 618 023	37 677 711	37 739 190
78031000469 Superviser les unités d'intervention dans le maintien et le rétablissement de l'ordre public	10 526 196	10 841 983	11 167 243
78031000470 Escorter et protéger les Autorités	3 364 336	3 465 265	3 569 226
78031000471 Veiller à la sécurité sur la voie publique	35 999 999	36 075 894	36 154 067
78031000472 Enquêter sur les infractions impliquant des mineurs	4 947 797	5 096 230	5 249 119
78031000473 Veiller à la protection des mœurs	4 414 211	4 546 636	4 683 035
78031000474 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne de Bouaké	2 910 469	2 997 783	3 087 716
78031000475 Encaisser les paiements des amendes des infractions	29 268 296	29 309 799	29 352 549
78031000480 Veiller à la sécurité urbaine	28 694 597	28 717 321	28 740 727
78031000481 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 6ème Arrondissement de Koumassi	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000482 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police d'Abobo	4 999 999	5 149 999	5 304 499
78031000483 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 27ème Arrondissement d'Adjamé Bracodi-bar	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000485 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 22ème Arrondissement d'Angré	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000486 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Cocody	4 999 999	5 149 999	5 304 499
78031000487 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 16ème Arrondissement de Yopougon-Sicogi	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000488 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Poste de Police de la Mairie de Treichville	4 681 255	4 821 693	4 966 343

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
78031000489 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police d'Adjamé	4 999 999	5 149 999	5 304 499
78031000490 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 23ème Arrondissement de Yopougon-Andokoi	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000491 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 38ème Arrondissement de Ypougon-Zone industrielle	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000508 Lutter contre les crimes économiques et financiers	19 000 000	19 570 000	20 157 100
78031000509 Lutter contre la criminalité et le grand banditisme en Côte d'Ivoire	11 000 000	11 330 000	11 669 900
78031000525 Renforcer le dispositif sécuritaire	151 000 000	155 530 000	160 195 900
78031000532 Mettre en place les stratégies de sensibilisation et de lutte anti-drogue	11 425 392	11 768 154	12 121 199
78031000553 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 36ème Arrondissement de Koumassi SICOGI	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000554 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 24ème Arrondissement de Port-Bouët Adjoufou	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000555 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 12ème Arrondissement des Deux-Plateaux	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000556 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 8ème Arrondissement de Cocody	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000557 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 29ème Arrondissement de Treichville Biaffra	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000558 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 25ème Arrondissement de Vridi	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000559 Intervenir pour le maintien et le rétablissement de l'ordre public lors des émeutes	7 325 283	7 545 043	7 771 393
78031000560 Superviser les services de Police dans les procédures judiciaires	12 958 977	13 347 747	13 748 179
78031000561 Superviser les services de Police en charge de la sécurité publique	11 470 156	11 814 261	12 168 689
78031000570 Lutter contre l'usage des drogues et des stupéfiants	7 700 000	7 931 000	8 168 930
78031000575 Contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public par la Compagnie Républicaine de Sécurité de Williamsville (CRS1)	10 000 000	10 300 001	10 609 000
78031000589 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 17ème Arrondissement de Yopougon-Niangon	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000590 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 10ème Arrondissement d'Attécoubé	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000591 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 5ème Arrondissement de Port-Bouët	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000592 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 35ème Arrondissement de la Riviéra Palméraie	4 500 000	4 635 000	4 774 050

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
78031000596 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 26ème Arrondissement de Marcory-Aliodan	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000597 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 30ème Arrondissement de Cocody Attoban	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000598 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 20ème Arrondissement de Koumassi	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000599 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Treichville	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000601 Conduire les enquêtes administratives et fournir les renseignements à l'Etat	40 300 000	41 509 000	42 754 270
78031000602 Superviser les services de Police exerçant dans le domaine scientifique	29 523 380	30 409 080	31 321 356
78031000609 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 4ème Arrondissement de la zone 4 (Marcory)	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000614 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 15ème Arrondissement d'Abobo	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000615 Rechercher et réaliser des assauts	24 738 985	25 481 155	26 245 591
78031000616 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 1er Arrondissement du Plateau	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000617 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Poste de Police d'Abidjan Plateau-CARENA	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000619 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Bingerville	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000620 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 21ème Arrondissement d'Abobo derrière-rail	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000621 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 31ème Arrondissement de Biétry	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000627 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 33ème Arrondissement de Port-Bouët Gonzagueville	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000628 Veiller à la sécurité des personnes et des biens par l'utilisation des chevaux	30 000 000	30 900 000	31 827 000
78031000629 Lutter contre le terrorisme	2 691 469	2 772 212	2 855 381
78031000630 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Yopougon	4 999 999	5 149 999	5 304 499
78031000638 Effectuer les constats, examens et analyses de faits et de substances	38 725 742	39 887 514	41 084 140
78031000641 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 34ème Arrondissement d'Abobo-Baoulé	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000642 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 14ème Arrondissement d'Abobo	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000643 Conduire les missions de prévention contre les atteintes à la sûreté de l'Etat	16 700 000	17 201 000	17 717 030

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
78031000645 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 9ème Arrondissement de Marcory	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000646 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 3ème Arrondissement d'Adjamé	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000648 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 32ème Arrondissement d'Abobo Avocatier	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000649 Gérer les armes et munitions	2 568 908	2 645 975	2 725 354
78031000650 Veiller à a sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 7ème Arrondissement des 220 logements	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000652 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 28ème Arrondissement d'Attécoubé Santé II	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78031000653 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention d'Abidjan	4 700 000	4 841 000	4 986 230
78031000662 Contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public par la Compagnie Républicaine de Sécurité de Bingerville	30 000 000	30 051 297	30 104 133
78031000663 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de l'Antenne tripostal d'Abidjan	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78031000664 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police du 42ème Arrondissement de Port-Bouët	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78031000667 Lutter contre la grande criminalité dans la zone de compétence de la BRI Sud (Marcory)	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78031000668 Coordonner les activités de la Force d'Intervention Rapide (FIR) et de la Police Recours	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78031000669 Coordonner et suivre les activités de la Police Recours	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78031000670 Apporter une assistance aux personnes dans la Zone 1 de la Police Recours	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78031000671 Apporter une assistance aux personnes dans la Zone 2 de la Police Recours	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78031000672 Procéder aux interventions rapides de rétablissement de l'ordre public dans la zone de compétence de la BAC-NORD	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78031000673 Procéder aux interventions rapides de rétablissement de l'ordre public dans la zone de compétence de la BAC-SUD	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78031000675 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention de Songon	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78031000676 Apporter une assistance aux personnes dans la Zone 4 de la Police Recours	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78031000677 Apporter une assistance aux personnes dans la Zone 3 de la Police Recours	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78031000678 Apporter une assistance aux personnes dans la Zone 5 de la Police Recours	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78031000679 Procéder aux recherches, collectes, analyses, exploitations de l'information et de la documentation au profit de la Préfecture de Police d'Abidjan	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78031000680 Apporter une assistance aux personnes dans la Zone 6 de la Police Recours	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78031000681 Contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public par la CRS 10 de Port-Bouët	15 000 000	15 000 000	15 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
78031000685 Apporter un appui lors des opérations	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78031000686 Réaliser les activités comptables et budgétaires au profit de la Préfecture de Police d'Abidjan	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78031000687 Lutter contre l'usage de la drogue et des stupéfiants dans la zone de compétence de l'Antenne DPSD du Port Autonome d'Abidjan	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78031000689 Dresser les procédures pénales et rendre compte aux Procureurs de la République des parquets civil et militaire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78031000690 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupe de Sécurité de la Préfecture de Police d'Abidjan	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78031000691 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat Spécial du Port d'Abidjan	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78031000692 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat Spécial de l'Aéroport d'Abidjan	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78031000693 Suivre et contrôler les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Koumassi	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78031000694 Prendre en charge la Santé des fonctionnaires de Police au Centre de Santé de la Police du Plateau-Dokoui	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78031000695 Prendre en charge la Santé des fonctionnaires de Police au Centre de Santé de la Police de la BAE 2	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78031000698 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention d'Anyama	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78031000699 Lutter contre la grande criminalité dans la zone de compétence de la BRI/Cocody	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78031000700 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Groupement d'Intervention de Port-Bouët	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78036000177 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Abobo-Anonkoua Kouté	4 179 900	4 305 297	4 434 456
78036000178 Veiller au fonctionnement de la section musique de la Police Nationale	4 900 000	5 047 000	5 198 410
78036000182 Veiller à la fluidité de la circulation routière au cours de la réalisation des grands projets d'infrastructures dans le District d'Abidjan	55 000 000	55 087 000	55 176 610
78036000196 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police d'Angré-Château	4 179 900	4 305 297	4 434 456
79031000006 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Dabou	4 500 000	4 635 000	4 774 050
79031000007 Contrôler et suivre les activités des Commissariats de la zone de compétence du District de Police de Dabou	4 999 999	5 149 999	5 304 499
79031000008 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Grand-Lahou	4 500 000	4 635 000	4 774 050
79031000009 Veiller à la sécurité des personnes et des biens dans la zone de compétence du Commissariat de Police de Jacqueville	10 000 000	10 000 000	10 000 000
90031000006 Lutter contre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogue sur les plateformes aéroportuaires	40 000 000	41 200 000	42 436 000
90031090120 Réaliser des missions de collecte d'informations policières	30 000 000	30 900 000	31 827 000
90031090121 Effectuer des missions de renseignement	29 000 000	29 870 000	30 766 100

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
90036000006 Assurer l'entretien et la maintenance des systèmes d'identification judiciaire	238 618 411	239 323 411	240 049 561
90036000007 Assurer le fonctionnement du Système d'Information Policière de l'Afrique de l'Ouest (SIPAO)	87 455 234	90 078 891	92 781 258
90036000011 Réaliser des études, les missions de prospection, de suivi-évaluation et collectes d'informations sécuritaires au profit de la Police Nationale	29 000 000	29 870 000	30 766 100
90036000012 Veiller à l'escorte des cortèges officiels et spéciaux par les motos et assurer la sécurité routière	40 000 000	40 117 000	40 237 510
3 Transferts	**934 843 784**	**1 038 245 641**	**1 049 203 102**
78031000452 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire à l'Organisation Internationale de la Police Criminelle (OIPC-Interpol)	151 853 424	251 853 424	259 409 027
78031000605 Fournir des informations pour la lutte contre la criminalité et le grand banditisme	6 000 000	6 000 000	6 000 000
78031000610 Faire fonctionner la Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération et la Circulation des Armes Légères et de Petit Calibre (ComNat- ALPC)	550 933 433	551 095 978	551 258 524
78031000626 Accompagner 10% des usagers de drogue internés jusqu'à leur réhabilitation socio-professionnelle	187 883 365	190 575 664	193 267 963
78031000644 Effectuer les transferts pour les investissements du Centre Régional de Formation à la Lutte contre la Drogue (CRFLD)	38 173 562	38 720 575	39 267 588
4 Investissements	**23 837 991 177**	**2 094 309 733**	**970 380 000**
Trésor	***23 467 925 577***	***2 094 309 733***	***970 380 000***
90036090126 Equiper la Section Musique de la Police Nationale en instruments et matériels de musique	254 000 466	0	0
90036000002 Réhabiliter les locaux de la Direction Générale de la Police Nationale	415 816 442	64 000 000	0
90036000001 Mettre en œuvre le projet d'appui au renforcement des capacités de la Police	243 811 600	0	0
90031000012 Mettre en œuvre le projet d'installation de box au profit des policiers de la régulation	140 270 000	458 110 800	0
78031000666 Réhabiliter et équiper les entrepôts de Police	150 000 000	138 742 885	0
78031000665 Equiper les Commissariats de Police de Box blindés de sécurisation d'armes et munitions	140 270 000	140 270 000	121 660 000
78031000659 Acquérir des équipements de transmission au profit des commissariats et postes de Police	600 000 000	0	0
78031000633 Equiper l'Unité de Lutte contre la Criminalité Transnationale organisée (UCT)	110 000 000	469 186 048	0
78031000632 Doter les fonctionnaires de Police en effet d'habillement	6 000 000 000	0	0
78031000588 Equiper la Police en moyens de communication modernes	1 373 487 069	0	0
78031000587 Acquérir des équipements pour la sécurité intérieure	3 000 000 000	0	0
78031000572 Equiper la Police scientifique en matériels spécifiques	300 000 000	309 000 000	318 270 000
78031000550 Lutter contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petits calibres	200 000 000	0	0
78031000505 Equiper les Commissariats de Police	100 000 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22039 Sécurité Intérieure	**246 936 755 701**	**240 299 679 950**	**243 587 210 685**
78031000504 Effectuer la maintenance et l'entretien du matériel roulant de la Police Nationale	2 000 000 000	0	0
78031000503 Ravitailler les véhicules d'intervention de la Police Nationale en carburant	4 800 000 000	0	0
78016002326 Suivre la mise en œuvre et le déploiement du système d'Information Policière de l'Afrique de l'Ouest (SIPAO)	300 000 000	0	0
78016002230 Mettre en œuvre et déployer le système d'Information Policière de l'Afrique de l'Ouest (SIPAO)	1 000 000 000	0	0
78011202022 Acquérir des véhicules au profit de la Police	1 840 270 000	0	0
32031000031 Equiper la police en matériel informatique	500 000 000	515 000 000	530 450 000
Financement extérieur	***370 065 600***	***0***	***0***
90036000001 Mettre en œuvre le projet d'appui au renforcement des capacités de la Police	370 065 600	0	0
2203904 Construction, réhabilitation, et équipement des infrastructures de la police nationale	**22 775 404 200**	**24 564 481 967**	**15 260 079 730**
4 Investissements	**22 775 404 200**	**24 564 481 967**	**15 260 079 730**
Trésor	***22 775 404 200***	***24 564 481 967***	***15 260 079 730***
90031000004 Achever la construction de la nouvelle caserne de la BAE à Yopougon GESCO	359 730 000	0	0
78031000634 Construire et équiper 9 Commissariats à Abidjan : 3 à Yopougon, 2 à Cocody, 3 à Abobo Gare et 1 à Koumassi	100 000 000	0	0
78031000594 Construire et équiper l'Hôpital de la Police à N'Djem (Jacqueville)	100 000 000	0	0
78031000593 Construire le siège de l'Inspection Générale des Services de Police à Bingerville	100 000 000	0	0
78031000546 Construire et équiper 11 Commissariats à l'intérieur du pays : Bloléquin, Bocanda, Doropo, Gbéléban, Jacqueville, Katiola, Kong, Korhogo, Tafiré Méagui et Niakara	180 674 200	0	0
78031000513 Poursuivre les travaux de réhabilitation des 14 Commissariats	50 000 000	0	0
78031000512 Construire et équiper une Ecole de Police de Korhogo	20 000 000 000	23 679 481 967	0
78031000511 Construire et équiper le centre de formation de la DTSI	385 000 000	385 000 000	501 652 630
78031000510 Construire et équiper le centre de la formation continue de la Police à Yamoussoukro	1 500 000 000	500 000 000	14 758 427 100

II.2.3 Programme 3 : Décentralisation

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Décentralisation	Action 3.1 : Renforcement du cadre institutionnel du processus de décentralisation
	Action 3.2 : Renforcement des capacités des structures de tutelle des collectivités territoriales
	Action 3.3 : Suivi des activités des collectivités territoriales

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Décentralisation						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel du processus de décentralisation	Proportion de textes législatifs et réglementaires de la décentralisation élaborés et soumis au Ministre	-	10/35	20/35	35/35	Nombre de textes élaborés et soumis au Ministre / Nombre total de textes prévus à élaborer Sources : Rapports d'activités DGDDL / DTEF
	Nombre d'élus locaux formés sur le cadre juridique et institutionnel de la décentralisation	232	232	464	464	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGDDL / DTEF
	Taux de Collectivités Territoriales figurant dans l'atlas de la coopération décentralisée	5%	70%	80%	90%	(Nombre de collectivités dont les données ont été recueillies / Nombre total de collectivités en Côte d'Ivoire) X 100 NB : Nombre de collectivités territoriales : 31 Régions + 201 Communes, soit 232 collectivités territoriales Sources : Rapports d'activités DGDDL / DIRCOD
OS 2 : Accroître les capacités des structures d'encadrement des collectivités	Proportion des agents de tutelle formés	-	75/300	175/300	300/300	Nombre d'agents de tutelle formés / Nombre total d'agents de tutelle ciblés Source : Rapport d'activités DGDDL / DTEF
	Proportion des membres du corps préfectoral formés	-	80/111	100/111	111/111	Nombre des membres du corps préfectoral formés / Nombre total des membres du corps préfectoral ciblés Source : Rapport d'activités DGDDL / DTEF
	Proportion de documents renseignés dans le SYGIDAN-CTI	-	2320/6960	4640/6960	6960/6960	Nombre de documents effectivement renseignés dans le SYGIDAN-CTI / Nombre total de document attendus Sources : Rapports d'activités DGDDL / DTEF
OS 3 : Améliorer le système de gestion économique, financière et fiscale des Collectivités Territoriales	Proportion de missions d'assistance-conseil effectuées	-	20/100	55/100	100/100	Nombre de missions d'assistance-conseil effectuées / Nombre total de missions prévues Sources : Rapports d'activités DGDDL / DTEF
	Proportion de missions de contrôle et d'inspection effectuées	-	20/232	30/232	40/232	Nombre de missions de contrôle et d'inspection effectuées / Nombre total de missions prévues Sources : Rapports d'activités DGDDL / DTEF
	Proportion de Collectivités Territoriales connectées à la plateforme de recouvrement par voie électronique	47/232	50/232	80/232	120/232	Nombre de Collectivités Territoriales connectées à la plateforme / Nombre total de Collectivités Territoriales NB : Nombre de Collectivités : 232 dont 31 Régions et 201 Communes Sources : Rapports d'activités DGDDL / DTEF
	Proportion des collectivités territoriales dont les capacités ont été renforcées	232/232	232/232	232/232	232/232	Nombre de collectivités territoriales ayant bénéficié d'un renforcement de capacités / Nombre total de collectivités territoriales ciblées Sources : Rapports d'activités DGDDL / DTEF

Programme 3 : Décentralisation						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 4 : Assurer la répartition et le suivi des dotations et subventions des Collectivités Territoriales	Disponibilité de l'arrêté de répartition de la dotation globale de fonctionnement avant le début des conférences budgétaires consacrées aux programmes triennaux	-	1	1	1	Dénombrement (1 si oui et 0 si non) Sources : Rapports d'activités DGDDL / DTEF
	Capacité d'absorption de la dotation globale de fonctionnement reçue par les Collectivités Territoriales	100%	100%	100%	100%	(Montant des dépenses effectuées au titre de la dotation globale de fonctionnement / Montant total de la dotation globale de fonctionnement reçue) X 100 Sources : Rapports d'activités DGDDL / DTEF
	Disponibilité de l'arrêté de répartition de la dotation générale de décentralisation avant le début des conférences budgétaires consacrées aux programmes triennaux	1	1	1	1	Dénombrement 1 si oui et 0 si non Sources : Rapports d'activités DGDDL / DTEF
	Capacité d'absorption de la dotation générale de décentralisation reçue par les Collectivités Territoriales	-	100%	100%	100%	(Montant des dépenses effectuées au titre de la dotation générale de décentralisation / Montant total de la dotation générale de décentralisation reçue) X 100 Sources : Rapports d'activités DGDDL / DTEF
	Disponibilité de l'arrêté de répartition de la subvention d'équipement	-	1	1	1	Dénombrement 1 si oui et 0 si non Sources : Rapports d'activités DGDDL / DTEF
	Capacité d'absorption de la subvention d'équipement reçue par les Collectivités Territoriales	-	100%	100%	100%	(Montant des dépenses effectuées au titre de la subvention d'équipement / Montant total de la subvention d'équipement reçue) X 100 Sources : Rapports d'activités DGDDL / DTEF
	Taux de demandes de subvention d'équilibre satisfaites	-	20%	25%	30%	(Nombre de demandes de subvention satisfaites / Nombre total de demandes de subvention reçues) X 100 Sources : Rapports d'activités DGDDL / DTEF
	Taux d'absorption de la dotation d'équilibre reçue par les Collectivités Territoriales	-	100%	100%	100%	(Montant des dépenses effectuées au titre de la subvention d'équilibre / Montant total de la subvention d'équilibre reçue) X 100 Sources : Rapports d'activités DGDDL / DTEF

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : DECENTRALISATION	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
Dépenses de personnel	6 202 599 197	6 202 599 197	6 202 599 197
Dépenses en biens et services	424 575 783	484 136 082	492 952 329
Transferts	46 087 962 099	48 100 000 002	50 099 999 993
Investissements	185 158 745 111	200 626 788 635	218 458 610 513
Trésor	*176 431 542 153*	*192 177 976 958*	*218 458 610 513*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*8 727 202 958*	*8 448 811 677*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
2204001 Renforcement du cadre institutionnel du processus de décentralisation	**354 975 783**	**412 448 082**	**419 113 689**
2 Biens et services	**354 975 783**	**412 448 082**	**419 113 689**
78016001387 Mettre en place l'atlas national de la coopération décentralisée	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78016001909 Elaborer les décrets d'application de la loi portant statuts de la fonction publique des Collectivités Territoriales et de la loi relative à la Police Municipale	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78016002036 Suivre la mise en œuvre de la politique de décentralisation	127 715 434	131 546 897	135 493 304
78016002122 Réformer le cadre législatif et règlementaire du transfert des compétences de l'Etat aux Collectivités Territoriales	50 000 000	51 500 000	53 045 000
78016002229 Organiser les conférences des programmes triennaux et budgétaires des Collectivités Territoriales	139 260 349	190 261 185	190 261 185
78016002257 Mettre en place le Comité National de la Coopération Décentralisée	18 000 000	18 540 000	19 096 200
2204002 Renforcement des capacités des structures de tutelle des collectivités territoriales	**12 697 345 111**	**12 388 377 875**	**73 838 640**
2 Biens et services	**69 600 000**	**71 688 000**	**73 838 640**
78010200056 Mettre en place et renforcer les capacités des Comités Communaux de Lutte contre le Racket (CCLR)	35 000 000	36 050 000	37 131 500
78016001396 Assurer l'assistance-conseil des Collectivités Territoriales en matière de gestion économique et financière	24 600 000	25 338 000	26 098 140
78016001397 Créer un répertoire des investissements dans les Collectivités Territoriales	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78016001718 Effectuer des missions d'évaluation auprès des services en charge du Développement Local	7 000 000	7 210 000	7 426 300
4 Investissements	**12 627 745 111**	**12 316 689 875**	**0**
Trésor	***3 900 542 153***	***3 867 878 198***	***0***
90016090128 Projet d'Amélioration des infrastructures sociales des Collectivités Locales dans les Régions du Nord	137 220 233	0	0
78016002153 Mettre en œuvre le projet d'Economie et d'Ecologie des Territoires Ruraux	2 000 000 000	0	0
78016002133 Mettre en œuvre le projet de construction des Marchés de Bouaké et Yopougon (MABY)	1 763 321 920	3 867 878 198	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
Financement extérieur	***8 727 202 958***	***8 448 811 677***	***0***
90016090128 Projet d'Amélioration des infrastructures sociales des Collectivités Locales dans les Régions du Nord	1 019 371 000	0	0
90016090124 Projet d'Appui au Renforcement de la Gouvernance Locale en Côte d'Ivoire (PARGL)	707 831 958	0	0
78016002133 Mettre en œuvre le projet de construction des Marchés de Bouaké et Yopougon (MABY)	7 000 000 000	8 448 811 677	0
2204040 Suivi des activités des collectivités territoriales	**224 821 561 296**	**242 612 697 959**	**274 761 209 703**
1 Personnel	**6 202 599 197**	**6 202 599 197**	**6 202 599 197**
11016001385 Assurer le traitement salarial du personnel du District de Yamoussoukro	485 316 543	485 316 543	485 316 543
11016001386 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Bélier	204 343 802	204 343 802	204 343 802
14016000555 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du N'ZI	204 343 802	204 343 802	204 343 802
15016000912 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional de l'Iffou	204 343 802	204 343 802	204 343 802
16016001173 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Moronou	102 171 901	102 171 901	102 171 901
17016001165 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Gbêkê	306 515 703	306 515 703	306 515 703
18016001439 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Hambol	204 343 802	204 343 802	204 343 802
23016001408 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Kabadougou	102 171 901	102 171 901	102 171 901
24016001184 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Tchologo	102 171 901	102 171 901	102 171 901
25016002236 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Poro	102 171 901	102 171 901	102 171 901
26016001199 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional de la Bagoué	204 343 802	204 343 802	204 343 802
27016000626 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Folon	100 000 000	100 000 000	100 000 000
28016000783 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Bounkani	102 171 901	102 171 901	102 171 901
31016001442 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Haut Sassandra	306 515 703	306 515 703	306 515 703
32016001106 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Gôh	204 343 802	204 343 802	204 343 802
35016000899 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional de la Marahoué	306 515 703	306 515 703	306 515 703
36016000982 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Worodougou	102 171 901	102 171 901	102 171 901
37016000825 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Béré	102 171 901	102 171 901	102 171 901
41016001740 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Tonkpi	306 515 703	306 515 703	306 515 703
42016000647 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Cavally	204 343 802	204 343 802	204 343 802
43016000852 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Guémon	102 171 901	102 171 901	102 171 901
51016000849 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Lôh-Djiboua	204 343 802	204 343 802	204 343 802
55016000914 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional de San-Pédro	204 343 802	204 343 802	204 343 802
55016001172 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Bafing	102 171 901	102 171 901	102 171 901
56016001033 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional de la Nawa	102 171 901	102 171 901	102 171 901
57016000552 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Gbôklê	100 000 000	100 000 000	100 000 000
61016000999 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional de l'Indénié Djuablin	204 343 802	204 343 802	204 343 802
62016001369 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional de Gontougo	204 343 802	204 343 802	204 343 802
71016001180 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional du Sud-Comoé	306 515 703	306 515 703	306 515 703
76016001215 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional de l'Agnéby-Tiassa	204 343 802	204 343 802	204 343 802
77016001409 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional de la Mé	204 343 802	204 343 802	204 343 802
79016000544 Assurer le traitement salarial du personnel du Conseil Régional des Grands Ponts	306 515 703	306 515 703	306 515 703

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
3 Transferts	**46 087 962 099**	**48 100 000 002**	**50 099 999 993**
11016001387 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Yamoussoukro	1 000 000 000	1 047 810 000	1 095 330 000
11016001388 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Kokumbo	113 944 904	119 392 610	124 807 272
11016001699 Assurer le fonctionnement des services du District de Yamoussoukro	1 585 000 000	1 660 778 850	1 736 098 050
11016001716 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Tiébissou	123 668 818	129 581 424	135 458 166
11016001872 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Djékanou	111 230 694	116 548 633	121 834 316
11016001943 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Didiévi	110 967 252	116 272 596	121 545 760
11016002025 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Attiégouakro	106 576 134	111 671 539	116 736 037
11016002099 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Toumodi	146 540 756	153 546 870	160 510 486
11016002144 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Bélier	287 884 405	301 648 158	315 328 425
11016002165 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Tié-Ndiékro	105 319 086	110 354 391	115 359 154
14016000465 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bocanda	113 466 149	118 890 966	124 282 877
14016000466 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Dimbokro	142 265 527	149 067 242	155 827 700
14016000562 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du N'Zi	269 337 527	282 217 628	295 013 000
14016000568 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Kouassi-Kouassikro	108 872 384	114 077 572	119 251 188
15016000769 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Ettrokro	106 215 802	111 293 979	116 341 354
15016000770 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de M'Bahiakro	111 566 329	116 900 315	122 201 947
15016000771 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Prikro	113 509 845	118 936 751	124 330 739
15016001034 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional de l'Iffou	283 617 482	297 177 234	310 654 737
15016001037 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Daoukro	162 783 587	170 566 270	178 301 746
15016001147 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Ouellé	114 119 054	119 575 086	124 998 023
16016000818 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Moronou	290 668 337	304 562 190	318 360 000
16016000819 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de M'Batto	134 557 955	140 991 171	147 385 365
16016000999 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Anoumaba	109 707 671	114 952 795	120 166 141
16016001118 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Arrah	121 399 799	127 203 923	132 972 842
16016001120 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Tiémélekro	109 927 417	115 183 047	120 406 798
16016001163 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bongouanou	136 510 971	143 037 561	149 510 000
17016001166 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bouaké	595 940 732	624 432 658	652 751 762
17016001167 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Botro	119 729 224	125 453 478	131 143 011
17016001381 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Brobo	113 162 811	118 573 125	123 950 622
17016001433 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Gbêkê	395 880 419	414 807 462	433 619 699
17016001437 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Djébonoua	119 900 841	125 633 300	131 330 988
17016001438 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Sakassou	129 208 694	135 386 162	141 526 159
17016001569 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Béoumi	132 499 183	138 833 968	145 130 330
17016001635 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bodokro	109 942 616	115 198 972	120 423 446
17016001760 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Diabo	117 387 379	122 999 670	128 577 918
18016001440 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bassawa	101 708 161	106 570 828	111 404 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
18016001441 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Boniérédougou	111 153 435	116 467 680	121 749 692
18016001708 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Fronan	119 860 312	125 590 834	131 286 596
18016001761 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Foumbolo	110 878 594	116 179 700	121 448 650
18016001787 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Dabakala	121 613 846	127 428 204	133 207 294
18016001788 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Niakaramadougou	123 456 038	129 358 471	135 225 102
18016001959 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Hambol	310 517 656	325 363 505	340 119 304
18016001960 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Satama-Sokoro	103 966 414	108 937 048	113 877 532
18016002080 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Satama-Sokoura	102 724 565	107 635 826	112 517 298
18016002166 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Tortiya	113 461 083	118 885 657	124 277 328
18016002172 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Katiola	156 137 382	163 602 310	171 000 000
18016002242 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Tafiré	116 846 563	122 430 000	127 985 000
22016000761 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Touba	125 467 948	131 466 571	137 428 807
22016000762 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Koonan	103 932 218	108 901 217	113 840 076
22016000926 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Koro	104 884 661	109 899 197	114 883 316
22016000942 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Ouaninou	109 860 924	115 113 375	120 333 966
22016001071 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Booko	105 751 612	110 807 597	115 832 913
22016001180 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Borotou	100 358 659	105 156 806	109 925 850
22016001205 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Guintéguéla	111 542 898	116 875 764	122 176 282
23016001409 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Kabadougou	273 391 293	286 462 131	299 453 685
23016001412 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Odienné	149 269 531	156 406 107	163 499 395
23016001413 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Dioulatiédougou	101 562 508	106 418 212	111 244 462
23016001414 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Seydougou	103 288 812	108 227 050	113 135 334
23016001672 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bako	104 856 797	109 870 000	114 852 795
23016001700 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Tiémé	106 110 678	111 183 830	116 226 209
23016001748 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Gbéléban	101 591 006	106 448 072	111 275 677
23016001911 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Séguélon	104 574 357	109 574 057	114 543 430
23016001980 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Séguéla	145 592 112	152 552 871	159 471 408
23016002036 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Madinani	107 299 966	112 429 977	117 528 872
23016002171 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Samatiguila	103 661 810	108 617 881	113 543 890
24016000818 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Ferkessédougou	151 392 264	158 630 328	165 824 489
24016000819 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Koumbala	101 362 394	106 200 000	111 025 271
24016000820 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Diawala	125 490 113	131 489 795	137 453 085
24016001019 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Kong	113 048 822	118 453 686	123 825 766
24016001099 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Tchologo	309 487 018	324 280 000	338 990 415
24016001109 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Niellé	123 209 062	129 099 687	134 954 582
24016001231 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Ouangolodougou	138 198 011	144 805 257	151 372 427
24016001579 Assurer la gestion des cantines scolaires dans la Région du Tchologo	600 000 000	600 000 000	600 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
25016001405 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Napiélédougou	112 542 837	117 923 510	123 271 546
25016001406 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Niofoin	103 881 556	108 848 133	113 770 000
25016001407 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Karakoro	106 693 923	111 794 959	116 865 055
25016001408 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Komborodougou	104 573 724	109 573 394	114 542 737
25016001409 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Guiémbé	103 725 137	108 684 236	113 613 254
25016001730 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Sirasso	105 142 403	110 169 261	115 165 628
25016001760 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Tioroniaradougou	108 543 082	113 732 527	118 890 494
25016001761 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Dikodougou	111 849 402	117 196 922	122 512 005
25016001918 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de M'Bengué	114 234 943	119 696 515	125 124 960
25016002138 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Sinématiali	127 734 434	133 841 417	139 911 358
25016002198 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Korhogo	353 725 033	370 630 000	387 445 640
25016002252 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Poro	359 881 363	377 087 291	394 188 853
25016002926 Assurer la gestion des cantines scolaires dans la Région du Poro	600 000 000	600 000 000	600 000 000
26016000964 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Boundiali	142 613 827	149 432 194	156 209 203
26016000965 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Kasséré	109 345 439	114 573 244	119 769 340
26016000966 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Kolia	106 493 175	111 584 614	116 645 169
26016001208 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Kouto	115 785 197	121 310 000	126 823 000
26016001209 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Gbon	106 246 199	111 325 830	116 374 649
26016001309 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Tengréla	138 785 056	145 420 370	152 015 435
26016001426 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional de la Bagoué	299 440 572	313 756 826	327 986 242
26016001464 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Kanakono	118 134 008	123 781 995	129 395 723
26016001809 Assurer la gestion des cantines scolaires dans la Région de la Bagoué	600 000 000	600 000 000	600 000 000
27016000628 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Minignan	105 999 855	111 067 708	116 104 821
27016000629 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Tienko	106 428 582	111 516 933	116 574 419
27016000772 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Kaniasso	103 024 103	107 949 685	112 845 391
27016000855 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Goulia	105 589 494	110 637 727	115 655 340
27016000949 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Folon	256 846 125	269 125 938	281 320 000
27016001237 Assurer la gestion des cantines scolaires dans la Région du Folon	600 000 000	600 000 000	600 000 000
28016000639 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bouna	126 132 885	132 163 298	138 157 133
28016000640 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Doropo	116 858 595	122 445 604	127 970 000
28016000792 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Bounkani	289 202 976	303 029 770	316 772 696
28016000794 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Téhini	106 975 097	112 089 576	117 173 033
28016000863 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Nassian	111 686 018	117 020 000	122 333 046
28016001218 Assurer la gestion des cantines scolaires dans la Région du Bounkani	600 000 000	600 000 000	600 000 000
31016001054 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bédiala	119 160 544	124 857 610	130 520 119
31016001055 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Issia	164 250 881	172 103 716	179 908 917
31016001056 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Vavoua	160 944 560	168 639 319	176 287 405

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
31016001316 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Gboguhé	114 460 389	119 932 740	125 371 898
31016001440 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Haut Sassandra	440 446 964	461 504 733	482 434 773
31016001441 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Daloa	321 440 119	336 808 171	352 083 006
31016001498 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Zoukougbeu	120 358 065	126 112 384	131 831 799
31016001552 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Saïoua	144 564 942	151 476 592	158 346 318
32016000784 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Gôh	353 523 668	370 425 635	387 225 079
32016000785 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Gagnoa	238 438 234	249 837 966	261 168 551
32016000947 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Guibéroua	125 512 910	131 513 682	137 478 056
32016001177 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Diégonéfla	131 965 334	138 274 597	144 545 589
32016001193 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Ouragahio	125 393 222	131 388 272	137 346 958
32016001215 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Oumé	141 929 258	148 714 896	155 459 374
35016000735 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional de la Marahoué	353 051 038	369 930 000	386 707 393
35016000736 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Sinfra	161 073 748	168 774 683	176 428 908
35016000737 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Gohitafla	119 242 870	124 943 872	130 610 293
35016000982 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Zuénoula	129 577 893	135 773 012	141 930 554
35016001038 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bouaflé	169 045 395	177 127 455	185 160 493
35016001166 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bonon	172 748 144	181 007 233	189 216 225
36016000983 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Dualla	101 744 258	106 608 651	111 443 538
36016000984 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Kani	115 517 322	121 040 205	126 529 588
36016000985 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Sifié	115 434 997	120 920 000	126 439 415
36016001217 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Worodougou	289 522 710	303 364 791	317 122 910
36016001218 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Massala	106 897 837	112 008 623	117 088 408
36016001339 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Worofla	107 407 622	112 542 780	117 646 791
36016001532 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Djibrosso	105 407 745	110 447 289	115 456 265
36016001555 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Morondo	105 425 476	110 465 868	115 475 687
37016000826 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Sarhala	108 870 484	114 075 582	119 249 107
37016000827 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Dianra	118 871 772	124 555 031	130 203 818
37016001030 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Mankono	127 400 699	133 491 726	139 545 818
37016001171 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Kongasso	110 054 705	115 316 420	120 546 220
37016001178 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Tiéningboué	111 079 342	116 390 045	121 668 536
37016001244 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Kounahiri	113 060 221	118 465 630	123 838 252
37016001275 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Béré	296 705 377	310 890 861	324 990 301
41016001143 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Gbonné	108 112 456	113 281 312	118 418 816
41016001144 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Man	239 282 387	250 722 478	262 093 177
41016001145 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Sangouiné	125 192 474	131 177 926	137 100 000
41016001146 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Zouan-Hounien	145 174 785	152 115 591	159 014 297
41016001412 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Tonkpi	399 914 137	419 034 032	438 037 952

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
41016001413 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Danané	165 318 580	173 222 461	181 078 400
41016001414 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Sipilou	107 652 066	112 798 911	117 914 537
41016001547 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bin-Houyé	118 239 132	123 892 145	129 510 868
41016001548 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Biankouma	125 816 248	131 831 523	137 810 311
41016001615 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Logoualé	116 433 036	121 999 699	127 532 597
41016002387 Assurer la gestion des cantines scolaires dans la Région du Tonkpi	600 000 000	600 000 000	600 000 000
42016000648 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Cavally	321 603 152	336 978 999	352 261 580
42016000649 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Taï	114 103 856	119 559 161	124 981 377
42016000650 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Toulépleu	116 089 168	121 630 000	127 130 000
42016000792 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bloléquin	176 713 703	185 162 385	193 559 820
42016001001 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Guiglo	184 188 229	192 994 268	201 746 893
43016000685 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Duékoué	224 931 777	235 685 765	246 374 523
43016000686 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Facobly	116 058 138	121 606 878	127 121 960
43016000856 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Kouibli	123 095 706	128 980 912	134 830 420
43016000922 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Guémon	347 254 692	363 856 939	380 358 482
43016000973 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bangolo	134 462 964	140 891 638	147 281 318
51016000850 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Lôh-Djiboua	367 105 278	384 656 581	402 101 424
51016000851 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Lakota	152 409 301	159 695 990	166 938 480
51016001171 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Guitry	131 940 636	138 248 718	144 518 537
51016001210 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Zikisso	106 241 766	111 321 185	116 369 794
51016001218 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Divo	248 773 256	260 667 105	272 488 810
51016001289 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Hiré	148 220 197	155 306 605	162 350 028
55016000749 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Bafing	270 285 437	283 207 784	296 051 748
55016000750 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional de San-Pédro	362 216 056	379 533 606	396 746 113
55016000751 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Grand-Béréby	117 505 801	123 123 753	128 707 629
55016000752 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de San-Pédro	301 845 372	316 276 599	330 620 291
55016000753 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Tabou	125 441 984	131 439 365	137 400 368
55016000919 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Grabo	119 658 931	125 379 824	131 066 017
56016000833 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Méagui	164 226 817	172 078 501	179 882 559
56016001022 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Soubré	231 867 388	242 930 000	253 971 306
56016001044 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Guéyo	115 759 866	121 294 345	126 795 254
56016001139 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Buyo	128 564 022	134 710 668	140 820 030
56016001190 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Grand-Zattry	126 326 667	132 366 345	138 369 388
56016001191 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Mayo	114 991 705	120 480 000	125 953 864
56016001264 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional de la Nawa	374 285 064	392 170 000	409 965 659
57016000416 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Gbôklê	293 113 871	307 127 645	321 056 416
57016000417 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Sassandra	136 210 166	142 722 374	149 195 081

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
57016000509 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Fresco	116 315 247	121 876 279	127 403 580
61016000646 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional de l'Indénié Djuablin	322 548 182	337 969 211	353 296 700
61016000647 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Abengourou	187 239 341	196 191 254	205 088 867
61016000796 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Niablé	116 151 862	121 705 083	127 224 619
61016000863 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Agnibilékro	154 525 701	161 913 575	169 256 636
61016000876 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bettié	114 010 131	119 450 000	124 878 717
62016001104 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional de Gontougo	345 751 654	362 282 041	378 712 159
62016001105 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Kouassi-Datékro	107 596 338	112 740 518	117 853 497
62016001106 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Koun-Fao	113 077 320	118 483 547	123 856 981
62016001107 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Tanda	125 414 753	131 410 832	137 370 541
62016001351 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bondoukou	175 196 380	183 572 518	191 897 851
62016001516 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Transua	120 924 844	126 706 261	132 452 609
62016001577 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Sangégué	105 151 902	110 130 000	115 150 000
62016001744 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Assuéfry	121 565 717	127 377 774	133 154 577
71016001181 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Aboisso	145 555 382	152 514 384	159 431 177
71016001182 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Ayamé	112 567 534	117 949 388	123 298 597
71016001183 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Maféré	117 327 851	122 937 296	128 512 715
71016001184 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Tiapoum	115 130 392	120 634 776	126 105 772
71016001420 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional du Sud-Comoé	330 434 954	346 233 049	361 935 318
71016001465 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Grand-Bassam	177 621 817	186 113 916	194 554 505
71016001618 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Assinie-Mafia	112 631 495	118 016 407	123 350 000
71016001838 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Adiaké	124 297 659	130 240 330	136 146 955
71016001843 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bonoua	159 373 409	166 993 052	174 566 476
76016000991 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de de Taabo	117 280 356	122 887 530	128 460 692
76016000992 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de de Tiassalé	127 904 151	134 019 248	140 097 254
76016001216 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Agboville	165 476 265	173 387 685	181 251 117
76016001217 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de N'Douci	150 890 711	158 104 796	165 275 122
76016001317 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Sikensi	151 167 452	158 394 767	165 578 245
76016001340 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional de l'Agnéby-Tiassa	339 774 414	356 019 029	372 165 109
76016001345 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Rubino	109 130 126	114 347 637	119 533 501
76016001497 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Azaguié	122 843 030	128 716 155	134 553 656
77016000883 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Adzopé	156 847 914	164 346 813	171 800 226
77016000884 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Agou	118 425 947	124 087 892	129 715 493
77016000885 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Yakassé-Attobrou	139 463 291	146 131 031	152 758 327
77016001067 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Alépé	120 596 175	126 361 878	132 092 608
77016001097 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Akoupé	147 204 426	154 242 270	161 237 424
77016001216 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Affléry	128 569 721	134 716 639	140 826 273

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
77016001395 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional de la Mé	323 725 955	339 200 000	354 586 750
78016001400 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Attécoubé	300 000 000	314 343 000	328 599 000
78016001401 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Songon	149 054 851	156 181 163	163 264 250
78016001670 Assurer le fonctionnement des services de la Commune d'Anyama	318 173 061	333 384 915	348 504 499
78016001685 Provision pour fonctionnement des Collectivités Territoriales	700 000 000	733 467 000	766 731 000
78016001719 Assurer le fonctionnement des services du District Autonome d'Abidjan	3 000 000 000	3 143 430 000	3 285 990 000
78016001901 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Bingerville	224 163 617	234 880 880	245 533 135
78016002340 Assurer la gestion des cantines scolaires dans le District Autonome d'Abidjan	400 000 000	400 000 000	400 000 000
79016000545 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Dabou	173 246 531	181 529 448	189 762 123
79016000657 Assurer le fonctionnement des services du Conseil Régional des Grands Ponts	291 849 567	305 802 895	319 671 586
79016000667 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Jacqueville	130 206 733	136 431 916	142 619 341
79016000734 Assurer le fonctionnement des services de la Commune de Grand-Lahou	125 468 581	131 467 234	137 429 501
4 Investissements	**172 531 000 000**	**188 310 098 760**	**218 458 610 513**
Trésor	***172 531 000 000***	***188 310 098 760***	***218 458 610 513***
90016000010 Projet pilote d'Appui à la Mobilisation des Revenus Propres des Communes de Côte d'Ivoire (PAMREC)	131 000 000	142 276 491	165 055 006
79016000871 Développer l'enseignement primaire dans la Région des Grands Ponts	193 263 626	209 899 775	243 504 801
79016000867 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région des Grands Ponts	8 635 000	9 378 302	10 879 771
79016000862 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Jacqueville	50 000 000	54 304 004	62 998 094
79016000850 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Grand-Lahou	75 000 000	81 456 006	94 497 141
79016000848 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Dabou	18 283 251	19 857 075	23 036 199
79016000847 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région des Grands Ponts	7 000 000	7 602 561	8 819 733
79016000839 Développer les transports par voie d'eau dans la Région des Grands Ponts	36 000 000	39 098 883	45 358 628
79016000771 Développer les transports routiers dans la Commune de Jacqueville	17 000 000	18 463 361	21 419 352
79016000768 Développer des services culturels dans la Commune de Dabou	38 000 000	41 271 043	47 878 551
79016000750 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Région des Grands Ponts	23 819 000	25 869 341	30 011 032
79016000745 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Grand-Lahou	20 000 000	21 721 602	25 199 238
79016000744 Développer l'éclairage public dans la Commune de Grand-Lahou	101 957 000	110 733 467	128 461 933
79016000743 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région des Grands Ponts	100 000 000	108 608 008	125 996 188
79016000742 Développer l'agriculture dans la Région des Grands Ponts	40 000 000	43 443 203	50 398 475
79016000736 Développer les transports routiers dans la Commune de Dabou	68 000 000	73 853 446	85 677 408
79016000703 Développer l'éclairage public dans la Commune de Jacqueville	29 000 000	31 496 322	36 538 894
79016000702 Développer le logement dans la Commune de Jacqueville	56 000 000	60 820 485	70 557 865
79016000691 Développer l'éclairage public dans la Région des Grands ponts	330 206 000	358 630 160	416 046 972
79016000690 Développer le logement dans la Région des Grands Ponts	172 000 000	186 805 774	216 713 443
79016000685 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Grand-Lahou	45 000 000	48 873 604	56 698 284
79016000665 Développer l'enseignement pré-élémentaire dans la Commune de Dabou	100 554 000	109 209 697	126 694 207
79016000663 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Jacqueville	14 000 000	15 205 121	17 639 466

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
79016000662 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région des Grands ponts	580 000 000	629 926 448	730 777 889
79016000618 Développer des services culturels dans la Commune de Jacqueville	60 000 000	65 164 805	75 597 713
79016000616 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Grand-Lahou	108 500 000	117 839 689	136 705 864
79016000615 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Dabou	56 036 000	60 859 583	70 603 224
79016000614 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Région des Grands Ponts	40 000 000	43 443 203	50 398 475
79016000613 Développer des services culturels dans la Région des Grands Ponts	252 984 000	274 760 884	318 750 196
79016000611 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Grand-Lahou	20 000 000	21 721 602	25 199 238
79016000605 Développer la lutte contre le chômage dans la Région des Grands Ponts	50 000 000	54 304 004	62 998 094
79016000603 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Dabou	360 592 000	391 631 789	454 332 173
79016000602 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Jacqueville	93 441 152	101 484 574	117 732 289
79016000601 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Jacqueville	45 000 000	48 873 604	56 698 284
79016000600 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Grand-Lahou	30 000 000	32 582 402	37 798 856
79016000597 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Région des Grands Ponts	20 000 000	21 721 602	25 199 238
79016000594 Développer l'alimentation en eau dans la Région des Grands ponts	100 000 000	108 608 008	125 996 188
79016000593 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Commune de Grand-Lahou	28 000 000	30 410 242	35 278 933
79016000589 Développer les transports routiers dans la Commune de Grand-Lahou	72 550 000	78 795 110	91 410 234
79016000578 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Grand-Lahou	30 000 000	32 582 402	37 798 856
79016000576 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Jacqueville	51 000 000	55 390 084	64 258 056
79016000574 Développer l'éclairage public dans la Commune de Dabou	35 000 000	38 012 803	44 098 666
79016000572 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de Grand-Lahou	10 000 801	10 861 671	12 600 628
79016000568 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Jacqueville	29 000 000	31 496 322	36 538 894
79016000558 Développer les autres services généraux dans la Commune de Jacqueville	110 000 000	119 468 809	138 595 807
79016000548 Développer les autres services généraux dans la Région des Grands Ponts	227 000 000	246 540 179	286 011 346
78016002167 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Anyama	92 100 000	100 027 976	116 042 489
78016002107 Protéger les familles et les enfants dans la Commune de Bingerville	20 000 000	21 721 602	25 199 238
78016001999 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Songon	170 677 000	185 368 890	215 046 513
78016001962 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune d'Anyama	100 000 000	108 608 008	125 996 188
78016001838 Provision pour investissement des collectivités territoriales	3 000 000 000	3 258 240 247	3 779 885 632
78016001817 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Songon	125 790 382	136 618 428	158 491 086
78016001803 Développer les transports routiers dans la Commune de Songon	78 000 000	84 714 246	98 277 026
78016001744 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bingerville	292 401 000	317 570 902	368 414 113
78016001592 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Bingerville	160 132 000	173 916 176	201 760 215
78016001591 Développer des services culturels dans la Commune de Bingerville	11 220 000	12 185 819	14 136 772
78016001589 Développer des services culturels dans la Commune d'Anyama	43 000 000	46 701 444	54 178 361
78016001575 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Bingerville	10 000 000	10 860 801	12 599 619
78016001573 Développer des dispensaires et des maternités de la Commune d'Attécoubé	40 000 000	43 443 203	50 398 475
78016001555 Développer l'enseignement pré-élémentaire dans la Commune de Bingerville	97 000 000	105 349 768	122 216 302

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
78016001554 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Bingerville	202 868 679	220 331 632	255 606 802
78016001552 Développer l'enseignement primaire de la Commune d'Attécoubé	160 000 000	173 772 813	201 593 900
78016001550 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Anyama	311 900 157	338 748 548	392 982 307
78016001549 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Songon	58 000 000	62 992 645	73 077 789
78016001531 Développer les transports par voie d'eau dans la Commune de Songon	60 000 000	65 164 805	75 597 713
78016001527 Développer les transports routiers dans la Commune d'Anyama	513 152 000	557 324 166	646 551 957
78016001449 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Songon	88 210 000	95 803 124	111 141 237
77016001392 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune d'Agou	4 000 000	4 344 320	5 039 848
77016001363 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune d'Afféry	10 000 000	10 860 801	12 599 619
77016001353 Développer l'agriculture dans la Région de la Mé	230 000 000	249 798 419	289 791 232
77016001348 Développer les transports routiers dans la Commune d'Alépé	86 178 000	93 596 209	108 580 995
77016001334 Développer les équipements collectifs dans la Commune d'Agou	13 202 000	14 338 429	16 634 017
77016001333 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune d'Adzopé	42 336 000	45 980 286	53 341 746
77016001240 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région de la Mé	1 066 164 764	1 157 940 315	1 343 326 958
77016001235 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Agou	18 353 000	19 932 828	23 124 080
77016001229 Développer l'alimentation en eau dans la Commune d'Agou	15 977 000	17 352 301	20 130 411
77016001212 Développer les services de police dans la Commune d'Adzopé	87 084 000	94 580 198	109 722 520
77016001182 Développer l'éclairage public dans la Commune d'Afféry	30 000 000	32 582 402	37 798 856
77016001181 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte dans la Commune d'Adzopé	7 084 143	7 693 947	8 925 750
77016001178 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Yakassé-Attobrou	20 000 000	21 721 602	25 199 238
77016001159 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Adzopé	277 000 000	300 844 183	349 009 440
77016001158 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Afféry	18 000 000	19 549 441	22 679 314
77016001153 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région de la Mé	25 000 000	27 152 002	31 499 047
77016001149 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Yakassé-Attobrou	88 153 000	95 741 217	111 069 419
77016001146 Développer le logement dans la Commune d'Agou	25 178 000	27 345 324	31 723 320
77016001144 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Adzopé	60 000 000	65 164 805	75 597 713
77016001140 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Alépé	100 000 000	108 608 008	125 996 188
77016001137 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Afféry	107 482 166	116 734 240	135 423 432
77016001134 Développer les transports routiers dans la Commune d'Adzopé	90 000 000	97 747 207	113 396 569
77016001117 Développer l'alimentation en eau dans la Région de la Mé	60 000 000	65 164 805	75 597 713
77016001107 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune d'Akoupé	17 000 000	18 463 361	21 419 352
77016001088 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Afféry	42 000 344	45 615 737	52 918 832
77016001084 Développer l'agriculture dans la Commune d'Agou	17 393 000	18 890 191	21 914 517
77016001078 Développer des services culturels dans la Commune d'Agou	52 828 213	57 375 670	66 561 534
77016001075 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Akoupé	40 203 000	43 663 678	50 654 247
77016001069 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Agou	108 754 053	118 115 611	137 025 961

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
77016001028 Protéger les familles et les enfants dans la Commune d'Alépé	19 435 179	21 108 161	24 487 585
77016001020 Protéger les familles et les enfants dans la Commune d'Agou	9 622 000	10 450 263	12 123 353
77016001014 Développer des services culturels dans la Commune d'Afféry	33 750 000	36 655 203	42 523 713
77016001004 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune d'Agou	15 792 000	17 151 377	19 897 318
77016000997 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Yakassé-Attobrou	70 000 000	76 025 606	88 197 331
77016000992 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région de la Mé	283 200 000	307 577 879	356 821 204
77016000984 Développer l'enseignement pré-élémentaire dans la Commune d'Akoupé	86 000 000	93 402 887	108 356 721
77016000983 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Akoupé	242 960 448	263 874 503	306 120 902
77016000982 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Alépé	89 112 000	96 782 768	112 277 723
77016000981 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Yakassé-Attobrou	35 000 000	38 012 803	44 098 666
77016000980 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Yakassé-Attobrou	38 962 000	42 315 852	49 090 635
77016000976 Développer l'enseignement primaire dans la Région de la Mé	114 000 000	123 813 129	143 635 654
77016000975 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Région de la Mé	14 000 000	15 205 121	17 639 466
77016000964 Développer les transports routiers dans la Commune de Yakassé-Attobrou	186 700 000	202 771 151	235 234 883
77016000956 Développer les transports routiers dans la Commune d'Akoupé	150 000 000	162 912 012	188 994 282
77016000953 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Agou	97 596 000	105 997 072	122 967 239
77016000951 Développer les transports routiers dans la Commune d'Agou	5 000 000	5 430 400	6 299 809
77016000948 Développer les transports routiers dans la Commune d'Afféry	108 000 000	117 296 649	136 075 883
77016000946 Développer l'agriculture dans la Commune d'Afféry	29 000 000	31 496 322	36 538 894
77016000940 Développer l'éclairage public dans la Commune de Yakassé-Attobrou	75 401 203	81 891 745	95 002 641
77016000939 Développer l'éclairage public dans la Commune d'Alépé	28 000 000	30 410 242	35 278 933
77016000938 Développer l'alimentation en eau dans la Commune d'Alépé	70 000 000	76 025 606	88 197 331
77016000932 Développer l'alimentation en eau dans la Commune d'Afféry	30 000 000	32 582 402	37 798 856
77016000931 Développer les équipements collectifs dans la Commune d'Afféry	15 098 834	16 398 543	19 023 955
77016000926 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune d'Alépé	90 000 000	97 747 207	113 396 569
77016000919 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune d'Afféry	60 000 000	65 164 805	75 597 713
77016000911 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse dans la Région de la Mé	30 000 000	32 582 402	37 798 856
77016000902 Développer les autres services généraux dans la Commune d'Alépé	38 000 000	41 271 043	47 878 551
77016000900 Développer les autres services généraux dans la Commune d'Agou	55 877 000	60 686 897	70 402 890
77016000893 Développer les industries manufacturières dans la Région de la Mé	360 000 000	390 988 830	453 586 276
77016000888 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune d'Agou	15 000 000	16 291 201	18 899 428
76016001575 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Tiassalé	22 698 492	24 652 380	28 599 235
76016001569 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	57 300 000	62 232 389	72 195 816
76016001568 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Rubino	52 500 000	57 019 204	66 147 999
76016001567 Développer l'alimentation en eau dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	200 000 000	217 216 016	251 992 375

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
76016001559 Développer des services culturels dans la Commune de Rubino	54 000 000	58 648 324	68 037 941
76016001552 Développer les transports routiers dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	90 000 000	97 747 207	113 396 569
76016001537 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Azaguié	108 416 000	117 748 458	136 600 027
76016001527 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la Commune de Rubino	38 000 000	41 271 043	47 878 551
76016001524 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Sikensi	108 000 000	117 296 649	136 075 883
76016001503 Développer les autres services généraux dans la Commune de N'Douci	85 000 000	92 316 807	107 096 760
76016001502 Développer l'éclairage public dans la Commune de Tiassalé	105 000 000	114 038 409	132 295 997
76016001465 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Tiassalé	89 000 000	96 661 127	112 136 607
76016001413 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Rubino	25 000 000	27 152 002	31 499 047
76016001404 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	333 178 000	361 857 990	419 791 578
76016001399 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	29 500 000	32 039 362	37 168 875
76016001398 Développer l'enseignement primaire dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	335 926 000	364 842 538	423 253 954
76016001382 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Tiassalé	10 000 000	10 860 801	12 599 619
76016001371 Développer les services de police dans la Commune d'Agboville	150 000 000	162 912 012	188 994 282
76016001368 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de N'Douci	26 000 000	28 238 082	32 759 009
76016001365 Développer l'éclairage public dans la Commune de Rubino	29 780 000	32 343 465	37 521 665
76016001364 Développer les équipements collectifs dans la Commune d'Azaguié	19 664 000	21 356 679	24 775 890
76016001361 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	182 565 000	198 280 210	230 024 940
76016001360 Développer l'agriculture dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	25 000 000	27 152 002	31 499 047
76016001358 Développer l'éclairage public dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	87 000 000	94 488 967	109 616 683
76016001357 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Rubino	28 000 000	30 410 242	35 278 933
76016001344 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	24 000 000	26 065 922	30 239 085
76016001338 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de N'Douci	15 000 000	16 291 201	18 899 428
76016001331 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Tiassalé	15 000 000	16 291 201	18 899 428
76016001330 Développer le logement dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	52 800 000	57 345 028	66 525 987
76016001326 Développer des services culturels dans la Commune d'Azaguié	12 277 000	13 333 805	15 468 552
76016001313 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Azaguié	46 000 000	49 959 684	57 958 246
76016001295 Développer des services culturels dans la Commune de Taabo	5 000 000	5 430 400	6 299 809
76016001282 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Agboville	242 220 913	263 071 309	305 189 116
76016001280 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Rubino	110 000 000	119 468 809	138 595 807
76016001276 Développer la lutte contre les exclusions sociales non classées ailleurs dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	28 000 000	30 410 242	35 278 933
76016001268 Développer le logement dans la Commune de N'Douci	20 000 000	21 721 602	25 199 238
76016001267 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Sikensi	40 000 000	43 443 203	50 398 475
76016001264 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Agboville	80 000 000	86 886 407	100 796 950
76016001260 Développer les transports routiers dans la Commune de N'Douci	65 000 000	70 595 205	81 897 522
76016001258 Développer les transports routiers dans la Commune de Tiassalé	54 000 000	58 648 324	68 037 941
76016001252 Développer les transports routiers dans la Commune de Rubino	32 191 395	34 962 433	40 559 930

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
76016001251 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	80 000 000	86 886 407	100 796 950
76016001249 Développer les transports routiers dans la Commune d'Azaguié	30 000 000	32 582 402	37 798 856
76016001240 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection de l'environnement dans la Commune d'Azaguié	24 000 000	26 065 922	30 239 085
76016001230 Développer les industries Manufacturières dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	117 000 000	127 071 370	147 415 540
76016001221 Développer les autres services généraux dans la Commune de Tiassalé	133 000 000	144 448 651	167 574 930
76016001220 Développer les autres services généraux dans la Commune de Taabo	240 712 000	261 432 509	303 287 943
76016001210 Développer l'éclairage public dans la Commune de N'Douci	78 868 740	85 657 768	99 371 606
76016001205 Développer les transports routiers dans la Commune de Taabo	80 818 000	87 774 820	101 827 599
76016001131 Protéger les familles et les enfants dans la Commune de N'Douci	40 000 000	43 443 203	50 398 475
76016001124 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Sikensi	28 740 707	31 214 709	36 212 195
76016001108 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Taabo	11 000 000	11 946 881	13 859 581
76016001107 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Taabo	71 041 484	77 156 741	89 509 562
76016001105 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de N'Douci	33 000 000	35 840 643	41 578 742
76016001104 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de N'Douci	164 000 000	178 117 133	206 633 748
76016001100 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	255 000 980	276 951 485	321 291 513
76016001097 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune d'Azaguié	80 652 000	87 594 531	101 618 445
76016001083 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Tiassalé	14 000 000	15 205 121	17 639 466
76016001082 Développer le logement dans la Commune de Taabo	30 008 000	32 591 091	37 808 936
76016001081 Développer l'éclairage public dans la Commune de Sikensi	112 456 633	122 136 909	141 691 070
76016001077 Développer le logement dans la Commune de Rubino	18 000 000	19 549 441	22 679 314
76016001075 Développer le logement dans la Commune d'Azaguié	51 840 475	56 302 907	65 317 022
76016001073 Développer les équipements collectifs dans la Commune d'Agboville	50 000 000	54 304 004	62 998 094
76016001070 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de N'Douci	29 000 000	31 496 322	36 538 894
76016001066 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Tiassalé	48 000 000	52 131 844	60 478 170
76016001056 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Sikensi	64 831 000	70 411 658	81 684 588
76016001055 Développer les transports routiers dans la Commune de Sikensi	202 625 000	220 066 977	255 299 775
76016001052 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Rubino	50 000 000	54 304 004	62 998 094
76016001044 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Agboville	43 000 000	46 701 444	54 178 361
76016001037 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Taabo	21 999 000	23 892 676	27 717 901
76016001031 Développer la gestion des déchets dans la Commune d'Azaguié	22 500 000	24 436 802	28 349 142
76016001019 Développer les services de police dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	155 000 000	168 342 413	195 294 091
76016001011 Développer les autres services généraux dans la Commune d'Azaguié	81 000 000	87 972 487	102 056 912
76016001009 Développer les autres services généraux dans la Commune d'Agboville	32 000 000	34 754 563	40 318 780
76016000994 Développer les autres services généraux dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	276 000 000	299 758 103	347 749 478
71016002224 Développer les équipements collectifs dans la Commune d'Assinie-Mafia	72 000 000	78 197 766	90 717 255
71016002223 Développer le logement dans la Commune d'Assinie-Mafia	28 475 000	30 926 130	35 877 414

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
71016001886 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Tiapoum	76 000 000	82 542 086	95 757 103
71016001878 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Tiapoum	71 000 000	77 111 686	89 457 293
71016001875 Développer les autres services généraux dans la Commune de Maféré	73 000 000	79 283 846	91 977 217
71016001873 Protéger les familles et les enfants dans la Commune de Tiapoum	14 000 000	15 205 121	17 639 466
71016001872 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Maféré	58 653 670	63 702 583	73 901 388
71016001853 Développer l'éclairage public dans la Commune d'Adiaké	50 000 000	54 304 004	62 998 094
71016001844 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Sud-Comoé	444 557 000	482 824 503	560 124 872
71016001836 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Région du Sud-Comoé	55 000 000	59 734 405	69 297 903
71016001835 Développer les transports routiers dans la Commune d'Ayamé	94 192 000	102 300 055	118 678 329
71016001824 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des transports de la Commune d'Assinie-Mafia	27 955 817	30 362 256	35 223 264
71016001804 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune d'Adiaké	20 000 000	21 721 602	25 199 238
71016001794 Développer les équipements collectifs dans la Commune d'Aboisso	50 000 000	54 304 004	62 998 094
71016001793 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Tiapoum	59 000 000	64 078 725	74 337 751
71016001709 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune d'Aboisso	10 000 000	10 860 801	12 599 619
71016001697 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Aboisso	290 573 835	315 586 455	366 111 955
71016001696 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Grand-Bassam	311 478 852	338 290 977	392 451 479
71016001689 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Région du Sud-Comoé	15 000 000	16 291 201	18 899 428
71016001688 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte dans la Commune de Tiapoum	10 000 000	10 860 801	12 599 619
71016001672 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Tiapoum	24 000 000	26 065 922	30 239 085
71016001657 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Grand-Bassam	30 000 000	32 582 402	37 798 856
71016001640 Développer les services de police dans la Commune de Grand-Bassam	50 000 000	54 304 004	62 998 094
71016001632 Développer le logement dans la Commune de Tiapoum	55 000 000	59 734 405	69 297 903
71016001624 Développer les transports routiers dans la Commune de Maféré	46 200 000	50 176 900	58 210 239
71016001615 Développer les autres services généraux dans la Commune d'Adiaké	29 392 091	31 922 165	37 032 914
71016001614 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Région du Sud-Comoé	15 500 000	16 834 241	19 529 409
71016001590 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bonoua	231 000 000	250 884 499	291 051 194
71016001582 Développer les transports par voie d'eau de la Commune d'Assinie-Mafia	55 086 000	59 827 807	69 406 260
71016001574 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune d'Ayamé	66 000 000	71 681 285	83 157 484
71016001555 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Adiaké	63 740 000	69 226 744	80 309 970
71016001537 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région du Sud-Comoé	290 654 000	315 673 520	366 212 960
71016001536 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Sud-Comoé	234 892 000	255 111 523	295 954 965
71016001516 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins de la Commune d'Assinie-Mafia	25 000 000	27 152 002	31 499 047
71016001509 Développer les transports routiers dans la Commune de Grand-Bassam	229 328 000	249 068 573	288 944 537
71016001505 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Bonoua	29 000 000	31 496 322	36 538 894
71016001497 Développer les transports routiers dans la Commune d'Adiaké	151 993 000	165 076 570	191 505 386
71016001495 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Aboisso	19 320 000	20 983 067	24 342 463

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
71016001488 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune d'Aboisso	40 000 000	43 443 203	50 398 475
71016001486 Développer les services de police dans la Commune de Maféré	22 000 000	23 893 762	27 719 161
71016001483 Développer l'éclairage public dans la Région du Sud-Comoé	70 000 000	76 025 606	88 197 331
71016001471 Développer les autres services généraux dans la Commune de Tiapoum	34 792 554	37 787 500	43 837 292
71016001469 Développer les autres services généraux dans la Commune d'Ayamé	117 176 479	127 263 040	147 637 896
71016001466 Développer les transports par voie d'eau dans la Région du Sud-Comoé	28 000 000	30 410 242	35 278 933
71016001458 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Grand-Bassam	30 000 000	32 582 402	37 798 856
71016001456 Développer les services de police dans la Région du Sud-Comoé	52 667 000	57 200 580	66 358 412
71016001349 Développer des dispensaires et des maternités de la Commune d'Assinie-Mafia	136 453 000	148 198 885	171 925 578
71016001348 Développer des services culturels dans la Région du Sud-Comoé	120 000 804	130 330 483	151 196 438
71016001346 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Sud-Comoé	184 637 000	200 530 568	232 635 581
71016001343 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Sud-Comoé	25 000 000	27 152 002	31 499 047
71016001339 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune d'Aboisso	115 000 000	124 899 209	144 895 616
71016001335 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Ayamé	71 000 000	77 111 686	89 457 293
71016001329 Développer l'enseignement préélémentaire de la Commune d'Assinie-Mafia	10 000 000	10 860 801	12 599 619
71016001328 Développer l'enseignement primaire de la Commune d'Assinie-Mafia	64 961 000	70 552 848	81 848 384
71016001324 Développer l'enseignement pré-élémentaire dans la Région du Sud-Comoé	27 362 000	29 717 323	34 475 077
71016001316 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Maféré	102 744 000	111 588 212	129 453 523
71016001315 Développer des services culturels dans la Commune de Maféré	13 989 000	15 193 174	17 625 607
71016001314 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Maféré	118 100 000	128 266 058	148 801 498
71016001313 Développer des services culturels dans la Commune de Tiapoum	43 870 000	47 646 333	55 274 528
71016001312 Développer des services récréatifs et sportifs de la Commune d'Assinie-Mafia	13 500 000	14 662 081	17 009 485
71016001311 Développer des services culturels de la Commune d'Assinie-Mafia	25 000 000	27 152 002	31 499 047
71016001310 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune d'Aboisso	20 000 000	21 721 602	25 199 238
71016001309 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Aboisso	40 000 000	43 443 203	50 398 475
71016001307 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Adiaké	30 000 000	32 582 402	37 798 856
71016001300 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Tiapoum	29 000 000	31 496 322	36 538 894
71016001299 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique de la Commune d'Assinie-Mafia	33 119 000	35 969 886	41 728 677
71016001288 Développer l'éclairage public dans la Commune de Tiapoum	41 000 000	44 529 283	51 658 437
71016001286 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Maféré	17 388 000	18 884 760	21 908 217
71016001285 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Maféré	24 040 000	26 109 365	30 289 484
71016001283 Développer le logement dans la Commune de Grand-Bassam	25 000 000	27 152 002	31 499 047
71016001282 Développer l'éclairage public dans la Commune de Bonoua	29 800 000	32 365 186	37 546 864
71016001279 Développer l'alimentation en eau dans la Commune d'Ayamé	29 000 000	31 496 322	36 538 894
71016001278 Développer les équipements collectifs dans la Commune d'Ayamé	15 000 000	16 291 201	18 899 428
71016001277 Développer l'alimentation en eau dans la Commune d'Adiaké	29 500 000	32 039 362	37 168 875
71016001276 Développer les équipements collectifs dans la Commune d'Adiaké	50 000 000	54 304 004	62 998 094

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
71016001271 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Sud-Comoé	62 851 000	68 261 219	79 189 864
71016001265 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Tiapoum	35 972 000	39 068 473	45 323 349
71016001263 Développer les transports routiers dans la Commune de Tiapoum	5 000 000	5 430 400	6 299 809
71016001259 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Maféré	28 750 000	31 224 802	36 223 904
71016001247 Développer les transports routiers dans la Commune de Bonoua	305 269 956	331 547 619	384 628 507
71016001243 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Ayamé	81 000 000	87 972 487	102 056 912
71016001241 Développer l'agriculture dans la Commune d'Ayamé	18 000 000	19 549 441	22 679 314
71016001239 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Adiaké	15 000 000	16 291 201	18 899 428
71016001238 Développer les transports par voie d'eau dans la Commune d'Adiaké	85 000 000	92 316 807	107 096 760
71016001214 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région du Sud-Comoé	125 000 000	135 760 010	157 495 235
71016001213 Développer les transports routiers dans la Région du Sud-Comoé	55 000 000	59 734 405	69 297 903
71016001196 Développer les services de police dans la Commune de Bonoua	29 000 000	31 496 322	36 538 894
71016001186 Développer les autres services généraux dans la Région du Sud-Comoé	401 093 000	435 619 118	505 361 889
62016001752 Développer l'enseignement primaire dans la Région de Gontougo	551 500 999	598 974 250	694 870 234
62016001749 Développer des services culturels dans la Commune de Transua	19 000 000	20 635 522	23 939 276
62016001748 Développer le logement dans la Commune de Kouassi-Datékro	29 875 000	32 446 642	37 641 361
62016001705 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Koun-Fao	100 878 409	109 562 031	127 102 950
62016001702 Développer l'éclairage public dans la Commune de Tanda	5 944 000	6 455 660	7 489 213
62016001688 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région de Gontougo	35 920 000	39 011 997	45 257 831
62016001687 Développer les autres services généraux dans la Commune de Kouassi-Datékro	128 000 000	139 018 251	161 275 120
62016001678 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Tanda	10 000 000	10 860 801	12 599 619
62016001677 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Sandégué	33 854 000	36 768 155	42 654 749
62016001676 Développer l'éclairage public dans la Commune d'Assuéfry	9 399 000	10 208 067	11 842 382
62016001670 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Kouassi-Datékro	32 266 426	35 043 923	40 654 467
62016001635 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Koun-Fao	49 500 000	53 760 964	62 368 113
62016001571 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Tanda	10 000 000	10 860 801	12 599 619
62016001568 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région de Gontougo	333 500 000	362 207 707	420 197 286
62016001566 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Bondoukou	111 677 398	121 290 598	140 709 264
62016001551 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Kouassi-Datékro	25 000 000	27 152 002	31 499 047
62016001548 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Koun-Fao	25 000 000	27 152 002	31 499 047
62016001547 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Sandégué	23 224 000	25 223 124	29 261 355
62016001531 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Région de Gontougo	35 000 000	38 012 803	44 098 666
62016001530 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Sandégué	29 000 000	31 496 322	36 538 894
62016001526 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Tanda	20 000 000	21 721 602	25 199 238
62016001525 Développer l'éclairage public dans la Commune de Koun-Fao	18 012 400	19 562 909	22 694 937
62016001517 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Région de Gontougo	45 000 000	48 873 604	56 698 284
62016001511 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Assuéfry	51 440 000	55 867 959	64 812 439

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
62016001503 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Transua	20 000 000	21 721 602	25 199 238
62016001485 Développer les transports routiers dans la Région de Gontougo	295 155 000	320 561 967	371 884 048
62016001469 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Sandégué	16 500 000	17 920 321	20 789 371
62016001468 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Tanda	165 299 231	179 528 202	208 270 729
62016001451 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune d'Assuéfry	29 056 000	31 557 143	36 609 452
62016001450 Développer des services culturels dans la Commune de Bondoukou	51 000 000	55 390 084	64 258 056
62016001439 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Tanda	10 200 000	11 078 017	12 851 611
62016001438 Développer l'éclairage public dans la Commune de Sandégué	44 393 000	48 214 353	55 933 488
62016001437 Développer le logement dans la Commune de Sandégué	32 000 095	34 754 666	40 318 900
62016001434 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Bondoukou	50 000 000	54 304 004	62 998 094
62016001427 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Transua	38 354 685	41 656 259	48 325 441
62016001425 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Région de Gontougo	10 000 000	10 860 801	12 599 619
62016001424 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région de Gontougo	126 836 000	137 754 053	159 808 525
62016001420 Développer les transports routiers dans la Commune de Tanda	40 500 000	43 986 243	51 028 456
62016001397 Développer le logement dans la Commune de Tanda	101 500 000	110 237 128	127 886 131
62016001396 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Sandégué	23 000 000	24 979 842	28 979 123
62016001387 Développer le logement dans la Région de Gontougo	23 000 000	24 979 842	28 979 123
62016001386 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bondoukou	60 000 000	65 164 805	75 597 713
62016001382 Développer les équipements collectifs dans la Commune d'Assuéfry	29 756 000	32 317 399	37 491 426
62016001367 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Assuéfry	74 237 000	80 627 327	93 535 790
62016001360 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'enseignement dans la Région de Gontougo	20 000 000	21 721 602	25 199 238
62016001345 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Transua	27 000 000	29 324 162	34 018 971
62016001308 Protéger les familles et les enfants dans la Commune de Tanda	9 539 000	10 360 118	12 018 776
62016001306 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la Commune de Sandégué	15 000 000	16 291 201	18 899 428
62016001273 Développer des services culturels dans la Région de Gontougo	22 700 000	24 654 018	28 601 135
62016001270 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région de Gontougo	56 000 000	60 820 485	70 557 865
62016001269 Développer des services culturels dans la Commune de Kouassi-Datékro	29 995 000	32 576 972	37 792 557
62016001256 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Bondoukou	93 098 000	101 111 883	117 299 931
62016001254 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Kouassi-Datékro	59 993 000	65 157 202	75 588 893
62016001251 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Sandégué	53 500 000	58 105 284	67 407 960
62016001249 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Tanda	22 688 000	24 640 985	28 586 015
62016001248 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Transua	12 000 000	13 032 961	15 119 543
62016001247 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Transua	88 299 000	95 899 785	111 253 374
62016001243 Développer des services culturels dans la Commune d'Assuéfry	29 581 000	32 127 335	37 270 932
62016001240 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Kouassi-Datékro	29 998 000	32 580 230	37 796 336
62016001237 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Sangégué	18 000 000	19 549 441	22 679 314
62016001236 Développer des services culturels dans la Commune de Sandégué	8 000 000	8 688 641	10 079 695

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
62016001233 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Transua	25 000 000	27 152 002	31 499 047
62016001232 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune d'Assuéfry	24 000 000	26 065 922	30 239 085
62016001229 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Bondoukou	12 000 000	13 032 961	15 119 543
62016001228 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Kouassi-Datékro	29 997 000	32 579 144	37 795 076
62016001225 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Sangégué	14 500 000	15 748 161	18 269 447
62016001224 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Tanda	34 000 000	36 926 723	42 838 704
62016001223 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Tanda	45 967 000	49 923 843	57 916 668
62016001221 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Transua	35 699 000	38 771 973	44 979 379
62016001211 Développer l'éclairage public dans la Commune de Transua	15 000 000	16 291 201	18 899 428
62016001207 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Koun-Fao	20 000 000	21 721 602	25 199 238
62016001203 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Bondoukou	25 000 000	27 152 002	31 499 047
62016001201 Développer l'alimentation en eau dans la Commune d'Assuéfry	29 000 000	31 496 322	36 538 894
62016001199 Développer l'éclairage public dans la Région de Gontougo	22 303 000	24 222 844	28 100 930
62016001198 Développer l'alimentation en eau dans la Région de Gontougo	50 000 000	54 304 004	62 998 094
62016001184 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Transua	87 555 000	95 091 742	110 315 962
62016001183 Développer les transports routiers dans la Commune de Transua	95 000 000	103 177 608	119 696 378
62016001174 Développer les transports routiers dans la Commune de Sandégué	43 000 000	46 701 444	54 178 361
62016001172 Développer l'agriculture dans la Commune de Sandégué	24 718 000	26 845 727	31 143 738
62016001170 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Koun-Fao	49 768 000	54 052 034	62 705 783
62016001169 Développer les transports routiers dans la Commune de Koun-Fao	53 500 000	58 105 284	67 407 960
62016001160 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Kouassi-Datékro	29 998 000	32 580 230	37 796 336
62016001155 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Bondoukou	214 000 000	232 421 138	269 631 842
62016001150 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Assuéfry	28 600 000	31 061 890	36 034 910
62016001149 Développer les transports routiers dans la Commune d'Assuéfry	53 200 000	57 779 460	67 029 972
62016001134 Développer les services de police dans la Région de Gontougo	29 500 000	32 039 362	37 168 875
62016001128 Développer les autres services généraux dans la Commune de Sandégué	10 500 000	11 403 841	13 229 600
62016001127 Développer les autres services généraux dans la Commune de Koun-Fao	124 000 000	134 673 930	156 235 273
62016001125 Développer les autres services généraux dans la Commune d'Assuéfry	106 455 653	115 619 364	134 130 064
62016001123 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Kouassi-Datékro	29 997 000	32 579 144	37 795 076
62016001117 Développer les services de police dans la Commune de Sandégué	29 000 000	31 496 322	36 538 894
62016001109 Développer les autres services généraux dans la Région de Gontougo	620 980 000	674 434 009	782 411 127
61016001031 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Agnibilékro	86 350 000	93 783 015	108 797 708
61016001021 Développer les autres services généraux dans la Région de l'Indénié Djuablin	338 227 000	367 341 608	426 153 126
61016001016 Développer l'enseignement pré-élémentaire dans la Région de l'Indénié Djuablin	63 000 000	68 423 045	79 377 598
61016001012 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune d'Abengourou	29 500 000	32 039 362	37 168 875
61016001003 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Niable	30 000 000	32 582 402	37 798 856
61016000985 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région de l'Indénié Djuablin	87 024 000	94 515 033	109 646 922

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
61016000978 Développer l'éclairage public dans la Commune d'Agnibilékro	191 951 000	208 474 158	241 850 942
61016000963 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région de l'Indénié Djuablin	63 000 000	68 423 045	79 377 598
61016000962 Développer l'éclairage public dans la Région de l'Indénié Djuablin	23 462 000	25 481 611	29 561 226
61016000935 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région de l'Indénié Djuablin	26 000 000	28 238 082	32 759 009
61016000932 Développer les transports routiers dans la Région de l'Indénié Djuablin	100 000 000	108 608 008	125 996 188
61016000919 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Bettié	165 102 000	179 313 994	208 022 226
61016000910 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Région de l'Indénié Djuablin	28 000 000	30 410 242	35 278 933
61016000886 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région de l'Indénié Djuablin	133 000 000	144 448 651	167 574 930
61016000882 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Commune d'Abengourou	24 500 000	26 608 962	30 869 066
61016000874 Développer des services hospitaliers généraux dans la Région de l'Indénié Djuablin	80 000 000	86 886 407	100 796 950
61016000851 Développer des services culturels dans la Commune d'Abengourou	20 000 000	21 721 602	25 199 238
61016000846 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Bettié	14 664 116	15 926 404	18 476 227
61016000828 Développer les services de protection civile dans la Commune d'Agnibilékro	70 220 542	76 265 132	88 475 206
61016000825 Développer le logement dans la Commune d'Agnibilékro	36 000 000	39 098 883	45 358 628
61016000820 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection de l'environnement dans la Région de l'Indénié Djuablin	75 000 000	81 456 006	94 497 141
61016000786 Développer le logement dans la Région de l'Indénié Djuablin	288 000 000	312 791 064	362 869 021
61016000783 Développer les autres services généraux dans la Commune de Niable	195 150 117	211 948 655	245 881 708
61016000781 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région de l'Indénié Djuablin	225 000 866	244 368 959	283 492 514
61016000777 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune d'Abengourou	40 000 000	43 443 203	50 398 475
61016000775 Développer les transports routiers dans la Commune d'Agnibilékro	41 850 000	45 452 451	52 729 405
61016000768 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Abengourou	117 500 000	127 614 410	148 045 521
61016000724 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Agnibilékro	89 574 000	97 284 537	112 859 825
61016000721 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Niablé	110 500 000	120 011 849	139 225 787
61016000718 Développer l'enseignement primaire dans la Région de l'Indénié Djuablin	458 956 000	498 462 970	578 267 063
61016000709 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Abengourou	59 000 000	64 078 725	74 337 751
61016000703 Développer l'alimentation en eau dans la Région de l'Indénié Djuablin	240 000 000	260 659 220	302 390 851
61016000699 Développer l'éclairage public dans la Commune de Bettié	45 950 000	49 905 380	57 895 248
61016000684 Développer les transports routiers dans la Commune de Niable	118 000 000	128 157 450	148 675 502
61016000679 Développer les transports routiers dans la Commune de Bettié	102 311 882	111 118 897	128 909 071
61016000678 Développer l'agriculture dans la Commune de Bettié	24 550 000	26 663 266	30 932 064
61016000675 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Agnibilékro	46 500 000	50 502 724	58 588 227
61016000665 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune d'Abengourou	82 500 000	89 601 607	103 946 855
61016000657 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bettié	95 000 000	103 177 608	119 696 378
61016000655 Développer les autres services généraux dans la Commune d'Abengourou	282 193 481	306 484 719	355 553 028
57016000670 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Fresco	57 000 000	61 906 565	71 817 827
57016000669 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Fresco	28 000 000	30 410 242	35 278 933

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
57016000665 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Fresco	30 000 000	32 582 402	37 798 856
57016000651 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région du Gbôklè	93 526 000	101 576 726	117 839 195
57016000645 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Sassandra	29 000 000	31 496 322	36 538 894
57016000630 Développer les transports routiers dans la Commune de Sassandra	125 977 447	136 821 596	158 726 781
57016000614 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Région du Gbôklè	59 800 000	64 947 589	75 345 720
57016000587 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Sassandra	25 000 000	27 152 002	31 499 047
57016000576 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Gbôklê	408 630 000	443 804 904	514 858 222
57016000573 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Gbôklê	656 422 895	712 927 832	827 067 823
57016000567 Développer les services de protection civile dans la Région du Gbôklè	90 590 000	98 387 995	114 139 946
57016000565 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Gbôklê	245 000 000	266 089 620	308 690 660
57016000555 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Sassandra	50 000 000	54 304 004	62 998 094
57016000543 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Commune de Fresco	7 250 000	7 874 081	9 134 724
57016000542 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Sassandra	30 000 000	32 582 402	37 798 856
57016000537 Développer des services hospitaliers généraux dans la Région du Gbôklè	29 000 000	31 496 322	36 538 894
57016000521 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Sassandra	60 000 000	65 164 805	75 597 713
57016000499 Développer les autres services généraux dans la Région du Gbôklè	200 370 000	217 617 866	252 458 561
57016000497 Développer les transports routiers dans la Commune de Fresco	54 000 000	58 648 324	68 037 941
57016000471 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Gbôklé	28 000 000	30 410 242	35 278 933
57016000470 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Sassandra	190 000 000	206 355 216	239 392 757
57016000469 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Fresco	30 182 000	32 780 069	38 028 169
57016000468 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Fresco	5 000 000	5 430 400	6 299 809
57016000463 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Région du Gbôklè	24 910 000	27 054 255	31 385 650
57016000461 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région du Gbôklè	27 900 000	30 301 634	35 152 936
57016000459 Développer des services culturels dans la Commune de Fresco	7 000 000	7 602 561	8 819 733
57016000454 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Gbôklê	25 097 000	27 257 352	31 621 263
57016000451 Développer le logement dans la Commune de Fresco	29 350 000	31 876 450	36 979 881
57016000450 Développer l'éclairage public dans la Commune de Sassandra	29 000 000	31 496 322	36 538 894
57016000437 Développer la pêche dans la Commune de Sassandra	29 000 000	31 496 322	36 538 894
57016000434 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Région du Gbôklè	25 000 000	27 152 002	31 499 047
57016000432 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Région du Gbôklè	75 000 000	81 456 006	94 497 141
57016000431 Développer les transports routiers dans la Région du Gbôklé	19 639 000	21 329 527	24 744 391
57016000430 Développer la pêche dans la Région du Gbôklè	27 000 000	29 324 162	34 018 971
57016000428 Développer l'agriculture dans la Région du Gbôklè	117 800 000	127 940 234	148 423 509
57016000424 Développer les autres services généraux dans la Commune de Fresco	244 790 452	265 862 034	308 426 637
57016000422 Développer les services de protection civile dans la Commune de Fresco	19 000 000	20 635 522	23 939 276
56016001312 Développer le logement dans la Région de la Nawa	67 500 000	73 310 406	85 047 427
56016001309 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Mayo	26 281 000	28 543 271	33 113 058

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
56016001305 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Soubré	50 000 000	54 304 004	62 998 094
56016001298 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte dans la Commune de Méagui	5 000 000	5 430 400	6 299 809
56016001289 Développer les services de police dans la Commune de Buyo	15 000 000	16 291 201	18 899 428
56016001288 Développer des services hospitaliers généraux dans la Région dans la Nawa	109 500 000	118 925 769	137 965 826
56016001283 Développer les transports routiers dans la Commune de Mayo	49 999 000	54 302 918	62 996 834
56016001281 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Mayo	30 000 000	32 582 402	37 798 856
56016001268 Développer l'enseignement primaire dans la Région dans la Nawa	580 000 000	629 926 448	730 777 889
56016001265 Développer l'éclairage public dans la Commune de Guéyo	79 532 000	86 378 121	100 207 288
56016001200 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Soubré	34 578 521	37 555 043	43 567 618
56016001197 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Guéyo	27 000 000	29 324 162	34 018 971
56016001186 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Mayo	24 700 000	26 826 178	31 121 058
56016001183 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Buyo	21 428 953	23 273 559	26 999 664
56016001180 Développer des services culturels dans la Région dans la Nawa	50 694 000	55 057 744	63 872 507
56016001178 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Guéyo	167 097 000	181 480 724	210 535 850
56016001177 Développer l'enseignement pré-élémentaire dans la Commune de Méagui	10 000 000	10 860 801	12 599 619
56016001175 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Méagui	10 000 000	10 860 801	12 599 619
56016001161 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Buyo	110 000 000	119 468 809	138 595 807
56016001152 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de Mayo	22 000 000	23 893 762	27 719 161
56016001150 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de Buyo	22 000 000	23 893 762	27 719 161
56016001147 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Guéyo	24 000 000	26 065 922	30 239 085
56016001146 Développer l'éclairage public dans la Commune de Buyo	92 116 540	100 045 939	116 063 329
56016001145 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région dans la Nawa	22 785 000	24 746 335	28 708 231
56016001125 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Méagui	10 000 000	10 860 801	12 599 619
56016001122 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Grand-Zattry	98 505 000	106 984 319	124 112 545
56016001118 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Soubré	151 646 000	164 699 700	191 068 179
56016001115 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région dans la Nawa	235 000 000	255 228 819	296 091 041
56016001108 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Mayo	76 868 924	83 485 807	96 851 914
56016001107 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Méagui	114 400 000	124 247 561	144 139 639
56016001099 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Soubré	20 000 000	21 721 602	25 199 238
56016001098 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Région dans la Nawa	70 000 000	76 025 606	88 197 331
56016001082 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Grand-Zattry	34 500 000	37 469 763	43 468 685
56016001081 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Guéyo	65 500 772	71 139 084	82 528 476
56016001077 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Grand-Zattry	44 199 193	48 003 863	55 689 298
56016001070 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Méagui	15 000 000	16 291 201	18 899 428
56016001069 Développer les transports routiers dans la Commune de Méagui	101 100 000	109 802 696	127 382 146
56016001055 Développer l'alimentation en eau dans la Région de la Nawa	255 583 000	277 583 606	322 024 837

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
56016001053 Développer les services de police dans la Région dans la Nawa	59 639 275	64 773 029	75 143 213
56016001042 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Région de la Nawa	60 000 000	65 164 805	75 597 713
56016001037 Développer les autres services généraux dans la Commune de Méagui	100 073 642	108 687 989	126 088 974
56016001015 Développer l'éclairage public dans la Région de la Nawa	54 000 000	58 648 324	68 037 941
56016001013 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Guéyo	10 000 000	10 860 801	12 599 619
56016000952 Développer l'enseignement pré-élémentaire dans la Commune de Buyo	70 000 000	76 025 606	88 197 331
56016000951 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Buyo	109 798 928	119 250 429	138 342 463
56016000950 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Grand-Zattry	54 495 000	59 185 934	68 661 623
56016000948 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Guéyo	7 000 000	7 602 561	8 819 733
56016000938 Développer des services culturels dans la Commune de Buyo	27 000 000	29 324 162	34 018 971
56016000936 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Grand-Zattry	5 000 000	5 430 400	6 299 809
56016000935 Développer des services culturels dans la Commune de Grand-Zattry	25 000 000	27 152 002	31 499 047
56016000934 Développer des services culturels dans la Commune de Guéyo	37 913 000	41 176 554	47 768 935
56016000933 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Mayo	19 816 000	21 521 763	24 967 405
56016000927 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région dans la Nawa	510 500 000	554 443 882	643 210 538
56016000926 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Buyo	15 000 000	16 291 201	18 899 428
56016000919 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Méagui	12 000 000	13 032 961	15 119 543
56016000908 Développer les transports routiers dans la Commune de Guéyo	28 000 000	30 410 242	35 278 933
56016000906 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Grand-Zattry	72 000 000	78 197 766	90 717 255
56016000905 Développer les transports routiers dans la Commune de Grand-Zattry	49 000 000	53 217 924	61 738 132
56016000891 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Soubré	84 000 000	91 230 727	105 836 798
56016000888 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Méagui	99 500 000	108 064 968	125 366 207
56016000887 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Méagui	35 680 000	38 751 337	44 955 440
56016000885 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Mayo	17 000 000	18 463 361	21 419 352
56016000884 Développer le logement dans la Commune de Mayo	45 300 000	49 199 428	57 076 273
56016000881 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Grand-Zattry	28 232 000	30 662 213	35 571 244
56016000875 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Méagui	46 200 000	50 176 900	58 210 239
56016000870 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Grand-Zattry	17 570 000	19 082 427	22 137 530
56016000866 Développer les transports routiers dans la Commune de Soubré	135 000 000	146 620 811	170 094 853
56016000862 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Méagui	24 500 000	26 608 962	30 869 066
56016000853 Développer les transports routiers dans la Région dans la Nawa	140 000 000	152 051 212	176 394 663
56016000848 Développer les autres services généraux dans la Commune de Soubré	300 000 000	325 824 025	377 988 563
56016000847 Développer les autres services généraux dans la Commune de Mayo	118 400 000	128 591 882	149 179 486
56016000844 Développer les autres services généraux dans la Commune de Grand-Zattry	47 500 000	51 588 804	59 848 189
56016000839 Développer les services de police dans la Commune de Mayo	13 500 000	14 662 081	17 009 485
56016000835 Développer les autres services généraux dans la Région de la Nawa	150 000 000	162 912 012	188 994 282
55016001641 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de San-Pédro	16 636 399	18 068 462	20 961 229

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
55016001639 Développer les équipements collectifs dans la Commune de San-Pédro	70 000 000	76 025 606	88 197 331
55016001637 Développer les services de police dans la Commune de San-Pédro	70 000 000	76 025 606	88 197 331
55016001636 Développer les autres services généraux dans la Commune de San-Pédro	212 300 000	230 574 801	267 489 907
55016001539 Développer le logement dans la Région du Bafing	90 000 000	97 747 207	113 396 569
55016001495 Développer l'éclairage public dans la Commune de San-Pédro	29 800 000	32 365 186	37 546 864
55016001214 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Bafing	85 000 000	92 316 807	107 096 760
55016001205 Développer les autres services généraux dans la Commune de Tabou	20 000 000	21 721 602	25 199 238
55016001204 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Grand-Béréby	16 000 000	17 377 281	20 159 390
55016001203 Développer l'alimentation en eau dans la Région de San-Pédro	100 000 000	108 608 008	125 996 188
55016001181 Développer les industries manufacturières dans la Région du Bafing	29 800 000	32 365 186	37 546 864
55016001174 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Tabou	166 000 000	180 289 294	209 153 672
55016001160 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région du Bafing	40 000 000	43 443 203	50 398 475
55016001154 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Grand-Béréby	25 000 000	27 152 002	31 499 047
55016001146 Développer le logement dans la Région de San-Pédro	40 000 000	43 443 203	50 398 475
55016001143 Développer les autres services généraux dans la Région du Bafing	115 854 000	125 826 722	145 971 623
55016001106 Développer l'éclairage public dans la Région de San-Pédro	96 000 000	104 263 688	120 956 340
55016001075 Développer la gestion des déchets dans la Région de San-Pédro	21 600 000	23 459 330	27 215 177
55016001064 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région de San-Pédro	82 500 000	89 601 607	103 946 855
55016001051 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Bafing	325 000 000	352 976 027	409 487 610
55016001048 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Tabou	95 656 000	103 890 076	120 522 913
55016001041 Développer des services récréatifs et sportifs Commune de San-Pédro	60 000 000	65 164 805	75 597 713
55016001040 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Bafing	230 304 733	250 129 383	290 175 184
55016001034 Développer des dispensaires et des maternités Communes de San-Pédro	195 617 000	212 455 727	246 469 963
55016001033 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Grand-Béréby	75 000 000	81 456 006	94 497 141
55016001032 Développer l'enseignement primaire Commune de San-Pédro	174 387 000	189 398 247	219 720 972
55016001022 Développer l'éclairage public dans la Commune de Grand-Béréby	40 526 000	44 014 481	51 061 215
55016001010 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Région du Bafing	50 000 000	54 304 004	62 998 094
55016000995 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Grabo	29 000 000	31 496 322	36 538 894
55016000985 Développer des services culturels Commune de San-Pédro	90 000 000	97 747 207	113 396 569
55016000966 Développer l'enseignement primaire dans la Région de San-Pédro	171 000 000	185 719 694	215 453 481
55016000957 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la Région du Bafing	20 000 000	21 721 602	25 199 238
55016000956 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Grabo	40 000 000	43 443 203	50 398 475
55016000948 Développer le logement dans la Commune de Grabo	57 415 284	62 357 596	72 341 069
55016000946 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région de San-Pédro	50 000 000	54 304 004	62 998 094
55016000937 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins Commune de San-Pédro	15 000 000	16 291 201	18 899 428
55016000928 Développer les services de police dans la Région de San-Pédro	18 000 000	19 549 441	22 679 314

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
55016000911 Développer les transports routiers dans la Commune de Grabo	145 000 000	157 481 612	182 694 472
55016000908 Développer les transports routiers Commune de San-Pédro	100 200 000	108 825 224	126 248 180
55016000871 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Grand-Béréby	55 000 847	59 735 324	69 298 970
55016000851 Développer des services culturels dans la Région de San-Pédro	96 821 000	105 155 360	121 990 769
55016000850 Développer des services culturels dans la Région du Bafing	180 000 000	195 494 415	226 793 138
55016000846 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Grand-Béréby	10 000 000	10 860 801	12 599 619
55016000844 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Grabo	45 000 000	48 873 604	56 698 284
55016000839 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Grand-Béréby	40 000 000	43 443 203	50 398 475
55016000837 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Grabo	101 000 000	109 694 088	127 256 150
55016000836 Développer des services culturels dans la Commune de Grabo	40 000 000	43 443 203	50 398 475
55016000834 Développer des services culturels dans la Commune de Tabou	90 000 000	97 747 207	113 396 569
55016000826 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région de San-Pédro	282 351 000	306 655 797	355 751 496
55016000820 Développer les transports par voie d'eau dans la Commune de Tabou	50 000 000	54 304 004	62 998 094
55016000819 Développer les transports routiers dans la Commune de Tabou	45 000 000	48 873 604	56 698 284
55016000807 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Grand-Béréby	100 000 000	108 608 008	125 996 188
55016000806 Développer les transports routiers dans la Commune de Grand-Béréby	78 784 000	85 565 733	99 264 837
55016000803 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Bafing	351 000 000	381 214 109	442 246 619
55016000798 Développer l'éclairage public dans la Commune de Tabou	67 155 082	72 935 797	84 612 843
55016000791 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Bafing	295 195 000	320 605 410	371 934 446
55016000790 Développer les équipements collectifs dans la Région du Bafing	25 000 000	27 152 002	31 499 047
55016000773 Développer les transports routiers dans la Région du Bafing	160 000 000	173 772 813	201 593 900
55016000771 Développer l'agriculture dans la Région du Bafing	98 000 000	106 435 848	123 476 264
55016000767 Développer les transports routiers dans la Région de San-Pédro	672 877 816	730 799 194	847 800 396
55016000761 Développer les autres services généraux dans la Commune de Grand-Béréby	71 000 000	77 111 686	89 457 293
55016000756 Développer les autres services généraux dans la Région de San-Pédro	751 200 000	815 863 358	946 483 362
51016001587 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Guitry	29 000 000	31 496 322	36 538 894
51016001355 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Lakota	34 128 000	37 065 741	42 999 979
51016001335 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Lôh-Djiboua	477 365 219	518 456 856	601 461 978
51016001333 Développer les services de protection civile dans la Commune de Lakota	29 500 000	32 039 362	37 168 875
51016001317 Développer l'éclairage public dans la Commune de Zikisso	29 000 000	31 496 322	36 538 894
51016001299 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Guitry	29 000 000	31 496 322	36 538 894
51016001293 Développer le logement dans la Commune de Zikisso	168 000 000	182 461 454	211 673 595
51016001282 Provision pour investissement de la Commune de Hire	542 561 083	589 264 786	683 606 281
51016001222 Développer le logement dans la Région du Lôh-Djiboua	211 000 000	229 162 897	265 851 956
51016001205 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région du Lôh-Djiboua	150 000 000	162 912 012	188 994 282
51016001193 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Lakota	43 557 000	47 306 390	54 880 159
51016001189 Développer les transports routiers dans la Commune de Zikisso	108 000 000	117 296 649	136 075 883

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
51016001184 Développer les transports routiers dans la Commune de Lakota	40 000 000	43 443 203	50 398 475
51016001176 Développer les autres services généraux dans la Commune de Lakota	195 000 000	211 785 616	245 692 566
51016001169 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Région du Lôh-Djiboua	45 000 000	48 873 604	56 698 284
51016001130 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région du Lôh-Djiboua	235 000 000	255 228 819	296 091 041
51016001104 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Lakota	23 901 803	25 959 272	30 115 361
51016001100 Développer les transports routiers dans la Commune de Divo	101 044 000	109 741 876	127 311 588
51016001093 Développer l'éclairage public dans la Commune de Divo	18 000 000	19 549 441	22 679 314
51016001092 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Lôh-Djiboua	121 000 000	131 415 690	152 455 387
51016001089 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Divo	30 000 000	32 582 402	37 798 856
51016001082 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Zikisso	14 546 113	15 798 244	18 327 548
51016001077 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Lakota	15 000 000	16 291 201	18 899 428
51016001076 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la Région du Lôh-Djiboua	44 000 000	47 787 524	55 438 323
51016001062 Développer les autres services généraux dans la Commune de Zikisso	75 000 000	81 456 006	94 497 141
51016001054 Développer les autres services généraux dans la Commune de Guitry	150 000 000	162 912 012	188 994 282
51016001050 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Guitry	45 000 000	48 873 604	56 698 284
51016001045 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Divo	18 000 000	19 549 441	22 679 314
51016000957 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Lôh-Djiboua	78 351 000	85 095 461	98 719 273
51016000956 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Divo	38 500 000	41 814 083	48 508 532
51016000955 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Divo	398 099 663	432 368 115	501 590 399
51016000952 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Lakota	93 351 000	101 386 662	117 618 701
51016000947 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Divo	29 000 000	31 496 322	36 538 894
51016000943 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Lakota	40 000 000	43 443 203	50 398 475
51016000942 Développer des services culturels dans la Commune de Lakota	15 000 000	16 291 201	18 899 428
51016000939 Développer des services culturels dans la Commune de Guitry	44 000 000	47 787 524	55 438 323
51016000925 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Lôh-Djiboua	257 500 000	279 665 621	324 440 183
51016000917 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Guitry	29 406 155	31 937 439	37 050 634
51016000915 Développer les transports routiers dans la Commune de Guitry	150 000 000	162 912 012	188 994 282
51016000914 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Zikisso	29 000 000	31 496 322	36 538 894
51016000899 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Divo	35 000 000	38 012 803	44 098 666
51016000892 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Lôh-Djiboua	600 000 000	651 648 049	755 977 126
51016000890 Développer le logement dans la Commune de Guitry	80 000 000	86 886 407	100 796 950
51016000887 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Lakota	25 000 000	27 152 002	31 499 047
51016000881 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection de l'environnement dans la Région du Lôh-Djiboua	35 000 000	38 012 803	44 098 666
51016000860 Développer les autres services généraux dans la Commune de Divo	160 000 000	173 772 813	201 593 900
51016000853 Développer les autres services généraux dans la Région du Lôh-Djiboua	185 000 000	200 924 815	233 092 947

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
43016001391 Développer les autres services généraux dans la Commune de Kouibly	250 000 000	271 520 021	314 990 469
43016001096 Développer des services culturels dans la Commune de Bangolo	100 000 000	108 608 008	125 996 188
43016001092 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Duékoué	18 361 000	19 941 516	23 134 160
43016001087 Développer la lutte contre les exclusions sociales non classées ailleurs dans la Commune de Facobly	28 790 172	31 268 432	36 274 519
43016001080 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Guémon	20 000 000	21 721 602	25 199 238
43016001067 Développer les transports routiers dans la Région du Guémon	237 214 000	257 633 401	298 880 597
43016001062 Développer des services hospitaliers spécialisés dans la Région du Guémon	11 389 000	12 369 366	14 349 706
43016001052 Développer l'éclairage public dans la Commune de Facobly	49 000 000	53 217 924	61 738 132
43016000984 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Duékoué	45 000 000	48 873 604	56 698 284
43016000982 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Facobly	75 705 000	82 221 693	95 385 414
43016000981 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la Commune de Kouibli	29 000 703	31 497 086	36 539 780
43016000968 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection de l'environnement dans la Région du Guémon	15 000 000	16 291 201	18 899 428
43016000944 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Duékoué	156 929 000	170 437 461	197 724 557
43016000941 Développer le logement dans la Commune de Facobly	25 000 000	27 152 002	31 499 047
43016000919 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Duékoué	130 750 000	142 004 971	164 740 015
43016000917 Développer l'éclairage public dans la Commune de Duékoué	80 262 809	87 171 838	101 128 080
43016000909 Développer l'agriculture dans la Commune de Facobly	46 000 000	49 959 684	57 958 246
43016000891 Développer des services culturels dans la Commune de Duékoué	35 000 000	38 012 803	44 098 666
43016000886 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Guémon	456 731 000	496 046 442	575 463 648
43016000878 Développer les transports routiers dans la Commune de Kouibli	66 447 000	72 166 763	83 720 687
43016000865 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Duékoué	190 000 000	206 355 216	239 392 757
43016000857 Développer le logement dans la Région du Guémon	71 045 000	77 160 559	89 513 992
43016000841 Développer les autres services généraux dans la Région du Guémon	74 648 000	81 073 706	94 053 634
43016000838 Développer les transports routiers dans la Commune de Bangolo	100 000 000	108 608 008	125 996 188
43016000835 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Bangolo	20 000 000	21 721 602	25 199 238
43016000770 Développer des services culturels dans la Région du Guémon	80 000 000	86 886 407	100 796 950
43016000769 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Guémon	341 278 000	370 655 238	429 997 270
43016000765 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Bangolo	35 000 000	38 012 803	44 098 666
43016000761 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Facobly	30 000 000	32 582 402	37 798 856
43016000760 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la Région du Guémon	22 011 000	23 905 709	27 733 021
43016000757 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Bangolo	30 675 538	33 316 091	38 650 008
43016000754 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Facobly	18 000 000	19 549 441	22 679 314
43016000746 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Guémon	422 171 000	458 511 514	531 919 366
43016000727 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Bangolo	69 000 000	74 939 526	86 937 370
43016000726 Développer l'éclairage public dans la Région du Guémon	40 000 000	43 443 203	50 398 475
43016000725 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Guémon	414 001 964	449 639 287	521 626 692

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
43016000724 Développer les équipements collectifs dans la Région du Guémon	40 000 000	43 443 203	50 398 475
43016000721 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Kouibli	29 000 000	31 496 322	36 538 894
43016000720 Développer le logement dans la Commune de Kouibli	29 000 000	31 496 322	36 538 894
43016000719 Développer le logement dans la Commune de Bangolo	45 000 000	48 873 604	56 698 284
43016000718 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Duékoué	50 000 000	54 304 004	62 998 094
43016000707 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région du Guémon	15 000 000	16 291 201	18 899 428
43016000702 Développer les services de police dans la Région du Guémon	7 769 000	8 437 756	9 788 644
43016000700 Développer les autres services généraux dans la Commune de Facobly	175 000 000	190 064 014	220 493 329
43016000696 Développer les transports routiers dans la Commune de Duékoué	49 865 000	54 157 383	62 827 999
43016000691 Développer les services de police dans la Commune de Kouibli	64 000 000	69 509 125	80 637 560
43016000690 Développer les services de police dans la Commune de Bangolo	100 000 000	108 608 008	125 996 188
42104000032 Développer les autres services généraux dans la Commune de Taï	184 228 265	200 086 649	232 120 591
42104000031 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bloléquin	353 127 307	383 524 535	444 926 945
42016001258 Développer les autres services généraux dans la Commune de Guiglo	11 738 000	12 748 408	14 789 433
42016001029 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Cavally	196 071 000	212 948 808	247 041 985
42016000998 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Toulépleu	30 000 000	32 582 402	37 798 856
42016000993 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Guiglo	186 158 679	202 183 233	234 552 839
42016000991 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Toulépleu	25 000 000	27 152 002	31 499 047
42016000976 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Guiglo	15 000 000	16 291 201	18 899 428
42016000914 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Guiglo	12 000 000	13 032 961	15 119 543
42016000899 Développer des services culturels dans la Région du Cavally	50 000 000	54 304 004	62 998 094
42016000893 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Toulépleu	15 000 000	16 291 201	18 899 428
42016000892 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Taï	29 500 000	32 039 362	37 168 875
42016000889 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Taï	48 880 000	53 087 594	61 586 937
42016000877 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Cavally	532 498 000	578 335 472	670 927 180
42016000868 Développer le logement dans la Commune de Toulépleu	15 000 000	16 291 201	18 899 428
42016000861 Développer les transports routiers dans la Commune de Toulépleu	198 000 000	215 043 856	249 472 452
42016000859 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Bloléquin	57 000 000	61 906 565	71 817 827
42016000834 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Toulépleu	15 000 914	16 292 194	18 900 580
42016000827 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région du Cavally	47 839 000	51 956 985	60 275 316
42016000820 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Toulépleu	20 000 000	21 721 602	25 199 238
42016000812 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Commune de Guiglo	50 000 000	54 304 004	62 998 094
42016000799 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de Toulépleu	7 686 000	8 347 612	9 684 067
42016000771 Développer le logement dans la Commune de Taï	25 000 000	27 152 002	31 499 047
42016000764 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Bloléquin	25 889 000	28 117 527	32 619 153
42016000731 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Guiglo	235 499 000	255 770 773	296 719 762
42016000730 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Taï	29 500 000	32 039 362	37 168 875

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
42016000727 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Bloléquin	7 500 000	8 145 601	9 449 714
42016000726 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Toulépleu	65 000 000	70 595 205	81 897 522
42016000721 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Guiglo	13 000 000	14 119 041	16 379 504
42016000719 Développer des services culturels dans la Commune de Taï	56 620 000	61 493 854	71 339 042
42016000717 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Toulépleu	41 950 000	45 561 059	52 855 401
42016000714 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Taï	19 000 000	20 635 522	23 939 276
42016000713 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Bloléquin	45 000 000	48 873 604	56 698 284
42016000712 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Bloléquin	80 000 000	86 886 407	100 796 950
42016000708 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Cavally	228 500 484	248 169 824	287 901 899
42016000702 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Bloléquin	26 000 000	28 238 082	32 759 009
42016000701 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de Taï	29 500 000	32 039 362	37 168 875
42016000697 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Cavally	196 000 000	212 871 696	246 952 528
42016000695 Développer le logement dans la Région du Cavally	196 000 000	212 871 696	246 952 528
42016000694 Développer l'éclairage public dans la Commune de Toulépleu	20 000 000	21 721 602	25 199 238
42016000692 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Bloléquin	30 000 000	32 582 402	37 798 856
42016000689 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Guiglo	41 312 000	44 868 140	52 051 545
42016000688 Développer le logement dans la Commune de Guiglo	24 000 000	26 065 922	30 239 085
42016000683 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Guiglo	50 000 000	54 304 004	62 998 094
42016000667 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Taï	24 780 000	26 913 064	31 221 855
42016000655 Développer les services de police dans la Commune de Guiglo	7 000 000	7 602 561	8 819 733
42016000653 Développer les industries manufacturières dans la Région du Cavally	20 500 000	22 264 642	25 829 218
42016000652 Développer les autres services généraux dans la Région du Cavally	750 000 000	814 560 062	944 971 408
41016002390 développer les équipements collectifs	9 000 000	9 774 721	11 339 657
41016002231 Développer les autres services généraux dans la Commune de Logoualé	97 000 000	105 349 768	122 216 302
41016001990 Développer les autres services généraux dans la Commune de Danané	150 000 000	162 912 012	188 994 282
41016001989 Développer les autres services généraux dans la Commune de Man	307 503 000	333 972 884	387 442 057
41016001978 Développer les autres services généraux dans la Commune de Sipilou	55 224 930	59 978 697	69 581 306
41016001977 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bin-Houyé	30 000 000	32 582 402	37 798 856
41016001838 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte dans la Commune de Danané	45 000 000	48 873 604	56 698 284
41016001832 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Gbonné	88 500 000	96 118 087	111 506 626
41016001820 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Bin-Houyé	35 873 000	38 960 951	45 198 612
41016001801 Développer l'agriculture dans la Commune de Biankouma	35 000 000	38 012 803	44 098 666
41016001786 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Danané	48 000 000	52 131 844	60 478 170
41016001775 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Biankouma	75 165 000	81 635 209	94 705 035
41016001768 Développer les services de police dans la Commune de Sangouiné	70 000 000	76 025 606	88 197 331
41016001763 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Danané	215 342 079	233 878 743	271 322 810

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
41016001750 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Sangouiné	87 500 000	95 032 007	110 246 664
41016001749 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Sangouiné	15 000 000	16 291 201	18 899 428
41016001747 Développer les autres services généraux dans la Commune de Biankouma	56 300 000	61 146 309	70 935 854
41016001742 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Gbonné	30 000 000	32 582 402	37 798 856
41016001741 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Tonkpi	21 549 000	23 403 940	27 150 919
41016001738 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de Gbonné	6 000 000	6 516 480	7 559 771
41016001727 Développer le logement dans la Commune de Logoualé	20 879 259	22 676 547	26 307 070
41016001691 Développer des services culturels dans la Commune de Sangouiné	28 000 000	30 410 242	35 278 933
41016001662 Développer des services culturels dans la Commune de Biankouma	76 300 000	82 867 910	96 135 091
41016001628 Développer les services de police dans la Commune de Logoualé	29 999 000	32 581 316	37 797 596
41016001620 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Biankouma	7 000 000	7 602 561	8 819 733
41016001600 Développer des services culturels dans la Commune de Bin-Houyé	50 000 000	54 304 004	62 998 094
41016001590 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Sipilou	23 971 000	26 034 426	30 202 546
41016001589 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Zouan-Hounien	29 500 307	32 039 696	37 169 262
41016001581 Développer le logement dans la Commune de Sangouiné	78 030 544	84 747 420	98 315 511
41016001580 Développer l'éclairage public dans la Commune de Logoualé	25 000 000	27 152 002	31 499 047
41016001579 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Gbonné	14 000 000	15 205 121	17 639 466
41016001571 Développer les transports routiers dans la Commune de Man	91 308 000	99 167 800	115 044 599
41016001551 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Tonkpi	664 000 000	721 157 175	836 614 687
41016001546 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Man	15 000 000	16 291 201	18 899 428
41016001544 Développer les autres services généraux dans la Région du Tonkpi	222 000 000	241 109 778	279 711 537
41016001536 Développer les transports routiers dans la Commune de Sangouiné	80 000 000	86 886 407	100 796 950
41016001534 Développer des services culturels dans la Commune de Logoualé	47 000 000	51 045 764	59 218 208
41016001519 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Man	83 000 000	90 144 647	104 576 836
41016001473 Développer les services de police dans la Commune de Man	24 000 000	26 065 922	30 239 085
41016001469 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Biankouma	56 000 000	60 820 485	70 557 865
41016001465 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Sipilou	80 478 000	87 405 553	101 399 212
41016001461 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Man	67 428 000	73 232 208	84 956 709
41016001456 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Région du Tonkpi	30 000 000	32 582 402	37 798 856
41016001454 Développer les transports routiers dans la Commune de Gbonné	98 000 000	106 435 848	123 476 264
41016001452 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Biankouma	9 800 000	10 643 585	12 347 626
41016001444 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Danané	40 000 000	43 443 203	50 398 475
41016001437 Développer l'éclairage public dans la Commune de Gbonné	90 000 000	97 747 207	113 396 569
41016001436 Développer le logement dans la Commune de Gbonné	14 000 000	15 205 121	17 639 466
41016001435 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Danané	20 000 000	21 721 602	25 199 238
41016001424 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Man	5 000 000	5 430 400	6 299 809
41016001420 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Man	55 000 000	59 734 405	69 297 903

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
41016001406 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Bin-Houyé	60 000 000	65 164 805	75 597 713
41016001399 Développer l'éclairage public dans la Commune de Man	5 000 000	5 430 400	6 299 809
41016001299 Développer des services culturels dans la Région du Tonkpi	225 000 000	244 368 019	283 491 422
41016001298 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Tonkpi	276 000 000	299 758 103	347 749 478
41016001296 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Biankouma	7 000 035	7 602 599	8 819 777
41016001293 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Bin-Houyé	152 162 000	165 260 117	191 718 319
41016001290 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Logoualé	102 000 000	110 780 168	128 516 111
41016001287 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Sipilou	98 000 000	106 435 848	123 476 264
41016001286 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Zouan-Hounien	360 000 000	390 988 830	453 586 276
41016001284 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Biankouma	9 800 000	10 643 585	12 347 626
41016001281 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Gbonné	28 000 000	30 410 242	35 278 933
41016001279 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Logoualé	49 000 000	53 217 924	61 738 132
41016001278 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Man	59 500 076	64 621 847	74 967 827
41016001277 Développer des services culturels dans la Commune de Man	44 253 000	48 062 302	55 757 093
41016001263 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Bin-Houyé	130 781 804	142 039 512	164 780 087
41016001259 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Gbonné	10 000 000	10 860 801	12 599 619
41016001256 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Man	45 000 000	48 873 604	56 698 284
41016001254 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Sangouiné	90 000 000	97 747 207	113 396 569
41016001248 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Tonkpi	892 647 709	969 486 897	1 124 702 083
41016001236 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Gbonné	10 000 000	10 860 801	12 599 619
41016001229 Développer le logement dans la Région du Tonkpi	184 000 000	199 838 735	231 832 985
41016001224 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Sipilou	75 027 000	81 485 330	94 531 160
41016001223 Développer le logement dans la Commune de Sipilou	20 000 000	21 721 602	25 199 238
41016001222 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Sangouiné	30 000 000	32 582 402	37 798 856
41016001219 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Logoualé	25 000 000	27 152 002	31 499 047
41016001218 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Gbonné	41 606 202	45 187 667	52 422 228
41016001217 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Danané	33 565 824	36 455 173	42 291 659
41016001213 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Biankouma	41 000 000	44 529 283	51 658 437
41016001205 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Sipilou	21 100 000	22 916 290	26 585 196
41016001201 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Zouan-Hounien	145 683 000	158 223 405	183 555 026
41016001195 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Sipilou	55 000 000	59 734 405	69 297 903
41016001184 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Logoualé	19 000 000	20 635 522	23 939 276
41016001182 Développer les transports routiers dans la Commune de Logoualé	29 818 000	32 384 736	37 569 543
41016001170 Développer les transports routiers dans la Commune de Danané	40 386 000	43 862 430	50 884 820
41016001161 Développer les transports routiers dans la Commune de Biankouma	106 934 000	116 138 888	134 732 763
37016001560 Développer l'agriculture dans la Région du Béré	25 660 000	27 868 815	32 330 622
37016001558 Développer les autres services généraux dans la Commune de Kongasso	37 000 000	40 184 963	46 618 589

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
37016001557 Développer les autres services généraux dans la Commune de Kounahiri	52 059 816	56 541 129	65 593 384
37016001474 Développer les autres services généraux dans la Commune de Tiéningboué	39 092 734	42 457 840	49 255 355
37016001378 Développer les autres services généraux de Mankono	85 200 000	92 534 023	107 348 752
37016001319 Développer les autres Services Généraux de la Commune de Sarhala	35 000 000	38 012 803	44 098 666
37016001310 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Kongasso	9 581 740	10 406 537	12 072 627
37016001309 Développer des services culturels dans la Région du Béré	39 119 000	42 486 367	49 288 449
37016001306 Développer les autres services généraux dans la Région du Béré	492 304 000	534 681 569	620 284 272
37016001295 Développer l'éclairage public dans la Commune de Kounahiri	72 000 000	78 197 766	90 717 255
37016001270 Développer des services culturels dans la Commune de Tiéningboué	40 000 000	43 443 203	50 398 475
37016001261 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Tiéningboué	58 500 000	63 535 685	73 707 770
37016001255 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région du Béré	9 498 000	10 315 589	11 967 118
37016001252 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Dianra	40 000 000	43 443 203	50 398 475
37016001247 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Béré	359 415 000	390 353 473	452 849 198
37016001240 Développer le logement dans la Commune de Tiéningboué	95 000 000	103 177 608	119 696 378
37016001218 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Béré	226 265 000	245 741 910	285 085 274
37016001215 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Mankono	124 000 000	134 673 930	156 235 273
37016001160 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Mankono	168 000 000	182 461 454	211 673 595
37016001159 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Tiéningboué	49 000 000	53 217 924	61 738 132
37016001151 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Tiéningboué	20 000 000	21 721 602	25 199 238
37016001139 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Sarhala	30 428 000	33 047 245	38 338 120
37016001136 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Région du Béré	25 000 000	27 152 002	31 499 047
37016001132 Développer les équipements collectifs dans la Région du Béré	80 000 000	86 886 407	100 796 950
37016001128 Développer les transports routiers dans la Commune de Sarhala	20 000 000	21 721 602	25 199 238
37016001123 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Sarhala	66 630 300	72 365 842	83 951 638
37016001119 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Kongasso	26 000 000	28 238 082	32 759 009
37016001095 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Kongasso	27 000 000	29 324 162	34 018 971
37016001092 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection sociale dans la Région du Béré	20 000 000	21 721 602	25 199 238
37016001081 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Mankono	38 000 000	41 271 043	47 878 551
37016001079 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Sarhala	30 000 000	32 582 402	37 798 856
37016001066 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Béré	339 029 000	368 212 644	427 163 615
37016001060 Développer les transports routiers dans la Commune de Kongasso	41 000 000	44 529 283	51 658 437
37016001057 Développer les transports routiers dans la Commune de Kounahiri	68 370 000	74 255 295	86 143 594
37016001056 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Dianra	59 000 000	64 078 725	74 337 751
37016001047 Développer l'éclairage public dans la Commune de Mankono	40 000 000	43 443 203	50 398 475
37016001041 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Kongasso	20 000 000	21 721 602	25 199 238
37016001025 Développer le logement dans la Région du Béré	108 522 000	117 863 583	136 733 583
37016001021 Développer les transports routiers dans la Commune de Dianra	30 000 000	32 582 402	37 798 856

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
37016001014 Développer des services culturels dans la Commune de Kongasso	38 000 000	41 271 043	47 878 551
37016001012 Développer la pêche dans la Commune de Sarhala	30 000 000	32 582 402	37 798 856
37016001009 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Mankono	26 676 159	28 972 445	33 610 943
37016001008 Développer des services hospitaliers généraux dans la Région du Béré	82 260 000	89 340 948	103 644 464
37016000939 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Béré	28 821 000	31 301 914	36 313 361
37016000933 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Tiéningboué	63 000 000	68 423 045	79 377 598
37016000931 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Dianra	120 000 000	130 329 610	151 195 425
37016000927 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Kongasso	97 000 000	105 349 768	122 216 302
37016000922 Développer des services culturels dans la Commune de Sarhala	100 144 000	108 764 404	126 177 622
37016000921 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Tiéningboué	29 950 000	32 528 098	37 735 858
37016000920 Développer des services culturels dans la Commune de Dianra	49 557 408	53 823 314	62 440 445
37016000918 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Kounahiri	15 000 000	16 291 201	18 899 428
37016000908 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Tiéningboué	24 922 000	27 067 288	31 400 770
37016000906 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Dianra	64 000 000	69 509 125	80 637 560
37016000898 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Kounahiri	15 000 000	16 291 201	18 899 428
37016000888 Développer l'éclairage public dans la Région du Béré	29 500 000	32 039 362	37 168 875
37016000887 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Béré	79 194 406	86 011 467	99 781 932
37016000885 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Kounahiri	79 508 000	86 352 055	100 177 049
37016000883 Développer le logement dans la Commune de Kounahiri	87 051 000	94 544 357	109 680 941
37016000882 Développer l'éclairage public dans la Commune de Dianra	51 000 000	55 390 084	64 258 056
37016000881 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Dianra	46 000 000	49 959 684	57 958 246
37016000879 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Tiéningboué	8 000 000	8 688 641	10 079 695
37016000877 Développer l'éclairage public dans la Commune de Sarhala	39 000 000	42 357 123	49 138 513
37016000876 Développer le logement dans la Commune de Sarhala	60 000 000	65 164 805	75 597 713
37016000874 Développer le logement dans la Commune de Mankono	1 862 000	2 022 281	2 346 049
37016000868 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Sarhala	20 000 000	21 721 602	25 199 238
37016000867 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Région du Béré	28 500 000	30 953 282	35 908 914
37016000864 Développer les transports routiers dans la Région du Béré	140 990 000	153 126 431	177 642 025
37016000860 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Kounahiri	54 092 000	58 748 244	68 153 858
37016000853 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Tiéningboué	10 000 000	10 860 801	12 599 619
37016000839 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Kongasso	29 000 000	31 496 322	36 538 894
37016000838 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Kongasso	109 978 000	119 444 915	138 568 087
36092100030 Développer les autres services généraux dans la Commune de Worofla	50 000 000	54 304 004	62 998 094
36016001998 Promouvoir la recherche et le développement concernant les services généraux des administrations publiques dans la Commune de Sifié	15 000 000	16 291 201	18 899 428
36016001862 Développer les autres services généraux dans la Commune de Sifié	13 000 000	14 119 041	16 379 504
36016001560 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Dualla	29 000 000	31 496 322	36 538 894

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
36016001544 Développer l'éclairage public dans la Commune de Dualla	29 500 000	32 039 362	37 168 875
36016001536 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Kani	50 000 000	54 304 004	62 998 094
36016001512 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Dualla	8 000 000	8 688 641	10 079 695
36016001511 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Worofla	8 995 000	9 769 290	11 333 357
36016001509 Provision pour investissement de la Commune de Massala	426 773 003	463 509 658	537 717 714
36016001508 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Dualla	30 000 000	32 582 402	37 798 856
36016001491 Développer l'agriculture dans la Commune de Dualla	10 000 000	10 860 801	12 599 619
36016001427 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Worofla	45 000 000	48 873 604	56 698 284
36016001404 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région du Worodougou	83 000 000	90 144 647	104 576 836
36016001381 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la Commune de Djibrosso	22 000 000	23 893 762	27 719 161
36016001378 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Dualla	51 252 000	55 663 776	64 575 566
36016001355 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Worofla	29 000 000	31 496 322	36 538 894
36016001354 Développer l'éclairage public dans la Commune de Sifié	19 500 000	21 178 562	24 569 257
36016001353 Développer le logement dans la Commune de Morondo	28 000 000	30 410 242	35 278 933
36016001352 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Djibrosso	20 000 000	21 721 602	25 199 238
36016001347 Développer les transports routiers dans la Commune de Djibrosso	56 000 000	60 820 485	70 557 865
36016001338 Développer les services de police dans la Région du Worodougou	70 000 000	76 025 606	88 197 331
36016001332 Développer les autres services généraux dans la Commune de Dualla	8 000 000	8 688 641	10 079 695
36016001327 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Morondo	10 000 000	10 860 801	12 599 619
36016001319 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Worofla	18 000 000	19 549 441	22 679 314
36016001278 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Worofla	40 023 318	43 468 529	50 427 855
36016001255 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Worodougou	617 026 567	670 140 265	777 429 952
36016001252 Développer le logement dans la Commune de Worofla	135 000 000	146 620 811	170 094 853
36016001248 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Sifié	79 447 000	86 285 804	100 100 191
36016001246 Développer les transports routiers dans la Commune de Morondo	28 000 000	30 410 242	35 278 933
36016001241 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Dualla	27 000 000	29 324 162	34 018 971
36016001234 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Kani	32 000 000	34 754 563	40 318 780
36016001232 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Sifié	23 000 000	24 979 842	28 979 123
36016001219 Développer les autres services généraux dans la Commune de Morondo	169 598 645	184 197 710	213 687 827
36016001207 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Sifié	30 000 000	32 582 402	37 798 856
36016001196 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Djibrosso	46 000 000	49 959 684	57 958 246
36016001195 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Morondo	18 000 000	19 549 441	22 679 314
36016001188 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Djibrosso	39 211 000	42 586 286	49 404 365
36016001187 Développer le logement dans la Commune de Sifié	50 000 000	54 304 004	62 998 094
36016001143 Développer des services hospitaliers spécialisés dans la Région du Worodougou	82 500 000	89 601 607	103 946 855
36016001114 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Dualla	6 000 000	6 516 480	7 559 771
36016001112 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Kani	100 924 000	109 611 546	127 160 393

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
36016001105 Développer des services culturels dans la Commune de Dualla	10 000 000	10 860 801	12 599 619
36016001097 Développer des services culturels dans la Commune de Worofla	15 000 000	16 291 201	18 899 428
36016001089 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Morondo	26 000 000	28 238 082	32 759 009
36016001087 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Sifié	18 000 000	19 549 441	22 679 314
36016001081 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Worodougou	210 000 000	228 076 817	264 591 994
36016001080 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Worodougou	540 000 000	586 483 244	680 379 414
36016001064 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Djibrosso	24 000 000	26 065 922	30 239 085
36016001061 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Worodougou	380 000 000	412 710 431	478 785 513
36016001059 Développer le logement dans la Région du Worodougou	80 000 000	86 886 407	100 796 950
36016001057 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Worofla	12 700 000	13 793 217	16 001 516
36016001054 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Sifié	12 612 000	13 697 642	15 890 639
36016001053 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Sifié	73 000 094	79 283 948	91 977 335
36016001050 Développer l'éclairage public dans la Commune de Kani	44 024 866	47 814 530	55 469 653
36016001049 Développer le logement dans la Commune de Kani	40 000 000	43 443 203	50 398 475
36016001047 Développer le logement dans la Commune de Dualla	189 409 854	205 714 270	238 649 195
36016001046 Développer l'éclairage public dans la Commune de Djibrosso	15 000 000	16 291 201	18 899 428
36016001045 Développer le logement dans la Commune de Djibrosso	34 567 373	37 542 935	43 553 572
36016001044 Développer les services de police dans la Commune de Djibrosso	24 989 000	27 140 055	31 485 187
36016001036 Développer les transports routiers dans la Commune de Dualla	14 000 000	15 205 121	17 639 466
36016001023 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Worofla	45 000 000	48 873 604	56 698 284
36016001020 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Worofla	29 500 000	32 039 362	37 168 875
36016001014 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Sifié	57 177 000	62 098 801	72 040 840
36016001011 Développer l'agriculture dans la Commune de Sifié	60 241 000	65 426 550	75 901 363
36016001009 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Morondo	90 000 000	97 747 207	113 396 569
36016001008 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Morondo	28 000 000	30 410 242	35 278 933
36016001001 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Kani	60 000 000	65 164 805	75 597 713
36016001000 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Kani	65 000 499	70 595 747	81 898 151
36016000999 Développer les transports routiers dans la Commune de Kani	59 261 134	64 362 337	74 666 770
36016000994 Développer les autres services généraux dans la Commune de Djibrosso	140 781 000	152 899 440	177 378 693
36016000990 Développer les services de police dans la Commune de Morondo	25 000 000	27 152 002	31 499 047
36016000986 Développer les autres services généraux dans la Région du Worodougou	35 000 000	38 012 803	44 098 666
35016001565 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition	25 300 000	27 477 826	31 877 036
35016001176 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Gohitafla	6 000 000	6 516 480	7 559 771
35016001172 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région dans la Marahoué	86 030 000	93 435 469	108 394 520
35016001138 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Sinfra	111 459 433	121 053 870	140 434 636
35016001116 Développer des services culturels dans la Région dans la Marahoué	106 000 000	115 124 489	133 555 959
35016001114 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Sinfra	63 000 000	68 423 045	79 377 598

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
35016001112 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Commune de Gohitafla	10 000 000	10 860 801	12 599 619
35016001111 Développer les transports routiers dans la Région dans la Marahoué	40 000 000	43 443 203	50 398 475
35016001087 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Zuénoula	18 012 000	19 562 474	22 694 433
35016001061 Développer des services culturels dans la Commune de Gohitafla	6 300 000	6 842 305	7 937 760
35016001051 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Bouaflé	24 000 000	26 065 922	30 239 085
35016001047 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région de la Marahoué	70 000 000	76 025 606	88 197 331
35016001045 Développer les services de protection civile dans la Région de la Marahoué	30 000 000	32 582 402	37 798 856
35016001042 Développer les services de protection civile dans la Commune de Zuénoula	19 000 000	20 635 522	23 939 276
35016001040 Développer le logement dans la Région dans la Marahoué	36 000 000	39 098 883	45 358 628
35016001031 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte dans la Région de la Marahoué	20 000 000	21 721 602	25 199 238
35016001030 Développer les transports routiers dans la Commune de Zuénoula	44 592 092	48 430 583	56 184 336
35016001013 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Gohitafla	29 987 000	32 568 283	37 782 477
35016001001 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Bonon	118 782 000	129 006 764	149 660 792
35016000991 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse dans la Région de la Marahoué	25 000 000	27 152 002	31 499 047
35016000987 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la Région de la Marahoué	20 000 000	21 721 602	25 199 238
35016000985 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'enseignement dans la Région de la Marahoué	50 000 000	54 304 004	62 998 094
35016000970 Développer des services culturels dans la Commune de Bouaflé	30 000 000	32 582 402	37 798 856
35016000965 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Gohitafla	144 029 796	156 427 893	181 472 052
35016000945 Développer l'enseignement primaire dans la Région dans la Marahoué	438 142 867	475 858 241	552 043 309
35016000922 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Zuénoula	29 000 000	31 496 322	36 538 894
35016000917 Développer les transports routiers dans la Commune de Bonon	188 547 048	204 777 193	237 562 093
35016000913 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Gohitafla	29 804 000	32 369 531	37 551 904
35016000904 Développer les autres services généraux dans la Commune de Zuénoula	25 000 000	27 152 002	31 499 047
35016000901 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bonon	80 901 000	87 864 965	101 932 176
35016000898 Développer les autres services généraux dans la Région de la Marahoué	120 000 000	130 329 610	151 195 425
35016000895 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région dans la Marahoué	171 300 000	186 045 518	215 831 470
35016000876 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la sante dans la Région de la Marahoué	50 000 000	54 304 004	62 998 094
35016000872 Développer l'alimentation en eau dans la Région dans la Marahoué	240 000 000	260 659 220	302 390 851
35016000856 Développer des services hospitaliers généraux dans la Région de la Marahoué	70 000 000	76 025 606	88 197 331
35016000855 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région de la Marahoué	39 000 000	42 357 123	49 138 513
35016000837 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Bouaflé	31 732 212	34 463 723	39 981 377
35016000835 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Bonon	29 000 000	31 496 322	36 538 894
35016000833 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Sinfra	35 000 000	38 012 803	44 098 666
35016000831 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Zuénoula	15 500 000	16 834 241	19 529 409
35016000830 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Zuénoula	93 000 000	101 005 448	117 176 455

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
35016000827 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Bonon	70 000 000	76 025 606	88 197 331
35016000819 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Bonon	51 000 000	55 390 084	64 258 056
35016000817 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Gohitafla	118 584 000	128 791 720	149 411 319
35016000815 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Zuénoula	98 000 000	106 435 848	123 476 264
35016000813 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région de la Marahoué	181 000 000	196 580 495	228 053 100
35016000802 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Bouaflé	174 000 000	188 977 934	219 233 367
35016000799 Développer l'éclairage public dans la Région dans la Marahoué	213 000 000	231 335 058	268 371 880
35016000798 Développer les équipements collectifs dans la Région de la Marahoué	120 000 000	130 329 610	151 195 425
35016000797 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection de l'environnement dans la Région de la Marahoué	50 000 000	54 304 004	62 998 094
35016000794 Développer l'éclairage public dans la Commune de Zuénoula	82 000 000	89 058 567	103 316 874
35016000793 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Zuénoula	23 000 000	24 979 842	28 979 123
35016000790 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Gohitafla	55 100 000	59 843 013	69 423 899
35016000788 Développer l'éclairage public dans la Commune de Sinfra	92 672 000	100 649 213	116 763 187
35016000785 Développer l'éclairage public dans la Commune de Bonon	76 000 000	82 542 086	95 757 103
35016000783 Développer l'éclairage public dans la Commune de Bouaflé	90 000 000	97 747 207	113 396 569
35016000782 Développer la gestion des déchets dans la Région de la Marahoué	20 000 000	21 721 602	25 199 238
35016000778 Développer les services de police dans la Commune de Gohitafla	8 500 000	9 231 681	10 709 676
35016000768 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Zuénoula	44 732 000	48 582 534	56 360 615
35016000763 Développer les transports routiers dans la Commune de Gohitafla	28 930 000	31 420 297	36 450 697
35016000757 Développer l'agriculture dans la Région dans la Marahoué	150 000 000	162 912 012	188 994 282
35016000753 Développer les transports routiers dans la Commune de Sinfra	125 000 000	135 760 010	157 495 235
35016000748 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Commune de Bouaflé	15 000 000	16 291 201	18 899 428
35016000746 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Bouaflé	65 000 000	70 595 205	81 897 522
35016000745 Développer les transports routiers dans la Commune de Bouaflé	174 000 000	188 977 934	219 233 367
35016000740 Développer les autres services généraux dans la Commune de Sinfra	154 000 000	167 256 333	194 034 129
32016001459 Développer les services de Police dans la Commune de Gagnoa	12 000 000	13 032 961	15 119 543
32016001252 Développer les transports routiers dans la Région du Gôh	897 890 000	975 180 445	1 131 307 170
32016001246 Développer l'alimentation en eau dans la Commune d'Oumé	15 668 000	17 016 703	19 741 083
32016001213 Développer les équipements collectifs dans la Région du Gôh	50 000 000	54 304 004	62 998 094
32016001200 Développer les autres services généraux dans la Commune de Ouragahio	70 583 000	76 658 790	88 931 889
32016001199 Développer l'éclairage public dans la Région du Gôh	266 000 000	288 897 302	335 149 859
32016001198 Développer les transports routiers dans la Commune de Guibéroua	120 208 000	130 555 515	151 457 497
32016001191 Développer l'éclairage public dans la Commune de Ouragahio	135 577 000	147 247 479	170 821 851
32016001153 Développer l'éclairage public dans la Commune de Diégonéfla	148 297 000	161 062 418	186 848 567
32016001094 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Gagnoa	45 000 000	48 873 604	56 698 284
32016001087 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Gôh	100 000 000	108 608 008	125 996 188

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
32016001074 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Diégonefla	61 527 000	66 823 249	77 521 674
32016001061 Développer les autres services généraux dans la Région du Gôh	100 000 000	108 608 008	125 996 188
32016001060 Développer les autres services généraux dans la Commune d'Oumé	136 173 000	147 894 783	171 572 789
32016001042 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Oumé	69 882 455	75 897 942	88 049 229
32016001023 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Guibéroua	41 700 000	45 289 539	52 540 410
32016001014 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Diégonéfla	90 033 000	97 783 048	113 438 148
32016001013 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Ouragahio	48 000 000	52 131 844	60 478 170
32016001006 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Région du Gôh	45 000 000	48 873 604	56 698 284
32016000999 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Gôh	300 000 000	325 824 025	377 988 563
32016000988 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la Commune d'Oumé	53 450 000	58 050 980	67 344 962
32016000984 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Oumé	100 000 000	108 608 008	125 996 188
32016000981 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Commune de Gagnoa	38 485 000	41 797 792	48 489 633
32016000960 Développer les autres services généraux dans la Commune de Diégonefla	95 736 000	103 976 963	120 623 710
32016000948 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Gôh	220 000 000	238 937 618	277 191 613
32016000932 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Ouragahio	60 000 000	65 164 805	75 597 713
32016000916 Développer les transports routiers dans la Commune de Diégonéfla	58 000 000	62 992 645	73 077 789
32016000881 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Diégonéfla	17 000 000	18 463 361	21 419 352
32016000880 Développer l'enseignement pré-élémentaire dans la Commune de Gagnoa	70 000 000	76 025 606	88 197 331
32016000877 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Ouragahio	123 000 381	133 588 264	154 975 791
32016000874 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Gagnoa	10 000 000	10 860 801	12 599 619
32016000872 Développer des services culturels dans la Commune de Guibéroua	6 415 000	6 967 204	8 082 655
32016000868 Développer des services culturels dans la Commune de Ouragahio	14 800 000	16 073 985	18 647 436
32016000862 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Guibéroua	9 569 716	10 393 478	12 057 477
32016000852 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Gôh	150 701 731	163 674 148	189 878 436
32016000836 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Diégonefla	25 000 276	27 152 302	31 499 395
32016000834 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Gôh	190 000 000	206 355 216	239 392 757
32016000830 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Ouragahio	15 000 000	16 291 201	18 899 428
32016000828 Développer l'éclairage public dans la Commune d'Oumé	29 740 000	32 300 022	37 471 266
32016000827 Développer le logement dans la Commune d'Oumé	54 800 000	59 517 189	69 045 911
32016000825 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Guibéroua	116 000 000	125 985 290	146 155 578
32016000824 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Gagnoa	135 783 000	147 471 212	171 081 404
32016000811 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des transports dans la Commune de Ouragahio	10 000 000	10 860 801	12 599 619
32016000805 Développer les transports routiers dans la Commune d'Oumé	64 129 000	69 649 230	80 800 095
32016000798 Développer les autres services généraux dans la Commune de Guibéroua	183 407 000	199 194 690	231 085 828
32016000797 Développer les autres services généraux dans la Commune de Gagnoa	359 191 466	390 110 697	452 567 554
32016000791 Développer les transports routiers dans la Commune de Gagnoa	127 000 000	137 932 170	160 015 158

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
31016001662 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Haut Sassandra	218 300 000	237 091 282	275 049 678
31016001660 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de Gboguhé	10 000 000	10 860 801	12 599 619
31016001637 Développer les autres services généraux dans la Commune de Saïoua	106 500 000	115 667 529	134 185 940
31016001633 Développer les transports routiers dans la Commune de Gboguhé	20 000 000	21 721 602	25 199 238
31016001623 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Daloa	121 040 000	131 459 133	152 505 786
31016001622 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Vavoua	29 000 000	31 496 322	36 538 894
31016001597 Développer l'éclairage public dans la Commune de Saïoua	25 500 000	27 695 042	32 129 028
31016001587 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Saïoua	37 500 000	40 728 003	47 248 570
31016001563 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Vavoua	20 000 000	21 721 602	25 199 238
31016001559 Développer l'éclairage public dans la Commune de Zoukougbeu	83 987 000	91 216 608	105 820 418
31016001501 Développer l'alimentation en eau dans la Commune d'Issia	50 000 000	54 304 004	62 998 094
31016001499 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bédiala	75 000 000	81 456 006	94 497 141
31016001480 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Saïoua	38 521 000	41 836 891	48 534 991
31016001479 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Gboguhé	57 854 447	62 834 563	72 894 398
31016001478 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Saïoua	9 000 000	9 774 721	11 339 657
31016001477 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Zoukougbeu	37 000 000	40 184 963	46 618 589
31016001462 Développer les services de police dans la Commune de Bédiala	81 751 073	88 788 212	103 003 235
31016001460 Développer l'éclairage public dans la Commune de Vavoua	25 000 000	27 152 002	31 499 047
31016001459 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Saïoua	13 701 000	14 880 383	17 262 738
31016001458 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Gboguhé	138 836 000	150 787 014	174 928 067
31016001457 Développer l'éclairage public dans la Commune de Daloa	159 187 000	172 889 830	200 569 551
31016001454 Développer les transports routiers dans la Commune de Vavoua	29 000 000	31 496 322	36 538 894
31016001446 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Zoukougbeu	3 636 217	3 949 223	4 581 495
31016001439 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Daloa	120 824 000	131 224 540	152 233 634
31016001436 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Saïoua	23 000 000	24 979 842	28 979 123
31016001433 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Zoukougbeu	45 000 000	48 873 604	56 698 284
31016001409 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune d'Issia	20 000 000	21 721 602	25 199 238
31016001396 Développer les services de police dans la Commune de Daloa	49 000 000	53 217 924	61 738 132
31016001394 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Vavoua	50 000 000	54 304 004	62 998 094
31016001390 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Bédiala	12 000 000	13 032 961	15 119 543
31016001357 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Vavoua	70 000 000	76 025 606	88 197 331
31016001341 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Haut Sassandra	30 000 000	32 582 402	37 798 856
31016001331 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Zoukougbeu	30 000 000	32 582 402	37 798 856
31016001330 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Vavoua	98 513 849	106 993 929	124 123 694
31016001327 Développer l'éclairage public dans la Région du Haut Sassandra	75 000 000	81 456 006	94 497 141
31016001308 Développer l'éclairage public dans la Commune de Gboguhé	11 894 000	12 917 837	14 985 987
31016001306 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Issia	40 000 000	43 443 203	50 398 475

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
31016001272 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Daloa	22 000 000	23 893 762	27 719 161
31016001227 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Haut Sassandra	550 500 000	597 887 085	693 609 014
31016001194 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Daloa	409 000 000	444 206 754	515 324 408
31016001193 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Bédiala	84 000 000	91 230 727	105 836 798
31016001191 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Gboguhé	29 000 000	31 496 322	36 538 894
31016001188 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Issia	72 500 000	78 740 806	91 347 236
31016001184 Développer l'enseignement pré-élémentaire dans la Commune de Zoukougbeu	14 000 000	15 205 121	17 639 466
31016001178 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Saïoua	15 000 000	16 291 201	18 899 428
31016001177 Développer des services culturels dans la Commune de Saïoua	18 282 000	19 855 716	23 034 623
31016001173 Développer des services culturels dans la Commune de Zoukougbeu	10 000 000	10 860 801	12 599 619
31016001172 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Zoukougbeu	29 000 000	31 496 322	36 538 894
31016001169 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Bédiala	22 000 000	23 893 762	27 719 161
31016001161 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Zoukougbeu	29 000 000	31 496 322	36 538 894
31016001155 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région du Haut Sassandra	32 400 000	35 188 995	40 822 765
31016001154 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Haut Sassandra	285 375 000	309 940 103	359 561 621
31016001149 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Saïoua	7 000 000	7 602 561	8 819 733
31016001142 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune d'Issia	27 000 000	29 324 162	34 018 971
31016001134 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Haut Sassandra	80 000 000	86 886 407	100 796 950
31016001133 Développer le logement dans la Région du Haut Sassandra	530 000 000	575 622 444	667 779 795
31016001129 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Zoukougbeu	29 000 000	31 496 322	36 538 894
31016001127 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Vavoua	29 000 000	31 496 322	36 538 894
31016001126 Développer le logement dans la Commune de Vavoua	105 000 000	114 038 409	132 295 997
31016001125 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Saïoua	150 000 000	162 912 012	188 994 282
31016001124 Développer l'éclairage public dans la Commune d'Issia	79 052 750	85 857 617	99 603 451
31016001122 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Gboguhé	30 000 000	32 582 402	37 798 856
31016001121 Développer le logement dans la Commune de Gboguhé	89 197 000	96 875 085	112 384 820
31016001120 Développer l'éclairage public dans la Commune de Bédiala	127 964 000	138 979 152	161 229 762
31016001119 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Bédiala	29 000 000	31 496 322	36 538 894
31016001111 Développer les services de police dans la Commune de Vavoua	36 000 000	39 098 883	45 358 628
31016001099 Développer l'agriculture dans la Région du Haut Sassandra	184 000 000	199 838 735	231 832 985
31016001097 Développer les services de police dans la Région du Haut Sassandra	264 000 000	286 725 142	332 629 936
31016001095 Développer les autres services généraux dans la Commune de Zoukougbeu	40 000 000	43 443 203	50 398 475
31016001094 Développer les autres services généraux dans la Commune de Vavoua	85 665 000	93 039 050	107 934 634
31016001092 Développer les autres services généraux dans la Commune d'Issia	270 000 000	293 241 622	340 189 707
31016001091 Développer les autres services généraux dans la Commune de Gboguhé	58 608 000	63 652 981	73 843 846
31016001090 Développer les autres services généraux dans la Commune de Daloa	21 000 000	22 807 682	26 459 199
31016001087 Développer les transports routiers dans la Commune de Zoukougbeu	111 487 000	121 083 810	140 469 370

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
31016001079 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Saïoua	41 571 000	45 149 435	52 377 875
31016001077 Développer les transports routiers dans la Commune de Saïoua	45 165 244	49 053 072	56 906 486
31016001074 Développer les transports routiers dans la Commune d'Issia	28 000 000	30 410 242	35 278 933
31016001066 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Bédiala	27 000 000	29 324 162	34 018 971
31016001059 Développer les transports routiers dans la Commune de Daloa	130 156 151	141 360 003	163 991 788
31016001053 Développer les autres services généraux dans la Région du Haut Sassandra	394 411 721	428 362 714	496 943 732
28016000991 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Téhini	29 700 000	32 256 578	37 420 868
28016000983 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Bouna	17 500 000	19 006 401	22 049 333
28016000974 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Bouna	58 000 000	62 992 645	73 077 789
28016000969 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Bounkani	234 060 000	254 207 904	294 906 677
28016000916 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Téhini	29 000 000	31 496 322	36 538 894
28016000911 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Nassian	39 364 000	42 752 456	49 597 139
28016000909 Développer les industries manufacturières dans la Région du Bounkani	100 000 000	108 608 008	125 996 188
28016000895 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Doropo	150 000 000	162 912 012	188 994 282
28016000894 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Téhini	100 000 000	108 608 008	125 996 188
28016000880 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Nassian	64 000 000	69 509 125	80 637 560
28016000861 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bouna	89 450 000	97 149 863	112 703 590
28016000854 Développer des services culturels dans la Commune de Téhini	57 224 772	62 150 685	72 101 031
28016000840 Développer l'agriculture dans la Commune de Téhini	56 300 000	61 146 309	70 935 854
28016000834 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Bouna	29 300 000	31 822 146	36 916 883
28016000827 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Doropo	62 000 000	67 336 965	78 117 636
28016000820 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Doropo	11 784 000	12 798 368	14 847 391
28016000816 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Doropo	88 000 000	95 575 047	110 876 645
28016000808 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Doropo	14 500 000	15 748 161	18 269 447
28016000805 Développer le logement dans la Commune de Téhini	29 000 000	31 496 322	36 538 894
28016000804 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Bounkani	720 000 000	781 977 659	907 172 552
28016000789 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Bouna	80 500 000	87 429 447	101 426 931
28016000786 Développer le logement dans la Région du Bounkani	190 000 000	206 355 216	239 392 757
28016000785 Développer les transports routiers dans la Commune de Téhini	29 000 000	31 496 322	36 538 894
28016000784 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Téhini	129 000 000	140 104 331	162 535 082
28016000781 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Nassian	60 000 000	65 164 805	75 597 713
28016000777 Développer les autres services généraux dans la Commune de Doropo	26 461 932	28 739 777	33 341 026
28016000764 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Bouna	67 500 000	73 310 406	85 047 427
28016000748 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Bounkani	165 000 000	179 203 214	207 893 710
28016000746 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Bounkani	28 000 000	30 410 242	35 278 933
28016000725 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Bouna	50 450 000	54 792 740	63 565 077
28016000722 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Nassian	70 000 000	76 025 606	88 197 331

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
28016000719 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Bouna	118 339 895	128 526 603	149 103 756
28016000716 Développer des services culturels dans la Commune de Nassian	20 452 920	22 213 509	25 769 899
28016000713 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Bouna	13 000 000	14 119 041	16 379 504
28016000711 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Doropo	14 500 000	15 748 161	18 269 447
28016000709 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Nassian	30 000 000	32 582 402	37 798 856
28016000708 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Téhini	25 000 000	27 152 002	31 499 047
28016000701 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Bounkani	132 000 000	143 362 571	166 314 968
28016000681 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Téhini	15 000 000	16 291 201	18 899 428
28016000679 Développer l'éclairage public dans la Commune de Nassian	35 000 000	38 012 803	44 098 666
28016000678 Développer le logement dans la Commune de Nassian	20 000 000	21 721 602	25 199 238
28016000676 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Doropo	110 000 000	119 468 809	138 595 807
28016000661 Développer les autres services généraux dans la Commune de Nassian	95 764 000	104 007 373	120 658 989
28016000654 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Nassian	18 000 000	19 549 441	22 679 314
28016000648 Développer les transports routiers dans la Commune de Doropo	50 000 000	54 304 004	62 998 094
28016000642 Développer les transports routiers dans la Commune de Bouna	29 500 000	32 039 362	37 168 875
28016000637 Développer les autres services généraux dans la Région du Bounkani	639 662 397	694 724 589	805 950 235
27016001272 Développer des services hospitaliers généraux dans la Commune de Kaniasso	12 500 000	13 576 001	15 749 523
27016001003 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Kaniasso	9 250 000	10 046 241	11 654 647
27016001001 Développer les transports routiers dans la Commune de Minignan	120 000 000	130 329 610	151 195 425
27016000966 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Tienko	26 000 000	28 238 082	32 759 009
27016000954 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Folon	99 000 000	107 521 928	124 736 226
27016000952 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Goulia	9 271 721	10 069 832	11 682 015
27016000900 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Tienko	29 000 000	31 496 322	36 538 894
27016000898 Développer des services hospitaliers généraux dans la Région du Folon	100 000 000	108 608 008	125 996 188
27016000889 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Tienko	78 000 000	84 714 246	98 277 026
27016000874 Développer des services culturels dans la Région du Folon	193 000 000	209 613 456	243 172 642
27016000868 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Goulia	107 851 318	117 135 168	135 888 549
27016000860 Développer le logement dans la Région du Folon	80 000 000	86 886 407	100 796 950
27016000854 Développer les autres services généraux dans la Commune de Kaniasso	202 907 782	220 374 101	255 656 070
27016000833 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Minignan	29 950 000	32 528 098	37 735 858
27016000814 Développer des services culturels dans la Commune de Tienko	46 000 000	49 959 684	57 958 246
27016000812 Promouvoir la recherche et le développement concernant les services généraux des administrations publiques dans la Région du Folon	20 000 000	21 721 602	25 199 238
27016000810 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Minignan	64 700 000	70 269 381	81 519 533
27016000798 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Goulia	94 121 000	102 222 943	118 588 872
27016000779 Développer les services de protection civile dans la Région du Folon	40 000 000	43 443 203	50 398 475
27016000771 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Région du Folon	70 000 000	76 025 606	88 197 331

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
27016000770 Développer les autres services généraux dans la Commune de Tienko	26 000 000	28 238 082	32 759 009
27016000764 Développer les autres services généraux dans la Région du Folon	380 000 000	412 710 431	478 785 513
27016000761 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Minignan	38 200 000	41 488 259	48 130 544
27016000756 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Minignan	107 618 000	116 881 766	135 594 577
27016000752 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Goulia	72 148 000	78 358 506	90 903 730
27016000737 Développer le logement dans la Commune de Kaniasso	156 390 000	169 852 064	197 045 438
27016000723 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Folon	80 000 000	86 886 407	100 796 950
27016000721 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Folon	29 000 000	31 496 322	36 538 894
27016000706 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Folon	392 000 000	425 743 392	493 905 056
27016000705 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Folon	190 444 395	206 837 864	239 952 677
27016000701 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Tienko	56 199 974	61 037 672	70 809 825
27016000700 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Kaniasso	21 500 000	23 350 722	27 089 180
27016000699 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Goulia	74 700 000	81 130 182	94 119 152
27016000698 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Minignan	38 000 000	41 271 043	47 878 551
27016000697 Développer des services culturels dans la Commune de Minignan	8 000 000	8 688 641	10 079 695
27016000690 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Tienko	50 000 000	54 304 004	62 998 094
27016000682 Développer le logement dans la Commune de Goulia	12 014 000	13 048 166	15 137 182
27016000680 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Kaniasso	17 500 000	19 006 401	22 049 333
27016000679 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Tienko	98 000 000	106 435 848	123 476 264
27016000668 Développer les équipements collectifs dans la Région du Folon	29 000 000	31 496 322	36 538 894
27016000662 Développer les transports routiers dans la Région du Folon	370 000 000	401 849 630	466 185 895
27016000655 Développer les services de police dans la Commune de Tienko	57 500 000	62 449 605	72 447 808
27016000648 Développer les autres services généraux dans la Commune de Minignan	88 516 472	96 135 977	111 527 380
27016000646 Développer les transports routiers dans la Commune de Goulia	94 715 000	102 868 075	119 337 289
27016000644 Développer l'agriculture dans la Commune de Goulia	29 000 000	31 496 322	36 538 894
27016000642 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Kaniasso	6 500 000	7 059 521	8 189 752
27016000636 Développer les transports routiers dans la Commune de Tienko	29 500 000	32 039 362	37 168 875
26016001540 Développer les services de police dans la Commune de Kanakono	14 000 000	15 205 121	17 639 466
26016001538 Développer des services culturels dans la Commune de Tengréla	46 000 000	49 959 684	57 958 246
26016001533 Développer les autres services généraux dans la Commune de Kolia	191 000 000	207 441 296	240 652 719
26016001518 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Tengréla	60 000 000	65 164 805	75 597 713
26016001516 Développer l'agriculture dans la Commune de Kolia	29 500 000	32 039 362	37 168 875
26016001501 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Kasséré	11 000 000	11 946 881	13 859 581
26016001500 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Gbon	90 799 850	98 615 909	114 404 349
26016001476 Développer l'éclairage public dans la Commune de Boundiali	153 000 000	166 170 253	192 774 167
26016001475 Développer les autres services généraux dans la Commune de Kanakono	195 012 000	211 798 649	245 707 686
26016001462 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Kanakono	10 000 000	10 860 801	12 599 619

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
26016001423 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région de la Bagoué	300 000 000	325 824 025	377 988 563
26016001418 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Tengréla	49 723 000	54 003 160	62 649 084
26016001411 Développer les transports routiers dans la Commune de Kasséré	103 500 000	112 409 289	130 406 054
26016001398 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Kasséré	45 000 000	48 873 604	56 698 284
26016001350 Développer des services culturels dans la Commune de Kasséré	46 487 648	50 489 309	58 572 664
26016001349 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Kouto	48 106 000	52 246 968	60 611 726
26016001336 Développer les transports routiers dans la Commune de Kolia	29 293 065	31 814 614	36 908 145
26016001326 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Boundiali	164 831 000	179 019 666	207 680 776
26016001308 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Kasséré	7 381 000	8 016 357	9 299 779
26016001268 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Kasséré	18 000 000	19 549 441	22 679 314
26016001267 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Kouto	53 000 000	57 562 244	66 777 980
26016001256 Développer l'enseignement primaire dans la Région dans la Bagoué	257 337 111	279 488 711	324 234 949
26016001255 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Kolia	17 000 000	18 463 361	21 419 352
26016001241 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Gbon	46 000 000	49 959 684	57 958 246
26016001237 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Kouto	27 000 300	29 324 488	34 019 349
26016001230 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région dans la Bagoué	761 000 000	826 506 943	958 830 989
26016001218 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Kanakono	11 000 000	11 946 881	13 859 581
26016001205 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Kanakono	40 000 000	43 443 203	50 398 475
26016001203 Développer les autres services généraux dans la Commune de Gbon	52 000 000	56 476 164	65 518 018
26016001201 Développer les autres services généraux dans la Commune de Kouto	255 918 000	277 947 442	322 446 924
26016001188 Développer les transports routiers dans la Région dans la Bagoué	65 000 000	70 595 205	81 897 522
26016001184 Développer des services culturels dans la Commune de Kouto	55 000 000	59 734 405	69 297 903
26016001103 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région dans la Bagoué	101 433 000	110 164 361	127 801 713
26016001102 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région dans la Bagoué	109 914 110	119 375 526	138 487 588
26016001101 Développer des services culturels dans la Région dans la Bagoué	150 000 000	162 912 012	188 994 282
26016001100 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Boundiali	95 184 125	103 377 582	119 928 369
26016001096 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Kanakono	10 000 000	10 860 801	12 599 619
26016001095 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Kanakono	153 720 522	166 952 797	193 681 997
26016001091 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Kolia	49 000 000	53 217 924	61 738 132
26016001087 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Kasséré	20 000 000	21 721 602	25 199 238
26016001084 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Kanakono	52 422 000	56 934 490	66 049 722
26016001083 Développer des services culturels dans la Commune de Kanakono	10 000 000	10 860 801	12 599 619
26016001078 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Boundiali	50 750 000	55 118 564	63 943 065
26016001065 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Kolia	29 500 000	32 039 362	37 168 875
26016001057 Développer l'éclairage public dans la Commune de Kouto	27 402 000	29 760 766	34 525 475
26016001050 Développer le logement dans la Commune de Boundiali	25 000 000	27 152 002	31 499 047
26016001039 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Kolia	59 489 000	64 609 818	74 953 872

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
26016001029 Développer la lutte contre la pollution dans la Commune de Kasséré	70 000 000	76 025 606	88 197 331
26016001025 Développer le logement dans la Région dans la Bagoué	144 000 000	156 395 532	181 434 510
26016001019 Développer l'agriculture dans la Région dans la Bagoué	120 000 000	130 329 610	151 195 425
26016000999 Développer les autres services généraux dans la Commune de Tengréla	297 000 000	322 565 784	374 208 678
26016000998 Développer les autres services généraux dans la Commune de Kasséré	180 500 000	196 037 455	227 423 119
26016000995 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Kolia	29 000 000	31 496 322	36 538 894
26016000992 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Gbon	191 282 000	207 747 570	241 008 028
26016000990 Développer les transports routiers dans la Commune de Gbon	53 000 000	57 562 244	66 777 980
26016000986 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Kanakono	30 631 000	33 267 719	38 593 892
26016000984 Développer les industries manufacturières dans la Région de la Bagoué	201 408 000	218 745 217	253 766 402
26016000983 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Commune de Tengréla	15 000 000	16 291 201	18 899 428
26016000981 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Tengréla	117 611 252	127 735 238	148 185 694
26016000977 Développer les transports routiers dans la Commune de Kouto	53 700 000	58 322 500	67 659 953
26016000968 Développer les transports routiers dans la Commune de Boundiali	47 424 251	51 506 534	59 752 748
25016002927 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique	21 473 000	23 321 398	27 055 161
25016002730 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Komborodougou	35 105 000	38 126 841	44 230 962
25016002729 Développer le logement dans la Commune de Komborodougou	106 093 000	115 225 494	133 673 135
25016002618 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Komborodougou	10 000 000	10 860 801	12 599 619
25016002617 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région du Poro	100 000 000	108 608 008	125 996 188
25016002438 Développer les services de police dans la Commune de Komborodougou	34 000 000	36 926 723	42 838 704
25016002322 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Komborodougou	70 000 000	76 025 606	88 197 331
25016002260 Développer les autres services généraux dans la Commune de Napiélédougou	95 295 000	103 498 001	120 068 067
25016002251 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection de l'environnement dans la Région du Poro	90 000 000	97 747 207	113 396 569
25016002248 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Dikodougou	84 900 000	92 208 199	106 970 763
25016002247 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Tioroniaradougou	41 620 000	45 202 653	52 439 613
25016002246 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Karakoro	26 000 000	28 238 082	32 759 009
25016002241 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Korhogo	28 000 000	30 410 242	35 278 933
25016002238 Développer l'agriculture dans la Commune de Napiélédougou	14 000 000	15 205 121	17 639 466
25016002230 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Dikodougou	29 900 000	32 473 794	37 672 860
25016002223 Développer les transports routiers dans la Commune de Sirasso	28 000 000	30 410 242	35 278 933
25016002194 Développer les autres services généraux dans la Commune de Sinématiali	201 854 000	219 229 609	254 328 345
25016002172 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Sirasso	82 040 534	89 102 590	103 367 945
25016002152 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Guiembé	20 000 000	21 721 602	25 199 238
25016002147 Développer les autres services généraux dans la Commune de Dikodougou	101 000 854	109 695 016	127 257 226
25016002144 Développer l'éclairage public dans la Commune de M'Bengué	53 000 000	57 562 244	66 777 980
25016002141 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Guiembé	32 000 000	34 754 563	40 318 780

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
25016002079 Développer l'agriculture dans la Commune de M'Bengué	21 000 000	22 807 682	26 459 199
25016002050 Développer les autres services généraux dans la Commune de Sirasso	25 000 000	27 152 002	31 499 047
25016002042 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Dikodougou	22 406 000	24 334 710	28 230 706
25016002025 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Niofoin	72 000 000	78 197 766	90 717 255
25016002005 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Dikodougou	16 996 000	18 459 017	21 414 312
25016001999 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Guiembé	8 000 000	8 688 641	10 079 695
25016001996 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Sirasso	25 500 000	27 695 042	32 129 028
25016001985 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Tioroniaradougou	17 000 000	18 463 361	21 419 352
25016001983 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région du Poro	289 393 000	314 303 973	364 624 148
25016001979 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Guiémbé	48 000 000	52 131 844	60 478 170
25016001969 Développer des services culturels dans la Commune de Korhogo	40 000 000	43 443 203	50 398 475
25016001968 Développer des services culturels dans la Commune de Napiélédougou	54 500 000	59 191 364	68 667 922
25016001958 Développer l'agriculture dans la Région du Poro	68 182 000	74 051 112	85 906 721
25016001954 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de M'Bengué	9 000 000	9 774 721	11 339 657
25016001953 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Komborodougou	12 000 000	13 032 961	15 119 543
25016001952 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Tioroniaradougou	14 962 953	16 250 965	18 852 750
25016001927 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Poro	317 069 000	344 362 326	399 494 853
25016001912 Développer l'éclairage public dans la Commune de Dikodougou	3 900 000	4 235 712	4 913 851
25016001899 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de Karakoro	29 500 000	32 039 362	37 168 875
25016001874 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Poro	330 000 000	358 406 427	415 787 420
25016001872 Développer le logement dans le cadre de la protection sociale dans la Commune de Dikodougou	29 900 000	32 473 794	37 672 860
25016001856 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de M'Bengué	10 000 000	10 860 801	12 599 619
25016001840 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Niofoin	16 000 000	17 377 281	20 159 390
25016001836 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Korhogo	102 000 000	110 780 168	128 516 111
25016001833 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Tioroniaradougou	14 600 000	15 856 769	18 395 443
25016001827 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Dikodougou	17 000 000	18 463 361	21 419 352
25016001826 Développer l'éclairage public dans la Commune de Sinematiali	29 597 000	32 144 712	37 291 092
25016001811 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Sirasso	58 810 000	63 872 370	74 098 358
25016001807 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Guiembé	20 000 000	21 721 602	25 199 238
25016001804 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Région du Poro	25 000 000	27 152 002	31 499 047
25016001792 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de M'Bengué	85 000 000	92 316 807	107 096 760
25016001791 Développer les transports routiers dans la Commune de M'Bengué	25 129 211	27 292 336	31 661 848
25016001783 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Niofoin	61 153 000	66 417 055	77 050 449
25016001780 Développer les transports routiers dans la Commune de Napiélédougou	52 000 000	56 476 164	65 518 018
25016001778 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Korhogo	20 000 000	21 721 602	25 199 238
25016001775 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Région du Poro	60 000 000	65 164 805	75 597 713
25016001735 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Sinématiali	37 270 000	40 478 205	46 958 779

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
25016001727 Développer des services culturels dans la Commune de Niofoin	119 199 000	129 459 660	150 186 196
25016001726 Développer des services culturels dans la Commune de Sinematiali	20 489 000	22 252 695	25 815 359
25016001713 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Komborodougou	40 000 000	43 443 203	50 398 475
25016001712 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de M'Bengué	42 000 000	45 615 363	52 918 399
25016001694 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de M'Bengué	25 000 000	27 152 002	31 499 047
25016001596 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Poro	992 100 765	1 077 500 880	1 250 009 142
25016001594 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Korhogo	385 000 000	418 140 832	485 085 323
25016001592 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Napiélédougou	60 108 000	65 282 102	75 733 789
25016001591 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Napiélédougou	66 859 000	72 614 228	84 239 791
25016001589 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Niofoin	37 000 847	40 185 883	46 619 657
25016001588 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Sirasso	71 500 000	77 654 726	90 087 274
25016001585 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Tioroniaradougou	67 612 000	73 432 047	85 188 542
25016001583 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Karakoro	29 500 000	32 039 362	37 168 875
25016001581 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Komborodougou	70 500 244	76 568 911	88 827 620
25016001577 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Guiembé	15 878 000	17 244 780	20 005 675
25016001575 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Napiélédougou	13 069 000	14 193 981	16 466 442
25016001572 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Sirasso	26 000 000	28 238 082	32 759 009
25016001571 Développer des services culturels dans la Commune de Tioroniaradougou	123 500 000	134 130 890	155 605 292
25016001570 Développer des services culturels dans la Commune de Karakoro	75 000 000	81 456 006	94 497 141
25016001568 Développer des services culturels dans la Commune de Komborodougou	21 567 000	23 423 489	27 173 598
25016001566 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Sinematiali	55 832 000	60 638 023	70 346 192
25016001560 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Korhogo	21 000 000	22 807 682	26 459 199
25016001559 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Napiélédougou	12 500 000	13 576 001	15 749 523
25016001558 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Napiélédougou	34 000 842	36 927 637	42 839 765
25016001551 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de M'Bengué	40 000 000	43 443 203	50 398 475
25016001548 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Dokodougou	29 900 000	32 473 794	37 672 860
25016001545 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Guiémbé	97 000 000	105 349 768	122 216 302
25016001541 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Guiémbé	28 000 000	30 410 242	35 278 933
25016001540 Développer le logement dans la Commune de Guiembé	106 954 378	116 161 020	134 758 439
25016001538 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Sinematiali	12 000 000	13 032 961	15 119 543
25016001537 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Sinematiali	119 360 234	129 634 773	150 389 345
25016001536 Développer les équipements collectifs dans la Commune de M'Bengué	23 000 000	24 979 842	28 979 123
25016001534 Développer l'éclairage public dans la Commune de Karakoro	29 500 000	32 039 362	37 168 875
25016001533 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Karakoro	29 500 000	32 039 362	37 168 875
25016001531 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Tioroniaradougou	65 000 000	70 595 205	81 897 522
25016001529 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Sirasso	77 000 000	83 628 166	97 017 065
25016001527 Développer l'éclairage public dans la Commune de Niofoin	113 423 000	123 186 461	142 908 656

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
25016001524 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Napiélédougou	13 000 000	14 119 041	16 379 504
25016001523 Développer le logement dans la Commune de Napiélédougou	28 000 000	30 410 242	35 278 933
25016001517 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Sinematiali	10 000 000	10 860 801	12 599 619
25016001509 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Poro	70 000 000	76 025 606	88 197 331
25016001495 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Tioroniaradougou	9 667 000	10 499 136	12 180 051
25016001487 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Korhogo	71 860 000	78 045 715	90 540 861
25016001481 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Dikodougou	80 463 000	87 389 262	101 380 313
25016001479 Développer les transports routiers dans la Commune de Dikodougou	25 000 000	27 152 002	31 499 047
25016001469 Développer les transports routiers dans la Commune de Komborodougou	0	457 302 648	530 516 972
25016001465 Développer les transports routiers dans la Commune de Karakoro	50 337 000	54 670 013	63 422 701
25016001464 Développer l'agriculture dans la Commune de Karakoro	17 412 319	18 911 173	21 938 858
25016001457 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Tioroniaradougou	62 100 000	67 445 573	78 243 633
25016001456 Développer les transports routiers dans la Commune de Tioroniaradougou	15 930 000	17 301 256	20 071 193
25016001450 Développer l'agriculture dans la Commune de Sirasso	28 500 000	30 953 282	35 908 914
25016001437 Développer les transports routiers dans la Commune de Korhogo	459 258 523	498 791 534	578 648 231
25016001420 Développer les autres services généraux dans la Commune de Guiembré	4 500 000	4 887 360	5 669 828
25016001419 Développer les autres services généraux dans la Commune de M'Bengué	175 000 000	190 064 014	220 493 329
25016001418 Développer les autres services généraux dans la Commune de Karakoro	140 000 000	152 051 212	176 394 663
25016001412 Développer les transports routiers dans la Commune de Guiembé	38 000 000	41 271 043	47 878 551
25016001404 Développer les autres services généraux dans la Région du Poro	27 728 000	30 114 829	34 936 223
24016001299 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Koumbala	16 974 000	18 435 123	21 386 593
24016001292 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Ouangolodougou	70 000 000	76 025 606	88 197 331
24016001289 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Kong	29 500 000	32 039 362	37 168 875
24016001267 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Ouangolodougou	22 000 000	23 893 762	27 719 161
24016001257 Développer les autres services généraux dans la Commune de Kong	24 599 403	26 716 922	30 994 310
24016001244 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Koumbala	27 954 000	30 360 283	35 220 974
24016001239 Développer le logement dans la Commune de Niellé	94 500 000	102 634 568	119 066 397
24016001233 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Diawala	25 000 000	27 152 002	31 499 047
24016001232 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Ferkessédougou	50 000 000	54 304 004	62 998 094
24016001227 Développer l'éclairage public dans la Commune de Ouangolodougou	50 500 000	54 847 044	63 628 075
24016001206 Développer l'agriculture dans la Région du Tchologo	350 500 000	380 671 069	441 616 638
24016001201 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la Commune de Kong	27 000 000	29 324 162	34 018 971
24016001168 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Niellé	220 000 000	238 937 618	277 191 613
24016001167 Développer l'agriculture dans la Commune de Diawala	65 000 000	70 595 205	81 897 522
24016001160 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Ferkessédougou	240 172 000	260 846 026	302 607 564
24016001146 Développer des services culturels dans la Commune de Koumbala	10 000 000	10 860 801	12 599 619

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
24016001144 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Diawala	30 000 000	32 582 402	37 798 856
24016001139 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Kong	58 000 000	62 992 645	73 077 789
24016001132 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Ouangolodougou	35 000 000	38 012 803	44 098 666
24016001068 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Diawala	15 000 000	16 291 201	18 899 428
24016001066 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Koumbala	19 427 000	21 099 278	24 477 279
24016001065 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Ouangolodougou	30 000 000	32 582 402	37 798 856
24016001064 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Diawala	52 771 275	57 313 831	66 489 795
24016001058 Développer l'éclairage public dans la Commune de Kong	45 000 000	48 873 604	56 698 284
24016001057 Développer le logement dans la Commune de Kong	98 000 000	106 435 848	123 476 264
24016001054 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Kong	42 000 000	45 615 363	52 918 399
24016001051 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Ouangolodougou	89 000 000	96 661 127	112 136 607
24016001050 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Diawala	65 000 000	70 595 205	81 897 522
24016001049 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Tchologo	70 000 000	76 025 606	88 197 331
24016001037 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Diawala	65 000 000	70 595 205	81 897 522
24016001035 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Ouangolodougou	34 302 019	37 254 740	43 219 236
24016001034 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Kong	86 000 000	93 402 887	108 356 721
24016001030 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse dans la Région du Tchologo	133 476 000	144 965 625	168 174 672
24016001012 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Ouangolodougou	60 000 000	65 164 805	75 597 713
24016001007 Développer le logement dans la Région du Tchologo	75 000 000	81 456 006	94 497 141
24016001005 Développer les autres services généraux dans la Commune de Niellé	155 422 000	168 800 739	195 825 795
24016000941 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Tchologo	162 306 927	176 278 321	204 500 540
24016000940 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Tchologo	343 000 000	372 525 468	432 166 924
24016000937 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Koumbala	103 246 675	112 134 157	130 086 874
24016000929 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Ferkessédougou	42 696 000	46 371 275	53 795 332
24016000927 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Kong	70 399 000	76 458 952	88 700 056
24016000922 Développer des services culturels dans la Commune de Diawala	17 000 000	18 463 361	21 419 352
24016000919 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Ferkessédougou	56 925 000	61 825 109	71 723 330
24016000907 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Niellé	37 382 163	40 600 023	47 100 100
24016000906 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Niellé	31 000 000	33 668 483	39 058 818
24016000903 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Diawala	90 000 000	97 747 207	113 396 569
24016000901 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Ouangolodougou	15 000 000	16 291 201	18 899 428
24016000899 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Kong	29 000 000	31 496 322	36 538 894
24016000897 Développer l'éclairage public dans la Commune de Koumbala	25 925 000	28 156 626	32 664 512
24016000896 Développer l'éclairage public dans la Commune de Ferkessédougou	62 319 000	67 683 425	78 519 564
24016000892 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Koumbala	12 863 000	13 970 248	16 206 890
24016000874 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Tchologo	870 000 000	944 889 672	1 096 166 833

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
24016000867 Développer les transports routiers dans la Région du Tchologo	217 541 000	236 266 947	274 093 367
24016000846 Développer les transports routiers dans la Commune de Ouangolodougou	57 000 000	61 906 565	71 817 827
24016000840 Développer les transports routiers dans la Commune de Koumbala	58 000 000	62 992 645	73 077 789
24016000839 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Koumbala	28 109 000	30 528 625	35 416 268
24016000836 Développer l'agriculture dans la Commune de Koumbala	55 000 000	59 734 405	69 297 903
24016000834 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Ferkessédougou	90 000 000	97 747 207	113 396 569
24016000833 Développer les transports routiers dans la Commune de Ferkessédougou	76 095 648	82 645 968	95 877 616
24016000824 Développer les autres services généraux dans la Commune de Diawala	120 000 000	130 329 610	151 195 425
24016000823 Développer les autres services généraux dans la Commune de Ouangolodougou	117 998 000	128 155 278	148 672 982
24016000822 Développer les autres services généraux dans la Commune de Koumbala	58 867 000	63 934 276	74 170 176
23016002237 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Kabadougou	100 784 000	109 459 495	126 983 998
23016002235 Développer des services culturels dans la Commune de Séguéla	95 000 000	103 177 608	119 696 378
23016002225 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Tiémé	86 374 305	93 809 412	108 828 331
23016002190 Développer les équipements collectifs dans la Région du Kabadougou	12 000 000	13 032 961	15 119 543
23016002184 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Gbéléban	50 000 000	54 304 004	62 998 094
23016002180 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région du Kabadougou	70 000 000	76 025 606	88 197 331
23016002178 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Odienné	70 000 000	76 025 606	88 197 331
23016002162 Développer le logement dans la Commune de Gbéléban	151 732 374	164 793 509	191 177 007
23016002155 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Samatiguila	18 000 000	19 549 441	22 679 314
23016002150 Développer des services culturels dans la Commune d'Odienné	42 000 000	45 615 363	52 918 399
23016002136 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Séguéla	35 000 000	38 012 803	44 098 666
23016002126 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune d'Odienné	23 790 000	25 837 845	29 974 493
23016002124 Développer le logement dans la Commune de Bako	93 000 000	101 005 448	117 176 455
23016002117 Développer les autres services généraux dans la Commune de Dioulatiedougou	29 000 000	31 496 322	36 538 894
23016002116 Développer les industries manufacturières dans la Commune de Seydougou	30 000 000	32 582 402	37 798 856
23016002113 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Kabadougou	188 967 000	205 233 295	238 091 216
23016002103 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Samatiguila	17 219 000	18 701 213	21 695 284
23016002076 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Gbéléban	84 073 000	91 310 011	105 928 775
23016002053 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Kabadougou	390 000 000	423 571 232	491 385 132
23016002008 Développer les industries manufacturières dans la Commune d'Odienné	100 000 000	108 608 008	125 996 188
23016001990 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la Commune de Seydougou	28 000 000	30 410 242	35 278 933
23016001981 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Séguéla	30 000 000	32 582 402	37 798 856
23016001977 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Séguéla	21 476 912	23 325 646	27 060 090
23016001976 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'enseignement dans la Commune d'Odienné	5 000 000	5 430 400	6 299 809
23016001967 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Samatiguila	110 051 000	119 524 199	138 660 065
23016001965 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Séguéla	40 000 000	43 443 203	50 398 475

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
23016001963 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Tiémé	65 000 000	70 595 205	81 897 522
23016001961 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Madinani	15 000 000	16 291 201	18 899 428
23016001947 Développer les affaires économiques non classées ailleurs (n.c.a.) dans la Commune d'Odienné	90 790 000	98 605 211	114 391 939
23016001946 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Madinani	25 000 000	27 152 002	31 499 047
23016001942 Développer les transports routiers dans la Commune de Madinani	100 115 000	108 732 907	126 141 083
23016001941 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Seydougou	50 000 000	54 304 004	62 998 094
23016001936 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Commune d'Odienné	10 000 000	10 860 801	12 599 619
23016001935 Développer les transports routiers dans la Commune d'Odienné	55 000 000	59 734 405	69 297 903
23016001929 Développer le logement dans la Commune de Dioulatiedougou	311 000 000	337 770 906	391 848 144
23016001915 Développer les autres services généraux dans la Commune de Séguéla	60 000 000	65 164 805	75 597 713
23016001908 Développer les autres services généraux dans la Région du Kabadougou	281 997 402	306 271 762	355 305 976
23016001905 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région du Kabadougou	56 000 000	60 820 485	70 557 865
23016001882 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Seydougou	40 000 000	43 443 203	50 398 475
23016001878 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Samatiguila	550 000	597 344	692 979
23016001857 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Région du Kabadougou	30 000 000	32 582 402	37 798 856
23016001836 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Madinani	63 799 000	69 290 823	80 384 308
23016001810 Développer l'éclairage public dans la Commune de Bako	29 855 000	32 424 921	37 616 162
23016001806 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Bako	9 404 000	10 213 497	11 848 681
23016001803 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Seydougou	28 000 000	30 410 242	35 278 933
23016001797 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Odienné	37 000 000	40 184 963	46 618 589
23016001793 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Seydougou	26 000 000	28 238 082	32 759 009
23016001789 Développer des services hospitaliers généraux dans la Région du Kabadougou	50 000 000	54 304 004	62 998 094
23016001775 Développer les transports routiers dans la Région du Kabadougou	116 699 000	126 744 460	147 036 291
23016001764 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Bako	15 000 000	16 291 201	18 899 428
23016001760 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Région du Kabadougou	230 000 000	249 798 419	289 791 232
23016001756 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Gbéléban	20 000 000	21 721 602	25 199 238
23016001754 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Tiémé	27 000 000	29 324 162	34 018 971
23016001745 Développer les transports routiers dans la Commune de Bako	17 000 000	18 463 361	21 419 352
23016001743 Développer l'agriculture dans la Commune d'Odienné	5 000 000	5 430 400	6 299 809
23016001739 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bako	10 000 000	10 860 801	12 599 619
23016001736 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Commune de Samatiguila	24 000 000	26 065 922	30 239 085
23016001732 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Séguélon	91 000 000	98 833 287	114 656 531
23016001731 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse dans la Commune de Seydougou	152 000 000	165 084 173	191 514 205
23016001728 Développer l'éclairage public dans la Commune de Séguéla	100 000 000	108 608 008	125 996 188
23016001727 Développer le logement dans la Commune de Samatiguila	20 000 000	21 721 602	25 199 238
23016001719 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Tiémé	44 202 000	48 006 912	55 692 835

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
23016001711 Développer des services culturels dans la Commune de Tiémé	24 000 000	26 065 922	30 239 085
23016001706 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Madinani	60 000 000	65 164 805	75 597 713
23016001610 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Kabadougou	297 000 000	322 565 784	374 208 678
23016001604 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Tiémé	10 574 000	11 484 211	13 322 837
23016001603 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Tiémé	86 071 000	93 479 999	108 446 179
23016001599 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Madinani	6 168 000	6 698 942	7 771 445
23016001597 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Séguélon	47 000 000	51 045 764	59 218 208
23016001594 Développer des services culturels dans la Région du Kabadougou	32 000 000	34 754 563	40 318 780
23016001593 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Séguéla	80 000 000	86 886 407	100 796 950
23016001591 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune d'Odienné	51 752 943	56 207 841	65 206 735
23016001590 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Bako	22 000 000	23 893 762	27 719 161
23016001588 Développer des services culturels dans la Commune de Dioulatiédougou	50 000 000	54 304 004	62 998 094
23016001583 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Seydougou	42 706 000	46 382 136	53 807 932
23016001582 Développer des services culturels dans la Commune de Madinani	72 983 108	79 265 500	91 955 934
23016001581 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Séguelon	66 124 610	71 816 622	83 314 488
23016001577 Développer des services culturels dans la Commune de Samatiguila	44 468 406	48 296 250	56 028 496
23016001574 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Bako	14 000 000	15 205 121	17 639 466
23016001573 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Bako	53 031 000	57 595 913	66 817 038
23016001564 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Séguelon	17 491 000	18 996 627	22 037 993
23016001552 Développer l'éclairage public dans la Commune de Samatiguila	40 000 000	43 443 203	50 398 475
23016001551 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Samatiguila	32 190 000	34 960 918	40 558 173
23016001548 Développer le logement dans la Commune de Séguelon	90 000 000	97 747 207	113 396 569
23016001539 Développer l'éclairage public dans la Commune de Dioulatiedougou	25 076 580	27 235 174	31 595 535
23016001536 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Bako	30 000 000	32 582 402	37 798 856
23016001527 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Bako	12 000 000	13 032 961	15 119 543
23016001522 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Kabadougou	35 000 000	38 012 803	44 098 666
23016001503 Développer l'éclairage public dans la Région du Kabadougou	40 000 000	43 443 203	50 398 475
23016001502 Développer le logement dans la Région du Kabadougou	76 246 000	82 809 262	96 067 053
23016001492 Développer l'agriculture dans la Région du Kabadougou	61 170 000	66 435 519	77 071 868
23016001490 Développer les services de police dans la Commune de Séguelon	17 000 000	18 463 361	21 419 352
23016001476 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Samatiguila	32 000 000	34 754 563	40 318 780
23016001474 Développer les transports routiers dans la Commune de Samatiguila	66 000 000	71 681 285	83 157 484
23016001473 Développer l'agriculture dans la Commune de Samatiguila	30 000 000	32 582 402	37 798 856
23016001471 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Séguelon	90 000 000	97 747 207	113 396 569
23016001467 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Madinani	40 017 000	43 461 667	50 419 894
23016001466 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Madinani	34 000 000	36 926 723	42 838 704
23016001463 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Seydougou	29 000 000	31 496 322	36 538 894

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
23016001456 Développer les transports routiers dans la Commune de Séguéla	75 000 000	81 456 006	94 497 141
23016001452 Développer les transports routiers dans la Commune de Gbéléban	64 352 000	69 891 425	81 081 067
23016001448 Développer les transports routiers dans la Commune de Tiémé	30 000 000	32 582 402	37 798 856
23016001447 Développer l'agriculture dans la Commune de Tiémé	34 750 000	37 741 283	43 783 675
23016001439 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Bako	116 126 368	126 122 535	146 314 797
23016001436 Développer l'agriculture dans la Commune de Bako	3 000 000	3 258 240	3 779 886
23016001424 Développer les autres services généraux dans la Commune de Samatiguila	46 550 000	50 557 028	58 651 225
23016001423 Développer les autres services généraux dans la Commune de Séguelon	65 000 000	70 595 205	81 897 522
23016001422 Développer les autres services généraux dans la Commune de Madinani	14 261 000	15 488 588	17 968 316
23016001420 Développer les autres services généraux dans la Commune de Seydougou	54 264 902	58 936 029	68 371 708
23016001419 Développer les autres services généraux dans la Commune de Gbéléban	105 000 000	114 038 409	132 295 997
23016001418 Développer les autres services généraux dans la Commune de Tiémé	20 000 000	21 721 602	25 199 238
23016001416 Développer les autres services généraux dans la Commune d'Odienné	60 000 000	65 164 805	75 597 713
22016001208 Développer l'éclairage public dans la Commune de Koro	29 000 000	31 496 322	36 538 894
22016001202 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Borotou	40 000 000	43 443 203	50 398 475
22016001195 Développer les transports routiers dans la Commune de Guintéguéla	78 300 000	85 040 070	98 655 015
22016001177 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Koonan	16 000 000	17 377 281	20 159 390
22016001168 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Guintéguéla	30 000 000	32 582 402	37 798 856
22016001166 Développer des services culturels dans la Commune de Touba	10 000 000	10 860 801	12 599 619
22016001158 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Koro	223 000 000	242 195 858	280 971 499
22016001157 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Koonan	19 500 000	21 178 562	24 569 257
22016001156 Développer le logement dans la Commune de Guintéguéla	93 659 188	101 721 379	118 007 006
22016001088 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Koro	20 000 000	21 721 602	25 199 238
22016001073 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Booko	27 000 000	29 324 162	34 018 971
22016001066 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Touba	15 000 735	16 292 000	18 900 354
22016001063 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Ouaninou	85 500 000	92 859 847	107 726 741
22016001060 Développer des services culturels dans la Commune de Booko	12 000 000	13 032 961	15 119 543
22016001058 Développer des services culturels dans la Commune de Borotou	82 915 231	90 052 581	104 470 030
22016001053 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Koonan	15 000 000	16 291 201	18 899 428
22016001052 Développer le logement dans la Commune de Koonan	30 000 000	32 582 402	37 798 856
22016001025 Développer les autres services généraux dans la Commune de Koonan	104 500 000	113 495 369	131 666 016
22016001013 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Guintéguéla	25 000 000	27 152 002	31 499 047
22016001005 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de Koonan	13 000 000	14 119 041	16 379 504
22016001001 Développer la gestion des déchets dans la Commune de Koonan	4 000 000	4 344 320	5 039 848
22016000995 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Booko	44 074 049	47 867 947	55 531 622
22016000984 Développer les transports routiers dans la Commune de Ouaninou	28 000 000	30 410 242	35 278 933
22016000983 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Guintéguéla	86 665 000	94 125 130	109 194 596

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
22016000980 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Koonan	16 671 000	18 106 041	21 004 824
22016000976 Développer les transports routiers dans la Commune de Touba	116 884 000	126 945 384	147 269 384
22016000975 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la Commune de Ouaninou	10 655 546	11 572 776	13 425 582
22016000974 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Ouaninou	20 000 000	21 721 602	25 199 238
22016000970 Développer le logement dans la Commune de Booko	107 071 000	116 287 680	134 905 378
22016000968 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Touba	15 000 000	16 291 201	18 899 428
22016000965 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Koro	35 538 116	38 597 240	44 776 671
22016000964 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Koonan	177 875 800	193 187 363	224 116 727
22016000963 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Guintéguéla	14 000 000	15 205 121	17 639 466
22016000936 Développer les autres services généraux dans la Commune de Booko	23 000 000	24 979 842	28 979 123
22016000924 Développer des services culturels dans la Commune de Ouaninou	33 500 000	36 383 683	42 208 723
22016000917 Développer les transports routiers dans la Commune de Koro	28 850 000	31 333 410	36 349 900
22016000875 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Touba	50 000 000	54 304 004	62 998 094
22016000874 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Touba	35 000 000	38 012 803	44 098 666
22016000870 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Koro	25 000 000	27 152 002	31 499 047
22016000867 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Guintéguéla	90 000 000	97 747 207	113 396 569
22016000863 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Borotou	22 000 000	23 893 762	27 719 161
22016000862 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Touba	73 700 000	80 044 102	92 859 190
22016000857 Développer des services culturels dans la Commune de Guintéguéla	30 000 000	32 582 402	37 798 856
22016000856 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Ouaninou	77 500 000	84 171 206	97 647 046
22016000855 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Ouaninou	21 000 000	22 807 682	26 459 199
22016000854 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Borotou	50 000 000	54 304 004	62 998 094
22016000853 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Touba	21 273 000	23 104 182	26 803 169
22016000852 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Touba	20 000 000	21 721 602	25 199 238
22016000841 Développer l'éclairage public dans la Commune de Borotou	40 000 000	43 443 203	50 398 475
22016000840 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Borotou	37 000 000	40 184 963	46 618 589
22016000839 Développer le logement dans la Commune de Borotou	84 000 000	91 230 727	105 836 798
22016000838 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Ouaninou	58 000 000	62 992 645	73 077 789
22016000837 Développer le logement dans la Commune de Ouaninou	26 000 000	28 238 082	32 759 009
22016000832 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Koro	42 359 000	46 005 266	53 370 725
22016000830 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Booko	50 000 000	54 304 004	62 998 094
22016000829 Développer l'éclairage public dans la Commune de Touba	18 096 000	19 653 705	22 800 270
22016000814 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de Koro	25 000 000	27 152 002	31 499 047
22016000793 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Ouaninou	82 700 000	89 818 823	104 198 847
22016000786 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Koonan	29 500 000	32 039 362	37 168 875
22016000776 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Booko	15 000 000	16 291 201	18 899 428

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
22016000775 Développer les transports routiers dans la Commune de Booko	128 060 000	139 083 415	161 350 718
22016000767 Développer les autres services généraux dans la Commune de Borotou	60 000 000	65 164 805	75 597 713
22016000763 Développer les autres services généraux dans la Commune de Touba	112 150 000	121 803 881	141 304 725
22016000760 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Booko	25 000 000	27 152 002	31 499 047
18016002784 Développer la prise en charge des personnes agées	50 500 000	54 847 044	63 628 075
18016002289 Développer les autres services généraux dans la Commune de Fronan	80 930 047	87 896 512	101 968 774
18016002280 Développer les autres services généraux dans la Commune de Dabakala	120 000 000	130 329 610	151 195 425
18016002278 Développer le logement dans la Commune de Satama-Sokoura	59 875 000	65 029 045	75 440 217
18016002275 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Foumbolo	75 000 000	81 456 006	94 497 141
18016002267 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Fronan	29 000 000	31 496 322	36 538 894
18016002258 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Katiola	153 000 000	166 170 253	192 774 167
18016002257 Développer des services culturels dans la Commune de Bonieredougou	54 500 000	59 191 364	68 667 922
18016002216 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Tafiré	44 084 631	47 879 440	55 544 954
18016002210 Développer les autres services généraux dans la Commune de Boniérédougou	143 800 000	156 178 316	181 182 518
18016002201 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Bonieredougou	39 342 782	42 729 412	49 570 405
18016002198 Développer l'enseignement préélémentaire dans la communeTortiya	49 950 000	54 249 700	62 935 096
18016002194 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Bassawa	29 000 000	31 496 322	36 538 894
18016002192 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Foumbolo	20 000 000	21 721 602	25 199 238
18016002191 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Satama-Sokoura	29 860 000	32 430 351	37 622 462
18016002185 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la communeTortiya	8 610 302	9 351 478	10 848 652
18016002182 Développer les transports routiers dans la Commune de Foumbolo	29 000 000	31 496 322	36 538 894
18016002174 Développer les transports routiers dans la Commune de Bassawa	21 000 000	22 807 682	26 459 199
18016002059 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Satama-Sokoura	13 700 000	14 879 297	17 261 478
18016002021 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Hambol	310 665 000	337 407 069	391 426 057
18016002017 Développer des services culturels dans la Commune de Satama-Sokoro	33 000 000	35 840 643	41 578 742
18016002016 Développer des services culturels dans la Commune de Satama-Sokoura	84 790 708	92 089 499	106 833 060
18016001999 Développer le logement dans la Commune de Bonieredougou	35 000 000	38 012 803	44 098 666
18016001998 Développer le logement dans la Commune de Bassawa	29 000 000	31 496 322	36 538 894
18016001989 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Satama-Sokoura	29 880 000	32 452 073	37 647 661
18016001986 Développer les transports routiers dans la Commune de Fronan	60 874 000	66 114 039	76 698 919
18016001985 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Foumbolo	28 616 000	31 079 268	36 055 069
18016001983 Développer les transports routiers dans la Commune de Dabakala	20 000 000	21 721 602	25 199 238
18016001982 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Bonieredougou	75 000 000	81 456 006	94 497 141
18016001969 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Hambol	50 826 205	55 201 329	64 039 081
18016001963 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Tafiré	90 000 000	97 747 207	113 396 569
18016001950 Développer l'alimentation en eau dans la communeTortiya	96 000 000	104 263 688	120 956 340
18016001939 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Satama-Sokoura	8 000 000	8 688 641	10 079 695

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
18016001931 Développer l'enseignement primaire dans la communeTortiya	29 000 000	31 496 322	36 538 894
18016001929 Développer les transports routiers dans la communeNiakaramadougou	58 862 000	63 928 846	74 163 876
18016001898 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Hambol	743 020 000	806 979 223	936 176 874
18016001897 Développer les autres services généraux dans la Région du Hambol	20 000 000	21 721 602	25 199 238
18016001893 Développer des services culturels dans la Commune de Fronan	40 483 000	43 967 780	51 007 037
18016001863 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Bonieredougou	19 850 000	21 558 690	25 010 243
18016001855 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse dans la Commune de Tafiré	5 000 000	5 430 400	6 299 809
18016001847 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Satama SoKoro	86 011 000	93 414 834	108 370 581
18016001846 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Tafiré	87 777 000	95 332 851	110 595 674
18016001839 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Tafiré	41 000 000	44 529 283	51 658 437
18016001837 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Katiola	37 500 000	40 728 003	47 248 570
18016001829 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Dabakala	18 649 000	20 254 307	23 497 029
18016001828 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Bonieredougou	26 000 000	28 238 082	32 759 009
18016001818 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Satama-Sokoro	15 515 000	16 850 532	19 548 309
18016001800 Développer les transports routiers dans la Commune de Katiola	9 630 000	10 458 951	12 133 433
18016001795 Développer le logement dans la Commune de Fronan	58 400 000	63 427 077	73 581 774
18016001794 Développer les autres services généraux dans la Commune de Foumbolo	182 000 000	197 666 575	229 313 062
18016001792 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'ordre et de la sécurité dans la Commune de Foumbolo	40 000 000	43 443 203	50 398 475
18016001782 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bassawa	145 607 000	158 140 863	183 459 269
18016001780 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Hambol	298 875 000	324 602 185	376 571 106
18016001778 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Fronan	29 000 000	31 496 322	36 538 894
18016001776 Développer les transports routiers dans la Commune de Tafiré	20 772 000	22 560 055	26 171 928
18016001773 Développer les transports routiers dans la communeTortiya	39 140 000	42 509 174	49 314 908
18016001768 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Bassawa	29 000 000	31 496 322	36 538 894
18016001716 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la communeNiakaramadougou	50 872 456	55 251 561	64 097 355
18016001685 Développer l'enseignement pré-élémentaire dans la Commune de Katiola	9 000 000	9 774 721	11 339 657
18016001683 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Bassawa	40 607 054	44 102 513	51 163 340
18016001680 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Dabakala	90 000 572	97 747 829	113 397 290
18016001678 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Foumbolo	8 599 000	9 339 203	10 834 412
18016001676 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Fronan	28 393 000	30 837 072	35 774 098
18016001674 Développer l'enseignement primaire dans la communeNiakaramaougou	173 394 000	188 319 770	218 469 830
18016001672 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Satama-Sokoura	15 850 000	17 214 369	19 970 396
18016001671 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'enseignement dans la Région du Hambol	18 000 000	19 549 441	22 679 314
18016001669 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région du Hambol	185 471 000	201 436 359	233 686 389
18016001668 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Région du Hambol	72 500 000	78 740 806	91 347 236
18016001667 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Tafiré	8 000 000	8 688 641	10 079 695

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
18016001664 Développer des services culturels dans la Commune de Katiola	104 228 828	113 200 854	131 324 350
18016001663 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Bassawa	15 000 000	16 291 201	18 899 428
18016001662 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Bonieredougou	35 500 000	38 555 843	44 728 647
18016001659 Développer des services culturels dans la Commune de Dabakala	30 000 000	32 582 402	37 798 856
18016001658 Développer des services culturels dans la Commune de Foumbolo	18 970 569	20 603 557	23 902 194
18016001656 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Fronan	74 687 000	81 116 063	94 102 773
18016001652 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Satama-Sokoura	134 150 000	145 697 643	169 023 886
18016001648 Développer des services culturels dans la communeTortiya	5 000 000	5 430 400	6 299 809
18016001628 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Dabakala	33 000 000	35 840 643	41 578 742
18016001595 Développer l'éclairage public dans la communeTortiya	26 336 000	28 603 005	33 182 356
18016001594 Développer le logement dans la communeTortiya	65 000 000	70 595 205	81 897 522
18016001590 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Satama-Sokoro	24 293 000	26 384 143	30 608 254
18016001589 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Satama-Sokoro	63 328 978	68 780 342	79 792 098
18016001588 Développer les équipements collectifs dans la communeNiakaramadougou	83 444 000	90 626 866	105 136 259
18016001583 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Dabakala	45 000 000	48 873 604	56 698 284
18016001582 Développer le logement dans la Commune de Dabakala	98 000 000	106 435 848	123 476 264
18016001577 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Bassawa	39 000 000	42 357 123	49 138 513
18016001575 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Katiola	40 000 000	43 443 203	50 398 475
18016001565 Développer la gestion des eaux usées dans la communeTortiya	41 499 000	45 071 237	52 287 158
18016001563 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Hambol	387 326 000	420 667 054	488 015 994
18016001519 Développer les services de police dans la Commune de Fronan	51 911 000	56 379 503	65 405 881
18016001504 Développer l'agriculture dans la Commune de Tafiré	68 000 000	73 853 446	85 677 408
18016001498 Développer l'agriculture dans la Commune de Satama-Sokoura	28 990 000	31 485 462	36 526 295
18016001497 Développer les transports routiers dans la Commune de Satama SoKoro	26 078 000	28 322 796	32 857 286
18016001495 Développer l'agriculture dans la Commune de Satama-Sokoro	102 390 553	111 204 340	129 008 193
18016001492 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la communeNiakaramaougou	29 800 000	32 365 186	37 546 864
18016001482 Développer l'agriculture dans la Commune de Foumbolo	26 028 000	28 268 492	32 794 288
18016001481 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des transports dans la Commune de Dabakala	4 000 000	4 344 320	5 039 848
18016001470 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Bassawa	54 000 000	58 648 324	68 037 941
18016001455 Développer les autres services généraux dans la communeTortiya	75 000 000	81 456 006	94 497 141
18016001454 Développer les autres services généraux dans la Commune de Tafiré	30 000 000	32 582 402	37 798 856
18016001451 Développer les autres services généraux dans la Commune de Satama-Sokoro	58 000 000	62 992 645	73 077 789
18016001450 Développer les autres services généraux dans la communeNiakaramadougou	67 500 000	73 310 406	85 047 427
18016001448 Développer les autres services généraux dans la Commune de Katiola	203 170 000	220 658 890	255 986 455
17016001861 Développer les transports routiers dans la Commune de Brobo	74 817 000	81 257 254	94 266 568
17016001854 Développer des services culturels dans la Commune de Brobo	29 430 000	31 963 337	37 080 678
17016001853 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Bodokro	70 000 000	76 025 606	88 197 331

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
17016001841 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Sakassou	67 707 428	73 535 689	85 308 778
17016001837 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Djébonoua	20 119 000	21 850 845	25 349 173
17016001828 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Djébonoua	55 074 307	59 815 108	69 391 527
17016001804 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Brobo	69 674 000	75 671 544	87 786 584
17016001797 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Béoumi	50 000 000	54 304 004	62 998 094
17016001767 Développer l'éclairage public dans la Commune de Brobo	41 484 000	45 054 946	52 268 259
17016001764 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Gbêkê	170 000 000	184 633 614	214 193 519
17016001762 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Brobo	35 000 000	38 012 803	44 098 666
17016001721 Développer des services culturels dans la Commune de Sakassou	26 470 000	28 748 540	33 351 191
17016001715 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Bodokro	150 000 000	162 912 012	188 994 282
17016001714 Développer les transports routiers dans la Commune de Béoumi	55 000 000	59 734 405	69 297 903
17016001653 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région du Gbêkê	145 000 000	157 481 612	182 694 472
17016001638 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Commune de Béoumi	27 000 000	29 324 162	34 018 971
17016001623 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Bouaké	105 000 000	114 038 409	132 295 997
17016001622 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Botro	16 244 748	17 643 097	20 467 763
17016001621 Développer des services culturels dans la Commune de Diabo	119 200 000	129 460 746	150 187 456
17016001619 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Djébonoua	89 155 000	96 829 470	112 331 901
17016001615 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Bouaké	132 286 777	143 674 034	166 676 296
17016001606 Développer le logement dans la Commune de Bodokro	75 000 000	81 456 006	94 497 141
17016001605 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Diabo	29 605 275	32 153 700	37 301 518
17016001601 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Diabo	82 500 000	89 601 607	103 946 855
17016001600 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Région du Gbêkê	45 000 000	48 873 604	56 698 284
17016001595 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Botro	15 000 000	16 291 201	18 899 428
17016001592 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de Djébonoua	18 000 000	19 549 441	22 679 314
17016001579 Développer les services de police dans la Commune de Diabo	51 000 000	55 390 084	64 258 056
17016001567 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Gbêkê	48 086 000	52 225 247	60 586 527
17016001552 Développer l'éclairage public dans la Commune de Sakassou	25 000 000	27 152 002	31 499 047
17016001536 Développer les transports routiers dans la Région du Gbêkê	186 740 000	202 814 595	235 285 281
17016001519 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Gbêkê	300 000 000	325 824 025	377 988 563
17016001518 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Région du Gbêkê	80 000 000	86 886 407	100 796 950
17016001515 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte dans la Commune de Bouaké	70 000 000	76 025 606	88 197 331
17016001501 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Sakassou	5 000 000	5 430 400	6 299 809
17016001497 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de Brobo	10 000 000	10 860 801	12 599 619
17016001490 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la sante dans la Commune de Djébonoua	3 000 000	3 258 240	3 779 886
17016001485 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Sakassou	15 606 000	16 949 366	19 662 965
17016001481 Développer l'éclairage public dans la Commune de Botro	170 000 000	184 633 614	214 193 519

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
17016001478 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Bouaké	121 000 000	131 415 690	152 455 387
17016001477 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Bouaké	687 087 000	746 231 505	865 703 426
17016001467 Développer les autres services généraux dans la Commune de Béoumi	74 546 019	80 962 946	93 925 142
17016001460 Développer les transports routiers dans la Commune de Sakassou	49 000 000	53 217 924	61 738 132
17016001454 Développer les transports routiers dans la Commune de Diabo	28 300 000	30 736 066	35 656 921
17016001452 Développer les transports routiers dans la Commune de Botro	25 000 000	27 152 002	31 499 047
17016001447 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Bouaké	170 000 000	184 633 614	214 193 519
17016001444 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection de l'environnement dans la Région du Gbêkê	60 000 000	65 164 805	75 597 713
17016001435 Développer les services de police dans la Commune de Djébonoua	13 833 000	15 023 746	17 429 053
17016001431 Développer les équipements collectifs dans la Région du Gbêkê	50 000 000	54 304 004	62 998 094
17016001415 Développer les services de police dans la Commune de Bouaké	230 000 000	249 798 419	289 791 232
17016001340 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Botro	65 000 000	70 595 205	81 897 522
17016001338 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Diabo	20 000 000	21 721 602	25 199 238
17016001337 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Béoumi	91 000 000	98 833 287	114 656 531
17016001336 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Sakassou	90 337 000	98 113 216	113 821 176
17016001331 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Gbêkê	589 900 947	640 679 669	743 252 705
17016001330 Développer des services culturels dans la Région du Gbêkê	30 000 000	32 582 402	37 798 856
17016001329 Développer des services culturels dans la Commune de Bouaké	45 000 000	48 873 604	56 698 284
17016001325 Développer des services culturels dans la Commune de Djébonoua	100 045 000	108 656 882	126 052 886
17016001322 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Diabo	24 000 000	26 065 922	30 239 085
17016001295 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Botro	20 000 000	21 721 602	25 199 238
17016001294 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Diabo	7 000 000	7 602 561	8 819 733
17016001293 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Diabo	22 000 000	23 893 762	27 719 161
17016001292 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Béoumi	75 000 000	81 456 006	94 497 141
17016001270 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Sakassou	70 000 000	76 025 606	88 197 331
17016001269 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Gbêkê	303 391 000	329 506 922	382 261 094
17016001264 Développer l'éclairage public dans la Commune de Diabo	27 000 000	29 324 162	34 018 971
17016001260 Développer le logement dans la Commune de Djébonoua	16 593 000	18 021 327	20 906 547
17016001259 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Brobo	15 000 011	16 291 213	18 899 442
17016001251 Développer le logement dans la Région du Gbêkê	110 000 000	119 468 809	138 595 807
17016001249 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Bodokro	70 000 000	76 025 606	88 197 331
17016001243 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Botro	83 000 000	90 144 647	104 576 836
17016001241 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Djébonoua	25 466 000	27 658 115	32 086 189
17016001229 Développer l'agriculture dans la Région du Gbêkê	180 000 000	195 494 415	226 793 138
17016001215 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Commune de Sakassou	20 000 000	21 721 602	25 199 238
17016001210 Développer les transports routiers dans la Commune de Bodokro	31 498 287	34 209 662	39 686 641

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
17016001206 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Béoumi	112 903 424	122 622 160	142 254 010
17016001194 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Djébonoua	62 446 000	67 821 357	78 679 579
17016001193 Développer les transports routiers dans la Commune de Djébonoua	28 000 000	30 410 242	35 278 933
17016001183 Développer les transports routiers dans la Commune de Bouaké	209 200 000	227 207 953	263 584 025
17016001180 Développer les autres services généraux dans la Commune de Sakassou	107 000 000	116 210 569	134 815 921
17016001179 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bodokro	25 000 000	27 152 002	31 499 047
17016001177 Développer les autres services généraux dans la Commune de Diabo	32 000 000	34 754 563	40 318 780
17016001176 Développer les autres services généraux dans la Commune de Botro	55 000 000	59 734 405	69 297 903
17016001174 Développer les autres services généraux dans la Commune de Djébonoua	18 000 000	19 549 441	22 679 314
17016001173 Développer les autres services généraux dans la Commune de Brobo	155 223 000	168 584 609	195 575 062
17016001172 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bouaké	29 800 000	32 365 186	37 546 864
17016001168 Développer les autres services généraux dans la Région du Gbêkê	75 000 000	81 456 006	94 497 141
16016001369 Développer les autres services généraux dans la Commune d'Arrah	44 045 097	47 836 503	55 495 143
16016001303 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Tiémélékro	24 541 599	26 654 142	30 921 479
16016001275 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Bongouanou	37 089 000	40 281 624	46 730 726
16016001269 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Tiémélékro	29 000 000	31 496 322	36 538 894
16016001267 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Arrah	80 000 000	86 886 407	100 796 950
16016001252 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Bongouanou	25 000 000	27 152 002	31 499 047
16016001249 Développer le logement dans la Commune de Tiémélékro	29 800 000	32 365 186	37 546 864
16016001236 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Anoumaba	94 548 000	102 686 700	119 126 876
16016001207 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Bongouanou	30 000 000	32 582 402	37 798 856
16016001194 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Moronou	213 000 000	231 335 058	268 371 880
16016001154 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Bongouanou	20 000 000	21 721 602	25 199 238
16016001149 Développer des services culturels dans la Région du Moronou	60 000 000	65 164 805	75 597 713
16016001144 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Bongouanou	20 000 000	21 721 602	25 199 238
16016001140 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection de l'environnement dans la Région du Moronou	60 000 000	65 164 805	75 597 713
16016001135 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Tiémélékro	25 000 000	27 152 002	31 499 047
16016001133 Développer les équipements collectifs dans la Commune d'Anoumaba	15 000 000	16 291 201	18 899 428
16016001124 Développer les transports routiers dans la Commune d'Arrah	54 983 000	59 715 941	69 276 484
16016001108 Développer les services de police dans la Commune de M'Batto	20 000 000	21 721 602	25 199 238
16016001105 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Région du Moronou	67 000 000	72 767 366	84 417 446
16016001102 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de M'Batto	68 900 000	74 830 918	86 811 373
16016001074 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune d'Anoumaba	45 000 000	48 873 604	56 698 284
16016001061 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de M'Batto	29 900 000	32 473 794	37 672 860
16016001058 Développer la gestion des déchets dans la Commune d'Anoumaba	10 000 000	10 860 801	12 599 619
16016001056 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de M'Batto	12 672 387	13 763 227	15 966 725

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
16016001052 Développer le logement dans la Commune de Bongouanou	10 000 000	10 860 801	12 599 619
16016001051 Développer l'alimentation en eau dans la Commune d'Arrah	39 580 000	42 987 050	49 869 291
16016001047 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Tiémélékro	24 240 623	26 327 258	30 542 261
16016001033 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Tiémélékro	8 059 000	8 752 719	10 154 033
16016001027 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Bongouanou	53 900 000	58 539 716	67 911 945
16016001007 Développer les autres services généraux dans la Commune de Tiémélékro	23 000 000	24 979 842	28 979 123
16016001001 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Arrah	146 459 000	159 066 203	184 532 757
16016000998 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Anoumaba	10 000 210	10 861 029	12 599 883
16016000985 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Moronou	343 725 000	373 312 876	433 080 396
16016000943 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région du Moronou	42 500 000	46 158 403	53 548 380
16016000942 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Moronou	519 831 641	564 578 791	654 968 050
16016000936 Développer des services culturels dans la Commune de Bongouanou	41 000 000	44 529 283	51 658 437
16016000934 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de M'Batto	29 000 000	31 496 322	36 538 894
16016000933 Développer des services culturels dans la Commune de Tiémélékro	10 000 000	10 860 801	12 599 619
16016000926 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Anoumaba	43 918 000	47 698 465	55 335 006
16016000925 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune d'Arrah	20 000 000	21 721 602	25 199 238
16016000919 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Tiémélekro	248 900 000	270 325 332	313 604 511
16016000902 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Bongouanou	24 920 470	27 065 626	31 398 842
16016000901 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Bongouanou	66 000 000	71 681 285	83 157 484
16016000898 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de M'Batto	40 000 000	43 443 203	50 398 475
16016000888 Développer les équipements collectifs dans la Commune de M'Batto	43 900 000	47 678 916	55 312 326
16016000887 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Bongouanou	35 000 000	38 012 803	44 098 666
16016000883 Développer l'alimentation en eau dans la Commune d'Anoumaba	60 000 000	65 164 805	75 597 713
16016000879 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Moronou	177 000 000	192 236 175	223 013 252
16016000877 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de M'Batto	29 000 000	31 496 322	36 538 894
16016000863 Développer les transports routiers dans la Région du Moronou	65 000 000	70 595 205	81 897 522
16016000845 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de M'Batto	69 000 000	74 939 526	86 937 370
16016000844 Développer les transports routiers dans la Commune de M'Batto	121 000 000	131 415 690	152 455 387
16016000841 Développer les transports routiers dans la Commune de Bongouanou	110 000 000	119 468 809	138 595 807
16016000836 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune d'Arrah	70 000 000	76 025 606	88 197 331
16016000831 Développer les transports routiers dans la Commune d'Anoumaba	100 452 000	109 098 916	126 565 691
16016000827 Développer les autres services généraux dans la Commune de M'Batto	29 000 000	31 496 322	36 538 894
16016000826 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bongouanou	25 000 000	27 152 002	31 499 047
16016000824 Développer les autres services généraux dans la Commune d'Anoumaba	43 000 000	46 701 444	54 178 361
15016001446 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Daoukro	20 000 000	21 721 602	25 199 238
15016001445 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de l'enseignement dans la Région de l'Iffou	29 000 000	31 496 322	36 538 894
15016001444 Développer la gestion des eaux usées dans la Région de l'Iffou	39 507 132	42 907 909	49 777 480

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
15016001217 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région de l'Iffou	60 000 000	65 164 805	75 597 713
15016001213 Développer le logement dans la Région du Moronou	436 000 000	473 530 916	549 343 379
15016001211 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Ouellé	25 000 000	27 152 002	31 499 047
15016001179 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune d'Ettrokro	52 000 000	56 476 164	65 518 018
15016001173 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de M'Bahiakro	10 000 000	10 860 801	12 599 619
15016001157 Développer les équipements collectifs dans la Commune de M'Bahiakro	3 500 000	3 801 280	4 409 867
15016001155 Développer les transports routiers dans la Commune de Prikro	9 336 544	10 140 234	11 763 690
15016001150 Développer les autres services généraux dans la Commune de Prikro	215 000 000	233 507 218	270 891 804
15016001146 Développer l'alimentation en eau dans la Commune d'Ettrokro	150 000 000	162 912 012	188 994 282
15016001090 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région de l'Iffou	30 000 000	32 582 402	37 798 856
15016001071 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de M'Bahiakro	12 500 000	13 576 001	15 749 523
15016001066 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Prikro	15 000 000	16 291 201	18 899 428
15016001059 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la sante dans la Région de l'Iffou	58 000 000	62 992 645	73 077 789
15016001052 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Ouellé	33 000 000	35 840 643	41 578 742
15016001051 Développer l'éclairage public dans la Commune d'Ettrokro	29 700 000	32 256 578	37 420 868
15016001047 Développer les services de police dans la Commune de M'Bahiakro	85 372 000	92 720 829	107 565 465
15016001041 Développer les transports routiers dans la Commune de Daoukro	34 000 000	36 926 723	42 838 704
15016001027 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Prikro	66 000 000	71 681 285	83 157 484
15016001009 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région de l'Iffou	20 000 000	21 721 602	25 199 238
15016000989 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la Région de l'Iffou	10 000 000	10 860 801	12 599 619
15016000977 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Daoukro	199 000 000	216 129 936	250 732 414
15016000972 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs dans la Commune de Ouellé	10 000 000	10 860 801	12 599 619
15016000965 Développer les autres services généraux dans la Commune de Daoukro	29 534 000	32 076 289	37 211 714
15016000963 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Région de l'Iffou	29 000 000	31 496 322	36 538 894
15016000957 Développer les transports routiers dans la Commune de Ouellé	62 563 741	67 949 233	78 827 929
15016000956 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de M'Bahiakro	15 000 000	16 291 201	18 899 428
15016000945 Développer l'agriculture dans la Commune de Ouellé	70 000 000	76 025 606	88 197 331
15016000935 Développer les transports routiers dans la Commune d'Ettrokro	49 156 867	53 388 294	61 935 778
15016000930 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Daoukro	120 000 000	130 329 610	151 195 425
15016000890 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région de l'Iffou	156 000 000	169 428 493	196 554 053
15016000889 Développer l'enseignement primaire dans la Région de l'Iffou	491 850 000	534 188 488	619 712 249
15016000883 Développer des services culturels dans la Commune de Ouellé	27 000 000	29 324 162	34 018 971
15016000881 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Région de l'Iffou	29 500 000	32 039 362	37 168 875
15016000879 Développer des services culturels dans la Commune de Prikro	45 000 000	48 873 604	56 698 284
15016000876 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune d'Ettrokro	50 000 000	54 304 004	62 998 094

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
15016000874 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Ouellé	35 000 000	38 012 803	44 098 666
15016000855 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune d'Ettrokro	29 900 000	32 473 794	37 672 860
15016000851 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de M'Bahiakro	26 787 000	29 092 827	33 750 599
15016000848 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Prikro	42 000 000	45 615 363	52 918 399
15016000844 Développer l'éclairage public dans la Commune de Prikro	30 000 000	32 582 402	37 798 856
15016000840 Développer le logement dans la Commune de Prikro	18 000 000	19 549 441	22 679 314
15016000837 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de M'Bahiakro	28 000 000	30 410 242	35 278 933
15016000836 Développer le logement dans la Commune de M'Bahiakro	18 000 000	19 549 441	22 679 314
15016000834 Développer le logement dans la Commune d'Ettrokro	29 900 000	32 473 794	37 672 860
15016000833 Développer l'éclairage public dans la Commune de Daoukro	60 000 000	65 164 805	75 597 713
15016000832 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Daoukro	117 500 783	127 615 260	148 046 507
15016000830 Développer l'alimentation en eau dans la Région de l'Iffou	517 000 000	561 503 403	651 400 291
15016000829 Développer le logement dans la Région de l'Iffou	246 000 000	267 175 700	309 950 622
15016000823 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de M'Bahiakro	92 700 000	100 679 624	116 798 466
15016000811 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région de l'Iffou	59 000 000	64 078 725	74 337 751
15016000809 Développer les transports routiers dans la Région de l'Iffou	105 650 000	114 744 361	133 114 972
15016000788 Développer les transports routiers dans la Commune de M'Bahiakro	142 967 393	155 274 038	180 133 465
15016000785 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune d'Ettrokro	29 000 000	31 496 322	36 538 894
15016000777 Développer les autres services généraux dans la Commune de Ouellé	179 500 000	194 951 375	226 163 157
15016000773 Développer les autres services généraux dans la Région de l'Iffou	147 000 000	159 653 772	185 214 396
14016001056 Développer l'enseignement pré-élémentaire	50 689 805	55 053 188	63 867 222
14016001055 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature	15 000 000	16 291 201	18 899 428
14016001054 Développer la pêche et la chasse	29 000 000	31 496 322	36 538 894
14016000985 Développer le logement dans la Commune de Kouassi-Kouassikro	18 000 000	19 549 441	22 679 314
14016000984 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Kouassi-Kouassikro	6 639 000	7 210 486	8 364 887
14016000848 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Kouassi-Kouassikro	14 000 000	15 205 121	17 639 466
14016000847 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Kouassi-Kouassikro	54 000 000	58 648 324	68 037 941
14016000805 Développer les transports routiers dans la communeKouassi-Kouassikro	0	470 313 515	545 610 884
14016000804 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Kouassi-Kouassikro	18 000 000	19 549 441	22 679 314
14016000734 Développer les autres services généraux dans la Commune de Kouassi-Kouassikro	30 000 000	32 582 402	37 798 856
14016000715 Développer des services culturels dans la Région du N'Zi	10 000 000	10 860 801	12 599 619
14016000714 Développer l'agriculture dans la Région du N'ZI	140 000 000	152 051 212	176 394 663
14016000711 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du N'ZI	255 000 000	276 950 421	321 290 279
14016000710 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Kouassi-Kouassikro	132 000 000	143 362 571	166 314 968
14016000707 Développer les industries manufacturières dans la Commune de Kouassi-Kouassikro	65 380 000	71 007 916	82 376 308
14016000665 Développer les autres services généraux dans la Commune de Dimbokro	75 000 000	81 456 006	94 497 141
14016000649 Développer l'enseignement primaire dans la Région du N'Zi	551 369 000	598 830 889	694 703 920

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
14016000642 Développer des services hospitaliers spécialisés dans la Région du N'Zi	3 093 000	3 359 246	3 897 062
14016000633 Développer l'alimentation en eau dans la Région du N'ZI	27 000 000	29 324 162	34 018 971
14016000625 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection de l'environnement dans la Commune de Dimbokro	10 000 000	10 860 801	12 599 619
14016000622 Développer les transports routiers dans la Région du N'ZI	35 000 000	38 012 803	44 098 666
14016000619 Développer l'enseignement pré-élémentaire dans la Commune de Dimbokro	3 475 000	3 774 128	4 378 368
14016000613 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Région du N'Zi	116 250 000	126 256 810	146 470 568
14016000601 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région du N'Zi	20 000 000	21 721 602	25 199 238
14016000589 Développer le logement dans la Région du N'Zi	150 000 000	162 912 012	188 994 282
14016000586 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de Bocanda	29 898 800	32 472 491	37 671 348
14016000584 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Dimbokro	35 000 000	38 012 803	44 098 666
14016000578 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du N'Zi	115 000 000	124 899 209	144 895 616
14016000577 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Bocanda	38 622 000	41 946 585	48 662 248
14016000567 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Dimbokro	45 000 000	48 873 604	56 698 284
14016000565 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Bocanda	108 932 000	118 308 876	137 250 167
14016000560 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Dimbokro	48 475 000	52 647 732	61 076 652
14016000532 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du N'ZI	206 360 576	224 124 111	260 006 459
14016000531 Développer l'enseignement pré-élémentaire dans la Région du N'Zi	40 000 000	43 443 203	50 398 475
14016000527 Développer des services culturels dans la Commune de Dimbokro	56 000 000	60 820 485	70 557 865
14016000523 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Dimbokro	11 000 000	11 946 881	13 859 581
14016000512 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Bocanda	5 000 000	5 430 400	6 299 809
14016000511 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Bocanda	73 000 000	79 283 846	91 977 217
14016000510 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Dimbokro	145 908 000	158 467 773	183 838 518
14016000508 Développer le logement dans la Commune de Dimbokro	72 525 232	78 768 210	91 379 027
14016000507 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Bocanda	40 000 000	43 443 203	50 398 475
14016000495 Développer les industries manufacturières dans la Région du N'Zi	105 000 000	114 038 409	132 295 997
14016000483 Développer les services de police dans la Région du N'ZI	55 000 000	59 734 405	69 297 903
14016000477 Développer les transports routiers dans la Commune de Dimbokro	25 000 000	27 152 002	31 499 047
14016000471 Développer les transports routiers dans la Commune de Bocanda	25 280 000	27 456 104	31 851 836
14016000469 Développer les autres services généraux dans la Commune de Bocanda	125 000 000	135 760 010	157 495 235
14016000468 Développer les autres services généraux dans la Région du N'Zi	195 000 000	211 785 616	245 692 566
11016002569 Développer la gestion des eaux usées dans le district Autonome de Yamoussoukro	120 000 000	130 329 610	151 195 425
11016002313 Développer les autres services généraux de la Commune de Tié-Ndiékro	15 000 000	16 291 201	18 899 428
11016002203 Développer le premier cycle dans l'enseignement secondaire dans la Région du Bélier	320 459 000	348 044 137	403 766 123
11016002147 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Tié-Ndiékro	20 000 000	21 721 602	25 199 238
11016002143 Développer l'éclairage public dans la Commune de Djékanou	145 000 000	157 481 612	182 694 472
11016002142 Développer les autres services généraux dans le district de Yamoussoukro	59 000 000	64 078 725	74 337 751

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
11016002141 Promouvoir la recherche et le développement dans le domaine de la protection de l'environnement dans la Région du Bélier	25 000 000	27 152 002	31 499 047
11016002139 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Région du Bélier	20 000 000	21 721 602	25 199 238
11016002135 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune de Toumodi	33 869 000	36 784 446	42 673 649
11016002123 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Yamoussoukro	249 999 448	271 519 421	314 989 774
11016002109 Développer l'agriculture dans la Commune de Tiébissou	38 000 000	41 271 043	47 878 551
11016002105 Développer les autres services généraux dans la Commune de Kokumbo	20 000 000	21 721 602	25 199 238
11016002095 Développer l'éclairage public dans la Commune de Tiébissou	50 000 000	54 304 004	62 998 094
11016002094 Développer l'éclairage public dans la Commune d'Attiégouakro	20 395 000	22 150 603	25 696 922
11016002048 Développer l'enseignement primaire dans le district de Yamoussoukro	148 000 000	160 739 852	186 474 358
11016001970 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Kokumbo	7 500 000	8 145 601	9 449 714
11016001933 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Toumodi	18 745 000	20 358 571	23 617 985
11016001915 Développer l'enseignement préélémentaire dans la Commune de Toumodi	25 000 000	27 152 002	31 499 047
11016001901 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Djékanou	100 000 000	108 608 008	125 996 188
11016001897 Développer des dispensaires et des maternités dans la Région du Bélier	422 869 000	459 269 598	532 798 819
11016001893 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune d'Attiégouakro	40 000 000	43 443 203	50 398 475
11016001891 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Kokumbo	25 000 000	27 152 002	31 499 047
11016001889 Développer les transports routiers dans la Région du Bélier	26 362 000	28 631 243	33 215 115
11016001888 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Tié-Ndiékro	44 000 000	47 787 524	55 438 323
11016001882 Développer la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature dans la Commune de Tiébissou	10 000 000	10 860 801	12 599 619
11016001869 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Didiévi	28 081 000	30 498 215	35 380 989
11016001857 Développer les autres services généraux dans la Commune de Didiévi	40 000 000	43 443 203	50 398 475
11016001812 Développer l'enseignement primaire dans la Région du Bélier	291 066 000	316 120 985	366 732 064
11016001805 Développer les autres services généraux dans la Région du Bélier	349 998 000	380 125 857	440 984 137
11016001799 Développer des services de radiodiffusion, de télévision et d'édition dans la Commune de Kokumbo	9 500 000	10 317 761	11 969 638
11016001764 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Toumodi	30 654 850	33 293 622	38 623 942
11016001763 Développer le logement dans la Commune de Tié-Ndiékro	104 000 000	112 952 329	131 036 035
11016001762 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Tiébissou	28 500 000	30 953 282	35 908 914
11016001761 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Kokumbo	28 500 000	30 953 282	35 908 914
11016001760 Développer le logement dans la Commune de Djékanou	65 000 000	70 595 205	81 897 522
11016001744 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Commune de Tié-Ndiékro	10 000 000	10 860 801	12 599 619
11016001733 Développer l'agriculture dans le district de Yamoussoukro	29 000 000	31 496 322	36 538 894
11016001728 Développer les autres services généraux dans la Commune d'Attiégouakro	212 640 186	230 944 271	267 918 528
11016001727 Développer les autres services généraux dans la Commune de Yamoussoukro	225 000 000	244 368 019	283 491 422
11016001715 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Toumodi	28 000 000	30 410 242	35 278 933
11016001712 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Tié-Ndiékro	34 000 000	36 926 723	42 838 704
11016001706 Développer les transports routiers dans la Commune de Kokumbo	25 000 000	27 152 002	31 499 047

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
11016001676 Développer des services culturels dans la Commune de Tiébissou	5 000 000	5 430 400	6 299 809
11016001674 Développer l'hôtellerie et la restauration dans la Commune de Tié-Ndiékro	20 000 000	21 721 602	25 199 238
11016001673 Développer les autres services généraux dans la Commune de Tiébissou	78 000 000	84 714 246	98 277 026
11016001671 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Tiébissou	150 000 000	162 912 012	188 994 282
11016001645 Développer l'enseignement pré-élémentaire dans la Région du Bélier	40 000 000	43 443 203	50 398 475
11016001625 Développer les équipements collectifs dans la Commune de Tiébissou	14 832 573	16 109 362	18 688 477
11016001598 Développer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la Région du Bélier	96 711 000	105 035 891	121 852 173
11016001591 Développer des services récréatifs et sportifs dans la Commune d'Attiégouakro	5 000 000	5 430 400	6 299 809
11016001584 Développer des services culturels dans la Commune de Tié-Ndiékro	76 000 000	82 542 086	95 757 103
11016001582 Développer des services culturels dans la Région du Bélier	52 518 000	57 038 754	66 170 678
11016001580 Développer des services culturels dans le district de Yamoussoukro	100 000 000	108 608 008	125 996 188
11016001573 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Djékanou	59 000 000	64 078 725	74 337 751
11016001571 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Kokumbo	15 000 000	16 291 201	18 899 428
11016001568 Développer des dispensaires et des maternités dans la Commune de Tié-Ndiékro	4 000 000	4 344 320	5 039 848
11016001549 Promouvoir les familles et les enfants dans la Commune de Yamoussoukro	93 000 000	101 005 448	117 176 455
11016001533 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Yamoussoukro	348 911 000	378 945 288	439 614 559
11016001531 Développer l'enseignement primaire dans la Commune d'Attiégouakro	80 237 000	87 143 808	101 095 561
11016001528 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Djékanou	35 000 000	38 012 803	44 098 666
11016001527 Développer l'enseignement non défini par niveau dans la Commune de Djékanou	24 568 679	26 683 553	30 955 599
11016001525 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Kokumbo	41 000 000	44 529 283	51 658 437
11016001524 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Tiébissou	64 500 000	70 052 165	81 267 541
11016001522 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Tié-Ndiékro	64 000 000	69 509 125	80 637 560
11016001521 Développer l'enseignement primaire dans la Commune de Toumodi	96 500 000	104 806 728	121 586 321
11016001518 Développer les affaires économiques non classées ailleurs (n.c.a.) dans la Commune de Didiévi	120 247 783	130 598 722	151 507 622
11016001515 Développer les industries manufacturières dans la Commune de Kokumbo	12 544 860	13 624 723	15 806 045
11016001507 Développer l'éclairage public dans la Commune de Kokumbo	83 719 000	90 925 538	105 482 748
11016001506 Développer l'alimentation en eau dans la Commune de Kokumbo	30 000 000	32 582 402	37 798 856
11016001505 Développer le logement dans la Commune de Kokumbo	55 000 000	59 734 405	69 297 903
11016001496 Développer le logement dans la Commune d'Attiégouakro	50 000 000	54 304 004	62 998 094
11016001493 Développer des services hospitaliers généraux dans la Région du Bélier	12 949 000	14 063 651	16 315 246
11016001491 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans la Région du Bélier	70 000 000	76 025 606	88 197 331
11016001490 Acquérir des appareils et du matériel thérapeutique dans le district de Yamoussoukro	30 000 000	32 582 402	37 798 856
11016001487 Développer des dispensaires et des maternités dans le district de Yamoussoukro	204 000 000	221 560 337	257 032 223

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22040 Décentralisation	**237 873 882 190**	**255 413 523 916**	**275 254 162 032**
11016001486 Développer l'éclairage public dans la Région du Bélier	34 999 447	38 012 202	44 097 969
11016001485 Développer l'alimentation en eau dans la Région du Bélier	45 000 000	48 873 604	56 698 284
11016001483 Développer le logement dans la Région du Bélier	167 000 000	181 375 374	210 413 634
11016001482 Développer le logement dans le district de Yamoussoukro	80 000 000	86 886 407	100 796 950
11016001481 Développer les équipements collectifs dans le district de Yamoussoukro	30 000 000	32 582 402	37 798 856
11016001480 Développer l'alimentation en eau dans le district de Yamoussoukro	85 000 000	92 316 807	107 096 760
11016001479 Développer l'éclairage public dans le district de Yamoussoukro	135 000 000	146 620 811	170 094 853
11016001472 Développer la gestion des eaux usées dans la Commune de Kokumbo	78 500 000	85 257 286	98 907 007
11016001464 Développer le logement dans la Commune de Yamoussoukro	80 000 000	86 886 407	100 796 950
11016001444 Développer les services de police dans la Région du Bélier	20 000 000	21 721 602	25 199 238
11016001440 Développer les transports routiers dans le district de Yamoussoukro	425 000 000	461 584 035	535 483 798
11016001439 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans le district de Yamoussoukro	20 000 000	21 721 602	25 199 238
11016001436 Développer les services de police dans le district de Yamoussoukro	35 000 000	38 012 803	44 098 666
11016001432 Promouvoir la recherche et le développement dans d'autres branches d'activités dans la Commune de Toumodi	10 000 000	10 860 801	12 599 619
11016001429 Développer les transports routiers dans la Commune de Toumodi	240 909 000	261 646 467	303 536 156
11016001426 Développer les transports routiers dans la Commune de Tié-Ndiékro	20 808 409	22 599 599	26 217 802
11016001411 Développer la distribution, les entrepôts et les magasins dans la Commune de Didiévi	99 493 000	108 057 366	125 357 387
11016001410 Développer les transports routiers dans la Commune de Didiévi	140 000 000	152 051 212	176 394 663
11016001399 Développer les autres services généraux dans la Commune de Toumodi	45 000 000	48 873 604	56 698 284
11016001394 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Tiébissou	25 000 000	27 152 002	31 499 047
11016001393 Développer les services généraux de planification et de statistiques dans la Commune de Kokumbo	5 000 000	5 430 400	6 299 809

II.2.4 Programme 4 : Administration territoriale et identification

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Administration territoriale et identification	Action 4.1 : Renforcement et amélioration de l'offre de service de l'administration du territoire
	Action 4.2 : Modernisation du processus d'identification des populations
	Action 4.3 : Renforcement de l'encadrement de la vie cultuelle et promotion de la laïcité de l'Etat

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Administration territoriale et identification						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Renforcer les capacités opérationnelles des Autorités Préfectorales	Taux d'Autorités Préfectorales bénéficiant de baux administratifs	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'autorités préfectorales ayant bénéficié de baux administratifs / Nombre total d'autorités préfectorales à loger) X 100 Sources : Rapports d'activités DGAT / DAF
	Proportion des résidences des Autorités Préfectorales réhabilitées	15/20	17/20	18/20	19/20	Nombre de résidences des Autorités préfectorales réhabilitées / Nombre total de résidences des Autorités préfectorales planifiées Sources : Rapports d'activités DGAT / DPATCD
	Proportion de bureaux des Sous-préfectures et Préfectures réhabilités	11/20	15/20	17/20	19/20	Nombre de bureaux des Sous-préfectures et Préfectures réhabilités / Nombre total de bureaux des Sous-préfectures et Préfectures à réhabiliter Sources : Rapports d'activités DGAT / DPATCD
	Taux d'Autorités Préfectorales dotées en véhicule de commandement	85,92%	83%	90%	95%	(Nombre d'Autorités Préfectorales dotées en véhicules de commandement / Nombre total d'Autorités Préfectorales) X 100 Sources : Rapports d'activités DGAT / DPATCD
OS2 : Assurer un fonctionnement optimal des services de l'Etat-Civil et de l'Identification	Taux d'enrôlement pour la Carte Nationale d'Identité (CNI)	78,74%	95%	95%	95%	(Nombre de personnes enrôlées / Population cible) X 100 NB : L'âge minimum autorisé pour demander la CNI est de 5 ans Source : Rapport d'activités ONECI
	Taux d'enrôlement pour la Carte de Résident (CR)	38,54%	56%	66%	78%	(Nombre de personnes enrôlées / Population cible) X 100 Source : Rapport d'activités ONECI
	Taux de production des titres d'identité (CNI)	85,91%	90%	90%	90%	(Nombre de titres produits (CNI) / Nombre de personnes enrôlées) X 100 Source : Rapport d'activités ONECI
	Taux de production des titres d'identité (CR)	97,59%	98%	98%	98%	(Nombre de titres produits (CR) / Nombre de personnes enrôlées) X 100 Source : Rapport d'activités ONECI
	Taux de déploiement de la solution de l'Etat-Civil	78,84%	90%	95%	100%	(Nombre de centres et bureaux d'Etat-Civil pourvus de la solution / Nombre total de centres et bureaux d'Etat-Civil planifiés) X 100 Dénominateur : 690 Source : Rapport d'activités ONECI

Programme 4 : Administration territoriale et identification						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS3 : Renforcer l'encadrement de la vie cultuelle et promouvoir la laïcité de l'Etat	Taux de pèlerins chrétiens pris en charge	-	100%	100%	100%	(Nombre de pèlerins chrétiens ayant effectivement bénéficié d'un encadrement, d'une assistance ou d'un accompagnement officiel par les autorités compétentes dans le cadre de leur pèlerinage / Nombre total de pèlerins chrétiens enregistrés) X 100 Source : Rapport d'activités DG Cultes
	Taux de pèlerins musulmans pris en charge	-	70%	70%	70%	(Nombre de pèlerins musulmans ayant effectivement bénéficié d'un encadrement, d'une assistance ou d'un accompagnement officiel par les autorités compétentes dans le cadre de leur pèlerinage / Nombre total de pèlerins musulmans enregistrés) X 100 Dénominateur : 10 000 Source : Rapport d'activités DG Cultes
	Taux de pèlerinages encadrés	100%	100%	100%	100%	(Nombre de pèlerinages encadrés / Nombre de pèlerinages planifiés) X 100 Source : Rapport d'activités DG Cultes

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : ADMINISTRATION TERRITORIALE ET IDENTIFICATION	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
Dépenses de personnel	57 088 507 981	58 775 659 439	60 462 810 896
Dépenses en biens et services	4 374 863 997	4 457 486 106	4 528 808 789
Transferts	9 467 882 605	9 756 273 138	9 756 273 138
Investissements	15 741 528 000	11 520 890 389	4 076 280 804
Trésor	*15 741 528 000*	*11 520 890 389*	*4 076 280 804*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
2204101 Renforcement et amélioration de l'offre de service de l'administration du territoire	**75 446 675 600**	**72 963 925 240**	**67 247 876 510**
1 Personnel	**55 388 507 981**	**57 047 035 209**	**58 705 562 436**
11016001689 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de Département de Tiébissou	1 620 000	1 620 000	1 620 000
15016000901 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de Département de Prikro	540 000	540 000	540 000
18016002236 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de Département de Katiola	579 900	579 900	579 900

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
23016002163 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de la Région du Denguélé (Odienné)	810 000	810 000	810 000
77016001122 Prendre en charge les dépenses salariales de la Préfecture de Département d'Akoupé	61 380 104	61 380 104	61 380 104
78016001632 Veiller au paiement de la solde des personnels de l'Administration du Territoire	55 323 577 977	56 982 105 205	58 640 632 432
2 Biens et services	**4 316 639 619**	**4 395 999 642**	**4 466 033 270**
11016001600 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiébissou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001601 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Attiégouakro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001602 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bonikro (Djékanou)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001603 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Molonou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001604 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Molonou-Blé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001605 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lolobo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001606 Coordonner les activités de développement dans le Département de Attiégouakro	9 000 000	9 187 806	9 381 246
11016001607 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kpouébo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001608 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toumodi	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001609 Coordonner les activités de développement dans le Département de Didiévi	9 000 000	9 187 806	9 381 246
11016001688 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Angoda	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001770 Coordonner les activités de développement dans le Département de Toumodi	11 000 000	11 214 806	11 436 056
11016001783 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakpabo-Sakassou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001784 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kokumbo	4 414 232	4 489 084	4 566 180
11016001785 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kossou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001804 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yamoussoukro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001834 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Raviart (Didiévi)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001914 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Didiévi	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001919 Coordonner les activités de développement dans le Département de Yamoussoukro	10 360 706	10 571 330	10 788 273
11016001924 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lomokankro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016001925 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tiébissou	9 900 000	10 110 000	10 326 300
11016002164 Coordonner les activités de développement dans le Département de Djékanou	9 000 000	9 187 806	9 381 246
11016002167 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boli (Didiévi)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
11016002195 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tié-N'dékro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
14016000535 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dimbokro	11 000 000	11 214 806	11 436 056
14016000536 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouassi-Kouassikro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
14016000537 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kouassi-Kouassikro	9 000 000	9 187 806	9 381 246
14016000591 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bocanda	4 104 852	4 190 880	4 279 487
14016000592 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bengassou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
14016000593 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dimbokro	4 104 852	4 190 880	4 279 487

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
14016000594 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djangokro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
14016000597 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de N'Zékrézéssou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
14016000603 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mékro (Kouassi-Kouassikro)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
14016000621 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouadioblékro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
14016000645 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bocanda	9 000 000	9 187 806	9 381 246
14016000713 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Abigui (Dimbokro)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
14016000718 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nofou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
15016000892 Coordonner les activités de développement dans le Département de M'Bahiakro	9 000 000	9 187 806	9 381 246
15016000893 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de M'Bahiakro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
15016000894 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nafana (Prikro)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
15016000895 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Famienkro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
15016000896 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koffi-Amonkro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
15016000897 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bongéra	4 104 852	4 190 880	4 279 487
15016000898 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ettrokro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
15016000899 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ananda	4 104 852	4 190 880	4 279 487
15016000900 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Prikro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
15016000991 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Daoukro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
15016000992 Coordonner les activités de développement dans le Département de Prikro	9 502 781	9 705 670	9 914 646
15016001065 Coordonner les activités de développement dans le Département de Daoukro	11 000 000	11 205 806	11 417 786
15016001088 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Anianou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
15016001210 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouellé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
15016001234 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de SaManza	4 104 852	4 190 880	4 279 487
15016001235 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kondoussou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
15016001441 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Apkassanou	4 439 800	4 439 800	4 439 800
15036000001 Coordonner les activités de développement dans le Département de Ouéllé	9 000 000	9 112 703	9 228 787
16016000945 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Assahara	4 104 852	4 190 880	4 279 487
16016000946 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiémélékro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
16016000993 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de N'Guessankro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
16016000996 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bongouanou	11 000 000	11 214 806	11 436 056
16016001066 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Arrah	4 104 852	4 190 880	4 279 487
16016001067 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Assié-Koumassi	4 104 852	4 190 880	4 279 487
16016001068 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bouandougou (Mankono)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
16016001071 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bongouanou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
16016001075 Coordonner les activités de développement dans le Département de Arrah	9 000 000	9 187 806	9 381 246

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
16016001082 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Andé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
16016001142 Coordonner les activités de développement dans le Département de M'Batto	9 000 000	9 187 806	9 381 246
16016001151 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kotobi	4 104 852	4 190 880	4 279 487
16016001168 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Anoumaba	4 104 852	4 190 880	4 279 487
16016001274 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de N'Guessankro (Béoumi)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
16016001297 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de M'Batto	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001343 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Languibonou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001344 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Béoumi	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001345 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Botro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001346 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djébonoua	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001347 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dibri-Asrikro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001348 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bouaké	11 000 000	11 214 806	11 436 056
17016001374 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djékanou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001392 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Brobo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001393 Coordonner les activités de développement dans le Département de Béoumi	9 000 000	9 187 806	9 381 246
17016001407 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sakassou	11 000 000	11 214 806	11 436 056
17016001426 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ando-Kékrénou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001507 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bouaké	4 104 312	4 190 324	4 278 916
17016001508 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diabo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001516 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bodokro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001521 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ayaou-Sran	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001652 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kondrobo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001733 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toumodi-Sakassou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001734 Coordonner les activités de développement dans le Département de Botro	9 000 000	9 187 806	9 381 246
17016001786 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sakassou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001858 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lolobo (Béoumi)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016001862 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Marabadjassa (Béoumi)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
17016002202 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mamini	4 439 800	4 439 800	4 439 800
18016001686 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niédiékaha	4 104 852	4 190 880	4 279 487
18016001687 Coordonner les activités de développement dans le Département de Katiola	11 535 240	11 766 103	12 003 892
18016001688 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Foumbolo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
18016001689 Coordonner les activités de développement dans le Département de Niakara	9 000 000	9 187 806	9 381 246
18016001690 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sokala-sobara	4 104 852	4 190 880	4 279 487
18016001691 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Timbé	4 104 852	4 190 880	4 279 487

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
18016001692 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dabakala	4 104 852	4 190 880	4 279 487
18016001693 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tortiya	4 104 852	4 190 880	4 279 487
18016001694 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dabakala	9 000 000	9 187 806	9 381 246
18016001843 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Satama-Sokoro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
18016001900 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tafiré	4 104 800	4 190 826	4 279 432
18016001935 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niakaramaougou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
18016001949 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Arikokaha	4 104 852	4 190 880	4 279 487
18016002034 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niéméné (Dabakala)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
18016002047 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boniérédougou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
18016002048 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Badikaha	4 104 852	4 190 880	4 279 487
18016002074 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Satama-Sokoura	4 104 852	4 190 880	4 279 487
18016002203 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Fronan	4 104 852	4 190 880	4 279 487
18016002205 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Katiola	4 104 852	4 190 880	4 279 487
18016002220 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bassawa	4 104 852	4 190 880	4 279 487
22011100003 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dioman	4 104 852	4 190 880	4 279 487
22016000876 Coordonner les activités de développement dans le Département de Touba	10 400 000	10 596 806	10 799 516
22016000877 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
22016000878 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guintéguéla	4 104 852	4 190 880	4 279 487
22016000879 Coordonner les activités de développement dans le Département de Koro	9 000 000	9 187 806	9 381 246
22016000880 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Manhandougou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
22016000912 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koonan	4 104 852	4 190 880	4 279 487
22016000991 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouaninou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
22016000992 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nikosso	4 104 852	4 190 880	4 279 487
22016000997 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Saboudougou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
22016001057 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Booko	4 104 852	4 190 880	4 279 487
22016001061 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Foungbesso	4 104 852	4 190 880	4 279 487
22016001146 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Borotou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
22016001172 Coordonner les activités de développement dans le Département de Ouaninou	9 000 000	9 187 806	9 381 246
22016001221 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbelo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
22016001222 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Santa	4 104 852	4 190 880	4 279 487
22016001290 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gouékan	4 104 852	4 190 880	4 279 487
23016001612 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Samago	4 104 852	4 190 880	4 279 487
23016001613 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbéléban	4 104 852	4 190 880	4 279 487
23016001614 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiémé	4 104 852	4 190 880	4 279 487

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
23016001615 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bougousso (Odienné)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
23016001619 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Seydougou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
23016001620 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de N'Goloblasso	4 104 852	4 190 880	4 279 487
23016001621 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Samatiguila	4 104 852	4 190 880	4 279 487
23016001622 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kimirila-Sud (Samatiguila)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
23016001633 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Fengolo (Madinani)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
23016001832 Coordonner les activités de développement dans le Département de Samatiguila	9 000 000	9 187 806	9 381 246
23016001833 Coordonner les activités de développement dans le Département de Séguélon	9 000 000	9 187 806	9 381 246
23016001856 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doulatièdougou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
23016001887 Coordonner les activités de développement dans le Département de Madinani	9 000 000	9 187 806	9 381 246
23016001900 Coordonner les activités de développement dans le Département de Odienné	11 749 660	11 986 956	12 231 370
23016001960 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Séguélon	4 104 852	4 190 880	4 279 487
23016002078 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Odienné	4 104 852	4 190 880	4 279 487
23016002079 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Madinani	4 104 852	4 190 880	4 279 487
23016002104 Coordonner les activités de développement dans le Département de Gbéléban	9 000 000	9 187 806	9 381 246
23016002172 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbongaha	4 104 852	4 190 880	4 279 487
23016002181 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bako	4 804 852	4 911 880	5 022 117
24016000944 Coordonner les activités de développement dans le Département de Ouangolodougou	9 000 000	9 187 806	9 381 246
24016000945 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diawala	4 104 852	4 190 880	4 279 487
24016000946 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ferkessedougou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
24016000947 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niellé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
24016001075 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nafana	4 104 852	4 190 880	4 279 487
24016001157 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouangolodougou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
24016001185 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kaouara	4 104 852	4 190 880	4 279 487
24016001187 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de ToumouKoro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
24016001203 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kong	4 104 852	4 190 880	4 279 487
24016001241 Coordonner les activités de développement dans le Département de Ferkessédougou	11 000 000	11 214 806	11 436 056
24016001253 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koumbala	4 104 852	4 190 880	4 279 487
24016001282 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Togoniéré	4 104 852	4 190 880	4 279 487
24016001283 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sikolo (Kong)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
24016001291 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bilimono	4 104 852	4 190 880	4 279 487
24016001303 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kong	9 000 000	9 187 806	9 381 246
25016001621 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kombolokoura	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001622 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Katogo	4 104 852	4 190 880	4 279 487

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
25016001623 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lataha	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001624 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sédiogo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001625 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nafoun	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001626 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Komborodougou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001627 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sirasso	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001628 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sinématiali	9 000 000	9 187 806	9 381 246
25016001631 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bougou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001632 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kanoroba	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001633 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dikodougou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001692 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dassougbokho	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001717 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Katiali	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001724 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kagbolodougou (Sinématiali)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001725 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boron	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001814 Coordonner les activités de développement dans le Département de M'Bengué	9 000 000	9 187 806	9 381 246
25016001852 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Napié	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001853 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tioroniaradougou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001854 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niofoin	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001857 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de N'Ganon	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001875 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guiémbé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001876 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de M'Bengué	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001877 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koni (Korhogo)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001902 Coordonner les activités de développement dans le Département de Korhogo	11 000 000	11 214 806	11 436 056
25016001963 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sinématiali	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001964 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Karakoro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016001975 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kiémou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016002180 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Korhogo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016002183 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dikodougou	9 000 000	9 187 806	9 381 246
25016002185 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sohouo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
25016002250 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bahouakaha (Sinématiali)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001128 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Baya	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001129 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kanakono	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001130 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Papara	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001131 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sianhala	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001132 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kouto	9 000 000	9 187 806	9 381 246

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
26016001176 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kasséré	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001177 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbon	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001258 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tengréla	9 000 000	9 187 806	9 381 246
26016001262 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouto	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001263 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Siempurgo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001277 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boundiali	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001278 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tengréla	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001348 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ganaoni	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001386 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Blésségué	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001461 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Débété	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001492 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kolia	4 104 852	4 190 880	4 279 487
26016001539 Coordonner les activités de développement dans le Département de Boundiali	11 000 000	11 214 806	11 436 056
27016000720 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Minignan	4 104 852	4 190 880	4 279 487
27016000724 Coordonner les activités de développement dans le Département de Minigan	11 000 000	11 214 806	11 436 056
27016000766 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kaniasso	9 000 000	9 187 806	9 381 246
27016000811 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mahandiana-Sokourani	4 104 852	4 190 880	4 279 487
27016000864 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tienko	4 104 852	4 190 880	4 279 487
27016000875 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kimbirila-Nord	4 999 999	5 109 761	5 222 815
27016000877 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kaniasso	4 104 852	4 190 880	4 279 487
27016000878 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Goulia	4 104 852	4 190 880	4 279 487
27016000965 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de SoKoro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
28016000740 Coordonner les activités de développement dans le Département de Nassian	9 000 000	9 187 806	9 381 246
28016000741 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sominassé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
28016000742 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bouna	11 000 000	11 214 806	11 436 056
28016000743 Coordonner les activités de développement dans le Département de Téhini	9 000 000	9 187 806	9 381 246
28016000744 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nassian	4 104 852	4 190 880	4 279 487
28016000745 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bouna	4 104 852	4 190 880	4 279 487
28016000775 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Téhini	4 104 852	4 190 880	4 279 487
28016000778 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Touba	4 104 852	4 190 880	4 279 487
28016000779 Coordonner les activités de développement dans le Département de Doropo	9 000 000	9 187 806	9 381 246
28016000828 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tougbo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
28016000829 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Youndouo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
28016000830 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gogo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
28016000882 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bouko	4 104 852	4 190 880	4 279 487

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
28016000975 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kotouba	4 104 852	4 190 880	4 279 487
28016000989 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doropo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
28016000990 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niamoué	4 104 852	4 190 880	4 279 487
28016001009 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ondéfidouo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
28016001013 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Danoa	4 104 852	4 190 880	4 279 487
28016001146 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kalamon	4 439 800	4 439 800	4 439 800
28016001217 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bogofa	4 439 800	4 439 800	4 439 800
31016001222 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gonaté	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001223 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guessabo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001224 Coordonner les activités de développement dans le Département de Issia	9 000 000	9 187 806	9 381 246
31016001225 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gadouan	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001228 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dania	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001229 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tapéguia	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001288 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nahio	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001364 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Daloa	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001381 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boguedia	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001383 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Vavoua	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001384 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bédiala	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001385 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gboguhé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001386 Coordonner les activités de développement dans le Département de Daloa	11 000 000	11 214 806	11 436 056
31016001468 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zaïbo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001475 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Iboguhé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001476 Coordonner les activités de développement dans le Département de Vavoua	9 000 000	9 187 806	9 381 246
31016001496 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Saïoua	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001509 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Namané (Issia)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001510 Coordonner les activités de développement dans le Département de Zoukougbeu	9 000 000	9 187 806	9 381 246
31016001516 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Seitifla	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001626 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zoukougbeu	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001668 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gregbeu	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001669 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Issia	4 104 852	4 190 880	4 279 487
31016001736 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Domangbeu	4 104 852	4 190 880	4 279 487
32016000884 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dignago	4 104 852	4 190 880	4 279 487
32016000900 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yopohué	4 104 852	4 190 880	4 279 487
32016000901 Coordonner les activités de développement dans le Département de Gagnoa	11 000 000	11 214 806	11 436 056

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
32016000902 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tonla	4 104 852	4 190 880	4 279 487
32016000903 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oumé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
32016000907 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Galébré	4 104 852	4 190 880	4 279 487
32016000946 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guépahouo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
32016001032 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dahiépa-Kehi	4 104 852	4 190 880	4 279 487
32016001082 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diegonéfla	4 104 852	4 190 880	4 279 487
32016001088 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sérihio	4 104 852	4 190 880	4 279 487
32016001089 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouragahio	4 104 852	4 190 880	4 279 487
32016001119 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bayota	4 104 852	4 190 880	4 279 487
32016001170 Coordonner les activités de développement dans le Département de Oumé	9 000 000	9 187 806	9 381 246
32016001220 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guibéroua	4 104 852	4 190 880	4 279 487
32016001256 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gagnoa	4 104 852	4 190 880	4 279 487
32016001259 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gnagbodougnoa	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35013300006 Coordonner les activités de développement dans le Département de Zouénoula	9 000 000	9 187 806	9 381 246
35016000839 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Pakouabo (Bouaké)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016000854 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zaguiéta	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016000858 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Iriéfla	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016000947 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gohitafla	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016000948 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tibéïta	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016000952 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bazré	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016000953 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bouaflé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016000955 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bouaflé	11 000 000	11 214 806	11 436 056
35016000958 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Maminigui (Zuénoula)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016000961 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sinfra	9 000 000	9 187 806	9 381 246
35016001006 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bonon	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016001012 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de N'douffoukankro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016001026 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouétinfla	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016001037 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zanzra	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016001124 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zuénoula	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016001126 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbégbéssou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016001174 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Vouéboubla	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016001178 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sinfra	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35016001186 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kanzra	4 104 852	4 190 880	4 279 487
35036000001 Coordonner les activités de développement dans le département de Bonon	9 000 000	9 112 703	9 228 787

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
35036000002 Coordonner les activités de développement dans le département de Gohitafla	9 000 000	9 112 703	9 228 787
36016001141 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sifié	4 104 852	4 190 880	4 279 487
36016001181 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bobi (Séguéla)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
36016001200 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Morondo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
36016001213 Coordonner les activités de développement dans le Département de Séguéla	11 000 000	11 214 806	11 436 056
36016001258 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diarabana (Séguéla)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
36016001284 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kani	9 000 000	9 187 806	9 381 246
36016001290 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djibrosso	4 104 852	4 190 880	4 279 487
36016001291 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dualla	4 104 852	4 190 880	4 279 487
36016001292 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Fadiadougou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
36016001403 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kani	4 104 852	4 190 880	4 279 487
36016001410 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Massala	4 104 852	4 190 880	4 279 487
36016001466 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kamalo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
36016001467 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Séguela	4 104 852	4 190 880	4 279 487
36016001520 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Worofla	4 104 852	4 190 880	4 279 487
37016000944 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sarhala	4 104 852	4 190 880	4 279 487
37016000948 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kounahiri	4 104 852	4 190 880	4 279 487
37016000949 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tieningboué	4 104 852	4 190 880	4 279 487
37016000964 Coordonner les activités de développement dans le Département de Mankono	10 998 788	11 204 594	11 416 574
37016000965 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dianra-Village	4 104 852	4 190 880	4 279 487
37016001089 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mankono	4 104 852	4 190 880	4 279 487
37016001126 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kounahiri	9 000 000	9 187 806	9 381 246
37016001154 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mahandallah	4 104 852	4 190 880	4 279 487
37016001263 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dianra	9 000 000	9 187 806	9 381 246
37016001301 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dianra	4 104 852	4 190 880	4 279 487
37016001302 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kongasso	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41011100002 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Goudouko	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016000001 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yorodougou (Sipilou)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001301 Coordonner les activités de développement dans le Département de Zouan-Hounien	9 000 000	9 187 806	9 381 246
41016001302 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sangouiné	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001303 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbangbegouiné-Yati	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001311 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Man	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001334 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ziogouiné	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001335 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zonneu	4 104 852	4 190 880	4 279 487

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
41016001336 Coordonner les activités de développement dans le Département de Biankouma	9 000 000	9 187 806	9 381 246
41016001337 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Daleu	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001338 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbon-Houyé (Danané)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001339 Coordonner les activités de développement dans le Département de Danané	9 000 000	9 187 806	9 381 246
41016001340 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Blapleu	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001364 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbangbégouiné	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001375 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bin-Houyé	4 104 850	4 190 877	4 279 485
41016001440 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gouiné (Biankouma)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001484 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Téapleu	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001510 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yapleu	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001586 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de PodiAgouiné	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001593 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sipilou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001594 Coordonner les activités de développement dans le Département de Man	11 000 000	11 214 806	11 436 056
41016001596 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Danané	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001611 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kpata	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001630 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Biankouma	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001637 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de ZAgoué	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001642 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouan-Houlé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001653 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bogouiné	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001732 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Goulaleu	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001757 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sipilou	9 000 000	9 187 806	9 381 246
41016001760 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sandougou-soba (Man)	4 104 849	4 190 877	4 279 484
41016001774 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Santa	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001779 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Logoualé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001781 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Banneu	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001811 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbonné	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001817 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zouan-Hounien	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001827 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Mahapleu	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001830 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Séileu (Danané)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001841 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Taabo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
41016001904 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yelleu	4 104 852	4 190 880	4 279 487
42016000736 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiobly	4 104 852	4 190 880	4 279 487
42016000737 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kaadé (Guiglo)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
42016000749 Coordonner les activités de développement dans le Département de Taï	9 000 000	9 187 806	9 381 246

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
42016000750 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zéaglo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
42016000751 Coordonner les activités de développement dans le Département de Guiglo	11 000 000	11 214 806	11 436 056
42016000752 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bakoubly	4 104 852	4 190 880	4 279 487
42016000828 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zagné	4 104 852	4 190 880	4 279 487
42016000831 Coordonner les activités de développement dans le Département de Toulépleu	9 000 000	9 187 806	9 381 246
42016000890 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de méo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
42016000896 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Taï	4 104 852	4 190 880	4 279 487
42016000897 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guiglo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
42016000898 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doké	4 104 852	4 190 880	4 279 487
42016000905 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toulépleu	4 104 852	4 190 880	4 279 487
42016000906 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bloléquin	9 000 000	9 187 806	9 381 246
42016001022 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Péhé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
42016001023 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bloléquin	4 104 852	4 190 880	4 279 487
42016001037 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tinhou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
42016001156 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nézobly	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000771 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bangolo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000772 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guéhiebly	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000773 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kahin-Zarabaon	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000774 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Duékoué	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000775 Coordonner les activités de développement dans le Département de Kouibli	9 000 000	9 187 806	9 381 246
43016000776 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koua	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000777 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ouyably-Gnondrou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000778 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouibly	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000779 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Totrodou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000791 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bangolo	9 000 000	9 187 806	9 381 246
43016000792 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000793 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Béoué-Zibiao	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000797 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guinglo-Tahouaké	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000798 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nidrou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000799 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bléniméouin	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000800 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Fakobly	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000801 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiény-Siably	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000802 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dieouzon	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000894 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sémian	4 104 852	4 190 880	4 279 487

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
43016000895 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kononfla	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000924 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bagohouo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000945 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guézon	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000946 Coordonner les activités de développement dans le Département de Duékoué	11 000 000	11 214 806	11 436 056
43016000948 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zéo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000949 Coordonner les activités de développement dans le Département de Facobly	9 000 000	9 187 806	9 381 246
43016000950 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gohouo-Zagna	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016000960 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guézon (Facobly)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
43016001071 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbapleu	4 104 852	4 190 880	4 279 487
51016000964 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lauzoua	4 546 480	4 642 757	4 741 920
51016000965 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lakota	4 104 852	4 190 880	4 279 487
51016000966 Coordonner les activités de développement dans le Département de Lakota	9 000 000	9 187 806	9 381 246
51016000967 Coordonner les activités de développement dans le Département de Guitry	9 000 000	9 187 806	9 381 246
51016000968 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yocoboué	4 104 852	4 190 880	4 279 487
51016000969 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niambézaria	4 104 852	4 190 880	4 279 487
51016000970 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zikisso	4 104 852	4 190 880	4 279 487
51016000989 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guitry	4 104 852	4 190 880	4 279 487
51016000990 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nébo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
51016000991 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gagoré (Lakota)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
51016001021 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zégo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
51016001042 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dairo-Houyé (Guitry)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
51016001047 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ogoudou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
51016001119 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Hiré	4 104 852	4 190 880	4 279 487
51016001123 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djidji	4 104 852	4 190 880	4 279 487
51016001128 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Didoko	4 104 852	4 190 880	4 279 487
51016001200 Coordonner les activités de développement dans le Département de Divo	11 000 000	11 214 806	11 436 056
51016001304 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Divo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
55016000853 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dogbo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
55016000854 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Djouroutou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
55016000863 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tabou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
55016000903 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gabiadji	4 104 852	4 190 880	4 279 487
55016000945 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tabou	9 000 000	9 187 806	9 381 246
55016000973 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Olodio	4 104 852	4 190 880	4 279 487
55016000977 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Béréby	4 104 852	4 190 880	4 279 487

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
55016001037 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grabo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
55016001039 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de San-Pédro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
55016001056 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Doba	4 104 852	4 190 880	4 279 487
55016001195 Coordonner les activités de développement dans le Département de San-Pédro	11 000 000	11 214 806	11 436 056
56016000958 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guéyo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
56016000959 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Buyo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
56016000960 Coordonner les activités de développement dans le Département de Buyo	9 000 000	9 187 806	9 381 246
56016000976 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Méagui	4 104 852	4 190 880	4 279 487
56016000977 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dabouyo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
56016000978 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Soubré	4 104 852	4 190 880	4 279 487
56016001023 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Liliyo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
56016001103 Coordonner les activités de développement dans le Département de Guéyo	9 000 000	9 187 806	9 381 246
56016001105 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Okrouyo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
56016001106 Coordonner les activités de développement dans le Département de Soubré	11 000 000	11 214 806	11 436 056
56016001112 Coordonner les activités de développement dans le Département de Méagui	9 000 000	9 187 806	9 381 246
56016001188 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oupoyo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
56016001203 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Zattry	4 104 852	4 190 880	4 279 487
56016001330 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dapeoua	4 104 852	4 190 880	4 279 487
56016001331 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gnamangui	4 354 852	4 440 880	4 529 487
57016000474 Coordonner les activités de développement dans le Département de Fresco	9 000 000	9 187 806	9 381 246
57016000475 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Médon	4 104 852	4 190 880	4 279 487
57016000476 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gbagbam	4 104 852	4 190 880	4 279 487
57016000477 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dakpadou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
57016000484 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grihiri	4 104 852	4 190 880	4 279 487
57016000535 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sago	4 104 852	4 190 880	4 279 487
57016000641 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lobakuya	4 104 852	4 190 880	4 279 487
57016000646 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sassandra	4 104 852	4 190 880	4 279 487
57016000661 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sassandra	11 000 000	11 214 806	11 436 056
57016000668 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Fresco	4 104 852	4 190 880	4 279 487
57016000672 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dahiri	4 104 852	4 190 880	4 279 487
61016000732 Coordonner les activités de développement dans le Département de Agnibilékro	9 000 000	9 187 806	9 381 246
61016000733 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Niablé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
61016000734 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Abengourou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
61016000766 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diamarakro	4 104 852	4 190 880	4 279 487

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
61016000816 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakassé-Féyassé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
61016000817 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bettié	4 104 852	4 190 880	4 279 487
61016000834 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Akoboissué	4 104 852	4 190 880	4 279 487
61016000839 Coordonner les activités de développement dans le Département de Abengourou	11 000 000	11 214 806	11 436 056
61016000856 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Amélékia	4 104 852	4 190 880	4 279 487
61016000871 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ebilassokro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
61016000895 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tanguelan	4 104 852	4 190 880	4 279 487
61016000899 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bettié	9 000 000	9 187 806	9 381 246
61016000901 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dufrebo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
61016000976 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Damé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
61016000986 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Agnibilekro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
61016001028 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Zaranou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
61016001029 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aniassué	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016000002 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiédjo	4 439 800	4 439 800	4 439 800
62016001275 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bondo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001276 Coordonner les activités de développement dans le Département de Bondoukou	11 000 000	11 214 806	11 436 056
62016001277 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tankessé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001278 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dimandougou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001279 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kokomian	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001280 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yorobodi	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001281 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tanda	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001283 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yézimala (Bondoukou)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001284 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Boahia	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001285 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouassi-Datékro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001286 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gouméré	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001287 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Koun-Fao	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001288 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Transua	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001289 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sandégué	9 000 000	9 187 806	9 381 246
62016001354 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouassia-Naguini	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001361 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Diamba (Tanda)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001364 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sorobango	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001452 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Laoudiba	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001453 Coordonner les activités de développement dans le Département de Koun-Fao	9 000 000	9 187 806	9 381 246
62016001474 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Taoudi	4 104 852	4 190 880	4 279 487

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
62016001482 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sandégué	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001484 Coordonner les activités de développement dans le Département de Transua	9 000 000	9 187 806	9 381 246
62016001490 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tienkouakro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001536 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Amanvi	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001560 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tanda	9 000 000	9 187 806	9 381 246
62016001562 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bangakagni-Tomora	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001563 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tagadi	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001564 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Pinda-Boroko	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001655 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bondoukou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001696 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sapli	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001731 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Assuéfry	4 104 852	4 190 880	4 279 487
62016001732 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Appimandoum	4 999 999	5 112 881	5 229 148
62016001737 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tabagne	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001351 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Maféré	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001352 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adjouan	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001353 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adiaké	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001354 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bonoua	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001355 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tiapoum	9 000 000	9 187 806	9 381 246
71016001356 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yaou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001357 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Kouakro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001531 Coordonner les activités de développement dans le Département de Adiaké	9 000 000	9 217 806	9 442 146
71016001539 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiapoum	4 446 480	4 542 757	4 641 920
71016001556 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Nouamou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001558 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adaou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001580 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aboisso	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001607 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bongo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001643 Coordonner les activités de développement dans le Département de Grand-Bassam	9 000 000	9 187 806	9 381 246
71016001664 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ayamé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001797 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Noé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001811 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Assinie-Mafia	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001821 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bianoua	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001864 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Etueboué	4 104 852	4 190 880	4 279 487
71016001882 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Bassam	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001134 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Loviguié	4 104 852	4 190 880	4 279 487

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
76016001135 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de N'Douci	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001136 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Gomon	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001137 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Attobrou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001138 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ananguié	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001139 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oress-Krobou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001140 Coordonner les activités de développement dans le Département de Agboville	11 000 000	11 000 000	11 000 000
76016001141 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Azaguié	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001270 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Guessiguié	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001272 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Binao-Boussoué	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001273 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Pacobo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001274 Coordonner les activités de développement dans le Département de Tiassalé	9 000 000	9 187 806	9 381 246
76016001275 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aboudé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001283 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Morokro	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001335 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Agboville	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001346 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Sikensi	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001384 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Morié	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001388 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Tiassalé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001389 Coordonner les activités de développement dans le Département de Sikensi	9 000 000	9 187 806	9 381 246
76016001509 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Rubino	4 104 852	4 190 880	4 279 487
76016001550 Coordonner les activités de développement dans le Département de Taabo	9 000 000	9 187 806	9 381 246
77016001033 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Assikoi	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001034 Coordonner les activités de développement dans le Département de Aboisso	11 000 000	11 214 806	11 436 056
77016001035 Coordonner les activités de développement dans le Département de Alépé	9 000 000	9 187 806	9 381 246
77016001036 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bécouéfin	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001037 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakassé-mé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001038 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Annépé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001039 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Yakassé-Attobrou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001040 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Agou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001041 Coordonner les activités de développement dans le Département de Adzopé	11 000 000	11 214 806	11 436 056
77016001042 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Cechi	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001063 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Afféry	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001151 Coordonner les activités de développement dans le Département de Yakassé-Attobrou	9 000 000	9 187 806	9 381 246
77016001155 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Akoupé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001162 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Becedi-Brignan	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001163 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Aboisso-Comoé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001172 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Abongoua	4 104 852	4 190 880	4 279 487

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
77016001239 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Adzopé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001247 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bieby	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001248 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Allosso (Alépé)	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001337 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Danguira	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001366 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Alépé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
77016001373 Coordonner les activités de développement dans le Département de Akoupé	8 813 785	9 001 591	9 195 031
77016001403 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Oghlwapo	4 104 852	4 190 880	4 279 487
78016001635 Gérer les baux de l'Administration du Territoire	727 272 000	727 272 000	727 272 000
78016001637 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Songon	4 104 852	4 190 880	4 279 487
78016001638 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Brofodoumé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
78016001639 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bingerville	4 104 852	4 190 880	4 279 487
78016001640 Appuyer les processus électoraux	20 000 000	20 480 000	20 974 400
78016001643 Encadrer le fonctionnement des Circonscriptions Administratives	41 002 108	41 812 171	42 646 536
78016001689 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Anyama	4 104 852	4 190 880	4 279 487
78016002001 Coordonner les activités de développement dans le Département de Abidjan	10 360 707	10 571 332	10 788 274
78016002058 Coordonner les activités des circonscriptions administratives	203 620 051	205 100 801	206 625 972
78016002087 Encadrer la vie associative et les professions réglementées	12 053 796	12 265 410	12 483 372
78016002249 Créer une base de données de la cartographie	15 500 000	15 695 000	15 895 850
78016002250 Acquérir les imprimés et registres d'Etat-Civil	170 000 000	170 600 000	171 218 000
78016002251 Effectuer la maintenance et l'entretien du matériel roulant au profit des Autorités Préfectorales	18 580 592	18 580 592	18 580 592
79016000630 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Dabou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
79016000631 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ahouanou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
79016000632 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Krégbé	4 104 852	4 190 880	4 279 487
79016000633 Coordonner les activités de développement dans le Département de Dabou	11 000 000	11 214 806	11 436 056
79016000634 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Bacanda	4 104 852	4 190 880	4 279 487
79016000635 Coordonner les activités de développement dans le Département de Grand-Lahou	9 000 000	9 187 806	9 381 246
79016000704 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Lopou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
79016000749 Coordonner les activités de développement dans le Département de Jacqueville	9 000 000	9 187 806	9 381 246
79016000763 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toukouzou	4 104 852	4 190 880	4 279 487

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22041 Administration territoriale et identification	**86 672 782 583**	**84 510 309 072**	**78 824 173 627**
79016000773 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Grand-Lahou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
79016000836 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Toupah	4 104 852	4 190 880	4 279 487
79016000844 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Jacqueville	4 104 852	4 190 880	4 279 487
79016000870 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Attoutou-A	4 104 852	4 190 880	4 279 487
79016000874 Coordonner les activités de développement dans la Sous-préfecture de Ebounou	4 104 852	4 190 880	4 279 487
90016000004 Acquérir des effets d'habillement au profit des Gardes des Sous-préfectures	20 000 000	32 306 285	33 275 474
4 Investissements	**15 741 528 000**	**11 520 890 389**	**4 076 280 804**
Trésor	***15 741 528 000***	***11 520 890 389***	***4 076 280 804***
90016000020 Mettre en œuvre le projet d'équipement et de cartographie des circonscriptions administratives et des collectivités territoriales	197 528 000	197 528 000	0
90016000002 Construire le bâtiment annexe de la DGAT	44 000 000	44 000 000	0
78016002009 Acquérir des véhicules de fonction au profit des Autorités Préfectorales	5 000 000 000	0	0
78016001894 Construire, réhabiliter et équiper les bureaux et résidences des Sous-préfectures	5 000 000 000	5 665 454 025	0
78016001636 Construire, réhabiliter et équiper les bureaux et résidences des Préfectures	5 500 000 000	5 613 908 364	4 076 280 804
2204103 Modernisation du processus d'identification des populations	**11 068 923 305**	**11 097 547 535**	**11 126 171 765**
1 Personnel	**1 700 000 000**	**1 728 624 230**	**1 757 248 460**
78016001648 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONECI	1 700 000 000	1 728 624 230	1 757 248 460
3 Transferts	**9 368 923 305**	**9 368 923 305**	**9 368 923 305**
78016001644 Identifier les populations/ONECI	8 791 576 615	8 791 576 615	8 791 576 615
78016001649 Appuyer le processus de modernisation de l'Etat civil/ONECI	500 000 000	500 000 000	500 000 000
78016001808 Effectuer des transferts à l'ONECI pour prendre en charge les Dépenses d'Investissement	77 346 690	77 346 690	77 346 690
2204104 Renforcement de l'encadrement de la vie cultuelle et promotion de la laïcité de l'Etat	**157 183 678**	**448 836 297**	**450 125 352**
2 Biens et services	**58 224 378**	**61 486 464**	**62 775 519**
78016001650 Elaborer la loi portant création, organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur des Réligions et des Convictions	19 577 408	22 055 085	22 536 199
78016001651 Elaborer et suivre la politique d'encadrement des cultes	21 500 000	21 935 000	22 383 050
78016001809 Elaborer le Plan Stratégique de Promotion de la Laïcité	17 146 970	17 496 379	17 856 270
3 Transferts	**98 959 300**	**387 349 833**	**387 349 833**
78016002088 Appuyer les associations et confessions religieuses	98 959 300	387 349 833	387 349 833

II.2.5 Programme 5 : Protection civile

II.2.5.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 5 : Protection civile	Action 5.1: Renforcement de la protection civile
	Action 5.2 : Information et sensibilisation

II.2.5.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Protection civile						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Améliorer l'offre des services de Protection civile	Proportion de Centres de Protection Civile (CPC) construits	28/30	30/30	-	-	Nombre de CPC construits / Nombre total de CPC à construire Dénominateur : 30 CPC à Construire Source : Rapport d'activités ONPC
	Proportion de Centres de Protection Civile (CPC) équipés	27/30	29/30	30/30	-	Nombre de CPC équipés / Nombre total de CPC à équiper Dénominateur :30 CPC à équiper Source : Rapport d'activités ONPC
	Taux d'interventions effectuées dans les délais	-	90%	95%	97,25%	(Nombre d'interventions réalisées dans les délais / Nombre total d'interventions sollicitées) X 100 Norme : 5 minutes à compter de l'alerte pour sortir de la caserne Source : Rapport d'activités ONPC
	Taux de pompiers civils bénéficiant de la formation initiale	93%	100%	100%	100%	(Nombre de pompiers civils ayant bénéficié de la formation initiale / Nombre de pompiers civils recrutés) X 100 Dénominateur : 200 / **Source :** Rapport d'activités ONPC
	Taux de pompiers civils bénéficiant de la formation continue	66%	75%	80%	85%	(Nombre de pompiers civils ayant bénéficié de la formation continue / Nombre total de pompiers civils ayant bénéficié de formation initiale) X 100 Dénominateur : 100 Source : Rapport d'activités ONPC
	Taux de pompiers civils dotés de tenues d'intervention	70%	90%	95%	100%	(Nombre de pompiers civils dotés de tenues d'intervention / Nombre total de pompiers civils) X 100 Dénominateur : 2 656 Source : Rapport d'activités ONPC

Programme 5 : Protection civile						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS2 : Améliorer le dispositif de prévention des risques	Taux de couverture médiatique des activités d'information et de sensibilisation sur les risques	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités d'information et de sensibilisation sur les risques médiatisées / Nombre total d'activités d'information et de sensibilisation réalisées) X 100 Source : Rapport d'activités ONPC
	Taux de campagne d'information et de sensibilisation sur les risques effectuées	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités de campagne d'information et de sensibilisation sur les risques effectuées / Nombre total de campagnes d'information et de sensibilisation planifiées) X 100 Source : Rapport d'activités ONPC
	Proportion d'activités de préventions effectuées (Visites, contre-visites, activités des POI, PPI et PSS)	7 936/24 900	8 275/24 900	16 575/24 900	24 900/24 900	(Nombre d'activités de prévention effectuées / Nombre total d'activités de prévention planifiées) Source : Rapport d'activités ONPC

II.2.5.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 5 : PROTECTION CIVILE	**17 671 080 278**	**17 945 849 435**	**21 811 555 856**
Dépenses de personnel	9 916 038 373	10 083 002 469	10 249 966 565
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	2 841 338 247	2 849 143 308	2 856 948 367
Investissements	4 913 703 658	5 013 703 658	8 704 640 924
Trésor	*4 913 703 658*	*5 013 703 658*	*8 704 640 924*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22216 Protection civile	**17 671 080 278**	**17 945 849 435**	**21 811 555 856**
2221601 Renforcement de la protection civile	**17 513 080 278**	**17 785 585 352**	**21 649 027 693**
1 Personnel	**9 916 038 373**	**10 083 002 469**	**10 249 966 565**
78036000130 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONPC	9 916 038 373	10 083 002 469	10 249 966 565

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22216 Protection civile	**17 671 080 278**	**17 945 849 435**	**21 811 555 856**
3 Transferts	**2 683 338 247**	**2 688 879 225**	**2 694 420 204**
78036000126 Organiser la Journée Mondiale de la protection civile (ONPC/Journée Mondiale)	32 396 191	32 860 416	33 324 642
78036000141 Organiser les secours aux sinistrés (ONPC/ Gestion Plan ORSEC)	154 283 601	156 494 428	158 705 255
78036000164 Renforcer les capacités opérationnelles des structures en charge de la protection civile	2 496 658 455	2 499 524 381	2 502 390 307
4 Investissements	**4 913 703 658**	**5 013 703 658**	**8 704 640 924**
Trésor	***4 913 703 658***	***5 013 703 658***	***8 704 640 924***
90036000010 Mettre en place un système intégré de gestion (SIGONPC)	913 703 658	1 013 703 658	1 113 703 658
78036000133 Construire et équiper des infrastructures de protection civile	4 000 000 000	4 000 000 000	7 590 937 266
2221602 Information et sensibilisation	**158 000 000**	**160 264 083**	**162 528 163**
3 Transferts	**158 000 000**	**160 264 083**	**162 528 163**
90036000003 Assurer la couverture médiatique des activités d'information et de sensibilisation sur les risques courant	58 000 000	58 831 119	59 662 237
90036000004 Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation sur les risques courants	50 000 000	50 716 482	51 432 963
90036000005 Effectuer des visites de Prévention	50 000 000	50 716 482	51 432 963

II.2.6 Programme 6 : Appui aux collectivités Territoriales

II.2.6.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 6 : Appui aux collectivités Territoriales	Action 6.1: Appui aux Collectivités Territoriales et Districts Autonomes

II.2.6.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 6 : Appui aux collectivités Territoriales						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 **:** Assurer la répartition et le suivi des recettes d'impôts reversées aux Collectivités Territoriales	Disponibilité du projet d'arrêté de péréquation des impôts et taxes reversées aux Collectivités Territoriales et Districts autonomes avant la fin du 1er trimestre	-	100%	100%	100%	Dénombrement **Sources :** Rapports d'activités DGDDL / DTEF
	Proportion de notifications trimestrielles des reversements des impôts et taxes rétrocédés aux Collectivités Territoriales	-	4/4	4/4	4/4	Nombre de notifications trimestrielles / Nombre de reversements trimestriels **Sources** : Rapports d'activités DGDDL / DTEF

Programme 6 : Appui aux collectivités Territoriales						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 **:** Assurer la répartition et le suivi des recettes d'impôts reversées aux Collectivités Territoriales	Taux de reversement des impôts rétrocédés aux Collectivités Territoriales	100%	100%	100%	100%	(Volume des impôts reversés aux collectivités / Volume global des impôts rétrocédés prévus) X 100 **Sources :** Rapports d'activités DGDDL / DTEF
	Part des reversements des impôts rétrocédés aux Collectivités Territoriales régularisée	100%	100%	100%	100%	(Montant des recettes régularisées / Total des impôts d'Etat rétrocédés) X 100 **Sources :** Rapports d'activités DGDDL / DTEF

II.2.6.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 6 : APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES	**255 010 000 000**	**290 654 300 000**	**334 373 800 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	255 010 000 000	290 654 300 000	334 373 800 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23218 Appui aux collectivités Territoriales	**255 010 000 000**	**290 654 300 000**	**334 373 800 000**
2321801 Appui aux Collectivités Territoriales et Districts Autonomes	**255 010 000 000**	**290 654 300 000**	**334 373 800 000**
3 Transferts	**255 010 000 000**	**290 654 300 000**	**334 373 800 000**
90016090131 Reverser les impôts rétrocédés aux services des Communes	158 106 200 000	185 455 950 000	218 110 854 000
90016090132 Reverser les impôts rétrocédés aux services des Régionaux	28 051 100 000	32 903 475 000	38 697 087 000
90016090133 Reverser les impôts rétrocédés aux services des Districts autonomes et ministères gouverneurs	68 852 700 000	72 294 875 000	77 565 859 000

SECTION 325 : MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

SECTION 325 : MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- les difficultés d'accès aux services judiciaires avec un taux de couverture des départements en juridiction faible et la vétusté des infrastructures ;
- l'insuffisance de ressources humaines avec un ratio magistrat-population faible ;
- l'accroissement des crimes économiques ;
- le faible niveau de formation face à certaines thématiques ;
- l'insuffisance de matériels et d'équipements dans la quasi-totalité des structures du Ministère ;
- l'inadéquation entre certains textes de lois et les normes internationales ;
- la surpopulation carcérale ;
- les insuffisances dans la promotion et la protection des droits de l'Homme.

I.1.2. Réponses apportées

- la numérisation des services judiciaires dans les tribunaux d'Abidjan (Plateau, Yopougon) et la Section Détachée de Dabou ;
- le lancement du certificat de nationalité sécurisé à travers la plateforme de digitalisation et de sécurisation des actes de justice ;
- la construction et la réhabilitation des tribunaux et établissements pénitentiaires de 2021 à 2025 ;
- la réhabilitation et l'équipement de dix (10) tribunaux (d'Abidjan-plateau, de Bingerville, de Divo, de Bouaflé, de Katiola, d'Adzopé, de Tiassalé, de Boundiali, de Man et Bongouanou) de 2021 à 2025 ;
- l'amélioration du niveau de recrutement des magistrats de 2020 à 2024 (de 25 à 75 Magistrats) par l'Institut de Formation Judiciaire et la prévision de 100 élèves Magistrats en 2025 conformément au catalogue des mesures nouvelles ;
- la création du Pôle Pénal Economique et Financier en mars 2022 qui a pour rôle de promouvoir la bonne gouvernance et de lutter contre les actes tels que le blanchiment de capitaux, la corruption et le financement du terrorisme ;
- la création de l'Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels (AGRAC), en juin 2022, pour renforcer la lutte contre la criminalité financière ;
- le renforcement des capacités de 184 Magistrats et auditeurs de justice sur la propriété intellectuelle et le crédit-bail, en 2024 ;
- l'amélioration du cadre et des conditions de travail avec l'acquisition de 405 costumes d'audience, de mobiliers, de matériels informatiques et de bureaux, de 399 véhicules pour le personnel judiciaire, pour le transfèrement des détenus et le déplacement des mineurs, de 2022 à 2024 ;
- la poursuite des réformes de textes conformément aux normes internationales ;
- l'amélioration du cadre de vie à travers la réhabilitation de treize (13) MAC, d'une maison pénale et de la ferme pénitentiaire ainsi que les projets de construction de sept (07) lieux de détentions de 2021 à 2024 ;
- l'amélioration du bien-être des détenus à travers l'augmentation du nombre de repas (de 2 à 3 par jour) pour les détenus vulnérables (personnes âgées et les malades) et le passage du coût journalier alimentaire de 1 650 FCFA à 1 766 FCFA ;
- l'amélioration continuelle de la prise en charge sanitaire et hygiénique ;
- la formation de 96 mineurs dans les centres d'apprentissage en 2024 pour réduire les cas de récidive ;
- l'organisation annuelle de 04 journées régionales de promotion des Droits de l'Homme dans les différentes villes de la Côte d'Ivoire, en 2024 ;

- la visite annuelle d'au moins 10 différents lieux de détentions pour s'assurer du respect des droits de l'homme en milieu carcéral, depuis 2022.

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite de la mise en œuvre de la carte judiciaire, à travers la construction de nouvelles infrastructures judiciaires et pénitentiaires ;
- le renforcement de façon qualitative et quantitative des ressources humaines du Ministère ;
- la modernisation du système judiciaire à travers l'accélération de l'informatisation et de la digitalisation ;
- le renforcement et l'extension des Services de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse ;
- la mise en place d'un mécanisme de suivi en vue du respect des délais de détention préventive ;
- le renforcement des mesures d'assistance juridique et judiciaire des personnes vulnérables (femmes, mineurs,…) ;
- la vulgarisation de la règle de droit ;
- l'amélioration des conditions de détention et de réinsertion des détenus ;
- le renforcement des actions en faveur du respect des Droits de l'Homme.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de l'administration des services de justice ;
- le renforcement d'un accès équitable aux services d'une justice de qualité pour tous ;
- l'amélioration des conditions de détentions et de réinsertion des détenus et des mineurs ;
- le renforcement de la promotion et de la protection des Droits de l'Homme.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gestion administrative des services de Justice est améliorée ;
- les personnes physiques et morales accèdent à un système judiciaire de qualité ;
- les conditions de détention et de réinsertion des détenus et des mineurs sont améliorées ;
- les droits de l'Homme sont promus et respectés.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 6, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Justice et des Droits de l'Homme.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de la justice

- application de la législation et de la réglementation relatives aux droits civiques ;
- élaboration de projets de réforme tant en matière civile, commerciale, pénale et de procédure qu'en matière d'organisation judiciaire et d'administration pénitentiaire ;
- élaboration des textes relatifs à l'Etat Civil, en liaison avec les Ministres concernés ;
- contrôle de l'état civil ;

- gestion des affaires civiles, des sceaux et des procédures de naturalisation ;
- gestion des affaires criminelles, de l'administration pénitentiaire et de l'enfance délinquante ;
- application des peines et grâces ;
- suivi de la bonne application de la législation pénale, civile et commerciale ainsi que des règles de procédures suivies devant les juridictions ;
- suivi de l'exécution des décisions pénales ;
- développement et promotion de l'assistance judiciaire ;
- recrutement, formations initiale et continue des magistrats des juridictions de première instance et d'appel ainsi que du personnel judiciaire et du personnel pénitentiaire ;
- gestion des juridictions de première instance et d'appel ;
- promotion de l'accessibilité à la Justice ;
- gestion de la carrière des magistrats des juridictions de première instance et d'appel et du personnel judiciaire et du personnel pénitentiaire ;
- assistance juridique aux autres départements ministériels pour l'élaboration des projets de codes et de projets de textes prévoyant des dispositions à caractère pénal ;
- suivi de la coopération judiciaire internationale.

Au titre des Droits de l'Homme

- promotion, protection et défense des droits de l'Homme ;
- création d'un cadre de lutte contre l'impunité, en liaison avec les Ministres concernés ;
- suivi de l'application de la légalisation et de la réglementation relatives aux droits humains ;
- étude des projets de textes législatifs et réglementaires, des projets de conventions internationales, relatifs aux droits de l'Homme ainsi que leur mise en œuvre ;
- élaboration des rapports prévus par les conventions internationales relatives aux droits de l'Homme ;
- création et suivi du Comité de Pilotage du Plan d'actions national en matière de Droits de l'Homme ;
- conception, planification et exécution des programmes d'éducation et de formation en matière de droits de l'Homme ;
- élaboration et mise en œuvre d'une politique d'assistance juridique en vue de la protection et de la défense des droits des malades du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- lutte contre l'apatridie.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Juridictions
- Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de reéducation des mineurs
- Programme 4 : Droits de l'Homme

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet ; Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires (IGSJP) ; Direction des Affaires Financières DAF) ; Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines (DSJRH) ; Direction de la Planification et des Statistiques (DPS) ; Direction des Infrastructures de l'Equipement et de la Maintenance (DIEM) ; Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) ; Service Informatique (SI) ; Service de la Communication et des Relations Publiques (SERCOM) ; Direction des Etudes, de la Législation et de la Documentation (DELD) ; Direction de l'Etat Civil et des Archives (DECA) ; Imprimerie de la justice ; Service Gestion du Patrimoine.		- Mise en place d'un système d'informations statistiques, de planification et du suivi-évaluation du MJDH ; - Acquisition de véhicules de transfèrement ; - Faire des provisions pour les opérations urgentes du ministère ; - Faire face aux journées institutionnelles ; - Appui au renforcement de l'Etat de Droit, Justice, Sécurité et Droits de l'Homme pour la Cohésion Sociale. - Programme de transformation numérique de la justice ivoirienne	
Programme 2 : Juridictions	Direction des Affaires Civiles et Pénales (DACP) ; Juridictions (46); Direction de la Protection Judiciaire, de l'Enfance et de la Jeunesse (DPJEJ) ; Services de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (SPJEJ) (39) ; Centre d'Hébergement Provisoire pour Mineur du Plateau (CHPM) ; Commission Nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA).	Cour d'Arbitrage de Côte d'Ivoire (CACI) ; Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) ; Institut Nationale de Formation Judiciaire (INFJ) ; Centre National de Documentation Juridique (CNDJ) ; Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels (AGRAC).	- Construction et équipement du siège du Pôle Pénal Economique et Financier ; - Construction, réhabilitation et équipement des tribunaux et résidences phase 2 ; - Construction et équipement d'un bâtiment R+2 A l'INFJ.	- Construction de la Cour d'Appel de Bouaké - Construction de la cité justice commerciale à Grand-Bassam 3ème C2D
Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP) ; Délégations Régionales de l'Administration Pénitentiaire (DRAP) d'Abidjan, de Bouaké Daloa et Korhogo (04) ; Intendance du Ministère de la Justice ; Etablissements pénitentiaires (37) ; Centres d'Observation des Mineurs (COM) de Bouaké, Bingerville et Man ; Centres de Réinsertion et de Rééducation des Mineurs (CRM) de Dabou et Bouaké.		- Construction de la cité pénitentiaire de Korhogo ; - Construction et équipement de la MAC d'Azaguié ; - Construction de la cité pénitentiaire d'Azaguié. - Construction et équipement de la MAC d'Adzopé ; - Construction de la cité pénitentiaire d'Adzopé ; - Construction et équipement de l'Ecole du personnel pénitentiaire de Saliakro;	3ème C2D Construction de la cité pénitentiaire de Guiglo

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4 : Droits de l'Homme	Direction de la Promotion des Droits de l'Homme (Dir Prom) ; Direction de la Protection des Droits de l'Homme (Dir Prot) ; Comité de Pilotage du Plan National en matière de Droits de l'Homme (CPPNDH) ; Commission Nationale Interministérielle de Mise en Œuvre du Droit Internationale Humanitaire (CNIDIH).	Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH)		

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Promouvoir une administration judiciaire moderne et performante	**RS 1.1** : La gestion administrative des services de justice est améliorée	**IP 1.1.1 :** Taux de satisfaction de la population ayant accédé aux services de la justice	(Nombre de personnes satisfaites / Population ayant eu recours aux services de justice) X 100 Source : Rapport d'activités DPS
OG2 : Rapprocher la justice du justiciable	**RS 2.1 :** Les personnes physiques et morales accèdent à un système judiciaire de qualité	**IP 2.1.1 :** Proportion d'actes de justice dématérialisés	(Nombre d'actes dématérialisés / Nombre total d'actes) X 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
		IP 2.1.2 : Taux de traitement des dossiers par les juridictions dans les délais	(Nombre de dossiers traités dans les délais / Nombre de dossiers à traiter) X 100 Source : Rapport d'activités DPS
OG 3 : Moderniser le système pénitentiaire	**RS 3.1 :** Les conditions de détentions et de réinsertion des détenus sont améliorées	**IP 3.1.1 :** Taux de surpopulation carcérale	(Nombre de détenus / Capacité d'accueil) X 100 Source : Rapport d'activités DAP
		IP 3.1.3 : Taux de récidives	(Nombre de récidivistes / Nombre total de personnes libérées) X 100 Source : Rapport d'activités DAP
OG 4 : Garantir le respect des Droits de l'Homme	**RS 4.1** : Les Droits de l'Homme sont promus et respectés	**IP 4.1.1 :** Nombre de cas de violations et atteintes aux droits de l'Homme enregistrés	Dénombrement Source : Rapport d'activités DDH

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**129 151 307 791**	**134 743 440 016**	**138 854 000 087**
1.1 Ressources Intérieures	**129 011 638 891**	**134 603 771 116**	**138 714 331 187**
1.1.1 Budget Etat	129 011 638 891	134 603 771 116	138 714 331 187
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**139 668 900**	**139 668 900**	**139 668 900**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	139 668 900	139 668 900	139 668 900
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**129 151 307 791**	**134 743 440 016**	**138 854 000 087**
2.1 Personnel	**57 737 052 849**	**59 347 840 965**	**61 016 109 084**
2.1.1 Solde y compris EPN	57 737 052 849	59 347 840 965	61 016 109 084
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**38 266 430 225**	**40 032 129 158**	**40 459 438 880**
2.3 Transferts	**5 546 781 030**	**5 562 843 103**	**5 577 825 333**
2.4 Investissement	**27 601 043 687**	**29 800 626 790**	**31 800 626 790**
Trésor	27 461 374 787	29 660 957 890	31 660 957 890
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	139 668 900	139 668 900	139 668 900

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4 : Documentation, gestion des systèmes d'informations et de communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer la coordination et l'animation du ministère	Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions d'inspection	80%	85%	89%	90%	(Nombre de recommandations mises en œuvre / Nombre total de recommandations émises en année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités IGSJP
	Nombre de textes élaborés et transmis au SGG	16	08	09	10	Dénombrement Source : Rapport d'activités SPM
	Taux de mise en œuvre des diligences issues des réunions de Cabinet et de direction tenues	100%	65%	70%	70%	(Nombre de diligences mises en œuvre / Nombre total de diligences formulées) X 100 Source : Rapport d'activités SPM
OS 2 : Renforcer les capacités opérationnelles du système judiciaire	Proportion de demandes en équipements satisfaites	85%	80%	85%	85%	(Nombre de demandes traitées / Nombre total de demandes reçues) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux de satisfaction de besoins en personnel	96%	98%	98%	98%	(Besoin en personnel satisfait / Total des besoins en personnel exprimés) X 100 Source : Rapport d'activités DSJRH
OS 3 : Mettre en œuvre le système d'information statistique	Disponibilité de l'annuaire des statistiques judiciaires et Pénitentiaires	01	01	01	01	Source : Rapport d'activités DPS
	Taux de réalisation du système d'information statistique	43%	60%	72%	90%	(Niveau de réalisation des activités / Nombre total des activités prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DPS
OS 4 : Améliorer le système d'information, de communication et de gestion de la documentation	Proportion d'archives judiciaires numérisées	8,6%	10%	25%	45%	(Nombre d'archives numérisées / Stock d'archives à numériser) X 100 Source : Rapport d'activités DECA
	Proportion de tribunaux produisant des actes de justice en ligne	4,4%	29%	66%	100%	(Nombre de tribunaux connectés à la plateforme e-justice / Nombre total de tribunaux) X 100 Dénominateur : 46 Source : Rapport d'activités Cabinet

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**94 913 084 375**	**90 571 708 705**	**108 523 779 094**
Dépenses de personnel	55 002 942 320	56 646 721 089	58 290 499 860
Dépenses en biens et services	28 119 098 368	29 785 318 716	30 212 628 438
Transferts	0	0	0

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**94 913 084 375**	**90 571 708 705**	**108 523 779 094**
Investissements	11 791 043 687	4 139 668 900	20 020 650 796
Trésor	*11 651 374 787*	*4 000 000 000*	*19 880 981 896*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*139 668 900*	*139 668 900*	*139 668 900*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21044 Administration Générale	**94 913 084 375**	**90 571 708 705**	**108 523 779 094**
2104401 Coordination et animation du ministère	**3 129 168 169**	**3 297 540 044**	**3 504 469 091**
1 Personnel	**113 000 000**	**113 000 000**	**113 000 000**
78033000176 Prendre en charge les salaires du personnel de la Section Antiterroriste du Tribunal d'Abidjan	113 000 000	113 000 000	113 000 000
2 Biens et services	3 016 168 169	3 184 540 044	3 391 469 091
78011201606 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	2 514 650 284	2 683 022 159	2 889 951 206
78011201854 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de droits de l'Homme	139 540 635	139 540 635	139 540 635
78033000107 Prendre en charge les frais d'organisation des réunions de la commission d'avancement des Magistrats	6 000 000	6 000 000	6 000 000
78033000130 Contrôler les Services et structures sous tutelle du ministère	68 662 939	68 662 939	68 662 939
78033000131 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78033000147 Gérer la commande publique du Ministère	83 314 311	83 314 311	83 314 311
78033000185 Assurer la coordination des activités de la Section Anti-terroriste du TPI d'Abidjan	125 525 764	125 525 764	125 525 764
78033000186 Mener les enquêtes et les poursuites	74 474 236	74 474 236	74 474 236
2104402 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**90 953 875 528**	**86 983 796 883**	**104 728 938 225**
1 Personnel	**54 889 942 320**	**56 533 721 089**	**58 177 499 860**
78033000114 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	54 835 233 428	56 478 091 021	58 120 948 615
78033000115 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la Cour d'Arbitrage de Côte d'Ivoire	54 708 892	55 630 068	56 551 245
2 Biens et services	**24 812 558 421**	**26 310 406 894**	**26 530 787 569**
78033000109 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	23 234 638 262	24 732 486 735	24 952 867 410
78033000111 Gérer les ressources financières du Ministère	412 904 629	412 904 629	412 904 629
78033000113 Appuyer l'imprimerie de la Justice	40 000 000	40 000 000	40 000 000
78033000129 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	428 856 210	428 856 210	428 856 210
78033000132 Suivre la gestion de carrière du personnel du Ministère	55 786 929	55 786 929	55 786 929
78033000158 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	45 000 000	45 000 000	45 000 000
78033000162 Élaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP/CDMT	45 815 075	45 815 075	45 815 075
78033000163 Réaliser les activités nécessaires à l'atteinte des indicateurs du Millénium Challenge Corporation (MCC)	198 830 610	198 830 610	198 830 610
78033000165 Gérer les ressources humaines du Ministère	46 317 831	46 317 831	46 317 831
78033000167 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	150 000 000	150 000 000	150 000 000
78034000066 Suivre les études techniques pour la construction, l'équipement et l'entretien des infrastructures du Ministère	74 408 875	74 408 875	74 408 875

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21044 Administration Générale	**94 913 084 375**	**90 571 708 705**	**108 523 779 094**
90033000011 Gérer le patrimoine et mettre en œuvre la comptabilité matière du MJDH	50 000 000	50 000 000	50 000 000
90033000012 Prendre en charge les frais d'organisation et de fonctionnement de la Commission Nationale de Contrôle des Mandataires Judiciaires	10 000 000	10 000 000	10 000 000
90033000013 Prendre en charge les frais de réunions du Comité Sectoriel du dialogue social et des travaux préparatoires de décoration dans l'ordre du mérite de la Justice	5 000 000	5 000 000	5 000 000
90033000014 Prendre en charge les frais de réunions des Commissions Administratives Paritaires des Greffiers	5 000 000	5 000 000	5 000 000
90033000015 Prendre en charge les frais d'organisation de réunions des Conseils de discipline des Personnels Greffiers, Pénitentiaires et des Professions Judiciaires	10 000 000	10 000 000	10 000 000
4 Investissements	**11 251 374 787**	**4 139 668 900**	**20 020 650 796**
Trésor	***11 251 374 787***	***4 000 000 000***	***19 880 981 896***
90033000016 Programme de transformation numérique de la justice ivoirienne	3 000 000 000	4 000 000 000	4 492 000
90033000005 Gérer le programme Spécial Justice/Phase II	1 050 525 407	0	0
90033000002 Acquisition de véhicules de transfèrement	150 000 000	0	0
78033000195 Provision pour investissement / Administration Générale	0	0	19 876 489 896
78033000193 Projet d'Appui au renforcement du système judiciaire C2D 3	6 750 849 380	0	0
78033000112 Faire face aux journées institutionnelles	100 000 000	0	0
78033000110 Faire des provisions pour les opérations urgentes du Ministère	200 000 000	0	0
Financement extérieur	***0***	***139 668 900***	***139 668 900***
78033000195 Provision pour investissement / Administration Générale	0	139 668 900	139 668 900
2104403 Planification, programmation et suivi-évaluation	**644 674 775**	**105 005 875**	**105 005 875**
2 Biens et services	**105 005 875**	**105 005 875**	**105 005 875**
78033000135 Organiser la planification générale des activités du Ministère, suivre et évaluer lesdites activités	105 005 875	105 005 875	105 005 875
4 Investissements	**539 668 900**	**0**	**0**
Trésor	***400 000 000***	***0***	***0***
90033000009 Projet d'appui au renforcement de l'Etat de Droit, Justice, Sécurité et Droits de l'Homme pour la Cohésion Sociale	250 000 000	0	0
90033000003 Mise en place d'un système d'information statistique de planification et de suivi évaluation	150 000 000	0	0
Financement extérieur	***139 668 900***	***0***	***0***
90033000009 Projet d'appui au renforcement de l'Etat de Droit, Justice, Sécurité et Droits de l'Homme pour la Cohésion Sociale	139 668 900	0	0
2104404 Documentation, gestion des systèmes d'informations et de communication	**185 365 903**	**185 365 903**	**185 365 903**
2 Biens et services	**185 365 903**	**185 365 903**	**185 365 903**
17033000008 Coordonner les activités du service régional des Archives de Bouaké	4 961 204	4 961 204	4 961 204
31033000015 Coordonner les activités du service régional des Archives de Daloa	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78033000116 Suivre la mise en œuvre du schéma directeur d'informatisation du système judiciaire et pénitentiaire du MJDH	11 020 414	11 020 414	11 020 414
78033000136 Concevoir et piloter la politique de communication du Ministère	68 927 991	68 927 991	68 927 991
78033000149 Coordonner les activités de la Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives	55 287 238	55 287 238	55 287 238
78033000159 Elaborer les projets de textes en matière civile, commerciale et pénale	40 169 056	40 169 056	40 169 056

II.2.2 Programme 2 : Juridictions

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Juridictions	Action 2.1 : Renforcement de l'accès au système judiciaire
	Action 2.2 : Optimisation de la bonne application de la législation en matière civile et pénale
	Action 2.3 : Gestion de la formation et de la documentation
	Action 2.4 : Renforcement de la prise en charge des mineurs en contact avec le système judiciaire

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Juridictions						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer l'accès socio- économique et géographique à la justice	Proportion de dossiers d'assistance judiciaire traités	89%	97%	100%	100%	(Nombre de requêtes traitées / Nombre total de requêtes reçues) X 100 Source : Rapport d'activités DACP
	Taux de couverture des départements en juridictions	43,51%	42,6%	42,6%	43,5%	(Nombre de départements couverts en juridictions / Nombre total de départements) X 100 Source : Rapport d'activités DPS
OS 2 : Améliorer la qualité du système judiciaire	Taux de magistrats formés sur de nouvelles thématiques	2,5%	6%	6,5%	7%	(Nombre de magistrats formés sur les nouvelles thématiques / Nombre total de magistrats) X 100 Source : Rapport d'activités DACP
	Proportion d'irrégularités relevées à partir des notices et des comptes rendus d'audience transmis par les cabinets d'instruction et les parquets	1,5%	2,5%	2,5%	2%	(Nombre d'irrégularités relevées à partir des notices et des comptes rendus d'audience transmis par les cabinets d'instruction et les parquets / Nombre total des notices et des comptes rendus d'audience transmis par les cabinets d'instruction et les parquets) X 100 Source : Rapport d'activités DACP
	Proportion des décisions de justice publiées	25%	25%	27%	30%	(Nombre de décisions de justice publiées / Nombre des décisions de justice à publier) X 100 Source : Rapport d'activités CNDJ
	Proportion de Magistrats dans les juridictions formés	1,5%	4,5%	5,6%	6,6%	(Nombre de magistrats formés / Nombre total de magistrats en juridictions) X 100 Source : Rapport d'activités INFJ
OS 3 : Renforcer la protection judiciaire de l'enfance et de la Jeunesse	Proportion de juridictions ayant un SPJEJ ouvert et fonctionnel	43,59%	50%	54,76%	55%	(Nombre de SPJEJ ouverts et fonctionnels / Nombre de juridictions disposant d'un SPJEJ) X 100 Source : Rapport d'activités DPJEJ
	Nombre d'enfants en contact avec le système judiciaire pris en charge par les SPJEJ	12 323	9 717	10 290	10 300	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPJEJ

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 2 : JURIDICTIONS	**11 202 593 764**	**15 769 707 764**	**9 055 839 084**
Dépenses de personnel	1 447 625 978	1 392 973 778	1 395 801 579
Dépenses en biens et services	2 749 439 328	2 753 484 328	2 753 484 328
Transferts	4 895 528 458	4 901 040 818	4 906 553 177
Investissements	2 110 000 000	6 722 208 840	0
Trésor	*2 110 000 000*	*6 722 208 840*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22045 Juridictions	**11 202 593 764**	**15 769 707 764**	**9 055 839 084**
2204501 Renforcement de l'accès au système judiciaire	**4 799 645 429**	**9 354 374 269**	**2 632 165 429**
1 Personnel	**1 279 682 238**	**1 222 202 238**	**1 222 202 238**
78033000168 Prendre en charge les dépenses de personnel du Pôle Pénal Economique et Financier	524 280 000	506 400 000	506 400 000
90033000008 Prendre en charge les dépenses de personnel de l'Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels (AGRAC)	755 402 238	715 802 238	715 802 238
2 Biens et services	**775 311 645**	**775 311 645**	**775 311 645**
78033000121 Appuyer le service social de la DACP	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78033000122 Gérer les dépenses liées aux activités des juges consulaires	118 200 000	118 200 000	118 200 000
78033000124 Prendre en charge les dépenses liées aux activités des Conseillers Consulaires	150 000 000	150 000 000	150 000 000
78033000141 Prendre en charge les frais de prestation des auxiliaires de justice	69 515 458	69 515 458	69 515 458
78033000152 Appuyer le centre d'écoute du Ministère	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78033000169 Assurer le fonctionnement du Pôle Pénal Economique et Financier	281 000 000	281 000 000	281 000 000
78033000184 Mener les enquêtes, les poursuites et les instructions des infractions économiques et financières (Pôle Pénal, Economique et Financier)	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78034000059 Coordonner les activités des Juridictions	26 596 187	26 596 187	26 596 187
90033000017 Mettre en œuvre le mécanisme du Travail d'Intérêt Général (TIG) dans les juridictions	20 000 000	20 000 000	20 000 000
3 Transferts	**634 651 546**	**634 651 546**	**634 651 546**
78033000156 Arbitrer les litiges entre opérateurs économiques	9 951 546	9 951 546	9 951 546
90033000007 Gérer et recouvrer les avoirs criminels	624 700 000	624 700 000	624 700 000
4 Investissements	**2 110 000 000**	**6 722 208 840**	**0**
Trésor	***2 110 000 000***	***6 722 208 840***	***0***
90033000001 Construire, réhabiliter et équiper les autres Tribunaux et Résidences phase 2	500 000 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22045 Juridictions	**11 202 593 764**	**15 769 707 764**	**9 055 839 084**
78033000182 Construction et équipement du Siège du Pôle Pénal, Economique et Financier	1 000 000 000	5 986 219 264	0
11033000011 Construction et équipement d'un bâtiment R+2 à usage de dortoir à l'INFJ	610 000 000	735 989 576	0
2204502 Optimisation de la bonne application de la législation en matière civile et pénale	**1 702 214 133**	**1 702 259 133**	**1 702 259 133**
2 Biens et services	**1 702 214 133**	**1 702 259 133**	**1 702 259 133**
11033000006 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Toumodi	3 150 000	3 150 000	3 150 000
11033000007 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Toumodi	4 250 000	4 250 000	4 250 000
11033000008 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Toumodi	5 000 000	5 000 000	5 000 000
14033000005 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Dimbokro	5 000 000	5 000 000	5 000 000
14033000006 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Dimbokro	3 190 000	3 190 000	3 190 000
14033000007 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Dimbokro	5 000 000	5 000 000	5 000 000
15033000006 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de M'Bahiakro	5 000 000	5 000 000	5 000 000
15033000007 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de M'Bahiakro	4 000 000	4 000 000	4 000 000
15033000008 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de M'Bahiakro	4 000 000	4 000 000	4 000 000
16033000007 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Bongouanou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
16033000008 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Bongouanou	3 570 000	3 570 000	3 570 000
16033000009 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Bongouanou	4 050 000	4 050 000	4 050 000
17010100002 Rendre les décisions de justice du TPI de Bouaké	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17010100003 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel de Bouaké	17 522 835	17 522 835	17 522 835
17010100004 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Cour d'Appel de Bouaké	36 037 412	36 037 412	36 037 412
17033000009 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Bouaké	4 550 000	4 550 000	4 550 000
17033000010 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel de Bouaké	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17033000011 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Bouaké	5 000 000	5 000 000	5 000 000
18033000006 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Katiola	5 000 000	5 000 000	5 000 000
18033000007 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Katiola	3 665 000	3 665 000	3 665 000
18033000008 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Boundiali	4 500 000	4 500 000	4 500 000
22033000007 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Touba	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22033000008 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Touba	3 570 000	3 570 000	3 570 000
22033000009 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Touba	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22045020282 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Tabou	4 000 000	4 000 000	4 000 000
22045020287 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Sassandra	4 150 000	4 150 000	4 150 000
23033000008 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal d'Odienné	3 500 000	3 500 000	3 500 000
23033000009 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal d'Odienné	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23033000011 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal d'Odienné	5 000 000	5 000 000	5 000 000
25010100001 Rendre les décisions de justice du TPI de Korhogo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
25033000006 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Korhogo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
25033000008 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Korhogo	4 500 000	4 500 000	4 500 000
25033000009 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Cour d'Appel de Korhogo	8 750 000	8 750 000	8 750 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22045 Juridictions	**11 202 593 764**	**15 769 707 764**	**9 055 839 084**
25033000010 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel de Korhogo	7 000 000	7 000 000	7 000 000
25033000011 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel de Korhogo	80 750 000	80 750 000	80 750 000
26033000004 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Boundiali	5 000 000	5 000 000	5 000 000
26033000005 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Boundiali	3 130 000	3 130 000	3 130 000
28033000005 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Bouna	5 000 000	5 000 000	5 000 000
28033000006 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Bouna	3 100 000	3 100 000	3 100 000
28033000007 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Bouna	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31010100001 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Cour d'Appel de Daloa	7 302 765	7 302 765	7 302 765
31010100002 Rendre les décisions de justice du TPI de Daloa	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31010100003 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel de Daloa	75 762 765	75 762 765	75 762 765
31033000012 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal d'Issia	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31033000013 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Daloa	4 685 000	4 685 000	4 685 000
31033000014 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal d'Issia	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31033000016 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel de Daloa	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31033000017 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Daloa	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31033000018 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal d'Issia	4 000 000	4 000 000	4 000 000
32010100002 Rendre les décisions de justice du TPI de Gagnoa	5 000 000	5 000 000	5 000 000
32033000010 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal d'Oumé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
32033000011 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Gagnoa	5 000 000	5 000 000	5 000 000
32033000012 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal d'Oumé	3 780 000	3 780 000	3 780 000
32033000013 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal d'Oumé	4 425 000	4 425 000	4 425 000
32033000014 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Gagnoa	4 580 000	4 580 000	4 580 000
35010100002 Rendre les décisions de justice du TPI de Bouaflé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
35033000011 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Sinfra	4 500 000	4 500 000	4 500 000
35033000012 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Sinfra	3 210 000	3 210 000	3 210 000
35033000013 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Danané	4 500 000	4 500 000	4 500 000
35033000014 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Bouaflé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
35033000015 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Bouaflé	4 100 000	4 100 000	4 100 000
36033000005 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Séguéla	3 160 000	3 160 000	3 160 000
36033000006 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Séguéla	5 000 000	5 000 000	5 000 000
36033000007 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Séguéla	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41033000014 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Katiola	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41033000015 Rendre les décisions de justice du TPI de Man	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41033000016 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Danané	3 550 000	3 550 000	3 550 000
41033000017 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Man	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41033000018 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Danané	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41033000019 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Man	4 430 000	4 430 000	4 430 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22045 Juridictions	**11 202 593 764**	**15 769 707 764**	**9 055 839 084**
42033000005 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Guiglo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
42033000006 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Guiglo	4 100 000	4 100 000	4 100 000
42033000007 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Guiglo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
51033000013 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Lakota	4 900 000	4 900 000	4 900 000
51033000014 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Divo	4 542 000	4 542 000	4 542 000
51033000015 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Divo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
51033000016 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Divo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
51033000017 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Lakota	3 144 000	3 144 000	3 144 000
51033000018 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Lakota	5 000 000	5 000 000	5 000 000
55033000009 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de San-Pédro	6 000 000	6 000 000	6 000 000
55033000010 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Tabou	3 100 000	3 100 000	3 100 000
55033000011 Rendre les décisions de justice du TPI de San-Pédro	67 661 400	67 661 400	67 661 400
55033000012 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de San-Pédro	5 000 000	5 000 000	5 000 000
55033000013 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Tabou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
56033000007 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Soubré	3 615 000	3 615 000	3 615 000
56033000008 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Soubré	4 700 000	4 700 000	4 700 000
56033000009 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Soubré	5 000 000	5 000 000	5 000 000
57033000004 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Sassandra	3 530 000	3 530 000	3 530 000
57033000005 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Sassandra	4 950 000	4 950 000	4 950 000
61010100002 Rendre les décisions de justice du TPI d'Abengourou	5 250 000	5 250 000	5 250 000
61033000004 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI d'Abengourou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
61033000005 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI d'Abengourou	4 520 000	4 520 000	4 520 000
62033000007 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Bondoukou	4 100 000	4 100 000	4 100 000
62033000008 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Bondoukou	3 505 000	3 550 000	3 550 000
62033000010 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Bondoukou	4 950 000	4 950 000	4 950 000
71033000012 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal d'Aboisso	5 000 000	5 000 000	5 000 000
71033000013 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Grand-Bassam	4 250 000	4 250 000	4 250 000
71033000014 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal d'Aboisso	5 000 000	5 000 000	5 000 000
71033000015 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Grand-Bassam	3 329 000	3 329 000	3 329 000
71033000016 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal d'Aboisso	4 100 000	4 100 000	4 100 000
71033000017 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Grand-Bassam	5 000 000	5 000 000	5 000 000
76033000012 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal d'Agboville	5 000 000	5 000 000	5 000 000
76033000013 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal d'Agboville	3 090 000	3 090 000	3 090 000
76033000014 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Tiassalé	4 000 000	4 000 000	4 000 000
76033000015 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal d'Agboville	4 050 000	4 050 000	4 050 000
76033000016 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Tiassalé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
76033000017 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Tiassalé	3 194 000	3 194 000	3 194 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22045 Juridictions	**11 202 593 764**	**15 769 707 764**	**9 055 839 084**
77033000006 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal d'Adzopé	3 200 000	3 200 000	3 200 000
77033000007 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal d'Adzopé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
77033000008 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal d'Adzopé	4 100 000	4 100 000	4 100 000
78010200064 Rendre les décisions de justice du TPI de Yopougon	7 300 000	7 300 000	7 300 000
78010200065 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78010200134 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel d'Abidjan	8 180 794	8 180 794	8 180 794
78010200188 Rendre les décisions de justice du TPI d'Abidjan	7 304 496	7 304 496	7 304 496
78010200209 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Cour d'Appel d'Abidjan	6 558 300	6 558 300	6 558 300
78010200237 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Cour d'Appel d'Abidjan	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78010200259 Rendre les décisions de justice de la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78033000117 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI d'Abidjan	6 600 000	6 600 000	6 600 000
78033000118 Rendre les décisions de justice du Tribunal de Commerce d'Abidjan	36 159 154	36 159 154	36 159 154
78033000119 Gérer toutes dépenses liées aux assises judiciaires	146 728 965	146 728 965	146 728 965
78033000120 Prendre en charges le contrat de bail du président de la CCJA	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78033000126 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI d'Abidjan	4 500 000	4 500 000	4 500 000
78033000142 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Yopougon	7 000 000	7 000 000	7 000 000
78033000143 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Yopougon	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78033000144 Prendre en charge les dépenses liées au Palais de Justice d'Abidjan	80 771 332	80 771 332	80 771 332
78033000154 Enregistrer et gérer les décisions de justice du Tribunal de Commerce d'Abidjan	42 765 370	42 765 370	42 765 370
78033000155 Gérer toutes dépenses liées aux rentrées judiciaires	32 038 060	32 038 060	32 038 060
78033000161 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Sinfra	3 800 000	3 800 000	3 800 000
78033000164 Assurer la prise en charge des bénévoles dans les tribunaux	70 847 731	70 847 731	70 847 731
78033000170 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI de Bingerville	4 500 000	4 500 000	4 500 000
78033000171 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI de Bingerville	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78033000172 Rendre les décisions de justice de TPI de Bingerville	52 304 496	52 304 496	52 304 496
78033000190 Rendre les décisions de Justice du TPI d'Abobo	200 000 000	200 000 000	200 000 000
78033000191 Suivre la bonne exécution des procédures de justice du TPI d'Abobo	19 553 648	19 553 648	19 553 648
78033000192 Enregistrer et gérer les décisions de justice du TPI d'Abobo	11 000 000	11 000 000	11 000 000
78036000158 Appuyer la commission de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA)	33 830 610	33 830 610	33 830 610
79033000006 Rendre les décisions de justice de la Section de Tribunal de Dabou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
79033000007 Enregistrer et gérer les décisions de justice de la Section de Tribunal de Dabou	3 170 000	3 170 000	3 170 000
79033000008 Suivre la bonne exécution des procédures de justice de la Section de Tribunal de Dabou	4 500 000	4 500 000	4 500 000
2204503 Gestion de la formation et de la documentation	**4 428 820 652**	**4 437 160 812**	**4 445 500 972**
1 Personnel	**167 943 740**	**170 771 540**	**173 599 341**
78034000048 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'INFJ	96 574 848	98 200 954	99 827 061
78034000049 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CNDJ	71 368 892	72 570 586	73 772 280

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22045 Juridictions	**11 202 593 764**	**15 769 707 764**	**9 055 839 084**
3 Transferts	**4 260 876 912**	**4 266 389 272**	**4 271 901 631**
78034000050 Gérer la bourse des auditeurs de justice	1 617 695 700	1 617 695 700	1 617 695 700
78034000051 Publier les actes de justice	327 106 023	331 793 332	336 480 640
78034000070 Renforcer les capacités des ressources humaines du MJDH par l'INFJ	2 316 075 189	2 316 900 240	2 317 725 291
2204504 Renforcement de la prise en charge des mineurs en contact avec le système judiciaire	**271 913 550**	**275 913 550**	**275 913 550**
2 Biens et services	**271 913 550**	**275 913 550**	**275 913 550**
11033000010 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Toumodi	5 000 000	5 000 000	5 000 000
14033000008 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Dimbokro	5 000 000	5 000 000	5 000 000
15033000009 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de M'Bahiakro	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17034000011 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Bouaké	5 000 000	5 000 000	5 000 000
18033000009 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Katiola	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22033000012 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Touba	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23033000010 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse d'Odienné	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23033000013 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Séguéla	5 000 000	5 000 000	5 000 000
25033000007 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Korhogo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
26033000006 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Boundiali	5 000 000	5 000 000	5 000 000
28033000010 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Bouna	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31033000019 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Daloa	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31033000021 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse d'Issia	5 000 000	5 000 000	5 000 000
32033000018 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Gagnoa	5 000 000	5 000 000	5 000 000
32033000019 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse d'Oumé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
35033000016 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Bouaflé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
35033000020 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Sinfra	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41033000013 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Man	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41033000021 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Danané	5 000 000	5 000 000	5 000 000
42034000003 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Guiglo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
51033000021 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Divo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
51033000022 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Lakota	5 000 000	5 000 000	5 000 000
55033000014 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de San-Pédro	5 000 000	5 000 000	5 000 000
55033000017 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Tabou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
56034000005 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Soubré	5 000 000	5 000 000	5 000 000
57033000007 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Bongouanou	1 000 000	5 000 000	5 000 000
57033000008 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Sassandra	5 000 000	5 000 000	5 000 000
61033000007 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse d'Abengourou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
62033000009 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Bondoukou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
71033000018 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse d'Aboisso	5 000 000	5 000 000	5 000 000
71033000021 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Grand-Bassam	5 000 000	5 000 000	5 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22045 Juridictions	**11 202 593 764**	**15 769 707 764**	**9 055 839 084**
76033000022 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse d'Agboville	5 000 000	5 000 000	5 000 000
76033000023 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Tiassalé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
77033000009 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse d'Adzopé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78033000128 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse du Plateau	10 356 951	10 356 951	10 356 951
78033000166 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Yopougon	6 874 950	6 874 950	6 874 950
78033000174 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Bingerville	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78033000181 Assurer le fonctionnement du Centre d'Hébergement Provisoire des Mineurs du Plateau	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78034000072 Coordonner les activités de la Direction de protection judiciaires, de l'enfance et de la jeunesse	53 681 649	53 681 649	53 681 649
78034000078 Mettre en œuvre la politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse d'Abobo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
79033000011 Mettre en œuvre la politique de Protection Judiciaire de l'enfance et de la jeunesse de Dabou	5 000 000	5 000 000	5 000 000

II.2.3 Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	Action 3.1 : Optimisation des conditions de détention
	Action 3.2 : Amélioration de l'alimentation et de la santé des détenus et des mineurs
	Action 3.3 : Renforcement du volet apprentissage des détenus et des mineurs
	Action 3.4 : Coordination et suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté et amélioration des conditions et du cadre de vie des gardes pénitentiaires et des détenus

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer le bien- être des détenus et des mineurs	Coût journalier alimentaire par détenu (ration)	1 650 FCFA	1 900 FCFA	2 045 FCFA	2 400 FCFA	(Budget alloué à l'alimentation / Nombre total de détenus) / 365jrs Sources : Rapports d'activités DAP / DAF
	Nombre de repas servi par jour	02	02	02	03	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DAP / DAF
	Proportion des détenus et des mineurs malades pris en charge	100%	100%	100%	100%	(Nombre de détenus et de mineurs malades pris en charge / Nombre de détenus et de mineurs malades sur la période) X 100 Sources : Rapports d'activités DAP/ DAF

Programme 3 : Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Améliorer le cadre de vie des détenus et des mineurs	Proportion d'établissements pénitentiaires répondant aux normes internationales	14,70%	15,79%	21,05%	23,68%	(Nombre d'établissements pénitentiaires répondant aux normes internationales / Nombre total d'établissements pénitentiaires) X 100 Sources : Rapports d'activités DAP / DIEM
	Proportion d'établissements pénitentiaires réhabilités	8,82%	72%	75 %	78%	(Nombre d'établissements pénitentiaires réhabilités / Nombre total d'établissements pénitentiaires prévus pour être réhabilités) X 100 Dénominateur : 37 Sources : Rapports d'activités DAP / DIEM
OS 3 : Renforcer la réinsertion des détenus et mineurs	Proportion de détenus condamnés et mineurs formés	77,77%	55%	60%	65%	(Nombre de détenus condamnés et mineurs formés / Nombre total de détenus condamnés et mineurs ayant exprimé le besoin de formation) X 100 Source : Rapport d'activités DAP
	Proportion de détenus et mineurs réinsérés	0	6%	8%	10%	(Nombre de condamnés et de mineurs ayant exprimé le besoin de formation / Nombre total de condamnés) X 100 Source : Rapport d'activités DAP

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES, CENTRES D'OBSERVATION ET DE REEDUCATION DES MINEURS	**20 882 892 824**	**26 218 406 868**	**19 059 914 770**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	7 172 892 824	7 268 297 017	7 268 297 017
Transferts	10 000 000	11 360 801	11 641 759
Investissements	13 700 000 000	18 938 749 050	11 779 975 994
Trésor	*13 700 000 000*	*18 938 749 050*	*11 779 975 994*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22046 Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	**20 882 892 824**	**26 218 406 868**	**19 059 914 770**
2204601 Optimisation des conditions de détention	**16 580 539 172**	**13 733 605 548**	**4 454 529 554**
2 Biens et services	**4 454 529 554**	**4 454 529 554**	**4 454 529 554**
17034000014 Assurer le fonctionnement des Délégations de l'Administration régionale pénitentiaires de Bouaké	17 364 208	17 364 208	17 364 208
25033000014 Assurer le fonctionnement des Délégations de l'Administration régionale pénitentiaires de Korhogo	15 000 000	15 000 000	15 000 000
31034000005 Assurer le fonctionnement des Délégations de l'Administration régionale pénitentiaires de Daloa	20 061 130	20 061 130	20 061 130
78034000053 Gérer les dépenses liées aux achats de fournitures techniques	13 650 515	13 650 515	13 650 515
78034000054 Assurer le fonctionnement des Délégations de l'Administration régionale pénitentiaires d'Abidjan	20 061 130	20 061 130	20 061 130
78034000058 Gérer les baux du personnel pénitentiaire	10 035 087	10 035 087	10 035 087
78034000062 Loger tout le personnel de la garde pénitentiaires (baux)	4 205 880 000	4 205 880 000	4 205 880 000
78034000065 Renforcer la gestion des établissements pénitentiaires	29 000 000	29 000 000	29 000 000
78034000068 Suivre et contrôler les activités des établissements pénitentiaires	13 762 109	13 762 109	13 762 109
78034000073 Prendre en charge les frais d'hospitalisation des détenus	79 715 375	79 715 375	79 715 375
90034000001 Appuyer le service social de la DAP	30 000 000	30 000 000	30 000 000
4 Investissements	**12 126 009 618**	**9 279 075 994**	**0**
Trésor	***12 126 009 618***	***9 279 075 994***	***0***
90034000003 Mise aux normes des Infrastructures Pénitentiaires	500 000 000	0	0
76034000006 Construction de la cite pénitentiaire d'Azaguié	3 964 104 034	4 785 073 443	0
76034000005 Construction et Equipement de la MAC Azaguié	4 231 930 367	4 494 002 551	0
25034000005 Construction de la Cité pénitentiaire de Korhogo	3 429 975 217	0	0
2204602 Amélioration de l'alimentation et de la santé des détenus et des mineurs	**2 440 340 486**	**2 535 744 679**	**2 535 744 679**
2 Biens et services	**2 440 340 486**	**2 535 744 679**	**2 535 744 679**
11034000002 Fournir aux détenus de la MAC de Toumodi les conditions de détentions qui répondent aux standards	51 324 505	51 324 505	51 324 505
14034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Dimbokro les conditions de détentions qui répondent aux standards	46 970 308	46 970 308	46 970 308
14970010050 Fournir aux détenus de la ferme pénitentiaire de Saliakro les conditions de détentions qui répondent aux standards	14 641 867	14 641 867	14 641 867
15034000003 Fournir aux détenus de la MAC de M'Bahiakro les conditions de détentions qui répondent aux standards	11 418 034	11 418 034	11 418 034
16034000002 Fournir aux détenus de la MAC de Bongouanou les conditions de détentions qui répondent aux standards	25 293 810	25 293 810	25 293 810
17034000012 Fournir aux détenus de la MAC de Bouaké les conditions de détentions qui répondent aux standards	82 702 366	82 702 366	82 702 366
17034000013 Fournir aux détenus du Camp Pénal de Bouaké les conditions de détentions qui répondent aux standards	182 750 481	228 154 674	228 154 674
18034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Katiola les conditions de détentions qui répondent aux standards	28 009 328	28 009 328	28 009 328
22034000002 Fournir aux détenus de la MAC de Touba les conditions de détentions qui répondent aux standards	16 942 895	16 942 895	16 942 895
23034000002 Fournir aux détenus de la MAC d'Odienné les conditions de détentions qui répondent aux standards	17 025 611	17 025 611	17 025 611
25034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Korhogo les conditions de détentions qui répondent aux standards	53 216 865	53 216 865	53 216 865
25034000007 Fournir aux détenus de la prison de haute sécurité de Korhogo des conditions de détention qui répondent aux standards	50 000 000	50 000 000	50 000 000
26034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Boundiali les conditions de détentions qui répondent aux standards	23 893 529	23 893 529	23 893 529
28034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Bouna les conditions de détentions qui répondent aux standards	38 590 439	38 590 439	38 590 439
31034000004 Fournir aux détenus de la MAC de Daloa les conditions de détentions qui répondent aux standards	119 461 646	119 461 646	119 461 646

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22046 Etablissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	**20 882 892 824**	**26 218 406 868**	**19 059 914 770**
32034000005 Fournir aux détenus de la MAC de Gagnoa les conditions de détentions qui répondent aux standards	37 017 318	37 017 318	37 017 318
32034000006 Fournir aux détenus de la MAC d'Oumé les conditions de détentions qui répondent aux standards	20 221 008	20 221 008	20 221 008
35034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Bouaflé les conditions de détentions qui répondent aux standards	53 772 747	53 772 747	53 772 747
35034000005 Fournir aux détenus de la MAC de Sinfra les conditions de détentions qui répondent aux standards	16 861 712	16 861 712	16 861 712
36034000002 Fournir aux détenus de la MAC de Séguéla les conditions de détentions qui répondent aux standards	30 263 974	30 263 974	30 263 974
41034000006 Fournir aux détenus de la MAC de Man les conditions de détentions qui répondent aux standards	105 965 612	105 965 612	105 965 612
41034000007 Fournir aux détenus de la MAC de Danané les conditions de détentions qui répondent aux standards	32 657 442	32 657 442	32 657 442
42034000004 Fournir aux détenus de la MAC de Guiglo les conditions de détention qui répondent aux standards	50 000 000	50 000 000	50 000 000
51034000005 Fournir aux détenus de la MAC de Lakota les conditions de détentions qui répondent aux standards	18 634 420	18 634 420	18 634 420
51034000006 Fournir aux détenus de la MAC de Divo les conditions de détentions qui répondent aux standards	50 944 080	50 944 080	50 944 080
55034000002 Fournir aux détenus de la MAC de Tabou les conditions de détentions qui répondent aux standards	21 654 766	21 654 766	21 654 766
55034000003 Fournir aux détenus de la MAC de San-Pédro les conditions de détentions qui répondent aux standards	55 935 811	55 935 811	55 935 811
56034000004 Fournir aux détenus de la MAC de Soubré les conditions de détentions qui répondent aux standards	48 583 440	48 583 440	48 583 440
57034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Sassandra les conditions de détentions qui répondent aux standards	35 531 389	35 531 389	35 531 389
61034000003 Fournir aux détenus de la MAC d'Abengourou les conditions de détentions qui répondent aux standards	51 176 775	51 176 775	51 176 775
62034000003 Fournir aux détenus de la MAC de Bondoukou les conditions de détentions qui répondent aux standards	52 695 580	52 695 580	52 695 580
71034000007 Fournir aux détenus de la MAC d'Aboisso les conditions de détentions qui répondent aux standards	48 890 208	48 890 208	48 890 208
71034000009 Fournir aux détenus de la MAC de Grand-Bassam les conditions de détentions qui répondent aux standards	31 265 668	31 265 668	31 265 668
76034000003 Fournir aux détenus de la MAC d'Agboville les conditions de détentions qui répondent aux standards	26 082 871	26 082 871	26 082 871
76034000004 Fournir aux détenus de la MAC de Tiassalé les conditions de détentions qui répondent aux standards	36 952 983	36 952 983	36 952 983
77034000003 Fournir aux détenus de la MAC d'Adzopé les conditions de détentions qui répondent aux standards	33 200 760	33 200 760	33 200 760
78034000067 Fournir aux détenus de la MAC d'Abidjan les conditions de détentions qui répondent aux standards	782 284 211	832 284 211	832 284 211
79034000007 Fournir aux détenus de la MAC de Dabou les conditions de détentions qui répondent aux standards	37 506 027	37 506 027	37 506 027
2204603 Renforcement du volet apprentissage des détenus et des mineurs	**288 022 784**	**289 383 585**	**289 664 543**
2 Biens et services	**278 022 784**	**278 022 784**	**278 022 784**
17034000015 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre d'Observation pour Mineurs de Bouaké	12 460 206	12 460 206	12 460 206
22046020011 Animer le centre de réinsertion des mineurs de Bouaké	162 964 329	162 964 329	162 964 329
41034000008 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre d'Observation pour Mineurs de Man	12 460 206	12 460 206	12 460 206
78033000188 Animer les Centres d'Apprentissage et de Rééducation du Centre d'observation pour mineur de Bingerville	64 025 764	64 025 764	64 025 764
79034000008 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations de Dabou	26 112 279	26 112 279	26 112 279
3 Transferts	**10 000 000**	**11 360 801**	**11 641 759**
71034000008 Animer les centres d'apprentissages et de rééducations du Centre ABEL de Grand-Bassam	10 000 000	11 360 801	11 641 759
2204604 Coordination et suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté et amélioration des conditions et du cadre de vie des gardes pénitentiaires et des détenus	**1 573 990 382**	**9 659 673 056**	**11 779 975 994**
4 Investissements	**1 573 990 382**	**9 659 673 056**	**11 779 975 994**
Trésor	***1 573 990 382***	***9 659 673 056***	***11 779 975 994***
77034000005 Construction et équipement de la Cité pénitentiaire d'Adzopé	100 000 000	3 327 791 618	4 785 973 443
77034000004 Construction et équipement de la MAC d'Adzopé	100 000 000	3 831 881 438	4 494 002 551
14034000005 Construction et équipement de l'Ecole du personnel pénitentiaire de Saliakro	1 373 990 382	2 500 000 000	2 500 000 000

II.2.4 Programme 4 : Droits de l'Homme

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Droits de l'Homme	Action 4.1: Promotion des droits de l'homme
	Action 4.2 : Suivi et protection des droits de l'homme

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Droits de l'Homme						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Vulgariser les Droits de l'Homme	Nombre d'officiers de polices judiciaires, de leaders communautaires et de membres des organisations de la société civile formés	481	400	500	500	Dénombrement Source : Rapport d'activités DDH
	Nombre de personnes touchées par les campagnes de sensibilisation	1 000	1 000	1 500	2 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités Dir Prom
OS 2 : Veiller à la protection des Droits l'Homme	Proportion de lieux de détention visités	140%	100%	100%	100%	(Nombre de lieux de détention visités / Nombre de lieux de détention à visiter) X 100 Source : Rapport d'activités Dir Prot
	Proportion de cas de requêtes comportant des allégations de violation des Droits de l'Homme traités	93,33%	100%	100%	100%	(Nombre de requêtes alléguant de violations des Droits de l'Homme traitées / Nombre de requêtes alléguant des violations des Droits de l'Homme reçues) X 100 Source : Rapport d'activités Dir Prot

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : DROITS DE L'HOMME	**2 152 736 828**	**2 183 616 679**	**2 214 467 139**
Dépenses de personnel	1 286 484 551	1 308 146 098	1 329 807 645
Dépenses en biens et services	224 999 705	225 029 097	225 029 097
Transferts	641 252 572	650 441 484	659 630 397
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22143 Droits de l'Homme	**2 152 736 828**	**2 183 616 679**	**2 214 467 139**
2214301 Promotion des droits de l'homme	**772 575 987**	**781 764 899**	**790 953 812**
2 Biens et services	**131 323 415**	**131 323 415**	**131 323 415**
78036000119 Apporter un appui juridique à l'exécution des missions du Comité Interministériel de suivi de l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme	17 000 000	17 000 000	17 000 000
78036000124 Organiser deux (02) ateliers de renforcement de capacités des OPJ, OSC, et un (01) atelier de rédaction de rapport de rédaction	28 023 415	28 023 415	28 023 415
78036000131 Suivre le respect des engagements internationaux relatifs aux droits de l'Homme	26 500 000	26 500 000	26 500 000
78036000144 Organiser 03 journées régionales de promotion des Droits de l'Homme	49 800 000	49 800 000	49 800 000
90036090132 Coordonner les activités de la Commission Nationale Interministérielle de mise en œuvre du Droit International Humanitaire (CNIDIH)	10 000 000	10 000 000	10 000 000
3 Transferts	**641 252 572**	**650 441 484**	**659 630 397**
78032000021 Coordonner les activités du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH)	590 376 286	598 836 160	607 296 034
78032000031 Transférer des capitaux au profit du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH)	50 876 286	51 605 324	52 334 363
2214302 Suivi et protection des droits de l'homme	**1 380 160 841**	**1 401 851 780**	**1 423 513 327**
1 Personnel	**1 286 484 551**	**1 308 146 098**	**1 329 807 645**
78032000028 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CNDH	1 286 484 551	1 308 146 098	1 329 807 645
2 Biens et services	**93 676 290**	**93 705 682**	**93 705 682**
78036000118 Organiser des ateliers de validation des projets de textes	10 176 290	10 176 290	10 176 290
78036000125 Mener Quinze (15) enquêtes non judiciaires	18 000 000	18 000 000	18 000 000
78036000145 Créer un cadre de lutte contre l'impunité et de suivi de son application	18 869 089	18 898 481	18 898 481
78036000166 Visiter Dix (10) lieux de détention	35 630 911	35 630 911	35 630 911
90033000004 Appuyer le fonctionnement du comité de protection des défenseurs des Droits de l'Homme	11 000 000	11 000 000	11 000 000

SECTION 328 : MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

SECTION 328 : MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Administration et de la Coordination du ministère

- l'insuffisance de personnel aux emplois spécifiques (planificateurs, statisticiens, économistes, spécialistes en suivi-évaluation, etc) ;
- la démotivation du personnel ;
- l'insuffisance de Directions Régionales du ministère ;
- l'insuffisance de matériels roulants pour assurer le contrôle des services du ministère ;
- l'inadéquation du schéma directeur informatique avec les objectifs stratégiques du ministère ;
- l'insuffisance de locaux administratifs.

Au niveau de la Gestion Macroéconomique et la Politique Economique et Financière

- la non disponibilité de données désagrégées infra-annuelles notamment dans le domaine du secteur agricole et des transports ;
- l'inaccessibilité ou le retard dans la mise à disposition de certaines données ;
- l'insuffisance et l'obsolescence des outils d'analyses économiques ;
- l'insuffisance de locaux pour abriter les services du programme ;
- l'insuffisance de renforcement des capacités des agents sur des domaines spécifiques entre autres la modélisation, la recherche ou étude économique ;
- le départ des compétences dû à l'absence de profil de carrière.

Au niveau de la chaine Prospective, Planification, Programmation et Suivi- Evaluation (PPPSE)

- la faible pratique de la prospective, de la veille stratégique et de l'intelligence économique ;
- la production insuffisante de documents de planification stratégique dans les ministères, les régions et les Communes ;
- l'absence de textes juridiques régissant la planification en Côte d'Ivoire ;
- le déficit d'outils de prévision et de modélisation permettant de simuler les impacts des projets d'investissements publics ;
- la faible culture de l'évaluation ;
- la non interconnexion du SINAPSE avec les autres Systèmes des Finances Publiques ;
- le déficit d'outils de projections socio-économiques de planification du développement.

Au niveau de l'Aménagement du Territoire et du Développement Régional et Local

- l'absence de textes législatifs et réglementaires régissant le domaine de l'aménagement du territoire ;
- l'insuffisance d'instruments techniques de pilotage de l'aménagement du territoire au niveau national et infranational ;
- la faible capacité technique des entités territoriales en matière de pilotage de la politique de développement régional et local ;
- la persistance de foyers régionaux économiquement faibles ;

- la faible implication du secteur privé et des organisations de la société civile au développement local ;
- la faible intégration de certaines zones rurales dans le processus de développement économique.

Au niveau de la Coordination de la Coopération au Développement, Population et Productions Statistiques

- l'inexistence de document cadre pour encadrer la coopération au développement ;
- l'insuffisance de ressources humaines spécialisées (statisticiens, démographes, etc.) ;
- l'insuffisance des ressources pour la coordination du système statistique national, la production, la diffusion et la publication des statistiques ;
- l'insuffisance de renforcement de capacités techniques des services statistiques sectoriels pour le traitement et l'analyse des données statistiques ;
- la faible prise en compte des problématiques liées à la population (migration, dividende démographique, etc.) dans les plans stratégiques sectoriels ;
- l'absence d'un siège adéquat pour l'Agence Nationale de la Statistique (ANStat) ;
- l'insuffisance de personnel notamment les enseignants au profil spécifique (statisticiens, économistes, économètres) et le personnel administratif de l'ENSEA ;
- l'absence de résidences universitaires et de campus d'accueil et d'équipements didactiques pour les étudiants de l'ENSEA.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de l'Administration et de la Coordination du ministère

- le recrutement de quelques emplois spécifiques notamment, 03 statisticiens et 01 économiste ;
- l'élaboration d'un projet d'arrêté relatif à la prise de mesures incitatives ;
- l'élaboration d'un projet d'arrêté portant réorganisation des services extérieurs du ministère ;
- la recherche de financements auprès des bailleurs de fonds sous forme de dons, prêts ou emprunts ;
- la réalisation de l'étude du schéma directeur informatique.

Au niveau de la Gestion Macroéconomique et Politique Economique et Financière

- la mise en place de cadres d'échanges avec des points focaux pour faciliter le recueil des données sectorielles ;
- la réalisation d'études et la production de notes d'analyses dans le cadre du suivi des secteurs ;
- l'obtention de financement auprès des bailleurs pour la conception de modèles ;
- la conception de modèles de prévision et de simulation économiques ;
- l'acquisition par contrat de bail de locaux aux 1er et 2ème étages de l'immeuble Alliance ;
- la mise en formation des agents du programme sur les offres des instituts de formation ;
- l'élaboration d'un projet de profil de carrière des agents du programme.

Au niveau de la chaine Prospective, Planification, Programmation et Suivi- Evaluation (PPPSE)

- le renforcement des capacités des acteurs en veille stratégique et intelligence économique ;
- l'organisation de la Première Edition de la Journée Nationale de la Prospective en 2024 ;
- l'installation du bureau du Réseau Ivoirien des Praticiens et Professionnels de la Prospective (RESIP) ;
- l'élaboration du projet de manuel de procédures d'élaboration des études prospectives sectorielles en cours de validation ;
- l'appui institutionnel aux ministères dans les processus de formulation de leurs politiques sectorielles ;
- la rédaction du « manuel des procédures d'élaboration des politiques » ;
- la prise de la loi portant évaluation des politiques publiques ;
- le renforcement des capacités des agents de la Direction Générale du Plan sur la commande, la conduite et la gestion d'une évaluation de la politique publique.

Au niveau de l'Aménagement du Territoire et du Développement Régional et Local

- l'élaboration et la vulgarisation des outils d'Aménagement du Territoire au niveau national et infranational ;
- l'élaboration du « Manuel de Planification Locale Participative » ;
- le renforcement des capacités des mutuelles en matière d'élaboration de plan de développement de leurs localités ;
- le suivi de la mise en œuvre des pôles économiques compétitifs ;
- la conduite d'opération de sensibilisation et de formation du secteur privé et des organisations de la société civile au développement local ;
- l'élaboration en cours du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) ;
- la mise en œuvre de la phase pilote du projet de développement dans les régions du Poro et du Bounkani.

Au niveau de la Coordination de la Coopération au Développement, Population et Productions Statistiques

- l'élaboration du projet de la Politique Nationale de Coopération et du Partenariat au Développement ;
- le recrutement de quelques profils spécialisés au sein de l'ONP (statisticiens, démographes) ;
- la réforme de l'INS en Agence d'exécution par décret n° 2024-372 portant réforme de l'INS en Côte d'Ivoire ;
- la mise en œuvre du Programme d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest (PHAS) ;
- la mise en œuvre du programme de changement de l'année de base des comptes annuels et du passage au Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 ;
- la mise en place d'un plan de formation et de renforcement de capacités du personnel enseignant et administratif ;
- le développement de partenariats avec les écoles de formation (ENSEA, universités) ;
- la sensibilisation et la formation des acteurs sur les thématiques relatives à l'intégration des problématiques liées à la population ;
- l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'actions de gestion des données sur les migrations ;
- la mise en œuvre d'un programme national de renforcement des capacités des ministères sectoriels et des collectivités territoriales sur les défis et enjeux à dimensions démographiques ;
- l'inscription au Programme d'Investissement Public (PIP) du projet de construction du siège de l'ANStat (ex INS) ;
- le recrutement de quelques enseignants (statisticiens, économistes) ;
- la mise à disposition d'un plan de développement des infrastructures, notamment les résidences universitaires ENSEA.

I.1.3. Défis et priorités

Au niveau de l'Administration et de la Coordination du ministère

- l'amélioration des capacités techniques et opérationnelles du ministère ;
- la disponibilité et le maintien des ressources humaines techniques ;
- l'amélioration des conditions de travail ;
- l'acquisition de matériels roulants pour assurer le contrôle des services du ministère ;
- la finalisation de l'étude d'actualisation du schéma directeur informatique du ministère et sa mise en œuvre ;
- la disponibilité des locaux administratifs.

Au niveau de la Gestion Macroéconomique et Politique Economique et Financière

- la mise à disposition d'indicateurs infra-annuels et de haute fréquence ;
- la formalisation des cadres d'échanges par arrêtés interministériels ;

- l'opérationnalisation de modèles de prévisions et de simulations économiques ;
- la poursuite d'acquisition de locaux pour abriter tous les services du programme ;
- la prise d'un texte portant profil de carrière des agents du programme.

Au niveau de la chaine Prospective, Planification, Programmation et Suivi- Evaluation (PPPSE)

- la poursuite de la sensibilisation d'appropriation de la réflexion prospective et de la veille stratégique des décideurs ;
- la réalisation d'études prospectives dans les secteurs-clés (éducation et formation, santé…) de développement du pays ;
- l'élaboration de la Loi-cadre régissant le système national de planification en Côte d'Ivoire ;
- l'établissement de la cohérence horizontale (National-sectoriel-local) et verticale (stratégique-opérationnel) entre les outils de planification ;
- l'élaboration d'outils de prévision et de modélisation permettant de simuler les impacts des projets d'investissements publics ;
- la modernisation du SINAPSE et l'interconnexion avec les autres systèmes des finances publiques ;
- l'opérationnalisation de la loi sur l'évaluation des politiques publiques ;
- la prise de décrets d'application de la loi sur l'évaluation des politiques publiques ;
- l'élaboration d'outils de projections socio-économiques, de planification et de développement.

Au niveau de l'Aménagement du Territoire et du Développement Régional et Local

- le renforcement des capacités techniques des Ministères, Districts Autonomes, Régions et Communes dans le cadre de l'élaboration de leurs documents stratégiques arrimés au PND 2026- 2030 ;
- l'appropriation et la mise en œuvre de la stratégie de développement harmonieux et équilibré du territoire basée sur les pôles économiques compétitifs par les entités territoriales ;
- l'achèvement du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) ;
- l'accompagnement des collectivités territoriales et Districts autonomes dans la mise en place de leur stratégie de développement local ;
- la création et l'opérationnalisation de l'Observatoire National de l'Aménagement du Territoire (ONAT) ;
- la réactivation des opérations de sensibilisation et de formation du secteur privé et des organisations de la société civile au développement local ;
- la finalisation de la mise en œuvre de la phase pilote du projet de développement en cours dans les régions du Poro et du Bounkani.

Au niveau de la Coordination de la Coopération au Développement, Population et Productions Statistiques

- l'adoption et la mise en œuvre de la Politique Nationale de Coopération et du Partenariat au Développement (PNCPD) ;
- la poursuite du recrutement des profils spécialisés et leur fidélisation au sein de la structure ;
- la prise de textes d'application pour assurer l'opérationnalisation de l'Agence Nationale de la Statistique (ANStat) ;
- l'amélioration de la coordination du système statistique national ;
- l'amélioration de la production statistique sectorielle et des enquêtes d'envergure nationale ;
- la mise en œuvre des plans de formation ;
- l'opérationnalisation des partenariats ENSEA / Universités ;
- l'intégration des problématiques liées à la population dans tous les plans sectoriels et locaux ;
- l'élaboration d'un Répertoire National des Indicateurs de suivi du Dividende Démographique (ReNIDD) ;
- la poursuite du programme national de renforcement des capacités des ministères sectoriels et des collectivités territoriales sur les défis et les enjeux à dimensions démographiques ;
- la construction du siège de l'ANStat (ex INS) ;
- la poursuite du recrutement et le maintien des enseignants au profil spécifique (statisticiens, économistes, économètres) et du personnel administratif de l'ENSEA ;
- la construction des différentes infrastructures de l'ENSEA (résidences universitaires et campus).

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance et du leadership ;
- la consolidation des liens entre les maillons de la chaine PPPSE ;
- l'implémentation des outils de mise en œuvre de la politique d'aménagement du territoire et du développement régional et local ;
- le renforcement des partenariats stratégiques et la mise en place de mécanismes de coordination et de communication efficace avec tous les acteurs à la coopération au développement ;
- l'amélioration du système de production des statistiques ;
- l'appui à la mobilisation de l'aide au niveau local ;
- la poursuite de la mise en œuvre des mesures de soutien à l'activité économique confrontée aux effets des différentes tensions géopolitiques et géoéconomiques au niveau mondial et régional ;
- la modernisation de l'administration économique ;
- la formulation et le pilotage efficace des politiques économiques ;
- la contribution à l'intégration du marché régional ;
- la promotion de la coopération économique régionale et internationale.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les politiques économiques sont formulées et pilotées efficacement ;
- la contribution à l'intégration du marché régional est assurée ;
- les investissements publics sont budgétisés conformément à la programmation établie ;
- les actions et mesures émanant du Plan National de Développement sont exécutées ;
- les outils de mise en œuvre des politiques de développement régional et d'aménagement du territoire sont élaborés ;
- la coordination des activités de coopération au développement et le développement de nouveaux partenariats stratégiques sont assurés ;
- les connaissances sur les questions de population et développement et la production statistique sont améliorées.

I.3 Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 5, le Ministre de l'Economie, du Plan et du Développement est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière Economique, de Planification et de Programmation du Développement.
A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de l'Economie

- conduite de réflexions sur la politique économique ;
- suivi et préservation de l'activité économique ;
- suivi de l'évolution économique nationale et internationale ;
- contribution au suivi de l'exécution des programmes économiques et financiers conclus avec les Institutions Financières internationales sous la supervision du Ministre chargé des Finances et du Budget ;

- gestion et suivi du cadre macroéconomique ainsi que de la libéralisation de l'économie et des politiques de préservation de l'activité économique ;
- suivi et gestion des dimensions économiques de l'intégration régionale et internationale ;
- participation au développement de l'action économique extérieure et promotion des intérêts économiques de la Côte d'Ivoire dans le monde, en liaison avec les Ministres concernés.

Au titre de la Planification et de la Programmation du Développement

- élaboration, coordination et suivi de l'exécution des matrices des actions menées par l'Etat et du programme triennal d'investissement public ;
- programmation et suivi de l'application des politiques et stratégies de développement économique, social et culturel à moyen et long termes, et évaluation de leurs résultats ;
- élaboration à moyen et long termes du cadre macro-économique et programmation des études macro-économiques, sectorielles et régionales relatives aux impacts économiques et financiers des projets d'investissement ;
- projections économiques et financières à moyen et long termes, en particulier avec évaluation des charges récurrentes ;
- élaboration et présentation des comptes nationaux ;
- harmonisation des études et des actions de l'Etat de nature économique, financière, sociale et culturelle à moyen et long termes, au regard des programmes de développement ;
- animation des commissions nationales et régionales de développement ;
- maîtrise de la croissance démographique et de l'immigration ;
- production, centralisation, analyse et diffusion de l'information statistique ;
- organisation des recensements nationaux et des enquêtes statistiques ;
- formulation et suivi de la mise en œuvre des politiques et stratégies en matière de Population ;
- suivi des relations avec les organismes bilatéraux et multilatéraux de développement, en relation avec le Ministre chargé des Finances et du Budget ;
- planification, programmation, mise en œuvre des actions de l'Aménagement du Territoire et de Régionalisation, à travers les fonds dédiés à l'Aménagement du Territoire, en liaison avec le Ministre chargé de l'Administration du Territoire ;
- élaboration et suivi de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté, en liaison avec le Ministre chargé de la Lutte contre la Pauvreté ;
- coordination administrative de l'évaluation des Politiques publiques.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière
- Programme 3 : Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation
- Programme 4 : Aménagement du territoire, développement régional et local
- Programme 5 : Coordination de la coopération au développement, population et productions statistiques
- Programme 6 : Fonds National de Développement de la Statistique

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet du Ministre, Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP), Direction de la Statistique Economiques et Financières(DSEF), Inspection Générale (IG), Direction des Systèmes d'information et de la Digitalisation (DSID), Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC), Direction des Affaires Financières (DAF), Direction des Ressources Humaines (DRH), Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP), Directions Régionales (10 D.R.), Cellule Financière(CeFi), Gestionnaire du Patrimoine (GP), Service Courrier (SC).		- Projet d'Appui à la Mise en Œuvre du Programme de Développement pour une prestation du Service Inclusive (PAME/PDSI) ; - Projet de mutualisation des ressources informatiques du MEPD ; - Système de centralisation et de gestion de données statistiques économiques et sectorielles ; - Projet d'appui à la mise en œuvre de l'agenda 2063 ; - Projet d'Amélioration des Compétences de l'Entreprenariat et de l'Emploi des Jeunes (PACE).	
Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière	Direction Générale de l'Economie (DGE),Direction des Relations Economiques Extérieures (DREE), Direction des Etudes et Recherches Economiques (DERE), Direction des Prévisions et des Politiques Economiques (DPPE), Direction des Actions de Développement Economique (DADE), Direction des Affaires Economiques Régionales (DAFER), Direction des Bases de Données Economiques et Sociales (DBDES), Cellule Financière (CeFi), Service de la communication et de la Documentation (SCD), Service des Ressources Humaines et de la Formation (SRHF), Service de la Qualité et de la Normalisation (SQN), Service de la Coordination Administrative (SCA).	Les Services de Promotion Economiques Extérieures	- Opérationnalisation des outils de simulation et de projection macroéconomique ; - Mise en place du système d'information de la Direction Générale de l'Economie.	
Programme 3 : Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	Bureau National de la Prospective et de la Veille Stratégique (BNPVS), Département des Etudes Prospectives (DEP), Département de la Veille Stratégique et de l'Intelligence Economique (DVSIE), Direction Générale du Plan (DGP), Direction de la Planification (DP), Direction de la Programmation des Investissements Publics (DPIP), Direction du Contrôle, du Suivi et de l'Evaluation (DCSE), Cellule Financière et du Patrimoine (CFP), Service des Ressources Humaines (SRH), Service Communication et de la Documentation (SCD), Cellule Informatique (CI).		- Mise en place d'un Mécanisme Institutionnel de Veille Stratégique (MIVS) ; - Suivi et Evaluation Mise en Œuvre du PND ; - Mise en œuvre et suivi de l'UNDAF ; - Planification sociale, suivi évaluation ; - Projet Modernisation du SINAPSE ; - Faire le suivi physique et l'évaluation des projets d'investissements publics ; - Appui à la réalisation des activités de la chaîne PPPSE ; - Réaliser l'étude prospective sur le système éducatif ivoirien ; - Projet d'appui aux projections socio-économiques de planification du Développement ; - Projet d'appui à la mise en œuvre des ODD ; - Appui à l'évaluation des politiques publiques ; - Prendre en compte les paramètres climatiques dans la gestion des investissements.	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4 : Aménagement du territoire, développement régional et local	-Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Développement Régional et Local (DGATDRL), Direction de la Planification Spatiale (DPS), Direction de la Promotion du Développement Régional et Local (DPDRL), Direction de la Cartographie et des Systèmes d'Information Géographique (DCSIG), Cellule Financière (CeFi), Service Communication et de la Documentation (SCD), Service des Ressources Humaines et de la Formation (SRHF).		- Programme Pilote de Développement des Zones Rurales (PPDZR) ; - Programme d'Appui à la Planification Territoriale (PAPT) ; - Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT).	
Programme 5 : Coordination de la coopération au développement, population et productions statistiques	-Direction Générale de la Coopération au Développement (DGCOD), Direction de la Coordination et de l'Efficacité de la Coopération au Développement (DCECD), Direction des Partenariat Bilatéraux (DPB), Direction de la Stratégie et des Etudes (DSE), Cellule Financière (CeFi), Service des Ressources Humaines (SRH), Service Communication, de la Documentation et de l'Informatique (SCDI).	-Agence Nationale de la Statistique (ANStat), -Office National de la Population (ONP), -Ecole Nationale de la Statistique et de l'Economie Appliquée (ENSEA).	- Planification de développement communautaire et dynamisation des économies locales (PDC/DEL) ; - Projet cadre d'appui au pilotage stratégique du développement 2022-2025 ; - Enquête démographique et de santé (EDS) ; - Programme d'appui à la coopération CÔTE d'IVOIRE– CANADA ; - Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest ; - Construction des sièges sociaux du MEPD et de l'ANStat ; - Projet d'appui au renforcement des capacités nationales pour la coordination, le suivi et la mise en œuvre du programme de coopération GVT-PNUD ; -Cartographie des études pour le pilotage stratégique du Développement en CI.	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Mettre en place une administration moderne et performante	**RS 1.1 :** L'administration est moderne et performante	**IP.1 .1 1 :** Taux de réalisation global des activités du ministère	Somme des taux de réalisation des activités / Nombre total des taux des activités du Ministère Source : Rapport d'activités Cabinet
OG 2 : Moderniser le pilotage de la politique économique de la Côte d'Ivoire	**RS 2.1** : Les politiques économiques sont formulées et pilotées efficacement	**IP.2.1.1 :** Proportion des documents de mise en œuvre des politiques économiques et financières transmis dans les délais	Nombre de documents de mise en œuvre des politiques économiques et financières transmis dans les délais / Nombre total de documents de mise en œuvre des politiques économiques et financières Source : Rapport d'activités DGE
	RS 2.2 : La contribution à l'intégration du marché régional est assurée	**IP.2.2.2 :** Délai moyen de transmission des documents communautaires (UEMOA, CEDEAO)	Somme des délais moyen de transmission des documents communautaires / Nombre total de documents communautaires Source : Rapport d'activités DGE
OG 3 : Contribuer à l'orientation et à l'éclairage de l'action publique	**RS 3 .1** : Les investissements publics sont budgétisés conformément à la programmation établie	**IP 3.1 1 :** Taux de conformité du Budget d'Investissement au PIP	(Nombre des projets du Budget d'Investissement / Nombre total des Projets du PIP) x100 Source : Rapport d'activités DGP

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 3 : Contribuer à l'orientation et à l'éclairage de l'action publique	**RS 3.2:** Les actions et mesures émanant du Plan National de Développement sont exécutées	**IP 3.2 1 :** Taux d'exécution des actions et mesures du Plan National de Développement	(Nombre d'actions et mesures du PND réalisées / Nombre total des actions et mesures programmées dans le PND) x100 Source : Rapport d'activités DGP
OG4 : Contribuer à la mise en œuvre des politiques de développement régional et d'aménagement du territoire	**RS4.1 :** Les outils de mise en œuvre des politiques de développement régional et d'aménagement du territoire sont élaborés	**IP 4.1.1 :** Pourcentage cumulé d'outils d'aménagement du territoire et de développement régional et local élaborés	(Nombre d'outils d'aménagement du territoire et de développement régional et local élaborés / Nombre total d'outils d'aménagement du territoire régional et local prévus) x100 Source : Rapport d'activités DGATDRL
OG 5 : Assurer la coordination de la coopération au développement, de la production statistique et des questions de population et développement	**RS 5.1:** La coordination des activités de coopération au développement et le développement de nouveaux partenariats stratégiques sont assurés	**IP 5.1.1 :** Nombre de revues des cadres de coopération organisées	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGCOD
		IP.5.1.2. Nombre de nouveaux partenariats stratégiques développés	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGCOD
	RS 5.2 : Les connaissances sur les questions de population et développement et la production statistique sont améliorées	**IP 5.2 .1 :** Taux de dissémination des études et de recherches sur les questions de population et développement	(Nombre d'études et de recherches sur les questions de population et développement disséminées / Nombre total d'études et de recherches sur les questions de population et développement produites) x 100 Source : Rapport d'activités DGCOD

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**44 194 260 102**	**64 391 450 491**	**73 485 162 316**
1.1 Ressources Intérieures	**44 194 260 102**	**64 391 450 491**	**64 664 593 416**
1.1.1 Budget Etat	44 194 260 102	64 391 450 491	64 664 593 416
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**8 820 568 900**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	8 820 568 900
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**44 194 260 102**	**64 391 450 491**	**73 485 162 316**
2.1 Personnel	**7 053 445 393**	**7 175 560 521**	**7 297 675 651**
2.1.1 Solde y compris EPN	7 053 445 393	7 175 560 521	7 297 675 651
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**7 930 162 457**	**8 143 858 610**	**8 207 173 835**
2.3 Transferts	**14 487 957 722**	**14 495 996 672**	**14 583 709 242**

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
2.4 Investissement	**14 722 694 530**	**34 576 034 688**	**43 396 603 588**
Trésor	*14 722 694 530*	*34 576 034 688*	*34 576 034 688*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*8 820 568 900*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3: Gestion de l'information et de la communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer la coordination, le cadre juridique et institutionnel	Nombre de réunions de coordination (direction, cabinet) organisées	8	12	12	12	Dénombrement Source : Rapport d'activités Cabinet
	Taux des textes juridiques transmis au SGG	75,26%	80%	80%	90%	(Nombre de textes juridiques transmis au SGG / Nombre de textes prévus être transmis au SGG) X 100 Sources : Rapports d'activités DAJC / Cabinet
	Taux de contrôle des services au niveau central et régional	83%	84%	85%	86%	(Nombre de services contrôlés au niveau central et régional / Nombre de services programmés au niveau central et régional) X 100 Source : Rapport d'activités IG
OS2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de satisfaction des besoins en emplois spécifiques	30%	83%	84%	85%	(Nombre de besoins en emplois spécifiques satisfaits / Nombre de besoins en emplois spécifiques exprimés) X 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'atteinte des cibles des PAP	74%	75%	76%	77%	(Nombre de cibles des PAP atteintes / Nombre total des cibles des PAP) X 100 Source : Rapport d'activités DAF

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de passation des lignes à marché	100%	100%	100%	100%	(Nombre de lignes à marché entièrement passées / Nombre de lignes à marché notifiées) X 100 Source : Rapport d'activités CPMP
OS 3 : Améliorer le système d'information et de communication	Taux de mise en œuvre du nouveau schéma directeur informatique	92.57%	10%	30%	60%	(Nombre d'activités du nouveau schéma directeur informatique réalisées / Nombre d'activités du nouveau schéma directeur informatique programmées) X 100 Source : Rapport d'activités DSID
	Nombre de visites de la plateforme de publication et de communication de la mémoire documentaire du MEPD	5 000	7 000	8 000	10 000	Dénombrement Source : Rapport d'activité DSID
	Taux d'utilisation des E- services déployés au MEPD	97.18%	20%	40%	60%	(Nombre de E-services utilisés / Nombre total de de E-services déployés) X 100 Source : Rapport d'activités DSID
	Taux de couverture médiatique des activités du ministère	55.45%	59.09%	61.18%	63.63%	(Nombre d'activités couvertes / Nombre d'activités prévues) X100 Source : Rapport d'activités DCRP
	Nombre de publications de bulletins trimestriels	2	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités DCRP

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**12 893 923 764**	**14 212 658 326**	**29 022 976 902**
Dépenses de personnel	6 101 097 070	6 210 430 532	6 319 763 995
Dépenses en biens et services	5 025 285 744	5 138 564 589	5 178 477 223
Transferts	23 601 509	26 813 205	27 476 307
Investissements	1 743 939 441	2 836 850 000	17 497 259 377
Trésor	*1 743 939 441*	*2 836 850 000*	*17 497 259 377*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21054 Administration Générale	**12 893 923 764**	**14 212 658 326**	**29 022 976 902**
2105401 Coordination et animation du ministère	**2 902 805 183**	**4 113 355 000**	**3 054 075 000**
2 Biens et services	**1 408 865 742**	**1 476 505 000**	**1 492 325 000**
11013200006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Bélier/Yamoussoukro	12 790 000	13 490 000	13 490 000
17013200003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Gbêkè/Bouaké	31 450 000	31 450 000	31 450 000
23013200004 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Kabadougou/Odienné	8 150 000	12 550 000	12 570 000
25013200005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Poro/ Korhogo	11 950 000	13 450 000	16 950 000
31013200005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Haut-Sassandra/Daloa	29 150 000	30 450 000	30 450 000
41013200005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Tonkpi/Man	9 700 000	9 700 000	9 700 000
55013200005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de San-Pédro	7 650 000	7 650 000	7 650 000
61013200004 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de l'Indénié-Djuablin/Abengourou	29 550 000	39 550 000	39 550 000
62013200004 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Gontougo/Bondoukou	23 150 000	30 575 000	32 375 000
78013200213 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	31 400 000	34 400 000	34 400 000
78013200216 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	196 500 000	221 000 000	221 000 000
78013200264 Gérer la commande publique du Ministère	20 500 000	20 500 000	20 500 000
78013200267 Prendre en charge les dépenses de fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78013200268 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de planification et de développement	554 185 742	564 500 000	575 000 000
78013200297 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région des Lagunes/Abidjan	9 500 000	14 000 000	14 000 000
78013200333 Prendre en charge l'assurance maladie des agents du Ministère	126 000 000	126 000 000	126 000 000
78013200346 Gérer la cellule financière du programme Administration Générale/MEPD	21 000 000	21 000 000	21 000 000
78013200353 Gérer le patrimoine du Ministère	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78013200356 Contrôler, suivre et coordonner les activités statistiques sectorielles	44 500 000	44 500 000	44 500 000
78013200358 Coordonner et suivre la mise en œuvre le Pacte National Energie (PNE)	142 740 000	142 740 000	142 740 000
90013290143 Elaborer les rapports de la mise en œuvre de l'agenda 2063	80 000 000	80 000 000	80 000 000
4 Investissements	**1 493 939 441**	**2 636 850 000**	**1 561 750 000**
Trésor	***1 493 939 441***	***2 636 850 000***	***1 561 750 000***
90013290135 Projet d'Amélioration des Compétences, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi des jeunes (PACE)	505 459 441	599 300 000	599 300 000
90013290131 Projet d'appui à la mise en œuvre de l'Agenda 2023	100 000 000	337 550 000	462 450 000
78013200343 Mise en place d'un système de centralisation et de gestion de données statistiques et sectorielles	700 000 000	1 700 000 000	500 000 000
78013200217 Projet d'Appui à la Mise en Œuvre du Programme de Développement pour une prestation du Service Inclusive (PAME/PDSI)	188 480 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21054 Administration Générale	**12 893 923 764**	**14 212 658 326**	**29 022 976 902**
2105402 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**9 561 852 981**	**9 715 537 726**	**9 849 626 925**
1 Personnel	**6 101 097 070**	**6 210 430 532**	**6 319 763 995**
78013200220 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	6 101 097 070	6 210 430 532	6 319 763 995
2 Biens et services	**3 437 154 402**	**3 478 293 989**	**3 502 386 623**
78011201846 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	272 959 537	294 429 671	317 671 417
78013200218 Prendre en charge les dépenses liées aux frais de gardiennage, à l'entretien des locaux, des installations électriques et des centraux téléphoniques	43 830 109	50 000 000	50 500 888
78013200219 Gérer les ressources financières et matérielles du Ministère	64 900 000	73 400 000	73 750 000
78013200222 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	140 000 000	140 000 000	140 000 000
78013200270 Prendre en charge les dépenses liées aux loyers et charges locatives des services du Ministère	680 152 000	680 152 000	680 152 000
78013200272 Recruter les experts pour assister le cabinet (régie/convention BNETD)	428 044 177	428 044 177	428 044 177
78013200291 Gérer les ressources humaines du Ministère	52 571 000	52 571 000	52 571 000
78013200293 Prendre en charge les primes des agents du Ministère	1 572 577 141	1 572 577 141	1 572 577 141
78013200317 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	42 120 000	42 120 000	42 120 000
78013200338 Faire le suivi et la mise en œuvre du budget programme	40 000 438	45 000 000	45 000 000
90013290144 DAF/Gérer les dépenses centralisées du Ministère (DAF/GDC)	100 000 000	100 000 000	100 000 000
3 Transferts	**23 601 509**	**26 813 205**	**27 476 307**
78013200224 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	23 601 509	26 813 205	27 476 307
2105403 Gestion de l'information et de la communication	**429 265 600**	**383 765 600**	**16 119 274 977**
2 Biens et services	**179 265 600**	**183 765 600**	**183 765 600**
78013200298 Réaliser les activités de communication, de documentation et de gestion informatique	49 265 600	49 265 600	49 265 600
90013290133 Organiser la Communication des activités du Ministère	130 000 000	134 500 000	134 500 000
4 Investissements	**250 000 000**	**200 000 000**	**15 935 509 377**
Trésor	***250 000 000***	***200 000 000***	***15 935 509 377***
90013290141 Provision pour investissement / Administration Générale	0	0	15 665 889 377
90013290121 Projet de mutualisation des ressources informatiques du MPD	250 000 000	200 000 000	269 620 000

II.2.2 Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière	Action 2.1: Pilotage des politiques économiques et financières
	Action 2.2: Coordination des activités du programme
	Action 2.3: Gestion efficiente des ressources du programme
	Action 2.4: Promotion et coopération économiques régionales et internationales

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2024	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2026	2027	2028	
OS1 : Renforcer le dispositif d'élaboration et de pilotage de la politique économique de la Côte d'Ivoire	Proportion de documents de mise en œuvre des politiques économiques et financières transmis dans les délais	100%	100%	100%	100%	Nombre de documents de mise en œuvre des politiques économiques et financières transmis dans les délais / Nombre total de documents de mise en œuvre des politiques économiques et financières prévus) x100 Sources : Rapports d'activités DGE / DPPE
	Ecart (en point de %) de prévision sur le taux de croissance du PIB réel	-0,6	[-1 ;1]	[-1 ;1]	[-1 ;1]	Ecart entre l'estimation officielle du PIB réel de l'année (n) effectuée en mars (n+1) et la prévision officielle du PIB de l'année (n) effectuée en septembre de l'année (n-1) Sources : Rapports d'activités DGE / DPPE
	Proportion de modèles opérationnels actualisés	0%	75%	100%	-	(Nombre de modèles opérationnels actualisés / Nombre de modèles à actualiser) x100 Sources : Rapports d'activités DGE / DPPE
	Proportion de rapports d'études d'impact de politiques économiques réalisés et transmis dans les délais	100%	100%	100%	100%	(Nombre de rapports d'études d'impact de politiques économiques réalisés et transmis dans les délais / Nombre de rapports d'études d'impact de politiques économiques prévus) x 100 Sources : Rapports d'activités DGE / DERE

Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Promouvoir le développement de la coopération économique régionale et internationale	Taux de propositions de projets d'Accords de Promotion et de Protection des Investissements	0%	100%	100%	100%	(Nombre de projets d'Accords de Promotion et de Protection des Investissements proposé / Nombre de propositions de projets d'Accords de Promotion et de Protection des Investissements prévu) x 100 Sources : Rapports d'activités DGE / DREE
	Proportion de visites du Portail web d'informations et de promotion de l'économie de la Côte d'Ivoire	0%	100%	100%	100%	(Nombre de visites atteint / Nombre de visites prévu) x 100 Sources : Rapports d'activités DGE / DBDES
	Délai moyen de transmission des documents communautaires (UEMOA, CEDEAO)	65 jours	62 jours	60 jours	60 jours	Somme des délais moyen de transmission des documents communautaires / Nombre total de documents communautaires transmis Sources : Rapports d'activités DGE / DAFER

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : GESTION MACROECONOMIQUE ET POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE	**2 322 971 492**	**3 226 559 749**	**3 148 927 009**
Dépenses de personnel	112 460 000	112 460 000	112 460 000
Dépenses en biens et services	1 605 511 492	1 638 899 749	1 640 031 159
Transferts	0	0	0
Investissements	605 000 000	1 475 200 000	1 396 435 850
Trésor	*605 000 000*	*1 475 200 000*	*1 396 435 850*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22033 Gestion macroéconomique et politique économique et financière	**2 322 971 492**	**3 226 559 749**	**3 148 927 009**
2203301 Pilotage des politiques économiques et financières	**508 694 713**	**510 029 428**	**510 029 428**
2 Biens et services	**508 694 713**	**510 029 428**	**510 029 428**
78011201685 Prendre en charge les dépenses centralisées (DPPSE)	105 000 000	105 000 000	105 000 000
78011201914 Gérer la base des données économiques, sociales et environnementales	32 500 000	33 000 000	33 000 000
78011202219 Développer les solutions et faire la maintenance du parc informatique de la DPPSE	355 000 000	355 000 000	355 000 000
78011202319 Coordonner les activités d'Elaboration du cadre macroéconomique (Secteur réel, TOFE, balance des paiements prévisionnelle) et de suivi de la conjoncture économique	16 194 713	17 029 428	17 029 428
2203306 Coordination des activités du programme 2	**85 138 638**	**87 138 638**	**87 138 638**
2 Biens et services	**85 138 638**	**87 138 638**	**87 138 638**
78011201691 Coordonner les activités du Programme Gestion macroéconomique et politique économique et financière	34 138 638	36 138 638	36 138 638
78011202069 Coordonner les activités de réforme des Finances Publiques	51 000 000	51 000 000	51 000 000
2203307 Gestion efficiente des ressources du programme	**935 367 141**	**960 649 967**	**961 652 757**
2 Biens et services	**935 367 141**	**960 649 967**	**961 652 757**
78011201659 Implémenter un système de management de la qualité dans tous les services de la DGEC	9 254 319	12 754 319	12 754 319
78011201660 Apporter un appui à la DGEC	8 880 616	9 380 616	9 380 616
78011201662 Gérer l'immeuble ALLIANCE et BELIER	856 885 986	856 885 986	856 888 776
78011201692 Réaliser la politique de communication et d'archivage de la DGEC	10 000 000	13 500 000	13 500 000
78011201693 Gérer les affaires administratives et financières du Programme	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78011201924 Gérer le renforcement des capacités du Personnel de la DGEC	8 117 174	10 000 000	11 000 000
78011202289 Prendre en charge les dépenses centralisées - DGEC	12 000 000	22 300 000	22 300 000
78011202340 Gérer le personnel de la DGEC	9 130 100	12 730 100	12 730 100
78011202502 Ordonnancer les dépenses du programme et gérer les moyens généraux	9 098 946	10 598 946	10 598 946
78011202503 Apporter un appui à la gestion administrative des services et assurer l'administration de base de données de gestion du courrier	7 000 000	7 500 000	7 500 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22033 Gestion macroéconomique et politique économique et financière	**2 322 971 492**	**3 226 559 749**	**3 148 927 009**
2203309 Promotion et coopération économiques régionales et internationales	**793 771 000**	**1 668 741 716**	**1 590 106 186**
1 Personnel	**112 460 000**	**112 460 000**	**112 460 000**
78011201688 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat du Comité de Suivi et de Gestion des Données Economiques et Financières/DPPSE	17 460 000	17 460 000	17 460 000
78011202175 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de la Cellule de Renforcement des Capacités	95 000 000	95 000 000	95 000 000
2 Biens et services	**76 311 000**	**81 081 716**	**81 210 336**
78011201689 Gérer les Projets de renforcement de l'intégration économique régionale	5 186 000	5 186 000	5 186 000
78011201690 Coordonner les activités de renforcement de l'intégration économique régionale	16 910 000	18 850 000	18 954 620
78011202174 Coordonner les activités de Soutien au développement du secteur privé et contribuer à l'orientation des politiques économiques	21 715 000	22 045 716	22 049 716
78011202234 Coordonner les activités de Promotion et coopération économique internationale	20 000 000	22 500 000	22 510 000
78011202407 Coordonner les activités de développement économique et local	12 500 000	12 500 000	12 510 000
4 Investissements	**605 000 000**	**1 475 200 000**	**1 396 435 850**
Trésor	***605 000 000***	***1 475 200 000***	***1 396 435 850***
78011202458 Mettre en place le système d'information de la Direction Générale de l'Economie et de la Coopération (DGEC)	400 000 000	1 325 200 000	1 248 927 814
78011202456 Opérationnaliser les outils de simulation et de projection macroéconomique	205 000 000	150 000 000	147 508 036

II.2.3 Programme 3 : Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	Action 3.1: Pérennisation des réflexions prospectives
	Action 3.2: Réalisation de la planification stratégique
	Action 3.3: Programmation des investissements publics
	Action 3.4: Réalisation du suivi, de l'évaluation et du contrôle des actions de l'Etat

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Conduire les réflexions prospectives et stratégiques de l'Etat	Nombre de structures de l'administration publique (déconcentrées, décentralisées, institutions de la république, entreprises publiques nationales) ayant élaboré des documents de prospectives	-	5	10	15	Dénombrement Source : Rapport d'activités BNPVS
	Nombre de rapports trimestriels de veille stratégique produits dans les délais requis	1	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités BNPVS
	Proportion de cellules de veille produisant de l'information utile à l'éclairage de l'action publique	0%	70%	80%	100%	(Nombre de cellules de veille produisant de l'information utile à l'éclairage de l'action publique / Nombre total de cellules de veille) X 100 Sources : Rapports d'activités BNPVS / DVSIE
	Pourcentage de demandes d'appui technique à l'élaboration de documents de planification stratégique sectoriels satisfaites	100%	100%	100%	100%	(Nombre de demandes d'appui technique à l'élaboration de documents de planification stratégique sectoriels satisfaites / Nombre total de demandes d'appui technique à l'élaboration de documents de planification stratégique sectoriels enregistrées) x100 Sources : Rapports d'activités DGP / DP
	Proportion de ministères sectoriels disposant de PTA dans les délais	100%	100%	100%	100%	(Nombre de ministères sectoriels disposant de PTA dans les délais / Nombre total des ministères disposant de PTA) x 100 Sources : Rapports d'activités DP / DGP
OS2 : Veiller à la bonne conduite de l'action publique	Disponibilité du PIP dans les délais requis	oui	oui	oui	oui	Binaire : oui / non Sources : Rapports d'activités DGP / DPIP
	Nombre de rapports de suivi du PND produits dans les délais prescrits (rapports semestriels et annuels de suivi)	2	2	2	2	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGP / DCSE

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : PROSPECTIVE, PLANIFICATION, PROGRAMMATION, SUIVI ET EVALUATION	**3 812 144 370**	**6 212 988 048**	**4 036 398 727**
Dépenses de personnel	47 951 203	47 951 203	47 951 203
Dépenses en biens et services	798 776 650	835 762 587	839 798 268
Transferts	0	0	0
Investissements	2 965 416 517	5 329 274 258	3 148 649 256
Trésor	*2 965 416 517*	*5 329 274 258*	*3 148 649 256*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22055 Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	**3 812 144 370**	**6 212 988 048**	**4 036 398 727**
2205501 Pérennisation des réflexions prospectives	**610 976 650**	**536 005 136**	**132 348 907**
2 Biens et services	**123 276 650**	**131 757 907**	**132 348 907**
78013200299 Coordonner les réflexions prospectives et la veille stratégique	76 526 650	81 100 000	81 214 000
78013200316 Réaliser la veille stratégique	20 950 000	23 857 907	24 065 907
78013200326 Réaliser les études prospectives	25 800 000	26 800 000	27 069 000
4 Investissements	**487 700 000**	**404 247 229**	**0**
Trésor	***487 700 000***	***404 247 229***	***0***
90013290116 Réaliser l'étude prospective sur le système éducatif ivoirien	100 000 000	0	0
78013200300 Mise en place du Mécanisme Institutionnel de veille stratégique	387 700 000	404 247 229	0
2205502 Réalisation de la planification stratégique	**989 667 720**	**1 627 438 322**	**1 202 751 203**
1 Personnel	**47 951 203**	**47 951 203**	**47 951 203**
78013200313 Prendre en charge les dépenses liées aux salaires des agents contractuels (Etudes et Programmation)	47 951 203	47 951 203	47 951 203
2 Biens et services	**364 000 000**	**391 355 319**	**394 800 000**
78013200225 Coordonner les activités de planification, de programmation et de suivi-évaluation	26 800 000	28 305 319	30 000 000
78013200226 Elaborer les documents de planification stratégique	31 700 000	31 700 000	33 300 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22055 Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	**3 812 144 370**	**6 212 988 048**	**4 036 398 727**
78013200302 Prendre en charge les dépenses liées à l'organisation des conférences de planification	55 000 000	63 500 000	63 500 000
78013200328 Prendre en charge les primes et indemnités des agents de la Direction Générale du Plan et la Lutte contre la Pauvreté	233 000 000	250 000 000	250 000 000
78013200350 Gérer la cellule financière du programme Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation/MEPD	17 500 000	17 850 000	18 000 000
4 Investissements	**577 716 517**	**1 188 131 800**	**760 000 000**
Trésor	***577 716 517***	***1 188 131 800***	***760 000 000***
90013290132 Projet d'appui aux projections socio-économiques de planification de développement	100 000 000	540 000 000	460 000 000
78013200277 Appui à la réalisation activités de la chaine PPPSE	285 000 000	398 131 800	0
78013200228 Mise en œuvre et Suivi de l'UNDAF	42 716 517	0	0
78013200227 Planification Sociale Suivi Evaluation	150 000 000	250 000 000	300 000 000
2205503 Programmation des investissements publics	**464 500 000**	**860 779 120**	**316 698 617**
2 Biens et services	**64 500 000**	**64 649 361**	**64 649 361**
78013200231 Elaborer et suivre le programme des investissements publics	12 500 000	12 500 000	12 500 000
78013200330 Organiser les conférences programmes	52 000 000	52 149 361	52 149 361
4 Investissements	**400 000 000**	**796 129 759**	**252 049 256**
Trésor	***400 000 000***	***796 129 759***	***252 049 256***
90013290126 Prendre en compte les changements climatiques dans la gestion des investissements publics	100 000 000	200 000 000	100 000 000
90013200006 Faire le suivi physique et l'évaluation des projets d'investissements publics	150 000 000	150 000 000	152 049 256
78013200294 Projet modernisation du SINAPSE	150 000 000	446 129 759	0
2205504 Réalisation du suivi, de l'évaluation et du contrôle des actions de l'Etat	**1 747 000 000**	**3 188 765 470**	**2 384 600 000**
2 Biens et services	**247 000 000**	**248 000 000**	**248 000 000**
78013200278 Suivre et évaluer l'exécution des projets et programmes de développement du Gouvernement dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du PND	247 000 000	248 000 000	248 000 000
4 Investissements	**1 500 000 000**	**2 940 765 470**	**2 136 600 000**
Trésor	***1 500 000 000***	***2 940 765 470***	***2 136 600 000***
90013290130 Projet d'appui à l'évaluation des politiques publiques	150 000 000	1 019 300 000	1 630 700 000
90013290129 Projet d'appui à la mise en œuvre des ODD	150 000 000	344 700 000	505 900 000
78013200233 Suivi et Evaluation mise en œuvre du PND	1 200 000 000	1 576 765 470	0

II.2.4 Programme 4 : Aménagement du territoire, développement régional et local

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Aménagement du territoire, développement régional et local	Action 4.1: Mise en place des outils d'aménagement du territoire
	Action 4.2: Appui à la mise en œuvre de la politique nationale de l'aménagement du territoire
	Action 4.3: Soutien a la mise en œuvre des politiques de développement régional et local

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Aménagement du territoire, développement régional et local						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Opérationnaliser la politique d'aménagement du territoire	Proportion cumulée des outils d'aménagement du territoire mis en place au niveau national	5/7	6/7	7/7	-	Nombre cumulé d'outils mis en place / Nombre total d'outils prévus Source : Rapport d'activités DGATDRL
	Proportion cumulée de Conseils régionaux appuyés par le MEPD pour la réalisation de leur schéma d'aménagement du territoire	6/31	12/31	15/31	18/31	Nombre cumulé de Conseils régionaux appuyés par le MEPD pour la réalisation de leur schéma d'aménagement du territoire / Nombre total de régions Source : Rapport d'activités DGATDRL
	Proportion cumulée de Districts Autonomes appuyés par le MEPD pour la réalisation de leur SATDA	8/14	12/14	14/14	-	Nombre cumulé de Districts Autonomes appuyés par le MEPD pour la réalisation de leur SATDA / Nombre total de Districts autonomes Source : Rapport d'activités DGATDRL
	Proportion cumulée de cadres des collectivités formés sur les modules d'aménagement du territoire	66/150	125/150	150/150	-	Nombre cumulé de cadres des collectivités formés sur les modules d'aménagement du territoire / Nombre total de cadres des collectivités à former sur les modules d'aménagement du territoire Source : Rapport d'activités DGATDRL
OS 2 : Assurer un développement régional harmonieux	Proportion cumulée des projets privés et PPP réalisés et en cours de réalisation dans les chefs lieu de région (PEC)	110/393	150/393	200/393	250/393	Nombre cumulé de projets privés et PPP réalisés et en cours de réalisation dans les chefs lieu de région (PEC) / Nombre total de projets privés et PPP à réaliser dans les chefs lieu de région (PEC) Source : Rapport d'activités DGATDRL
	Proportion cumulée des projets PEC inscrits dans le PIP	255/1582	500/1582	550/1582	600/1582	Nombre cumulé de projets PEC inscrits dans le PIP/ Nombre total de projets PEC prévus Source : Rapport d'activités DGATDRL

Programme 4 : Aménagement du territoire, développement régional et local						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**		**Méthode de calcul et Moyen de vérification**	
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Assurer un développement régional harmonieux	Proportion cumulée des Plans de Développement Stratégiques (PDS) mis en place au niveau régional avec l'appui du MEPD	25/31	28/31	30/31	31/31	Nombre cumulé de PDS mis en place au niveau régional / Nombre total de régions Source : Rapport d'activités DPDRL
	Proportion cumulée des PDC mis en place au niveau des Communes avec l'appui de MEPD	7/201	30/201	36/201	38/201	Nombre cumulé de PDC mis en place au niveau des Communes / Nombre total de PDC de Communes à réaliser Source : Rapport d'activités DGATDRL
	Taux d'appropriation des compétences en matière de développement local par les mutuelles de développement de village dans un délai d'une année	-	50%	75%	80%	(Nombre de village disposant d'un PDL élaboré par les mutuelles de développement formées sur les modules de planification local en année n / Nombre de mutuelles de développement de village formées en année (n-1)) x100 Source : Rapport d'activités DGATDRL

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DEVELOPPEMENT REGIONAL ET LOCAL	**1 483 513 571**	**1 973 217 115**	**1 701 414 640**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	250 013 571	264 606 685	265 742 185
Transferts	0	0	0
Investissements	1 233 500 000	1 708 610 430	1 435 672 455
Trésor	*1 233 500 000*	*1 708 610 430*	*1 435 672 455*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22056 Aménagement du territoire, développement régional et local	**1 483 513 571**	**1 973 217 115**	**1 701 414 640**
2205601 Mise en place des outils d'aménagement du territoire	**1 422 506 886**	**1 905 320 430**	**1 633 517 955**
2 Biens et services	**189 006 886**	**196 710 000**	**197 845 500**
78013200234 Coordonner les actions en matière de développement et d'aménagement du territoire	144 206 886	146 000 000	146 000 000
78013200303 Mettre en place un système d'information relatif à l'aménagement et au développement du territoire	27 000 000	32 710 000	33 845 500
78013200351 Gérer la cellule financière du programme Aménagement du territoire, développement régional et local/MEPD	17 800 000	18 000 000	18 000 000
4 Investissements	**1 233 500 000**	**1 708 610 430**	**1 435 672 455**
Trésor	***1 233 500 000***	***1 708 610 430***	***1 435 672 455***
90013290113 Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT)	328 000 000	254 000 000	0
78013200295 Programme d'appui à la planification territoriale (PAPT)	345 500 000	600 098 853	0
78013200282 Programme Pilote de développement des zones rurales	560 000 000	854 511 577	1 435 672 455
2205602 Appui à la mise en œuvre de la politique nationale de l'aménagement du territoire	**28 000 000**	**29 800 000**	**29 800 000**
2 Biens et services	**28 000 000**	**29 800 000**	**29 800 000**
78013200309 Mettre en œuvre la politique d'organisation spatiale du territoire	28 000 000	29 800 000	29 800 000
2205603 Soutien a la mise en œuvre des politiques de développement régional et local	**33 006 685**	**38 096 685**	**38 096 685**
2 Biens et services	**33 006 685**	**38 096 685**	**38 096 685**
78013200283 Elaborer les programmes de développement local et suivre les politiques sectorielles de développement régional	33 006 685	38 096 685	38 096 685

II.2.5 Programme 5 : Coordination de la coopération au développement, population et productions statistiques

II.2.5.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 5 : Coordination de la coopération au développement, population et productions statistiques	Action 5.1: Gestion de la coopération et du partenariat
	Action 5.2: Gestion de la politique nationale de la population avec les acteurs nationaux et internationaux
	Action 5.3: Gestion des statistiques

II.2.5.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Coordination de la coopération au développement, population et productions statistiques						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Mettre en œuvre la stratégie de coordination de la coopération et du partenariat au développement	Nombre de revues des programmes de coopération organisées	1	3	3	4	Dénombrement Sources : Rapports d'activités CPD / DGCOD
	Nombre de missions de supervision des programmes de coopération organisées	2	3	3	4	Dénombrement Sources : Rapports d'activités CPD / DGCOD
	Nombre de réunions du comité directeur conjoint du Cadre de Coopération des nations unies pour le Développement Durable organisé (CCDD)	1	2	2	2	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGCOD
OS 2 : Développer des politiques en lien avec les questions de population et développement	Taux de dissémination des études, rapports et notes de politiques produits	80%	90%	100%	100%	(Nombre des études, rapports et notes de politiques diffusés / Nombre total des études, rapports et notes de politiques produits) × 100 Source : Rapport d'activités ONP
	Nombre de rencontres de plaidoyers et de partage d'expérience auprès des acteurs de développement organisé	4	5	6	6	Dénombrement Source : Rapport d'activités ONP
OS 3 : Améliorer la production statistique	Taux de réussite des étudiants de l'ENSEA	99.40%	90%	92%	95%	(Nombre total d'étudiants ayant réussi / Nombre total d'étudiants inscrits) × 100 Source : Rapport d'activités ENSEA
	Taux d'insertion professionnel des diplômés de l'ENSEA	100%	90%	95%	100%	[(Nombre d'étudiants diplômés ayant intégré le tissu professionnel + Nombre de diplômés aux études) / Nombre Total de diplômés] x100 Source : Rapport d'activités ENSEA
	Nombre d'articles et de rapports d'études publiés par l'ENSEA	16	8	8	9	Dénombrement Source : Rapport d'activités ENSEA
	L'indice de capacité statistique de l'ANStat (score)	70	72	73	74	(Score Méthodologie + score Sources de données + score Pratiques de données) / 3 Source : Rapport d'activités ANStat
	Durée moyenne de mise à disposition des résultats des enquêtes et recensement de l'ANStat	15 mois	11 mois	9 mois	8 mois	∑ (Date de Publication des résultats- Date de fin de la collecte) / (Nombre total d'enquêtes ou recensements sur une période donnée) ×30 Source : Rapport d'activités ANStat
	Taux de diffusion des productions statistiques sur le site internet ANStat	50%	65%	70%	73%	[Nombre de productions statistiques publiées sur le site web / Nombre de productions statistiques attendues] × 100 Source : Rapport d'activités ANStat

II.2.5.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 5 : COORDINATION DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT, POPULATION ET PRODUCTIONS STATISTIQUES	**14 015 706 905**	**29 100 027 253**	**25 909 445 038**
Dépenses de personnel	791 937 120	804 718 786	817 500 453
Dépenses en biens et services	250 575 000	266 025 000	283 125 000
Transferts	4 798 356 213	4 803 183 467	4 890 232 935
Investissements	8 174 838 572	23 226 100 000	19 918 586 650
Trésor	*8 174 838 572*	*23 226 100 000*	*11 098 017 750*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*8 820 568 900*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22057 Coordination de la coopération au développement, population et productions statistiques	**14 015 706 905**	**29 100 027 253**	**25 909 445 038**
2205701 Gestion de la coopération et du partenariat	**1 325 413 572**	**1 889 825 000**	**11 519 711 650**
2 Biens et services	**250 575 000**	**266 025 000**	**283 125 000**
78013200244 Réaliser des études en matière d'aide et de développement	27 000 000	27 500 000	27 500 000
78013200245 Réaliser et suivre les actions de partenariat au développement	27 500 000	33 500 000	33 500 000
78013200284 Suivre et évaluer l'aide au développement	18 000 000	19 800 000	19 900 000
78013200324 Coordonner les interventions de l'Etat en matière de mobilisation des ressources extérieures et de l'aide	162 075 000	163 575 000	180 575 000
78013200352 Gérer la cellule financière du programme Coordination de l'aide, population et production statistique	16 000 000	21 650 000	21 650 000
4 Investissements	**1 074 838 572**	**1 623 800 000**	**11 236 586 650**
Trésor	***1 074 838 572***	***1 623 800 000***	***2 416 017 750***
90013290142 Projet de mise en œuvre d'un Système intégré de gestion de l'Information sur le dialogue d'action et l'efficacité de la coopération au développement en CI	87 907 822	0	0
90013290122 Projet d'appui à la coopération Côte d'Ivoire-Canada	100 000 000	170 000 000	373 620 000
90013290119 Projet d'appui au renforcement des capacités nationales pour la coordination, le suivi et la mise en œuvre du programme de coopération Gouvernement-PNUD	149 000 000	366 500 000	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22057 Coordination de la coopération au développement, population et productions statistiques	**14 015 706 905**	**29 100 027 253**	**25 909 445 038**
90013290118 Programme de Planification de Développement Communautaire et Dynamisation des Economies Locales(PDC/DEL)	500 000 000	987 300 000	1 816 078 500
90013200004 Projet cadre d'appui au pilotage stratégique du développement 2022-2025	33 500 000	0	0
90013200003 Cartographie des études pour le pilotage stratégique du développement en Côte d'Ivoire	204 430 750	100 000 000	226 319 250
Financement extérieur	***0***	***0***	***8 820 568 900***
90013290119 Projet d'appui au renforcement des capacités nationales pour la coordination, le suivi et la mise en œuvre du programme de coopération Gouvernement-PNUD	0	0	199 172 000
90013290118 Programme de Planification de Développement Communautaire et Dynamisation des Economies Locales (PDC/DEL)	0	0	8 621 396 900
2205702 Gestion de la politique nationale de la population avec les acteurs nationaux et internationaux	**608 502 725**	**617 443 317**	**626 383 911**
1 Personnel	**308 502 725**	**313 144 428**	**317 786 132**
78013200249 Transférer des crédits de personnel à l'ONP	275 671 902	280 313 605	284 955 309
78013200311 Prendre en charge les salaires du personnel contractuel du projet FRAR	32 830 823	32 830 823	32 830 823
3 Transferts	**300 000 000**	**304 298 889**	**308 597 779**
78013200310 Transférer des crédits de biens et services à l'ONP	300 000 000	304 298 889	308 597 779
2205704 Gestion des statistiques	**12 081 790 608**	**26 592 758 936**	**13 763 349 477**
1 Personnel	**483 434 395**	**491 574 358**	**499 714 321**
78013200255 Transférer des crédits de personnel à l'ENSEA	483 434 395	491 574 358	499 714 321
3 Transferts	**4 498 356 213**	**4 498 884 578**	**4 581 635 156**
78013200251 Transférer des crédits de biens et services à l'ENSEA	984 692 807	985 221 172	985 749 537
78013200319 Transférer des crédits à l'Agence Nationale de la Statistique (ANStat)	3 513 663 406	3 513 663 406	3 595 885 619
4 Investissements	**7 100 000 000**	**21 602 300 000**	**8 682 000 000**
Trésor	***7 100 000 000***	***21 602 300 000***	***8 682 000 000***
90013200002 Réaliser l'enquête harmonisée des conditions de vie des ménages (EHCVM)	300 000 000	0	0
90013200001 Réaliser l'enquête démographique de santé en Côte d'Ivoire (EDS)	600 000 000	3 500 000 000	0
78013200341 Projet de construction du CAMPUS de l'ENSEA	3 000 000 000	0	0
78013200276 Projet de mise en place d'un Centre d'Excellence Africain Formation statistique (ENSEA)/phase 2	0	1 100 000 000	125 000 000
78013200256 Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest	200 000 000	582 800 000	0
78013200253 Construction du siège de l'Institut National de Statistique	3 000 000 000	16 419 500 000	8 557 000 000

II.2.6 Programme 6 : Fonds National de Développement de la Statistique

II.2.6.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 6 : Fonds National de Développement de la Statistique	Action 6.1: Coordination du système de statistique national
	Action 6.2: Réalisation des études et des enquêtes
	Action 6.3: Rémunération du personnel statisticiens et démographes

II.2.6.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 6 : Fonds National de Développement de la Statistique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Renforcer la gouvernance dans la gestion du système national de statistique	Proportion de réunions de coordination réalisées	-	75%	90%	100%	(Nombre de réunions de coordination réalisées / Nombre de réunions de coordination prévues) x100 Source : Rapport d'activités ANStat
	Pourcentage des rapports publiés par les organes du SSN	-	75%	90%	100%	(Nombre de rapports publiés / Nombre total de rapports prévus) X100 Source : Rapport d'activités ANStat
OS 2 : Assurer la production des statistiques nationales	Nombre d'études et d'enquêtes financées par le fonds	-	03	04	05	Dénombrement Sources : Rapport d'activités CS / FNDS
	Taux de réalisation des études et enquêtes	-	75%	90%	100%	(Nombre d'études et d'enquêtes réalisées / Nombre total d'études et d'enquêtes programmées) x100 Source : Rapport d'activités ANStat

II.2.6.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 6 : FONDS NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE	**9 666 000 000**	**9 666 000 000**	**9 666 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	9 666 000 000	9 666 000 000	9 666 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23250 Fonds National de Développement de la Statistique	**9 666 000 000**	**9 666 000 000**	**9 666 000 000**
2325001 Coordination du système de statistique national	**200 000 000**	**200 000 000**	**200 000 000**
3 Transferts	**200 000 000**	**200 000 000**	**200 000 000**
90013290136 Prendre en charge le fonctionnement des organes du système de statistique national	100 000 000	100 000 000	100 000 000
90013290137 Organiser le suivi de la production des statistiques nationales	100 000 000	100 000 000	100 000 000
2325002 Réalisation des études et des enquêtes	**4 459 865 332**	**4 459 865 332**	**4 459 865 332**
3 Transferts	**4 459 865 332**	**4 459 865 332**	**4 459 865 332**
90013290138 Apporter un appui au fonctionnement de l'Agence	1 132 555 466	1 132 555 466	1 132 555 466
90013290139 Prendre en charge le financement des études et enquêtes	3 327 309 866	3 327 309 866	3 327 309 866
2325003 Rémunération du personnel statisticiens et démographes	**5 006 134 668**	**5 006 134 668**	**5 006 134 668**
3 Transferts	**5 006 134 668**	**5 006 134 668**	**5 006 134 668**
90013290140 Prendre en charge la rémunération du personnel statisticiens	5 006 134 668	5 006 134 668	5 006 134 668

SECTION 330 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

SECTION 330 : MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Administration Générale :

- l'absence de motivation des agents ;
- l'insuffisance des ressources humaines techniques (Ingénieurs et Techniciens des Travaux Publics) ;
- l'inadéquation entre les profils des agents affectés et les besoins exprimés ;
- la vétusté des locaux de certaines directions (centrales, régionales et départementales) ;
- le sous-équipement (mobiliers de bureau, moyens de mobilité et matériels informatiques) de certains services du ministère ;
- l'absence de bases de données statistiques du ministère ;
- l'absence d'un plan directeur informatique du ministère ;
- la complexité et la spécificité du secteur routier ;
- la lenteur dans le traitement des dossiers de passation de marchés en général pour les projets cofinancés ;
- l'occupation illicite et l'aliénation du patrimoine immobilier du ministère ;
- l'absence de la démarche qualité.

Au niveau des Infrastructures Routières et Ouvrages d'Art :

- le déficit de surveillance et d'inspection sommaire de l'ensemble du réseau sur le territoire national ;
- l'état de vieillissement des routes revêtues ;
- le faible niveau d'extension du réseau routier revêtu ;
- l'accélération de la dégradation des chaussées due à la surcharge à l'essieu au-delà de 15% de tolérance ;
- le déficit d'entretien du réseau routier ;
- le faible recours à des procédés innovants dans les travaux routiers ;
- l'insuffisance de financement du secteur ;
- l'incivisme sur les infrastructures routières.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de l'Administration Générale :

- la réhabilitation des locaux de la DRH et de la DGIRQ ;
- la construction d'un bâtiment R+3 à la Direction Générale des Infrastructures Routières ;
- la réhabilitation et/ou la construction des locaux de 26 Directions Régionales et Départementales ;
- la contractualisation de huit (8) agents techniques admis à faire valoir leur droit à la retraite ;

- la mise en place d'un comité consultatif pour la gestion des réseaux dans le domaine public ;
- l'élaboration du projet du code d'éthique et de déontologie, de la charte du ministère ;
- l'élaboration du projet de politique qualité du ministère ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la base de données statistique du ministère ;
- la poursuite du recensement physique du patrimoine du ministère ;
- la mise en œuvre du Plan National de Formation (PNF) triennale ;
- la mise en place de la cellule de passation de marché et le renforcement de leurs attributions ;
- la formation des agents à la maîtrise des outils de dématérialisation du processus de passation des marchés ;
- l'élaboration des politiques techniques des structures administratives du ministère.

Au niveau des Infrastructures Routières et Ouvrages d'Art :

- la construction de 1927 km de routes neuves, de 966 km de voiries urbaines et de 25 ouvrages d'art ;
- le renforcement de 1507,7km de routes interurbaines ;
- la réalisation de 502,5 km de routes interurbaines dont 36 km d'autoroutes ;
- la réhabilitation du Pont Félix HOUPHOUET-BOIGNY ;
- l'achèvement du 11ème ouvrage du programme des onze (11) ouvrages métalliques (RPE) ;
- l'aménagement du carrefour de l'Indénié et du carrefour AKWABA (Phase prioritaire) ;
- la construction de trois échangeurs sur le boulevard Koffi GADEAU, du 4ème pont d'Abidjan (Yopougon-Plateau) et ses trois échangeurs ;
- la poursuite des travaux de renforcement de 846 km de routes ;
- la poursuite des travaux d'aménagement et de bitumage de 106 km d'autoroutes ;
- la poursuite des travaux de réalisation de 33 ouvrages ;
- le reprofilage et le traitement de 19 344 km de routes en terre ;
- la pose de 5 771 ouvrages hydrauliques ;
- les travaux de points à temps sur plus de 2000 km de routes revêtues.

I.1.3. Défis et priorités

Au niveau de l'Administration Générale :

- l'instauration d'une source de motivation des agents ;
- la mise en place d'une base de données statistique ;
- la mise en place du plan directeur informatique ;
- la sécurisation physique et juridique du patrimoine immobilier du ministère (foncier, bâtis et non bâtis) ;
- la poursuite de la réhabilitation et/ou de la construction et de l'équipement des services du ministère ;
- le renforcement des textes réglementaires relatifs aux différentes évolutions des secteurs d'activités du ministère ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des agents en charge de la passation des marchés ;
- la poursuite de la démarche qualité ;
- la coordination de la mise en œuvre de la politique et stratégie en matière de recherche et de qualité en matière d'infrastructures routières ;

- la mise en place du Système de Management de la Qualité ;
- l'élaboration de la stratégie de recherche appliquée au secteur routier ;
- l'initiation de partenariats entre les structures de recherche appliquée dans le secteur routier et celles de l'étranger.

Au niveau des Infrastructures Routières et Ouvrages d'Art :

- l'entretien, la réhabilitation et le développement des routes ;
- le renforcement du financement du secteur routier et la préservation du patrimoine ;
- la surveillance et l'inspection de l'ensemble du réseau routier ;
- la poursuite de l'inventaire de l'ensemble du réseau routier ;
- la recherche de la qualité des infrastructures routières et ouvrages d'art ;
- le renforcement des procédés innovants dans les travaux routiers ;
- le renforcement des capacités des PME du secteur routier ;
- le renforcement du niveau et de la qualité des études d'avant-projet.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre législatif et réglementaire des services des infrastructures routières ;
- le renforcement des capacités des acteurs du secteur des infrastructures routières ;
- l'entretien régulier des infrastructures routières ;
- la réhabilitation des infrastructures routières ;
- la construction des infrastructures routières de qualité.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration du ministère est moderne et performante ;
- le niveau de service des infrastructures routières et ouvrages d'art est amélioré.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret N° 2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son **article 14,** le Ministre de l'Equipement et de l'Entretien Routier est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Equipement et d'Entretien Routier. Il assure la gestion du domaine public de l'Etat.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- En matière de Routes et d'Ouvrages d'art

- maîtrise d'ouvrage, suivi de la conception et de la réalisation des infrastructures du réseau routier ainsi que leur entretien et la réglementation de leur gestion.

- En matière d'Infrastructures de transport aérien, ferroviaire, maritime et fluvio-lagunaire

- suivi de la réalisation par les maîtres d'ouvrage concernés, des infrastructures des aérodromes, des aéroports, des ports, des chemins de fer nationaux et urbains et des infrastructures fluviales, en liaison avec le Ministre chargé des Transports.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'arts
- Programme 3 : Fonds d'Entretien Routier (FER)

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	- CABINET - Inspection Générale (IG) - Service de la Documentation et des Archives (SDA) -Service des Affaires Juridiques (SAJ) - Service de l'Informatique, des Technologies de l'Information et de la Communication (SITIC) - Service de la Communication et des Relations Publiques (SCRP) - Service de la Coopération Internationale (SCI) - Service chargé de la Gestion du Patrimoine et de la mise en œuvre de la Comptabilité des Matières (SGPCM) - Cellule de Passation des Marchés-MEER (CPMP/MEER) - Direction du Domaine Public de l'État (DDPE) - Direction des Ressources Humaines (DRH) - Direction des Affaires Financières et du Patrimoine (DAFP) - Direction de la Planification et de l'Évaluation (DPE) - Directions Régionales de l'Équipement et de l'Entretien Routier (DREER) Directions Régionales d'Équipement et d'Entretien Routier		- Projet de réhabilitation, d'extension et équipement des directions territoriales du MEER (phase 4) - Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier. - Mise en place d'une base de données statistique du MEER (DPE) - Projet de renforcement du contrôle interne des projets et programmes d'investissements du MEER	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'arts	- Direction Générale des Infrastructures Routières (DGIR) - Direction de la Planification, Signalisation et de la Supervision (DPSS) - Direction de l'Environnement, des Normes, de la Règlementation et de la Veille Technologique (DENRVT) - Direction des Routes Rurales (DRR) - Direction Générale de la l'Innovation Routière et de la Qualité (DGIRQ) ; - Direction de l'Innovation Routière (DIR) - Direction de la Qualité (DQ) - Directions Départementales de l'Equipement et de l'Entretien Routier (DDEER)	- *Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE)* - *Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP)* - *Fonds d'Entretien Routier (FER)*	- Inventaire du Réseau Routier National -Projet de construction des routes en terre avec la technologie Top Road/ RoadBooster *(Phase pilote)* - Aménagement route Boundiali-Odienné frontière Guinée - Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro – Bouaké, - Programme d'Aménagement des routes et de facilitation de transport au sein du fleuve Mano ; - Indemnisation travaux routiers /AGEROUTE - Projet de Transport Urbain d'Abidjan (PTUA) - Projet de route corridor Bamako – Zantiebougou - Kani –Boundiali San-Pédro (Côte d'Ivoire) (Section Kani – Boundiali) - Aménagement et bitumage de la route Odienné - frontière du Mali et de la Guinée -Bitumage Axe Mankono-Tenningboue - Construction de route de Centre Ouest : Toulepleu – Zouan - Hounien et Séguéla – Mankono - Bitumage axe Agboville – Cechi - Aménagement de la route Guitry –Divo - Projet d'Aménagement de la Baie de Cocody (PABC), - Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations Secondaires (PIDUCAS) - Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA) - Travaux de construction de 11 ponts métalliques - Construction et aménagement de Voiries Urbaines	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
			- Aménagement route Kokonou-Aproponou/ Yamoussoukro-Bouaflé-Daloa - Réhabilitation de la route Bouaké-Ferké - Aménagement de route de désenclavement des zones transfrontalières phase 1 : bondoukou-soko-frontière Ghana ; - Travaux de renforcement et d'aménagement de la route Kanawolo-Korhogo ; - Travaux d'aménagement et de bitumage de la route Maferé-Kouakro, - Aménagement et bitumage de la route Yakassé-Attobrou- Bettié - Biéby- - Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoiro-Japonaise (phase 2) - Travaux de bitumage des voies et parking de l'Académie des Forces Armées de Yamoussoukro /AGEROUTE ; - Travaux d'Aménagement et de bitumage des voiries de Korhogo ; - Voirie dans la ville de yamoussokro - Projet de Connectivite du Nord de la Côte d'Ivoire - Projet de Connectivite inclusive et Infrastructure Rurale en côte d'Ivoire (PCR-CI), - Etude technique Economique d'Impact Environnemental et Social de la route Thomaset-Adzopé ; -Projet de construction des routes d'intégration du District des montagnes : Man Kouibly Guiglo-Tai ; -Aménagement et bitumage de la route N'Golodougou - Kong (66 km) et 01 km de voirie à N'Golodougou ; -Aménagement et bitumage de la route Boundiali-Dianra (90,57 km) et 8 km de voirie à Boundiali -Travaux de voiries dans la ville de Yamoussoukro ;	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
			-Aménagement et bitumage de rues dans les villes de Séguéla et kong ; -Réhabilitation des voiries dans la ville de Noé dans le département d'Aboisso ; -Aménagement et bitumage de la route Bouaké-Satama Sokoro (61 km), de 9 km de voirie à Satama Sokoro et de 20 km pour la bretelle de Satama Sokoro ; -Bitumage dans la ville de Korhogo -Aménagement et bitumage de routes dans les villes de Sinématiali (5,215 km), Kouto, Gbon et Kolia (12,15) ; -Aménagement et bitumage de rues dans les villes de Boundiali et Tengréla, -Aménagement et bitumage des routes Stade -Aéroport de Karakoro (Korhogo), Ferkessédougou – Nassian et de la bretelle Nassian – Kong en République de Côte d'Ivoire ; - Projet de renforcement de la route Korhogo-Boundiali en république de Côte d'Ivoire ; - Aménagement et bitumage de la route N'Golodougou - Kong (66 km) et 01 km de voirie à N'Golodougou ; - Aménagement et bitumage de la route Boundiali-Dianra (90,57 km) et 8 km de voirie à Boundiali ; - Aménagement et bitumage de la route Bouaké-Satama Sokoro (61 km), de 9 km de voirie à Satama Sokoro et de 20 km pour la bretelle de Satama Sokoro ; - Bitumage dans la ville de Korhogo ; - Aménagement et bitumage de routes dans les villes de Sinématiali (5,215 km), Kouto, Gbon et Kolia (12,15) ; - Aménagement et bitumage de rues dans les villes de Séguéla et Kong ; - Aménagement et bitumage de rues dans les villes de Boundiali et Tengréla ; Aménagement et bitumage des routes Stade -Aéroport de Karakoro (Korhogo), Ferkessédougou – Nassian et	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
			de la bretelle Nassian – Kong en République de Côte d'Ivoire ; - Travaux de réparation de surfaces de routes revêtues sur l'axe Samo-Adiaké -Travaux de bitumage des rues de la ville de Ouangolodougou ; - Projet d'Aménagement et de Bitumage de la route petit Nassian-Kafolo-Tehini en République de Côte d'Ivoire ; - Projet de Désenclavement des Zones Transfrontalières et agricoles-phase II en République de Côte d'Ivoire ; - Projet de renforcement de la route Korhogo-Boundiali en République de Côte d'Ivoire ; - Projet de renforcement de la côtière (section Fresco-Sassandra-San-Pédro-Grand Béréby) ; - Projet de construction de l'autoroute Bouaké - Kanawolo : section -Kobo-kanawolo en République de Côte d'Ivoire ; - Projet de construction de l'autoroute Bouaké – Darakokaha en RCI ; -Projet de surveillance 4.0 des infrastructures routières ; - Projet d'acquisition d'engins de travaux publics phase II	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	**RS.1.1** : L'administration du ministère est moderne et performante	**IP 1.1.1** : Taux de textes appliqués	(Nombre de textes appliqués / Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés) x 100 Sources : Rapports d'activités Cabinet / SAJ
		IP 1.1.2 : Taux de satisfaction des usagers des services du ministère	(Nombre d'usagers satisfaits / Nombre d'usagers bénéficiant des services du ministère) x 100 Source : Rapport d'activités SCRP
OG 2 : Assurer un meilleur niveau de service des infrastructures routières et ouvrages d'art	**RS.2.1** : Le niveau de service des infrastructures routières et ouvrages d'art est amélioré	**IP 2.1.1** : Taux de routes revêtues en bon état	(Linéaire de routes revêtues en bon état / Linéaire total de routes revêtues) x 100 Sources : Rapports d'activités DGIR / AGEROUTE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**734 442 904 943**	**817 756 698 247**	**783 686 460 923**
1.1 Ressources Intérieures	**392 974 523 553**	**439 523 808 377**	**463 479 133 979**
1.1.1 Budget Etat	392 974 523 553	439 523 808 377	463 479 133 979
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**341 468 381 390**	**378 232 889 870**	**320 207 326 944**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	341 468 381 390	378 232 889 870	320 207 326 944
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**734 442 904 943**	**817 756 698 247**	**783 686 460 923**
2.1 Personnel	**2 563 236 269**	**2 668 275 226**	**2 773 314 184**
2.1.1 Solde y compris EPN	2 563 236 269	2 668 275 226	2 773 314 184
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**2 885 694 105**	**2 987 720 677**	**3 075 793 080**
2.3 Transferts	**293 924 728 841**	**319 473 575 963**	**344 861 790 204**
2.4 Investissement	**435 069 245 728**	**492 627 126 381**	**432 975 563 455**
Trésor	*93 600 864 338*	*114 394 236 511*	*112 768 236 511*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*341 468 381 390*	*378 232 889 870*	*320 207 326 944*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du Ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources financières, matérielles et humaines
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion du domaine public de l'Etat
	Action 1.5: Information et communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures routières et ouvrages d'art	Délai moyen d'élaboration des projets de textes programmés	+ de 6 mois	6 mois	5 mois	4 mois	Somme des délais requis pour chaque projet de texte / Nombre de projets de textes programmés Source : Rapport d'activités SAJ
	Taux des plaintes des impactés sur les projets traités	80%	80%	85%	90%	(Nombre de plaintes traitées / Nombre de plaintes reçues des impactés sur les projets) x 100 Source : Rapport d'activités SAJ
OS 2 : Assurer une gestion efficace moderne et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux d'exécution du plan de formation	62.66%	65%	70%	75%	(Nombre de personnes formées / Nombre de personnes prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Délai moyen de production des documents budgétaires	14j	12j	10j	8j	Somme des différents délais requis pour chaque document / Nombre total de documents budgétaires produits Source : Rapport d'activités DAFP
OS 3 : Améliorer le système de planification et de suivi-évaluation des activités du Ministère	Taux des activités ayant atteint leurs résultats	70,59%	75%	80%	85%	(Nombre de cibles atteintes / Nombre total de cibles) x 100 Source : Rapport d'activités DPE
	Proportion de mise en œuvre des recommandations issues du suivi des projets	- 40%	60%	65%	70%	(Recommandations issues du suivi des projets mises en œuvre / Recommandations totales formulées) x 100 Source : Rapport d'activités DPE
OS 4 : Améliorer la gestion du domaine public de l'Etat	Proportion des dossiers de demande de domaines publics traités	96%	98%	100%	100%	(Nombre de dossiers de demandes de domaines publics traités / Nombre total de demandes reçues) X 100 Source : Rapport d'activités DDPE

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 4 : Améliorer la gestion du domaine public de l'Etat	Délai de traitement des avis techniques d'instruction des dossiers du domaine public	15jrs	13 jrs	12jrs	12jrs	Somme des différents délais requis pour chaque avis techniques / Nombre total d'avis techniques traités Source : Rapport d'activités DDPE
OS 5 : Améliorer le système d'information et de communication du Ministère	Taux de couverture médiatique des activités du Ministère	95%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités couvertes / Nombre d'activités réalisées) X 100 Source : Rapport d'activités SCRP
	Taux de diffusion des activités du Ministère sur son site Web dans un délai de 48h	95%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités publiées sur le site Web du ministère dans un délai de 48 heures / Nombre d'activités réalisées) X 100 Source : Rapport d'activités SISI

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**7 964 881 215**	**7 677 873 174**	**7 683 836 645**
Dépenses de personnel	2 563 236 269	2 668 275 226	2 773 314 184
Dépenses en biens et services	2 595 399 216	2 697 425 788	2 785 498 191
Transferts	0	0	0
Investissements	2 806 245 730	2 312 172 160	2 125 024 270
Trésor	*2 806 245 730*	*2 312 172 160*	*2 125 024 270*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21058 Administration Générale	**7 964 881 215**	**7 677 873 174**	**7 683 836 645**
2105801 Coordination et animation du ministère	**1 372 300 000**	**595 166 613**	**410 392 539**
2 Biens et services	**375 800 000**	**392 994 453**	**410 392 539**
11062000006 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région Bélier (Yamoussoukro)	3 500 000	3 500 000	3 500 000
14062000007 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région du N'Zi (Dimbokro)	3 500 000	3 500 000	3 500 000
15062000007 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région de l'Iffou (Daoukro)	3 500 000	4 922 852	5 089 629
17062000010 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région du Gbêkê (Bouaké)	3 500 000	4 618 848	4 930 672
22062000005 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région du Bafing (Touba)	3 500 000	3 500 000	3 500 000
23062000005 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région du Kabadougou (Odienné)	3 500 000	4 539 999	5 089 556
24062000005 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région du Tchologo (Ferké)	3 500 000	3 500 000	3 500 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21058 Administration Générale	**7 964 881 215**	**7 677 873 174**	**7 683 836 645**
25062000006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Poro (Korhogo)	3 500 000	4 539 999	5 139 556
31062000011 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région du Haut Sassandra (Daloa)	3 500 000	4 922 843	19 489 629
32062000010 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région du Gôh (Gagnoa)	3 500 000	4 444 999	4 531 723
35062000007 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région de la Marahoué (Bouaflé)	3 500 000	3 500 000	3 500 000
36062000004 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région du Worodougou (Séguéla)	3 500 000	4 444 999	4 531 723
41062000010 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région du Tonpki (Man)	3 500 000	3 500 000	3 500 000
42062000007 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région du Cavally (Guiglo)	3 500 000	4 444 999	4 531 723
51062000007 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région du Lôh-Djiboua (Divo)	3 500 000	4 444 994	4 531 123
55062000009 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région de San-Pédro (San-Pédro)	3 500 000	4 922 844	5 289 629
61062000007 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de l'Indénie-Djuablin (Abengourou)	3 500 000	4 588 958	4 669 185
62062000005 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région du Gontougo (Bondoukou)	3 500 000	3 500 000	3 500 000
71062000010 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région du Sud-Comoé (Aboisso)	3 500 000	3 500 000	3 500 000
76062000005 Coordonner les structures du Ministère au niveau de la Région de l'Agnéby-Tiassa (Agboville)	3 500 000	3 500 000	3 500 000
77062000008 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de La Mé (Adzopé)	3 500 000	4 987 500	5 018 473
78062000696 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78062000703 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région des Lagunes	3 500 000	4 892 619	5 068 562
78062000767 Rechercher des opportunités d'investissement pour le financement des infrastructures routières	3 400 000	4 298 000	4 402 245
78062000802 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'infrastructures routières	62 000 000	62 000 000	62 000 000
78062000831 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	18 200 000	18 200 000	18 200 000
78062000887 Organiser des formations sur les procédures de passation des marchés publics	4 000 000	5 080 000	5 179 111
78062000907 Recruter des experts pour assister le Cabinet (Régie/Convention BNETD)	175 000 000	175 000 000	175 000 000
78062000912 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	6 200 000	6 200 000	6 200 000
4 Investissements	**996 500 000**	**202 172 160**	**0**
Trésor	***996 500 000***	***202 172 160***	***0***
78062000665 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	996 500 000	202 172 160	0
2105802 Gestion des ressources financières, matérielles et humaines	**5 937 996 731**	**6 418 751 126**	**6 782 541 328**
1 Personnel	**2 563 236 269**	**2 668 275 226**	**2 773 314 184**
78062000669 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	2 563 236 269	2 668 275 226	2 773 314 184
2 Biens et services	**2 074 760 462**	**2 150 475 900**	**2 209 227 144**
78062000666 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP	56 000 000	56 000 000	56 000 000
78062000667 Gérer la commande publique du Ministère	38 582 175	38 582 175	38 582 175
78062000668 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	38 000 000	38 000 000	38 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21058 Administration Générale	**7 964 881 215**	**7 677 873 174**	**7 683 836 645**
78062000670 Gérer les ressources humaines du Ministère	19 000 000	19 000 000	19 000 000
78062000671 Organiser des séminaires et conférences sur l'élaboration du RAP	13 500 000	13 500 000	13 500 000
78062000672 Renforcer les capacités des agents du Ministère	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78062000772 Gérer les ressources financières et matérielles du Ministère	55 000 000	55 000 000	55 000 000
78062000858 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	529 146 367	572 958 725	620 525 810
78062000860 Prendre en charge les dépenses liées aux salaires des agents contractuels du Ministère	932 600 000	932 600 000	932 600 000
78062000888 Prendre en charge les dépenses liées à l'organisation des cérémonies de réception des agents du Ministère	18 000 000	18 000 000	18 000 000
78062000920 Prendre en charge les dépenses liées à l'entretien et au maintien des locaux de la DAF	75 000 000	98 250 000	106 108 327
78062000946 Gérer le patrimoine du Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	15 000 000	21 150 000	23 473 888
90062000007 Gérer le Gardiennage des services déconcentrés	243 000 000	243 000 000	243 000 000
90062000010 Implémenter le dispositif de Contrôle Interne Budgétaire au sein du MEER	3 431 920	4 800 000	5 200 000
90062000011 Implémenter le dispositif de Contrôle de Gestion au sein du MEER	28 500 000	29 635 000	30 236 944
4 Investissements	**1 300 000 000**	**1 600 000 000**	**1 800 000 000**
Trésor	***1 300 000 000***	***1 600 000 000***	***1 800 000 000***
90062000021 Réhabiliter et équiper les services du Ministère de l'Equipement et de l'Entretien routier	900 000 000	1 300 000 000	1 800 000 000
90062000012 Assurer le contrôle interne sur les projets d'investissements du Ministère	400 000 000	300 000 000	0
2105803 Planification, programmation et suivi-évaluation	**545 245 730**	**545 500 000**	**360 524 270**
2 Biens et services	**35 500 000**	**35 500 000**	**35 500 000**
78062000773 Organiser la planification, le suivi et l'évaluation des activités du ministère	35 500 000	35 500 000	35 500 000
4 Investissements	**509 745 730**	**510 000 000**	**325 024 270**
Trésor	***509 745 730***	***510 000 000***	***325 024 270***
78062000674 Mise en place une base de données statistiques du MEER	509 745 730	510 000 000	325 024 270
2105804 Gestion du domaine public de l'Etat	**26 000 000**	**26 000 000**	**26 000 000**
2 Biens et services	**26 000 000**	**26 000 000**	**26 000 000**
78062000937 Gérer l'occupation et l'exploitation du Domaine Public de l'Etat	26 000 000	26 000 000	26 000 000
2105805 Information et communication	**83 338 754**	**92 455 435**	**104 378 508**
2 Biens et services	**83 338 754**	**92 455 435**	**104 378 508**
78062000675 Organiser la communication des activités du Ministère	7 500 000	10 525 000	10 591 900
78062000774 Réaliser les activités de documentation et d'archivage du Ministère	8 000 000	10 753 500	11 128 181
78062000829 Mener des campagnes de sensibilisation des populations à la préservation et à l'entretien des infrastructures routières	3 000 000	4 270 000	4 494 778
78062000861 Gérer le parc et le système informatique du Ministère	64 838 754	66 906 935	78 163 649

II.2.2 Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'arts

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'arts	Action 2.1: Coordination de la mise en œuvre du programme des infrastructures routières et ouvrages d'art
	Action 2.2: Construction de nouvelles routes
	Action 2.3: Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrages d'art
	Action 2.4: Construction des ouvrages d'arts

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'arts						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2024	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2026	2027	2028	
OS1 : Assurer une gestion efficace et efficiente du programme	Taux de mise en œuvre des diligences issues des réunions de coordination	50%	70%	80%	100%	(Nombre de diligences mises en œuvre / Nombre total de diligences issues des réunions de coordination) x 100 Source : Rapport d'activités DGIR
	Taux moyen de réalisation physique des projets d'investissement	76%	74%	77%	87%	Somme des taux de réalisation physique des projets / Nombre de projets réalisés Sources : Rapports d'activités DGIR / AGEROUTE
	Taux de satisfaction des usagers sur les routes en terre	16,7%	17,5%	18%	20%	(Nombre d'usagers sur les routes en terre satisfaits / Nombre d'usagers sur les routes en terre interrogés) x 100 Source : Rapport d'activités DGIR
	Taux de satisfaction des usagers sur les routes bitumées	64,4%	68%	70%	80%	(Nombre d'usagers sur les routes bitumées satisfaits / Nombre d'usagers sur les routes bitumées interrogés) x 100 Source : Rapport d'activités DGIR
OS2 : Assurer un développement et un bon niveau de service du patrimoine routier et autoroutier	Taux de routes neuves bitumées conformément au plan annuel	100%	90%	95%	95%	(Linéaire de routes neuves bitumées / Linéaire de routes neuves prévues) x 100 Sources : Rapports d'activités DGIR / AGEROUTE
	Taux d'ouvrages réalisés conformément au plan annuel	50%	67%	86%	88%	(Nombre d'ouvrages construits / Nombre total d'ouvrages prévus) x 100 Sources : Rapports d'activités DGIR / AGEROUTE

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES ROUTIERES ET OUVRAGES D'ARTS	**446 634 263 710**	**505 466 277 646**	**446 369 382 355**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	290 294 889	290 294 889	290 294 889
Transferts	14 080 968 823	14 861 028 536	15 228 548 281
Investissements	432 262 999 998	490 314 954 221	430 850 539 185
Trésor	*90 794 618 608*	*112 082 064 351*	*110 643 212 241*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*341 468 381 390*	*378 232 889 870*	*320 207 326 944*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	**446 634 263 710**	**505 466 277 646**	**446 369 382 355**
2205901 Coordination de la mise en œuvre du programme des infrastructures routières et ouvrages d'art	**2 053 360 830**	**2 290 823 425**	**921 208 202**
2 Biens et services	**290 294 889**	**290 294 889**	**290 294 889**
11062000007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Yamoussoukro)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
11062000008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Tiébissou)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
11062000009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Toumodi)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
14062000006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Bocanda)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
14062000008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Dimbokro)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
15062000008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Daoukro)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
15062000009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de M'Bahiakro)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
16062000005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Bongouanou)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
17062000008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Bouaké I)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
17062000009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Béoumi)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
17062000011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Sakassou)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
18062000005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Dabakala)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
18062000006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Katiola)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
22062000004 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Touba)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
23062000004 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Odienné)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
24062000006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Ferké)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
25062000005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Korhogo)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
26062000005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Boundiali)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
26062000006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Tengrela)	3 000 000	3 000 000	3 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	**446 634 263 710**	**505 466 277 646**	**446 369 382 355**
28062000003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Bouna)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
31062000009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Daloa)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
31062000010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Vavoua)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
31062000012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR d'Issia)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
32062000009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Gagnoa)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
32062000011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Oumé)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
35062000006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Zuénoula)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
35062000008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Sinfra)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
35062000009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Bouaflé)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
36062000005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Séguéla)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
37062000003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Mankono)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
41062000007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Man)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
41062000008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Biankouma)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
41062000009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Danané)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
42062000008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Toulepleu)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
42062000009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Guiglo)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
42062000010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Bloléquin)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
43062000003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Duékoué)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
43062000004 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Bangolo)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
51062000006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Divo)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
51062000008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Lakota)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
55062000007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de San-Pédro)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
55062000008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Tabou)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
56062000003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Soubré)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
57062000003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Sassandra)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
61062000006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR d'Abengourou)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
61062000008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR d'Agnibilékro)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
62062000006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Tanda)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
62062000007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Bondoukou)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
71062000008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR d'Adiaké)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
71062000009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Grand-Bassam)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
71062000011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR d'Aboisso)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
76062000006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR d'Agboville)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
76062000007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Tiassalé)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
77062000006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR d'Adzopé)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
77062000007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR d'Alépé)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
78062000712 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme	26 314 148	26 314 148	26 314 148

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	**446 634 263 710**	**505 466 277 646**	**446 369 382 355**
78062000717 Coordonner les activités du programme des infrastructures routières et ouvrages d'art	7 750 000	7 750 000	7 750 000
78062000718 Superviser la réalisation des projets d'investissement dans le domaine routier	1 798 217	1 798 217	1 798 217
78062000719 Mettre en œuvre la politique d'exploitation et de développement du réseau des routes Rurales	10 100 000	10 100 000	10 100 000
78062000720 Coordonner la mise en œuvre de la politique et stratégie en matière de recherche et de qualité en matière d'infrastructures routières (DGQIR)	24 500 000	24 500 000	24 500 000
78062000721 Mettre en place le Système de Management de la Qualité	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78062000815 Contrôler l'application des lois et règlements en vigueur dans le secteur routier	1 632 524	1 632 524	1 632 524
78062000816 Superviser, suivre et évaluer les travaux routiers et d'ouvrages d'art dans la DTIR. Abidjan II/Entretien Autoroute du Nord	3 000 000	3 000 000	3 000 000
78062000868 Surveiller le réseau routier national	3 200 000	3 200 000	3 200 000
78062000877 Elaborer la stratégie de recherche appliquée au secteur routier	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78062000921 Suivre la mise en œuvre de la réglementation en vigueur dans le domaine routier	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78062000945 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (DTIR d'Abidjan II)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
79062000007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Dabou)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
79062000008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Jacqueville)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
79062000009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (DTIR de Grand-Lahou)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
3 Transferts	**80 968 823**	**119 028 536**	**132 748 281**
78062000715 Apporter un appui au Programme d'auscultation des Infrastructures géré par le LBTP	80 968 823	119 028 536	132 748 281
4 Investissements	**1 682 097 118**	**1 881 500 000**	**498 165 032**
Trésor	***982 097 118***	***1 881 500 000***	***498 165 032***
90062000022 Projet de Surveillance des Infrastructures Routières	700 000 000	1 000 000 000	0
78062000714 Inventaire du Réseau Routier National	250 097 118	881 500 000	498 165 032
77062000010 Etudes techniques Economiques d'Impact Environnemental et Social de la route Thomasset-Adzopé	32 000 000	0	0
Financement extérieur	***700 000 000***	***0***	***0***
77062000010 Etudes techniques Economiques d'Impact Environnemental et Social de la route Thomasset-Adzopé	700 000 000	0	0
2205902 Construction de nouvelles routes	**325 550 231 702**	**398 704 028 328**	**363 148 181 156**
4 Investissements	**325 550 231 702**	**398 704 028 328**	**363 148 181 156**
Trésor	***67 665 505 521***	***81 790 699 572***	***89 162 562 183***
90062000019 Projet de construction des routes en terre avec la technologie TOP ROAD/ROADBOOSTER (Phase pilote)	730 000 000	1 250 000 000	0
90062000009 Aménagement et bitumage de routes dans les villes de Sinématiali (5,215 km), Kouto, Gbon et Kolia (12,15)	100 000 000	381 185 400	0
90062000006 Projet de Connectivité Inclusive et d'Infrastructures Rurales en Côte d'Ivoire (PCR-CI)	1 677 651 296	4 774 697 408	0
90062000005 Provision pour investissements Routes	0	0	38 322 960 062
78062000950 Construction et Aménagement de voieries urbaines	447 814 179	300 000 000	0
78062000939 Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA)	5 152 856 884	2 533 080 518	0
78062000878 Projet de route corridor Bamako- Zantiébogou Kani Boundiali San-Pédro (CI)	876 408 969	0	0
78062000874 Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations Economiques Secondaires (PIDUCAS)	1 772 515 355	0	0
78062000873 Construction de la route Odienné-Frontière du Mali et de la Guinée	2 000 000 000	3 000 000 000	1 855 415 511

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	**446 634 263 710**	**505 466 277 646**	**446 369 382 355**
78062000871 Construction des routes centre Ouest Toulepleu-Zouan-Houien et Séguéla Mankono	5 000 000 000	6 000 000 000	6 446 340 810
78062000834 Travaux de renforcement et d'aménagement de la route Kanawolo-Korhogo	659 422 440	1 418 818 865	0
78062000819 Programme d'Aménagement de routes et de facilitation de transport au sein de l'Union du fleuve MANO	2 550 000 000	3 410 500 000	0
78062000753 Projet d'Aménagement de la Baie de Cocody (PABC)	7 553 291 223	0	0
78062000728 Aménagement route Kokonou Aproponou/Yamoussoukro-Bouaflé-Daloa	787 206 114	0	0
78062000724 Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro- Bouaké	6 279 149 145	4 000 000 000	2 161 947 330
78062000716 Indemnisation des travaux routiers/AGEROUTE	10 154 724 808	10 154 724 808	10 154 724 808
71062000013 Travaux d'aménagement et de bitumage de la Route Maféré - Kouakro	3 559 393 971	2 059 293 971	0
55062000011 Projet de renforcement de la côtière (section Fresco-Sassandra-San-Pédro-Grand Béréby)	4 919 893 935	234 946 065	0
51062000009 Aménagement de la Route Guitry - Divo	195 177 202	0	0
41062000011 Projet de Construction des routes d'Intégration du District des Montagnes : Man-Kouibli et Guiglo-Tai	4 800 000 000	15 000 000 000	12 120 700 000
36062000006 Aménagement et bitumage de rues dans les villes de Séguéla et Kong	112 000 000	506 770 320	0
28062000005 Projet d'Aménagement et de bitumage de la route Petit Nassian-Kafolo-Tehini	1 300 000 000	5 858 000 000	5 000 000 000
26062000009 Aménagement et bitumage de rues dans les villes de Boundiali et Tengréla	150 000 000	559 602 317	0
26062000008 Aménagement et bitumage de la route Boundiali Dianra (90,57 km) et 8 km de voirie à Boundiali	200 000 000	1 000 000 000	967 520 000
25062000013 Aménagement et bitumage des routes Stade -Aéroport de Karakoro (Korhogo), Ferkessédougou, Nassian et de la bretelle Nassian-Kong	100 000 000	2 500 000 000	2 941 340 600
25062000012 Bitumage dans la ville de Korhogo	150 000 000	315 579 900	0
24062000008 Aménagement et bitumage de la route N'Golodougou - Kong (66 km) et 01 km de voirie à N'Golodougou	1 338 000 000	600 000 000	927 250 000
24062000007 Travaux de bitumage des rues de la ville de Ouangolodougou	144 357 027	0	0
22059020054 Aménagement de route de désenclavement des zones transfrontalières phase 1 : bkou-soko-frontière Ghana	450 000 000	1 626 000 000	0
18062000008 Projet de Contruction de l'autoroute Darakokaha - Tafiré : section Darakokaha - Kobo - Timorokaha	500 000 000	4 000 000 000	3 132 767 608
18062000007 Projet de Contruction de l'autoroute Darakokaha - Tafiré : Section Timorokaha - Tafiré	450 000 000	2 650 000 000	3 000 000 000
17062000016 Projet de Contruction de l'autoroute Bouaké-Darakokaha	3 200 000 000	5 000 000 000	544 332 027
17062000015 Aménagement et bitumage de la route Bouaké-Satama Sokoro(61 km), de 9 km de voirie à Satama Sokoro et de 20 km pour la bretelle de Satama Sokoro	205 642 973	857 500 000	544 357 027
11062000012 Voiries dans la ville de Yamoussoukro	150 000 000	1 800 000 000	1 042 906 400
Financement extérieur	***257 884 726 181***	***316 913 328 756***	***273 985 618 973***
90062000006 Projet de Connectivité Inclusive et d'Infrastructures Rurales en Côte d'Ivoire (PCR-CI)	78 100 000 000	70 200 000 000	0
90062000005 Provision pour investissements Routes	0	0	90 024 761 098
78062000939 Projet d'Appui à la Compétitivité du Grand Abidjan (PACOGA)	0	5 351 255 665	0
78062000878 Projet de route corridor Bamako- Zantiébogou Kani Boundiali San-Pédro (CI)	700 000 000	6 533 579 817	0
78062000873 Construction de la route Odienné-Frontière du Mali et de la Guinée	0	22 172 693 203	0
78062000871 Construction des routes centre Ouest Toulepleu-Zouan-Houien et Séguela Mankono	13 662 309 987	0	0
78062000834 Travaux de Renforcement et d'Aménagement de la route Kanawolo-Korhogo	3 811 748 981	0	0
78062000819 Programme d'Aménagement de routes et de facilitation de transport au sein de l'Union du fleuve MANO	8 000 000 000	0	0
78062000753 Projet d'Aménagement de la Baie de Cocody (PABC)	15 848 848 973	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22059 Infrastructures routières et ouvrages d'arts	**446 634 263 710**	**505 466 277 646**	**446 369 382 355**
78062000728 Aménagement route Kokonou Aproponou/Yamoussoukro-Bouaflé-Daloa	0	4 397 600 000	5 221 700 000
78062000724 Aménagement de l'autoroute Yamoussoukro- Bouaké	0	26 301 905 820	0
78062000723 Bitumage axe Agboville-Cechi	0	1 772 247 725	0
55062000011 Projet de Renforcement de la côtière (section Fresco-Sassandra-San-Pédro-Grand Bérébý)	28 488 000 000	0	0
41062000011 Projet de Construction des routes d'Intégration du District des Montagnes : Man-Kouibli et Guiglo-Tai	40 000 000 000	40 288 776 589	0
28062000005 Projet d'Aménagement et de bitumage de la route Petit Nassian-Kafolo-Tehini	15 000 000 000	20 000 000 000	14 400 000 000
22059020054 Aménagement de route de désenclavement des zones transfrontalières phase 1 : bkou-soko-frontière Ghana	769 030 404	0	0
18062000008 Projet de Construction de l'autoroute Darakokaha - Tafiré : section Darakokaha - Kobo - Timorokaha	10 000 000 000	29 000 000 000	32 339 157 875
18062000007 Projet de Construction de l'autoroute Darakokaha - Tafiré : Section Timorokaha - Tafiré	13 504 787 836	10 000 000 000	31 000 000 000
18062000007 Projet de Construction de l'autoroute Darakokaha - Tafiré : Section Timorokaha - Tafiré	0	1 265 997 010	0
17062000016 Projet de Construction de l'autoroute Bouaké-Darakokaha	30 000 000 000	29 554 700 000	50 000 000 000
17062000013 Projet de Construction de l'autoroute Bouaké-Kanawolo/Section Bouaké-Darakokaha	0	50 074 572 927	51 000 000 000
2205903 Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrages d'art	**73 157 239 083**	**93 586 090 180**	**77 300 042 502**
3 Transferts	**14 000 000 000**	**14 742 000 000**	**15 095 800 000**
78062000824 Prendre en charge le loyer du pont HKB/ SOCOPRIM	14 000 000 000	14 742 000 000	15 095 800 000
4 Investissements	**59 157 239 083**	**78 844 090 180**	**62 204 242 502**
Trésor	***12 810 000 000***	***17 524 529 066***	***15 982 534 531***
90062000020 Projet d'Acquisition d'engins de travaux publics/Phase 2	3 800 000 000	4 000 000 000	3 867 000 000
78062000955 Projet de Connectivité du Nord de la Côte d'Ivoire	4 000 000 000	8 657 918 666	9 647 969 139
78062000949 Aménagement et bitumage de la route Yakassé Attobrou-Biéby-Bettié	3 327 602 624	0	0
71062000015 Réhabilitation des voiries dans la ville de Noé dans le département d'Aboisso	150 000 000	636 510 400	0
25062000011 Projet de Renforcement de la route Korhogo - Boundiali	1 532 397 376	4 230 100 000	2 467 565 392
Financement extérieur	***46 347 239 083***	***61 319 561 114***	***46 221 707 971***
78062000955 Projet de Connectivité du Nord de la Côte d'Ivoire	30 000 000 000	40 000 000 000	41 000 000 000
78062000949 Aménagement et bitumage de la route Yakassé Attobrou-Biéby-Bettié	1 347 239 083	0	0
78062000928 Aménagement du Boulevard de Marseille	0	4 397 602 307	5 221 707 971
78062000741 Réhabilitation de la route Bouaké-Ferké	0	421 958 807	0
25062000011 Projet de Renforcement de la route Korhogo - Boundiali	15 000 000 000	16 500 000 000	0
2205904 Construction des ouvrages d'arts	**45 873 432 095**	**10 885 335 713**	**4 999 950 495**
4 Investissements	**45 873 432 095**	**10 885 335 713**	**4 999 950 495**
Trésor	***9 337 015 969***	***10 885 335 713***	***4 999 950 495***
78062000763 Projet Transport Urbain Abidjan (PTUA)	8 437 400 000	10 885 335 713	4 999 950 495
78062000745 Construction de l'échangeur de l'amitié Ivoiro-Japonais -Phase II	899 615 969	0	0
Financement extérieur	***36 536 416 126***	***0***	***0***
78062000763 Projet Transport Urbain Abidjan (PTUA)	36 536 416 126	0	0

II.2.3 Programme 3 : Fonds d'Entretien Routier (FER)

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Fonds d'Entretien Routier (FER)	Action 3.1: Mobilisation des Ressources Financières du FER
	Action 3.2: Financement des Travaux d'entretien du réseau Routier National

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Fonds d'Entretien Routier (FER)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Mobiliser les ressources Financières	Proportion des ressources propres	16%	16,50%	17%	17%	[Ressources propres / Ressources totales (ressources propres + recettes affectées)] x 100 Source : Rapport d'activités FER
	Taux de mobilisation des ressources propres	97%	97%	98%	98%	(Ressources propres mobilisées / Projection de mobilisation) x 100 Source : Rapport d'activités FER
OS 2 : Assurer le financement de l'entretien du réseau routier national	Taux de règlement des décomptes reçus de l'AGEROUTE	99%	90%	90%	90%	(Décomptes AGEROUTE payés / Décomptes AGEROUTE reçus) x 100 Source : Rapport d'activités FER
	Taux de règlement des décomptes reçus de la DGIR	98%	90%	90%	90%	(Décomptes DGIR payés / Décomptes DGIR reçus) x 100 Source : Rapport d'activités FER

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER (FER)	**279 843 760 018**	**304 612 547 427**	**329 633 241 923**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	279 843 760 018	304 612 547 427	329 633 241 923
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23219 Fonds d'Entretien Routier (FER)	**279 843 760 018**	**304 612 547 427**	**329 633 241 923**
2321901 Mobilisation des Ressources Financières du FER	**64 904 000 000**	**68 787 342 451**	**72 042 502 830**
3 Transferts	**64 904 000 000**	**68 787 342 451**	**72 042 502 830**
90062000013 Collecter les recettes du Péage	57 588 000 000	61 998 342 451	64 626 910 727
90062000014 Collecter les Recettes du pesage	7 316 000 000	6 789 000 000	7 415 592 103
2321902 Financement des Travaux d'entretien du réseau Routier National	**214 939 760 018**	**235 825 204 976**	**257 590 739 093**
3 Transferts	**214 939 760 018**	**235 825 204 976**	**257 590 739 093**
90062000015 Prendre en charge les décomptes des travaux réalisés par l'AGEROUTE	179 939 760 018	200 825 204 976	219 360 407 144
90062000016 Prendre en charge les décomptes des travaux réalisés par la DGIR	35 000 000 000	35 000 000 000	38 230 331 949

SECTION 331 : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION

SECTION 331 : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'insuffisance et l'obsolescence des équipements (mobiliers de bureau, matériels informatiques, risographes, mallettes pédagogiques) ;
- la complexité et la lenteur des procédures de paiement des bourses scolaires et autres aides financières, des frais de scolarité dans les établissements privés et des primes de correction des examens ;
- l'insuffisance de cantines scolaires ;
- l'inefficacité des pratiques pédagogiques ;
- le décrochage scolaire (arrêt temporaire ou définitif d'études secondaires sans qualification ou avant l'obtention d'un diplôme) ;
- la dépendance persistante à l'aide alimentaire pour maintenir les enfants dans le système scolaire, en particulier en milieu rural ;
- la faiblesse des capacités d'accueil pour les enfants d'âge préscolaire ;
- l'insuffisance des infrastructures d'accueil entraînant la sollicitation des opérateurs privés (paiement des frais d'écolage) ;
- la couverture territoriale inadaptée en matière d'établissements secondaires ;
- l'accès limité aux ressources numériques et aux technologies éducatives ;
- l'insécurité et l'insalubrité dans l'environnement scolaire ;
- la demande éducative insuffisamment stimulée, notamment dans les zones enclavées ou à faible taux d'alphabétisation des parents ;
- le phénomène de grossesse en milieu scolaire ;
- les disparités en matière d'accès et de maintien dans le système éducatif sur l'étendue du territoire ;
- le taux élevé d'analphabétisme (48,5% RGPH 2021) particulièrement chez les femmes (57% contre 46% pour les hommes) ;
- l'existence d'enfants hors du système éducatif (plus d'1,6 million d'enfants de plus de 8 ans non scolarisés) ;
- la transition encore trop lente de l'alphabétisation traditionnelle vers une approche fonctionnelle mieux adaptée aux réalités socio-économiques actuelles ;
- l'offre d'alphabétisation restreinte et morcelée ;
- la faible capacité institutionnelle de prise en charge des enfants non scolarisés.

I.1.2. Réponses apportées

- la signature des Contrats d'Objectif et de Performance (COP) entre Madame la Ministre et les quarante et une (41) Directions Régionales de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (DRENA) ;
- l'immatriculation de 165 212 élèves issus des 41 DRENA réalisée grâce à l'Applicatif de Gestion de la Carrière au Primaire (AGCP) ;
- l'élaboration du Document de Stratégie Nationale de la Digitalisation de l'Éducation en Côte d'Ivoire (SNDECI 2024-2028) ;
- La formation sur les thématiques de la nutrition, de l'hygiène et de la valorisation des mets locaux équilibrés de 230 acteurs des cantines scolaires (conseillers, directeurs, gérants et cantinières) des DRENA de Boundiali, Korhogo et Ferkessédougou et la supervision des activités de 50 groupements bénéficiaires de l'appui du programme McGovern-Dole (MGD) ;
- l'acquisition et la distribution de 4 116 957 kits scolaires au profit des écoliers du primaire public pour l'année scolaire 2024-2025 ;
- la réception de 13 établissements scolaires dans les régions de Bouaké (Gbêkê) et de San-Pédro (Bas-Sassandra) ;

- la réception de neuf (9) Collèges de proximité dans la DRENA de Bouaké (N'dakro, Minankro, Belleville), la DRENA de Yamoussoukro (Lagbakro, Tiebissou), la DRENA de Danané (Gbablasso) et la DRENA de Korhogo (Fodonition, Dokaha/Waraniere, Premafolo) ;
- le screening environnemental et social de 440 sites, préalable indispensable au lancement effectif des travaux destinés à la construction de salles de classe pré-primaire ;
- la formation ciblée sur le CE1 de 22 661 formateurs régionaux et de 29 657 enseignants/directeurs dans le cadre de l'extension du Programme National d'Amélioration des Apprentissages Scolaires (PNAPAS) avec la distribution 339 668 supports imprimés à l'ensemble de la chaine pédagogique de la Nawa et du Lôh Djiboua et la conception de l'ensemble des 49 supports de tutorat et de mentorat ;
- l'interconnexion du système de gestion de 3 DRENA au niveau déconcentré, l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'acceptation du SIGE intégré, avec, d'une part, la formation des utilisateurs et des acteurs clés, et, d'autre part, la livraison de divers modules dont le Référentiel Unique de l'Éducation (RUE) et le module de reporting et d'aide à la décision ;
- le développement des centres préscolaires communautaires et des pré-primaires dans les régions ciblées de la Bagoué, du Kabadougou, du Poro, du Tchologo, du Boukani et du Béré ;
- la conception de 461 contenus pédagogiques numériques et la production de 77 scénarii de vidéos pédagogiques dans le cadre de l'éducation numérique ;
- la formation de 7 054 enseignants aux techniques et stratégies d'installation des compétences et de remédiation des apprentissages en lecture et en mathématiques ;
- l'équipement des 143 Conseillers Pédagogiques du Préscolaire et du Primaire (CPPP) des DRENA de Soubré et de Divo en motos ;
- l'acquisition et l'installation d'appareils biométriques installés dans les 3000 établissements du secondaire général privé dans le cadre du contrôle électronique des élèves affectés de l'Etat ;
- l'extension du système de prêt-location dans le cadre du projet BONAMAS, avec des kits de 8 manuels scolaires au Collège, au profit de 120 000 élèves de 6ème et 5 000 élèves de 5ème des établissements publics et privés des 41 DRENA ;
- la formation de 200 alphabétiseurs et 6 000 auditeurs dans 11 DRENA ;
- l'ouverture de 27 centres d'alphabétisation dans les localités de Boundiali, Sinématiali, Odienné et Minignan ;
- l'ouverture de 30 classes passerelles au bénéfice de 900 enfants dans les DRENA d'Abidjan 1, 2 et 4, Yamoussoukro, Bouna, Ferkessédougou, Odienné et Touba ;
- la réintégration de 300 apprenants dans le système éducatif formel au titre de l'année scolaire 2024-2025.

I.1.3. Défis et priorités

- l'accès à l'éducation pour tous, notamment les filles ;
- le maintien des élèves dans le système éducatif ;
- le développement de l'enseignement préscolaire ;
- l'accroissement de l'offre de l'éducation primaire et secondaire ;
- la prise en charge des enfants à besoins spécifiques ;
- l'amélioration de la qualité des services éducatifs ;
- la réduction des disparités régionales et de genre ;
- l'optimisation de la gestion des ressources ;
- l'amélioration du pilotage du système éducatif ;
- le recrutement d'enseignants qualifiés ;
- l'amélioration de la performance des enseignants ;
- la lutte contre l'analphabétisme ;
- l'apaisement du climat social à l'école ;
- la réussite pour tous.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'actualisation et la vulgarisation de la loi relative à l'enseignement ;
- la poursuite et la mise à échelle du contrat d'objectif et de performance ;
- l'adaptation du financement de l'école aux exigences de la politique de scolarisation obligatoire à travers une plus grande mobilisation des ressources provenant de financements innovants ;
- la définition d'une politique et d'une stratégie nationale concernant la digitalisation de l'éducation en Côte d'Ivoire ;
- le renforcement de la mise en œuvre de la politique et de la stratégie concernant la restauration scolaire avec la mobilisation communautaire autour des cantines dans les écoles primaires ;
- l'amélioration de la disponibilité des enseignants en recrutant davantage au niveau régional et en assurant une gestion plus rationnelle par l'académisation de l'administration scolaire ;
- la promotion de l'enseignement des sciences, de la technologie et de l'innovation ;
- la définition d'une politique linguistique éducative fondée sur le multilinguisme et la promotion de la diversité culturelle et des valeurs sociétales ;
- l'instauration d'un fonds pour le développement de l'alphabétisation ;
- l'élargissement et l'encadrement de l'offre d'éducation non formelle : classes passerelles et écoles communautaires ;
- la réforme du premier cycle de l'enseignement secondaire ;
- la promotion et la généralisation de la politique de la petite enfance ;
- la consolidation des mécanismes de scolarisation des filles.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée ;
- le système éducatif est accessible et de qualité ;
- le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire est réduit.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 19, le Ministre de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Education Nationale et d'Alphabétisation.

A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de l'Education Nationale

- planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes d'enseignement dans les domaines de l'enseignement primaire et secondaire général, notamment le programme Ecole obligatoire de 6 à 16 ans ;
- gestion administrative et pédagogique des structures d'enseignement primaire et secondaire général public et privé ;
- organisation des examens, concours scolaires et pédagogiques ;
- promotion de l'utilisation des nouvelles technologies en matière d'Enseignement et de Formation, en liaison avec le Ministre chargé de la Transition Numérique ;
- conception, élaboration, production et diffusion de documents, manuels et autres matériels didactiques ;
- encadrement de l'enseignement privé au niveau du primaire et du secondaire général ;

- définition, élaboration et suivi d'un cadre réglementaire pour le développement de l'enseignement primaire et secondaire général ;
- assistance aux collectivités territoriales pour le suivi et le contrôle de l'implantation des établissements d'enseignement primaire et secondaire général ;
- intégration de l'information et de l'éducation en matière de VIH/SIDA dès le premier cycle ;
- réhabilitation et reconstruction des infrastructures éducatives ;
- mise à niveau de la scolarité sur l'ensemble du territoire ;
- élaboration et mise en œuvre d'une politique nationale d'orientation des élèves à partir du cycle primaire ;
- tutelle des établissements privés d'enseignement primaire et secondaire général ;
- suivi de l'organisation et du fonctionnement des établissements d'enseignement primaire et secondaire général ;
- élaboration, expérimentation et promotion des programmes d'enseignement en langues nationales ;
- incitation à la scolarisation des filles.

Au titre de l'Alphabétisation :

- alphabétisation des populations et formation permanente des adultes ;
- réalisation des objectifs de la politique d'éducation pour tous ;
- développement de l'éducation non-formelle ;
- mise en place de programmes et mécanismes permettant aux populations cibles d'acquérir des connaissances et des aptitudes de base en matière d'alphabétisation fonctionnelle, nécessaires à leur développement économique, social et culturel ;
- amélioration du niveau d'éducation de la population cible par le biais de programmes adéquats d'alphabétisation ;
- conception, réalisation et coordination des programmes d'alphabétisation ;
- sensibilisation de la population à l'importance de l'alphabétisation ;
- promotion de l'adéquation Alphabétisation/Emploi ;
- appui à la pérennisation et à l'amélioration des connaissances post-alphabétisation ;
- facilitation de l'accès des populations cibles aux programmes d'alphabétisation fonctionnelle ;
- promotion de l'alphabétisation en langues nationales.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Enseignement préscolaire et primaire
- Programme 3 : Enseignement secondaire général
- Programme 4 : Alphabétisation et Education non formelle

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	- Cabinet - Secrétariat Permanent du Conseil Consultatif de l'Education Nationale (SPCCEN) - Secrétariat Général de la Commission Nationale Ivoirienne pour l'UNESCO - Conférence des Ministres de l'Education Nationale des pays ayant le français en partage (CONFEMEN) - Service de la Communication et des Relations Publiques (SCRP) - Service d'Information Documentaire et de l'Informatique (SIDI) - Cellule Passation des Marchés Publics (CPMP) - Service Gestion du Patrimoine (SGP) - Inspection Générale de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (IGENA) - Direction des Ressources Humaines (DRH) - Direction des Affaires Financières (DAF) - Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC) - Direction des Etudes, des Stratégies, de la Planification et des Statistiques (DESPS) - Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue (DPFC) - Direction des Examens et Concours (DECO) - Direction des Ecoles, Lycées et Collèges (DELC) - Direction de la Mutualité et des Œuvres Sociales en milieu Scolaire (DMOSS) - Direction de la Vie Scolaire (DVS) - Direction des Technologies et des Systèmes d'Information (DTSI) - Direction de l'Encadrement des Etablissements Privés (DEEP) - Direction de l'Animation, de Promotion et de Suivi des Comités de Gestion des Etablissements Scolaires (DAPS-COGES) - Direction de la Coordination et de l'Exécution des Projets (DCEP) - Direction de Veille et de Suivi des Programmes (DVSP) - Direction de l'Egalité et de l'Equité du Genre (DEEG) - TASK-FORCE - Centre Nationale du Matériel Scientifique (CNMS) - Service de Promotion de la Lecture et des Bibliothèques Scolaires (SPLBS) - Directions Régionales de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (DRENA) - Antennes Pédagogiques et de Formation Continue (APFC) - Services Assistant Administratif et Comptable (AAC)		- Projet d'Appui au Renforcement du Pilotage et à l'Encadrement de Proximité de l'Education ; - Mettre en œuvre la politique genre du MENA ; - Programme de Renforcement du Système Educatif Primaire / PRSEP-PforR ; - Renforcement Dispositif collecte des données statistiques ; - Mécanisme de Financement en faveur de l'Apprentissage et de l'Education des Enfants (CLEF) ; - Construction et équipement de 16 Directions Régionales de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (DRENA) en CI ; - FB-Pr/ Suivre la réforme du Collège/ C2D 3 ; - FB-Pr/ Carte scolaire/ C2D 3 ; - FB-Pr/ Assurer la planification, suivi-évaluation/ C2D 3 ; - FB-Pr/ Renforcer les capacités (Chefs d'établissements, DCIO, éducateurs, etc.) / C2D 3 ; - FB-Pr/ Renforcer les capacités des facilitateurs communautaires/C2D 3 ; - FB-Pr/ Renforcer les capacités des Correspondants DAF en régions et des ressources matérielles/ C2D 3 ; - FB-Pr/Renforcer les activités pédagogiques/C2D 3.	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Enseignement préscolaire et primaire	- Direction des Cantines Scolaires (DCS) - Centre National de Formation et de Production du Matériel Didactique (CNFPMD) - Service de Production et de Documentation Audiovisuel (SPDA) - Inspections de l'Enseignement Préscolaire et Primaire (IEPP) - Ecoles Préscolaire Primaires Publiques (EPPP) - Centres d'Animation et de Formation Pédagogique (CAFOP)	COGES Primaire	- Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires (PIPCS) /PAM-CI ; - Projet éducation de base / UNICEF ; - Réhabilitation établissements d'enseignement primaire ; - Projet de Renforcement du Système Educatif Primaire/PRSEP ; - Projet d'équipement du Ministère ; - Programme d'Appui à la Transformation de l'Education de Base (PATEB) ; - Construction et équipement de 6 entrepôts pour le MENA.	
Programme 3 : Enseignement secondaire général	- Direction de l'Orientation et des Bourses (DOB) - Centres d'Information et d'Orientation (CIO) - Collèges - Lycées d'enseignement général - Centre National Para-Télé Enseignement (CNPTE)	COGES Secondaire	- Projet d'affectation en ligne des élèves /DOB ; - Projet de Contrôle électronique des affectés de l'Etat au privé / DEEP ; - Construction et Equipement de 01 Lycée de jeunes filles avec Internat/OFID ; - Construction et Equipment de 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/ BID ; - Construction et Equipement de 03 Lycées d'excellence de jeunes filles / FKDEA ; - Programme de construction et d'équipement de Collèges et Lycées ; - Rénovation des établissements du second degré ; - Projet de construction et d'équipement de quatre (4) Lycées et d'un (1) Collège d'Excellence pour filles avec internats-BOAD ; - Projet DEFI 3 Prêt Souverain AFD – Education ; - Projet de construction et d'équipement de Trois (03) Lycées d'Excellence Mixte avec Internats (Bouaké - Daloa - Divo) ; - FB-Pr/Construire, équiper et assurer la maintenance des Collèges/ C2D 3 ; - FB-Pr/Assurer la formation continue des enseignants de Collège/ C2D 3 ; - FB-Pr/Doter les Collèges en matériel pédagogique/ C2D 3.	
Programme 4 : Alphabétisation et Education non formelle	- Direction de l'Education Non Formelle (DENF) - Direction de l'Alphabétisation des Adultes, des Jeunes et des Enfants (DAAJE) - Direction de la Coordination et du Suivi des Programmes d'Alphabétisation (DCSPA) - Direction des Matériels Didactiques de l'Alphabétisation (DMDA)		Stratégie Nationale d'Alphabétisation	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Améliorer la gouvernance du Ministère	**RS1 :** La gouvernance du ministère est améliorée	**IP 1.1 :** Proportion de structures disposant d'un Contrat d'Objectif et de Performance (COP)	(Nombre de structures disposant d'un contrat d'objectifs et de performance / Nombre de structures prévues) X 100 Source : Rapport d'activités IGENA
		IP 1.2 : Proportion d'outils de gestion opérationnels	Nombre d'outils opérationnels / Nombre d'outils prévus Source : Rapport d'activités Cabinet
OG2 : Favoriser l'accès à l'éducation et à un enseignement de qualité	**RS2 :** Le système éducatif est accessible et de qualité	**IP 2.1 :** Proportion d'élèves inscrits dans le système par rapport à la population scolarisable	(Effectif élèves inscrits dans l'enseignement primaire et secondaire / Population scolarisable de 6 à 18 ans) X 100 Source : Rapport d'activités DESPS
		IP 2.2 : Taux de réussite aux examens à grand tirage	(Nombre de candidats admis / Nombre de candidats présentés) X 100 Sources : Rapports d'activités DESPS / DECO
OG3 : Réduire le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire	**RS3 :** Le taux d'analphabétisme en Côte d'Ivoire est réduit	**IP 3.1 :** Taux d'accès au programme d'alphabétisation	(Nombre de personnes ayant accédé au programme d'alphabétisation / Nombre de personnes analphabètes recensés) X 100 Sources : Rapports d'activités DESPS/DCSPA
		IP 3.2 : Taux d'achèvement des programmes d'alphabétisation	(Nombre de personnes ayant achevé les cours / Nombre de personnes inscrites aux différents programmes) X 100 Sources : Rapports d'activités DESPS / DCSPA

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**1 563 721 366 602**	**1 759 008 704 009**	**1 935 947 465 552**
1.1 Ressources Intérieures	**1 433 802 440 569**	**1 578 803 015 040**	**1 733 033 589 145**
1.1.1 Budget Etat	1 433 802 440 569	1 578 803 015 040	1 733 033 589 145
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**129 918 926 033**	**180 205 688 969**	**202 913 876 407**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	129 918 926 033	180 205 688 969	202 913 876 407
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
2. CHARGES	**1 563 721 366 602**	**1 759 008 704 009**	**1 935 947 465 552**
2.1 Personnel	**1 154 730 388 701**	**1 270 102 195 619**	**1 391 092 792 294**
2.1.1 Solde y compris EPN	1 154 730 388 701	1 270 102 195 619	1 391 092 792 294
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**44 915 926 768**	**50 563 552 392**	**53 301 038 025**
2.3 Transferts	**159 648 194 082**	**176 951 757 663**	**199 214 166 860**
2.4 Investissement	**204 426 857 051**	**261 391 198 335**	**292 339 468 373**
Trésor	74 507 931 018	81 185 509 366	89 425 591 966
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	129 918 926 033	180 205 688 969	202 913 876 407

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
	Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3 : Information et communication
	Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Améliorer le cadre institutionnel du secteur	Proportion de structures disposant d'un Contrat d'Objectifs et de Performance (COP)	41/1038	345/1038	1038/1038	1038/1038	Nombre de structures disposant d'un contrat d'objectifs et de performance / Nombre de structures prévues Source : Rapport d'activités Cabinet
	Proportion d'outils de gestion opérationnels	8/9	9/9	9/9	9/9	Nombre d'outils de gestion opérationnels / Nombre d'outils prévus Source : Rapport d'activités IGENA
	Taux de vulgarisation des activités du Ministère	80%	82%	85%	88%	(Nombre d'activités réalisées du ministère vulgarisées / Nombre total d'activités prévues) X 100 Prévisions : 2026: 894 ; 2027: 909 ; 2028: 914 Source : Rapport d'activités SCRP
OS2 : Améliorer la gestion financière et la gestion des ressources humaines	Taux d'atteinte des cibles des PAP	78,57%	82,14%	85,71%	89,28%	(Nombre de cibles atteintes / Nombre total de cibles des PAP) X 100 Source : RAP du Ministère
	Nombre d'heure moyen de cours hebdomadaires dispensés par enseignant du secondaire 1er cycle (Norme : 21h)	19,8h	20h	20,2h	20,4h	Nombre total d'heures de cours hebdomadaires dispensés / Nombre de professeurs de Collège tenant de classe Source : Rapport d'activités DPFC

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**121 396 189 006**	**236 859 956 512**	**292 907 845 830**
Dépenses de personnel	2 072 555 000	2 104 156 739	2 135 758 478
Dépenses en biens et services	12 980 164 440	13 865 707 899	14 633 473 543
Transferts	12 593 261 030	13 033 011 665	13 533 828 058
Investissements	93 750 208 536	207 857 080 209	262 604 785 751
Trésor	*11 008 476 877*	*53 708 309 365*	*59 690 909 344*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*82 741 731 659*	*154 148 770 844*	*202 913 876 407*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21060 Administration Générale	**121 396 189 006**	**236 859 956 512**	**292 907 845 830**
2106001 Coordination et animation du ministère	**105 693 607 565**	**170 341 900 400**	**274 984 168 227**
2 Biens et services	**9 811 064 470**	**10 118 800 299**	**10 640 651 838**
11098000008 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Yamoussoukro/APFC	1 119 276	1 327 290	1 415 823
11098000009 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Yamoussoukro/DREN	3 000 000	3 557 543	3 794 833
14098000006 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Dimbokro/APFC	1 000 000	1 185 847	1 264 944
14098000007 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Dimbokro/DREN	3 000 000	3 557 542	3 794 833
15098000009 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Daoukro/DREN	3 000 000	3 557 544	3 794 835
15098000012 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Daoukro/APFC	1 000 000	1 185 849	1 264 945
16098000006 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Bongouanou/APFC	1 000 000	1 185 849	1 264 945
16098000007 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Bongouanou/DREN	3 000 000	3 557 545	3 794 836
17098000013 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Bouaké 1/DREN	3 000 000	3 557 545	3 794 835
17098000014 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Bouaké 1/APFC	3 271 935	3 880 016	4 138 817
17098000015 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Bouaké 2 /APFC	3 708 201	4 397 364	4 690 669
17098000018 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Bouaké 2/DREN	3 000 000	3 557 546	3 794 833
18098000007 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Katiola/DREN	3 000 000	3 557 545	3 794 835
18098000008 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Katiola/APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 946
21060010138 Réaliser les activités liées à la politique et aux stratégies de l'égalité et de l'équité	30 000 000	35 575 443	37 948 344
21060010140 Promouvoir la Lecture et les Bibliothèques en milieu Scolaire	5 000 000	5 929 240	6 324 726
22098000006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Touba/DREN	3 000 000	3 557 543	3 794 836
22098000008 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Touba/APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 945
23098000006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région d'Odienné/DREN	3 000 000	3 557 546	3 794 835
23098000008 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région d'Odienné/APFC	1 000 000	1 185 849	1 264 944
24098000006 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Ferkessédougou/APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 944
24098000008 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Ferkessédougou/DREN	3 105 244	3 682 348	3 927 961
25098000006 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Korhogo/APFC	1 000 000	1 185 847	1 264 944
25098000008 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Korhogo/DREN	3 000 000	3 557 544	3 794 833
26098000007 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Boundiali/DREN	6 020 615	7 139 534	7 615 746
26098000008 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Boundiali/APFC	1 000 000	1 185 849	1 264 945
27098000008 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Minignan/DREN	3 000 000	3 557 544	3 794 835
27098000009 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Minignan/APFC	1 000 000	1 185 850	1 264 945
28098000008 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Bouna/DREN	3 000 000	3 557 545	3 794 835
28098000010 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Bouna/APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 945
31098000009 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Daloa/APFC	1 685 900	1 999 221	2 132 571
31098000011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau du département d'Issia	3 000 000	3 557 545	3 794 833
31098000012 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Daloa/DREN	4 461 908	5 291 146	5 644 066

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21060 Administration Générale	**121 396 189 006**	**236 859 956 512**	**292 907 845 830**
31098000014 Organiser et suivre les activités pédagogiques de la Région d'Issia / APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 944
32098000006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Gagnoa/DREN	3 000 000	3 557 544	3 794 834
32098000007 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Gagnoa/APFC	1 175 254	1 393 672	1 486 631
35098000012 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Bouaflé/APFC	1 145 047	1 357 849	1 448 422
35098000015 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Bouaflé/DREN	3 000 000	3 557 547	3 794 834
35098000017 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau du département de Sinfra	3 000 000	3 557 545	3 794 836
35098000019 Organiser et suivre les activités pédagogiques au niveau de la Région de Sinfra / APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 944
36098000006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Séguéla/DREN	3 000 000	3 557 542	3 794 835
36098000007 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Séguéla/APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 946
37098000007 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Mankono/DREN	3 000 000	3 557 545	3 794 835
37098000008 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Mankono/APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 946
41098000012 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Man/DREN	3 000 000	3 557 544	3 794 833
41098000013 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de Danané	3 000 000	3 557 545	3 794 835
41098000014 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Man/APFC	1 213 256	1 438 736	1 534 703
41098000020 Organiser et suivre les activités pédagogiques au niveau de la Région de Danané / APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 944
42098000009 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Guiglo/DREN	3 000 000	3 557 545	3 794 834
42098000011 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Guiglo/APFC	1 000 000	1 185 847	1 264 944
43098000006 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Duékoué/APFC	1 000 000	1 185 849	1 264 944
43098000007 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Duékoué/DREN	3 000 000	3 557 545	3 794 835
51098000012 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Divo/APFC	1 209 451	1 434 226	1 529 888
51098000018 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Divo/DREN	3 000 000	3 557 544	3 794 835
55098000006 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de San-Pédro/APFC	3 546 620	4 205 754	4 486 278
55098000007 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de San-Pédro/DREN	3 000 000	3 557 543	3 794 836
56098000005 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Soubré/APFC	1 140 764	1 352 774	1 443 004
56098000007 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Soubré/DREN	3 000 000	3 557 545	3 794 833
57098000007 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Sassandra/DREN	3 000 000	3 557 546	3 794 835
57098000009 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Sassandra/APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 944
61098000008 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région d'Abengourou/APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 944
61098000009 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région d'Abengourou/DREN	3 000 000	3 557 545	3 794 831
62098000010 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Bondoukou/DREN	3 000 000	3 557 545	3 794 836
62098000014 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Bondoukou/APFC	1 107 611	1 313 458	1 401 066
71098000016 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région d'Aboisso/DREN	3 000 000	3 557 544	3 794 835
71098000017 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région d'Aboisso/APFC	1 017 866	1 207 033	1 287 543
71098000021 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de Grand-Bassam	3 000 000	3 557 543	3 794 834
71098000026 Organiser et suivre les activités pédagogiques au niveau de la Région de Grand-Bassam /APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 944
76098000014 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région d'Agboville/DREN	3 000 000	3 557 544	3 794 837
76098000015 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région d'Agboville/APFC	1 077 271	1 277 481	1 362 687

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21060 Administration Générale	**121 396 189 006**	**236 859 956 512**	**292 907 845 830**
76098000016 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau du Département de Tiassalé	3 000 000	3 557 546	3 794 835
76098000019 Organiser et suivre les activités pédagogiques au niveau de la Région de Tiassalé /APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 944
77098000010 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Adzopé/DREN	3 000 000	3 557 544	3 794 834
77098000014 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Adzopé/APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 947
78098000737 Exécuter les activités de Pilotage de l'Ecole Obligatoire	14 072 294	16 687 603	17 800 675
78098000738 Exécuter les programmes de l'UNESCO en Côte d'Ivoire en matière d'Education, de Sciences, de Culture, de Communication et d'Information	8 804 825	10 441 185	11 137 617
78098000739 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région d'Abidjan 3/DREN	3 000 000	3 557 543	3 794 834
78098000741 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	9 220 550 407	9 418 540 312	9 893 684 141
78098000758 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région d'Abidjan 4/DREN	3 000 000	3 557 546	3 794 832
78098000759 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD (REGIE/Convention BNETD)	46 104 478	54 672 908	58 319 620
78098000760 Réaliser et suivre les activités pédagogiques l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire général et technique ; organiser la formation continue du personnel enseignant	79 438 607	94 202 121	100 485 455
78098000761 Organiser les activités relatives à la vie scolaire dans ses dimensions éducative, culturelle, sociale et sportive DVS	10 313 358	12 230 077	13 045 828
78098000762 Renforcer les capacités des enseignants à l'utilisation des matériels scientifiques	16 765 035	19 880 785	21 206 845
78098000903 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région d'Abidjan 1/DREN	3 000 000	3 557 544	3 794 833
78098000904 Préparer les examens et concours de l'Education Nationale, initier les réformes en matière d'examens et concours, établir et délivrer les diplômes	22 491 667	26 671 701	28 450 718
78098000905 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière éducation, d'enseignement technique et de formation professionnelle	45 482 725	53 935 604	57 533 138
78098000913 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région d'Abidjan 2/DREN	3 000 000	3 557 546	3 794 833
78098000914 Promouvoir, encadrer et suivre la gestion administrative et pédagogique des écoles, des établissements secondaires général et technique et des CAFOP	20 504 538	24 315 267	25 937 110
78098000918 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 743 392	5 059 779
78098000936 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région d'Abidjan 3/APFC	1 215 616	1 441 536	1 537 690
78098000937 Organiser l'assistance et réaliser des actions sociales et sanitaires au bénéfice des agents du Ministère (DMOSS)	5 861 443	6 950 780	7 414 401
78098001027 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région d'Abidjan 1 /APFC	1 000 000	1 185 849	1 264 947
78098001028 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région d'Abidjan 4/APFC	1 003 868	1 190 434	1 269 838
78098001029 Promouvoir l'entrepreneuriat et la vie scolaire dans ses dimensions éducative, culturelle, sociale et sportive	28 144 588	33 375 207	35 601 350
78098001090 Réaliser les activités pédagogiques et la formation continue des personnels d'encadrement des structures d'enseignement	9 213 090	10 925 325	11 654 050
78098001117 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région d'Abidjan 2/APFC	1 034 053	1 226 231	1 308 021
78098001121 Suivre les activités de la Conférence des Ministres d'Education des pays ayant le français en partage au plan national	11 057 659	13 112 705	13 987 328
79098000007 Coordonner les activités pédagogiques au niveau de la Région de Dabou/APFC	1 000 000	1 185 848	1 264 945
79098000009 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de Dabou/DREN	3 000 000	3 557 543	3 794 834
90098000004 Evaluer les acquis et les compétences des élèves et suivre les reformes du système éducatif	50 000 000	59 292 406	63 247 240
90098090253 Réaliser les activités relatives à la comptabilité matière du Ministère	5 000 000	5 929 240	6 324 725

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21060 Administration Générale	**121 396 189 006**	**236 859 956 512**	**292 907 845 830**
3 Transferts	**12 593 261 030**	**13 033 011 665**	**13 533 828 058**
78098000921 Transférer les crédits de Biens et Services à la Direction des Examens et Concours de l'Education Nationale	12 563 002 122	13 000 000 000	13 500 000 000
78098001129 Transférer les crédits de biens et services au BNETD (Convention BNETD)	30 258 908	33 011 665	33 828 058
4 Investissements	**83 289 282 065**	**147 190 088 436**	**250 809 688 331**
Trésor	***7 828 476 877***	***945 530 515***	***47 895 811 924***
90098090315 Provision pour investissement / Education	0	0	46 695 811 924
90098090313 FB-Pr/PAREC/C2D3	7 403 476 877	0	0
90098090213 Programme de Renforcement du Système Educatif Primaire / PRSEP-PforR	100 000 000	600 000 000	700 000 000
78098001189 Mettre en œuvre la politique genre du MENA	100 000 000	0	0
78098000740 Projet d'Appui au Renforcement du Pilotage et à l'Encadrement de Proximité de l'Education	225 000 000	345 530 515	500 000 000
Financement extérieur	***75 460 805 188***	***146 244 557 921***	***202 913 876 407***
90098090315 Provision pour investissement / Education	0	66 470 678 843	100 000 000 000
90098090315 Provision pour investissement / Education	0	0	85 538 423 201
90098090213 Programme de Renforcement du Système Educatif Primaire / PRSEP-PforR	62 350 402 594	15 000 000 000	17 375 453 206
90098090213 Programme de Renforcement du Système Educatif Primaire / PRSEP-PforR	13 110 402 594	64 773 879 078	0
2106002 Planification, programmation et suivi-évaluation	**10 988 898 533**	**12 012 362 192**	**6 543 332 924**
1 Personnel	**195 720 000**	**195 720 000**	**195 720 000**
78098000747 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Bureau d'Exécution des Projets (BEP)	168 720 000	168 720 000	168 720 000
78098000748 Prendre en charge les primes et indemnités du personnel lors de la Commission Orientation	23 000 000	23 000 000	23 000 000
78098000926 Prendre en charge les primes et indemnités du personnel lors de la Commission Renouvellement des Bourses	4 000 000	4 000 000	4 000 000
2 Biens et services	**382 252 062**	**442 129 269**	**467 612 924**
78098000743 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	15 078 559	17 880 881	19 073 544
78098000744 Superviser, évaluer et promouvoir les activités des Comités de Gestion des Etablissements Scolaires	69 044 571	70 712 759	71 422 736
78098000745 Contrôler tous les services et structures sous tutelle du Ministère	12 580 137	14 918 131	15 913 179
78098000746 Auditer et contrôler toutes les structures centrales du Ministère	21 937 750	26 014 838	27 750 042
78098000915 Organiser la planification générale des activités, réaliser les études et la production des statistiques du Ministère	28 119 541	33 345 504	35 569 667
78098000923 Réaliser les activités informatiques de la Direction des Stratégies, de la Planification et des Statistiques	3 530 676	4 186 846	4 466 110
78098000924 Suivre et évaluer le Plan Sectoriel de l'Education par la TASK-FORCE	22 947 060	27 211 726	29 026 766
78098000925 Suivre la gestion administrative des structures privés d'enseignement à travers la délivrance des autorisations de création, d'ouverture et d'enseigner ; élaborer et suivre les décisions et les états de paiements	5 386 876	6 388 017	6 814 102
78098001031 Mettre en œuvre le CDMT	120 470 610	142 859 845	152 388 672
78098001032 Evaluer les acquis et les compétences des élèves et suivre les réformes du système éducatif	20 020 415	23 741 172	25 324 720
78098001094 Exécuter, suivre et évaluer les projets du Ministère de l'Education Nationale (MEN) à financements extérieurs non dotés d'unité de gestion	18 433 772	21 859 655	23 317 703
78098001122 Produire l'annuaire statistique de l'Education Nationale du MENET	44 702 095	53 009 895	56 545 683

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21060 Administration Générale	**121 396 189 006**	**236 859 956 512**	**292 907 845 830**
4 Investissements	**10 410 926 471**	**11 374 512 923**	**5 880 000 000**
Trésor	***3 130 000 000***	***3 470 300 000***	***5 880 000 000***
90098090216 Mécanisme de Financement en faveur de l'Apprentissage et de l'Education des Enfants (CLEF)	3 115 000 000	3 115 000 000	5 880 000 000
78098001140 Renforcement Dispositif collecte des données statistiques	15 000 000	355 300 000	0
Financement extérieur	***7 280 926 471***	***7 904 212 923***	***0***
90098090216 Mécanisme de Financement en faveur de l'Apprentissage et de l'Education des Enfants (CLEF)	7 280 926 471	7 904 212 923	0
2106003 Information et communication	**269 769 589**	**319 905 755**	**341 243 642**
2 Biens et services	**269 769 589**	**319 905 755**	**341 243 642**
78098000749 Produire un magazine d'information sur l'école ivoirienne	39 778 485	47 171 241	50 317 588
78098000927 Réaliser les activités de communication, de documentation et d'archivage du Ministère	48 892 284	57 978 822	61 846 042
78098000928 Promouvoir le dialogue social et gérer les crises entre les membres de la communauté éducative/CCEN	12 088 021	14 334 559	15 290 681
78098001033 Réaliser, développer et piloter le système intégré d'information global du MENET	32 619 226	38 681 446	41 261 519
78098001080 Organiser le Festival National des Arts et de la Culture en Milieu Scolaire	38 670 580	45 857 432	48 916 149
78098001123 Exécuter les activités préparatoires de la rentrée scolaire (Cabinet/CPNRS)	92 720 993	109 953 015	117 286 938
90098090254 Réaliser les activités de documentation et de l'informatique du Cabinet	5 000 000	5 929 240	6 324 725
2106004 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**4 443 913 319**	**54 185 788 165**	**11 039 101 037**
1 Personnel	**1 876 835 000**	**1 908 436 739**	**1 940 038 478**
78098001081 Transférer les subventions d'équilibre personnel pour les Examens et Concours - Ministère de l'éducation Nationale	1 876 835 000	1 908 436 739	1 940 038 478
2 Biens et services	**2 517 078 319**	**2 984 872 576**	**3 183 965 139**
11091200066 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Yamoussoukro	1 464 859	1 737 102	1 852 967
14091200034 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Dimbokro	1 152 117	1 366 236	1 457 366
15091200037 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Daoukro	1 014 220	1 202 711	1 282 932
16091200029 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Bongouanou	1 000 000	1 185 848	1 264 945
17091200074 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Bouaké II	1 450 364	1 719 912	1 834 632
17091200109 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Bouaké	1 000 000	1 185 848	1 264 945
18091200053 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Katiola	1 000 000	1 185 849	1 264 945
22091200011 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Touba	1 000 000	1 185 850	1 264 946
23091200038 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région d'Odienné	1 000 000	1 185 849	1 264 944
24091200028 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Ferkessédougou	1 000 000	1 185 848	1 264 945

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21060 Administration Générale	**121 396 189 006**	**236 859 956 512**	**292 907 845 830**
25091200067 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Korhogo	1 257 846	1 491 614	1 591 105
26091200035 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Boundiali	1 000 000	1 185 848	1 264 944
27091200009 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Minignan	1 000 000	1 185 849	1 264 945
28091200025 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Bouna	1 000 000	1 185 847	1 264 945
31091200130 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Daloa	2 206 431	2 616 492	2 791 013
31098000015 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région d'Issia	1 000 000	1 185 848	1 264 944
32091200066 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Gagnoa	1 538 120	1 823 978	1 945 635
35091200073 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Bouaflé	1 498 584	1 777 094	1 895 626
35098000018 Encadrer les Intendants, superviser les acquisitions et veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Sinfra	1 000 000	1 185 848	1 264 944
36091200035 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Séguéla	1 000 000	1 185 848	1 264 944
37091200029 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Mankono	1 000 000	1 185 847	1 264 945
41091200108 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Man	1 587 854	1 882 955	2 008 546
41098000019 Encadrer les Intendants, superviser les acquisitions et veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Danané	1 000 000	1 185 848	1 264 944
42091200034 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Guiglo	1 037 225	1 229 992	1 312 031
43091200051 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Duékoué	1 203 295	1 426 925	1 522 104
51091200051 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Divo	1 582 875	1 877 049	2 002 251
55091200060 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de San-Pédro	1 238 893	1 469 141	1 567 131
56091200060 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Soubré	1 492 975	1 770 440	1 888 529
57091200031 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Sassandra	1 000 000	1 185 846	1 264 946
61091200050 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région d'Abengourou	1 202 255	1 425 691	1 520 787

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21060 Administration Générale	**121 396 189 006**	**236 859 956 512**	**292 907 845 830**
62091200068 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Bondoukou	1 449 591	1 718 993	1 833 653
71091200043 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région d'Aboisso	1 332 136	1 579 711	1 685 080
71098000025 Encadrer les Intendants, superviser les acquisitions et veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Grand-Bassam	1 000 000	1 185 848	1 264 945
76091200051 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Agboville	1 409 883	1 671 909	1 783 424
76098000018 Encadrer les Intendants, superviser les acquisitions et veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Tiassalé	1 000 000	1 185 848	1 264 944
77091200032 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Adzopé	1 245 837	1 477 374	1 575 915
78091200171 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région d'Abidjan 1	1 296 664	1 537 647	1 640 208
78091200234 Encadrer les Economes et Intendants, Superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région d'Abidjan 4	1 313 816	1 557 986	1 661 904
78091200267 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région d'Abidjan 2	1 353 292	1 604 800	1 711 839
78091200273 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région d'Abidjan 3	1 590 937	1 886 609	2 012 449
78098000750 Organiser des cérémonies de décoration des agents du ministère	649 383	770 069	821 433
78098000751 Gérer la commande publique du Ministère	20 492 952	24 301 527	25 922 453
78098000752 Réaliser les activités informatiques de la Direction des Ressources Humaines	2 748 000	3 258 711	3 476 068
78098000753 Gérer les ressources humaines du Ministère	48 016 491	56 940 264	60 738 211
78098000754 Gérer les ressources financières du ministère	147 176 247	174 528 674	186 169 827
78098000755 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire du MEN	15 000 000	17 787 722	18 974 172
78098000756 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire du MEN	30 000 000	35 575 444	37 948 344
78098000907 Superviser au plan opérationnel la mise en œuvre de la politique éducative	1 384 273	1 641 536	1 751 028
78098000916 Prendre en charge les dépenses centralisées liées structures centrales du Ministère	2 155 993 141	2 556 680 397	2 727 212 323
78098001034 Organiser les activités de la commission nationale d'affectation et mutation des agents du Ministère de l'Education Nationale	26 449 689	31 365 314	33 457 397
78098001093 Appuyer les structures responsables de la gestion des Ressources Humaines du Ministère	19 150 960	22 710 130	24 224 906
79091200030 Encadrer les Economes et Intendants, superviser les acquisitions, veiller à la régularité des dépenses des structures de la Région de Dabou 1	1 097 114	1 301 010	1 387 790
4 Investissements	50 000 000	49 292 478 850	5 915 097 420
Trésor	50 000 000	49 292 478 850	5 915 097 420
90098090286 Construction et équipement de 16 Directions Régionales de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (DRENA) en CI	50 000 000	49 292 478 850	5 915 097 420

II.2.2 Programme 2 : Enseignement préscolaire et primaire

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Enseignement préscolaire et primaire	Action 2.1: Gestion des écoles préscolaires et primaires
	Action 2.2 : Suivi pédagogique, contrôle et évaluation du préscolaire et du primaire
	Action 2.3 : Formation initiale des enseignants du préscolaire et du primaire
	Action 2.4 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du préscolaire et du primaire

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Enseignement préscolaire et primaire						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Améliorer la qualité de l'éducation préscolaire et primaire	Ratio élève-maître au primaire public	47	44,34	43,01	41,68	Effectif élève du primaire public / Effectif enseignant tenant de classe Source : Rapport d'activités DESPS
	Taux de réussite au CEPE	83,46%	86,85%	88,69%	90,54%	(Nombre d'élèves admis au CEPE / Nombre de candidats présentés) X 100 Source : Rapport d'activités DECO
	Taux de redoublement au primaire	15,8%	13,80%	12,80%	11,80%	(Nombre de redoublants dans une classe donnée au cours de l'année scolaire t+1 / Nombre des élèves inscrits dans la même classe au cours de l'année scolaire précédente) X 100 Source : Rapport d'activités DESPS
	Taux d'achèvement au primaire	85,24%	87,08%	88%	88,92%	(Effectif des nouveaux élèves inscrits au CM2 / Nombre total d'enfants âgés de 11 ans) X 100 Source : Rapport d'activités DESPS
OS2 : Améliorer l'accès à l'éducation préscolaire et primaire	Taux brut de préscolarisation	11,56%	13,29%	14,15%	15,01%	(Effectif élève dans le préscolaire / Population (âgé de 3 à 5 ans) scolarisable) X 100 Source : Rapport d'activités DESPS
	Taux net d'admission au primaire	81,72%	82,88%	83,56%	84,24%	(Effectif des nouveaux élèves de 6 ans inscrits au CP1 / Population scolarisable de 6 ans) X 100 Source : Rapport d'activités DESPS
	Taux net de scolarisation au primaire	96,46%	97,64%	97,82%	98%	(Effectif élèves de 6 à 11 ans dans le primaire / Population scolarisable de 6 à 11 ans) X 100 Source : Rapport d'activités DESPS

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
Dépenses de personnel	764 868 859 059	422 718 855 874	463 038 520 853
Dépenses en biens et services	21 007 662 618	25 290 092 741	27 259 812 730
Transferts	28 255 396 382	31 728 309 904	34 594 026 714
Investissements	35 576 000 000	29 666 918 126	22 873 600 000
Trésor	*21 576 000 000*	*18 610 000 001*	*22 873 600 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*14 000 000 000*	*11 056 918 125*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
2206101 Gestion des écoles préscolaires et primaires	**808 564 472 259**	**470 303 159 525**	**513 665 132 983**
1 Personnel	**764 789 594 688**	**422 639 591 503**	**462 959 256 482**
78098001069 Prendre en charge les salaires du personnel du préscolaire et primaire fonctionnaire	764 789 594 688	422 639 591 503	462 959 256 482
2 Biens et services	**9 294 481 189**	**11 099 635 656**	**12 026 338 940**
11091200054 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yamoussoukro - Morofê	2 729 225	3 867 685	4 190 597
11091200055 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yamoussoukro - Sinzibo	2 895 981	4 104 002	4 446 643
11091200056 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Raviart	2 120 052	3 004 404	3 255 240
11091200057 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Tiébissou	2 892 083	4 098 478	4 440 658
11091200063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Toumodi	2 887 088	4 091 399	4 432 989
11091200067 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Didiévi	2 914 668	4 130 484	4 475 336
11091200070 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Djékanou	2 500 000	3 542 842	3 838 633
11091200073 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Attiégouakro	2 500 000	3 542 842	3 838 633
11091200075 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kokoumbo	2 829 758	4 010 154	4 344 961
11091200078 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yamoussoukro - Fondation	2 893 115	4 099 941	4 442 242
11091200080 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Lomokankro	2 500 000	3 542 842	3 838 633
14091200033 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Nofou	2 500 000	3 542 842	3 838 633
14091200035 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Dimbokro	2 899 755	4 109 350	4 452 438

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
14091200036 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bocanda	2 923 788	4 143 408	4 489 339
14091200038 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de N'Zécrézessou	2 500 000	3 542 842	3 838 633
14091200039 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kouassi-Kouassikro	2 120 052	3 004 404	3 255 240
14091200041 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bengassou	2 500 000	3 542 842	3 838 633
15091200027 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de M'Bahiakro	2 828 505	4 008 378	4 343 037
15091200028 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Ettrokro	2 120 052	3 004 404	3 255 240
15091200031 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bonguéra	1 696 043	2 403 524	2 604 193
15091200035 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Prikro	2 829 800	4 010 213	4 345 025
15091200036 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Daoukro	2 922 023	4 140 907	4 486 629
15091200039 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Ouellé	2 922 208	4 141 169	4 486 914
15091200041 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bonguéra	2 120 052	3 004 404	3 255 240
16091200028 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bongouanou	2 904 602	4 116 220	4 459 880
16091200030 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de M'Batto	2 890 470	4 096 192	4 438 181
16091200034 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Arrah	2 933 789	4 157 580	4 504 696
16091200037 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Tiémélékro	2 120 052	3 004 404	3 255 240
16091200039 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Andé	2 832 737	4 014 375	4 349 535
17091200075 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Botro	2 120 052	3 004 404	3 255 240
17091200087 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bodokro	2 831 452	4 012 556	4 347 562
17091200088 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sakassou	2 911 953	4 126 636	4 471 168
17091200090 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Gonfreville	2 906 855	4 119 412	4 463 339
17091200092 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Brobo	2 832 406	4 013 907	4 349 025
17091200093 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de N'Gattakro	2 895 747	4 103 670	4 446 284
17091200095 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription d'Air France	2 829 421	4 009 678	4 344 443
17091200099 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Koko	2 881 026	4 082 808	4 423 680
17091200101 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Béoumi I	2 924 846	4 144 907	4 490 963
17091200106 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Béoumi II	2 831 880	4 013 161	4 348 219
17091200108 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bouaké Sokoura	2 500 000	3 542 842	3 838 633
17091200110 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Djèbonoua	2 120 052	3 004 404	3 255 240
17091200114 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Ayaou - Sran	2 500 000	3 542 842	3 838 633
17091200115 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Diabo	2 500 000	3 542 842	3 838 633
17091200117 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Belleville	2 913 432	4 128 732	4 473 437
18091200034 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Fronan	2 500 000	3 542 842	3 838 633
18091200043 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Dabakala	2 906 944	4 119 538	4 463 475
18091200045 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bonieredougou	2 500 000	3 542 842	3 838 633

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
18091200046 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Katiola	2 828 366	4 008 181	4 342 823
18091200047 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Tafiré	2 832 627	4 014 220	4 349 366
18091200048 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Satamassokoura	2 832 100	4 013 473	4 348 557
18091200050 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Niakara	2 828 920	4 008 967	4 343 673
22091200014 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Touba	2 873 721	4 072 456	4 412 463
22091200016 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Koro	2 120 052	3 004 404	3 255 240
23091200026 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gbéleban	2 120 052	3 004 404	3 255 240
23091200031 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Séguélon	2 120 052	3 004 404	3 255 240
23091200032 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Odienné II	2 828 496	4 008 367	4 343 022
23091200039 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Odienné I	2 829 212	4 009 380	4 344 122
23091200040 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Madinani	2 831 632	4 012 810	4 347 839
24091200027 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Ferké-Nord	2 927 380	4 148 498	4 494 855
24091200029 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Ouangolodougou	2 911 704	4 126 284	4 470 785
24091200033 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kong	2 120 052	3 004 404	3 255 240
24091200034 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Diawala	2 500 000	3 542 842	3 838 633
24091200035 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Ferkessédougou Sud	2 500 000	3 542 842	3 838 633
24091200037 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Koumbala	2 500 000	3 542 842	3 838 633
25091200051 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Dikodougou	2 120 052	3 004 404	3 255 240
25091200053 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Korhogo Sud	2 885 332	4 088 910	4 430 291
25091200056 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Mbengué	2 120 052	3 004 404	3 255 240
25091200057 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sirasso	1 696 043	2 403 524	2 604 193
25091200062 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Sinématiali	2 931 142	4 153 830	4 500 630
25091200063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Niofoin	2 500 000	3 542 842	3 838 633
25091200064 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Korhogo Nord	2 672 197	3 786 869	4 103 032
25091200066 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Korhogo Est	2 889 926	4 095 421	4 437 345
25091200072 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Napié	2 120 052	3 004 404	3 255 240
25091200073 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Korhogo Centre	2 500 000	3 542 842	3 838 633
25091200075 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sirasso	2 120 052	3 004 404	3 255 240
25091200076 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Karakoro	2 500 000	3 542 842	3 838 633
26091200029 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kouto	2 120 052	3 004 404	3 255 240
26091200032 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Gbon	2 120 052	3 004 404	3 255 240
26091200036 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Boundiali	2 920 757	4 139 113	4 484 686
26091200039 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kassere	2 500 000	3 542 842	3 838 633

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
26091200040 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kolia	2 927 424	4 148 561	4 494 921
26091200044 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tengréla	2 830 204	4 010 787	4 345 646
27091200011 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kaniasso	2 120 052	3 004 404	3 255 240
27091200012 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Minignan	2 829 421	4 009 678	4 344 443
28091200019 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Doropo	2 120 052	3 004 404	3 255 240
28091200020 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bouna	2 893 733	4 100 816	4 443 189
28091200024 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Téhini	2 120 052	3 004 404	3 255 240
28091200028 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Nassian	2 831 561	4 012 710	4 347 729
31091200086 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Gonaté	2 500 000	3 542 842	3 838 633
31091200087 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Zoukougbeu	2 900 064	4 109 788	4 452 912
31091200089 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Daloa Kennedy	2 500 000	3 542 842	3 838 633
31091200091 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bédiala	2 923 576	4 143 108	4 489 014
31091200093 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Nahio	2 500 000	3 542 842	3 838 633
31091200094 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Daloa - Labia	2 918 038	4 135 260	4 480 510
31091200103 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Issia II	2 931 686	4 154 601	4 501 466
31091200105 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Daloa Dioulabougou	2 500 000	3 542 842	3 838 633
31091200108 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Daloa Sud	2 500 000	3 542 842	3 838 633
31091200111 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Vavoua I	2 945 310	4 173 907	4 522 386
31091200112 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Issia I	2 878 861	4 079 740	4 420 355
31091200114 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Saïoua	2 876 613	4 076 555	4 416 904
31091200115 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Daloa Gbeuliville	2 937 105	4 162 280	4 509 788
31091200116 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Seitifla	2 120 052	3 004 404	3 255 240
31091200119 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Iboguhé	2 832 918	4 014 634	4 349 812
31091200121 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Vavoua II	2 869 811	4 066 916	4 406 460
31091200124 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Dania	2 120 052	3 004 404	3 255 240
31091200126 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Gadouan	2 890 277	4 095 918	4 437 884
31091200128 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Daloa Tazibouo	2 887 596	4 092 120	4 433 769
32091200054 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Gagnoa Dioulabougou	2 883 273	4 085 993	4 427 131
32091200055 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Sérihio	2 500 000	3 542 842	3 838 633
32091200057 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Galebouo	2 500 000	3 542 842	3 838 633
32091200061 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bayota	2 500 000	3 542 842	3 838 633
32091200063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Gagnoa LONACI	2 852 723	4 042 699	4 380 223
32091200065 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Guibéroua	2 907 059	4 119 701	4 463 652

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
32091200067 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Gnagbodougnoa	2 500 000	3 542 842	3 838 633
32091200068 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Diégonéfla	2 901 259	4 111 481	4 454 747
32091200076 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Oumé	2 941 175	4 168 048	4 516 036
32091200079 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Ouragahio	2 926 828	4 147 716	4 494 007
32091200082 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Dignago	2 500 000	3 542 842	3 838 633
32091200083 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Guépahio	2 500 000	3 542 842	3 838 633
35091200053 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription Zaguieta	2 500 000	3 542 842	3 838 633
35091200054 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Gohitafla	2 831 811	4 013 063	4 348 113
35091200055 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kouétinfla	2 500 000	3 542 842	3 838 633
35091200058 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bouaflé Nord	2 933 046	4 156 528	4 503 555
35091200063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bouaflé Centre	2 829 690	4 010 058	4 344 857
35091200065 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kanzra	2 120 052	3 004 404	3 255 240
35091200071 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kononfla	2 933 515	4 157 192	4 504 275
35091200076 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Sinfra	2 929 819	4 151 955	4 498 600
35091200078 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Zuenoula	2 933 431	4 157 073	4 504 145
35091200082 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bouaflé Sud	2 915 754	4 132 023	4 477 003
35091200083 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bonon	2 903 561	4 114 743	4 458 281
36091200024 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Sifié	2 120 052	3 004 404	3 255 240
36091200028 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Morondo	2 120 052	3 004 404	3 255 240
36091200030 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Massala	2 500 000	3 542 842	3 838 633
36091200031 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Séguéla	2 875 170	4 074 510	4 414 689
36091200036 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Worofla	2 500 000	3 542 842	3 838 633
36091200038 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kani	2 931 046	4 153 695	4 500 483
37091200023 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Tiéningboué	2 874 593	4 073 692	4 413 803
37091200025 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Dianra	2 120 052	3 004 404	3 255 240
37091200027 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Mankono	2 890 544	4 096 297	4 438 294
37091200030 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Sarhala	2 500 000	3 542 842	3 838 633
37091200032 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Kounahiri	2 120 052	3 004 404	3 255 240
41091200069 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Gbonné	2 834 069	4 016 265	4 351 581
41091200070 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Sipilou	2 500 000	3 542 842	3 838 633
41091200071 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Doyagouine	2 500 000	3 542 842	3 838 633
41091200082 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kouan - Houlé	2 500 000	3 542 842	3 838 633
41091200083 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Danané	2 911 814	4 126 439	4 470 954
41091200085 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Bin-Houyé	2 832 099	4 013 472	4 348 556

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
41091200087 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Sangouiné	2 831 410	4 012 496	4 347 497
41091200088 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Man Koko	2 914 578	4 130 357	4 475 198
41091200090 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Téapleu	2 500 000	3 542 842	3 838 633
41091200091 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Mahapleu	2 829 442	4 009 707	4 344 476
41091200093 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Biankouma	2 897 341	4 105 930	4 448 731
41091200095 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Logoualé	2 830 893	4 011 762	4 346 703
41091200096 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Téapleu	1 500 000	2 125 706	2 303 179
41091200099 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Zouan-Hounien	2 931 846	4 154 827	4 501 712
41091200101 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Man - Libreville	2 898 304	4 107 293	4 450 210
42091200028 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Guiglo	2 872 947	4 071 359	4 411 275
42091200035 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Guiglo 2	2 500 000	3 542 842	3 838 633
42091200036 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tai	1 289 876	1 827 932	1 980 545
42091200038 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bloléquin	2 926 133	4 146 731	4 492 941
42091200041 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Toulepleu	2 830 700	4 011 490	4 346 406
42091200042 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Taï	2 927 335	4 148 435	4 494 785
43091200052 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Guézon	2 875 651	4 075 192	4 415 428
43091200053 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Duékoué 2	2 500 000	3 542 842	3 838 633
43091200054 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Duékoué	2 892 760	4 099 437	4 441 698
43091200055 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Guehiebly	2 500 000	3 542 842	3 838 633
43091200060 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Diehouzon	2 838 874	4 023 074	4 358 957
43091200061 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Gbapleu	2 500 000	3 542 842	3 838 633
43091200063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kouibly	2 837 249	4 020 770	4 356 462
43091200064 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bangolo I	2 837 900	4 021 692	4 357 462
43091200069 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Semien	2 500 000	3 542 842	3 838 633
43091200070 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kaein	2 500 000	3 542 842	3 838 633
43091200073 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Ouaninou	2 500 000	3 542 842	3 838 633
43091200075 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Facobly	2 829 202	4 009 367	4 344 107
51091200053 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Divo municipalité	2 949 887	4 180 394	4 529 414
51091200055 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Divo Plateau	2 891 635	4 097 843	4 439 969
51091200060 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Lakota-Commerce	2 830 943	4 011 833	4 346 781
51091200070 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Ogoudou	2 500 000	3 542 842	3 838 633
51091200073 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Guitry	2 882 578	4 085 008	4 426 063
51091200074 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Hiré	2 920 015	4 138 062	4 483 546
51091200075 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Niambezaria	2 120 052	3 004 404	3 255 240

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
51091200076 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Zikisso	2 832 088	4 013 457	4 348 538
51091200078 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Divo III	2 899 018	4 108 306	4 451 306
51091200079 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Lakota II	2 900 505	4 110 414	4 453 589
55091200043 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Tabou	2 934 408	4 158 458	4 505 646
55091200046 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Gabiagui	2 907 536	4 120 377	4 464 385
55091200052 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de San-Pédro Bardot	2 500 000	3 542 842	3 838 633
55091200053 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Grabo	2 831 966	4 013 284	4 348 352
55091200056 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de San-Pédro Seweke	2 883 433	4 086 219	4 427 378
55091200057 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Dogbo	2 500 000	3 542 842	3 838 633
55091200059 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Grand-Béréby	2 887 499	4 091 982	4 433 620
55091200061 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Doba	2 120 052	3 004 404	3 255 240
55091200067 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de zone industrielle	2 500 000	3 542 842	3 838 633
56091200051 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Grand-Zatry	2 926 372	4 147 070	4 493 306
56091200052 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Méagui	2 930 216	4 152 518	4 499 210
56091200055 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Oupoyo	1 500 000	2 125 706	2 303 179
56091200056 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Soubré I	2 951 915	4 183 268	4 532 526
56091200057 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Oupoyo	2 500 000	3 542 842	3 838 633
56091200059 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Soubré II	2 860 737	4 054 057	4 392 527
56091200061 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Guéyo	2 829 454	4 009 723	4 344 494
56091200063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Buyo 2	2 500 000	3 542 842	3 838 633
56091200064 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Mayo	2 500 000	3 542 842	3 838 633
56091200066 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Okrouyo	2 913 225	4 128 439	4 473 120
56091200071 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Buyo	2 888 868	4 093 922	4 435 720
57091200023 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Fresco	2 933 028	4 156 502	4 503 526
57091200027 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Sago	2 120 052	3 004 404	3 255 240
57091200030 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Dakpadou	2 500 000	3 542 842	3 838 633
57091200033 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Sassandra	2 765 551	3 919 166	4 246 373
57091200034 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Lobakuya	2 500 000	3 542 842	3 838 633
61091200043 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Agnibilékro	2 878 460	4 079 173	4 419 740
61091200046 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Abengourou Indenié	2 889 845	4 095 307	4 437 221
61091200048 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Amélékia	2 500 000	3 542 842	3 838 633
61091200052 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Tanguelan	2 120 052	3 004 404	3 255 240
61091200056 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Abengourou Centre	2 876 042	4 075 746	4 416 027
61091200059 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bétié	2 923 224	4 142 609	4 488 473

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
61091200061 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Niablé	2 120 052	3 004 404	3 255 240
61091200062 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yakassé - Féyassé	2 500 000	3 542 842	3 838 633
61091200065 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Zaranou	2 120 052	3 004 404	3 255 240
62091200069 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Laoudiba	2 120 052	3 004 404	3 255 240
62091200070 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Tanda	2 903 177	4 114 199	4 457 691
62091200071 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Sorobango	2 500 000	3 542 842	3 838 633
62091200074 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Tiédio	2 500 000	3 542 842	3 838 633
62091200075 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Transua	2 831 055	4 011 993	4 346 952
62091200081 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bondoukou I	2 875 375	4 074 801	4 415 004
62091200082 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Tankessé	2 829 774	4 010 178	4 344 985
62091200085 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Assuéfry	2 833 199	4 015 030	4 350 243
62091200087 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Koun-Fao	2 832 357	4 013 837	4 348 951
62091200089 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Kouassi Datékro	2 832 747	4 014 391	4 349 549
62091200098 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Tabagne	2 120 052	3 004 404	3 255 240
62091200102 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Sandégué	2 832 943	4 014 669	4 349 852
62091200105 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Taoudi	2 500 000	3 542 842	3 838 633
62091200106 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bondoukou II	2 699 587	3 825 684	4 145 089
71091200044 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bonoua	2 893 486	4 100 466	4 442 812
71091200046 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Ayamé	2 829 840	4 010 271	4 345 086
71091200057 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Grand-Bassam	2 829 497	4 009 785	4 344 560
71091200059 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Aboisso	2 906 365	4 118 718	4 462 587
71091200063 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Adiaké	2 933 210	4 156 761	4 503 807
71091200064 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Tiapoum	2 831 106	4 012 065	4 347 030
71091200065 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Maféré	2 925 232	4 145 454	4 491 558
76091200053 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Sikensi	2 933 878	4 157 708	4 504 832
76091200056 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de N'douci	2 500 000	3 542 842	3 838 633
76091200057 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Agboville III	2 904 625	4 116 253	4 459 916
76091200064 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Rubino	2 500 000	3 542 842	3 838 633
76091200065 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Grand Morie	2 500 000	3 542 842	3 838 633
76091200068 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Azaguié	2 500 000	3 542 842	3 838 633
76091200073 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Agboville I	2 904 971	4 116 743	4 460 447
76091200074 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Taabo	2 831 535	4 012 673	4 347 690
76091200078 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Tiassalé II	2 908 138	4 121 229	4 465 310
76091200079 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Tiassalé I	2 907 816	4 120 774	4 464 814

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
76091200080 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Agboville II	2 932 956	4 156 400	4 503 416
77091200033 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yakassé Attobrou	2 829 101	4 009 223	4 343 952
77091200035 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Akoupé	2 879 307	4 080 373	4 421 041
77091200042 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Adzopé I	2 884 970	4 088 398	4 429 737
77091200044 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Agou	2 500 000	3 542 842	3 838 633
77091200047 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Alépé	2 886 853	4 091 067	4 432 627
77091200048 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription d'Adzopé II	2 829 239	4 009 420	4 344 163
77091200050 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Aboisso Comoé	2 500 000	3 542 842	3 838 633
78091200172 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Port-Bouët	2 910 159	4 124 095	4 468 413
78091200173 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yopougon Ananeraie	2 930 152	4 152 426	4 499 111
78091200174 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yopougon SIPOREX	2 829 080	4 009 194	4 343 920
78091200175 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Biétry	2 832 804	4 014 471	4 349 637
78091200177 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Abobo Agnissankoi	2 919 190	4 136 891	4 482 279
78091200178 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yopougon - Kouté	2 831 076	4 012 022	4 346 985
78091200180 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Koumassi SICOGI	2 887 169	4 091 515	4 433 112
78091200188 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Adjamé-Municipalité	2 832 219	4 013 643	4 348 739
78091200189 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Anonkoua-Kouté	2 500 000	3 542 842	3 838 633
78091200202 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Cocody Akouedo	2 500 000	3 542 842	3 838 633
78091200203 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Attecoubé	2 879 019	4 079 964	4 420 598
78091200205 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Abobo Avocatier	2 914 399	4 130 102	4 474 923
78091200206 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Anyama I	2 911 919	4 126 587	4 471 114
78091200208 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Abobo Banco	2 500 000	3 542 842	3 838 633
78091200209 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yopougon Andokoi	2 877 081	4 077 218	4 417 621
78091200214 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yopougon GESCO	2 500 000	3 542 842	3 838 633
78091200217 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yopougon Centre	2 500 000	3 542 842	3 838 633
78091200221 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yopougon SELMER	2 914 694	4 130 520	4 475 377
78091200222 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yopougon Maroc	2 832 520	4 014 069	4 349 202
78091200223 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon SELMER	1 375 438	1 949 183	2 111 920
78091200225 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Vridi	2 830 784	4 011 609	4 346 537
78091200226 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Cocody-Blockhauss	2 893 307	4 100 211	4 442 537
78091200228 Exécuter le programme d'installation, d'extension et de suivi des cantines scolaires	6 107 915	8 655 752	9 378 416
78091200231 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Koumassi Remblais	2 927 067	4 148 054	4 494 374
78091200237 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Abobo Houantoue	2 830 417	4 011 088	4 345 972
78091200239 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Bingerville	2 925 182	4 145 383	4 491 481

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
78091200241 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Cocody-deux Plateaux	2 900 697	4 110 685	4 453 883
78091200242 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Adjamé 220 Logements	2 896 117	4 104 194	4 446 851
78091200245 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Songon	2 828 355	4 008 167	4 342 807
78091200246 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yopougon Toit Rouge	2 927 898	4 149 232	4 495 650
78091200247 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Marcory	2 828 588	4 008 496	4 343 163
78091200250 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Anyama II	2 926 634	4 147 441	4 493 709
78091200252 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Abobo Agbekoi	2 926 008	4 146 555	4 492 748
78091200253 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yopougon Niangon	2 833 019	4 014 776	4 349 967
78091200257 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription du Plateau	2 836 445	4 019 631	4 355 227
78091200259 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Yopougon SIDECI	2 500 000	3 542 842	3 838 633
78091200265 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Treichville	2 934 145	4 158 085	4 505 243
78091200268 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Koumassi Prodomo	2 500 000	3 542 842	3 838 633
78091200269 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Dokui	2 931 309	4 154 067	4 500 887
78091200275 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription Cocody Attoban	2 500 000	3 542 842	3 838 633
78092100029 Promouvoir l'enseignement des langues maternelles à l'école primaire	21 099 566	29 900 974	32 397 394
78098000773 Acquérir et distribuer les kits scolaires	8 462 044 369	9 919 958 694	10 748 171 271
79091200032 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Grand-Lahou	2 898 461	4 107 516	4 450 451
79091200033 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Ebounou	2 500 000	3 542 842	3 838 633
79091200037 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Jacqueville	2 829 299	4 009 503	4 344 256
79091200040 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grand-Lahou	1 485 332	2 104 919	2 280 657
79091200041 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaires Publiques de la circonscription de Dabou II	2 907 516	4 120 349	4 464 355
79091200043 Réaliser les activités pédagogiques des Ecoles Préscolaires et Primaire Publiques de la circonscription de Dabou I	2 903 160	4 114 175	4 457 666
3 Transferts	22 180 396 382	24 263 932 366	26 379 537 561
78091200278 Appuyer le Groupe Scolaire Children Of Africa d'Abobo	120 525 000	148 089 564	162 971 408
78098000976 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les subventions des Etablissements d'Enseignement Primaire Privé Laïc	1 625 000 000	1 932 002 575	2 210 218 244
78098001070 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les subventions des Etablissements d'Enseignement Primaire Privé Confessionnel	7 724 493 000	9 183 840 227	10 506 347 909
90091200003 Appuyer les COGES du Primaire	12 710 378 382	13 000 000 000	13 500 000 000
4 Investissements	**12 300 000 000**	**12 300 000 000**	**12 300 000 000**
Trésor	***12 300 000 000***	***12 300 000 000***	***12 300 000 000***
78091200190 Programme Intégré de Pérennisation des Cantines Scolaires/PAM-CI	12 300 000 000	12 300 000 000	12 300 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
2206102 Suivi pédagogique, contrôle et évaluation du préscolaire et du primaire	**1 103 026 867**	**1 391 652 465**	**1 473 517 697**
2 Biens et services	**1 103 026 867**	**1 391 652 465**	**1 473 517 697**
11091200059 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Didiévi	1 375 626	1 949 452	2 112 209
11091200060 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Djékanou	1 500 000	2 125 706	2 303 179
11091200061 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Raviart	1 696 043	2 403 524	2 604 193
11091200062 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Lomokankro	1 500 000	2 125 706	2 303 179
11091200065 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiébissou	1 528 509	2 166 108	2 346 955
11091200071 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Attiégouakro	1 500 000	2 125 706	2 303 179
11091200074 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yamoussoukro - Fondation	1 521 528	2 156 213	2 336 234
11091200076 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Toumodi	1 562 332	2 214 038	2 398 886
11091200079 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yamoussoukro - Morofê	1 318 163	1 868 018	2 023 978
11091200082 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yamoussoukro -Sinzibo	1 502 127	2 128 720	2 306 445
11091200083 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kokoumbo	1 167 512	1 654 524	1 792 659
14091200028 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de N'Zécrézessou	1 500 000	2 125 706	2 303 179
14091200029 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Nofou	1 500 000	2 125 706	2 303 179
14091200030 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bocanda	1 737 336	2 462 043	2 667 599
14091200031 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouassi-Kouassikro	1 696 043	2 403 524	2 604 193
14091200032 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bengassou	1 500 000	2 125 706	2 303 179
14091200040 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dimbokro	1 476 584	2 092 522	2 267 224
15091200029 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Prikro	1 165 373	1 651 494	1 789 376
15091200030 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daoukro	1 325 841	1 878 899	2 035 767
15091200032 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de M'Bahiakro	1 232 511	1 746 636	1 892 464
15091200033 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouelle	1 324 586	1 877 119	2 033 839
15091200034 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ettrokro	1 696 043	2 403 524	2 604 193
16091200026 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bongouanou	1 443 784	2 046 039	2 216 864
16091200027 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de M'Batto	1 539 442	2 181 600	2 363 742
16091200031 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Andé	1 012 769	1 435 232	1 555 059
16091200033 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiémélékro	1 696 043	2 403 524	2 604 193
16091200035 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Arrah	1 246 187	1 766 016	1 913 462
17091200080 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Belleville Bouaké	1 384 000	1 961 319	2 125 067
17091200081 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Djébonoua	1 696 043	2 403 524	2 604 193
17091200083 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Brobo	1 030 075	1 459 756	1 581 633
17091200084 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Diabo	1 500 000	2 125 706	2 303 179
17091200085 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sakassou	1 394 003	1 975 492	2 140 427

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
17091200086 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bouake Sokoura	1 500 000	2 125 706	2 303 179
17091200096 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de N'Gattakro Bouaké	1 503 712	2 130 965	2 308 880
17091200098 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ayaou-Sran	1 500 000	2 125 706	2 303 179
17091200103 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Beoumi 2	1 057 433	1 498 528	1 623 636
17091200105 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koko Bouaké	1 866 288	2 644 786	2 865 597
17091200107 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Botro	1 696 043	2 403 524	2 604 193
17091200111 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gonfreville Bouaké	1 790 401	2 537 244	2 749 078
17091200112 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Béoumi 1	1 306 719	1 851 801	2 006 405
17091200113 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bodokro	1 079 487	1 529 784	1 657 504
17091200116 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Air-France Bouake	1 184 961	1 679 252	1 819 452
17098000016 Produire des documents pour les activités pédagogiques des enseignants des IEPP	6 854 330	9 713 523	10 524 502
18091200038 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Fronan	1 500 000	2 125 706	2 303 179
18091200039 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Niakara	1 210 968	1 716 108	1 859 386
18091200044 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Satama-Sokoura	1 045 895	1 482 177	1 605 923
18091200049 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tafiré	1 018 582	1 443 469	1 563 983
18091200051 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dabakala	1 427 919	2 023 557	2 192 503
18091200052 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Boniérédougou	1 500 000	2 125 706	2 303 179
18091200054 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Katiola	1 239 769	1 756 922	1 903 606
22091200012 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Touba	1 652 824	2 342 278	2 537 832
22091200015 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koro	1 696 043	2 403 524	2 604 193
23091200028 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gbéléban	1 696 043	2 403 524	2 604 193
23091200029 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Odienné 1	1 195 849	1 694 681	1 836 168
23091200035 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Madinani	1 070 227	1 516 657	1 643 284
23091200036 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Odienné 2	1 232 976	1 747 295	1 893 176
23091200037 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Séguélon	1 696 043	2 403 524	2 604 193
24091200024 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koumbala	1 500 000	2 125 706	2 303 179
24091200025 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Diawala	1 500 000	2 125 706	2 303 179
24091200026 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouangolo	1 395 680	1 977 869	2 143 001
24091200030 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kong	1 696 043	2 403 524	2 604 193
24091200031 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ferké Sud	1 500 000	2 125 706	2 303 179
24091200032 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ferké Nord	1 730 106	2 451 796	2 656 495
25091200055 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dikodougou	1 696 043	2 403 524	2 604 193
25091200058 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de M'Bengué	1 696 043	2 403 524	2 604 193
25091200060 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Niofoin	1 500 000	2 125 706	2 303 179

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
25091200065 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Korhogo Sud	1 853 633	2 626 852	2 846 166
25091200068 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Korhogo Nord	2 089 568	2 961 205	3 208 435
25091200069 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Napié	1 696 043	2 403 524	2 604 193
25091200070 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Korhogo Est	1 543 116	2 186 807	2 369 382
25091200071 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Karakoro	1 500 000	2 125 705	2 303 179
25091200074 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Korhogo Centre	1 500 000	2 125 705	2 303 179
25091200077 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sinematiali	1 264 100	1 791 402	1 940 967
26091200033 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gbon	1 696 043	2 403 524	2 604 193
26091200034 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Boundiali	1 334 402	1 891 030	2 048 911
26091200038 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouto	1 696 043	2 403 524	2 604 193
26091200041 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tengrela	1 144 345	1 621 692	1 757 090
26091200042 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kolia	1 289 273	1 827 075	1 979 616
26091200043 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kasséré	1 500 000	2 125 706	2 303 179
27091200013 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Minignan	1 184 961	1 679 252	1 819 452
27091200014 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kaniasso	1 696 043	2 403 524	2 604 193
28091200021 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bouna	1 517 342	2 150 281	2 329 807
28091200022 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tehini	1 696 043	2 403 524	2 604 193
28091200023 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Nassian	1 073 949	1 521 932	1 648 998
28091200027 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de doropo	1 696 043	2 403 524	2 604 193
31091200096 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Seitifla	1 696 043	2 403 524	2 604 193
31091200097 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gadouan	1 540 745	2 183 447	2 365 743
31091200099 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Saioua	1 633 238	2 314 521	2 507 760
31091200100 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa Kennedy	1 500 000	2 125 706	2 303 179
31091200102 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Vavoua 1	1 677 438	2 377 159	2 575 628
31091200106 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa Dioulabougou	1 500 000	2 125 706	2 303 179
31091200107 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa Tazibouo	1 558 889	2 209 159	2 393 601
31091200109 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dania	1 696 043	2 403 524	2 604 193
31091200110 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa Sud	1 500 000	2 125 706	2 303 179
31091200113 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zoukougbeu	1 474 491	2 089 556	2 264 013
31091200117 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gonaté	1 500 000	2 125 706	2 303 179
31091200118 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Nahio	1 500 000	2 125 706	2 303 179
31091200122 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Issia 2	1 260 428	1 786 200	1 935 328
31091200123 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bédiala	1 315 326	1 863 996	2 019 623
31091200127 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa Gbeuliville	1 701 540	2 411 316	2 612 635

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
31091200131 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Iboguhé	1 003 459	1 422 039	1 540 764
31091200132 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Issia 1	1 618 025	2 292 965	2 484 401
31091200133 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Vavoua 2	1 899 228	2 691 466	2 916 175
31091200136 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Daloa - Labia	1 757 558	2 490 701	2 698 650
32091200058 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guiberoua	1 427 130	2 022 440	2 191 291
32091200059 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bayota	1 500 000	2 125 706	2 303 179
32091200060 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Diégonefla	1 466 396	2 078 083	2 251 582
32091200070 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guépahio	1 500 000	2 125 706	2 303 179
32091200071 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Galébouo	1 500 000	2 125 706	2 303 179
32091200072 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouragahio	1 731 736	2 454 108	2 659 000
32091200073 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gagnoa Dioulabougou	1 588 156	2 250 636	2 438 540
32091200074 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dignago	1 500 000	2 125 706	2 303 179
32091200075 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gnagbodougnoa	1 500 000	2 125 706	2 303 179
32091200078 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sérihio	1 500 000	2 125 706	2 303 179
32091200080 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Oumé	1 689 583	2 394 370	2 594 277
32091200081 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gagnoa LONACI	1 949 430	2 762 611	2 993 259
35091200056 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kanzra	1 696 043	2 403 524	2 604 193
35091200057 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zaguiéta	1 500 000	2 125 706	2 303 179
35091200059 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bonon	1 450 812	2 055 999	2 227 652
35091200060 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gohitafla	1 061 013	1 503 600	1 629 137
35091200061 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sinfra	1 722 939	2 441 639	2 645 493
35091200062 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bouaflé Nord	1 251 215	1 773 145	1 921 181
35091200070 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bouaflé Sud	1 368 272	1 939 029	2 100 916
35091200072 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouétinfla	1 500 000	2 125 706	2 303 179
35091200075 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zuénoula	1 712 334	2 426 613	2 629 209
35091200080 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kononfla	1 248 050	1 768 658	1 916 320
35091200081 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bouaflé Centre	1 171 000	1 659 467	1 798 016
36091200025 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Morondo	1 696 043	2 403 524	2 604 193
36091200026 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kani	1 264 754	1 792 328	1 941 971
36091200027 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Worofla	1 500 000	2 125 706	2 303 179
36091200029 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Massala	1 500 000	2 125 706	2 303 179
36091200033 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sifié	1 696 043	2 403 524	2 604 193
36091200037 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Séguéla	1 643 010	2 328 372	2 522 762
37091200021 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sarhala	1 500 000	2 125 706	2 303 179

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
37091200022 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kounahiri	1 696 043	2 403 524	2 604 193
37091200024 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Mankono	1 538 929	2 180 873	2 362 954
37091200028 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dianra	1 696 043	2 403 524	2 604 193
37091200033 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tieningboué	1 646 918	2 333 909	2 528 765
41091200072 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sangouiné	1 081 768	1 533 014	1 661 004
41091200073 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gbonné	943 848	1 337 562	1 449 235
41091200076 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Danané	1 775 841	2 516 610	2 726 722
41091200078 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Man Koko	1 376 228	1 950 304	2 113 133
41091200079 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Logoualé	1 108 611	1 571 053	1 702 222
41091200080 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Man-Libreville	1 486 402	2 106 435	2 282 302
41091200084 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouan-Houlé	1 500 000	2 125 706	2 303 179
41091200086 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Mahapleu	1 183 935	1 677 800	1 817 877
41091200097 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Man (Doyagouiné)	1 500 000	2 125 706	2 303 179
41091200100 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zouan-Hounien	1 716 985	2 433 203	2 636 350
41091200103 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bin-Houyé	1 042 357	1 477 162	1 600 490
41091200104 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sipilou	1 500 000	2 125 706	2 303 179
41091200105 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Biankouma	1 492 917	2 115 667	2 292 303
42091200032 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Toulépleu	1 118 616	1 585 232	1 717 581
42091200037 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guiglo 2	1 500 000	2 125 706	2 303 179
42091200039 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guiglo	1 890 018	2 678 416	2 902 035
42091200040 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bloléquin	1 298 019	1 839 471	1 993 047
43091200056 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kaein	1 500 000	2 125 706	2 303 179
43091200057 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guezon	1 639 751	2 323 752	2 517 759
43091200058 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sémien	1 500 000	2 125 706	2 303 179
43091200062 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gbapleu	1 500 000	2 125 706	2 303 179
43091200066 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Duékoué	1 831 811	2 595 927	2 812 661
43091200067 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouibly	778 740	1 103 580	1 195 719
43091200071 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Diéhouzon	694 248	983 846	1 065 986
43091200072 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guéhiebly	1 500 000	2 125 706	2 303 179
43091200074 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Duékoué 2	1 500 000	2 125 706	2 303 179
43091200078 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Facobly	1 196 405	1 695 470	1 837 024
43091200080 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bangolo 1	1 992 979	2 824 325	3 060 125
43091200081 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ouaninou	1 500 000	2 125 706	2 303 179
51091200057 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Niambezaria	1 696 043	2 403 524	2 604 193

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
51091200058 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Lakota 2	1 809 063	2 563 690	2 777 731
51091200059 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guitry	1 592 852	2 257 290	2 445 751
51091200061 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Divo 3	1 481 563	2 099 577	2 274 870
51091200062 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zikisso	1 046 639	1 483 232	1 607 064
51091200066 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Lakota - Commerce	1 106 006	1 567 363	1 698 221
51091200067 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ogoudou	1 500 000	2 125 706	2 303 179
51091200068 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Hiré	1 339 425	1 898 149	2 056 625
51091200069 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Divo Plateau	1 531 532	2 170 390	2 351 594
51091200071 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Divo Municipalité	1 663 992	2 358 106	2 554 982
55091200048 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de San-Pédro Sewéké	1 859 216	2 634 763	2 854 738
55091200049 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grand-Béréby	1 559 543	2 210 086	2 394 605
55091200051 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Gabiadji	1 788 403	2 534 411	2 746 007
55091200055 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dogbo	1 500 000	2 125 706	2 303 179
55091200058 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tabou	1 242 002	1 760 086	1 907 036
55091200062 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Doba	1 696 043	2 403 524	2 604 193
55091200063 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zone Industrielle	1 500 000	2 125 706	2 303 179
55091200064 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de San-Pédro Bardot	1 500 000	2 125 706	2 303 179
55091200066 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grabo	1 052 919	1 492 131	1 616 707
56091200053 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Buyo 2	1 500 000	2 125 706	2 303 179
56091200054 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Soubré 1	1 658 039	2 349 667	2 545 840
56091200062 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Mayo	1 500 000	2 125 706	2 303 179
56091200065 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Guéyo	1 183 239	1 676 811	1 816 806
56091200067 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Soubré 2	1 925 888	2 729 248	2 957 110
56091200069 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Meagui	1 721 780	2 439 998	2 643 713
56091200072 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Buyo	1 550 284	2 196 965	2 380 387
56091200075 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grand-Zatry	1 296 389	1 837 159	1 990 546
56091200076 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Okrouyo	1 385 395	1 963 295	2 127 209
57091200024 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sago	1 696 043	2 403 524	2 604 193
57091200025 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Fresco	1 251 349	1 773 332	1 921 388
57091200028 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Lobakuya	1 500 000	2 125 706	2 303 179
57091200029 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dakpadou	1 500 000	2 125 706	2 303 179
57091200032 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sassandra	2 162 566	3 064 651	3 320 518
61091200044 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Niablé	1 696 043	2 403 524	2 604 193
61091200045 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yakassé-Feyassé	1 500 000	2 125 706	2 303 179

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
61091200047 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bettié	1 317 700	1 867 361	2 023 267
61091200049 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Zaranou (Ebilassokro,Zaranou)	1 696 043	2 403 524	2 604 193
61091200051 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Amélékia	1 500 000	2 125 706	2 303 179
61091200053 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abengourou Centre	1 637 100	2 319 996	2 513 691
61091200054 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tanguelan	1 696 043	2 403 524	2 604 193
61091200055 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abengourou Indenié	1 543 676	2 187 602	2 370 241
61091200060 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agninibilékrou	1 620 724	2 296 790	2 488 547
62091200072 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koun-Fao	1 032 681	1 463 450	1 585 633
62091200073 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Taoudi	1 500 000	2 125 706	2 303 179
62091200076 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiédio	1 500 000	2 125 706	2 303 179
62091200077 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Transua	1 100 284	1 559 253	1 689 433
62091200078 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sandégué	1 002 252	1 420 330	1 538 911
62091200083 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Assuéfry	988 991	1 401 534	1 518 549
62091200084 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sorobango	1 500 000	2 125 706	2 303 179
62091200086 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tabagne	1 696 043	2 403 524	2 604 193
62091200090 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tanda	1 453 416	2 059 690	2 231 651
62091200091 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tankessé	1 166 676	1 653 340	1 791 376
62091200092 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bondoukou 1	1 641 614	2 326 391	2 520 625
62091200096 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bondoukou 2	1 852 004	2 624 544	2 843 665
62091200099 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Kouassi-Datékro	1 012 301	1 434 568	1 554 340
62091200100 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Laoudiba	1 696 043	2 403 524	2 604 193
71091200045 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bonoua	1 519 018	2 152 657	2 332 380
71091200047 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Aboisso	1 431 828	2 029 094	2 198 505
71091200049 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiapoum	1 097 538	1 555 362	1 685 219
71091200051 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adiaké	1 250 098	1 771 560	1 919 466
71091200055 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ayamé	1 163 233	1 648 461	1 786 088
71091200060 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Maféré	1 304 115	1 848 110	2 002 407
71091200066 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grand-Bassam	1 181 100	1 673 781	1 813 524
76091200058 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiassalé	1 419 825	2 012 086	2 180 075
76091200059 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Rubino	1 500 000	2 125 706	2 303 179
76091200060 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Grand Morié	1 500 000	2 125 706	2 303 179
76091200061 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Tiassalé 1	1 422 012	2 015 185	2 183 433
76091200066 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Azaguié	1 500 000	2 125 706	2 303 179
76091200067 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agboville 1	1 441 273	2 042 482	2 213 007

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
76091200069 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de N'Douci	1 500 000	2 125 706	2 303 179
76091200070 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Sikensi	1 245 584	1 765 165	1 912 535
76091200071 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Taabo	1 075 250	1 523 777	1 650 996
76091200076 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agboville 2	1 713 728	2 428 587	2 631 348
76091200077 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agboville 3	1 443 599	2 045 779	2 216 578
77091200036 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Agou	1 500 000	2 125 706	2 303 179
77091200039 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adzopé 2	1 194 406	1 692 636	1 833 954
77091200040 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Aboisso Comoé	1 500 000	2 125 706	2 303 179
77091200041 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Akoupé	1 615 000	2 288 676	2 479 757
77091200043 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yakassé Attobrou	1 201 616	1 702 854	1 845 027
77091200046 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adzopé 1	1 576 663	2 234 348	2 420 891
77091200049 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Alépé	1 563 916	2 216 282	2 401 319
78091200183 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Songon	1 240 279	1 757 644	1 904 390
78091200184 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Anyama 2	1 294 623	1 834 658	1 987 832
78091200185 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo Agbékoi	1 298 856	1 840 656	1 994 332
78091200186 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Port-Bouët	1 406 144	1 992 699	2 159 069
78091200187 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo Plateau Dokui	1 262 985	1 789 824	1 939 253
78091200191 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Marcory	1 228 230	1 740 570	1 885 888
78091200192 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo Houantoué	1 133 225	1 605 934	1 740 015
78091200193 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Anyama 1	1 394 235	1 975 821	2 140 782
78091200194 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon SIPOREX	1 202 687	1 704 372	1 846 670
78091200196 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Cocody-Blockhauss	1 520 228	2 154 371	2 334 237
78091200197 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon SIDECI	1 500 000	2 125 706	2 303 179
78091200198 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Cocody Akouedo	1 500 000	2 125 706	2 303 179
78091200199 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Vridi	1 114 333	1 579 163	1 711 006
78091200200 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Cocody-Deux Plateaux	1 470 212	2 083 493	2 257 441
78091200201 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo Agnissankoi	1 345 009	1 906 060	2 065 198
78091200211 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koumassi Remblais	1 291 693	1 830 507	1 983 333
78091200212 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Attécoubé	1 616 953	2 291 444	2 482 755
78091200215 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon Toit Rouge	1 286 061	1 822 523	1 974 686
78091200216 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon Andokoi	1 630 075	2 310 039	2 502 904
78091200218 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo Banco	1 500 000	2 125 706	2 303 179
78091200219 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Abobo Avocatier	1 377 438	1 952 017	2 114 991
78091200229 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Plateau	820 430	1 162 662	1 259 730

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
78091200230 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Treichville	1 243 768	1 762 588	1 909 747
78091200232 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Cocody Attoban	1 500 000	2 125 706	2 303 179
78091200233 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon Centre	1 500 000	2 125 706	2 303 179
78091200235 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Biétry	1 009 509	1 430 611	1 550 054
78091200243 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koumassi Prodomo	1 500 000	2 125 706	2 303 179
78091200248 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon Kouté	1 099 122	1 557 606	1 687 649
78091200249 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Koumassi SICOGI	1 561 777	2 213 252	2 398 035
78091200256 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon-GESCO	1 500 000	2 125 706	2 303 179
78091200258 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon Ananeraie	1 270 801	1 800 899	1 951 257
78091200262 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon - Maroc	1 024 167	1 451 386	1 572 560
78091200263 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adjamé 220 Logements	1 501 199	2 127 404	2 305 020
78091200266 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Bingerville	1 304 440	1 848 571	2 002 907
78091200271 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Yopougon Niangon	998 387	1 414 851	1 532 975
78091200272 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Adjamé- Municipalité	1 039 703	1 473 403	1 596 416
78091200274 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Anonkoua Kouté	1 500 000	2 125 706	2 303 179
78098000941 Contrôler les services et structures de l'Enseignement Préscolaire et Primaire	15 552 160	22 039 541	23 879 611
78098001045 Inspecter, suivre et évaluer les activités des COGES installés dans les établissements préscolaires et primaires	58 471 205	58 471 205	58 471 205
78098001082 Prendre en charge les dépenses centralisées liées à l'enseignement préscolaire et primaire	604 072 684	708 956 557	738 705 656
79091200034 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dabou 2	1 424 058	2 018 084	2 186 574
79091200035 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Ebounou	1 500 000	2 125 706	2 303 179
79091200038 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Dabou 1	1 453 507	2 059 817	2 231 791
79091200039 Superviser, contrôler et évaluer les activités de l'IEPP de Jacqueville	1 191 336	1 688 286	1 829 240
2206103 Formation initiale des enseignants du préscolaire et du primaire	**8 433 294 562**	**10 269 730 742**	**11 146 645 380**
2 Biens et services	**2 358 294 562**	**2 805 353 204**	**2 932 156 227**
11091200068 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de Yamoussoukro	394 484 381	398 995 460	400 274 975
17091200082 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de 2 Bouaké (ENI)	30 579 211	43 334 929	46 952 942
17091200104 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de 1 Bouaké	25 505 735	36 145 118	39 162 860
18091200041 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de Katiola	17 897 872	25 363 735	27 481 342
23091200027 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de Odienné	397 790 728	399 141 758	399 524 962
25091200054 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de Korhogo	59 471 584	84 279 380	91 315 822
31091200101 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de Daloa	37 354 055	52 935 812	57 355 396
32091200077 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de Gagnoa	61 267 577	86 824 547	94 073 486
41091200077 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de Man	22 977 986	32 562 954	35 281 618
55091200050 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de San-Pédro	21 668 241	30 706 864	33 270 566

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22061 Enseignement préscolaire et primaire	**849 707 918 059**	**509 404 176 645**	**547 765 960 297**
61091200057 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de Abengourou	63 241 499	89 621 865	97 104 350
62091200101 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de Bondoukou	21 668 241	30 706 864	33 270 566
71091200048 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de Aboisso	52 821 731	74 855 628	81 105 288
71091200054 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de Grand-Bassam	180 565 229	255 885 659	277 249 431
78091200195 Produire et actualiser les ouvrages scolaires à travers des activités réalisées par le CNFP	7 516 341	10 651 684	11 540 989
78091200270 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de Abidjan (Cocody)	510 447 842	511 326 449	511 575 656
78098000775 Prendre en charge les dépenses centralisées liées au CAFOP	376 689 623	533 820 787	578 389 227
79091200044 Réaliser la formation initiale et l'encadrement des élèves instituteurs du CAFOP de Dabou	76 346 686	108 193 711	117 226 751
3 Transferts	**6 075 000 000**	**7 464 377 538**	**8 214 489 153**
78098000776 Prendre en charge les pécules des stagiaires des CAFOP	6 075 000 000	7 464 377 538	8 214 489 153
2206104 Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du préscolaire et du primaire	**31 607 124 371**	**27 439 633 913**	**21 480 664 237**
1 Personnel	**79 264 371**	**79 264 371**	**79 264 371**
78091200244 Assurer les Charges salariales Service-Programme Alimentaire Mondial (PAM)	79 264 371	79 264 371	79 264 371
2 Biens et services	**8 251 860 000**	**9 993 451 416**	**10 827 799 866**
78098000865 Acquérir et distribuer des Manuels Scolaires aux élèves du primaire public	6 551 860 000	7 867 745 982	8 524 620 308
78098000866 Equiper les Inspections de l'Enseignement Primaire et Préscolaire, et les Ecoles Primaires Publiques en Mallettes Pédagogiques et Matériels Techniques	1 700 000 000	2 125 705 434	2 303 179 558
4 Investissements	**23 276 000 000**	**17 366 918 126**	**10 573 600 000**
Trésor	***9 276 000 000***	***6 310 000 001***	***10 573 600 000***
90098090285 Construction et équipement de 6 entrepôts pour le MENA	100 000 000	3 200 000 000	6 400 000 000
90091200007 Projet d'équipement du Ministère	1 636 000 000	0	0
90091200006 Projet de Renforcement du Système Educatif Primaire/PRSEP	1 000 000 000	1 020 000 000	1 073 600 000
90091100001 Programme d'Appui à la Transformation de l'Education de Base (PATEB)	1 000 000 000	2 000 000 001	3 000 000 000
78098001165 Réhabilitation Etablissements d'Enseignement Primaire	5 500 000 000	0	0
78098001124 Projet éducation de base / UNICEF	40 000 000	90 000 000	100 000 000
Financement extérieur	***14 000 000 000***	***11 056 918 125***	*0*
90091200006 Projet de Renforcement du Système Educatif Primaire/PRSEP	4 000 000 000	3 056 918 125	0
90091100001 Programme d'Appui à la Transformation de l'Education de Base (PATEB)	10 000 000 000	8 000 000 000	0

II.2.3 Programme 3 : Enseignement secondaire général

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Enseignement secondaire général	Action 3.1 : Gestion des établissements du secondaire général du premier et du second cycle
	Action 3.2 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secondaire général

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Enseignement secondaire général						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire général	Taux de réussite au BEPC	40,18%	51,45%	57,09%	62,73%	(Nombre d'élèves admis au BEPC / Nombre d'élèves candidats présentés au BEPC) X 100 Source : Rapport d'activités DECO
	Taux de réussite au BAC	34,17%	39,09%	41,55%	44,01%	(Nombre d'élèves admis au BAC / Nombre d'élèves candidats présentés au BAC) X 100 Source : Rapport d'activités DECO
	Taux de transition 3ème / 2nde général	30,74%	33,68%	35,15%	36,62%	(Effectif des nouveaux inscrits en 2nde en année N / Effectif des élèves de 3ème en année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DESPS
	Taux d'achèvement du 1er cycle du secondaire	81,14%	83,44%	84,59%	85,74%	(Effectif des nouveaux inscrits en 3ème / Population scolarisable de 15 ans) X 100 Source : Rapport d'activités DESPS
	Taux d'achèvement du 2nd cycle du secondaire	46,19%	55,28%	59,82%	64,36%	(Effectif des nouveaux inscrits en Tle / Population scolarisable de 18 ans) X 100 Source : Rapport d'activités DESPS
OS2 : Améliorer l'accès à l'enseignement secondaire général	Taux brut de scolarisation du 1er cycle	82,27%	87,94%	90,77%	93,6%	(Nombre des élèves inscrits au 1er cycle du secondaire général, quel que soit leur âge / Population scolarisable de 12 à 15 ans) X 100 Source : Rapport d'activités DESPS
	Taux brut de scolarisation au 2nd cycle	39,26%	50,1%	55,06%	60,02%	(Nombre des élèves inscrits au 2nd cycle du secondaire général, quel que soit leur âge / Population scolarisable de 16 à 18 ans) X 100 Source : Rapport d'activités DESPS
	Taux brut d'admission dans le 1er cycle	72,49%	79,72%	83,33%	86,94%	(Effectif des nouveaux inscrits en 6ème quel que soit leur âge / Population scolarisable de 12 ans) X 100 Source : Rapport d'activités DESPS

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
Dépenses de personnel	387 788 974 642	845 279 183 006	925 918 512 963
Dépenses en biens et services	10 852 899 710	11 331 477 180	11 331 477 180
Transferts	118 799 536 670	132 190 436 094	151 086 312 088
Investissements	74 400 648 515	22 367 200 000	4 861 082 622
Trésor	*41 223 454 141*	*7 367 200 000*	*4 861 082 622*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*33 177 194 374*	*15 000 000 000*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
2206201 Gestion des établissements du secondaire général du premier et du second cycle	**517 441 411 022**	**988 801 096 280**	**1 088 336 302 231**
1 Personnel	**387 788 974 642**	**845 279 183 006**	**925 918 512 963**
78098000795 Prendre en charge le salaire du personnel fonctionnaire de l'enseignement secondaire	387 788 974 642	845 279 183 006	925 918 512 963
2 Biens et services	**10 852 899 710**	**11 331 477 180**	**11 331 477 180**
11092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Municipal Yamoussoukro	8 503 453	9 023 728	9 023 728
11092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Molonoublé	8 750 611	9 286 006	9 286 006
11092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne N'Guyakro	2 802 267	2 973 721	2 973 721
11092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Molonou	2 820 883	2 993 475	2 993 475
11092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 de Yamoussoukro	2 879 192	3 055 352	3 055 352
11092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Boli	2 767 336	2 936 653	2 936 653
11092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Municipal Soundel Tiédekr	2 788 637	2 959 258	2 959 258
11092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Lomokankro	2 825 850	2 998 746	2 998 746
11092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bonikro	2 544 062	2 699 717	2 699 717
11092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kpouèbo	8 750 439	9 285 826	9 285 826
11092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Attiégouakro Yamoussoukro	2 770 819	2 940 349	2 940 349
11092100042 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Angoda	2 790 529	2 961 264	2 961 264
11092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kossou	2 796 834	2 967 955	2 967 955
11092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Jeannot AHOUSSOU-KOUADIO de Raviart	2 767 336	2 936 653	2 936 653
11092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne II Yakro	6 680 461	7 089 199	7 089 199
11092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Duékro	3 000 000	3 183 552	3 183 552
11092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Belle Ville de Yamoussoukro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
11092100048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dida Kouadiokro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
11092100049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Boniankro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
11092100050 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Labokro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
11092100051 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Moronou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
11092100052 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de N'Gban Kassé	2 000 000	2 122 368	2 122 368
11092100055 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Djamalabo	5 000 000	5 305 922	5 305 922
11092200024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Camille Alliali Toumodi	2 584 526	2 742 659	2 742 659
11092200025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Tiébissou	8 701 887	9 234 303	9 234 303
11092200026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mixte 2 de Yamoussoukro	2 906 633	3 084 471	3 084 471
11092200027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mamie Adjoua Yamoussoukro	270 016 828	270 463 888	270 463 888
11092200028 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la Région de Yamoussoukro dans le choix des filières d'orientation	1 225 035	1 299 988	1 299 988
11092200029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Didiévi	8 724 715	9 258 527	9 258 527
11092200030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 BAD de Yamoussoukro	8 551 910	9 075 149	9 075 149

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
11092200031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Toumodi	15 090 981	16 014 308	16 014 308
11092200032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Abdoulaye Diallo de Djékanou	23 148 153	24 564 449	24 564 449
11092200033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Scientifique de Yamoussoukro	1 152 190 000	1 211 544 216	1 211 544 216
11092200034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mixte 1 Yamoussoukro	11 931 722	12 661 752	12 661 752
11092200035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Kokoumbo	2 848 124	3 022 384	3 022 384
11092200036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne N'GORAN Koffi Noël de Didiévi	15 746 667	16 710 111	16 710 111
14092100009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne N'Zécrézéssou	2 877 726	3 053 796	3 053 796
14092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Dimbokro	8 581 489	9 106 538	9 106 538
14092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Diangokro	2 877 727	3 053 797	3 053 797
14092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bengassou	2 826 241	2 999 163	2 999 163
14092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Mekro	3 000 000	3 183 552	3 183 552
14092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Abigui	2 000 000	2 122 368	2 122 368
14092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Katiré Essékro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
14092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nofou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
14092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de N'Gassokro	5 000 000	5 305 922	5 305 922
14092200008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bocanda	10 975 884	11 647 433	11 647 433
14092200009 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la Région de Dimbokro dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 185	1 061 185
14092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Kouassi-kouassikro	11 808 928	12 531 444	12 531 444
14092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Dimbokro	16 286 967	17 283 465	17 283 465
15092100005 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Daoukro	2 767 336	2 936 653	2 936 653
15092100006 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Ettrokro	2 782 172	2 952 396	2 952 396
15092100007 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bonguéra	3 000 000	3 183 553	3 183 553
15092100008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Donguikro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
15092100009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Prikro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
15092100010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Famienkro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
15092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de N'Gattakro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
15092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Ananda	5 000 000	5 305 922	5 305 922
15092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kondossou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
15092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Pépressou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
15092200013 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Daoukro dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 184	1 061 184
15092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Daoukro	2 928 164	3 107 321	3 107 321
15092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Prikro	5 493 976	5 830 120	5 830 120
15092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 Daoukro	34 353 031	36 454 885	36 454 885
15092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de M'Bahiakro	8 470 931	8 989 216	8 989 216
15092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Adrien Kouassi Tollah de Ouellé	9 954 869	10 563 946	10 563 946
16092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Anoumaba	8 561 788	9 085 631	9 085 631
16092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Krégbé	2 767 336	2 936 653	2 936 653

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
16092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne N'Guessankro	2 767 336	2 936 653	2 936 653
16092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Municipal Tiémélékro	2 807 227	2 978 983	2 978 983
16092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Andé	2 767 336	2 936 653	2 936 653
16092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Agnia	2 816 861	2 989 207	2 989 207
16092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Assie-Koumassi	2 006 388	2 129 146	2 129 146
16092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bouaffoukro	2 006 388	2 129 146	2 129 146
16092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Brou - Akpaoussou	3 000 000	3 183 553	3 183 553
16092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne 2 de Bongouanou	3 000 000	3 183 553	3 183 553
16092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Sérébissou	3 000 000	3 183 552	3 183 552
16092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Assaouffoue	3 000 000	3 183 552	3 183 552
16092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Ahounien Foutou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
16092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de N'Guessankro	5 000 000	5 305 922	5 305 922
16092200006 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bongouanou	27 641 333	29 332 539	29 332 539
16092200007 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la Région de Bongouanou dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 184	1 061 184
16092200008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne d'Arrah	15 269 429	16 203 674	16 203 674
16092200009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de M'Batto	18 545 013	19 679 669	19 679 669
16092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Nanan Serges Louis EBA d'Abongoua	2 799 362	2 970 638	2 970 638
17092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Filles Bouaké	12 367 217	13 123 891	13 123 891
17092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Ayaou Sokpa	2 802 267	2 973 721	2 973 721
17092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Dar-es-Salam	2 766 567	2 935 836	2 935 836
17092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Languibonou	2 802 267	2 973 721	2 973 721
17092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Koko Bouaké	10 184 116	10 807 219	10 807 219
17092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Municipal Djébonoua	2 997 450	3 180 846	3 180 846
17092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bodokro	2 799 438	2 970 719	2 970 719
17092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Sran-Bodossou	3 000 000	3 183 553	3 183 553
17092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Ando Kékrénou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
17092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dibri-Assikro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
17092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Yablassou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
17092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Alloko-Djékro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
17092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Assandre	2 000 000	2 122 368	2 122 368
17092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Souafoue-Djahan	2 000 000	2 122 368	2 122 368
17092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Ando - Blé	2 500 000	2 652 959	2 652 959
17092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Mamini	5 000 000	5 305 922	5 305 922
17092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tiéplé	5 000 000	5 305 922	5 305 922
17092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Ando - Fouébonou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
17092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Adjougouansou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
17092100048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Goliblénou	5 000 000	5 305 922	5 305 922

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
17092100049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Koblékro	5 000 000	5 305 922	5 305 922
17092100050 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de N'Dakro	5 000 000	5 305 922	5 305 922
17092100051 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Sokobo	5 000 000	5 305 922	5 305 922
17092100052 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Sinzékro	5 000 000	5 305 922	5 305 922
17092100053 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Krofoinsou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
17092200033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Belleville Bouaké	2 798 065	2 969 261	2 969 261
17092200034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Djibo Sounkalo Bouaké	48 270 844	51 224 245	51 224 245
17092200035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Jeunes Filles de Bouaké	141 956 995	150 642 482	150 642 482
17092200036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Martin Luther King Bouaké	2 818 436	2 990 879	2 990 879
17092200037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne et Classique de Bouaké	201 344 624	201 718 414	201 718 414
17092200038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Béoumi	11 516 126	12 220 729	12 220 729
17092200040 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne II Bouaké	10 907 103	11 574 442	11 574 442
17092200041 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Bouaké II dans le choix des filières d'orientation	1 212 908	1 287 120	1 287 120
17092200043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Diabo	8 780 890	9 318 137	9 318 137
17092200044 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Bouaké dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 185	1 061 185
17092200045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Brobo	8 503 368	9 023 638	9 023 638
17092200046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le centre national de para-téléenseignement de Bouaké	2 575 762	2 733 357	2 733 357
17092200047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Botro	8 768 209	9 304 681	9 304 681
17092200048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne TSF de Bouaké	8 834 584	9 375 120	9 375 120
17092200049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Nimbo Bouaké	9 343 838	9 915 531	9 915 531
17092200050 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Sakassou	15 140 542	16 066 899	16 066 899
18092100003 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Yaossédougou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
18092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Municipal Satamasokoro	6 712 884	7 123 606	7 123 606
18092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tortiya	2 808 031	2 979 838	2 979 838
18092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Fronan	2 821 593	2 994 229	2 994 229
18092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bonieredougou	2 765 538	2 934 745	2 934 745
18092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Katiola	8 746 613	9 281 766	9 281 766
18092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bassawa	3 000 000	3 183 553	3 183 553
18092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kanawolo	3 000 000	3 183 553	3 183 553
18092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tendéné-Bambarasso	3 000 000	3 183 553	3 183 553
18092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Arikokaha	3 000 000	3 183 552	3 183 552
18092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Timbé	3 000 000	3 183 552	3 183 552
18092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Pétionara	3 000 000	3 183 552	3 183 552
18092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kpana Kalo	3 000 000	3 183 552	3 183 552
18092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kawolo Sobara	3 000 000	3 183 552	3 183 552
18092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Fénessiguédougou	3 000 000	3 183 552	3 183 552
18092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bokala	2 000 000	2 122 368	2 122 368

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
18092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kafoudougou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
18092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de M'Borla Dioulasso	2 000 000	2 122 368	2 122 368
18092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nassoulo	5 000 000	5 305 922	5 305 922
18092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Sépikaha	5 000 000	5 305 922	5 305 922
18092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nambanakaha	5 000 000	5 305 922	5 305 922
18092200008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Henri Konan-Bédié de Niakaramadougou	2 834 305	3 007 719	3 007 719
18092200009 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Katiola dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 183	1 061 183
18092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Gaston Ouassénan KONE de Katiola	8 646 186	9 175 193	9 175 193
18092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Dabakala	2 778 899	2 948 921	2 948 921
18092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Henriette Dagri Diabaté de Tafiré	7 833 026	8 312 281	8 312 281
22062011781 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne HKB de Sinfra	13 246 141	14 056 592	14 056 592
22062011840 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kongonou	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011841 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Yakpabo-Sakassou	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011842 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Abli	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011843 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Irdo	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011844 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Foumbolo	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011845 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Niéméné	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011846 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Sokala-Sobara	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011847 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Pangalakaha	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011848 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gbogolo	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011849 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tiémassoba	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011850 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Djibrosso	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011851 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nébo	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011852 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gagoré	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011853 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Fadiadougou	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011854 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Yocoboué	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011855 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gbingoro-Sagoura	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011856 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Oupoyo	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011857 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Grihiri	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011858 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Borotou	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011859 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Mahandiana	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011860 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Attobrou	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011861 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Pacobo	9 221 600	9 785 815	9 785 815
22062011862 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kagbolodougou	8 301 600	8 809 526	8 809 526
22062011863 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Moapé-Ananguie	14 201 600	15 070 511	15 070 511
22062011864 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Toumoukoro	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011865 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Allosso	14 201 600	15 070 511	15 070 511

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
22062011866 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Komborodougou	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011867 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bourébo	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011868 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Sédiogo	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011869 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Néguépié	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011870 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Katiali	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011871 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Buyo	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011872 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bolona	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011873 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Zéaglo	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011874 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kofiplé	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011875 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Badikaha	12 561 600	13 330 170	13 330 170
22062011876 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Landiougou	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011877 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Satama Sokoura	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011878 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bobi	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011879 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Lafokpokaha	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011880 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dialakoro	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011881 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Mahou-Sokourala	8 301 600	8 809 526	8 809 526
22062011882 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kouassia-Nanguini	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011883 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Boudépé	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011884 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Zahibohio	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011885 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Diangobo-Fiassé	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011886 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tonla	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011887 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Niédiékaha	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011888 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dassioko	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011889 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Blanfla	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011890 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kroukro-Mafélé	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011891 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Banneu	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011892 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Dagobert BANZIO de Kaadé	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011895 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gourané	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22062011896 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Yorodougou	3 201 600	3 397 488	3 397 488
22092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Alassane OUATTARA de Ouaninou	12 091 031	12 830 808	12 830 808
22092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Koro	12 038 676	12 775 249	12 775 249
22092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Borotou-Koro	2 767 336	2 936 653	2 936 653
22092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Koonan	2 544 062	2 699 717	2 699 717
22092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Booko	2 006 388	2 129 146	2 129 146
22092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dioman	3 000 000	3 183 553	3 183 553
22092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Foungbesso	3 000 000	3 183 553	3 183 553
22092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Guintéguéla	3 000 000	3 183 553	3 183 553

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
22092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Santa-Touba	3 000 000	3 183 553	3 183 553
22092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gouélo-Mandougou	3 000 000	3 183 553	3 183 553
22092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Ganhoue-Séfina	3 000 000	3 183 553	3 183 553
22092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Niokosso	3 000 000	3 183 553	3 183 553
22092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Mahandougou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
22092200005 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Touba dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 183	1 061 183
22092200006 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Gouverneur Abdoulaye Fadika Touba	13 977 642	14 832 848	14 832 848
23092100003 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Foula	3 000 000	3 183 552	3 183 552
23092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Férémandougou	2 006 388	2 129 146	2 129 146
23092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Dioulatiédougou	2 006 388	2 129 146	2 129 146
23092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Gbonkaha	2 006 388	2 129 146	2 129 146
23092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne H. NABINTOU CISSE de Gbéléban	11 696 043	12 411 655	12 411 655
23092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bako	2 816 230	2 988 537	2 988 537
23092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Samango	9 484 485	10 064 784	10 064 784
23092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bougousso	2 767 335	2 936 653	2 936 653
23092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kimbrila Sud	2 006 429	2 129 190	2 129 190
23092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Odienné	2 877 726	3 053 796	3 053 796
23092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Municipal Samatiguila	8 787 413	9 325 061	9 325 061
23092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kokoun	3 000 000	3 183 553	3 183 553
23092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Lingoho	3 000 000	3 183 552	3 183 552
23092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Seydougou	3 000 000	3 183 552	3 183 552
23092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Fengolo	2 000 000	2 122 368	2 122 368
23092100040 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de N'Goloblasso	2 000 000	2 122 368	2 122 368
23092200009 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région d'Odienné dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 184	1 061 184
23092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée moderne II d'Odienné	8 460 187	8 977 815	8 977 815
23092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne d'Odienné	8 735 631	9 270 111	9 270 111
23092200013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Madinani	8 791 678	9 329 586	9 329 586
23092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Séguélon	8 796 384	9 334 582	9 334 582
23092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Tiémé	8 775 671	9 312 602	9 312 602
24092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Ouamélhoro	6 871 153	7 291 557	7 291 557
24092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Nambonkaha	2 767 336	2 936 653	2 936 653
24092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Ferké	2 767 336	2 936 653	2 936 653
24092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Pogo	2 544 062	2 699 717	2 699 717
24092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kaouara	2 544 062	2 699 717	2 699 717
24092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Koumbala	2 767 336	2 936 653	2 936 653
24092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Koronani	3 000 000	3 183 553	3 183 553
24092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nam'Bengué	3 000 000	3 183 553	3 183 553

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
24092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Village C	3 000 000	3 183 553	3 183 553
24092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Togoniéré	3 000 000	3 183 552	3 183 552
24092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kong	2 000 000	2 122 368	2 122 368
24092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne 2 de Ferkessédougou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
24092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Sikolo	2 000 000	2 122 368	2 122 368
24092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nafana	2 000 000	2 122 368	2 122 368
24092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tiékpé	2 500 000	2 652 959	2 652 959
24092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Niellé	2 500 000	2 652 959	2 652 959
24092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Diawala	2 500 000	2 652 959	2 652 959
24092100040 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bilimono	2 500 000	2 652 959	2 652 959
24092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nafoungolo	2 500 000	2 652 959	2 652 959
24092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne 2 de Kong	5 000 000	5 305 922	5 305 922
24092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kadarvogo	5 000 000	5 305 922	5 305 922
24092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Ouangolodougou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
24092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne 2 de Toumoukoro	5 000 000	5 305 922	5 305 922
24092100048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kafolo-Bac	5 000 000	5 305 922	5 305 922
24092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD Ouangolodougou	8 542 995	9 065 688	9 065 688
24092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Niellé	2 866 869	3 042 275	3 042 275
24092200013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Diawala	2 831 000	3 004 212	3 004 212
24092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Ferké	18 824 896	19 976 675	19 976 675
24092200015 Informer et Assister les élèves de 3è et de Tle de la Région de FERKE dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 182	1 061 182
24092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Dominique Ouattara de Kong	19 953 767	21 174 618	21 174 618
25092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kanoroba	2 767 336	2 936 653	2 936 653
25092100042 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne GBON COULIBALY de Natio-Kobadara (Korhogo)	2 877 727	3 053 797	3 053 797
25092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Boron	7 645 948	8 113 757	8 113 757
25092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Solignougo	2 767 336	2 936 653	2 936 653
25092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Depoungbe	2 544 062	2 699 717	2 699 717
25092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Korhogo	11 150 378	11 832 602	11 832 602
25092100049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne KANDIA Camara de Nafoun	2 767 336	2 936 653	2 936 653
25092100053 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne COULIBALY Yadé de Sinématiali	7 440 537	7 895 777	7 895 777
25092100054 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Lavononkaha	2 767 336	2 936 653	2 936 653
25092100055 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Katogo	2 544 062	2 699 717	2 699 717
25092100056 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Niofoin	2 820 016	2 992 557	2 992 557
25092100058 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Lahata	2 767 336	2 936 653	2 936 653
25092100059 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Karakoro (Korhogo)	2 877 727	3 053 797	3 053 797
25092100060 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bougou	2 544 062	2 699 717	2 699 717

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
25092100061 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Guiembé	2 544 062	2 699 717	2 699 717
25092100062 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne kombolokoura	2 767 336	2 936 653	2 936 653
25092100063 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kiemou	2 767 336	2 936 653	2 936 653
25092100064 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nangasseregue	3 000 000	3 183 553	3 183 553
25092100065 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nangakaha	3 000 000	3 183 553	3 183 553
25092100066 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nangounkaha	3 000 000	3 183 553	3 183 553
25092100067 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Lamékaha	3 000 000	3 183 553	3 183 553
25092100068 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Amadou GON COULIBALY de Koni	3 000 000	3 183 553	3 183 553
25092100069 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Ouattaradougou	3 000 000	3 183 553	3 183 553
25092100070 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kaloa	3 000 000	3 183 553	3 183 553
25092100071 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de N'Ganon	3 000 000	3 183 553	3 183 553
25092100072 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bahouakaha	3 000 000	3 183 553	3 183 553
25092100074 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dassoungboho	3 000 000	3 183 553	3 183 553
25092100076 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Jeunes Filles de M'Bengué	3 000 000	3 183 552	3 183 552
25092100077 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bougou	2 500 000	2 652 959	2 652 959
25092100078 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Fapaha	2 500 000	2 652 959	2 652 959
25092100081 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kagbolodougou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
25092100082 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kadioha	5 000 000	5 305 922	5 305 922
25092100083 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne 2 de Guiembé	5 000 000	5 305 922	5 305 922
25092100084 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne 2 de Komborodougou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
25092100085 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bodonon	5 000 000	5 305 922	5 305 922
25092100086 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dagba	5 000 000	5 305 922	5 305 922
25092100087 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kafiokaha 2	5 000 000	5 305 922	5 305 922
25092100088 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nahouokaha	5 000 000	5 305 922	5 305 922
25092100089 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Siolokaha	5 000 000	5 305 922	5 305 922
25092200009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Dominique Ouattara de Korhogo	9 370 065	9 943 363	9 943 363
25092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Korhogo	17 274 704	18 331 637	18 331 637
25092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Sinématiali	19 100 157	20 268 780	20 268 780
25092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée HOUPHOUET-BOIGNY Korhogo	172 511 640	183 066 581	183 066 581
25092200013 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Korhogodans le choix des filières d'orientation	1 051 912	1 116 273	1 116 273
25092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de DiKodougou	11 241 486	11 929 285	11 929 285
25092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Sirasso	8 491 724	9 011 281	9 011 281
25092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Tioroniaradougou kgo	6 628 537	7 034 098	7 034 098
25092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Soro N'dossoulou de Sohouo	8 400 048	8 913 995	8 913 995
25092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Charles Valy TUHO de Napié	2 796 521	2 967 623	2 967 623
25092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de M'Bengué	6 560 764	6 962 176	6 962 176

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
25092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée d'Excellence de Jeunes Filles Dominique Ouattara de Sinématiali	556 800 000	564 680 493	564 680 493
26092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Simpourgo	2 006 388	2 129 146	2 129 146
26092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kébi	2 767 336	2 936 653	2 936 653
26092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Municipal Kasséré	15 710 866	16 672 117	16 672 117
26092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Tindara	2 767 336	2 936 653	2 936 653
26092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dembasso	2 006 388	2 129 146	2 129 146
26092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Baya	2 006 388	2 129 146	2 129 146
26092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Mahalé	2 006 388	2 129 146	2 129 146
26092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Sianhala	2 767 336	2 936 653	2 936 653
26092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Yélé	2 006 388	2 129 146	2 129 146
26092100040 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Tounvre	2 767 336	2 936 653	2 936 653
26092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Ganaoni	2 767 336	2 936 653	2 936 653
26092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kanankono	2 006 388	2 129 146	2 129 146
26092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Zaguinasso	3 000 000	3 183 553	3 183 553
26092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Wora	3 000 000	3 183 553	3 183 553
26092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de San	3 000 000	3 183 553	3 183 553
26092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Sissédougou	3 000 000	3 183 553	3 183 553
26092100048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Blességue	3 000 000	3 183 553	3 183 553
26092100049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de N'Déou	3 000 000	3 183 553	3 183 553
26092100050 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Papara	3 000 000	3 183 552	3 183 552
26092100051 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Débète	2 000 000	2 122 368	2 122 368
26092100052 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Boundiali	15 250 000	16 183 055	16 183 055
26092100053 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nondara	15 250 000	16 183 055	16 183 055
26092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Ziguitié de Kouto	12 460 249	13 222 615	13 222 615
26092200013 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Boundiali dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 183	1 061 183
26092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Tengréla	8 515 523	9 036 536	9 036 536
26092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Gbon	20 838 710	22 113 705	22 113 705
26092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Boundiali	52 099 663	55 287 325	55 287 325
26092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Kolia	15 165 744	16 093 644	16 093 644
26092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Mariatou KONE de Boundiali	67 000 000	71 099 324	71 099 324
27092100008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tienko	6 775 355	7 189 899	7 189 899
27092100009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Banankoro	2 767 336	2 936 653	2 936 653
27092100010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Goulia	6 731 307	7 143 153	7 143 153
27092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Sokoro	3 000 000	3 183 553	3 183 553
27092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Sananférédougou	3 000 000	3 183 552	3 183 552
27092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kimbirila - Nord	3 000 000	3 183 552	3 183 552

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
27092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Minignan	2 000 000	2 122 368	2 122 368
27092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kaniasso	2 000 000	2 122 368	2 122 368
27092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Koro - Oulé	5 000 000	5 305 922	5 305 922
27092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gouéya	5 000 000	5 305 922	5 305 922
27092200003 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Minignan dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 184	1 061 184
27092200004 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Minignan	15 650 884	16 608 466	16 608 466
28092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Téhini	2 877 727	3 053 797	3 053 797
28092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Youndouo	2 006 388	2 129 146	2 129 146
28092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Sominasse	2 006 388	2 129 146	2 129 146
28092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bouna	2 877 727	3 053 797	3 053 797
28092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bonvayo	2 767 336	2 936 653	2 936 653
28092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Doropo	2 789 031	2 959 676	2 959 676
28092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kotouba	2 767 336	2 936 653	2 936 653
28092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Torossaguehi	2 767 336	2 936 653	2 936 653
28092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tougbo	2 006 388	2 129 146	2 129 146
28092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bouko	2 006 388	2 129 146	2 129 146
28092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Ondéfidouo	2 006 388	2 129 146	2 129 146
28092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bouna	2 841 133	3 014 965	3 014 965
28092200011 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Bouna dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 184	1 061 184
28092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Nassian	8 733 215	9 267 547	9 267 547
31092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Gboguhé	2 774 840	2 944 615	2 944 615
31092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Iboguhe	2 767 336	2 936 653	2 936 653
31092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne 2 Daloa	2 833 261	3 006 610	3 006 610
31092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Seitifla Vavoua	2 767 336	2 936 653	2 936 653
31092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Gonaté	2 767 336	2 936 653	2 936 653
31092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Dania	2 006 388	2 129 146	2 129 146
31092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Zaibo	2 006 388	2 129 146	2 129 146
31092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Boguédia	2 877 726	3 053 796	3 053 796
31092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bonoufla	2 802 267	2 973 721	2 973 721
31092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Saïoua	9 841 032	10 443 144	10 443 144
31092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bediala	2 771 611	2 941 191	2 941 191
31092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Nahio	2 767 336	2 936 653	2 936 653
31092100048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Gadouan	2 787 937	2 958 514	2 958 514
31092100049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gazéhio	3 000 000	3 183 552	3 183 552
31092100050 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bazra-Natis	2 000 000	2 122 368	2 122 368
31092100051 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dananon	2 000 000	2 122 368	2 122 368
31092100052 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Grégbeu	2 000 000	2 122 368	2 122 368

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
31092100053 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Guessabo	2 000 000	2 122 368	2 122 368
31092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 de Daloa	12 006 950	12 741 581	12 741 581
31092200022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 4 de Daloa	2 836 647	3 010 205	3 010 205
31092200024 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Daloa dans le choix des filières d'orientation	1 845 199	1 958 096	1 958 096
31092200025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Antoine Gauze Daloa	14 012 906	14 870 272	14 870 272
31092200026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 3 de Daloa	2 679 793	2 843 753	2 843 753
31092200027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Vavoua	2 968 092	3 149 692	3 149 692
31092200028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le centre national de para-téléenseignement de Daloa	2 575 728	2 733 321	2 733 321
31092200029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne d'Issia	13 092 144	13 893 174	13 893 174
31092200030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Daloa	7 647 507	8 115 413	8 115 413
31092200031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Issia	2 993 328	3 176 473	3 176 473
31092200032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne KHALIL de Daloa	8 770 552	9 307 169	9 307 169
31092200033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 5 de Daloa	2 915 973	3 094 384	3 094 384
31092200034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Zoukougbeu	9 287 386	9 855 625	9 855 625
31092200035 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région d'Issia dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 184	1 061 184
32092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Gnangbodoug	2 802 037	2 973 477	2 973 477
32092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Dribouo	2 818 751	2 991 213	2 991 213
32092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gagnoa	2 823 170	2 995 903	2 995 903
32092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Sériho	2 806 614	2 978 334	2 978 334
32092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bayota	2 814 501	2 986 703	2 986 703
32092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Godiabré	6 945 877	7 370 855	7 370 855
32092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Brihi	2 006 388	2 129 146	2 129 146
32092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Dignago	2 817 651	2 990 047	2 990 047
32092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Galebre	2 006 388	2 129 146	2 129 146
32092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Ouragahio	3 000 000	3 183 552	3 183 552
32092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Djédjédigbeupa	7 400 000	7 852 761	7 852 761
32092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dahiépa-Kéhi	2 000 000	2 122 368	2 122 368
32092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Oumé	2 000 000	2 122 368	2 122 368
32092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Balayo	2 500 000	2 652 959	2 652 959
32092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gnatroa	5 000 000	5 305 922	5 305 922
32092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kabia	5 000 000	5 305 922	5 305 922
32092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kosséhoa	5 000 000	5 305 922	5 305 922
32092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Yopohué	5 000 000	5 305 922	5 305 922
32092100040 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kpapékou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
32092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Zokrobouo	5 000 000	5 305 922	5 305 922
32092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne d'Oumé	14 924 201	15 837 319	15 837 319
32092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Ouragahio	8 795 757	9 333 916	9 333 916

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
32092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne III de Gagnoa	12 870 941	13 658 436	13 658 436
32092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Guibéroua	10 891 804	11 558 207	11 558 207
32092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 de Gagnoa	16 116 308	17 102 368	17 102 368
32092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Gagnoa	2 894 906	3 072 026	3 072 026
32092200022 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Gagnoa dans le choix des filières d'orientation	1 286 302	1 365 002	1 365 002
32092200023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Diégonéfla	2 785 662	2 956 100	2 956 100
35092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Zaguieta	2 544 062	2 699 717	2 699 717
35092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bazré	2 767 336	2 936 653	2 936 653
35092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kouatinfla	2 006 388	2 129 146	2 129 146
35092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Sucre ivoire de Zouénoula	2 006 388	2 129 146	2 129 146
35092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Gohounfla	2 544 062	2 699 717	2 699 717
35092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kanzra	2 006 388	2 129 146	2 129 146
35092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Iriéfla	2 802 267	2 973 721	2 973 721
35092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Manfla Bouaflé	2 877 726	3 053 796	3 053 796
35092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Maminigui	2 000 000	2 122 368	2 122 368
35092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Paoufla	2 000 000	2 122 368	2 122 368
35092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Zaguiéta	2 000 000	2 122 368	2 122 368
35092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Zanzra	2 000 000	2 122 368	2 122 368
35092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Blanfla	2 000 000	2 122 368	2 122 368
35092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de N'Douffoukankro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
35092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gofla	5 000 000	5 305 922	5 305 922
35092100040 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nangrékro	5 000 000	5 305 922	5 305 922
35092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Vouéboufla	5 000 000	5 305 922	5 305 922
35092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Zuénoula	2 955 994	3 136 853	3 136 853
35092200013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Bouaflé	2 898 557	3 075 902	3 075 902
35092200014 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Bouaflé dans le choix des filières d'orientation	1 253 240	1 329 918	1 329 918
35092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Kononfla	8 753 528	9 289 102	9 289 102
35092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bonon	2 917 400	3 095 898	3 095 898
35092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Sinfra	10 864 330	11 529 053	11 529 053
35092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 de Bouaflé	11 886 422	12 613 678	12 613 678
35092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD de Gohitafla	2 554 988	2 711 312	2 711 312
35092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Charles Koffi DIBY de Bouaflé	8 336 412	8 846 467	8 846 467
35092200021 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Sinfra dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 184	1 061 184
36092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Massala	2 816 067	2 988 364	2 988 364
36092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Diarabana	2 544 062	2 699 717	2 699 717
36092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Worofla	2 544 062	2 699 717	2 699 717
36092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Dualla	2 006 388	2 129 146	2 129 146

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
36092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Sifié Séguéla	2 796 994	2 968 126	2 968 126
36092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD de Séguéla	2 810 494	2 982 451	2 982 451
36092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Teguela	2 544 062	2 699 717	2 699 717
36092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Morondo	2 806 457	2 978 166	2 978 166
36092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Manabri	3 000 000	3 183 552	3 183 552
36092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gbétogo	2 000 000	2 122 368	2 122 368
36092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kamalo	2 000 000	2 122 368	2 122 368
36092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Soba - Banandjé	2 500 000	2 652 959	2 652 959
36092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Siana	2 500 000	2 652 959	2 652 959
36092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Diorholé	5 000 000	5 305 922	5 305 922
36092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kato	5 000 000	5 305 922	5 305 922
36092200006 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Séguéla	8 744 487	9 279 508	9 279 508
36092200007 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Séguéla dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 183	1 061 183
36092200008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne KAUNET Moussa de Kani	2 851 545	3 026 013	3 026 013
36092200009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne jeunes fiiles de Séguéla	2 767 336	2 936 653	2 936 653
37092100008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Marandallah	2 767 336	2 936 653	2 936 653
37092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bouandougou	10 549 540	11 195 002	11 195 002
37092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Sarhala	2 797 861	2 969 045	2 969 045
37092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kongasso	2 767 336	2 936 653	2 936 653
37092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dianra-Village	7 860 000	8 340 905	8 340 905
37092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Samorosso	3 000 000	3 183 553	3 183 553
37092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Fizanlouma	3 000 000	3 183 553	3 183 553
37092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kamoro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
37092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Tonhoulé de Mankono	2 000 000	2 122 368	2 122 368
37092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Korokopla	2 000 000	2 122 368	2 122 368
37092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kouatta	2 000 000	2 122 368	2 122 368
37092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Soukourougban	2 000 000	2 122 368	2 122 368
37092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tomono	2 000 000	2 122 368	2 122 368
37092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Ouédallah	2 500 000	2 652 959	2 652 959
37092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Oussougoula	2 500 000	2 652 959	2 652 959
37092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bambalouma	2 500 000	2 652 959	2 652 959
37092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Boayakro	2 500 000	2 652 959	2 652 959
37092200006 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Mankono dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 184	1 061 184
37092200007 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée BAD de Tiennigboué	2 876 852	3 052 870	3 052 870
37092200008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Mankono	12 233 665	12 982 169	12 982 169
37092200009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Dianra	2 853 870	3 028 482	3 028 482
37092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Kounahiri	2 784 930	2 955 324	2 955 324

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
41092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Gboné	2 806 612	2 978 331	2 978 331
41092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kouan-Houlé	2 767 336	2 936 653	2 936 653
41092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Municipal Man	2 793 722	2 964 654	2 964 654
41092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Podiagouiné	2 877 726	3 053 796	3 053 796
41092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Mahapleu Danan	2 771 527	2 941 100	2 941 100
41092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kpata	2 767 336	2 936 653	2 936 653
41092100040 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Municipal Danané	2 991 653	3 174 694	3 174 694
41092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Gouekanguine	2 006 388	2 129 146	2 129 146
41092100042 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Man	2 825 494	2 998 369	2 998 369
41092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Téapleu	2 767 336	2 936 653	2 936 653
41092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne 2 de Man	2 877 727	3 053 797	3 053 797
41092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Santa	2 767 336	2 936 653	2 936 653
41092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Gbangbégouiné	2 877 727	3 053 797	3 053 797
41092100048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Blapleu	2 767 336	2 936 653	2 936 653
41092100051 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Jeunes Filles Man	13 913 398	14 764 676	14 764 676
41092100052 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kiélé	3 201 600	3 397 488	3 397 488
41092100053 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Biélé	3 201 600	3 397 488	3 397 488
41092100054 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gbangbégouiné-Yati	3 000 000	3 183 553	3 183 553
41092100055 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Mangouin	3 000 000	3 183 553	3 183 553
41092100056 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Zaguineu	3 000 000	3 183 553	3 183 553
41092100057 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Daleu	3 000 000	3 183 553	3 183 553
41092100058 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Goutro	3 000 000	3 183 553	3 183 553
41092100059 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Goulaleu	3 000 000	3 183 553	3 183 553
41092100061 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Zoutouo Dara	3 000 000	3 183 552	3 183 552
41092100062 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gotongouiné	3 000 000	3 183 552	3 183 552
41092100063 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Blolé	3 000 000	3 183 552	3 183 552
41092100064 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Yeleu	3 000 000	3 183 552	3 183 552
41092100065 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Glan - Houyé	3 000 000	3 183 552	3 183 552
41092100067 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bogouiné	2 000 000	2 122 368	2 122 368
41092100068 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gbon-Houyé	2 000 000	2 122 368	2 122 368
41092100069 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gan 2	2 000 000	2 122 368	2 122 368
41092100070 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Sokourala	2 000 000	2 122 368	2 122 368
41092100071 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Biankouma	2 000 000	2 122 368	2 122 368
41092100072 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gouané	2 000 000	2 122 368	2 122 368
41092100073 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dioulé	2 500 000	2 652 959	2 652 959
41092100078 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dakouépleu	5 000 000	5 305 922	5 305 922
41092100079 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kabakouma	5 000 000	5 305 922	5 305 922

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
41092100080 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Klapleu	5 000 000	5 305 922	5 305 922
41092200019 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Man dans le choix des filières d'orientation	1 327 898	1 409 144	1 409 144
41092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Biankouma	2 673 349	2 836 916	2 836 916
41092200022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Danané	2 834 348	3 007 763	3 007 763
41092200023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bin-Houyé	2 763 152	2 932 212	2 932 212
41092200024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Zouan-Hounian	2 903 940	3 081 615	3 081 615
41092200025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Logoualé	2 855 103	3 029 790	3 029 790
41092200026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Man	15 579 419	16 532 629	16 532 629
41092200027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Iba Diomandé de Sipilou Danané	2 816 941	2 989 293	2 989 293
41092200028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Oulai Goué Antoine de Sangouiné	2 767 587	2 936 918	2 936 918
41092200029 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de DANANÉ dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 184	1 061 184
42092100001 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Zro	3 000 000	3 183 552	3 183 552
42092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Tanry	7 663 590	8 132 479	8 132 479
42092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Zagne	2 810 316	2 982 263	2 982 263
42092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Péhé	2 805 429	2 977 076	2 977 076
42092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Nézobli	2 802 267	2 973 721	2 973 721
42092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tiobly	3 000 000	3 183 553	3 183 553
42092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tinhou	3 000 000	3 183 553	3 183 553
42092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bedy-Goazon	3 000 000	3 183 553	3 183 553
42092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Jeunes Filles de Yaoudé	3 000 000	3 183 552	3 183 552
42092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Diboké	2 000 000	2 122 368	2 122 368
42092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bakoubly	2 000 000	2 122 368	2 122 368
42092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne NICLA de Guiglo	2 000 000	2 122 368	2 122 368
42092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Koarho	2 000 000	2 122 368	2 122 368
42092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Goya	2 500 000	2 652 959	2 652 959
42092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Keibly	2 500 000	2 652 959	2 652 959
42092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nizahon	2 500 000	2 652 959	2 652 959
42092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Méo	2 500 000	2 652 959	2 652 959
42092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Doké	2 500 000	2 652 959	2 652 959
42092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Yoya	2 500 000	2 652 959	2 652 959
42092200007 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Taï	2 842 241	3 016 141	3 016 141
42092200008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Guiglo	14 601 776	15 495 170	15 495 170
42092200009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Touleupleu	2 836 906	3 010 479	3 010 479
42092200010 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Guiglo dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 185	1 061 185
42092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bloléquin	2 761 990	2 930 980	2 930 980
43092100009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Guezon	2 767 336	2 936 653	2 936 653
43092100010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Tiény-Siably	2 544 062	2 699 717	2 699 717

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
43092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Nanadi	2 544 062	2 699 717	2 699 717
43092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Semien	2 544 062	2 699 717	2 699 717
43092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tiessan	3 000 000	3 183 553	3 183 553
43092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gohouo-Zagna	3 000 000	3 183 553	3 183 553
43092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Zéo	3 000 000	3 183 553	3 183 553
43092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bléniméoin	3 000 000	3 183 553	3 183 553
43092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Diourouzon	3 000 000	3 183 553	3 183 553
43092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gloplou	3 000 000	3 183 553	3 183 553
43092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gbapleu	2 000 000	2 122 368	2 122 368
43092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bagohouo	2 000 000	2 122 368	2 122 368
43092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Guéhiébly	2 000 000	2 122 368	2 122 368
43092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Ouyably Gnondrou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
43092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Touandrou Gbean	2 000 000	2 122 368	2 122 368
43092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Zou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
43092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dah	2 000 000	2 122 368	2 122 368
43092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Pinhoun	2 500 000	2 652 959	2 652 959
43092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Totrodrou	2 500 000	2 652 959	2 652 959
43092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Diéouzon	2 500 000	2 652 959	2 652 959
43092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dibobly	2 500 000	2 652 959	2 652 959
43092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Guinglo - Tahouake	5 000 000	5 305 922	5 305 922
43092200009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD de Kouibly	2 827 055	3 000 024	3 000 024
43092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Facobly	8 581 358	9 106 399	9 106 399
43092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Bangolo	2 880 462	3 056 700	3 056 700
43092200012 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Duékoué dans le choix des filières d'orientation	1 006 231	1 067 796	1 067 796
43092200013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Duékoué	2 878 011	3 054 099	3 054 099
51092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Ogoudou	2 767 336	2 936 653	2 936 653
51092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Niambézaria	2 877 726	3 053 796	3 053 796
51092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Douaville	2 000 000	2 122 368	2 122 368
51092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Zégo	2 000 000	2 122 368	2 122 368
51092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Grogouya	2 000 000	2 122 368	2 122 368
51092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Hermankono	2 000 000	2 122 368	2 122 368
51092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Lauzoua	2 500 000	2 652 959	2 652 959
51092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dairo - Didizo	5 000 000	5 305 922	5 305 922
51092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Diekolilie	5 000 000	5 305 922	5 305 922
51092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Doténémé Kého de Lakota	5 000 000	5 305 922	5 305 922

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
51092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Douseba	5 000 000	5 305 922	5 305 922
51092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Goudouko	5 000 000	5 305 922	5 305 922
51092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gragba - Dagolilié	5 000 000	5 305 922	5 305 922
51092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kouassililié	5 000 000	5 305 922	5 305 922
51092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Moussadougou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
51092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Niakoblognoa	5 000 000	5 305 922	5 305 922
51092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Chiépo	5 000 000	5 305 922	5 305 922
51092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Guitry	2 649 571	2 811 683	2 811 683
51092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Boga Doudou Emile de Lakota	8 961 855	9 510 176	9 510 176
51092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Alphonse Assamoi de Divo	2 973 327	3 155 247	3 155 247
51092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Hiré	2 610 096	2 769 792	2 769 792
51092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Zikisso	2 824 320	2 997 124	2 997 124
51092200019 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Divo dans le choix des filières d'orientation	1 323 731	1 404 721	1 404 721
51092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Divo	2 653 943	2 816 322	2 816 322
51092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 Divo	13 718 482	14 557 831	14 557 831
51092200022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans Lycée Moderne 3 de Divo	2 616 774	2 776 879	2 776 879
51092200023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Départemental de Lakota (Divo)	2 824 888	2 997 726	2 997 726
55092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Municipal Grabo	8 549 308	9 072 387	9 072 387
55092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Gabiadji	2 544 062	2 699 717	2 699 717
55092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Copaga Gabiadji	2 792 341	2 963 189	2 963 189
55092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne KFW de San-Pédro	2 782 328	2 952 561	2 952 561
55092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Digboué de San-Pédro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
55092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Adjéméné	5 000 000	5 305 922	5 305 922
55092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Blahou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
55092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Fahé	5 000 000	5 305 922	5 305 922
55092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Mané	5 000 000	5 305 922	5 305 922
55092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Youwasso	5 000 000	5 305 922	5 305 922
55092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Inagohi de San-Pédro	8 324 666	8 834 002	8 834 002
55092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Grand-Bereby	2 621 315	2 781 698	2 781 698
55092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 1 San-Pédro	2 659 893	2 822 635	2 822 635
55092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de San-Pédro	2 829 885	3 003 029	3 003 029
55092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 2 de San -Pedro	2 638 807	2 800 259	2 800 259
55092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Tabou	2 832 162	3 005 446	3 005 446
55092200021 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de San-Pédro dans le choix des filières d'orientation	1 036 069	1 099 459	1 099 459
56092100009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Guéyo	2 877 726	3 053 796	3 053 796
56092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Soubré	7 047 948	7 479 169	7 479 169
56092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Grand-zatry	2 768 943	2 938 358	2 938 358

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
56092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Mayo	2 767 336	2 936 653	2 936 653
56092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Takoréagui	3 000 000	3 183 552	3 183 552
56092100015 Collège Moderne 2 de Soubré	3 000 000	3 183 552	3 183 552
56092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Okrouyo	5 000 000	5 305 922	5 305 922
56092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Buyo	9 893 754	10 499 091	10 499 091
56092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Méagui	2 628 042	2 788 837	2 788 837
56092200013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 Zadi Zahourou de Soubré	2 715 970	2 882 144	2 882 144
56092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne KFW de Guéyo	8 799 514	9 337 903	9 337 903
56092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Zadi Zahourou 1 de Soubré	8 812 561	9 351 748	9 351 748
56092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Charles Boza Donwahi de Soubré	2 987 382	3 170 161	3 170 161
56092200017 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Soubré dans le choix des filières d'orientation	1 248 548	1 324 938	1 324 938
56092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Yacolidabouo	2 813 076	2 985 191	2 985 191
57092100001 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gbagbam	2 000 000	2 122 368	2 122 368
57092100002 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dakpadou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
57092100003 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Sago	2 000 000	2 122 368	2 122 368
57092100004 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Labakuya	2 000 000	2 122 368	2 122 368
57092100005 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dahiri	2 500 000	2 652 959	2 652 959
57092100006 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Pauly - Brousse	2 500 000	2 652 959	2 652 959
57092100007 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Médon	2 500 000	2 652 959	2 652 959
57092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Latéko	5 000 000	5 305 922	5 305 922
57092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gaoulou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
57092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Niegrouboue	5 000 000	5 305 922	5 305 922
57092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gbagbam	5 000 000	5 305 922	5 305 922
57092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dagbégo 2	5 000 000	5 305 922	5 305 922
57092200006 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Sassandra	2 803 655	2 975 194	2 975 194
57092200007 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Fresco	8 735 631	9 270 111	9 270 111
57092200008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Sassandra	9 113 230	9 670 814	9 670 814
57092200009 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Sassandra dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 185	1 061 185
61092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Amélékia	8 770 909	9 307 547	9 307 547
61092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Akoboissué	2 767 336	2 936 653	2 936 653
61092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Agnibilékro	2 877 726	3 053 797	3 053 797
61092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Zaranou	8 775 466	9 312 384	9 312 384
61092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Dufrebo	2 767 336	2 936 653	2 936 653
61092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Aprompronou	2 770 504	2 940 014	2 940 014
61092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Sankadiokro	2 767 336	2 936 653	2 936 653
61092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Diamarakro	2 767 336	2 936 653	2 936 653
61092100040 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Départemental Agnibilékro	2 796 394	2 967 488	2 967 488

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
61092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Nanan BOA KOUASSI III d'Abengourou	2 992 700	3 175 806	3 175 806
61092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Damé	2 767 336	2 936 653	2 936 653
61092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Agnibilékro	3 000 000	3 183 553	3 183 553
61092100048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Affalikro	3 000 000	3 183 552	3 183 552
61092100049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Amoriakro	3 000 000	3 183 552	3 183 552
61092100050 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Abradinou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
61092100053 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Abengourou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
61092200010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Départemental d'Abengourou	2 729 999	2 897 031	2 897 031
61092200011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Nanan KOUAKOU Kouao de Niablé	2 808 451	2 980 283	2 980 283
61092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Agnibilékro	13 771 822	14 614 435	14 614 435
61092200013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Abengourou	16 237 796	17 231 288	17 231 288
61092200014 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région d'Abengourou dans le choix des filières d'orientation	1 003 836	1 065 253	1 065 253
61092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Nanan ADEPRA de Bettié	2 885 470	3 062 016	3 062 016
61092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne d'Ebilassokro	8 750 684	9 286 085	9 286 085
61092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Yakassé - Feyassé	2 822 809	2 995 519	2 995 519
61092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne d'aniassue	2 997 769	3 181 186	3 181 186
61092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Henri Konan BEDIE de Tanguelan	8 737 272	9 271 852	9 271 852
62092100040 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Guiendé	2 767 336	2 936 653	2 936 653
62092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Tahoudi	2 804 087	2 975 651	2 975 651
62092100042 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kouaasi-N'dawa	2 767 336	2 936 653	2 936 653
62092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Gbanhui	2 767 336	2 936 653	2 936 653
62092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tankessé	2 914 709	3 093 043	3 093 043
62092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kotogouanda	2 767 336	2 936 653	2 936 653
62092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kokomian	2 802 267	2 973 721	2 973 721
62092100048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Boroko Bondkou	2 799 674	2 970 969	2 970 969
62092100049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Tienkoikro	2 006 388	2 129 146	2 129 146
62092100053 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Lahoudi-Ba	2 803 301	2 974 819	2 974 819
62092100054 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Assindi	2 006 388	2 129 146	2 129 146
62092100055 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Sapli-sépingo	8 423 265	8 938 633	8 938 633
62092100056 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bondoukou	8 555 355	9 078 806	9 078 806
62092100057 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Gouméré	9 557 391	10 142 149	10 142 149
62092100058 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Hiango	2 802 267	2 973 721	2 973 721
62092100059 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Appimandoum	2 815 678	2 987 953	2 987 953
62092100060 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Sorobango	2 006 388	2 129 146	2 129 146
62092100061 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Namassi	2 802 267	2 973 721	2 973 721
62092100062 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Amanvi	2 006 388	2 129 146	2 129 146

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
62092100063 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bondo	2 819 383	2 991 884	2 991 884
62092100064 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Pritti 2	2 006 388	2 129 146	2 129 146
62092100065 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Tambi	2 767 336	2 936 653	2 936 653
62092100066 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tagadi	3 000 000	3 183 552	3 183 552
62092100067 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Flakiedougou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
62092100068 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Boudoukou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
62092100069 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bandakagni-Sokoura	2 000 000	2 122 368	2 122 368
62092100070 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dimandougou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
62092100071 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dadiasse	2 000 000	2 122 368	2 122 368
62092100072 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Nagafou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
62092100075 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Téfrodouo	5 000 000	5 305 922	5 305 922
62092100076 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Diamba	5 000 000	5 305 922	5 305 922
62092100077 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Boahia	5 000 000	5 305 922	5 305 922
62092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 de Bondoukou	2 854 593	3 029 250	3 029 250
62092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Tanda	2 978 279	3 160 501	3 160 501
62092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Tabagne	8 524 905	9 046 492	9 046 492
62092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 Bondoukou	15 404 930	16 347 464	16 347 464
62092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD de Koun-Fao	2 629 389	2 790 266	2 790 266
62092200022 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Bondoukou dans le choix des filières d'orientation	1 212 267	1 286 440	1 286 440
62092200023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne d'Assuéfry	2 805 439	2 977 087	2 977 087
62092200024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Sandégué	2 811 973	2 984 021	2 984 021
62092200025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Tanda	8 570 381	9 094 751	9 094 751
62092200026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Kouassi-Datékro	2 885 332	3 061 868	3 061 868
62092200027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Transua	9 201 226	9 764 192	9 764 192
62092200028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lyccée Moderne de Yezimala	2 787 297	2 957 836	2 957 836
62092200029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Tiédo	2 806 296	2 977 996	2 977 996
71092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bianouan	2 777 047	2 946 958	2 946 958
71092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Ono Aboisso	2 877 726	3 053 796	3 053 796
71092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Grand-Bassam	2 987 135	3 169 899	3 169 899
71092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Eugène AKA EHOULE d'Aboisso	16 349 849	17 350 197	17 350 197
71092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Noé	2 767 336	2 936 653	2 936 653
71092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Yaou bonoua	2 767 337	2 936 654	2 936 654
71092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Krindjabo	2 784 379	2 954 738	2 954 738
71092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Adjouan	2 767 336	2 936 653	2 936 653
71092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Ahigbé-koffikro	2 814 054	2 986 230	2 986 230
71092100048 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bongo	2 822 935	2 995 652	2 995 652
71092100049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kétesso	2 767 336	2 936 653	2 936 653

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
71092100050 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Assinie-Mafia	11 836 437	12 560 637	12 560 637
71092100052 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Kouakro Absso	2 877 726	3 053 796	3 053 796
71092100053 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Nouamou	2 767 336	2 936 653	2 936 653
71092100054 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Etuéboué	2 767 336	2 936 653	2 936 653
71092100056 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Yaou	2 767 336	2 936 653	2 936 653
71092100058 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne 2 Aboisso	2 877 726	3 053 796	3 053 796
71092100059 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Maféré	2 000 000	2 122 368	2 122 368
71092100060 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Adjouan - Mohoua	2 500 000	2 652 959	2 652 959
71092100061 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Adaou	2 500 000	2 652 959	2 652 959
71092100066 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Aby - Abiaty	5 000 000	5 305 922	5 305 922
71092100067 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Assouindé	5 000 000	5 305 922	5 305 922
71092100068 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Appouasso	5 000 000	5 305 922	5 305 922
71092100069 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Vitré 2	5 000 000	5 305 922	5 305 922
71092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Bonoua	2 641 014	2 802 601	2 802 601
71092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Bonoua	2 910 669	3 088 755	3 088 755
71092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne II de Grand-Bassam	2 991 694	3 174 737	3 174 737
71092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Aboisso	14 546 460	15 436 470	15 436 470
71092200022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Maféré	2 785 467	2 955 893	2 955 893
71092200023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement au Lycée d'Excellence de Grand-Bassam	1 163 143 004	1 225 013 057	1 225 013 057
71092200024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Adiaké	9 802 053	10 401 781	10 401 781
71092200025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD Ayamé	8 712 997	9 246 092	9 246 092
71092200026 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région d'Aboisso dans le choix des filières d'orientation	1 114 043	1 182 204	1 182 204
71092200027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne I de Grand-Bassam	12 389 253	13 147 277	13 147 277
71092200028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Fatim SYLLA de Tiapoum	2 765 144	2 934 326	2 934 326
71092200029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Jacques BATTER d'Afiénou	7 665 474	8 134 477	8 134 477
71092200031 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Grand-Bassam dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 184	1 061 184
76092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Oress-Krobou	2 877 726	3 053 796	3 053 796
76092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Gomon	2 006 388	2 129 146	2 129 146
76092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Katadji	3 000 000	3 183 553	3 183 553
76092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Taboitien	3 000 000	3 183 553	3 183 553
76092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Céchi	3 000 000	3 183 553	3 183 553
76092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Tiassalé	3 000 000	3 183 552	3 183 552
76092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Morokro	3 000 000	3 183 552	3 183 552
76092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Binao	3 000 000	3 183 552	3 183 552
76092100023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Loviguié	3 000 000	3 183 552	3 183 552
76092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Aboudé	3 000 000	3 183 552	3 183 552
76092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Agboville	3 000 000	3 183 552	3 183 552

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
76092100026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Eticoon	2 000 000	2 122 368	2 122 368
76092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Gbolouville	2 000 000	2 122 368	2 122 368
76092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Guessiguié	2 000 000	2 122 368	2 122 368
76092100029 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Niamoué	2 000 000	2 122 368	2 122 368
76092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Grand-Yapo	2 500 000	2 652 959	2 652 959
76092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne 2 de Morokro	2 500 000	2 652 959	2 652 959
76092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Grand - Morié	2 500 000	2 652 959	2 652 959
76092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne 2 de Tiassalé	2 500 000	2 652 959	2 652 959
76092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Taabo - Village	2 500 000	2 652 959	2 652 959
76092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Ellibou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
76092100042 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bakanou	5 000 000	5 305 922	5 305 922
76092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Ananguié	5 000 000	5 305 922	5 305 922
76092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 d'Agboville	2 975 269	3 157 308	3 157 308
76092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Tiassalé	20 704 489	21 971 272	21 971 272
76092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 d'Agboville	13 284 736	14 097 549	14 097 549
76092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée KOUAME Koffi Télesphore de Taabo	5 409 815	5 740 809	5 740 809
76092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Rubino	8 370 214	8 882 335	8 882 335
76092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Azaguié	16 098 852	17 083 842	17 083 842
76092200022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Sikensi	10 125 346	10 744 856	10 744 856
76092200023 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Agboville dans le choix des filières d'orientation	1 179 057	1 251 196	1 251 196
76092200024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 3 Agboville	10 997 258	11 670 114	11 670 114
76092200025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Taabo	2 804 875	2 976 489	2 976 489
76092200026 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne BAD N'douci	37 713 944	40 021 432	40 021 432
76092200027 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Tiassalé dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 184	1 061 184
77092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Assikoi	13 790 137	14 633 872	14 633 872
77092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Assikoun	13 544 062	14 372 740	14 372 740
77092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Biéby	13 819 699	14 665 242	14 665 242
77092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bécédi-brignan	18 645 948	19 786 780	19 786 780
77092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Aboisso-Comoé	13 544 062	14 372 740	14 372 740
77092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Abongoua	13 006 388	13 802 169	13 802 169
77092100042 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bécouéfin	13 544 062	14 372 740	14 372 740
77092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Akoupé-Zeudi	2 877 726	3 053 796	3 053 796
77092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Oghlwapo	2 801 332	2 972 729	2 972 729
77092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Yakassé-Mé	13 006 388	13 802 169	13 802 169
77092100046 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Dinguira	8 290 845	8 798 110	8 798 110
77092100047 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Grand-Akoudzin	13 767 336	14 609 676	14 609 676
77092100049 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Annépé	13 767 336	14 609 676	14 609 676

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
77092100051 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Diapé	3 000 000	3 183 553	3 183 553
77092100052 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kossandji	3 000 000	3 183 553	3 183 553
77092100053 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Grand-Alépé	3 000 000	3 183 552	3 183 552
77092100054 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Agbaou	3 000 000	3 183 552	3 183 552
77092100055 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Memni	3 000 000	3 183 552	3 183 552
77092100056 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Biasso	3 000 000	3 183 552	3 183 552
77092100057 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bacon	3 000 000	3 183 552	3 183 552
77092100059 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Kong 2	2 000 000	2 122 368	2 122 368
77092100060 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Andou M'Batto	2 500 000	2 652 959	2 652 959
77092100061 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Dzeudji	2 500 000	2 652 959	2 652 959
77092200012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Yakassé-Attobrou (Adzopé)	2 999 722	3 183 256	3 183 256
77092200013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Akoupé	20 828 122	22 102 469	22 102 469
77092200014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Affféry	19 574 979	20 772 653	20 772 653
77092200015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne d'Agou	8 637 488	9 165 963	9 165 963
77092200016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Alépé	9 151 787	9 711 731	9 711 731
77092200017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Adzopé	36 755 475	39 004 317	39 004 317
77092200018 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Adzopé dans le choix des filières d'orientation	1 041 871	1 105 617	1 105 617
77092200019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Le Planteur Barry CALLEBAUT Akoupé	8 675 609	9 206 417	9 206 417
77092200020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 d'Adzopé	13 857 305	14 705 150	14 705 150
77092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne YAPO Ahouchi dit Pergaud de Montézo	2 811 082	2 983 075	2 983 075
77092200022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 d'Akoupé	3 000 000	3 183 552	3 183 552
77092200023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Danguira	8 500 000	9 020 064	9 020 064
78092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bingerville	13 227 897	14 037 231	14 037 231
78092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Autoroute	2 661 266	2 824 091	2 824 091
78092100022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne du Plateau	8 992 746	9 542 956	9 542 956
78092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Djorobité	2 877 726	3 053 796	3 053 796
78092100025 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Cité du Port	2 877 726	3 053 796	3 053 796
78092100027 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Abobo	2 837 748	3 011 374	3 011 374
78092100028 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Songon	2 791 713	2 962 521	2 962 521
78092100030 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne M'Pouto	2 006 388	2 129 146	2 129 146
78092100031 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne BAD Koumassi	2 765 972	2 935 204	2 935 204
78092100032 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Koumassi - SICOGI	3 000 000	3 183 553	3 183 553
78092100033 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Cocody Cité des Arts	3 000 000	3 183 553	3 183 553
78092100034 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Cocody Lycée Technique	3 000 000	3 183 553	3 183 553
78092100035 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Marcory Boulevard du Gabon	3 000 000	3 183 553	3 183 553

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
78092100036 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Biétri	3 000 000	3 183 553	3 183 553
78092100037 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne André LATRILLE de Port-Bouët	3 000 000	3 183 553	3 183 553
78092100038 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Port-Bouët Aéroport	3 000 000	3 183 553	3 183 553
78092100039 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Abobo SOGEPHIA	3 000 000	3 183 553	3 183 553
78092100041 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne DANHO Paulin Claude de la Cité Fairmont	18 440 000	19 568 232	19 568 232
78092100042 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Yopougon SOGEPHIA	3 174 000	3 368 199	3 368 199
78092100043 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de M'Bonoua	2 000 000	2 122 368	2 122 368
78092100044 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Abiate	2 500 000	2 652 959	2 652 959
78092100045 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Brofodoumé	2 500 000	2 652 959	2 652 959
78092200089 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Gadié Pierre 2 de Yopougon	2 682 308	2 846 422	2 846 422
78092200090 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Filles Bingerville	194 321 676	194 936 369	194 936 369
78092200091 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région d'Abidjan III dans le choix des filières d'orientation	1 330 474	1 411 877	1 411 877
78092200092 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Adjamé Harris	8 833 532	9 374 000	9 374 000
78092200093 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Alassane OUATTARA d'Anyama	30 865 330	32 753 794	32 753 794
78092200094 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 1 d'Abobo	33 970 393	36 048 834	36 048 834
78092200095 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 2 de Koumassi	2 774 393	2 944 142	2 944 142
78092200096 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Cocody-Angré (La Djibi)	11 255 953	11 944 635	11 944 635
78092200097 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Songon	8 353 740	8 864 855	8 864 855
78092200098 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Nangui ABROGOUA 2 d'Adjamé	2 857 562	3 032 401	3 032 401
78092200104 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 2 d'Attécoubé	2 920 912	3 099 624	3 099 624
78092200105 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le centre national de para-téléenseignement d'Abidjan	3 983 032	4 226 731	4 226 731
78092200106 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région d'Abidjan dans le choix des filières d'orientation	1 084 380	1 150 727	1 150 727
78092200107 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal Simone EHIVET GBAGBO de Yopougon Niangon	9 734 371	10 329 959	10 329 959
78092200108 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Sainte Marie de Cocody	225 541 721	225 985 104	225 985 104
78092200111 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Yopougon Andokoi	2 855 876	3 030 609	3 030 609
78092200117 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne DJEDJI AMONDJI Pierre d'Adjamé 220 Logements	19 244 818	20 422 291	20 422 291
78092200118 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Garçons GNALEGA Mémé Jérémie de Bingerville	149 215 341	149 672 100	149 672 100
78092200119 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Port Bouët	2 865 075	3 040 371	3 040 371
78092200120 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Adjamé	2 971 675	3 153 493	3 153 493
78092200122 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Nangui ABROGOUA 1 d'Adjamé	2 728 982	2 895 952	2 895 952
78092200125 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Jeunes Filles Yopougon	452 257 127	452 394 768	452 394 768
78092200126 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 1 Attécoubé	2 835 397	3 008 877	3 008 877

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
78092200127 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Koumassi	2 875 125	3 051 036	3 051 036
78092200129 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal GADIE Pierre 1 de Yopougon	2 822 183	2 994 856	2 994 856
78092200130 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Marcory	2 674 765	2 838 417	2 838 417
78092200131 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Treichville	14 554 851	15 445 375	15 445 375
78092200132 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Classique d'Abidjan	27 084 941	28 742 106	28 742 106
78092200133 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne 2 d'Abobo	2 810 952	2 982 936	2 982 936
78092200134 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région d'Abidjan II dans le choix des filières d'orientation	1 131 735	1 200 979	1 200 979
78092200137 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Port-Bouët	16 488 590	17 497 427	17 497 427
78092200138 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Anyama	2 713 547	2 879 572	2 879 572
78092200140 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région d'Abidjan IV dans le choix des filières d'orientation	1 098 719	1 165 944	1 165 944
78092200141 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal 1 de Koumassi	2 919 640	3 098 276	3 098 276
78092200142 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal d'Abobo	2 820 533	2 993 106	2 993 106
78092200144 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne de Cocody	9 048 736	9 602 374	9 602 374
78098000797 Organiser les séances de la commission d'attribution et de renouvellement des bourses des élèves de l'enseignement secondaire général et technique	25 433 406	26 989 523	26 989 523
78098000869 Prendre en charge les dépenses centralisées liées à l'enseignement secondaire général	1 474 086 206	1 514 310 043	1 514 310 043
78098001072 Organiser les séances de la commission d'orientation dans les classes de 2nde et d'affectation en 6è	129 017 373	136 911 164	136 911 164
78098001119 Réaliser les activités d'affectation des élèves, d'orientation, d'attribution et de renouvellement des bourses	11 580 311	12 288 840	12 288 840
78098001134 Contrôler les services et structures de l'Enseignement Secondaire Général et Technique	13 581 065	14 412 008	14 412 008
79092100007 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Loupou	2 544 062	2 699 717	2 699 717
79092100008 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Bessio-Dabou	8 711 857	9 244 882	9 244 882
79092100009 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Ebonou	2 820 407	2 992 972	2 992 972
79092100010 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne Toupah	2 834 534	3 007 962	3 007 962
79092100011 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Ahouanou	2 782 722	2 952 980	2 952 980
79092100012 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bacanda	2 824 271	2 997 073	2 997 073
79092100013 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Adesse	3 000 000	3 183 553	3 183 553
79092100014 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de N'Djem	3 000 000	3 183 553	3 183 553
79092100015 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne d'Ahounianssou	3 000 000	3 183 553	3 183 553
79092100016 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne 2 de Toupah	3 000 000	3 183 553	3 183 553
79092100017 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Bouboury	3 000 000	3 183 552	3 183 552
79092100018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Attoutou	2 000 000	2 122 368	2 122 368
79092100019 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Djidjikro	2 000 000	2 122 368	2 122 368
79092100020 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Akradio	2 000 000	2 122 368	2 122 368
79092100021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Orbaff	2 000 000	2 122 368	2 122 368
79092100024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Collège Moderne de Toukouzou	5 000 000	5 305 922	5 305 922

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22062 Enseignement secondaire général	**591 842 059 537**	**1 011 168 296 280**	**1 093 197 384 853**
79092200018 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Tiapani Dominique de Dabou	8 763 191	9 299 358	9 299 358
79092200020 Informer et Assister les élèves de 3ème et de Tle de la Région de Dabou dans le choix des filières d'orientation	1 000 000	1 061 184	1 061 184
79092200021 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Grand-Lahou	2 768 123	2 937 486	2 937 486
79092200022 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Akpa Gnagne de Dabou	12 049 998	12 787 265	12 787 265
79092200023 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Municipal de Jacqueville	8 603 115	9 129 486	9 129 486
79092200024 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Moderne Leboutou Dabou	29 993 040	31 828 131	31 828 131
3 Transferts	118 799 536 670	132 190 436 094	151 086 312 088
78098000868 Transférer les crédits de bourses en CI des élèves du secondaire général /DOB-MEN	1 240 328 000	1 457 596 366	1 657 870 637
78098000991 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire général privé Laïc	100 318 365 000	111 270 978 177	127 828 744 557
78098001071 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire général privé Confessionnel	8 020 852 260	9 536 189 062	10 909 436 305
78098001175 Apurer les passifs des frais d'écolage MEN	1 638 633 000	1 925 672 489	2 190 260 589
90092200004 Appuyer les COGES du Secondaire/MENA	7 581 358 410	8 000 000 000	8 500 000 000
2206203 Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secondaire général	**74 400 648 515**	**22 367 200 000**	**4 861 082 622**
4 Investissements	74 400 648 515	22 367 200 000	4 861 082 622
Trésor	41 223 454 141	7 367 200 000	4 861 082 622
90098090256 Projet de construction et d'équipement de Trois (03) Lycées d'Excellence Mixte avec Internats (Bouaké - Daloa - Divo)	0	1 500 000 000	1 630 018 668
90092200008 Projet DEFI 3 Prêt Souverain AFD - Education	1 875 000 000	2 300 000 000	3 231 063 954
90092200006 Projet de construction et d'équipement de quatre (4) Lycées et d'un (1) Collège d'Excellence pour filles avec internats-BOAD	4 000 000 000	3 567 200 000	0
90092200003 Rénovation des établissements du second degré	6 000 000 000	0	0
78098000805 Programme de construction et d'équipement de Collèges et Lycées	22 945 454 141	0	0
78092200146 Projet de Construction et d'Equipement de trois (03) Lycées d'Excellence de Jeunes Filles-FKDEA	3 453 000 000	0	0
78092200112 Construction et Equipement de 05 Lycées de Jeunes Filles avec Internats/BID	2 300 000 000	0	0
78092200099 Construction et Equipement d'un Lycée de Jeunes Filles avec Internat / OFID	650 000 000	0	0
Financement extérieur	33 177 194 374	15 000 000 000	0
90098090256 Projet de construction et d'équipement de Trois (03) Lycées d'Excellence Mixte avec Internats (Bouaké - Daloa - Divo)	15 000 000 000	15 000 000 000	0
90092200008 Projet DEFI 3 Prêt Souverain AFD - Education	13 594 094 713	0	0
90092200006 Projet de construction et d'équipement de quatre (4) Lycées et d'un (1) Collège d'Excellence pour filles avec internats-BOAD	4 583 099 661	0	0

II.2.4 Programme 4 : Alphabétisation et Education non formelle

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Alphabétisation et Education non formelle	Action 4.1: Gestion de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle
	Action 4.2 : Suivi et évaluation des programmes d'alphabétisation

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Alphabétisation et Education non formelle						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Accroître l'accès à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle	Proportion de centres d'alphabétisation ouverts	34,43%	29,16%	30,20%	35%	(Nombre de centres d'alphabétisation ouverts / Nombre total de centres d'alphabétisation prévus) X 100 Prévisions : 18 596 Source : Rapport d'activités DCSPA
	Proportion de classes passerelles ouvertes	127,94%	39,21%	46%	60%	(Nombre de classes passerelles ouvertes / Nombre total de classes passerelles prévues) X 100 Prévisions : 4 403 Source : Rapport d'activités DCSPA
	Proportion de SIE éligibles à l'intégration	29,17%	25%	35%	44,99%	(Nombre de SIE éligibles / Nombre total de SIE prévus) X 100 Prévisions : 4 089 Source : Rapport d'activités DCSPA
	Proportion d'alphabétiseurs et d'animateurs formés	99,23%	29,5%	30,27%	35%	(Nombre d'alphabétiseurs formés / Nombre total d'alphabétiseurs) X 100 Prévisions : 10 150 Source : Rapport d'activités DCSPA
	Proportion d'apprenants inscrits	35,68%	35%	45%	60%	(Nombre d'apprenants inscrits / Nombre total d'apprenants prévus) X 100 Prévisions : 703 082 Source : Rapport d'activités DCSPA
OS2 : Améliorer la qualité des apprentissages	Taux de réussite des apprenants	100%	80%	85%	90%	(Nombre d'apprenants ayant obtenu la moyenne requise aux évaluations finales / Nombre total d'apprenants) X 100 Prévisions : 2026 : 146 397 ; 2027 : 188 225 ; 2028 : 250 966 Source : Rapport d'activités DCSPA
	Taux d'apprenants ayant achevé la formation	85%	85%	86,4%	88,07%	(Nombre d'apprenants ayant achevé la formation / Nombre total d'inscrits) X 100 Source : Rapport d'activités DCSPA
	Proportion de kits distribués	38,79%	38,87%	39,50%	40%	(Nombre de kits distribués / Nombre total de kits prévus) X 100 Prévisions : 2026 : 146 397 ; 2027 : 188 225 ; 2028 : 250 966 Source : Rapport d'activités DCSPA

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : ALPHABETISATION ET EDUCATION NON FORMELLE	**775 200 000**	**1 576 274 572**	**2 076 274 572**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	75 200 000	76 274 572	76 274 572
Transferts	0	0	0
Investissements	700 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000
Trésor	*700 000 000*	*1 500 000 000*	*2 000 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22064 Alphabétisation et Education non formelle	**775 200 000**	**1 576 274 572**	**2 076 274 572**
2206401 Gestion de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle	**737 600 000**	**1 538 137 286**	**2 038 137 286**
2 Biens et services	37 600 000	38 137 286	38 137 286
78095000015 Conduire les programmes et suivre la mise en conformité des structures d'éducation non formelle aux normes éducatives nationales	18 800 000	19 068 643	19 068 643
78095000016 Développer des actions de lutte contre l'analphabétisme des Adultes, des Jeunes et des Enfants	18 800 000	19 068 643	19 068 643
4 Investissements	700 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000
Trésor	700 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000
78095000012 Stratégie Nationale d'Alphabétisation	700 000 000	1 500 000 000	2 000 000 000
2206402 Suivi et évaluation des programmes d'alphabétisation	**37 600 000**	**38 137 286**	**38 137 286**
2 Biens et services	37 600 000	38 137 286	38 137 286
78095000017 Coordonner, suivre et évaluer les programmes d'alphabétisation	18 800 000	19 068 643	19 068 643
78095000018 Concevoir les matériels didactiques d'alphabétisation	18 800 000	19 068 643	19 068 643

SECTION 333 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

SECTION 333 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse du mécanisme de suivi des accords d'aide et de coopération scientifique ;
- l'insuffisance des personnels enseignants-chercheurs, chercheurs, dans certaines disciplines, spécialités et rangs ;
- l'insuffisance des Personnels Administratifs et Techniques (PAT) notamment, dans le domaine de la maintenance des équipements des laboratoires ;
- l'insuffisance de formation continue pour les PAT ;
- la faible opérationnalisation de la politique de l'assurance qualité ;
- l'insuffisance des infrastructures académiques et administratives ;
- l'insuffisance du matériel pédagogique et didactique ;
- la faible utilisation des TICE ;
- l'inadéquation entre la formation et les besoins du marché de l'emploi ;
- la faible insertion professionnelle des diplômés ;
- l'insuffisance des infrastructures administratives, sportives, culturelles, sociales et des résidences universitaires ;
- la violence en milieu universitaire ;
- l'insuffisance de l'enveloppe allouée aux bourses d'études et secours financiers aux étudiants ;
- l'insuffisance des équipements de laboratoire de recherche ;
- la faible valorisation économique et vulgarisation des résultats de la recherche ;
- l'insuffisance de financement pour la mise en œuvre des Programmes Nationaux de Recherche (PNR) ;
- l'insuffisance des sources de financement des activités de recherche ;
- le faible financement des activités de la recherche et de l'innovation pour la mise en place des pôles de compétences, des pôles scientifiques et d'innovation, des moyens communautaires et des technopôles.

I.1.2. Réponses apportées

- l'élaboration de nouveaux textes réglementaires et de nouveaux documents de politique ;
- la conception d'outils d'aide à la décision ;
- la réhabilitation et l'équipement des Universités, des Grandes Ecoles, des CROU, des Centres et Instituts de Recherche ;
- la réalisation des études topographiques, environnementales et sociales pour les sites universitaires d'Adiaké, d'Abengourou, de Dabou et de Daoukro ;
- la poursuite des paiements des purges des sites universitaires d'Adiaké, d'Abengourou, de Daoukro, de Dabou et de Bouaké ;
- le fonctionnement du Centre National de Calcul avec un supercalculateur ;
- la poursuite de la construction du Centre d'Etude des Pathogènes à Risque Infectieux Sévère (CEPRIS) à l'IPCI ;
- le renforcement du dispositif en matière d'utilisation des TICE ;
- le recrutement de 2 800 enseignants de 2021 à 2024 dont 700 enseignants chercheurs et chercheurs en 2024 ;

- l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur et de recherche ;
- la mise en place de l'Observatoire de l'Insertion Professionnelle des Diplômés de l'Enseignement Supérieur ;
- l'installation de dix (10) directeurs dans les 09 universités publiques et l'INPH-B, en charge des Pôles Etudiants-Entrepreneurs dans les établissements d'enseignement supérieur ;
- la mise à disposition de trois (03) centres d'excellence africains dans les domaines mines, environnement minier et valorisation des déchets en produits à haute valeur ajoutée (VALOPRO) (INP-HB), changement climatique, biodiversité et agriculture durable (UFHB) et le Centre de Valorisation des Bioressources de Korhogo (CVBK) ;
- la réforme du BTS en adéquation avec le monde socio-professionnel ;
- le démarrage du processus de mise en place des écoles doctorales par la prise du décret N° 2023-660 du 12 juillet 2023 portant création, attribution, organisation et fonctionnement des écoles doctorales en Côte d'Ivoire.

I.1.3. Défis et priorités

- l'amélioration de la gouvernance à travers la prise des textes subséquents à la loi relative à l'ESRI ;
- le renforcement du financement du système d'ESRS ;
- la certification et l'accréditation des parcours de formation et des programmes de recherche des institutions d'enseignement supérieur et de recherche ;
- la mise en œuvre de la politique d'assurance qualité dans les institutions d'enseignement supérieur et de recherche ;
- le renforcement du financement de la recherche et de l'innovation ;
- la dématérialisation des actes administratifs ;
- le maintien de la quiétude dans l'environnement universitaire ;
- le renforcement de l'ouverture régionale et internationale avec une meilleure gestion des partenariats ;
- la redynamisation de la coordination du secteur éducation-formation (Task-Force) ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs du département ministériel. ;
- l'actualisation de la politique nationale de l'enseignement supérieur ;
- l'amélioration de l'accès à l'enseignement supérieur et de la qualité des formations ;
- l'amélioration de l'équité dans l'enseignement supérieur et du système LMD ;
- le développement du numérique éducatif ;
- la poursuite de la mise en place des classes préparatoires dans les universités ;
- la création des Instituts Universitaires de Technologie (IUT) dans les universités ;
- l'amélioration de l'employabilité et de l'insertion professionnelle des diplômés ;
- le développement des compétences en Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématique (STIM) ;
- l'amélioration de la gouvernance de la recherche et de l'innovation ;
- l'actualisation du document de politique nationale et du plan stratégique de la recherche et de l'innovation ;
- le renforcement du financement de la recherche et de l'innovation ;
- la mise en œuvre des programmes nationaux de recherche ;
- la poursuite de la mise en place des pôles de compétences, des pôles scientifiques et d'innovation, des technopoles et des moyens communautaires de recherche ;
- le renforcement et l'équipement des infrastructures des centres et instituts de recherche ;
- le développement des mécanismes efficaces de transfert de technologique ;
- le développement de la culture de l'innovation et de l'entreprenariat scientifique ;
- la valorisation et la vulgarisation des résultats de la recherche et de l'innovation.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance et du pilotage du dispositif de l'administration centrale et des Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche ;
- le développement des infrastructures de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- l'amélioration de la qualité et de la pertinence de la formation en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés ;
- l'organisation d'une recherche d'excellence et d'innovation au service du développement ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs de la communauté universitaire ;

la promotion de l'émergence d'une communauté universitaire responsable et engagée pour le développement de l'enseignement et de la recherche.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la qualité et la pertinence des formations en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés sont améliorées ;
- les conditions de vie et de travail des étudiants sont améliorées ;
- la recherche scientifique et l'innovation technologique de qualité capables de soutenir les secteurs clés du développement du pays existent.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 25, le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Enseignement supérieur et de Recherche scientifique

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de l'Enseignement supérieur

- mise en œuvre et suivi de la politique d'éducation et de formation dans le domaine de l'Enseignement supérieur ;
- tutelle des universités publiques et privées et des grandes écoles publiques et privées ;
- organisation des examens et concours de niveau post-baccalauréat, y compris le Brevet de Technicien Supérieur ;
- suivi de l'organisation et du fonctionnement des universités publiques et privées et des grandes écoles publiques et privées ;
- promotion et contrôle des grandes écoles supérieures publiques et privées ;
- promotion de la formation continue dans l'enseignement supérieur ;
- promotion de la professionnalisation universitaire ;
- gestion des aides et bourses universitaires ivoiriennes ;
- gestion des aides et bourses étrangères, en relation avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères.

Au titre de la Recherche scientifique

- promotion et orientation de la recherche ;
- valorisation et vulgarisation de la recherche ;
- coordination, mise en œuvre, contrôle et suivi des opérations de recherche ;

- planification et mise en œuvre d'une politique de formation, d'insertion et de promotion des chercheurs de toutes disciplines ;
- gestion des institutions et centres de recherche ;
- diffusion des informations relatives aux progrès scientifiques nationaux et internationaux ;
- conservation et protection du patrimoine scientifique national ;
- mise en œuvre des projets de coopération internationale en matière de recherche scientifique, technologique et technique ;
- élaboration et mise en œuvre d'un programme de soutien des initiatives visant à promouvoir les innovations technologiques ;
- détection et promotion des talents en matière de technologie ;
- incitation à l'innovation technologique.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Enseignement supérieur
- Programme 3 : Œuvre s universitaires et vie estudiantine
- Programme 4 : Recherche scientifique et innovation

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet ; Inspection Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (IGESR) ; Direction des Affaires Financières (DAF) ; Direction de la Planification (DP) ; Direction des Ressources Humaines (DRH) ; Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération (DAJC) ; Direction des Systèmes d'Information (DSI) ; Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP) ; Cellule de Passation des Marchés Publiques (CPMP) ; Direction Générale de la Qualité et de l'Evaluation (DGQE) ; Direction des Evaluations, Certification et Accréditation (DECA) ; Direction de l'Assurance Qualité et des Normes (DAQN).	Agence Nationale de l'Assurance Qualité (ANAQ-ES)	· Réhabilitation et équipement des locaux de la DP · Suivi de la mise en œuvre de la carte universitaire/PDU MESRS · Réhabilitation et équipement des locaux de l'Inspection Générale/MESRS · Projet de Construction et d'équipement du siège du MESRS	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Enseignement supérieur	Direction de l'Enseignement Supérieur (DESUP) Observatoire de l'Insertion Professionnelle des Diplômés de l'Enseignement Supérieur (OIPDES) Direction Générale de l'Enseignement Supérieur (DGES) Direction des Examens et des Concours (DEXCO) Cellule de Suivi de Construction des Universités	Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY (UFHB) ; Université Nangui ABROGOUA (UNA) ; Université Alassane OUATTARA (UAO) ; Université Jean Lorougnon GUEDE (UJLG) ; Université Péléforo GON COULIBALY (UPGC) ; Université de Man (UMAN) ; Université de San-Pédro (USP) ; Université de Bondoukou (UB) ; Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI) ; Université Internationale de Grand-Bassam (UIGB) ; Institut National Polytechnique HOUPHOUET-BOIGNY (INP-HB) ; Ecole Normale Supérieure d'Abidjan (ENS).	· Mise en Œuvre du Télé-Enseignement / UVCI ; · FB-Pr/RHS-Transférer à l'Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY de Cocody /C2D 3 ; · FB-Pr/RHS-Transférer à l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké /C2D 3 ; · FB-Pr/RHS-Transférer à l'Université de San-Pédro /C2D 3 ; · Extension des Infrastructures des UFR/Universités de Cocody ; · Construction des résidences universitaires de Cocody/PDU ; · Extension des infrastructures de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké/PDU ; · Renforcer les équipements des infrastructures de l'UJLoG-Daloa ; · Renforcement et équipement des infrastructures de l'UAO-Bouaké ; · Construction d'une clôture en fer forgée (ENS) ; · Extension des infrastructures de l'Université Lorougnon GUEDE / UJLoG ; · Extension des infrastructures de l'Université Péléforo GON COULIBALY / UPGC ; · Construction Université de Dabou ; · Construction de l'Université de Daoukro ; · Purges et Indemnisation sur la construction des universités ; · Construction Université de Man ; · Construction Université de San-Pédro ; · Construction Université d'Abengourou ; · Construction de la ville universitaire d'Adiaké ; · Construction Université de d'Odienné ; · Construction du Campus GPE à Abidjan ; · Réhabilitation et équipement INPHB Yamoussoukro ; · Réhabilitation, équipement des locaux et construction de la clôture de l'INP-HB ; · Mise en place d'un CEA pour la valorisation des déchets en produits à haute valeur ajoutée (VALOPRO) ; · Mise en place d'un CCBAD / phase 2 ; · Mise en place d'un CEA MEM / phase 2 ; · Projet de création du Centre de Valorisation des Bio ressources de Korhogo ; · Mise en place d'un laboratoire de traitement et d'analyse des minerais à l'université de Man	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3: Œuvres universitaires et vie estudiantine	Direction de l'Orientation et des Bourses (DOB) Direction des Œuvres Universitaires, de la Vie Associative et du Genre (DOUVAG)	Centre Régional des Œuvres Universitaires d'Abidjan 1 (CROU A1) ; Centre Régional des Œuvres Universitaires d'Abidjan 2 (CROU A2) ; Centre Régional des Œuvres Universitaires de Bouaké (CROU B) ; Centre Régional des Œuvres Universitaires de Daloa (CROU D) ; Centre Régional des Œuvres Universitaires de Korhogo (CROU K) ; Centre Régional des Œuvres Universitaires de Man (CROU M) ; Centre Régional des Œuvres Universitaires de San-Pédro (CROU SP) ; Centre Régional des Œuvres Universitaires de Bondoukou (CROU Bkou).	· Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU-A2 ; · Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU-A1 ; · Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU Daloa ; · Renforcement et Equipement des Infrastructures CROU Bouaké ; · Renforcement et équipement des infrastructures du CROU de Bondoukou ; · Renforcement et équipement des infrastructures du CROU de Man	
Programme 4: Recherche scientifique et innovation	Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation (DGRI) Direction de la Recherche (DR) Direction de la Valorisation et de l'Innovation (DVI)	Institut Pasteur de Côte d'Ivoire (IPCI) ; Centre de Recherches Océanologiques (CRO) ; Centre Ivoirien de Recherche Economique et Social (CIRES) ; Centre d'Entomologie Médicale et Vétérinaire (CEMV) ; STATION DE RECHERCHE LAMTO GEOPHYSIQUE ; Fonds National de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (FONSTI) ; Programme d'Appui Suisse pour la Recherche Scientifique (PASRES) ; Agence Spatiale de Côte d'Ivoire (ASCI).	· Réhabilitation et Equipement des Infrastructures de la Station de Recherche en Ecologie de Taï ; · Réhabilitation et équipement du centre de recherches architecturales et urbaines (CRAU) de l'université Félix HOUPHOUET-BOIGNY ; · Réhabilitation et équipement STATION LAMTO-GEOPHYSIQUE ; · Création des Fermes Agro-Pastorale ; · Réhabilitation et Equipement du CRO ; · Réhabilitation et équipement du CEMV ; · Réhabilitation et équipement du CNF ; · Réhabilitation, équipement et création de la plateforme numérique (Marché virtuelle).	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Renforcer la gouvernance de l'administration centrale et des institutions d'enseignement supérieur et de recherche	**RS 1** : L'administration est moderne, et performante	**IP 1** : Taux de satisfaction des usagers	(Nombre d'usagers satisfaits / Nombre total d'usagers interrogés) x100 Sources : Rapports de sondage ou d'enquête DP
OG2 : Améliorer la qualité et la pertinence des formations en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés	**RS2 :** La qualité et la pertinence des formations en vue de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés sont améliorées	**IP2 :** Taux d'insertion professionnelle des diplômés du supérieur	(Nombre d'étudiants diplômés insérés / Nombre total de diplômés en quête d'emploi pour l'année n-1) x100 Source : Rapports d'enquêtes OIPDES
OG3 : Améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants	**RS3** : Les conditions de vie et de travail des étudiants sont améliorées	**IP3 :** Taux de satisfaction des étudiants	(Nombre d'étudiants satisfaits / Nombre total d'étudiants interrogés) x100 Sources : Rapports d'activités et d'enquête DP / DOUVAG
OG4 : Développer une recherche d'excellence et une innovation au service du développement du pays	**RS4 :** La recherche scientifique et l'innovation technologique de qualité capables de soutenir les secteurs clés du développement du pays existent	**IP4 :** Part de la recherche dans la contribution des secteurs clés dans le PIB du Pays	(Contributions de la R&D / PIB réel) x 100 Sources : Rapports d'activités DR (IPST, ANSat)

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**338 779 408 246**	**360 146 855 144**	**378 176 766 327**
1.1 Ressources Intérieures	**337 779 408 246**	**358 646 855 144**	**376 304 049 466**
1.1.1 Budget Etat	337 779 408 246	358 646 855 144	376 304 049 466
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**1 000 000 000**	**1 500 000 000**	**1 872 716 861**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	1 000 000 000	1 500 000 000	1 872 716 861
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
2. CHARGES	**338 779 408 246**	**360 146 855 144**	**378 176 766 327**
2.1 Personnel	**138 132 450 158**	**140 593 945 838**	**143 055 441 520**
2.1.1 Solde y compris EPN	138 132 450 158	140 593 945 838	143 055 441 520
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**18 928 147 009**	**26 540 642 960**	**28 530 918 334**
2.3 Transferts et subventions	**139 601 165 660**	**144 764 422 880**	**152 888 573 178**
2.4 Investissement	**42 117 645 419**	**48 247 843 466**	**53 701 833 295**
Trésor	41 117 645 419	46 747 843 466	51 829 116 434
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	1 000 000 000	1 500 000 000	1 872 716 861

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion des systèmes d'information et de communication
	Action 1.5: Développement de la démarche qualité du système d'ESRS

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la gouvernance et le pilotage du système d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	Taux d'avancement de la mise en place du SIG	40%	60%	70%	70%	(Nombre de phases réalisées / Nombre de phases prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DSI
	Proportion d'universités et grandes écoles publiques disposant d'une Cellule Interne d'Assurance Qualité fonctionnelle	25%	90%	95%	100%	(Nombre de cellules internes d'assurance qualité fonctionnelles / Nombre d'universités et grandes écoles publiques) x 100 Source : Rapport d'activités DGQE
	Taux de réalisation des activités du PTA	70%	95%	96%	97%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues dans le PTA) x 100 Source : Rapport d'activités DP
OS 2 : Assurer une gestion efficiente et efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'encadrement (Ratio Etudiant / Enseignant)	19	25	25	24	Nombre d'étudiants / Nombre d'enseignants Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'atteinte des résultats des indicateurs du DPPD-PAP	72%	80%	85%	90%	(Nombre de cibles atteintes / Nombre total d'indicateurs) x 100 Sources : Rapports d'activités DAF / DP

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**24 951 460 632**	**35 316 828 738**	**37 120 041 064**
Dépenses de personnel	14 341 000 708	14 764 931 274	15 188 861 840
Dépenses en biens et services	10 191 654 135	16 734 115 253	18 702 106 895
Transferts	0	0	0
Investissements	418 805 789	3 817 782 211	3 229 072 329
Trésor	*418 805 789*	*3 817 782 211*	*3 229 072 329*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21093 Administration Générale	**24 951 460 632**	**35 316 828 738**	**37 120 041 064**
2109301 Coordination et animation	**9 237 094 909**	**10 928 457 435**	**12 740 411 203**
2 Biens et services	**9 158 742 443**	**10 862 083 561**	**12 740 411 203**
78011202184 Prendre en charge les frais d'abonnements et de factures d'eau, électricité et téléphone des EPN	9 023 742 443	10 540 887 561	12 350 770 403
78096000181 Renforcer la coopération et les relations avec les autres ministères	25 000 000	26 000 000	26 000 000
78096000182 Régler les conflits et tenir les rencontres avec les structures et organes du Ministère	5 000 000	19 000 000	19 000 000
78096000183 Inspecter les services du Ministère	25 000 000	36 000 000	39 000 000
78096000222 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique	80 000 000	115 600 000	160 600 000
78096000244 Renforcer la coopération et les relations avec les autres Ministères (2)	0	124 596 000	145 040 800
4 Investissements	**78 352 466**	**66 373 874**	**0**
Trésor	***78 352 466***	***66 373 874***	***0***
78096000241 Réhabilitation et équipement des locaux de l'inspection Générale du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	78 352 466	66 373 874	0
2109302 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**15 370 313 400**	**23 291 842 966**	**23 215 773 532**
1 Personnel	**14 341 000 708**	**14 764 931 274**	**15 188 861 840**
78096000225 Prendre en charge les indemnités de la Commission d'Évaluation des Etablissements Supérieurs Privés	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78096000246 Prendre en charge la masse salariale de la gestion des dépenses centralisées	21 000 000	21 000 000	21 000 000
78096000261 Prendre en charge les salaires de l'administration centrale	14 201 500 708	14 625 431 274	15 049 361 840
78096000267 Prendre en charge les indemnités d'organisation des examens et concours. DESUP	108 500 000	108 500 000	108 500 000
2 Biens et services	**859 911 692**	**5 026 911 692**	**5 026 911 692**
78011202104 Prendre en charge les abonnements eau, électricité et téléphone des structures sous tutelle du MESRS	127 574 402	127 574 402	127 574 402
78096000173 DAF/ Gérer les ressources financières du ministère	11 500 000	11 500 000	11 500 000
78096000184 Renforcer le dialogue intersectoriel éducation/formation (Task Force)	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78096000185 Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des structures sous-tutelle	33 510 000	37 010 000	37 010 000
78096000186 Prendre en charge les dépenses centralisées du MESRS	69 316 490	4 082 816 490	4 082 816 490
78096000188 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	150 000 000	150 000 000	150 000 000
78096000190 Prendre en charge les missions hors-CI du MESRS	115 000 000	115 000 000	115 000 000
78096000216 Mettre en place un système de gestion intégrée des personnels du MESRS	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78096000221 Gérer la commande publique du MESRS	20 000 000	70 000 000	70 000 000
78096000223 Gérer les ressources humaines du Ministère	10 000 000	60 000 000	60 000 000
78096000224 Organiser les sessions de recrutement des Assistants du supérieur (CNRES)	15 800 000	15 800 000	15 800 000
78096000239 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78096000240 Renforcer les capacités des personnels du MESRS	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78096000245 Elaborer et suivre l'exécution du DPPD-PAP	32 000 000	82 000 000	82 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21093 Administration Générale	**24 951 460 632**	**35 316 828 738**	**37 120 041 064**
78096000257 Organiser les journées du forum social des personnels du MESRS	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78096000262 Prendre en charge les honoraires des agents sous la convention du BNETD	231 210 800	231 210 800	231 210 800
4 Investissements	**169 401 000**	**3 500 000 000**	**3 000 000 000**
Trésor	***169 401 000***	***3 500 000 000***	***3 000 000 000***
78094200239 Construction et équipement du siège du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)	169 401 000	3 500 000 000	3 000 000 000
2109303 Planification, programmation et suivi-évaluation	**201 052 323**	**291 408 337**	**269 072 329**
2 Biens et services	**30 000 000**	**40 000 000**	**40 000 000**
78096000176 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère	30 000 000	40 000 000	40 000 000
4 Investissements	**171 052 323**	**251 408 337**	**229 072 329**
Trésor	***171 052 323***	***251 408 337***	***229 072 329***
78096000226 Suivre la mise en œuvre de la Carte Universitaire (2)	100 000 000	51 408 337	0
78096000177 Réhabiliter et équiper la Direction de la Planification (DP)	71 052 323	200 000 000	229 072 329
2109304 Gestion des systèmes d'information et de communication	**55 000 000**	**135 560 000**	**175 182 400**
2 Biens et services	**55 000 000**	**135 560 000**	**175 182 400**
78096000227 Gérer les ressources logicielles et informatiques, assurer l'équipement et la maintenance informatique	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78096000238 Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de communication du Ministère	25 000 000	105 560 000	145 182 400
2109305 Développement de la démarche qualité du système d'ESRS	**88 000 000**	**669 560 000**	**719 601 600**
2 Biens et services	**88 000 000**	**669 560 000**	**719 601 600**
78096000179 Coordonner la politique d'assurance qualité, de certification et d'accréditation des institutions d'enseignement supérieur	27 000 000	598 040 000	648 081 600
78096000180 Définir et mettre en œuvre la politique d'assurance qualité des établissements d'enseignement supérieur	17 000 000	22 520 000	22 520 000
78096000220 Définir et mettre en œuvre les critères d'évaluation, de certification et d'accréditation des instituts d'enseignement supérieur	19 000 000	24 000 000	24 000 000
78096000228 Organiser les sessions de la commission d'Etablissements d'Enseignement Supérieur	25 000 000	25 000 000	25 000 000

II.2.2 Programme 2 : Enseignement supérieur

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Enseignement supérieur	Action 2.1: Gestion des universités et des grandes écoles
	Action 2.2: Amélioration de l'insertion professionnelle des diplômés
	Action 2.3: Construction, extension et équipement des infrastructures, des universités et grandes écoles publiques

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Enseignement supérieur						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer les capacités, pédagogiques et scientifiques des personnels enseignants-chercheurs, chercheurs et PAT	Taux d'inscription des enseignants chercheurs et chercheurs sur les listes d'aptitude au CAMES	95%	90%	92%	95%	(Nombre d'admis aux concours du CAMES / Nombre de candidats ayant postulé aux concours) x 100 Source : Rapports d'activités DGES / DGRI
	Taux de réussite des étudiants dans les universités publiques	64,43%	57%	58%	58%	(Nombre d'étudiants autorisés à s'inscrire en licence 2 / Nombre d'étudiants inscrits en licence 1) x 100 Source : Rapports d'activités DGES
	Taux d'admissibilité au BTS	38,39%	42%	43%	43%	(Nombre de candidats admissibles au BTS / Nombre total de candidats inscrits au BTS) x 100 Source : Rapports d'activités DEXCO
	Proportion d'UFR ayant terminé l'année universitaire conformément au calendrier académique	100%	99%	99%	100%	(Nombre d'UFR ayant terminé l'année académique / Nombre total d'UFR) x 100 Source : Rapports d'activités DGES
OS 2 : Renforcer l'accès à l'enseignement supérieur et les équipements scientifiques, pédagogiques, didactiques.	Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	1 083	1 085	1 088	1 090	(Nombre d'étudiants / Population) x 100 000 Source : Rapports d'activités DP
	Pourcentage d'étudiants inscrits dans les universités et grandes écoles publiques	51,20%	54%	54%	55%	(Nombre d'étudiants inscrits dans les universités et grandes écoles publiques / Nombre total d'étudiants) x 100 Source : Rapports d'activités DP
	Nombre de salles de TD disponibles dans les universités et grandes écoles publiques	400	430	460	465	Dénombrement Source : Rapport d'activités DP
	Nombre de salles de TP disponibles dans les universités et grandes écoles publiques	501	514	522	527	Dénombrement Source : Rapport d'activités DP
	Nombre d'amphithéâtres disponibles	89	92	95	100	Dénombrement Source : Rapport d'activités DP
	Proportion d'étudiants inscrits dans les filières scientifiques	35%	35,50%	36%	36%	(Nombre d'étudiants inscrits dans les filières scientifiques / Nombre total d'étudiants) x 100 Source : Rapports d'activités DP
	Proportion de filles inscrites dans les filières scientifiques	36%	37,50%	37,50%	38,00%	(Nombre de filles inscrites dans les filières scientifiques / Nombre total d'étudiants inscrits dans les filières scientifiques) x 100 Source : Rapport d'activités DGES
OS 3 : Réviser les maquettes pédagogiques en lien avec le monde socioprofessionnel	Proportion de filières professionnalisantes dans les universités publiques	41,91%	30%	30%	32%	(Nombre de filières professionnalisantes / Nombre total de filières) x 100 Source : Rapport d'activités DGES
	Nombre d'étudiants inscrits dans les filières professionnalisantes dans les universités publiques	5 089	5 200	5 300	5 400	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGES

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	**233 945 569 392**	**241 487 146 603**	**257 429 572 219**
Dépenses de personnel	117 405 890 370	119 336 738 983	121 267 587 596
Dépenses en biens et services	4 770 000 000	4 839 589 004	4 849 589 004
Transferts	76 397 526 373	80 761 477 887	88 092 238 143
Investissements	35 372 152 649	36 549 340 729	43 220 157 476
Trésor	*35 372 152 649*	*36 549 340 729*	*43 220 157 476*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22094 Enseignement supérieur	**233 945 569 392**	**241 487 146 603**	**257 429 572 219**
2209401 Gestion des universités et des grandes écoles	**198 968 807 689**	**204 835 896 474**	**213 869 414 743**
1 Personnel	**117 405 890 370**	**119 336 738 983**	**121 267 587 596**
11094200020 Transférer les crédits de personnel à l'INPHB	9 890 098 086	10 056 625 405	10 223 152 724
17094200013 Transférer les crédits de personnel à l'UAO	18 794 290 237	19 110 744 405	19 427 198 573
25094200015 Transférer les crédits de personnel à l'UPGC	11 747 798 540	11 945 605 415	12 143 412 290
31094200014 Transférer les crédits de personnel à l'UJLG	7 989 912 865	8 124 445 279	8 258 977 692
41094200008 Transférer les crédits de personnel à UMAN	1 836 357 853	1 867 278 047	1 898 198 241
55094200001 Prendre en charge les dépenses de personnel de l'Université de San-Pédro	2 342 777 667	2 382 224 847	2 421 672 028
62094200001 Transférer les crédits de personnel à l'Université de Bondoukou	1 193 217 351	1 213 308 485	1 233 399 619
78094200111 Transférer les crédits de personnel à l'UVCI	1 796 969 788	1 827 226 774	1 857 483 760
78094200130 Transférer les crédits de personnel à l'UNA	9 942 698 173	10 110 111 161	10 277 524 148
78094200141 Transférer les crédits de personnel à l'UFHB	45 197 048 587	45 958 066 653	46 719 084 720
78094200142 Transférer les crédits de personnel à l'ENS	3 942 400 952	4 008 782 241	4 075 163 530
78096000197 Prendre en charge les salaires du service autonome des examens	2 732 320 271	2 732 320 271	2 732 320 271
2 Biens et services	**4 770 000 000**	**4 839 589 004**	**4 849 589 004**
78096000191 Coordonner la politique nationale en matière d'enseignement supérieur	40 000 000	41 500 000	41 500 000
78096000192 Améliorer l'organisation des examens, des concours et l'orientation des bacheliers	25 000 000	30 000 000	30 000 000
78096000236 Mettre en œuvre et suivre la politique nationale en matière d'Enseignement Supérieur et Contrôler l'exécution des activités d'enseignement supérieur, professionnel, technique et académique dans les institutions d'enseignement supérieur	25 000 000	30 000 000	30 000 000
78096000270 Mettre en œuvre et suivre la politique d'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur	25 000 000	51 500 000	61 500 000
78096000272 Organiser les inspections des stagiaires de l'ENS	130 000 000	130 000 000	130 000 000
90096090186 Organiser le salon de l'Enseignement Supérieur (JOB)	25 000 000	56 589 004	56 589 004
90096090188 Gérer les sessions de l'examen du BTS	4 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22094 Enseignement supérieur	**233 945 569 392**	**241 487 146 603**	**257 429 572 219**
3 Transferts	**76 057 526 373**	**80 421 477 887**	**87 752 238 143**
11094200014 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Institut National Polytechnique HOUPHOUET-BOIGNY	250 000 000	253 582 408	257 164 815
11094200016 Prendre en charge les heures complémentaires l'Institut National Polytechnique HOUPHOUET-BOIGNY	300 000 000	304 298 889	308 597 778
11094200019 Transférer les crédits de biens et services à l'INP-HB	2 615 814 242	2 615 814 242	2 615 814 242
11094200021 Prendre en charge les frais de scolarité et de subsistance des étudiants des grandes écoles internationales d'excellence/INP-HB	200 000 000	202 865 926	205 731 852
17094200010 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Alassane OUATTARA	300 000 000	304 298 889	308 597 778
17094200011 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Alassane OUATTARA	1 657 752 738	1 658 469 220	1 659 185 701
17094200012 Prendre en charge les heures complémentaires l'Université Alassane OUATTARA	2 087 445 000	2 117 357 317	2 147 269 632
25094200011 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Péléforo GON COULIBALY	1 379 970 271	1 395 861 406	1 411 752 539
25094200012 Prendre en charge les heures complémentaires de l'Université Péléforo GON COULIBALY	974 051 000	974 051 000	974 051 000
25094200016 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Péléforo GON COULIBALY	486 989 000	486 989 000	486 989 000
31094200011 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Lorougnon GUEDE	780 688 315	781 118 204	781 548 093
31094200013 Prendre en charge les heures complémentaires de l'Université Lorougnon GUEDE	990 517 000	1 004 710 743	1 018 904 485
31094200015 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Lorougnon GUEDE	125 000 000	126 791 204	128 582 408
41094200007 Transférer les crédits de biens et services à l'Université de Man	1 282 000 000	1 282 286 593	1 282 573 185
41094200009 Prendre en charge les heures complémentaires de l'Université de Man	270 000 000	273 869 000	277 738 001
41094200010 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université de Man	155 000 000	157 221 093	159 442 186
55094200004 Prendre en charge les heures complémentaires de l'Université de San-Pédro	100 000 000	101 432 963	102 865 926
55094200005 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université de San-Pédro	200 000 000	200 000 000	200 000 000
55096000001 Transférer les crédits de biens et services à l'université de San-Pédro	1 526 000 000	1 526 000 000	1 526 000 000
62094200005 Assurer la formation pédagogique des étudiants à l'Université de Bondoukou	1 646 642 252	1 646 642 252	1 646 642 252
62094200006 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université de Bondoukou	150 000 000	152 149 445	154 298 889
62094200007 Prendre en charge les heures complémentaires de l'Université de Bondoukou	50 000 000	50 716 482	51 432 963
78094100005 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Internationale de Grand-Bassam	40 000 000	91 227 810	92 464 644
78094200104 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire	392 783 948	398 412 397	404 040 846
78094200105 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Nangui ABROGOUA	615 410 000	615 410 000	615 410 000
78094200106 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Ecole Normale Supérieure (ENS)	460 000 000	466 591 630	473 183 260
78094200107 Prendre en charge les heures complémentaires de l'Université Nangui ABROGOUA	950 490 000	964 110 171	977 730 341
78094200108 Prendre en charge les heures complémentaires de l'Ecole Normale Supérieure	658 837 820	668 278 723	677 719 625
78094200128 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY	400 000 000	405 731 852	411 463 705
78094200138 Prendre en charge les heures complémentaires de l'Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY	3 373 659 180	3 422 002 471	3 470 345 760
78094200140 Transférer les crédits de biens et services de l'Ecole d'Application ENS	20 763 407	21 060 939	21 358 471
78094200149 Transférer les crédits de biens et services à l'Ecole Normale Supérieure	580 000 000	588 311 186	596 622 371
78094200150 Appui à l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire	1 541 899 148	1 563 993 994	1 586 088 839

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22094 Enseignement supérieur	**233 945 569 392**	**241 487 146 603**	**257 429 572 219**
78094200153 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY	2 255 000 000	2 256 791 204	2 258 582 408
78094200157 Transférer les crédits de biens et services à l'Université Nangui ABROGOUA	1 010 900 000	1 011 991 918	1 013 083 836
78094200162 Prendre en charge les pécules des stagiaires de l'ENS en responsabilité de classe	887 940 000	900 663 853	913 387 704
78096000196 Prendre en charge les contributions de la CIV aux Centre, Ecole et institut de formation	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78096000251 Prendre en charge les contributions de la CI à l'Ecole Inter-états d'ingénieurs, d'équipement Rural (EIE)	40 000 000	40 000 000	40 000 000
78096000263 Prendre en charge les frais de scolarité des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur Technique privé laïc	45 251 973 052	49 340 373 463	56 445 573 608
4 Investissements	**735 390 946**	**238 090 600**	**0**
Trésor	***735 390 946***	***238 090 600***	***0***
78094200231 FB-Pr/RHS-Transférer les crédits à l'Université Félix HOUPHOUET-BOIGNY de Cocody (Préparation, supervision et fonctionnement de la cellule résidanat) /C2D3	95 294 746	0	0
78094200109 Mettre en œuvre le télé-enseignement (équiper l'université virtuelle)	309 381 200	238 090 600	0
41094200022 Mise en place d'un laboratoire de traitement et d'analyse des minerais à l'Université de Man	330 715 000	0	0
2209402 Amélioration de l'insertion professionnelle des diplômés	**40 000 000**	**40 000 000**	**40 000 000**
3 Transferts	**40 000 000**	**40 000 000**	**40 000 000**
22094020002 Prendre en charge la formation des diplômés au Programme de Gestion de la Politique Economique (GPE)	40 000 000	40 000 000	40 000 000
2209405 Construction, extension et équipement des infrastructures, des universités et grandes écoles publiques	**34 936 761 703**	**36 611 250 129**	**43 520 157 476**
3 Transferts	**300 000 000**	**300 000 000**	**300 000 000**
78094200131 Animer la Cellule Suivi Construction Universités	300 000 000	300 000 000	300 000 000
4 Investissements	**34 636 761 703**	**36 311 250 129**	**43 220 157 476**
Trésor	***34 636 761 703***	***36 311 250 129***	***43 220 157 476***
90096090189 FB-Pr/RHS-Programme de Décentralisation des Universités (PDU)/C2D3	2 299 416 687	0	0
90094200182 Purges et Indemnisation sur la construction des universités	4 000 000 000	100 000 000	100 000 000
90094200180 Construction de l'Université de Daoukro	700 000 000	0	0
90094200179 Construction de l'Université d'Abengourou	1 000 000 000	0	0
78096000298 Construction des résidences universitaires de Cocody/PDU	337 274 035	0	0
78096000297 Construction des résidences universitaires d'Abobo Adjamé/PDU	752 228 543	0	0
78094200243 Provision pour investissement / Enseignement supérieur	0	17 870 281 733	27 050 771 030
78094200230 Construction d'une clôture en fer forgée (ENS)	177 845 599	100 000 000	0
78094200161 Construction de l'Université de San-Pédro	13 502 714 429	0	0
78094200159 Extension des infrastructures de l'Université de Cocody	264 474 119	719 236 680	0
78094200143 Construction de l'Université de Man	2 000 000 000	1 589 917 945	0
78094200116 Construction de l'Université d'Odienné	6 500 000 000	6 500 000 000	10 017 928 575
78094200115 Construction de la ville universitaire d'Adiaké	500 000 000	0	0
78094200114 Extension des infrastructures de l'Université Péléforo GON COULIBALY/UPGC	500 000 000	4 699 145 520	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22094 Enseignement supérieur	**233 945 569 392**	**241 487 146 603**	**257 429 572 219**
78094200113 Extension des infrastructures de l'Université Lorougnon GUEDE/UJLoG	500 000 000	0	0
78094100006 Construction du Campus GPE	130 000 000	2 000 000 000	2 584 913 869
31094200010 Renforcer les équipements des infrastructures de l'UJLoG-Daloa	345 855 294	250 000 000	420 792 615
17094200024 Construction de la Résidence Universitaire de Bouaké	704 706 728	0	0
11094200018 Réhabilitation, équipement des locaux et construction de la clôture de l'INP - HB	292 246 269	0	0
11094200017 Réhabilitation et équipement des infrastructures de l'Institut National Polytechnique HOUPHOUET-BOIGNY	130 000 000	2 482 668 251	3 045 751 387

II.2.3 Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine	Action 3.1: Pacification de l'environnement universitaire
	Action 3.2: Réhabilitation et équipement des infrastructures des œuvre s universitaires
	Action 3.3: Gestion des Bourses et Secours Financiers
	Action 3.4: Amélioration des prestations des restaurants universitaires et la qualité du dispositif sanitaire en milieu universitaire
	Action 3.5: Promotion des filles et des personnes à mobilité réduite (PMR) en milieu universitaire

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la gestion et l'impact des bourses d'études sur l'efficacité interne des établissements d'enseignement supérieur	Proportion d'étudiants boursiers	14,53%	14,53%	15%	15%	(Nombre d'étudiants boursiers / Nombre total d'étudiants) x 100 Source : Rapport d'activités DOB
	Taux de satisfaction des demandes éligibles aux bourses et aux secours financiers	93,30%	95%	95%	95%	(Nombre de boursiers / Nombre total de dossiers éligibles) x 100 Source : Rapport d'activités DOB
OS 2 : Accroître les capacités infrastructurelles des CROU	Proportion d'étudiants logés	5,89%	7%	7%	8%	(Nombre d'étudiants logés / Nombre total d'étudiants) x 100 Source : Rapport d'activités CROU
	Nombre de places assises dans les restaurants universitaires	9 175	10 518	11 000	11 500	Dénombrement Source : Rapport d'activités CROU
	Taux de satisfaction des demandes éligibles à l'hébergement	27%	18%	18%	18%	(Nombre d'étudiants logés / Nombre de demandeurs éligibles) x 100 Source : Rapport d'activités CROU

Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Accroître les capacités infrastructurelles des CROU	Proportion de CROU disposant d'un bâtiment administratif	50%	50%	50%	50%	(Nombre de CROU disposant d'un bâtiment administratif / Nombre total de CROU) x 100 Source : Rapport d'activités CROU
OS 3 : Pacifier le milieu universitaire	Nombre d'activités sportives et culturelles organisées	122	10	10	15	Dénombrement Source : Rapport d'activités DOUVAG
	Proportion d'étudiants inscrits dans les clubs sportifs et culturels	2,66%	5%	5%	6%	(Nombre d'étudiants participant à une activité sportive et culturelle / Nombre total d'étudiants) x 100 Source : Rapport d'activités CROU
	Nombre de campagnes de sensibilisation à la non-violence	18	10	11	12	Dénombrement Source : Rapport d'activités DOUVAG / CROU
OS 4 : Promouvoir l'équité entre les genres en milieu universitaire	Proportion de filles bénéficiant de la bourse d'étude	12,07%	10%	15%	15%	(Nombre de filles bénéficiant de la bourse / Nombre total de filles dans l'Enseignement Supérieur) x100 Source : Rapport d'activités DOB
	Proportion de filles logées en résidence universitaire	5,30%	7%	7%	9%	(Nombre de filles logées / Nombre total de filles dans l'Enseignement Supérieur) X 100 Source : Rapport d'activités DOUVAG
	Nombre d'activités menées contre les agressions sexuelles et les cas de harcèlement	16	6	8	10	Dénombrement Sources : Rapport d'activités DOUVAG
OS 5 : Améliorer les prestations des restaurants universitaires	Niveau de satisfaction des étudiants	76%	75%	75%	80%	(Nombre d'étudiants satisfaits / Nombre total d'étudiants interrogés) x 100 Sources : Rapports d'activités et d'enquêtes DOUVAG
	Nombre de repas servis par an	14 137 510	22 014 220	22 014 220	22 014 220	Dénombrement Source : Rapport d'activités DOUVAG

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET VIE ESTUDIANTINE	**67 106 546 257**	**70 658 665 748**	**71 648 339 074**
Dépenses de personnel	2 934 867 200	2 983 481 702	3 032 096 207
Dépenses en biens et services	3 654 600 000	4 584 589 004	4 587 398 604
Transferts	59 392 578 287	60 140 595 042	60 910 696 135
Investissements	1 124 500 770	2 950 000 000	3 118 148 128
Trésor	*1 124 500 770*	*2 950 000 000*	*3 118 148 128*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22095 Œuvres universitaires et vie estudiantine	**67 106 546 257**	**70 658 665 748**	**71 648 339 074**
2209502 Pacification de l'environnement universitaire	**20 000 000**	**26 000 000**	**27 000 000**
2 Biens et services	**20 000 000**	**26 000 000**	**27 000 000**
78096000259 Organiser des campagnes de sensibilisation à la non-violence	20 000 000	26 000 000	27 000 000
2209503 Réhabilitation et équipement des infrastructures des œuvres universitaires	**1 124 500 770**	**2 950 000 000**	**3 118 148 128**
4 Investissements	**1 124 500 770**	**2 950 000 000**	**3 118 148 128**
Trésor	***1 124 500 770***	***2 950 000 000***	***3 118 148 128***
78096000209 Renforcement et équipement des infrastructures du CROU-A1	350 000 000	1 200 000 000	1 028 444 215
78096000208 Renforcement des infrastructures et équipements du CROU-A2	340 018 165	1 000 000 000	1 334 703 913
62094200025 Renforcement des infrastructures et équipements du CROU-de Bondoukou	40 000 000	350 000 000	350 000 000
41094200023 Renforcement des infrastructures et équipements du CROU-Man	40 000 000	300 000 000	305 000 000
31096000009 Renforcement et équipement des infrastructures du CROU D	132 368 305	100 000 000	100 000 000
17096000013 Renforcement et équipement des infrastructures du CROU B	222 114 300	0	0
2209506 Gestion des Bourses et Secours Financiers	**43 111 766 106**	**44 761 659 765**	**45 519 888 760**
1 Personnel	**47 640 000**	**47 640 000**	**47 640 000**
78096000207 Prendre en charge les indemnités des membres de la Commission des Bourses	47 640 000	47 640 000	47 640 000
2 Biens et services	**3 599 600 000**	**4 513 349 004**	**4 513 349 004**
78096000219 Suivre et contrôler l'ensemble des opérations de gestion des bourses et des secours financiers	45 000 000	107 775 000	107 775 000
78096000230 Tenir la commission d'orientation des bacheliers et organiser les missions de contrôle des effectifs des étudiants dans les établissements privées	55 600 000	510 825 000	510 825 000
78096000253 Organiser les travaux d'attribution des bourses aux étudiants/Commission des bourses	40 000 000	40 000 000	40 000 000
78096000254 Prendre en charge les frais de transport des étudiants boursiers à l'étranger	3 459 000 000	3 854 749 004	3 854 749 004
3 Transferts	**39 464 526 106**	**40 200 670 761**	**40 958 899 756**
78096000204 Prendre en charge les bourses aux étudiants en CIV	24 538 155 170	25 274 299 825	26 032 528 820
78096000205 Prendre en charge les bourses des étudiants ivoiriens hors CIV	13 926 370 936	13 926 370 936	13 926 370 936
78096000229 Prendre en charge les bourses d'excellence des étudiants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
2209507 Amélioration des prestations des restaurants universitaires et la qualité du dispositif sanitaire en milieu universitaire	**22 815 279 381**	**22 875 765 983**	**22 936 252 586**
1 Personnel	**2 887 227 200**	**2 935 841 702**	**2 984 456 207**
17096000012 Transférer les crédits de personnel au CROU Bouaké	598 049 392	608 119 217	618 189 043
22095010051 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel au CROU Man	480 199 069	488 284 556	496 370 044
25096000006 Transférer les crédits de personnel au CROU Korhogo	207 097 908	210 584 977	214 072 047
31096000008 Transférer les crédits de personnel au CROU Daloa	395 239 842	401 894 804	408 549 767
55096000003 Prendre en charge les dépenses de personnel du CROU San-Pédro	150 632 851	153 169 174	155 705 497
62095000001 Transférer les crédits de personnel au CROU Bondoukou	191 592 424	194 818 416	198 044 407
78096000206 Transférer les crédits de personnel au CROU Abidjan 1	544 742 388	553 914 642	563 086 896
78096000255 Transférer les crédits de personnel au CROU Abidjan 2	319 673 326	325 055 916	330 438 506

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22095 Œuvres universitaires et vie estudiantine	**67 106 546 257**	**70 658 665 748**	**71 648 339 074**
3 Transferts	**19 928 052 181**	**19 939 924 281**	**19 951 796 379**
17096000011 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU B	196 120 000	196 120 000	196 120 000
17096000014 Transférer les crédits de biens et services au CROU B	2 610 826 187	2 611 284 735	2 611 743 283
22095010054 Transférer les crédits de biens et services au CROU Man	1 712 932 031	1 712 932 031	1 712 932 031
25096000007 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU K	156 524 777	156 524 777	156 524 777
25096000008 Transférer les crédits de biens et services au CROU K	2 018 000 000	2 018 000 000	2 018 000 000
31096000007 Transférer les crédits de biens et services au CROU D	1 688 588 654	1 689 018 543	1 689 448 432
31096000010 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU D	120 000 000	121 719 556	123 439 111
41096000001 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU M	204 180 000	204 180 000	204 180 000
55096000002 Transférer les crédits de biens et services au CROU de San-Pédro	1 473 172 069	1 473 172 069	1 473 172 069
55096000004 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU de San-Pédro	60 000 000	60 859 778	61 719 556
62096000001 Assurer la gestion des œuvres universitaires de Bondoukou	1 670 877 270	1 670 877 270	1 670 877 270
62096000002 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU de Bondoukou	60 000 000	60 859 778	61 719 556
78096000201 Transférer les crédits de biens et services au CROU-A1	4 474 572 603	4 475 697 479	4 476 822 355
78096000202 Transférer les crédits de biens et services au CROU A2	2 800 258 590	2 800 975 072	2 801 691 553
78096000203 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU A2	284 000 000	284 000 000	284 000 000
78096000243 Prendre en charge les heures supplémentaires du CROU A1	398 000 000	403 703 193	409 406 386
2209508 Promotion des filles et des personnes à mobilité réduite (PMR) en milieu universitaire	**35 000 000**	**45 240 000**	**47 049 600**
2 Biens et services	**35 000 000**	**45 240 000**	**47 049 600**
78096000200 Définir et suivre la mise en œuvre de la politique des œuvres universitaires, de la vie associative et du genre	35 000 000	45 240 000	47 049 600

II.2.4 Programme 4 : Recherche scientifique et innovation

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Recherche scientifique et innovation	Action 4.1: Gestion de la recherche et de l'innovation
	Action 4.2: Construction, extension et équipements des infrastructures des centres et instituts de recherche
	Action 4.3: Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures
	Action 4.4: Renforcement du niveau de financement de la recherche et de l'innovation
	Action 4.5: Promotion des résultats de la recherche

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Recherche scientifique et innovation						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer une meilleure gestion de la recherche et l'innovation	Nombre de projets de recherche mis en œuvre dans les structures sous tutelle	150	135	140	150	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRI
	Nombre de chercheurs et enseignants-chercheurs ayant participé à des activités de formation / renforcement de capacités	85	110	120	130	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRI
OS 2 : Accroître et diversifier les financements de la recherche et de l'innovation	Part du budget du programme recherche et de l'innovation dans le budget du MESRS	2,48%	4%	5%	6%	(Budget alloué au programme « recherche scientifique et innovation » / Budget du MESRS) x100 Sources : Rapport d'activités DAF
	Nombre de projets de recherche et d'innovation financés par les structures nationales de financement	90	40	45	50	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRI
OS 3 : Accroitre les capacités de valorisation des résultats de la recherche	Nombre de résultats de recherche et d'innovation valorisés socio économiquement	63	50	55	60	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRI
	Nombre de publications scientifiques réalisées par an	720	800	850	850	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRI
OS 4 : Accroître les capacités infrastructurelles, plateaux techniques du dispositif de recherche et d'innovation	Taux moyen d'exécution physique des projets des centres et instituts de recherche	75,30%	76%	77%	78%	Somme des taux d'exécution des différents projets des centres et instituts de recherche / Nombre total des projets des centres et instituts de recherche Source : Rapport d'activités DGRI
	Nombre de fermes agropastorales	5	7	7	8	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRI

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 4 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	**12 775 831 965**	**12 684 214 055**	**11 978 813 970**
Dépenses de personnel	3 450 691 880	3 508 793 879	3 566 895 877
Dépenses en biens et services	311 892 874	382 349 699	391 823 831
Transferts	3 811 061 000	3 862 349 951	3 885 638 900
Investissements	5 202 186 211	4 930 720 526	4 134 455 362
Trésor	*4 202 186 211*	*3 430 720 526*	*2 261 738 501*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*1 000 000 000*	*1 500 000 000*	*1 872 716 861*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22096 Recherche scientifique et innovation	**12 775 831 965**	**12 684 214 055**	**11 978 813 970**
2209601 Gestion de la recherche et de l'innovation	**5 648 645 754**	**5 842 493 529**	**5 919 358 608**
1 Personnel	**3 450 691 880**	**3 508 793 879**	**3 566 895 877**
78097000084 Transférer les crédits de personnel au CRO	1 144 350 593	1 163 618 919	1 182 887 245
78097000106 Transférer les crédits de personnel à l'IPCI	2 306 341 287	2 345 174 960	2 384 008 632
2 Biens et services	**261 892 874**	**332 349 699**	**341 823 831**
78097000078 Mettre en œuvre et suivre la politique de recherche dans les instituts et centres de recherche	55 000 000	55 000 000	55 000 000
78097000079 Coordonner la politique nationale de recherche scientifique et de l'innovation (DGRI)	40 000 000	57 600 000	58 848 000
78097000110 Organiser les sessions de la commission des programmes	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78097000115 Assurer les mécanismes de conservation du patrimoine scientifique national	5 000 000	5 000 000	5 000 000
90097000002 Prendre en charge les frais de fonctionnement du Centre National de Calcul	76 892 874	105 989 699	107 071 299
90097000005 Assurer le fonctionnement du Centre National de Floristique	40 000 000	58 560 000	61 774 400
90097000006 Prendre en charge les frais de dossiers des chercheurs/évaluation CAMES	5 000 000	10 200 000	14 130 132
90097090199 Faire l'inventaire du potentiel scientifique et technologique de la recherche	25 000 000	25 000 000	25 000 000
3 Transferts	**1 936 061 000**	**2 001 349 951**	**2 010 638 900**
78097000073 Transférer les crédits de biens et services à la Société Mathématique	60 000 000	76 000 000	78 000 000
78097000075 Transférer les crédits de biens et services de l'IPCI	855 661 000	855 731 932	855 802 863
78097000076 Transférer les crédits de biens et services au CEMV	123 000 000	123 000 000	123 000 000
78097000077 Transférer les crédits de biens et services au LAMTO Géo	50 000 000	66 000 000	68 000 000
78097000083 Transférer les crédits de biens et services de la ferme aquacole de Grand-Lahou	20 000 000	20 286 593	20 573 185
78097000085 Prendre en charge les abonnements dans les revues d'informations scientifiques	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78097000092 Prendre en charge les heures supplémentaires du CRO	60 000 000	60 859 778	61 719 556
78097000093 Transférer les crédits de biens et services au CRO	384 900 000	384 971 648	385 043 296

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22096 Recherche scientifique et innovation	**12 775 831 965**	**12 684 214 055**	**11 978 813 970**
78097000095 Transférer les crédits de biens et services au GRTO	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78097000097 Transférer les crédits de biens et services au Comité Bipartie ADRAO/CI	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78097000103 Transférer les crédits de biens et services du CSRS	80 000 000	96 000 000	98 000 000
78097000104 Transférer les crédits de biens et services au CIRES (Université des Nations Unies)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78097000109 Transférer les crédits de biens et services de l'IRD (Ex-OSTROM)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78097000112 Prendre en charge les heures supplémentaires de l'IPCI	270 000 000	270 000 000	270 000 000
78097000113 Transférer les crédits de biens et services au CAPEC	7 500 000	23 500 000	25 500 000
2209603 Construction, extension et équipements des infrastructures des centres et instituts de recherche	**3 532 186 211**	**0**	**0**
4 Investissements	**3 532 186 211**	**0**	**0**
Trésor	***3 532 186 211***	***0***	***0***
78096000301 Projet d'Appui au Développement de l'Enseignement des Sciences, de la Technologie, de la Recherche et de l'Innovation (ADESTRI)/C2D3	3 532 186 211	0	0
2209604 Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures	**540 000 000**	**1 988 282 445**	**550 000 000**
4 Investissements	**540 000 000**	**1 988 282 445**	**550 000 000**
Trésor	***540 000 000***	***1 988 282 445***	***550 000 000***
78097000125 Réhabilitation et équipement du centre de recherches architecturales et urbaines (CRAU) de l'université Félix Houphouët Boigny	50 000 000	400 000 000	200 000 000
78097000107 Réhabilitation et équipement Station géophysique Lamto	60 000 000	219 700 000	0
78097000087 Réhabilitation et équipement du CRO	130 000 000	522 100 234	0
78097000086 Réhabilitation et équipement du CEMV	100 000 000	250 000 000	350 000 000
42097000001 Réhabilitation et Equipement des Infrastructures de la Station de Recherche en Ecologie de Taï	100 000 000	271 925 860	0
22096020005 Renforcement et équipement du Centre National de Floristique	100 000 000	324 556 351	0
2209605 Renforcement du niveau de financement de la recherche et de l'innovation	**1 875 000 000**	**1 861 000 000**	**1 875 000 000**
3 Transferts	**1 875 000 000**	**1 861 000 000**	**1 875 000 000**
78097000082 Financer les activités de la recherche (FONSTI)	375 000 000	361 000 000	375 000 000
90094290182 Financer les Programmes Nationaux de Recherche (PNR)	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2209606 Promotion des résultats de la recherche	**1 180 000 000**	**2 992 438 081**	**3 634 455 362**
2 Biens et services	**50 000 000**	**50 000 000**	**50 000 000**
78097000108 Mettre en œuvre et suivre la politique de la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation des instituts et centres de recherche	25 000 000	25 000 000	25 000 000
90097090187 Organiser le Salon Ivoirien de Valorisation de la Recherche et de l'Innovation	25 000 000	25 000 000	25 000 000
4 Investissements	**1 130 000 000**	**2 942 438 081**	**3 584 455 362**
Trésor	***130 000 000***	***1 442 438 081***	***1 711 738 501***
78097000080 Création des Fermes Agro-Pastorale	50 000 000	1 000 000 000	1 711 738 501
78096000300 Réhabilitation, équipement et création de la plateforme numérique " Marché Virtuel "	40 000 000	133 138 081	0
25097000001 Projet de construction du Centre de Valorisation des Bioressources de Korhogo (CVBK)	40 000 000	309 300 000	0
Financement extérieur	***1 000 000 000***	***1 500 000 000***	***1 872 716 861***
25097000001 Projet de construction du Centre de Valorisation des Bioressources de Korhogo (CVBK)	1 000 000 000	1 500 000 000	1 872 716 861

SECTION 334 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'APPRENTISSAGE

SECTION 334 : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'APPRENTISSAGE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'inégale répartition des structures de formation sur le territoire national ;
- le faible effectif de l'EFTP par rapport aux effectifs du secondaire ;
- la faible capacité d'accueil du dispositif public de l'EFTP ;
- la faible offre de formation dans les filières agricole et industrielle ;
- la faible présence des filles dans les formations industrielles et agricoles ;
- le faible niveau de diversification des programmes de formation ;
- le faible niveau de rénovation des programmes de formation ;
- le faible niveau de financement du sous-secteur EFTP ;
- la faible insertion des diplômés du dispositif de l'EFTP ;
- le déficit de perfectionnement et de renforcement de capacités du personnel administratif, enseignant et d'encadrement ;
- le faible suivi des établissements privés de formation professionnelle et technique ;
- l'insuffisance d'enseignants de spécialités et de matières scientifiques ;
- l'insuffisance de travaux pratiques dans la formation des apprenants ;
- les cas d'abandon des apprenants dans les établissements publics ;
- la méconnaissance des offres de formation de l'EFTP et de leurs débouchés.

I.1.2. Réponses apportées

- la mise en place d'un programme de construction et d'équipement de nouveaux établissements et de nouvelles Unités Mobiles de Formation ;
- la poursuite de l'expérimentation de la Formation Professionnelle par Apprentissage (FPA) dans tous les établissements d'EFTP ;
- la mise en place d'un programme de réhabilitation et d'équipement d'établissements de formation professionnelle, de Lycées techniques, d'UMF et d'Ateliers d'Application et de Production (AAP) ;
- la construction de cinq (05) Lycées Professionnels et de deux (02) fermes-écoles dédiés aux métiers de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ;
- la mise en place depuis 2022 d'une politique de sensibilisation des filles sur les opportunités qu'offrent les filières industrielles et agricoles à travers la Cellule Genre ainsi que l'octroi de bourses différenciées aux jeunes filles en CAP ;
- l'ouverture de nouvelles filières dans les établissements de formation professionnelle ;
- l'établissement de partenariats avec le secteur productif et les partenaires techniques et financiers de l'éducation ;
- la mise en place de la démarche qualité dans les établissements de formation professionnelle ;
- le déploiement du dispositif de suivi des formés ;
- la réforme des examens et concours ;
- le renforcement du dispositif de suivi et d'encadrement des établissements privés de Formation Professionnelle ;
- le recrutement d'enseignants de spécialités et de matières scientifiques ;

- la mise en œuvre d'un programme de rééquipement des structures de formation professionnelle et technique ;
- la construction, la réhabilitation et l'équipement des internats et des cantines ;
- la création de la Direction de la Communication et de la Production Audiovisuelle (DCPA).

I.1.3. Défis et priorités

- le financement du dispositif de l'EFTP ;
- l'accès à l'EFTP ;
- la qualité des offres de formation ;
- l'accompagnement des apprenants ;
- le genre dans les filières industrielles et agricoles ;
- le recrutement des enseignants de spécialités et des matières scientifiques ;
- l'attractivité de l'EFTP ;
- l'employabilité des diplômés ;
- l'insertion socioprofessionnelle des formés ;
- la maintenance et l'entretien des équipements pédagogiques des ateliers ;
- la forte implication du secteur privé productif et des collectivités territoriales dans le système de l'EFTP.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du partenariat Ecole-Entreprise ;
- l'appui à l'insertion professionnelle des formés ;
- l'accroissement de l'accès à l'EFTP ;
- l'amélioration de la qualité de l'offre de formation ;
- l'amélioration du pilotage du dispositif.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'Administration est moderne et performante ;
- la formation professionnelle est accessible et de qualité ;
- les besoins en formation des populations sont satisfaits ;
- l'Enseignement Technique est accessible et de qualité.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son **article 28**, le Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Enseignement Technique, de Formation Professionnelle et d'Apprentissage.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de l'Enseignement Technique

- planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes d'enseignement secondaire technique ;
- définition d'un cadre réglementaire pour le développement de l'enseignement technique ;
- gestion administrative et pédagogique des établissements d'enseignement technique ;
- assistance aux collectivités décentralisées pour le suivi et le contrôle de l'implantation des établissements d'enseignement technique ;
- élaboration des documents, manuels et autres matériels didactiques ;
- encadrement de l'enseignement technique privé ;
- tutelle des écoles d'enseignement technique privées ;
- suivi de l'organisation et du fonctionnement des écoles d'enseignement technique privées ;
- promotion de l'utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement technique, en liaison avec le Ministre chargé de la Transition Numérique ;
- organisation des examens et des concours dans l'enseignement technique.

Au titre de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage

- planification, mise en œuvre et évaluation des stratégies et programmes de formation professionnelle ;
- définition d'un cadre réglementaire pour le développement de la formation professionnelle ;
- gestion administrative et pédagogique des établissements de formation professionnelle ;
- développement de chantiers écoles pour la pratique des apprenants ;
- appui à l'installation des jeunes formés, en liaison avec le Ministère en charge de l'Emploi des Jeunes ;
- établissement de partenariats stratégiques pour le développement de la formation professionnelle et l'accès aux débouchés des produits ;
- assistance aux collectivités décentralisées pour le suivi et le contrôle de l'implantation des établissements de formation professionnelle ;
- élaboration des documents, manuels et autres matériels didactiques ;
- encadrement de la formation professionnelle privée ;
- promotion de l'utilisation des nouvelles technologies dans la formation professionnelle, en liaison avec le Ministre chargé de la Transition Numérique ;
- promotion de l'apprentissage et de la formation continue.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Formation professionnelle et apprentissage
- Programme 3 : Enseignement secondaire technique
- Programme 4 : Fonds de Développement de la Formation Professionnelle

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	- Cabinet ; - Inspection Générale (IG) ; - Direction des Affaires Financières (DAF) ; - Direction des Ressources Humaines (DRH) ; - Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Informatique (DPSI) ; - Direction de l'Orientation, des Bourses et des Mobilités (DOBM) ; - Direction des Examens et Concours (DEXC) ; - Direction de la Vie Scolaire (DVS) ; - Direction des Affaires Juridiques (DAJ) ; - Direction de la Communication et de la Production Audiovisuelle (DCPA) ; - Direction de la Pédagogie et des Curricula (DPC) ; - Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) ; - Service de Gestion du Patrimoine (SGP) ; - Cellule genre.		- Mise en œuvre de l'Académie des Talents - Projet de soutien à l'innovation entrepreneuriale des jeunes en Côte d'Ivoire / METFPA ; - Projet de renforcement des infrastructures sanitaires et sportives des établissements de l'ETFPA ; - Projet de conception et de déploiement d'un système intégré de gestion des ressources humaines (SIGRH)	Aménagement et sécurisation du complexe de la formation professionnelle de Yopougon.
Programme 2 : Formation professionnelle et apprentissage	- Direction Générale de la Formation Initiale (DGFI) ; - Direction Générale de l'Apprentissage et de la Formation Continue (DGAFC) ; - Direction de l'Encadrement des Etablissements Privés (DEEP) ; - Direction de l'Apprentissage et de l'Insertion Professionnelle (DAIP) ; - Direction des Projets, de l'Equipement et de la Maintenance (DPEM) ;	- Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP) ; - Centre de Promotion des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (CPNTIC) ; - Centre Ivoirien pour le Développement de la Formation Professionnelle (CIDFOR) ;	- Formation Professionnelle/Purge des droits Coutumiers ; - Projet Dév Système Formation Professionnel Partenariat Flux Inverses/BID ; - Construction et Equipement du Lycée Professionnel de Daloa/Fonds koweitien ; - Projet de Construction du Centre de Formation aux Energies Renouvelables / ICO Espagne (SERKOBE) ; - Mise en place du SIG de la carte scolaire de l'ETFP ; - Construction et équipement de 7 établissements de Formation Professionnelle/AVIC ; - Réhabilitation et équipement de la DPSI ; - Extension et équipement des locaux de la DEXC ;	- Construction et équipement du Lycée Professionnel Sectoriel de Botro ; - Construction du Centre de Développement et de Gestion des Curricula ;

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Formation professionnelle et apprentissage	- Direction de la Formation Tout au Long de la Vie (DFTLV) ; - Trente-cinq (35) Directions Régionales (DR) ; - Soixante-douze (72) Etablissements de Formation Professionnelle (EFP) ; - Dix (10) Unités Mobiles de Formation (UMF) ; - Trois (03) Ateliers d'Application et de Production (AAP).	- Agence Nationale de la Formation Professionnelle (AGEFOP) ; - Ecole Ivoirienne de Bijouterie et des Métiers Annexes (EIBMA) ; - Centre Africain de Management et de Perfectionnement des Cadres (CAMPC).	- Mise en œuvre de l'Ecole de Seconde Chance ; - Construction du centre de formation professionnelle en agriculture, élevage et pêche de Bouna (CLP-Bouna) ; - Construction du Centre de Formation Professionnelle en Agriculture, Elevage et Pêche de Zouan-Hounien ; - Projet d'extension et d'équipement du LPH de Yamoussoukro et de deux CET à Issia et Bouaflé ; - Projet d'urgence de réhabilitation et équipement de trois (03) établissements de l'Enseignement Technique de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage ; - Projet de soutien à l'innovation entrepreneuriale des jeunes en Côte d'Ivoire/AGEFOP. - Projet d'amélioration des compétences pour l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes (PACE) ; - Projet de renforcement et d'équipement des infrastructures de l'IPNETP	- Travaux de réhabilitation et d'équipement de 2 établissements (EBP de Yamoussoukro et CFP d'Alépé) ; - Réalisation de la première phase des travaux de réhabilitation et d'équipement du CET d'Adzopé et du Lycée Technique de Bouaké ; - Certification de mille (1 000) travailleurs ;
Programme 3 : Enseignement secondaire technique	- Direction des Etablissements Publics (DEP) ; - Lycée Technique d'Abidjan ; - Lycée Technique de Bouaké ; - Lycée Technique de Yopougon.			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Promouvoir une administration moderne et performante	**RS 1.1 :** L'Administration est moderne et performante	**IP 1.1.1** : Taux de réalisation des activités du PTAB du METFPA	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) X 100 Source : Rapport d'activités DPSI
OG 2 : Développer l'accès et la qualité de la Formation Professionnelle et de l'apprentissage	**RS 2.1** : La Formation Professionnelle est accessible et de qualité	**IP 2.1.1 :** Ratio apprenants / Formateurs	Effectif des apprenants de l'année / Effectif des formateurs de l'année Source : Rapport d'activités DPSI
		IP 2.1.2 : Ratio apprenants / postes de travail	Effectif des apprenants de l'année / Nombre de postes de travail de l'année Source : Rapport d'activités DPSI
		IP 2.1.3 : Indice de parité entre les sexes à l'EFTP	Valeur d'un indicateur donné chez les individus de sexe féminin / Valeur du même indicateur chez les indicateurs de sexe masculin Source : Rapport d'activités DPSI
		IP 2.1.4 : Part de la Formation Professionnelle dans les effectifs du niveau secondaire	(Effectif des apprenants dans la FP / Ensemble des apprenants de niveau secondaire) X 100 Source : Rapport d'activités DPSI

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 2 : Développer l'accès et la qualité de la Formation Professionnelle et de l'apprentissage	**RS 2.2** : Les besoins en formation des populations sont satisfaits	**IP 2.2.1 :** Part des effectifs de la formation qualifiante et de l'apprentissage dans les effectifs de l'ETFPA	Effectif des apprenants en formation qualifiante et apprentissage / Ensemble des apprenants du dispositif de l'ETFPA Sources : Rapports d'activités DPSI / DAIP
		IP 2.2.2 : Pourcentage de formés par le biais de projets ou programmes de formation qualifiante ou par apprentissage (y compris E2C)	(Effectif des formés dans la FP en formation qualifiante ou par apprentissage / Ensemble des formés de la FP) X 100 Source : Rapport d'activités DPSI
OG 3 : Développer l'accès à un enseignement technique de qualité	**RS 3.1** : L'Enseignement Technique est accessible et de qualité	**IP 3.1.1 :** Part de l'Enseignement Technique dans les effectifs du secondaire 2	Effectif des élèves dans l'ET / Ensemble des élèves de niveau secondaire 2 Source : Rapport d'activités DPSI
		IP 3.1.2 : Taux de transition des bacheliers du secondaire technique au supérieur	(Effectif des nouveaux bacheliers de l'ET en première année du supérieur en année n / Effectif des bacheliers de l'ET en année n-1) X 100 Source : Rapport d'activités DPSI

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**182 301 855 312**	**259 547 739 007**	**298 280 169 320**
1.1 Ressources Intérieures	**169 547 950 122**	**245 925 009 986**	**282 152 917 362**
1.1.1 Budget Etat	169 547 950 122	245 925 009 986	282 152 917 362
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**12 753 905 190**	**13 622 729 021**	**16 127 251 958**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	12 753 905 190	13 622 729 021	16 127 251 958
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**182 301 855 312**	**259 547 739 007**	**298 280 169 320**
2.1 Personnel	**54 711 352 144**	**56 617 498 141**	**58 523 644 139**
2.1.1 Solde y compris EPN	54 711 352 144	56 617 498 141	58 523 644 139
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**12 025 742 883**	**12 633 261 351**	**12 824 533 417**
2.3 Transferts	**81 405 608 676**	**103 839 140 139**	**117 398 533 629**
2.4 Investissement	**34 159 151 609**	**86 457 839 376**	**109 533 458 135**
Trésor	21 405 246 419	72 835 110 355	93 406 206 177
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	12 753 905 190	13 622 729 021	16 127 251 958

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2 : Gestion des ressources humaines financières et matérielles
	Action 1.3 : Information et communication
	Action 1.4 : Planification, programmation et suivie -évaluation

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1.1 : Améliorer le cadre institutionnel et règlementaire du secteur de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	Nombre de textes légaux et règlementaires soumis	6	6	6	6	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAJ
	Taux de réalisation des réformes inscrites dans la feuille de route du Ministère	66,67%	100%	100%	100%	(Nombre de réformes abouties / Nombre de réformes prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DPSI
	Taux de réalisation des projets inscrits dans la feuille de route du Ministère	65,33%	100%	100%	100%	(Nombre de projets de la feuille de route du ministère réalisés / Nombre de projets inscrits dans la feuille de route du ministère) X 100 Source : Rapport d'activités DPSI
OS 1.2 : Assurer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles, en matière d'Enseignement Technique, de Formation Professionnelle et d'Apprentissage	Taux d'exécution du budget d'investissement du Ministère	90,90%	97,90%	97,95%	97,95%	(Montant total du budget d'investissement ordonnancé / Montant total du budget actuel d'investissement) X 100 Sources : Rapports d'activités DEP / DRH
	Pourcentage d'enseignants du public de l'ETFP en situation de classe, encadrés au cours de l'année	38,92%	15%	16%	17%	(Nombre d'enseignants du public de l'ETFP en situation de classe encadrés / Nombre total d'enseignants de l'ETFP en situation de classe) X 100 Sources : Rapports d'activités DEP / DRH
	Pourcentage du personnel administratif et technique du public ayant bénéficié d'un renforcement de capacités	34,28%	30%	32%	35%	(Nombre de personnel administratif et technique du public ayant bénéficié d'un renforcement de capacités / Nombre total du personnel administratif et technique du public) X 100 Source : Rapport d'activités DRH

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**14 408 855 796**	**22 385 975 752**	**23 636 222 355**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	5 804 722 860	6 376 916 286	6 568 188 352
Transferts	4 861 367 000	4 861 367 000	4 861 367 000
Investissements	3 742 765 936	11 147 692 466	12 206 667 003
Trésor	*3 742 765 936*	*11 147 692 466*	*12 206 667 003*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21210 Administration Générale	**14 408 855 796**	**22 385 975 752**	**23 636 222 355**
2121001 Coordination et animation	**12 104 810 898**	**18 581 592 387**	**19 772 257 138**
2 Biens et services	**4 155 677 962**	**4 720 225 387**	**4 910 890 138**
21210010010 Assurer l'orientation des apprenants et la gestion des bourses en Côte d'ivoire et hors Côte d'ivoire	13 200 000	13 200 000	13 200 000
21210010011 Encadrer la Conception et organisation des filières, mettre en œuvres la politique d'innovation et de qualité	4 000 000	6 705 879	6 924 295
78098000763 Inspecter les services du Ministère	23 000 000	23 000 000	23 000 000
78098000764 Prendre en charge les honoraires des agents sous Convention BNETD	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78098000912 Coordonner les activités du Ministère	95 640 000	95 640 000	95 640 000
78098000920 Prendre en charge les honoraires des agents de la formation professionnelle sous contrats BNETD (Régie Convention BNETD/Min. Ens. Technique)	95 829 180	95 829 180	95 829 180
78098000930 Prendre en charge les frais liés à la résidence du Ministre	4 000 000	6 705 879	6 924 295
78098000931 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	33 529 394	34 621 474
78098001020 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78098001038 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	1 775 953 710	1 915 854 615	2 073 210 931
78098001115 Elaborer les stratégies relatives à l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle	7 045 072	7 045 072	7 045 072
78098001120 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère	35 000 000	35 000 000	35 000 000
78098001172 Assurer la sécurité foncière des sites de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	20 000 000	40 117 636	40 772 884
78098001191 Prendre en charge les honoraires des Experts sous contrats BNETD	60 000 000	60 000 000	60 000 000
78098001200 Coordonner les activités de la TASK-FORCE sectorielle METFPA	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78098001201 Coordonner les activités du Programme 1 : Administration Générale	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78098001210 Prendre en charge les vacataires des Etablissements de l'Enseignement Technique et Professionnel	400 000 000	400 000 000	400 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21210 Administration Générale	**14 408 855 796**	**22 385 975 752**	**23 636 222 355**
90095000001 Mettre en œuvre l'Ecole de la Seconde Chance "E2C"	400 000 000	670 587 882	692 429 479
90098000008 Promouvoir et animer les activités sociales, culturelles, sportives, scientifiques et d'innovation technologique	17 010 000	17 010 000	17 010 000
90098000012 Acquérir les kits d'équipement de protection individuelle	500 000 000	500 000 000	500 000 000
90098090218 Gérer la formation des référents de parcours	30 000 000	30 000 000	30 000 000
90098090220 Renforcer les capacités des Maitres d'Apprentissage	100 000 000	100 000 000	100 000 000
90098090221 Assurer le suivi des projets formation-insertion pour les jeunes	170 000 000	284 999 850	294 282 528
90098090222 Elaborer le Plan Annuel d'Apprentissage	30 000 000	30 000 000	30 000 000
90098090223 Elaborer les outils de gestion de l'Apprentissage	50 000 000	50 000 000	50 000 000
90098090224 Renforcer les organisations professionnelles artisanales	25 000 000	25 000 000	25 000 000
90098090225 Organiser les examens de fin d'apprentissage	25 000 000	25 000 000	25 000 000
90098090226 Proposer des mesures fiscales en faveur des entreprises et des unités de production	25 000 000	25 000 000	25 000 000
90098090227 Réaliser des prestations sociales au profit des apprentis	75 000 000	75 000 000	75 000 000
90098090228 Assurer la communication relative à l'Ecole de la Seconde Chance "E2C"	15 000 000	15 000 000	15 000 000
90098090229 Assurer le suivi technico-pédagogique des Apprentis en entreprise	30 000 000	30 000 000	30 000 000
90098090230 Mettre en œuvre les chantiers-écoles	25 000 000	25 000 000	25 000 000
3 Transferts	**4 861 367 000**	**4 861 367 000**	**4 861 367 000**
78092200145 Apurer les passifs des frais d'écolage METFP	4 861 367 000	4 861 367 000	4 861 367 000
4 Investissements	**3 087 765 936**	**9 000 000 000**	**10 000 000 000**
Trésor	**3 087 765 936**	***9 000 000 000***	***10 000 000 000***
90098090204 Projet de soutien à l'innovation entrepreneuriale des jeunes en Côte d'Ivoire/Volet METFPA	87 765 936	0	0
78098001183 Mise en œuvre de l'Académie des Talents	3 000 000 000	9 000 000 000	10 000 000 000
2121002 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	**2 192 007 247**	**3 692 140 881**	**3 751 716 062**
2 Biens et services	**1 537 007 247**	**1 544 448 415**	**1 545 049 059**
78098000765 Gérer le personnel du Ministère	18 175 000	18 175 000	18 175 000
78098000766 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	151 580 000	151 580 000	151 580 000
78098000767 Prendre en charge les dépenses centralisées liées à la formation professionnelle	975 932 739	975 932 739	975 932 739
78098000768 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire de l'ETFP	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78098000769 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire de l'ETFP	56 569 763	56 569 763	56 569 763
78098000932 Coordonner la Passation des marchés publics du Ministère et suivre leur exécution	11 000 000	18 441 168	19 041 812
78098000933 Organiser la séance de la commission nationale d'affectation et mutation des agents de la Formation Professionnelle	2 739 745	2 739 745	2 739 745
78098001021 Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des Structures sous tutelle	17 010 000	17 010 000	17 010 000
78098001199 Assister en urgence les établissements d'enseignement technique et professionnel en fournitures, équipements, tables bancs et matières œuvre	168 000 000	168 000 000	168 000 000
90092200001 Réhabiliter et équiper les infrastructures de sport des établissements de l'ETFPA	50 000 000	50 000 000	50 000 000
90098000007 Gérer le patrimoine du Ministère de l'Enseignement Technique de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	11 000 000	11 000 000	11 000 000
90098090194 Créer des salles multimédias au sein des établissements de l'ETFP	50 000 000	50 000 000	50 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21210 Administration Générale	**14 408 855 796**	**22 385 975 752**	**23 636 222 355**
4 Investissements	**655 000 000**	**2 147 692 466**	**2 206 667 003**
Trésor	***655 000 000***	***2 147 692 466***	***2 206 667 003***
90098090308 Projet de Renforcement des Infrastructures Sanitaires Sportives des Établissements d'ETFPA	500 000 000	1 947 692 466	1 946 667 003
78098001202 Projet de conception et de déploiement d'un Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines (SIGRH)	155 000 000	200 000 000	260 000 000
2121003 Information et communication	**71 446 453**	**71 651 286**	**71 657 957**
2 Biens et services	**71 446 453**	**71 651 286**	**71 657 957**
78098000770 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires du ministère	10 480 000	10 480 000	10 480 000
78098000771 Organiser les journées promotionnelles de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle	27 345 921	27 345 921	27 345 921
78098000934 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques	13 500 000	13 500 000	13 500 000
78098001003 Promouvoir l'accès des filles à l'Enseignement Technique et à la formation professionnelle notamment dans les filières industrielles cellule genre	4 210 532	4 415 365	4 422 036
78098001153 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du Ministère	15 910 000	15 910 000	15 910 000
2121004 Planification, programmation et suivie -évaluation	**40 591 198**	**40 591 198**	**40 591 198**
2 Biens et services	40 591 198	**40 591 198**	**40 591 198**
78098000772 Auditer et Contrôler les structures de la Formation Professionnelle et Technique	27 051 708	27 051 708	27 051 708
78098000935 Produire l'annuaire statistique formation professionnelle du MENET DPS	13 539 490	13 539 490	13 539 490

II.2.2 Programme 2 : Formation professionnelle et apprentissage

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Formation professionnelle et apprentissage	Action 2.1 : Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue
	Action 2.2 : Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle
	Action 2.3 : Développement de la formation professionnelle qualifiante et de l'apprentissage

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Formation professionnelle et apprentissage						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2.1 : Assurer une formation professionnelle initiale et continue de qualité	Taux d'insertion des diplômés du système de la formation professionnelle initiale	36,5%	30%	40%	50%	(Nombre de diplômés du système de la formation professionnelle initiale insérés / Nombre de diplômés du système) X 100 Source : Rapport d'activités DAIP

Programme 2 : Formation professionnelle et apprentissage						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2.1 : Assurer une formation professionnelle initiale et continue de qualité	Taux de réussite aux examens de la formation professionnelle initiale dans les établissements publics	84,18%	85%	85.5%	86%	(Nombre de candidats issus des établissements publics déclarés admis aux examens / Nombre de candidats issus des établissements publics ayant participé aux examens) X 100 Source : Rapport d'activités DEXC
	Taux de réussite aux examens de la formation professionnelle initiale dans les établissements privés	80,29%	81%	82%	84%	(Nombre de candidats issus des établissements privés déclarés admis aux examens / Nombre de candidats issus des établissements privés ayant participé aux examens) X 100 Source : Rapport d'activités DEXC
	Nombre de curricula révisés de la formation professionnelle initiale	10	10	11	11	Dénombrement Source : Rapport d'activités IG
	Pourcentage annuel d'enseignants de la Formation Professionnelle du public ayant bénéficié d'un renforcement de capacités	25,09%	12%	13%	14%	(Nombre d'enseignants du système de la Formation Professionnelle du public ayant bénéficié d'un renforcement de capacités / Nombre total d'enseignants du système du public de la formation professionnelle) X 100 Source : Rapport d'activités IG
	Nombre d'établissements publics et privés accrédités annuellement dans la démarche qualité	87	120	150	200	Dénombrement Source : Rapport d'activités IG
OS 2.2 : Accroitre l'accès à la formation professionnelle	Taux de croissance des effectifs de la formation professionnelle	33%	13%	13%	13%	(Effectif des élèves de la formation professionnelle de l'année N – Effectif des élèves de la formation professionnelle de l'année N-1 / Effectif de l'année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DPSI
	Taux de croissance de la capacité d'accueil dans le public de la formation professionnelle	13,81%	11%	11%	11%	((Capacité d'accueil en élèves du dispositif de la Formation Professionnelle de l'année N - Capacité d'accueil en élèves du dispositif de la Formation Professionnelle de l'année N-1) / Capacité d'accueil en élèves du dispositif de la Formation Professionnelle de l'année N-1) X 100 Sources : Rapports d'activités DPEM / DEP
OS 2.3 : Déployer l'Ecole de la Deuxième chance (E2C)	Nombre de personnes formées par le METFPA dans le cadre de l'E2C	29 117	31 000	32 000	33 000	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGAFC / DAIP
	Proportion de personnes insérées parmi les personnes formées par le METFPA dans le cadre de l'E2C	80,43%	82%	84%	85%	(Nombre de personnes insérées après formation dans le programme de l'E2C / Nombre de personnes formées dans le cadre de l'E2C) X 100 Sources : Rapports d'activités DGAFC / DAIP
	Nombre d'apprentis admis aux Examens du Certificat de Qualification aux Métiers (CQM)	10 000	20 000	30 000	50 000	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGAFC / DAIP

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE	**111 002 347 046**	**161 166 844 275**	**187 394 572 180**
Dépenses de personnel	54 711 352 144	56 617 498 141	58 523 644 139
Dépenses en biens et services	5 902 072 763	5 902 072 763	5 902 072 763
Transferts	19 972 536 466	23 337 126 461	25 642 064 146
Investissements	30 416 385 673	75 310 146 910	97 326 791 132
Trésor	*17 662 480 483*	*61 687 417 889*	*81 199 539 174*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*12 753 905 190*	*13 622 729 021*	*16 127 251 958*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22063 Formation professionnelle et apprentissage	**111 002 347 046**	**161 166 844 275**	**187 394 572 180**
2206301 Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue	**76 997 712 480**	**89 767 820 447**	**92 364 480 915**
1 Personnel	**50 664 292 702**	**52 522 382 687**	**54 380 472 671**
42098000010 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Méo (Toulepleu)	923 400	923 400	923 400
51098000013 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Hiré 3	428 665	428 665	428 665
51098000015 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Hiré	428 665	428 665	428 665
71098000018 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Tiapoum	770 000	770 000	770 000
71098000019 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Maféré	770 000	770 000	770 000
76098000013 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile Sikensi	428 665	428 665	428 665
77098000011 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats - Unité Mobile d'Adzopé	3 740 708	3 740 708	3 740 708
78098000826 Prendre en charge le salaire du personnel fonctionnaire de la formation professionnelle	50 656 802 599	52 514 892 584	54 372 982 568
2 Biens et services	**5 571 944 098**	**5 571 944 098**	**5 571 944 098**
11092100033 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs de l'Ecole de Boulangerie de Yamoussoukro	20 929 271	20 929 271	20 929 271
11092100040 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région de Yamoussoukro	34 117 018	34 117 018	34 117 018
11098000007 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la Région de Yamoussoukro	3 333 472	3 333 472	3 333 472
11098000011 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Professionnel Hôtelier de Yamoussoukro	109 730 474	109 730 474	109 730 474
11098000016 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Professionnel de Yamoussoukro	239 000 000	239 000 000	239 000 000
14098000008 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Dimbokro	4 479 636	4 479 636	4 479 636

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22063 Formation professionnelle et apprentissage	**111 002 347 046**	**161 166 844 275**	**187 394 572 180**
15092200015 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre des Métiers du Bâtiment de Daoukro	23 384 541	23 384 541	23 384 541
15098000010 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Daoukro	2 941 540	2 941 540	2 941 540
16092100026 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Bongouanou	16 602 856	16 602 856	16 602 856
16098000008 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Bongouanou	3 217 030	3 217 030	3 217 030
17092100023 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Béoumi-Atofobi	82 478 096	82 478 096	82 478 096
17092100026 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du COLLEGE d'Enseignement Technique de Bouaké	101 913 498	101 913 498	101 913 498
17092100027 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre d'Enseignement Technique Féminin de Bouaké	19 231 972	19 231 972	19 231 972
17092200039 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Bureautique de Communication et Gestion (CBCG) Bouaké	51 055 510	51 055 510	51 055 510
17092200051 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Professionnel Multisectoriel de Diabo	289 000 000	289 000 000	289 000 000
17098000017 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la Région de Gbêkê (Bouaké)	17 875 071	17 875 071	17 875 071
17098000019 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Professionnel de Botro	60 090 474	60 090 474	60 090 474
18092100014 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Céramique de Katiola	17 712 880	17 712 880	17 712 880
18092100017 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Katiola	15 989 760	15 989 760	15 989 760
18098000009 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Katiola	2 694 082	2 694 082	2 694 082
18098000011 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Professionnel de Dabakala	219 000 000	219 000 000	219 000 000
22063010129 Réaliser la formation initiale et continue des apprenants du lycée professionnel sectoriel de Yopougon	206 030 474	206 030 474	206 030 474
22063010130 Réaliser la formation initiale et continue des apprenants du collège d'enseignement Technique de Bouaflé	16 810 474	16 810 474	16 810 474
22063010131 Réaliser la formation initiale et continue des apprenants du collège d'enseignement Technique d'Issia	19 690 474	19 690 474	19 690 474
22092100016 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Bafing (Touba)	19 300 218	19 300 218	19 300 218
22098000007 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Touba	2 988 123	2 988 123	2 988 123
23092100029 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Denguélé (Odienné)	16 434 013	16 434 013	16 434 013
23092200012 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Relais Yopougon (Lycée d'enseignement professionnel de Odienné)	20 757 766	20 757 766	20 757 766
23098000007 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la Région de Odienné	4 334 350	4 334 350	4 334 350
23098000010 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Professionnel de Gbéléban	219 000 000	219 000 000	219 000 000
24092100018 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Ouangolodougou	16 695 944	16 695 944	16 695 944
24092100019 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de Ferkéssédoudou I	84 149 590	84 149 590	84 149 590

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22063 Formation professionnelle et apprentissage	**111 002 347 046**	**161 166 844 275**	**187 394 572 180**
24092100027 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Ferkessédougou II	12 194 720	12 194 720	12 194 720
24098000007 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Ferkessedougou	2 610 561	2 610 561	2 610 561
24098000009 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Professionnel de Kong	289 000 000	289 000 000	289 000 000
25092100051 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Poro (Korhogo)	15 817 047	15 817 047	15 817 047
25092200020 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Professionnel Multisectoriel de Korhogo	289 000 000	289 000 000	289 000 000
25098000007 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la Région du Poro (Korhogo)	5 659 308	5 659 308	5 659 308
26092100032 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Boundiali	14 174 398	14 174 398	14 174 398
26092100033 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Kolia	12 603 087	12 603 087	12 603 087
26092100039 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Gbon	18 750 944	18 750 944	18 750 944
26092100042 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Kouto	13 163 980	13 163 980	13 163 980
26092200015 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Collège d'Enseignement Industriel et Commercial de Tengrela	16 208 550	16 208 550	16 208 550
26098000009 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Boundiali	3 064 024	3 064 024	3 064 024
27098000007 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Minignan	2 610 070	2 610 070	2 610 070
28098000009 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Bouna	3 002 140	3 002 140	3 002 140
28098000012 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Professionnel de Bouna	50 000 000	50 000 000	50 000 000
31092100040 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Daloa	13 862 980	13 862 980	13 862 980
31092100041 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Haut-Sassandra (Daloa)	21 043 318	21 043 318	21 043 318
31092200023 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Bureautique de Communication et Gestion (CBCG) Daloa	20 611 266	20 611 266	20 611 266
31098000010 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	7 245 268	7 245 268	7 245 268
32092100025 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Gagnoa	19 028 096	19 028 096	19 028 096
32092200016 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de Gagnoa	90 037 595	90 037 595	90 037 595
32098000008 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la Région du Gôh (Gagnoa)	5 451 702	5 451 702	5 451 702
35098000016 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Bouaflé	2 894 465	2 894 465	2 894 465
36098000008 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la Région du Worodougou (Séguéla)	4 571 438	4 571 438	4 571 438
37092100010 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de Mankono	87 306 731	87 306 731	87 306 731

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22063 Formation professionnelle et apprentissage	**111 002 347 046**	**161 166 844 275**	**187 394 572 180**
37098000006 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Mankono	3 189 479	3 189 479	3 189 479
41092100049 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Tonkpi (Man)	17 855 185	17 855 185	17 855 185
41092200021 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de Man	66 193 966	66 193 966	66 193 966
41098000017 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la Région du Tonkpi (Man)	4 837 998	4 837 998	4 837 998
42092100014 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Guiglo	13 879 056	13 879 056	13 879 056
42098000012 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Guiglo	2 967 631	2 967 631	2 967 631
43098000008 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Duékoué	2 613 075	2 613 075	2 613 075
51092100013 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du Lôh-Djiboua (Divo)	17 286 844	17 286 844	17 286 844
51092100015 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Lakota	12 035 257	12 035 257	12 035 257
51098000017 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de DIVO	2 768 146	2 768 146	2 768 146
55092100012 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région du San-Pédro (San-Pédro)	17 222 421	17 222 421	17 222 421
55092200019 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de la Région de San-Pédro (San-Pédro)	22 481 944	22 481 944	22 481 944
55098000008 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la Région de San-Pédro	5 246 828	5 246 828	5 246 828
55098000009 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle et Technique de Tabou	65 370 474	65 370 474	65 370 474
56098000006 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Soubré	5 135 255	5 135 255	5 135 255
57098000008 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Sassandra	2 677 347	2 677 347	2 677 347
61092100046 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle de la Région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	80 585 099	80 585 099	80 585 099
61098000010 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la Région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	5 242 397	5 242 397	5 242 397
62092100051 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Bondoukou	18 546 901	18 546 901	18 546 901
62098000011 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la Région du Gontougo (Bondoukou)	6 772 396	6 772 396	6 772 396
71092100042 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle de Grand-Bassam	6 240 000	6 240 000	6 240 000
71098000023 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département d'Aboisso	2 610 071	2 610 071	2 610 071
76092100016 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre d'Enseignement Technique Féminin d'Agboville	17 903 891	17 903 891	17 903 891
76098000017 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Agboville	2 640 617	2 640 617	2 640 617
77092100039 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de formation professionnelle d'Adzopé	25 549 204	25 549 204	25 549 204
77092100050 Réaliser la formation initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Professionnelle d'Alépé	60 090 474	60 090 474	60 090 474

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22063 Formation professionnelle et apprentissage	**111 002 347 046**	**161 166 844 275**	**187 394 572 180**
77098000013 Superviser les activités opérationnelles de la formation professionnelle du ministère au niveau du Département de Adzopé	3 171 623	3 171 623	3 171 623
78092100023 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Technique Féminin de Port-Bouët	24 830 589	24 830 589	24 830 589
78092200100 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent des Métiers de l'Automobile	12 061 875	12 061 875	12 061 875
78092200101 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Colleges d'Enseignement Technique Industriel d'Abidjan	23 857 966	23 857 966	23 857 966
78092200102 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Technique Horloger d'Abidjan	2 400 000	2 400 000	2 400 000
78092200103 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Collège d'Enseignement Technique Commercial de Treichville	15 570 021	15 570 021	15 570 021
78092200113 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation Technique des Métiers de Bimbresso	20 272 318	20 272 318	20 272 318
78092200114 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement aux Métiers du Bâtiment	17 105 049	17 105 049	17 105 049
78092200115 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre d'Electronique et d'Informatique Appliquée	14 962 848	14 962 848	14 962 848
78092200116 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent aux Métiers de la Technique et de l'Industrie	14 917 324	14 917 324	14 917 324
78092200121 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent aux Métiers de l'Imprimerie	16 544 568	16 544 568	16 544 568
78092200123 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Hôtelier d'Abidjan	75 496 102	75 496 102	75 496 102
78092200124 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre Multisectoriel Mohamed VI de Yopougon	146 727 143	146 727 143	146 727 143
78092200128 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement Permanent aux Métiers du Bois	16 221 223	16 221 223	16 221 223
78092200135 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de Yopougon	21 507 089	21 507 089	21 507 089
78092200136 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Bureautique de Communication et Gestion (CBCG) Cocody	18 884 751	18 884 751	18 884 751
78092200139 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement aux Métiers de la Mécanique et de l'Electricité	16 089 429	16 089 429	16 089 429
78092200143 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Perfectionnement de Bureautique de Commerce et de Gestion de Treichville	15 668 578	15 668 578	15 668 578
78092200147 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Technique et Professionnel d'Ebimpé	489 000 000	489 000 000	489 000 000
78098000822 Organiser les examens et concours de la Formation professionnelle (DEXC/Examens et concours) DECOFP	12 200 000	12 200 000	12 200 000
78098000823 Concevoir, réaliser et implanter les curricula/développer les programmes (DPDP)	4 989 999	4 989 999	4 989 999
78098000825 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la Région de ABIDJAN SUD	9 790 526	9 790 526	9 790 526
78098000828 Réaliser et suivre la formation professionnelle initiales dans les établissements publics de formation professionnelle	5 049 998	5 049 998	5 049 998

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22063 Formation professionnelle et apprentissage	**111 002 347 046**	**161 166 844 275**	**187 394 572 180**
78098000829 Suivre la gestion administrative des structures privés de la formation professionnelle à travers la délivrance des autorisations de création, d'ouverture et d'enseigner ; élaborer et suivre les décisions et les états de paiements	5 959 378	5 959 378	5 959 378
78098000906 Renforcer les équipements des établissements formant au BTS lors des examens	23 841 312	23 841 312	23 841 312
78098000983 Organiser la séance de la commission nationale d'orientation, d'affectation et d'attribution de bourses aux élèves de la formation professionnelle	11 916 013	11 916 013	11 916 013
78098000984 Encadrer et certifier les stagiaires de l'IPNETP sur le terrain ; (Dexc/examen et certification) DECO	4 362 218	4 362 218	4 362 218
78098001044 Apporter un Appui au CAMPC pour la formation des cadres du Ministère	511 458 959	511 458 959	511 458 959
78098001056 Coordonner les activités de formation professionnelle Continue dans les établissements publics de formation professionnelle en relation avec le secteur productif (DFCRSP)	4 950 000	4 950 000	4 950 000
78098001085 Organiser des séances de certification des Manuels de la Formation Professionnelle CNAMETFP	1 620 872	1 620 872	1 620 872
78098001168 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la Région de Abidjan Nord	12 190 526	12 190 526	12 190 526
78098001203 Coordonner les activités du programme 2: Formation Professionnelle et Apprentissage	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78098001211 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre de Formation des Apprentis (CeFA) de Yopougon	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78098001212 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée Professionnel des Métiers des Energies Renouvelables	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78098001213 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Garage Ecole d'Abobo	50 000 000	50 000 000	50 000 000
79092200017 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Lycée d'enseignement professionnel de Jacqueville	109 601 855	109 601 855	109 601 855
79092200025 Réaliser la formation professionnelle initiale et continue des élèves, étudiants et travailleurs du Centre des Métiers de Pêche de Grand-Lahou	90 679 802	90 679 802	90 679 802
79098000008 Coordonner les activités de la formation professionnelle dans la Région des Grands Ponts (Dabou)	12 141 893	12 141 893	12 141 893
90098000006 Promouvoir l'apprentissage et la formation continue	24 480 000	24 480 000	24 480 000
90098000009 Suivre la bonne exécution des activités de la formation initiale	20 200 000	20 200 000	20 200 000
90098090252 Prendre en charge les frais de transport des élèves boursiers hors CI de la formation professionnelle et de l'enseignement technique	117 400 000	117 400 000	117 400 000
3 Transferts	**19 972 536 466**	**23 337 126 461**	**25 642 064 146**
78098000817 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des affectés de l'Etat dans la formation professionnelle privée	4 022 390 000	4 782 318 670	5 470 990 622
78098000818 Transférer les crédits de Biens et Services à la Direction des Examens, des Concours, de l'Orientation et des Bourses	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000
78098000820 Transférer les crédits de Biens et Services à l'AGEFOP	1 427 052 934	1 429 065 005	1 431 077 076
78098000821 Prendre en charge les pécules des stagiaires de l'enseignement professionnel et élèves en fin de formation BT en Côte d'Ivoire, surtout ceux des filières industrielles à l'aide de pécules et indemnités	50 000 000	62 991 606	71 035 199
78098000824 Transférer les crédits de Biens et Services à l'EIBMA	148 308 649	148 688 239	149 067 828
78098000827 Prendre en charge les bourses des Etudiants stagiaires de l'IPNETP	861 840 000	861 840 000	861 840 000
78098000900 Transférer les crédits de Biens et Services au CIDFOR	230 041 896	230 041 896	230 041 896
78098000919 Transférer les crédits de Biens et Services à l'IPNETP	440 454 051	442 875 759	445 297 466
78098000938 Transférer les crédits de Biens et Services au CIDFOR (Renforcement des capacités des enseignants)	17 699 111	17 952 733	18 206 354
78098000939 Prendre en charge les heures supplémentaires des Enseignants de l'IPNETP	160 000 000	162 292 741	164 585 482

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22063 Formation professionnelle et apprentissage	**111 002 347 046**	**161 166 844 275**	**187 394 572 180**
78098000940 Transférer les crédits de Biens et Services (Confection des diplômes de la formation professionnelle-DAF)	194 680 000	194 680 000	194 680 000
78098001004 Transférer les crédits de Biens et Services au CPNTIC	283 576 288	283 576 288	283 576 288
78098001023 Prendre en charge les pécules de stage pratique aux stagiaires de l'IPNETP en responsabilité de classe	228 690 000	228 690 000	228 690 000
78098001167 Prendre en charge les heures complémentaires des Enseignants de l'IPNETP	150 000 000	152 149 445	154 298 889
90098090250 Prendre en charge les bourses hors CI des élèves de la formation professionnelle et de l'enseignement technique	7 292 942 698	9 187 883 446	10 361 112 723
90098090251 Prendre en charge les bourses en CI des élèves de la formation professionnelle et de l'enseignement technique	2 644 860 839	3 332 080 633	3 757 564 323
4 Investissements	**788 939 214**	**8 336 367 201**	**6 770 000 000**
Trésor	***788 939 214***	***8 336 367 201***	***6 770 000 000***
90098090309 Projet d'extension et équipement du LPH Yamoussoukro et des deux CET Issia et Bouaflé	150 000 000	5 381 367 201	6 000 000 000
78098001204 Projet de renforcement et équipement des infrastructures de l'IPNETP	400 000 000	2 955 000 000	770 000 000
78098001025 Mise en Place du SIG de la carte scolaire de l'ETFP	238 939 214	0	0
2206302 Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle	**29 526 339 261**	**66 989 906 575**	**90 572 917 998**
2 Biens et services	**16 126 866**	**16 126 866**	**16 126 866**
78098001073 Exécuter, suivre et évaluer les projets de la Formation Professionnelle à financements extérieurs non dotés d'unité de gestion	16 126 866	16 126 866	16 126 866
4 Investissements	**29 510 212 395**	**66 973 779 709**	**90 556 791 132**
Trésor	***16 756 307 205***	***53 351 050 688***	***74 429 539 174***
90098090307 Projet d'Amélioration des Compétences, de l'Entreprenariat et de l'Emploi des Jeunes (PACE)-Composante METFPA	0	1 671 111 474	2 900 000 000
90098090243 Apporter un appui aux structures de formation dans le cadre de la mise en œuvre de l'E2C	905 000 000	0	0
90098090214 Projet d'urgence de réhabilitation et équipement de trois (03) établissements de l'enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	270 000 000	1 000 000 000	1 111 297 849
90098000016 Réhabilitation et équipement de la DPSI	16 000 000	0	0
90098000015 Extension et équipement de la DEXC	470 975 962	0	0
90098000013 Mise en œuvre de l'Ecole de la Seconde Chance	4 095 000 000	50 000 000 000	70 418 241 325
78098001143 Construction et Equipement de 07 Etablissements de Formation Professionnelle / AVIC	3 183 697 130	0	0
78098001043 Projet de Construction du Centre de Formation aux Energies Renouvelables	137 500 000	0	0
78098001042 Formation Professionnelle/Purge des droits Coutumiers	500 000 000	679 939 214	0
78098000943 Projet Développement Système Formation Professionnelle Partenariat Flux Inverses/BID	2 442 200 000	0	0
78098000834 Construction et Equipement du Lycée Professionnel de Daloa/Fonds koweitien	3 816 302 870	0	0
41092200018 CCFP-Zouhan-Hounien	423 366 621	0	0
28092200009 CLP-Bouna	496 264 622	0	0
Financement extérieur	***12 753 905 190***	***13 622 729 021***	***16 127 251 958***
90098090307 Projet d'Amélioration des Compétences, de l'Entreprenariat et de l'Emploi des Jeunes (PACE)-Composante METFPA	6 381 176 169	7 250 000 000	8 500 000 000
78098001143 Construction et Equipement de 07 Etablissements de Formation Professionnelle / AVIC	6 372 729 021	6 372 729 021	7 627 251 958
2206303 Développement de la formation professionnelle qualifiante et de l'apprentissage	**4 478 295 305**	**4 409 117 253**	**4 457 173 267**
1 Personnel	**4 047 059 442**	**4 095 115 454**	**4 143 171 468**
15098000013 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité mobile Ouellé	843 000	843 000	843 000
23095000005 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Atelier d'application et de production d'Odienné	3 614 239	3 614 239	3 614 239
24092100020 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Centre de formation professionnelle de Ferkessédougou I	2 340 000	2 340 000	2 340 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22063 Formation professionnelle et apprentissage	**111 002 347 046**	**161 166 844 275**	**187 394 572 180**
32092200020 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Lycée d'enseignement professionnel de Gagnoa	6 741 000	6 741 000	6 741 000
35098000014 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité mobile Gohitafla	924 000	924 000	924 000
41098000016 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité Mobile de Man	1 727 920	1 727 920	1 727 920
62098000013 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Unité mobile Kouassi-Datékro	924 000	924 000	924 000
77095000004 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de l'Atelier d'application et de production d'Adzopé	6 287 708	6 287 708	6 287 708
78098000854 Transférer les crédits de personnel à l'EIBMA (subvention d'équilibre du personnel)	214 220 638	217 827 638	221 434 639
78098000855 Transférer les crédits de personnel au CIDFOR (subvention d'équilibre du personnel)	55 569 636	56 505 305	57 440 975
78098000856 Assurer les Charges Salariales Commission Nationale d'Agrément Manuels Enseignement Technique et Formation Professionnelle	1 678 292	1 678 292	1 678 292
78098000857 Assurer les Charges salariales DEXC/Organisation Examens & certification de diplômes	24 982 658	24 982 658	24 982 658
78098000964 Transférer les crédits de personnel au CPNTIC (subvention d'équilibre du personnel)	94 408 020	95 997 642	97 587 263
78098000965 Assurer les Charges salariales Direction des Examens et Concours de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	1 066 860 843	1 066 860 843	1 066 860 843
78098001036 Transférer les crédits de personnel au IPNETP (subvention d'équilibre du personnel)	1 546 632 145	1 572 674 000	1 598 715 856
78098001096 Transférer les crédits de personnel à l'AGEFOP (subvention d'équilibre du personnel)	943 227 901	959 109 767	974 991 633
78098001127 Assurer les Charges Salariales de la Commission Nationale d'Orientation, d'Affectation et d'Attribution Bourses	33 590 242	33 590 242	33 590 242
79092200019 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du Centre des Métiers de Pêche de Grand-Lahou	42 487 200	42 487 200	42 487 200
2 Biens et services	**314 001 799**	**314 001 799**	**314 001 799**
11098000017 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans l'Unité Mobile de Didiévi	2 333 137	2 333 137	2 333 137
15098000011 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Ouellé	3 534 297	3 534 297	3 534 297
18098000010 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Tafiré	3 628 364	3 628 364	3 628 364
23095000006 Renforcer les capacités des artisans et des jeunes diplômés du système dans des ateliers d'application et de production à Odienné	10 483 347	10 483 347	10 483 347
26095000003 Renforcer les capacités des artisans et des jeunes diplômés du système dans des ateliers d'application et de production à Tengréla	10 194 765	10 194 765	10 194 765
28098000011 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Nassian	3 857 820	3 857 820	3 857 820
35098000013 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Gohitafla	3 250 199	3 250 199	3 250 199
41098000015 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Man	3 146 447	3 146 447	3 146 447
62098000012 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Kouassi-Datékro	3 809 980	3 809 980	3 809 980
71098000020 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Maféré	3 712 988	3 712 988	3 712 988
71098000022 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Tiapoum	4 274 523	4 274 523	4 274 523
76098000012 Réaliser la formation qualifiante des jeunes déscolarisés en milieu rural dans des unités mobiles à Sikensi	3 752 339	3 752 339	3 752 339
77095000003 Renforcer les capacités des artisans et des jeunes diplômés du système dans des ateliers d'application et de production à Adzopé	10 316 661	10 316 661	10 316 661
78095000010 Développer des formations par apprentissage et apporter un appui à l'insertion des formés	14 049 998	14 049 998	14 049 998
78095000011 DAIP/Mettre en place le dispositif de certification des compétences par la valorisation des Acquis de l'expérience (VAE)	119 600 000	119 600 000	119 600 000
78095000014 Suivre l'insertion des formés et déterminer le niveau de satisfaction des entreprises	66 000 000	66 000 000	66 000 000
78098001005 Réaliser, Suivre et évaluer la mise en œuvre de la réforme de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle	25 266 934	25 266 934	25 266 934
90098000005 Promouvoir, identifier les besoins et accompagner les populations pour répondre aux besoins en compétences	10 000 000	10 000 000	10 000 000
90098090195 Réaliser les missions d'inspection des structures chargées de l'apprentissage et de la formation continue	12 790 000	12 790 000	12 790 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22063 Formation professionnelle et apprentissage	**111 002 347 046**	**161 166 844 275**	**187 394 572 180**
4 Investissements	**117 234 064**	**0**	**0**
Trésor	***117 234 064***	***0***	***0***
90098090206 Projet de construction d'un dispositif de formation agricole et rurale/DEFI 3	62 234 064	0	0
90098090203 Projet de soutien à l'innovation entrepreneuriale des jeunes en Côte d'Ivoire/AGEFOP	55 000 000	0	0

II.2.3 Programme 3 : Enseignement secondaire technique

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 3 : Enseignement secondaire technique	Action 3.1: Gestion des établissements du secondaire technique

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Enseignement secondaire technique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Accroitre l'accès à l'Enseignement Technique	Taux de croissance des effectifs de l'Enseignement Technique (Public et Privé)	18,4%	18,5%	19%	20%	(Effectif des élèves de l'ET de l'année N – effectif des élèves de l'ET de l'année N-1 / Effectif des élèves de l'ET de l'année N-1) X 100 Sources : Rapport d'activités DPSI
	Taux de croissance de la capacité d'accueil de l'Enseignement Technique du Public	10,3%	5%	6%	7%	(Capacité d'accueil du dispositif de l'ET de l'année N - Capacité d'accueil du dispositif de l'ET de l'année N-1 / Capacité d'accueil du dispositif de l'ET de l'année N-1) X 100 Sources : Rapports d'activités DPEM / DEP
OS 2 : Assurer un Enseignement Technique de qualité	Taux de réussite à l'examen du baccalauréat de l'Enseignement Technique (Public)	86,24%	87%	89%	90%	(Nombre d'élèves du public technique déclarés admis aux examens / Nombre d'élèves du public technique ayant participé aux examens) X 100 Source : Rapports d'activités DEEP / DPSI
	Taux de réussite à l'examen du baccalauréat de l'Enseignement Technique (Privé)	33,78%	40%	44%	50%	(Nombre d'élèves du privé technique déclarés admis aux examens / Nombre d'élèves du privé technique (ayant participé aux examens) X 100 Source : Rapports d'activités DEEP / DPSI
	Pourcentage des enseignants de l'Enseignement Technique public ayant bénéficié d'un renforcement de capacités	18,12%	20%	22,5%	25%	(Nombre d'enseignants de l'enseignement technique public ayant bénéficié d'un renforcement de capacités / Ensemble des enseignants du technique public) X 100 Sources : Rapports d'activités DRH / IG
	Pourcentage annuel des enseignants permanents de l'enseignement Technique privé ayant suivi une formation pédagogique	9,05%	10%	11%	12%	(Nombre d'enseignants permanents de l'Enseignement Technique privé ayant suivi une formation pédagogique / Nombre total d'enseignants permanents du technique privé) X 100 Sources : Rapport d'activités DEEP

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE TECHNIQUE	**10 890 652 470**	**12 906 898 980**	**14 714 274 785**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	318 947 260	354 272 302	354 272 302
Transferts	10 571 705 210	12 552 626 678	14 360 002 483
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22219 Enseignement secondaire technique	**10 890 652 470**	**12 906 898 980**	**14 714 274 785**
2221901 Gestion des établissements du secondaire technique	**10 890 652 470**	**12 906 898 980**	**14 714 274 785**
2 Biens et services	**318 947 260**	**354 272 302**	**354 272 302**
17092200042 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée technique de de la Région de Gbêkê (Bouaké)	152 889 072	159 161 629	159 161 629
78092200109 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le lycée technique de Yopougon	47 369 883	59 721 776	59 721 776
78092200110 Réaliser les activités d'encadrement et d'enseignement dans le Lycée Technique d'Abidjan	100 688 305	111 606 129	111 606 129
78098001130 Superviser, suivre et évaluer les activités des établissements d'enseignement secondaire technique	13 000 000	16 717 494	16 717 494
78098001205 Coordonner les activités du programme 3 : Enseignement Secondaire Technique	5 000 000	7 065 274	7 065 274
3 Transferts	**10 571 705 210**	**12 552 626 678**	**14 360 002 483**
78098001169 Transférer les crédits de biens et services à la DEEP pour les frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé	10 071 705 210	11 974 498 710	13 698 871 754
90098090197 Prendre en charge les bourses de mobilité de l'enseignement technique	500 000 000	578 127 968	661 130 729

II.2.4 Programme 4 : Fonds de Développement de la Formation Professionnelle

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Fonds de Développement de la Formation Professionnelle	Action 4.1 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 4.2 : Accompagnement des entreprises dans l'élaboration et le financement des projets et des plans de formation de leurs travailleurs

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Fonds de Développement de la Formation Professionnelle						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 4.1 : Assurer la gouvernance du FDFP	Taux d'exécution du plan de formation du personnel du FDFP	80%	85%	90%	91%	(Nombre de formations réalisées / Nombre de formations prévues) X 100 Source : Rapport d'activités FDFP
	Taux de réalisation des activités prévues dans le plan opérationnel budgétisé (POB)	51%	62%	65%	70%	(Nombre d'activités du plan opérationnel budgétisé réalisées / Nombre d'activités prévues dans le plan opérationnel budgétisé) X 100 Source : Rapport d'activités FDFP
OS 4. 2 : Appuyer le développement des compétences techniques et professionnelles initiales et continues.	Taux de demandes de financement agréées	99,97 %	100%	100%	100%	(Nombre de demandes de financement agréées / Nombre de demandes de financement recevables) X 100 Source : Rapport d'activités FDFP
	Taux de projets de formations payés	61,90%	90%	91%	92%	(Nombre de projets de formations payés / Nombre de projets de formations prévus) X 100 Source : Rapport d'activités FDFP
	Taux de demandes de remboursement (DDR) payées	91%	99%	99%	99%	(Nombre de demandes de remboursement payées / Nombre de demandes de remboursement reçues) X 100 Source : Rapport d'activités FDFP

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : FONDS DE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	**46 000 000 000**	**63 088 020 000**	**72 535 100 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	46 000 000 000	63 088 020 000	72 535 100 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23220 Fonds de Développement de la Formation Professionnelle	**46 000 000 000**	**63 088 020 000**	**72 535 100 000**
2322001 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**17 178 600 000**	**24 056 480 000**	**30 160 140 000**
3 Transferts	17 178 600 000	24 056 480 000	30 160 140 000
90098090258 Prendre en charge le salaire et les accessoires du personnel contractuel du FDFP	4 572 400 000	5 268 200 000	6 063 400 000
90098090259 Prendre en charge les charges fiscales et sociales du personnel du FDFP	1 861 160 000	2 144 380 000	2 442 440 000
90098090260 Prendre en charge le fonctionnement du FDFP	6 635 240 000	11 000 000 000	16 400 000 000
90098090261 Contrôler les opérations budgétaires du FDFP	46 000 000	53 000 000	61 000 000
90098090262 Gérer les opérations financières et comptables du FDFP / AC	59 800 000	68 900 000	79 300 000
90098090263 Gérer les partenariats d'aide à une meilleure visibilité de l'institution	300 000 000	300 000 000	300 000 000
90098090264 Gérer les partenariats Etat/Secteur Privé en matière de formation professionnelle	300 000 000	300 000 000	300 000 000
90098090265 Doter le FDFP de sièges autonomes	3 404 000 000	4 922 000 000	4 514 000 000
2322002 Accompagnement des entreprises dans l'élaboration et le financement des projets et des plans de formation de leurs travailleurs	**28 821 400 000**	**39 031 540 000**	**42 374 960 000**
3 Transferts	28 821 400 000	39 031 540 000	42 374 960 000
90098090266 Financer la formation professionnelle continue par financement Direct	7 130 000 000	9 215 000 000	9 802 610 000
90098090267 Financer la formation professionnelle initiale et la formation d'apprentis par des projets d'apprentissage	1 426 000 000	2 643 000 000	1 891 000 000
90098090268 Financer la formation professionnelle initiale et la formation d'apprentis par des études liées aux projets	156 860 000	1 180 730 000	1 891 000 000
90098090269 Financer la formation professionnelle Initiale et la formation d'apprentis par des projets d'alternance en direction de l'emploi (projet formation/insertion E2C)	156 860 000	1 180 730 000	1 208 010 000
90098090270 Financer la formation professionnelle continue par des études ayant trait à la planification générale de la formation professionnelle continue	541 880 000	795 880 000	1 718 580 000
90098090271 Financer la formation professionnelle continue par des projets collectifs	1 654 160 000	1 905 880 000	2 193 560 000
90098090272 Financer la formation professionnelle continue par financement complémentaire	9 000 000 000	12 022 300 000	12 135 100 000
90098090312 Financer la réalisation des infrastructures de la formation professionnelle et continue	8 755 640 000	10 088 020 000	11 535 100 000

SECTION 335 : MINSTERE DE LA SANTE, DE L'HYGIENE PUBLIQUE ET DE LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE

SECTION 335 : MINSTERE DE LA SANTE, DE L'HYGIENE PUBLIQUE ET DE LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière de gouvernance, de leadership et de financement de la santé

- la faible gouvernance aux niveaux central et local ;
- la faible utilisation des données pour la prise de décisions ;
- le financement inefficient du budget du ministère de la santé conformément aux objectifs fixés à Abuja ;
- l'insuffisance de mécanismes de planification aux niveaux central et local.

En matière d'offre et d'utilisation des services et soins de santé de qualité

- la faiblesse dans l'offre des services de qualité ;
- la faible utilisation des services de santé ;
- l'insuffisance des mécanismes et instruments de protection sociale.

En matière de lutte contre la maladie :

- l'augmentation des causes de la mortalité et de la morbidité générales et spécifiques ;
- l'accroissement des comportements inadéquats des populations en matière de santé.

I.1.2. Réponses apportées

En matière de gouvernance, de leadership et de financement de la santé

- la prise de décrets de mise en œuvre de la loi portant réforme hospitalière ;
- le renforcement de l'autonomie de gestion des Etablissements Publics Hospitaliers (EPH) ;
- le démarrage du processus de mise sous contrat de performance de certaines Directions centrales et certains EPH.

En matière d'offre et d'utilisation des services et soins de santé de qualité :

- la formation continue et le perfectionnement des ressources humaines en matière de santé ;
- la construction, la réhabilitation, l'extension et l'équipement des infrastructures sanitaires ;
- la mise en service de nouveaux établissements sanitaires ;
- le renforcement de la mise en œuvre de la politique de santé en faveur de l'enfant ;
- l'amélioration de l'accès et de la disponibilité des médicaments, vaccins et intrants stratégiques de qualité au niveau de la Nouvelle PSP et au niveau périphérique
- le renforcement du dispositif du Ministère en matière de surveillance épidémiologique, de préparation et de riposte aux épidémies et évènements de santé publique.

En matière de lutte contre la maladie

- le renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose ;
- l'amélioration du plateau technique pour la prise en charge des maladies non transmissibles notamment le cancer, les maladies rénales ;
- l'achèvement de la cartographie des maladies tropicales négligées ;
- le renforcement de la promotion de la santé et de la prévention ;
- le renforcement du système de santé publique face aux menaces liées à la santé, à l'environnement et aux changements climatiques.

I.1.3. Défis et priorités

En matière de gouvernance, de leadership et de financement de la santé

- le renforcement de la gouvernance du système de santé ;
- la mise en application effective des textes législatifs, réglementaires des politiques et directives en matière de santé ;
- le fonctionnement régulier et optimal des mécanismes de coordination intra et intersectorielle ;
- l'amélioration de la disponibilité d'une information sanitaire exhaustive et de qualité ;
- le renforcement du mécanisme de financement de la formation des ressources humaines en matière de recherche et d'innovation du secteur ;
- l'accroissement annuel du budget du ministère de la santé en vue d'atteindre les objectifs fixés à Abuja ;
- l'utilisation efficiente des ressources financières en matière de santé.

En matière d'offre et d'utilisation des services et soins de santé de qualité

- la réorganisation et le renforcement de l'offre de soins ;
- l'amélioration du parcours de soins par une réorganisation de l'arsenal sanitaire en 10 pôles régionaux ;
- le développement d'un réseau de laboratoires performants et crédibles ;
- le renforcement de la surveillance basée sur les évènements sanitaires ;
- l'amélioration de l'utilisation des services de santé maternelle, néonatale et infantile.

En matière de lutte contre la maladie

- la disponibilité des soins et services de qualité dans les centres de santé ;
- la promotion de la qualité des soins infirmiers, maternels, néonatales et infantiles ;
- l'accroissement de la couverture en infrastructures spécialisées en faveur des jeunes et adolescents ;
- le développement de l'approche multisectorielle dans la lutte contre les maladies transmissibles ;
- le renforcement des activités de prévention et de promotion de lutte contre les maladies non transmissibles ;
- l'extension de l'offre de service de dépistage et de prise en charge des maladies tropicales négligées à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance et le financement du secteur de la santé ;
- le renforcement de l'offre et l'accessibilité des populations aux soins de qualité ;
- le renforcement de la promotion de la santé, de la prévention et de la lutte contre les maladies.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur de la santé est renforcée ;
- l'offre et la qualité des services de santé sont accrues ;
- la lutte contre les maladies et la prise en charge des problèmes de santé sont intensifiées.

I.3 Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 Octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 16, le Ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Santé, d'Hygiène Publique et de Couverture Maladie Universelle.
A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de la Santé

- élaboration et suivi de l'application des textes en matière de Santé ;
- protection sanitaire des populations ;
- organisation des soins ;
- formation professionnelle des agents de santé ;
- amélioration et gestion des équipements dans les hôpitaux publics ;
- informatisation du circuit du patient dans les hôpitaux publics ;
- amélioration de la gestion du sang en milieu hospitalier et au Centre National de Transfusion Sanguine ;
- traçabilité de la gestion du médicament dans les hôpitaux publics ;
- gestion moderne et renforcement de capacité du personnel médical ;
- promotion de la recherche médicale, notamment pour les endémies, en liaison avec le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- lutte contre les grandes endémies, notamment le paludisme, la tuberculose, le VIH-SIDA, les infections sexuellement transmissibles, les maladies liées à la lèpre et à l'ulcère de Buruli ;
- prise en charge thérapeutique des malades du VIH-SIDA, prévention thérapeutique de la transmission mère-enfant ;
- lutte contre la toxicomanie, l'alcoolisme, le tabagisme et autres addictions ;
- lutte contre les affections graves ou chroniques notamment le cancer, l'hypertension artérielle, les maladies cardio-vasculaires, les insuffisances rénales ;
- développement de la médecine du travail, en liaison avec le Ministre chargé du Travail ;
- développement de la prévention des maladies et des soins de santé primaires ;
- surveillance épidémiologique et veille sanitaire ;
- mise à disposition des différents secteurs du développement, de données épidémiologiques sur l'infection à VIH-SIDA ;
- renforcement du système de santé ;
- renforcement de la sécurité sanitaire ;
- autorisation de création et contrôle des établissements sanitaires privés ;
- facilitation de l'installation des acteurs de santé dans le secteur privé ;
- développement du système national de gestion de l'information sanitaire ;
- développement d'un réseau national de services d'urgence et de transport de malades ;
- développement d'un réseau de laboratoires de biologie médicale ;
- réglementation et contrôle des médicaments et des services pharmaceutiques ;

- autorisation de création et promotion de l'industrie pharmaceutique, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie ;
- promotion du médicament générique, notamment dans le domaine du traitement du SIDA ;
- organisation et promotion de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles ;
- coordination de l'aide humanitaire en matière de Santé ;
- assistance aux collectivités locales pour le suivi et le contrôle de l'implantation des formations sanitaires publiques ;
- promotion de la prise en charge des coûts et frais de santé par les populations à travers notamment les mutuelles et les assurances maladies, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Sociales ;
- promotion des associations de malades chroniques, notamment celles des malades du diabète, de l'hypertension artérielle, de l'asthme, de l'épilepsie, de la drépanocytose, du SIDA, et les associations des malades sous dialyse ;
- élaboration et mise en œuvre de programmes de santé spécifiques aux groupes vulnérables, notamment aux populations carcérales, déplacées, en situation de précarité, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Sociales ;
- mise en place et suivi d'un comité national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé ;
- définition et mise en œuvre d'un plan de lutte contre les zoonoses, en liaison avec le Ministre chargé des Ressources Animales et Halieutiques ;
- élaboration et suivi de la mise en œuvre de la réglementation sanitaire des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, en liaison avec les Ministres chargés du Commerce et de l'Industrie ;
- lutte contre les maladies transmissibles et les maladies tropicales négligées.

Au titre de l'Hygiène Publique

- élaboration et suivi de la réglementation en matière d'Hygiène publique ;
- conception, mise en œuvre et suivi de la politique du Gouvernement en matière de déchets médicaux, en liaison avec le Ministre chargé de la Salubrité et de l'Environnement ;
- évaluation et suivi de la réglementation des produits alimentaires et médicamenteux, en liaison avec les Ministres chargés de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques ;
- proposition et mise en œuvre de mesures d'incitation, d'encouragement ou de sanctions pour les populations et les responsables des collectivités locales dans la réalisation des opérations d'hygiène publique.

Au titre de la Couverture Maladie Universelle :

- opérationnalisation et généralisation de la Couverture Maladie Universelle, en liaison avec le Ministre chargé de la Protection Sociale ;
- participation à la gestion du régime de la Couverture Maladie Universelle, en liaison avec le Ministre chargé de la Protection Sociale ;
- développement, rénovation et modernisation des infrastructures sanitaires et des plateaux techniques ;
- gestion du panier des soins, notamment les consultations, prescriptions, examens, hospitalisations ;
- définition et mise en œuvre de la politique du médicament, en liaison avec le Ministre chargé de la Protection Sociale ;
- gestion du personnel de mise en œuvre.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité
- Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie
- Programme 4 : Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme, la Toxicomanie et les autres Addictions
- Programme 5 : Fonds National de Lutte contre le SIDA (FNLS)

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale de la Santé (IGS) ; Direction des Affaires Financières (DAF) ;Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction de la Prospective ; de la Planification et des Stratégies (DPPS) ; Direction de l'Economie de la Santé (DES) ; Direction de l'Informatique et de la Santé Digitale (DISD) ; Direction de l'Information Sanitaire (DIS) ; Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP) ; Direction de la Formation et de la Recherche en Santé (DFRS) ; Direction des Etablissements Privés et des Professions Sanitaires (DEPPS) ; Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC) ; Service de la Coopération Internationale (SCI) ; Service des ONG Nationales et Internationales de santé (SONIS) ; Service de la Police Sanitaire (SPS) ; Cellule de Passation des Marchés (CPM) ; Secrétariat Technique National de l'Achat Stratégique en Santé (STASS) ; Directions Régionales de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle (DRSHPCMU)	Autorité Ivoirienne de Régulation Pharmaceutique (AIRP), Autorité de Radioprotection de Sûreté et de Sécurité Nucléaire (ARSN).	- Projet de renforcement de la transformation digitale et de la sécurité sanitaire dans les structures de santé (PRTDS), CÔTE d'IVOIRE - Mise en œuvre de l'archivage électronique - Appuyer les activités institutionnelles du MSHP - Elaborer le PNDS arrimé sur le PND	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	- Direction Générale de la Couverture Maladie Universelle (DGCMU) - Direction de la Politique, du Déploiement et de la Gestion du Panier de Soins de la CMU - Direction de la Promotion de la CMU et des Relations Extérieures - Direction de la Médecine Hospitalière et de Proximité (DMHP) - Direction de l'Activité Pharmaceutique (DAP) - Direction des Infrastructures, de l'Equipement et de la Maintenance et du Patrimoine (DIEMP) - Directions Départementales de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle ou Districts sanitaires - Centre de Santé Rural (CSR) - Centre de Santé Urbain (CSU) - Centre de Santé Urbain Spécialisé (CSUS) - Formation Sanitaire Urbaine (FSU) - Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) - Maternité Urbaine (MU) - Dispensaire Urbain (DU) - Dispensaire Rural (DR) - Maternité Rurale (MR) - Centre de Diagnostic et de Traitement (CDT) - Centre Antituberculeux (CAT) - Centre Hospitalier Régional (CHR) - Hôpitaux Généraux (HG) - Hôpitaux Psychiatrique (HP) -Unité de Pilotage du Programme Hospitalier (UPPH)	Centre Hospitalier Universitaire (05 CHU) Service d'Aide Médicale d'Urgence (SAMU) Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA) Institut de Cardiologie de Bouaké (ICB) Institut Raoul Follereau (IRF) Institut National de Santé Publique (INSP) Centre National de Transfusion Sanguine de Côte d'Ivoire (CNTS-CI) Laboratoire National de Santé Publique (LNSP) Institut National de l'Hygiène Publique (INHP), Centre National d'Oncologie et de Radiothérapie Alassane OUATTARA Centre National de Prévention et de Traitement des Insuffisances Rénales (CNPTIR) Institut de Formation des Agents de Santé (INFAS) Institut de Médecine Nucléaire d'Abidjan (IMENA) Centre national de Radiothérapie et d'oncologie médicale (CNROM) Nouvelle Pharmacie de Santé Publique de Côte d'Ivoire (NPSPCI) **Organismes privés et ONG subventionnées :** Organisation de la Société Civile (Croix Bleue, Croix Rouge, Don Orione, AIBEF, Hôpital Méthodiste de Dabou) Hôpitaux Confessionnels FSU Communautaires CSU Communautaires	- Renforcer les capacités du personnel médical de l'ICA/Chirurgie Cardiaque - Réhabilitation et Equipement de l'ICA - Renforcement des capacités opérationnelles du Service d'Aide d'Urgence (SAMU) - Réfection et rééquipement de l'IRF - Renforcement des capacités des centres de dialyses/CNPTIR - Réfection et Equipement de l'INFAS - Mise aux normes des plateaux techniques des structures techniques - Programme de mise à niveau des établissements sanitaires/ CMU - Construction et équipement de 03 antennes INHP A Bingerville, Adzopé ET Bouaflé - Construction et Equipement de structures transfusionnelles (CNTS-CI) - Réhabilitation et équipement du LNSP - Réhabiliter et rééquiper les services des hospitalisations du 8è au 12è étage du CHU Cocody - Construction et équipements du Centre Hospitalier Universitaire d'Abobo - Réhabilitation et équipement du CHU de Bouaké - Appui Initiative Indépendance Vaccinale (VII) - Construction et d'équipement du Centre National de Radiothérapie et d'Oncologie de Grand-Bassam (CNROM) - Mise en œuvre du Programme Hospitalier (PH) - Appui à la NPSPCI en médicaments (acquisition de médicaments et intrants CMU/NPSP) - Appui aux programmes Cancer et hépatites - Appui au Fonds d'action sanitaire/gratuité ciblée - Réaliser la riposte aux épidémies (urgences épidémies) - Sensibiliser la population des Districts sanitaires sur le vaccin du paludisme - Projet de renforcement des capacités opérationnelles de l'Institut de Médecine Nucléaire Abidjan (IMENA) - Renforcement des capacités techniques de l'INSP Abidjan et Daloa - Renforcement du plateau technique du CHU d'Angré	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP		PROJETS HORS PIP
Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie	- Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique (DGSHP) - Direction de l'Hygiène publique, de l'Environnement et de la Santé (DHPSE) - Direction de la Santé Communautaire et de la Promotion de la Santé (DSCPS) - Direction des Soins Infirmiers, Maternels et Infantiles (DSIMI)	- Fonds National de Lutte contre le Sida (FNLS)	● PNLTA ● PNLCa ● PLS-PHV ● PNEL ● PNLSGHF ● PNPCMNT ● PNSM ● PNLMM ● PNSR/PF ● PNN ● PNLP ● PNLUB ● PEV ● PNSI ● PNSSU-SAJ ● PNEVG_EA ● PNPSBD ● PNSO ● PNETHA ● PNPMT ● PNMNT ● PNLT ● PNLS	Projet RSS KfW phase II Projet PHP Suivi de l'exécution du PSGOUV/Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique Programme d'approche multi phases de Santé, Nutrition et Développement de la Petite Enfance (PSNDPE)	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance et le financement du système de santé	**RS 1.1** : La gouvernance du secteur de la santé est renforcée	**IP 1.1.1** : Taux de réalisation des activités de la gouvernance du secteur de la santé	(Nombre d'activités de la gouvernance du secteur de la santé réalisées / Nombre total d'activités de la gouvernance du secteur de la santé) x100 Source : Rapport d'activités Cabinet
OG 2 : Accroître l'offre, l'accessibilité aux services de santé et la qualité des prestations	**RS 2.1** : L'offre et la qualité des services de santé sont accrues	**IP 2.1.1** : Taux de réalisation des activités en matière de l'offre et de la qualité des services de santé	(Nombre des activités en matière de l'offre et de la qualité des services de santé réalisées / Nombre total des activités en matière de l'offre et la qualité des services de santé) x 100 Source : Rapport d'activités DGSHP

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 3 : Intensifier la promotion de la santé et la prévention contre les maladies	**RS 3.1** : La lutte contre les maladies et la prise en charge des problèmes de santé sont intensifiées	**IP 3.1.1** : Taux de réalisation des activités de lutte contre les maladies et la prise en charge des problèmes de santé	(Nombre des activités de lutte contre les maladies et de prise en charge des problèmes de santé réalisées / Nombre total des activités de lutte contre les maladies et de prise en charge des problèmes de santé) x100 Source : Rapport d'activités DHES

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**808 992 158 914**	**856 819 228 797**	**987 121 621 411**
1.1 Ressources Intérieures	**669 673 924 860**	**718 358 371 926**	**853 185 785 065**
1.1.1 Budget Etat	669 673 924 860	718 358 371 926	853 185 785 065
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**139 318 234 054**	**138 460 856 871**	**133 935 836 346**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	139 318 234 054	138 460 856 871	133 935 836 346
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**808 992 158 914**	**856 819 228 797**	**987 121 621 411**
2.1 Personnel	**388 652 171 130**	**432 096 918 408**	**475 541 665 690**
2.1.1 Solde y compris EPN	388 652 171 130	432 096 918 408	475 541 665 690
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**53 992 141 722**	**59 173 979 850**	**61 527 279 636**
2.3 Transferts	**59 429 694 074**	**60 280 925 921**	**61 282 717 053**
2.4 Investissement	**306 918 151 988**	**305 267 404 618**	**388 769 959 032**
Trésor	*167 599 917 934*	*166 806 547 747*	*254 834 122 686*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*139 318 234 054*	*138 460 856 871*	*133 935 836 346*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources du ministère
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer le cadre institutionnel du système de santé	Nombre de textes (projets de loi et décrets relatifs à la régulation du secteur) soumis au Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	20	25	30	35	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAJC
	Proportion d'établissements sanitaires privés autorisés	27%	60%	71%	82%	(Nombre d'établissements sanitaires privés autorisés / Nombre total d'établissements sanitaires privés) X 100 Source : Rapport d'activités DEPPS
OS2 : Améliorer le cadre de gestion du système de santé	Nombre d'établissements sanitaires privés contrôlés par la Police Sanitaire	286	300	500	500	Dénombrement Source : Rapport d'activités Police Sanitaire
	Taux d'atteinte des cibles des PAP	98,01%	97%	98%	98%	(Nombre de cibles des PAP atteintes / Nombre total de cibles des PAP) x 100 Source : Rapport d'activités DAF
OS3 : Améliorer la planification, la programmation budgétaire et le suivi-évaluation	Proportion des structures de santé (centrale, déconcentré) ayant un Plan de Travail Annuel (PTA)	100%	100%	100%	100%	Nombre de structures de santé (centrales, déconcentrées) ayant un plan de travail annuel / Nombre total de structures de santé (centrales, déconcentrées) x 100 Source : Rapport d'activités DGS
	Proportion des structures de santé (centrale, déconcentré) ayant transmis leur bilan d'activité de l'année précédente	100%	100%	100%	100%	(Nombre de structures de santé ayant transmis leur bilan d'activités de l'année précédente / Nombre total des structures de santé identifiées) X 100 Source : Rapport d'activités DGS

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS4 : Améliorer la disponibilité de l'information sanitaire	Promptitude de transmission des données dans la base du Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	97%	98%	98,5%	99%	(Nombre de rapports mensuels des établissements sanitaires saisis dans les délais dans la base de données / Nombre total de rapports mensuels attendus dans la période) x 100 Source : Rapport d'activités DIS
	Pourcentage des régions sanitaires disposant d'un bulletin trimestriel de retro-information	0%	70%	90%	100%	(Nombre de régions sanitaires qui ont produit et diffusés électroniquement aux autorités administratives, collectivités et acteurs du systèmes de santé les bulletins du 1er, 2eme et 3eme trimestre / Nombre total de régions sanitaires) x 100 Source : Rapport d'activités DIS

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**386 390 670 357**	**438 863 019 596**	**483 524 955 504**
Dépenses de personnel	335 106 692 729	377 649 870 074	420 193 047 420
Dépenses en biens et services	24 528 230 044	28 701 969 824	31 054 692 280
Transferts	501 093 725	512 478 610	525 152 430
Investissements	26 254 653 859	31 998 701 088	31 752 063 374
Trésor	*5 896 965 224*	*600 000 000*	*700 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*20 357 688 635*	*31 398 701 088*	*31 052 063 374*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21067 Administration Générale	**386 390 670 357**	**438 863 019 596**	**483 524 955 504**
2106701 Coordination et animation du ministère	**10 641 320 038**	**7 453 829 480**	**7 537 282 082**
1 Personnel	**148 976 185**	**148 976 185**	**148 976 185**
17074000023 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule technique d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Vallée Bandama	2 160 000	2 160 000	2 160 000
25074000019 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule technique d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Savanes	2 160 000	2 160 000	2 160 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21067 Administration Générale	**386 390 670 357**	**438 863 019 596**	**483 524 955 504**
32074000025 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule technique d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région du Fromager	2 160 000	2 160 000	2 160 000
41074000026 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule technique d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région des Montagnes	2 160 000	2 160 000	2 160 000
55074000022 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule technique d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Bas - Sassandra	2 160 000	2 160 000	2 160 000
61074000016 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule technique d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Moyen-Comoé	1 080 000	1 080 000	1 080 000
62074000034 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule technique d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région du Zanzan	2 160 000	2 160 000	2 160 000
71074000020 Prendre en charge les salaires des agents de la Cellule technique d'appui initiative locales (CITAIL) de la Région Sud-Comoé	2 160 000	2 160 000	2 160 000
78073300093 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat dans les services de mise en œuvre de la Carte Sanitaire	3 527 708	3 527 708	3 527 708
78074000477 Prendre en charge les honoraires du personnel des Campagnes de sensibilisation	3 000 000	3 000 000	3 000 000
78074000478 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrat de la Direction des Etablissements Privés et des Professions Sanitaires	7 200 000	7 200 000	7 200 000
78074000568 Prendre en charge les salaires des agents du Secrétariat Technique Coordination Opération	2 400 000	2 400 000	2 400 000
78074000569 Prendre en charge les dépenses salariales de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) Abidjan Nord	2 160 000	2 160 000	2 160 000
78074000632 Prendre en charges les dépenses de salaires liées aux charges centralisées	1 895 903	1 895 903	1 895 903
78074000669 Prendre en charge les dépenses salariales de l'Unité de Pilotage du Programme Hospitalier (UPPH) 2018-2020	112 592 574	112 592 574	112 592 574
2 Biens et services	**6 125 210 648**	**6 829 732 678**	**6 901 435 547**
11074000021 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région des Lacs	3 027 501	3 027 501	3 027 501
11074000028 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région des Lacs (Yamoussoukro)	19 232 038	22 670 724	22 987 330
11074000030 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la région de N'Zi Comoé	3 027 500	3 027 500	3 027 500
14074000014 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région N'Zi-Comoé (Dimbokro)	16 418 069	16 418 069	16 418 069
15013300005 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région d'Iffou	16 953 403	16 953 403	16 953 403
17074000021 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région Vallée Bandama	3 027 500	3 027 500	3 027 500
17074000031 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	22 400 000	22 400 000	22 400 000
18074000016 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Hambol	16 830 998	16 830 998	16 830 998
21067010315 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de Moronou	17 953 403	24 522 635	25 127 474
21067010334 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Botro	4 022 405	5 057 637	5 152 952
22013300005 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du Bafing	16 953 403	16 953 403	16 953 403
22074000016 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Bafing	3 027 500	3 027 500	3 027 500
23074000022 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Denguélé (Odienné)	16 369 107	21 073 007	21 506 103

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21067 Administration Générale	**386 390 670 357**	**438 863 019 596**	**483 524 955 504**
23074000024 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Denguélé	3 027 500	3 027 500	3 027 500
24013300609 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du Tchologo	14 700 000	18 502 232	18 852 309
25074000022 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région Savanes	3 027 500	3 027 500	3 027 500
25074000027 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région des Savanes (Korhogo)	20 900 000	20 900 000	20 900 000
26103000003 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de la Bagoué	15 500 000	15 500 000	15 500 000
27013300006 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de Folon	11 600 000	11 600 000	11 600 000
28103000005 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du Bounkani	17 700 000	21 502 232	21 852 309
31013300005 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du Gbôklé	16 953 403	16 953 403	16 953 403
31074000017 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Haut Sassandra	3 027 500	3 027 500	3 027 500
31074000020 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Haut-Sassandra (Daloa)	21 300 000	21 300 000	21 300 000
32074000019 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Gôh (Gagnoa)	21 595 822	21 595 822	21 595 822
32074000024 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Fromager	3 027 500	3 027 500	3 027 500
35074000021 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région de la Marahoué (Bouaflé)	19 700 000	19 700 000	19 700 000
35074000022 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Marahoué	3 027 500	3 027 500	3 027 500
36074000009 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Worodougou (Séguéla)	16 204 663	16 204 663	16 204 663
36074000010 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Worodougou	3 027 500	3 027 500	3 027 500
37013300005 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du Béré	15 800 000	15 800 000	15 800 000
41074000024 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Tonkpi (Man)	17 015 618	22 675 893	23 197 044
41074000025 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région des Montagnes	3 027 500	3 027 500	3 027 500
42074000013 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Moyen-Cavally (Guiglo)	15 900 000	15 900 000	15 900 000
42074000018 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Moyen Cavally	4 884 498	4 884 498	4 884 498
43013300004 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de Guémon	19 000 000	19 000 000	19 000 000
51074000017 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) du Sud Bandama	3 027 500	3 027 500	3 027 500
51074000020 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Sud-Bandama (Divo)	17 427 025	21 182 190	21 527 934
55074000015 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Bas-Sassandra (San-Pédro)	16 104 663	16 104 663	16 104 663
55074000018 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Bas-Sassandra	3 027 500	3 027 500	3 027 500

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21067 Administration Générale	**386 390 670 357**	**438 863 019 596**	**483 524 955 504**
56013300005 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région du Nawa	16 977 403	16 977 403	16 977 403
61074000019 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région Moyen-Comoé	3 027 500	3 027 500	3 027 500
61074000025 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Moyen-Comoé (Abengourou)	17 969 943	17 969 943	17 969 943
62074000039 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Zanzan (Bondoukou)	23 500 000	23 500 000	23 500 000
62074000041 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Zanzan	3 027 500	3 027 500	3 027 500
71074000021 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région du Sud-Comoé (Aboisso)	17 930 998	17 930 998	17 930 998
71074000025 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de la Région du Sud Comoé	3 027 500	3 027 500	3 027 500
76074000018 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région de l'Agnéby (Agboville)	18 711 442	18 711 442	18 711 442
76074000024 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) de l'Agnéby	3 027 500	3 027 500	3 027 500
77051000006 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région de la Mé	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78011100255 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	178 851 100	178 851 100	178 851 100
78011201607 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	65 000 000	72 855 000	80 414 543
78074000448 Elaborer une loi d'orientation en matière de santé publique	51 255 130	51 255 130	51 255 130
78074000451 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	1 730 000	1 730 000	1 730 000
78074000452 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	1 730 000	1 730 000	1 730 000
78074000453 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Ministère de la Communication	3 297 500	3 297 500	3 297 500
78074000454 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Ressources Animales et Halieutiques	1 797 500	1 797 500	1 797 500
78074000455 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	1 432 500	1 432 500	1 432 500
78074000456 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Transports	1 865 000	1 865 000	1 865 000
78074000457 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min Jeunesse et Service Civique	1 730 000	1 730 000	1 730 000
78074000458 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Mines et Energies	2 162 500	2 162 500	2 162 500
78074000459 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Primature	2 000 000	2 000 000	2 000 000
78074000460 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Eaux et Forêts	1 865 000	1 865 000	1 865 000
78074000462 Organiser la communication des activités du Ministère	35 000 000	35 000 000	35 000 000
78074000463 Apporter une assistance au ministère (Organes Consultatifs)	5 237 890	5 237 890	5 237 890
78074000464 Veiller à l'application de la réglementation relative aux professions de santé, à l'exclusion des professions de pharmacie	24 934 430	24 934 430	24 934 430
78074000465 Gérer la commande publique	38 594 345	49 284 304	50 268 546
78074000468 Prendre en charge les dépenses liées aux charges centralisées	3 943 949 419	3 943 949 419	3 943 949 419
78074000469 Apporter un appui technique aux structures de l'Unité de Pilotage du Programme Hospitalier (UPPH)	13 756 809	13 756 809	13 756 809

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21067 Administration Générale	**386 390 670 357**	**438 863 019 596**	**483 524 955 504**
78074000470 Gérer la coopération internationale du ministère	5 387 544	5 387 544	5 387 544
78074000471 Apporter un appui juridique aux ministère	19 066 388	20 308 666	20 423 044
78074000472 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /MIN. Santé et Hygiène Publique	13 094 724	13 094 724	13 094 724
78074000533 Réaliser l'audit dans les établissements et services relevant du ministère	5 909 091	5 909 091	5 909 091
78074000535 Coordonner et suivre les activités des ONG	12 230 970	13 676 465	13 809 554
78074000538 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Ministère de l'Assainissement et la Salubrité	1 730 000	1 730 000	1 730 000
78074000540 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Tourisme	2 595 000	2 595 000	2 595 000
78074000543 Réaliser le contrôle en matière de services médicaux dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 354	6 748 354	6 748 354
78074000555 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min Construction du Logement et l'Urbanisme	1 730 000	1 730 000	1 730 000
78074000556 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/MIN. Education Nationale	1 432 500	1 432 500	1 432 500
78074000557 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	2 297 500	2 297 500	2 297 500
78074000558 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	1 730 000	1 730 000	1 730 000
78074000559 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère de la Promotion du Logement	1 730 000	1 730 000	1 730 000
78074000560 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Défense	2 662 500	2 662 500	2 662 500
78074000561 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Famille et Affaires Sociales	1 332 100	1 332 100	1 332 100
78074000562 Réaliser le contrôle en matière de services pharmaceutiques dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 258	6 748 258	6 748 258
78074000563 Elaborer la politique de formation et de recherche dans le secteur de la santé	13 000 000	13 000 000	13 000 000
78074000566 Gérer les fonds du CD-PEFAR alloué au ministère de la santé	22 582 700	22 582 700	22 582 700
78074000567 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL) à Abidjan Nord	3 027 500	3 027 500	3 027 500
78074000592 Elaborer et suivre la mise en œuvre des normes et standard des équipements et des infrastructures sanitaires	49 000 649	49 000 649	49 000 649
78074000593 Elaborer la politique, promouvoir et sensibiliser en matière d'hygiène publique	35 162 199	35 162 199	35 162 199
78074000594 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78074000603 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min du Plan et Développement	2 595 000	2 595 000	2 595 000
78074000604 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Intégration Africaine	4 498 972	4 498 972	4 498 972
78074000606 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Commerce	2 297 500	2 297 500	2 297 500
78074000607 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Industrie Développement Secteur privé	2 662 500	3 859 228	3 969 412
78074000608 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Affaires Etrangères	3 595 000	3 595 000	3 595 000
78074000609 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Artisanat et Promotion des PME	1 730 000	2 926 728	3 036 912
78074000629 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Economie et Finances	1 297 500	1 297 500	1 297 500
78074000630 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Enseignement Technique et Formation Professionnelle	2 733 600	2 733 600	2 733 600
78074000638 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min Justice et droit de l'homme	1 365 000	1 365 000	1 365 000
78074000644 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	20 000 000	75 340 000	80 435 244

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21067 Administration Générale	**386 390 670 357**	**438 863 019 596**	**483 524 955 504**
78074000647 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Sports et Loisirs	4 874 272	4 874 272	4 874 272
78074000648 Suivre et Evaluer les indicateurs sanitaires du secteur	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78074000649 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Min. Réforme Administrative	7 184 546	7 184 546	7 184 546
78074000651 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région des Lagunes 2 (Abidjan)	19 500 000	29 369 089	30 277 753
78074000656 Coordonner les activités du Programme PACCI	4 022 405	5 682 605	5 835 462
78074000658 Réaliser la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans de la région au niveau de la Cellule Technique d'Appui Initiatives Locales (CTAIL)/Abidjan Sud	3 027 500	3 027 500	3 027 500
78074000663 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida / Min. Culture et Francophonie	2 865 000	4 061 728	4 171 912
78074000668 Elaborer la planification annuelle et suivre la mise en œuvre des plans au niveau de la Région des Lagunes 1 (Abidjan)	18 800 000	18 800 000	18 800 000
78074000674 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida/Ministère chargé des Ex-Combattants et des Victimes de Guerre	1 730 000	1 730 000	1 730 000
78074000675 Coordonner les activités du ministère et fournir un appui technique / Secrétariat Technique Coordination Opérationnelle	7 597 146	7 597 146	7 597 146
78074000676 Veiller au respect de la réglementation en matière d'enregistrement des médicaments dans les secteurs publics et privés	18 145 763	20 216 226	20 406 857
78074000677 Coordonner les interventions de lutte contre le Sida à travers le Point focal Sida /Ministère de l'Agriculture	4 467 200	4 467 200	4 467 200
78074000679 Réaliser le contrôle en matière de services administratifs et financiers dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 354	6 748 354	6 748 354
78074000680 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	201 949 040	760 742 034	812 191 017
78074000688 Contrôler les services paramédicaux dans les établissements et services relevant du ministère	6 748 355	10 042 306	10 345 645
78074000709 Animer le contrôle de gestion	500 000 000	500 000 000	500 000 000
79013300004 Assurer la planification annuelle et le suivi de la mise en œuvre des plans dans la Région des Grands Ponts	15 413 090	25 784 553	26 739 471
90074090177 Elaborer les Comptes de la Santé	20 000 000	20 000 000	20 000 000
90074090178 Mettre en œuvre le système global d'information en matière de TIC	20 000 000	20 000 000	20 000 000
90074090179 Cellule de la digitalisation des informations sanitaires	15 000 000	20 534 000	21 043 524
90074090180 Coordonner les activités du secrétariat technique en santé	15 000 000	15 000 000	15 000 000
3 Transferts	**464 565 685**	**475 120 617**	**486 870 350**
78074000650 Contribuer à la mise en œuvre de la Politique Pharmaceutique Nationale (AIRP)	200 000 000	204 544 000	209 602 373
90074000014 Evaluer et accréditer des structures (CRESAC)	200 000 000	204 544 000	209 602 373
90075000001 Prendre en charge la contribution de l'Etat au CIRBA -CORRIDOR	64 565 685	66 032 617	67 665 604
4 Investissements	**3 902 567 520**	**0**	**0**
Trésor	***3 902 567 520***	***0***	***0***
78074000726 Transférer les crédits au projet BLAKEKLE/C2D3	3 760 567 520	0	0
78074000481 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	142 000 000	0	0
2106702 Planification, programmation et suivi-évaluation	**314 875 934**	**214 692 934**	**214 692 934**
2 Biens et services	**214 692 934**	**214 692 934**	**214 692 934**
78073300101 Mettre en œuvre la Carte Sanitaire	71 475 802	71 475 802	71 475 802
78074000482 Produire annuellement le RASS et l'annuaire statistique	58 584 775	58 584 775	58 584 775
78074000534 Suivre et Evaluer le PNDS	84 632 357	84 632 357	84 632 357

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21067 Administration Générale	**386 390 670 357**	**438 863 019 596**	**483 524 955 504**
4 Investissements	**100 183 000**	**0**	**0**
Trésor	***100 183 000***	***0***	***0***
78074000710 Elaborer le PNDS arrimé sur le PND	100 183 000	0	0
2106703 Gestion des ressources du ministère	**353 999 607 349**	**399 155 598 510**	**443 980 338 268**
1 Personnel	**334 957 716 544**	**377 500 893 889**	**420 044 071 235**
78074000548 Gérer le personnel des programmes	334 957 716 544	377 500 893 889	420 044 071 235
2 Biens et services	**18 152 269 804**	**21 617 346 628**	**23 897 984 953**
78011201608 Direction du Patrimoine/ Prendre en charge les dépenses liées aux patrimoines	11 660 496 111	12 589 687 549	13 583 198 065
78011202060 Direction du Patrimoine/ Gestion Abonnements EPN Santé	5 633 618 391	6 782 881 894	7 942 453 939
78074000483 Gérer les ressources humaines du ministère	72 951 238	76 123 999	76 416 120
78074000484 Réaliser des missions de contrôle	15 292 388	15 292 388	15 292 388
78074000485 Contrôler et auditer le système d'évaluation, du secteur de la santé	63 856 400	63 856 400	63 856 400
78074000486 Actualiser annuellement le CDMT	108 896 175	108 896 175	108 896 175
78074000546 Faire le suivi et l'évaluation des outils de pilotage de la GAR (CDMT/MAB/BUD-PROG/DPPD-PAP/RAP)	51 997 817	51 997 817	51 997 817
78074000570 Mettre en œuvre la gratuité ciblée - Fonds d'action sanitaire	500 000 000	1 883 449 122	2 010 712 765
78074000595 Faire le suivi des financements extérieurs et la Gestion des agréments	18 594 247	18 594 247	18 594 247
78074000634 Elaborer les manuels de procédures de gestion des ressources financières	26 567 037	26 567 037	26 567 037
3 Transferts	**36 528 040**	**37 357 993**	**38 282 080**
78074000602 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	36 528 040	37 357 993	38 282 080
4 Investissements	**853 092 961**	**0**	**0**
Trésor	***853 092 961***	***0***	***0***
78074000727 Acquérir des véhicules pour renforcer le parc automobile du ministère	493 000 000	0	0
78074000545 Appuyer les activités institutionnelles du MSHP	360 092 961	0	0
2106704 Information et communication	**21 434 867 036**	**32 038 898 672**	**31 792 642 220**
2 Biens et services	**36 056 658**	**40 197 584**	**40 578 846**
78074000549 Réaliser la Coordination Nationale pour le Développement et l'Utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication dans le domaine de la Santé (CNDTIC-SANTE)	36 056 658	40 197 584	40 578 846
4 Investissements	**21 398 810 378**	**31 998 701 088**	**31 752 063 374**
Trésor	***1 041 121 743***	***600 000 000***	***700 000 000***
90076000005 Projet de Renforcement de la Transformation Digitale et de la Sécurité Sanitaire (PRTDS)	500 000 000	600 000 000	700 000 000
78074000715 Communiquer sur les activités institutionnelles du ministère	500 000 000	0	0
78074000597 Mettre en œuvre l'archivage électronique	41 121 743	0	0
Financement extérieur	***20 357 688 635***	***31 398 701 088***	***31 052 063 374***
90076000005 Projet de Renforcement de la Transformation Digitale et de la Sécurité Sanitaire (PRTDS)	20 357 688 635	31 398 701 088	31 052 063 374

II.2.2 Programme 2 : Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	Action 2.1: Réhabilitation, Extension, Rééquipement et Maintenance des infrastructures sanitaires
	Action 2.2: Construction, Equipement et Maintenance des infrastructures sanitaires
	Action 2.3: Amélioration de la disponibilité des médicaments, vaccins et intrants stratégiques de qualité au niveau de la Nouvelle PSP et au niveau périphérique
	Action 2.4: Prise en charge des affections dans les établissements sanitaires selon la pyramide (de base, du premier niveau de référence et EPN hospitaliers)
	Action 2.5: Formation et renforcement des capacités des agents de santé

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2024	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2026	2027	2028	
OS1 : Construire, réhabiliter, étendre et équiper les infrastructures sanitaires	Nombre d'Etablissements Sanitaires de Premier Contact (ESPC) construits	19	15	20	25	Dénombrement Source : Rapport d'activités DIEMP
	Nombre d'Etablissements Sanitaires de Premier Contact (ESPC) réhabilités	02	35	30	35	Dénombrement Source : Rapport d'activités DIEMP
	Nombre d'Etablissements Sanitaires de Premier Contact (ESPC) équipés	76	50	50	60	Dénombrement Source : Rapport d'activités DIEMP
OS2 : Améliorer la disponibilité et l'accessibilité aux médicaments, aux vaccins et aux autres intrants stratégiques de qualité	Taux de disponibilité des produits traceurs dans les établissements de premier contact sites clients directs	85,62%	92%	95%	95%	(Nombre d'observations ne notifiant pas de rupture / Nombre total d'observations (nombre de jour de rupture) sur la période pour l'ensemble des produits traceurs) X100 Source : Rapport d'activités DAP
	Taux de satisfaction des besoins en poches de sang	96%	100%	100%	100%	(Nombre de poches de sang distribuées aux structures sanitaires / Nombre de poches de sang commandés par les structures sanitaires) x 100 Source : Rapport d'activités CNTS-CI

Programme 2 : Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS3 : Assurer la prise en charge des affections dans les établissements sanitaires selon la pyramide	Proportion d'accouchement assisté par un personnel qualifié	94%	96%	97%	98%	(Nombre d'accouchements réalisés par un personnel qualifié dans un établissement / Nombre total d'accouchements) x 100 Sources : Rapports d'activités PNSME / DHIS2
	Proportion d'enfants de moins de 5 ans malnutris (MASsc, MASc) guéris	87%	88%	89%	90%	(Nombre d'enfants dépistés malnutris aigus pris en charge et guéris / Nombre total d'enfants dépistés malnutris aigus) x 100 Source : Rapport d'activités PNN
	Pourcentage de PVVIH enfants et adultes sous ARV maintenus dans les soins 12 mois après l'initiation du traitement	96%	94%	95%	96%	(Nombre de PVVIH enfants et adultes de la cohorte encore en vie et sous ARV 12 mois après l'initiation du traitement / Nombre total de PVVIH enfants et adultes de la cohorte initiale) x100 Source : Rapport d'activités PNLS
	Nombre de patients pris en charge dans les unités de prise en charge (UPEC) du diabète et de l'hypertension artérielle pour les maladies métaboliques (diabète et HTA).	132 790	160 676	176 744	194 418	Dénombrement (progressif) Sources : Rapports d'activités PNLMM / PMNT
	Taux de succès thérapeutique des nouveaux cas et rechutes de tuberculose toutes formes, confirmée bactériologiquement et diagnostiquée cliniquement : patients guéris et traitement terminé	88%	89%	90%	90%	(Nombre de nouveaux cas et de rechutes de tuberculose bactériologiquement confirmés enregistrés pour un traitement antituberculeux, traités jusqu'à terme, qui ont été déclarés « guéris » et « traitement terminé » / Nombre total de nouveaux cas et de rechutes de tuberculose bactériologiquement confirmée enregistrés pour un traitement antituberculeux) x 100 Source : Rapport d'activités PNLT
	Proportion de cas de paludisme simples et graves correctement pris en charge	100%	98%	99%	99%	(Nombre de cas de paludisme simple et grave traités selon les dispositions réglementaires / Nombre de cas de paludisme simple et grave identifiés) x100 Source : Rapport d'activités PNLP
	Proportion de nouveaux patients atteints de maladies cardiovasculaires avec indication opératoire ou interventionnelle effectivement traités	59%	75%	80%	80%	(Nombre de nouveaux patients atteints de maladies cardiovasculaires avec indication opératoire ou interventionnelle effectivement traités / Nombre de nouveaux patients atteints de maladies cardiovasculaires avec indication opératoire ou interventionnelle durant la période) x 100 Un délai de 3 mois étant donné pour réaliser le traitement Source : Rapport d'activités ICA
	Proportion d'assurés CMU ayant bénéficié des prestations dans un établissement public de santé	71%	75%	80%	90%	(Nombre total de patients venus en consultation dans un établissement public de santé disposant d'une carte CMU et ayant bénéficié des prestations CMU / Nombre total de patients disposant d'une carte CMU venus en consultation) x100 Source : Rapport d'activités DGCMU

Programme 2 : Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS4 : Renforcer le processus de réponse efficace aux situations d'urgences et la prévention des évènements de santé publique	Taux de couverture des Pôles Régionaux d'Excellence en Santé (PRES) en COUSP fonctionnel	39,39%	100%	100%	100%	(Nombre de Pôles Régionaux d'Excellence en Santé disposant d'un arrêté préfectoral de création du centre régional d'opération d'urgence / Nombre total de Pôles Régionaux d'Excellence en Santé) x 100 Sources : Rapports d'activités COUSP/ INHP
	Proportion de Districts Sanitaires dont l'ensemble des points focaux ont été formés sur la Surveillance Intégrée de la Maladie et de la Riposte 3ième édition (SIMR3)	52%	75%	100%	100%	(Nombre de Districts sanitaires dont les points focaux des centres de santé ont été formés à la Surveillance Intégrée de la Maladie et de la Riposte 3ième édition (SIMR3) / Nombre total de Districts sanitaires (113 Districts sanitaires)) x100 Source : Rapport d'activités INHP

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : OFFRE ET ACCESSIBILITE DES POPULATIONS AUX SOINS DE QUALITE	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
Dépenses de personnel	53 400 378 365	54 299 505 135	55 198 631 908
Dépenses en biens et services	29 374 570 016	30 381 391 707	30 381 969 037
Transferts	55 289 911 749	55 724 905 429	56 309 169 458
Investissements	105 879 189 620	51 801 253 686	51 679 900 000
Trésor	*105 879 189 620*	*51 801 253 686*	*51 679 900 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
2206801 Réhabilitation, Extension, Rééquipement et Maintenance des infrastructures sanitaires	**16 763 850 729**	**7 320 801 604**	**7 766 901 604**
2 Biens et services	**19 385 040**	**20 801 604**	**20 801 604**
11074000025 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructure de l'Equipement et de la Maintenance de Yamoussoukro	3 365 831	3 611 790	3 611 790

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
18074000020 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructure de l'Equipement et de la Maintenance du Hambol	2 854 500	3 063 093	3 063 093
31074000021 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de Daloa	3 191 697	3 424 930	3 424 930
41074000030 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de Man	3 365 831	3 611 790	3 611 790
55074000021 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de San-Pédro	3 215 485	3 450 457	3 450 457
61074000027 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de Abengourou	1 769 021	1 898 292	1 898 292
62074000042 Réaliser la maintenance préventive et curative des équipements au niveau du Centre Régional d'Infrastructures d'Equipement et de Maintenance de Bondoukou	1 622 675	1 741 252	1 741 252
4 Investissements	**16 744 465 689**	**7 300 000 000**	**7 746 100 000**
Trésor	***16 744 465 689***	***7 300 000 000***	***7 746 100 000***
90075000015 Renforcement des capacités techniques de l'INSP d'Abidjan et de Daloa	376 048 266	500 000 000	500 000 000
90074090161 Projet de Mise aux normes Hôpitaux de Référence CI-BIDC	250 936 802	0	0
78074000695 Appui au Fonds d'action sanitaire/gratuité ciblée	254 063 686	0	0
78074000690 Projet d'aménagement du CHU de Cocody pour l'amélioration des Services de Santé Maternelle et Infantile du Grand Abidjan/JICA (CHU - C/JICA)	200 000 000	0	0
78074000497 Réhabiliter et rééquiper le LNSP	120 001 298	0	0
78074000495 Programme de Mise à niveau des Etablissements Sanitaires	10 000 000 000	0	0
78073200173 Réhabiliter et rééquiper les services des hospitalisations du 8ème au 12ème étage du CHU Cocody	1 000 000 000	1 500 000 000	1 846 100 000
78073200147 Réhabiliter et rééquiper le CHU d'Angré	2 000 000 000	0	0
78073200146 Rééquiper et faire la Réfection de l'Institut Raoul Follereau (IRFCI)	144 514 998	0	0
78073200142 Réhabiliter et rééquiper le CHU de Yopougon	410 000 000	0	0
78073200109 Réhabiliter et rééquiper le CHU de Bouaké	554 940 046	800 000 000	800 000 000
78073200108 Réhabiliter et rééquiper le CHU de Treichville	530 546 418	0	0
78073200107 Equiper et faire l'Extension de l'Institut de Cardiologie d'Abidjan (ICA)	569 000 000	3 900 000 000	3 900 000 000
78072200055 Renforcement des capacités opérationnelles du service d'aide urgente SAMU	334 414 175	600 000 000	700 000 000
2206802 Construction, Equipement et Maintenance des infrastructures sanitaires	**55 350 000 000**	**10 077 800 000**	**8 933 800 000**
4 Investissements	**55 350 000 000**	**10 077 800 000**	**8 933 800 000**
Trésor	***55 350 000 000***	***10 077 800 000***	***8 933 800 000***
90074000035 Construction et Equipement des centres régionaux de transfusion sanguine	2 950 000 000	2 500 000 000	2 009 500 000
90074000012 Programme Hospitalier/Maintenance des Infrastructures sanitaires	1 500 000 000	0	0
90074000011 Projet de Construction et d'Equipement du CHU d'Abobo	15 000 000 000	0	0
90072290145 Projet de Renforcement des capacités des centres de dialyses/CNPTIR	200 000 000	668 400 000	700 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
78075000063 Construction et équipement de 03 antennes INHP a Bingerville, Adzopé et Bouaflé	200 000 000	500 000 000	665 000 000
78074000514 Mettre en œuvre le Programma Hospitalier (PH)	24 500 000 000	0	0
71074000026 Projet de construction et d'équipement du Centre National de Radiothérapie et d'Oncologie Médical (CNROM)	1 500 000 000	5 741 000 000	4 859 300 000
18074000028 Extension de l'Hôpital Général de Niakaramadougou	500 000 000	0	0
18074000024 Projet de Construction et d'équipements de l'Hôpital Général de Tafiré	9 000 000 000	668 400 000	700 000 000
2206803 Amélioration de la disponibilité des médicaments, vaccins et intrants stratégiques de qualité au niveau de la Nouvelle PSP et au niveau périphérique	**43 040 723 228**	**47 251 384 447**	**48 451 985 659**
1 Personnel	**996 632 520**	**1 013 413 601**	**1 030 194 683**
78074000605 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à AIRP	996 632 520	1 013 413 601	1 030 194 683
3 Transferts	**12 085 567 095**	**12 237 970 846**	**12 421 790 976**
78072200046 Réaliser une production efficiente, de qualité de poches de sang et de produit sanguins / Gestion des produits sanguins / CNTS	8 680 000 000	8 804 381 197	8 928 762 388
78072200052 Réaliser une production efficiente, de qualité de poches de sang et de produit sanguins	850 000 000	862 180 186	874 360 372
78074000515 Approvisionner la NPSP en médicament	1 450 000 000	1 450 000 000	1 481 416 385
78074000573 Garantir la qualité des médicaments, vaccins et intrants stratégiques	385 567 095	391 092 129	396 617 163
78075000047 Approvisionner l'Institut d'hygiène publique en Vaccin	200 000 000	202 865 926	205 731 852
78075000052 Réaliser des missions de prévention sur l'hygiène publique	520 000 000	527 451 408	534 902 816
4 Investissements	**29 958 523 613**	**34 000 000 000**	**35 000 000 000**
Trésor	***29 958 523 613***	***34 000 000 000***	***35 000 000 000***
78074000712 FB-PR/NPSP-DAP Appui au secteur pharmaceutique/C2D3	1 958 523 613	0	0
78074000626 Appuyer la NPSP en médicament	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
78074000516 Réaliser la couverture de nouveaux de GAVI (appui initiative indépendance vaccinale)	18 000 000 000	29 000 000 000	30 000 000 000
78071200003 Apporter un Appui au Programma cancer et hépatites	5 000 000 000	0	0
2206804 Prise en charge des affections dans les établissements sanitaires selon la pyramide (de base, du premier niveau de référence et EPN hospitaliers)	**116 016 029 286**	**115 815 230 666**	**116 982 231 382**
1 Personnel	**52 403 745 845**	**53 286 091 534**	**54 168 437 225**
11073200004 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR des Lacs (Yamoussoukro)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
14073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR du N'Zi Comoé (Dimbokro)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
17073200008 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR de Bouaké	7 654 286	7 783 167	7 912 048
17073200028 Transférer les subventions d'équilibre personnel à l'Institut de Cardiologie de Bouaké (ICB)	50 000 000	50 841 889	51 683 778
22073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR du Bafing (Touba)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
23073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR du Denguélé (Odienné)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
25073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR des Savanes (Korhogo)	7 654 286	7 783 167	7 912 048

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
26073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR de Boundiali	7 654 286	7 783 167	7 912 048
27073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR de Minignan	12 654 286	12 867 356	13 080 426
31073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR du Haut-Sassandra (Daloa)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
32073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR du Fromager (Gagnoa)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
35073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR de la Marahoué (Bouaflé)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
36073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR du Worodougou (Séguéla)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
41073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR des Montagnes (Man)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
42073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR du Moyen-Cavally (Guiglo)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
51073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR du Sud Bandama (Divo)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
55073100007 Prendre en charge les Salariales du personnel de l'Hôpital Général de Tabou	1 019 876	1 019 876	1 019 876
55073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR du Bas-Sassandra (San-Pédro)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
61073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR du Moyen Comoé (Abengourou)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
62073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR du Zanzan (Bondoukou)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
71073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR du Sud-Comoé (Aboisso)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
76073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR de l'Agnéby (Agboville)	7 654 286	7 783 167	7 912 048
77073200001 Transférer les crédits de personnel à l'EPHR d'Adzopé	7 654 286	7 783 167	7 912 048
78072200039 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au SAMU	1 103 510 479	1 122 091 148	1 140 671 818
78072200050 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CNTS	2 726 254 707	2 772 158 790	2 818 062 874
78073200104 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Yopougon	2 659 808 960	2 704 594 244	2 749 379 529
78073200105 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'IRF	655 444 325	666 480 554	677 516 783
78073200106 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CNPTIR	1 794 178 157	1 824 388 138	1 854 598 120
78073200130 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'ICA	2 746 102 137	2 792 340 407	2 838 578 677
78073200133 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Cocody	5 974 726 301	6 075 327 442	6 175 928 583
78073200143 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Bouaké	6 107 738 030	6 210 578 794	6 313 419 557
78073200159 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Angré	6 473 440 736	6 582 439 122	6 691 437 508
78073200160 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CNOR	2 495 897 877	2 537 923 262	2 579 948 647
78073200161 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au CHU Treichville	7 605 391 081	7 733 449 001	7 861 506 920
78074000492 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au LNSP	583 082 842	592 900 664	602 718 486
78074000704 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à ARSN	979 269 324	995 758 048	1 012 246 771
78075000041 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'INSP	1 726 580 953	1 755 652 747	1 784 724 542

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
78075000042 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'INFAS	3 547 947 627	3 607 687 197	3 667 426 767
78075000053 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel à l'INHP	4 744 170 198	4 824 051 503	4 903 932 808
90072200002 Prendre en charge les dépenses de personnel de l'Institut de Médecine Nucléaire d'Abidjan (IMENA)	263 442 229	267 878 012	272 313 795
2 Biens et services	**29 299 926 261**	**30 301 293 357**	**30 301 870 687**
11072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Yamoussoukro	8 311 520	8 918 885	8 918 885
11073100010 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tiebissou	38 663 761	41 489 117	41 489 117
11073100011 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Toumodi	63 203 199	67 821 774	67 821 774
11073100012 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Djékanou	31 184 150	33 462 929	33 462 929
11073100013 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Didiévi	19 440 948	20 861 595	20 861 595
11073200003 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Psychiatrique Saint Vincent de Paul de Yamoussoukro	52 201 993	56 016 655	56 016 655
11073300047 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Toumodi	6 263 323	6 721 017	6 721 017
11073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Raviart	1 926 189	2 066 946	2 066 946
11073300049 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bonikro	5 253 801	5 637 722	5 637 722
11073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Molonou	3 545 612	3 804 708	3 804 708
11073300051 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Yamoussoukro II	3 478 885	3 733 104	3 733 104
11073300052 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Toumodi-Sakassou	1 569 489	1 684 179	1 684 179
11073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'zuessy	6 488 114	6 962 235	6 962 235
11073300054 Faire la prise en charge curative dans le CSU Konankokorêkro	2 932 553	3 146 849	3 146 849
11073300055 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Toumodi	3 848 438	4 129 662	4 129 662
11073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Tié-N'Diékro	3 982 095	4 273 087	4 273 087
11073300057 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbaine de Kanhankro	1 626 896	1 745 782	1 745 782
11073300058 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kossou	4 653 161	4 993 190	4 993 190
11073300059 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Yamoussoukro	4 000 000	4 292 302	4 292 302
11073300060 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Yamoussoukro	3 566 266	3 826 871	3 826 871
11073300061 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lomokankro	2 990 539	3 209 074	3 209 074
11073300062 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Assakra	1 812 213	1 944 641	1 944 641
11073300063 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kokoumbo	8 850 325	9 497 062	9 497 062
11073300064 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Toumodi	3 912 587	4 198 500	4 198 500
11073300065 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yakpabo-Sakassou	3 998 785	4 290 998	4 290 998
11073300066 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kpouèbo	7 075 968	7 593 043	7 593 043
11073300067 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zata	5 507 159	5 909 593	5 909 593
11073300068 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Morofé	5 864 098	6 292 618	6 292 618

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
11073300069 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Molonoublé	3 984 673	4 275 854	4 275 854
11073300070 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Angoda	3 025 932	3 247 052	3 247 052
11073300071 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lolobo	4 946 786	5 308 271	5 308 271
11073300072 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Attiégouakro	4 871 448	5 227 429	5 227 429
11073300073 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Yaakro	2 190 333	2 350 391	2 350 391
11073300074 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dioulabougou	4 110 006	4 410 345	4 410 345
11073300075 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Boli	2 000 000	2 146 150	2 146 150
11073300076 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kokrénou Mairie Yamoussoukro	2 000 000	2 146 150	2 146 150
11073300077 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Belle-Vue de Yamoussoukro	2 000 000	2 146 150	2 146 150
11073300078 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Affounvassou Château	2 000 000	2 146 150	2 146 150
11074000022 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Yamoussoukro	24 314 786	26 091 586	26 091 586
11074000023 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Toumodi	6 978 574	7 488 533	7 488 533
11074000024 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Didiévi	6 791 800	7 288 111	7 288 111
11074000026 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Tiébissou	17 459 820	18 735 697	18 735 697
11074000027 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yamoussoukro	6 947 977	7 455 702	7 455 702
11074000029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternité - Dispensaire Ruraux du District de Yamoussoukro - Didiévi	20 617 951	22 124 606	22 124 606
11074000031 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tiébissou	6 703 084	7 192 910	7 192 910
11074000032 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Toumodi	25 246 318	27 091 193	27 091 193
14072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Dimbokro	6 811 520	7 309 273	7 309 273
14073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bocanda	15 880 020	17 040 454	17 040 454
14073100022 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Kouassi-Kouassikro	9 659 566	10 365 440	10 365 440
14073300014 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Dimbokro	7 696 008	8 258 394	8 258 394
14073300015 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouadioblékro	3 523 203	3 780 663	3 780 663
14073300016 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Dimbokro	4 541 759	4 873 648	4 873 648
14073300017 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bengassou	3 598 449	3 861 406	3 861 406
14073300018 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Dimbokro	2 689 152	2 885 663	2 885 663
14073300019 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nzèkrèzessou	3 361 238	3 606 862	3 606 862
14073300020 Faire la prise en charge curative dans le CSU Krakro	4 404 000	4 725 825	4 725 825
14073300021 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Soungassou	4 228 135	4 537 108	4 537 108
14073300022 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Dominique OUATTARA de Dimbokro	2 000 000	2 146 150	2 146 150
14073300023 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Abigui (Dimbokro)	2 000 000	2 146 150	2 146 150

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
14073300024 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Djangokro (Dimbokro)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
14073300025 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kolibo (Dimbokro)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
14074000010 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bocanda	5 251 141	5 634 869	5 634 869
14074000011 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Dimbokro	8 244 242	8 846 690	8 846 690
14074000012 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Bocanda	12 113 623	12 998 826	12 998 826
14074000013 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dimbokro	4 872 059	5 228 086	5 228 086
14081000007 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Kouassi Kouassikro	4 022 405	4 316 343	4 316 343
15073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Prikro	15 801 913	16 956 637	16 956 637
15073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Daoukro	90 215 527	96 808 027	96 808 027
15073100009 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de M'bahiakro	15 504 364	16 637 344	16 637 344
15073300019 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Famienkro	3 760 256	4 035 038	4 035 038
15073300020 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ouellé	4 820 905	5 173 194	5 173 194
15073300021 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koffi Amonkro	3 834 880	4 115 115	4 115 115
15073300022 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ettrokro	2 419 481	2 596 285	2 596 285
15073300023 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de M'Bahiakro	2 927 283	3 141 194	3 141 194
15073300024 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Prépréssou	9 065 420	9 727 876	9 727 876
15073300025 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Ananda	4 323 548	4 639 492	4 639 492
15073300026 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Daoukro	6 100 670	6 546 478	6 546 478
15073300027 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bonguéra	3 242 741	3 479 704	3 479 704
15073300028 Faire la prise en charge curative dans le service de santé Scolaire et universitaire (SSSU) de Daoukro	2 802 669	3 007 476	3 007 476
15073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nafana (Prikro)	2 802 668	3 007 475	3 007 475
15073300032 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Daoukro	500 000	536 538	536 538
15074000011 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Daoukro	5 061 517	5 431 389	5 431 389
15074000012 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de M'Bahiakro	2 741 293	2 941 613	2 941 613
15074000013 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de M'Bahiakro	11 367 061	12 197 708	12 197 708
15074000014 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Prikro	7 626 544	8 183 854	8 183 854
15074000015 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Daoukro	11 406 607	12 240 145	12 240 145
15074000016 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Prikro	9 458 195	10 149 353	10 149 353
16073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de M'Batto	9 522 441	10 218 293	10 218 293
16073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bongouanou	17 585 754	18 870 833	18 870 833
16073100009 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Arrah	22 036 647	23 646 974	23 646 974
16073300015 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Assahara	4 521 735	4 852 163	4 852 163

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
16073300016 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Tiémélékro	3 495 157	3 750 567	3 750 567
16073300017 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Assié Akpéssé	4 347 454	4 665 146	4 665 146
16073300018 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain de Kangandi	5 206 986	5 587 487	5 587 487
16073300019 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Andé	2 979 894	3 197 651	3 197 651
16073300020 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Assié Koumassi	6 671 892	7 159 441	7 159 441
16073300021 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'guessan	3 043 216	3 265 600	3 265 600
16073300022 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Anoumaba	5 096 446	5 468 869	5 468 869
16073300023 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kregbé	7 018 735	7 531 630	7 531 630
16073300024 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Agoua	5 000 000	5 365 375	5 365 375
16073300025 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Assoumoukro	2 000 000	2 146 150	2 146 150
16073300026 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Agoua	2 000 000	2 146 150	2 146 150
16073300027 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU-SAJ) de Bongouanou	2 000 000	2 146 150	2 146 150
16073300028 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Bongouanou	2 000 000	2 146 150	2 146 150
16073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain N'Guessankro (Béoumi)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
16074000014 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du District de M'Batto	3 201 147	3 435 071	3 435 071
16074000015 Faire la prise en charge curative dans le CSR d'Arrah	10 465 533	11 230 300	11 230 300
16074000016 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Bongouanou	35 434 457	38 023 830	38 023 830
16074000017 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental M'Batto	4 022 405	4 316 343	4 316 343
16074000018 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bongouanou	5 087 870	5 459 666	5 459 666
16081000012 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Arrah	4 022 405	4 316 343	4 316 343
17072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région de la Vallée du Bandama (Bouaké)	8 808 004	9 451 650	9 451 650
17073100004 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sakassou	24 193 996	25 961 972	25 961 972
17073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Béoumi	27 213 482	29 202 107	29 202 107
17073100051 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Botro	10 538 987	11 309 124	11 309 124
17073200005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Psychiatrique de Bouaké	81 023 622	86 944 424	86 944 424
17073300040 Faire la prise en charge curative dans le SSSU Nimbo Bouaké	3 520 586	3 777 854	3 777 854
17073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bodokro	1 668 504	1 790 431	1 790 431
17073300042 Faire la prise en charge curative dans le CSU Quartier Air-France de Bouaké	4 584 798	4 919 833	4 919 833
17073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de N'Djebonoua	2 145 717	2 302 516	2 302 516
17073300044 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Sakassou	3 114 702	3 342 309	3 342 309
17073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Languibonou	1 571 705	1 686 557	1 686 557
17073300046 Faire la prise en charge curative dans le Protection maternelle et Infantile (PMI) de Béoumi	4 000 000	4 292 301	4 292 301

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
17073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Diabo	3 390 467	3 638 224	3 638 224
17073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Andékekrenou	1 650 393	1 770 996	1 770 996
17073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Brobo	4 464 458	4 790 699	4 790 699
17073300050 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Dar-Es-Salam	5 517 522	5 920 716	5 920 716
17073300052 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Marabadjassa	1 790 217	1 921 038	1 921 038
17073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dar-Es-Salam Bouaké	5 586 803	5 995 061	5 995 061
17073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dopah	3 043 818	3 266 245	3 266 245
17073300055 Faire la prise en charge curative dans le SSSU Quartier Commerce	2 851 510	3 059 885	3 059 885
17073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bondossou	3 932 037	4 219 370	4 219 370
17073300057 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Broukro	3 786 553	4 063 256	4 063 256
17073300058 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diézoukouamékro	5 140 692	5 516 350	5 516 350
17073300059 Faire la prise en charge curative dans le PMI de Sokoura (Bouaké)	5 372 450	5 765 042	5 765 042
17073300060 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Béoumi	3 915 872	4 202 027	4 202 027
17073300061 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ayaou Sokpa	2 307 665	2 476 298	2 476 298
17073300062 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ahougnansou	4 992 597	5 357 435	5 357 435
17073300063 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nimbo	4 072 667	4 370 278	4 370 278
17073300064 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Belle-Ville	4 459 554	4 785 436	4 785 436
17073300065 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koko	9 410 697	10 098 384	10 098 384
17073300066 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Olivia YACE de N'gokro	2 000 000	2 146 150	2 146 150
17073300067 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU-SAJ) de Bouaké Nord-Est	2 000 000	2 146 150	2 146 150
17073300068 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Lolobo (Béoumi)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
17073300069 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Assandré	2 000 000	2 146 150	2 146 150
17073300073 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Dibri Assirikro	2 000 000	2 146 150	2 146 150
17074000022 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Béoumi	3 861 483	4 143 663	4 143 663
17074000024 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé-Maternités-Dispensaires Ruraux du District de Bouaké-Est	12 343 558	13 245 563	13 245 563
17074000025 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaké - Sud	4 329 136	4 645 488	4 645 488
17074000026 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaké - Est	3 768 642	4 044 036	4 044 036
17074000027 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaké - Ouest	4 140 059	4 442 595	4 442 595
17074000028 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Béoumi	4 752 407	5 099 689	5 099 689
17074000029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé-Maternités-Dispensaires Ruraux du District de Bouaké-Ouest	8 403 579	9 017 671	9 017 671
17074000030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bouaké - Sud	2 198 489	2 359 144	2 359 144
17074000032 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Sakassou	4 239 113	4 548 886	4 548 886

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
17074000033 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Sakassou	11 264 411	12 087 558	12 087 558
18072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Katiola	6 984 222	7 494 594	7 494 594
18073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Katiola	21 611 802	23 191 084	23 191 084
18073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Niakaramandougou	11 189 182	12 006 832	12 006 832
18073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Dabakala	13 798 188	14 806 490	14 806 490
18073300029 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Niémené	3 917 687	4 203 973	4 203 973
18073300030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tafiré	5 920 602	6 353 250	6 353 250
18073300031 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokoura	3 739 960	4 013 258	4 013 258
18073300032 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Satama-Sokoura	9 466 113	10 157 851	10 157 851
18073300033 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Satama-Sokoro	3 827 441	4 107 135	4 107 135
18073300034 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Badikaha	3 233 062	3 469 318	3 469 318
18073300035 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Foumbolo	5 138 426	5 513 917	5 513 917
18073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Boniéré	3 484 672	3 739 316	3 739 316
18073300037 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Katiola	2 345 674	2 517 084	2 517 084
18073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Timbé	6 067 820	6 511 228	6 511 228
18073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tortiya	7 893 140	8 469 931	8 469 931
18073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Fronan	6 384 846	6 851 419	6 851 419
18073300041 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Katiola	3 099 036	3 325 499	3 325 499
18073300042 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokala-Sobara	2 877 478	3 087 749	3 087 749
18073300043 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Dabakala	3 311 840	3 553 852	3 553 852
18073300044 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Niakaramandougou	2 730 467	2 929 995	2 929 995
18073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bassawa	3 922 473	4 209 108	4 209 108
18073300046 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Dimbékaha	2 000 000	2 146 150	2 146 150
18074000017 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Katiola	7 065 139	7 581 426	7 581 426
18074000018 Faire la prise en charge curative dans le Centres de santé, Maternités, Dispensaires ruraux District Niakara	6 977 724	7 487 621	7 487 621
18074000019 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dabakala	7 375 240	7 914 185	7 914 185
18074000021 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Dabakala	10 294 430	11 046 696	11 046 696
18074000022 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Niankaramadougou	7 253 746	7 783 815	7 783 815
18074000023 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Katiola	8 168 429	8 765 338	8 765 338
21067010163 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Korhogo (District Sanitaire Korhogo 2)	7 680 282	8 241 520	8 241 520
21067010331 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Téhini	4 022 405	4 316 343	4 316 343
21067010332 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Taï	4 022 405	4 316 343	4 316 343

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
21067010335 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Koun-Fao	4 022 405	4 316 343	4 316 343
21067010352 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental M'Bengué	5 022 405	5 389 418	5 389 418
22068041120 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbapleu	8 529 172	9 152 443	9 152 443
22068043248 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kanzra	2 581 997	2 770 679	2 770 679
22068043498 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Yaou	5 797 758	6 221 430	6 221 430
22068043552 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Ouaninou	10 295 162	11 047 479	11 047 479
22068043553 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Kouto	10 465 533	11 230 300	11 230 300
22068043554 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Dianra	10 465 533	11 230 300	11 230 300
22068043555 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Doropo	10 465 533	11 230 300	11 230 300
22068043556 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Korhogo 2	11 465 533	12 303 375	12 303 375
22068043557 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Tehini	10 465 533	11 230 300	11 230 300
22068043558 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Taï	11 465 533	12 303 375	12 303 375
22068043559 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Kaniasso	11 465 533	12 303 375	12 303 375
22068043560 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Botro	10 465 533	11 230 300	11 230 300
22068043568 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Kouassi kouassikro	9 708 343	10 417 779	10 417 779
22068043569 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Dikodougou	10 465 533	11 230 300	11 230 300
22068043570 Faire la prise en charge curative dans le CSR de M'Bengué	13 465 533	14 449 525	14 449 525
22068043571 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Kong	10 052 064	10 786 617	10 786 617
22068043572 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Buyo	11 465 533	12 303 375	12 303 375
22068043573 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Méagui	20 049 549	21 514 669	21 514 669
22068043575 Faire la prise en charge curative dans le Centre Intégré de Touba	6 700 000	7 189 603	7 189 603
22068043576 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Cissé Anyaman	5 500 000	5 901 914	5 901 914
22068043577 Faire la prise en charge curative dans le Centre Urbain Spécialisé -U.S.A.C	10 465 533	11 230 300	11 230 300
22068043578 Faire la prise en charge curative dans le Centre Hospitalier Régional d'Abobo (CHR - Abobo)	100 000 000	107 302 502	107 302 502
22068043580 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain Anyanou	4 000 000	4 292 301	4 292 301
22068043587 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain CAFOP 2 de Grand-Bassam	2 000 000	2 146 150	2 146 150
22068043588 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Agoua	2 000 000	2 146 150	2 146 150
22068043590 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Férentella	2 800 000	3 004 612	3 004 612
22068043592 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Ganhoué	2 700 000	2 897 304	2 897 304
22068043594 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gbolo	2 000 000	2 146 150	2 146 150
22068043595 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gouiné	2 700 000	2 897 304	2 897 304
22068043601 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Yorodougou	2 700 000	2 897 304	2 897 304

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
22068043603 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Elibou	2 000 000	2 146 150	2 146 150
22068043605 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Intégré de Bouna	1 999 820	2 145 957	2 145 957
22068043607 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Kodioussou	2 000 000	2 146 150	2 146 150
22068043612 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Polouroukaha	2 000 000	2 146 150	2 146 150
22068043618 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire-SAJ (SSSU-SAJ) de Sinématiali	2 000 000	2 146 150	2 146 150
22068043620 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gbangbo N'Dakro	2 000 000	2 146 150	2 146 150
22073100003 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Koro	13 536 233	14 525 392	14 525 392
22073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Ouaninou	10 486 722	11 253 039	11 253 039
22073300015 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koonan	3 617 760	3 882 128	3 882 128
22073300016 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Touba	5 472 311	5 872 200	5 872 200
22073300017 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guintéguélé	4 238 306	4 548 022	4 548 022
22073300019 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Booko	4 000 000	4 292 301	4 292 301
22073300020 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Borotou	7 136 624	7 658 134	7 658 134
22073300021 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Touba	2 205 129	2 366 269	2 366 269
22073300022 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Foungbesso	3 394 018	3 642 037	3 642 037
22073300023 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Touba	2 000 000	2 146 150	2 146 150
22074000012 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du District de Koro	6 380 686	6 846 956	6 846 956
22074000015 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Touba	6 958 911	7 467 435	7 467 435
22074000017 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Touba	18 526 664	19 880 500	19 880 500
22081000015 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Koro	4 022 405	4 316 343	4 316 343
22081000017 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Ouaninou	5 044 810	5 413 460	5 413 460
23072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) d'Odienné	8 411 967	9 026 671	9 026 671
23073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Madinani	15 392 132	16 516 912	16 516 912
23073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Samatiguila	9 108 420	9 774 017	9 774 017
23073100018 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Gbéléban	10 807 865	11 597 649	11 597 649
23073100021 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Séguélon	10 790 026	11 578 508	11 578 508
23073300015 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokorodougou	7 413 303	7 955 032	7 955 032
23073300016 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tiémé	7 435 132	7 978 455	7 978 455
23073300017 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kahanso	12 267 340	13 163 777	13 163 777
23073300019 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Unversitaire (SSSU) d'Odienné	3 640 850	3 906 907	3 906 907
23073300020 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bako	8 043 511	8 631 293	8 631 293
23073300022 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Seydougou	3 635 514	3 901 180	3 901 180

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
23073300023 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Odienné	7 437 612	7 981 117	7 981 117
23073300024 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dioulatiédougou	4 110 006	4 410 348	4 410 348
23073300025 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Yankafissa	2 224 794	2 387 371	2 387 371
23074000017 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Odienné	11 277 747	12 101 871	12 101 871
23074000018 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Madinani	7 800 971	8 371 027	8 371 027
23074000019 Faire la prise en charge curative dans le ONG Pétro Bolini Odienné	3 229 602	3 465 607	3 465 607
23074000020 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé Urbain (CSU) de Kimbirila Sud	1 844 965	1 979 787	1 979 787
23074000021 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Odienné	30 410 826	32 633 099	32 633 099
23074000023 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé Urbain (CSU) de Samango	1 915 970	2 055 980	2 055 980
23081000012 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Madinani	4 022 405	4 316 343	4 316 343
24073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Ouangolodougou	15 768 832	16 921 141	16 921 141
24073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Ferkessédougou	26 172 509	28 085 064	28 085 064
24073100055 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Kong	8 225 689	8 826 784	8 826 784
24073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bilimono	4 228 135	4 537 108	4 537 108
24073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Koumbala	12 211 186	13 103 517	13 103 517
24073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Togoniere	4 227 842	4 536 794	4 536 794
24073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de NAFANA (Kong)	3 213 709	3 448 553	3 448 553
24073300040 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Nambonkaha	4 697 600	5 040 880	5 040 880
24073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sikolo	4 521 735	4 852 163	4 852 163
24073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de Ouangolodougou	7 541 194	8 092 267	8 092 267
24073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Niellé	6 046 585	6 488 440	6 488 440
24073300044 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Tièkpê	4 110 400	4 410 770	4 410 770
24073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Dominique OUATTARA de Ferkessédougou	1 926 189	2 066 946	2 066 946
24073300046 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Ferkessédougou	3 184 999	3 417 744	3 417 744
24073300047 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire - Santé des Adolescents et des Jeunes (SSSU-SAJ) de Ouangolodougou	1 926 189	2 066 946	2 066 946
24073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Toumoukoro	4 252 819	4 563 594	4 563 594
24073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nabingué	3 056 854	3 280 235	3 280 235
24073300050 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Ferkessédougou	3 624 528	3 889 392	3 889 392
24073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Diawala	6 992 156	7 503 108	7 503 108
24073300052 Faire la prise en charge curative dans le PMI de Ouangolodougou	3 581 266	3 842 967	3 842 967
24073300054 Faire la prise en charge curative dans le CSU Kaouara	5 092 346	5 464 469	5 464 469

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
24073300055 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lanviara	2 000 000	2 146 150	2 146 150
24073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Ferkessédougou	2 000 000	2 146 150	2 146 150
24074000007 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du District de Ouangolodougou	3 637 301	3 903 096	3 903 096
24074000008 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Ferkessédougou	7 081 482	7 598 962	7 598 962
24074000009 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Ferkessédougou	6 958 911	7 467 435	7 467 435
24074000010 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Ouangolodougou	6 830 570	7 329 713	7 329 713
24081000008 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kong	4 022 405	4 316 343	4 316 343
25072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région des Savanes (Korhogo)	9 064 810	9 727 220	9 727 220
25073100003 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sinématiali	8 838 941	9 484 845	9 484 845
25073100039 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Dikodougou	10 042 322	10 776 165	10 776 165
25073100046 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de M'Bengué	12 273 063	13 169 918	13 169 918
25073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sirasso	5 509 876	5 912 512	5 912 512
25073300038 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) Korhogo	2 755 464	2 956 820	2 956 820
25073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Napiélédougou	10 164 311	10 907 068	10 907 068
25073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Delafosse	11 871 903	12 739 444	12 739 444
25073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Niofoin	4 301 120	4 615 427	4 615 427
25073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Katiali	1 683 824	1 806 870	1 806 870
25073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guiembé	4 410 489	4 732 788	4 732 788
25073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de Tiékélezo	4 655 923	4 996 156	4 996 156
25073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sohouo	4 226 843	4 535 721	4 535 721
25073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bougou	2 079 257	2 231 197	2 231 197
25073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koko-Ton	8 539 264	9 163 271	9 163 271
25073300051 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (D.U) Korhogo	8 044 643	8 632 504	8 632 504
25073300052 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Korhogo	3 860 350	4 142 446	4 142 446
25073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kanorba	4 475 832	4 802 906	4 802 906
25073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Karakoro	3 886 829	4 170 860	4 170 860
25073300055 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tioroniaradougou	3 422 967	3 673 102	3 673 102
25073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Boron	2 757 511	2 959 016	2 959 016
25073300057 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Lataha	2 000 000	2 146 150	2 146 150
25073300058 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de N'Ganon	2 000 000	2 146 150	2 146 150
25073300059 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire-SAJ (SSSU-SAJ) de Sirasso	2 000 000	2 146 150	2 146 150

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
25073300060 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire-SAJ (SSSU-SAJ) de Sinématiali	2 000 000	2 146 150	2 146 150
25073300061 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Polouroukaha	2 000 000	2 146 150	2 146 150
25073300062 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Kagbolodougou	2 000 000	2 146 150	2 146 150
25073300063 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Kombolokoura	2 000 000	2 146 150	2 146 150
25073300064 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU_SAJ) de M'Bengué	2 000 000	2 146 150	2 146 150
25073300065 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire_SAJ de Dikodougou	2 000 000	2 146 150	2 146 150
25074000018 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Korhogo	8 578 898	9 205 803	9 205 803
25074000020 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du District de Sinématiali	11 895 583	12 764 854	12 764 854
25074000021 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Korhogo 1	17 459 960	18 735 845	18 735 845
25074000023 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Sinématiali	4 022 405	4 316 343	4 316 343
25074000026 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine (M.U) Petit Paris Korhogo	9 607 431	10 309 494	10 309 494
25081000012 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Dikodougou	4 022 405	4 316 343	4 316 343
26073100004 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tengréla	36 752 903	39 438 622	39 438 622
26073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Kouto	10 273 843	11 024 602	11 024 602
26073300035 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Koulousson	1 321 003	1 417 535	1 417 535
26073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tindara	2 790 789	2 994 726	2 994 726
26073300037 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Papara	4 800 862	5 151 686	5 151 686
26073300038 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Tengréla	2 729 296	2 928 738	2 928 738
26073300039 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Siémpurgo	3 164 139	3 395 360	3 395 360
26073300040 Faire la prise en charge curative dans le CSU Débété	2 222 736	2 385 163	2 385 163
26073300041 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sanhala	6 015 808	6 455 413	6 455 413
26073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kanakono	5 513 210	5 916 088	5 916 088
26073300043 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Blessegué	2 888 322	3 099 385	3 099 385
26073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kasséré	5 238 923	5 621 756	5 621 756
26073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Intégré de Tengrela	1 926 189	2 066 946	2 066 946
26073300046 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kolia	4 142 293	4 444 993	4 444 993
26073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain (CSU) de Neguepie	2 938 332	3 153 050	3 153 050
26073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Lomara	3 210 165	3 444 748	3 444 748
26073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbon	5 111 064	5 484 556	5 484 556
26073300050 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Boundiali	4 229 708	4 538 794	4 538 794
26073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain (CSU) de Bolona	2 039 189	2 188 203	2 188 203
26073300052 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ganaoni	3 181 122	3 413 584	3 413 584

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
26073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Katogo	2 418 658	2 595 401	2 595 401
26073300054 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Tingréla	3 402 009	3 650 611	3 650 611
26073300055 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Boundiali	2 797 375	3 001 794	3 001 794
26073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Boundiali	4 000 000	4 292 300	4 292 300
26074000011 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine de Boundiali	2 688 389	2 884 843	2 884 843
26074000012 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé urbain (CSU) de Baya	2 457 410	2 636 985	2 636 985
26074000013 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Boundiali	7 463 888	8 009 312	8 009 312
26074000014 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tengréla	9 535 860	10 232 693	10 232 693
26074000015 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Tengréla	2 819 051	3 025 054	3 025 054
26074000016 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Boundiali	6 584 780	7 065 964	7 065 964
26081000009 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kouto	4 022 405	4 316 343	4 316 343
27073100015 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Kaniasso	10 037 394	10 770 876	10 770 876
27073300016 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kouban	6 121 363	6 568 682	6 568 682
27073300017 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kimbirila Nord	1 724 103	1 850 093	1 850 093
27073300018 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Minignan	4 012 803	4 306 038	4 306 038
27073300019 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Mahandiana	3 871 814	4 154 748	4 154 748
27073300020 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tienko	4 806 008	5 157 209	5 157 209
27073300021 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Goulia	5 382 963	5 776 324	5 776 324
27073300022 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Sokoro	3 813 742	4 092 429	4 092 429
27073300023 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Minignan	2 000 000	2 146 150	2 146 150
27073300024 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU-SAJ) de Minignan	2 000 000	2 146 150	2 146 150
27074000005 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Minignan	9 773 019	10 487 183	10 487 183
27074000006 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Minignan	9 946 370	10 673 201	10 673 201
27081000006 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kaniasso	4 022 405	4 316 343	4 316 343
28073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Nassian	40 466 016	43 423 070	43 423 070
28073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bouna	16 812 139	18 040 687	18 040 687
28073100034 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Doropo	10 370 621	11 128 456	11 128 456
28073100039 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Téhini	10 895 976	11 692 202	11 692 202
28073300025 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Danoa	6 488 954	6 963 135	6 963 135
28073300026 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koutouba	4 472 780	4 799 631	4 799 631
28073300027 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Bouna	4 215 057	4 523 075	4 523 075
28073300028 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Youndouo	4 404 000	4 725 825	4 725 825

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
28073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Bouna	11 559 416	12 404 121	12 404 121
28073300030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tougbo	3 396 475	3 644 674	3 644 674
28073300031 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gogo	4 404 000	4 725 825	4 725 825
28073300032 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Bouna	3 917 393	4 203 657	4 203 657
28073300033 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bouko	4 404 000	4 725 825	4 725 825
28073300035 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ondefidouo	4 110 400	4 410 770	4 410 770
28073300036 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kalamon	4 404 000	4 725 825	4 725 825
28073300037 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Niamoin	4 404 000	4 725 825	4 725 825
28073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Sominassé	4 110 400	4 410 769	4 410 769
28073300039 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Bouna	2 000 000	2 146 150	2 146 150
28073300040 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU-SAJ) de Nassian	2 000 000	2 146 150	2 146 150
28073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Bouna	2 000 000	2 146 150	2 146 150
28074000009 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Nassian	6 958 911	7 467 435	7 467 435
28074000010 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouna	8 958 911	9 613 585	9 613 585
28074000011 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bouna	13 606 294	14 600 574	14 600 574
28074000012 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Nassian	6 504 423	6 979 732	6 979 732
28081000015 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Doropo	4 022 405	4 316 343	4 316 343
31072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région du Haut-Sassandra (Daloa)	8 092 559	8 683 921	8 683 921
31073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Zoukougbeu	27 115 508	29 096 972	29 096 972
31073100009 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Vavoua	18 976 145	20 362 826	20 362 826
31073100010 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Issia	36 410 576	39 071 279	39 071 279
31073300039 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Daloa	5 402 934	5 797 753	5 797 753
31073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Seitifla	3 817 549	4 096 517	4 096 517
31073300041 Faire la prise en charge curative dans le Service Santé Scolaire & Universitaire Issia	9 906 784	10 630 722	10 630 722
31073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Boguédia	4 218 962	4 527 263	4 527 263
31073300043 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Daloa	2 932 464	3 146 756	3 146 756
31073300044 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain Quartier Garage de Daloa	9 618 479	10 321 348	10 321 348
31073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zahia	3 189 834	3 422 932	3 422 932
31073300046 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Saïhoua	7 668 667	8 229 056	8 229 056
31073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gregbeu	1 926 189	2 066 946	2 066 946
31073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Vavoua	1 926 189	2 066 946	2 066 946
31073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gboguhé	3 171 105	3 402 834	3 402 834

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
31073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gadouan	5 345 662	5 736 295	5 736 295
31073300052 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Tapéguia	4 323 866	4 639 834	4 639 834
31073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Bédiala	4 249 486	4 560 018	4 560 018
31073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Daloa	4 470 609	4 797 301	4 797 301
31073300055 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gonaté	4 914 581	5 273 716	5 273 716
31073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile Issia	3 000 000	3 219 226	3 219 226
31073300057 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Vavoua	3 430 526	3 681 213	3 681 213
31073300058 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dania	5 036 681	5 404 739	5 404 739
31073300059 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Zaïbo	10 843 195	11 635 561	11 635 561
31073300060 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Iboguhé	5 854 410	6 282 221	6 282 221
31073300061 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain Issia	6 227 790	6 682 885	6 682 885
31073300062 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Vavoua	3 189 179	3 422 228	3 422 228
31073300063 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guessabo	4 871 898	5 227 915	5 227 915
31073300064 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nahio	4 170 952	4 475 745	4 475 745
31073300065 Faire la prise en charge curative dans le CSU Dassioko	3 324 074	3 566 981	3 566 981
31073300066 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Zéribéri	2 177 933	2 337 085	2 337 085
31073300067 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire Santé Adolescents et Jeunes (SSSU-SAJ) de Daloa 2	2 000 000	2 146 150	2 146 150
31073300068 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Dominique OUATTARA de Bazia (Issia)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
31073300069 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Namané (Issia)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
31074000018 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Daloa	7 319 046	7 853 888	7 853 888
31074000019 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Daloa	22 657 441	24 313 135	24 313 135
31074000022 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Issia	6 770 311	7 265 053	7 265 053
31074000023 Faire la prise en charge curative dans la Maternité M. de Daloa	7 398 376	7 939 013	7 939 013
31074000024 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Issia	15 728 872	16 878 260	16 878 260
31074000025 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Vavoua	17 195 134	18 451 669	18 451 669
31074000026 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Vavoua	5 510 693	5 913 388	5 913 388
31081000012 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Zoukougbeu	4 022 405	4 316 343	4 316 343
31081000016 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Zoukougbeu	7 205 760	7 732 320	7 732 320
32043200006 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Gagnoa 2	6 022 405	6 462 493	6 462 493
32072200002 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculose de la Région du Fromager (Gagnoa)	7 454 182	7 998 897	7 998 897
32073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Oumé	50 927 889	54 649 445	54 649 445

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
32073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital général de Gagnoa	48 053 513	51 565 026	51 565 026
32073300035 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Urbain Bayota	3 523 664	3 781 157	3 781 157
32073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Guibéroua	7 779 799	8 348 309	8 348 309
32073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gnagbodougnoa	2 830 639	3 037 489	3 037 489
32073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Galebré	3 813 616	4 092 294	4 192 155
32073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Barouhio	8 385 781	8 998 572	8 998 572
32073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Guépahouo	8 603 607	9 232 318	9 232 318
32073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile Gagnoa	5 181 193	5 559 810	5 560 033
32073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Diégonéfla	6 974 248	7 483 893	7 483 893
32073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sérihio	2 963 778	3 180 356	3 180 356
32073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain (CSU) de Yopohue	5 392 764	5 786 841	5 786 841
32073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Tonla	3 062 459	3 286 247	3 286 247
32073300046 Faire la prise en charge curative dans le CSU Olibribouo	2 605 061	2 795 426	2 795 426
32073300047 Faire la prise en charge curative dans le Service Santé Scolaire et Universitaire Gagnoa	3 352 822	3 597 829	3 597 829
32073300048 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain Gagnoa	6 717 050	7 207 902	7 207 902
32073300049 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Oumé	2 636 096	2 828 730	2 828 730
32073300050 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Oumé	2 130 026	2 285 676	2 285 676
32073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dignango	4 216 419	4 524 535	4 524 535
32073300052 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Broudoume	1 347 309	1 445 763	1 445 763
32073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Urbain Ouragahio	4 572 614	4 906 759	4 906 759
32073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Lélébrékoua	2 000 000	2 146 150	2 146 150
32074000018 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Oumé	5 725 008	6 143 363	6 143 363
32074000020 Faire la prise en charge curative dans le Maternité M. Gagnoa	5 434 890	5 832 044	5 832 044
32074000021 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Gagnoa 2	10 465 533	11 230 300	11 230 300
32074000022 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Gagnoa	27 739 287	29 766 336	29 766 336
32074000023 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Gagnoa	6 678 271	7 166 286	7 166 286
32074000026 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Oumé	10 045 670	10 779 757	10 779 757
32074000027 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Delboh 2	5 000 000	5 365 375	5 365 375
35072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Bouaflé	11 279 946	12 104 229	12 104 229
35073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Zuénoula	21 383 101	22 945 671	22 945 671
35073100009 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sinfra	22 884 293	24 556 561	24 556 561
35073100045 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bonon	24 297 288	26 072 811	26 072 811

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
35073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Vouéboufla	1 635 314	1 754 814	1 754 814
35073300030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Garango	2 538 357	2 723 848	2 723 848
35073300031 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Bouaflé	5 379 520	5 772 628	5 772 628
35073300032 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bazré	4 384 975	4 705 409	4 705 409
35073300033 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Pakouabo	2 941 990	3 156 977	3 156 977
35073300034 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouetinfla	4 182 381	4 488 010	4 488 010
35073300035 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Zuénoula	2 690 562	2 887 176	2 887 176
35073300036 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Maminigui	1 884 669	2 022 391	2 022 391
35073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Zaguiéta	3 683 561	3 952 739	3 952 739
35073300038 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Sinfra	3 912 587	4 198 500	4 198 500
35073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Bouaflé	3 848 062	4 129 260	4 129 260
35073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Konoufla	5 534 643	5 939 085	5 939 085
35073300041 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Zuénoula	2 594 947	2 784 576	2 784 576
35073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gohitafla	4 217 563	4 525 763	4 525 763
35073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbégbessou	3 240 210	3 476 991	3 476 991
35074000017 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bouaflé	7 520 718	8 070 297	8 070 297
35074000018 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Sinfra	6 687 085	7 175 746	7 175 746
35074000019 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine (MU) de Bouaflé-Dioulabougou	5 635 204	6 046 998	6 046 998
35074000020 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Zuénoula	12 740 241	13 671 234	13 671 234
35074000023 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bouaflé	38 471 473	41 282 777	41 282 777
35074000024 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Zuénoula	7 082 543	7 600 102	7 600 102
35074000025 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Sinfra	6 936 952	7 443 869	7 443 869
35074000026 Faire la prise en charge curative dans le protection Maternelle et infantile (PMI) de Sinfra	2 449 533	2 628 532	2 628 532
36072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Séguéla	8 306 486	8 913 482	8 913 482
36073100004 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Kani	12 529 289	13 444 866	13 444 866
36073300023 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile de Séguéla	2 067 289	2 218 358	2 218 358
36073300024 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diarrabana	5 131 236	5 506 202	5 506 202
36073300025 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Séguéla	6 805 903	7 303 244	7 303 244
36073300026 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bobi	3 114 402	3 341 987	3 341 987
36073300027 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Fadiadougou	3 367 098	3 613 150	3 613 150
36073300028 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de KAMALO	2 498 163	2 680 717	2 680 717
36073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) Dualla	3 070 853	3 295 255	3 295 255

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
36073300030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Sifié	11 966 178	12 840 607	12 840 607
36073300031 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Worofla	4 517 100	4 847 187	4 847 187
36073300032 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Morondo	3 128 037	3 356 619	3 356 619
36073300033 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) Djibrosso	3 714 349	3 985 776	3 985 776
36073300034 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de la Maison d'Arrêt et de Correction de Séguéla	3 121 819	3 349 947	3 349 947
36073300035 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Massala	4 685 840	5 028 257	5 028 257
36073300036 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Séguéla	6 766 666	7 261 141	7 261 141
36073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gbolo (Séguéla)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
36073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gbémasso	2 000 000	2 146 150	2 146 150
36073300039 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire-SAJ (SSSU-SAJ) de Kani	2 000 000	2 146 150	2 146 150
36074000011 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Séguéla	27 180 569	29 166 789	29 166 789
36074000012 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du District de Kani	3 563 622	3 824 033	3 824 033
36074000013 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Séguéla	12 026 321	12 905 144	12 905 144
36081000011 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kani	4 022 405	4 316 343	4 316 343
37073100003 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Mankono	15 594 577	16 734 149	16 734 149
37073100015 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital général de Dianra	10 396 284	11 155 992	11 155 992
37073300014 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tieningboué	7 328 835	7 864 389	7 864 389
37073300016 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bouandougou	6 034 786	6 475 778	6 475 778
37073300017 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sarhala	4 515 807	4 845 802	4 845 802
37073300018 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Mankono	3 067 375	3 291 524	3 291 524
37073300019 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kongasso	4 644 746	4 984 160	4 984 160
37073300020 Faire la prise en charge curative dans le CSU Marrandallah	4 360 151	4 678 769	4 678 769
37073300021 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Dianra village	2 000 000	2 146 150	2 146 150
37073300022 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle Infantile (PMI) Mankono	2 000 000	2 146 150	2 146 150
37073300023 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle Infantile (PMI) Kounahiri	2 000 000	2 146 150	2 146 150
37073300024 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Mankono	2 000 000	2 146 150	2 146 150
37074000001 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Konahiri	5 876 704	6 306 144	6 306 144
37074000008 Faire la prise en charge curative dans le Centres de santé ruraux du District de Kounahiri	5 755 432	6 176 011	6 176 011
37074000009 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Mankono	17 042 389	18 287 760	18 287 760
37074000010 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Kounahiri	4 022 405	4 316 343	4 316 343
37074000011 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Mankono	9 948 770	10 675 778	10 675 778
37081000010 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dianra	4 022 405	4 316 343	4 316 343

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
41072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région des Montagnes (Man)	9 018 407	9 677 426	9 677 426
41073100009 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bin Houyé	16 997 256	18 239 330	18 239 330
41073100010 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Zouan-Hounien	16 253 771	17 441 515	17 441 515
41073100011 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Biankouma	20 114 606	21 584 482	21 584 482
41073100013 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Danané	100 000 000	100 768 343	100 768 343
41073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Teapleu	5 035 008	5 402 942	5 402 942
41073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sipilou	3 106 092	3 333 069	3 333 069
41073300050 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infentile de Biankouma	4 110 400	4 410 770	4 410 770
41073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de Podiagouiné	3 014 549	3 234 839	3 234 839
41073300052 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Bogouiné	2 802 669	3 007 476	3 007 476
41073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Blapleu	3 054 186	3 277 371	3 277 371
41073300054 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouan Houlé	1 591 261	1 707 543	1 707 543
41073300055 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Man	8 282 840	8 888 108	8 888 108
41073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sangouiné	11 717 570	12 573 829	12 573 829
41073300057 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbonné	7 499 868	8 047 922	8 047 922
41073300059 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Banneu	1 674 688	1 797 066	1 797 066
41073300060 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) du Quartier yacouba de Zouan-Hounien	3 964 245	4 253 931	4 253 931
41073300061 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Santa	9 521 096	10 216 849	10 216 849
41073300062 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbanwegouené	3 043 155	3 265 534	3 265 534
41073300063 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Danané	4 323 440	4 639 377	4 639 377
41073300064 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Daleu	3 746 117	4 019 864	4 019 864
41073300065 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain (CSU) de Goulaleu	2 431 543	2 609 229	2 609 229
41073300066 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kpata	4 551 334	4 883 922	4 883 922
41073300067 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Logoualé	11 985 769	12 861 628	12 861 628
41073300068 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Zouan-Hounien	3 964 244	4 253 934	4 253 934
41073300069 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Biankouma	4 276 732	4 589 254	4 589 254
41073300070 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gbepleu	6 970 513	7 479 885	7 479 885
41073300071 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (D.U) Danané	4 691 297	5 034 112	5 034 112
41073300072 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Man	9 182 304	9 853 302	9 853 302
41073300073 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Mahapleu	4 481 458	4 808 942	4 808 942
41073300074 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Man	6 140 524	6 589 242	6 589 242
41074000027 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Danané	6 958 913	7 467 437	7 467 437

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
41074000028 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Man	34 496 165	37 016 971	37 016 971
41074000029 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Danané	14 283 664	15 327 443	15 327 443
41074000031 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Man 2	7 369 403	7 907 924	7 907 924
41074000032 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Biankouma	6 958 911	7 467 435	7 467 435
41074000033 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Zouan-Hounien	7 248 356	7 778 027	7 778 027
41074000034 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Danané - Zouan- Hounien	32 124 418	34 471 911	34 471 911
41074000035 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Biankouma	13 745 437	14 749 885	14 749 885
41074000036 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Man 1	7 500 291	8 048 375	8 048 375
42072200002 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Guiglo	8 233 661	8 835 338	8 835 338
42073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bloléquin	14 800 832	15 882 398	15 882 398
42073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Toulepleu	29 579 828	31 741 373	31 741 373
42073100029 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Taï	10 047 351	10 781 561	10 781 561
42073300020 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tiobli	10 508 508	11 276 417	11 276 417
42073300021 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Blédy-Dieya	6 299 531	6 759 869	6 759 869
42073300022 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Toulepleu	1 926 189	2 066 946	2 066 946
42073300023 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Zagné	8 998 960	9 656 560	9 656 560
42073300024 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Guiglo	5 373 736	5 766 422	5 766 422
42073300025 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de DOKE	7 339 414	7 875 743	7 875 743
42073300026 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Péhé	2 393 896	2 568 830	2 568 830
42073300027 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Zéaglo	5 824 833	6 250 484	6 250 484
42073300030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Guiglo	5 181 195	5 559 812	5 559 812
42073300031 Faire la prise en charge curative dans le CSU Méo	3 248 972	3 486 390	3 486 390
42073300032 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bakoubly	1 124 201	1 206 352	1 206 352
42073300033 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Intégré (CSUI) de Taï- Parc	2 000 000	2 146 150	2 146 150
42073300034 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Nézobly	2 000 000	2 146 150	2 146 150
42073300035 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Nicla (Guiglo)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
42074000014 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Guiglo	7 847 301	8 420 742	8 420 742
42074000015 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental deToulepleu	5 792 254	6 215 524	6 215 524
42074000016 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Toulepleu	5 915 401	6 347 668	6 347 668
42074000017 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bloléquin	20 297 688	21 780 941	21 780 941
42074000019 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bloléquin	11 497 620	12 337 809	12 337 809

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
42074000020 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Guiglo	6 702 750	7 192 555	7 192 555
43073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bangolo	17 245 810	18 506 048	18 506 048
43073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Kouibly	10 310 350	11 063 779	11 063 779
43073100009 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Duékoué	33 645 536	36 104 182	36 104 182
43073300026 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guezon	1 926 189	2 066 947	2 066 947
43073300027 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koua	1 926 189	2 066 946	2 066 946
43073300028 Faire la prise en charge curative dans le CSU de DIAYE Bernard	2 715 434	2 913 866	2 913 866
43073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Diéouzon	3 569 642	3 830 495	3 830 495
43073300030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Totodrou	2 211 022	2 372 593	2 372 593
43073300031 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Semien	3 966 828	4 256 703	4 256 703
43073300032 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bangolo Carrefour	1 926 189	2 066 946	2 066 946
43073300033 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Guinglo-Taouaké	2 624 940	2 816 757	2 816 757
43073300034 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Bagohouo	2 755 936	2 957 325	2 957 325
43073300035 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Duékoué	5 382 278	5 775 588	5 775 588
43073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zou	4 436 486	4 760 683	4 760 683
43073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Tieny-Seably	1 926 189	2 066 946	2 066 946
43073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Nidrou	6 997 320	7 508 649	7 508 649
43073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zéo	3 953 483	4 242 384	4 242 384
43073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Facobly	4 977 450	5 341 179	5 341 179
43073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guehiebly	6 312 928	6 774 245	6 774 245
43073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbapleu	6 200 000	6 653 066	6 653 066
43073300043 Faire la prise en charge curative dans le PMI de Duékoué	3 523 200	3 780 660	3 780 660
43073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guézon	6 905 295	7 409 899	7 409 899
43073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Duékoué	2 000 000	2 146 150	2 146 150
43073300046 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Ouyably-Gnondrou (Kouibly)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
43074000009 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Duékoué	7 108 565	7 628 025	7 628 025
43074000010 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bangolo	7 426 931	7 969 655	7 969 655
43074000011 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Duékoué	18 519 093	19 872 375	19 872 375
43074000012 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Bangolo	7 376 737	7 915 791	7 915 791
43074000013 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Man - Facobly	6 675 016	7 162 793	7 162 793
51072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Divo	7 386 978	7 926 783	7 926 783

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
51073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Guitry	14 347 955	15 396 431	15 396 431
51073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Lakota	19 707 314	21 147 426	21 147 426
51073300034 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de Divo	9 542 926	10 240 275	10 240 275
51073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yocoboué	5 685 467	6 100 933	6 100 933
51073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Zikisso	6 360 237	6 825 013	6 825 013
51073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Chiepo	4 168 737	4 473 368	4 473 368
51073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Wagana	4 226 115	4 534 938	4 534 938
51073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Didoko	3 792 464	4 069 600	4 069 600
51073300041 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dandrou	3 394 018	3 642 037	3 642 037
51073300042 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Divo	4 865 413	5 220 954	5 220 954
51073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koudoulilié	8 206 715	8 806 421	8 806 421
51073300044 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Akabreboua	2 344 282	2 515 592	2 515 592
51073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Daro Didizo	8 707 613	9 343 922	9 343 922
51073300046 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tiegba	4 950 217	5 311 954	5 311 954
51073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Hiré	10 495 933	11 262 924	11 262 924
51073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lauzoua	5 375 262	5 768 059	5 768 059
51073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Niambezaria	5 200 038	5 580 030	5 580 030
51073300050 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Divo	4 149 467	4 452 690	4 452 690
51073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ogoudou	10 230 440	10 978 029	10 978 029
51073300052 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle et Infantile de Guitry	3 303 353	3 544 747	3 544 747
51073300053 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Goudouko	2 940 777	3 155 675	3 155 675
51073300055 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gagore	2 000 000	2 146 150	2 146 150
51073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Zégo	2 000 000	2 146 150	2 146 150
51073300057 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Nebo	2 000 000	2 146 150	2 146 150
51073300059 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU_SAJ) de Lakota	2 000 000	2 146 150	2 146 150
51074000016 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Guitry	8 405 078	9 019 280	9 019 280
51074000018 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Divo	7 705 549	8 268 634	8 268 634
51074000021 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Lakota	25 496 729	27 359 901	27 359 901
51074000022 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux de District de Divo	22 646 500	24 301 393	24 301 393
51074000023 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Lakota	6 801 069	7 298 059	7 298 059
51074000024 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du District de Guitri	11 409 691	12 243 452	12 243 452
55072200002 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région du Bas-Sassandra (San-Pédro)	11 614 211	12 462 919	12 462 919

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
55073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tabou	17 102 400	18 352 158	18 352 158
55073100010 Faire la prise en charge curative dans l'hôpital général de San Pédro	31 437 779	33 734 620	33 734 620
55073300026 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Para	3 267 756	3 506 548	3 506 548
55073300027 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de SAN	3 730 094	4 002 672	4 002 672
55073300028 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Intégré de Grabo	1 926 189	2 066 946	2 066 946
55073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tabou	8 893 832	9 543 749	9 543 749
55073300030 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain San-Pédro	9 485 244	10 178 378	10 178 378
55073300031 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Gran-Béréby	4 471 754	4 798 527	4 798 527
55073300032 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Olodio	2 861 982	3 071 121	3 071 121
55073300033 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Touih	7 004 616	7 516 480	7 516 480
55073300034 Faire la prise en charge curative dans le Service Santé Scolaire & Universitaire San-Pédro	3 762 547	4 037 496	4 037 496
55073300035 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universaire (SSSU) de Tabou	1 511 566	1 622 024	1 622 024
55073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de GRABO	4 199 132	4 505 985	4 505 985
55073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) San-Pédro	4 000 000	4 292 301	4 292 301
55073300038 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gabiagui	5 695 667	6 111 876	6 111 876
55073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Intégré de Tabou	1 926 189	2 066 946	2 066 946
55073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dogbo	4 152 412	4 455 850	4 455 850
55073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Djouroutou	3 513 515	3 770 264	3 770 264
55073300042 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Moussadougou	2 730 559	2 930 095	2 930 095
55074000016 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de San-Pédro	6 680 448	7 168 622	7 168 622
55074000017 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tabou	10 419 499	11 180 905	11 180 905
55074000019 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Tabou	21 090 348	22 631 525	22 631 525
55074000020 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de San-Pédro	15 021 222	16 118 897	16 118 897
56072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Soubré	4 945 563	5 306 961	5 306 961
56073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Soubré	42 272 860	45 361 950	45 361 950
56073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Guéyo	10 472 668	11 237 958	11 237 958
56073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Buyo	11 793 298	12 655 093	12 655 093
56073100038 Faire la prise en charge curative dans la formation sanitaire urbaine de Méagui	16 221 521	17 406 910	17 406 910
56073100039 Faire la prise en charge curative dans l'hôpital Général de Méaguy	100 000 000	107 307 502	107 307 502
56073300026 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Grand-Zattry	4 719 194	5 064 048	5 064 048
56073300027 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Opouyo	5 063 592	5 433 614	5 433 614
56073300028 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yabayo	4 486 553	4 814 410	4 814 410

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
56073300029 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dapéoua	3 113 158	3 340 653	3 340 653
56073300030 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Méagui	8 886 418	9 535 794	9 535 794
56073300031 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Mayo	3 300 875	3 542 086	3 542 086
56073300032 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Buyo-Plateau	3 510 672	3 767 214	3 767 214
56073300033 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Buyo	1 926 189	2 066 946	2 066 946
56073300034 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gnamangui	2 096 131	2 249 305	2 249 305
56073300035 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yocolidabouo	3 291 140	3 531 639	3 531 639
56073300036 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Soubré	2 814 160	3 019 805	3 019 805
56073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Okrouyo	3 699 113	3 969 426	3 969 426
56073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dabouyo	4 643 352	4 982 668	4 982 668
56073300040 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain de (DU) Sassandra	2 000 000	2 146 150	2 146 150
56073300041 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire Santé Adolescents et Jeunes (SSSU-SAJ) de Guéyo	2 000 000	2 146 150	2 146 150
56073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gbakalepka	2 000 000	2 146 150	2 146 150
56074000011 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Soubré	5 519 576	5 922 920	5 922 920
56074000012 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Soubré	16 610 361	17 824 162	17 824 162
56074000013 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Méagui	5 909 089	6 340 897	6 340 897
56074000014 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du District de Guéyo	4 461 481	4 787 504	4 787 504
56074000015 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Guéyo	5 692 237	6 108 198	6 108 198
56074000016 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Buyo	5 909 089	6 340 897	6 340 897
57073100005 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Frèsco	12 875 313	13 816 178	13 816 178
57073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sassandra	26 203 864	28 118 711	28 118 711
57073300014 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Fresco	2 604 212	2 794 515	2 794 515
57073300015 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Okro Modou (Fresco)	1 994 641	2 140 400	2 140 400
57073300016 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gbagbam	7 784 024	8 352 844	8 352 844
57073300017 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dahiri	2 804 820	3 009 784	3 009 784
57073300018 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Dakpadou	2 958 115	3 174 279	3 174 279
57073300019 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Sassandra	1 899 802	2 038 630	2 038 630
57073300020 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sago	8 716 265	9 353 207	9 353 207
57073300021 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain de Médon	4 000 000	4 292 301	4 292 301
57073300022 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé urbain de Lobakuya	4 000 000	4 292 300	4 292 300
57073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Sassandra	2 000 000	2 146 150	2 146 150

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
57073300030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lobakuya	2 000 000	2 146 150	2 146 150
57074000007 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Sassandra	9 864 057	10 584 875	10 584 875
57074000008 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du District de Fresco	5 910 033	6 341 908	6 341 908
57074000009 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Sassandra	16 883 564	18 117 331	18 117 331
57074000010 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Fresco	7 093 931	7 612 321	7 612 321
61072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région du Moyen-Comoé (Abengourou)	15 274 808	16 391 015	16 391 015
61073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Agnibilekro	36 797 536	39 486 516	39 571 814
61073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bettié	10 471 726	11 236 948	11 236 948
61073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Aniassué	4 186 099	4 491 999	4 491 999
61073300043 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Diamarakro	2 686 180	2 882 474	2 882 474
61073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Appropronou	3 294 225	3 534 951	3 534 951
61073300045 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Bettié	4 451 854	4 777 175	4 777 175
61073300046 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) d'Abengourou	3 198 422	3 432 147	3 432 147
61073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Sankadiokro	4 790 730	5 140 813	5 140 813
61073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Zaranou	4 938 445	5 299 322	5 299 322
61073300049 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et universitaire (SSSU) d'Agnibilekro	2 991 028	3 209 600	3 209 600
61073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Niablé	4 886 245	5 243 307	5 243 307
61073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Abengourou	3 307 481	3 549 174	3 549 174
61073300052 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Agnibilékro	3 307 481	3 549 174	3 549 174
61073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Affalikro	2 000 000	2 146 150	2 146 150
61073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de DAME	3 213 087	3 447 884	3 447 884
61073300055 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Appoisso	4 353 637	4 671 780	4 671 780
61073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Yakassé Feyasse	4 007 041	4 299 857	4 299 857
61073300057 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Akoboissué	2 735 001	2 934 863	2 934 863
61073300058 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Duffrebo	3 911 876	4 197 736	4 197 736
61073300059 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Dioulakro-Abengourou	6 243 846	6 700 116	6 700 116
61073300060 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Amélékia	2 930 425	3 144 567	3 144 567
61073300061 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Abradinou	3 784 464	4 061 015	4 061 015
61073300062 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Tanguela	2 147 209	2 304 117	2 304 117
61073300063 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Abengourou	4 228 318	4 537 303	4 537 303
61073300064 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé d'Ebilassokro	4 334 370	4 651 104	4 651 104
61073300065 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Agnikro nouveau quartier (Abengourou)	2 000 000	2 146 150	2 146 150

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
61074000020 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abengourou	7 711 857	8 275 402	8 275 402
61074000021 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Abengourou	11 591 037	12 438 051	12 438 051
61074000022 Faire la prise en charge curative dans le Maternité Urbaine (MU) de Kafetou	3 135 853	3 365 007	3 365 007
61074000023 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du District de Bettié	3 424 551	3 674 799	3 674 799
61074000024 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bettié	4 805 037	5 156 166	5 156 166
61074000026 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Agnibilékro	5 959 428	6 394 913	6 394 913
61074000028 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Agnibilekro	10 633 394	11 410 429	11 410 429
62072200002 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Bondoukou	8 792 058	9 434 540	9 434 540
62073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sandegue	36 460 208	39 124 539	39 124 539
62073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tanda	30 185 149	32 390 930	32 390 930
62073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Transua	27 253 987	29 245 574	29 245 574
62073100046 Faire la prise en charge curative dans l'hopital général de Koun Fao	10 830 825	11 622 288	11 622 288
62073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Koboko Goumeré	10 548 511	11 319 345	11 319 345
62073300041 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Bondoukou	19 876 728	21 329 220	21 329 220
62073300042 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bondo	8 611 690	9 240 989	9 240 989
62073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Kokoman	1 926 189	2 066 946	2 066 946
62073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Laoudi-Ba	12 081 455	12 964 309	12 964 309
62073300045 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Dimandougou	2 133 936	2 289 875	2 289 875
62073300047 Faire la prise en charge curative dans le PMI Bondoukou	3 523 202	3 780 662	3 780 662
62073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Yézimala	10 563 347	11 335 267	11 335 267
62073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sorobango	12 904 681	13 847 688	13 847 688
62073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Tabagne	15 406 377	16 532 198	16 532 198
62073300051 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Yorobodi	4 266 118	4 577 867	4 577 867
62073300052 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tiédo	3 430 021	3 680 670	3 680 670
62073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Taoudi	9 782 280	10 497 122	10 497 122
62073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Kouassi Datékro	5 644 664	6 057 149	6 057 149
62073300055 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Kossihouen	1 926 189	2 066 946	2 066 946
62073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Gouméré	6 908 802	7 413 665	7 413 665
62073300057 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tankessé	7 094 514	7 612 946	7 612 946
62073300058 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Sapli	14 499 670	15 559 234	15 559 234
62073300059 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Assuéfry	6 255 339	6 712 447	6 712 447
62073300060 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Tienkoikro	3 523 201	3 780 661	3 780 661

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
62073300061 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Bondoukou	5 005 318	5 371 081	5 371 081
62073300062 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) de Amanvi	5 540 277	5 945 133	5 945 133
62073300063 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Soko	4 500 000	4 828 839	4 828 839
62074000028 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Bondoukou	10 200 000	10 945 367	10 945 367
62074000030 Faire la prise en charge curative dans le centre de Santé urbain (CSU) de Kokomian	5 054 064	5 423 391	5 423 391
62074000032 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Sandégué	10 465 533	11 230 300	11 230 300
62074000033 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tanda	6 958 913	7 467 437	7 467 437
62074000035 Faire la prise en charge curative dans le Centres SMD ruraux du District de Transua	6 544 485	7 022 722	7 022 722
62074000036 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Tanda - Koun - Fao	9 448 843	10 139 317	10 139 317
62074000037 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Sandégué	4 022 405	4 316 343	4 316 343
62074000038 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Tanda	11 757 791	12 616 990	12 616 990
62074000040 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Bondoukou	12 958 910	13 905 884	13 905 884
62081000013 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Transua	9 522 405	10 218 256	10 218 256
71073100010 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Adiaké	43 191 033	46 347 217	46 347 217
71073100012 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital général de Maféré	45 198 475	48 501 353	48 597 932
71073100013 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bonoua	23 557 695	25 279 171	25 279 171
71073100014 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Ayamé	35 503 377	38 097 786	38 097 786
71073100015 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tiapoum	25 358 617	27 211 697	27 211 697
71073100016 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Grand-Bassam	41 712 279	44 760 402	44 760 402
71073300038 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Affiénou	4 506 691	4 836 017	4 836 017
71073300039 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Bonoua	2 076 727	2 228 484	2 228 484
71073300040 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kouakro	2 444 323	2 622 943	2 622 943
71073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Assinie-Mafia	3 869 086	4 151 818	4 151 818
71073300042 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Aby	3 092 139	3 318 099	3 318 099
71073300043 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Kétesso	4 659 560	5 000 058	5 000 058
71073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain de Biannouan	4 413 070	4 735 556	4 735 556
71073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Adjouan	2 624 385	2 816 162	2 816 162
71073300046 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Bongo	3 241 420	3 478 287	3 478 287
71073300047 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Ahigbe Koffikro	4 163 448	4 467 693	4 467 693
71073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Krindjabo	4 580 303	4 915 009	4 915 009
71073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Noé	4 567 687	4 901 471	4 901 471

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
71073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Nouamou	3 495 203	3 750 615	3 750 615
71073300051 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Grand-Bassam	2 439 328	2 617 583	2 617 583
71073300052 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Grand-Bassam	3 763 384	4 038 392	4 038 392
71073300053 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Adaou	2 457 379	2 636 951	2 636 951
71073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Ettuéboué	4 500 000	4 828 840	4 828 840
71073300055 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Yaou (Bassam)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
71073300056 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Aboisso	2 932 654	3 146 956	3 146 956
71073300057 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain (DU) de Grand-Bassam	3 129 253	3 357 924	3 357 924
71073300058 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Aboisso	3 947 980	4 236 479	4 236 479
71073300059 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Ebra	2 000 000	2 146 150	2 146 150
71073300061 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Grihiri	2 000 000	2 146 150	2 146 150
71073300062 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Rive Gauche	2 000 000	2 146 150	2 146 150
71073300063 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Yaou (Bonoua)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
71073300064 Faire la prise en charge curative dans le Dispensaire Urbain d'Aboisso	2 000 000	2 146 150	2 146 150
71073300065 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Tiapoum	2 000 000	2 146 150	2 146 150
71073300066 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU-SAJ) d'Adiaké	2 000 000	2 146 150	2 146 150
71074000017 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Grand-Bassam	6 842 329	7 342 334	7 342 334
71074000018 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Aboisso	6 527 037	7 004 001	7 004 001
71074000019 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Adiaké	16 776 822	18 002 788	18 002 788
71074000022 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Adiaké	6 005 269	6 444 105	6 444 105
71074000023 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Aboisso	23 960 315	25 711 215	25 711 215
71074000024 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Grand -Bassam	17 860 934	19 166 123	19 166 123
71081000014 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental Tiapoum	4 022 405	4 316 343	4 316 343
76072200002 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) d'Agboville	6 984 221	7 494 594	7 494 594
76073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Tiassalé	51 500 770	55 264 189	55 264 189
76073100010 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Sikensi	25 314 156	27 163 987	27 163 987
76073100011 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Taabo	23 744 773	25 479 922	25 479 922
76073300039 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire d'Agboville	3 666 894	3 934 854	3 934 854
76073300040 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) d'Ananguié	4 815 168	5 167 039	5 167 039
76073300041 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Oreskobrou	3 937 631	4 225 375	4 225 375
76073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Agboville	3 081 101	3 306 253	3 306 253
76073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'Zianouan	4 297 292	4 611 319	4 611 319

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
76073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Grand-Morié	3 692 606	3 962 445	3 962 445
76073300045 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Affikro	4 031 154	4 325 733	4 325 733
76073300046 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Aboudé	3 190 634	3 423 791	3 423 791
76073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de N'Douci	4 604 699	4 941 190	4 941 190
76073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Céchi	3 747 576	4 021 431	4 021 431
76073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de PACOBO	4 228 135	4 537 107	4 537 107
76073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Rubino (CSU)	3 899 326	4 184 271	4 184 271
76073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Lovoguié	3 104 845	3 331 730	3 331 730
76073300052 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Morokro	3 523 202	3 780 661	3 780 661
76073300053 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Tiassalé	4 015 545	4 308 982	4 308 982
76073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Guesseguié	3 834 716	4 114 939	4 114 939
76073300055 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Binao (Gbollouville)	3 640 641	3 906 682	3 906 682
76073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Gomon (Dabou)	4 047 710	4 343 499	4 343 499
76073300058 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé d'Attobrou	2 802 669	3 007 476	3 007 476
76073300059 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Tiassalé	3 087 552	3 313 174	3 313 174
76073300060 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Azaguié	3 029 809	3 251 215	3 251 215
76073300061 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kouakoukro- Sokoura	2 000 000	2 146 150	2 146 150
76073300064 Faire la prise en charge curative dans le Service de Sante Scolaire et Universitaire-Santé Adolescents et Jeunes (SSSU-SAJ) de Sikensi	2 000 000	2 146 150	2 146 150
76073300065 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de SIKENSI	2 000 000	2 146 150	2 146 150
76073300066 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Elibou	2 000 000	2 146 150	2 146 150
76074000019 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Sikensi	6 713 517	7 204 106	7 204 106
76074000020 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Tiassalé	6 907 494	7 412 261	7 412 261
76074000021 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Agboville	6 989 553	7 500 316	7 500 316
76074000023 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Agboville	14 222 725	15 262 050	15 262 050
76074000025 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Sikensi	6 036 531	6 477 652	6 477 652
76074000026 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Tiassalé	12 165 298	13 054 277	13 054 277
77072200003 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) d'Aboisso	7 376 594	7 915 640	7 915 640
77073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Akoupé	30 053 982	32 250 176	32 250 176
77073100009 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Yakassé Attobrou	16 627 743	17 842 815	17 842 815
77073100010 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Adzopé	37 395 146	40 127 795	40 127 795
77073100011 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Alépé	19 415 924	20 834 743	20 834 743

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
77073300032 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Abeanou	3 394 018	3 642 037	3 642 037
77073300033 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire d'Adzopé	4 987 379	5 351 833	5 351 833
77073300034 Faire la prise en charge curative dans le SSSU d'Akoupé	3 523 203	3 780 661	3 780 661
77073300035 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Abongoua	6 273 910	6 732 378	6 732 378
77073300036 Faire la prise en charge curative dans le Centre Protection Maternelle et Infantile (PMI) d'Adzopé	2 914 791	3 127 789	3 127 789
77073300037 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Annépé	2 092 339	2 245 236	2 245 236
77073300038 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Allosso 2	678 803	728 409	728 409
77073300039 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Bécédi-Brignan	3 711 896	3 983 144	3 983 144
77073300040 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Miadzin	1 270 286	1 363 112	1 363 112
77073300041 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Alépé	3 394 019	3 642 038	3 642 038
77073300042 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Danguira	3 858 643	4 140 615	4 140 615
77073300043 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Memni	3 859 559	4 141 598	4 141 598
77073300044 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Aboisso Comoé-Alépé	4 202 007	4 509 071	4 509 071
77073300045 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Oglhwapo	2 988 215	3 206 578	3 206 578
77073300046 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Becouefin	4 110 403	4 410 772	4 410 772
77073300047 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Kodrobo	4 988 177	5 352 690	5 352 690
77073300048 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Abongoua	4 758 788	5 106 536	5 106 536
77073300049 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Assikoi	3 463 487	3 716 581	3 716 581
77073300050 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Agou	3 675 843	3 944 456	3 944 456
77073300051 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yakasséme	3 491 159	3 746 277	3 746 277
77073300052 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Biéby	3 523 203	3 780 663	3 780 663
77073300053 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Montézo	2 000 000	2 146 150	2 146 150
77073300054 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Kodioussou (Alépé)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
77073300055 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Motobé	2 000 000	2 146 150	2 146 150
77073300056 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) d'Adzopé	3 034 314	3 256 046	3 256 046
77073300057 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU-SAJ) de Yakassé Attobrou	2 000 000	2 146 150	2 146 150
77073300058 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Ingrakon (Alépé)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
77074000021 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Adzopé	6 958 914	7 467 438	7 467 438
77074000022 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Adzopé-Akoupé	6 593 754	7 075 594	7 075 594
77074000023 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Alépé	7 640 379	8 198 701	8 198 701
77074000024 Faire la prise en charge curative dans le Formation Sanitaire Urbaine d'Afféry	13 727 180	14 730 294	14 730 294
77074000025 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Alépé	9 786 325	10 501 462	10 501 462

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
77074000026 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yakassé Attobrou	4 022 405	4 316 343	4 316 343
77074000027 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Adzopé	9 520 316	10 216 013	10 216 013
77074000028 Faire la prise en charge curative dans le CSR de Yakassé Attobrou	9 465 533	10 157 225	10 157 225
77074000030 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Adzopé - Akoupé	9 200 000	9 872 291	9 872 291
78072200036 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Cocody-Bingerville	6 984 222	7 494 594	7 494 594
78072200037 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti-Tuberculose de Abidjan - Nord	11 246 551	12 068 393	12 068 393
78072200038 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculeux d'Abobo	5 154 998	5 531 700	5 531 700
78072200042 Faire la prise en charge curative dans le Centre antituberculeux (CAT) de Yopougon	13 668 721	14 667 565	14 667 565
78072200045 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculose de la Région des Lagunes (Abidjan)	9 394 483	10 080 987	10 080 987
78072200047 Faire la prise en charge curative dans le Centre Anti Tuberculeux Koumassi	12 181 527	13 071 691	13 071 691
78073100016 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Anyama	87 544 330	93 941 634	93 941 634
78073100018 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général d'Adjame	65 412 586	70 192 609	70 192 609
78073100020 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Treichville	36 692 150	39 373 428	39 373 428
78073100021 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Bingerville	51 477 787	55 239 526	55 239 526
78073100022 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Koumassi	63 891 354	68 553 383	68 553 383
78073100023 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Marcory	43 486 640	46 664 426	46 664 426
78073100024 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Yopougon	100 000 000	107 307 501	107 307 501
78073200155 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Psychiatrique de Bingerville	122 773 339	131 745 003	131 745 003
78073300074 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Gbagba de Bingerville	6 724 940	7 216 365	7 216 365
78073300075 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de Koumassi	3 711 274	3 982 478	3 982 478
78073300076 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire du Plateau	1 824 345	1 957 661	1 957 661
78073300077 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Songon	5 620 531	6 031 253	6 031 253
78073300079 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de Yopougon	3 580 937	3 842 614	3 842 614
78073300080 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Attinguié	5 491 006	5 892 260	5 892 260
78073300081 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'Adjame - Nord	2 518 438	2 702 473	2 702 473
78073300082 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Akouedo Attié	5 021 381	5 388 317	5 388 317
78073300083 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) d'Anyama	3 680 330	3 949 270	3 949 270
78073300084 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) d'Abata	2 802 669	3 007 476	3 007 476
78073300085 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Génie 2000	5 395 385	5 789 654	5 789 654
78073300086 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Spécialisé de la MACA	11 884 331	12 752 778	12 752 778
78073300087 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Adjin	2 802 669	3 007 476	3 007 476

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
78073300088 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé Urbain (CSU) d'Allokoi	2 802 669	3 007 476	3 007 476
78073300089 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Didia	3 069 727	3 294 048	3 294 048
78073300091 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Hermankono Garo	13 535 149	14 524 231	14 524 231
78073300092 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'Abobo - Nord	3 727 414	3 999 797	3 999 797
78073300094 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Yopougon Sante	11 602 183	12 450 013	12 450 013
78073300095 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Brofodoumé	7 370 070	7 908 638	7 908 638
78073300096 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'Adjame - Centre	2 615 389	2 806 509	2 806 509
78073300097 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Yop II	3 301 422	3 542 673	3 542 673
78073300098 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de Treichville	3 658 077	3 925 392	3 925 392
78073300099 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU 3) d'Abobo PK 18	2 356 702	2 528 918	2 528 918
78073300100 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) Abobo II	3 006 356	3 226 046	3 226 046
78073300102 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de Marcory	3 521 693	3 779 041	3 779 041
78073300103 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de la Djibi-Angré	6 535 625	7 013 218	7 013 218
78073300105 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire d'Adjame -Est	1 219 502	1 308 616	1 308 616
78073300106 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Domagbé	2 816 291	3 022 092	3 022 092
78073300107 Faire la prise en charge curative dans le SSSU de Koumassi 2	3 711 273	3 982 475	3 982 475
78073300108 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Adjamé bingerville	8 001 256	8 585 948	8 585 948
78073300109 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Yopougon Santai	5 322 015	5 710 922	5 710 922
78073300110 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) d'Akoupé-Anyama	3 748 134	4 022 028	4 022 028
78073300111 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de Port- Bouêt	3 523 202	3 780 659	3 780 659
78073300112 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Bingerville	3 602 161	3 865 390	3 865 390
78073300113 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Akouédo	5 735 290	6 154 397	6 154 397
78073300114 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Quartier Colombie	5 951 270	6 386 157	6 386 157
78073300115 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile (PMI) de Bingerville	3 339 427	3 583 457	3 583 457
78073300116 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé urbain d'Anyama	11 144 494	11 958 880	11 958 880
78073300117 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Scolaire et Universitaire de Cocody	2 709 472	2 907 466	2 907 466
78073300119 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Mixte Yopougon Millionnaire Extension	2 000 000	2 146 150	2 146 150
78073300120 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU-SAJ) de Koute 3	2 000 000	2 146 150	2 146 150
78073300121 Faire la prise en charge curative dans le Formation Sanitaire Urbaine (FSU) de Yopougon Micao	2 000 000	2 146 150	2 146 150
78073300122 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain Attecoube 3	2 000 000	2 146 150	2 146 150
78073300123 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Abebroukoua (Anyama)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
78073300124 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Dubaï (Anyama)	2 000 000	2 146 150	2 146 150

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
78073300125 Faire la prise en charge curative dans le District Sanitaire de Koumassi	2 000 000	2 146 150	2 146 150
78073300126 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Ancien Gendarmerie (Anyama)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
78073300127 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de UNICAFE (Anyama)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
78074000461 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abidjan - Est	7 271 528	7 802 895	7 802 895
78074000473 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abobo Ouest	6 566 868	7 046 742	7 046 742
78074000474 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Port Bouët et Vridi	7 041 524	7 556 084	7 556 084
78074000475 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yopougon Est	8 514 744	9 136 961	9 136 961
78074000476 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Adjamé-Plateau	7 965 345	8 547 413	8 547 413
78074000487 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Treichville	6 985 804	7 496 292	7 496 292
78074000488 Faire la prise en charge curative dans le Centre de santé - Maternités -Dispensaires Ruraux du District d'Abidjan -Sud 3	10 000 000	10 730 752	10 730 752
78074000489 Faire la prise en charge curative dans le Formations Sanitaires de la Commune du Plateau	64 001 479	68 678 390	68 678 390
78074000490 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Anyama	19 508 433	20 934 012	20 934 012
78074000491 Faire la prise en charge curative dans le Formations sanitaires de la Commune d'Adjame	25 815 533	27 702 003	27 702 003
78074000493 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) Andokoi	4 000 000	4 292 302	4 292 302
78074000505 Mettre en œuvre la Gratuité Lutte contre le Paludisme / DAF	3 550 000 000	3 550 000 000	3 550 000 000
78074000527 Renforcer la Mise en œuvre Gratuité Césarienne / DAF	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000
78074000528 Renforcer la Mise en œuvre Gratuité Accouchement / DAF	8 850 000 000	8 850 000 000	8 850 000 000
78074000529 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Port-Bouët	63 406 465	68 039 895	68 335 264
78074000541 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Abobo Est	7 120 400	7 640 726	7 640 726
78074000574 Réaliser la prise en charge curative des personnes vivants avec le VIH/SIDA Gestion des Anti Retroviraux (ARV)	5 200 000 000	5 579 990 000	5 579 990 000
78074000583 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Abidjan-Est	14 056 691	15 083 883	15 083 883
78074000586 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District d'Abidjan Songon	4 257 008	4 568 087	4 568 087
78074000587 Faire la prise en charge curative dans le Formation sanitaire Urbaine d'Abobo Doumé/Locodjro	45 221 946	48 526 540	48 526 540
78074000589 Faire la prise en charge curative dans le Formation Sanitaire Urbaine d'Adjamé 220 Logements	21 874 839	23 473 341	23 473 341
78074000610 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Yopougon Ouest-Songon	9 323 455	10 004 769	10 004 769
78074000623 Faire la prise en charge curative dans le Centre Médical Universitaire de Cocody	3 523 203	3 780 663	3 780 663
78074000624 Faire la prise en charge curative dans le Formations sanitaires de la Commune d'Attecoubé	34 957 634	37 512 166	37 512 166
78074000637 Faire la prise en charge curative dans le Formations sanitaires de la Commune de Cocody	22 169 685	23 789 734	23 789 734

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
78074000665 Apporter un appui au fonctionnement des CHR et HG	339 000 000	339 000 000	339 000 000
78074000672 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental d'Anyama	6 240 536	6 696 564	6 696 564
78074000700 Assurer le suivi de la mise en œuvre de la Réforme hospitalière	62 004 244	66 535 204	66 535 204
78074000701 Achever la Réforme Hospitalière	9 727 507	10 438 345	10 438 345
78074000728 Appuyer le fonctionnement des nouveaux ESPC	168 000 000	168 000 000	168 000 000
79073100006 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Dabou	21 988 180	23 594 962	23 594 962
79073100007 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Grand-Lahou	41 618 719	44 660 009	44 660 009
79073100008 Faire la prise en charge curative dans l'Hôpital Général de Jacqueville	21 541 286	23 115 417	23 115 417
79073300016 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Ira (Dabou)	2 946 498	3 161 813	3 161 813
79073300017 Faire la prise en charge curative dans le CSU de Débrimou	2 431 492	2 609 172	2 609 172
79073300018 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire (SSSU) de Dabou	2 389 024	2 563 600	2 563 600
79073300019 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain d'Ebounou	1 926 189	2 066 946	2 066 946
79073300020 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire Universitaire de Grand Lahou	985 892	1 057 935	1 057 935
79073300021 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (CSU) de Toupah (Dabou)	8 515 557	9 137 834	9 137 834
79073300022 Faire la prise en charge curative dans le CSU d'Ahouanou	2 685 481	2 881 722	2 881 722
79073300023 Faire la prise en charge curative dans le Service de Santé Scolaire et Universitaire de Jacqueville	1 008 841	1 082 562	1 082 562
79073300024 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain (C.S.U) de Lopou	8 900 952	9 551 389	9 551 389
79073300025 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de Attoutou A	1 376 911	1 477 529	1 477 529
79073300026 Faire la prise en charge curative dans le CSU -Bacanda (Grand-Lahou)	3 818 291	4 097 313	4 097 313
79073300027 Faire la prise en charge curative dans le Centre Antituberculeux (CAT) de Dabou	2 000 000	2 146 150	2 146 150
79073300028 Faire la prise en charge curative dans le Protection Maternelle et Infantile de Grand Lahou	2 000 000	2 146 150	2 146 150
79073300029 Faire la prise en charge curative dans le Centre de Santé Urbain de WROD (Dabou)	2 000 000	2 146 150	2 146 150
79074000014 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Grand-Lahou	7 455 384	8 000 188	8 000 188
79074000015 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Jacqueville	9 536 956	10 233 873	10 233 873
79074000016 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Dabou	5 343 615	5 734 098	5 734 098
79074000017 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé - Maternités - Dispensaires Ruraux du District de Grand - Lahou	5 175 194	5 553 370	5 553 370
79074000018 Faire la prise en charge curative dans le Centres de Santé Ruraux du District de Jacqueville	6 258 964	6 716 337	6 716 337
79074000019 Superviser les structures sanitaires au niveau départemental de Dabou	7 071 442	7 588 188	7 588 188

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
79074000020 Faire la prise en charge curative dans le centre de santé urbain (CSU) d'Irobo	4 009 847	4 302 865	4 302 865
90074090174 Coordonner les activités de la couverture Maladie Universelle	35 000 000	37 557 625	37 557 625
90074090175 Mettre en œuvre la politique de déploiement et de la gestion du panier de soins de la CMU	20 000 000	21 461 500	21 461 500
90074090176 Mettre en œuvre la politique de de promotion de la CMU	20 000 000	21 461 500	21 461 500
3 Transferts	**32 061 622 054**	**32 227 845 775**	**32 511 923 470**
11073200005 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR des Lacs (Yamoussoukro)	123 420 219	125 188 785	126 957 351
11074000033 Réaliser la prise en charge curative (Hôpital Moscati)	300 000 000	300 000 000	306 499 942
14073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR du N'ZI Comoé (Dimbokro)	89 943 668	91 232 528	92 521 387
17073200009 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR de Bouaké	149 851 468	151 998 784	154 146 100
17073200017 Transférer les crédits de Biens et services à l'Institut de Cardiologie de Bouaké (ICB)	1 700 000 000	1 724 360 373	1 748 720 744
22073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR du Bafing (Touba)	93 060 847	94 394 375	95 727 902
23073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR du Denguélé (Odienné)	95 995 255	97 370 832	98 746 408
25073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR des Savanes (Korhogo)	140 469 977	142 482 860	144 495 743
26073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR de Boundiali	88 414 436	89 681 382	90 948 328
27073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR de Minignan	79 731 895	80 874 424	82 016 952
31073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR du Haut-Sassandra (Daloa)	129 619 106	131 476 500	133 333 894
32073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR du Fromager (Gagnoa)	115 536 766	117 192 365	118 847 964
35073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR de la Marahoué (Bouaflé)	105 221 844	106 729 634	108 237 424
36073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR du Worodougou (Séguéla)	110 174 029	111 752 782	113 331 535
41073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR des Montagnes (Man)	149 851 468	151 998 784	154 146 100
42073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR du Moyen-Cavally (Guiglo)	99 622 662	101 050 218	102 477 774
51073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR du Sud Bandama (Divo)	114 541 929	116 183 273	117 824 616
55073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR du Bas-Sassandra (San-Pédro)	149 851 468	151 998 784	154 146 100
61073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR du Moyen Comoé (Abengourou)	106 463 749	107 989 335	109 514 921
62073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR du Zanzan (Bondoukou)	133 013 470	134 919 504	136 825 538
71073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR du Sud-Comoé (Aboisso)	132 667 882	134 568 964	136 470 045
76073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR de l'Agnéby (Agboville)	142 696 394	144 741 181	146 785 967
77073200002 Transférer les crédits de biens et services à l'EPHR d'Adzopé	149 851 468	151 998 784	154 146 100
78072200041 Accroître les interventions d'aide d'urgences et d'hémodialyse (SAMU)	660 000 000	660 000 000	660 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
78073100027 Faire la prise en charge curative des maladies infectieuses et pathologies associées au niveau du CHU de Treichville/VCERMIPA	100 000 000	101 432 963	102 865 926
78073200103 Faire la prise en charge des malades au niveau CHU de Cocody / CCTOS	208 760 000	208 760 000	208 760 000
78073200110 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Angré	3 000 000 000	3 042 988 893	3 085 977 784
78073200111 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Bouaké	1 150 000 000	1 166 479 076	1 182 958 150
78073200112 Réaliser la prise en charge des malades de la lèpre (IRF)	843 119 304	843 119 304	843 119 304
78073200113 Faire la prise en charge des malades du cancer (CNOR)	3 200 000 000	3 200 000 000	3 200 000 000
78073200114 Faire la prise en charge des maladies du cœur (ICA)	1 024 500 000	1 024 500 000	1 024 500 000
78073200135 Accroître les interventions d'aide d'urgences et d'hémodialyse / CNPTIR/Kits de Dialyse	7 500 000 000	7 500 000 000	7 500 000 000
78073200149 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Cocody	800 000 000	811 463 705	822 927 409
78073200150 Faire la Prévention et le Traitement de l'Insuffisance Rénale (CNPTIR)	300 000 000	304 298 889	308 597 778
78073200151 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Yopougon	750 000 000	760 747 223	771 494 446
78073200156 Faire la prise en charge des malades au niveau du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Treichville	800 000 000	811 463 705	822 927 409
78073200175 Assurer les consultations, les soins d'urgence, les examens de diagnostic et les traitements ainsi que l'hospitalisation du pôle de GOP	500 000 000	507 164 816	514 329 631
78074000517 Réaliser la radioprotection et la sécurité nucléaire	600 000 000	600 000 000	612 999 884
78074000518 Réaliser la prise en charge curative (Croix Bleue)	8 577 938	8 577 938	8 763 792
78074000519 Réaliser la prise en charge curative (Hôpital confessionnel)	117 517 250	117 517 250	120 063 435
78074000520 Réaliser la prise en charge curative (Don Orione)	10 000 000	10 000 000	10 427 339
78074000588 Réaliser la prise en charge curative (Hôpital Protestant)	16 068 333	16 068 333	16 426 562
78074000591 Réaliser la prise en charge curative du Couple Mère-Enfant à l'Hôpital Mère-Enfant de Bingerville	1 800 000 000	1 800 000 000	1 838 999 651
78074000655 Réaliser la prise en charge curative (Evacuation Sanitaire)	2 500 000 000	2 500 000 000	2 554 166 182
78074000657 Réaliser la prise en charge curative (AIBEF)	9 861 587	9 861 587	10 285 927
78074000673 Réaliser la prise en charge curative (Croix Rouge)	57 525 927	57 525 927	58 772 311
78074000692 Réaliser la prise en charge VIH/SIDA (CIRBA/FMRPS)	300 000 000	300 000 000	300 000 000
90072200001 Faire la prise en charge des malades par la Médecine Nucléaire/IMENA	1 305 691 715	1 305 691 715	1 305 691 715
4 Investissements	**2 250 735 126**	**0**	**0**
Trésor	***2 250 735 126***	***0***	***0***
78074000725 FB-Pr/RHS DIEMP-MSHPCMU/C2D3	436 016 693	0	0
78074000724 FB-Pr/RHS DMHP-MSHPCMU/C2D3	527 811 503	0	0
78074000723 FB-Pr/RHS DFRS-MSHPCMU/C2D3	51 981 248	0	0
78074000713 FB-PR/RHS Transférer les crédits au Secrétariat Technique du CTS/Subvention de mise en œuvre RHS/C2D 3	841 146 263	0	0
78074000612 Réaliser la riposte aux épidémies (urgences épidémies)	393 779 419	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22068 Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	**243 944 049 750**	**192 207 055 957**	**193 569 670 403**
2206805 Formation et renforcement des capacités des agents de santé	**12 773 446 507**	**11 741 839 240**	**11 434 751 758**
2 Biens et services	**55 258 715**	**59 296 746**	**59 296 746**
78074000544 Réaliser la Politique Nationale de Formation Continue	55 258 715	59 296 746	59 296 746
3 Transferts	**11 142 722 600**	**11 259 088 808**	**11 375 455 012**
78010200137 Appuyer la formation du nouveau personnel soignants (Internes des Hôpitaux)	997 184 712	997 184 712	997 184 712
78074000504 Appuyer la formation du nouveau personnel soignants (Etudiants Hospitaliers)	1 630 567 568	1 630 567 568	1 630 567 568
78075000045 Renforcer les capacités des ressources humaines de santé et réaliser des recherches en santé publique	394 300 000	394 300 000	394 300 000
78075000046 Appuyer la formation du nouveau personnel soignants (Elèves INFAS)	5 682 398 478	5 763 825 151	5 845 251 821
78075000060 Appuyer la formation des Auxiliaires de santé/INFAS	1 819 760 000	1 845 836 489	1 871 912 977
78075000061 Former les agents de santé	618 511 842	627 374 888	636 237 934
4 Investissements	**1 575 465 192**	**423 453 686**	**0**
Trésor	***1 575 465 192***	***423 453 686***	***0***
90075090160 FB-PR/RHS Transférer les crédits l'Institut National de Formation des Agents de Santé (INFAS)/C2D 3	1 299 963 252	0	0
90073290155 Renforcer les capacités du personnel médical de l'Institut de Cardiologie d'Abidjan/Chirurgie cardiaque	275 501 940	423 453 686	0

II.2.3 Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie	Action 3.1: Renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme, la tuberculose et l'hépatite virale
	Action 3.2: Renforcement des interventions de prévention contre les autres maladies transmissibles et non- Transmissibles et les maladies tropicales négligées
	Action 3.3: Amélioration de la prévention de la santé et l'hygiène publique et la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles
	Action 3.4: Renforcement de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Intensifier les interventions de prévention du paludisme, du VIH/sida, la tuberculose et l'hépatite virale	Couverture du dépistage pour le VIH chez les femmes enceintes/allaitantes	86%	87%	88%	89%	(Nombre de femmes enceintes / allaitantes conseillées et dépistées pour le VIH (CPN +maternité +CPoN) et qui ont reçu le résultat du test / Nombre de grossesses attendues) x100 Source : Rapport d'activités PNLS
	Couverture ARV chez les femmes enceintes/allaitantes séropositives au VIH	81,5%	85%	86%	89%	(Nombre de femmes enceintes/allaitantes positives au VIH qui sont sous traitement antirétroviral (ARV) / Nombre de femmes enceintes séropositives estimées) x100 Source : Rapport d'activités PNLS
	Nombre de centres de diagnostic et de traitement de la tuberculose (CDT) fonctionnel	343	385	390	390	Dénombrement (progressif) Sources : Rapports d'activités programme tuberculose / SNIS / PNLT
	Proportion de femmes enceintes ayant reçu une MILDA au cours des consultations prénatales (CPN)	45%	65%	65%	70%	(Nombre de femmes enceintes vues en CPN et ayant reçu une MILDA / Nombre total de femmes enceintes vue CPN1) x100 Source : Rapport d'activités PNLP
	Proportion d'enfants de 0 à 11 mois vus au cours des séances de vaccination de routine et ayant reçu une MILDA	65%	65%	65%	70%	(Nombre d'enfants 0 -11 mois ayant reçu une Moustiquaire Imprégnée d'insecticide à Longue durée d'Action (MILDA) pendant les séances de vaccination de routine / Nombre d'enfants ayant reçu la première dose de PENTA) x 100 Sources : Rapports d'activités programme Paludisme / DHIS2
	Nombre de patients dépistés pour l'hépatite B	10 000	12 000	14 000	16 000	Dénombrement (progressif) Source : Rapport d'activités PNLHV
OS2 : Intensifier les interventions de lutte contre les autres maladies transmissibles et non transmissibles et les maladies tropicales négligées	Proportion de régions sanitaires ayant au moins une UPEC du diabète et de l'hypertension artérielle	69,69%	87,87%	96,96%	100%	(Nombre de régions sanitaires abritant au moins une unité de prise en charge du diabète et de l'hypertension artérielle / Nombre total de régions sanitaires) x 100 Sources : Rapports d'activités PNLMM / PMNT
	Proportion d'infirmité de « degré 2 » parmi les nouveaux cas de lèpre dépistés	24,32%	20%	18%	16%	(Nombre de nouveaux cas de lèpre avec infirmité degré 2 dépistés / Nombre de nouveaux cas de lèpre dépistés) x 100 Source : Rapport d'activités PNEL
	Proportion de cas d'Ulcère de Buruli dépistés au stade précoce (catégorie 1 et 2)	62,56%	70%	70%	70%	(Nombre de nouveaux cas de catégorie 1 et 2 selon la classification de l'OMS / Nombre total de nouveaux cas d'UB dépisté) x100 Source : Rapport d'activités PNLUB

Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS3 : Intensifier les interventions d'amélioration de la prévention des maladies et promotion de l'hygiène publique ainsi que des bonnes pratiques nutritionnelles	Taux de couverture en vitamine A des enfants de 6 à 59 mois (routine et campagne)	90%	80%	80%	80%	(Nombre d'enfants de 6 à 59 mois ayant reçu au moins une dose de vitamine A en routine et/ou campagne / population d'enfants de 6 à 59 mois sur la période) x 100 Source : Rapport d'activités PNN
	Nombre d'ASC formés au PMA actifs	12 847	13 347	13 597	13 847	Dénombrement Source : Base de données DSCPS / PTF
	Taux d'enfants complètement vaccinés avant 12 mois en DTC-HepB-Hib3	95%	95%	95%	95%	(Nombre d'enfants de moins d'un an ayant reçu les trois doses du vaccin pentavalent (DTC-HepB-Hib3) / Nombre total d'enfants de moins d'un an attendu) x 100 Source : Rapport d'activités PEV
OS 4 : Renforcer la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes	Proportion de femmes enceintes ayant effectué la CPN1 au premier trimestre de la grossesse	38%	48%	51%	53%	(Nombre de femmes enceintes ayant effectué la première consultation prénatale au premier trimestre de la grossesse / Nombre total de consultations prénatales sur la période) x 100 Source : Rapport d'activités DHIS2
	Taux d'enfants âgés de 9 mois à 1 an vaccinés contre la rougeole	98%	95%	95%	95%	(Nombre d'enfants âgés de 9 mois à 1 an vaccinés contre la rougeole / Nombre d'enfants cible attendu pour la période) x 100 Source : Rapport d'activités PEV

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE	**175 357 438 807**	**222 049 153 244**	**305 926 995 504**
Dépenses de personnel	145 100 036	147 543 199	149 986 362
Dépenses en biens et services	89 341 662	90 618 319	90 618 319
Transferts	338 688 600	343 541 882	348 395 165
Investissements	174 784 308 509	221 467 449 844	305 337 995 658
Trésor	*55 823 763 090*	*114 405 294 061*	*202 454 222 686*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*118 960 545 419*	*107 062 155 783*	*102 883 772 972*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22069 Renforcement de la lutte contre la maladie	**175 357 438 807**	**222 049 153 244**	**305 926 995 504**
2206901 Renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme, la tuberculose et l'hépatite virale	**99 333 124 268**	**62 318 726 514**	**34 548 872 948**
1 Personnel	**145 100 036**	**147 543 199**	**149 986 362**
78074000576 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au FNLS	145 100 036	147 543 199	149 986 362
3 Transferts	**338 688 600**	**343 541 882**	**348 395 165**
78074000507 Elaborer et mettre en œuvre le plan d'action du FNLS	338 688 600	343 541 882	348 395 165
4 Investissements	**98 849 335 632**	**61 827 641 433**	**34 050 491 421**
Trésor	***50 407 163 198***	***22 385 469 000***	***19 069 840 135***
90074000004 Projet de Renforcement du Système de la Santé Phase 2/KFW	155 759 815	0	0
78074000660 Renforcer la lutte contre le VIH/Sida (PNLS)	23 000 000 000	9 000 000 000	8 298 782 497
78074000614 Coordonner les activités de la lutte contre le Sida/Tuberculose/Paludisme par le Fonds Mondial	251 403 383	211 400 000	211 400 000
78074000575 Renforcer la Lutte contre le Paludisme (PNLP)	19 000 000 000	10 500 000 000	10 559 657 638
78074000506 Renforcer la Lutte contre la Tuberculose (PNLT)	8 000 000 000	2 674 069 000	0
Financement extérieur	***48 442 172 434***	***39 442 172 433***	***14 980 651 286***
78074000660 Renforcer la lutte contre le VIH/Sida (PNLS)	20 000 000 000	11 000 000 000	11 870 600 000
78074000575 Renforcer la Lutte contre le Paludisme (PNLP)	24 442 172 434	24 442 172 433	0
78074000506 Renforcer la Lutte contre la Tuberculose (PNLT)	4 000 000 000	4 000 000 000	3 110 051 286
2206902 Renforcement des interventions de prévention contre les autres maladies transmissibles et non- Transmissibles et les maladies tropicales négligées	**3 892 928 759**	**9 021 642 748**	**9 021 642 748**
2 Biens et services	**57 915 165**	**58 742 748**	**58 742 748**
78074000699 Animer, coordonner et Evaluer les activités des Programmes de santé et de directions Centrales placées sous son autorité	57 915 165	58 742 748	58 742 748
4 Investissements	**3 835 013 594**	**8 962 900 000**	**8 962 900 000**
Trésor	***3 835 013 594***	***8 962 900 000***	***8 962 900 000***
78074000716 Apporter un appui à la sensibilisation et à la prise en charge des malades mentaux indigents et des personnes austistes	100 000 000	0	0
78074000664 Renforcer Programme de Promotion de la Médecine Traditionnelle	72 000 000	72 000 000	72 000 000
78074000659 Eradiquer le Ver de Guinée / Eau et Assainissement (PNEV/EA)	35 000 000	35 000 000	35 000 000
78074000654 Renforcer le Programme de Lutte contre la santé oculaire et l'Onchocercose et PNSOLO	34 484 652	100 000 000	100 000 000
78074000616 Renforcer le Programme de Lutte contre l'Ulcère Buruli	146 110 688	154 400 000	154 400 000
78074000599 Renforcer le Programme de Lutte contre la lèpre	50 207 133	50 200 000	50 200 000
78074000580 Renforcer le Programme National de Développement de l'Activités Pharmaceutiques	52 475 201	52 500 000	52 500 000
78074000579 Renforcer le Programme National de Lutte contre la schystosomiase, les Géo helminthiases et la filariose lynphatique	183 036 496	183 000 000	183 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22069 Renforcement de la lutte contre la maladie	**175 357 438 807**	**222 049 153 244**	**305 926 995 504**
78074000578 Renforcer le Programme National de Lutte contre les Hépatites Virales	137 437 110	137 400 000	137 400 000
78074000577 Renforcer le Programme Elargi de Vaccination	2 500 000 000	7 654 000 000	7 654 000 000
78074000539 Renforcer le Programme National de Lutte contre le Tabagisme	47 773 072	47 800 000	47 800 000
78074000522 Renforcer le Programme National Santé Mentale	215 777 518	215 800 000	215 800 000
78074000513 Renforcer le Programme National de Promotion Santé Bucco-Dentaire (PNPSBD)	102 604 731	102 600 000	102 600 000
78074000512 Renforcer le Programme de Lutte contre la Trypanosomiase Humaine Africaine / PNETHA	73 000 000	73 000 000	73 000 000
78074000511 Renforcer le Programme de Lutte contre le Diabète	24 656 354	24 700 000	24 700 000
78074000509 Renforcer le Programme National de Lutte contre le Cancer	35 862 995	35 900 000	35 900 000
78074000508 Renforcer la lutte contre les maladies non transmissibles (STEPS)	24 587 644	24 600 000	24 600 000
2206903 Amélioration de la prévention de la santé et l'hygiène publique et la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles	**71 861 848 824**	**150 435 908 411**	**262 083 604 237**
4 Investissements	**71 861 848 824**	**150 435 908 411**	**262 083 604 237**
Trésor	***1 343 475 839***	***82 815 925 061***	***174 180 482 551***
90074090196 Provision pour investissement / Renforcement de la lutte contre la maladie	0	81 972 425 061	173 356 982 551
90074090169 Programme d'approche multiphases de Santé, Nutrition et Développement de la Petite Enfance (PSNDPE)	300 000 000	0	0
78074000636 Renforcer le Programme National de Nutrition	1 000 000 000	800 000 000	780 000 000
78074000622 Renforcer le Projet de Promotion de l'Hygiène Publique	38 475 839	38 500 000	38 500 000
78074000581 Renforcer le Programme Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM)/Santé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Financement extérieur	***70 518 372 985***	***67 619 983 350***	***87 903 121 686***
90074090196 Provision pour investissement / Renforcement de la lutte contre la maladie	0	60 572 326 357	60 346 637 714
90074090196 Provision pour investissement / Renforcement de la lutte contre la maladie	0	3 952 694 168	24 711 483 972
90074090169 Programme d'approche multiphases de Santé, Nutrition et Développement de la Petite Enfance (PSNDPE)	65 613 338 810	0	0
90074090169 Programme d'approche multiphases de Santé, Nutrition et Développement de la Petite Enfance (PSNDPE)	4 905 034 175	3 094 962 825	2 845 000 000
2206904 Renforcement de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes	**269 536 956**	**272 875 571**	**272 875 571**
2 Biens et services	**31 426 497**	**31 875 571**	**31 875 571**
78074000702 Superviser la qualité des soins infirmiers et maternels en Côte d'Ivoire	20 179 237	20 467 592	20 467 592
78074000703 Développer la médecine de proximité et de famille	11 247 260	11 407 979	11 407 979
4 Investissements	**238 110 459**	**241 000 000**	**241 000 000**
Trésor	***238 110 459***	***241 000 000***	***241 000 000***
78074000618 Appuyer la Prévention et la Prise en Charge des Violences Sexuelles	3 924 289	3 900 000	3 900 000
78074000526 Améliorer la santé de la reproduction /Planification Familiale	108 528 820	108 500 000	108 500 000
78074000525 Renforcer le Programme de Santé Scolaire et Universitaire (PNSSU)	39 740 000	39 700 000	39 700 000
78074000524 Renforcer le Programme National de Santé Infantile (PNSI)	85 917 350	88 900 000	88 900 000

II.2.4 Programme 4 : Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme, la Toxicomanie et les autres Addictions

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 4 : Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme, la Toxicomanie et les autres Addictions	Action 4.1: Gestion de la lutte contre le Tabagisme, l'alcoolisme, la Toxicomanie et les autres Addictions

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme, la Toxicomanie et les autres Addictions						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer la prévention du tabagisme, l'alcoolisme et la toxicomanie	Proportion des établissements scolaires secondaires sensibilisés sur les méfaits du tabagisme et l'usage des drogues	15%	25%	30%	35%	(Nombre d'établissements scolaires secondaires sensibilisés sur les méfaits du tabagisme et l'usage des drogues / Nombre total d'établissements scolaires secondaires) x 100 Source : Rapport d'activités PNLTA
	Proportion des professionnels des transports en commun sensibilisés sur les dangers de l'alcool au volant à Abidjan	10%	22%	23%	25%	(Nombre des professionnels des transports en commun sensibilisés sur les dangers de l'alcool au volant à Abidjan / Nombre des professionnels des transports en commun d'Abidjan) x 100 Source : Rapport d'activités PNLTA.

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE TABAGISME, L'ALCOOLISME, LA TOXICOMANIE ET LES AUTRES ADDICTIONS	**990 000 000**	**1 110 000 000**	**1 230 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	990 000 000	1 110 000 000	1 230 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23221 Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme, la Toxicomanie et les autres Addictions	**990 000 000**	**1 110 000 000**	**1 230 000 000**
2322101 Gestion de la lutte contre le Tabagisme, l'alcoolisme, la Toxicomanie et les autres Addictions	**990 000 000**	**1 110 000 000**	**1 230 000 000**
3 Transferts	**990 000 000**	**1 110 000 000**	**1 230 000 000**
90074090182 Prendre des textes législatif et règlementaire de la lutte contre les addictions	30 000 000	35 000 000	30 000 000
90074090183 Prendre en charge des sujets addicts (tabagique, alcoolique et usagers de drogue)	250 000 000	250 000 000	260 000 000
90074090184 Disposer des données sur les addictions (tabagisme, alcoolisme et toxicomanie)	24 000 000	30 000 000	30 000 000
90074090185 Organiser des campagnes de sensibilisation de masse, de proximité et digitale sur les addictions	350 000 000	417 500 000	510 000 000
90074090186 Organiser des visites de contrôle, sensibilisation et répression pour l'application des textes réglementaires sur les addictions	24 500 000	30 000 000	30 000 000
90074090187 Renforcer ls capacités du personnel pour la lutte contre les addictions	30 000 000	35 000 000	27 500 000
90074090188 Prendre en charge les missions à l'intérieur et hors du pays	34 000 000	35 000 000	35 000 000
90074090189 Prendre en charge le fonctionnement du PNLTA	148 500 000	166 500 000	184 500 000
90074090190 Prendre en charge a mise en œuvre des activités d'investissement du PNLTA	99 000 000	111 000 000	123 000 000

II.2.5 Programme 5 : Fonds National de Lutte contre le SIDA (FNLS)

II.2.5.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 5 : Fonds National de Lutte contre le SIDA (FNLS)	Action 5.1: Financement de la lutte contre le SIDA

II.2.5.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Fonds National de Lutte contre le SIDA (FNLS)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Contribuer à la réduction de la prévalence, de la mortalité et de l'impact socio-économique du VIH, du sida et des IST sur la population	Nombre d'Orphelins et autres Enfants rendus Vulnérables du fait du VIH/sida (OEV) et leurs familles ayant bénéficié de soins et soutiens	10 617	14 551	15 938	16 337	Dénombrement Source : Rapport d'activités FNLS
	Nombre de Personnes vivant avec le VIH/sida (PVVIH) ayant bénéficié de soins et soutiens	20 423	27 399	28 158	29 930	Dénombrement Source : Rapport d'activités FNLS

II.2.5.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 5 : FONDS NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA (FNLS)	**2 310 000 000**	**2 590 000 000**	**2 870 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	2 310 000 000	2 590 000 000	2 870 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23222 Fonds National de Lutte contre le SIDA (FNLS)	**2 310 000 000**	**2 590 000 000**	**2 870 000 000**
2322201 Financement de la lutte contre le SIDA	**2 310 000 000**	**2 590 000 000**	**2 870 000 000**
3 Transferts	**2 310 000 000**	**2 590 000 000**	**2 870 000 000**
90074090191 Prendre en charge le fonctionnement du FNLS	701 580 178	675 521 896	749 464 813
90074090192 Mobiliser des ressources additionnelles au profit des PVVIH pour le financement des projets des ONG	111 572 822	125 924 104	138 618 266
90074090193 Renforcer et évaluer les capacités des PVVIH et ONG	170 847 000	191 554 000	211 916 921
90074090194 Financer les projets sélectionnés des ONG	1 326 000 000	1 597 000 000	1 770 000 000

SECTION 336 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION

SECTION 336 : MINISTERE DE LA COMMUNICATION

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de la presse écrite

- le manque de formation continue ;
- le coût élevé de l'impression ;
- l'absence d'un modèle économique efficient des entreprises de presse imprimée ;
- l'absence de studios de production multi media (Yamoussoukro et Abidjan) ;
- l'absence d'une unité d'archives et de documentation.

Au niveau de la presse numérique

- les insuffisances dans l'application des textes règlementaires en vigueur ;
- les difficultés dans la régulation de la presse en ligne ;
- le manque de professionnalisme de certains acteurs du secteur ;
- l'absence d'un modèle économique efficient de la presse en ligne.

Au niveau de l'Audiovisuel

- la mise à mal des chaines de télévision locales par la concurrence de certaines chaines étrangères dans le domaine publicitaire ;
- l'absence de données statistiques fiables principalement en termes de mesure des audiences ;
- l'absence de règlementation en matière de régulation des réseaux sociaux et de l'Intelligence Artificielle (IA) ;
- le non partage de signaux de secours en cas d'interruption de la fourniture du signal lors de la diffusion simultanée d'un même évènement par plusieurs chaînes de télévision en Côte d'Ivoire ;
- la diffusion de contenus audiovisuels sur internet et autres réseaux multimédias sans l'accord des titulaires de droits ou ayant droits ;
- l'absence de cadre règlementaire régissant les relations entre les distributeurs de chaines de télévision et les chaines gratuites de la Télévision Numériques Terrestre (TNT) en Côte d'Ivoire ;
- l'obsolescence des équipements didactiques de l'ISTC Polytechnique.

Au niveau de la Communication Publicitaire

- le non-respect des règles et procédures régissant le secteur de la communication publicitaire ;
- l'inexistence d'un cadre juridique qui régule la Communication Publicitaire sur Internet ;
- l'insuffisance de moyens de contrôle ;
- l'absence de contrôle des publicités affichées et diffusées ;
- la faible sensibilisation du public et des entreprises aux nouvelles réglementations.

Au niveau de l'accès à l'information publique

- l'inadaptation du cadre juridique ;
- le manque de digitalisation du processus d'accès à l'information d'intérêt public ;
- la méconnaissance de la Commission d'Accès à l'Information d'intérêt Public et aux Documents Publics (CAIDP) ;
- l'obsolescence des systèmes d'archivage de l'administration.

Au niveau de la communication gouvernementale

- l'insuffisance de ressources humaines et techniques des structures et services en charge de la communication gouvernementale ;
- l'insuffisance des financements pour la communication gouvernementale ;
- la difficulté de coordination des initiatives portées de façon éparse par les ministères et institutions de l'Etat ;
- l'inexistence d'un cadre de gestion de la performance pour l'évaluation de la communication gouvernementale.

Au niveau du soutien au développement des médias

- l'insuffisance de la dotation du fonds de garantie ;
- le faible taux de reversement de la taxe sur la publicité à l'ASDM.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de la presse écrite

- le renforcement des capacités des journalistes à travers l'instauration d'un master class ANP-Academy de spécialisation et de la session mensuelles de l'ANP-Academy ;
- la réhabilitation en cours de l'imprimerie de la Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire (SNPECI) ;
- la création d'un modèle économique efficient des entreprises de presse imprimée ;
- la construction de deux studios de production multimédia à Abidjan et à Yamoussoukro ;
- l'institution par l'ANP d'un sondage national d'opinion annuel sur les habitudes des Ivoiriens en matière d'information ;
- la mise en place d'une unité d'archivage et de documentation.

Au niveau de la Presse numérique

- l'adoption de la Loi n°2022-978 du 20 décembre 2022 modifiant la Loi n° 2017-867 du 27 décembre 2017 portant régime juridique de la presse ;
- l'extension aux citoyens de la veille éditoriale à travers la plateforme « jalertelanp.ci » ;
- le renforcement des capacités des acteurs du secteur de la presse ;
- l'existence d'un data center national ;
- la création de rédactions en ligne.

Au niveau de l'Audiovisuel

- l'application de la Décision n°2023-09/HACA du 05 septembre 2023 portant protection du marché ivoirien de la publicité télévisuelle en faveur des éditeurs de télévision publique et privé gratuite de Côte d'Ivoire ;
- la signature d'une convention de partenariat entre la HACA et le Kantar TNS- MB, Expert de la mesure d'audience et de l'analyse des données médias et le Groupement d'Intérêt Économique des Editeurs (GIE) ;
- l'adoption de la Déclaration du RIARC sur la régulation de l'Intelligence Artificielle (IA) en Afrique ;
- la conception et le déploiement d'un système de secours de la tête de réseau TNT ;

- l'adoption de la Décision n°2024-002/HACA du 15 février 2024 portant autorisation de suspension et de retrait de programmes audiovisuels ;
- l'adoption de la Décision n°2024-003/HACA du 28 mars 2024 déterminant les règles relatives aux relations entre les distributeurs de chaines de télévision et les chaines gratuites de la télévision numérique terrestre en Côte d'Ivoire.

Au niveau de la Communication Publicitaire

- l'adoption de la Loi n° 2020-522- du 16 juin 2020 portant régime juridique de la communication publicitaire ;
- la régulation de la diffusion des informations et de la publicité via le numérique ;
- le renforcement du système de contrôle des visuels affichés et des dispositifs publicitaires implantés dans le District d'Abidjan ;
- la mise en place d'une commission d'analyse et d'attribution des points d'implantations des dispositifs publicitaires ;
- l'organisation régulière de campagnes de sensibilisation des acteurs du secteur et de la population sur le respect des règles d'affichage publicitaire.

Au niveau de l'accès à l'information publique

- la modification de la Loi n°2013-867 du 23 décembre 2013 sur l'accès à l'information d'intérêt public ;
- la mise en place d'un portail d'accès aux informations d'intérêt public et aux documents publics ;
- la célébration de la journée internationale de l'accès à l'information d'intérêt public ;
- la modernisation des systèmes d'archivage.

Au niveau de la communication gouvernementale

- le recrutement et le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des services en charge de la communication gouvernementale ;
- l'accroissement des ressources financières pour les activités de la communication gouvernementale ;
- la mise en œuvre d'une stratégie de communication concertée et cohérente par les ministères et institutions de l'Etat ;
- la mise en place d'un dispositif de suivi et évaluation de la communication gouvernementale.

Au niveau du soutien au développement des médias

- la création d'un fonds de garantie pour soutenir l'accès au crédit des professionnels du secteur des médias ;
- la création de l'ASDM avec un élargissement de ses missions à tous l'écosystème des médias.

I.1.3. Défis et priorités

- la création d'une plateforme de co-régulation de la presse numérique (ANP/ ANSSI(PLCC)/CIJP/FAI/HACA/Procureur de la République) ;
- la mise en œuvre des programmes d'éducation du public aux médias et à l'information ;
- l'extension du mux afin d'accueillir de nouvelles chaines en vue de rendre la TNT plus attractive ;
- la mise en place d'une plateforme nationale Over-The-Top service (OTT) ;
- l'acquisition de nouveaux équipements didactiques de l'ISTC Polytechnique ;
- l'acquisition par la HACA d'une solution pour le monitoring (automatique ou semi-automatique) des services audiovisuels sur Internet ;
- la régulation de la diffusion des informations et de la publicité via le numérique ;
- le renforcement de la communication de proximité dans les régions ;
- l'extension de l'ISTC Polytechnique à Abidjan et à l'intérieur du pays (Bouaké et San-Pédro) ;
- la construction d'une résidence universitaire à travers un partenariat public privé (ISTC Polytechnique) ;
- la délivrance d'une attestation de non-sanction par l'ANP comme pièce à fournir par les entreprises de presse dans le dossier de requête.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la consolidation de la couverture nationale par les médias d'Etat ;
- le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des services de communication ;
- l'accroissement des appuis accordés au secteur de la communication ;
- le renforcement de la régulation du secteur de la communication ;
- le renforcement de l'accès équitable aux médias d'Etat ;
- l'amélioration de l'accès des populations à de meilleures offres de produits de presse et de documents d'intérêt public sur toute l'étendue du territoire national ;
- la mise en place d'un système d'archivage numérique des archives de la presse, de l'audiovisuel et des affiches ;
- l'intensification de la communication gouvernementale et le porte-parolat.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur est améliorée ;
- l'accessibilité à une information de qualité pour le bien-être des populations est garantie.

I.3 Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en **son article 20**, le Ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Communication.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- élaboration des lois et des règlements en matière de Communication ;
- promotion et la vulgarisation d'une information libre, neutre, favorisant l'éducation de la population, l'unité, la paix et la cohésion nationale ;
- coordination des actions de la communication gouvernementale ;
- promotion de labels « Côte d'Ivoire », en liaison avec les autres départements ministériels ;
- vulgarisation des Lois et règlements sur la presse, l'audiovisuel, la communication publicitaire et les nouveaux médias ;
- contrôle, suivi et évaluation du respect de la déontologie dans la diffusion de l'information écrite et audiovisuelle, et dans tout enregistrement sonore et filmé ainsi que dans tout message à caractère publicitaire ;
- renforcement du rôle des Autorités de Régulation ;
- création d'un environnement favorable au développement harmonieux et maîtrise de la communication publicitaire ;
- respect de la neutralité et de l'impartialité dans la diffusion de l'information ;
- contribution à la création des conditions de l'autonomie financière des médias ;
- développement et promotion de la presse écrite et des médias audiovisuels privés ;
- établissement d'un environnement régulé des nouveaux médias ;
- gestion technique des sondages ;
- suivi des relations avec la presse nationale et internationale ;
- promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères, du Tourisme et de la Culture ;
- création d'un cadre favorable à la libéralisation des médias audiovisuels et à la pluralité de la presse ;

- constitution d'une documentation à caractère promotionnel ;
- modernisation à travers la mise aux normes les plus récentes des infrastructures techniques des médias ;
- prise de parole pour rendre compte des travaux du Conseil des Ministres et mission générale d'information sur les activités du Gouvernement.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Communication et médias
- Programme 3 : Appui au financement de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)
- Programme 4 : Appui au financement de la Société Ivoirienne de Télédiffusion (IDT)
- Programme 5 : Appui au financement du secteur des médias

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	-Cabinet, -Inspection Générale (IG), -Direction des Affaires Financières (DAF), -Direction de la Prospective, de la Planification et des Statistiques (DPPS), -Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale (DAJCI), -Direction des Ressources Humaines (DRH), -Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP), -Direction des Systèmes d'Information (DSI), -Directions Régionales (DR), -Cellule de Gestion du Patrimoine (CGP), -Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP), -Direction de la Documentation et des Archives (DDA).	Commission d'Accès à l'Information d'intérêt public et aux Documents Publics (CAIDP)	-Réhabiliter et équiper les locaux des directions régionales (Cabinet) -Mettre en œuvre le Schéma Directeur du MICOM (DSI)	
Programme 2 : Communication et médias	Direction Générale de la Communication et Médias (DGCM), Direction du Développement des Nouveaux Médias (DDNM), Direction du Développement de l'Audiovisuel et de la Presse (DDAP), Brigade de la Communication Publicitaire (BCP), Direction de la Communication Publicitaire (DCP), Commission Paritaire d'Attribution de la Carte d'Identité de Journaliste Professionnel (CIJP).	Agence Ivoirienne de Presse (AIP), Agence de Soutien et du Développent des Médias (ASDM), Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire (SNPECI), Radiotélévision Ivoirienne (RTI), Institut des Sciences et Techniques de la	-Réhabiliter des infrastructures de l'ISTC Polytechnique (phase I), -Réhabiliter et remettre aux normes les installations informatiques et des bâtiments servant de bureaux régionaux de l'AIP - Conception et déploiement d'un système de secours de la tête de réseau	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Communication et médias		Communication Polytechnique (ISTC-P), Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA), Autorité Nationale de la Presse (ANP), Conseil Supérieur de la Publicité (CSP), Ivoirienne de Télé Diffusion (IDT).	-Travaux de construction et remise aux normes des installations informatiques et des bâtiments servant de bureaux régionaux de l'AIP ; - Renouveler les équipements du réseau de diffusion des radios étatiques. - Projet d'archivage du fonds documentaire de l'Autorité Nationale de la Presse.	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Améliorer la gouvernance du secteur de la communication	**RS1** : la gouvernance du secteur de la communication est améliorée	**IP1.1 :** Taux de mise en œuvre du plan d'actions	(Nombre total d'actions réalisées / Nombre d'actions prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DPPS
		IP1.2 : Proportion de textes législatifs et réglementaires soumis au SGG	(Nombre de textes élaborés et transmis au SGG / Nombre total de textes planifiés ou élaborés sur la période) X 100 Source : Rapport d'activités DAJCI
OG2 : Garantir l'accessibilité à une information de qualité pour le bien-être des populations	**RS 2** : L'accessibilité à une information de qualité pour le bien-être des populations est garantie	**IP2.1** : Taux de couverture des radios nationales	(Population ayant accès au signal des radios nationales / Population totale du pays) X 100 Source : Rapport d'activités IDT
		IP2.2 : Taux de couverture de la population en TNT	(Nombre de population couverte dans une région / Nombre total de la population recensée) X 100 Source : Rapport d'activités IDT
		IP2.3 : Part d'audience du groupe RTI	(Nombre de populations suivant le groupe RTI / Nombre de population totale) X 100 Source : Rapport d'activités RTI
		IP2.4 : Taux annuel d'accroissement de la production	((Total de production en année N) – (Total de production en année N-1)) / ((Total de productions en année N-1)) X 100 Source : Rapport d'activités AIP
		IP2.5 : Taux d'entreprises de Médias économiquement viables	(Nombre d'entreprises de médias économiquement viables / Nombre total d'entreprises de médias actives) X 100 Source : Rapport d'activités ASDM
		IP2.6 : Nombre de supports de production d'informations numériques régulés	Dénombrement Source : Rapport ANP
		IP2.7 : Taux de panneaux réguliers identifiés	(Nombre de panneaux réguliers / Nombre total de panneaux identifiés) X 100 Source : Rapport d'activités DCP
		IP2.8 : Taux de progression du volume horaire de production télé	((Volume horaire de production télé réalisé en N - Volume horaire de production télé réalisé en N-1) / Volume horaire de production télé réalisé en N-1) X 100 Source : Rapport d'activités RTI

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG2 : Garantir l'accessibilité à une information de qualité pour le bien-être des populations	**RS 2** : L'accessibilité à une information de qualité pour le bien-être des populations est garantie	**IP2.9** : Taux de progression du volume horaire de production radio	((Volume horaire de production radio réalisé en N - Volume horaire de production radio réalisé en N-1) / Volume horaire de production radio réalisé en N-1) X 100 Source : Rapport d'activités RTI
		IP2.10 : Taux de progression du volume horaire de programme Télé	((Volume horaire de programme télé acquis en N - Volume horaire de programme télé acquis en N-1) / Volume horaire de programme télé acquis en N-1) X 100 Source : Rapport d'activités RTI
		IP2.11 : Taux de progression du nombre d'activités institutionnelles couvertes	((Nombre d'activités institutionnelles couvertes en N - Nombre d'activités institutionnelles couvertes en N-1) / Nombre d'activités institutionnelles couvertes en N-1) X 100 Source : Rapport d'activités RTI
		IP2.12 : Taux d'entreprises de média structurées	(Nombre d'entreprises de média structurées / Nombre total d'entreprises de média recensées) X 100 Source : Rapport annuel de gestion ASDM
		IP2.13 : Taux d'organismes de media concourants à la confraternité et à la défense des intérêts corporatistes	(Nombre d'organismes de médias impliqués dans des structures corporatistes ou confraternelles / Nombre total d'organismes de médias actifs) X 100 Source : Rapport annuel de gestion ASDM
		IP2.14 : Taux d'interruption de la diffusion des programmes télés et radios	Nombre de jours d'interruption / 365 jours (l'année) X 100 Source : Rapport d'activités IDT
		IP2.15 : Taux d'exécution du plan de la maintenance préventive (annuel)	(Nombre d'interventions réalisées / Nombre total d'interventions planifiées) X 100 Source : Rapport d'activités IDT

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**39 806 735 298**	**45 790 066 373**	**49 297 318 756**
1.1 Ressources Intérieures	**39 806 735 298**	**45 790 066 373**	**49 297 318 756**
1.1.1 Budget Etat	39 806 735 298	45 790 066 373	49 297 318 756
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
2. CHARGES	**39 806 735 298**	**45 790 066 373**	**49 297 318 756**
2.1 Personnel	**6 630 732 940**	**6 797 306 807**	**6 963 880 671**
2.1.1 Solde y compris EPN	6 630 732 940	6 797 306 807	6 963 880 671
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**4 706 755 681**	**4 813 220 095**	**4 855 762 383**
2.3 Transferts	**26 919 246 677**	**30 062 891 782**	**33 326 536 888**
2.4 Investissement	**1 550 000 000**	**4 116 647 689**	**4 151 138 814**
Trésor	*1 550 000 000*	*4 116 647 689*	*4 151 138 814*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et Animation
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3: Gestion du système d'information et communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer l'environnement institutionnel du secteur de la Communication	Proportion de textes législatifs et réglementaires soumis au SGG	-	100%	100%	100%	(Nombre de textes élaborés et transmis au SGG / Nombre total de textes planifiés ou élaborés sur la période) X 100 Prévisions (80 textes) : 2026 : 30 ; 2027 : 30 ; 2028 : 20 Source : Rapport d'activités DAJCI

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer l'environnement institutionnel du secteur de la Communication	Taux de mise en œuvre des recommandations des missions d'inspection	33%	100%	100%	100%	(Nombre de recommandations mises en œuvre / Nombre total de recommandations formulées) X 100 Prévisions :2026 :12 ; 2027 :12 ; 2028 :12 Source : Rapport d'activités IG
OS 2 : Renforcer la gestion des ressources financières, humaines et matérielles	Taux d'exécution du plan de formation du ministère	33%	100%	100%	100%	Nombre d'actions de formation réalisées / Nombre d'actions de formation prévues) X 100 Prévisions : 2026 : 355 ; 2027 : 355 ; 2028 : 355 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'atteinte des cibles des PAP	96,65%	100%	100%	100%	(Nombre de cibles des PAP atteintes / Nombre de cibles des PAP prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
OS 3 : Améliorer le système d'archivage, de planification, de suivi-évaluation et de la mise en œuvre de la politique du ministère	Taux de mise en œuvre du plan d'actions	33%	100%	100%	100%	(Nombre total d'actions réalisées / Nombre d'actions prévues) X 100 Prévisions : 2026 :150 ; 2027 :150 ; 2028 : 150 Source : Rapport d'activités DPPS
	Taux de traitement des archives en mètres linéaires	-	40%	60%	80%	(Métrage linéaire des documents d'archives du fonds documentaire traités / Métrage linéaire total des documents d'archives du fonds documentaire) X 100 Source : Rapport d'activités DDA

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**7 354 634 682**	**6 751 733 064**	**7 887 834 728**
Dépenses de personnel	2 251 309 234	2 344 539 847	2 437 770 459
Dépenses en biens et services	3 706 755 681	3 775 094 687	3 817 436 975
Transferts	631 569 767	632 098 530	632 627 294
Investissements	765 000 000	0	1 000 000 000
Trésor	*765 000 000*	*0*	*1 000 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21077 Administration Générale	**7 354 634 682**	**6 751 733 064**	**7 887 834 728**
2107701 Coordination et Animation	**4 295 854 165**	**3 753 940 979**	**4 795 898 635**
1 Personnel	**419 179 346**	**426 237 397**	**433 295 447**
78046000403 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CAIDP	419 179 346	426 237 397	433 295 447
2 Biens et services	**2 757 674 819**	**2 808 174 819**	**2 842 545 661**
25046000005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR Korhogo)	10 000 000	15 000 000	15 000 000
31046000005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR Daloa)	10 000 000	15 000 000	15 000 000
61046000005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR Abengourou)	10 000 000	15 000 000	15 000 000
78046000395 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de communication et de médias	102 500 000	120 000 000	120 000 000
78046000396 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques du cabinet	90 000 000	93 000 000	120 000 000
78046000397 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78046000398 Prendre en charge les missions hors CI	32 000 000	32 000 000	32 000 000
78046000402 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (DR Dabou)	10 000 000	15 000 000	15 000 000
78046000480 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DAJCI	5 500 000	5 500 000	5 500 000
78046000486 Gérer les contentieux administratifs	10 500 000	10 500 000	10 500 000
78046000495 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de l'inspection générale	13 000 000	13 000 000	13 000 000
78046000542 Organiser la communication gouvernementale au plan national en coordination avec toutes les entités institutionnelles publiques et structures privées	50 000 000	50 000 000	52 370 842
78046000590 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	16 000 000	16 000 000	16 000 000
78046000606 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	468 390 162	468 390 162	468 390 162
78046000611 Prendre en charge les activités du porte parolat lors des conseils de ministre et de déjeuners de presse	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78046000668 Coordonner la coopération internationale dans le secteur de la Communication	12 500 000	12 500 000	12 500 000
78046000693 Organiser les journées citoyennes de la communication	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78046000694 Organiser le Salon International du Contenu Audiovisuel d'Abidjan (SICA)	500 000 000	500 000 000	500 000 000
90046000012 Mener des campagnes de formation et de communication à l'utilisation responsable des réseaux sociaux	400 000 000	400 000 000	400 000 000
90046000014 Organiser la cérémonie de décoration dans l'ordre du mérite de la Communication	20 000 000	20 000 000	20 000 000
90046000016 Mettre en œuvre le déploiement du centre d'appels du Gouvernement "ALLO 101"	515 533 457	515 533 457	515 533 457
90046000018 Organiser des rencontres mensuelles d'information avec les médias nationaux et internationaux	25 000 000	30 000 000	30 000 000
90046000019 Renforcer la gouvernance des Directions, des Services Rattachés au Cabinet et Structures sous-tutelles	6 000 000	6 000 000	6 000 000
90046000021 Elaborer les projets de textes juridiques du secteur de la Communication	11 500 000	11 500 000	11 500 000
90046090135 Organiser des rencontres institutionnelles et renforcer les relations publiques	25 000 000	30 000 000	35 000 000
90046090195 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat/Régie-BNETD	260 251 200	260 251 200	260 251 200

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21077 Administration Générale	**7 354 634 682**	**6 751 733 064**	**7 887 834 728**
3 Transferts	**519 000 000**	**519 528 763**	**520 057 527**
78046000541 Faciliter l'accès à l'information d'intérêt public	519 000 000	519 528 763	520 057 527
4 Investissements	**600 000 000**	**0**	**1 000 000 000**
Trésor	***600 000 000***	***0***	***1 000 000 000***
78046000717 Provision pour investissement / Communication	0	0	1 000 000 000
78046000695 Réhabiliter et équiper les locaux des Directions Régionales du MICOM	600 000 000	0	0
2107702 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**2 758 780 517**	**2 852 792 085**	**2 946 936 093**
1 Personnel	**1 832 129 888**	**1 918 302 450**	**2 004 475 012**
78046000585 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	1 832 129 888	1 918 302 450	2 004 475 012
2 Biens et services	**814 080 862**	**821 919 868**	**829 891 314**
78011201632 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	174 860 600	182 699 606	190 671 052
78046000407 Gérer la commande publique du ministère	2 500 000	2 500 000	2 500 000
78046000408 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la cellule de passation des marchés publics	16 000 000	16 000 000	16 000 000
78046000409 Gérer les ressources humaines du ministère	7 000 000	7 000 000	7 000 000
78046000410 Gérer les ressources financières du ministère	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78046000411 Renforcer les capacités opérationnelles de la direction des affaires financières	31 000 000	31 000 000	31 000 000
78046000419 Prendre en charge les missions hors CI / Section 356 / Section 356	24 500 000	24 500 000	24 500 000
78046000499 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la Direction	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78046000500 Prendre en charge les séminaires et conférences en CI	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78046000528 Organiser le séminaire d'actualisation, d'élaboration et de validation du DPPD - PAP	40 000 000	40 000 000	40 000 000
78046000529 Organiser les conférences budgétaires internes	8 000 000	8 000 000	8 000 000
78046000543 Prendre en charge les activités liées au renforcement des capacités opérationnelles du ministère	24 500 000	24 500 000	24 500 000
78046000577 Organiser la rentrée budgétaire avec l'ensemble des RPROG, RBOP et RUO	6 500 000	6 500 000	6 500 000
78046000582 Prendre en charge les activités liées aux contrats de prestations extérieures de main d'œuvre, de gardiennage, d'entretien des locaux et téléphone	394 720 262	394 720 262	394 720 262
78046000615 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques du Service Gestionnaire	7 000 000	7 000 000	7 000 000
78046000698 Assurer le développement des compétences du personnel du Ministère	8 000 000	8 000 000	8 000 000
78046000714 Organiser les travaux préparatoires à l'élaboration du Document de Présentation du Cadre de Performance du Ministère	10 000 000	10 000 000	10 000 000
90046000024 Suivre l'exécution des marchés du ministère	1 500 000	1 500 000	1 500 000
90046000026 Gérer les activités liées aux actions sociales du ministère	10 000 000	10 000 000	10 000 000
90046000030 Mettre en œuvre la comptabilité des matières du Ministère	3 000 000	3 000 000	3 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21077 Administration Générale	**7 354 634 682**	**6 751 733 064**	**7 887 834 728**
3 Transferts	**112 569 767**	**112 569 767**	**112 569 767**
78046000488 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	112 569 767	112 569 767	112 569 767
2107703 Gestion du système d'information et communication	**300 000 000**	**145 000 000**	**145 000 000**
2 Biens et services	**135 000 000**	**145 000 000**	**145 000 000**
78011202345 Prendre en charge les contrats de prestations en matière de veille médiatique	20 000 000	30 000 000	30 000 000
78046000415 Organiser la communication des activités du ministère (DCRP)	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78046000416 Faire le suivi des activités et projets du ministère	8 000 000	8 000 000	8 000 000
78046000502 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DCRP	11 000 000	11 000 000	11 000 000
78046000544 Organiser la planification générale des activités du ministère	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78046000587 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la Direction	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78046000618 Animer le cadre permanent d'échange du réseau des DSI du secteur de la communication	3 000 000	3 000 000	3 000 000
78046000647 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DSI	8 000 000	8 000 000	8 000 000
78046000692 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DDA	6 000 000	6 000 000	6 000 000
78046000697 Apporter un appui technique à la réalisation des études des projets du Ministère	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78046000715 Organiser les campagnes de maintenance et de sensibilisation à l'utilisation du matériel informatique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
90046000031 Produire les études statistiques du Ministère	3 000 000	3 000 000	3 000 000
90046000032 Faire le bilan annuel de la politique sectorielle du Ministère	15 000 000	15 000 000	15 000 000
90046090137 Gérer les archives du ministère	14 000 000	14 000 000	14 000 000
90046090139 Gérer les systèmes d'informations du MICEN	24 000 000	24 000 000	24 000 000
4 Investissements	**165 000 000**	**0**	**0**
Trésor	***165 000 000***	***0***	***0***
78046000691 Mettre en œuvre le schéma directeur du MICOM	165 000 000	0	0

II.2.2 Programme 2 : Communication et médias

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Communication et médias	Action 2.1: Développement de la presse, de l'audiovisuel et de la communication publicitaire
	Action 2.2: Formation et accès aux métiers de la presse et de l'audiovisuelle
	Action 2.3: Régulation du secteur de la communication et des médias

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Communication et médias						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer la production et la diffusion de l'information	Taux de couverture des radios nationales	-	42%	45%	48%	(Population ayant accès au signal des radios nationales / Population totale du pays) X 100 Source : Rapport d'activités IDT
	Taux de couverture de la population en TNT	100%	100%	100%	100%	(Population couverte en TNT / Population totale recensée) X 100 Dénominateur : 29 389 150 006 habitants Source : Rapport d'activités IDT
	Part d'audience TV du groupe RTI	22%	24%	25%	26%	(Nombre de téléspectateurs de la RTI / Nombre total de téléspectateurs de toutes les chaînes nationales TV) X 100 Dénominateur : 29 389 150 006 habitants Source : Rapport d'activités RTI
	Part d'audience radio du groupe RTI	30%	33%	34%	35%	(Population suivant la radio du groupe RTI / Population totale) X 100 Dénominateur : 29 389 150 006 habitants Source : Rapport d'activités RTI
	Taux de départements couverts par les postes de collecte de l'AIP	63 ,3%	67%	70%	72%	(Nombre de départements disposant d'un poste de collecte / Nombre total de départements) X 100 Dénominateur : 109 départements Source : Rapport d'activités AIP
	Taux annuel d'accroissement de la production d'information	20%	+2%	+3%	+4%	((Total de production en année N – Total de production en année N-1) / (Total de productions en année N-1)) X 100 Source : Rapport d'activités AIP
	Proportion de journalistes ayant la carte d'identité professionnelle	33,33%	100%	100%	100%	(Nombre de journalistes détenteurs de la carte professionnelle / Nombre total (1000) de journalistes en activité) X 100 Prévision : 2026 :1000 ; 2027 : 1000 ; 2028 :1000 Source : Rapport d'activités CIJP
OS 2 : Professionnaliser le secteur de la communication et des médias	Taux d'entreprises de Médias économiquement viables	-	60%	70%	80%	(Nombre d'entreprises de médias économiquement viables / Nombre total d'entreprises de médias actives) X 100 Source : Rapport d'activités ASDM
OS 3 : Réguler le secteur de la communication et des médias	Nombre de supports de production d'informations numériques régulés	137	137	138	139	Dénombrement. Prévision : 390 supports de Production imprimée numérique Source : Rapport d'activités ANP
	Nombres de supports de presse imprimés régulés	76	67	69	70	Dénombrement Prévision (2026-2028) : 228 supports de presse imprimés Source : Rapport d'activités ANP
	Taux de panneaux réguliers identifiés	30%	70%	80%	90%	(Nombre de panneaux réguliers / Nombre total de panneaux identifiés) X 100 Source : Rapport d'activités DCP

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : COMMUNICATION ET MEDIAS	**12 252 100 615**	**15 738 333 311**	**14 939 484 028**
Dépenses de personnel	4 379 423 706	4 452 766 960	4 526 110 212
Dépenses en biens et services	1 000 000 000	1 038 125 408	1 038 325 408
Transferts	6 087 676 909	6 130 793 254	6 223 909 594
Investissements	785 000 000	4 116 647 689	3 151 138 814
Trésor	*785 000 000*	*4 116 647 689*	*3 151 138 814*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22078 Communication et médias	**12 252 100 615**	**15 738 333 311**	**14 939 484 028**
2207801 Développement de la presse, de l'audiovisuel et de la communication publicitaire	**5 299 291 340**	**7 932 667 135**	**8 143 536 698**
2 Biens et services	**935 000 000**	**965 125 408**	**965 325 408**
78046000451 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques DDNM	15 500 000	17 125 408	17 325 408
78046000557 Promouvoir et développer les actions de partenariat des nouveaux médias	4 500 000	10 000 000	10 000 000
78046000571 Organiser la communication autour des activités gouvernementales à l'extérieur	850 000 000	850 000 000	850 000 000
78046000636 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DG de la communication	8 000 000	10 000 000	10 000 000
78046000637 Coordonner les activités de définition, de réalisation et de suivi des plans stratégiques de promotion et de développement du secteur	6 500 000	8 000 000	8 000 000
78046000638 Coordonner les activités d'accréditation des journalistes et correspondant de la presse étrangère	13 500 000	15 000 000	15 000 000
78046000639 Organiser les réunions préparatoires de la mise en place de la cellule nationale de Fact-checking	4 000 000	5 000 000	5 000 000
78046000641 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la direction du développement	11 000 000	15 000 000	15 000 000
78046000642 Participer aux activités de définition, de réalisation et de suivi des plans stratégiques de promotion et de développement du secteur	2 000 000	5 000 000	5 000 000
78046000643 Veiller au développement des radios privées, commerciales et confessionnelles	2 000 000	5 000 000	5 000 000
78046000644 Promouvoir la collaboration et les relations de partenariats avec les médias nationaux, panafricains et internationaux	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78046000696 Gérer les questions relatives à l'accréditation des journalistes	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78046000699 Coordonner les actions de partenariat avec les médias	3 000 000	5 000 000	5 000 000
90046000017 Promouvoir et développer l'utilisation des nouveaux médias	5 000 000	10 000 000	10 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22078 Communication et médias	**12 252 100 615**	**15 738 333 311**	**14 939 484 028**
3 Transferts	**3 927 291 340**	**3 952 181 909**	**4 027 072 476**
78046000701 Assurer la production éditoriale des élections	50 000 000	50 716 482	51 432 963
78083000114 Fonds de garantie	300 000 000	304 298 889	308 597 778
78083000115 Organiser la couverture médiatique quotidienne de l'actualité (AIP)	375 000 000	375 604 710	376 209 421
78083000116 Etendre le réseau de collecte de l'information (AIP/Abonnement fil d'actualité)	199 800 000	202 663 060	205 526 120
78083000139 Organiser la retransmission satellitaire au plan mondial (RTI MONDE)	333 491 340	333 491 340	333 491 340
78083000161 Apporter un appui au fonctionnement de IDT	624 000 000	624 000 000	624 000 000
78083000163 Développer les capacités techniques, matérielles et événementielles de la SNPECI	150 000 000	150 000 000	150 000 000
78083000165 Retransmettre les grands événements internationaux	450 000 000	450 000 000	500 000 000
78083000166 Louer des satellites analogique et numérique	300 000 000	300 000 000	300 000 000
78083000170 Apporter un appui au secteur des médias	1 145 000 000	1 161 407 428	1 177 814 854
4 Investissements	**437 000 000**	**3 015 359 818**	**3 151 138 814**
Trésor	***437 000 000***	***3 015 359 818***	***3 151 138 814***
90083090190 Renouveler les équipements du réseau de diffusion des radios étatiques (IDT)	200 000 000	989 902 202	1 152 856 617
90046090205 Travaux de construction et de mise aux normes des installations informatiques et des bâtiments servant de bureaux régionaux de l'AIP phase 2	100 000 000	498 817 560	0
90046000015 Conception et déploiement d'un système de secours de la tête de réseau	50 000 000	1 526 640 056	1 998 282 197
78046000613 Réhabiliter et remettre aux normes des installations informatiques et des bâtiments servant de bureaux régionaux de l'AIP	87 000 000	0	0
2207802 Formation et accès aux métiers de la presse et de l'audiovisuelle	**2 448 795 262**	**2 661 351 691**	**2 273 889 412**
1 Personnel	**1 244 727 776**	**1 265 289 702**	**1 285 851 627**
78046000439 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ISTC	1 221 177 776	1 241 739 702	1 262 301 627
78083000155 Prendre en charge les indemnités des membres de la Commission Carte d'Identité Professionnelle des Journalistes	23 550 000	23 550 000	23 550 000
2 Biens et services	**15 000 000**	**20 000 000**	**20 000 000**
78046000700 Promouvoir et valoriser la carte auprès des professionnels et des acteurs institutionnels	3 000 000	5 000 000	5 000 000
78083000140 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la CIJP	9 000 000	10 000 000	10 000 000
78083000148 Produire les cartes et les annuaires des journalistes professionnels et des professionnels de la Communication et des Médias	3 000 000	5 000 000	5 000 000
3 Transferts	**941 067 486**	**954 552 636**	**968 037 785**
78046000549 Former aux métiers de l'information de la communication, des médias et du numérique / ISTC-P	941 067 486	954 552 636	968 037 785
4 Investissements	**248 000 000**	**421 509 353**	**0**
Trésor	***248 000 000***	***421 509 353***	***0***
78046000546 Réhabiliter des infrastructures de l'ISTC Polytechnique (Phase 1)	248 000 000	421 509 353	0
2207803 Régulation du secteur de la communication et des médias	**4 504 014 013**	**5 144 314 485**	**4 522 057 918**
1 Personnel	**3 134 695 930**	**3 187 477 258**	**3 240 258 585**
78083000142 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ANP	688 018 736	699 603 446	711 188 155
78083000149 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'AIP	547 992 779	557 219 762	566 446 745

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22078 Communication et médias	**12 252 100 615**	**15 738 333 311**	**14 939 484 028**
78083000156 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la HACA	1 424 056 138	1 448 034 085	1 472 012 033
78083000177 Transférer les crédits de personnel à l'ASDM	474 628 277	482 619 965	490 611 652
2 Biens et services	**50 000 000**	**53 000 000**	**53 000 000**
22078030015 Assurer la gestion du secteur publicitaire sur l'ensemble du territoire national	6 000 000	6 000 000	6 000 000
22078030016 Promouvoir et développer les activités publicitaires en Côte d'Ivoire	4 000 000	5 000 000	5 000 000
22078030017 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DCP	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78046000671 Organiser le séminaire bilan de la gestion annuelle du secteur de la Communication Publicitaire (DCP)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78083000112 Mettre en œuvre la politique d'assainissement du secteur de la communication publicitaire	13 000 000	15 000 000	15 000 000
78083000147 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la BCP	7 000 000	7 000 000	7 000 000
90046000028 Réguler la publicité dématérialisée incitative et non-choisie	5 000 000	5 000 000	5 000 000
3 Transferts	**1 219 318 083**	**1 224 058 709**	**1 228 799 333**
78083000109 Réguler le secteur de l'audiovisuel	30 000 000	30 429 889	30 859 778
78083000117 Réguler et encadrer les activités de la presse (ANP)	300 826 743	305 137 480	309 448 215
78083000151 Réguler le secteur de la Communication Publicitaire	888 491 340	888 491 340	888 491 340
4 Investissements	**100 000 000**	**679 778 518**	**0**
Trésor	***100 000 000***	***679 778 518***	***0***
90083090191 Projet d'archivage du fonds documentaire de l'Autorité Nationale de le Presse (ANP)	100 000 000	679 778 518	0

II.2.3 Programme 3 : Appui au financement de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 3 : Appui au financement de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)	Action 3.1: Gestion de la Redevance RTI

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Appui au financement de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer la fourniture de programmes télé et Radio à la population ivoirienne	Taux de progression du volume horaire de production télé	-	+5%	+5%	+5%	((Volume horaire de production télé réalisé en N - Volume horaire de production télé réalisé en N-1) / Volume horaire de production télé réalisé en N-1) X 100 Source : Rapport d'activités RTI

Programme 3 : Appui au financement de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer la fourniture de programmes télé et Radio à la population ivoirienne	Taux de progression du volume horaire de production radio	-	+ 5%	+5%	+5%	((Volume horaire de production radio réalisé en N - Volume horaire de production radio réalisé en N-1) / Volume horaire de production radio réalisé en N-1) X 100 Source : Rapport d'activités RTI
	Taux de progression du volume horaire de programme Télé	-	+ 5%	+5%	+5%	((Volume horaire de programme télé acquis en N - Volume horaire de programme télé acquis en N-1) / Volume horaire de programme télé acquis en N-1) X 100 Source : Rapport d'activités RTI

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : APPUI AU FINANCEMENT DE LA RADIODIFFUSION TELEVISION IVOIRIENNE (RTI)	**16 465 000 001**	**19 045 999 999**	**21 982 999 999**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	16 465 000 001	19 045 999 999	21 982 999 999
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23223 Appui au financement de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)	**16 465 000 001**	**19 045 999 999**	**21 982 999 999**
2322301 Gestion de la Redevance RTI	**16 465 000 001**	**19 045 999 999**	**21 982 999 999**
3 Transferts	**16 465 000 001**	**19 045 999 999**	**21 982 999 999**
90046090177 Réaliser des reportages	489 872 449	566 663 265	654 045 918
90046090178 Couvrir les activités institutionnelles	770 204 082	890 938 776	1 028 326 531
90046090179 Produire des émissions télé	3 164 821 428	3 660 928 571	4 225 464 285

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23223 Appui au financement de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)	**16 465 000 001**	**19 045 999 999**	**21 982 999 999**
90046090180 Produire des émissions radio	370 000 000	428 000 000	494 000 000
90046090181 Acquérir des épisodes de programme Télé	2 151 096 939	2 488 295 918	2 872 005 102
90046090182 Construire un bâtiment studio BABIWOOD	1 887 755 102	2 183 673 469	2 520 408 163
90046090183 Réhabiliter les installations électriques et locaux de la RTI (sur les sites de Cocody et Plateau)	1 331 026 852	1 539 674 304	1 777 100 716
90046090184 Acquérir du matériel de production et de transmission Radio et TV	3 981 868 390	4 606 053 164	5 316 332 390
90046090185 Acquérir du matériel de Bureau et Informatique	1 671 404 453	1 933 408 394	2 231 550 810
90046090186 Acquérir des véhicules pour renouveler le parc auto	646 950 306	748 364 138	863 766 084

II.2.4 Programme 4 : Appui au financement de la Société Ivoirienne de Télédiffusion (IDT)

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 4 : Appui au financement de la Société Ivoirienne de Télédiffusion (IDT)	Action 4.1: Gestion des Centres de diffusion des programmes Télés et Radios nationales (Chaines TNT et Radios publiques)

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Appui au financement de la Société Ivoirienne de Télédiffusion (IDT)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Assurer la gestion des Centres de diffusion des programmes Télés et Radios	Taux d'interruption de la diffusion des programmes télés et radios	-	<5%	<5%	<5%	Nombre de jour d'interruption/ 365 jrs (l'année) X 100 Source : Rapport d'activités IDT
	Taux d'exécution du plan de la maintenance préventive (annuel)	-	95%	95%	95%	(Nombre d'interventions réalisées / Nombre total d'interventions planifiées) X 100 Source : Rapport d'activités IDT

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : APPUI AU FINANCEMENT DE LA SOCIETE IVOIRIENNE DE TELEDIFFUSION (IDT)	**2 035 000 000**	**2 353 999 999**	**2 387 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	2 035 000 000	2 353 999 999	2 387 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23224 Appui au financement de la Société Ivoirienne de Télédiffusion (IDT)	**2 035 000 000**	**2 353 999 999**	**2 387 000 000**
2322401 Gestion des Centres de diffusion des programmes Télés et Radios nationales (Chaines TNT et Radios publiques)	**2 035 000 000**	**2 353 999 999**	**2 387 000 000**
3 Transferts	**2 035 000 000**	**2 353 999 999**	**2 387 000 000**
90046090187 Prendre en charge le paiement des factures d'électricité des 35 centres émetteurs	600 861 296	695 050 364	704 794 061
90046090188 Approvisionner en carburant des groupes électrogènes des 35 centres émetteurs	298 149 447	344 886 387	349 721 243
90046090189 Etablir un plan de maintenance préventive et curative et procéder à son exécution	616 869 814	713 568 325	723 571 620
90046090190 Procéder à l'acquisition des pièces de rechange et garantir l'existence des stocks pour les interventions techniques	265 713 812	307 366 247	311 675 120
90046090191 Réhabiliter les voies d'accès en cas d'intempérie et de dégradation	253 405 631	293 128 676	297 237 956

II.2.5 Programme 5 : Appui au financement du secteur des médias

II.2.5.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 5 : Appui au financement du secteur des médias	Action 5.1: Gestion de la taxe sur la publicité

II.2.5.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Appui au financement du secteur des médias						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Financer les projets de développement des organisations du secteur des médias	Taux d'entreprises de média structurées	-	80%	85%	90%	(Nombre d'entreprises de média structurées / Nombre total d'entreprises de média recensées) X 100 Source : Rapport annuel de gestion ASDM
	Taux d'organismes de media concourants à la confraternité et à la défense des intérêts corporatistes	-	80%	85%	90%	(Nombre d'organismes de médias impliqués dans des structures corporatistes ou confraternelles / Nombre total d'organismes de médias actifs) X 100 Source : Rapport annuel de gestion ASDM

II.2.5.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 5 : APPUI AU FINANCEMENT DU SECTEUR DES MEDIAS	**1 700 000 000**	**1 900 000 000**	**2 100 000 001**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	1 700 000 000	1 900 000 000	2 100 000 001
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23225 Appui au financement du secteur des médias	**1 700 000 000**	**1 900 000 000**	**2 100 000 001**
2322501 Gestion de la taxe sur la publicité	**1 700 000 000**	**1 900 000 000**	**2 100 000 001**
3 Transferts	**1 700 000 000**	**1 900 000 000**	**2 100 000 001**
90046090211 Apporter un financement aux organisations professionnelles des médias	650 000 000	726 470 588	802 941 176
90046090212 Apporter un financement aux producteurs audio-visuels	100 000 000	111 764 706	123 529 412
90046090213 Apporter un financement aux entreprises audiovisuelles et presses numériques	200 000 000	223 529 412	247 058 824
90046090214 Apporter un financement aux entreprises de presse écrite	150 000 000	167 647 059	185 294 118
90046090215 Apporter un financement aux projets d'intérêt majeur des entreprises de presse écrite	600 000 000	670 588 235	741 176 471

SECTION 340 : MINISTERE DES TRANSPORTS

SECTION 340 : MINISTERE DES TRANSPORTS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau du transport aérien

- la faible capacité opérationnelle du centre de Sauvetage et de Recherche Aérien (SAR) ;
- la non classification de la Côte d'Ivoire en catégorie 1 de la FAA entrainant l'impossibilité pour les compagnies aériennes immatriculées en Côte d'Ivoire d'opérer en Amérique du Nord
- l'insuffisance des ressources allouées pour la réhabilitation, l'extension et la construction des aéroports de l'intérieur du pays ;
- l'absence d'aéroport de dégagement en Côte d'Ivoire, conforme aux normes internationales ;
- l'insuffisance de stations météorologiques et l'absence de système d'alerte des services climatiques ;
- la saturation de certains créneaux horaires au niveau de l'aéroport d'Abidjan ;
- l'insuffisance de la flotte de Air Côte d'Ivoire ;
- l'insuffisance du plateau technique du centre de médecine aéronautique à vocation régionale ;
- l'inexistence d'un code de météorologie ;
- l'absence de titre foncier pour l'ensemble des plateformes aéroportuaires de l'intérieur ;
- l'insuffisance du personnel navigant (les pilotes) et technique à Air Côte d'Ivoire.

Au niveau du transport terrestre

- l'insuffisance de l'offre de transport ;
- l'insuffisance de statistiques en matière de transport routier ;
- l'absence d'une gestion centralisée du fret ;
- la vétusté du parc automobile de transport ;
- la faiblesse du taux de fréquentation des centres de contrôle technique automobile ;
- l'accroissement des accidents de la route ;
- la dégradation avancée de l'axe ferroviaire existant ;
- l'insuffisance de réseau ferroviaire ;
- le faible niveau de professionnalisation des acteurs du transport routier ;
- l'insuffisance des capacités des agents de la SIPF aux métiers ferroviaires ;
- le nombre important d'incidents routiers sur les corridors ;
- la congestion de la circulation routière ;
- l'insuffisance des capacités d'accueil au port de San-Pédro ;
- la dégradation des infrastructures portuaires existantes entravant la compétitivité des ports ;
- l'insuffisance d'aires de stationnement pour les véhicules de transport de marchandises ;
- l'insuffisance d'aires de repos le long des corridors routiers ;

- la difficulté d'accès aux zones exploitables du domaine portuaire de San-Pédro ;
- la saturation du domaine portuaire d'Abidjan ;
- l'absence de stations de réception et de traitement des déchets liquides et des eaux de ballastes des navires (recommandation de la convention MARPOL) ;
- la faiblesse de la pression d'eau dans le réseau incendie (Bouche d'Incendie (BI), Poteau d'Incendie (PI)) ;
- l'absence d'un guichet unique pour les services intervenant au Port Autonome d'Abidjan ;
- la lourdeur administrative pour la réalisation de certains projets structurants ;
- la congestion des voies routières d'accès au port d'Abidjan ;
- la dégradation du pont reliant la zone industrielle de Vridi au port d'Abidjan.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau du transport aérien

- l'opérationnalisation de la DGTA afin de renforcer la coordination au niveau du secteur aérien ;
- l'élaboration des textes (lois, décrets et arrêtés) relatifs au nouveau Code de l'Aviation civile (Loi n°2022-887 du 23 Novembre 2022 portant Code de l'Aviation civile) ;
- les subventions accordées au centre de sauvetage (RSC) d'Abidjan ;
- la poursuite des travaux de construction des aéroports de Kong et de Séguéla ;
- le déploiement en cours du système de vigilance, d'alerte et de service climatique et météorologique (VIGICLIMM) ;
- le renforcement de la flotte de la compagnie Air Côte d'Ivoire en vue de l'ouverture des vols long courrier.

Au niveau du transport terrestre

- l'adoption par le Parlement de la Loi n°2014-812 du 16 décembre 2014 d'orientation du transport intérieur telle que modifiée par les ordonnances n°2018-09 du 10 janvier 2018, n°2019-99 du 30 janvier 2019 et n°2023-718 du 13 septembre 2023 ;
- la poursuite du processus de renouvellement du parc automobile ;
- la réduction des barrages routiers pour améliorer la fluidité des transports ;
- la concession de la construction et de l'exploitation de la gare routière d'Abidjan ;
- l'acquisition d'autobus pour la SOTRA ;
- le déploiement de la SOTRA à l'intérieur du pays (Grand-Bassam, Bouaké, Korhogo, San-Pédro, Yamoussoukro) ;
- la réalisation des études du prolongement des voies ferrées Abidjan-Ouagadougou-Kaya et son extension jusqu'à Tambao ;
- la réalisation en cours des travaux de construction de la ligne 1 du métro d'Abidjan ;
- la réalisation en cours des travaux de construction du Bus Rapid Transit (BRT) Est-Ouest ;
- la construction en cours des postes juxtaposés de Noé, Laleraba, Nigouni, Gbapleu et Prollo ;
- l'opérationnalisation de la vidéo verbalisation dans le Grand Abidjan, sur certains axes inter urbains et dans les régions ;
- la professionnalisation des acteurs par le renforcement de leurs capacités (Attestation de Capacité Professionnelle pour les gestionnaires d'entreprises de transport et le Certificat d'Aptitude de Conducteur Routier pour les conducteurs) ;
- la poursuite des activités liées au déploiement de la Direction de la Police Spéciale de la Sécurité Routière (DPSSR) ;
- la libéralisation du contrôle technique automobile ;
- l'opérationnalisation de la bourse de fret ;
- la libéralisation du transport public routier de personnes dans le Grand Abidjan ;
- l'opérationnalisation de la vidéo verbalisation et d'un centre de commandement provisoire de gestion de trafics et des infractions routiers ;

- l'instauration mensuelle de la semaine nationale de la sécurité routière dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Sécurité Routière (SNSR).

I.1.3. Défis et priorités

- l'adoption d'une politique nationale de développement du secteur aérien ;
- l'accroissement de la compétitivité des aéroports ;
- le renforcement de la flotte de Air Côte d'Ivoire ;
- la classification de la Côte d'Ivoire en catégorie 1 de la FAA ;
- l'effectivité du changement de statut du BEA, tel que prévu par la loi ;
- la réhabilitation, la modernisation et la mise aux normes de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) de tous les aéroports ;
- la mise aux normes d'un aéroport domestique (Bouaké) en aéroport international pour renforcer notre connectivité internationale ;
- l'ouverture de nouveaux aéroports locaux ;
- la mise en œuvre du système de vigilance, d'alerte et de service climatique et météorologique (VIGICLIMM) ;
- le renforcement des capacités opérationnelles du centre de sauvetage (RSC) d'Abidjan ;
- l'extension de la certification ISO aux activités de la navigation aérienne et de la médecine aéroportuaire et aéronautique ;
- le maintien de la certification ISO 9001 version 2015 de la météo ;
- le maintien et le renforcement du personnel navigant et technique du secteur aérien ;
- la mise en œuvre de services SAR efficaces sur tout le territoire et dans le secteur d'information de vol d'Abidjan ;
- le maintien et le renforcement du niveau de conformité des normes de sécurité et de sûreté OACI ;
- le renforcement des capacités du centre SAR aérien ;
- l'ouverture de nouvelles lignes aériennes, notamment vers l'Europe, l'Amérique et l'Asie ;
- le renforcement de la coopération entre le Ministère des Transports et les structures sous tutelle par la création d'un comité national de développement du transport aérien ;
- le renforcement de la sécurité et la sûreté dans les espaces portuaires ;
- le développement des Ports d'Abidjan et de San-Pédro (extension et renforcement des capacités) ;
- l'amélioration de la connectivité entre les zones portuaires et les zones industrielles ;
- la suppression des entraves à la mobilité des personnes ;
- la facilitation de l'acheminement des produits des zones de production vers des zones de consommation ;
- la réhabilitation du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou-Kaya et son extension jusqu'à Tambao ;
- la poursuite du projet de la ligne 1 du métro d'Abidjan ;
- la construction du chemin de fer San-Pédro-Man-Odienné-Frontière Mali ;
- la régulation du transport urbain d'Abidjan ;
- la construction des postes de contrôle juxtaposés aux frontières ivoiriennes ;
- la construction de lignes de BRT à Abidjan ;
- l'extension du Système de Transport Intelligent ;
- l'intensification du renouvellement du parc auto ;
- la poursuite du processus de professionnalisation des transporteurs et conducteurs ;
- le renforcement de l'éducation à la sécurité routière en milieu scolaire ;
- la réforme du cadre institutionnel de la sécurité routière ;

- la poursuite des acquisitions de bus et de bateaux bus pour la SOTRA ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Sécurité Routière ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la vidéo verbalisation ;
- l'extension de la vidéo verbalisation à l'ensemble des axes ;
- le renforcement des capacités des agents de la SIPF aux métiers ferroviaires ;
- la décongestion du port d'Abidjan par la construction du port sec de Ferkessédougou ;
- le recensement et la vulgarisation des textes réglementaires du secteur des transports ;
- le déploiement de l'Autorité de Régulation du Transport Intérieur (ARTI) au plan national ;
- l'intensification des activités de l'Autorité de la Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan (AMUGA) ;
- la mise en place d'une base de données interconnectée permettant la production de données statistiques fiables.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance dans le secteur des services de transport ;
- le renforcement de la sécurité et de la sûreté ferroviaire, routière, aérienne, maritime et fluvio-lagunaire ;
- le renforcement de la compétitivité et la facilitation des échanges économiques et commerciaux ;
- l'amélioration de l'accès des populations à des services de transport de qualité.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration des transports est moderne et performante ;
- la compétitivité des services du transport aérien est accrue ;
- les conditions d'accès des populations à des services de transports routiers et ferroviaires sont améliorées.

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret **n° 2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son **article 12**, le Ministre des Transports est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Transports.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- maîtrise d'ouvrage des infrastructures des aérodromes, des aéroports, des ports, des gares routières, des chemins de fer nationaux et urbains et des infrastructures fluviales ;
- promotion, organisation, réglementation et contrôle des transports routiers, ferroviaires, aériens, fluvio-lagunaires et maritimes ;
- promotion, organisation, réglementation et contrôle des transports collectifs urbains, inter-urbains et en milieu rural ;
- promotion, organisation, réglementation et contrôle du transport privé ;
- initiation, application et contrôle de la réglementation relative à la sécurité des transports routiers, aériens, ferroviaires, fluvio-lagunaires et maritimes ;
- développement de stratégie et de chaînes logistiques ;
- réglementation et contrôle de l'exploitation des infrastructures routières, aéroportuaires, maritimes, fluviales, ferroviaires et météorologiques ;
- réglementation et contrôle des transports aériens, maritimes, fluviaux et des plans d'eau ;
- réalisation des diverses plateformes logistiques et des infrastructures de transit ;
- fluidité du trafic interurbain et international ;

- amélioration de la mobilité en milieu urbain et en milieu rural ;
- lutte efficace contre l'insécurité routière sous toutes ses formes ;
- contribution à la formation de l'ensemble des acteurs des transports ;
- mise en place d'une gouvernance maritime ;
- développement des capacités techniques et opérationnelles en matière de sécurité et sûreté maritimes, fluvio-lagunaires ;
- développement de la coopération maritime sous régionale et internationale ;
- application et contrôle de la réglementation relative à la sécurité et à la sûreté maritimes et fluvio-lagunaires ;
- participation à la protection et à la préservation des milieux marin, lagunaire et fluvial ;
- formation des gens de mer ;
- suivi des règles de sûreté maritime et portuaire.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale.
- Programme 2 : Transport aérien.
- Programme 3 : Transport terrestre.
- Programme 4 : Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan.
- Programme 5 : Régulation du Transport Intérieur.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	Cabinet ; Inspection Générale (IG) ; Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC) ; Direction des Affaires Financières (DAF) ; Direction des Ressources Humaines (DRH) ; Direction de la Planification, des Statistiques, des Projets et de la Prospective (DPSPP) ; Direction des Systèmes d'Information (DSI) ; Direction du Guichet Unique Automobile (DGUA) ; Direction de la Police Spéciale de la Sécurité Routière (DPSSR) ; Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP) ; Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) ; Service de Gestion du Patrimoine (SGP) ; Directions Régionales (DR) (33).	- Port Autonome d'Abidjan (PAA) ; - Port Autonome de San-Pédro (PASP).	- Construction du poste céréalier du Port Autonome d'Abidjan ; - Projet de création d'une zone économique et industrielle phase I ; - Construction du port de pêche semi industrielle.	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Transport aérien	Direction Générale du Transport Aérien (DGTA) ; Direction de la Réglementation et du Suivi des Conventions de Concessions des Services de Transport Aérien (DRSCCSTA) ; Direction du Développement, de la Modernisation et de la Compétitivité des Plateformes et Services du Transport Aérien (DDMCPSTA) ; Direction de la Prospective, de la Planification et des Statistiques du Transport Aérien (DPPSTA).	- Autorité Nationale de l'Aviation Civile (ANAC) ; - Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM) ; - AIR CÔTE d'IVOIRE ; - Bureau des Enquêtes et Analyses Accidents (BEA).	- Construction et extension des aéroports de Korhogo, Kong, Séguela, San-Pédro, Bouaké, Yamoussoukro ; - Projet de système de vigilance, d'alerte et service climatique et météorologique pour la fourniture et l'intégration de système - Réhabilitation des aéroports de l'intérieur ; - Etendre le Siège de l'ANAC et acquérir du matériel moderne de sûreté et de sécurité ; - Extension et réhabilitation de l'Aéroport International FHB d'Abidjan.	Augmentation du capital de Air Côte d'Ivoire.
Programme 3 : Transport terrestre	Direction Générale des Transports Terrestres et de la Circulation (DGTTC) ; Direction des Transports Routiers et Ferroviaires (DTRF) ; Direction de la Circulation Terrestre et de la Sécurité Routière (DCTSR) ; Direction de la Coordination des Transports Terrestres et des Relations Extérieures (DCTTRE) ; Direction du Développement Technologique et de la Gestion Intégrée des Opérations des Transports Terrestres (DDTGIOTT) ; Direction des Entreprises des Transports Terrestres (DETT) ; Direction des Moyens Généraux (DMG).	- Office de Sécurité Routière (OSER) ; - Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire (SIPF) ; - Société des Transports Abidjanais (SOTRA) ; - Fonds de Développement du Transport Routier (FDTR) ; - Autorité de la Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan (AMUGA) ; - Autorité de Régulation du Transport Intérieur (ARTI) ; - Observatoire de la Fluidité des Transports (OFT).	- Construction du poste juxtaposé de Laléraba ; - Construction infrastructure du train urbain d'Abidjan ; - Construction infrastructure du train urbain d'Abidjan (Ligne 1 du métro d'Abidjan) ; - Construction infrastructure du train urbain d'Abidjan (Ligne 1 du métro d'Abidjan C2D) ; - Construction du poste juxtaposé de Gbapleu ; - Construction du poste juxtaposé de Prollo ; - Construction du poste juxtaposé de Nigouni ; - Projet de mobilité urbaine d'Abidjan (projet BRT) ; - Construction du port sec de Ferkessédougou ; - Projet Abidjan Inter-modalité ; - Intégration de la mobilité électrique avec des solutions d'énergies renouvelables en Côte d'Ivoire ; - Construction des infrastructures de transport dans la ville de Bouaké avec la SOTRA.	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	**RS 1.1 :** L'administration des transports est moderne et performante	**IP 1.1.1** : Taux annuel des textes législatifs et règlementaires soumis au Gouvernement	(Nombre de textes soumis / Nombre de textes élaborés) X 100 Source : Rapport d'activités DAJC
OG 2 : Accroître la compétitivité des services du transport aérien	**RS 2.1** : La compétitivité des services du transport aérien est accrue	**IP 2.1.1** : Taux de croissance du trafic passagers en Côte d'Ivoire	((Nombre de passagers en année N – Nombre de passagers en année N-1) / Nombre de passagers en année N-1)) X 100 Sources : Rapports d'activités SODEXAM/ ANAC / AERIA / AIR COTE d'IVOIRE
		IP 2.1.2 : Taux de croissance du trafic fret en Côte d'Ivoire	(Tonnage de l'année N – tonnage de l'année N-1 / Tonnage de l'année N-1) X 100 Sources : Rapports d'activités SODEXAM / ANAC / AERIA / AIR COTE d'IVOIRE
		IP 2.1.3 : Nombre des compagnies fréquentant les aéroports de Côte d'Ivoire	Dénombrement Sources : Rapports d'activités ANAC/AERIA
OG 3 : Améliorer le niveau de service de transport routier et ferroviaire	**RS 3.1** : Les conditions d'accès des populations à des services de transports routier et Ferroviaire sont améliorées	**IP 3.1.1** : Taux de satisfaction des usagers du transport terrestre	Enquête de satisfaction (Nombre d'usagers enquêtés satisfaits / Nombre total d'usagers enquêtés) X 100 Sources : Rapports DGTTC / DPSPP

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**307 769 615 082**	**377 468 475 298**	**481 633 127 693**
1.1 Ressources Intérieures	**231 548 915 082**	**243 015 610 816**	**257 294 513 374**
1.1.1 Budget Etat	231 548 915 082	243 015 610 816	257 294 513 374
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**76 220 700 000**	**134 452 864 482**	**224 338 614 319**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	76 220 700 000	134 452 864 482	224 338 614 319
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
2. CHARGES	**307 769 615 082**	**377 468 475 298**	**481 633 127 693**
2.1 Personnel	**4 326 346 635**	**4 507 933 549**	**4 689 520 463**
2.1.1 Solde y compris EPN	4 326 346 635	4 507 933 549	4 689 520 463
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**6 762 144 560**	**6 821 830 035**	**6 861 035 614**
2.3 Transferts	**18 710 323 887**	**19 181 413 685**	**19 578 196 895**
2.4 Investissement	**277 970 800 000**	**346 957 298 029**	**450 504 374 721**
Trésor	201 750 100 000	212 504 433 547	226 165 760 402
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	76 220 700 000	134 452 864 482	224 338 614 319

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4: Information et communication
	Action 1.5: Compétitivité des ports ivoiriens

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du secteur des transports	Taux annuel des textes réglementaires signés par le Ministre	91,07%	92%	93%	95%	(Nombre de textes réglementaires signés / Nombre de textes réglementaires élaborés) X 100 Prévisions : 2026 : 25 ; 2027 : 30 ; 2028 : 20 Sources : Rapport d'activités DAJC/CSP

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du secteur des transports	Taux de réalisation des missions d'inspections (au niveau central, régional et départemental)	75%	91,67%	92,31%	93,33%	(Nombre de missions d'inspection réalisées / Nombre de missions d'inspection programmées) X 100 Prévisions : 2026 :12 ; 2027 :13 ; 2028 : 15 Source : Rapport d'activités IGT
OS 2 : Améliorer la gestion des investissements du Ministère	Taux de projets soumis à la validation du PIP	68,85%	70%	75%	83,33%	(Nombre de projets soumis à la validation du PIP / Nombre de projets proposés par les structures du ministère) X 100 Prévisions : 2026 : 60 ; 2027 : 60 ; 2028 : 60 Source : Rapport d'activités DPSPP
	Taux annuel de réalisation des missions de suivi-évaluation des projets	80,95%	80%	80%	80%	(Nombre de missions de suivi-évaluation réalisées / Nombre total de missions prévues) X 100 Prévisions : 2026 : 5 ; 2027 : 5 ; 2028 : 5 Source : Rapport d'activités DPSPP
OS 3 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'exécution du budget du Ministère	100%	91%	92%	93%	(Total des ordonnancements / Total budget actuel) X 100 Sources : Rapport d'activités DAF
	Taux de contrôle de présence aux postes dans les Directions Centrales et les Services extérieurs	-	75%	80%	85%	(Nombre de contrôles de présence effectués / Nombre de contrôles de présence prévus) X 100 Prévisions : 2026 : 150 ; 2027 : 170 ; 2028 : 200 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines dans les structures du Ministère	82,86%	92%	93%	95%	(Besoins en personnel satisfaits / Besoins exprimés) X 100 Source : Rapport d'activités DRH
OS 4 : Améliorer le système d'information et de communication du ministère des Transports	Taux de couverture médiatique des activités du secteur des transports	90%	90%	90%	90%	(Nombre d'activités médiatisées / Nombre d'activités du ministère à couvrir) X 100 Dénominateur : 200 Source : Rapport d'activités DCRP
	Taux de progression de la fréquentation du site web et des plateformes d'informations du Ministère	195,25 %	+25%	+12%	+7%	((Nombre de visites enregistrées sur le site web et les plateformes d'informations du ministère en année N – Nombre de visites enregistrées sur le site web et les plateformes d'informations du ministère en année N -1) / Nombre de visites enregistrées de l'année N – 1) X 100 Source : Rapport d'activités DCRP
OS 5 : Accroitre la compétitivité des ports ivoiriens	Taux d'accroissement du trafic global de marchandises	+13,8%	+3%	+2%	+2%	[(Trafic n – Trafic (n-1)) / trafic (n – 1)] x 100 Sources : Rapports statistiques des PAA / PASP
	Taux d'accroissement du trafic conteneurs (EVP)	+19,3%	+5%	+5%	+5%	[(Trafic n – Trafic (n-1)) / trafic (n – 1)] x 100 Sources : Rapports statistiques des PAA / PASP

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**10 483 960 604**	**51 848 839 117**	**96 288 437 333**
Dépenses de personnel	2 358 410 873	2 506 862 113	2 655 313 353
Dépenses en biens et services	2 259 921 887	2 299 015 176	2 338 220 755
Transferts	37 815 844	42 961 828	44 024 293
Investissements	5 827 812 000	47 000 000 000	91 250 878 932
Trésor	*827 812 000*	*12 000 000 000*	*15 792 134 689*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*5 000 000 000*	*35 000 000 000*	*75 458 744 243*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21112 Administration Générale	**10 483 960 604**	**51 848 839 117**	**96 288 437 333**
2111201 Coordination et animation	**1 098 195 201**	**1 123 641 185**	**1 135 817 911**
2 Biens et services	**1 060 379 357**	**1 080 679 357**	**1 091 793 618**
11045100006 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (Yamoussoukro)	10 000 000	11 000 000	11 081 845
11045100007 Mettre en œuvre les activités du comité local de la sécurité routière au niveau régional	3 000 000	3 000 000	3 030 692
11045100008 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bélier (Toumodi)	14 000 000	14 000 000	14 143 230
14045100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Dimbokro)	10 000 000	10 000 000	10 102 309
15045100001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Iffou (Daoukro)	14 000 000	14 000 000	14 143 230
16045100001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Moronou (Bongouanou)	14 000 000	14 000 000	14 143 230
17045100006 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional-Gbêkê (Bouaké)	10 000 000	10 000 000	10 102 307
17045100007 Mettre en œuvre les activités du comité local de la sécurité routière au niveau régional-Gbêkê (Bouaké)	3 000 000	3 000 000	3 030 692
18045100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Katiola)	14 000 000	14 000 000	14 143 230
22045100011 Coordonner les activités du Ministère au niveau déconcentré (Département Touba)	10 000 000	10 000 000	10 102 307
23045100004 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional-Kabadougou (Odienné)	10 000 000	10 000 000	10 092 075
23045100006 Mettre en œuvre les activités du comité local de la sécurité routière au niveau régional (Odienné)	3 000 000	3 000 000	3 030 692
24045100001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Tchologo (Ferkessédougou)	14 000 000	16 000 000	16 112 537
25045100006 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional-Poro (Korhogo)	10 000 000	10 000 000	10 102 309
25045100007 Mettre en œuvre les activités du comité local de la sécurité routière au niveau régional (Korhogo)	3 000 000	3 000 000	3 030 692
26045100001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Bagoué (Boundiali)	14 000 000	14 500 000	14 638 114
27045100001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Folon (Minignan)	14 000 000	17 000 000	17 112 537
28045100009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Bouna)	10 000 000	10 000 000	10 102 307
31045100006 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional-Haut-Sassandra (Daloa)	10 000 000	10 000 000	10 102 307
31045100007 Mettre en œuvre les activités du comité local de la sécurité routière au niveau régional (Daloa)	3 000 000	3 000 000	3 030 692

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21112 Administration Générale	**10 483 960 604**	**51 848 839 117**	**96 288 437 333**
32045100002 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional-Gôh (Gagnoa)	10 000 000	10 000 000	10 102 308
32045100003 Mettre en œuvre les activités du comité local de la sécurité routière au niveau régional (Gagnoa)	3 000 000	3 000 000	3 030 692
35045100005 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional-Marahoue (Bouafle)	10 000 000	10 000 000	10 102 307
35045100006 Mettre en œuvre les activités du comité local de la sécurité routière au niveau régional (Bouaflé)	3 000 000	3 000 000	3 520 462
36045100008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Séguéla)	10 000 000	10 000 000	10 102 308
37045100001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Béré (Mankono)	14 000 000	15 900 000	15 991 053
41045100010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental-Tonkpi (Man)	10 000 000	10 000 000	10 102 305
42045100001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Cavally (Guiglo)	14 000 000	14 500 000	14 627 883
43045100001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Guémon (Duékoué)	14 000 000	17 500 000	17 617 652
51045100012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Divo)	10 000 000	10 000 000	10 102 307
55045100005 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (San-Pédro)	10 000 000	10 000 000	10 102 307
55045100007 Mettre en œuvre les activités du comité local de la sécurité routière au niveau régional (San-Pédro)	3 000 000	3 000 000	3 030 692
55045100008 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gbôklè (San-Pédro)	14 000 000	17 000 000	17 122 767
56045100007 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Nawa (Soubré)	14 000 000	15 700 000	15 819 700
61045100006 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional-Indénié-Djuablin (Abengourou)	10 000 000	11 200 000	11 302 307
61045100007 Mettre en œuvre les activités du comité local de la sécurité routière au niveau régional-Indénié-Djuablin (Abengourou)	3 000 000	3 000 000	3 030 692
62045100005 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional-Gontougo (Bondoukou)	10 000 000	10 000 000	10 102 309
62045100007 Mettre en œuvre les activités du comité local de la sécurité routière au niveau régional (Bondoukou)	3 000 000	3 000 000	3 030 692
71045100005 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional-Sud-Comoé (Aboisso)	10 000 000	11 000 000	11 102 308
71045100006 Mettre en œuvre les activités du comité local de la sécurité routière au niveau régional	3 000 000	3 000 000	3 030 692
76045100002 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (Agnéby-Tiassa)	10 000 000	10 000 000	10 102 306
76045100003 Mettre en œuvre les activités du comité local de la sécurité routière au niveau régional-Agnéby-Tiassa (Agboville)	3 000 000	3 000 000	3 030 692
77045100002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Mé (Adzopé)	14 000 000	14 000 000	14 143 230
78045100101 Coordonner les activités du Ministère au niveau régional (DR Abidjan)	10 000 000	10 000 000	10 102 307
78045100159 Mettre en œuvre les activités du comité local de la sécurité routière au niveau régional (Abidjan)	3 000 000	3 000 000	3 030 692
78045200125 Prendre en charge les honoraires des agents sous Convention BNETD	168 658 380	168 658 380	170 383 893
78045200145 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 204 616
78045200162 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	10 000 000	10 000 000	10 102 308
78049000472 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 040 923
78049000473 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	179 710 920	179 710 920	181 549 510
78049000478 Mettre en œuvre le système de Management de la Qualité et l'Archivage moderne des Documents au sein de la DAF	5 400 000	5 400 000	5 455 247
78049000580 Contrôler les services et les structures sous tutelle du Ministère	18 000 000	18 000 000	18 184 154
78049000584 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de transports	116 610 057	116 610 057	117 803 072
78049000695 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	22 000 000	23 000 000	23 235 356
79045100001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Grands Ponts (Dabou)	14 000 000	14 000 000	14 143 230
90045100004 Veiller au respect des mesures de sécurité routière au niveau national (PSSR)	91 000 000	91 000 000	91 931 005
3 Transferts	**37 815 844**	**42 961 828**	**44 024 293**
78049000586 Exécuter la convention BNETD	37 815 844	42 961 828	44 024 293

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21112 Administration Générale	**10 483 960 604**	**51 848 839 117**	**96 288 437 333**
2111202 Planification, programmation et suivi-évaluation	**50 000 000**	**50 000 000**	**50 511 540**
2 Biens et services	**50 000 000**	**50 000 000**	**50 511 540**
78049000677 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du ministère	20 000 000	20 000 000	20 204 616
90045100006 Suivre les projets du Ministère des Transports (DPSPP)	30 000 000	30 000 000	30 306 924
2111203 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**3 444 373 403**	**3 611 617 932**	**3 787 086 256**
1 Personnel	**2 349 830 873**	**2 498 282 113**	**2 646 733 353**
78049000587 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	2 349 830 873	2 498 282 113	2 646 733 353
2 Biens et services	**1 094 542 530**	**1 113 335 819**	**1 140 352 903**
78045100157 Assurer l'archivage des documents du Cabinet du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 040 923
78049000500 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	513 758 481	513 758 481	517 419 787
78049000501 Gérer les ressources financières du ministère	116 990 643	116 990 643	118 050 556
78049000502 Gérer les ressources humaines du ministère	36 000 000	36 000 000	36 368 307
78049000503 Prendre en charge l'organisation des conférences et missions en côte d'ivoire	20 000 000	20 000 000	20 204 616
78049000579 Elaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP / CDMT	55 000 000	55 000 000	55 562 695
78049000676 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	55 000 000	55 000 000	55 562 695
78049000729 Gérer la commande publique du Ministère	16 000 000	16 000 000	16 163 693
78049000732 Prendre en charge les frais d'abonnement et de facture d'eau, d'électricité et de téléphone	262 793 406	281 586 695	301 826 168
90045100005 Gérer le Patrimoine du Ministère des Transports	15 000 000	15 000 000	15 153 463
2111204 Information et communication	**63 580 000**	**63 580 000**	**64 142 694**
1 Personnel	**8 580 000**	**8 580 000**	**8 580 000**
78049000706 Assurer la masse salariale du Service de la Communication et des Relations Publiques	8 580 000	8 580 000	8 580 000
2 Biens et services	**55 000 000**	**55 000 000**	**55 562 694**
78049000506 Organiser la communication des activités du ministère	28 000 000	28 000 000	28 286 461
78049000693 Réaliser la maintenance du parc informatique	27 000 000	27 000 000	27 276 233
2111206 Compétitivité des ports ivoiriens	**5 827 812 000**	**47 000 000 000**	**91 250 878 932**
4 Investissements	**5 827 812 000**	**47 000 000 000**	**91 250 878 932**
Trésor	***827 812 000***	***12 000 000 000***	***15 792 134 689***
78045200199 Construire le Poste Céréalier du Port Autonome d'Abidjan	300 000 000	5 000 000 000	3 280 000 000
55045200015 Projet de construction d'un port de pêche semi-industriel au port de San-Pédro	249 450 000	2 000 000 000	4 512 134 689
55045200014 Projet de création d'une zone économique et industrielle au port de San-Pédro (phase i) - projet ZEI	278 362 000	5 000 000 000	8 000 000 000
Financement extérieur	***5 000 000 000***	***35 000 000 000***	***75 458 744 243***
78045200199 Construire le Poste Céréalier du Port Autonome d'Abidjan	5 000 000 000	10 000 000 000	10 458 744 243
55045200015 Projet de construction d'un port de pêche semi-industriel au port de San-Pédro	0	5 000 000 000	15 000 000 000
55045200014 Projet de création d'une zone économique et industrielle au port de San-Pédro (phase i) - projet ZEI	0	20 000 000 000	50 000 000 000

II.2.2 Programme 2 : Transport aérien

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Transport aérien	Action 2.1: Coordination et suivi des activités du transport aérien
	Action 2.2: Réhabilitation et développement des infrastructures aéroportuaires
	Action 2.3: Renforcement de la sécurité et de la sûreté
	Action 2.4: Développement de la compagnie aérienne nationale et des vols intérieurs

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Transport aérien						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la coordination des activités du Transport Aérien	Taux de réalisation des réunions de coordination	100%	100%	100%	100%	(Nombre de réunions de coordination réalisées / Nombre de réunions de coordination prévues) X 100 Dénominateur : 4 Source : Rapport d'activités DGTA
	Taux de mise en œuvre des recommandations des réunions de coordination	50%	60%	65%	70%	(Nombre de recommandations des réunions de coordination mises en œuvre / Nombre de recommandations adoptées par les réunions de coordination) X 100 Source : Rapport d'activités DGTA
OS 2 : Développer les infrastructures et les dispositifs de sécurité et de sûreté aéroportuaires	Nombre d'aéroports ouverts à la circulation aérienne publique	7	9	9	9	Dénombrement Source : Rapport d'activités SODEXAM
	Taux de réalisation de la construction de l'aéroport de Kong	69,03%	97%	99%	100%	∑ (Taux de réalisation des lots X Pondération des lots) / ∑Pondération des lots NB : Il s'agit de la Moyenne pondérée des taux de réalisation des lots (sections) de la construction de l'aéroport de Kong Sources : Rapports d'activités SODEXAM / DPSPP
	Taux de satisfaction des usagers du transport aérien	-	50%	51%	53 %	(Nombre d'usagers interrogés satisfaits / Nombre total d'usagers interrogés) X 100 NB : Enquête de satisfaction Source : Rapport d'activités SODEXAM
	Taux de mise en œuvre du plan d'actions pour la classification de la Côte d'Ivoire en catégorie 1 de la FAA	58,33%	80%	95%	100%	Taux de mise en œuvre du PAC (%) = (Nombre d'actions réalisées / Nombre total d'actions prévues) × 100 Sources : Rapport d'activités ANAC, plan d'actions

Programme 2 : Transport aérien						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 3 : Développer les vols domestiques et internationaux de Air Côte d'Ivoire	Taux annuel de croissance des passagers transportés par Air CÔTE d'IVOIRE	+5,58%	+10%	+15,6%	+5,2%	(Nombre de passagers N –Nombre de passagers (N-1) / Nombre de passagers (N-1)) X 100 Source : Rapport d'activités AIR CÔTE d'IVOIRE
	Taux annuel de croissance des passagers de vols domestiques	+1%	+5%	+0,4%	+0,8%	(Nombre de passagers de vols domestiques N – Nombre de passagers domestiques (N-1) / Nombre de passagers de vols domestiques (N-1)) X 100 Sources : Rapport d'activités SODEXAM/AIR CÔTE d'IVOIRE
	Taux annuel de croissance des vols effectués par Air CÔTE d'IVOIRE	+2,78 %	+5%	+10%	+1,5%	(Nombre de vols N – Nombre de vols (N-1) / Nombre de vols (N-1)) X 100 Source : Rapport d'activités AIR CÔTE d'IVOIRE

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : TRANSPORT AERIEN	**41 918 600 000**	**71 901 535 179**	**109 882 117 619**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	254 100 000	257 730 988	257 730 988
Transferts	7 871 500 000	7 883 996 644	7 886 073 918
Investissements	33 793 000 000	63 759 807 547	101 738 312 713
Trésor	*32 793 000 000*	*42 628 807 547*	*49 738 312 713*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*1 000 000 000*	*21 131 000 000*	*52 000 000 000*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22113 Transport aérien	**41 918 600 000**	**71 901 535 179**	**109 882 117 619**
2211301 Coordination et suivi des activités du transport aérien	**216 600 000**	**231 170 068**	**233 247 342**
2 Biens et services	**145 100 000**	**147 173 424**	**147 173 424**
90045400010 Coordonner et faire appliquer les orientations stratégiques du transport aérien	90 200 000	91 488 927	91 488 927
90045400011 Elaborer et suivre la stratégie de développement du transport aérien	17 300 000	17 547 209	17 547 209
90045400012 Veiller au développement et à la modernisation des infrastructures et services des plateformes aéroportuaires	17 300 000	17 547 209	17 547 209
90045400013 Veiller à la mise en œuvre de la réglementation et au suivi des conventions de concession du secteur aérien	20 300 000	20 590 079	20 590 079
3 Transferts	**71 500 000**	**83 996 644**	**86 073 918**
78045400046 Rendre opérationnel le dispositif de recherche et sauvetage <<Search and Rescue>> (SAR)	71 500 000	83 996 644	86 073 918

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22113 Transport aérien	**41 918 600 000**	**71 901 535 179**	**109 882 117 619**
2211302 Réhabilitation et développement des infrastructures aéroportuaires	**28 900 000 000**	**67 759 807 547**	**105 738 312 713**
3 Transferts	**4 000 000 000**	**4 000 000 000**	**4 000 000 000**
78045400042 Suivre la réalisation des activités aéroportuaire et météorologique	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
4 Investissements	**24 900 000 000**	**63 759 807 547**	**101 738 312 713**
Trésor	***23 900 000 000***	***42 628 807 547***	***49 738 312 713***
78045400065 Réhabilitation et extension de l'aéroport international Felix Houphouët-Boigny	5 000 000 000	5 000 000 000	7 666 570 765
78045400050 Concevoir un système de vigilance, d'alerte, de service climatique et météorologique aux usagers	400 000 000	4 628 807 547	0
78045400047 Réhabiliter les aéroports de l'intérieur (Bouaké Daloa, Man, Odienné et Yamoussoukro (projet)	3 500 000 000	3 000 000 000	2 071 741 948
78045300009 Construire et faire l'extension des aéroports de Korhogo, Kong, San-Pédro et Séguéla (projet)	15 000 000 000	30 000 000 000	40 000 000 000
Financement extérieur	***1 000 000 000***	***21 131 000 000***	***52 000 000 000***
78045400065 Réhabilitation et extension de l'aéroport international Felix Houphouët-Boigny	0	20 000 000 000	50 000 000 000
78045400050 Concevoir un système de vigilance, d'alerte, de service climatique et météorologique aux usagers	1 000 000 000	1 131 000 000	2 000 000 000
2211303 Renforcement de la sécurité et de la sûreté	**109 000 000**	**110 557 564**	**110 557 564**
2 Biens et services	**109 000 000**	**110 557 564**	**110 557 564**
78045400044 Réaliser les enquêtes techniques sur les accidents et incidents graves d'aviation	65 000 000	65 928 824	65 928 824
78045400049 Analyser et instruire des incidents aériens -prévention des risques aériens	44 000 000	44 628 740	44 628 740
2211304 Développement de la compagnie aérienne nationale et des vols intérieurs	**12 693 000 000**	**3 800 000 000**	**3 800 000 000**
3 Transferts	**3 800 000 000**	**3 800 000 000**	**3 800 000 000**
78045400059 Renforcer la flotte Air Côte d'Ivoire	3 800 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
4 Investissements	**8 893 000 000**	**0**	**0**
Trésor	***8 893 000 000***	***0***	***0***
90045400014 Augmentation du capital de AIR Côte d'Ivoire	8 893 000 000	0	0

II.2.3 Programme 3 : Transport terrestre

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Transport terrestre	Action 3.1: Coordination et suivi des activités du transport terrestre
	Action 3.2: Réhabilitation et développement des infrastructures du transport terrestre
	Action 3.3: Renforcement de la sécurité routière et ferroviaire
	Action 3.4: Accroissement et renouvellement de la flotte de transport terrestre et fluidité des transports

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Transport terrestre						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la coordination des activités du Transport Terrestre	Taux de mise en œuvre des recommandations issues des réunions de coordination des activités du programme transport terrestre et relevant du ministère des transports	100%	100%	100%	100%	Nombre de recommandations mises en œuvre / Nombre de recommandations issues des réunions de coordination) X 100 Source : Rapport d'activités DGTTC
	Taux annuel de réalisation du projet d'ouverture des centres de gestion intégrée (CGI) sur l'ensemble du territoire national	97,62%	100%	-	-	(Nombre de bureaux CGI ouverts / Nombre total de bureaux CGI à ouvrir) X 100 Sources : Rapports d'activités DCRE / DGTTC
OS 2 : Développer les infrastructures de transports terrestres	Taux de réalisation de la construction des infrastructures du projet de train urbain (ligne 1 du métro d'Abidjan)	17,30 %	83,20%	96,90%	99,50%	Coef EPC X Avancement EPC + Coef EM X Avancement EM Sources : Rapports d'activités UGP L1MA / DGTTC
	Taux de réalisation du projet de construction du port sec de Ferkessédougou	17,82%	50%	80%	100%	(Activités Réalisées / Activités Prévues) X 100 Source : Rapport d'activités UGP-PSF
OS 3 : Améliorer la sécurité routière et ferroviaire	Nombre de campagnes de sensibilisation à la sécurité routière réalisées	47	50	55	60	Dénombrement Source : Rapport d'activités OSER
	Taux annuel de traitement des incidents ferroviaires	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'incidents ferroviaires traités / Nombre d'incidents ferroviaires recensés) X 100 Source : Rapport d'activités SIPF
	Nombre de campagnes de sensibilisation à la sécurité ferroviaires réalisées	1	2	4	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités SIPF
OS 4 : Faciliter la mobilité terrestre des personnes et des biens	Nombre de barrages routiers au 100 km	3	3	3	3	Dénombrement NB : Pas plus de 3 barrages au 100 km Source : Rapport d'activités OFT
	Taux de barrages illégaux démantelés	-	100%	100%	100%	Nombre de barrages illégaux démantelés / Nombre total de barrages illégaux dénombrés) X 100 Source : Rapport d'activités OFT

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : TRANSPORT TERRESTRE	**250 777 054 478**	**248 818 101 002**	**270 172 572 741**
Dépenses de personnel	1 967 935 762	2 001 071 436	2 034 207 110
Dépenses en biens et services	4 248 122 673	4 265 083 871	4 265 083 871
Transferts	6 211 008 043	6 354 455 213	6 358 098 684
Investissements	238 349 988 000	236 197 490 482	257 515 183 076
Trésor	*168 129 288 000*	*157 875 626 000*	*160 635 313 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*70 220 700 000*	*78 321 864 482*	*96 879 870 076*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22114 Transport terrestre	**250 777 054 478**	**248 818 101 002**	**270 172 572 741**
2211401 Coordination et suivi des activités du transport terrestre	**186 960 800**	**189 632 396**	**189 632 396**
2 Biens et services	**186 960 800**	**189 632 396**	**189 632 396**
78045100112 Gérer les permis de conduire	10 000 000	10 142 896	10 142 896
78045100140 Suivre et évaluer les activités des Auto-écoles	5 000 000	5 071 449	5 071 449
78045100146 Suivre et Contrôler la règlementation en matière de transport routier et ferroviaire	8 000 000	8 114 317	8 114 317
78045100147 Suivre la mise en œuvre des procédures de dédouanement et d'immatriculation des véhicules et engins	10 000 000	10 142 897	10 142 897
78045100155 Suivre et coordonner les activités des structures et opérateurs du secteur des transports terrestres	99 000 000	100 414 663	100 414 663
78049000645 Suivre et évaluer les activités des entreprises des Transports Terrestres	10 000 000	10 142 898	10 142 898
78049000731 Suivre et évaluer les services de Transports Terrestres	10 000 000	10 142 897	10 142 897
90045190132 Gérer les moyens généraux	17 500 000	17 750 070	17 750 070
90045190137 Suivre et Coordonner le Développement Technologique des activités du Transport Terrestre	17 460 800	17 710 309	17 710 309
2211402 Réhabilitation et développement des infrastructures du transport terrestre	**164 419 143 700**	**150 121 149 816**	**160 123 155 931**
1 Personnel	**119 143 700**	**121 149 816**	**123 155 931**
78045100115 Transférer des crédits au FDTR	119 143 700	121 149 816	123 155 931
4 Investissements	**164 300 000 000**	**150 000 000 000**	**160 000 000 000**
Trésor	***164 300 000 000***	***150 000 000 000***	***150 000 000 000***
78045300017 Projet de Construction des Infrastructures du Train Urbain d'Abidjan/Plan d'Action de Réinstallation-Ligne 1 du Métro d'Abidjan (PAR-L1MA)	40 000 000 000	0	0
78045300016 Construction des infrastructures Train Urbain d'Abidjan/Travaux	106 300 000 000	146 000 000 000	146 000 000 000
78045300010 Construction Infrastructures Train Urbain d'Abidjan	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
78011300306 Construire le port sec de Ferké	14 000 000 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22114 Transport terrestre	**250 777 054 478**	**248 818 101 002**	**270 172 572 741**
Financement extérieur	***0***	***0***	***10 000 000 000***
78045300018 Provision pour investissement / Transport Terrestre	0	0	10 000 000 000
2211403 Renforcement de la sécurité routière et ferroviaire	**5 199 103 198**	**5 235 789 465**	**5 253 433 575**
1 Personnel	**306 313 282**	**311 470 918**	**316 628 555**
78045100116 Transférer des crédits a l'OSER	306 313 282	311 470 918	316 628 555
2 Biens et services	**4 061 161 873**	**4 075 451 475**	**4 075 451 475**
90045100001 mettre en œuvre la stratégie de sécurité routière sur le plan national	4 061 161 873	4 075 451 475	4 075 451 475
3 Transferts	**831 628 043**	**848 867 072**	**861 353 545**
78045100130 Renforcer la lutte contre les accidents de la circulation routière dans le district d'Abidjan et à l'intérieur du Pays	771 628 043	782 685 188	793 742 333
78045100150 Acquérir des panneaux routiers	10 000 000	10 143 296	10 286 593
78045300011 Mettre en œuvre la politique de sécurité ferroviaire	50 000 000	56 038 588	57 324 619
2211404 Accroissement et renouvellement de la flotte de transport terrestre et fluidité des transports	**80 971 846 780**	**93 271 529 325**	**104 606 350 839**
1 Personnel	**1 542 478 780**	**1 568 450 702**	**1 594 422 624**
78045100138 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à ARTI	682 800 000	694 296 838	705 793 676
78049000651 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel à AMUGA	859 678 780	874 153 864	888 628 948
3 Transferts	**5 379 380 000**	**5 505 588 141**	**5 496 745 139**
78045100102 Garantir les emprunts des acteurs des transports publics	200 000 000	202 865 926	205 731 852
78045100117 Concevoir et mettre en œuvre les activités pour améliorer la fluidité routière	1 000 000 000	1 120 771 766	1 146 492 389
78045100132 Rendre Opérationnelle l'ARTI	2 000 000 000	2 000 000 000	1 960 000 000
78045100136 Renouveler le parc auto	179 380 000	181 950 449	184 520 898
78049000609 Rendre opérationnelle l'AMUGA (Autorité de la Mobilité Urbaine de Grand Abidjan)	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
4 Investissements	**74 049 988 000**	**86 197 490 482**	**97 515 183 076**
Trésor	***3 829 288 000***	***7 875 626 000***	***10 635 313 000***
90045190138 Mettre en œuvre le projet de mobilité électrique	85 313 000	70 626 000	0
78045300012 Mettre en œuvre le projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan (Projet BRT)	583 575 000	0	0
78045100162 Mettre en œuvre le Projet Abidjan Inter-Modalité	200 000 000	5 000 000 000	8 935 313 000
78045100149 Construction du poste de contrôle de Nigouni	200 000 000	1 196 000 000	1 000 000 000
78045100131 Construction du poste de contrôle de Laléraba	796 400 000	0	0
78045100122 Construction du poste de contrôle de Prolo	1 714 000 000	0	0
78045100106 Construction du poste de contrôle de Gbapleu	250 000 000	1 609 000 000	700 000 000
Financement extérieur	***70 220 700 000***	***78 321 864 482***	***86 879 870 076***
78045300012 Mettre en œuvre le projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan (Projet BRT)	60 000 000 000	52 021 864 482	45 522 280 913
78045100162 Mettre en œuvre le Projet Abidjan Inter-Modalité	8 500 000 000	25 000 000 000	40 657 589 163
78045100122 Construction du poste de contrôle de Prolo	1 020 700 000	900 000 000	0
78045100106 Construction du poste de contrôle de Gbapleu	700 000 000	400 000 000	700 000 000

II.2.4 Programme 4 : Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 4 : Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan	Action 4.1: Coordination des activités liées à la mobilité dans le Grand Abidjan

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer l'offre de service des Transports urbains dans le périmètre du Grand Abidjan	Taux de mise en œuvre des actions de régulation	-	85%	90%	95%	(Nombre d'actions de régulation réalisées / Nombre d'actions de régulation prévues) X 100 Source : Rapport d'activités AMUGA
	Taux de réalisation des infrastructures de transport public urbain planifiées	-	70%	90%	100%	(Nombre d'infrastructures réalisées / Nombre d'infrastructures prévues) X 100 Source : Rapport d'activités AMUGA

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : MOBILITE URBAINE DANS LE GRAND ABIDJAN	**2 295 000 000**	**2 450 000 000**	**2 645 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	2 295 000 000	2 450 000 000	2 645 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23226 Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan	**2 295 000 000**	**2 450 000 000**	**2 645 000 000**
2322601 Coordination des activités liées à la mobilité dans le Grand Abidjan	**2 295 000 000**	**2 450 000 000**	**2 645 000 000**
3 Transferts	**2 295 000 000**	**2 450 000 000**	**2 645 000 000**
90045190140 Améliorer les conditions de circulation dans le Grand Abidjan	450 000 000	450 000 000	500 000 000
90045190141 Professionnaliser le transport artisanal dans le Grand Abidjan	400 000 000	450 000 000	500 000 000
90045190142 Renforcer l'effectif du personnel de l'AMUGA	350 000 000	450 000 000	500 000 000
90045190143 Améliorer la circulation urbaine dans le Grand Abidjan	400 000 000	400 000 000	400 000 000
90045190144 Réaliser les infrastructures de transport public (têtes de stationnement, encoches, pôle d'échanges multimodaux, ...)	695 000 000	700 000 000	745 000 000

II.2.5 Programme 5 : Régulation du Transport Intérieur

II.2.5.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 5 : Régulation du Transport Intérieur	Action 5.1: Renforcement de la gouvernance et l'efficacité institutionnelle de l'ARTI
	Action 5.2: Suivi de l'application de la Loi d'Orientation du Transport Intérieur (LOTI)

II.2.5.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Régulation du Transport Intérieur						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2024	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2026	2027	2028	
OS 1: Améliorer les performances opérationnelles de l'ARTI	Taux de couverture nationale de l'ARTI	-	15%	21%	30%	(Nombre de représentation régionale de l'ARTI existantes / Nombre de représentation régionale de l'ARTI prévue) X 100 Source : Rapport d'activités ARTI
	Taux de soumission des textes programmés dans le cadre de la réglementation et la régulation du transport intérieur	-	16%	45%	60%	(Nombre de projet de textes soumis / Nombre de textes programmés) X 100 Source : Rapport d'activités ARTI
	Taux de collecte des données de transport par structure de transport	-	30%	54%	48%	(Nombre de données collectées ou interconnexions établies / Nombre total de données à collecter ou interconnexions programmées) X 100 Source : Rapport d'activités ARTI

Programme 5 : Régulation du Transport Intérieur						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Veiller à l'application de la Loi d'Orientation du Transport Intérieur (LOTI)	Proportion de saisines et d'auto-saisines traitées	-	70%	75%	75%	(Nombre de saisines traitées / Nombre total de saisines reçues) X 100 Source : Rapport d'activités ARTI
	Proportion d'audits réalisés	-	20%	27%	30%	(Nombre d'audits réalisés / Nombre total d'audits programmés) X 100 Source : Rapport d'activités ARTI
	Proportion des textes réglementaires du secteur des transports vulgarisés	-	40%	50%	70%	(Nombre de textes expliqués et publiés / Nombre de textes recensés) X 100 Source : Rapport d'activités ARTI
	Proportion des opérations de sensibilisation sur l'application des textes relatifs au secteur du transport	-	20%	30%	35%	(Nombre d'opérations de sensibilisation réalisées / Nombre d'opérations de sensibilisation programmés) X 100 Prévisions : 2026 : 20 ; 2027 : 20 ; 2028 : 20 Source : Rapport d'activités ARTI
	Taux de réalisation des enquêtes de satisfaction par secteur pour la prise en compte efficiente des intérêts des usagers	-	50%	70%	72%	(Nombre d'enquêtes réalisées / Nombre d'enquêtes programmées) X 100 Prévisions : 2026 : 4 ; 2027 : 4 ; 2028 : 5 Source : Rapport d'activités ARTI

II.2.5.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 5 : REGULATION DU TRANSPORT INTERIEUR	**2 295 000 000**	**2 450 000 000**	**2 645 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	2 295 000 000	2 450 000 000	2 645 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23227 Régulation du Transport Intérieur	**2 295 000 000**	**2 450 000 000**	**2 645 000 000**
2322701 Renforcement de la gouvernance et l'efficacité institutionnelle de l'ARTI	**1 865 000 000**	**1 975 000 000**	**2 135 000 000**
3 Transferts	1 865 000 000	1 975 000 000	2 135 000 000
90045190145 Déployer l'ARTI sur toute l'étendue du Territoire national (opérationnalisation des bureaux régionaux)	1 500 000 000	1 600 000 000	1 700 000 000
90045190146 Identifier et analyser les technologies émergentes dans le secteur des transports, en révisant et proposant des textes réglementaires adaptés aux évolutions su secteur	25 000 000	25 000 000	35 000 000
90045190147 Mettre en place les Systèmes d'information de l'ARTI et collecter des données de transport par structure de transport	340 000 000	350 000 000	400 000 000
2322702 Suivi de l'application de la Loi d'Orientation du Transport Intérieur (LOTI)	**430 000 000**	**475 000 000**	**510 000 000**
3 Transferts	430 000 000	475 000 000	510 000 000
90045190148 Mettre en œuvre la catégorisation, le traitement des saisines et leur diffusion	50 000 000	50 000 000	50 000 000
90045190149 Auditer les conventions de concession entre l'Etat et les entreprises concessionnaires	35 000 000	45 000 000	50 000 000
90045190150 Recenser, identifier, analyser et expliquer les textes réglementaires du secteur des transports dans un langage simplifié aux acteurs du transport (usagers, syndicats, opérateurs, administrations)	100 000 000	110 000 000	125 000 000
90045190151 Participer aux opérations de sensibilisation réalisées sur l'application des textes relatifs au secteur du transport intérieur	125 000 000	140 000 000	150 000 000
90045190152 Réaliser une enquête de satisfaction des usagers du transport intérieur	120 000 000	130 000 000	135 000 000

SECTION 343 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

SECTION 343 : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Administration Générale :

- la vétusté des bâtiments administratifs ;
- l'insuffisance des locaux ;
- l'insuffisance du matériel roulant, du mobilier de bureau et du matériel informatique ;
- l'insuffisance de personnel technique ;
- l'insuffisance des textes règlementaires ;
- la faible vulgarisation du code de l'environnement et des textes subséquents ;
- l'application partielle des textes législatifs et règlementaires en matière d'Environnement, de Développement Durable et de Transition Ecologique ;
- l'absence de manuel de procédures dans les différents services ;
- l'insuffisance de financement du secteur ;
- le faible reporting des données environnementales ;
- le manque de financement pour la formulation des projets ;
- la démotivation du personnel ;
- le manque de plan de formation continue du personnel.

Au niveau de l'Environnement et du Développement Durable

- la perte de la biodiversité liée à la forte pression anthropique (déforestation, braconnage, infiltration dans les parcs et réserves) ;
- la pollution des écosystèmes aquatiques et terrestres ;
- la problématique de la gestion des déchets industriels et des produits chimiques ;
- l'impact du changement climatique ;
- la disparition accélérée des écosystèmes côtiers ;
- le faible engagement des populations, des collectivités, des acteurs sociaux et des entreprises dans une démarche de développement durable ;
- l'insuffisance de la gestion des risques environnementaux ;
- la biopiraterie (prélèvement frauduleux du matériel biologique par les firmes internationales en vue d'une exploitation à leur profit).

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de l'Administration Générale

- la promotion de l'intégration des concepts de développement durable et de changement climatique dans les documents de planification des collectivités territoriales ;

- la poursuite du renforcement du cadre juridique et institutionnel ;
- la réhabilitation, la construction et l'équipement des directions centrales et régionales du ministère ;
- l'élaboration du projet du plan de formation du MINEDDTE ;
- l'organisation de campagnes de vulgarisation du Code de l'Environnement et des textes subséquents ;
- la mise en œuvre du Référentiel des Emplois et des Compétences (REC) du ministère ;
- la mise en application effective des textes législatifs et règlementaires en matière d'Environnement, de Développement Durable et de Transition Ecologique ;
- l'élaboration du manuel de procédures du ministère ;
- la prise de mesures incitatives en faveur des agents du MINEDDTE ;
- la mise en place d'une direction spécialement chargée de la mobilisation des ressources pour le financement du secteur ;
- le lobbying auprès des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) pour la mobilisation des financements verts et la poursuite du processus auprès des PTF ;
- l'existence d'un cadre et d'un projet pour l'amélioration du reporting ;
- l'élaboration de l'annuaire statistique de l'environnement.

Au niveau de l'Environnement et du Développement Durable

- l'accréditation en cours de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) au Fonds d'Adaptation Climatique (FAC) ;
- l'élaboration en cours des textes d'application de la Loi portant Code de l'environnement ;
- la validation en cours des plans d'aménagement et de gestion des nouvelles réserves naturelles de Cavally et Bossematié ;
- l'opérationnalisation de l'Aire Marine Protégée (AMP) de Grand Béréby ;
- la sensibilisation, l'information et l'éducation à l'environnement, au développement durable et à la transition écologique ;
- la poursuite des actions de conservation des aires protégées ;
- la réhabilitation des infrastructures de gestion du secteur de l'environnement ;
- la réalisation de bilans de pollution industrielle dans les entreprises ;
- le contrôle des navires, des installations classées avec un traitement et une décharge de résidus liquides ;
- le développement de projets de renforcement des capacités des acteurs dans le cadre de la stratégie bas-carbone, de réduction des émissions de gaz à effets de serre, de gestion du littoral et de gestion durable de la biodiversité ;
- la mise en place du cadre institutionnel et règlementaire sur le marché carbone ;
- l'opérationnalisation de la Commission Nationale de Lutte contre les Changements Climatiques (CNLCC) ;
- l'élaboration des Contributions Déterminées au niveau National (CDN)0 ;
- le renforcement du cadre réglementaire sur la gestion des déchets industriels et des produits chimiques ;
- le renforcement du cadre de gestion des risques environnementaux ;
- la réalisation des Evaluations Environnementales Stratégiques (EES), des Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES), des Audits Environnementaux (AE) et du suivi environnemental ;
- la révision de la politique nationale de l'environnement et du développement durable ;
- l'actualisation de la stratégie nationale de la biodiversité ;
- le renforcement des capacités des acteurs en charge du contrôle des mouvements des déchets ;
- la mise en œuvre des dispositions des conventions relatives aux déchets et aux produits chimiques ;

- l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales (la promotion de l'économie bleue, la promotion et la gestion des réserves naturelles volontaires, la promotion de l'économie circulaire, la transition écologique et les pertes et dommages).

I.1.3. Défis et priorités

- la mobilisation de financements auprès des PTF ;
- la création et l'opérationnalisation de la police de l'environnement ;
- l'amélioration du cadre de vie et de travail des agents ;
- la vulgarisation du Code de l'environnement ;
- le renforcement de la gouvernance du secteur de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique ;
- le renforcement de la lutte contre les effets des changements climatiques ;
- le développement d'une conscience citoyenne en matière de préservation de l'environnement et de promotion du développement durable;
- l'amélioration de la gestion durable des ressources naturelles y compris la biodiversité ;
- l'amélioration de la résilience des populations ;
- l'implication des acteurs du développement durable (secteur public, secteur privé, organisation de la société civile, collectivité locale, jeunesse et femmes) ;
- la valorisation de l'écotourisme dans des aires protégées.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration du cadre de coordination et de fonctionnement des structures ;
- l'amélioration du système de planification, et du suivi-évaluation ;
- la maitrise des impacts liés aux activités anthropiques sur les matrices environnementales ;
- la valorisation du réseau des aires protégées ;
- le renforcement de la lutte contre les effets du changement climatique, de l'érosion côtière et la contribution à l'amélioration de la résilience des populations ;
- la mobilisation des ressources ;
- l'amélioration du mécanisme de communication ;
- l'implication effective des acteurs du développement durable (secteur public, secteur privé, organisation de la société civile, collectivité locale, jeunesse et femmes).

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique est renforcée ;
- la gestion des ressources naturelles y compris la biodiversité est améliorée ;
- les modes de production et de consommation durables sont adoptés ;
- la lutte contre les effets du changement climatique est renforcée et la résilience des populations est améliorée.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du gouvernement en son article 21, le Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Environnement, de Développement Durable et de la Transition Ecologique.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de l'Environnement

- planification et contrôle de la politique en matière d'Environnement : évaluation, études et plans ;
- mise en œuvre du Code de l'Environnement et de la législation en matière de Protection de l'environnement, en liaison avec le Ministre chargé des Eaux et Forêts ;
- gestion et suivi des projets financés par le Fonds pour l'Environnement Mondial, en abrégé FEM, et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, en abrégé PNUE ;
- mise en valeur des services environnementaux du réseau des parcs nationaux et réserves naturelles, en liaison avec les Ministres chargés du Tourisme et des Eaux et Forêts ;
- protection et mise en valeur des écosystèmes aquatiques, fluviaux, lagunaires, littoraux et des zones humides ;
- gestion des parcs nationaux et réserves naturelles, en liaison avec le Ministre chargé des Eaux et Forêts ;
- contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- coordination de la gestion des risques naturels majeurs ;
- information, éducation et sensibilisation dans le domaine de l'environnement, en liaison avec les Ministres chargés de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Communication ;
- renforcement des moyens de suivi du contrôle des déchets industriels ;
- participation au contrôle du fonctionnement des réseaux d'assainissement et de drainage, en liaison avec le Ministre chargé de l'Assainissement ;
- participation à l'élaboration des politiques d'assainissement et de drainage, en liaison avec le Ministre chargé de l'Assainissement ;
- supervision et suivi de la gestion des déchets industriels, agricoles, toxiques ou dangereux.

Au titre du Développement Durable et de la Transition Ecologique

- élaboration et mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de Développement Durable ;
- préparation et mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de développement et de promotion des technologies vertes participant à l'amélioration de la qualité de l'environnement par la réduction des rejets toxiques dans l'eau, l'air et le sol ainsi qu'à la diminution de la consommation énergétique ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique ;
- promotion d'une gestion durable des ressources rares ;
- participation aux négociations internationales sur le climat ;
- contrôle de l'intégration des objectifs de développement durable dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble des politiques conduites par le Gouvernement ainsi que de leur évaluation environnementale ;
- contribution au développement de la politique destinée à associer les citoyens à la détermination des choix concernant les projets ayant une incidence importante sur l'environnement;
- participation à la mobilisation des financements verts ;
- contribution au développement de l'éducation, de la formation et de l'information des citoyens en matière d'Environnement ;
- élaboration, animation et coordination de la politique de protection de la biodiversité.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Environnement et Développement Durable

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1: Administration Générale	- Cabinet, Inspection Générale de l'Environnement et au Développement Durable (IGEDD), - Direction des Affaires Financières (DAF), - Direction des Etudes, de la Planification et des Statistiques (DEPS), - Direction du Contrôle et de la Sécurité Environnementale (DCSE), - Direction de l'Informatique et de la Documentation (DID), - Direction des Ressources Humaines (DRH), - Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC), - Direction de la Coopération Internationale et de la Mobilisation des Financements (DCIMF), - Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP), - Coordination Générale des Programmes et Projets (CGPP), - Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP), - Service de Gestion du Patrimoine (SGP), - Commission Nationale de Lutte contre les Changements Climatiques (CNLCC), - Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable (33 DR).		- Système de remontée des incidents environnementaux ; - Projet d'appui à la gestion des éco entreprises par la taxonomie verte ; - Projet de réhabilitation de construction et d'équipement des Directions Régionales	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Environnement et Développement Durable	- Direction Générale de l'Environnement (DGE), - Direction de la Protection de la Nature (DPN), - Direction de la Qualité de l'Environnement et de la Prévention des Risques (DQEPR), - Direction des Déchets Industriels et des Substances Chimiques (DDISC), - Direction de l'Economie Bleue et de l'Environnement Côtier (DEBEC) - Direction Générale du Développement Durable et de la Transition Ecologique (DGDDTE), - Direction de la Lutte contre les Changements Climatiques et de la Transition Ecologique (DLCCTE), - Direction des Politiques et Stratégies du Développement Durable (DPSDD), - Direction de la Promotion et de l'Education au Développement Durable (DEPDD), - Direction de l'Economie Vertes et de la Responsabilité Sociétale des Organisations (DEVRSO), - Commission Nationale du Développement Durable (CNDD), - Bureau du Marché Carbone (BMC).	- Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) - Centre Ivoirien Anti-pollution (CIAPOL) - Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR)	- Programme de réduction des émissions (PRE); - Projet « Transition Bas carbone Côte d'Ivoire » (TBC – Côte d'Ivoire); - Projet de conservation du Parc National de la Comoé phase 2; - Projet de conservation biodiversité / complexe Parc National de Taï- forêt de Grêbo-Sapo ; - Projet de conservation, de restauration des paysages forestiers et de la biodiversité-SSATMARC-FOLAB ; - Promotion de l'Agriculture Zéro Déforestation dans les Systèmes de Production du Cacao pour Réduire les Emissions en CI (PROMIRE); - Projet d'investissement pour la résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA-RESEP) ; - Projet de renforcement de capacité des acteurs éducatifs au développement durable et aux gestes écocitoyens ; - Projet GOLD+ (opportunités globales pour le développement à long terme du secteur de l'extraction minière artisanale et à petite échelle de l'or en Côte d'Ivoire) ; - Projet de Résilience de Protection Côtière (RESIPROC) - Promotion de la Micro-Méthanisation pour la récupération et l'utilisation du Méthane dans le Secteur des Déchets, - Projet de mise en œuvre du premier rapport biennal sur la transparence de la Côte d'Ivoire BTR1, - Projet de Renforcement de la Capacité d'Adaptation et de la Résilience de Communautés Rurales au Changement Climatique dans le Bassin du Bandama en CI (PACCB-CI), - Projet de Surveillance des Milieux Récepteurs Eaux, Air et Sol (CIAPOL) ; - Projet d'appui à l'Intégration du Développement Durable dans les Curricula de Formation ; - Projet de soutien aux mesures précoces du cadre mondial pour la biodiversité SPANB.	- Projet Ozone

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1: Renforcer la gouvernance en matière d'environnement et de développement durable	**RS 1.1**: La gouvernance du secteur de l'environnement et du développement durable et de la transition écologique est renforcée	**IP 1.1.1**: Nombre de réformes adoptées	Dénombrement Sources : Rapports d'activités CABINET / DAJC / CSP / DEPS
OG 2: Préserver l'environnement et promouvoir le développement durable dans tout le corps social	**RS 2.1**: La gestion des ressources naturelles y compris la biodiversité est améliorée	**IP 2.1.1**: Taux de traitements des plaintes environnementales	(Nombre de plaintes pour motif environnemental traitées / Nombre de plaintes pour motif environnemental reçues) x100 Source : Rapport d'activités CIAPOL
		IP 2.1.2: Superficies de nouvelles aires protégées créées	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DPN / OIPR
		IP 2.1.3: Part des Parcs Nationaux et Réserves (PNR) dans la superficie nationale	Superficie des PNR / Superficie Nationale Sources : Rapports d'activités OIPR / DPN
	RS 2.2: Les modes de production et de consommation durables sont adoptées	**IP 2.2.1**: Nombre d'organisations sensibilisées autour de la démarche RSO	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGDDTE / DSPDD / DEPD / DEVRSO
		IP 2.2.2 : Nombre d'acteurs formés aux technologies vertes	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGDDTE / DSPD / DEPD / DEVRSO
	RS 2.3: La lutte contre les effets du changement climatique est renforcée et la résilience des populations est améliorée	**IP 2.3.1**: Température moyenne annuelle	Somme de température journalière / 365 jours (en degré Celsius) Source : Rapport d'activités SODEXAM
		IP 2.3.2: Taux d'émissions de CO2 par habitant	En tonnes équivalent CO2 / Habitant Sources : Rapports d'activités PNCC / DLCCTE / Base de données World Bank Indicator
		IP 2.3.3: Emissions de CO2	En tonnes équivalent CO2 Sources : Rapports d'activités PNCC / DLCCTE / Base de données World Bank Indicator

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**36 680 067 253**	**28 490 122 587**	**28 450 181 501**
1.1 Ressources Intérieures	**18 443 705 022**	**18 553 354 238**	**18 914 730 097**
1.1.1 Budget Etat	18 443 705 022	18 553 354 238	18 914 730 097
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1.2 Ressources Extérieures	**18 236 362 231**	**9 936 768 349**	**9 535 451 404**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	18 236 362 231	9 936 768 349	9 535 451 404
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**36 680 067 253**	**28 490 122 587**	**28 450 181 501**
2.1 Personnel	**7 352 857 138**	**7 567 474 097**	**7 782 091 054**
2.1.1 Solde y compris EPN	7 352 857 138	7 567 474 097	7 782 091 054
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**6 052 932 644**	**6 159 635 321**	**6 296 171 648**
2.3 Transferts	**1 242 487 279**	**1 252 709 856**	**1 262 932 431**
2.4 Investissements	**22 031 790 192**	**13 510 303 313**	**13 108 986 368**
Trésor	*3 795 427 961*	*3 573 534 964*	*3 573 534 964*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*18 236 362 231*	*9 936 768 349*	*9 535 451 404*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation des activités du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.3: Gestion des systèmes d'information, de la communication et de la documentation
	Action 1.4: Planification, programmation, suivi évaluation et statistiques

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer le cadre de coordination et de fonctionnement des structures	Taux moyen de réalisation des activités du ministère	80%	82%	84%	86%	(Nombre d'activités réalisées en année N / Nombre total d'activités prévues par la loi des finances en année N) x 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
	Nombre de textes législatifs et règlementaires (lois et décrets) soumis au SGG	21	25	28	30	Dénombrement Sources : Rapports d'activités Cabinet / DAJC
OS 2 : Assurer une gestion efficiente de ressources humaines, techniques, matérielles et financières	Délai moyen de traitement des actes administratifs du personnel	7 jours	6 jours	5 jours	4 jours	Somme des délais de traitement des actes / Nombre total d'actes Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'atteinte des cibles des PAP	86,16%	87%	88%	89%	(Nombre de cibles des PAP atteintes / Nombre total de cibles des PAP) x 100 Sources : Rapport d'activités DAF
OS 3 : Améliorer le système de planification, de suivi - évaluation et de communication	Taux de projets suivis et évalués	100%	100%	100%	100%	(Nombre de projets suivis et évalués / Nombre total de projets programmés) x 100 Source : Rapport d'activités DEPS
	Taux de couverture médiatique des activités du ministère	95%	98%	100%	100%	(Nombre d'activités couvertes et diffusées / Nombre d'activités prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DIRCOM

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**7 918 536 211**	**8 628 655 931**	**8 926 206 755**
Dépenses de personnel	2 037 952 397	2 163 078 146	2 288 203 894
Dépenses en biens et services	5 515 134 644	5 611 610 521	5 743 682 861
Transferts	29 100 000	29 100 000	29 100 000
Investissements	336 349 170	824 867 264	865 220 000
Trésor	*336 349 170*	*824 867 264*	*865 220 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21079 Administration Générale	**7 918 536 211**	**8 628 655 931**	**8 926 206 755**
2107901 Coordination et animation des activités du ministère	**1 770 907 974**	**1 853 666 446**	**1 964 436 655**
2 Biens et services	**1 770 907 974**	**1 853 666 446**	**1 964 436 655**
11056000005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Bélier / Toumodi	8 050 000	9 179 753	9 363 642
11056000006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Bélier / Yamoussoukro	7 750 000	8 545 775	8 778 150
14056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du N'Zi / Dimbokro	8 600 000	9 919 050	10 216 624
15056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de l'Iffou / Daoukro	5 000 000	5 572 500	5 739 676
16056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Moronou/ Bongouanou	5 000 000	6 000 000	6 180 000
17056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Gbêkê / Bouaké	5 000 000	7 320 000	7 539 600
18056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Hambol / Katiola	5 000 000	6 246 000	6 444 000
22056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Bafing / Touba	5 000 000	6 000 000	6 180 000
23056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Kabadougou /Odienné	8 600 000	14 280 000	14 708 400
24056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Tchologo / Ferkessédougou	8 000 000	8 916 000	9 183 482
25056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Poro / Korhogo	11 600 000	12 928 200	13 316 048
26056000001 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de la Bagoué/Boundiali	11 600 000	12 928 200	13 316 048
27056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Folon / Minignan	7 700 000	8 581 650	8 839 103
28056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Bounkani /Bouna	8 900 000	10 651 875	10 944 434
31056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Haut-Sassandra / Daloa	8 600 000	10 320 000	10 629 600
32056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Gôh / Gagnoa	8 400 000	12 720 000	12 950 232
35056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de la Marahoué / Bouaflé	8 000 000	8 446 000	8 699 380
36056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Worodougou / Séguéla	5 000 000	6 909 900	7 034 967
37056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Béré / Mankono	8 600 000	9 584 700	9 758 181
41056000005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Tonkpi/ Man	5 000 000	5 126 000	5 255 780
42056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Cavally / Guiglo	8 000 000	8 858 000	9 123 740
43056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Guémon / Duékoué	7 700 000	7 931 000	8 168 930
51056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Lôh-Djiboua / Divo	8 000 000	8 255 450	8 508 114
55056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de San-Pédro	8 600 000	8 858 000	9 123 740
56056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de la Nawa/Soubré	8 600 000	8 858 000	9 123 740
57056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Gbôklè/Sassandra	8 600 000	8 858 000	9 123 740
61056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de l'Indénié Djuanblin/Abengourou	8 000 000	9 506 500	9 685 269
62056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Gontougo/ Bondoukou	8 000 000	9 600 000	10 096 321
76056000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de l'Agnéby-Tiassa /Agboville	6 000 000	6 572 500	6 673 362
77056000005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Sud-Comoé /Aboisso	8 000 000	9 600 000	9 773 760
77056000006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de la Mé / Adzopé	5 000 000	5 572 500	5 860 599
78056000172 Prendre en charges les frais de fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 045 800	4 254 968
78056000173 Prendre en charge les frais d'abonnement du ministère	158 011 442	168 286 262	179 290 999

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21079 Administration Générale	**7 918 536 211**	**8 628 655 931**	**8 926 206 755**
78056000174 Coordonner les activités du Ministère au Cabinet	56 253 369	57 940 970	59 679 199
78056000175 Gérer les courriers	13 000 000	13 300 000	13 609 000
78056000176 Procéder au contrôle administratif financier des services et Etablissements relevant du Ministère	2 700 000	2 781 000	2 864 430
78056000177 Contrôler l'application de la législation, de la réglementation et des instructions en matière d'environnement et de développement durable	4 300 000	4 429 000	4 561 870
78056000178 Contribuer à l'élaboration des projets de textes règlementaires en matière d'environnement et du développement durable	6 133 000	6 373 453	6 409 186
78056000180 Contribuer à la mise en œuvre des initiatives de lutte contre les changements climatiques	27 000 000	27 810 000	28 148 100
78056000181 Contribuer à une gestion écologiquement rationnelle des Déchets en Côte d'Ivoire en liaison avec les ministères et les structures concernés	5 860 459	10 300 000	10 609 000
78056000182 Gestion des dépenses centralisées du ministère/DAF	892 977 163	893 695 181	896 238 608
78056000183 Suivre la mise en œuvre du plan de formation	6 500 000	6 565 000	6 761 950
78056000210 Contribuer à une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles vivantes	5 950 000	6 643 500	6 842 805
78056000211 Coordonner les actions des Programmes, Projets et Conventions	7 000 000	14 420 000	14 852 600
78056000212 Suivre les processus de ratification et d'adhésion et de paiement des contributions dans le cadre des accords internationaux	3 200 000	3 296 000	3 394 880
78056000213 Réaliser la gestion intégrée des produits chimiques conformément aux réglementations internationales en vigueur en Côte d'Ivoire	5 689 541	5 860 227	6 036 034
78056000214 Prendre en charge les conférences et missions en Côte d'Ivoire en matière d'environnement et de Développement Durable	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78056000217 Participer aux activités de développement et de renforcement de la coopération internationale	4 800 000	4 944 000	5 092 320
78056000239 Faire le suivi de l'exécution des marchés publics et des conventions de délégations de services publics	1 500 000	1 545 000	1 591 350
78056000240 Gérer la commande publique du ministère	4 633 000	6 022 900	81 516 758
78056000241 Participer aux conférences et séminaires du ministère en matière d'environnement et de développement durable hors Côte d'Ivoire	51 000 000	51 510 000	53 289 600
78056000262 Contribuer à la mise en œuvre des initiatives en matière de gestion du littoral ivoirien	5 500 000	5 665 000	5 834 950
78056000269 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région des Lagunes/Abidjan	5 000 000	11 395 200	11 939 256
79056000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région des Grands-Ponts / Dabou	5 000 000	5 572 500	5 667 232
90056000026 Gérer le Patrimoine du MINEDD	16 000 000	17 169 900	17 519 398
90056000027 Contrôler et veiller à la sécurité environnementale	15 000 000	15 450 000	15 913 500
90056000036 Journée de l'Ecologie et des Changements Climatiques (JFAC)	200 000 000	206 000 000	212 180 000
2107902 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**5 922 146 067**	**6 659 634 552**	**6 925 462 604**
1 Personnel	**2 037 952 397**	**2 163 078 146**	**2 288 203 894**
78056000256 Gérer les dépenses de personnels du Ministère	2 037 952 397	2 163 078 146	2 288 203 894
2 Biens et services	**3 715 093 670**	**3 721 856 406**	**3 742 938 710**
78056000184 Gérer les ressources humaines	5 841 542	5 899 957	21 672 447
78056000186 Contribuer à la mise en place de la fiscalité environnementale et suivre les recettes	3 000 000	3 010 000	3 028 281
78056000219 Préparer, élaborer et suivre l'exécution du budget du ministère	13 152 128	13 283 649	13 432 848
78056000242 Élaborer le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP)	30 000 000	32 157 000	33 014 520

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21079 Administration Générale	**7 918 536 211**	**8 628 655 931**	**8 926 206 755**
78056000261 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	127 200 000	129 616 800	133 505 304
78056000270 Contrôler et évaluer les activités techniques et la gestion du personnel	5 700 000	5 871 000	6 047 130
78056000287 Gérer les ressources Financières du MINEDDTE	20 200 000	22 018 000	22 238 180
90056000032 Prendre en charge les opérations liées aux sinistres environnementaux	3 510 000 000	3 510 000 000	3 510 000 000
3 Transferts	**29 100 000**	**29 100 000**	**29 100 000**
78056000273 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	29 100 000	29 100 000	29 100 000
4 Investissements	**140 000 000**	**745 600 000**	**865 220 000**
Trésor	***140 000 000***	***745 600 000***	***865 220 000***
90056000031 Projet de réhabilitation, de construction et d'équipement des Directions Régionales	140 000 000	745 600 000	865 220 000
2107903 Gestion des systèmes d'information, de la communication et de la documentation	**124 733 000**	**104 332 033**	**25 264 367**
2 Biens et services	**18 133 000**	**25 064 769**	**25 264 367**
78056000187 Apporter un appui à l'utilisation optimale des outils informatiques	6 133 000	6 203 223	6 265 256
78056000188 Assurer une communication externe dynamique	9 500 000	15 827 196	15 934 416
78056000264 Renforcer la communication interne du ministère	2 500 000	3 034 350	3 064 695
4 Investissements	**106 600 000**	**79 267 264**	**0**
Trésor	***106 600 000***	***79 267 264***	***0***
78056000279 Système de remontée des incidents environnementaux	106 600 000	79 267 264	0
2107905 Planification, programmation, suivi évaluation et statistiques	**100 749 170**	**11 022 900**	**11 043 129**
2 Biens et services	**11 000 000**	**11 022 900**	**11 043 129**
78056000243 Organiser la planification générale des activités du Ministère	11 000 000	11 022 900	11 043 129
4 Investissements	**89 749 170**	**0**	**0**
Trésor	***89 749 170***	***0***	***0***
78056000281 Projet d'appui à la gestion des ECO-ENTREPRISES par la Taxonomie Verte	89 749 170	0	0

II.2.2 Programme 2 : Environnement et développement durable

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Environnement et développement durable	Action 2.1: Renforcement de la lutte contre la pollution des matrices environnementales
	Action 2.2: Promotion du Développement Durable
	Action 2.3: Gestion durable des Aires Protégées et de la Biodiversité
	Action 2.4: Évaluation environnementale des politiques, plans et programmes sectoriels des projets et organisations
	Action 2.5: Renforcement de la lutte contre le changement climatique et la résilience des populations

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Environnement et développement durable						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 **:** Maitriser les impacts liés aux activités anthropiques sur les matrices environnementales	Taux d'inspections réalisées dans les installations classées	90%	90%	95%	100%	(Nombre d'inspections réalisées dans les installations classées / Nombre total d'inspections d'installations classées programmées) x 100 Source : Rapport d'activités CIAPOL
	Nombre de bilan de pollution industrielle réalisé	49	50	55	60	Dénombrement Source : Rapport d'activités CIAPOL
OS 2 : Encourager les populations à adopter les modes de productions et de consommations durables	Nombre de parties prenantes (population, structures) mobilisées autour des activités institutionnelles (JFAC-QNEDDTE...)	2 000	6 000	8 000	10 000	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGDDTE / DGE / DCIMF
	Nombre d'acteurs sensibilisés à l'éco responsabilité	101	175	200	250	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DEVRSO / CNDD / DGDDTE / DGE
OS 3 : Valoriser le réseau des aires protégées	Proportion des aires protégés disposant d'un taux de couverture satisfaisant, soit supérieur ou égal à 75%	78%	80%	85%	90%	(Nombre d'aires protégées disposant d'un taux de couverture satisfaisant, soit supérieur ou égal à 75% / Nombre total d'aires protégées) x 100 Source : Rapport d'activités OIPR
	Superficie de nouvelles réserves naturelles volontaires créées	227 ha	200 ha	300 ha	400 ha	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPN
	Linéaire de pistes et de limites des Aires Protégées entretenues	1 000 km	1 100 km	1 200 km	1 200 km	Dénombrement Source : Rapport d'activités OIPR
	Nombre de touristes reçus dans les aires protégées	16 933	20 000	22 000	25 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités OIPR
	Superficies de mangroves restaurées et protégées (ha)	15 ha	3 650 ha	3 650ha	3 650 ha	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DPN- Projet FOLAB / TBC / Convention d'Abidjan / PROMIRE / WACA
	Superficies de parcelles agricoles illégalement installées aménagées ou récupérées	4 775 ha	19 875 ha	10 000 ha	5 000 ha	Dénombrement Source : Rapport d'activités OIPR

Programme 2 : Environnement et développement durable						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 4 : Assurer la veille environnementale des politiques, plans et programmes sectoriels des projets et des organisations	Proportion des Evaluations Environnementales Sociales Stratégiques (EESS) réalisées	100%	95%	96%	100%	(Nombre des EESS réalisées / Nombre total de demandes reçues) x 100 Source : Rapport d'activités ANDE
	Proportion des Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) réalisées	100%	95%	96%	100%	(Nombre des EIES réalisées / Nombre total de demandes exprimées) x 100 Source : Rapport d'activités ANDE
	Taux de réalisation des Audits Environnementaux et Sociaux des entreprises et autres entités	107 %	100%	100%	100%	(Nombre des AES réalisés / Nombre des AES prévisionnel) x 100 Source : Rapport d'activités ANDE
OS 5 : Renforcer la lutte contre les effets du changement climatique et la résilience des populations	Nombre d'acteurs formés sur les thématiques de changements climatiques	643	450	460	500	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DLCCTE / PNCC / BMC / CNLCC / REDD+
	Nombre de documents de notification élaborés	2	2	1	3	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DLCCTE / PNCC
	Nombre de MRV (outils de suivi des activités en matière de changement climatique) élaborés	3	1	1	1	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DLCCTE / PNCC

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	**28 761 531 042**	**19 861 466 656**	**19 523 974 746**
Dépenses de personnel	5 314 904 741	5 404 395 951	5 493 887 160
Dépenses en biens et services	537 798 000	548 024 800	552 488 787
Transferts	1 213 387 279	1 223 609 856	1 233 832 431
Investissements	21 695 441 022	12 685 436 049	12 243 766 368
Trésor	*3 459 078 791*	*2 748 667 700*	*2 708 314 964*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*18 236 362 231*	*9 936 768 349*	*9 535 451 404*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22080 Environnement et développement durable	**28 761 531 042**	**19 861 466 656**	**19 523 974 746**
2208001 Renforcement de la lutte contre la pollution des matrice environnementale	**15 760 649 501**	**13 278 480 775**	**4 350 535 975**
1 Personnel	**1 509 966 591**	**1 535 391 080**	**1 560 815 569**
78053000021 Transférer des subventions équilibre personnel au CIAPOL	1 509 966 591	1 535 391 080	1 560 815 569
2 Biens et services	**208 133 000**	**210 628 480**	**213 440 585**
78056000191 Mettre en œuvre et suivre les actions de lutte contre les changement climatiques	8 000 000	8 349 200	8 471 099
78056000193 Assurer la coordination des activités des directions en charge des questions environnementales	40 000 000	40 992 000	41 777 950
78056000194 Renforcer les capacités des acteurs en matière de gestion de l'environnement	2 000 000	2 060 000	2 121 800
78056000195 Renforcer le cadre réglementaire en matière de préservation de la qualité des matrices environnementales	3 665 000	3 774 950	3 837 440
78056000196 Suivre et évaluer les engagements de la Côte d'Ivoire à la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et Accord de Paris	71 000 000	71 030 000	72 067 038
78056000221 Coordonner les actions des programmes, projets et conventions des zones côtières	1 900 000	1 927 000	1 961 479
78056000222 Contribuer à la mise en place du cadre de gestion des risques et catastrophes	5 468 000	5 632 040	5 801 001
78056000244 Sensibiliser, informer et former le comité interministériel et la population de l'environnement côtier	3 100 000	3 193 000	3 280 859
78056000245 Susciter la recherche et promouvoir les technologies appropriées pour la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques auprès des entreprises	8 000 000	8 490 290	8 744 999
78056000246 Suivre, le contrôler et évaluer de la mise en œuvre du processus REDD+	5 000 000	5 030 000	5 072 420
90056000044 Organiser la Quinzaine Nationale de l'Environnement	60 000 000	60 150 000	60 304 500
3 Transferts	**610 487 963**	**612 071 215**	**613 654 466**
78053000019 Réaliser les inspections des installations classées en vue de lutter contre la pollution dans les unités industrielles/CIAPOL	110 487 963	112 071 215	113 654 466
78056000227 Participer aux négociations de la conférence des Partis (COP) sur la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements Climatiques	500 000 000	500 000 000	500 000 000
4 Investissements	**13 432 061 947**	**10 920 390 000**	**1 962 625 355**
Trésor	***1 801 140 000***	***1 485 390 000***	***811 660 000***
90056000047 Projet d'Actualisation de la Stratégie et du Plan d'Actions National pour la Biodiversité (SPANB)	120 000 000	100 000 000	0
90056000038 Projet de renforcement de la capacité d'adaptation et de résilience des communautés rurales au changement climatique dans le bassin du Bandama (PACCB)	385 000 000	250 000 000	185 100 000
90056000034 Projet de mise en œuvre du Premier Rapport Biennal sur la Transparence de la Côte d'Ivoire (BTR1)	65 140 000	90 860 000	0
90056000029 Projet de Résilience de la Protection Côtière (RESPROC)	123 560 000	880 000	0
90053000001 Projet de surveillance des milieux récepteurs Eau, Air et Sol/CIAPOL	30 000 000	310 000 000	400 000 000
78056000277 Projet de de paiement des Réductions d'Emissions autour de Parc National de Taï - PRE	162 440 000	120 150 000	137 560 000
78056000276 Projet de promotion d'une cacaoculture sans déforestation - PROMIRE	230 000 000	500 000	0
78056000275 Projet de Conservation, de restauration des paysages forestiers et de la Biodiversité - SSATMARC-FOLAB	185 000 000	240 000 000	89 000 000
78056000199 Projet d'investissement pour la résilience des zones côtières ouest africaines	500 000 000	373 000 000	0
Financement extérieur	***11 630 921 947***	***9 435 000 000***	***1 150 965 355***
90056000047 Projet d'Actualisation de la Stratégie et du Plan d'Actions National pour la Biodiversité (SPANB)	158 021 947	0	0
90056000038 Projet de renforcement de la capacité d'adaptation et de résilience des communautés rurales au changement climatique dans le bassin du Bandama (PACCB)	1 000 000 000	1 135 000 000	1 150 965 355

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22080 Environnement et développement durable	**28 761 531 042**	**19 861 466 656**	**19 523 974 746**
78056000277 Projet de de paiement des Réductions d'Emissions autour de Parc National de Taï - PRE	8 000 000 000	7 000 000 000	0
78056000276 Projet de promotion d'une cacaoculture sans déforestation - PROMIRE	1 800 000 000	1 300 000 000	0
78056000275 Projet de Conservation, de restauration des paysages forestiers et de la Biodiversité - SSATMARC-FOLAB	672 900 000	0	0
2208002 Promotion du Développement Durable	**172 532 000**	**369 298 162**	**379 615 570**
2 Biens et services	**82 532 000**	**89 298 162**	**90 615 570**
78056000204 Elaborer et mettre en œuvre des guides méthodologique pour le verdissement des plans de développement durable	11 500 000	11 705 100	11 875 995
78056000205 Réaliser les campagnes d'information d'éducation et de communication pour un changement de comportement en matière de développement durable	7 133 000	7 346 990	7 567 400
78056000207 Susciter la mise en place d'une économie circulaire en Côte d'Ivoire	2 000 000	2 060 000	2 121 800
78056000208 Faciliter l'intégration du développement durable dans les stratégies, plan et programmes nationaux	2 500 000	2 575 000	2 652 250
78056000230 Coordonner les activités des structures en charge des questions du développement durable	12 800 000	12 806 100	12 920 069
78056000231 Identifier et promouvoir les métiers, les investissements et l'entreprenariat verts	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78056000233 Inciter la population et les organisations à l'adoption de mode de consommation et de production durable et responsable	2 000 000	5 150 000	5 304 500
78056000250 Suivre et évaluer la prise en compte des Objectifs du Développement Durable (ODD) en Côte d'Ivoire	24 200 000	24 976 920	25 013 385
78056000252 Promouvoir les objectifs de développement durable	3 633 000	4 894 072	4 916 351
78056000259 Mettre en œuvre, suivre et renforcer les politiques et stratégies de développement durable dans toutes les composantes de la société	5 383 000	6 059 490	6 241 230
78056000265 Identifier les us et coutumes conformes au développement durable et en encourager la promotion	6 383 000	6 574 490	6 698 090
4 Investissements	**90 000 000**	**280 000 000**	**289 000 000**
Trésor	***90 000 000***	***280 000 000***	***289 000 000***
90056000049 Projet d'Appui à l'intégration du développement durable dans les curricula	30 000 000	130 000 000	133 000 000
78056000284 Projet de Renforcement de Capacité des Acteurs au Développement Durable et aux Eco-Citoyens	60 000 000	150 000 000	156 000 000
2208003 Gestion durable des Aires Protégées et de la Biodiversité	**10 433 927 522**	**5 661 679 734**	**14 247 450 082**
1 Personnel	**3 662 583 321**	**3 724 253 102**	**3 785 922 883**
78054000054 Transférer les subventions d'équilibre personnel à l'OIPR	3 662 583 321	3 724 253 102	3 785 922 883
2 Biens et services	**7 133 000**	**7 466 858**	**7 690 863**
78056000209 Promouvoir et suivre la mise en valeur des sites et des paysages naturels	1 000 000	1 030 000	1 060 900
78056000235 Suivre et évaluer les activités relatives aux parcs nationaux et réserves	2 815 000	2 833 700	2 918 711
78056000236 Suivre la mise en œuvre des politiques de conservation du réseau des parcs nationaux et réserves naturelles, de la faune sauvage et d'élaborer les stratégies pour leur gestion durable	3 318 000	3 603 158	3 711 252
3 Transferts	**448 832 126**	**455 263 725**	**461 695 323**
78054000048 Entretenir manuellement les pistes et limites des aires protégées/OIPR-GPR	12 952 126	13 137 725	13 323 324
78054000049 Prendre la couverture sociale du personnel en charge de la gestion des parcs et réserves/OIPR- Assurance	200 000 000	202 865 926	205 731 852
78054000053 Appuyer le développement des communautés riveraines des aires protégés/OIPR	221 880 000	225 059 459	228 238 917
78054000059 Renforcer la protection des parcs nationaux et réserves naturelles/OIPR	14 000 000	14 200 615	14 401 230

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22080 Environnement et développement durable	**28 761 531 042**	**19 861 466 656**	**19 523 974 746**
4 Investissements	**6 315 379 075**	**1 474 696 049**	**9 992 141 013**
Trésor	***1 334 938 791***	***972 927 700***	***1 607 654 964***
90056000028 Projet Opportunités globales pour le développement à long terme du secteur de l'extraction minière artisanale et à petite échelle de l'or en Côte d'Ivoire « Projet GOLD+ Côte d'Ivoire »	140 000 000	425 510 000	400 610 000
90054000001 Projet MAKORE/C2D3	1 054 498 791	0	0
78054000063 Provision pour investissement / Environnement et développement durable	0	0	997 480 785
78054000062 Projet de conservation du parc national de la Comoé Phase 2	80 000 000	437 195 821	120 004 179
78054000046 Projet de Conservation Biodiversité/Complexe Parc National de Taï Forêt de GREBO SAPO	60 440 000	110 221 879	89 560 000
Financement extérieur	***4 980 440 284***	***501 768 349***	***8 384 486 049***
90056000028 Projet Opportunités globales pour le développement à long terme du secteur de l'extraction minière artisanale et à petite échelle de l'or en Côte d'Ivoire « Projet GOLD+ Côte d'Ivoire »	1 110 731 651	501 768 349	0
78054000063 Provision pour investissement / Environnement et développement durable	0	0	8 384 486 049
78054000062 Projet de conservation du parc national de la Comoé Phase 2	2 476 977 633	0	0
78054000046 Projet de Conservation Biodiversité/Complexe Parc National de Taï Forêt de Grebo Sapo	1 392 731 000	0	0
2208004 Évaluation environnementale des politiques, plans et programmes sectoriels des projets et organisations	**296 422 019**	**301 026 685**	**305 631 350**
1 Personnel	**142 354 829**	**144 751 769**	**147 148 708**
78056000203 Transférer des subventions équilibre personnel à l'ANDE	142 354 829	144 751 769	147 148 708
3 Transferts	**154 067 190**	**156 274 916**	**158 482 642**
78056000232 agence nationale de l'environnement	154 067 190	156 274 916	158 482 642
2208005 Renforcement de la lutte contre le changement climatique et la résilience des populations	**2 098 000 000**	**250 981 300**	**240 741 769**
2 Biens et services	**240 000 000**	**240 631 300**	**240 741 769**
78056000288 Gérer l'économie bleue	15 000 000	15 631 300	15 741 769
90056000040 Gérer la Commission Nationale de lutte contre les changements climatiques	100 000 000	100 000 000	100 000 000
90056000041 Gérer le Bureau du marché carbone	125 000 000	125 000 000	125 000 000
4 Investissements	**1 858 000 000**	**10 350 000**	**0**
Trésor	***233 000 000***	***10 350 000***	***0***
90056000048 Promotion de la micro-méthanisation pour la récupération et l'utilisation du méthane dans le secteur des déchets	50 000 000	10 000 000	0
78056000280 Projet « Transition Bas carbone Côte d'Ivoire » (TBC - Côte d'Ivoire)	183 000 000	350 000	0
Financement extérieur	***1 625 000 000***	***0***	***0***
90056000048 Promotion de la micro-méthanisation pour la récupération et l'utilisation du méthane dans le secteur des déchets	95 000 000	0	0
78056000280 Projet « Transition Bas carbone Côte d'Ivoire » (TBC - Côte d'Ivoire)	1 530 000 000	0	0

SECTION 345 : MINISTERE DES EAUX ET FORETS

SECTION 345 : MINISTERE DES EAUX ET FORETS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- l'absence de mécanisme de financement pérenne des activités du ministère ;
- l'insuffisance de coordination entre les différents ministères intervenant dans le domaine des forêts, de la faune et des ressources en eau ;
- la clarification insuffisante des régimes fonciers ;
- la déforestation et la dégradation continue du couvert forestier ;
- la persistance des feux de brousse ;
- la réduction des populations de faune ;
- la dégradation des ressources en eau (pollution, érosion des berges, ensablement des cours d'eau, etc.) ;
- l'insuffisance des moyens de sensibilisation des populations à la protection des espèces sauvages.

I.1.2. Réponses apportées

- l'absence de mécanisme de financement pérenne des activités du ministère ;
- l'insuffisance de coordination entre les différents ministères intervenant dans le domaine des forêts, de la faune et des ressources en eau ;
- la clarification insuffisante des régimes fonciers ;
- la déforestation et la dégradation continue du couvert forestier ;
- la persistance des feux de brousse ;
- la réduction des populations de faune ;
- la dégradation des ressources en eau (pollution, érosion des berges, ensablement des cours d'eau, etc.) ;
- l'insuffisance des moyens de sensibilisation des populations à la protection des espèces sauvages.

I.1.3. Défis et priorités

- l'adhésion des parties prenantes (communautés locales, secteur privé, collectivités territoriales, etc.) dans la mise en œuvre de la stratégie de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts ;
- la poursuite du renforcement du cadre institutionnel, législatif et règlementaire des ressources forestières, fauniques et en eau ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des structures chargées de la gestion des eaux et forêts ;
- la diffusion des textes législatifs et réglementaires au grand public ;
- l'application effective des textes législatifs et réglementaires de tous les secteurs ;
- la mise en œuvre de projets de reconstitution des populations des espèces de faune ;
- la réouverture et l'organisation de l'exercice de la chasse ;
- la mise en place d'un cadre de gestion durable des ressources en eau et des ouvrages hydrauliques ;

- la mise en place de mécanismes de financement pérenne des secteurs forestiers, de la faune et des ressources en eau ;
- l'inventaire et la protection des ressources en eau, des ouvrages et aménagements hydrauliques ;
- l'élaboration et la mise en œuvre des systèmes d'allocation des ressources en eau entre usagers.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le respect des engagements internationaux de la Côte d'Ivoire ;
- la préservation de la biodiversité ;
- l'entretien d'un climat favorable au développement des activités socio-écologiques et agricoles ;
- l'amélioration de la conservation de l'habitat de la faune ;
- la protection et la conservation de la faune ;
- l'amélioration de l'interaction et de la coexistence entre les hommes et la faune ;
- la valorisation de la faune ;
- l'amélioration de la gestion et de la gouvernance de l'eau ;
- le maintien de la sécurité et la gestion durable des ressources en eau.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- le patrimoine forestier est reconstitué et stabilisé à au moins 20% du territoire national à l'horizon 2030 ;
- les habitats de la faune et les populations animales sont reconstitués et préservés ;
- le cadre de gestion intégrée des ressources en eau est opérationnalisé.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2023-820 du 25 octobre 2023** portant attribution des Membres du Gouvernement, en son article 26, le Ministre des Eaux et Forêts est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Protection des Eaux et des Forêts.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de Gestion durable des forêts, de la faune et de la flore :

- promotion des conditions d'exploitation durable des ressources forestières ;
- définition et mise en œuvre du plan national de reboisement ;
- incitation au développement du domaine forestier par les collectivités publiques et par les opérateurs privés ;
- contrôle de l'exploitation forestière ;
- contrôle de la transformation et de la commercialisation des produits ligneux, en liaison avec les Ministres intéressés ;
- contrôle et recouvrement des taxes forestières, en liaison avec le Ministre chargé des Finances et du Budget ;
- gestion des ressources cynégétiques ;
- mise en œuvre des politiques nationales relatives à la gestion durable de la faune sauvage et de son exploitation rationnelle, en liaison avec le Ministre chargé de l'Environnement ;
- mise en œuvre du code forestier.

En matière de Gestion durable et de Protection des eaux :

- mise en œuvre du Code de l'eau, en liaison avec les Ministres chargés de l'Hydraulique, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Agriculture, de la Santé et des Ressources Animales et Halieutiques.

En matière de Protection de la faune et de la flore :

- maintien et préservation de l'intégrité du domaine forestier de l'Etat ;
- lutte contre les feux de brousse et défense des forêts, en liaison avec les Ministres chargés de la Défense et de l'Agriculture ;
- mise en œuvre des conventions et traités dans le domaine de la protection de la faune et de la flore ;
- protection des sols et des eaux en liaison avec les Ministres chargés de l'Agriculture et des Ressources Animales et Halieutiques ;
- aménagement des jardins botaniques et parcs zoologiques, en liaison avec les collectivités territoriales.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières
- Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques
- Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau
- Programme 5 : Fonds Forestier National

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	CABINET, Inspection Générale des Eaux et Forêts (IGEF), Direction des affaires Financières et du Patrimoine (DAFP), Direction des Ressources Humaines et de la Formation (DRHF), Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC), Directions Régionales des Eaux et Forêts (DREF), Direction de l'Informatique, des Statistiques, des archives et de la Documentation (DISAD), Service Communication (SERCOM), Direction des Etudes, de la Planification et de l'Evaluation (DEPE), Direction de la Police Forestière et de l'Eau (DPFE), Brigade Spéciale de Surveillance et d'Intervention (BSSI), Direction de la Gestion des Carrières des agents techniques (DGCAT), Intendance	Ecole Nationale des Eaux et Forêts (ENEF)		

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières	Direction Générale des forêts et de la faune (DGFF) ,Direction du Reboisement et du Cadastre Forestier (DRCF), Direction de la Production et des Industries Forestières (DPIF), Secrétariat National de Défense et de Lutte contre les feux de Brousse (SNDLFB), APV FLEGT, Initiative Cacao Forêts (ICF), Jardin Botanique de Bingerville (JBB), Jardin d'Etat de Yamoussoukro (JEY), Directions Départementales des Eaux et Forêts (DDEF), Cantonnements des Eaux et Forêts (CEF), Postes des Eaux et Forêts (PEF)	SODEFOR	- Projet d'Appui à la stratégie de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts ; - Projet d'Investissement Forestier Phase 2 (PIF2) ; - Loi de Programmation de Sécurité Intérieure (LPSI) ; - Sauvegarde du bois de vène dans les forêts classées de la Palé et de Boundiali ; - Programme de Restauration Durable des Forêts - Appui à la mise en œuvre de la SVPF et de l'APV-FLEGT	- Conservation et restauration des forêts classées (ENI) - Projet Restauration des Forêts de la Région du Gôh - Projet ADRYADA-AGROMAP - Forest For Futur (Appui technique) - Proforêt (Appui technique)
Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques	Direction de la Faune et des Ressources Cynégétiques (DFRC) ; Zoo National d'Abidjan (ZNA)		- Surveillance des éléphants par la technologie satellitaire - Extension du suivi des éléphants à dix (10) nouveaux groupes	
Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau	Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE), Direction de l'Evaluation du Patrimoine Hydraulique (DEPH), Direction de l'Aménagement et de la Protection des Ressources en Eau (DPARE)		- PIDACC/BN (Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques du Bassin du Niger) - Projet d'Appui à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)-Côte d'Ivoire - Bassin Versant du Bandama	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	**RS 1.1** : L'Administration est moderne et performante	**IP 1.1.1** : Taux de satisfactions des usagers recourant aux services des structures du MINEF	Sondage (Nombre d'usagers enquêtés satisfaits / Nombre total d'usagers enquêtés) X 100 Sources : Rapports d'activités DISAD / SERCOM

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 2 : Reconstituer et stabiliser le patrimoine forestier	**RS 2.1** : Le patrimoine forestier est reconstitué et stabilisé à au moins 20% du territoire national à l'horizon 2030	**IP 2.1 .1 :** Taux de couverture forestière	(Superficie forestière couverte / Superficie du territoire national à couvrir) X 100 Source : Rapport d'activités DRCF
OG 3 : Reconstituer et préserver la biodiversité faunique	**RS 3.1 :** Les habitats de la faune et les populations animales sont reconstitués et préservés	**IP 3.1.1 :** Nombre de sanctuaires de faune	Dénombrement Source : Rapport d'activités DFRC
OG 4 : Assurer une gestion rationnelle des ressources en eau pour la satisfaction des besoins des différents usagers	**RS 4.1 :** Le cadre de gestion intégrée des ressources en eau est opérationnalisé	IP 4.1 .1 : Nombre d'outils de gestion développés	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGRE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**103 197 582 643**	**103 870 203 293**	**106 691 614 334**
1.1 Ressources Intérieures	**52 856 650 143**	**75 036 803 293**	**78 864 269 334**
1.1.1 Budget Etat	52 856 650 143	75 036 803 293	78 864 269 334
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**50 340 932 500**	**28 833 400 000**	**27 827 345 000**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	50 340 932 500	28 833 400 000	27 827 345 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**103 197 582 643**	**103 870 203 293**	**106 691 614 334**
2.1 Personnel	**25 164 877 583**	**25 712 504 094**	**26 260 130 604**
2.1.1 Solde y compris EPN	25 164 877 583	25 712 504 094	26 260 130 604
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**14 453 777 170**	**14 632 210 446**	**14 670 967 409**
2.3 Transferts	**2 084 248 548**	**2 207 792 239**	**2 309 266 259**
2.4 Investissement	**61 494 679 342**	**61 317 696 514**	**63 451 250 062**
Trésor	*11 153 746 842*	*32 484 296 514*	*35 623 905 062*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*50 340 932 500*	*28 833 400 000*	*27 827 345 000*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.4: Information et communication
	Action 1.5: Protection, contrôle et surveillance des ressources forestières, fauniques et ressources en eau.

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des Eaux et Forêts	Proportion de textes législatifs et règlementaires élaborés et transmis au SGG	-	30/91	47/91	64/91	Nombre de textes législatifs et règlementaires élaborés et transmis au SGG / Nombre de textes législatifs et règlementaires à élaborer et à transmettre au SGG Source : Rapport d'activités DAJC
	Taux de réalisation de missions de contrôle et de surveillance à effectuer	-	100%	100%	100%	(Nombre de missions de contrôle et de surveillance effectuées / Nombre de missions de contrôle et de surveillance planifiées) X 100 Sources : Rapports d'activités DPFE/BSSI/DREF/SODEROF
OS 2 : Assurer une gestion moderne et efficace des ressources humaines, matérielles et financières du MINEF	Pourcentage des Agents Techniques formés militairement	98,1%	100%	100%	100%	(Nombre d'agents Techniques formés militairement / Nombre d'agents proposés) X 100 Sources : Rapports d'activités DRHF / DGCAT
	Pourcentage d'Agents ayant un poste de travail	99,5%	100%	100%	100%	(Nombre d'agents ayant un poste de travail / Nombre total d'agents du ministère) X 100 Source : Rapport d'activités DRHF
	Pourcentage d'actions de formation réalisées	96%	100%	100%	100%	(Nombre de formations effectuées / Nombre de formations prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DRHF
	Proportion de projets suivis et évalués	100%	100%	100%	100%	(Nombre de projets suivis et évalués / Nombre de projets du MINEF) X 100 Source : Rapport d'activités DEPE

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 3 : Améliorer le système d'information et de communication interne et externe du MINEF	Taux d'opérationnalisation des systèmes d'information collaboratifs	62,5%	70%	70%	70%	(Nombre d'outils fonctionnels / Nombre d'outils prévus) X 100 Source : Rapport d'activités DISAD
	Taux de couverture médiatique des activités du Ministère	99%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités ayant eu une couverture médiatique / Nombre d'activités organisées par le MINEF) X 100 Source : Rapport d'activités SERCOM
	Taux de réponse aux demandes d'informations	99%	100%	100%	100%	(Nombre de réponses aux demandes d'informations / Nombre de demandes d'information reçues) X 100 Source : Rapport d'activités SERCOM

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**37 824 714 687**	**38 427 533 274**	**39 019 648 600**
Dépenses de personnel	25 132 477 583	25 680 104 094	26 227 730 604
Dépenses en biens et services	12 212 366 982	12 261 827 206	12 300 584 169
Transferts	479 870 122	485 601 974	491 333 827
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21088 Administration Générale	**37 824 714 687**	**38 427 533 274**	**39 019 648 600**
2108801 Coordination et animation	**25 361 221 622**	**25 912 630 969**	**26 459 415 590**
1 Personnel	**25 082 477 583**	**25 629 262 205**	**26 176 046 826**
78042200226 Prendre en charge les salaires des agents du Ministère	25 082 477 583	25 629 262 205	26 176 046 826
2 Biens et services	**278 744 039**	**283 368 764**	**283 368 764**
11042200066 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Bélier (Yamoussoukro)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
14042200012 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du N'Zi (Dimbokro)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
15042200023 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de Iffou (Daoukro)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17042200075 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Gbêkê (Bouaké)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
21088010562 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de la Mé (Adzopé)	5 000 000	5 000 000	5 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21088 Administration Générale	**37 824 714 687**	**38 427 533 274**	**39 019 648 600**
22042200044 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Bafing (Touba)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23042200040 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Kabadougou (Odienné)	15 000 000	15 000 000	15 000 000
24042200052 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Tchologo (Ferkessédougou)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
25042200051 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Poro (Korhogo)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
28042200050 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Bounkani (Bouna)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31042200059 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Haut-Sassandra (Daloa)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
32042200051 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Gôh (Gagnoa)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
36042200022 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Worodougou (Séguéla)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41042200073 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Tonkpi (Man)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
42042200035 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Cavally (Guiglo)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
43042200036 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Guémon (Duékoué)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
51042200060 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de Lôh-Djiboua (Divo)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
55042200063 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de San-Pédro (San-Pédro)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
56042200062 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de la Nawa (Soubré)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
61042200052 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
62042200081 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Gontougo (Bondoukou)	5 000 000	5 300 000	5 300 000
71042200074 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région du Sud-Comoé (Aboisso)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
76042200046 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région de l'Agnéby-Tiassa (Agboville)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78042200146 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78042200147 Organiser la planification générale des activités du Ministère des Eaux et Forêts	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78042200187 Coordonner les activités du Ministère des Eaux et Forêts dans la Région des Grands-Ponts (Abidjan)	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78042200201 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de protection des eaux et Forets	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78042200223 Renforcer le cadre institutionnel en matière de gestion durable des ressources forestières, fauniques et en eau	7 419 314	7 419 314	7 419 314
78042200227 Contrôler le bon fonctionnement et la performance des structures du Ministère	18 000 000	18 000 000	18 000 000
78042200236 Assurer le fonctionnement du Conseil de Discipline de l'Administration des Eaux et Forêts	4 324 725	8 649 450	8 649 450
2108802 Planification et suivi-évaluation	**10 000 000**	**14 000 000**	**14 000 000**
2 Biens et services	**10 000 000**	**14 000 000**	**14 000 000**
78042200148 Suivre et Evaluer les activités du Ministère des Eaux et Forêts	10 000 000	14 000 000	14 000 000
2108803 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**11 629 843 065**	**11 665 678 564**	**11 704 435 527**
2 Biens et services	**11 549 972 943**	**11 585 808 442**	**11 624 565 405**
78011201654 Prendre en charge les factures des structures centrales du Ministère (Eau, Electricité)	469 984 223	505 819 722	544 576 685
78042200150 Prendre en charge les missions hors CI	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78042200151 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	51 022 704	51 022 704	51 022 704
78042200152 Gérer et suivre les carrières des agents du Ministère	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78042200153 Prendre en charge les dépenses liées à la mise en œuvre du DPPD-PAP	50 000 000	50 000 000	50 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21088 Administration Générale	**37 824 714 687**	**38 427 533 274**	**39 019 648 600**
78042200155 Gérer les baux et les tenues des agents Techniques des Eaux et Forets	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78042200156 Gérer les formations des agents du Ministère des Eaux et Forets	199 054 790	199 054 790	199 054 790
78042200190 Payer les baux administratifs des logements de fonction	10 392 180 000	10 392 180 000	10 392 180 000
78042200203 Gérer les ressources et le patrimoine du Ministère des Eaux et Forêts	102 093 516	102 093 516	102 093 516
78042200204 Prendre en charge les dépenses liées aux services du Ministère des Eaux et Forêts	203 685 889	203 685 889	203 685 889
78042200205 Gérer les ressources humaines du Ministère des Eaux et Forêts	11 951 821	11 951 821	11 951 821
78042200212 Gérer la commande publique du Ministère	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78042200218 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	5 000 000	5 000 000	5 000 000
3 Transferts	**79 870 122**	**79 870 122**	**79 870 122**
78052000008 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	79 870 122	79 870 122	79 870 122
2108804 Information et communication	**85 000 000**	**90 000 000**	**90 000 000**
2 Biens et services	**85 000 000**	**90 000 000**	**90 000 000**
78042200157 Organiser la communication des activités du Ministère des Eaux et Forêts	60 000 000	65 000 000	65 000 000
78042200159 Participer à l'organisation du SARA/SITA	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78042200192 Gérer le parc informatique et la connexion au réseau internet des services	15 000 000	15 000 000	15 000 000
2108805 Protection, contrôle et surveillance des ressources forestières, fauniques et ressources en eau.	**738 650 000**	**745 223 741**	**751 797 483**
1 Personnel	**50 000 000**	**50 841 889**	**51 683 778**
78042200237 Transférer les crédits de Biens et Services à l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts (ENEF)	50 000 000	50 841 889	51 683 778
2 Biens et services	**288 650 000**	**288 650 000**	**288 650 000**
78042200206 Contrôler et surveiller la gestion des ressources naturelles (Forêt, Faune, Eau)	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78042200214 Conduire des interventions pour la protection des ressources naturelles dans les domaines ruraux et classés	268 650 000	268 650 000	268 650 000
3 Transferts	**400 000 000**	**405 731 852**	**411 463 705**
90042200027 Transférer les crédits de Biens et Services à l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts (ENEF)	400 000 000	405 731 852	411 463 705

II.2.2 Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières	Action 2.1: Gestion différentielle des forêts du domaine permanent de l'Etat
	Action 2.2: Développement du reboisement et reconstitution des forêts du domaine rural
	Action 2.3: Protection, contrôle et surveillance des forêts et des activités forestières
	Action 2.4: Renforcement du cadre d'exploitation rationnelle, de transformation et de commercialisation des produits forestiers
	Action 2.5: Mise en œuvre des activités du programme gestion durable des ressources forestières

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Accroitre la couverture forestière	Proportion de forêts du domaine forestier privé de l'État disposant d'un Plan d'Aménagement (PA)	53,4%	95/232	108/232	120/232	(Nombre de forêts du domaine privé de l'Etat disposant de plan d'aménagement adopté / Nombre total de forêts classées) X 100 Source : Rapport d'activités SODEFOR
	Superficie annuelle de parcelles agroforestières mises en place par les acteurs de la cacao culture (ha)	114 213	150 000	150 000	150 000	Levé des superficies reboisées Sources : Rapports d'activités ICF / Projets
	Superficie annuelle reboisée (ha)	62 560	20 000	20 000	20 000	Levé des superficies reboisées Sources : Rapports d'activités DREF / DRCF / SODEFOR / ICF / Projets
	Nombre de personnes bénéficiant d'activités alternatives (AGR)	2 775	50 000	75 000	80 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités PIF 2
OS 2 : Renforcer le cadre d'exploitation, de transformation et de commercialisation des produits forestiers	Taux de mise en œuvre des orientations d'exploitation, de transformation et de commercialisation des produits forestiers	66%	70%	80%	90%	(Nombre d'orientations réalisées / Nombre total d'orientations élaborées) X 100 Source : Rapport d'activités DPIF
	Taux de manuels du système de vérification de la légalité et de la traçabilité du bois développés	-	66,66%	100%	-	(Nombre de manuels du système de vérification de la légalité et de la traçabilité du bois développés / Nombre total de manuels du système de vérification de la légalité et de la traçabilité du bois développés) X 100 Source : Rapport d'activités APV-FLEGT
	Taux de modules du système de vérification de la légalité et de la traçabilité du bois opérationnel	-	80%	86,66%	100%	(Nombre de modules du système de vérification de la légalité et de la traçabilité du bois opérationnel / Nombre total de modules du système de vérification de la légalité et de la traçabilité du bois à rendre opérationnel) X 100 Source : Rapport d'activités APV-FLEGT
	Proportion d'acteurs informés et sensibilisés sur le code forestier et ses textes d'application	-	2/10	4/10	6/10	Nombre d'acteurs informés et sensibilisés sur le code forestier et ses textes d'application / Nombre d'acteurs identifiés Source : Rapport d'activités APV-FLEGT
	Taux de comité villageois de lutte contre les feux de brousse crées et installés	-	39,63%	48,38%	58,38%	(Nombre de comités villageois de lutte contre les feux de brousse crées et installés / Nombre de villages en Côte d'Ivoire) X 100 Source : Rapport d'activités SCNDBF

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES FORESTIERES	**58 463 516 601**	**53 814 842 508**	**65 580 143 285**
Dépenses de personnel	2 400 000	2 400 000	2 400 000
Dépenses en biens et services	1 287 750 000	1 388 560 791	1 388 560 791
Transferts	704 378 426	732 190 265	737 932 432
Investissements	56 468 988 175	51 691 691 452	63 451 250 062
Trésor	*9 788 278 175*	*31 191 691 452*	*35 623 905 062*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*46 680 710 000*	*20 500 000 000*	*27 827 345 000*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22089 Gestion durable des ressources forestières	**58 463 516 601**	**53 814 842 508**	**65 580 143 285**
2208901 Gestion différentielle des forêts du domaine permanent de l'Etat	**56 888 366 601**	**51 892 314 208**	**64 213 914 985**
2 Biens et services	**15 000 000**	**24 732 491**	**24 732 491**
78042200208 Préparer, Organiser et Superviser la mise en œuvre des activités inscrites dans le Cadre d'Actions Communes	15 000 000	24 732 491	24 732 491
3 Transferts	**704 378 426**	**732 190 265**	**737 932 432**
78042200175 Transférer les crédits à la SODEFOR	204 378 426	232 190 265	237 932 432
90042200040 Financement du programme de reboisement annuel (SODEFOR)	500 000 000	500 000 000	500 000 000
4 Investissements	**56 168 988 175**	**51 135 391 452**	**63 451 250 062**
Trésor	***9 488 278 175***	***30 635 391 452***	***35 623 905 062***
90042200044 Provision pour investissement / Gestion durable des ressources forestières	0	26 860 391 452	31 151 905 062
90042200043 Projet d'Appui à la préservation des ressources naturelles (PAPREN-Forêts) /C2D3	3 000 000 000	0	0
90042200039 Programme de Restauration Durable des Forêts	1 000 000 000	1 500 000 000	2 087 000 000
90042200006 Projet d'Investissement Forestier (PIF2) / Eaux et Forets	1 000 000 000	2 000 000 000	2 100 000 000
78042200176 Dépenses d'investissement LPSI - Eaux et Forêts (Projet)	4 413 278 175	0	0
26042200044 Sauvegarder le bois de vène (petrocarpus erinaceus poir) dans les forêts classées de la Palé et de Boundiali	75 000 000	275 000 000	285 000 000
Financement extérieur	***46 680 710 000***	***20 500 000 000***	***27 827 345 000***
90042200044 Provision pour investissement / Gestion durable des ressources forestières	0	0	4 166 700 000
90042200039 Programme de Restauration Durable des Forêts	19 678 710 000	20 500 000 000	23 660 645 000
90042200006 Projet d'Investissement Forestier (PIF2) / Eaux et Forets	27 002 000 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22089 Gestion durable des ressources forestières	**58 463 516 601**	**53 814 842 508**	**65 580 143 285**
2208902 Développement du reboisement et reconstitution des forêts du domaine rural	**727 400 000**	**1 043 700 000**	**487 400 000**
1 Personnel	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**
78042200225 Assurer la masse salariale du Jardin Botanique de Bingerville	2 400 000	2 400 000	2 400 000
2 Biens et services	**425 000 000**	**485 000 000**	**485 000 000**
11042200094 Aménager le jardin d'Etat de Yamoussoukro	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78042200177 Aménager le jardin botanique de Bingerville	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78042200221 Suivre les activités de reboisement	5 000 000	15 000 000	15 000 000
78042200229 Organiser la journée nationale de lutte contre les feux de brousse	45 000 000	45 000 000	45 000 000
78042200231 Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de luttes contre les feux de brousse et incendies de forêts	100 000 000	100 000 000	100 000 000
90042200001 Organiser la journée de l'arbre	200 000 000	250 000 000	250 000 000
90042200002 Mener les activités d'Education Écocitoyenne	5 000 000	5 000 000	5 000 000
4 Investissements	**300 000 000**	**556 300 000**	**0**
Trésor	***300 000 000***	***556 300 000***	***0***
90042200004 Projet d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie de Préservation, Réhabilitation et Extension des Forêts (SPREF)	300 000 000	556 300 000	0
2208903 Protection, contrôle et surveillance des forêts et des activités forestières.	**659 750 000**	**690 028 300**	**690 028 300**
2 Biens et services	**659 750 000**	**690 028 300**	**690 028 300**
11042200069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Toumodi	2 000 000	2 000 000	2 000 000
11042200070 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Yamoussoukro	2 000 000	2 000 000	2 000 000
11042200071 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Attiégouakro	2 000 000	2 000 000	2 000 000
11042200072 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Djékanou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
11042200073 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Lolobo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
11042200075 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Lomokankro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
11042200076 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kokumbo (Toumodi)	1 250 000	1 250 000	1 250 000
11042200077 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tiébissou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
11042200082 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Toumodi	3 000 000	3 000 000	3 000 000
11042200083 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Didiévi	2 000 000	2 000 000	2 000 000
11042200084 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Raviart	1 250 000	1 250 000	1 250 000
11042200085 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yakpabo (Sakassou)	1 250 000	1 250 000	1 250 000
11042200090 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kpouebo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
11042200091 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kossou	1 250 000	1 250 000	1 250 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22089 Gestion durable des ressources forestières	**58 463 516 601**	**53 814 842 508**	**65 580 143 285**
11042200096 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Molonou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
14042200014 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dimbokro	2 000 000	2 000 000	2 000 000
14042200015 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kouassi Kouassikro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
14042200017 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bocanda	2 000 000	2 000 000	2 000 000
15042200026 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Daoukro	2 000 000	2 000 000	2 000 000
15042200027 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ettrokro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
15042200029 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Prikro	2 000 000	2 000 000	2 000 000
15042200030 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de M'Bahiakro	2 000 000	2 000 000	2 000 000
15042200031 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ananda	1 250 000	1 250 000	1 250 000
15042200032 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Ouellé	2 000 000	2 000 000	2 000 000
16042200042 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Anoumaba	1 250 000	1 250 000	1 250 000
16042200043 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kotobi	1 250 000	1 250 000	1 250 000
16042200044 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de N'Guessankro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
16042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de M'Batto	2 000 000	2 000 000	2 000 000
16042200046 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tiémélékro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
16042200051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bongouanou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
16042200052 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Krégbé	1 250 000	1 250 000	1 250 000
16042200053 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Arrah	2 000 000	2 000 000	2 000 000
16042200055 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de ANDE	1 250 000	1 250 000	1 250 000
16042200057 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Bongouanou	3 000 000	3 000 000	3 000 000
17042200056 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Béoumi	3 000 000	3 000 000	3 000 000
17042200057 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bottro	2 000 000	2 000 000	2 000 000
17042200058 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ando-Kékrénou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
17042200059 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kondossou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
17042200060 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kondrobo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
17042200061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sakassou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
17042200067 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Brobo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
17042200068 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bodokro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
17042200071 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Béoumi	2 000 000	2 000 000	2 000 000
17042200072 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Djébonoua	1 250 000	1 250 000	1 250 000
17042200073 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bouaké	2 000 000	2 000 000	2 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22089 Gestion durable des ressources forestières	**58 463 516 601**	**53 814 842 508**	**65 580 143 285**
17042200074 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Diabo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
17042200077 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ayaou-Sran	1 250 000	1 250 000	1 250 000
18042200060 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Katiola	2 000 000	2 000 000	2 000 000
18042200061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tortiya (Niakaramandougou)	1 250 000	1 250 000	1 250 000
18042200062 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tafiré	1 250 000	1 250 000	1 250 000
18042200066 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Katiola	3 000 000	3 000 000	3 000 000
18042200067 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TIMBE	1 250 000	1 250 000	1 250 000
18042200068 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Satama Sokoura	1 250 000	1 250 000	1 250 000
18042200069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Satama-Sokoro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
18042200070 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Niakaramadougou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
18042200071 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Boniérédougou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
18042200072 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bassawa	1 250 000	1 250 000	1 250 000
18042200074 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Foumbolo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
18042200075 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dabakala	2 000 000	2 000 000	2 000 000
18042200076 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Fronan	1 250 000	1 250 000	1 250 000
22042200034 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement forestier de Ouaninou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
22042200035 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Koro	2 000 000	2 000 000	2 000 000
22042200036 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Booko	1 250 000	1 250 000	1 250 000
22042200037 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Guintéguéla	1 250 000	1 250 000	1 250 000
22042200040 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Touba	2 000 000	2 000 000	2 000 000
22042200041 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestierde Borotou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
22042200042 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Koonan	1 250 000	1 250 000	1 250 000
22042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Fougbesso	1 250 000	1 250 000	1 250 000
22089030279 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de M'Bahiakro	3 000 000	3 000 000	3 000 000
22089030283 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Doropo	3 000 000	3 000 000	3 000 000
22089030299 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Taabo	2 000 000	2 000 000	2 000 000
22089030303 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kouibly	2 000 000	2 000 000	2 000 000
22089030329 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Tehini	2 000 000	2 000 000	2 000 000
22089030348 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bouko	1 250 000	1 250 000	1 250 000
22089030350 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dananon	1 250 000	1 250 000	1 250 000
22089030351 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dapeoua	1 250 000	1 250 000	1 250 000
22089030378 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Lataha	1 250 000	1 250 000	1 250 000
22089030388 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ondefidouo	1 250 000	1 250 000	1 250 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22089 Gestion durable des ressources forestières	**58 463 516 601**	**53 814 842 508**	**65 580 143 285**
22089030389 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Papara	1 250 000	1 250 000	1 250 000
22089030392 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sikolo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
22089030398 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tendéné Bambarasso	1 250 000	1 250 000	1 250 000
23042200036 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Odienné	2 000 000	2 000 000	2 000 000
23042200037 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Séguélon	2 000 000	2 000 000	2 000 000
23042200038 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Samatiguila	1 250 000	1 250 000	1 250 000
23042200042 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Fengolo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
23042200043 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Djoulatiendougou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
23042200046 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Madinani	3 000 000	3 000 000	3 000 000
23042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Gbéléban	2 000 000	2 000 000	2 000 000
23042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Madinani	2 000 000	2 000 000	2 000 000
23042200051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bako	1 250 000	1 250 000	1 250 000
24042200043 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Diawala	1 250 000	1 250 000	1 250 000
24042200044 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Ouangolodougou	3 000 000	3 000 000	3 000 000
24042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Niellé	2 000 000	2 000 000	2 000 000
24042200046 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de NAFANA	1 250 000	1 250 000	1 250 000
24042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de TOGONIERE	1 250 000	1 250 000	1 250 000
24042200050 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Ferkessédougou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
24042200051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Toumoukoro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
24042200054 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Ouangolodougou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
24042200055 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kong	2 000 000	2 000 000	2 000 000
24042200058 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bilimono	1 250 000	1 250 000	1 250 000
25042200057 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kanoroba	1 250 000	1 250 000	1 250 000
25042200058 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Boron	1 250 000	1 250 000	1 250 000
25042200059 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Karakoro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
25042200060 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Niofoin	1 250 000	1 250 000	1 250 000
25042200061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sirasso	1 250 000	1 250 000	1 250 000
25042200063 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sinématiali	2 000 000	2 000 000	2 000 000
25042200065 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Katogo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
25042200068 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Guiembe	1 250 000	1 250 000	1 250 000
25042200069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Napieledougou	1 250 000	1 250 000	1 250 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22089 Gestion durable des ressources forestières	**58 463 516 601**	**53 814 842 508**	**65 580 143 285**
25042200070 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de M'Bengué	2 000 000	2 000 000	2 000 000
25042200072 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Korhogo	2 000 000	2 000 000	2 000 000
25042200075 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dikodougou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
26042200034 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tengrela	100 000 000	130 000 000	130 000 000
26042200035 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Boundiali	3 000 000	3 000 000	3 000 000
26042200037 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Boundiali	2 000 000	2 000 000	2 000 000
26042200038 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kouto	2 000 000	2 000 000	2 000 000
26042200039 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ganaoni	1 250 000	1 250 000	1 250 000
26042200040 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kolia	1 250 000	1 250 000	1 250 000
26042200041 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gbongaha	1 250 000	1 250 000	1 250 000
26042200042 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kanakoro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
27042200029 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Minignan	3 000 000	3 000 000	3 000 000
27042200030 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de de Kaniasso (Odienné)	2 000 000	2 000 000	2 000 000
27042200031 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Minignan	2 000 000	2 000 000	2 000 000
27042200032 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Goulia	1 250 000	1 250 000	1 250 000
27042200033 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sokoro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
27042200035 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tienko	1 250 000	1 250 000	1 250 000
28042200043 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kalamon	1 250 000	1 250 000	1 250 000
28042200044 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tougbo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
28042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Koutouba	1 250 000	1 250 000	1 250 000
28042200046 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Niamoin	1 250 000	1 250 000	1 250 000
28042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Doropo	2 000 000	2 000 000	2 000 000
28042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bouna	2 000 000	2 000 000	2 000 000
28042200049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Danoa	1 250 000	1 250 000	1 250 000
28042200051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Nassian	2 000 000	2 000 000	2 000 000
28042200054 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sominace (Bouna)	1 250 000	1 250 000	1 250 000
31042200063 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Issia	2 000 000	2 000 000	2 000 000
31042200064 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Vaou (Vavoua)	1 250 000	1 250 000	1 250 000
31042200065 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Pélézi	1 250 000	1 250 000	1 250 000
31042200066 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Guessabo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
31042200067 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Saïoua	1 250 000	1 250 000	1 250 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22089 Gestion durable des ressources forestières	**58 463 516 601**	**53 814 842 508**	**65 580 143 285**
31042200068 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Vavoua	2 000 000	2 000 000	2 000 000
31042200069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d'Iboguhé	1 250 000	1 250 000	1 250 000
31042200070 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Vavoua	3 000 000	3 000 000	3 000 000
31042200071 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gadouan	1 250 000	1 250 000	1 250 000
31042200075 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gonaté	1 250 000	1 250 000	1 250 000
31042200076 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Setifla	1 250 000	1 250 000	1 250 000
31042200080 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bédiala	1 250 000	1 250 000	1 250 000
31042200081 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dania	2 000 000	2 000 000	2 000 000
31042200085 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Daloa	2 000 000	2 000 000	2 000 000
31042200086 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Zoukougbeu	2 000 000	2 000 000	2 000 000
31042200087 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Belle Ville	1 250 000	1 250 000	1 250 000
32042200040 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Gagnoa	2 000 000	2 000 000	2 000 000
32042200041 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gnagbodougnoa	1 250 000	1 250 000	1 250 000
32042200042 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ouragahio	1 250 000	1 250 000	1 250 000
32042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Guibéroua	2 000 000	2 000 000	2 000 000
32042200046 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Diégonéfla	1 250 000	1 250 000	1 250 000
32042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dignago	1 250 000	1 250 000	1 250 000
32042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bayota	1 250 000	1 250 000	1 250 000
32042200050 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Galebré	1 250 000	1 250 000	1 250 000
32042200052 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Oumé	2 000 000	2 000 000	2 000 000
35042200037 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Zuénoula	2 000 000	2 000 000	2 000 000
35042200038 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sinfra	2 000 000	2 000 000	2 000 000
35042200039 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Bouaflé	3 000 000	3 000 000	3 000 000
35042200040 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bonon	1 250 000	1 250 000	1 250 000
35042200044 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kanzra	1 250 000	1 250 000	1 250 000
35042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gohitafla	1 250 000	1 250 000	1 250 000
35042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kononfla (Sinfra)	1 250 000	1 250 000	1 250 000
35042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bazra-Nattis	1 250 000	1 250 000	1 250 000
35042200049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bouaflé	2 000 000	2 000 000	2 000 000
36042200023 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sifie	1 250 000	1 250 000	1 250 000
36042200024 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Djibrosso	1 250 000	1 250 000	1 250 000
36042200028 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Massala	1 250 000	1 250 000	1 250 000
36042200029 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kani	2 000 000	2 000 000	2 000 000
36042200031 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Morondo	1 250 000	1 250 000	1 250 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22089 Gestion durable des ressources forestières	**58 463 516 601**	**53 814 842 508**	**65 580 143 285**
36042200033 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Séguéla	2 000 000	2 000 000	2 000 000
37042200026 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Mankono	3 000 000	3 000 000	3 000 000
37042200027 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dianra	2 000 000	2 000 000	2 000 000
37042200028 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kongasso	1 250 000	1 250 000	1 250 000
37042200029 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sarhala	1 250 000	1 250 000	1 250 000
37042200030 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Kounahiri	2 000 000	2 000 000	2 000 000
37042200034 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Mankono	2 000 000	2 000 000	2 000 000
37042200035 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tiéningboué	1 250 000	1 250 000	1 250 000
41042200063 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Danané	2 000 000	2 000 000	2 000 000
41042200064 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Biankouma	2 000 000	2 000 000	2 000 000
41042200065 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Man	2 000 000	2 000 000	2 000 000
41042200066 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sangouiné	1 250 000	1 250 000	1 250 000
41042200067 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Biankouma	3 000 000	3 000 000	3 000 000
41042200068 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Logoualé	1 250 000	1 250 000	1 250 000
41042200069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sipilou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
41042200075 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kouan Houlé	1 250 000	1 250 000	1 250 000
41042200076 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestierde Teapleu	1 250 000	1 250 000	1 250 000
41042200080 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Daleu	1 250 000	1 250 000	1 250 000
41042200081 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Danané	3 000 000	3 000 000	3 000 000
41042200082 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Mahapleu	1 250 000	1 250 000	1 250 000
41042200084 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Binhouye	1 250 000	1 250 000	1 250 000
41042200085 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gbonné	1 250 000	1 250 000	1 250 000
41042200087 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Zouan-Hounien	2 000 000	2 000 000	2 000 000
42042200039 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Zéaglo (Bloléquin)	1 250 000	1 250 000	1 250 000
42042200040 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bolequin	2 000 000	2 000 000	2 000 000
42042200042 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Taï	2 000 000	2 000 000	2 000 000
42042200043 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Toulepleu	3 000 000	3 000 000	3 000 000
42042200044 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Doke	1 250 000	1 250 000	1 250 000
42042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Zagné	1 250 000	1 250 000	1 250 000
42042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Péhé	1 250 000	1 250 000	1 250 000
42042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Guiglo	2 000 000	2 000 000	2 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22089 Gestion durable des ressources forestières	**58 463 516 601**	**53 814 842 508**	**65 580 143 285**
42042200049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Toulépleu	2 000 000	2 000 000	2 000 000
43042200040 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Guézon	1 250 000	1 250 000	1 250 000
43042200042 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Duékoué	2 000 000	2 000 000	2 000 000
43042200043 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bangolo	2 000 000	2 000 000	2 000 000
43042200044 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gbapleu (Duekoue)	1 250 000	1 250 000	1 250 000
43042200048 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Bangolo	3 000 000	3 000 000	3 000 000
43042200049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Guezon 1	1 250 000	1 250 000	1 250 000
43042200051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Facobly	2 000 000	2 000 000	2 000 000
43042200052 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sémien	1 250 000	1 250 000	1 250 000
51042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dairo-Didizo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
51042200049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ogoudou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
51042200050 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Lozoua	1 250 000	1 250 000	1 250 000
51042200051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Hiré	1 250 000	1 250 000	1 250 000
51042200055 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Divo	2 000 000	2 000 000	2 000 000
51042200056 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Zikisso	1 250 000	1 250 000	1 250 000
51042200057 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yocoboué (Divo)	1 250 000	1 250 000	1 250 000
51042200058 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Lakota	3 000 000	3 000 000	3 000 000
51042200061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gnamezaria (Lakota)	1 250 000	1 250 000	1 250 000
51042200062 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Guitry	2 000 000	2 000 000	2 000 000
51042200063 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Lakota	2 000 000	2 000 000	2 000 000
51042200066 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveu du Poste Forstier de Gagore	1 250 000	1 250 000	1 250 000
55042200046 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tabou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
55042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de San-Pédro	2 000 000	2 000 000	2 000 000
55042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Doba	1 250 000	1 250 000	1 250 000
55042200049 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Tabou	3 000 000	3 000 000	3 000 000
55042200050 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Grabo	2 000 000	2 000 000	2 000 000
55042200051 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Djouroutou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
55042200057 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dogbo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
55042200058 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gabiadji	1 250 000	1 250 000	1 250 000
55042200059 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Grand-Béréby	2 000 000	2 000 000	2 000 000
55042200062 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Olodio	1 250 000	1 250 000	1 250 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22089 Gestion durable des ressources forestières	**58 463 516 601**	**53 814 842 508**	**65 580 143 285**
56042200048 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Méagui	3 000 000	3 000 000	3 000 000
56042200049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dabouyo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
56042200050 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Guéyo	2 000 000	2 000 000	2 000 000
56042200053 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Méaguy	2 000 000	2 000 000	2 000 000
56042200054 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Okrouyo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
56042200055 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement forestier de Buyo (Dept Soubré)	2 000 000	2 000 000	2 000 000
56042200059 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Grand-Zattry	2 000 000	2 000 000	2 000 000
56042200060 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Liliyo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
56042200061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Oupouyo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
56042200064 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Soubré	2 000 000	2 000 000	2 000 000
56042200065 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Soubré (Buyo)	3 000 000	3 000 000	3 000 000
57042200029 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Sassandra	3 000 000	3 000 000	3 000 000
57042200030 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gbagbame (Fresco)	1 250 000	1 528 300	1 528 300
57042200032 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Fresco	2 000 000	2 000 000	2 000 000
57042200034 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Dakpadou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
57042200036 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sago	1 250 000	1 250 000	1 250 000
57042200037 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sassandra	2 000 000	2 000 000	2 000 000
61042200060 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Abengourou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
61042200061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Dufrebo	2 000 000	2 000 000	2 000 000
61042200062 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ebilassokro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
61042200063 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tenguelan	1 250 000	1 250 000	1 250 000
61042200064 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yakassé-Feyasse	1 250 000	1 250 000	1 250 000
61042200066 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Agnibilékro	2 000 000	2 000 000	2 000 000
61042200067 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département d'Agnibilékro	3 000 000	3 000 000	3 000 000
61042200068 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Akoboissue	1 250 000	1 250 000	1 250 000
61042200069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Aniassue	1 250 000	1 250 000	1 250 000
61042200070 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Diamarakro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
61042200074 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d'Amélékia	1 250 000	1 250 000	1 250 000
61042200075 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Zaranou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
61042200076 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bettié	2 000 000	2 000 000	2 000 000
61042200079 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Niablé	1 250 000	1 250 000	1 250 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22089 Gestion durable des ressources forestières	**58 463 516 601**	**53 814 842 508**	**65 580 143 285**
62042200077 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Tanda	3 000 000	3 000 000	3 000 000
62042200078 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Appimadoum	1 250 000	1 250 000	1 250 000
62042200079 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tagadi	1 250 000	1 250 000	1 250 000
62042200086 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bondoukou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
62042200087 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Boihia	1 250 000	1 250 000	1 250 000
62042200088 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tabagne	1 250 000	1 250 000	1 250 000
62042200089 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Transua	2 000 000	2 000 000	2 000 000
62042200090 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Laoudi Ba	1 250 000	1 250 000	1 250 000
62042200092 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Sandégué	2 000 000	2 000 000	2 000 000
62042200093 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Koun-Fao	2 000 000	2 000 000	2 000 000
62042200094 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Kouassi-Datékro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
62042200095 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Tanda	2 000 000	2 000 000	2 000 000
62042200096 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Diamba	1 250 000	1 250 000	1 250 000
62042200097 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tienkoikro	1 250 000	1 250 000	1 250 000
62042200098 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Sorobango	1 250 000	1 250 000	1 250 000
62042200099 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yorobodi	1 250 000	1 250 000	1 250 000
62042200100 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Tankessi	1 250 000	1 250 000	1 250 000
62042200102 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d'Assuéffry	1 250 000	1 250 000	1 250 000
62042200103 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gouméré	1 250 000	1 250 000	1 250 000
71042200070 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Assinie-Mafia	1 250 000	1 250 000	1 250 000
71042200071 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Tiapoum	3 000 000	3 000 000	3 000 000
71042200072 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bianouan	1 250 000	1 250 000	1 250 000
71042200077 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Aboisso	2 000 000	2 000 000	2 000 000
71042200078 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Adaou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
71042200079 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Bonoua	2 000 000	2 000 000	2 000 000
71042200080 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Ayamé	2 000 000	2 000 000	2 000 000
71042200081 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Nouanou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
71042200082 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Adiaké	2 000 000	2 000 000	2 000 000
71042200086 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Maféré	2 000 000	2 000 000	2 000 000
71042200087 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Tiapoum	2 000 000	2 000 000	2 000 000
71042200088 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Etueboue	1 250 000	1 250 000	1 250 000
71042200089 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestierde Yaou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
71042200091 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Grand-Bassam	3 000 000	3 000 000	3 000 000
71042200092 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bongo	1 250 000	1 250 000	1 250 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22089 Gestion durable des ressources forestières	**58 463 516 601**	**53 814 842 508**	**65 580 143 285**
71042200094 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Noé	1 250 000	1 250 000	1 250 000
71042200095 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement de Grand-Bassam	2 000 000	2 000 000	2 000 000
76042200050 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Pacobo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
76042200051 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Tiassalé	3 000 000	3 000 000	3 000 000
76042200052 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Gomon	1 250 000	1 250 000	1 250 000
76042200053 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du cantonnement Forestier de Sikensi	2 000 000	2 000 000	2 000 000
76042200056 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Agboville	2 000 000	2 000 000	2 000 000
76042200057 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Rubino	1 250 000	1 250 000	1 250 000
76042200058 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier d'Azaguié	1 250 000	1 250 000	1 250 000
76042200060 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Séguié	1 250 000	1 250 000	1 250 000
76042200061 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Orès-Krobou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
76042200064 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de N'Douci	1 250 000	1 250 000	1 250 000
76042200066 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yapo	1 250 000	1 250 000	1 250 000
76042200069 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier Tiassalé	2 000 000	2 000 000	2 000 000
77042200043 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Alépé	2 000 000	2 000 000	2 000 000
77042200044 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Adzopé	2 000 000	2 000 000	2 000 000
77042200045 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Afféry	1 250 000	1 250 000	1 250 000
77042200046 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Aboisso-Comoé	1 250 000	1 250 000	1 250 000
77042200047 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Danguira	1 250 000	1 250 000	1 250 000
77042200048 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Yakassé-Attrobou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
77042200049 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Akoupé	2 000 000	2 000 000	2 000 000
77042200058 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Agou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
77042200060 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Abongoua	1 250 000	1 250 000	1 250 000
77042200062 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Yakassé-Mé	1 250 000	1 250 000	1 250 000
77042200063 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département d'Akoupé	3 000 000	3 000 000	3 000 000
78042200162 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bingerville	1 250 000	1 250 000	1 250 000
78042200163 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Songon	1 250 000	1 250 000	1 250 000
78042200164 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Brofodoumé	1 250 000	1 250 000	1 250 000
78042200165 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Anyama	2 000 000	2 000 000	2 000 000
78042200228 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier d'Abidjan	2 000 000	2 000 000	2 000 000
79042200028 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Bakanda	1 250 000	1 250 000	1 250 000
79042200029 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier de Jacqueville	2 000 000	2 000 000	2 000 000
79042200030 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Ahouanou	1 250 000	1 250 000	1 250 000
79042200032 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier Grand-Lahou	2 000 000	2 000 000	2 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22089 Gestion durable des ressources forestières	**58 463 516 601**	**53 814 842 508**	**65 580 143 285**
79042200033 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Cantonnement Forestier Dabou	2 000 000	2 000 000	2 000 000
79042200035 Superviser les activités opérationnelles du Ministère des Eaux et Forêts au niveau du département de Dabou	3 000 000	3 000 000	3 000 000
79042200038 Réaliser les activités de contrôle, de reboisement et de sensibilisation au niveau du Poste Forestier de Irobo (Grand-Lahou)	1 250 000	1 250 000	1 250 000
2208904 Renforcement du cadre d'exploitation rationnelle, de transformation et de commercialisation des produits forestiers	**152 000 000**	**152 000 000**	**152 000 000**
2 Biens et services	**152 000 000**	**152 000 000**	**152 000 000**
78042200166 Mettre en œuvre le processus APV-FLEGT	147 000 000	147 000 000	147 000 000
78042200207 Gérer et promouvoir les activités d'exploitation forestière	5 000 000	5 000 000	5 000 000
2208905 Mise en oeuvre des activités du programme gestion durable des ressources forestières	**36 000 000**	**36 800 000**	**36 800 000**
2 Biens et services	**36 000 000**	**36 800 000**	**36 800 000**
90042200003 Mettre en œuvre la politique des Forêts	36 000 000	36 800 000	36 800 000

II.2.3 Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques	Action 3.1: Renforcement du dispositif de protection des ressources fauniques
	Action 3.2: Aménagement du zoo, prévention et éradication des zoonoses
	Action 3.3: Mise en œuvre des activités du programme gestion durable des ressources fauniques

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Restaurer et valoriser la faune sauvage	Pourcentage cumulatif d'éléphants équipés de colliers GPS	33,33%	77,78%	100%	0	(Nombre total d'éléphants équipés de colliers GPS / 18) X 100 Prévisions : 18 individus Source : Rapport d'activités DFRC
	Pourcentage des conflits homme-faune traités	100%	20%	25%	30%	(Nombre de conflits H/F pris en charge / Nombre de cas de conflits H/F signalés) X 100 Source : Rapport d'activités DFRC

Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Restaurer et valoriser la faune sauvage	Taux d'évolution des actions de sensibilisation réalisées (réunions, spot télé, spot radio, panneaux d'affichage, etc.)	-	24%	32%	46,67%	(Nombre d'actions de sensibilisations réalisées / Nombre d'actions de sensibilisations prévues) X 100 Dénominateur : 75 (valeur initiale pour l'année 2024) Sources : Rapports d'activités DFRC / ZNA
OS 2 : Valoriser le Zoo National d'Abidjan	Pourcentage d'animaux du ZNA bénéficiant d'analyses sanitaires	-	40%	50%	55%	(Nombre d'animaux bénéficiant d'analyses sanitaires / Nombre total d'animaux du ZNA) X 100 Source : Rapport d'activités ZNA
	Taux d'évolution de l'effectif des animaux du ZNA	23,33%	15%	20%	25%	((Effectif des animaux du ZNA en année N – Effectif des animaux du ZNA en année N-1) / Effectif des animaux du ZNA en année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités ZNA
	Taux d'évolution du nombre de visiteurs du ZNA	2,50%	27,50%	30%	32,50%	((Effectif des visiteurs du ZNA en année N – Effectif des visiteurs du ZNA en année N-1) / Effectif des visiteurs du ZNA en année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités ZNA

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES FAUNIQUES	**917 332 688**	**1 015 525 850**	**833 822 449**
Dépenses de personnel	30 000 000	30 000 000	30 000 000
Dépenses en biens et services	775 660 188	803 822 449	803 822 449
Transferts	0	0	0
Investissements	111 672 500	181 703 401	0
Trésor	*50 000 000*	*181 703 401*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*61 672 500*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22090 Gestion durable des ressources fauniques	**917 332 688**	**1 015 525 850**	**833 822 449**
2209001 Renforcement du dispositif de protection des ressources fauniques	**116 672 500**	**193 215 662**	**11 512 261**
2 Biens et services	**5 000 000**	**11 512 261**	**11 512 261**
78042200167 Renforcer le dispositif de protection des ressources fauniques	5 000 000	11 512 261	11 512 261

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22090 Gestion durable des ressources fauniques	**917 332 688**	**1 015 525 850**	**833 822 449**
4 Investissements	**111 672 500**	**181 703 401**	**0**
Trésor	***50 000 000***	***181 703 401***	***0***
78042200232 Surveiller les éléphants par la technologie satellitaire	50 000 000	181 703 401	0
Financement extérieur	***61 672 500***	***0***	***0***
78042200235 Projet d'extension du suivi par GPS des éléphants en conflit avec les hommes à dix (10) nouveaux groupes	61 672 500	0	0
2209002 Aménagement du zoo, prévention et éradication des zoonoses	**768 410 188**	**788 410 188**	**788 410 188**
1 Personnel	**30 000 000**	**30 000 000**	**30 000 000**
78042200171 Assurer les charges salariales du Zoo d'Abidjan	30 000 000	30 000 000	30 000 000
2 Biens et services	**738 410 188**	**758 410 188**	**758 410 188**
78042200211 Protéger les espèces animales et promouvoir les activités récréatives	738 410 188	758 410 188	758 410 188
2209003 Mise en œuvre des activités du programme gestion durable des ressources fauniques	**32 250 000**	**33 900 000**	**33 900 000**
2 Biens et services	**32 250 000**	**33 900 000**	**33 900 000**
90042200005 Mettre en œuvre la politique de Gestion durable des ressources fauniques	32 250 000	33 900 000	33 900 000

II.2.4 Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau	Action 4.1: Instruction de dossiers de demande d'autorisation de prélèvement d'eau
	Action 4.2 : Élaboration d'une carte de dégradation des états de surface

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Protéger les ressources en eaux	Pourcentage de demandes d'autorisation de prélèvement dans les eaux du domaine public hydraulique traitées	100%	50%	60%	70%	(Nombre de demandes d'autorisation de prélèvement d'eau traitées / Nombre total de demande d'autorisation de prélèvement d'eau reçues) X 100 Source : Rapport d'activités DGRE
	Pourcentage de comités locaux de l'eau créés	-	33%	66%	100%	(Nombre de comités locaux de l'eau créés / Nombre de comités locaux de l'eau prévus) X 100 Source : Rapport d'activités DGRE
	Pourcentage de bulletins de la qualité des eaux brutes diffusés	-	100%	100%	100%	(Nombre de bulletins de la qualité des eaux brutes diffusés / Nombre de bulletins de la qualité des eaux brutes prévus) X 100 Source : Rapport d'activités DGRE

Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Protéger les ressources en eaux	Taux de réalisation des campagnes de sensibilisation et d'information sur la protection des ressources en eau	-	100%	100%	100%	(Nombre de campagnes de sensibilisation et d'information sur la protection des ressources en eau / Nombre total de campagnes de sensibilisation et d'information sur la protection des ressources en eau prévus) X 100 Sources : Rapports d'activités DGRE / PIDACC
OS 2 : Mettre en place un cadre de gestion durable des ressources en eau et des ouvrages hydrauliques	Pourcentage de services formés à la gestion durable des ressources en eau	-	100%	100%	100%	(Nombre de service formés à la gestion durable des ressources en eau / Nombre total de services à former à la gestion durable des ressources en eau) X 100 Source : Rapport d'activités DGRE
	Pourcentage d'agences de bassin créées	-	33%	66%	100%	(Nombre d'agences de bassin créées / Nombre total d'agences de bassin prévus) X 100 Sources : Rapports d'activités DGRE / PIDACC

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : GESTION INTEGREE DES RESSOURCES EN EAU	**5 092 018 667**	**9 622 301 661**	**178 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	178 000 000	178 000 000	178 000 000
Transferts	0	0	0
Investissements	4 914 018 667	9 444 301 661	0
Trésor	*1 315 468 667*	*1 110 901 661*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*3 598 550 000*	*8 333 400 000*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22091 Gestion intégrée des ressources en eau	**5 092 018 667**	**9 622 301 661**	**178 000 000**
2209101 Instruction de dossiers de demande d'autorisation de prélèvement d'eau	**519 237 737**	**166 682 263**	**160 000 000**
2 Biens et services	**160 000 000**	**160 000 000**	**160 000 000**
78042200172 Protéger et aménager les Ressources en Eau	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78042200174 Organiser la Semaine Nationale de l'Eau	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78042200198 Organiser la Journée Mondiale de l'Eau	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78042200210 Evaluer le patrimoine hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22091 Gestion intégrée des ressources en eau	**5 092 018 667**	**9 622 301 661**	**178 000 000**
4 Investissements	**359 237 737**	**6 682 263**	**0**
Trésor	***359 237 737***	***6 682 263***	***0***
90042200042 Assurer la protection et la surveillance qualitative des eaux de surface dans le Bassin Versant Sassandra	160 000 000	0	0
90042200008 Projet d'Appui à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)-Côte d'Ivoire - Bassin Versant du Bandama	199 237 737	6 682 263	0
2209102 Élaboration d'une carte de dégradation des états de surface	**4 572 780 930**	**9 455 619 398**	**18 000 000**
2 Biens et services	**18 000 000**	**18 000 000**	**18 000 000**
78042200199 Mettre en œuvre la politique de gestion intégrée des ressources en eau	18 000 000	18 000 000	18 000 000
4 Investissements	**4 554 780 930**	**9 437 619 398**	**0**
Trésor	***956 230 930***	***1 104 219 398***	***0***
11042200092 Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le bassin du Niger (PIDACC)	956 230 930	1 104 219 398	0
Financement extérieur	***3 598 550 000***	***8 333 400 000***	***0***
11042200092 Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le bassin du Niger (PIDACC)	3 450 000 000	4 166 700 000	0
11042200092 Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le bassin du Niger (PIDACC)	148 550 000	4 166 700 000	0

II.2.5 Programme 5 : Fonds Forestier National

II.2.5.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 5 : Fonds Forestier National	Action 5.1: Coordination et gestion des activités du Fonds
	Action 5.2: Développement de l'activité forestière
	Action 5.3: Renforcement des capacités opérationnelles des structures du MINEF

II.2.5.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Fonds Forestier National						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du fonds	Taux du budget annuel du fonds utilisé pour les activités de reboisements	30%	30%	50%	50%	(Budget utilisé pour les reboisements / Budget annuel du fonds) X 100 Source : Rapport d'activités des Services
	Taux de décaissement du budget du fonds	10%	12%	14%	14%	[(Volume de crédits de l'année N+1 - volume de crédits de l'année N) X 100] / volume de crédits de l'année N Source : Rapport d'activités du Comité de Gestion

II.2.5.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 5 : FONDS FORESTIER NATIONAL	**900 000 000**	**990 000 000**	**1 080 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	900 000 000	990 000 000	1 080 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23228 Fonds Forestier National	**900 000 000**	**990 000 000**	**1 080 000 000**
2322801 Coordination et gestion des activités du Fonds	**299 250 000**	**319 250 000**	**339 250 000**
3 Transferts	**299 250 000**	**319 250 000**	**339 250 000**
90042200018 Contribuer au fonctionnement du Comité de Gestion du FFN	85 500 000	95 500 000	100 500 000
90042200019 Prendre en charge la coordination générale de l'ensemble des activités de préservation et de développement forestier	85 500 000	95 500 000	100 500 000
90042200020 Apporter un appui au fonctionnement du Cabinet du Ministre chargé des Eaux et Forêts	128 250 000	128 250 000	138 250 000
2322802 Développement de l'activité forestière	**472 500 000**	**522 500 000**	**572 500 000**
3 Transferts	**472 500 000**	**522 500 000**	**572 500 000**
90042200021 Prendre en charge le suivi, la supervision, la réception et le contrôle des parcelles reboisées	42 750 000	52 750 000	52 750 000
90042200022 Contribuer à la réalisation des activités de reboisement par les Directions Régionales des Eaux et Forêts	266 500 000	286 500 000	311 500 000
90042200023 Prendre en charge la gestion sylvicole des parcelles reboisées	85 500 000	105 500 000	120 500 000
90042200024 Réaliser le suivi technique et l'encadrement des activités d'exploitation, de transformation et de commercialisation durable des produite forestiers	77 750 000	77 750 000	87 750 000
2322803 Renforcement des capacités opérationnelles des structures du MINEF	**128 250 000**	**148 250 000**	**168 250 000**
3 Transferts	**128 250 000**	**148 250 000**	**168 250 000**
90042200025 Contribuer au paiement des primes des ATEF	85 500 000	95 500 000	105 500 000
90042200026 Soutenir les cotisations des ATEF pour le Fonds de prévoyance des Eaux et Forêts	42 750 000	52 750 000	62 750 000

SECTION 346 : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE

SECTION 346 : MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au titre de la Gouvernance et de la Coopération Culturelle

- l'insuffisance du dispositif législatif et règlementaire ;
- la faible vulgarisation et application des textes régissant le secteur de la culture et de la francophonie ;
- l'insuffisance d'études stratégiques dans le secteur ;
- l'inexistence d'un Comité de validation des données statistiques culturelles ;
- le faible renforcement des capacités des fonctionnaires et agents de l'Etat (150/3000 agents par an, soit 5% de l'effectif total du ministère) ;
- la méconnaissance des mécanismes de financement des projets par les acteurs et professionnels culturels ;
- le piratage et la contrefaçon des œuvres de l'esprit (Musique, livre, films, pagnes tissés, etc.) ;
- la non-opérationnalisation des108 Directions Départementales de la Culture et de la Francophonie ;
- la faible application des accords ou conventions de coopération culturelle.

Au titre de l'Animation Culturelle et Industries Culturelles et Créatives

- l'absence de guichet unique dans le cadre de l'organisation et de la structuration du sous-secteur de l'Animation Culturelle et Industries Culturelles et Créatives ;
- l'insuffisance d'espaces et de cadres d'expressions de la diversité culturelle répondant aux normes en la matière ;
- la faible professionnalisation des acteurs du secteur culturel ;
- l'insuffisance de promotion des métiers du secteur des arts et de la culture (journalistes culturels, critiques d'art, scénaristes, correcteurs, curateurs, etc.) ;
- la faible digitalisation et transformation numérique dans la chaine de valeur des Industries Culturelles et Créatives (ICC).

Au titre du Patrimoine Culturel

- l'insuffisance des infrastructures patrimoniales ;
- l'inadaptation et la vétusté des infrastructures patrimoniales ;
- la faible fréquentation des institutions patrimoniales ;
- l'insuffisance du dispositif sécuritaire autour des structures, des biens et éléments du patrimoine culturel national ;
- l'absence d'évaluation financière des collections des fonds muséal et documentaire en vue de souscrire à une assurance Fine Art (assurance « œuvres d'arts ») ;
- l'insuffisance d'études et de recherches sur le patrimoine culturel national ;
- la faible promotion des langues nationales ;
- l'insuffisance de matériel roulant pour les missions de terrain des structures du patrimoine ;
- l'absence de règles formelles pour structurer et préserver le savoir des Trésors Humains Vivants (THV).

Au titre de l'Enseignement Artistique et Culturel

- le faible maillage territorial des infrastructures d'enseignement artistique et culturel ;
- l'insuffisance de capacités d'accueil, de salles spécialisées et d'ateliers dans les Etablissements d'Enseignement Artistique et Culturel (EEAC) ;
- l'obsolescence et l'insuffisance des équipements et matériels didactiques dans les EEAC ;
- la faible connaissance des offres de formation artistique et culturelle et des métiers des ICC par la population ;
- l'insuffisance de l'encadrement pédagogique des enseignants en art et culture ;
- l'insuffisance d'enseignants du supérieur artistique et culturel et des personnels spécialisés d'encadrement (les non-voyants, les malvoyants, les malentendants…) ;
- l'absence de résidences de créations pour les étudiants et apprenants en art et culture ;
- l'inadaptation des textes définissant les indemnités des acteurs des examens et concours en art et culture ;
- l'inexistence d'une cartographie des EEAC portés par les promoteurs privés ;
- l'absence de texte portant indemnité de fonction du personnel d'encadrement dans les structures de formation artistique et culturelle ;
- l'absence de texte fixant le régime de rétribution des personnels chargés de l'organisation des examens et concours du ministère en charge de la Culture.

Au titre de la Francophonie

- la faible connaissance de la Francophonie et de ses missions de développement par les populations ivoiriennes ;
- la faible captation des offres de la Francophonie par les populations ;
- la faible coordination des programmes financés par l'OIF en Côte d'Ivoire.

I.1.2. Réponses apportées

Au titre de la Gouvernance et de la Coopération Culturelle

- l'adoption de la loi n°2023-595 du 07 juin 2023 portant protection du patrimoine culturel national ;
- la prise de divers décrets en 2024 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement des structures sous-tutelles du ministère (CNAC, CNF, OIPC, PCBD) ;
- la prise du décret n°2024-660 du 01 août 2024 fixant les modalités de circulation des biens culturels en Côte d'Ivoire ;
- l'élaboration et la transmission au SGG de divers projets de décret, notamment la déclaration de l'édition de vidéogramme destiné à l'usage privé et les mesures de protection du patrimoine culturel ;
- l'élaboration et la transmission au SGG du projet d'arrêté portant fonctionnement du comité national des Trésors Humains Vivants ;
- l'actualisation et la transmission au SGG des décrets portant création des EPN (INSAAC et ONAC-CI) ;
- la mise en place d'un mécanisme temporaire de mise à jour des données statistiques culturelles en 2025 ;
- l'élaboration des projets de décrets d'application relatifs à la loi n°2023-595 du 07 juin 2023 portant protection du patrimoine culturel national ;
- le renforcement des capacités de 150 agents du Ministère dans les domaines de la rédaction administrative, du management de l'administration publique, de la gestion électronique des documents administratifs ;
- le renforcement des capacités des acteurs des faitières culturelles sur le mécanisme de financement des projets ;
- la restauration de l'ex-Hôtel des Poste et Douane (Bâtiment classé Patrimoine de l'UNESCO) pour en faire la Maison de l'Art de la Ville historique de Grand-Bassam ;
- la réhabilitation de 07 Directions Régionales (Abidjan, Agboville, Bouaké, Divo, Gagnoa, Korhogo et Man) ;
- l'équipement des 32 Directions Régionales en mobilier de bureau et en matériel informatique.

Au titre de l'Animation Culturelle et Industries Culturelles et Créatives

- l'ouverture d'un multiplex ''PATHE'' de 06 salles de cinéma ;
- l'appui à l'organisation de 897 festivals et manifestations culturelles sur le territoire national (FEMUA, Fête de la Musique, Art au féminin, ABISSA, POPO-CARNAVAL, etc.) ;
- l'octroi des prêts aux acteurs culturels (producteurs, réalisateurs, promoteurs…) ;
- l'appui à l'organisation des Salons (SILA, SALEA, ARTS PLASTIQUES, MODE,) ;
- l'appui financier accordé à 12 projets cinématographiques dont 05 aides à l'écriture, 04 aides à la finition et 03 aides à la production.

Au titre du Patrimoine Culturel

- la numérisation des biens et éléments du patrimoine culturel ;
- la prise de l'arrêté n°03 MCIAS / CAB / du 24 juin 2021 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Exécutif de gestion des Mosquées de style soudanais du nord ivoirien ;
- la promotion des activités des institutions patrimoniales à travers des expositions temporaires et itinérantes (exposition des biens et éléments culturels) ;
- la construction en cours de la Bibliothèque Nationale de la Renaissance Africaine d'Abidjan (BRAA) ;
- la réalisation de l'inventaire du Patrimoine Culturel Immatériel dans les 32 régions de la Côte d'Ivoire ;
- l'inscription de 07 biens et éléments sur les Listes du patrimoine mondial de l'UNESCO (Ville Historique de Grand-Bassam, Mosquées de style soudanais, le Gbofê d'Affounkaha, le Djéguélé, le Zaouli, les savoir-faire liés aux Pagnes tissés, les savoir-faire liés à la fabrication de l'Attiéké) ;
- la restauration de 03 mosquées de style soudanais du nord ivoirien inscrites sur la Liste du patrimoine culturel national (Tiéningboué dans la Région du Béré, Siana et Kani dans la Région du Worodougou) ;
- la construction du bâtiment administratif du musée archéologique de Singrobo-Ahouaty.

Au titre de l'Enseignement Artistique et Culturel

- l'équipement de 03 établissements d'enseignement artistique et culturel (LEA, CTAA et CRAMA) en matériels didactiques et pédagogiques, en matériels informatiques et en mobiliers de bureau ;
- la réalisation de missions de sensibilisation des élèves et des acteurs de l'enseignement général sur les offres de l'enseignement artistique et culturel, dans les 04 DRENA d'Abidjan ;
- le recrutement de 08 Assistants du Supérieur à l'INSAAC ;
- la rénovation des bâtiments de l'INSAAC ;
- la participation de la DFAC aux Journées carrières organisées chaque année par le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) ;
- le renforcement des capacités de 160 enseignants du secondaire artistique et culturel.

Au titre de la Francophonie

- la nomination des Ivoiriens à des postes de responsabilité dans les instances et Institutions de l'OIF :
- Vice-présidente de la Conférence Ministérielle de la Francophonie (CMF) ;
- Président du comité des demandes d'adhésion et de modification de statut ;
- Présidente de la Conférence des Ministres de l'Education des Pays ayant le français en partage (CONFEMEN) ;
- Vice-président de l'Association Internationale des Maires francophones (AIMF) ;
- Membre du Bureau de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) ;
- Secrétaire Général de l'Association Internationale des Régions Francophones (AIRF) ;
- l'organisation d'ateliers d'information et de renforcement des compétences sur les procédures de captation et de soumission aux offres de la Francophonie ;

- la mise en place du fonds "la Francophonie Avec Elles" (FAE) de soutien aux projets financés par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ;
- l'organisation des rencontres d'information avec les organisations féminines et de jeunesse sur les appels à manifestation d'intérêts de l'OIF et la connaissance de la Francophonie en général.

I.1.3. Défis et priorités

Au titre de la Gouvernance et de la Coopération Culturelle

- le renforcement du dispositif législatif et règlementaire du secteur de la culture ;
- la diffusion et l'appropriation des textes existants dans le domaine de la culture ;
- la poursuite et l'actualisation des études stratégiques du secteur ;
- la modernisation du Système Informatisé de Gestion des Données Statistiques Culturelles (SIG-DSC) ;
- la mise en place d'un Comité d'actualisation et de validation des données statistiques du secteur ;
- l'intensification des ateliers de renforcement des capacités visant un plus grand nombre d'agents du ministère et d'acteurs du secteur culturel ;
- le renforcement du dispositif de lutte contre le piratage des œuvres de l'esprit ;
- la prise d'un décret portant statut des Trésors Humains Vivants.

Au titre de l'Animation Culturelle et Industries Culturelles et Créatives

- la mise en place d'un guichet unique à travers la création d'une billetterie centralisée pour les arts du spectacle vivant, du cinéma… ;
- la réhabilitation des espaces d'expressions culturelles existants et la construction de nouveaux espaces répondant aux normes en la matière ;
- la contribution à la création de cadres d'expressions culturelles ;
- la poursuite du renforcement des capacités des journalistes culturels et critiques d'arts ;
- la sensibilisation continue des acteurs culturels à la professionnalisation de leurs activités ;
- l'intensification de la politique du livre et de la lecture publique ;
- le renforcement de la professionnalisation du secteur cinématographique et audiovisuel ivoirien ;
- la poursuite de la digitalisation et de la transformation numérique dans la chaine de valeur des Industries Culturelles et Créatives (ICC).

Au titre du Patrimoine Culturel

- la réalisation du projet de sauvegarde et de valorisation du Parc Archéologique d'Ahouakro ;
- la poursuite de l'inscription des biens (îles Ehotilés, 05 mosquées de style soudanais) sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO ;
- l'inscription de l'Abissa sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'Humanité ;
- la réhabilitation de quatre (04) infrastructures muséales (Musées de Zaranou, Bettié, Korhogo et Grand-Bassam) ;
- la restauration des 09 mosquées de style soudanais restantes, en vue de leur intégration à la Liste du patrimoine mondial ;
- l'intensification des campagnes de promotion sur les biens et éléments des structures patrimoniales ;
- la construction de clôtures, l'implantation de signalétiques et l'installation de caméras de surveillance et d'alarmes à l'intérieur et à l'extérieur des structures patrimoniales, ainsi qu'aux abords des sites et monuments ;
- l'acquisition d'équipements de grande capacité de numérisation et de conservation ;
- l'évaluation financière des collections des fonds muséal et documentaire en vue de souscrire à une assurance Fine Art (assurance « œuvres d'arts ») ;
- la poursuite des études et de recherches sur le patrimoine culturel national ;

- la poursuite de la promotion des langues nationales ;
- la vulgarisation des pratiques traditionnelles ;
- l'acquisition de matériel roulant pour les missions de terrain des structures du patrimoine ;
- la poursuite de la numérisation du fonds patrimonial et des collections détenues par la BNCI, des Musées et des 12 mosquées de style soudanais du nord ivoirien.

Au titre de l'Enseignement Artistique et Culturel

- la construction de nouveaux établissements d'enseignements artistiques et culturels dans les régions et Districts ;
- l'extension et l'équipement de l'INSAAC ;
- la réalisation des études de redimensionnement du Lycée Professionnel d'Enseignement Artistique (LPEA) de Yamoussoukro en un Institut dédié aux métiers des Industries Culturelles et Créatives ;
- la poursuite du processus d'équipement des EEAC en matériels scolaires et didactiques ;
- l'intensification de la promotion des institutions d'enseignement artistique et culturel et de la chaîne de valeur des métiers des ICC ;
- l'équipement en matériels pédagogiques et didactiques de la Cellule Pédagogique de la DFAC ;
- la construction de résidences de créations pour les étudiants et apprenants en art et culture ;
- le renforcement du recrutement d'enseignants-chercheurs à l'INSAAC et du personnel spécialisé d'encadrement (les non-voyants, les malvoyants, les malentendants…) ;
- la prise d'un texte portant indemnité de fonction du personnel d'encadrement dans les structures de formation artistique et culturelle ;
- la prise d'un décret fixant le régime de rétribution des personnels chargés de l'organisation des examens et concours du ministère en charge de la Culture.

Au titre de la Francophonie

- le renforcement de la représentativité de la Côte d'Ivoire au sein de la Francophonie ;
- le renforcement de la coordination des actions et programmes relevant de la Francophonie ;
- la poursuite des activités de promotion sur les opportunités de financement des activités en lien avec la Francophonie ;
- le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la promotion de la Francophonie.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre juridique, des espaces d'expression et des infrastructures culturelles ;
- la promotion d'une économie de la culture et le développement des Industries Culturelles et Créatives (ICC) pour la création d'emplois et de richesses ;
- l'amélioration de la coopération culturelle internationale et le positionnement stratégique de la Côte d'Ivoire dans l'espace francophone ;
- la sauvegarde, la protection et la valorisation économique du patrimoine culturel national ;
- l'amélioration de la formation et le renforcement des capacités dans les domaines des arts et de la culture pour une meilleure insertion professionnelle des apprenants ;
- l'appui à la création artistique et à l'innovation culturelle.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère, la coopération culturelle et le dialogue avec le secteur privé sont renforcés ;
- la rentabilité économique et l'employabilité dans les Industries Culturelles et Créatives sont améliorées ;
- la préservation et la valorisation du patrimoine culturel national sont renforcées ;

- l'enseignement artistique et culturel est performant et accessible à un plus grand nombre de la population ;
- la politique du Gouvernement en matière de Francophonie est mise en œuvre.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 31, le Ministre de la Culture et de la Francophonie est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Culture et de Francophonie.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de la Culture

- promotion de la création littéraire et artistique, des arts et des traditions populaires ;
- formation dans les domaines des arts et activités culturelles ;
- animation, coordination et diffusion des activités culturelles ;
- développement des infrastructures culturelles ;
- préservation et valorisation du patrimoine culturel national ;
- protection des œuvres de l'esprit ;
- promotion de l'édition et de la diffusion du livre ;
- promotion des échanges internationaux en matière culturelle ;
- promotion de la production cinématographique ;
- promotion d'une industrie culturelle nationale, des Arts et du Spectacle ;
- promotion d'une économie de la culture ;
- promotion des langues nationales ;
- valorisation des conventions et pratiques traditionnelles de régulation sociale ;
- promotion des artistes nationaux à l'étranger ;
- renforcement de l'unité nationale par l'organisation d'activités culturelles.

Au titre de la Francophonie

- représentation de la Côte d'Ivoire dans les organes de la Francophonie ;
- suivi de l'évolution juridique et institutionnelle de la Francophonie ;
- organisation de la participation de la Côte d'Ivoire aux instances des divers sommets de la Francophonie, en liaison avec les Ministres concernés ;
- renforcement des relations avec les ambassades et organismes francophones en Côte d'Ivoire ;
- suivi de la mise en œuvre des décisions des sommets de la Francophonie ;
- promotion et vulgarisation de la Francophonie auprès des populations ;
- suivi et évaluation de la coopération entre la Francophonie et la Côte d'Ivoire.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Animation Culturelle et Industries Culturelles et Créatives

- Programme 3 : Patrimoine Culturel
- Programme 4 : Enseignement Artistique et Culturel
- Programme 5 : Francophonie
- Programme 6 : Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique (FSCCA)
- Programme 7 : Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC)
- Programme 8 : Appui au financement de l'Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire (ONAC-CI)

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet - Inspection Générale (IG) - Direction des Affaires Financières (DAF) - Direction des Ressources Humaines (DRH) - Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération (DAJC) - Direction de la Planification, des Statistiques et de l'Economie Culturelle (DPSEC) - Direction du Partenariat et des Relations Extérieures (DPRE) - Service de la Communication et de la Documentation (SCD) - Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) - Directions Régionales de la Culture et de la Francophonie (32 DRCF) - Brigade de Lutte contre la Fraude et la Piraterie des Œuvres Culturelles (BLFPOC) - Service de Gestion du Patrimoine (SGP)	-	-	-
Programme 2 : Animation Culturelle et Industries Culturelles et Créatives	Direction de la Promotion des Arts Plastiques et Visuels (DPAPV) – Direction de l'Industrie du Livre et de la Promotion de la Lecture (DILPL) – Direction de la Promotion de l'Industrie de la Mode et du Design (DPIMD) – Direction de la Promotion de l'Industrie de la Musique, des Festivals et des Arts du Spectacle (DPIMFAS) - Direction des Infrastructures et des Equipements Culturels (DIEC) - Centre Culturel Jacques Aka de Bouaké (CCJAB) – Centre d'Action Culturelle d'Abobo (CACAB) – Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle (CENATELPAC) - Bibliothèque de Korhogo (BK)	– Centre National des Arts et de la Culture (CNAC) ; – Palais de la Culture Bernard B. Dadié (PCBD) ; – Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire (ONAC-CI) ; – Marché des Arts et du Spectacle d'Abidjan (MASA) ; – Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC).	Construction du siège du Centre National Technique de Lecture Publique et d'Animation Culturelle (CENATELPAC)	- Projet de construction de la Bibliothèque de la Renaissance Africaine d'Abidjan (BRAA) Source de financement : Projet de Partenariat Public-Privé (PPP)

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3 : Patrimoine Culturel	Bibliothèque Nationale de Côte d'Ivoire (BNCI) - Musée des Civilisations de Côte d'Ivoire (MCCI) - Musée National du Costume de Grand-Bassam (MNCGB) - Musée du Costume de Korhogo - Musée de Zaranou - Musée Jean Marie Adiaffi de Bettié – Musée Charles et Marguerite BIETH d'Abengourou	Office Ivoirien du Patrimoine Culturel (OIPC)	Sauvegarde et valorisation du Parc Archéologique d'Ahouakro	-
Programme 4 : Enseignement Artistique et Culturel	Direction de la Formation Artistique et Culturelle (DFAC) - Conservatoire Régional des Arts et Métiers d'Abengourou (CRAMA) - Centre Technique des Arts Appliqués (CTAA) de Bingerville – Lycée d'Enseignement Artistique (LEA)	Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) - Institut Régional d'Enseignement Supérieur et de Recherche en Développement Culturel (IRES-RDEC) Lomé-Togo	-	-
Programme 5 : Francophonie	-	Commission Nationale de la Francophonie (CNF)	-	-

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Renforcer la gouvernance du ministère, la coopération culturelle et le dialogue avec le secteur privé	**RS 1** : la gouvernance du ministère, la coopération culturelle et le dialogue avec le secteur privé sont renforcés	**IP 1.1 :** Nombre de projets de loi soumis au SGG	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAJC
		IP1.2 : Nombre de réunions de coordination inter service organisées par an	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DAJC / CABINET
		IP 1. 3 : Nombre d'accords de coopération et de traités mis en œuvre	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DAJC / DPRE
OG 2 : Améliorer la rentabilité économique et l'employabilité dans les industries culturelles et créatives	**RS 2** : la rentabilité économique et l'employabilité dans les Industries Culturelles et Créatives sont améliorées	**IP 2.1** : Evolution du montant total du soutien apporté aux acteurs des ICC (Fonds, subventions de l'Etat)	((Montant total du soutien apporté aux acteurs des ICC de l'année N-(Montant total du soutien apporté aux acteurs des ICC de l'année N-1)) x 100 / Montant total du soutien apporté aux acteurs des ICC de l'année N-1) Sources : Rapports activités FONSIC / MASA / DPIMFAS / DILPL / PCBD / CNAC / ONAC-CI / SILA / FSCCA
		IP 2.2 : Taux de couverture nationale en manifestations culturelles	(Nombre de régions ayant abrité au moins une (01) manifestation culturelle de dimension nationale ou internationale / Nombre total de régions) x 100 Source : Rapport d'activités DPIMFAS

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 2 : Améliorer la rentabilité économique et l'employabilité dans les industries culturelles et créatives	**RS 2** : la rentabilité économique et l'employabilité dans les Industries Culturelles et Créatives sont améliorées	**IP 2.3** : Evolution du nombre d'entreprises culturelles créées	((Nombre total des entreprises culturelles créées en année N-(Nombre total des entreprises culturelles créées en année N-1)) x 100 / (Nombre total des entreprises culturelles créées en année N-1) Source : Rapport d'activités DPSEC
		IP 2.4 : Evolution de la contribution fiscale des entreprises	((Montant total des contributions fiscales des entreprises culturelles de l'année N - (Montant total des contributions fiscales des entreprises fiscales de l'année N-1)) x 100 / Montant total des contributions fiscales des entreprises fiscales de l'année N-1 Source : Rapport d'activités DPSEC
OG 3 : Renforcer la préservation et la valorisation du patrimoine culturel national	**RS 3** : la préservation et la valorisation du patrimoine culturel national sont renforcées	**IP 3.1** : Part des ressources propres tirées de l'exploitation du patrimoine culturel dans le financement du programme	Ressources propres tirées de l'exploitation du patrimoine culturel / Financement total du programme Sources : Rapport d'activités OIPC / Musées / BNCI
		IP 3.2 : Evolution des recettes générées par l'exploitation du patrimoine culturel et naturel	((Montant total des recettes générées par l'exploitation du patrimoine culturel et naturel de l'année N - (Montant total des recettes générées par l'exploitation du patrimoine culturel et naturel de l'année N-1)) x 100 / Montant total des recettes générées par l'exploitation du patrimoine culturel et naturel de l'année N-1) Sources : Rapports d'activités DPSEC / OIPC
		IP3.3 : Nombre de sites patrimoniaux restaurés	Dénombrement Sources : Rapports d'activités Bibliothèques / Musées nationaux / OIPC
		IP 3.4 : Evolution des visites physiques et virtuelles des institutions et sites patrimoniaux	(Nombre de visites physiques et virtuelles des institutions et sites patrimoniaux en année N - Nombre de visites physiques et virtuelles des institutions et sites patrimoniaux en année N-1 / Nombre de visites physiques et virtuelles des institutions et sites patrimoniaux en année N-1) Sources : Rapports d'activités Bibliothèques / Musées nationaux / OIPC
OG 4 : Améliorer l'attractivité et la performance du système éducation-formation artistique et culturelle	**RS 4** : L'enseignement artistique et culturel est performant et accessible à un plus grand nombre de la population	**IP 4.1** : Taux d'admission dans les différents cycles de formation	(Nombre d'admis dans les différents cycles de formation / Nombre total d'inscrits dans les différents cycles de formation) X 100 Source : Rapport d'activités DFAC
		IP 4.2. Evolution du nombre de candidats aux concours d'entrée dans les établissements artistiques	(Nombre de candidats aux concours d'entrée dans les établissements artistiques en année N – Nombre de candidats aux concours d'entrée dans les établissements artistiques en année N-1) / Nombre de candidats aux concours d'entrée dans les établissements artistiques en année N-1 Source : Rapport d'activités DFAC
OG 5 : Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Francophonie	**RS 5** : la politique du Gouvernement en matière de Francophonie est mise en œuvre	IP 5 : Taux de représentation diplomatique de la Côte d'Ivoire dans l'espace francophone	(Nombre de représentations diplomatique de la Côte d'Ivoire dans l'espace francophone / Nombre total de pays francophones) X 100 Source : Rapport d'activités CNF

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**37 598 620 420**	**40 887 285 305**	**44 481 847 889**
1.1 Ressources Intérieures	**37 598 620 420**	**40 887 285 305**	**44 481 847 889**
1.1.1 Budget Etat	37 598 620 420	40 887 285 305	44 481 847 889
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**37 598 620 420**	**40 887 285 305**	**44 481 847 889**
2.1 Personnel	**12 062 087 152**	**12 505 890 744**	**12 949 694 335**
2.1.1 Solde y compris EPN	12 062 087 152	12 505 890 744	12 949 694 335
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**3 743 872 557**	**3 816 143 824**	**3 891 120 721**
2.3 Transferts	**18 569 426 155**	**21 092 016 181**	**23 898 429 042**
2.4 Investissements	**3 223 234 556**	**3 473 234 556**	**3 742 603 791**
Trésor	*3 223 234 556*	*3 473 234 556*	*3 742 603 791*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Planification et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la coordination des activités et la visibilité du ministère	Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions d'inspections	50%	80%	85%	90%	(Nombre de recommandations issues des missions d'inspections mises en œuvre / Nombre total de recommandations issues des missions d'inspections) X 100 Source : Rapport d'activités IG
	Pourcentage d'activités culturelles en région suivies par les Directeurs Régionaux	73,17%	82%	85%	87%	(Nombre d'activités culturelles en région suivies par les Directeurs Régionaux) / Nombre d'activités culturelles organisées en région) x 100 Sources : Rapports d'activités DR
OS 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de réalisation du plan de formation	100%	100%	100%	100%	(Nombre de formations réalisées / Nombre total de formations prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux de participation des acteurs aux réunions dans le cadre du dialogue de gestion	78,92%	80%	85%	90%	(Nombre d'acteurs présents aux réunions organisées / Nombre d'acteurs attendus) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
OS 3 : Améliorer la planification et le suivi-évaluation des activités	Taux de réalisation des activités de la feuille de route du Ministère	94%	95%	96%	97%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités inscrites dans la feuille de route) x 100 Source : Rapport d'activités DPSEC
	Nombre de revues statistiques produites	4	4	4	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPSEC

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**13 835 893 251**	**12 109 439 053**	**12 558 625 139**
Dépenses de personnel	8 655 386 544	9 041 889 469	9 428 392 393
Dépenses en biens et services	3 007 272 151	3 067 549 584	3 130 232 746
Transferts	0	0	0
Investissements	2 173 234 556	0	0
Trésor	*2 173 234 556*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21097 Administration Générale	**13 835 893 251**	**12 109 439 053**	**12 558 625 139**
2109705 Coordination et animation du ministère	**2 950 529 308**	**784 806 519**	**792 506 131**
1 Personnel	**115 084**	**115 084**	**115 084**
31082000005 Prendre en charge les dépenses du personnel de la Direction de la Culture de la Région du Haut - Sassandra (Daloa)	115 084	115 084	115 084
2 Biens et services	**777 179 668**	**784 691 435**	**792 391 047**
11082000004 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Lacs (Yamoussoukro)	5 000 000	5 125 000	5 253 126
14082000002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du N'ZI (Dimbokro)	5 000 000	5 125 000	5 253 126
15082000002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Iffou (Daoukro)	5 000 000	5 125 000	5 253 128
16082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Moronou (Bongouanou)	5 000 000	5 125 000	5 253 128
17082000005 Coordonner les activités du Ministère dans la Région Gbêkê (Bouaké)	5 000 000	5 125 000	5 253 128
18082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Hambol (Katiola)	5 000 000	5 125 001	5 253 126
22082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bafing (Touba)	5 000 000	5 125 001	5 253 126
23082000002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Kabadougou (Odienné)	5 000 000	5 125 000	5 253 127
24082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Tchologo (Ferkessédougou)	5 000 000	5 125 000	5 253 127
25082000006 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Poro (Korhogo)	5 000 000	5 125 000	5 253 127
26082000002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Bagoué (Boundiali)	5 000 000	5 125 000	5 253 127
27082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Folon (Minignan)	5 000 000	5 125 000	5 253 127
28082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Bounkani (Bouna)	5 000 000	5 125 000	5 253 126
31082000006 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	5 000 000	5 125 000	5 253 126
32082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gôh (Gagnoa)	5 000 000	5 125 000	5 253 125
35082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Marahoué (Bouaflé)	5 000 000	5 125 000	5 253 127
36082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Worodougou (Séguéla)	5 000 000	5 125 001	5 253 126
37082000003 Coordonner les activités du Ministère dans les Régions de l'Agnéby-Tiassa (Agboville) et du Béré (Mankono)	5 000 000	5 125 000	5 253 127
41082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Tonkpi (Man)	5 000 000	5 125 000	5 253 126
42082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Cavally Guiglo)	5 000 000	5 125 000	5 253 126
43082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Guemon (Duékoué)	5 000 000	5 125 000	5 253 127
51082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Lôh- Djiboua (Divo)	5 000 000	5 125 000	5 253 125
55082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de San-Pédro (San-Pédro)	5 000 000	5 125 000	5 253 126

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21097 Administration Générale	**13 835 893 251**	**12 109 439 053**	**12 558 625 139**
56082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Nawa (Soubré)	5 000 000	5 125 000	5 253 126
57082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gbôklé (Sassandra)	5 000 000	5 125 000	5 253 127
61082000009 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	5 000 000	5 125 000	5 253 125
62082000002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gontougo (Bondoukou)	5 000 000	5 125 000	5 253 127
71082000004 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Sud Comoé (Aboisso)	5 000 000	5 125 000	5 253 127
76082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de l'Agnéby-Tiassa (Agboville)	5 000 000	5 125 000	5 253 127
77082000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Mé (Adzopé)	5 000 000	5 125 000	5 253 127
78082000200 Contrôler les services du Ministère	20 000 000	20 500 000	21 012 502
78082000203 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Lagunes (Abidjan)	5 000 000	5 125 000	5 253 125
78082000253 Lutter contre la fraude des œuvres de l'esprit	14 000 000	14 350 000	14 708 753
78082000254 Gérer les affaires juridiques et la coopération culturelle	20 000 000	20 500 000	21 012 502
78082000255 Organiser les manifestations culturelles à l'étranger	476 709 112	476 709 112	476 709 112
78082000312 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de la Culture	66 470 556	68 132 320	69 835 628
79082000003 Coordonner et animer la politique culturelle dans la Région des Grands Ponts (Dabou)	5 000 000	5 125 000	5 253 126
90082090173 Gérer le partenariat et les relations extérieures	20 000 000	20 500 000	21 012 503
4 Investissements	**2 173 234 556**	**0**	**0**
Trésor	***2 173 234 556***	***0***	***0***
78082000318 Projet Culture Côte d'Ivoire / C2D (3)	2 173 234 556	0	0
2109706 Planification et suivi-évaluation	**23 000 000**	**23 575 000**	**24 164 377**
2 Biens et services	**23 000 000**	**23 575 000**	**24 164 377**
78082000204 Organiser la planification générale des activités du Ministère	23 000 000	23 575 000	24 164 377
2109707 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**10 829 363 943**	**11 267 232 534**	**11 707 284 005**
1 Personnel	**8 655 271 460**	**9 041 774 385**	**9 428 277 309**
78082000280 Prendre en charge les dépenses de Personnel	8 655 271 460	9 041 774 385	9 428 277 309
2 Biens et services	**2 174 092 483**	**2 225 458 149**	**2 279 006 696**
78011100258 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	35 000 000	35 875 000	36 771 875
78011202263 Prendre en charge les dépenses d'abonnement	240 526 131	257 302 639	275 397 410
78082000205 Gérer les ressources humaines du Ministère	22 337 835	22 896 280	23 468 688
78082000206 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	91 805 500	94 100 638	96 453 153

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21097 Administration Générale	**13 835 893 251**	**12 109 439 053**	**12 558 625 139**
78082000207 Elaborer le DPPD-PAP	70 000 000	71 750 000	73 543 631
78082000208 Gérer les ressources financières et matérielles du Ministère	70 000 000	71 750 000	73 543 752
78082000256 Organiser les manifestations culturelles	50 000 000	51 250 000	52 531 250
78082000277 Prendre en charge les séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	20 000 000	20 500 000	21 012 500
78082000299 Apporter un appui financier aux activités culturelles privées	3 000 000	3 075 000	3 151 875
78082000308 Gérer la commande publique du Ministère	12 000 000	12 300 000	12 607 503
78082000309 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 100 000	4 202 500
78082000311 Prendre en charge les dépenses centralisées du Ministère	1 195 423 017	1 220 308 592	1 245 816 308
90082000002 Gérer le patrimoine du MCIAS	10 000 000	10 250 000	10 506 251
90082090171 Participer au Sommet de la Francophonie	350 000 000	350 000 000	350 000 000
2109708 Information et communication	**33 000 000**	**33 825 000**	**34 670 626**
2 Biens et services	**33 000 000**	**33 825 000**	**34 670 626**
78082000211 Organiser la communication des activités du Ministère	33 000 000	33 825 000	34 670 626

II.2.2 Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives	Action 2.1: Soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles
	Action 2.2: Promotion du livre et de la lecture publique
	Action 2.3: Valorisation des arts visuels, de l'artisanat, du design, et des arts vivants
	Action 2.4: Aménagement Culturel du territoire

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 **:** Renforcer la compétitivité des Industries du Cinéma et du Livre	Taux d'évolution annuel du nombre de projets de films soutenus	85,71%	8,33%	15,38%	20%	((Nombre de projets de films soutenus en année N – Nombre de projets de films soutenus en année N-1) / Nombre de projets de films soutenus en année N-1) X 100 Sources : Rapports d'activités FONSIC / ONAC-CI
	Taux d'évolution annuel du nombre de journées promotionnelles organisées autour du livre et de la lecture	36%	3,08%	4,48%	5,71%	((Nombre de journées promotionnelles organisées en année N – Nombre de journées promotionnelles organisées en année N-1) / Nombre de journées promotionnelles organisées en année N-1) X 100 Sources : Rapports d'activités DILPL / CENATELPAC / Bibliothèque de Korhogo / CACAB / CCJAB / BNCI
OS 2 **:** Promouvoir l'expression des diversités culturelles	Taux d'évolution annuel du nombre des activités d'expression du secteur des Arts Vivants et des Arts visuels soutenues	19,12%	4,21%	4,55%	5,31%	((Nombre d'activités d'expression soutenues en année N - Nombre d'activités d'expression soutenues en année N-1) / Nombre d'activités d'expression soutenues en année N-1) X 100 Sources : Rapports d'activités DPIMFAS / CNAC / CCJAB / PCBD / MASA
	Pourcentage d'événements culturels réalisés	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'événements réalisés / Nombre d'événements planifiés) x 100 Sources : Rapport d'activités DPIMFAS / DR

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : ANIMATION CULTURELLE ET INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES	**5 131 941 800**	**7 539 745 038**	**7 899 692 765**
Dépenses de personnel	845 409 570	859 644 392	873 879 215
Dépenses en biens et services	209 256 957	213 238 379	217 319 364
Transferts	3 327 519 773	3 338 914 081	3 350 460 295
Investissements	749 755 500	3 127 948 186	3 458 033 891
Trésor	*749 755 500*	*3 127 948 186*	*3 458 033 891*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22098 Animation culturelle et industries culturelles et créatives	**5 131 941 800**	**7 539 745 038**	**7 899 692 765**
2209801 Soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles	**1 133 059 714**	**1 153 150 103**	**1 173 389 273**
1 Personnel	**523 886 155**	**532 707 236**	**541 528 317**
78082000210 Transférer les subventions équilibre personnel au Marché des Arts et du Spectacle Africain (MASA)	100 896 921	102 595 801	104 294 682
78082000215 Transférer des subventions équilibre personnel à l'ONACCI	367 989 234	374 185 357	380 381 479
78082000257 Transférer les subventions équilibre personnel au Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC)	55 000 000	55 926 078	56 852 156
3 Transferts	**609 173 559**	**620 442 867**	**631 860 956**
78082000258 Mettre en œuvre la politique cinématographique nationale	371 124 071	376 442 142	381 760 213
78082000286 Soutenir financièrement la production, la distribution et l'exploitation de films	238 049 488	244 000 725	250 100 743
2209802 Promotion du livre et de la lecture publique	**923 593 908**	**1 572 876 789**	**177 323 364**
2 Biens et services	**68 838 408**	**70 559 368**	**72 323 364**
22098020009 Gérer la bibliothèque de Korhogo	20 000 000	20 500 000	21 012 504
78082000216 Promouvoir l'industrie du livre et de la lecture publique	15 588 408	15 978 118	16 377 575
78082000300 Contrôler et suivre les centres de lecture publique	18 250 000	18 706 250	19 173 908
90082000003 Promouvoir la politique des arts plastiques et visuels	15 000 000	15 375 000	15 759 377
3 Transferts	**105 000 000**	**105 000 000**	**105 000 000**
78082000217 Organiser le Salon international du livre d'Abidjan	60 000 000	60 000 000	60 000 000
78082000316 Organiser le Salon du Livre pour Enfants et Adolescents (SALEA)	45 000 000	45 000 000	45 000 000
4 Investissements	**749 755 500**	**1 397 317 421**	**0**
Trésor	***749 755 500***	***1 397 317 421***	***0***
78082000259 Construction d'un Centre National Technique de Lecture Publique et de l'Animation Culturelle (CENATELPAC)	749 755 500	1 397 317 421	0
2209803 Valorisation des arts visuels, de l'artisanat, du design, et des arts vivants	**3 058 288 178**	**3 065 662 381**	**3 073 085 608**
1 Personnel	**321 523 415**	**326 937 156**	**332 350 898**
78082000252 Transférer des subventions équilibre personnel au PCA	148 708 981	151 212 910	153 716 840
78082000290 Transférer des subventions équilibre personnel au CNAC	172 814 434	175 724 246	178 634 058

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22098 Animation culturelle et industries culturelles et créatives	**5 131 941 800**	**7 539 745 038**	**7 899 692 765**
2 Biens et services	**123 418 549**	**125 254 011**	**127 135 371**
17082000006 Gérer le Centre Culturel Jacques Aka de Bouaké	19 488 935	19 976 158	20 475 564
78082000219 Promouvoir l'industrie de la musique, des festivals et du spectacle vivant	20 000 000	20 500 000	21 012 501
78082000220 Organiser la semaine nationale des arts et de la culture	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78082000260 Promouvoir l'industrie de la mode et du design	15 000 000	15 375 000	15 759 378
78082000261 Gérer le centre culturel d'Abobo - Gare (CACAB)	18 929 614	19 402 853	19 887 928
3 Transferts	**2 613 346 214**	**2 613 471 214**	**2 613 599 339**
78082000221 Promouvoir les arts vivants en Côte d'Ivoire et à étranger	258 346 214	258 346 214	258 346 214
78082000222 Programmer et diffuser les spectacles et activités culturelles	150 000 000	150 000 000	150 000 000
78082000249 Apporter un appui financier aux associations à caractère culturel	5 000 000	5 125 000	5 253 125
78082000289 Organiser le Marché des Arts du Spectacle Africain	2 200 000 000	2 200 000 000	2 200 000 000
2209804 Aménagement Culturel du territoire	**17 000 000**	**1 748 055 765**	**3 475 894 520**
2 Biens et services	**17 000 000**	**17 425 000**	**17 860 629**
78082000275 Suivre les travaux des Infrastructures et des Equipements Culturels (DIEC)	17 000 000	17 425 000	17 860 629
4 Investissements	**0**	**1 730 630 765**	**3 458 033 891**
Trésor	***0***	***1 730 630 765***	***3 458 033 891***
90086000001 Provision pour Investissement / Culture	0	1 730 630 765	3 458 033 891

II.2.3 Programme 3 : Patrimoine culturel

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Patrimoine culturel	Action 3.1: Inventaire et protection du patrimoine culturel national
	Action 3.2: Conservation, promotion et diffusion du patrimoine culturel national

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Patrimoine culturel						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 **:** Sauvegarder les biens et éléments du patrimoine culturel national	Edition annuelle du catalogue des biens et des éléments du patrimoine culturel national	Oui	Oui	Oui	Oui	Valeur (oui / non) Sources : Rapports d'activités BNCI / OIPC / Musées
	Nombre cumulé de biens et d'éléments du patrimoine culturel inscrits sur les listes de l'UNESCO	7	7	8	9	Dénombrement Source : Rapport d'activités OIPC
OS 2 : Exploiter les biens et éléments du patrimoine culturel national sauvegardés	Proportion de biens et d'éléments du patrimoine culturel numérisés mis à la disposition des usagers	2537 / 5083	3514 / 5991	4014 / 6491	4514 / 6991	(Nombre total cumulé de biens et d'éléments du patrimoine culturel numérisés, mis à la disposition des usagers) / (nombre total cumulé de biens et d'éléments du patrimoine culturel numérisés) Sources : Rapports d'activités OIPC / Musées / Bibliothèque Nationale
	Nombre d'activités de promotion des biens et des éléments du patrimoine culturel réalisées	6	7	8	8	Dénombrement Sources : Rapports d'activités OIPC / Musées / BNCI / DPSEC

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : PATRIMOINE CULTUREL	**1 793 938 806**	**1 857 178 151**	**1 814 745 730**
Dépenses de personnel	637 694 406	648 431 766	659 169 125
Dépenses en biens et services	277 146 484	280 608 896	284 157 885
Transferts	578 853 416	582 851 119	586 848 820
Investissements	300 244 500	345 286 370	284 569 900
Trésor	*300 244 500*	*345 286 370*	*284 569 900*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22099 Patrimoine culturel	**1 793 938 806**	**1 857 178 151**	**1 814 745 730**
2209904 Inventaire et protection du patrimoine culturel national	**1 237 810 804**	**1 293 590 034**	**1 243 610 923**
1 Personnel	**637 694 406**	**648 431 766**	**659 169 125**
78082000232 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'OIPC	637 694 406	648 431 766	659 169 125
3 Transferts	**299 871 898**	**299 871 898**	**299 871 898**
78082000264 Mettre en œuvre la politique du patrimoine culturel national	299 871 898	299 871 898	299 871 898
4 Investissements	**300 244 500**	**345 286 370**	**284 569 900**
Trésor	***300 244 500***	***345 286 370***	***284 569 900***
76082000006 Sauvegarder et valoriser le Parc Archéologique d'Ahouakro	300 244 500	345 286 370	284 569 900
2209905 Conservation, promotion et diffusion du patrimoine culturel national	**556 128 002**	**563 588 117**	**571 134 807**
2 Biens et services	**277 146 484**	**280 608 896**	**284 157 885**
25082000007 Conserver et diffuser les œuvres du patrimoine culturel au Musée de Korhogo	10 000 000	10 250 000	10 506 252
61082000010 Conserver les œuvres du patrimoine culturel au Musée de Zaranou	5 000 000	5 125 000	5 253 125
61082000011 Conserver et diffuser les œuvres du patrimoine culturel du Musée Jean Marie ADIAFFI de Bétié	5 000 000	5 125 000	5 253 126
61082000012 Conserver et diffuser les œuvres du patrimoine culturel au Musée Charles et Marguerite BIETH d'Abengourou	5 000 000	5 125 000	5 253 127
71082000005 Conserver les œuvres du patrimoine culturel au Musée National du Costume de Grand- Bassam	29 632 029	30 372 830	31 132 155
78082000226 Conserver les œuvres du patrimoine culturel du Musée des civilisations de Côte d'Ivoire	94 429 455	95 890 191	97 387 449
78082000229 Conserver et diffuser les œuvres d'esprit (dépôt légal)	128 085 000	128 720 875	129 372 651
3 Transferts	**278 981 518**	**282 979 221**	**286 976 922**
25082000009 Gérer les mosquées de style soudanais du Nord ivoirien	160 507 904	162 807 923	165 107 942
76082000005 Gérer le parc archéologique d'Ahouakro et la route des personnes mises en esclavage	50 000 000	50 716 482	51 432 963
78082000250 Gérer la ville historique de Grand-Bassam	68 473 614	69 454 816	70 436 017

II.2.4 Programme 4 : Enseignement artistique et culturel

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Enseignement artistique et culturel	Action 4.1: Coordination de l'enseignement artistique et culturel
	Action 4.2: Développement du système de formation artistique et culturelle

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Enseignement artistique et culturel						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 **:** Améliorer l'accessibilité à l'éducation-formation, artistique et culturelle	Nombre de salles de classes disponibles et fonctionnelles	95	97	99	100	Dénombrement Source : Rapport d'activités DFAC
	Pourcentage de régions disposant d'établissements artistiques et culturels (publics ou privés)	9,37%	14,06%	15,62%	15,62%	(Nombre de régions disposant d'établissements artistiques et culturels (publics ou privés) / Nombre total de régions) X 100 Source : Rapport d'activités DFAC
OS 2 : Améliorer la qualité de la formation artistique et culturelle	Nombre d'enseignants du secondaire ayant fait l'objet d'inspection pédagogique	71	80	85	90	Dénombrement Source : Rapport d'activités DFAC
	Ratio élèves par enseignant	9,4/1	9,1/1	9/1	9/1	Nombre total d'apprenants / Nombre total d'enseignants dans les Etablissements d'Enseignement Artistique et Culturel (EEAC) Norme recommandée (10) Sources : Rapports d'activités DFAC / INSAAC / LEA / CTAA / CRAMA
	Taux de réussite aux examens dans les établissements d'enseignement artistique et culturel	87,65%	86,80%	87%	87,10%	(Nombre d'admis aux examens / Nombre total de candidats) X 100 Sources : Rapports d'activités DFAC / INSAAC / LEA / CTAA / CRAMA

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL	**3 277 857 930**	**3 332 788 848**	**3 388 004 458**
Dépenses de personnel	1 649 821 966	1 677 540 693	1 705 259 420
Dépenses en biens et services	250 196 965	254 746 965	259 410 726
Transferts	1 377 838 999	1 400 501 190	1 423 334 312
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22100 Enseignement artistique et culturel	**3 277 857 930**	**3 332 788 848**	**3 388 004 458**
2210002 Coordination de l'enseignement artistique et culturel	**2 061 539 466**	**2 098 995 506**	**2 136 694 980**
1 Personnel	**1 646 221 966**	**1 673 940 693**	**1 701 659 420**
78082000293 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'INSAAC	1 646 221 966	1 673 940 693	1 701 659 420
2 Biens et services	**141 825 000**	**144 725 000**	**147 697 502**
78082000281 Evaluer l'enseignement artistique et culturel	20 000 000	20 500 000	21 012 500
78082000292 Coordonner les activités des établissements artistiques et culturels	38 825 000	39 150 000	39 483 127
78082000306 Organiser les examens et concours artistiques et culturels	83 000 000	85 075 000	87 201 875
3 Transferts	**273 492 500**	**280 329 813**	**287 338 058**
78082000234 Payer les bourses de l'enseignement Artistique et Culturel	248 492 500	254 704 813	261 072 433
78082000302 Développer des partenariats DFAC/ IRES -RDEC Lomé pour le financement des études inter-universitaire	25 000 000	25 625 000	26 265 625
2210003 Développement du système de formation artistique et culturelle	**1 216 318 464**	**1 233 793 342**	**1 251 309 478**
1 Personnel	**3 600 000**	**3 600 000**	**3 600 000**
78082000274 Prendre en charge les dépenses du Centre Technique des Arts Appliqués de Bingerville	3 600 000	3 600 000	3 600 000
2 Biens et services	**108 371 965**	**110 021 965**	**111 713 224**
61082000008 Dispenser la formation professionnelle artistique	15 000 000	15 375 000	15 759 379
78082000235 Dispenser la formation professionnelle et technique en arts	32 000 000	32 800 000	33 620 003
78082000266 Dispenser la formation secondaire technique en arts	61 371 965	61 846 965	62 333 842
3 Transferts	**1 104 346 499**	**1 120 171 377**	**1 135 996 254**
78082000267 Dispenser la formation supérieure en arts et culture	1 104 346 499	1 120 171 377	1 135 996 254

II.2.5 Programme 5 : Francophonie

II.2.5.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 5 : Francophonie	Action 5.1: Rayonnement de la Côte d'Ivoire dans l'espace francophone
	Action 5.2: Coordination des actions et programmes relevant de la Francophonie

II.2.5.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Francophonie						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 **:** Renforcer la représentation de la Côte d'Ivoire dans les instances, institutions et auprès des opérateurs de la Francophonie	Taux de participation de la Côte d'Ivoire aux rencontres statutaires de la Francophonie	87,5%	100%	100%	100%	(Nombre de participations de la Côte d'Ivoire aux rencontres statutaires / Nombre total de rencontres prévues) x 100 Source : Rapport d'activités CNF
	Taux de rencontres bilatérales organisées en marge des rencontres statutaires de la Francophonie	33%	40%	50%	75%	(Nombre de rencontres bilatérales organisées / Nombre de rencontres bilatérales prévues) X 100 Source : Rapport d'activités CNF
OS 2 **:** Renforcer l'ancrage de la Francophonie au sein de la population	Taux d'associations sensibilisées dans le cadre des activités de proximité dans la Région des Grands Ponts	-	50%	75%	100%	(Nombre d'associations sensibilisées / Nombre d'associations de la région) X 100 Source : Rapport d'activités CNF
	Proportion d'associations ayant soumissionné dans le cadre des appels à projets de l'OIF	26%	30%	35%	50%	(Nombre d'associations ayant soumissionné / Nombre d'associations encadrées) X 100 Source : Rapport d'activités CNF

II.2.5.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 5 : FRANCOPHONIE	**592 488 633**	**597 134 215**	**601 779 797**
Dépenses de personnel	273 774 666	278 384 424	282 994 182
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	318 713 967	318 749 791	318 785 615
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22226 Francophonie	**592 488 633**	**597 134 215**	**601 779 797**
2222601 Rayonnement de la Côte d'Ivoire dans l'espace francophone	**589 988 633**	**594 598 391**	**599 208 149**
1 Personnel	**273 774 666**	**278 384 424**	**282 994 182**
78082000297 Transférer les subventions équilibre personnel à la CNF	273 774 666	278 384 424	282 994 182
3 Transferts	**316 213 967**	**316 213 967**	**316 213 967**
78082000279 Mettre en œuvre la politique de la Francophonie	316 213 967	316 213 967	316 213 967
2222602 Coordination des actions et programmes relevant de la Francophonie	**2 500 000**	**2 535 824**	**2 571 648**
3 Transferts	**2 500 000**	**2 535 824**	**2 571 648**
78082000317 Assurer le suivi des projets et programmes relevant de la Francophonie	2 500 000	2 535 824	2 571 648

II.2.6 Programme 6 : Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique (FSCCA)

II.2.6.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 6 : Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique (FSCCA)	Action 6.1: Gestion du Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique

II.2.6.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 6 : Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique (FSCCA)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer les actions de promotion de la culture	Proportion de secteurs culturels bénéficiaires de subventions	8/8	8/8	8/8	8/8	Nombre de secteurs culturels subventionnés / Nombre total de secteurs culturels Source : Rapport d'activités FSCCA
	Pourcentage des activités culturelles suivies et évaluées	18,34%	30%	40%	45%	(Nombre d'activités culturelles suivies et évaluées / Nombre total d'activités culturelles soutenues) x100 Sources : Rapports d'activités FSCCA / DR

II.2.6.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 6 : FONDS DE SOUTIEN A LA CULTURE ET A LA CREATION ARTISTIQUE (FSCCA)	**12 566 500 000**	**14 951 000 000**	**17 619 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	12 566 500 000	14 951 000 000	17 619 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23229 Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique (FSCCA)	**12 566 500 000**	**14 951 000 000**	**17 619 000 000**
2322901 Gestion du Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique	**12 566 500 000**	**14 951 000 000**	**17 619 000 000**
3 Transferts	**12 566 500 000**	**14 951 000 000**	**17 619 000 000**
90082090181 Gérer le Fonds de soutien à la Culture et à la Création Artistique (FSCCA)	4 143 500 000	4 609 000 000	5 408 000 000
90082090182 Prendre en charge le personnel du Fonds de Soutien à la Culture et à la Création Artistique (FSCCA)	423 000 000	442 000 000	511 000 000
90082090183 Apporter un appui financier aux promoteurs culturels	8 000 000 000	9 900 000 000	11 700 000 000

II.2.7 Programme 7 : Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC)

II.2.7.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 7 : Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC)	Action 7.1: Appui financier aux producteurs, réalisateurs, acteurs et techniciens du secteur du cinéma

II.2.7.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 7 : Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Soutenir financièrement la production et les festivals de films	Proportion de films soutenus	14%	20%	25%	30%	(Nombre de films soutenus / Nombre total de films sollicitant un appui financier) X 100 Source : Rapport d'activités FONSIC
	Proportion de festivals soutenus	8%	16%	20%	23%	(Nombre de festivals ayant bénéficié d'un soutien / Nombre total de festivals sollicitant un appui financier) X 100 Source : Rapport d'activités FONSIC

II.2.7.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 7 : FONDS DE SOUTIEN A L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE (FONSIC)	**240 000 000**	**300 000 000**	**360 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	240 000 000	300 000 000	360 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23242 Fonds de Soutien à l'Industrie Cinématographique (FONSIC)	**240 000 000**	**300 000 000**	**360 000 000**
2324201 Appui financier aux producteurs, réalisateurs, acteurs et techniciens du secteur du cinéma	**240 000 000**	**300 000 000**	**360 000 000**
3 Transferts	**240 000 000**	**300 000 000**	**360 000 000**
90082090185 Coordonner les activités de production et de coproduction de films	190 000 000	240 000 000	288 000 000
90082090186 Organiser des ateliers d'informations et de formations au profit des professionnels du secteur du cinéma	50 000 000	60 000 000	72 000 000

II.2.8 Programme 8 : Appui au financement de l'Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire (ONAC-CI)

II.2.8.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 8 : Appui au financement de l'Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire (ONAC-CI)	Action 8.1: Professionnalisation du secteur cinématographique et audiovisuel Ivoirien

II.2.8.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 8 : Appui au financement de l'Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire (ONAC-CI)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1: Soutenir financièrement la production et les festivals de films	Proportion de films soutenus	14%	20%	25%	30%	(Nombre de films soutenus / Nombre total de films sollicitant un appui financier) X 100 Source : Rapport d'activités FONSIC
	Proportion de festivals soutenus	8%	16%	20%	23%	(Nombre de festivals ayant bénéficié d'un soutien / Nombre total de festivals sollicitant un appui financier) X 100 Source : Rapport d'activités FONSIC

II.2.8.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 8 : APPUI AU FINANCEMENT DE L'OFFICE NATIONAL DU CINEMA DE COTE D'IVOIRE (ONAC-CI)	**160 000 000**	**200 000 000**	**240 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	160 000 000	200 000 000	240 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23243 Appui au financement de l'Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire (ONAC-CI)	**160 000 000**	**200 000 000**	**240 000 000**
2324301 Professionnalisation du secteur cinématographique et audiovisuel Ivoirien	**160 000 000**	**200 000 000**	**240 000 000**
3 Transferts	**160 000 000**	**200 000 000**	**240 000 000**
90082090187 Organiser des ateliers de formation à l'écriture et à la formation	90 000 000	130 000 000	160 000 000
90082090188 Participer à l'organisation d'évènements de promotion (festivals et salons), de coproduction et de financement	20 000 000	20 000 000	25 000 000
90082090189 Aménager et équiper le centre de conservation et de diffusion du patrimoine cinématographique	40 000 000	30 000 000	35 000 000
90082090190 Organiser des séances publiques de projection de films patrimoniaux	10 000 000	20 000 000	20 000 000

SECTION 347 : MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

SECTION 347 : MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Administration Générale

- l'insuffisance de locaux administratifs et de magasins de stockage pour le ministère ;
- l'insuffisance de matériel de mobilité pour la réalisation des activités des Directions Centrales et des Directions Régionales ;
- la faible appropriation des textes juridiques par les acteurs du Ministère, de l'Industrie, de l'Artisanat et de la Promotion des PME ;
- la faible maitrise des outils de suivi budgétaire par les acteurs ;
- le faible niveau de digitalisation des activités métiers et supports du ministère ;
- la faiblesse du système de management de qualité ;
- la faiblesse de politique de planification et de suivi-évaluation ;
- la faiblesse de la production des statistiques et études sectorielles ;
- la faiblesse du système d'information du ministère ;
- la non-maitrise des procédures de passation de marchés publics et des réformes des finances publiques par certains Responsables d'Unités Opérationnelles (RUO) ;
- l'inexistence d'une politique sectorielle intégrée.

Au niveau du Commerce Intérieur

- l'insuffisance de textes de lois sur la définition et le régime juridique de certains termes et concepts relatifs au marché ;
- l'insuffisance de données statistiques du volume réel des produits vivriers exportés ;
- l'insuffisance des infrastructures de mise à marché ;
- l'insuffisance de matériels roulants pour assurer le suivi des activités relevant du commerce intérieur sur toute l'étendue du territoire national ;
- l'insuffisance de moyens matériels et de renforcement des capacités des structures en charge de la veille, du contrôle des prix et des instruments de mesure ;
- l'insuffisance du plateau technique des laboratoires nationaux dans la réalisation de certaines analyses de produits mis à marché ;
- la non-prise en compte des normes sécuritaires modernes dans la construction des infrastructures de mise à marché ;
- la mauvaise organisation des circuits de distribution ;
- la présence sur le marché de produits frauduleux, de contrebande et contrefaits en quantité importante ;
- l'absence d'une structure dédiée au contrôle et au développement des marchés ;
- l'absence de stratégie relative à la métrologie en Côte d'Ivoire ;
- l'absence d'une base de données et de cartographie des acteurs des activités commerciales ;
- l'absence d'infrastructures de stockage et de camions de ramassage des produits saisis (prohibés ou périmés).

Au niveau du Commerce Extérieur

- l'insuffisance de veille stratégique et d'outils d'intelligence économique ;
- l'insuffisance d'exploitation des opportunités offertes par les marchés régionaux (UEMOA, CEDEAO et Afrique) ;
- l'insuffisance de la vulgarisation des accords commerciaux auprès des acteurs du commerce extérieur ;
- l'insuffisance de stratégies nationales cohérentes pour les négociations commerciales ;
- l'insuffisance des infrastructures d'import/export et de stockage ;
- l'insuffisance du cadre juridique et réglementaire adapté au commerce électronique ;
- la faible appropriation des procédures liées aux échanges commerciaux par les opérateurs du secteur privé ;
- le faible niveau de diversification de produits exportés ;
- la méconnaissance des marchés porteurs par les opérateurs économiques ;
- le manque de visibilité et de compétitivité des produits ivoiriens sur les marchés internationaux ;
- les difficultés dans la production des statistiques harmonisées à temps ;
- les difficultés d'ordre institutionnel, opérationnel et financier dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Exportation (SNE) et de la Stratégie Nationale AGOA ;
- la non appropriation des accords commerciaux bilatéraux, régionaux et multilatéraux signés (AFE, ZLECAf, APEi, TAC, etc.) par les acteurs du secteur ;
- la mise en œuvre insuffisante des accords sur les produits de base ;
- la fluctuation des prix des produits de base sur le marché international ;
- la non standardisation des procédures de fonctionnement interne des services ;
- l'absence de mécanisme de suivi et de sécurisation des transactions du commerce électronique ;
- l'absence d'une stratégie nationale du commerce électronique.

Au niveau de l'Industrie

- l'insuffisance de terrains à usage industriel viabilisés ;
- l'insuffisance de financement pour la sécurisation des réserves industrielles, l'aménagement de nouvelles zones industrielles et la réhabilitation des zones industrielles existantes ;
- l'insuffisance de ressources pour la gestion des zones industrielles existantes ;
- l'insuffisance de données sur les statistiques et sur les opportunités d'investissement dans le secteur industriel (fiches d'opportunité de gouvernement, business model) ;
- l'insuffisance d'accompagnement des entreprises innovantes et des Start-up ;
- l'insuffisance de textes pour l'encadrement de l'activité industrielle ;
- l'insuffisance du suivi et du contrôle de l'activité industrielle ;
- l'insuffisance d'organismes nationaux accrédités pour l'évaluation de la conformité (organisme d'inspection, organisme de certification et laboratoires d'étalonnage et d'essais) ;
- l'insuffisance d'équipements de contrôle, d'analyse des produits et de métrologie industrielle ;
- l'insuffisance du cadre formel pour une meilleure application de la règlementation en matière de métrologie industrielle ;
- le faible niveau de transformation des produits agricoles ;
- la faible prise en compte de la sécurité dans les entreprises industrielles ;
- la faible promotion de la propriété intellectuelle ;
- le faible accompagnement des Petites et Moyennes Entreprises Industrielles ;
- le faible niveau de qualité des produits industriels par rapport aux normes nationales et internationales ;
- l'inaccessibilité des PMI et TPMI au financement et aux terrains à usage industriel ;

- la vétusté et la dégradation des infrastructures dans les zones industrielles existantes ;
- la part importante des produits contrefaits sur le marché local ;
- le manque d'outils d'authentification de certains produits ;
- l'absence de garantie ou ligne de crédits au sein du Fonds de Restructuration et de Mise à Niveau (FREMIN) ;
- l'insuffisance de mesures spécifiques pour la promotion des champions nationaux ;
- l'absence de fonds dédiés au financement de l'activité industrielle.

Au niveau de l'Artisanat

- l'insuffisance d'activités de promotion et de commercialisation des produits artisanaux et services du secteur aussi bien au niveau national qu'international ;
- l'insuffisance de données statistiques fiables ;
- l'insuffisance des infrastructures dédiées aux activités de l'artisanat ;
- la faible qualité des productions artisanales ;
- le faible intérêt accordé aux produits artisanaux ivoiriens par les nationaux ;
- la faiblesse des mécanismes de financement ;
- le faible niveau de qualification des acteurs ;
- le faible niveau d'instruction de la majeure partie des artisans ;
- la faible organisation des artisans et des entreprises artisanales ;
- l'inexpérience des dirigeants des entreprises artisanales au plan managérial et comptable ;
- la non couverture de l'ensemble des 245 corps métiers lors des formations dispensées dans le secteur ;
- la non opérationnalisation du Système d'Information Régional de l'Artisanat (SIRA) ;
- la non labélisation et codification des produits de l'artisanat.

Au niveau de la Promotion des PME

- l'insuffisance d'actions de promotion, de traçabilité, de distribution et de commercialisation des produits et services du secteur des PME ;
- l'insuffisance de culture entrepreneuriale des ivoiriens ;
- l'insuffisance de programmes relatifs à la promotion des initiatives privées ;
- l'environnement des affaires peu favorable aux PME ;
- la faible coordination des organisations publiques, parapubliques et privées d'encadrement et des initiatives en faveur des PME ;
- la faible politique de développement de l'innovation ;
- la non appropriation du cadre juridique et réglementaire des acteurs des PME ;
- l'inaccessibilité des PME aux zones industrielles ;
- l'inaccessibilité aux financements à moyen et long termes ;
- le déficit de capacités techniques et managériales des dirigeants des PME ;
- l'inadaptation des mesures fiscales à la spécificité des PME ;
- l'inexploitation des modes de financements alternatifs ;
- la concurrence déloyale faite aux PME par les grandes entreprises ;
- la mauvaise structuration des PME ;

- la méconnaissance des règles en vigueur pour accéder à la commande publique ;
- le manque de formation et de qualification des entrepreneurs ;
- l'absence d'une base de données unique et fiable sur les PME.

Au niveau du Secteur Informel

- l'insuffisance de financement de la stratégie de formalisation des acteurs du secteur ;
- l'insuffisance du cadre réglementaire ;
- l'insuffisance de programmes relatifs à la promotion des initiatives privées ;
- le faible niveau d'instruction des acteurs du secteur ;
- la difficulté à recenser les acteurs du secteur informel ;
- la réticence des acteurs du secteur informel à migrer vers l'économie formelle ;
- le défaut d'immatriculation et l'absence de comptabilité des activités des acteurs du secteur informel ;
- la précarité des conditions d'exercice des activités des acteurs du secteur informel ;
- le déficit managérial, technique et technologique des acteurs du secteur informel ;
- le sous-équipement des acteurs du secteur informel ;
- l'absence de données fiables sur la taille du secteur informel en Côte d'Ivoire ;
- l'absence de formations adéquates pour la majorité des acteurs du secteur informel.

Au niveau de la Promotion de l'Investissement et du Développement du Secteur Privé

- l'insuffisance de programmes relatifs à la promotion des initiatives et des entreprises privées ;
- l'insuffisance des études permettant de rendre plus attractif le cadre législatif et règlementaire de promotion des partenariats public-privé ;
- l'insuffisance de coordination des activités de promotion des investissements tant à l'extérieur qu'à l'intérieur en liaison avec les ministères concernés ;
- la faible mobilisation des Investissements Directs Etrangers (IDE) eu égard aux besoins exprimés dans le PND 2021-2025 ;
- la faiblesse de la politique nationale de l'investissement privé ;
- la faible contribution du secteur privé national à l'économie ;
- la faiblesse dans la mise en œuvre des réformes administratives nécessaires au développement du secteur privé ;
- la non-actualisation de la stratégie globale de facilitation des investissements ;
- l'absence d'identification des réformes administratives nécessaires au développement du secteur privé ;
- l'absence d'identification du type d'investissement à fort impact ou non pour une création de chaines de valeurs optimales.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de l'Administration Générale

- l'attribution de 3 bâtiments au profit de quatre (04) Directions (CNCO, BCR, DPSP et SQ) ;
- la distribution de véhicules aux Directions Centrales et Directions Régionales ;
- l'adoption de plusieurs textes réglementaires et juridiques du ministère ;
- la formation des acteurs aux outils budgétaires ;
- la formation et le renforcement de capacités de plusieurs agents ;

- l'élaboration des manuels de procédures et l'évaluation des services du ministère ;
- la mise en œuvre de la politique du Gouvernement, au niveau des régions ;
- la mise en œuvre partielle de la feuille de route 2024 du Gouvernement ;
- le suivi de 20 projets du ministère au Programme d'Investissements Publics (PIP) 2024-2026 ;
- le diagnostic technique des infrastructures et la maintenance préventive du réseau informatique ;
- le lancement de projets de dématérialisation des processus clés notamment, le Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines (SIGRH) du ministère et la plateforme de Gestion Electronique du Courrier (GEC) ;
- la formation des acteurs budgétaires sur les procédures de passation de marchés publics et les réformes des finances publiques.

Au niveau du Commerce Intérieur

- l'adoption de plusieurs textes de lois relatifs aux définitions et régimes juridiques de certains termes et concepts relatifs au marché ;
- l'identification et la sécurisation des parcelles à Abidjan (40 hectares), Daloa (15 hectares), Abengourou (15 hectares) et Soubré (10 hectares) ;
- la réalisation et la diffusion de 364 émissions radio et 26 publications sur le site internet de l'OCPV ;
- la distribution de véhicules aux Directions Centrales et Directions Régionales ;
- la poursuite de l'identification et la délivrance de la carte de commerçant ;
- l'amélioration des circuits de distribution par la construction et la mise en service de 16 marchés de proximité ;
- l'appui de 378 acteurs intervenant dans le domaine du vivrier à se constituer en Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) ;
- la réalisation de 35 missions de relevés et de suivi de l'évolution des prix ;
- la saisie de 48 220,7 928 tonnes de produits frauduleux, de contrebande et contrefaits ;
- la réalisation de surveillance du respect de la mesure de plafonnement des prix des produits de première nécessité

Au niveau du Commerce Extérieur

- la participation aux ateliers relatifs à l'exploitation des opportunités offertes par les marchés régionaux (UEMOA, CEDEAO) et autres marchés d'Afrique ;
- le renforcement des capacités opérationnelles du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE) ;
- la finalisation d'une étude prospective sur la facilitation des échanges aux frontières Nord et Est de la Côte d'Ivoire ;
- l'élaboration du rapport d'harmonisation des statistiques 2023 ;
- la réalisation de la plateforme actualisée sur la cartographie des accords commerciaux ;
- la publication de 2 bulletins trimestriels (Procomex et le marché international) ;
- la coordination et la production des indicateurs de performance dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires (B-Ready) ;
- la poursuite de la délivrance des Fiches de Déclaration à l'Importation (FDI) ;
- la réalisation de l'étude de faisabilité du Hub du Commerce Extérieur en 2024 ;
- la réalisation d'une étude sur le Régime Commercial Simplifié des Petits Commerçants Transfrontaliers ;
- la participation à la production des statistiques harmonisées ;
- la poursuite de la délivrance des certificats de conformité (CoCs) ;
- l'accompagnement à la participation de 34 structures exportatrices Ivoiriennes à la FIDAK (Foire Internationale de Dakar).

Au niveau de l'Industrie

- l'adoption du document programme du PCP dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Partenariat Pays (PCP) ;

- l'élaboration des stratégies sectorielles de développement des clusters industriels dans les sept (7) domaines prioritaires (l'Agro-industrie, l'industrie pharmaceutique, les matériaux de constructions, d'ameublements et d'équipements, la chimie, la plasturgie et l'emballage, le textile et l'habillement et le montage automobile) ;
- l'adoption par le Gouvernement de la politique de développement de la filière textile-habillement et de la stratégie de développement de l'industrie automobile et montage ;
- le renforcement des capacités des acteurs de la petite agro-transformation (plus d'une cinquantaine d'agro-transformatrices accompagnées) ;
- la construction du centre de secours d'urgence du GSPM de la zone industrielle de Yopougon ;
- l'aménagement progressif de la Zone Industrielle d'Akoupé-Zeudji PK24 d'une superficie de 940 ha ;
- l'aménagement de 3 plateformes agro-industrielles dédiées à la transformation de l'anacarde à Korhogo (25 ha), Bondoukou (15 ha) et Séguéla (15 ha) ;
- l'aménagement de nouvelles zones industrielles à l'intérieur du pays notamment, Bonoua (329 ha), Yamoussoukro (750 ha), Bouaké (150 ha), San-Pédro (540 ha) ;
- la réhabilitation de la station de relevage des eaux usées en Zone Industrielle de Yopougon à travers le nettoyage et la cure de ladite station ;
- la poursuite des travaux de réhabilitation des zones industrielles de Koumassi, de Vridi et de Yopougon ;
- le lancement des travaux de délimitation de 5 réserves industrielles de l'intérieur du pays (Agboville, Adzopé, Yamoussoukro, San-Pédro et Bouaké) ;
- la création de 13 Centres d'Appui à la Technologie et l'Innovation (CATI) ;
- le renforcement des capacités du LANEMA ;
- le démantèlement des réseaux de contrefacteurs notamment, 49 540 articles contrefaisants et 01 tonne de médicaments (PMQIF) ;
- la poursuite des missions de contrôle et d'inspection en matière de sécurité dans les unités industrielles ;
- la poursuite des contrôles et d'inspections de la qualité des produits industriels dont les normes sont rendues d'application obligatoire ;
- l'élaboration de fiches d'opportunités d'investissements dans 16 filières industrielles prioritaires.

Au niveau de l'Artisanat

- la construction d'01 hangar à Abobo N'Dotré pour le regroupement et le recasement des artisans ;
- les déclarations d'Utilité Publique de 12 parcelles de terrain (Abobo, Yopougon, Anyama, Grand-Bassam, Kong, Korhogo, Man, Odienné, San-Pédro et Séguéla) ;
- la formation de 380 artisans du BTP ;
- l'acquisition de 03 terrains d'une superficie de 20 hectares (12 ha à Badikaha, 04 ha à Touba et 04 ha à Bondoukou) dans le cadre du projet de construction et d'équipement de 05 centres d'apprentissage ;
- le recyclage de 1 031 artisans-mécaniciens à la réparation des véhicules électroniques ;
- l'organisation du Marché Ivoirien de l'Artisanat (MIVA) (93 745 visiteurs physiques, 149 300 visiteurs sur le site du MIVA et les pages Web) ;
- le financement de 1 843 artisans.

Au niveau de la Promotion des PME

- la poursuite de la mise en œuvre du programme national de développement des PME ;
- la délivrance de 202 attestations d'identification des PME ;
- la formation de 109 entreprises candidates à la labellisation sur le contrat de sous-traitance et les méthodes d'interventions en chantiers-écoles ;
- la mise en place de l'observatoire de la sous-traitance ;
- l'accompagnement de 30 start-up pour l'accès aux opportunités d'affaires aux grands évènements ;
- le renforcement des capacités de 500 jeunes entrepreneurs innovants aux valeurs civiques et citoyennes et en développement personnel ;
- le renforcement de capacités de 82 femmes dirigeantes de PME et 30 gérants de PME agricoles ;
- le renforcement de capacités aux techniques managériales et de gestion de 300 dirigeants de PME ;
- la mise en place d'une plateforme de formation en ligne (e-learning), appelée « Campus PME » ;

- l'identification, la sélection et l'instruction de 8 000 femmes au mode opératoire des projets, suivi d'un financement aux AGR ;
- l'accompagnement technique et financier de 200 PME, start-up et entreprises innovantes ;
- l'accompagnement technique ou managérial de 7 316 entreprises et le financement de 48 PME ;
- l'élaboration du document projet de la Stratégie Nationale de Développement de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation 2025-2034 ;
- la sensibilisation et le renforcement de l'intention entrepreneuriale de 6 600 jeunes, à travers l'organisation de plusieurs activités promotionnelles ;
- la mise en place d'une plateforme numérique de mise en relation des acteurs de l'économie du sport.

Au niveau du Secteur Informel

- la réalisation de l'étude sur la Stratégie Nationale Intégrée de Transition vers l'Economie Formelle (SNIT-EF) de 2020 – 2023 ;
- la création de la plateforme électronique d'enregistrement et la formation du personnel à son utilisation ;
- l'accompagnement à la formalisation de 1 000 acteurs du secteur informel ;
- la sensibilisation et l'enregistrement de 1 544 acteurs du secteur informel au statut de l'entreprenant ;
- la formation de 182 entreprenants sur l'entrepreneuriat et le civisme fiscal.

Au niveau de la Promotion de l'Investissement et du Développement du Secteur Privé

- la signature d'une convention avec le Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES) pour la réalisation d'une étude sur la Politique Nationale d'Investissement ;
- la réalisation de l'état des lieux du secteur de l'investissement privé pour l'élaboration de textes règlementaires ;
- le démarrage du Programme d'Appui du Climat des Affaires en Côte d'Ivoire (PACA-CI) ;
- le lancement de l'étude sur le contenu local ;
- l'élaboration du plan d'action sur le contenu local en rapport avec le secteur agro-industriel.

I.1.3. Défis et priorités

Au niveau de l'Administration Générale

- la vulgarisation des textes qui régissent les activités du ministère ;
- la poursuite de la mise en œuvre des mécanismes de mise en place du Système de Management de la Qualité (SMQ) ;
- le développement d'une plateforme électronique pour la gestion des projets, des activités et la production des statistiques sectorielles du ministère ;
- la finalisation du logiciel de gestion des ressources humaines ;
- la poursuite de l'acquisition et de l'équipement de locaux adéquats pour abriter les services du ministère ;
- l'acquisition et l'équipement de magasin de stockage ;
- le regroupement des services et directions centraux du ministère sur un seul site à Abidjan.

Au niveau du Commerce Intérieur

- le financement de l'opérationnalisation de la stratégie de modernisation du commerce intérieur ;
- l'adoption du code des marchés de gros et de détails ;
- le recensement et la sécurisation des parcelles dédiées aux infrastructures commerciales ;
- la réalisation d'infrastructures commerciales respectant les normes sécuritaires et sanitaires ;
- la mise en place des instruments de financement et de crédits ;
- la poursuite du traitement du phénomène du paracommercialisme.

Au niveau du Commerce Extérieur

- la mobilisation des financements pour la mise en œuvre de la Politique Nationale du Commerce Extérieur (PNCE) ;
- la construction et l'aménagement de la maison des exportations ou Centre de Commerce International ;
- la poursuite de l'amélioration de la compétitivité des entreprises commerciales ;
- la réalisation de la mise en place de la Plateforme des Exportations aux frontières ivoiriennes ;
- le renforcement du cadre institutionnel et organisationnel et la mise en cohérence des politiques de production, d'investissement et du commerce ;
- le renforcement de la prise en compte des nouveaux marchés non traditionnels et l'élaboration de stratégies spécifiques à ces marchés ;
- le renforcement de la prise en compte de la veille stratégique et des outils d'intelligence économique dans la prise de décision ;
- le développement des stratégies et des outils de suivi-évaluation des accords commerciaux régionaux et internationaux ;
- le développement du cadre institutionnel et opérationnel pour le E-commerce ;
- le soutien au financement et à l'intégration des PME et start-ups dans le commerce électronique ;
- la création du Hub du Commerce Extérieur avec dépôts spécialisés aux frontières terrestres ;
- la diversification des exportations, la promotion du commerce vert et du commerce des services.

Au niveau de l'industrie

- la poursuite des actions de développement de la transformation des matières premières agricoles ;
- la poursuite des travaux de mise en place des clusters industriels dans les filières (Agro-industrie, textile et habillement, matériaux de construction, emballages, chimie et plasturgie, industrie pharmaceutique, montage et assemblage d'automobiles et fabrication de pièces détachées) ;
- le développement de nouveaux secteurs industriels (verrerie, sanitaires, montage et assemblage des équipements électroménagers, etc.) ;
- la poursuite de la mise en œuvre du projet de développement de l'Industrie 4.0 ;
- la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'industrie de l'automobile ;
- la poursuite de la création des zones franches ;
- l'adoption et la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Qualité ;
- la poursuite des actions de promotion des champions nationaux dans le secteur industriel.

Au niveau de l'Artisanat

- la poursuite de l'identification de sites dans les agglomérations, les voies structurantes et aux abords des zones industrielles ;
- la poursuite de la sécurisation des sites artisanaux identifiés ;
- la poursuite du développement de la commercialisation et de l'exportation des produits artisanaux ivoiriens ;
- la poursuite de la valorisation des métiers de l'artisanat ;
- la poursuite de la labélisation des produits artisanaux ;
- l'élaboration d'une stratégie de développement et de valorisation de l'artisanat ;
- la formalisation des acteurs du secteur (immatriculation à la CNMCI, CMU, CNPS) ;
- la mise en place d'instruments de financement adaptés ;
- l'amélioration de l'accès aux financements des artisans et des entreprises du secteur ;
- l'élaboration d'un cadre réglementaire d'exercice des nouveaux métiers (livreurs, taxi-moto …).

Au niveau de la Promotion des PME

- la poursuite de l'amélioration de l'accès aux financements et aux marchés des PME ;
- la poursuite du renforcement des capacités techniques et managériales des acteurs du secteur ;
- l'élaboration d'une stratégie nationale de sous-traitance ;
- le recensement et la cartographie des PME ;
- la poursuite de l'actualisation et la vulgarisation de la loi d'orientation des PME ;
- la création des zones d'implantation spécifiques aux PME ;
- la mise en place d'un mécanisme de labellisation des incubateurs d'entreprises ;
- le renforcement de la collaboration entre le monde de la recherche, le secteur public et le secteur privé en matière d'innovation.

Au niveau du Secteur Informel

- la poursuite de la mise en œuvre du statut de l'entreprenant ;
- le renforcement des capacités managériales et techniques des entreprenants ;
- la poursuite de la sensibilisation et de l'enregistrement des acteurs du secteur informel.

Au niveau de la Promotion de l'Investissement et du Développement du Secteur Privé

- l'élaboration de la Politique Nationale d'Investissement et sa mise en œuvre ;
- la mise en œuvre des réformes pour l'amélioration du cadre législatif et règlementaire de l'investissement et du développement du secteur privé ;
- l'incitation des investissements nationaux axés sur les régions ;
- la déconcentration de la création des entreprises à l'intérieur du pays pour une meilleure exploitation des niches d'opportunité ;
- la mise en œuvre du cadre réglementaire sur le contenu local ;
- l'identification et la mise en œuvre des réformes administratives nécessaires au développement du secteur privé ;
- la poursuite de l'identification des secteurs économiques prometteurs.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance, des capacités institutionnelles et organisationnelles des secteurs ;
- la coordination de la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- l'amélioration du cadre institutionnel, législatif et réglementaire ;
- le renforcement et la modernisation des infrastructures de mise à marché ;
- la protection du consommateur et la lutte contre la vie chère ;
- la mise en place d'un système d'information fiable et moderne ;
- la promotion du commerce électronique et la mise en place d'un système d'information fiable et moderne ;
- le renforcement du lien production-transformation pour créer plus de valeur ajoutée et des emplois décents et durables ;
- le renforcement de la base industrielle du pays par le développement de nouveaux secteurs industriels ;
- le développement des grappes industrielles, au regard des atouts compétitifs du pays ;
- la création de nouveaux pôles de développement de l'activité industrielle ;

- le renforcement de la compétitivité des entreprises industrielles notamment, des PME ;
- la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation ;
- la facilitation de l'accès aux financements et aux marchés des acteurs du secteur des PME et des Start-up ;
- la création, l'aménagement et l'exploitation de zones artisanales ;
- la création d'un Fonds dédié à l'artisanat ;
- la migration des acteurs du secteur informel vers l'économie formelle.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- le commerce intérieur est développé et la lutte contre la vie chère est renforcée ;
- le commerce extérieur est développé ;
- le développement du secteur industriel est accéléré ;
- les PME et le secteur de l'artisanat sont développés.

I.3 Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 24, le Ministre du Commerce et de l'Industrie est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Commerce, d'Industrie, de Promotion des PME et d'Artisanat,
À ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :
Au titre du Commerce

En matière de Commerce extérieur :

- définition, mise en œuvre et suivi des stratégies nationales d'exportation ;
- définition, organisation et suivi des manifestations promotionnelles à l'extérieur ;
- recherche de partenariats pour les produits ivoiriens en vue de l'accès aux marchés extérieurs ;
- initiative et coordination des négociations et suivi des conventions et accords commerciaux bilatéraux, notamment en matière de produits de base à l'exportation ;
- suivi des relations de la Côte d'Ivoire avec les organisations internationales et intergouvernementales opérant dans le domaine du commerce ;
- initiation, coordination, promotion et suivi des négociations des conventions et accords commerciaux bilatéraux, régionaux et multilatéraux, notamment les accords de l'OMC, la ZLECAf ;
- participation aux négociations relatives aux accords de l'APE ;
- suivi des relations de la Côte d'Ivoire avec les organisations internationales et intergouvernementales opérant dans le domaine du commerce et de la commercialisation des produits de base ;
- information périodique du Gouvernement sur la situation des matières premières, produits finis et semi-finis destinés à l'exportation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Agriculture ;
- amélioration de l'environnement des importations et des exportations ;
- participation à l'animation des activités des attachés et conseillers commerciaux des Ambassades ivoiriennes et suivi des représentations commerciales étrangères en Côte d'Ivoire, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- réglementation portant définition et contrôle du régime du commerce extérieur ;
- gestion des importations et des exportations des produits soumis à réglementation ;
- participation à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique tarifaire et non tarifaire d'entrée et de sortie ;

- élaboration, mise en œuvre et coordination de la stratégie de développement et de promotion du Commerce électronique ou e-commerce, en liaison avec le Ministre chargé de la Transition Numérique.

En matière de Commerce Intérieur :

- promotion, modernisation et organisation de la commercialisation des produits ivoiriens sur le marché national ;
- organisation et promotion des activités commerciales ;
- mise en œuvre d'une réglementation en matière d'implantation commerciale, de marchés d'intérêt national ou régional, de marchés de détail, de marchés spécialisés, de magasins généraux, d'hypermarchés et de supermarchés ;
- gestion des équipements commerciaux nationaux, en liaison avec les Ministères concernés ;
- amélioration des circuits de distribution et d'approvisionnement des centres urbains et ruraux ;
- organisation des consommateurs ;
- promotion, incitation, formation et encadrement des Nationaux à l'exercice des professions commerciales ;
- participation aux mécanismes de distribution et de fixation des prix des produits et services soumis à réglementation ;
- promotion de la transparence et de la loyauté dans les transactions commerciales et protection des consommateurs ;
- définition et mise en œuvre d'une métrologie moderne et contrôle des instruments de mesure dans le secteur du commerce ;
- mise en œuvre de la politique de la concurrence et du suivi des prix ;
- suivi des circuits de conservation et de distribution des produits de grande consommation ;
- répression de la fraude et de la contrefaçon en matière commerciale ;
- participation, en liaison avec le Ministre chargé de l'Urbanisme, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une réglementation en matière d'urbanisme commercial, à la création et à l'animation de la Commission d'Urbanisme Commercial ;
- planification ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique de la lutte contre la vie chère ;
- mise en œuvre d'une politique de gestion des équipements commerciaux d'intérêt national ou régional ;
- développement et gestion des zones industrielles, parcs industriels et pôles économiques industriels ;
- sécurisation et gestion des réserves foncières industrielles ;
- mise en œuvre d'un système d'information du commerce intérieur ;
- participation à la promotion et à l'organisation du commerce électronique ;
- définition, organisation et suivi des manifestations promotionnelles à caractère commercial ;
- participation à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique qualité et à la promotion des normes des biens et services ;
- recherche des opportunités de création et de développement de productions industrielles, en vue de répondre aux évolutions de la demande nationale et internationale, et soutien à ces opportunités ;
- promotion des produits industriels made in Côte d'Ivoire ;
- développement et mise en œuvre de la politique qualité ;
- coordination de la mise en œuvre de l'Open Government Partnership (OGP) en Côte d'Ivoire.

En matière d'Industrie :

- mise en œuvre de la stratégie industrielle ;
- élaboration des lois et règlements en matière d'industrie ;

- gestion des terrains industriels, en liaison avec les Ministres concernés ;
- participation à la planification des investissements en matière d'infrastructures industrielles, notamment d'amenées primaires des zones et parcs industriels ;
- développement et gestion des zones industrielles, parcs industriels et pôles économiques industriels ;
- recherche des opportunités de création et de développement de productions industrielles, en vue de répondre aux évolutions de la demande nationale et internationale, et soutien à ces opportunités ;
- conception et mise en œuvre de nouveaux instruments de développement industriel, notamment de zones franches, de centrales d'exportation, de zones et parcs industriels et d'assurances à l'exportation ;
- prospection des opportunités d'implantation d'unités industrielles ;
- promotion de la transformation en produits finis ou semi-finis des matières premières importées ou de produits du cru ;
- mise en œuvre de la politique de transformation des produits agricoles alimentaires et de rente ;
- promotion et développement des industries non-agricoles ;
- élaboration et mise en œuvre de la stratégie de l'Industrie 4.0 ;
- modernisation de l'industrie du bois ;
- adaptation et valorisation des résultats de la recherche appliquée ;
- suivi et évaluation des accords et processus de transfert de technologies ;
- promotion, coordination et suivi des activités industrielles ;
- élaboration, mise en œuvre et contrôle des normes industrielles ;
- gestion de la propriété industrielle et des brevets ;
- sensibilisation, assistance-conseil en matière de démarche qualité ;
- contrôle de la qualité des produits industriels nationaux et internationaux ;
- participation à l'incitation à l'initiative privée des nationaux ;
- participation à la définition d'un cadre incitatif pour le développement du secteur privé ;
- conception, mise en œuvre et gestion d'une banque de données ;
- élaboration, mise en œuvre et suivi des actions visant l'amélioration de la compétitivité des entreprises nationales ;
- promotion du contenu local dans les industries ;
- conception, mise en œuvre et gestion d'un système d'information sur le secteur industriel.

En matière de Promotion des PME

- promotion des Petites et Moyennes Entreprises et des Petites et Moyennes Industries, PME/PMI ;
- suivi et coordination des actions de développement des PME/PMI ;
- mise en œuvre et suivi des politiques visant l'amélioration de la compétitivité des PME/PMI ;
- mise en œuvre, sur une base privée et en association avec les opérateurs économiques financiers nationaux et internationaux, de programmes et ou projets de promotion et de développement des PME ivoiriennes ;
- élaboration et mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire de création et de financement des PME ;
- encadrement des PME/PMI ;
- mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de création d'entreprises par les Nationaux ;
- développement des actions d'aide à la création d'entreprises par les Nationaux ;

- aménagement, en liaison avec les Collectivités Territoriales de sites dédiés aux PME/PMI et facilitation de l'accès des PME/PMI au foncier ;
- mise en œuvre des actions visant le renforcement des capacités managériales des Nationaux chefs d'entreprises, notamment en matière de gestion d'entreprise.

En matière d'Artisanat

- définition et mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire relatif aux activités artisanales ;
- promotion de l'artisanat et des entreprises artisanales ;
- définition et mise en œuvre d'une politique de financement des entreprises artisanales, en liaison avec le Ministre chargé des Finances et du Budget ;
- aménagement et exploitation des sites artisanaux d'intérêt national ;
- promotion de l'apprentissage et de la formation continue ;
- organisation et promotion de la commercialisation des produits artisanaux ivoiriens au plan national et au plan international ;
- mise en œuvre d'une politique d'encadrement et de modernisation du secteur informel.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Commerce intérieur
- Programme 3 : Commerce extérieur
- Programme 4 : Industrie
- Programme 5 : PME et Artisanat

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale (IG), Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC), Direction des Affaires Financières (DAF), Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction de la Planification, des Statistiques et de la Prospective (DPSP), Direction des Systèmes d'Information (DSI), Direction de la promotion de l'investissement et du développement du secteur privé (DPIDSP), Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP), Service de la Documentation et des Archives (SDA), Service des Manifestions Promotionnelles (SMP), Service de la Qualité (SQ), Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP), Service de la Gestion du Patrimoine (SGP) et 31 Directions Régionales (DR)	Ecole de Commerce et de Gestion (ECG), Chambre de Commerce et de l'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)	- Mise en place du système d'informations du Ministère - Informatisation du Min Industrie et Mines - Renforcement des capacités Open Government Partnership (OGP) - Projet construction, extension et équipement des Direction Régionale du Ministère du Commerce et de l'Industrie - Projet appui à l'élaboration de la politique intégrée de transformation économique par l'industrialisation	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Commerce intérieur	Direction Générale du Commerce Intérieur (DGCI), Direction de la Métrologie, de la Répression des Fraudes, et du Contrôle Qualité (DMRFCQ), Direction de la Consommation, de la Concurrence et de la Lutte contre la Vie Chère (DCCLVC), Direction de l'Insertion et de la Promotion des Activités Commerciales (DIPAC)	Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV), Commission de la Concurrence (CC), Conseil National de la Lutte contre la Vie Chère (CNLVC), Conseil National de la Consommation (CNCO)	- Réhabilitation du Marché de Gros de Bouaké - Construction et équipement des marchés de proximité sur toute l'étendue du territoire - Projet de construction d'hangar pour les contrôles métrologiques	- Construction et gestion du Parc d'exposition d'Abidjan (Phase 2). - Identification et Sécurisation des sites des 8 marchés de gros
Programme 3 : Commerce extérieur	Direction Générale du Commerce Extérieur (DGCE), Direction de la Coopération Internationale et Régionale (DCIR), Direction de la Promotion du Commerce Extérieur et de l'Assistance à l'Exportation (DPCEAE), Direction de la Régulation des Echanges (DRE), Direction de la Commercialisation et des Organisations des Produits de Base (DCOPB), Direction du Commerce Electronique (DCE)	Agence Côte d'Ivoire Export (ACIE), Conseil National des Exportations (CNE), Société GUCE-CI S.E. (Guichet Unique du Commerce Extérieur, Société d'Etat)		Acquisition, de construction et d'aménagement de dépôts spécialisés aux différents frontières terrestres de la côte d'ivoire
Programme 4 : Industrie	Direction Générale de l'Industrie (DGIn), Direction de la Production et de la Compétitive Industrielle (DPCI), Direction de l'innovation Technologique et de la Coopération Industrielle (DITCI), Direction de la Promotion de la Qualité et de la Normalisation (DPQN), Direction de l'Appui et du Suivi des Investissements Industriels (DASII), Direction des Infrastructures et de la Sécurité Industrielles (DISI)	Laboratoire National d'Essais, de qualité, de Métrologie et d'Analyse (LANEMA) ; Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle (OIPI) ; Côte d'Ivoire Normalisation (CODINORM) ; Centre de Démonstration et de Promotion de Technologies (CDT) ; Société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T) ; Comité Ivoirien de Normalisation (CIN) ; Comité National de Lutte contre la Contrefaçon (CNLC) ; Système Ouest Africain d'Accréditation (SOAC) ; Côte d'Ivoire Engineering ; Fonds de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises Industrielles (FREMIN) ; Autorité de Régulation du Système de Récépissés d'Entreposage (ARRE) ; Société de Gestion et de Développement des Zones Industrielles (SOGEDI)	- Projet appui à la mise en œuvre des stratégies clusters industriel (PAMOSCIN) ; - Mise en œuvre du Programme National de Restructuration du et de la Mise à Niveau de l'Industrie en Côte d'Ivoire (PNRMN) ; - Programme de Diversification d'Accélération Industrielle, Compétitivité et Emploi (DAICE) ; - Aménagement de la parcelle de 234 ha-phase 2 de la zone industrielle Akoupé-Zeudji pk24 ; - Travaux de réhabilitation des zones industrielles de Koumassi et Vridi - Aménagement de la zone industrielle de Bonoua 329 ha ;	-Construction du centre de secours d'urgence du GSPM à la zone industrielle de Yopougon ; -Réhabilitation des zones industrielles de Yopougon et San-Pédro ; -Aménagement d'une parcelle de 500 hectares en zone industrielle de PK 50 ; -Entretien des zones industrielles de Koumassi, Vridi, Yopougon, PK24, Bonoua et de l'intérieur ; -Amorçage de la purge des droits coutumiers des réserves industrielles d'Adzopé (331 ha), Agboville (48,5 ha), Abengourou (341 ha), Yamoussoukro (500 ha), Bonoua (329 ha) ; -Réalisation d'études techniques et environnementales des zones industrielles Abidjan PK 50, Bouaké (1000 ha) et 150 ha zone textile), d'Adzopé (331 ha), Agboville (48,5 ha), San-Pédro (540 ha) ; -Mise en œuvre du Programme de développement industriel inclusif et durable (PCP) ; - Programme national de développement de la filière anacarde et cajou

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 5 : PME et Artisanat	-Direction Générale de la Promotion des PME et de l'Artisanat (DGPPMEA) ; -Direction de l'Assistance et du Développement des PME (DAD PME) ; -Direction de l'Innovation Entrepreneuriale et de la Promotion des Start-up (DIEPS) ; -Direction des Infrastructures et des Sites Artisanaux (DISA) ; -Direction de l'Encadrement, de la Promotion de l'Artisanat et de la Mutualité (DEPAM).	- Guichet Unique de Développement des Entreprises de Côte d'Ivoire –PME (GUDE-PME) ; - Côte d'Ivoire PME (CIPME) ; - Institut Ivoirien de l'Entreprise (INIE) ; - Bourse de Sous-Traitance et de Partenariat (BSTP) ; - Chambre Nationale des Métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI).	- Construction et Modification de Cinq (5) Centres d'Apprentissage ; - Projet de mise en place d'un cluster de la mécanique auto ; - Projet d'Appui au Renforcement de la Coordination des Actions et du Suivi des Performances du Secteur des PME et de l'Artisanat (PARCAPPME/ Artisanat) - Projet appui à l'opérationnalisation du GUDE PME/ Projet choose AFRICA 2 - Projet de Construction et de délocalisation du siège de l'INIE à Yamoussoukro - BSTP / Label de compétences	- Projet de construction du village artisanal de Bassam (PCVAB) ; - Projet casse moderne d'Abidjan, Abobo-N'dotré

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Promouvoir une administration moderne et performante	**RS 1.1** : L'administration est moderne et performante	**IP.1.1.1** : Taux de satisfaction des usagers des services du ministère	(Nombre d'usagers satisfaits / Nombre d'usagers interrogés) X 100 Source : Rapport Annuel de Performance RProg 1
		IP.1.1.2 : Taux de dématérialisation des procédures métiers du ministère	(Nombre de procédures métiers dématérialisées / Nombre total de procédures métiers à dématérialiser) X 100 Source : Rapport d'activités DSI
OG2 : Développer le commerce intérieur et contribuer à la lutte contre la vie chère	**RS 2.1** : Le commerce intérieur est développé et la lutte contre la vie chère est renforcée	**IP.2.1.1** : Taux de respect de la réglementation commerciale	(Nombre de PV délivrés lors d'un contrôle / Nombre total de structures visitées) X 100 Sources : Rapports d'activités DGCI / DAJC
		IP.2.1.2 : Taux de croissance du coût moyen des denrées du panier de la ménagère	((Coût Moyen n – Coût Moyen n-1) / Coût Moyen n-1) X 100 Avec n= année en cours Source : Rapport d'activités DGCI
		IP.2.1.3 : Taux de mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la vie chère	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues) X 100 Source : Rapport d'activités CNLVC
OG3 : Développer le Commerce extérieur	**RS 3.1** : Le Commerce extérieur est développé	**IP.3.1.**1 : Taux de couverture	(Valeur des exportations / Valeur des importations) X 100 Source : Rapport d'activités CONAHSCE
		IP.3.1.2 : Taux de variation de la Balance Commerciale	[(Balance Commerciale n) - (Balance Commerciale n-1)] X 100 / Balance Commerciale n-1) Avec n= année en cours Source : Rapport d'activités CONAHSCE

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG4 : accélérer le développement du secteur industriel	**RS 4.1** : Le développement du secteur industriel est accéléré	**IP.4.1.1** : Taux de croissance de la Valeur Ajoutée de la Production Industrielle	(VA de production industrielle n – VA de production industrielle n-1) X 100 / VA de production industrielle n-1 Avec n= année en cours Source : Rapport d'activités INS
		IP.4.1.2 : Taux de croissance des investissements dans le secteur industriel	(Investissements réalisés n – Investissement réalisés n-1) X 100 / Investissement réalisés n -1 Avec n= année en cours Sources : Rapports d'activités DASII / CEPICI
		IP.4.1.3 : Taux d'entreprises restructurées et mises à niveau	(Nombre d'entreprises restructurées et mises à niveau à l'année n – Nombre d'entreprises restructurées et mises à niveau à l'année n-1) X 100 / Nombre d'entreprises restructurées et mises à niveau à l'année n-1 Avec n= année en cours Sources : Rapports d'activités ADCI / DASII
OG5 : Développer les PME et le secteur de l'Artisanat	**RS 5.1** : Les PME et le secteur de l'Artisanat sont développés	**IP.5.1.1** : Nombre de PME créées	Dénombrement Sources : Rapports d'activités GUDE-CI / Côte d'Ivoire PME
		IP.5.1.2 : Nombre d'emplois formels créés dans le secteur des PME	Dénombrement Sources : Rapports d'activités GUDE-CI / Côte d'Ivoire PME
		IP.5.1.3 : Nombre de sites ayant obtenu une Déclaration d'Utilité Publique (DUP)	Dénombrement Sources : Rapports d'activités GUDE-CI / Côte d'Ivoire PME

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**96 866 871 722**	**97 979 432 154**	**104 805 285 360**
1.1 Ressources Intérieures	**43 424 771 722**	**57 979 432 154**	**65 914 835 997**
1.1.1 Budget Etat	43 424 771 722	57 979 432 154	65 914 835 997
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**53 442 100 000**	**40 000 000 000**	**38 890 449 363**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	53 442 100 000	40 000 000 000	38 890 449 363
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
2. CHARGES	**96 866 871 722**	**97 979 432 154**	**104 805 285 360**
2.1 Personnel	**9 780 541 108**	**10 120 995 629**	**10 651 194 300**
2.1.1 Solde y compris EPN	9 780 541 108	10 120 995 629	10 651 194 300
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**6 383 649 939**	**7 034 643 780**	**7 134 638 611**
2.3 Transferts	**13 212 301 708**	**13 375 532 158**	**13 413 066 471**
2.4 Investissement	**67 490 378 967**	**67 448 260 587**	**73 606 385 978**
Trésor	*14 048 278 967*	*27 448 260 587*	*34 715 936 615*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*53 442 100 000*	*40 000 000 000*	*38 890 449 363*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines
	Action 1.4: Gestion des ressources matérielles et financières
	Action 1.5: Gestion du système d'information et de communication du Ministère

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1.1 : Améliorer l'efficacité des services du ministère	Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle	5%	7%	10%	13%	(Nombre de recommandations issues des missions de contrôle mises en œuvre / Nombre total de recommandations issues des missions de contrôle) x100 Source : Rapport d'activités IG
	Taux de transmission des textes au SGG	84,62%	70%	72%	75%	(Nombre de texte transmis au Secrétariat Général du Gouvernement / Nombre de textes à traiter) x 100 Source : Rapport d'activités DAJC
	Taux de mise en œuvre de la feuille de route du ministère	74,91%	80%	83%	85%	Somme des taux de mise en œuvre de chaque projets et réformes inscrits dans la feuille de route / Nombre de projets et reformes inscrits Source : Rapport d'activités DPSP
	Taux de formalisation des procédures de travail des services	25,71%	37%	42%	51%	(Nombre total de procédures de travail des directions centrales formalisées/ Nombre total de directions centrales et services rattachés du ministère (y compris le cabinet)) x 100 Source : Rapport d'activités SQ
OS 1.2 : Améliorer les systèmes d'informations et de communication du Ministère	Taux d'exécution du plan d'intervention sur le parc informatique	60%	60%	65%	70%	(Nombre d'interventions réalisées / Nombre total d'interventions planifiées) x 100 Source : Rapport d'activités DSI
	Taux de couverture médiatique des activités du ministère	69,15%	60%	65%	70%	(Nombre d'activités couvertes / Nombre total d'activités prévues pour être couvertes) x 100 Source : Rapport d'activités DCRP
	Taux de mise en œuvre du système d'archivage électronique	3%	21%	29%	38%	(Nombre de directions et de services dont les documents d'archives ont été intégrés dans le système d'archivage électronique / Nombre de directions et de services en central) x 100 Source : Rapport d'activités SDA
OS 1.3 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de renforcement de capacités du personnel	15,24%	11%	12%	13%	(Nombre d'agents formés / Effectif global du ministère) x 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution physique des marchés publics	85%	88%	90%	93%	(Nombre total des marchés exécutés en année N / Nombre total des marchés à exécuter en année N) x 100 Source : Rapport d'activités CPMP
	Taux d'atteinte des cibles des PAP	81,63%	82%	85%	87%	(Nombre de cibles atteintes des PAP / Nombre total des cibles des PAP) x 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux de matériels fonctionnels dans les directions centrales et régionales du ministère	70,66%	30%	35%	40%	(Nombre total de matériels fonctionnels / Nombre total de matériels inspectés) x 100 Source : Rapport d'activités SGP

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**14 003 862 146**	**16 143 815 660**	**17 623 758 196**
Dépenses de personnel	6 463 204 747	6 945 927 437	7 428 650 126
Dépenses en biens et services	4 743 274 144	5 359 991 723	5 459 986 554
Transferts	2 361 171 387	2 423 266 736	2 431 755 873
Investissements	436 211 868	1 414 629 764	2 303 365 643
Trésor	*436 211 868*	*1 414 629 764*	*2 303 365 643*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21101 Administration Générale	**14 003 862 146**	**16 143 815 660**	**17 623 758 196**
2110101 Coordination et animation	**3 907 755 367**	**4 156 852 811**	**4 182 630 254**
2 Biens et services	**1 995 158 883**	**2 206 178 252**	**2 222 402 931**
11047100004 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional Belier (Yamoussoukro)	13 602 217	16 681 459	16 918 210
11047100005 Secrétariat Fonds Ivoirien de l'Innovation (FII)	6 500 000	7 971 458	8 084 594
14047100003 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional N'Zi - Moronou (Dimbokro)	14 105 675	17 298 888	17 544 400
15047100002 Coordonner les activités du ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Iffou (Daoukro)	14 103 683	17 296 445	17 541 923
17047100003 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional Gbêkê (Bouaké)	13 961 750	17 122 382	17 365 393
18047100003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Katiola)	14 125 152	17 322 775	17 568 628
23047100003 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Kabadougou-Folon (Odienné)	44 125 625	54 114 702	54 882 736
24047100002 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Ferkessédougou)	13 758 338	16 872 922	17 112 390
25047100003 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Poro (Korhogo)	15 299 890	18 763 446	19 029 748

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21101 Administration Générale	**14 003 862 146**	**16 143 815 660**	**17 623 758 196**
26047100003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Boundiali)	14 159 088	17 364 393	17 610 838
28047100002 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional Gontougo-Bounkani (Bondoukou)	44 402 537	54 454 299	55 227 154
31047100003 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional Haut Sassandra (Daloa)	44 153 149	54 148 456	54 916 969
32047100003 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Lôh-Djiboua (Divo)	14 601 536	17 907 000	18 161 146
32047100004 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Gôh (Gagnoa)	14 197 079	17 410 983	17 658 088
35047100002 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Marahoué (Bouaflé)	14 168 548	17 375 994	17 622 604
36047100003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Séguéla)	14 183 662	17 394 530	17 641 402
41047100003 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional Tonkpki (Man)	13 939 916	17 095 605	17 338 235
42047100003 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional Cavally-Guémon (Guiglo)	14 659 843	17 978 507	18 233 668
43047100003 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional Guémon (Duékoué)	13 974 175	17 137 620	17 380 845
55047100003 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional San-Pédro-Gbôklê (San-Pédro)	14 174 393	17 383 162	17 629 873
56047100003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau départemental (Soubré)	15 095 155	18 512 365	18 775 102
57047100002 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional Gbôklê (Sassandra)	14 109 938	17 304 116	17 549 704
61047100003 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	13 939 722	17 095 366	17 337 995
71047100003 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional Sud Comoé (Aboisso)	43 969 647	53 923 412	54 688 734
76047100003 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (l'Agnéby (Agboville)	14 572 500	17 871 392	18 125 032
77047100002 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Mé (Adzopé)	13 639 722	16 727 454	16 964 859
78011100309 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire / Section 365	20 000 000	24 527 564	24 875 679
78011202351 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire / Section 365	26 250 000	32 192 428	32 649 329
78011300276 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD / Section 361	234 480 000	234 480 000	234 480 000
78041100070 Promouvoir l'investissement privé dans les 31 régions / Section 361	30 000 000	36 791 346	37 313 519
78047100260 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Nord)	14 625 625	17 936 543	18 191 107
78047100262 Mettre en œuvre le plan Open Government Partnership (OGP)	53 199 516	53 199 516	53 199 516

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21101 Administration Générale	**14 003 862 146**	**16 143 815 660**	**17 623 758 196**
78047100263 Apporter un appui juridique aux services du ministère	16 400 000	20 112 597	20 398 048
78047100264 Contrôler les Services et structures sous tutelle du ministère	51 324 567	51 324 567	51 324 567
78047100314 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Centre 3)	13 973 750	17 137 099	17 380 316
78047100324 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Centre)	14 879 256	18 247 591	18 506 569
78047100325 Organiser et suivre les manifestations de promotion commerciales et industrielle du Ministère	12 027 335	14 750 056	14 959 401
78047100357 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan Sud	42 621 249	52 269 766	53 011 616
78047100396 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de commerce, de l'industrie et de la promotion des PME	224 000 000	224 000 000	224 000 000
78047100400 Prendre en charge les dépenses liées à la résidence du Ministre	4 000 000	4 905 512	4 975 135
78047100402 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional (Abidjan sud 3)	14 172 250	17 380 534	17 627 207
78047100406 Élaborer et suivre les procédures Qualité	12 122 036	14 866 196	15 077 188
78047100415 Appuyer la réalisation du projet de développement de l'environnement des affaires de l'investissement et du secteur privé	18 000 000	22 074 803	22 388 102
78047100416 Vulgariser les textes du Ministère	14 000 000	17 169 293	17 412 973
78047100433 Contribuer à améliorer le climat des affaires et renforcer le contenu local	30 000 000	36 791 346	37 313 518
78049000598 Prendre en charge l'assistance technique du BNETD / Section 365	78 000 000	95 657 500	97 015 151
79047100003 Coordonner les activités du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME au niveau régional Grands Ponts (Dabou)	14 173 750	17 382 374	17 629 073
90041100006 Gérer la déconcentration des créations d'entreprise	52 000 000	63 771 665	64 676 764
90047100041 Mettre en œuvre le cadre règlementaire et stratégique de l'investissement privé	5 000 000	6 131 891	6 218 919
90047190171 Coordonner les activités du programme Administration Générale	4 900 000	6 009 252	6 094 540
90047190172 Suivre la mise en œuvre des recommandations des missions de contrôle	8 000 000	9 811 025	9 950 270
90047190173 Mettre en œuvre le cadre de gestion des manifestations promotionnelles à caractère commercial	2 284 083	2 801 149	2 840 904
90047190174 Mettre en œuvre le processus de certification du Ministère à la norme ISO 9001 version 2015	3 202 526	3 927 508	3 983 250
90047190202 Organiser la 18 ème édition du sommet des Affaires Etats Unis Afrique	500 000 000	500 000 000	500 000 000
3 Transferts	**1 750 384 616**	**1 783 596 335**	**1 788 136 753**
78041100075 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD / Section 361	21 101 515	25 761 683	26 398 780
78047100276 Transférer les crédits de la Convention BNETD	99 015 750	120 882 902	123 872 390
78047100435 Prendre en charge le contrat d'exploitation du Parc des Expositions d'Abidjan (PEA)	1 600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000
78049000496 Transférer à l'assistante technique du BNETD / Section 365	30 267 351	36 951 750	37 865 583
4 Investissements	**162 211 868**	**167 078 224**	**172 090 570**
Trésor	***162 211 868***	***167 078 224***	***172 090 570***
78047100275 Renforcer les capacités du Ministère dans le cadre de l'OGP	162 211 868	167 078 224	172 090 570

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21101 Administration Générale	**14 003 862 146**	**16 143 815 660**	**17 623 758 196**
2110102 Planification, programmation et suivi-évaluation	**107 251 730**	**257 037 012**	**320 235 309**
1 Personnel	**3 000 000**	**3 000 000**	**3 000 000**
78047100359 Assurer la masse salariale de la Direction de la Planification et de la Coopération Min. Ind	3 000 000	3 000 000	3 000 000
2 Biens et services	**64 251 730**	**78 796 913**	**79 915 259**
78011201940 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire / Section 361	12 600 000	15 452 365	15 671 678
78047100358 Organiser la planification générale des activités du Ministère	20 712 630	25 401 512	25 762 027
78047100418 Faire le bilan des activités du Ministère	20 000 000	24 527 564	24 875 679
90047190156 Assurer le suivi des projets du Ministère	10 939 100	13 415 472	13 605 875
4 Investissements	**40 000 000**	**175 240 099**	**237 320 050**
Trésor	***40 000 000***	***175 240 099***	***237 320 050***
90047100044 Projet appui à l'élaboration de la politique intégrée de transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation	40 000 000	175 240 099	237 320 050
2110104 Gestion des ressources humaines	**7 216 463 000**	**7 763 073 903**	**8 303 285 680**
1 Personnel	**6 460 204 747**	**6 942 927 437**	**7 425 650 126**
78047100270 Prendre en charge les salaires des personnels de l'administration centrale	6 372 204 747	6 853 445 712	7 334 686 676
78047100335 Effectuer le transfert des subventions d'équilibre personnel à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCICI)	88 000 000	89 481 725	90 963 450
2 Biens et services	**756 258 253**	**820 146 466**	**877 635 554**
78047100272 Gérer les ressources matérielles du Ministère	15 995 241	19 616 209	19 894 616
78047100274 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	705 263 012	757 607 020	814 208 500
78047100419 Renforcer les capacités des agents du Ministère	35 000 000	42 923 237	43 532 438
2110106 Gestion des ressources matérielles et financières	**2 564 921 116**	**3 646 748 802**	**4 226 225 024**
2 Biens et services	**1 854 134 345**	**2 164 766 960**	**2 188 650 881**
78047100269 Gérer les ressources financières du Ministère	56 430 704	69 205 383	70 187 601
78047100271 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	129 000 000	158 202 788	160 448 134
78047100273 Élaborer et mettre en œuvre le CDMT	59 000 000	72 356 314	73 383 254
78047100330 Prendre en charge les dépenses liées aux activités du Ministère	929 967 851	1 031 389 327	1 039 187 424
78047100331 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	254 100 000	311 622 703	316 045 513
78047100332 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	60 497 040	74 192 251	75 245 250
78047100360 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD (Entrepreunariat)	219 650 850	269 375 016	273 198 211
78047100367 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD / Section 365	70 000 000	85 846 474	87 064 879
78047100397 Gérer la commande publique du Ministère	10 100 000	12 386 417	12 562 209
90047100009 Gérer le patrimoine et mettre en œuvre la comptabilité des matières du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME	21 660 900	26 564 451	26 941 473
90047190158 Assurer le suivi de la performance des activités du Ministère	13 000 000	15 942 915	16 169 189
90047190159 Coordonner les activités budgétaires du Ministère	17 000 000	20 848 428	21 144 324
90047190176 Faire l'inventaire du patrimoine du Ministère du Commerce et de l'Industrie	13 727 000	16 834 493	17 073 420

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21101 Administration Générale	**14 003 862 146**	**16 143 815 660**	**17 623 758 196**
3 Transferts	**610 786 771**	**639 670 401**	**643 619 120**
78047100362 Transférer la dotation à l'Ecole de Commerce et de Gestion	480 000 000	480 000 000	480 000 000
78047100365 Prendre en charge les salaires des Agents de la CCI-CI	130 786 771	159 670 401	163 619 120
4 Investissements	**100 000 000**	**842 311 441**	**1 393 955 023**
Trésor	***100 000 000***	***842 311 441***	***1 393 955 023***
90047100045 Projet de construction, extension et équipement des Directions Régionales du Ministère du Commerce et de l'Industrie	100 000 000	842 311 441	1 393 955 023
2110108 Gestion du système d'information et de communication du Ministère	**207 470 933**	**320 103 132**	**591 381 929**
2 Biens et services	**73 470 933**	**90 103 132**	**91 381 929**
78047100266 Organiser la documentation et les archives du Ministère	13 250 000	16 249 506	16 480 126
78047100321 Organiser la communication des activités du Ministère	18 450 000	22 626 672	22 947 801
78047100386 Gérer le système d'information du Ministère	16 270 933	19 954 312	20 237 517
78047100409 Renforcer le processus d'opérationnalisation des plates formes digitales du ministère / Section 365	16 500 000	20 235 240	20 522 434
90047190157 Assurer la maintenance préventive des équipements informatiques du Ministère	8 000 000	9 811 024	9 950 269
90047190175 Collecter et centraliser l'ensemble des documents d'archives des services du Ministère	1 000 000	1 226 378	1 243 782
4 Investissements	**134 000 000**	**230 000 000**	**500 000 000**
Trésor	***134 000 000***	***230 000 000***	***500 000 000***
78047100328 Mise en place du Système d'information du Ministère du Commerce	69 775 013	230 000 000	500 000 000
78047100327 Informatisation des Services du Min. Industrie et Mines	64 224 987	0	0

II.2.2 Programme 2 : Commerce intérieur

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Commerce intérieur	Action 2.1: Renforcement de la promotion des activités commerciales
	Action 2.2: Mise en œuvre de la stratégie et des activités de lutte contre la vie chère
	Action 2.3: Renforcement des contrôles en matière de métrologie légale, de contrôle qualité et de répression des fraudes
	Action 2.4: Contribution à la création d'infrastructures commerciales de mise à marché modernes
	Action 2.5: Modernisation des pratiques du commerce intérieur

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Commerce intérieur						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2.1 : Moderniser les activités commerciales	Proportion de marchés modernes construits	20%	48%	58%	100%	(Nombre de marchés construits en année N / Nombre total de marchés à construire) x 100 Sources : Rapports d'activités DIPAC / OCPV
	Proportion d'acteurs du secteur commercial utilisant des outils modernes et conventionnels	15%	25%	33%	42%	(Nombre d'acteurs utilisant des outils modernes et conventionnels en année N / Nombre total d'acteurs utilisant des outils modernes et conventionnels visés en années 2026, 2027 et 2028)) x 100 Sources : Rapports d'activités DIPAC / OCPV
OS 2.2 : Promouvoir les activités commerciales	Proportion d'acteurs du secteur commercial encadrés en termes de renforcement de capacités techniques et managériales	15%	28%	32%	39%	(Nombre d'acteurs du secteur commercial encadrés en année N / Nombre d'acteurs du secteur commercial à encadrer en années 2026, 2027 et 2028)) x 100 Sources : Rapports d'activités DIPAC / OCPV
	Proportion d'organisations professionnelles formalisées	20%	23%	34%	43%	(Nombre d'organisations professionnelles formalisées en année N / Nombre total d'organisations professionnelles à formaliser en années 2026, 2027 et 2028)) x 100 Sources : Rapports d'activités DIPAC / OCPV
OS 2.3 : Renforcer la surveillance du marché	Proportion d'entreprises conformes aux pratiques anticoncurrentielles	20%	25%	33%	41%	(Nombre d'entreprises conformes aux pratiques anticoncurrentielles / Nombre total d'entreprises à enquêter en années 2026, 2027 et 2028)) X 100 Source : Rapport d'activités Commission de la Concurrence
	Taux de conformité des établissements aux normes commerciales en vigueur	60%	70%	73%	75%	Nombre d'établissements ciblés conformes aux normes relatives à la réglementation / Nombre total d'établissements ciblés) x 100 Sources : Rapports d'activités DCCLVC / DMCQRF
	Taux de conformité des produits à la réglementation en matière de qualité	45%	60%	70%	90%	(Nombre de produits contrôlés conformes en année N / Nombre total de produits contrôlés en année N) x 100 Source : Rapport d'activités DMCQRF

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 2 : COMMERCE INTERIEUR	**4 924 344 052**	**7 442 636 954**	**8 287 265 080**
Dépenses de personnel	1 075 219 891	1 093 324 210	1 111 428 528
Dépenses en biens et services	719 878 790	749 787 958	749 787 958
Transferts	1 083 963 014	1 099 495 804	1 115 028 594
Investissements	2 045 282 357	4 500 028 982	5 311 020 000
Trésor	*2 045 282 357*	*4 500 028 982*	*5 311 020 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22102 Commerce intérieur	**4 924 344 052**	**7 442 636 954**	**8 287 265 080**
2210201 Renforcement de la promotion des activités commerciales	**1 196 669 096**	**1 215 547 550**	**1 234 426 003**
1 Personnel	**813 578 036**	**827 276 886**	**840 975 736**
22102010006 Transférer les subventions d'équilibre personnel à l'OCPV	813 578 036	827 276 886	840 975 736
2 Biens et services	**21 630 000**	**21 630 000**	**21 630 000**
78047100368 Promouvoir les Activités Commerciales et l'insertion des jeunes ivoiriens dans le commerce (DIPAC)	11 630 000	11 630 000	11 630 000
78047100413 Foire du Made in Côte d'Ivoire (FOMCI)	10 000 000	10 000 000	10 000 000
3 Transferts	**361 461 060**	**366 640 664**	**371 820 267**
22102010002 Transférer les crédits à l'Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV)	361 461 060	366 640 664	371 820 267
2210202 Mise en œuvre de la stratégie et des activités de lutte contre la vie chère	**1 602 193 809**	**1 621 993 421**	**1 636 752 076**
1 Personnel	**261 641 855**	**266 047 324**	**270 452 792**
78047100283 Transférer les subventions d'équilibre personnel à la CCLVC	261 641 855	266 047 324	270 452 792
2 Biens et services	**618 050 000**	**623 090 957**	**623 090 957**
78047100281 Mettre en œuvre et suivre la stratégie de Lutte contre la Vie Chère (CNLVC)	398 250 000	398 250 000	398 250 000
78047100282 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Commerce Intérieur	39 200 000	39 200 000	39 200 000
78047100369 Élaborer, mettre en œuvre et suivre la politique de gouvernement en matière de concurrence, de consommation et de lutte contre la Vie Chère	14 300 000	14 300 000	14 300 000
90047100005 Animer le Comité de la Consommation (CNCO)	37 500 000	37 500 000	37 500 000
90047100046 Coordonner les activités du programme Commerce Intérieur	4 000 000	5 680 319	5 680 319

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22102 Commerce intérieur	**4 924 344 052**	**7 442 636 954**	**8 287 265 080**
90047100056 Hébergement de l'application contrôle citoyen	5 000 000	7 100 399	7 100 399
90047190163 Faire fonctionner la Brigade de Contrôle Rapide (BCR)	116 800 000	116 800 000	116 800 000
90047190194 Etablir l'état de la consommation	3 000 000	4 260 239	4 260 239
3 Transferts	**722 501 954**	**732 855 140**	**743 208 327**
78047100280 Examiner et émettre un avis sur les questions relatives à la concurrence	722 501 954	732 855 140	743 208 327
2210204 Renforcement des contrôles en matière de métrologie légale, de contrôle qualité et de répression des fraudes	**55 198 790**	**69 565 004**	**69 565 004**
2 Biens et services	**55 198 790**	**69 565 004**	**69 565 004**
78047100340 Mettre en œuvre la métrologie légale, contrôler la qualité des produits et lutter contre la fraude en matière commerciale	21 000 000	21 000 000	21 000 000
78047100379 Organiser les campagnes nationales de vérification des instruments de mesures	14 000 000	19 881 117	19 881 117
78047100383 Réaliser les enquêtes, les missions de contrôle et de surveillance	7 198 790	10 222 850	10 222 850
78047100388 Organiser la campagne nationale de répression des fraudes	13 000 000	18 461 037	18 461 037
2210205 Contribution à la création d'infrastructures commerciales de mise à marché modernes	**2 060 282 357**	**4 521 330 180**	**5 332 321 198**
2 Biens et services	**15 000 000**	**21 301 198**	**21 301 198**
78047100411 Mener les activités de sécurisation des parcelles des 11 marchés de gros	15 000 000	21 301 198	21 301 198
4 Investissements	**2 045 282 357**	**4 500 028 982**	**5 311 020 000**
Trésor	***2 045 282 357***	***4 500 028 982***	***5 311 020 000***
90047100047 Projet de construction d'hangar pour les contrôles métrologique	54 000 000	88 546 625	0
90047100039 Construction et équipement des marchés de proximité sur l'étendue de la Côte d'Ivoire	1 300 000 000	4 220 230 000	5 311 020 000
78047100421 Réhabiliter le marché de gros de Bouaké	691 282 357	191 252 357	0
2210206 Modernisation des pratiques du commerce intérieur	**10 000 000**	**14 200 799**	**14 200 799**
2 Biens et services	**10 000 000**	**14 200 799**	**14 200 799**
90047100003 Mettre en place une plate forme informatique de collecte et de traitement des informations (Digitalisation des prix)	10 000 000	14 200 799	14 200 799

II.2.3 Programme 3 : Commerce extérieur

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Commerce extérieur	Action 3.1: Mise en œuvre de la politique commerciale et de la régulation des échanges
	Action 3.2: Développement des accords commerciaux et du commerce électronique
	Action 3.3: Développement et promotion des exportations
	Action 3.4: Assistance aux structures d'import/export

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Commerce extérieur						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 3.1 : Faciliter les échanges commerciaux	Taux d'application des mesures de facilitation des échanges	23%	25%	31,25%	39,06%	(Nombre de mesures de facilitation des échanges mises en œuvre / Nombre total de mesures de facilitation des échanges prévues) ×100 Sources : Rapports d'activités DRE / Service VOC / DCIR
	Taux de variation des attributions nationales des codes import-export	4%	6%	6,5%	7%	((Nombre de codes import-export délivrés en N – Nombre de codes import-export délivrés en N-1) / Nombre de codes import-export délivrés en N-1)) x 100 Avec N = année en cours Source : Rapport d'activités DRE
	Taux de croissance en valeur des exportations vers les Pays-Parties aux Accords commerciaux	4%	4,5%	6,2%	7,8%	((Valeur totale des exportations vers les pays partenaires durant l'année t – Valeur totale des exportations vers ces mêmes pays durant l'année précédente (t - 1) / Valeur totale des exportations vers ces mêmes pays durant l'année précédente (t - 1))) x 100 Sources : Rapports d'activités DCIR / DCOPB
OS3.2 : Promouvoir le commerce extérieur	Proportion d'entreprises accompagnées à l'Export	167%	52%	53%	55%	(Nombre d'entreprises accompagnées à l'export en N / Nombre total d'entreprises enregistrées en N) x 100 Avec N = année en cours Sources : Rapports d'activités DPCEAE / CI Export / CNE
	Taux de manifestations promotionnelles des produits ivoiriens à l'étranger	16%	20%	22%	24%	(Nombre de manifestations promotionnelles des produits ivoiriens à l'étranger réalisées en N) / Nombre de manifestations promotionnelles des produits ivoiriens à l'étranger prévues) x 100 Avec N = année en cours Sources : Rapports d'activités DPCEAE / FIPME / CCI-CI / CNE / CI-EXPORT
	Taux de croissance des exportations en valeur	23,7%	25%	25,6%	26%	((Valeur des exportations en N - Valeur des exportations N-1) / Valeur des exportations en N-1) x 100 Avec N = année en cours Sources : Rapports d'activités DPCEAE / DRE

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : COMMERCE EXTERIEUR	**2 365 616 153**	**2 277 577 360**	**2 285 849 681**
Dépenses de personnel	74 639 153	0	0
Dépenses en biens et services	403 150 398	403 150 398	403 150 398
Transferts	1 857 826 602	1 874 426 962	1 882 699 283
Investissements	30 000 000	0	0
Trésor	*30 000 000*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22103 Commerce extérieur	**2 365 616 153**	**2 277 577 360**	**2 285 849 681**
2210303 Mise en œuvre de la politique commerciale et de la régulation des échanges	**320 550 398**	**320 550 398**	**320 550 398**
2 Biens et services	**320 550 398**	**320 550 398**	**320 550 398**
78047100284 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Commerce Extérieur	43 150 000	43 150 000	43 150 000
78047100285 Élaborer et harmoniser les statistiques du commerce extérieur	19 444 636	19 444 636	19 444 636
78047100286 Mettre en œuvre les activités de facilitation des échanges commerciaux	27 000 000	27 000 000	27 000 000
78047100341 Réguler des Echanges commerciaux extérieurs	10 597 578	10 597 578	10 597 578
78047100355 Analyser, préparer et soutenir les négociations commerciales entre la CI et OMC	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78047100371 Suivre et évaluer le GUCE	12 000 000	12 000 000	12 000 000
78047100410 Animer le portail Web d'Information Commercial (PWIC)	22 358 184	22 358 184	22 358 184
78047100431 Organiser la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
90047100001 Elaborer la cartographie des accords commerciaux	20 000 000	20 000 000	20 000 000
90047100002 Certification ISO 9001 des Service du commerce extérieur	45 000 000	45 000 000	45 000 000
90047100004 Redynamiser et suivre les actions des conseillers commerciaux	71 000 000	71 000 000	71 000 000
90047100048 Prendre en charge les activités de contrôle de gestion du programme « Commerce Extérieur »	5 000 000	5 000 000	5 000 000
90047190164 Elaborer et mettre en œuvre la PNCE	25 000 000	25 000 000	25 000 000
90047190165 Organiser le forum Import Export	10 000 000	10 000 000	10 000 000
2210304 Développement des accords commerciaux et du commerce électronique	**82 600 000**	**82 600 000**	**82 600 000**
2 Biens et services	**82 600 000**	**82 600 000**	**82 600 000**
78047100287 Mettre en œuvre et suivre les accords commerciaux	9 600 000	9 600 000	9 600 000
78047100315 Suivre la commercialisation des Produits de base (DOCPB)	14 600 000	14 600 000	14 600 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22103 Commerce extérieur	**2 365 616 153**	**2 277 577 360**	**2 285 849 681**
78047100404 Mettre en œuvre les actions de la stratégie nationale d'exportation	14 800 000	14 800 000	14 800 000
78047100428 Mettre en œuvre la politique de développement du commerce électronique	17 600 000	17 600 000	17 600 000
90047190166 Opérationnaliser la Stratégie Nationale du Commerce Electronique (SNCE)	10 000 000	10 000 000	10 000 000
90047190177 Animer le Mécanisme d'Alerte aux Obstacles au Commerce (MAOC)	10 000 000	10 000 000	10 000 000
90047190178 Mobiliser les financements des partenaires extérieurs	1 500 000	1 500 000	1 500 000
90047190179 Organiser la commercialisation des filières non traditionnelles	2 500 000	2 500 000	2 500 000
90047190180 Recenser et identifier les E-commerçants	2 000 000	2 000 000	2 000 000
2210305 Développement et promotion des exportations	**1 932 465 755**	**1 874 426 962**	**1 882 699 283**
1 Personnel	**74 639 153**	**0**	**0**
78047100440 Renforcer les salaires du personnel du Conseil National des Exportations (CNE)	74 639 153	0	0
3 Transferts	**1 857 826 602**	**1 874 426 962**	**1 882 699 283**
78047100342 Faire le transfert de la dotation du Conseil National des Exportations (CNE)	317 899 242	334 499 602	342 771 923
78047100424 Transférer la dotation à l'agence Côte d'Ivoire Export	1 539 927 360	1 539 927 360	1 539 927 360
2210306 Assistance aux structures d'import/export	**30 000 000**	**0**	**0**
4 Investissements	**30 000 000**	**0**	**0**
Trésor	***30 000 000***	***0***	***0***
78047100288 Construction et Aménagement de dépôts spécialisés aux frontières terrestres de la Côte d'Ivoire	30 000 000	0	0

II.2.4 Programme 4 : Industrie

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Industrie	Action 4.1: Renforcement de la restructuration et de la mise à niveau des entreprises industrielles
	Action 4.2: Renforcement des mesures d'incitations à l'investissement industriel
	Action 4.3: Développement des réformes sectorielles
	Action 4.4: Renforcement de la sécurité dans les entreprises industrielles
	Action 4.5: Renforcement de l'infrastructure de la qualité et de l'innovation technologique des entreprises industrielles
	Action 4.6: Réhabilitation des zones industrielles existantes
	Action 4.7: Développement de nouvelles zones industrielles
	Action 4.8: Promotion de la transformation industrielle

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Industrie						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS4.1 : Améliorer la compétitivité du secteur industriel	Taux d'entreprises restructurées et mises à niveau	70%	40%	60%	80%	((Nombre d'entreprises restructurées et mises à niveau au moment de l'évaluation à l'année N / Nombre total d'entreprises à restructurer et à mettre à niveau à l'année N) x 100 Avec N = année en cours Source : Rapport d'activités FREMIN
	Taux de croissance des produits certifiés NI	25,54%	23%	24%	25%	((Nombre de produits certifiées NI en année N – Nombre de produits certifiés NI en année N -1) / Nombre de produits certifiés NI en année N -1) x 100 Avec N = année en cours Source : Rapport d'activités CODINORM
	Taux de croissance des brevets émis par la Côte d'Ivoire	18,75%	12%	13%	14%	((Nombre de brevets enregistrés en année N – Nombre de brevets enregistrés en année N -1) / Nombre de brevets enregistrés en année N -1) x 100 Avec N = année en cours Source : Rapport d'activités OIPI
OS4.2 : Accroitre les investissements et la production industriels	Taux de croissance du portefeuille des projets d'investissements industriels suivis	9%	6%	7%	8%	((Nombre de projets industriels agréés à l'investissement suivis en année N - Nombre de projets industriels agréés à l'investissement suivis en année N -1) / Nombre de projets industriels agréés à l'investissement suivis en année N -1)) x 100 Avec N = année en cours Source : Rapport d'activités DADSII
	Taux de croissance des volumes transformés de Cacao	9%	7%	8%	9%	((Volume de Cacao transformées en année N – Volume de Cacao transformées en année N -1) / (Volume de Cacao transformées en année N -1)) x 100 Avec N = année en cours Source : Rapport d'activités DPCI
	Taux de croissance des volumes transformés de l'Anacarde	29,40%	16%	17%	18%	((Volume d'Anacarde transformées en année N – Volume d'Anacarde transformées en année N -1) / (Volume d'Anacarde transformées en année N -1)) x 100 Avec N = année en cours Source : Rapport d'activités DPCI
OS4.3 : Développer les infrastructures industrielles	Taux de réhabilitation des zones industrielles existantes	88%	15%	25%	50%	((Quantité de travaux de réhabilitation réalisés au sein des zones industrielles existantes) / (Quantité totale de travaux de réhabilitation à réaliser dans les zones industrielles existantes sur la période 2026 -2028)) x 100. Source : Rapport d'activités SOGEDI
	Taux d'aménagement des zones industrielles	93%	3%	15%	25%	(Superficie des zones industrielles aménagées / Superficie totale des zones industrielles prévues être aménagées sur la période de 2026-2028) x 100 Source : Rapport d'activités SOGEDI

Programme 4 : Industrie						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS4.3 : Développer les infrastructures industrielles	Taux d'entreprises disposant d'un système de sécurité industriel aux normes	10%	20%	30%	40%	(Nombre d'entreprises disposant d'un système de sécurité conforme aux normes en année N / Nombre total d'entreprises à contrôler sur les années 2026, 2027et 2028) X 100 Avec N = année en cours Source : Rapport d'activités DISI

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : INDUSTRIE	**36 338 192 773**	**48 155 229 915**	**66 982 738 755**
Dépenses de personnel	1 434 644 542	1 336 571 928	1 353 604 313
Dépenses en biens et services	185 575 863	187 267 839	187 267 839
Transferts	2 712 388 197	2 781 390 148	2 786 630 213
Investissements	32 005 584 171	43 850 000 000	62 655 236 390
Trésor	*10 708 784 171*	*18 850 000 000*	*23 764 787 027*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*21 296 800 000*	*25 000 000 000*	*38 890 449 363*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22104 Industrie	**36 338 192 773**	**48 155 229 915**	**66 982 738 755**
2210402 Renforcement de la restructuration et de la mise à niveau des entreprises industrielles	**22 916 591 196**	**28 850 000 000**	**43 032 322 021**
4 Investissements	**22 916 591 196**	**28 850 000 000**	**43 032 322 021**
Trésor	***1 619 791 196***	***3 850 000 000***	***4 141 872 658***
90047190183 Projet de Diversification, Accélération Industrielle, Compétitivité et Emplois (DAICE)	1 217 784 171	3 000 000 000	3 091 872 658
78047100344 Restructuration et mise à niveau des industries	402 007 025	850 000 000	1 050 000 000
Financement extérieur	***21 296 800 000***	***25 000 000 000***	***38 890 449 363***
90047190183 Projet de Diversification, Accélération Industrielle, Compétitivité et Emplois (DAICE)	21 296 800 000	25 000 000 000	38 890 449 363

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22104 Industrie	**36 338 192 773**	**48 155 229 915**	**66 982 738 755**
2210405 Renforcement des mesures d'incitations à l'investissement industriel	**9 502 811**	**9 502 811**	**9 502 811**
2 Biens et services	**9 502 811**	**9 502 811**	**9 502 811**
78047100295 Appuyer et suivre les investissements industriels (DAS2I)	9 502 811	9 502 811	9 502 811
2210408 Développement des réformes sectorielles	**92 277 238**	**92 277 238**	**92 277 238**
2 Biens et services	**92 277 238**	**92 277 238**	**92 277 238**
78047100343 Mettre en œuvre la politique Industrielle (DGI)	43 877 238	43 877 238	43 877 238
90047100050 Prendre en charge les activités de contrôle de gestion du programme Industrie	4 900 000	4 900 000	4 900 000
90047190184 Prendre en charge les dépenses liées au fonctionnement du siège du SOAC	43 500 000	43 500 000	43 500 000
2210410 Renforcement de la sécurité dans les entreprises industrielles	**9 000 000**	**9 000 000**	**9 000 000**
2 Biens et services	**9 000 000**	**9 000 000**	**9 000 000**
78047100426 Inspecter et contrôler la sécurité dans les unités industrielles / Comité	7 000 000	7 000 000	7 000 000
90047190196 Sensibiliser et suivre la mise en œuvre des recommandations en matière de sécurité industrielle	2 000 000	2 000 000	2 000 000
2210411 Renforcement de l'infrastructure de la qualité et de l'innovation technologique des entreprises industrielles	**3 848 661 773**	**3 806 267 896**	**3 827 287 042**
1 Personnel	**1 126 662 542**	**1 028 589 928**	**1 045 622 313**
22104040010 Effectuer le transfert des subventions d'équilibre personnel à l'OIPI	318 230 274	323 588 566	328 946 858
78047100304 Effectuer le transfert des subventions d'équilibre personnel au LANEMA	693 327 268	705 001 362	716 675 455
78047100439 Renforcer les salaires du personnel de CI-Engineering	115 105 000	0	0
2 Biens et services	**49 611 034**	**51 303 010**	**51 303 010**
78047100290 Mettre en œuvre la politique nationale de Normalisation	7 500 000	7 500 000	7 500 000
78047100299 Promouvoir le prix ivoirien de la qualité	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78047100372 Promouvoir l'innovation technologique et la coopération industrielle (DITCI)	9 322 215	9 322 215	9 322 215
78047100385 Suivre la politique de Normalisation et de la qualité industrielle (DPQN)	11 288 819	11 288 819	11 288 819
78047100429 Réaliser le contrôle et l'inspection des unités industrielles de fabrications de produits alimentaires par le Comité interministériel de contrôle et d'inspection	15 000 000	15 000 000	15 000 000
90047190181 Promouvoir le Label Fruits Qualités Côte d'Ivoire (LFQCI)	1 500 000	3 191 976	3 191 976
3 Transferts	**2 672 388 197**	**2 726 374 958**	**2 730 361 719**
22104010005 Transférer les crédits à l'Association Ivoirienne des Actions Inventives	10 217 989	10 364 409	10 510 829
22104010006 Transférer les crédits au Comité National des Indicateurs Géographiques et Marques Collectives	13 000 000	13 186 285	13 372 570
22104040009 Transférer les crédits à l'Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle (OIPI)	445 000 000	445 000 000	445 000 000
78047100291 Lutter Contre la Contrefaçon et le piratage	302 280 759	302 280 759	302 280 759
78047100298 Transférer les crédits à l'Autorité de régulation du Système de Récépissé d'entreposage (ARRE)	360 000 000	360 000 000	360 000 000
78047100301 Réaliser les analyses, les essais de contrôle qualité et de métrologie (LANEMA)	155 000 000	157 221 093	159 442 186
78047100303 Transférer au LANEMA la dotation du Laboratoire Aéronautique	100 000 000	101 432 963	102 865 926

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22104 Industrie	**36 338 192 773**	**48 155 229 915**	**66 982 738 755**
78047100323 Transférer les crédits à CODINORM	250 000 000	300 000 000	300 000 000
78047100347 Réaliser des démonstrations et évaluer la performance des machines	385 972 844	385 972 844	385 972 844
78047100348 Transférer les crédits à Côte d'Ivoire Engineering	353 916 605	353 916 605	353 916 605
78047100375 Transférer les crédits à l'Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T)	297 000 000	297 000 000	297 000 000
2210412 Réhabilitation des zones industrielles existantes	**5 000 000 000**	**5 000 000 000**	**4 622 914 369**
4 Investissements	**5 000 000 000**	**5 000 000 000**	**4 622 914 369**
Trésor	***5 000 000 000***	***5 000 000 000***	***4 622 914 369***
78047100436 Réhabilitation des zones industrielles de Koumassi et de Vridi	5 000 000 000	5 000 000 000	4 622 914 369
2210413 Développement de nouvelles zones industrielles	**4 055 374 780**	**10 070 389 970**	**15 071 643 274**
2 Biens et services	**15 374 780**	**15 374 780**	**15 374 780**
78047100296 Développer les infrastructures et assurer la sécurité Industrielle (DISI)	10 374 780	10 374 780	10 374 780
90047190167 Assurer la sécurisation des réserves industrielles	5 000 000	5 000 000	5 000 000
3 Transferts	**40 000 000**	**55 015 190**	**56 268 494**
78047100427 Opérationnaliser SOGEDI	40 000 000	55 015 190	56 268 494
4 Investissements	**4 000 000 000**	**10 000 000 000**	**15 000 000 000**
Trésor	***4 000 000 000***	***10 000 000 000***	***15 000 000 000***
78047100438 Projet de réalisation de travaux primaires de la zone Industrielle Akoupé-Zeudji (ZEI PK 24)	4 000 000 000	10 000 000 000	15 000 000 000
2210414 Promotion de la transformation industrielle	**406 784 975**	**317 792 000**	**317 792 000**
1 Personnel	**307 982 000**	**307 982 000**	**307 982 000**
78011201802 Assurer la masse salariale du Comité National de la lutte contre la contrefaçon	307 982 000	307 982 000	307 982 000
2 Biens et services	**9 810 000**	**9 810 000**	**9 810 000**
78047100294 Promouvoir la transformation des matières premières agricoles (DPCI)	9 810 000	9 810 000	9 810 000
4 Investissements	**88 992 975**	**0**	**0**
Trésor	***88 992 975***	***0***	***0***
78047100389 Programme National Développement filière anacarde et acajou	88 992 975	0	0

II.2.5 Programme 5 : PME et Artisanat

II.2.5.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 5 : PME et Artisanat	Action 5.1: Coordination et appui à l'artisanat
	Action 5.2: Réalisation d'infrastructures artisanales
	Action 5.3: Assistance et amélioration de la compétitivité des PME
	Action 5.4: Enregistrement et appui des acteurs du secteur informel

II.2.5.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : PME et Artisanat						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS5.1 : Moderniser le secteur de l'artisanat	Proportion d'artisans immatriculés	163,19%	80%	90%	92%	(Nombre d'artisans immatriculés en année N / Nombre d'artisans à immatriculer en année N) x100 Avec N = année en cours Source : Rapport d'activités CNMCI
	Proportion de sites artisanaux délimités	100%	22%	33%	45%	(Nombre de sites artisanaux délimités en année N / Nombre total de sites artisanaux à délimiter en année N) x 100 Avec N = année en cours Source : Rapport d'activités DISA
OS 5.2 : Promouvoir et rendre compétitives les PME	Proportion de PME assistées en termes de renforcement de capacités techniques et managériales	109,33%	77%	80%	85%	(Nombre de PME assistées en termes de renforcement de capacités techniques et managériales en année N / Nombre de PME à assister en termes de renforcement de capacité techniques et managériales en année N) x 100 Avec N = année en cours Source : Rapport d'activités Côte d'Ivoire PME
	Taux d'accroissement de l'indice entrepreneurial des étudiants	0,0114%	0,0115%	0,0116%	0,0117%	(Indice entrepreneurial des étudiants en N - Indice entrepreneurial des étudiants en N-1 / Indice entrepreneurial des étudiants en N-1) x 100 Avec N = année en cours Sources : Rapports d'activités DIEPS / INIE

Programme 5 : PME et Artisanat						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 5.3 : Transformer le secteur informel	Proportion d'entreprenants enregistrés disposant d'une attestation	81,29%	81%	82%	83%	(Nombre d'entreprenants enregistrés disposant d'une attestation en année N / Nombre d'entreprenants enregistrés en année N) x100 Avec N = année en cours Source : Rapport d'activités Côte d'Ivoire PME
	Proportion des acteurs du secteur informel sensibilisés au statut de l'Entreprenant	102,93%	75%	80%	85%	(Nombre d'acteurs du secteur informel sensibilisés en année N / Nombre total d'acteurs du secteur informel à sensibiliser en année N) x 100 Avec N = année en cours Sources : Rapports d'activités DAD-PME / Côte d'Ivoire PME

II.2.5.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 5 : PME ET ARTISANAT	**39 234 856 598**	**23 960 172 265**	**9 625 673 648**
Dépenses de personnel	732 832 775	745 172 054	757 511 333
Dépenses en biens et services	331 770 744	334 445 862	334 445 862
Transferts	5 196 952 508	5 196 952 508	5 196 952 508
Investissements	32 973 300 571	17 683 601 841	3 336 763 945
Trésor	*828 000 571*	*2 683 601 841*	*3 336 763 945*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*32 145 300 000*	*15 000 000 000*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22233 PME et Artisanat	**39 234 856 598**	**23 960 172 265**	**9 625 673 648**
2223301 Coordination et appui à l'artisanat	**732 518 310**	**685 193 428**	**685 193 428**
2 Biens et services	**214 200 000**	**216 875 118**	**216 875 118**
78049000522 Apporter un appui technique et financier aux artisans et aux entreprises artisanales	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78049000634 Promouvoir l'artisanat et la commercialisation des produits artisanaux	14 000 000	14 000 000	14 000 000
78049000712 Organiser le marché ivoirien de l'artisanat	105 000 000	105 000 000	105 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22233 PME et Artisanat	**39 234 856 598**	**23 960 172 265**	**9 625 673 648**
78049000722 Effectuer des missions de prospections pour le financement des activités artisanales	7 000 000	7 000 000	7 000 000
78049000741 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du Programme PME-Artisanat	60 300 000	60 300 000	60 300 000
90047100053 Former les artisans sur le processus de modernisation de leurs activités	3 000 000	5 675 118	5 675 118
90047190186 Coordonner les activités du programme PME-ARTISANAT	4 900 000	4 900 000	4 900 000
3 Transferts	**468 318 310**	**468 318 310**	**468 318 310**
78049000528 Transférer les crédits à la chambre nationale de métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI)	468 318 310	468 318 310	468 318 310
4 Investissements	**50 000 000**	**0**	**0**
Trésor	***50 000 000***	***0***	***0***
71047100001 Projet de construction du village artisanal de Bassam (PCVAB)	50 000 000	0	0
2223303 Réalisation d'infrastructures artisanales	**267 200 000**	**1 217 200 000**	**1 517 200 000**
2 Biens et services	**17 200 000**	**17 200 000**	**17 200 000**
78049000685 Rechercher, identifier, aménager et suivre les travaux d'infrastructure de sites artisanaux	10 000 000	10 000 000	10 000 000
90047190160 Sécuriser les zones d'implantations de l'artisanat	7 200 000	7 200 000	7 200 000
4 Investissements	**250 000 000**	**1 200 000 000**	**1 500 000 000**
Trésor	***250 000 000***	***1 200 000 000***	***1 500 000 000***
78049000565 Construction et Equipement de cinq (5) centres d'apprentissage	250 000 000	1 200 000 000	1 500 000 000
2223313 Assistance et amélioration de la compétitivité des PME	**38 210 767 544**	**22 033 408 093**	**7 398 909 476**
1 Personnel	**732 832 775**	**745 172 054**	**757 511 333**
78041100067 Transférer des subventions d'équilibre personnel à Institut Ivoirien de l'Entreprise / Section 361	732 832 775	745 172 054	757 511 333
2 Biens et services	**76 000 000**	**76 000 000**	**76 000 000**
78047100307 Assister et promouvoir les PME	12 000 000	12 000 000	12 000 000
78047100377 Organiser la journée mondiale des PME	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78047100401 Promouvoir l'entrepreneuriat et l'auto-emploi	13 000 000	13 000 000	13 000 000
90047190161 Organiser la caravane nationale de l'entrepreneuriat	15 000 000	15 000 000	15 000 000
90047190187 Sensibiliser les acteurs à adhérer à l'attestation d'identification des PME	4 000 000	4 000 000	4 000 000
90047190188 Encadrer les entrepreneurs de l'économie du sport	3 500 000	3 500 000	3 500 000
90047190189 Encadrer les incubateurs existants	3 500 000	3 500 000	3 500 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22233 PME et Artisanat	**39 234 856 598**	**23 960 172 265**	**9 625 673 648**
3 Transferts	**4 728 634 198**	**4 728 634 198**	**4 728 634 198**
78011201571 Réaliser les transferts pour le compte de la Bourse de Sous -Traitance / Section 365 / Section 365	478 999 762	478 999 762	478 999 762
78041100061 Transférer les crédits à l'INIE	633 158 169	633 158 169	633 158 169
78047100395 Transférer les crédits au comité de suivi du programme Promo MPME dans l'UEMOA	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78047100430 Transférer la dotation au GUDE-PME	1 922 191 267	1 922 191 267	1 922 191 267
90047190153 Transférer la dotation à la Société d'Etat CI-PME	1 594 285 000	1 594 285 000	1 594 285 000
4 Investissements	**32 673 300 571**	**16 483 601 841**	**1 836 763 945**
Trésor	***528 000 571***	***1 483 601 841***	***1 836 763 945***
90047190185 Projet d'appui au renforcement de la coordination des actions et du suivi des performances du secteur des PME et de l'artisanat (PARCAP-PME/Artisanat)	140 545 980	319 930 400	466 352 504
90047190168 Projet de mise en place d'un cluster de la mécanique auto	312 000 000	321 360 000	331 000 800
90047100054 Projet de Construction et de délocalisation du Siège de l'INIE à Yamoussoukro	75 454 591	842 311 441	1 039 410 641
Financement extérieur	***32 145 300 000***	***15 000 000 000***	***0***
90047190201 Projet d'appui à l'opérationnalisation du GUDE - PME / Choose Africa 2	21 145 300 000	0	0
90047100057 Projet d'amélioration des Compétences, de l'entrepreneuriat et de l'Emploi des Jeunes (PACE/ MCI)	11 000 000 000	15 000 000 000	0
2223314 Enregistrement et appui des acteurs du secteur informel	**24 370 744**	**24 370 744**	**24 370 744**
2 Biens et services	**24 370 744**	**24 370 744**	**24 370 744**
90047190190 Renforcer les capacités techniques et managériales des entreprenants	10 620 744	10 620 744	10 620 744
90047400001 Organiser des campagnes de sensibilisation sur la formalisation auprès des acteurs du secteur avec l'appui des collectivités locales	8 750 000	8 750 000	8 750 000
90047400002 Réaliser le recensement des artisans et entreprises artisanales (mécanisme d'enrôlement)	5 000 000	5 000 000	5 000 000

SECTION 348 : MINISTERE DES MINES, DU PETROLE ET DE L'ENERGIE

SECTION 348 : MINISTERE DES MINES, DU PETROLE ET DE L'ENERGIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Administration Générale

- la faiblesse du suivi-évaluation des projets du ministère ;
- l'inexistence d'un plan de formation continue ;
- le faible niveau de dématérialisation des activités du ministère.

Au niveau du secteur des hydrocarbures

- le faible niveau de l'exploration et de la production pétrolière et gazière ;
- le faible niveau de la capacité de raffinage, de stockage, de transport des hydrocarbures ;
- le faible niveau de développement des infrastructures logistiques ;
- la faible proportion des nationaux (sociétés ivoiriennes) dans les activités pétrolières et gazières.

Au niveau du secteur énergie

- le niveau relativement élevé des pertes techniques et non techniques ;
- le niveau moyen du taux de desserte en électricité ;
- le niveau moyen du taux de marge à la pointe ;
- la faible couverture des besoins d'extension du réseau électrique ;
- la très faible part des énergies renouvelables (hors grande hydro) dans la production d'électricité ;
- le fort impact de la biomasse énergie sur les populations ;
- l'insuffisance d'exploitation du gisement d'économie d'énergie ;
- l'absence de législation relative à la bioénergie.

Au niveau du secteur mines et géologie

- l'insuffisance et les lacunes des textes législatifs et règlementaires au niveau du secteur minier ;
- la persistance de l'orpaillage illicite ;
- la problématique de la réhabilitation des sites d'orpaillage illicite déguerpis ;
- la problématique d'identification des sites d'exploitation illégale ;
- la problématique de l'assainissement du secteur de la bijouterie ;
- la problématique de la définition des zones dédiées à l'EMAPE ;
- la difficulté à répertorier tous les équipements sous pression sur le territoire national ;
- la problématique de renforcement des contrôles des bouteilles de gaz ;
- l'insuffisance de données géologiques et minières actualisées pour la promotion du secteur minier ;

- l'obsolescence des données (données datant des années 70) ;
- le manque d'infrastructures pour la mise en œuvre du PDMIO ;
- le déficit du personnel qualifié dans le secteur minier.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de l'Administration générale

- l'élaboration et l'opérationnalisation d'un plan de suivi-évaluation des projets du ministère ;
- la mise en œuvre du nouveau schéma directeur informatique ;
- l'élaboration et l'opérationnalisation du plan de formation continue.

Au niveau du secteur des hydrocarbures

- la modernisation du système de cadastre pétrolier (avec système d'information géographique) ;
- le renforcement des capacités de réception, de stockage, de raffinage et de transport massif des produits pétroliers ;
- la promotion du contenu local dans les activités pétrolières et gazières ;
- l'élaboration d'un nouveau Code Pétrolier et un nouveau contrat-type de partage de production ;
- la mise à jour des textes de l'aval pétrolier au regard des nouvelles réalités du secteur ;
- l'accroissement des investissements dans la recherche pétrolière et gazière ;
- la construction d'une nouvelle unité de désulfuration du gasoil.

Au niveau du secteur énergie

- l'intensification de la lutte contre les infractions au Code de l'Electricité ;
- le renforcement du réseau électrique ;
- l'amélioration de l'accès et de l'accessibilité des populations à l'électricité ;
- le développement des unités de production d'électricité ;
- la sensibilisation aux économies d'énergie ;
- la mise en œuvre d'un plan d'actions d'électrification hors réseau intégrant les campements ;
- l'élaboration du code de la bioénergie.

Au niveau du secteur mines et géologie

- la révision de la Loi n° 2014-138 portant Code minier ;
- l'audit de la filière de l'EMAPE ;
- la révision de textes règlementaires pour l'augmentation du portefeuille d'autorisations d'exploitations minières à accorder aux requérants ;
- la prise d'une ordonnance fixant les redevances superficiaires et les taxes proportionnelles relatives aux activités régies par le Code minier ;
- la promotion de la destination minière Côte d'Ivoire ;
- la mutualisation des capacités de l'Administration des mines et le GS-LOI pour une meilleure coordination des opérations de déguerpissement d'orpailleurs clandestins ;
- la mise en place du système LANDFOLIO pour la gestion du cadastre minier ;
- la construction du laboratoire d'analyses et d'études géologiques et la réalisation de l'infrastructure géologique ;
- l'identification des besoins de formation et la mise en place de plans de formation financée par le fonds de formation minière.

I.1.3. Défis et priorités

Au niveau de l'Administration générale

- la mise en œuvre de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) ;
- le déploiement du système électronique de gestion des archives.

Au niveau du secteur des hydrocarbures

- l'amélioration et l'approfondissement de la compréhension de la géologie du bassin sédimentaire ;
- l'accroissement de l'attractivité du bassin ;
- l'exploitation des gisements marginaux ;
- le renforcement du cadre législatif et réglementaire global du secteur pour renforcer la gouvernance et la transparence ;
- la mise à jour de l'étude d'évaluation pétrolière du bassin sédimentaire ivoirien prenant en compte les derniers résultats de l'exploration pétrolière en Côte d'Ivoire ;
- l'accroissement de l'attractivité du bassin sédimentaire ivoirien à travers les actions promotionnelles ;
- la formation des populations aux bonnes pratiques dans le secteur des hydrocarbures.

Au niveau du secteur énergie

- le renforcement et l'amélioration de la réglementation du secteur de la Bioénergie ;
- l'amélioration de la fiabilité et la sécurité de l'approvisionnement en électricité ;
- l'amélioration de la viabilité financière du secteur de l'énergie ;
- la poursuite de l'accès universel à l'électricité ;
- la définition d'une stratégie du marché national de l'énergie en tenant compte du contexte régional ;
- le renforcement des interconnexions électriques ;
- le renforcement des capacités des acteurs publics et privés à travers la formation et le perfectionnement des ingénieurs et techniciens aux métiers de l'électricité ;
- la maitrise de la consommation de l'énergie ;
- l'accroissement de la part des énergies renouvelables consommées.

Au niveau du secteur mines et géologie

- la révision de la Loi n° 2014-138 portant Code minier ;
- l'audit de la filière de l'EMAPE ;
- la révision de textes règlementaires pour l'augmentation du portefeuille d'autorisations d'exploitations minières à accorder aux requérants ;
- la prise d'une ordonnance fixant les redevances superficiaires et les taxes proportionnelles relatives aux activités régies par le Code minier ;
- la promotion de la destination minière Côte d'Ivoire ;
- la mutualisation des capacités de l'Administration des mines et le GS-LOI pour une meilleure coordination des opérations de déguerpissement d'orpailleurs clandestins ;
- la mise en place du système LANDFOLIO pour la gestion du cadastre minier ;
- la construction du laboratoire d'analyses et d'études géologiques et la réalisation de l'infrastructure géologique ;
- la construction de l'infrastructure géologique et du système d'information géoscientifique ;
- l'identification des besoins de formation et la mise en place de plans de formation financée par le fonds de formation minière.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance du ministère ;
- le développement de la formation continue ;
- le renforcement de la digitalisation des actes du ministère ;
- le renforcement de la gouvernance du secteur des hydrocarbures ;
- l'accroissement de l'implication des nationaux et entreprises ivoiriennes dans le secteur des hydrocarbures ;
- l'accroissement de la recherche et la production pétrolière ;
- la sécurisation de l'approvisionnement en produits pétroliers ;
- la sécurité énergétique ;
- l'accès à l'électricité ;
- le développement du pôle énergétique régional ;
- le respect des normes environnementales ;
- l'amélioration de la gouvernance du secteur des mines par la mise en œuvre des reformes ;
- la diversification de l'exploitation de substances de mines et de carrières ;
- l'assainissement du secteur des mines ;
- le développement de la recherche minière avec un accent particulier sur la valorisation du potentiel géologique et minier ;
- le renforcement des capacités des professionnels du secteur minier et l'attribution de bourses pour la formation initiale en vue de répondre aux besoins du secteur.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est renforcée ;
- les nationaux et entreprises ivoiriennes sont fortement impliqués dans les activités pétrolières et gazières ;
- la disponibilité des produits pétroliers est assurée ;
- la recherche et la production pétrolière sont accrues ;
- l'énergie est disponible de façon durable ;
- les populations bénéficient des services énergétiques de qualité ;
- l'exploration, l'exploitation et la transformation minières sont intensifiées et diversifiées ;
- le potentiel géologique est valorisé.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement en **son article 8**, le Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Energie est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Mines, de Pétrole et d'Energie.

A ce titre et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre des Mines

- élaboration des lois et règlements en matière de mines ;
- sécurité des approvisionnements en substances minérales ;
- utilisation rationnelle et durable des ressources minérales ;
- promotion, orientation, réglementation, coordination et contrôle des activités de recherche, d'extraction et de production des substances minérales ;
- développement de la transformation des substances minérales en produits semi-finis et finis ;
- gestion des normes et spécifications des produits miniers, contrôle de la qualité de ces produits et lutte contre la fraude ;
- élaboration et application des lois et règlements en matière d'utilisation des substances explosives et des équipements sous pression ;
- mise en place d'un cadre institutionnel et légal pour renforcer la compétitivité et la concurrence, en vue du développement du secteur des mines ;
- collecte et diffusion de la documentation scientifique et technique relative au secteur des mines ;
- développement des ressources humaines dans le secteur des mines ;
- élaboration et suivi-évaluation des conventions dans le secteur des mines ;
- élaboration, mise en œuvre, contrôle et évaluation de l'application de la politique de développement de la cartographie géologique et géoscientifique ;
- promotion, orientation, réglementation, coordination et contrôle des activités de collecte des données géologiques pour l'élaboration des cartes géologiques ;
- renforcement de la collecte des données de terrain et toutes autres données d'observations constituant des informations géologiques, géoscientifiques et techniques nécessaires à l'élaboration de l'infrastructure géologique ;
- exécution ou suivi des travaux de recherche géologique et géoscientifiques pour fournir à la collectivité les connaissances relatives à la répartition spatiale des roches, des matériaux meubles, des substances de carrières, des ressources en eaux souterraines et les caractéristiques du sol et du sous-sol du territoire national ;
- mise en place d'un cadre institutionnel et légal pour le développement de la cartographie géologique et géoscientifiques ;
- gestion des normes, des spécifications et de la nomenclature des codes des cartes thématiques géologiques ;
- promotion et valorisation des cartes géologiques, données et autres documents géoscientifiques ;
- promotion du potentiel géologique et valorisation des matériaux de construction ;
- développement des relations de coopération internationale dans le secteur des mines ;
- mise en œuvre d'une politique active de lutte contre l'orpaillage clandestin ;
- mise en œuvre d'un dispositif de veille, de contrôle et d'action contre les risques de pollution par l'exploitation industrielle ou semi-industrielle.

Au titre du Pétrole et d'Energie

- planification et mise en œuvre des projets en vue d'assurer l'équilibre de l'offre et de la demande en pétrole et en énergie ;
- maintien de l'équilibre financier des secteurs pétrole et électricité ;
- sécurisation des approvisionnements, de la Côte d'Ivoire en pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers et en énergie ;
- contribution à la création des conditions de l'équilibre financier et du développement des capacités d'investissement dans le secteur de l'énergie ;
- utilisation rationnelle et durable des ressources énergétiques ;
- promotion, orientation, réglementation, coordination et contrôle des activités de recherche, d'extraction et de production, d'exportation et d'importation du pétrole brut, du gaz naturel et des autres hydrocarbures, du charbon, de la tourbe ainsi que de toutes formes d'énergies fossiles ;
- développement de la transformation des hydrocarbures et produits connexes en produits finis et semi-finis ;
- participation à l'élaboration des normes et spécifications techniques relatives aux équipements et matériels utilisés dans les domaines du pétrole et de l'énergie ;
- élaboration et gestion des normes et spécifications des produits pétroliers, contrôle de la qualité de ces produits et lutte contre la fraude sur lesdits produits ;

- mise en place d'un cadre institutionnel et légal pour renforcer la compétitivité et la concurrence en vue du développement des secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- réglementation et contrôle de la constitution et de la gestion des stocks de sécurité des produits pétroliers ;
- collecte et diffusion de la documentation scientifique et technique relative aux secteurs du pétrole et de l'énergie en Côte d'Ivoire et dans le monde ;
- mise en œuvre et suivi d'un programme de couverture totale du territoire national en électricité ;
- intensification des actions de mise en œuvre et de suivi de programmes énergétiques conventionnels ou non en faveur du monde rural, en liaison avec le Ministre chargé de l'Agriculture ;
- réglementation, contrôle et orientation de la production, du transport et de la distribution des énergies conventionnelles ;
- développement des ressources humaines dans les secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- promotion et sensibilisation à l'utilisation du gaz butane et du gaz naturel comme source d'énergie domestique ;
- suivi des programmes de lutte contre la fraude dans les secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- promotion d'une politique d'économie de l'énergie au niveau national et en particulier dans les services publics ;
- mise en œuvre et suivi de la politique du Gouvernement en matière d'économie d'énergie, en liaison notamment avec les Ministres chargés de l'Environnement, de l'Agriculture et des Eaux et Forêts ;
- promotion de la coopération internationale en matière d'interconnexion de réseaux électriques et des échanges d'expériences ;
- suivi-évaluation des conventions et contrats dans les secteurs du pétrole et de l'énergie ;
- préparation, incitation, promotion, mise en œuvre et suivi de la politique du Gouvernement en matière d'énergies renouvelables, en liaison avec les Ministres chargés du Développement Durable, de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- orientation, réglementation et contrôle de la production, du transport et de la distribution des énergies nouvelles et renouvelables ;
- maîtrise d'ouvrage, conception et suivi de la réalisation des infrastructures de production, transport et distribution d'énergie de source renouvelable ;
- élaboration des plans et programmes de développement des énergies alternatives propres à procurer à l'économie nationale une réduction substantielle du poids des énergies conventionnelles ;
- veille technologique et valorisation des acquis scientifiques et choix technologiques en adéquation avec les sources d'énergies renouvelables, notamment solaire, hydraulique, éolienne, biomasse ;
- participation à l'élaboration des normes et spécifications techniques relatives aux équipements et matériels utilisés dans les domaines des énergies renouvelables ;
- promotion du développement d'une industrie et de la formation liée aux énergies renouvelables.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Hydrocarbures
- Programme 3 : Energie
- Programme 4 : Mines et géologie
- Programme 5 : Appui au financement du secteur de l'électricité
- Programme 6 : Appui au financement de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)
- Programme 7 : Appui au financement du secteur minier
- Programme 8 : Péréquation produit à la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)
- Programme 9 : Péréquation transport à la Société d'Etudes et de Gestion en Hydrocarbures (SEGH)
- Programme 10 : Appui au financement à Côte d'Ivoire ENERGIE.

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	- Cabinet, Inspection Générale, - Direction des Affaires Financière et du Patrimoine ; - Direction de la Planification et des Statistiques ; - Direction des Ressources Humaines ; - Direction du Contenu Local ; - Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux ; - Cellule de Passation des Marchés Publics ; - Direction des Systèmes d'Information ; - Service de la Communication et de la Documentation ; Service de Gestion du Patrimoine ; - Directions Régionales (36) ; - Directions Départementales (19)		Mise en œuvre du nouveau schéma directeur du Système d'Information du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	
Programme 2 : Hydrocarbures	- Direction Générale des Hydrocarbures (DGH), - Direction de l'Exploration et de la Production des Hydrocarbures ; - Direction de l'Approvisionnement, du Raffinage et de la Distribution ; - Direction du Suivi et de la Réglementation des Hydrocarbures ; - Laboratoire des Hydrocarbures ; - Service de l'Evaluation, du Suivi Economique et de la Statistique ; - Service de l'Administration et du Matériel.	SIR, PETROCI, SMB, GESTOCI,		- Construction de nouveaux appontements en lagune ; - Projet pipeline multi produits ; - Projet de stockage massif d'Abidjan ; - Installation d'une centrale de cogénération d'électricité et de vapeur ; - Dégoulottage de la logistique mer / terre ; - Mise aux normes AFRI 4 des carburants (HDS); - Dégoulottage de l'unité de reforming catalytique U83 ; - Dégoulottage de la distillation atmosphérique U81.

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3 : Energie	- Direction Générale de l'Energie (DGE), - Direction de l'Electrification Rurale ; - Direction de la Maîtrise de l'Energie ; - Direction des Energies Renouvelables et de la Bioénergie ; - Direction du Suivi et de la Réglementation de l'Energie. - Direction des Energies Conventionnelles - Service de l'Administration et du Matériel - Service de l'Evaluation, du Suivi Economique et de la Statistique	- CI-ENERGIES, - ANARE CI	- Projet de construction de la centrale hydroélectrique de Gribopopoli ; - Projet de Développement et Réhabilitation du réseau électrique en C.I (PRODERCI) ; - Projet de Renforcement des Réseaux de Transport et de Distribution (PRETD) ; - Projet de transport et d'accès à l'électricité (PTDAE) ; - Projet d'accès à l'électricité (PAEPER) ; - Projet ENERGOS 1 ; - Programme National d'Electrification Rurale (PRONER) ; - Programme d'Electrification Pour Tous (PEPT) ; - Programme National d'Extension du Réseau Electrique (PRONEX). - Centres de Conduites Régionaux de Transport Abidjan, Bouaké et Man (CCRT) - Promotion de l'Accès, des Réseaux Intelligents et de l'Energie Solaire (PARIS) - Fonds National de la Maîtrise de l'Energie (FONAME), - Projet Régional d'Accès à l'Electricité et aux Technologies de Stockage d'Energie par Batteries (BEST) - Programme d'accès à l'électricité et au numérique dans le Nord de la Côte d'Ivoire (NEDA)	- Projet d'Amélioration de l'Accès à l'Electricité en Milieu Rural (PAEMIR) ; - Projet d'électrification rurale et d'extension du réseau dans 19 régions de la Côte d'Ivoire ; - Projet de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité (PROSER ; - Projet de raccordement des centrales CIPREL 5 et AZITO (RACA) ; - Projet de renforcement de la file Taabo-Kossou-Bouaké 2 ; - Projet de Renforcement de la liaison électrique 225 kV Taabo- Kossou-Bouaké (Phase 2) ; - Projet d'électrification de 100 campements via systèmes solaires décentralisés

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4 : Mines et géologie	- Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) ; - Secrétariat Permanent du processus de Kimberly (SPRPK) ; - Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique (DCPG) ; - Direction de la Recherche et de l'Exploitation Minière Industrielle (DREMI) ; - Direction de l'Exploitation Minière Semi-Industrielle ; Artisanale et des Carrières (DEMSIAC) ; - Direction des Contrôles Techniques (DCT) ; - Direction du Cadastre Minier (DCM) ; - Direction du Suivi et de la Réglementation des Mines et de la Géologie (DSRMG) ; - Brigade de Répression des Infractions au Code Minier (BRICM)	- SODEMI, CML	- Construction du laboratoire d'analyse géologique - Equipement du Laboratoire d'Analyse Géologique - Construction de l'infrastructure géologique et du système d'information géophysiques - Poursuivre les opérations de déguerpissement d'exploitants illégaux de substances de mines et de carrières	- Elaboration de la politique minière et son plan d'actions ; - Elaboration de la politique du contenu local - Projet de création d'une usine d'affinage d'or. - Projet de création de chantier école ; - Poursuite de la modernisation et dématérialisation des procédures administratives

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Promouvoir une administration moderne et performante	**RS 1.1 :** La gouvernance du ministère est renforcée	**IP.1.1 1 :** Proportion de textes institutionnels, législatifs et réglementaires transmis au Gouvernement	(Nombre de textes institutionnels, législatifs et réglementaires élaborés et transmis au Gouvernement / Nombre de textes institutionnels, législatifs et réglementaires prévu) X 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
OG 2 : Couvrir les besoins nationaux et régionaux en produits pétroliers et gaziers	**RS 2.1 :** Les nationaux et entreprises ivoiriennes sont fortement impliqués dans les activités pétrolières et gazières	**IP.2.1.1 :** Nombre d'entreprises ivoiriennes dans le secteur des hydrocarbures ;	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGH
	RS 2.2 : La recherche et la production pétrolière sont accrues	**IP.2.2.1 :** Nombre de blocs attribués	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGH
	RS 2.3 : La disponibilité des produits pétroliers est assurée	**IP.2.3.1 :** Taux de couverture nationale en produits pétroliers	((Nombre de jours de l'année n – nombre de jours d'interruption de fourniture de produits pétroliers dans l'année n) / 365 jours) X 100 Source : Rapport d'activités DGH

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 3 : Fournir aux populations de l'énergie, de qualité et à moindre coût	**RS 3.1 :** L'énergie électrique est disponible de façon durable	**IP 3 .1.1 :** Taux de desserte	(Nombre de ménages abonnés / Nombre total de ménages) X 100 Source : Rapport d'activités DGE
	RS 3.2 : Les populations bénéficient de services énergétiques de qualité	**IP 3.2.1 :** Temps moyen de coupure	(Somme des temps moyens de coupure par mois) /12 mois Source : Rapport d'activités DGE
OG 4 : Accroitre la contribution du secteur des mines à la création de la richesse nationale de façon durable	**RS 4.1:** L'exploration, l'exploitation et la transformation minières sont intensifiées et diversifiées	**IP 4.1.1:** Taux d'évolution de permis de recherche en cours de validité	(PRn - PRn-1 / PRn-1) X 100 Source : Rapport d'activités DGMG
	RS 4.2: Le potentiel géologique est valorisé	**IP 4.2.1 :** Taux d'évolution de permis d'exploitation en cours de validité	(PEn - PEn-1 / PEn-1) X 100 Source : Rapport d'activités DGMG

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**706 060 209 015**	**912 948 393 912**	**933 223 392 989**
1.1 Ressources Intérieures	**442 883 768 305**	**662 037 250 486**	**682 807 529 205**
1.1.1 Budget Etat	442 883 768 305	662 037 250 486	682 807 529 205
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**263 176 440 710**	**250 911 143 426**	**250 415 863 784**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	263 176 440 710	250 911 143 426	250 415 863 784
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**706 060 209 015**	**912 948 393 912**	**933 223 392 989**
2.1 Personnel	**5 767 309 812**	**5 877 457 661**	**5 987 605 510**
2.1.1 Solde y compris EPN	5 767 309 812	5 877 457 661	5 987 605 510
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**2 724 063 093**	**3 022 766 883**	**3 177 916 531**
2.3 Transferts	**393 409 844 733**	**533 798 478 471**	**554 303 459 693**
2.4 Investissement	**304 158 991 377**	**370 249 690 897**	**369 754 411 255**
Trésor	*40 982 550 667*	119 338 547 471	119 338 547 471
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*263 176 440 710*	250 911 143 426	250 415 863 784

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation des activités du ministère
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer la gouvernance du Ministère	Taux de réalisation du Plan d'actions prioritaires du ministère	71,52%	100%	100%	100%	(Moyenne des taux de réalisation / Moyenne des taux de réalisation prévisionnels) X 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
	Taux de réalisation du plan d'actions de l'Inspection Générale	75%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités exécutées / Nombre d'activités prévues) X 100 Prévisions : 2026 : 10 ; 2027 : 10 ; 2028 : 10 Source : Rapport d'activités IG
	Taux de réalisation des missions de vérification et de contrôle des dépôts et établissements pétroliers	77,99%	85%	85%	85%	(Nombre de missions d'inspection de dépôts et d'établissements réalisés / Nombre total de missions d'inspection de dépôts et établissements prévus) X 100 Prévisions : 2026 : 17 462 ; 2027 : 17 462 ; 2028 : 17 462 Sources : Rapports d'activités DD / DR
	Taux de réalisation des missions de contrôle réalisées par les structures déconcentrées en dehors des missions de vérification et de contrôle semestriels des dépôts et établissements pétroliers	100%	100%	100%	100%	(Nombre de missions inopinées réalisées / Nombre total de missions inopinées prévues) X 100 Sources : Rapports d'activités DD / DR

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de satisfaction des besoins en personnel du ministère	-	50%	75%	100%	(Besoins en personnel satisfait / Besoins du personnel exprimés) X 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'atteinte des cibles des PAP	99,66%	90%	90%	90%	(Nombre de cibles des PAP atteintes / Nombre total de cibles des PAP prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux de modification du budget du ministère	-	3%	2%	1%	(Niveau de modification du budget du ministère / Niveau global du budget du ministère) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
OS 3 : Optimiser le système de planification, d'information et de communication du Ministère	Proportion de documents de planification produits et diffusés	100%	100%	100%	100%	(Nombre de documents de planification produits et diffusés / Nombre de documents de planification à produire et à diffuser) X 100 Prévision : 2026 : 8 ; 2027 :8 ; 2028 : 8 Source : Rapport d'activités DPS
	Taux de couverture médiatique des activités du ministère	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités médiatisées / Nombre d'activités prévues) X 100 Prévision : 2026 : 30 ; 2027 : 30 ; 2028 : 30 Source : Rapport d'activités Sercom

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**8 701 872 126**	**9 784 569 425**	**11 429 583 458**
Dépenses de personnel	5 767 309 812	5 877 457 661	5 987 605 510
Dépenses en biens et services	1 993 159 198	2 228 426 440	2 345 416 338
Transferts	641 403 116	678 685 324	696 706 032
Investissements	300 000 000	1 000 000 000	2 399 855 578
Trésor	*300 000 000*	*1 000 000 000*	*2 399 855 578*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21106 Administration Générale	**8 701 872 126**	**9 784 569 425**	**11 429 583 458**
2110601 Coordination et animation du ministère	**2 315 615 656**	**3 257 013 956**	**4 769 767 176**
2 Biens et services	**1 374 212 540**	**1 578 328 632**	**1 673 205 566**
11043200003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bélier (Yamoussoukro)	14 600 000	15 100 000	15 100 000
11044100002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Bélier (Yamoussoukro)	13 014 380	13 014 380	13 014 380
14043200001 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Dimbokro	11 300 000	11 800 000	11 800 000
14044100003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de N'Zi (Dimbokro)	13 125 860	13 125 860	13 125 860
15044100001 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de l'Iffou (Daoukro)	14 500 000	14 500 000	14 500 000
16044100001 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Bongouanou	11 800 000	13 900 000	13 900 000
17043200003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gbêkê (Bouake)	20 300 000	44 566 092	44 566 092
17044100003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Gbêkê (Bouaké)	14 430 171	14 430 171	14 430 171
18043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Katiola	13 600 000	13 600 000	13 600 000
18044100005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau du Département de Tortya	12 410 957	12 410 957	12 410 957
18044100007 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Hambol (Katiola)	13 600 000	16 700 000	16 700 000
22043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Touba	12 300 000	12 300 000	12 300 000
22044100002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Bafing (Touba)	12 402 025	12 402 025	12 402 025
23043200002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Kabadougou (Odienné)	17 000 000	38 300 000	39 800 000
23044100003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Kabadougou (Odienné)	13 008 310	13 008 310	13 008 310
24043200001 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Ferkessedougou	10 000 000	11 300 000	11 300 000
24044100001 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Tchologo (Ferkessédougou)	11 500 002	13 000 002	13 000 002
25043200003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Korhogo	13 700 000	15 700 000	15 700 000
25044100005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Worodougou (Séguéla)	12 450 000	12 450 000	12 450 000
25044100006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Poro (Korhogo)	15 400 000	15 900 000	15 900 000
26043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Boundiali	11 800 000	11 800 000	11 800 000
26044100004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de la Bagoué (Boundiali)	12 084 903	12 084 903	12 084 903
28043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Bouna	13 600 000	13 600 000	13 600 000
28044100004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de la Boukani (Bouna)	11 900 000	13 300 000	13 300 000
31043200003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	54 750 000	54 750 000	54 750 000
31044100003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Haut Sassandra (Daloa)	12 912 172	12 912 172	12 912 172
32043200009 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Gagnoa	13 200 000	13 200 000	13 200 000
32044100003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Gôh (Gagnoa)	13 752 000	14 252 000	14 252 000
35016001421 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Bouaflé	11 800 000	13 300 000	13 300 000
35044100002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de la Marahoué (Bouaflé)	12 435 510	12 435 510	12 435 510
36043200002 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Séguéla	12 300 000	12 300 000	12 300 000
37043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Mankono	12 300 000	15 650 000	55 650 000
37044100003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau du Département de Mankono	11 651 500	11 651 500	11 651 500

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21106 Administration Générale	**8 701 872 126**	**9 784 569 425**	**11 429 583 458**
41043200002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Tonpki (Man)	15 600 000	30 600 000	30 600 000
41044100005 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau du Département de Danané	11 864 274	11 864 274	11 864 274
41044100006 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Tonpki (Man)	12 246 428	12 246 428	12 246 428
42043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Guiglo	12 800 000	38 800 000	38 800 000
42044100002 Superviser les activités opérationnelles du Ministère au niveau du Département de Guiglo	12 689 355	13 189 355	13 189 355
43043200003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Guémon (Duékoué)	13 100 000	54 100 000	55 100 000
43044100002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Guémon (Duékoué)	13 685 139	14 385 139	14 585 139
51043200004 Coordonner les activités du Ministère dans la Region du Lôh-Djiboua (Divo)	13 100 000	13 100 000	13 100 000
51044100003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Lôh-Djiboua (Divo)	13 246 834	13 246 834	13 246 834
55043200002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de San-Pédro	13 750 000	13 750 000	13 750 000
55044100003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de San-Pédro	13 500 000	13 500 000	13 500 000
56043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Soubré	12 700 000	12 700 000	12 700 000
56044100004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de la Nawa (Soubré)	13 154 396	13 154 396	13 154 396
61043200002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	48 435 555	48 435 555	48 435 555
61044100003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de l'Indénié-Djuablin (Abengourou)	12 921 338	12 921 338	12 921 338
62043200003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gontougo (Bondoukou)	13 700 000	14 600 000	66 776 934
62044100003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Gontougo (Bondoukou)	12 755 000	13 255 000	13 255 000
71043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département d'Aboisso	12 500 000	12 500 000	12 500 000
76043200003 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département d'Agboville	12 800 000	12 800 000	12 800 000
76044100003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de l'Agnéby-Tiassa (Agboville)	12 120 000	12 120 000	12 120 000
77044100003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Sud-Comoé (Aboisso)	13 105 000	15 105 000	15 105 000
77044100004 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de la Mé (Adzopé)	11 800 000	12 800 000	12 800 000
78043200091 Prendre en charge les salaires des contractuels	60 000 000	70 000 000	70 000 000
78043200110 Réaliser les études, les applications, les réseaux informatiques et la maintenance des équipements informatiques	32 000 000	40 500 000	40 500 000
78044100081 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	30 349 998	38 549 998	38 549 998
78044100082 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78044100083 Prendre en charge l'assistance technique du BNETD	102 020 633	102 020 633	102 020 633
78044100100 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	17 000 000	20 500 000	20 500 000
78044100113 Prendre en charge les frais de transport et les indemnités des missions et conférences hors Côte d'Ivoire	116 664 337	116 664 337	116 664 337
78044100121 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de mine et géologie	150 000 000	170 000 000	170 000 000
78044100124 Prendre en charge les frais de transport et les indemnités des missions et conférences en Côte d'Ivoire	47 426 463	47 426 463	47 426 463
78044100132 Assurer le suivi des marchés, la gestion du Capital Humain, les études et la réglementation du secteur	18 250 000	20 750 000	20 750 000
3 Transferts	**641 403 116**	**678 685 324**	**696 706 032**
78043200080 Réaliser le transfert pour la prise en charge du personnel technique du Cabinet	175 000 000	200 000 000	200 000 000
78044100107 Réaliser le transfert pour la mise en œuvre des activités du CN-ITIE	350 000 000	362 282 208	380 302 916
90044100001 Prendre en charge les contrats d'experts extérieurs au Ministère pour assister le Cabinet	116 403 116	116 403 116	116 403 116

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21106 Administration Générale	**8 701 872 126**	**9 784 569 425**	**11 429 583 458**
4 Investissements	**300 000 000**	**1 000 000 000**	**2 399 855 578**
Trésor	***300 000 000***	***1 000 000 000***	***2 399 855 578***
78043200113 Mise en œuvre du nouveau Schéma Directeur du Système d'Information du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	300 000 000	1 000 000 000	2 399 855 578
2110602 Planification, programmation et suivi-évaluation des activités du ministère	**86 760 000**	**87 260 000**	**87 260 000**
2 Biens et services	**86 760 000**	**87 260 000**	**87 260 000**
78044100084 Elaborer et vulgariser les documents de la chaîne PPPDSE	32 760 000	33 260 000	33 260 000
78044100101 Mettre en œuvre le Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT)	54 000 000	54 000 000	54 000 000
2110603 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**6 266 806 470**	**6 402 805 469**	**6 535 066 282**
1 Personnel	**5 767 309 812**	**5 877 457 661**	**5 987 605 510**
78043200071 Prendre en charge la prime du personnel	335 092 000	335 092 000	335 092 000
78043200084 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	5 303 717 812	5 412 181 883	5 520 645 954
78044100087 Prendre en charge les salaires du personnel contractuel de la Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique	28 500 000	28 500 000	28 500 000
78044100123 Réaliser le transfert des subventions équilibre personnel au Conseil National Initiative Transparence. Industrie. Extractive (CN-ITIE)	100 000 000	101 683 778	103 367 556
2 Biens et services	**499 496 658**	**525 347 808**	**547 460 772**
78043200070 Contrôler la mise en œuvre de la couverture médicale du personnel	5 000 000	6 000 000	6 000 000
78043200097 Prendre en charge les frais d'abonnements et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone du Ministère	204 575 919	220 377 069	237 490 033
78044100085 Gérer les ressources humaines du Ministère des Mines et de la Géologie	29 000 000	38 050 000	38 050 000
78044100105 Gérer la commande publique du Ministère	24 520 739	24 520 739	24 520 739
78044100114 Elaborer et suivre l'exécution du budget du Ministère	89 700 000	89 700 000	89 700 000
78044100115 Prendre en charge les dépenses liées à l'équipement du Ministère	136 500 000	136 500 000	141 500 000
90043200002 Gérer le patrimoine du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	10 200 000	10 200 000	10 200 000
2110604 Information et communication	**32 690 000**	**37 490 000**	**37 490 000**
2 Biens et services	**32 690 000**	**37 490 000**	**37 490 000**
78044100088 Mettre en place un système intégré de gestion des données	7 690 000	10 190 000	10 190 000
78044100089 Produire et diffuser un magazine trimestriel d'information	25 000 000	27 300 000	27 300 000

II.2.2 Programme 2 : Hydrocarbures

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Hydrocarbures	Action 2.1: Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des hydrocarbures
	Action 2.2: Sécurisation de l'approvisionnement des marchés locaux et sous régionaux en produits pétroliers
	Action 2.3: Promotion des investissements nationaux et étrangers dans le secteur pétrolier et gazier

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Hydrocarbures						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer la gouvernance du secteur des hydrocarbures	Taux de réalisation d'audit des coûts pétroliers	0	50%	50%	50%	(Nombre d'audits réalisées / Nombre d'audits prévus) X 100 Prévision : 4 audits prévus par an Source : Rapport d'activités DGH
	Taux de réalisation des inspections des champs pétroliers	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'inspections réalisées / Nombre d'inspections prévues) X 100 Prévision : 16 par an Source : Rapport d'activités DGH
	Taux de réalisation des missions de contrôle de la subvention butane	100%	80%	85%	85%	(Nombre de missions de contrôle réalisées / Nombre de missions de contrôle prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DGH
	Taux de réalisation des missions de contrôle de la péréquation transport	-	80%	85%	85%	(Nombre de missions de contrôle de péréquation réalisées) / (Nombre de missions de contrôle de péréquation prévues) X 100 Prévision : 4 par an Source : Rapport d'activités DGH
	Taux de réalisation des missions de collecte de données relatives au stock de sécurité	100%	80%	85%	85%	(Nombre de missions de collecte réalisées / Nombre de missions de collecte prévues) X 100 Prévision : 42 par an Source : Rapport d'activités DGH
OS 2 : Accroitre la recherche et la production pétrolière et gazière	Nombre de campagne de promotion du bassin sédimentaire ivoirien	1	3	2	2	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGH
	Nombre de mission de suivi des opérations pétrolières (sismiques, forages et production)	27	35	35	35	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGH
OS3 : Assurer la disponibilité des produits pétroliers	Pourcentage d'autorisations de création et d'exploitation de dépôts d'hydrocarbures et des stations-services accordées	100%	85%	90%	90%	(Nombre d'autorisation de création et d'exploitation de dépôt d'hydrocarbures et des stations-services accordées / Nombre total de demandes d'autorisations de création et d'exploitation de dépôt d'hydrocarbures et des stations-services validées) X 100 Source : Rapport d'activités DGH
	Nombre de rupture d'approvisionnement	0	0	0	0	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGH
	Taux de réalisation des inspections semestrielles des établissements pétroliers et dépôts d'hydrocarbures	100%	70%	80%	80%	(Nombre d'inspections semestrielles réalisées / Nombres d'inspections semestrielles prévues) X 100 Prévision : 2 par an Source : Rapport d'activités DGH

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 2 : HYDROCARBURES	**116 054 336**	**118 867 042**	**118 867 042**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	116 054 336	118 867 042	118 867 042
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22036 Hydrocarbures	**116 054 336**	**118 867 042**	**118 867 042**
2203601 Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des hydrocarbures	**82 754 336**	**85 567 042**	**85 567 042**
2 Biens et services	**82 754 336**	**85 567 042**	**85 567 042**
78043200081 Contrôler la qualité des hydrocarbures	18 000 000	20 000 000	20 000 000
78043200085 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Hydrocarbures	20 200 000	20 900 000	20 900 000
78043200092 Élaborer et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière d'hydrocarbures	16 000 000	16 000 000	16 000 000
78043200093 Suivre et contrôler les champs pétroliers	8 500 000	8 500 000	8 500 000
78043200094 Elaborer, éditer et diffuser l'annuaire statistique des Hydrocarbures	6 500 000	6 500 000	6 500 000
78043200102 Réaliser le Suivi Economique et des Statistiques des Hydrocarbures	13 554 336	13 667 042	13 667 042
2203602 Sécurisation de l'approvisionnement des marchés locaux et sous régionaux en produits pétroliers	**17 800 000**	**17 800 000**	**17 800 000**
2 Biens et services	**17 800 000**	**17 800 000**	**17 800 000**
78043200082 Suivre l'approvisionnement, le raffinage et la distribution des produits pétroliers	17 800 000	17 800 000	17 800 000
2203603 Promotion des investissements nationaux et étrangers dans le secteur pétrolier et gazier	**15 500 000**	**15 500 000**	**15 500 000**
2 Biens et services	**15 500 000**	**15 500 000**	**15 500 000**
78043200100 Suivre l'exploration et la production des Hydrocarbures	15 500 000	15 500 000	15 500 000

II.2.3 Programme 3 : Energie

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Energie	Action 3.1: Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur de l'énergie
	Action 3.2: Renforcement des infrastructures de production, du transport et de distribution de l'énergie électrique
	Action 3.3: Vulgarisation des technologies modernes d'exploitation des sources d'énergie
	Action 3.4: Amélioration de l'accessibilité financière aux services énergétiques

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Energie						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Assurer la disponibilité de l'énergie	Proportion de conventions de production signées adoptées	-	100%	100%	100%	(Nombre de conventions de production signée adoptées / Nombre de conventions de production prévues) X 100 Prévision : 2026 : 4 ; 2027 : 5 ; 2028 :3 Source : Rapport d'activités CI-ENERGIES
	Proportion de capacité de centrales EnRs hors réseau installées	-	100%	100%	100%	(Nombre de mini centrales avec PV de réception signé / Nombre total de mini centrales prévu) X 100 Prévision :2026 : 60 ; 2027 : 70 ; 2028 : 80 Source : Rapport d'activités DGE
	Contribution des EnRs dans le mix énergétique	31,27%	35%	39%	40%	(Somme des puissances de source ENR installées / Puissance totale installée) X 100 *Puissance totale installée : 3 049 en 2024 (31,27%)* Source : Rapport d'activités DGE
OS 2 : Améliorer l'accès des populations aux services énergétiques de qualité	Taux d'accès à l'électricité	98,6%	100%	100%	100%	(Nombre d'habitants dans les localités électrifiées / Population du pays) X 100 NB : Base RGPH 2014 : Population du pays : 22 671 331 Source : Rapport d'activités DGE
	Taux de couverture	95%	100%	100%	100%	(Nombre de localités électrifiées / Nombre total de localités à électrifier) X 100 Base RGPH 2014 : Nombre total de localités du pays : 8 518 Source : Rapport d'activités DGE
	Taux de desserte	70%	80%	90%	95%	(Nombre de ménages abonnés à l'électricité / Nombre total de ménages) X 100 Base RGPH 2014 : Nombre total de ménage : Source : Rapport d'activités DGE

Programme 3 : Energie						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Améliorer l'accès des populations aux services énergétiques de qualité	Nombre d'abonnés à l'électricité	4 587 952	5 487 952	5 937 952	6 387 952	Dénombrement source : Rapport d'activités DGE
	Proportion de IRVE installées	-	100%	100%	100%	(Nombre de IRVE ayant fait objet de facturation par la CIE ou de réception par la DGE / Nombre de IRVE prévues) X 100 Prévision : 2026 :30 ; 2027 : 40 ; 2028 : 50 Sources : Rapports d'activités DGE / CIE
	Proportion d'appareils électroménagers à faible consommation d'énergie étiquetés et importés (climatiseurs de classe 3 et réfrigérateurs de classe 5)	-	Climatiseurs : 20%	Climatiseurs : 40%	Climatiseurs : 50%	(Nombre de climatiseurs de classe 3 ayant fait l'objet d'autorisation API au cours d'une année / Nombre total de climatiseurs de classe 3 et de réfrigérateurs de classe 5 importés au cours d'une année) X 100 Source : Rapport d'activités DGE
			Réfrigérateurs : 5%	Réfrigérateurs : 10%	Réfrigérateurs : 20%	(Nombre de réfrigérateurs de classe 5 ayant fait l'objet d'autorisation API au cours d'une année / Nombre total de climatiseurs de classe 3 et de réfrigérateurs de classe 5 importés au cours d'une année) X 100 Source : Rapport d'activités DGE

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : ENERGIE	**320 914 619 601**	**492 957 619 554**	**497 638 289 412**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	283 592 446	335 589 414	373 739 414
Transferts	17 224 100 000	125 524 100 000	131 824 100 000
Investissements	303 406 927 155	367 097 930 140	365 440 449 998
Trésor	*40 230 486 445*	*116 186 786 714*	*115 024 586 214*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*263 176 440 710*	*250 911 143 426*	*250 415 863 784*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22037 Energie	**320 914 619 601**	**492 957 619 554**	**497 638 289 412**
2203701 Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur de l'énergie	**16 875 242 446**	**125 190 339 414**	**131 490 339 414**
2 Biens et services	**106 142 446**	**121 239 414**	**121 239 414**
78043200114 Elaborer le document de statistiques de l'électricité	17 939 414	17 939 414	17 939 414
78043500039 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du Programme Energie	32 903 032	48 000 000	48 000 000
78043500049 Contrôler et suivre la Réglementation en matière d'Energie	55 300 000	55 300 000	55 300 000
3 Transferts	**16 769 100 000**	**125 069 100 000**	**131 369 100 000**
78043200106 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	69 100 000	69 100 000	69 100 000
78043500058 Réaliser le transfert de la subvention d'équilibre au secteur électricité	16 700 000 000	125 000 000 000	131 300 000 000
2203702 Renforcement des infrastructures de production, du transport et de distribution de l'énergie électrique	**272 285 127 246**	**353 329 930 140**	**345 551 284 646**
2 Biens et services	**25 000 000**	**27 000 000**	**55 000 000**
90043500004 Suivre et développer les énergies conventionnelles	25 000 000	27 000 000	55 000 000
3 Transferts	**455 000 000**	**455 000 000**	**455 000 000**
90043500008 Formuler le Programme Compact Régional du Millenium Challenge Corporation	455 000 000	455 000 000	455 000 000
4 Investissements	**271 805 127 246**	**352 847 930 140**	**345 041 284 646**
Trésor	***30 000 000 000***	***101 936 786 714***	***94 625 420 862***
90043500027 Provision pour investissement / Energie	0	0	47 247 120 862
90043500023 Projet Dorsale 400 KV EST Liaison Anyama-Ferké et Extension des postes sources	4 666 149 624	27 619 060 569	0
90043500021 Programme Intégré de Développement de l'Est (PIDE)	2 877 134 400	6 713 313 600	0
90043500017 Projet Corridor Nord	6 000 000 000	5 000 000 000	0
90043500015 Projet de Renforcement du Système Electrique (PROSER phase 2)	0	7 353 080 000	7 878 300 000
90043500013 Projet Dorsale 400 KV EST Liaison Anyama-Ferké et Extension des postes sources	0	27 619 060 569	0
90043500010 Projet National de Numérisation et d'Accès à l'Electricité en Côte d'Ivoire	10 000 000 000	3 175 556 000	21 000 000 000
78043500065 Projet Dorsale Abidjan 400 KV Liaison PK 24 - Bingerville	6 456 715 976	6 456 715 976	0
57043500001 Aménagement Hydroélectrique de Boutoubre (Projet)	0	18 000 000 000	18 500 000 000
Financement extérieur	***241 805 127 246***	***250 911 143 426***	***250 415 863 784***
90043500027 Provision pour investissement / Energie	0	200 495 279 642	250 415 863 784
90043500023 Projet Dorsale 400 KV EST Liaison Anyama-Ferké et Extension des postes sources	47 330 319 475	0	0
90043500023 Projet Dorsale 400 KV EST Liaison Anyama-Ferké et Extension des postes sources	8 562 430 800	0	0
90043500022 Projet Renforcement Interconnexion CI-GHANA (REMP) 330 KV Liaison Bingerville - Dunkwa II	35 328 107 430	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22037 Energie	**320 914 619 601**	**492 957 619 554**	**497 638 289 412**
90043500021 Programme Intégré de Développement de l'Est (PIDE)	6 688 352 160	0	0
90043500021 Programme Intégré de Développement de l'Est (PIDE)	2 483 006 400	0	0
90043500017 Projet Corridor Nord	40 000 000 000	0	0
90043500010 Projet National de Numérisation et d'Accès à l'Electricité en Côte d'Ivoire	50 000 000 000	50 415 863 784	0
90043500007 Projet régional d'accès à l'électricité et de technologie de stockage d'énergie par batteries (BEST)	4 184 006 796	0	0
78043500065 Projet Dorsale Abidjan 400 KV Liaison PK 24 - Bingerville	28 534 129 685	0	0
26043500002 Projet de construction de la centrale solaire de Boundiali Phase 2	18 694 774 500	0	0
2203703 Vulgarisation des technologies modernes d'exploitation des sources d'énergie	**22 204 949 909**	**386 550 000**	**319 450 000**
2 Biens et services	**103 150 000**	**136 550 000**	**137 700 000**
78043200098 Développer les énergies renouvelables	51 100 000	56 000 000	56 000 000
78043500043 Réaliser les économies d'énergie dans les bâtiments administratifs	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78043500051 Réaliser la maîtrise de l'énergie	37 050 000	65 550 000	66 700 000
4 Investissements	**22 101 799 909**	**250 000 000**	**181 750 000**
Trésor	***730 486 445***	***250 000 000***	***181 750 000***
90043200012 Programme de Maitrise de l'Energie	182 486 445	0	0
90043200011 Projet Mesure d'Accompagnement au programme Energie Renouvelable et Efficacité énergétique	248 000 000	0	0
90043200010 Projet Valorisation de Biomasse Energie et Cuisson propre en CI (VABICUI)	150 000 000	0	0
78043500057 Fonds National de Maitrise de l'Energie (FONAME)	150 000 000	250 000 000	181 750 000
Financement extérieur	***21 371 313 464***	***0***	***0***
90043200012 Programme de Maitrise de l'Energie	10 000 000 000	0	0
90043200011 Projet Mesure d'Accompagnement au programme Energie Renouvelable et Efficacité énergétique	1 792 956 240	0	0
90043200010 Projet Valorisation de Biomasse Energie et Cuisson propre en CI (VABICUI)	995 957 224	0	0
78043500062 Promotion de l'accès, des Réseaux Intelligents et de l'Energie Solaire (PARIS)	8 582 400 000	0	0
2203704 Amélioration de l'accessibilité financière aux services énergétiques	**9 549 300 000**	**14 050 800 000**	**20 277 215 352**
2 Biens et services	**49 300 000**	**50 800 000**	**59 800 000**
78043500059 Réaliser l'électrification rurale	49 300 000	50 800 000	59 800 000
4 Investissements	**9 500 000 000**	**14 000 000 000**	**20 217 415 352**
Trésor	***9 500 000 000***	***14 000 000 000***	***20 217 415 352***
90043500001 Programme National d'Extension de Réseaux Electriques (PRONEX)	3 500 000 000	5 000 000 000	8 000 000 000
78043500047 Programme d'Electrification Pour Tous (PEPT)	6 000 000 000	9 000 000 000	12 217 415 352

II.2.4 Programme 4 : Mines et géologie

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Mines et géologie	Action 4.1: Contrôle et suivi de l'application de la législation minière
	Action 4.2: Gestion des informations géologiques et minières
	Action 4.3: Assainissement de l'exploitation minière
	Action 4.4: Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des mines et géologie

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Mines et géologie						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du secteur des Mines et Géologie	Pourcentage des exigences ITIE satisfaites	100%	100%	100%	100%	(Nombre de recommandations ITIE satisfaites / Nombre de recommandations ITIE) X 100 NB : Nombre d'exigences ITIE à satisfaire : 07 Source : Rapport d'activités DGMG
	Proportion des exigences du Processus de Kimberley satisfaites	100%	100%	100%	100%	(Nombre de recommandations du Processus de Kimberley satisfaites / Nombre de recommandations du Processus de Kimberley) X 100 NB : Nombre d'exigences du Processus de Kimberley à satisfaire : 05 Source : Rapport d'activités SPRPK
	Taux de réalisation de la cartographie des sites d'orpaillages illicites sur l'étendue du territoire nationale	14%	-	-	-	(Nombre de région cartographiée / Nombre de région à cartographier) X 100 Source : Rapport d'activités DGMG
	Nombre de sites illicites d'exploitation de substances de carrières démantelés	-	15	10	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGMG

Programme 4 : Mines et géologie						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Renforcer le contrôle et le suivi de l'application de la législation et de la règlementation dans le secteur minier	Taux de réalisation des contrôles des autorisations de commerce et de transformation des pierres et métaux précieux	-	100%	100%	100%	(Nombre des autorisations d'or brut et de diamant brut et des autorisations de transformation des métaux et pierres précieux autres que le diamant brut contrôlés / Nombre des autorisations d'achat et de vente d'or brut et de diamant brut et des autorisations de transformation des métaux et pierres précieux autres que le diamant brut à contrôler) X 100 Source : Rapport d'activités DGMG
	Taux d'exécution des budgets alloués aux CDLM	-	100%	100%	100%	(Montant des investissements réalisés par les CDLM / Montant du budget alloué aux CDLM) X 100 Source : Rapport d'activités DGMG
	Taux de réalisation des contrôles des permis d'exploitation	-	100%	100%	100%	(Nombre de permis d'exploitation contrôlés /Nombre total de permis d'exploitation à contrôler prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DGMG
	Taux de réalisation des contrôles des autorisations d'exploitation minière semi industrielle, artisanale et des carrières	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'autorisations d'exploitation minière semi industrielle, artisanale et des carrières contrôlés / Nombre d'autorisations d'exploitation minière semi-industrielle, artisanale et des carrières à contrôler) X 100 Source : Rapport d'activités DGMG
	Taux de réalisation de destruction des bouteilles de gaz butanes non conformes	100%	100%	100%	100%	(Nombre de bouteilles de gaz butane non conformes détruits / Nombre de bouteilles de gaz butane non conformes à détruire) X 100 Source : Rapport d'activités DGMG
	Taux de réalisation des contrôles des dépôts de substances explosives	100%	100%	100%	100%	(Nombre de dépôts de substances explosives contrôlés / Nombre de dépôts de substances explosives à contrôler) X 100 Dénominateur : 27 Source : Rapport d'activités DGMG
	Nombre de périmètres bornés	-	100%	100%	100%	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGMG
OS 3 : Développer la recherche géologique et minière	Taux de couverture des degrés carrés du territoire national en cartes géologiques	-	90%	100%	100%	(Nombre de degrés carrés cartographiés / Nombre de degrés carrés à cartographier) X 100 Source : Rapport d'activités DGMG
	Nombre de points d'observations	-	150	300	450	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGMG

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : MINES ET GEOLOGIE	**783 321 335**	**2 491 644 744**	**2 253 999 416**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	331 257 113	339 883 987	339 893 737
Transferts	0	0	0
Investissements	452 064 222	2 151 760 757	1 914 105 679
Trésor	*452 064 222*	*2 151 760 757*	*1 914 105 679*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22107 Mines et géologie	**783 321 335**	**2 491 644 744**	**2 253 999 416**
2210701 Contrôle et suivi de l'application de la législation minière	**64 551 589**	**71 471 602**	**71 471 652**
2 Biens et services	**64 551 589**	**71 471 602**	**71 471 652**
78044100093 Suivre l'application de la législation et de la réglementation relative à la gestion des titres miniers	15 425 056	15 887 808	15 887 808
78044100109 Contrôler l'application de la législation et de la réglementation relatives aux équipements sous pressions, aux métaux et pierres précieuses	14 800 000	17 600 000	17 600 000
78044100117 Suivre l'application de la législation et de la réglementation relative à l'exploitation minière semi industrielle, artisanale et des carrières	24 426 533	27 786 794	27 786 794
78044100129 Veiller à l'application de la législation et de la réglementation relative au développement communautaire	9 900 000	10 197 000	10 197 050
2210702 Gestion des informations géologiques et minières	**492 511 295**	**2 192 322 945**	**1 954 667 867**
2 Biens et services	**40 447 073**	**40 562 188**	**40 562 188**
78044100092 Mettre en œuvre un système d'information géoscientifique (SIG)	25 749 088	25 749 088	25 749 088
78044100096 Gérer et actualiser le cadastre minier	14 697 985	14 813 100	14 813 100
4 Investissements	**452 064 222**	**2 151 760 757**	**1 914 105 679**
Trésor	***452 064 222***	***2 151 760 757***	***1 914 105 679***
90043500009 Equipement du Laboratoire d'Analyse Géologique	152 064 222	500 000 000	345 435 778
78044100111 Construction de l'Infrastructure Géologique et du Système d'Information Géophysique	0	700 000 000	1 000 000 000
78044100097 Construction du Laboratoire d'Analyse Géologique	300 000 000	951 760 757	568 669 901
2210703 Assainissement de l'exploitation minière	**13 428 480**	**13 831 334**	**13 831 334**
2 Biens et services	**13 428 480**	**13 831 334**	**13 831 334**
78044100098 Réprimer les infractions au Code Minier	13 428 480	13 831 334	13 831 334

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22107 Mines et géologie	**783 321 335**	**2 491 644 744**	**2 253 999 416**
2210705 Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des mines et géologie	**212 829 971**	**214 018 863**	**214 028 563**
2 Biens et services	**212 829 971**	**214 018 863**	**214 028 563**
78044100090 Suivre le processus de Kimberley	154 656 481	154 656 481	154 656 481
78044100104 Réaliser la promotion, l'orientation, la réglementation, la coordination et le contrôle de la recherche, de l'extraction et de la production dans les secteurs des mines et de la géologie	34 198 490	34 262 990	34 262 990
78044100127 Elaborer et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de mines et géologie	23 975 000	25 099 392	25 109 092

II.2.5 Programme 5 : Appui au financement du secteur de l'électricité

II.2.5.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 5 : Appui au financement du secteur de l'électricité	Action 5.1: Electrification

II.2.5.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Appui au financement du secteur de l'électricité						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer l'accès des populations à l'électricité	Taux de couverture	98,6%	100%	100%	100%	(Nombre de localités électrifiées/Nombre total de localités à électrifier) X 100 NB : Base RGPH 2014 : Nombre total de localités du pays : 8518 Source : Rapport d'activités DGE
	Taux d'accès à l'électricité	95%	100%	100%	100%	(Nombre d'habitants dans les localités électrifiées / Population du pays) X 100 NB : Base RGPH 2014 : Population du pays : 22 671 331 Source : Rapport d'activités DGE
	Temps Moyen de Coupure (TMC)	20h13	20h	19h	18h	(Energies non Distribuées annuelles / Puissance maximale atteinte (Pointe de puissance) Source : Rapport d'activités DGE

II.2.5.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 5 : APPUI AU FINANCEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE	**70 368 000 000**	**85 965 000 000**	**86 011 200 929**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	70 368 000 000	85 965 000 000	86 011 200 929
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23230 Appui au financement du secteur de l'électricité	**70 368 000 000**	**85 965 000 000**	**86 011 200 929**
2323001 Electrification	**70 368 000 000**	**85 965 000 000**	**86 011 200 929**
3 Transferts	**70 368 000 000**	**85 965 000 000**	**86 011 200 929**
90043500011 Projet d'urgence hors programmes bailleurs en extension de réseau et électrification rurale	32 945 671 105	40 248 047 643	48 588 872 034
90043500012 Projet d'urgence hors programmes bailleurs pour la Qualité du Produit	37 422 328 895	45 716 952 357	37 422 328 895

II.2.6 Programme 6 : Appui au financement de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)

II.2.6.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	**Action**
Programme 6 : Appui au financement de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)	Action 6.1: Collecter mensuellement la TSU-SIR auprès de chaque marketeur

II.2.6.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 6 : Appui au financement de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Soutenir l'activité de raffinage de la SIR	Taux de recouvrement de la TSU-SIR	-	100%	100%	100%	(Montant TSU-SIR recouvré / Montant TSUR-SIR) X 100 Source : Rapport d'activités SIR

II.2.6.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 6 : APPUI AU FINANCEMENT DE LA SOCIETE IVOIRIENNE DE RAFFINAGE (SIR)	**57 906 341 617**	**68 217 519 810**	**75 549 763 440**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	57 906 341 617	68 217 519 810	75 549 763 440
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23231 Appui au financement de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)	**57 906 341 617**	**68 217 519 810**	**75 549 763 440**
2323101 Collecter mensuellement la TSU SIR auprès de chaque marketeur	**57 906 341 617**	**68 217 519 810**	**75 549 763 440**
3 Transferts	**57 906 341 617**	**68 217 519 810**	**75 549 763 440**
90043200006 Soutenir la marge de raffinage SIR	14 476 585 404	14 800 000 000	15 200 274 583
90043200009 Soutenir le développement des activités de raffinage SIR	43 429 756 213	53 417 519 810	60 349 488 857

II.2.7 Programme 7 : Appui au financement du secteur minier

II.2.7.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 7 : Appui au financement du secteur minier	Action 7.1: Gestion des taxes ad valorem

II.2.7.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 7 : Appui au financement du secteur minier						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Gérer les Taxes Ad Valorem au profit de l'administration minière	Taux de Taxe recouvrée consacrée à l'intéressement du personnel	-	8%	8%	8%	(Montant total des Taxes Ad Valorem recouvrées consacrées à l'intéressement du personnel / Montant total des Taxes Ad Valorem recouvrées) X 100 Source : Rapport d'activités DGMG
	Taux de Taxe recouvrée affectée au fonctionnement, à l'équipement, à la compilation des données géologiques, à la formation continue et au Fonds spécial pour la promotion minière	-	6%	6%	6%	Montant total des Taxes Ad Valorem recouvrées affectées au fonctionnement, à l'équipement, à la compilation des données géologiques, à la formation continue et au Fonds spécial pour la promotion minière / Montant total des Taxes Ad Valorem recouvrées) X 100 Source : Rapport d'activités DGMG
	Taux de Taxe recouvrée affectée à la régie	-	1%	1%	6%	(Montant total des Taxes Ad Valorem recouvrées affectées à la régie / Montant total des Taxes Ad Valorem recouvrées) X 100 Source : Rapport d'activités DGMG

II.2.7.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 7 : APPUI AU FINANCEMENT DU SECTEUR MINIER	**28 500 000 000**	**33 290 000 000**	**38 895 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	28 500 000 000	33 290 000 000	38 895 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23232 Appui au financement du secteur minier	**28 500 000 000**	**33 290 000 000**	**38 895 000 000**
2323201 Gestion des taxes ad valorem	**28 500 000 000**	**33 290 000 000**	**38 895 000 000**
3 Transferts	**28 500 000 000**	**33 290 000 000**	**38 895 000 000**
90044100002 Assurer la motivation du personnel de l'Administration des Mines à titre de primes	15 200 000 000	17 750 000 000	20 744 000 000
90044100003 Assurer le fonctionnement, l'équipement, la compilation des données géologiques, la formation continue et le Fond Spécial pour la Promotion Minières	11 400 000 000	13 320 000 000	15 558 000 000
90044100004 Assurer le fonctionnement Régie	1 900 000 000	2 220 000 000	2 593 000 000

II.2.8 Programme 8 : Péréquation produit à la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)

II.2.8.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 8 : Péréquation produit à la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)	Action 8.1: Règlement des subventions de gaz butane ordonnancées au titre des ventes mensuelles

II.2.8.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 8 : Péréquation produit à la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer la subvention du gaz butane destiné aux ménages	Taux de Collecte de la péréquation produit sur les ventes de produits pétroliers	100%	100%	100%	100%	(Montant dû / Montant collecté) X 100 Source : Rapport d'activités SIR
	Taux de capacité de règlements des subventions aux sociétés de distribution	49%	43%	42%	40%	(Montant des subventions collecté / Montant des subventions dû) X 100 Source : Rapport d'activités SIR

II.2.8.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 8 : PEREQUATION PRODUIT A LA SOCIETE IVOIRIENNE DE RAFFINAGE (SIR)	**105 000 000 000**	**105 000 000 000**	**105 000 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	105 000 000 000	105 000 000 000	105 000 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23233 Péréquation produit à la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)	**105 000 000 000**	**105 000 000 000**	**105 000 000 000**
2323301 Règlement des subventions de gaz butane ordonnancées au titre des ventes mensuelles	**105 000 000 000**	**105 000 000 000**	**105 000 000 000**
3 Transferts	**105 000 000 000**	**105 000 000 000**	**105 000 000 000**
90043200007 Transférer la subvention du gaz butane à la SIR	105 000 000 000	105 000 000 000	105 000 000 000

II.2.9 Programme 9 : Péréquation transport à la Société d'Etudes et de Gestion en Hydrocarbures (SEGH)

II.2.9.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	**Action**
Programme 9 : Péréquation transport à la Société d'Etudes et de Gestion en Hydrocarbures (SEGH)	Action 9.1: Règlement mensuel des transports dus aux distributions (Marketeurs)

II.2.9.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 9 : Péréquation transport à la Société d'Etudes et de Gestion en Hydrocarbures (SEGH)						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Uniformiser les prix du super carburant, du pétrole lampant, du gasoil à la pompe et le gaz butane destinés aux ménages sur l'ensemble du territoire national	Taux de règlement de frais de transports dus aux marketeurs	100%	100%	100%	100%	(Frais dus / Frais de transport réglés) X 100 Source : Rapport d'activités SEGH

II.2.9.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 9 : PEREQUATION TRANSPORT A LA SOCIETE D'ETUDES ET DE GESTION EN HYDROCARBURES (SEGH)	**70 000 000 000**	**70 000 000 000**	**70 000 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	70 000 000 000	70 000 000 000	70 000 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23234 Péréquation transport à la Société d'Etudes et de Gestion en Hydrocarbures (SEGH)	**70 000 000 000**	**70 000 000 000**	**70 000 000 000**
2323401 Règlement mensuel des transports dus aux distribution (Marketeurs)	**70 000 000 000**	**70 000 000 000**	**70 000 000 000**
3 Transferts	**70 000 000 000**	**70 000 000 000**	**70 000 000 000**
90043200008 Transférer à la SEGH les transports supportés par les distributeurs	70 000 000 000	70 000 000 000	70 000 000 000

II.2.10 Programme 10 : Appui au financement à Côte d'Ivoire ENERGIE

II.2.10.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 10 : Appui au financement à Côte d'Ivoire ENERGIE	Action 10.1: Renforcement de l'accès à l'électricité

II.2.10.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 10 : Appui au financement à Côte d'Ivoire ENERGIE						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer l'accès des populations aux services énergétiques de qualité	Taux de perte	12,7%	< 15%	< 15%	< 15%	((1 - consommation totale) / Energie injectée) X 100 NB : Energie injectée : 13 744 GWhs en 2024 Source : Rapport d'activités CI-ENERGIES
	Temps Moyen de Coupure (TMC en heure)	20h13	20h	19 h	18 h	Energies non Distribuées annuelles / Puissance maximale atteinte (Puissance à la pointe) Source : Rapport d'activités DGE
	Taux de desserte	70.8%	80%	90%	95%	(Nombre de ménages abonnés à l'électricité / Nombre total de ménages) X 100 Source : Rapport DGE
	Taux d'accès	95%	100%	100%	100%	(Nombre d'habitants dans les localités électrifiées / Population du pays) X 100 Base RGPH 2014 : Population du pays : 22 671 331. Source : Rapport DGE

II.2.10.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 10 : APPUI AU FINANCEMENT A COTE D'IVOIRE ENERGIE	**43 770 000 000**	**45 123 173 337**	**46 326 689 292**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	43 770 000 000	45 123 173 337	46 326 689 292
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23251 Appui au financement à Côte d'Ivoire ENERGIE	**43 770 000 000**	**45 123 173 337**	**46 326 689 292**
2325101 Renforcement de l'accès à l'électricité	**43 770 000 000**	**45 123 173 337**	**46 326 689 292**
3 Transferts	**43 770 000 000**	**45 123 173 337**	**46 326 689 292**
90043500024 Projet d'urgence hors programmes bailleurs en qualité de produit pour le réseau de transport, distribution, automatisme et téléconduite	43 000 000 000	34 000 000 000	35 000 000 000
90043500025 Programme Electricité pour Tous (PEPT)	0	10 000 000 000	10 000 000 000
90043500026 Electrification Rurale par Energie Renouvelable Décentralisée (ERD)	770 000 000	1 123 173 337	1 326 689 292

SECTION 350 : MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS

SECTION 350 : MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au titre de la Gouvernance :

- l'insuffisance de personnel technique au sein du ministère ;
- l'absence d'une convention collective sectorielle pour encadrer les emplois du secteur ;
- l'insuffisance d'études et de données statistiques relatives au secteur ;
- l'inadaptation de la loi portant code du tourisme 2014 par rapport à l'évolution du secteur ;
- le faible taux de digitalisation opérationnelle des processus internes au ministère ;
- la faiblesse du système d'archivage électronique ;
- l'insuffisance de moyens matériels et de locaux pour le ministère ;
- le faible niveau de maîtrise du Système Intégré de Gestion des Opérations de Marchés Publics (SIGOMAP) par les acteurs budgétaires ;
- la faiblesse de la professionnalisation du secteur ;
- l'insuffisance de textes législatifs et règlementaires propres au loisir ;
- la faible implication des collectivités territoriales dans la mise en œuvre des projets et activités touristiques et des loisirs ;
- l'absence de textes règlementaires pour la protection et la sécurisation des sites touristiques et de loisirs.

Au titre du Tourisme :

- la difficulté d'accès à certains sites touristiques ;
- le faible niveau d'aménagement des potentialités touristiques ;
- l'absence de réceptifs et d'activités récréatives à proximité de certains sites touristiques ;
- la faible qualité des équipements et des prestations de service des opérateurs ;
- le faible niveau d'organisation professionnelle des acteurs du secteur ;
- la faiblesse de la durée moyenne de séjour des visiteurs ;
- l'insuffisance de contrôles des établissements de tourisme ;
- l'insuffisance de réserves foncières d'utilité touristique ;
- l'insuffisance en qualité et en quantité de l'offre d'hébergement ;
- la faible visibilité de l'offre touristique ivoirienne sur les marchés des pays émetteurs de touristes ;
- la faiblesse de l'utilisation des matériaux et produits locaux ;
- la faible pratique de la culture touristique par les nationaux ;
- l'insuffisance des actions de promotion du tourisme interne ;
- l'insuffisance de stratégie de communication et de marketing touristique ;
- l'absence de la destination Côte d'Ivoire dans les catalogues des Tours Operators et prescripteurs de voyages ;

- la faible participation de la Côte d'Ivoire aux salons et foires internationaux ;
- l'insuffisance de l'appui apporté aux manifestations à caractère touristique ;
- la faiblesse de la digitalisation de la promotion de la destination Côte d'Ivoire ;
- la menace de disparition de certains sites en raison de la déforestation.

Au titre des Loisirs

- l'insuffisance de politiques de programmation et de maintenance des infrastructures et autres sites ;
- l'inexistence d'infrastructures publiques destinées à la pratique des loisirs ;
- l'insuffisance d'espaces privés aménagés pour la pratique des loisirs sur le territoire national ;
- l'insuffisance des moyens matériels alloués au secteur du loisir ;
- l'insuffisance de la promotion de la pratique des activités de loisirs en milieu rural ;
- le manque d'un profil type pour les animateurs des loisirs en Côte d'Ivoire ;
- la faiblesse de la stratégie de collecte des jeux traditionnels du pays ;
- la faiblesse de modernisation et de la digitalisation des jeux traditionnels ;
- la difficile accessibilité aux infrastructures modernes par certaines couches sociales ;
- l'absence de normes dans le secteur des loisirs.

I.1.2. Réponses apportées

Au titre de la Gouvernance :

- le développement des projets structurants, innovants du secteur ;
- la mise en place du référentiel des emplois et des compétences du secteur ;
- l'adoption de la Loi n°2014-139 du 24 mars 2014 portant Code du Tourisme ;
- l'adoption de la stratégie de développement touristique 2018-2025 « Sublime Côte d'Ivoire » ;
- la prise du décret n°2023-24 du 18 janvier 2023 portant règlementation des activités des loisirs ;
- la prise du décret n°2024-895 du 16 octobre 2024 portant approbation du contrat de concession pour la conception, le financement, la réalisation, l'exploitation et la maintenance du Système de Gestion pour l'Administration et les Touristes (SGAT) ;
- la mise en place d'un Système d'Information Touristique Digitalisé (SITD) ;
- l'appui au développement de start-ups locales du secteur à travers des concours de start-ups et des hackathons thématiques ;
- l'organisation d'un Forum annuel dénommé DIGITOURISME, avec implication des acteurs privés et institutionnels ;
- le renforcement des capacités des acteurs budgétaires à travers la cellule de passation des marchés publics ;
- la collecte de données et la production des statistiques du secteur ;
- l'entrée de la Côte d'Ivoire dans les instances dirigeantes de l'ONU TOURISME (ex OMT) ;
- la prise d'un arrêté portant création, attributions, organisation et fonctionnement du comité national d'organisation de la 10ème édition du salon international du tourisme et des loisirs d'Abidjan ;
- l'élaboration d'une Politique Nationale des Loisirs (PNL) ;
- la mise en place d'un Comité de Coordination de la Plateforme de Suivi de la Professionnalisation (CCPSP).

Au titre du Tourisme :

- la réhabilitation du patrimoine hôtelier de l'Etat (Hôtel Président, Hôtel des Parlementaires, RAN Hôtel, Sofitel Hôtel Ivoire) ;
- l'aménagement et réhabilitation de sites touristiques ;
- la construction de nouveaux réceptifs hôteliers de haut standing ;
- la mise en service de nouveaux réceptifs hôteliers ;
- le renforcement des capacités des acteurs ;
- la création et l'équipement du Centre d'Application aux Métiers du Tourisme et de l'Hôtellerie de Daoukro ;
- la mise en œuvre du Programme National d'Amélioration de la Qualité dans les Etablissements du Tourisme et des Loisirs (PNAQETL) ;
- la reprise du classement et le reclassement des établissements de tourisme ;
- la participation aux foires et salons touristiques internationaux et l'organisation de manifestations touristiques (Salon International de Tourisme et des Loisirs d'Abidjan (SITLA) ;
- l'organisation de manifestations à caractère touristique (Quinzaine Touristique, Forum des Investissements touristiques et des loisirs, Festival de la Cuisine Ivoirienne, Salon International du Tourisme et des Loisirs d'Abidjan les Sublimes du Tourisme) ;
- l'organisation de la Journée Mondiale du Tourisme (JMT).

Au titre des Loisirs :

- l'identification des établissements et espaces de loisirs ;
- la réalisation d'études socio-anthropologiques sur les jeux traditionnels dans plusieurs régions du pays ;
- l'organisation de la Journée Mondiale des Loisirs (JML) ;
- l'organisation d'un Festival National des Jeux Traditionnels ;
- le renforcement des capacités des responsables des unités administratives du ministère, des services socioculturels des collectivités et des acteurs ;
- l'organisation des colonies et centres aérés d'Etat ;
- l'organisation des journées de loisirs dédiées aux personnes du troisième âge, aux femmes et aux jeunes ;
- la promotion des jeux traditionnels au plan national et international ;
- l'accompagnement technique des opérateurs du secteur des loisirs ;
- l'organisation du Salon International du Tourisme et des Loisirs d'Abidjan (SITLA).

I.1.3. Défis et priorités

En matière de Gouvernance

- la mise en place d'une stratégie de digitalisation du tourisme et des loisirs, intégrant l'Intelligence Artificielle (IA), la cybersécurité et les infrastructures numériques adaptées ;
- le développement d'un Centre de Données Sectorielles Touristiques (CDST) interconnecté avec les systèmes nationaux de statistiques, d'identité et de mobilité ;
- la généralisation de la Gestion Électronique des Documents (GED) dans toutes les directions centrales, techniques et déconcentrées du ministère ;
- la création d'un fonds d'innovation touristique en soutien aux startups numériques développant des solutions de e-promotion, e-réservation, e-sécurité, jeux traditionnels digitalisés, etc. ;
- le développement d'un assistant intelligent virtuel national du secteur, multilingue, accessible via les réseaux sociaux et vocalement pour les personnes peu alphabétisées ;
- la révision du code du tourisme de 2014 ;
- la création de l'Agence des Investissements du Tourisme ;
- la prise de décrets portant déclaration d'utilité publique de certaines zones et sites touristiques ;

- l'élaboration de la deuxième génération de la stratégie de développement touristique « Sublime Côte d'Ivoire » ;
- l'opérationnalisation de la brigade touristique et des loisirs ;
- la loi portant politique nationale des loisirs.

En matière de Tourisme

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan Aérien Ciblé pour le Tourisme ;
- l'identification et la sécurisation des zones d'utilité touristique ;
- la priorisation de l'aménagement des sites touristiques ;
- le renforcement des capacités des professionnels du tourisme ;
- la refonte du dispositif de promotion de la destination Côte d'Ivoire ;
- la mise en place d'une filière nationale de formation touristique de haut niveau ;
- l'actualisation du cadre institutionnel et la modernisation de l'administration du secteur du tourisme ;
- la promotion de l'investissement privé en milieu touristique ;
- la restructuration du Fonds de Développement Touristique (FDT) ;
- la redynamisation du système de production des statistiques du tourisme ;
- le positionnement de la destination Côte d'Ivoire sur les marchés émetteurs ;
- la mise en place d'un indicateur de maturité numérique des opérateurs touristiques et d'un programme de mise à niveau par zone prioritaire ;
- le déploiement d'une infrastructure numérique dans les sites touristiques majeurs (Wi-Fi public, QR codes culturels, e-billetterie, vidéos immersives…).

En matière de Loisirs

- le renforcement des capacités des acteurs des Loisirs ;
- l'adoption de la Politique Nationale des Loisirs ;
- l'identification et la mise en conformité des infrastructures et établissements de loisirs existantes ;
- la construction d'infrastructures de loisirs dans les chefs-lieux de régions ;
- la promotion des danses et jeux traditionnels en tant que loisirs ;
- la modernisation et l'intégration des jeux traditionnels ivoiriens dans une plateforme numérique éducative et ludique pour les jeunes générations ;
- la mise en place de la stratégie de sédentarisation des populations à l'intérieur du pays à travers les initiatives de loisirs ;
- l'étude stratégique pour le développement des loisirs autour des clusters ;
- la professionnalisation des acteurs du secteur des loisirs ;
- l'acquisition d'équipements de loisirs itinérants pour la Caravane nationale des loisirs ;
- l'élaboration des normes dans le secteur des loisirs.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le positionnement de la Côte d'Ivoire en tant que Co-leaders africains du tourisme d'affaires ;
- le développement du tourisme de divertissement domestique de la sous-région ;
- la captation d'un tourisme international avide de dépaysement authentique ;
- le développement de l'entrepreneuriat touristique social et territorial ivoirien.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la compétitivité de la destination Côte d'Ivoire est améliorée ;
- la pratique des loisirs est promue.

I.3 Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 23, le Ministre du Tourisme et des Loisirs est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de développement et de promotion du Tourisme et des Loisirs.
A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre du Tourisme

- développement et promotion des produits, services et activités touristiques ;
- règlementation et contrôle des équipements et des établissements touristiques et hôteliers ;
- promotion de labels « Côte d'Ivoire » en matière de tourisme ;
- promotion de la qualité dans les établissements touristiques et hôteliers ;
- participation à l'aménagement et à l'exploitation à des fins touristiques des parcs nationaux, des réserves, des jardins botaniques, et autres aires protégées ainsi que du littoral, des berges lagunaires et lacustres, en liaison avec les Ministres concernés ;
- protection, aménagement et gestion des zones de développement et d'expansion touristiques en liaison avec les Ministres concernés ;
- développement des centres, zones et circuits touristiques ;
- réhabilitation du patrimoine hôtelier de l'Etat, en liaison avec le Ministre chargé de la Construction ;
- recensement, aménagement et exploitation des sites et monuments d'intérêt touristique, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture ;
- promotion et formation des personnels des métiers du tourisme et de l'hôtellerie ;
- évaluation de l'activité touristique et de l'impact du Tourisme sur l'économie ;
- promotion du tourisme au plan national, régional et international, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- développement de la coopération et promotion des investissements touristiques ;
- gestion et développement du patrimoine touristique ;
- promotion des manifestations traditionnelles d'intérêt touristique, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture ;
- participation à la promotion de l'image de la Côte d'Ivoire à l'extérieur, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères et de la Communication ;
- définition d'un cadre incitatif pour le développement touristique.

Au titre des Loisirs

- élaboration du cadre juridique et institutionnel du développement des loisirs ;
- sensibilisation de la population à la pratique des loisirs ;
- mise en œuvre d'un plaidoyer et promotion des loisirs auprès des populations, des entreprises, des groupements sociaux et des structures administratives et politiques ;
- promotion et valorisation des jeux traditionnels et des danses en tant que loisirs, en liaison avec le Ministre chargé de la Culture.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Tourisme
- Programme 3 : Loisir
- Programme 4 : Fonds de Développement Touristique
- Programme 5 : Appui au financement de la promotion du secteur touristique

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale (IG), Direction de la Communication et la Documentation (DCD), Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC), Direction de la Planification, des Statistiques et des Projets (DPSP), Direction des Affaires Financières (DAF), Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction de l'Informatique, de la Digitalisation et Développement des Startups (DIDDS), Direction de la Sécurité Touristique et des Loisirs (DSTL), Direction du Guichet Unique (DGU), Cellule de Passation des Marchés (CPMP), Gestionnaire du Patrimoine (GP).	Conseil National du Tourisme (CNT)		
Programme 2 : Tourisme	Direction Générale de l'Industrie Touristique et Hôtelière (DGITH), Direction des Activités Touristiques (DAT), Direction de la Coopération et de la Professionnalisation (DCP), Direction des Services Extérieurs (DSE), Directions Régionales (DR : 13), Directions Départementales (DD : 20), Bureau du Tourisme à l'Etranger (BTE : 15).	Fonds de Développement Touristique (FDT) ; Côte d'Ivoire Tourisme (CIT)	- Réhabilitation et Aménagement des principaux sites touristiques de la Région du Poro ; - Réhabilitation et aménagement des sites touristiques des Régions du Haut Sassandra, de la Marahoué, du Worodougou, Tchologo, et du Bélier ; - Aménagement et valorisation du site du Pont de lianes de Lieupleu ; - Équipement du Centre d'Application aux Métiers du Tourisme et de l'Hôtellerie de Daoukro ; - Projet de construction d'un hangar, d'un magasin de stockage et un four de cuisson de poterie de Kangrassou-aluibo ; - Projet d'aménagement et de valorisation des sites touristiques des villages d'Ahouakro et de Dey-Oboguié ; -Projet d'aménagement écotouriCstique autour des chutes de la Nawa ; - Projet de réhabilitation et d'aménagement du site touristique Lac Savané d'Odienné.	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3 : Loisir	Direction Générale des Loisirs (DGL), Direction des Parcs de Loisirs, d'Attractions et des Jeux Numériques (DPLAJN), Direction de la Valorisation, de la Formation et de la Promotion des Jeux Traditionnels (DVFPJT).			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une Administration moderne et performante	**RS 1** : L'administration est moderne et performante	**IP 1.1.** Taux de réalisation des activités exécutées	(Nombre d'activités exécutées / Nombre d'activités planifiées) X100 Source : Rapport Annuel de Performance Responsable de programme 1
		IP 1.2 Taux d'atteinte des cibles des PAP	(Nombre de cibles des PAP atteintes / Nombre total des cibles des PAP) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
OG 2 : Améliorer la compétitivité de la destination Côte d'Ivoire	**RS 2** : La compétitivité de la destination Côte d'Ivoire est améliorée	**IP 2.1**. Taux de croissance des actes délivrés	[(Nombre d'actes délivrés en N – Nombre d'actes délivrés en N-1) X 100] / Nombre d'actes délivrés en N-1 Source : Rapport activités DGU
		IP 2.2. Taux de croissance des flux de touristes internationaux	[[Flux de touristes internationaux en N – flux de touristes internationaux N-1) X 100] / Flux de touristes internationaux N-1 Source : Bulletin statistique Tourisme
		IP 2.3. Taux de croissance des flux visiteurs résidents	[(Flux visiteurs résidents en N– flux visiteurs résidents N-1) X 100] / Flux visiteurs résidents N-1 Source : Bulletin statistique Tourisme
OG 3 : Promouvoir la pratique des loisirs	**RS 3** : La pratique des loisirs est promue	**IP 3.1**. Nombre de jeux traditionnels collectés	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGL
		IP 3.2. Taux de croissance des personnes sensibilisées à la pratique des activités de loisirs	((Nombre de personnes sensibilisées à la pratique des activités de loisirs en année N – Nombre de personnes sensibilisées à la pratique des activités de loisirs en année N-1) / Nombre de personnes sensibilisées à la pratique des activités de loisirs en année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DGL

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**19 207 286 052**	**21 234 615 820**	**22 271 400 201**
1.1 Ressources Intérieures	**19 207 286 052**	**21 234 615 820**	**22 271 400 201**
1.1.1 Budget Etat	19 207 286 052	21 234 615 820	22 271 400 201
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**19 207 286 052**	**21 234 615 820**	**22 271 400 201**
2.1 Personnel	**2 518 997 466**	**2 641 732 285**	**2 764 467 104**
2.1.1 Solde y compris EPN	2 518 997 466	2 641 732 285	2 764 467 104
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**7 303 638 461**	**7 733 998 072**	**7 754 543 494**
2.3 Transferts	**8 262 396 520**	**9 195 004 442**	**10 279 656 456**
2.4 Investissement	**1 122 253 605**	**1 663 881 021**	**1 472 733 147**
Trésor	*1 122 253 605*	*1 663 881 021*	*1 472 733 147*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Information et communication
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi évaluation
	Action 1.4: Gestion des ressources du ministère

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du secteur du Tourisme et des loisirs	Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions d'inspection effectuées	100%	100%	100%	100%	(Nombre de recommandations mises en œuvre / Nombre total de recommandations formulées) X 100 Source : Rapport d'activités IG
	Taux de textes législatifs et réglementaires validés	90%	90%	90%	90%	(Nombre de textes validés / Nombre total de textes soumis) X 100 Source : Rapport d'activités DAJC
	Taux d'établissements touristiques et de loisirs légalement constitués	12%	20%	25%	25%	(Nombre d'établissements légalement constitués / Nombre total d'établissements recensés) X 100 Source : Rapport d'activités DGU
	Taux d'établissements de Tourisme et des Loisirs respectant les normes de sécurité	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'établissements conformes / Nombre total d'établissements inspectés) X 100 Source : Rapport d'activités DSTL
	Taux de notes de conjoncture élaborées	100%	100%	100%	100%	(Nombre de notes de conjoncture produites / Nombre de notes prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DPSP
	Taux de réalisation des activités planifiées	91%	85%	85%	85%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) X 100 Source : Rapport d'activités DPSP
OS 2 : Améliorer les actions de communication et de documentation du ministère	Taux de couverture médiatique des activités planifiées	75%	80%	85%	85%	(Nombre d'activités couvertes médiatiquement / Nombre total d'activités planifiées) X 100 Source : Rapport d'activités DCD
	Taux des processus fonctionnels dématérialisés (digitalisés)	40%	60%	80%	80%	(Nombre de processus digitalisés / Nombre total de processus identifiés) X 100 Source : Rapport d'activités DIDDS
	Taux de fréquentation des plates-formes numériques du ministère	80%	80%	80%	80%	((Nombre de visites enregistrées / Objectif de fréquentation fixé) X 100 Source : Rapport d'activités DCD

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 3 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources du ministère	Taux d'atteinte des cibles des PAP	81,48%	85%	85%	85%	(Nombre de cibles des PAP atteintes / Nombre total des cibles des PAP) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux de marchés passés dans les délais règlementaires	89%	100%	100%	100%	(Nombre de marchés attribués dans les délais / Nombre total de marchés lancés) X 100 Source : Rapport d'activités CPMP
	Taux de mise à jour de la base de données du patrimoine du ministère	94%	100%	100%	100%	(Nombre d'éléments mis à jour / Nombre total d'éléments inventoriés) X 100 Source : Rapport d'activités GP
	Taux de mise en œuvre du plan de formation	100%	80%	80%	80%	(Nombre de formations réalisées / Nombre total de formations prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DRH

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**6 977 145 562**	**7 493 608 426**	**7 624 905 784**
Dépenses de personnel	1 807 331 128	1 918 083 064	2 028 835 000
Dépenses en biens et services	5 169 814 434	5 575 525 362	5 596 070 784
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21108 Administration Générale	**6 977 145 562**	**7 493 608 426**	**7 624 905 784**
2110801 Coordination et animation	**2 348 361 141**	**2 754 072 069**	**2 774 617 491**
2 Biens et services	**2 348 361 141**	**2 754 072 069**	**2 774 617 491**
78047300097 Coordonner les activités du Ministère	1 641 000 000	2 035 200 078	2 043 316 837
78047300098 Élaborer les textes de lois et réglementaires du secteur	35 100 265	35 100 265	35 100 265
78047300111 Gérer les activités d'abonnement du ministère	161 246 728	172 757 578	185 186 241

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21108 Administration Générale	**6 977 145 562**	**7 493 608 426**	**7 624 905 784**
78047300118 Rendre opérationnel la police touristique en vue de la sécurisation des sites et établissements de tourisme et des loisirs	52 400 000	52 400 000	52 400 000
78047300126 Assister les opérateurs du secteur dans leurs différentes démarches administratives	50 985 148	50 985 148	50 985 148
78047300131 Inspecter les services du ministère	37 159 000	37 159 000	37 159 000
78047300135 Organiser des concertations sur les orientations et la stratégie pour le développement du tourisme (CNT)	370 470 000	370 470 000	370 470 000
2110802 Information et communication	**275 000 000**	**275 000 000**	**275 000 000**
2 Biens et services	**275 000 000**	**275 000 000**	**275 000 000**
78047300090 Organiser la communication des activités du Ministère	200 000 000	200 000 000	200 000 000
90047300003 Concevoir des solutions logicielles et matérielles pour la modernisation des outils de gestion	75 000 000	75 000 000	75 000 000
2110803 Planification, programmation et suivi évaluation	**65 825 045**	**65 825 045**	**65 825 045**
2 Biens et services	**65 825 045**	**65 825 045**	**65 825 045**
78047300120 Organiser la planification générale, suivre et évaluer les activités du ministère	27 825 045	27 825 045	27 825 045
78047300148 Assurer le Suivi-évaluation des projets et faire le Bilan des activités du Ministère	20 000 000	20 000 000	20 000 000
90047390143 Collecter les données, produire et diffuser les statistiques du tourisme	18 000 000	18 000 000	18 000 000
2110804 Gestion des ressources du ministère	**4 287 959 376**	**4 398 711 312**	**4 509 463 248**
1 Personnel	**1 807 331 128**	**1 918 083 064**	**2 028 835 000**
78047300091 Prendre en charge les salaires des personnels en centrale	1 807 331 128	1 918 083 064	2 028 835 000
2 Biens et services	**2 480 628 248**	**2 480 628 248**	**2 480 628 248**
78047300092 Élaborer, suivre et évaluer la mise en œuvre du DPPD-PAP	44 000 000	44 000 000	44 000 000
78047300094 Prendre en charge les frais de déplacement des agents du bureaux du tourisme à l'étranger	19 090 757	19 090 757	19 090 757
78047300095 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	573 560 000	573 560 000	573 560 000
78047300096 Gérer les ressources humaines du ministère	61 084 844	61 084 844	61 084 844
78047300108 Prendre en charge les dépenses liées aux activités du ministère	691 600 000	691 600 000	691 600 000
78047300109 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78047300110 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	150 000 000	150 000 000	150 000 000
78047300112 Élaborer et exécuter le budget du ministère	140 945 267	140 945 267	140 945 267
78047300122 Gérer la commande publique du ministère	31 000 000	31 000 000	31 000 000
78047300123 Prendre en charge des loyers et charges locatives des locaux du ministère	224 176 800	224 176 800	224 176 800
78047300132 Prendre en charge la location de main d'œuvre occasionnelle	146 170 580	146 170 580	146 170 580
78047300133 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	40 000 000	40 000 000	40 000 000
78047300134 Prendre en charge des frais de gardiennage des locaux du ministère	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78047300151 Gérer les charges exceptionnelles des agents	300 000 000	300 000 000	300 000 000
78086000008 Gérer le patrimoine du Ministère	30 000 000	30 000 000	30 000 000

II.2.2 Programme 2 : Tourisme

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Tourisme	Action 2.1: Suivi de la réglementation, contrôle de la qualité et de la sécurité dans le secteur
	Action 2.2: Suivi des Services Extérieurs du programme
	Action 2.3: Rénovation et construction de nouvelles infrastructures du secteur
	Action 2.4: Incitation des résidents à la consommation touristique
	Action 2.5: Renforcement des capacités des acteurs du secteur
	Action 2.6: Amélioration de la visibilité de la destination Côte d'Ivoire

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Tourisme						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2024	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2026	2027	2028	
OS 1 : Améliorer l'environnement du secteur du tourisme	Taux de croissance des établissements de tourisme évalués	10%	20%	25%	25%	[Nombre d'établissements évalués (N) - Nombre d'établissements évalués (N-1) / Nombre d'établissements évalués (N-1)] X 100 Source : Rapport d'activités DAT
	Taux de croissance d'établissements de tourisme classés	5%	20%	25%	30%	[Nombre d'établissements classés (N) - Nombre d'établissements classés (N-1) / Nombre d'établissements classés (N-1)] X 100 Source : Rapport d'activités DAT
	Taux de réalisation des objectifs de performance des entités du Programme	70%	70%	80%	90%	(Nombre d'objectifs atteints/ Nombre total des objectifs fixés) X 100 Sources : Rapport d'activités DGITH
OS 2 : Améliorer l'offre de services du tourisme	Nombre d'acteurs du secteur dont les capacités professionnelles ont été renforcées	300	200	200	200	Dénombrement Sources : Rapport d'activités DCP
	Taux de réalisation des projets d'infrastructures	75%	80%	80%	90%	(Nombre de projets d'infrastructures de tourisme réalisés / Nombre de projets d'infrastructures de tourisme programmés) X 100 Sources : Rapport d'activités DGITH
	Nombre de partenariats noués	02	01	01	01	Dénombrement Sources : Rapport d'activités DCP

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : TOURISME	**5 229 257 356**	**5 817 965 478**	**5 663 452 501**
Dépenses de personnel	711 666 338	723 649 221	735 632 104
Dépenses en biens et services	1 332 940 893	1 335 430 794	1 335 430 794
Transferts	2 062 396 520	2 095 004 442	2 119 656 456
Investissements	1 122 253 605	1 663 881 021	1 472 733 147
Trésor	*1 122 253 605*	*1 663 881 021*	*1 472 733 147*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22109 Tourisme	**5 229 257 356**	**5 817 965 478**	**5 663 452 501**
2210901 Suivi de la réglementation, contrôle de la qualité et de la sécurité dans le secteur	**531 383 666**	**533 873 567**	**533 873 567**
2 Biens et services	**531 383 666**	**533 873 567**	**533 873 567**
78047300149 Evaluer les établissements touristiques	56 700 000	56 700 000	56 700 000
78047300150 Classer les Etablissements de tourisme	22 300 000	22 300 000	22 300 000
90047300004 Coordonner et évaluer les activités des Directions Centrales	452 383 666	454 873 567	454 873 567
2210902 Suivi des Services Extérieurs du programme	**756 057 227**	**756 057 227**	**756 057 227**
2 Biens et services	**756 057 227**	**756 057 227**	**756 057 227**
11047300011 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Yamoussoukro)	26 272 417	26 272 417	26 272 417
14047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Dimbokro)	29 729 897	29 729 897	29 729 897
15047300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Daoukro)	13 780 031	13 780 031	13 780 031
17047300003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de Gbêkê (Bouaké)	28 110 500	28 110 500	28 110 500
18047300002 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Katiola)	22 872 114	22 872 114	22 872 114
22047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Touba)	15 600 503	15 600 503	15 600 503
23047300003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Kabadougou (Odienné)	20 854 476	20 854 476	20 854 476
24047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (ferkessédougou)	15 478 329	15 478 329	15 478 329
25047300005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Poro (Korhogo)	35 289 988	35 289 988	35 289 988
26047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Boundiali)	22 938 109	22 938 109	22 938 109
28047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Bouna)	20 103 707	20 103 707	20 103 707
31047300003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Haut Sassandra (Daloa)	24 046 831	24 046 831	24 046 831

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22109 Tourisme	**5 229 257 356**	**5 817 965 478**	**5 663 452 501**
32047300002 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Gagnoa)	17 544 317	17 544 317	17 544 317
35047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Bouaflé)	15 055 613	15 055 613	15 055 613
36047300002 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Worodougou (Séguéla)	20 299 323	20 299 323	20 299 323
37047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Mankono)	13 591 957	13 591 957	13 591 957
41047300010 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Danané)	15 921 962	15 921 962	15 921 962
41047300011 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Tonkpi (Man)	26 475 821	26 475 821	26 475 821
42047300002 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Guiglo)	13 869 860	13 869 860	13 869 860
51047300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Divo)	14 840 688	14 840 688	14 840 688
55047300004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la région San-Pédro (San-Pédro)	31 612 602	31 612 602	31 612 602
56047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Soubré)	15 202 648	15 202 648	15 202 648
57047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Sassandra)	14 289 499	14 289 499	14 289 499
61047300003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de l'Indénié-Djuablin	29 322 031	29 322 031	29 322 031
62047300003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Gontougo (Boundoukou)	22 176 495	22 176 495	22 176 495
71047300003 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Sud Comoé (Grand-Bassam)	34 595 000	34 595 000	34 595 000
76047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Agboville)	16 825 361	16 825 361	16 825 361
77047300002 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Adzopé)	24 747 314	24 747 314	24 747 314
78047300088 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Abidjan Sud)	14 237 800	14 237 800	14 237 800
78047300115 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Abidjan Nord)	14 872 730	14 872 730	14 872 730
78047300127 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région des Lagunes (Abidjan Sud)	31 038 130	31 038 130	31 038 130
78047300140 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région des Lagunes (Abidjan Nord)	33 619 304	33 619 304	33 619 304
79047300003 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Dabou)	20 841 870	20 841 870	20 841 870
90047300002 Coordonner et évaluer les activités des services extérieurs	40 000 000	40 000 000	40 000 000
2210903 Rénovation et construction de nouvelles infrastructures du secteur	**1 122 253 605**	**1 663 881 021**	**1 472 733 147**
4 Investissements	**1 122 253 605**	**1 663 881 021**	**1 472 733 147**
Trésor	***1 122 253 605***	***1 663 881 021***	***1 472 733 147***
78047300130 Réhabilitation et aménagement des sites touristiques des régions du haut Sassandra, de la Marahoué, du Tchologo, du Worodougou et du Bélier	137 620 940	0	0
76047300004 Aménagement et valorisation touristique du site archéologique de Ahouakro (Agboville)	48 795 470	0	0
56047300004 Aménagement écotouristique autour des chutes de la Nawa	135 800 000	133 846 453	0
41047300009 Aménagement et valorisation du site du pont de liane de Lieupleu	42 652 238	0	0
25047300004 Réhabilitation et aménagement des principaux sites touristiques de la région du Poro	100 000 000	0	0
23047300004 Réhabilitation et aménagement du site touristique "Lac Savane" d'Odienné	107 384 957	300 000 000	272 733 147
15047300008 Equipement du Centre d'Application aux métiers du Tourisme et de l'Hôtellerie de Daoukro	550 000 000	1 230 034 568	1 200 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22109 Tourisme	**5 229 257 356**	**5 817 965 478**	**5 663 452 501**
2210904 Incitation des résidents à la consommation touristique	**1 000 000 000**	**1 014 329 631**	**1 028 659 261**
3 Transferts	**1 000 000 000**	**1 014 329 631**	**1 028 659 261**
78047300113 Apporter un appui aux activités et manifestations socio-culturelles à caractère touristique	1 000 000 000	1 014 329 631	1 028 659 261
2210905 Renforcement des capacités des acteurs du secteur	**387 544 093**	**395 500 000**	**395 500 000**
2 Biens et services	**45 500 000**	**45 500 000**	**45 500 000**
78047300099 Renforcer les capacités des acteurs du secteur et nouer des partenariats de coopération	45 500 000	45 500 000	45 500 000
3 Transferts	**342 044 093**	**350 000 000**	**350 000 000**
78047300102 Transférer la subvention au FDT pour faciliter l'accès au financement des opérateurs	342 044 093	350 000 000	350 000 000
2210906 Amélioration de la visibilité de la destination Côte d'Ivoire	**1 432 018 765**	**1 454 324 032**	**1 476 629 299**
1 Personnel	**711 666 338**	**723 649 221**	**735 632 104**
78047300106 Transférer les subventions équilibre personnel au CIT	711 666 338	723 649 221	735 632 104
3 Transferts	**720 352 427**	**730 674 811**	**740 997 195**
78047300104 Réaliser les activités de promotion de la destination Côte d'Ivoire et le tourisme interne	720 352 427	730 674 811	740 997 195

II.2.3 Programme 3 : Loisir

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Loisir	Action 3.1: Construction et mise à niveau d'infrastructures de loisirs
	Action 3.2: Promotion des jeux traditionnels
	Action 3.3: Vulgarisation de la pratique des loisirs

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Loisir						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer l'offre de loisirs	Taux d'infrastructures mises aux normes	41,67%	55%	60%	65%	Nombre d'infrastructures de loisirs mises aux normes /Nombre total d'infrastructures identifiées) X 100 Source : Rapport d'activités annuel DPLAJEN
	Proportion d'acteurs dont les capacités ont été renforcées	15%	25%	35%	45%	(Nombre d'acteurs dont les capacités ont été renforcées / Nombre d'acteurs programmés pour le renforcement des capacités) X 100 Source : Rapport d'activités annuel DPLAJEN

Programme 3 : Loisir						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Promouvoir les jeux traditionnels	Nombre de jeux traditionnels collectés	303	360	400	440	Dénombrement Source : Rapport d'activités annuel DVFPJT
	Taux de régions couvertes en termes de collecte de jeux traditionnels	54,83%	71%	74%	84%	(Nombre de régions couvertes en termes de collecte / nombre total de régions) X 100 Source : Rapport d'activités annuel DVFPJT
	Taux de régions, Districts d'Abidjan et Yamoussoukro inclus abritant 10 clubs de jeux traditionnels	3%	6%	9%	12%	(Nombre de régions, Districts d'Abidjan et Yamoussoukro inclus, ayant 10 clubs de jeux traditionnels / nombre total de régions) X 100 Source : Rapport d'activités annuel DVFPJT
OS 3 : Promouvoir la pratique des loisirs sains	Taux de croissance des personnes sensibilisées à la pratique des activités de loisirs	39,10%	45%	55%	65%	[(Nombre de personnes sensibilisées à la pratique des activités de loisirs en année N - Nombre de personnes sensibilisées à la pratique des activités de loisirs en année N-1) / Nombre de personnes sensibilisées à la pratique des activités de loisirs en année N-1] X 100 Source : Rapport d'activités DGL
	Taux de fréquentation des espaces de loisirs agréés	58,28%	30%	35%	40%	(Nombre de personnes fréquentant les espaces de loisirs en année N / la capacité d'accueil des espaces agréés de loisirs en année N) X 100 Source : Rapport d'activités DGL
	Taux de croissance des activités de loisirs sains réalisées	5%	10%	15%	20%	(Nombre d'activités de loisirs sains organisées en année N – Nombre d'activités de loisirs sains organisées en année N-1) / Nombre d'activités de loisirs sains organisées en N-1) X 100 Sources : Rapports d'activités annuel DVFPJT / DPLAJEN

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : LOISIR	**800 883 134**	**823 041 916**	**823 041 916**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	800 883 134	823 041 916	823 041 916
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22111 Loisir	**800 883 134**	**823 041 916**	**823 041 916**
2211102 Construction et mise à niveau d'infrastructures de loisirs	**108 844 415**	**108 844 415**	**108 844 415**
2 Biens et services	**108 844 415**	**108 844 415**	**108 844 415**
90047300006 Mettre en conformité et aux normes les espaces, infrastructures et équipements techniques et professionnelles des loisirs	108 844 415	108 844 415	108 844 415
2211103 Promotion des jeux traditionnels	**60 000 000**	**60 000 000**	**60 000 000**
2 Biens et services	**60 000 000**	**60 000 000**	**60 000 000**
78086000005 Renforcer les capacités des acteurs du secteur des loisirs	29 500 000	29 500 000	29 500 000
78086000006 Mettre en œuvre et suivre les activités des centres de loisirs	15 950 000	15 950 000	15 950 000
78086000007 Sensibiliser les populations à la pratique des activités de loisirs	14 550 000	14 550 000	14 550 000
2211104 Vulgarisation de la pratique des loisirs	**632 038 719**	**654 197 501**	**654 197 501**
2 Biens et services	**632 038 719**	**654 197 501**	**654 197 501**
90047300005 Coordonner et évaluer les activités des Directions Centrales de la DGL	632 038 719	654 197 501	654 197 501

II.2.4 Programme 4 : Fonds de Développement Touristique

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Fonds de Développement Touristique	Action 4.1: Coordination et animation des activités du FDT
	Action 4.2: Soutien au développement du secteur du Tourisme et des Loisirs

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Fonds de Développement Touristique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer la gouvernance du FDT	Taux de sessions tenues par le Comité de Gestion	100%	100%	100%	100%	(Nombre de sessions tenues / Nombre total de sessions prévues) x 100 Source : Rapport d'activités FDT
	Taux de mise en œuvre des diligences du Comité de Gestion	90%	90%	90%	90%	(Nombre de diligences mises en œuvre / Nombre total de diligences) x 100 Source : Rapport d'activités FDT

Programme 4 : Fonds de Développement Touristique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Renforcer l'appui au développement du secteur	Taux d'acteurs du tourisme et des loisirs ayant bénéficié de renforcement de capacités	90%	90%	90%	90%	(Nombre d'acteurs du tourisme et des loisirs ayant bénéficié de renforcement de capacités / Nombre total d'acteurs du tourisme et des loisirs retenus) X 100 Source : Rapport d'activités FDT
	Taux de projets sélectionnés ayant bénéficié d'un Appui	40%	40%	40%	40%	(Nombre de projets sélectionnés et financés / Nombre total de projets sélectionnés) X 100 Source : Rapport d'activités FDT
	Taux d'activités ayant bénéficié d'un appui	60%	60%	70%	70%	(Nombre d'activités ayant bénéficié d'un appui / Nombre total d'activités planifiées) X 100 Source : Rapport d'activité FDT

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : FONDS DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	**2 700 000 000**	**3 000 000 000**	**3 360 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	2 700 000 000	3 000 000 000	3 360 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23235 Fonds de Développement Touristique	**2 700 000 000**	**3 000 000 000**	**3 360 000 000**
2323501 Coordination et animation des activités du FDT	**650 000 000**	**700 000 000**	**800 000 000**
3 Transferts	**650 000 000**	**700 000 000**	**800 000 000**
78047300165 Renforcer les capacités du personnel des établissements de tourisme et des organisations professionnelles	250 000 000	250 000 000	350 000 000
78047300166 Former et perfectionner des agents du secteur public	200 000 000	220 000 000	220 000 000
78047300167 Appuyer l'opération d'inspection et de contrôle des établissements du tourisme	95 000 000	110 000 000	110 000 000
78047300168 Appuyer l'opération de classement, de reclassement, de l'immatriculation et confectionner des panonceaux pour les établissements du tourisme	105 000 000	120 000 000	120 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23235 Fonds de Développement Touristique	**2 700 000 000**	**3 000 000 000**	**3 360 000 000**
2323502 Soutien au développement du secteur du Tourisme et des Loisirs	**2 050 000 000**	**2 300 000 000**	**2 560 000 000**
3 Transferts	**2 050 000 000**	**2 300 000 000**	**2 560 000 000**
78047300169 Appuyer des projets d'investissements à caractère touristique et hôtelier	400 000 000	400 000 000	400 000 000
90047390144 Appuyer la recherche de financements au profit des établissements de tourisme	100 000 000	100 000 000	100 000 000
90047390145 Appuyer des activités de communication et de promotion (Cérémonies : les Sublimes du Tourisme, JMT, salons, foires, lancements de projets, etc.)	1 250 000 000	1 500 000 000	1 760 000 000
90047390146 Financer des études de projets	300 000 000	300 000 000	300 000 000

II.2.5 Programme 5 : Appui au financement de la promotion du secteur touristique

II.2.5.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 5 : Appui au financement de la promotion du secteur touristique	Action 5.1: Développement du tourisme interne
	Action 5.2: Développement du tourisme international récepteur

II.2.5.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Appui au financement de la promotion du secteur touristique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Promouvoir le tourisme interne	Nombre d'évènements à caractère touristique organisés par Côte d'Ivoire Tourisme	0	6	7	7	Dénombrement Source : Rapport d'activités CIT
	Taux de croissance des évènementiels accompagnés	28%	15%	20%	25%	((Nombre d'évènements accompagnés en année n - Nombre d'évènements accompagnés en année n-1) / Nombre d'évènements accompagnés en année n-1) X 100 Source : Rapport d'activités CIT
	Nombre de supports de promotion produits (Guide voyage, Carte touristique, Plan guide, etc…)	32 712	72 000	73 000	74 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités CIT
	Nombre d'éductours organisés	3	2	3	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités CIT

Programme 5 : Appui au financement de la promotion du secteur touristique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Promouvoir le tourisme récepteur	Nombre de participations aux foires et salons	0	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités CIT
	Taux de couverture en supports de promotion des bureaux du Tourisme à l'étranger et Ambassades ayant formulé des demandes de supports de promotion	100%	100%	100%	100%	(Nombre de bureaux de tourisme à l'étranger et d'Ambassades couverts / Nombre total de bureaux de tourisme à l'étranger et Ambassades ayant formulé des demandes de supports de promotion) x 100 Source : Rapport d'activités CIT

II.2.5.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 5 : APPUI AU FINANCEMENT DE LA PROMOTION DU SECTEUR TOURISTIQUE	**3 500 000 000**	**4 100 000 000**	**4 800 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	3 500 000 000	4 100 000 000	4 800 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23236 Appui au financement de la promotion du secteur touristique	**3 500 000 000**	**4 100 000 000**	**4 800 000 000**
2323601 Développement du tourisme interne	**2 754 750 000**	**3 246 030 980**	**3 819 494 841**
3 Transferts	**2 754 750 000**	**3 246 030 980**	**3 819 494 841**
78044100136 Prendre en Charge les dépenses de fonctionnement du programme	932 638 837	1 092 493 134	1 278 544 714
78047300152 Organiser les foires et salons	625 730 107	745 809 077	874 590 363
78047300153 Participer aux foires et salons professionnel au plan national	300 000 000	351 420 000	397 191 612
78047300155 Produire les supports de promotion	585 500 000	685 854 700	802 655 755
78047300158 Organiser et coordonner les voyages de familiarisation (Eductours)	60 000 000	70 284 000	82 253 365
78047300159 Appuyer le Fonds de Développement Touristique (FDT)	80 000 000	100 000 000	150 000 000
90047390147 Communiquer sur l'offre touristique au plan national	170 881 056	200 170 069	234 259 032
2323606 Développement du tourisme international récepteur	**745 250 000**	**853 969 020**	**980 505 159**
3 Transferts	**745 250 000**	**853 969 020**	**980 505 159**
78047300160 Participer aux foires et salons professionnel majeurs au niveau international	290 000 000	339 706 000	397 557 932
78047300162 Communiquer sur l'offre touristique au plan international	344 300 000	403 313 020	471 997 227
78047300163 Réaliser les transferts aux régies d'avances, près des Bureaux du Tourisme à l'étranger	90 000 000	90 000 000	90 000 000
78047300164 Prendre en charge l'Affiliation à l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT)	20 950 000	20 950 000	20 950 000

SECTION 351 : MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

SECTION 351 : MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de la gouvernance

- l'insuffisance du renforcement des capacités de l'administration centrale et déconcentrée ;
- l'inadaptation de la formation initiale par rapport aux besoins du secteur ;
- le faible niveau de formation et d'organisation des opérateurs du secteur ;
- la faible capacité de mobilisation des ressources pour financer les projets et programmes de développement du secteur ;
- l'insuffisance des ressources humaines et matérielles ;
- l'absence de données statistiques fiables.

Au niveau du sous-secteur des ressources animales

- la persistance des conflits agriculteurs/éleveurs inhérents à la coexistence sur l'espace rural ;
- la résurgence des maladies animales et la menace des épizooties ;
- le faible niveau de biosécurité dans les exploitations de production animale ;
- la présence de glossines dans les principales zones d'élevage ;
- l'insuffisance et la vétusté des infrastructures de base, notamment les aménagements pastoraux, les marchés à bétail, les postes de contrôle sanitaire aux frontières et les abattoirs ;
- la faible performance du matériel génétique ;
- l'insuffisance des aires de pâturages et le coût élevé des intrants ou matières premières pour l'alimentation du bétail ;
- la recrudescence du vol de bétail ;
- l'insuffisance des contrôles sanitaires des Denrées Animales et d'Origine Animale (DAOA) ;
- la faible compétitivité des productions locales vis-à-vis des produits importés ;
- la faible valorisation des produits et sous-produits animaux ;
- le faible niveau de qualification, de professionnalisme et d'encadrement des acteurs.

Au niveau des sous-secteurs pêche et aquaculture

- l'insuffisance de la surveillance des pêches ;
- l'existence de la Pêche Illicite Non Déclarée et Non Règlementée (Pêche INN) ;
- la faible disponibilité des alevins et aliments de qualité ;
- l'insuffisance et la vétusté des infrastructures de base, notamment les débarcadères ;
- le taux élevé des pertes post-captures dans la pêche artisanale ;
- le faible niveau de transformation des produits de pêche artisanale.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de la gouvernance **:**

- la mise en œuvre du projet de construction, réhabilitation et équipement des services du Ministère ;
- la mise à disposition du personnel et du matériel nécessaires à la réalisation des activités ;
- la formation des agents à la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et le nouveau cadre de gestion budgétaire ;
- la formation des agents à l'inspection des établissements manipulant les Denrées Animales et d'Origine Animale (DAOA) ;
- l'élaboration des annuaires des statistiques des ressources animales et halieutiques ;
- la mise en œuvre de la Politique Nationale de Développement de l'Elevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PONADEPA) 2022-2026 ;
- l'augmentation et la répartition optimale de l'enveloppe budgétaire accordée au Ministère ;
- la mise en place d'un comité sectoriel de Partenariat Public Privé (PPP) ;
- la mise en œuvre du Projet de Renforcement des Systèmes d'Informations dans le secteur des ressources animales et halieutiques ;
- la création de cinq (05) interprofessions dans les filières prioritaires.

Au niveau du sous-secteur des ressources animales :

- la création des Centres d'Application et de Spécialisation (CAS) en élevage (bovins, ovins, caprins, porcs, volailles, élevages en développement) et en alimentation animale ;
- l'adoption et la promulgation de la Loi n° 2016-413 du 15 juin 2016 relative à la transhumance et aux déplacements du bétail ;
- la signature de trois décrets d'application de la loi relative à la transhumance et aux déplacements du bétail ;
- la signature d'un décret fixant les conditions d'exercice des métiers liés aux ressources animales et halieutiques ;
- la signature d'un décret fixant les règles générales d'identification des animaux, des propriétaires et des locaux ;
- la signature d'un décret fixant les conditions d'installation des exploitations d'élevage ;
- la signature d'un arrêté portant création, attribution, organisation et fonctionnement du Groupe de Travail de Suivi de l'Approvisionnement des Marchés en Bétail (GT-SAM) ;
- la signature d'un décret portant création, attribution, composition et fonctionnement du Comité National et des Comités Régionaux de Transhumance et des Déplacements des Bétails ;
- la sensibilisation des agriculteurs et éleveurs pour une cohabitation pacifique ;
- la sensibilisation et la formation des acteurs au concept de biosécurité dans les fermes et sur les marchés ;
- la formation des éleveurs et auxiliaires d'élevage dans le cadre de la lutte contre les tiques, vecteurs de graves maladies du bétail (cowdriose, etc.) ;
- l'organisation de campagnes de vaccinations obligatoires contre la PPCB, la PPR, la rage canine, la maladie de New Castel, le charbon bactéridien ;
- la mise en place d'un dispositif national de collecte et de rapportage de données et d'informations sanitaires vétérinaires à l'OMSA ;
- l'installation des Groupements de Défense Sanitaire (GDS) dans la filière porcine, ruminant et cunicole ;
- le renforcement de contrôle sanitaire aux frontières ;
- la réalisation régulière des inspections zoosanitaires des Etablissements du secteur manipulant les DAOA ;
- l'appui institutionnel de l'Etat à l'installation de quinze (15) vétérinaires privés ;
- la création et l'entretien de pâturages artificiels ;
- la création de cellule d'opérations d'urgence de santé publique vétérinaire ;
- la valorisation des produits et sous-produits agricoles dans l'alimentation animale ;
- l'installation de promoteurs d'élevage de bovins (naisseurs et laitiers), d'ovins, de volailles (chair, pondeuses, et traditionnelles), de porcs, de lapins, d'abeille, d'aulacode, etc. ;
- la réhabilitation de germoplasm (banque de gênes fourragères) ;
- la construction et la réhabilitation d'abattoirs ;

- l'aménagement et la gestion des points de débarquements d'animaux ;
- la poursuite de la mise en œuvre de l'identification des animaux, des propriétaires et des locaux.

Au niveau des sous-secteurs pêche et aquaculture **:**

- la délivrance de licences de pêche ;
- la formation des agents des pêches sur le Code de Conduite pour une Pêche Responsable (CCPR) et sur la Pêche Illicite Non déclarée et Non réglementée (INN) ;
- la mise en place du Centre de Surveillance des Pêches (CSP) pour renforcer le dispositif de surveillance des pêches ;
- l'instauration de la fermeture saisonnière des pêches ;
- l'adoption et la promulgation de la Loi n° 2016-554 du 26 Juillet 2016 relative à la pêche et à l'aquaculture ;
- le renforcement des capacités de points de débarquement de la pêche artisanale mis en place ;
- la création d'un Centre d'Application et de Spécialisation (CAS) en aquaculture basé à Jacqueville et disposant de six (06) antennes (Mopoyem, Abengourou, Aboisso, Bouaké, Bongouanou et Dompleu) ;
- la production et la distribution d'alevins performants aux pisciculteurs ;
- l'installation de fours améliorés pour la transformation artisanale du poisson.

I.1.3. Défis et priorités

- la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en matière de protéines animales et halieutiques dans un contexte de croissance démographique et d'urbanisation accélérées ;
- la professionnalisation et la structuration des acteurs du secteur, afin de les rendre plus responsables et autonomes ;
- la création d'un cadre réglementaire et institutionnel adapté, en vue de renforcer l'environnement des affaires spécifiques au secteur afin de relever le niveau d'investissement du secteur privé ;
- la production de statistiques de qualité, pour permettre la prise de décision pertinente ;
- le renforcement de la sécurité sanitaire des denrées animales et d'origine animale par une amélioration des conditions de transformation, de conservation et de commercialisation des produits animaux et halieutiques ;
- la modernisation des systèmes de production afin de promouvoir un secteur pourvoyeur d'emplois décents, stables et rémunérateurs ;
- l'amélioration du niveau d'intégration des jeunes et des femmes dans le secteur des ressources animales et halieutiques ;
- la sécurisation foncière des espaces destinés aux activités de productions animales et halieutiques ;
- la mise en place de mécanismes de financement adaptés aux secteurs des productions animales et halieutiques ;
- le renforcement du contrôle et de l'éradication des maladies animales prioritaires, afin de réduire leurs impacts sanitaires et socio-économiques ;
- l'amélioration continue de la part du marché international des produits halieutiques transformés, notamment le thon.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la promotion du développement rural du secteur ;
- l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions animales et halieutiques ;
- l'approvisionnement du marché national en protéines animales et halieutiques de qualité ;
- le renforcement de la coopération internationale dans le domaine agricole.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la production des ressources animales est accrue ;
- l'espace pastoral est mieux géré ;
- les ressources halieutiques sont gérées durablement et mieux valorisées ;
- l'aquaculture est développée et compétitive ;
- la sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale est garantie ;
- l'environnement sanitaire des élevages est mis aux normes.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2023-820 du 25 octobre 2023** portant attribution des Membres du Gouvernement, en son **article 18**, le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière des Ressources animales et halieutiques.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'Initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- planification, promotion et développement des ressources animales, de l'aquaculture et de la pêche ;
- réglementation et contrôle de la qualité des aliments du bétail, volaille et poisson ;
- amélioration, contrôle de la santé animale et de la veille sanitaire ;
- amélioration de la productivité en matière de production animale et halieutique ;
- développement d'une grande capacité de stockage ;
- réglementation, promotion et contrôle des médicaments, produits et matériels vétérinaires, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- promotion et contrôle des établissements animaliers ;
- identification et suivi de la mise en œuvre des aménagements pastoraux et de l'exploitation de l'espace rural y afférent, en liaison avec les Ministres chargés du Développement Rural, de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- participation à la promotion des infrastructures de transformation et de commercialisation des produits animaux et halieutiques en liaison avec les Ministres chargés de l'Industrie et du Commerce ;
- aménagement et gestion des infrastructures d'élevage de pêche et d'aquaculture ;
- participation à la promotion à la réglementation et au contrôle de la pêche maritime, fluvio-lagunaire et continentale ;
- participation au contrôle et à la surveillance de la zone économique exclusive ;
- participation à la promotion à la réglementation et au contrôle de la transformation et de commercialisation des produits animaux et halieutiques, en liaison avec le Ministre chargé de l'Industrie et du Commerce ;
- participation aux formations professionnelles initiale et continue dans le secteur des ressources animales et halieutiques, en liaison avec les Ministres concernés ;
- formation et encadrement des acteurs du secteur des ressources animales et halieutiques avec notamment la mise à la disposition des éleveurs, pêcheurs et aquaculteurs de conseils en matière technique et de gestion ;
- promotion des organisations professionnelles d'élevage, d'aquaculture et de pêche ;
- appui à la modernisation et à la création des exploitations et des structures de production animale et d'aquaculture ;
- élaboration et participation au suivi des programmes de développement du secteur des ressources animales et halieutiques ;
- élaboration et suivi de la réglementation en matière d'hygiène publique vétérinaire et de qualité, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;

- contrôle et suivi de la sécurité alimentaire des denrées animales et d'origine animale au niveau de la production, de la transformation et de la distribution, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- promotion et contrôle des normes zootechniques ;
- négociations et suivi des conventions et accords internationaux dans les domaines des ressources animales et halieutiques, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- inspection et contrôle sanitaire vétérinaire sur le territoire national ainsi qu'aux frontières, des animaux, des denrées animales et d'origine animale ainsi que des produits halieutiques et aliments pour animaux et espèces halieutiques ;
- participation à la lutte contre les zoonoses, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- promotion et développement de la pêche sportive en liaison avec le Ministère en charge du Tourisme et des Loisirs ;
- promotion de la gestion durable des ressources animales et halieutiques ;
- contrôle et surveillance des activités de pêche dans les eaux continentales et lagunaires ;
- participation à la recherche scientifique en matière d'aquaculture et de pêche, en liaison avec le Ministère en charge de la Recherche Scientifique.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Développement des productions animales
- Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques
- Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet ; - Inspection Générale (IG) ; - Direction des Affaires Financières (DAF) ; - Direction des Ressources Humaines (DRH) ; - Direction de la Planification, des Statistiques et des Programmes (DPSP) ; - Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale (DAJUCI) ; - Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP) ; - Service Informatique (SI) ; - Service de la Documentation et des Archives (SDA) ; - Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) ; - Service Gestion du Patrimoine (SGP) ; - Service d'Inspection et de Contrôle Sanitaires en frontière (SICOSAV) ;	Représentation Technique du MIRAH auprès de la FAO, le FIDA et le PAM à Rome en Italie ; Représentation Technique du MIRAH à Tokyo au Japon ; Représentation Technique du MIRAH à Brasilia au Brésil.	- Projet d'Appui au Programme Social du Gouvernement phase 2 (PA-PSGOUV 2).	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	-Centre de Surveillance des Pêches (CSP) ; - Centres d'Application et de Spécialisation aux métiers des Ressources Animales et Halieutiques (CAS) : (11) ; - Direction de la Formation, de la Vulgarisation et de la Valorisation des Produits (DF2VP) ; - Direction des Organisations Professionnelles et de l'Appui au Financement (DOPAF) ; - Directions Régionales (DR) : (33) ; - Directions Départementales (DD) : (78) ; - Postes d'Elevage de Pêche et d'Aquaculture (PEPA) :(263) ; - Postes d'entrée : (25) **;**			
Programme 2 : Développement des productions animales	Direction des Productions Animales (DPA) ; Direction de la Nutrition Animale, de la Gestion des Espaces Pastoraux, de Pêches et d'Aquaculture (DNAGEPPA).	Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC) ; Ranch de la Marahoué.	- Projet d'appui à la gestion de l'espace rural et pastoral (PRO-PASTORAL) ; - Projet de développement de la filière porcine (PRO-PORC) ; - Projet renforcement de la filière avicole (PRO-AVICOLE) ; - Projet d'appui aux élevages en développement (PRO-EL DEVELOPPEMENT) ; - Projet de préservation des races locales (PRO-RACE) ; - Projet de production bouchère bovine (PRO-BOVINE) ; - Projet d'amélioration de l'alimentation du bétail (PRO-ALIMENTS) ; - Projet national intégré de développement des productions animales (PRO-INTEGRE) ; - Projet de développement de l'élevage des petits ruminants (PRO-OVINS) ; - Projet de développement et de promotion de la production laitière (PRO-LAIT).	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques	Direction de l'Aquaculture (DA) ; Direction des Pêches (DP).	Opération régime franc	- Programme d'Appui à la Gestion Durable des Ressources Halieutiques (PAGDRH) ; - Projet de Développement des Chaine de Valeurs de la Pêche et de l'Aquaculture dans les Pays ACP (ACP-FISH4) ; - Projet de Relance de la Pisciculture Continentale En Côte d'ivoire (PREPICO II) ; - Projet de redynamisation des points de débarquements aménagés (PRO-DEBARQUEMENT) ; - Projet de conservation de la biodiversité halieutique (PRO-BIODIVERSITE) ; - Projet d'amélioration du suivi contrôle et surveillance des pêches (PRO-SURVEILLANCE PECHE) ; - Projet de développement des techniques de valorisation des produits halieutiques (PRO-VALORISATION) ; - Projet d'amélioration de la production d'intrants et de produits piscicoles performants (PRO-AQUACOLE) ; - Projet de diversification de la production aquacole (PRO-DIVERSIFICATION) ; - Projet PPF Economie Bleue.	
Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire	Direction des Services Vétérinaires et du Bien Être Animal (DSVBA)		- Projet d'amélioration du bien-être animal en côte d'ivoire (PRO-BIEN ETRE) ; - Projet d'appui à l'amélioration de la sécurité sanitaire des denrées animales et d'origine animales (PRO-SECURITE DAOA) ; - Projet de contrôle des maladies enzootiques (PRO-MALADIES) ; - Projet de renforcement de la surveillance épidémiologique des dangers sanitaires vétérinaires (PRO-DANGERS SANTAIRES).	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Développer une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national	**RS 1.1** : L'administration est moderne et performante	**IP.1.1** : Taux de réalisation des activités	(Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités prévues) X 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
OG2 : Améliorer la productivité des élevages en Côte d'Ivoire	**RS 2.1**. La production des ressources animales est accrue	**IP 2.1.1**. Taux de couverture des besoins en viande et abats	(Quantité produite année N - Quantité produite année N-1) / Quantité produite année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DPA
	RS 2.2. : L'espace pastoral est mieux géré	**IP 2.2.1.** Taux d'accroissement de la production fourragère	(Quantité de fourrage produite année N – Quantité de fourrage produite année N-1) / Quantité de fourrage produite année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DNAGEPPA
OG 3 : Assurer une gestion durable des ressources halieutiques	**RS 3.1**. : Les ressources halieutiques sont mieux gérées et valorisées	**IP 3.1.1.** Taux de couverture des besoins en ressources halieutiques par la production nationale	((Production année N) / (Consommation année N)) X 100 Sources : Rapports d'activités DA / DP
		IP 3.2.1. Proportion de navires contrôlés en infraction	((Nombre de navires contrôlés en situation d'infraction) / (Nombre total de navires contrôlés)) X 100 Source : Rapport d'activités DP
OG 4 : Mettre aux normes l'environnement sanitaire des animaux et garantir la sécurité sanitaire des denrées animales d'origine animale en Côte d'Ivoire	**RS 4.1.** : La sécurité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale est garantie	**IP 4.1.1**: Taux d'élimination des épizooties	(Nombre de foyers d'épizooties éteints / Nombre de foyers d'épizooties déclarés) X 100 Source : Rapport d'activités DSVBA
		IP 4.2.1: Taux d'accroissement des contrôles et inspections vétérinaires (abattoirs, restaurants, marchés, établissements des DAOAs et postes d'inspection en frontières)	((Nombre d'inspections et de contrôles réalisés en N - Nombre d'inspections et de contrôles réalisés en N - 1 / Nombre total d'inspections et de contrôle à réaliser (N-1)) X 100 Source : Rapport d'activités DSVBA

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**26 700 912 028**	**43 615 295 903**	**47 066 352 857**
1.1 Ressources Intérieures	**18 938 912 028**	**37 863 105 703**	**43 421 434 257**
1.1.1 Budget Etat	18 938 912 028	37 863 105 703	43 421 434 257
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1.2 Ressources Extérieures	**7 762 000 000**	**5 752 190 200**	**3 644 918 600**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	7 762 000 000	5 752 190 200	3 644 918 600
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**26 700 912 028**	**43 615 295 903**	**47 066 352 857**
2.1 Personnel	**7 347 564 707**	**7 606 764 690**	**7 865 964 673**
2.1.1 Solde y compris EPN	7 347 564 707	7 606 764 690	7 865 964 673
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**3 566 575 324**	**4 156 010 379**	**4 314 854 308**
2.3 Transferts et subventions	**1 813 492 443**	**1 995 512 471**	**2 021 546 425**
2.4 Investissement	**13 973 279 554**	**29 857 008 363**	**32 863 987 451**
Trésor	*6 211 279 554*	*24 104 818 163*	*29 219 068 851*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*7 762 000 000*	*5 752 190 200*	*3 644 918 600*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Appui à la valorisation et à la commercialisation des produits des filières animales et halieutiques
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.4: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.5: Information et communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la gouvernance du secteur	Taux de réalisation des contrôles des structures	100%	100%	100%	100%	(Nombre de structures contrôlées / Nombre total de structures à contrôler) X 100 Prévisions : 2026 : 12 ; 2027 : 12 ; 2028 : 12 Source : Rapport d'activités IG
	Proportion de textes soumis au SGG	100%	100%	100%	100%	(Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis au SGG / Nombre de textes législatifs et réglementaires prévus) X 100 Source : Rapport d'activités DAJUCI
	Pourcentage de conférences, séminaires et salons internationaux suivis	100%	100%	100%	100%	(Nombre de conférences, séminaires et salons internationaux suivis / Nombre total de conférences, séminaires et salons internationaux prévus) X 100 Source : Rapport d'activités DAJUCI
	Proportion d'Organisations Professionnelles fonctionnelles	40%	50%	55%	60%	(Nombre d'organisations professionnelles fonctionnelles / Nombre d'organisations professionnelles existantes) X 100 Prévisions : 2026 : 804 ; 2027 : 835 ; 2028 : 879 Source : Rapport d'activités DOPAF
	Taux annuel de transformation des produits animaux et halieutiques	55%	56%	58%	60%	(Tonnage des produits transformés / Tonnage de la production totale) X 100 NB : Excepté le thon entièrement exporté et les produits en développement en quantité négligeable Source : Rapport d'activités DF2VP
	Taux annuel des investissements privés dans le secteur des ressources animales et halieutiques	1%	1,5%	1,5%	1,5%	(Montant des investissements privés dans le secteur des Ressources Animales et Halieutiques / Montant global des investissements générés par le CEPICI) X 100 Source : Rapport d'activités DF2VP
	Proportion d'acteurs formés à la commercialisation	42%	70%	75%	80%	(Nombre d'acteurs formés à la commercialisation / Nombre total d'acteurs à former à la commercialisation) X 100 Source : Rapport d'activités DF2VP
	Nombre d'abattoirs réhabilités	0	2	2	2	Dénombrement Source : Rapport d'activités DF2VP
	Proportion de structures du ministère formées aux outils de planification, programmation, suivi-évaluation et collecte de données	40%	60%	65%	70%	(Nombre de structures ayant bénéficié d'une formation sur les outils de planification, programmation, suivi-évaluation et collecte de données / Nombre total de structures) X 100 Dénominateur : 158 Source : Rapport d'activités DPSP
	Taux de couverture médiatique des activités du MIRAH	80%	80%	80%	80%	(Nombre d'activités organisées par le Ministère ayant bénéficié d'une couverture médiatique / Nombre total d'activités organisées) X 100 Source : Rapport d'activités DCRP

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion d'agents formés annuellement	0	100%	100%	100%	(Nombre d'agent formés au cours de l'année / Nombre d'agents ciblés) X 100 Prévisions : 2026 : 50 ; 2027 :50 ; 2028 :50 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'atteinte des cibles des PAP	-	57%	60%	62%	(Nombre de cibles atteintes des PAP/ Nombre total de cibles des PAP) X 100 Dénominateur : 35 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux de construction des bâtiments abritant les services	44,83%	100%	100%	100%	(Nombre de bâtiments abritant les services construits / Nombre de bâtiments prévus) X 100 Prévisions : 2026 : 04 ; 2027 : 06 ; 2028 : 08 Source : Rapport d'activités PRO INFRASTRUCTURES
	Taux de réhabilitation des bâtiments abritant les services	38,46%	100%	100%	100%	(Nombre de bâtiments abritant les services réhabilités / Nombre de bâtiments prévus) X 100 Prévisions : 2026 : 05 ; 2027 : 08 ; 2028 : 10 Source : Rapport d'activités PRO INFRASTRUCTURES

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**11 095 321 403**	**13 984 548 174**	**15 396 561 583**
Dépenses de personnel	7 155 427 304	7 414 627 287	7 673 827 270
Dépenses en biens et services	2 745 065 324	3 283 325 899	3 442 169 828
Transferts	250 000 000	422 020 028	448 053 982
Investissements	944 828 775	2 864 574 960	3 832 510 503
Trésor	*944 828 775*	*2 864 574 960*	*3 832 510 503*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21132 Administration Générale	**11 095 321 403**	**13 984 548 174**	**15 396 561 583**
2113201 Coordination et animation	**1 855 964 992**	**2 428 195 595**	**2 529 040 548**
2 Biens et services	**1 605 964 992**	**2 006 175 567**	**2 080 986 566**
11042300008 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Toumodi	10 000 000	13 750 000	14 600 000
11042300009 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Yamoussoukro)	10 000 000	11 250 000	11 250 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21132 Administration Générale	**11 095 321 403**	**13 984 548 174**	**15 396 561 583**
11042300010 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tiébissou	4 500 000	5 000 000	5 000 000
11042300011 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Didiévi	4 500 000	8 850 000	9 800 000
11042300012 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Attegouakro	4 500 000	5 238 235	5 238 235
11042300013 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Djékanou	4 500 000	9 530 000	9 530 000
14042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental de Bocanda	4 500 000	5 550 000	5 550 000
14042300006 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Dimbokro	10 000 000	10 600 000	10 700 000
14042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Kouassi-Kouassikro	4 500 000	5 050 000	5 500 000
15042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ M'Bahiakro	4 500 000	6 000 000	6 450 000
15042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Prikro	4 500 000	18 600 000	22 700 000
15042300010 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Daoukro	10 000 000	10 000 000	10 000 000
15042300011 Coordonner les activités du Ministère au niveau départemental /Ouellé	4 500 000	14 350 000	18 800 000
16042300004 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Bongouanou	10 000 000	12 000 000	12 000 000
16042300005 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Arrah	4 500 000	6 050 000	6 500 000
16042300006 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/M'Batto	4 500 000	4 500 000	4 500 000
17042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Sakassou	4 500 000	6 220 000	6 220 000
17042300009 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Vallée du Bandaman	10 000 000	11 000 000	11 000 000
17042300010 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Béoumi	4 500 000	5 600 000	5 600 000
17042300011 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Botro	4 500 000	4 500 000	4 500 000
18042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dabakala	4 500 000	5 000 000	5 000 000
18042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Niakaramadougou	4 500 000	4 500 000	4 500 000
18042300009 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Katiola	10 000 000	11 000 000	11 200 000
21132010048 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Ouangolodougou	4 500 000	5 850 000	5 850 000
22042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Touba	10 000 000	21 225 000	21 225 000
22042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Ouaninou	4 500 000	7 000 000	7 000 000
22042300009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Koro	4 500 000	4 500 000	4 500 000
23042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Madinani	4 500 000	4 500 000	4 500 000
23042300006 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Odienné	10 000 000	18 500 000	18 500 000
23042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Gbeleban	4 500 000	8 650 000	8 650 000
23042300008 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Seguelon	4 500 000	6 500 000	8 100 000
23042300009 Coordonner les activités du Ministère au niveau départemental /Samatiguila	4 500 000	4 500 000	4 500 000
24042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Kong	4 500 000	6 500 000	6 500 000
24042300006 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Ferkessédougou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
25042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dikodougou	4 500 000	8 000 000	8 000 000
25042300006 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Korhogo	10 000 000	18 300 000	18 300 000
25042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/M'Bengue	4 500 000	4 500 000	4 500 000
25042300008 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Sinematiali	4 500 000	4 500 000	4 500 000
26042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tengrela	4 500 000	6 450 000	6 450 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21132 Administration Générale	**11 095 321 403**	**13 984 548 174**	**15 396 561 583**
26042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Boundiali	10 000 000	10 000 000	10 000 000
26042300008 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Kouto	4 500 000	8 200 000	8 200 000
27042300004 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Minignan	10 000 000	15 000 000	15 000 000
27042300005 Coordonner les activités du Ministère au niveau départemental /Kaniasso	4 500 000	5 000 000	5 000 000
28042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Nassian	4 500 000	4 500 000	4 500 000
28042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Téhini	4 500 000	5 350 000	5 350 000
28042300009 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Bouna	10 000 000	17 200 000	20 950 000
28042300010 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Doropo	4 500 000	10 000 000	10 000 000
31042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Vavoua	4 500 000	4 500 000	4 500 000
31042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Issia	4 500 000	12 700 000	20 900 000
31042300008 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Daloa	10 000 000	16 950 000	17 200 000
31042300009 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Zoukougbeu	4 500 000	7 763 235	7 913 235
32042300004 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Gagnoa	10 000 000	14 044 000	16 144 000
32042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Oumé	4 500 000	4 500 000	4 500 000
35042300005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Bouaflé	10 000 000	10 500 000	10 500 000
35042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Zuenoula	4 500 000	4 600 000	4 600 000
35042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Sinfra	4 500 000	4 500 000	4 500 000
35042300008 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Bonon	4 500 000	4 500 000	4 500 000
35042300009 Coordonner les activités du Ministère au niveau départemental /Gohitafla	4 500 010	4 500 010	4 500 010
36042300003 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Séguela	10 000 000	16 000 000	18 400 000
36042300004 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Kani	4 500 000	4 500 000	4 500 000
37042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Konahiri	4 500 000	4 500 000	4 500 000
37042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Dianra	4 500 000	8 200 000	8 200 000
37042300010 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Mankono	10 000 000	25 350 000	25 350 000
41042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental (Danané)	4 500 000	7 500 000	8 000 000
41042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Biankouma	4 500 000	5 000 000	5 000 000
41042300009 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Man	10 000 000	16 260 000	17 615 000
41042300010 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Sipilou	4 500 000	4 800 000	4 800 000
41042300011 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Zouan-Hounien	4 500 000	4 500 000	4 500 000
42042300005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Guiglo	10 000 000	10 000 000	10 000 000
42042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Toulepleu	4 500 000	4 500 000	4 500 000
42042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Bloléquin	4 500 000	4 500 000	4 500 000
42042300008 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Tai	4 500 000	4 500 000	4 500 000
43042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Bangolo	4 500 000	7 740 000	8 660 000
43042300006 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Duekoue	10 000 000	10 000 000	10 000 000
43042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Kouibly	4 500 000	4 500 000	4 500 000
43042300008 Coordonner les activités du Ministère au niveau départemental /Facobly	4 500 000	4 738 235	4 738 235

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21132 Administration Générale	**11 095 321 403**	**13 984 548 174**	**15 396 561 583**
51042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Lakota	4 500 000	4 500 000	5 600 000
51042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Divo	10 000 000	41 100 000	41 300 000
51042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Guitry	4 500 000	5 000 000	5 000 000
55042300004 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ San-Pédro	10 000 000	10 500 000	10 500 000
55042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tabou	4 500 000	4 700 000	4 700 000
56042300005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Soubre	10 000 000	14 700 000	14 700 000
56042300006 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Meagui	4 500 000	7 500 000	7 500 000
56042300007 Coordonner les activités du Ministère au niveau départemental /Buyo	4 500 000	4 500 000	4 500 000
56042300008 Coordonner les activités du Ministère au niveau départemental /Guéyo	4 500 000	4 500 000	4 500 000
57042300008 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Sassandra	10 000 000	10 000 000	10 000 000
57042300009 Coordonner les activités du Ministère au niveau départemental /Fresco	4 500 000	7 530 000	7 730 000
61042300005 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Abengourou)	10 000 000	13 800 000	13 800 000
61042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Agnibilékro	4 500 000	4 900 000	4 900 000
61042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Bettié	4 500 000	5 550 000	5 550 000
62042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Kounfao	4 500 000	11 500 000	11 500 000
62042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Tanda	4 500 000	10 000 000	11 850 000
62042300009 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Bondoukou	10 000 000	11 450 000	11 450 000
62042300010 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Sandegue	4 500 000	5 950 000	6 580 000
62042300011 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Transua	4 500 000	4 500 000	4 500 000
71042300006 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Adiaké	4 500 000	6 750 000	6 750 000
71042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Aboisso	10 000 000	56 500 000	57 900 000
71042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Grand-Bassam	4 500 000	16 650 000	16 650 000
71042300009 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Tiapoum	4 500 000	13 450 000	13 450 000
76042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/ Agboville	10 000 000	18 250 000	19 350 000
76042300008 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Taabo	4 500 000	4 650 000	4 650 000
76042300009 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/Tiassalé	4 500 000	4 500 000	4 500 000
76042300010 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Sikensi	4 500 000	7 025 000	7 150 000
77042300005 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Alépé	4 500 000	4 500 000	4 500 000
77042300007 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Adzopé	10 000 000	10 000 000	10 000 000
77042300008 Coordonner les activités du ministère au niveau départemental/Akoupé	4 500 000	7 688 235	8 288 235
77042300009 Coordonner les activités du Ministère au niveau départemental /Yakassé-Attobrou	4 500 000	6 210 000	6 210 000
78042300090 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78042300091 Coordonner les activités du ministère au niveau régional (Abidjan)	14 500 000	21 500 000	22 500 000
78042300114 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de ressources animales et halieutiques	111 000 000	111 000 000	111 000 000
78042300119 Contrôler les Services et structures sous tutelle du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	30 000 000	57 100 000	57 100 000
78042300126 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	371 494 376	402 243 011	435 624 010
78042300128 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	203 970 606	203 970 606	203 970 606

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21132 Administration Générale	**11 095 321 403**	**13 984 548 174**	**15 396 561 583**
78042300143 DAF - Prendre en charge les opérations urgentes du ministère des Ressources animales et halieutiques	200 000 000	200 000 000	200 000 000
79042300007 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental Jacqueville	4 500 000	4 500 000	4 500 000
79042300010 Superviser les activités opérationnelles du ministère au niveau départemental/ Grand-Lahou	4 500 000	5 500 000	5 500 000
79042300011 Coordonner les activités du ministère au niveau régional/Dabou	10 000 000	13 000 000	13 000 000
3 Transferts	**250 000 000**	**422 020 028**	**448 053 982**
78042300092 Transférer les crédits en vue d'organiser le Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales (SARA)	0	167 010 014	167 010 014
78042300093 Transférer les crédits en vue de participer au Salon International de l'Agriculture (SIA)	100 000 000	105 010 014	110 521 984
78042300159 Transférer les crédits en vue d'organiser le Sommet de l'Elevage d'Abidjan (SELAB)	150 000 000	150 000 000	170 521 984
2113202 Appui a la valorisation et a la commercialisation des produits des filières animales et halieutiques	**330 000 000**	**1 196 800 000**	**1 611 480 000**
2 Biens et services	**55 000 000**	**76 800 000**	**107 200 000**
78042300094 Promouvoir et suivre le mouvement coopératif et associatif des filières animales et halieutiques	25 000 000	29 300 000	33 200 000
78042300116 Promouvoir, réglementer et contrôler la transformation et la commercialisation des produits animaux et halieutiques	30 000 000	47 500 000	74 000 000
4 Investissements	**275 000 000**	**1 120 000 000**	**1 504 280 000**
Trésor	***275 000 000***	***1 120 000 000***	***1 504 280 000***
17042300012 Projet de Construction d'Abattoirs et de Marchés à Bétail (PRO-ABATTOIRS)	275 000 000	1 120 000 000	1 504 280 000
2113203 Planification, programmation et suivi-évaluation	**230 350 000**	**313 950 000**	**485 150 000**
2 Biens et services	**100 350 000**	**124 850 000**	**135 150 000**
78042300096 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	50 350 000	63 650 000	68 650 000
78042300142 Collecter les données et produire l'annuaire statistique du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	50 000 000	61 200 000	66 500 000
4 Investissements	**130 000 000**	**189 100 000**	**350 000 000**
Trésor	***130 000 000***	***189 100 000***	***350 000 000***
78042300155 Projet de suivi-évaluation de la PONADEPA (PRO-EVALUATION-PONADEPA)	130 000 000	189 100 000	350 000 000
2113204 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**8 479 006 411**	**9 691 352 579**	**10 327 292 235**
1 Personnel	**7 155 427 304**	**7 414 627 287**	**7 673 827 270**
78042300118 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	7 155 427 304	7 414 627 287	7 673 827 270
2 Biens et services	**933 750 332**	**986 250 332**	**1 019 083 262**
78042300098 Gérer les ressources humaines des ressources animales et halieutiques	50 000 000	58 000 000	60 500 000
78042300099 Elaborer et suivre l'exécution du budget	183 791 726	183 791 726	183 791 726
78042300100 Élaborer et suivre le DPPD- PAP	56 000 000	56 000 000	56 000 000
78042300115 Réaliser la formation professionnelle des agents du secteur	30 000 000	47 500 000	74 000 000
78042300117 Gérer la commande publique du ministère	56 810 606	80 810 606	82 810 606
78042300127 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	37 000 000	37 000 000	37 000 000
78042300139 Gérer les ressources matérielles du ministère	470 148 000	473 148 000	474 980 930
78042300140 Prendre en charge les missions Hors Côte d'Ivoire	40 000 000	40 000 000	40 000 000
78042300150 Gérer le patrimoine du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	10 000 000	10 000 000	10 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21132 Administration Générale	**11 095 321 403**	**13 984 548 174**	**15 396 561 583**
4 Investissements	**389 828 775**	**1 290 474 960**	**1 634 381 703**
Trésor	***389 828 775***	***1 290 474 960***	***1 634 381 703***
78042300152 Projet de Construction et de Réhabilitation des Services du MIRAH (PRO-INFRASTRUCTURES)	389 828 775	1 290 474 960	1 634 381 703
2113205 Information et communication	**200 000 000**	**354 250 000**	**443 598 800**
2 Biens et services	**50 000 000**	**89 250 000**	**99 750 000**
78042300120 Apporter un appui juridique et organiser la communication des services du ministère	25 000 000	32 500 000	40 500 000
78042300145 Gérer le parc et le système informatique du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	5 000 000	10 500 000	13 000 000
78042300146 Réaliser les activités de documentation et d'archivage du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	5 000 000	9 250 000	9 250 000
78042300147 Réaliser les activités de communication du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	15 000 000	37 000 000	37 000 000
4 Investissements	**150 000 000**	**265 000 000**	**343 848 800**
Trésor	***150 000 000***	***265 000 000***	***343 848 800***
78042300153 Projet de Renforcement des Système d'Informations dans le Secteur des Ressources Animales et Halieutiques (PRO-INFORMATIONS)	150 000 000	265 000 000	343 848 800

II.2.2 Programme 2 : Développement des productions animales

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Développement des productions animales	Action 2.1: Gestion de l'espace pastoral et de la transhumance
	Action 2.2: Promotion et modernisation des élevages et produits d'élevage

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Développement des productions animales						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Accroître la production des ressources animales	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viande et abats	17,18%	8%	9%	10%	((Quantité produite année N - Quantité produite année N-1) / Quantité produite année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DPA
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viandes de volailles moderne	23, 52%	15%	17%	20%	((Quantité produite année N - Quantité produite année N-1) / Quantité produite année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DPA

Programme 2 : Développement des productions animales						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Accroître la production des ressources animales	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viandes et abats de bovins	1,64%	1,3%	1,6%	2%	((Quantité produite année N - Quantité produite année N-1) / Quantité produite année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DPA
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viandes et abats de petits ruminants	8, 14%	9%	9,2%	9,7%	((Quantité produite année N - Quantité produite année N-1) / Quantité produite année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DPA
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viandes et abats de porcs	0	1%	1,2%	1,5%	((Quantité produite année N - Quantité produite année N-1) / Quantité produite année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DPA
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de lait	2, 82%	3,3%	3,4%	3,5%	((Quantité produite année N - Quantité produite année N-1) / Quantité produite année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DPA
	Taux d'accroissement annuel de productions nationales d'œuf de consommation	14,44%	14%	16%	18%	((Quantité produite année N - Quantité produite année N-1) / Quantité produite année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DPA
OS2 : améliorer la gestion de l'espace pastorale	Taux d'accroissement des superficies de pâturages artificielles	34, 67%	10%	11%	12%	((Quantité produite année N - Quantité produite année N-1) / Quantité produite année N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DNAGEPPA
	Taux de réduction des conflits entre agriculteurs et éleveurs	40%	50%	55%	55%	((Conflits enregistrés année N-1 - Conflits enregistrés année N) / Conflits enregistrés N-1) X 100 Source : Rapport d'activités DNAGEPPA

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ANIMALES	**2 819 855 421**	**12 191 377 913**	**16 838 424 203**
Dépenses de personnel	172 415 913	172 415 913	172 415 913
Dépenses en biens et services	190 000 000	209 380 000	209 380 000
Transferts	361 000 000	371 000 000	371 000 000
Investissements	2 096 439 508	11 438 582 000	16 085 628 290
Trésor	*2 096 439 508*	*11 438 582 000*	*16 085 628 290*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22133 Développement des productions animales	**2 819 855 421**	**12 191 377 913**	**16 838 424 203**
2213301 Gestion de l'espace pastoral et de la transhumance	**586 636 233**	**638 795 913**	**576 262 118**
1 Personnel	**172 415 913**	**172 415 913**	**172 415 913**
78042300132 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats du ranch de la Marahoué	172 415 913	172 415 913	172 415 913
2 Biens et services	**155 000 000**	**166 380 000**	**166 380 000**
78042300131 Animer le Ranch de la Marahoué	80 000 000	91 380 000	91 380 000
78042300134 Promouvoir la qualité des denrées destinées à l'alimentation animale et gérer les plans d'aménagement pastoraux et les parcours	75 000 000	75 000 000	75 000 000
4 Investissements	**259 220 320**	**300 000 000**	**237 466 205**
Trésor	***259 220 320***	***300 000 000***	***237 466 205***
90042300001 Projet d'Appui à la Gestion de l'Espace Rural et Pastoral	259 220 320	300 000 000	237 466 205
2213303 Promotion et modernisation des élevages et produits d'élevage	**2 233 219 188**	**11 552 582 000**	**16 262 162 085**
2 Biens et services	**35 000 000**	**43 000 000**	**43 000 000**
78042300121 Suivre la mise en œuvre des politiques de développement de l'élevage et l'approvisionnement des marchés en produits de qualité	35 000 000	43 000 000	43 000 000
3 Transferts	**361 000 000**	**371 000 000**	**371 000 000**
78010200240 Transférer les crédits à la Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC)	331 000 000	341 000 000	341 000 000
78042300102 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès du Centre International de Recherche-Développement sur l'élevage en zone Sub-humide (CIRDES)	30 000 000	30 000 000	30 000 000
4 Investissements	**1 837 219 188**	**11 138 582 000**	**15 848 162 085**
Trésor	***1 837 219 188***	***11 138 582 000***	***15 848 162 085***
76042300011 Projet de développement de la filière porcine (PRO-PORC)	338 590 000	888 582 000	886 156 265
41042300012 Projet de Préservation des races locales (PRO-RACE)	170 435 988	1 400 000 000	2 591 593 420
36042300005 Projet national intégré de développement des productions animales (PRO-INTEGRE)	90 708 000	1 100 000 000	1 528 542 000
26042300009 Projet de production bouchère bovine (PRO-BOVINE)	460 380 000	1 400 000 000	2 591 593 420
24042300007 Projet de développement et de promotion de la production laitière (PRO-LAIT)	179 160 800	600 000 000	879 300 000
18042300010 Projet d'amélioration de l'alimentation du bétail (PRO-ALIMENTS)	176 168 400	1 500 000 000	1 689 111 218
17042300014 Projet de développement de l'élevage des petits ruminants (PRO-OVINS)	109 696 000	950 000 000	1 299 554 043
17042300013 Projet de Renforcement de la filière avicole (PRO-AVICOLE)	67 000 000	2 500 000 000	3 500 000 000
11042300014 Projet d'appui aux élevages en développement (PRO-ELDEVELOPPEMENT)	245 080 000	800 000 000	882 311 719

II.2.3 Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques	Action 3.1: Promotion des activités aquacoles, des pêches et des produits halieutiques
	Action 3.2: Préservation et gestion des ressources halieutiques

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Accroître la production halieutique	Taux d'accroissement des productions aquacoles nationales	17, 1%	15%	20%	25%	((Production année N) – (Production année N-1) / (Production année N-1)) X 100 Source : Rapport d'activités DA
	Taux d'accroissement des productions nationales des pêches	1, 3%	3%	5%	8%	((Production année N) – (Production année N-1) / (Production année N-1)) X 100 Source : Rapport d'activités DP
	Taux d'accroissement des productions halieutiques nationales	3%	8%	10%	12%	((Production année N) – (Production année N-1) / (Production année N-1)) X 100 Sources : Rapports d'activités DA / DP
	Taux de couverture des besoins en ressources halieutiques par la production nationale	17%	18%	19%	20%	((Productions halieutiques année N) / (Consommation nationale de produits halieutiques année N)) X 100 Sources : Rapports d'activités DA / DP
	Proportion de navires en situation d'infractions	3%	3%	2%	1%	((Nombre de cas d'infractions constatées de l'année N) / (Nombre d'opérations de contrôles ou de patrouilles réalisées de l'année N)) X 100 Source : Rapport d'activités DP

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES	**11 118 502 743**	**13 560 055 340**	**10 959 642 988**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	50 000 000	50 714 480	50 714 480
Transferts	1 071 440 458	1 071 440 458	1 071 440 458
Investissements	9 997 062 285	12 437 900 402	9 837 488 050
Trésor	*2 235 062 285*	*6 685 710 202*	*6 192 569 450*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*7 762 000 000*	*5 752 190 200*	*3 644 918 600*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22134 Gestion durable des ressources halieutiques	**11 118 502 743**	**13 560 055 340**	**10 959 642 988**
2213401 Promotion des activités aquacoles, des pêches et des produits halieutiques	**10 684 625 258**	**13 277 655 340**	**10 240 742 988**
2 Biens et services	**50 000 000**	**50 714 480**	**50 714 480**
78042300135 Mettre en œuvre la politique de développement et de l'approvisionnement des marchés en produits halieutiques de qualité	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78042300148 Mettre en œuvre la politique de développement et de promotion de l'aquaculture du ministère des Ressources animales et halieutiques	25 000 000	25 714 480	25 714 480
3 Transferts	**1 071 440 458**	**1 071 440 458**	**1 071 440 458**
78042300105 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès du Comité des Pêches du Centre Ouest du Golfe de Guinée (CPCO)	61 440 458	61 440 458	61 440 458
78042300123 Apurer les passifs de l'Etat vis-à-vis des entreprises franches	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
78042300151 Transférer les crédits à INFOPECHE	10 000 000	10 000 000	10 000 000
4 Investissements	**9 563 184 800**	**12 155 500 402**	**9 118 588 050**
Trésor	***1 801 184 800***	***6 403 310 202***	***5 473 669 450***
90042300017 Projet de Développement des chaînes de valeur compétitives de l'Aquaculture et de la Pêche Durable (PRODECAP)	302 565 485	5 109 029 993	4 344 918 600
90042300011 Projet PPF Economie Bleue	142 000 000	0	0
90042300006 Projet de Diversification de la Production Aquacole (PRO-DIVERSIFICATION)	120 000 000	339 300 000	359 200 000
90042300005 Projet d'Amélioration de la Production d'Intrants Piscicoles Performants (PRO-AQUACOLE)	342 734 515	0	0
90042300004 Projet de Développement des Techniques de Valorisation des Produits Halieutiques (PRO-VALORISATION)	123 967 200	205 400 000	300 000 000
90042300002 Projet de Relance de la Production Piscicole Continentale (PREPICO 2)	250 000 000	0	0
78042300157 Projet d'amélioration du Suivi Contrôle et Surveillance des Pêches (PRO-SURVEILLANCE PECHE)	202 884 000	368 285 323	169 550 850
78042300156 Projet de Redynamisation des Points de Débarquements Aménagés (PRO-DEBARQUEMENT)	317 033 600	175 940 386	0
22134010004 Projet de construction et gestion du débarcadère de Locodjro (PDA Locodjro)	0	205 354 500	300 000 000
Financement extérieur	***7 762 000 000***	***5 752 190 200***	***3 644 918 600***
90042300017 Projet de Développement des chaînes de valeur compétitives de l'Aquaculture et de la Pêche Durable (PRODECAP)	7 762 000 000	4 752 190 200	3 644 918 600
90042300005 Projet d'Amélioration de la Production d'Intrants Piscicoles Performants (PRO-AQUACOLE)	0	1 000 000 000	0
2213402 Préservation et gestion des ressources halieutiques	**433 877 485**	**282 400 000**	**718 900 000**
4 Investissements	**433 877 485**	**282 400 000**	**718 900 000**
Trésor	***433 877 485***	***282 400 000***	***718 900 000***
78042300141 Projet de Développement Durable des Chaînes de Valeurs de la Pêche et de l'Aquaculture dans les pays ACP (Fish4ACP)	302 565 485	0	0
56042300009 Projet de Conservation de la Biodiversité Halieutique (PRO-BIODIVERSITE)	131 312 000	282 400 000	718 900 000

II.2.4 Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire	Action 4.1: Amélioration de la santé animale et de la lutte contre les épizooties
	Action 4.2: Renforcement de l'hygiène publique vétérinaire et de la sécurité sanitaire des aliments

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2024	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2026	2027	2028	
OS 1 : Améliorer la Santé animale	Taux de contrôle et d'élimination des épizooties	100%	90%	90%	90%	(Nombre de foyers d'épizooties éteints / Nombre de foyers d'épizooties déclarés) X 100 Source : Rapport d'activités DSVBEA
	Taux de couverture vaccinale par an pour la PPCB	38%	45%	45%	45%	(Nombre de bovins vaccinés / Effectif national de bovins) X 100 Source : Rapport d'activités DSVBEA
	Taux de couverture vaccinale par an pour la PPR	20%	35%	35%	35%	(Nombre d'ovins et de caprins vaccinés / Effectif national de petits ruminants) X 100 Source : Rapport d'activités DSVBEA
	Taux de couverture vaccinale par an pour la maladie hémorragique virale du lapin	76%	45%	45%	45%	(Nombre de lapins reproducteurs vaccinés / Effectif national de lapins reproducteurs) X 100 Source : Rapport d'activités DSVBEA
OS 2 : Renforcer l'hygiène publique et la qualité sanitaire des denrées animales et d'origine animale	Taux de couverture vaccinale par an pour la rage	13%	11%	12%	13%	(Nombre de carnivores domestiques vaccinés / Effectif national de la population canine) X 100 Source : Rapport d'activités DSVBEA
	Taux de délivrance des agréments sanitaires	100%	90%	90%	90%	(Nombre d'agréments sanitaire délivrés / Nombre de demandes d'agréments enregistrées) X 100 Source : Rapport d'activités DSVBEA
	Taux de réalisation des contrôles et inspections vétérinaires	100%	85%	90%	90%	(Nombre d'inspections et de contrôles réalisés / Nombre d'inspections et de contrôles à réaliser) X 100 Source : Rapport d'activités DSVBEA

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : RENFORCEMENT DE LA SANTE PUBLIQUE VETERINAIRE	**1 667 232 461**	**3 879 314 476**	**3 871 724 083**
Dépenses de personnel	19 721 490	19 721 490	19 721 490
Dépenses en biens et services	581 510 000	612 590 000	612 590 000
Transferts	131 051 985	131 051 985	131 051 985
Investissements	934 948 986	3 115 951 001	3 108 360 608
Trésor	*934 948 986*	*3 115 951 001*	*3 108 360 608*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22135 Renforcement de la santé publique vétérinaire	**1 667 232 461**	**3 879 314 476**	**3 871 724 083**
2213501 Amélioration de la santé animale et de la lutte contre les épizooties	**1 100 722 461**	**3 281 724 476**	**3 274 134 083**
1 Personnel	**19 721 490**	**19 721 490**	**19 721 490**
78042300136 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats de la Direction des services vétérinaires	19 721 490	19 721 490	19 721 490
2 Biens et services	**15 000 000**	**15 000 000**	**15 000 000**
78042300108 Lutter contre les pathologies animales d'origine vectorielle	15 000 000	15 000 000	15 000 000
3 Transferts	**131 051 985**	**131 051 985**	**131 051 985**
78042300130 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation Internationale des Epizooties (OIE)	131 051 985	131 051 985	131 051 985
4 Investissements	**934 948 986**	**3 115 951 001**	**3 108 360 608**
Trésor	***934 948 986***	***3 115 951 001***	***3 108 360 608***
90042300010 Projet de renforcement de la surveillance épidémiologique des dangers sanitaires vétérinaires (PRO-DANGERS SANITAIRES)	218 249 420	464 200 000	54 600 000
90042300009 Projet d'appui à l'amélioration de la sécurité sanitaire des denrées animales et d'origine animale (PRO-SECURITE DAOA)	109 000 000	521 751 001	590 000 000
90042300008 Projet d'amélioration du bien-être animal en Côte d'Ivoire	117 028 000	630 000 000	714 000 000
90042300007 Projet de contrôle des maladies enzootiques en Côte d'Ivoire (PRO-MALADIES)	490 671 566	1 500 000 000	1 749 760 608
2213502 Renforcement de l'hygiène publique vétérinaire et de la sécurité sanitaire des aliments	**566 510 000**	**597 590 000**	**597 590 000**
2 Biens et services	**566 510 000**	**597 590 000**	**597 590 000**
78042300111 Promouvoir la santé, le bien-être animal et l'hygiène publique vétérinaire	566 510 000	597 590 000	597 590 000

SECTION 352 : MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT

SECTION 352 : MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au titre de la Gouvernance

- la faiblesse du cadre institutionnel réglementant le partenariat avec les ONG et les structures privées ;
- l'insuffisance de l'offre et de la qualité des services de base ;
- la faible synergie d'actions entre les services en charge de la communication et les structures du ministère ;
- l'insuffisante opérationnalisation du système de gestion et de collecte de données sur les thématiques du ministère.

Au titre de la Promotion de l'approche Genre, de l'Autonomisation des femmes et des jeunes filles

- la méconnaissance des textes de lois, conventions et instruments internationaux favorisant l'appropriation et l'institutionnalisation de l'approche Genre par les structures étatiques et privées ;
- l'insuffisante opérationnalisation des dispositifs de promotion du genre et d'autonomisation de la femme ;
- la faiblesse des mécanismes de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) ;
- le faible taux d'alphabétisation des femmes ;
- la faiblesse du cadre juridique, institutionnel et pédagogique des Institutions de Formation et d'Education Féminine (IFEF) ;
- l'insuffisance de partenariats pour une meilleure insertion professionnelle des diplômées des IFEF ;
- le faible accès des femmes aux opportunités de financement des activités et aux biens de production ;
- la difficile transition vers l'emploi formel des femmes.

Au titre de la famille

- le faible accompagnement des couples en difficulté (conflits conjugaux) ;
- l'insuffisante vulgarisation et application des dispositions règlementaires et institutionnelles de protection de la famille ;
- l'insuffisance des instruments de protection de la famille ;
- la faible capacité socio-économique des familles ;
- la faible capacité des familles en compétences de vie familiale.

Au titre de la protection de l'enfant

- la faiblesse des mécanismes nationaux de lutte contre les violences, abus, exploitations, maltraitances des enfants et les comportements déviants ;
- la faible coordination interne et externe en matière de protection des enfants et adolescents vulnérables ;
- le non-respect des droits, devoirs et obligations des enfants dans la famille et dans les communautés.

I.1.2. Réponses apportées

Au titre de la Gouvernance

- la prise de textes règlementaires en matière de promotion de la femme, de la famille et de la protection des enfants ;
- la production des données statistiques sur les VBG, la protection de l'enfant, les Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV), les Enfants et Adolescents Vulnérables (EAV) et les autres thématiques du ministère ;
- la mise en place de cadres de concertation conjoints ;
- le renforcement des capacités du personnel du ministère et le recrutement de personnels spécialisés ;
- la mise en place et l'opérationnalisation d'applications web ;
- la création et la mise à niveau de structures socio-éducatives (centres d'accueil et de transit pour les femmes et les enfants en situation de rue, IFEF, Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE), Centre d'Action Communautaire pour Enfant (CACE), Complexe Socio-Educatif (CSE)).

Au titre de la Promotion de l'approche Genre, de l'Autonomisation des femmes et des jeunes filles

- l'organisation de séances de sensibilisation et de formation des acteurs clés et locaux sur les questions de genre, droits des femmes, les VBG et sur la santé de la reproduction ;
- la formation des femmes candidates aux échéances électorales ;
- l'installation de cellules Genre y compris la formation des points focaux dans les ministères techniques et institutions ;
- l'actualisation de la cartographie et des niches d'expertises des ONG actives en matière d'approche genre et d'équité ;
- la redynamisation et l'installation de nouvelles plateformes de lutte contre les VBG ;
- la prise en charge psychologique, médicale, psychosociale et judiciaire des victimes de VBG ;
- la formation et l'encadrement de femmes dans les IFEF et les communautés ;
- la sensibilisation des populations sur les enjeux de l'autonomisation de la femme ;
- l'octroi de prêts aux femmes par le biais du fonds « Femmes et Développement » dédié à l'autonomisation de la femme ;
- la création d'usines et l'appui en matériels et outillages techniques aux groupements féminins à travers les projets USIFEM et « Autonomisation de la Femme rurale » ;
- la formation de femmes en entrepreneuriat, gestion d'AGR, gestion coopérative, AVEC, compétences de vie sociale, leadership et Management.

Au titre de la Famille

- l'adoption de dispositions règlementaires et institutionnelles de protection de la famille ;
- le renforcement des capacités des familles et des couples candidats au mariage en compétences de vie familiale (gestion des ressources familiales, promotion des valeurs morales et familiales, planning familial, épargne et communication constructive au sein du couple, nouvelle loi sur le mariage) ;
- l'appui en vivres et non vivres à des familles vulnérables ;
- l'écoute et l'orientation de couples en difficulté ;
- la mise en place de comités régionaux et communaux des organes de la Commission Nationale de la Famille (CNFA) et la désignation des représentants.

Au titre de la Protection de l'Enfant

- la mise en œuvre de programmes et projets contribuant à l'amélioration de la prévention et des interventions à l'endroit des enfants et adolescents vulnérables y compris les OEV et leurs familles ;
- la formation des intervenants sociaux et acteurs de protection de l'enfant (travailleurs sociaux, ONG) sur les procédures de prise en charge de qualité des OEV et autres EAV ;

- l'appui notamment, en vivres, non vivres et assistance médicale, scolaire à des enfants en rupture et/ou en fragilité familiale et sociale ;
- l'organisation de maraudes d'identification et de prise en charge des enfants en situation de rue dans le District d'Abidjan et autres régions de la Côte d'Ivoire ;
- l'organisation de missions d'évaluation du respect des normes dans les Etablissements de Protection de Remplacement (EPR), les structures préscolaires publiques et privées ;
- la formation des familles d'accueil sur les normes et standards de prise en charge des pupilles ;
- l'apparentement des enfants privés de protection parentale et éligibles à l'adoption ;
- la réunification familiale des enfants à l'issue des opérations de recherches parentales fructueuses.

I.1.3. Défis et priorités

Au titre de la Gouvernance

- la prise de textes règlementaires en matière de promotion de la femme, de la famille et de la protection des enfants ;
- la production des données statistiques sur les VBG, la protection de l'enfant, les Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV), les Enfants et Adolescents Vulnérables (EAV) et les autres thématiques du ministère ;
- la mise en place de cadres de concertation conjoints ;
- le renforcement des capacités du personnel du ministère et le recrutement de personnels spécialisés ;
- la mise en place et l'opérationnalisation d'applications web ;
- la création et la mise à niveau de structures socio-éducatives (centres d'accueil et de transit pour les femmes et les enfants en situation de rue, IFEF, Centre de Protection de la Petite Enfance (CPPE), Centre d'Action Communautaire pour Enfant (CACE), Complexe Socio-Educatif (CSE)).

Au titre de la Promotion de l'approche Genre, de l'Autonomisation des femmes et des jeunes filles

- l'organisation de séances de sensibilisation et de formation des acteurs clés et locaux sur les questions de genre, droits des femmes, les VBG et sur la santé de la reproduction ;
- la formation des femmes candidates aux échéances électorales ;
- l'installation de cellules Genre y compris la formation des points focaux dans les ministères techniques et institutions ;
- l'actualisation de la cartographie et des niches d'expertises des ONG actives en matière d'approche genre et d'équité ;
- la redynamisation et l'installation de nouvelles plateformes de lutte contre les VBG ;
- la prise en charge psychologique, médicale, psychosociale et judiciaire des victimes de VBG ;
- la formation et l'encadrement de femmes dans les IFEF et les communautés ;
- la sensibilisation des populations sur les enjeux de l'autonomisation de la femme ;
- l'octroi de prêts aux femmes par le biais du fonds « Femmes et Développement » dédié à l'autonomisation de la femme ;
- la création d'usines et l'appui en matériels et outillages techniques aux groupements féminins à travers les projets USIFEM et « Autonomisation de la Femme rurale » ;
- la formation de femmes en entrepreneuriat, gestion d'AGR, gestion coopérative, AVEC, compétences de vie sociale, leadership et Management.

Au titre de la Famille

- l'adoption de dispositions règlementaires et institutionnelles de protection de la famille ;
- le renforcement des capacités des familles et des couples candidats au mariage en compétences de vie familiale (gestion des ressources familiales, promotion des valeurs morales et familiales, planning familial, épargne et communication constructive au sein du couple, nouvelle loi sur le mariage) ;
- l'appui en vivres et non vivres à des familles vulnérables ;
- l'écoute et l'orientation de couples en difficulté ;

- la mise en place de comités régionaux et communaux des organes de la Commission Nationale de la Famille (CNFA) et la désignation des représentants.

Au titre de la Protection de l'Enfant

- la mise en œuvre de programmes et projets contribuant à l'amélioration de la prévention et des interventions à l'endroit des enfants et adolescents vulnérables y compris les OEV et leurs familles ;
- la formation des intervenants sociaux et acteurs de protection de l'enfant (travailleurs sociaux, ONG) sur les procédures de prise en charge de qualité des OEV et autres EAV ;
- l'appui notamment, en vivres, non vivres et assistance médicale, scolaire à des enfants en rupture et/ou en fragilité familiale et sociale ;
- l'organisation de maraudes d'identification et de prise en charge des enfants en situation de rue dans le District d'Abidjan et autres régions de la Côte d'Ivoire ;
- l'organisation de missions d'évaluation du respect des normes dans les Etablissements de Protection de Remplacement (EPR), les structures préscolaires publiques et privées ;
- la formation des familles d'accueil sur les normes et standards de prise en charge des pupilles ;
- l'apparentement des enfants privés de protection parentale et éligibles à l'adoption ;
- la réunification familiale des enfants à l'issue des opérations de recherches parentales fructueuses.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de l'efficacité de l'intervention des structures du ministère ;
- la mise en œuvre des cadres stratégiques liés à la protection, à la promotion et à la valorisation de la femme ;
- la promotion de l'inclusion des femmes au processus de développement et leur accès de façon équitable aux fruits de la richesse ;
- la mise en œuvre d'un cadre de protection, de promotion et de renforcement de l'institution familiale ;
- le renforcement des mécanismes communautaires, institutionnels et législatifs de protection sociale, administrative et judiciaire des enfants.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée ;
- l'égalité des sexes, la justice sociale, l'autonomisation des femmes et des jeunes filles sont promues ;
- l'institution familiale est protégée, promue et renforcée ;
- les mécanismes de protection de l'enfant sont renforcés.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 29, le Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de promotion de la Femme, de la Famille et de protection de l'Enfant.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

En matière de promotion de la Femme et de la Famille :

- promotion économique, sociale et juridique de la femme ;
- promotion du Genre ;
- lutte contre les violences exercées sur les femmes et les filles, en liaison avec le Ministre chargé de la Justice et des Droits et l'Homme ;

- sensibilisation et information de la communauté sur les droits de la femme ;
- assistance et conseil aux femmes et aux filles en difficulté, notamment aux filles-mères, aux veuves, aux femmes victimes de violences conjugales ;
- promotion, coordination et suivi des activités socio-économiques concernant la femme ;
- promotion, coordination et suivi des mouvements coopératifs et mutualistes féminins en milieu urbain et rural, en liaison avec les Ministres concernés ;
- gestion et coordination des institutions publiques et privées d'éducation féminine ;
- mise en œuvre des mesures favorisant la protection et l'épanouissement des citoyens dans le cadre de la famille ;
- promotion des valeurs sociales et morales dans la famille ;
- développement de la prise de conscience, de la responsabilité réciproque et du respect des droits et obligations de chacun des membres de la famille ;
- sensibilisation des populations aux programmes de planification et de bien-être familial ;
- sensibilisation des femmes sur la prévention du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé.

En matière de Protection de l'Enfant :

- élaboration et suivi des lois et règlements en matière de Protection de l'enfant, en liaison avec le Ministre chargé de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- lutte contre les violences exercées sur les enfants, en liaison avec le Ministre chargé de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- sensibilisation et information de la communauté sur les droits de l'enfant ;
- mise en œuvre des programmes d'éducation et d'assistance aux enfants mineurs en difficulté et aux enfants de la rue, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Sociales ;
- lutte contre les abandons et négligence d'enfants ;
- coordination des activités de protection de l'enfance, y compris celles des institutions spécialisées de prise en charge des enfants, en liaison avec le Ministre chargé des Affaires Sociales ;
- participation à la coordination, à l'identification, à la mise en œuvre et au suivi des mesures dans le domaine de la lutte contre la traite, l'exploitation et les pires formes de travail des enfants, en liaison avec les Ministres chargés de la Justice, de l'Administration du Territoire et des Affaires Sociales ;
- sensibilisation des enfants sur la prévention du VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Promotion de l'approche Genre, de l'Autonomisation des femmes et des jeunes filles
- Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille
- Programme 4 : Protection des Enfants et des adolescents vulnérables

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale, Direction des Ressources Humaines, Direction des Affaires Financières et du Patrimoine, Direction de la Planification, des Etudes et de la Documentation, Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale, Direction des Systèmes d'Information, Direction de la Qualité, Direction de la Coordination, des Etablissements et Services à caractère Social de Protection de la Petite Enfance et des Complexes Socio-Educatifs, Directions Régionales (32), Service de Communication et des Relations Publiques, Cellule de Passation des Marchés Publics, Service de Gestion du Patrimoine		Renforcement du Système de Collecte et de gestion des Données Statistiques	
Programme 2 : Promotion de l'approche Genre, de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles	Direction du Genre et de l'Equité, Direction de la Formation, Direction de l'Autonomisation Economique de la Femme, Projet de Gestion Novatrice du Fonds Femme et Développement, Programme National de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre, Centre PAVVIOS, Centre d'accueil pour femmes en détresse d'Adiaké, Institutions de Formation et d'Education Féminine (126).	- Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme ; - Chaire Unesco	- Appui à la promotion du genre, femme et famille ; - Appui au renforcement de la capacité nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) ; - Appui à l'émancipation politique, économique et sociale des femmes et des jeunes ; - Projet de promotion et d'Autonomisation de la femme rurale PHASE II ; - Projet de construction des Usines des Femmes de Côte d'Ivoire (USIFEM- COTE d'IVOIRE) - Réhabilitation, extension et équipement de l'IFEF de Dabou ; - Réhabilitation, extension et équipement de l'IFEF d'Adiopodoumé ; - Construction et équipement de l'IFEF Odienné ; - Programme National d'Appui à la réforme des IFEF (phase pilote)	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille	Direction de la Promotion de la Famille, Complexes Socio-éducatifs (53), Cellule médico-sociale, Commission nationale de la Famille, Comité de Placement familial		-Construction et équipement du Complexe Socio-Educatif d'Akoupé ; -Construction et équipement du Complexe Socio-Educatif de Ferkessédougou ; -Réhabilitation et équipement du CSE d'Odienné ; -Construction et équipement CSE Sassandra -Construction et équipement du CSE de Yamoussoukro ; -Construction et équipement du CSE de Minignan ; -Construire et équiper de 4 Complexe Socio-Educatif dans la Région du Poro (Korhogo, Sinématiali, M'Bengué et Dikodougou)	
Programme 4 : Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	Autorité Centrale pour l'Adoption en Côte d'Ivoire (ACACI), Direction de la Protection de l'Enfant (DPE), Cellule d'Exécution du Programme des Enfants et des Adolescents Vulnérables (PPEAV), Comité National de Lutte contre le Trafic et l'Exploitation des Enfants, Centres de Protection de la Petite Enfance (76), Centres d'Action Communautaire pour l'Enfance (03), orphelinats (02), pouponnières publiques (04), Centre d'accueil et de transit (04) et garderies/crèches (02)		- Programme National de prise en charge des OEV (PNOEV)-VIH/Sida ; - Réhabilitation Extension et équipement du Centre éducatif Zone 4 C - Programme de coopération CI-UNICEF de protection enfants et adolescents ; - Programme de Prise en charge des Enfants et Adolescents Vulnérables ; - Réhabilitation, construction et équipement d'un bâtiment R+1 à la Pouponnière de Yopougon Attié ; - Construction et équipement d'un centre socio- éducatif de réinsertion des enfants en situations de vulnérabilité à MAN ; - Réhabilitation, construction et équipement du CPPE Abiaty ; - Réhabilitation, construction et équipement du CPPE Eboinda. -Aménagement des crèches et garderies publiques en CI (dans 30 CPPE) - Construction et équipement du CPPE de Koro OULE (Kaniasso)	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du ministère	**RS 1.1** : La gouvernance du ministère est améliorée	**IP 1.1.1** : Taux de satisfaction des usagers sur les services offerts par le ministère	(Nombre d'usagers enquêtés satisfaits / Nombre total d'usagers enquêtés) x 100 Sources : Rapports d'activités / d'enquêtes DPED
OG 2 : Promouvoir l'égalité des sexes, la justice sociale, l'autonomisation des femmes et des jeunes filles	**RS 2.1** : L'égalité des sexes, la justice sociale et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles sont promues	**IP 2.1.1** : Taux de réalisation des activités de la stratégie en matière de promotion des droits et d'autonomisation de la femme	(Nombre d'activités réalisées de la stratégie en matière de promotion des droits et d'autonomisation de la Femme / Nombre total d'activités de la stratégie en matière de promotion des droits et d'autonomisation de la Femme) x 100 Sources : Rapports d'activités DGE / DAEF / PGNFNFD
OG 3 : Protéger, promouvoir et renforcer l'institution familiale	**RS 3.1** : L'institution familiale est protégée, promue et renforcée	**IP 3.1.1** : Taux de réalisation des activités de la stratégie en matière de valorisation de la famille	(Nombre d'activités de la stratégie en matière de valorisation de la famille réalisées / Nombre total d'activités de la stratégie en matière de valorisation de la famille) x 100 Source : Rapport d'activités DPF

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 4 : Renforcer les mécanismes de protection des enfants	**RS 4.1** : Les mécanismes de protection de l'enfant sont renforcés	**IP 4.1.1** : Taux de réalisation des activités de la stratégie en matière de protection de l'enfant	(Nombre d'activités réalisées de la stratégie en matière de protection de l'enfant / Nombre total d'activités de la stratégie en matière de protection de l'enfant) x 100 Source : Rapport d'activités DPE

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**31 263 058 865**	**34 960 639 549**	**36 831 893 378**
1.1 Ressources Intérieures	**28 316 295 379**	**32 598 387 579**	**34 847 719 583**
1.1.1 Budget Etat	28 316 295 379	32 598 387 579	34 847 719 583
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**2 946 763 486**	**2 362 251 970**	**1 984 173 795**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	2 946 763 486	2 362 251 970	1 984 173 795
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**31 263 058 865**	**34 960 639 549**	**36 831 893 378**
2.1 Personnel	**14 455 483 676**	**14 893 840 734**	**15 332 197 793**
2.1.1 Solde y compris EPN	14 455 483 676	14 893 840 734	15 332 197 793
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**7 976 013 843**	**8 212 919 964**	**8 252 423 033**
2.3 Transferts	**273 035 794**	**298 274 231**	**311 343 265**
2.4 Investissement	**8 558 525 552**	**11 555 604 620**	**12 935 929 287**
Trésor	*5 611 762 066*	*9 193 352 650*	*10 951 755 492*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*2 946 763 486*	*2 362 251 970*	*1 984 173 795*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi évaluation
	Action 1.3: Information et communication
	Action 1.4: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1.1 : Améliorer la coordination et l'animation des activités du ministère	Taux de réalisation du plan d'actions prioritaires du ministère	86,66%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités du plan d'actions prioritaires du ministère réalisées / Nombre total d'activités inscrites dans le plan d'actions prioritaires du ministère) x 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
	Taux de réalisation du plan d'actions de l'Inspection Générale	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'activités du plan d'actions de l'IG réalisées / Nombre total d'activités inscrites dans le plan d'actions de l'IG) x 100 Source : Rapport d'activités IG
	Proportion de structures socio-éducatives évaluées	80%	100%	100%	100%	(Nombre de structures socio-éducatives évaluées / Nombre total de structures socio-éducatives planifiées) x 100 Source : Rapport d'activités DCSSEB
OS 1.2 : Optimiser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de réalisation du plan de formation du personnel	100%	100%	100%	100%	(Nombre de formations réalisées / Nombre de formations programmées) x 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'atteinte des cibles des PAP	85,69%	92%	92%	92%	(Nombre de cibles des PAP atteintes / Nombre total de cibles des PAP) x 100 Source : Rapport d'activités DAFP
	Taux de couverture des besoins en matériels	100%	100%	100%	100%	(Besoins en matériels satisfaits / Besoins total exprimés) x 100 Source : Rapport d'activités DAFP

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1.3 : Renforcer le système de planification, d'informations et de communication du ministère	Existence de l'annuaire statistique de l'année N-1	Oui	Oui	Oui	Oui	Existence de l'annuaire statistique : Oui / Non Source : Rapport d'activités DPED
	Proportion d'applications web développées	80%	85%	100%	100%	(Nombre d'applications web développées / Nombre d'applications prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DSI
	Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel du ministère	78,79%	87%	90%	100%	(Nombre d'activités du Plan de Travail Annuel réalisées / Nombre total d'activités du Plan de Travail Annuel planifiées) x 100 Source : Rapport d'activités DPED

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**16 254 527 519**	**16 961 313 583**	**17 360 148 721**
Dépenses de personnel	14 455 483 676	14 893 840 734	15 332 197 793
Dépenses en biens et services	1 754 043 843	1 988 447 859	2 027 950 928
Transferts	0	0	0
Investissements	45 000 000	79 024 990	0
Trésor	*45 000 000*	*79 024 990*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21118 Administration Générale	**16 254 527 519**	**16 961 313 583**	**17 360 148 721**
2111801 Coordination et animation du ministère	**1 010 788 843**	**1 235 269 128**	**1 274 204 812**
2 Biens et services	**1 010 788 843**	**1 235 269 128**	**1 274 204 812**
11104000036 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Lacs (Yamoussoukro)	8 600 000	11 648 000	11 822 269
14104000028 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du N'Zi Comoé (Dimbokro)	8 680 000	11 756 354	11 932 242
15104000032 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Iffou (Daoukro)	10 580 000	14 329 753	14 544 141
16104000027 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Moronou (Bongouanou)	9 780 000	13 246 217	13 444 396
17104000036 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bandama (Bouaké)	8 730 000	11 824 076	12 000 978
18104000047 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Hambol (Katiola)	8 880 000	12 027 237	12 207 179

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21118 Administration Générale	**16 254 527 519**	**16 961 313 583**	**17 360 148 721**
22104000006 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bafing (Touba)	14 280 000	19 341 104	19 630 466
23104000016 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Demguélé (0diénné)	9 280 000	12 569 007	12 757 053
24104000020 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Tchologo (Ferkéssedougou)	9 080 000	12 298 123	12 482 116
25104000026 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Poro (Korhogo)	10 830 000	14 668 357	14 887 812
26104000021 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Bagoué (Boundiali)	9 780 000	13 246 216	13 444 395
27104000006 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Folon (Minignan)	9 280 000	12 569 008	12 757 054
28104000015 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Boukani (Bouna)	9 080 000	12 298 121	12 482 116
31104000045 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Haut Sassandra (Daloa)	8 980 000	12 162 680	12 344 649
32104000040 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Fromager (Gagnoa)	8 780 000	11 891 795	12 069 710
35104000021 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Marahoue (Bouaflé)	10 780 000	14 600 636	14 819 079
36104000010 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Worodougou (Séguéla)	12 180 000	16 496 823	16 743 632
37104000013 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Béré (Mankono)	8 480 000	11 485 471	11 657 306
41104000022 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Tonkpi (Man)	13 580 000	18 393 012	18 668 192
42104000020 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Cavally (Guiglo)	8 980 000	12 162 682	12 344 649
43104000026 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Guemon (Duekoue)	8 780 000	11 891 796	12 069 712
51104000029 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Lôh Djiboua (Divo)	9 000 000	12 189 770	12 372 142
55104000020 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bas Sassandra (San-Pédro)	12 180 000	16 496 824	16 743 633
56104000021 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Nawa (Soubré)	9 280 000	12 569 006	12 757 054
57104000013 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gloklê (Sassandra)	11 700 000	15 846 702	16 083 786
61104000050 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Moyen Comoe (Abengourou)	13 380 000	18 122 128	18 393 254
62104000051 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Zanzan (Bondoukou)	8 080 000	10 943 703	11 107 434
71104000092 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Sud Comoé (Aboisso)	15 500 000	20 993 495	21 307 579
76104000038 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de l'Agnéby (Agboville)	10 630 000	14 397 473	14 612 875
77104000040 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Mé (Adzopé)	11 000 000	14 898 607	15 121 508
78011201655 Prendre en charge les frais d'abonnement du ministère	324 208 843	349 654 366	377 210 495
78104000339 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Lagunes (Abidjan)	16 780 000	22 727 155	23 067 178
78104000340 Suivre la Mise en œuvre du système qualité dans les services du Ministère	18 000 000	24 379 550	24 744 293
78104000341 Coordonner les structures socio-éducatives de base	19 900 000	26 952 947	27 356 189
78104000342 Recruter les experts pour assister le Cabinet du Ministère / Convention BNETD	138 450 000	187 519 447	190 324 869
78104000417 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	5 417 679	5 498 732
78104000421 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	25 300 000	34 266 814	34 779 478
78104000428 Coordonner les activités du Ministère	125 000 000	125 000 000	125 000 000
78104000478 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	12 000 000	16 253 029	16 496 195
79104000047 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Grands Ponts (Dabou)	10 000 000	13 544 188	13 746 826
90104000009 Acquérir des Kits Pédagogiques pour les centres de protection de la petite enfance	9 000 000	12 189 777	12 372 146

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21118 Administration Générale	**16 254 527 519**	**16 961 313 583**	**17 360 148 721**
2111802 Planification, programmation et suivi évaluation	**59 400 000**	**93 424 990**	**14 400 000**
2 Biens et services	**14 400 000**	**14 400 000**	**14 400 000**
78104000479 Organiser la planification générale des activités du Ministère, les suivre et les évaluer	14 400 000	14 400 000	14 400 000
4 Investissements	**45 000 000**	**79 024 990**	**0**
Trésor	***45 000 000***	***79 024 990***	***0***
78104000424 Renforcer le système de collecte et de gestion des données statistiques	45 000 000	79 024 990	0
2111803 Information et communication	**40 000 000**	**43 721 399**	**43 934 168**
2 Biens et services	**40 000 000**	**43 721 399**	**43 934 168**
78104000343 Assurer la modernisation des outils de gestion et la maintenance du matériel informatique des structures du Ministère	29 500 000	29 500 000	29 500 000
78104000344 Organiser la communication des activités du ministère (couverture médiatique, interview, conception de	10 500 000	14 221 399	14 434 168
2111804 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**15 144 338 676**	**15 588 898 066**	**16 027 609 741**
1 Personnel	**14 455 483 676**	**14 893 840 734**	**15 332 197 793**
78104000349 Gérer les dépenses de personnels du Ministère	14 455 483 676	14 893 840 734	15 332 197 793
2 Biens et services	**688 855 000**	**695 057 332**	**695 411 948**
78104000345 Gérer les ressources humaines du ministère	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78104000346 Prendre en charge les missions hors CI	80 000 000	80 000 000	80 000 000
78104000347 Prendre en charge les missions en CI	86 700 000	86 700 000	86 700 000
78104000414 Organiser des Campagnes de sensibilisation sur les différentes thématiques du ministère	23 300 000	23 300 000	23 300 000
78104000425 Elaborer et mettre en œuvre le DPPD/-PAP/CDMT	40 000 000	40 000 000	40 000 000
78104000426 Gérer la commande publique du Ministère	9 500 000	12 866 980	13 059 485
78104000467 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	97 355 000	97 355 000	97 355 000
78104000476 Gérer les ressources financières et matérielles du Ministère	68 500 000	68 500 000	68 500 000
78104000499 Prendre en charge les dépenses centralisées du MFFE	220 500 000	220 500 000	220 500 000
78104000530 Gérer le patrimoine du Ministère	8 000 000	10 835 352	10 997 463
90104000016 Assurer le contrôle de la mise en œuvre des projets du Ministère	25 000 000	25 000 000	25 000 000

II.2.2 Programme 2 : Promotion de l'approche Genre, de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Promotion de l'approche Genre, de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles	Action 2.1: Renforcement des capacités techniques et du dispositif juridique de promotion du genre
	Action 2.2: Développement des approches de lutte contre les VBG
	Action 2.3: Développement des stratégies d'éducation et de formation à l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieux urbain et rural
	Action 2.4: Renforcement des capacités des femmes et jeunes filles entrepreneures

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion de l'approche Genre, de l'Autonomisation des femmes et des jeunes filles						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel et juridique en matière de promotion du genre et de justice sociale	Proportion d'acteur(e)s clé(e)s formé(e)s en matière de genre	154,37 %	90%	100%	-	(Nombre d'acteur(e)s clé(e)s formé(e)s en matière de genre / Nombre d'acteur(e)s clé(e)s planifié(e)s) x100 (Base cible : 3900 soit 150 acteurs clés X 26 structures) Source : Rapport d'activités DGE
	Nombre de femmes disposant de capacités en leadership politique	786	200	200	200	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGE
OS 2 : Améliorer les stratégies d'autonomisation des femmes et des jeunes filles	Nombre de femmes et de jeunes filles ayant bénéficié d'un programme d'alphabétisation, de renforcement de capacités en leadership et management	2 336	3100	3200	3300	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DAEF / DF
	Taux de réussite à l'examen de fin de formation	94,83%	95%	95%	95%	(Nombre d'auditrices admises à l'examen de fin de formation / Nombre d'auditrices en fin de formation) x 100 Source : Rapport d'activités DF
	Proportion d'organisations féminines ayant bénéficié d'un appui en matériels	31,5%	33%	35%	35%	(Nombre d'organisations féminines ayant bénéficié d'appui en matériels / Nombre total d'organisations identifiées) x 100 Source : Rapport d'activités DAEF
	Pourcentage de femmes ayant bénéficié de prêts pour la création ou le renforcement d'une AGR	11,12%	33%	35%	35%	(Nombre de femmes demandeurs satisfaites / Nombre total de femmes demandeurs) x 100 Source : Rapport d'activités DAEF
OS 3 : Renforcer les mécanismes de protection contre les VBG	Nombre de plateformes de lutte contre les violences basées sur le genre (PF-VBG) installées	94	104	108	112	Dénombrement Source : Rapport d'activités PNLVBG
	Nombre d'acteurs clés formés en matière de lutte contre les VBG	180	150	150	150	Dénombrement (30 personnes par PF-VBG nouvelles) Source : Rapport d'installation PNLVBG
	Pourcentage de femmes victimes de viol ayant bénéficié d'une prise en charge médicale dans un délai de 72 Heures	49,57%	70%	75%	80%	(Nombre de femmes victimes de viol déclaré dans les plateformes VBG ayant bénéficié d'une prise en charge médicale dans le délai de 72H / Nombre total de femmes victimes de viol déclaré dans les plateformes de lutte contre les VBG) x 100 Sources : Rapports d'activités PAVVIOS / PNLVBG

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : PROMOTION DE L'APPROCHE GENRE, DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES	**5 998 995 287**	**6 070 075 663**	**8 156 837 786**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	1 685 660 000	1 685 660 000	1 685 660 000
Transferts	111 105 000	126 224 181	129 345 761
Investissements	4 202 230 287	4 258 191 482	6 341 832 025
Trésor	*3 255 466 801*	*4 258 191 482*	*6 341 832 025*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*946 763 486*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22119 Promotion de l'approche Genre, de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles	**5 998 995 287**	**6 070 075 663**	**8 156 837 786**
2211901 Renforcement des capacités techniques et du dispositif juridique de promotion du genre	**1 476 303 486**	**892 074 588**	**870 158 894**
2 Biens et services	**194 860 000**	**194 860 000**	**194 860 000**
78104000357 Promouvoir le genre	8 060 000	8 060 000	8 060 000
78104000358 Organiser la Journée internationale de la Femme	150 000 000	150 000 000	150 000 000
78104000484 Coordonner les projets et activités de promotion du genre	36 800 000	36 800 000	36 800 000
3 Transferts	**64 680 000**	**73 481 661**	**75 298 894**
78104000449 Apporter un appui au Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM)	6 680 000	7 589 015	7 776 694
78104000462 Assister les femmes en détresses	58 000 000	65 892 646	67 522 200
4 Investissements	**1 216 763 486**	**623 732 927**	**600 000 000**
Trésor	***270 000 000***	***623 732 927***	***600 000 000***
90104000013 Appui à l'émancipation politique, économique et sociale des femmes et des jeunes filles	200 000 000	223 732 927	0
78104000485 Appui promotion du genre femme et famille	70 000 000	400 000 000	600 000 000
Financement extérieur	***946 763 486***	***0***	***0***
90104000013 Appui à l'émancipation politique, économique et sociale des femmes et des jeunes filles	946 763 486	0	0
2211902 Développement des approches de lutte contre les VBG	**516 050 000**	**1 166 050 000**	**1 807 882 025**
2 Biens et services	**366 050 000**	**366 050 000**	**366 050 000**
71104000119 Apporter un soutien à la Maison des Femmes d'Adiaké	272 000 000	272 000 000	272 000 000
78104000362 Prendre en charge des victimes de VBG	18 700 000	18 700 000	18 700 000
78104000450 Coordonner les projets et activités de lutte contre les Violences Basées sur le Genre	15 350 000	15 350 000	15 350 000
90104000002 Organiser la Journée les 16 jours d'activismes	35 000 000	35 000 000	35 000 000
90104000004 Organiser la journée de lutte contre les Mutilations Génitales Féminines (MGF)	25 000 000	25 000 000	25 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22119 Promotion de l'approche Genre, de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles	**5 998 995 287**	**6 070 075 663**	**8 156 837 786**
4 Investissements	**150 000 000**	**800 000 000**	**1 441 832 025**
Trésor	***150 000 000***	***800 000 000***	***1 441 832 025***
78104000361 Appui Renforcement capacité Nationale lutte contre les Violences Basées sur le Genre	150 000 000	800 000 000	1 441 832 025
2211903 Développement des stratégies d'éducation et de formation à l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieux urbain et rural	**1 896 767 593**	**3 421 708 555**	**4 487 250 000**
2 Biens et services	**987 250 000**	**987 250 000**	**987 250 000**
11104000030 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Didiévi	4 990 000	4 990 000	4 990 000
11104000032 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Tiébissou	4 990 000	4 990 000	4 990 000
11104000033 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Toumodi	4 995 000	4 995 000	4 995 000
11104000038 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Yamoussoukro	7 060 000	7 060 000	7 060 000
11104000045 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Djékanou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
14104000027 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Bocanda	4 995 000	4 995 000	4 995 000
14104000032 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Dimbokro	4 995 000	4 995 000	4 995 000
14104000034 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Kouassi-kouassikro	5 000 000	5 000 000	5 000 000
15104000029 Mettre en œuvre et Coordonner les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Prikro	4 960 000	4 960 000	4 960 000
15104000030 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF M'Bahiakro	4 910 000	4 910 000	4 910 000
15104000033 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Daoukro	4 995 000	4 995 000	4 995 000
15104000040 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Ouellé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
16104000022 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF M'Batto	4 995 000	4 995 000	4 995 000
16104000023 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Arrah	7 460 000	7 460 000	7 460 000
16104000024 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Bongouanou	4 990 000	4 990 000	4 990 000
17104000039 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Botro	4 965 000	4 965 000	4 965 000
17104000042 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF de Bouaké-Air France	8 120 000	8 120 000	8 120 000
17104000049 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Kahankro	4 965 000	4 965 000	4 965 000
17104000055 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Bouaké Koko	10 460 000	10 460 000	10 460 000
17104000056 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Diabo	6 115 000	6 115 000	6 115 000
17104000057 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Yablassou	7 260 000	7 260 000	7 260 000
17104000061 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Kondéhinou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17104000062 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Languibonou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17104000063 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Béoumi	5 000 000	5 000 000	5 000 000
18104000034 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Fronan	4 980 000	4 980 000	4 980 000
18104000035 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Katiola	4 960 000	4 960 000	4 960 000
18104000038 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF de Satama-Sokoro	4 990 000	4 990 000	4 990 000
18104000043 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Dabakala	6 240 000	6 240 000	6 240 000
18104000049 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme IFEF Tafiré	8 000 000	8 000 000	8 000 000
18104000050 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Foumbolo	4 995 000	4 995 000	4 995 000
18104000054 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Satama-sokoura	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23104000019 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Odienné	4 960 000	4 960 000	4 960 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22119 Promotion de l'approche Genre, de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles	**5 998 995 287**	**6 070 075 663**	**8 156 837 786**
23104000020 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Séguélon	4 990 000	4 990 000	4 990 000
23104000026 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Gbélégban	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23104000027 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Seydougou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23104000028 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Séguélon	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23104000029 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Tiémé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
24104000023 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Kong	4 960 000	4 960 000	4 960 000
24104000026 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Ferkessédougou	4 995 000	4 995 000	4 995 000
24104000027 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Togoniéré	4 960 000	4 960 000	4 960 000
25104000020 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Korhogo	9 180 000	9 180 000	9 180 000
25104000027 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Niofoin	4 995 000	4 995 000	4 995 000
25104000028 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF M'Bengué	4 995 000	4 995 000	4 995 000
25104000029 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Sinématiali	4 995 000	4 995 000	4 995 000
25104000031 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Guiembé	4 990 000	4 990 000	4 990 000
25104000035 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Kagbolodougou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
26104000019 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Boundiali	4 960 000	4 960 000	4 960 000
26104000023 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Tengrela	4 960 000	4 960 000	4 960 000
26104000027 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Kouto	4 960 000	4 960 000	4 960 000
26104000028 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Gbon	4 990 000	4 990 000	4 990 000
26104000030 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Kasséré	5 000 000	5 000 000	5 000 000
27104000008 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme Centre de formation polyvalent de Kaniasso	4 960 000	4 960 000	4 960 000
28104000016 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Bouna	4 990 000	4 990 000	4 990 000
28104000018 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Bonoua	4 990 000	4 990 000	4 990 000
28104000020 Mettre en œuvre et Coordonner les activités de formation et d'éducation de la femme IFEF Nassian	4 990 000	4 990 000	4 990 000
31104000041 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Vavoua	4 960 000	4 960 000	4 960 000
31104000047 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Zoukougbeu	4 990 000	4 990 000	4 990 000
31104000048 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme Centre de Formation Nazareth couture et arts ménagers de Daloa, IFEF	7 110 000	7 110 000	7 110 000
31104000053 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Issia	6 860 000	6 860 000	6 860 000
31104000058 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Daloa 2ème Bataillon	4 995 000	4 995 000	4 995 000
31104000061 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Daloa Commune	4 995 000	4 995 000	4 995 000
32104000028 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Ouragahio	8 000 000	8 000 000	8 000 000
32104000029 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Oumé	7 760 000	7 760 000	7 760 000
32104000034 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Guibéroua	4 960 000	4 960 000	4 960 000
32104000038 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Gagnoa	4 960 000	4 960 000	4 960 000
32104000039 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme IFEF Princesse Grâce de Monaco de Zébizekou	12 560 000	12 560 000	12 560 000
32104000043 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Diégonéfla	4 995 000	4 995 000	4 995 000
35104000025 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Zuénoula	4 995 000	4 995 000	4 995 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22119 Promotion de l'approche Genre, de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles	**5 998 995 287**	**6 070 075 663**	**8 156 837 786**
35104000028 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Bouaflé	4 960 000	4 960 000	4 960 000
35104000029 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Sinfra	4 960 000	4 960 000	4 960 000
36104000014 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Séguéla	5 000 000	5 000 000	5 000 000
36104000015 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Kani	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41104000024 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Logoualé	8 460 000	8 460 000	8 460 000
41104000026 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Bin-Houyé	5 715 000	5 715 000	5 715 000
41104000029 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Man	6 560 000	6 560 000	6 560 000
41104000043 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Gbonné	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41104000044 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Danané	5 000 000	5 000 000	5 000 000
42104000021 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Taï	4 960 000	4 960 000	4 960 000
42104000024 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Guiglo	4 960 000	4 960 000	4 960 000
42104000025 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Toulepleu	4 960 000	4 960 000	4 960 000
42104000030 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Bloléquin	4 960 000	4 960 000	4 960 000
43104000020 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Duékoué	4 960 000	4 960 000	4 960 000
51104000033 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Divo	7 260 000	7 260 000	7 260 000
51104000034 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Guitry	6 410 000	6 410 000	6 410 000
51104000035 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Hiré	12 060 000	12 060 000	12 060 000
51104000038 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF de Zikisso	8 260 000	8 260 000	8 260 000
51104000043 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Lakota	6 495 000	6 495 000	6 495 000
55104000017 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Tabou	4 990 000	4 990 000	4 990 000
55104000021 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF San-Pédro	4 960 000	4 960 000	4 960 000
56104000023 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Soubré	4 995 000	4 995 000	4 995 000
56104000026 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Méagui	5 000 000	5 000 000	5 000 000
56104000027 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Buyo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
57104000011 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Sassandra	8 960 000	8 960 000	8 960 000
57104000015 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Fresco	4 995 000	4 995 000	4 995 000
61104000043 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme IFEF Tanguelan	4 960 000	4 960 000	4 960 000
61104000044 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Abengourou	11 960 000	11 960 000	11 960 000
61104000045 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Agnibilékro	4 960 000	4 960 000	4 960 000
61104000046 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Yakassé-Féyassé	6 470 000	6 470 000	6 470 000
62104000041 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Tanda	4 975 000	4 975 000	4 975 000
62104000042 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Tiédo	4 975 000	4 975 000	4 975 000
62104000045 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Assuéfry	6 260 000	6 260 000	6 260 000
62104000050 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Kouassi-Datékro	6 190 000	6 190 000	6 190 000
62104000052 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Transua	4 960 000	4 960 000	4 960 000
62104000060 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Bondoukou	6 760 000	6 760 000	6 760 000
62104000065 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Amanvi	5 000 000	5 000 000	5 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22119 Promotion de l'approche Genre, de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles	**5 998 995 287**	**6 070 075 663**	**8 156 837 786**
71104000102 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Aboisso	8 990 000	8 990 000	8 990 000
71104000103 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Grand-Bassam	4 960 000	4 960 000	4 960 000
71104000104 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Moossou	4 995 000	4 995 000	4 995 000
71104000118 Coordonner les activités d'autonomisation de la Femme, IFEF d'Adiaké	4 995 000	4 995 000	4 995 000
76104000035 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme IFEF Agboville	8 960 000	8 960 000	8 960 000
76104000043 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Taabo	8 860 000	8 860 000	8 860 000
76104000044 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Tiassalé	6 460 000	6 460 000	6 460 000
76104000049 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, Centre KIMOU N'Guessan Faustin	6 610 000	6 610 000	6 610 000
76104000061 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Sikensi	5 000 000	5 000 000	5 000 000
77104000031 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Afféry	7 510 000	7 510 000	7 510 000
77104000032 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Montézo	4 945 000	4 945 000	4 945 000
77104000034 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Adzopé	6 760 000	6 760 000	6 760 000
77104000044 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF de Yakassé-Attobrou	4 960 000	4 960 000	4 960 000
78104000368 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme IFEF Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus-Cocody	4 960 000	4 960 000	4 960 000
78104000369 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Treichville	6 710 000	6 710 000	6 710 000
78104000370 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme Centre d'Alphabétisation Père Antonino Celona-Port-Bouët, IFEF	4 995 000	4 995 000	4 995 000
78104000371 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Anoumabo Espoir	8 495 000	8 495 000	8 495 000
78104000372 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Camp Galliéni	4 995 000	4 995 000	4 995 000
78104000373 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Bingerville	6 660 000	6 660 000	6 660 000
78104000374 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Abobo-Doumé	9 260 000	9 260 000	9 260 000
78104000375 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF de Songon	9 660 000	9 660 000	9 660 000
78104000377 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Money Gram UWW Adiopodoumé	8 260 000	8 260 000	8 260 000
78104000378 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Marie Eugénie Cocody Angré	4 260 000	4 260 000	4 260 000
78104000411 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Marie-Thérèse H.B.	31 100 000	31 100 000	31 100 000
78104000419 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Agban	4 960 000	4 960 000	4 960 000
78104000452 Organiser les examens de fin de formation des IFEF	45 000 000	45 000 000	45 000 000
78104000454 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Marcory	12 460 000	12 460 000	12 460 000
78104000455 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Koumassi	7 410 000	7 410 000	7 410 000
78104000456 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Anyama	6 800 000	6 800 000	6 800 000
78104000457 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Yopougon Mairie	7 660 000	7 660 000	7 660 000
78104000458 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Akouédo	5 760 000	5 760 000	5 760 000
78104000459 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Port-Bouët	8 060 000	8 060 000	8 060 000
78104000461 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Riviera Ste Famille	8 160 000	8 160 000	8 160 000
78104000482 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Abobo-SOGEFIHA	6 660 000	6 660 000	6 660 000
78104000483 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Notre Dame de l'incarnation Cocody	4 990 000	4 990 000	4 990 000
78104000486 Coordonner et promouvoir les activités des IFEF	40 000 000	40 000 000	40 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22119 Promotion de l'approche Genre, de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles	**5 998 995 287**	**6 070 075 663**	**8 156 837 786**
78104000490 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Yopougon SOLIC III	9 460 000	9 460 000	9 460 000
78104000513 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Attécoubé	7 995 000	7 995 000	7 995 000
79104000036 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Dabou	4 960 000	4 960 000	4 960 000
79104000038 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Grand-Lahou	4 960 000	4 960 000	4 960 000
79104000040 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Jacqueville	4 985 000	4 985 000	4 985 000
79104000050 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Lopou 2	4 960 000	4 960 000	4 960 000
79104000051 Mettre en œuvre les activités de formation et d'éducation de la femme, IFEF Toupah	4 995 000	4 995 000	4 995 000
4 Investissements	**909 517 593**	**2 434 458 555**	**3 500 000 000**
Trésor	***909 517 593***	***2 434 458 555***	***3 500 000 000***
90104000018 Mettre en œuvre le Programme National d'Appui à la Reforme de IFEF (phase pilote)	778 424 812	2 400 000 000	3 500 000 000
79104000044 Construire et équiper IFEF de Dabou	46 699 681	0	0
78104000531 Réhabilitation, extension et équipement de l'IFEF d'Adiopodoumé	34 393 100	34 458 555	0
23104000024 Construction et équipement de l'IFEF d'Odienné	50 000 000	0	0
2211904 Renforcement des capacités des femmes et jeunes filles entrepreneures	**2 109 874 208**	**590 242 520**	**991 546 867**
2 Biens et services	**137 500 000**	**137 500 000**	**137 500 000**
78104000382 Piloter le conseil national de femme	4 500 000	4 500 000	4 500 000
78104000447 Coordonner les activités de l'unité de gestion du Fonds Femme et Développement	34 000 000	34 000 000	34 000 000
78104000472 Organiser la Journée internationale de l'entreprenariat féminin	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78104000473 Former et sensibiliser les femmes et groupements féminins en entrepreneuriat	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78104000496 Organiser la Journée mondiale de la femme rurale	20 000 000	20 000 000	20 000 000
90104000008 Coordonner les activités d'autonomisation économique de la femme	39 000 000	39 000 000	39 000 000
3 Transferts	**46 425 000**	**52 742 520**	**54 046 867**
78104000366 Apporter un appui à l'achat des titres de transport SOTRA des auditrices	46 425 000	52 742 520	54 046 867
4 Investissements	**1 925 949 208**	**400 000 000**	**800 000 000**
Trésor	***1 925 949 208***	***400 000 000***	***800 000 000***
90104000005 Projet de Construction des Usines des Femmes de Côte d'Ivoire "USIFEM-COTE d'IVOIRE"	1 825 949 208	0	0
78104000451 Projet Autonomisation de la Femme rurale	100 000 000	400 000 000	800 000 000

II.2.3 Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille	Action 3.1: Promotion des conditions de bien-être familial
	Action 3.2: Renforcement du cadre réglementaire et institutionnel de protection des familles

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 3.1 : Consolider les valeurs familiales fondamentales	Nombre de familles vulnérables bénéficiant d'une assistance multiforme (vivres, non vivres, psychosociale)	4 039	4000	4500	5000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPF
	Nombre de réunifications familiales réalisées	452	750	800	850	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPF
	Nombre de familles formées en compétence de vie familiale	28 311	35 311	39 311	43 811	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPF
OS 3.2 : Renforcer le système de protection de la famille	Proportion de commissions locales de la famille fonctionnelles	-	40%	68%	100%	(Nombre de commissions locales fonctionnelles / Nombre total de commissions locales installées) x 100 L'évaluation des 44 commissions locales de la CNFA ne démarre que cette année. Par conséquent, l'on n'aura les premières évidences qu'à fin 2025 Source : Rapport d'activités DPF
	Pourcentage de personnes sensibilisées sur les maladies métaboliques, les IST, le VIH/sida et les cancers ayant procédé au diagnostic.	85,67%	75%	90%	90%	(Nombre de personnes sensibilisées sur les maladies métaboliques, les IST, le VIH/sida et les cancers ayant procédé au diagnostic / Nombre total de personnes sensibilisées sur les maladies métaboliques, les IST, le VIH/sida et les cancers ayant procédé au diagnostic) x 100 Source : Rapport d'activités Centre Médico-Social

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : PROMOTION ET CONSOLIDATION DE LA FAMILLE	**956 600 000**	**1 776 601 260**	**1 884 693 460**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	620 100 000	622 502 105	622 502 105
Transferts	115 500 000	125 619 256	135 566 710
Investissements	221 000 000	1 028 479 899	1 126 624 645
Trésor	*221 000 000*	*1 028 479 899*	*1 126 624 645*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22120 Promotion et consolidation de la Famille	**956 600 000**	**1 776 601 260**	**1 884 693 460**
2212001 Promotion des conditions de bien-être familial	**871 800 000**	**1 691 486 724**	**1 799 578 924**
2 Biens et services	**535 300 000**	**537 387 569**	**537 387 569**
11104000037 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Centre Socio-Educatif de Yamoussoukro	13 880 000	13 934 642	13 934 642
14104000031 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Dimbokro	8 380 000	8 412 988	8 412 988
15104000039 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Daoukro	7 800 000	7 830 704	7 830 704
16104000026 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Bongouanou	9 780 000	9 818 499	9 818 499
17104000040 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Centre Socio-Educatif de Bouaké	8 780 000	8 814 561	8 814 561
17104000051 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Béoumi	10 780 000	10 822 435	10 822 435
18104000039 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe socio-éducatif de Boniérédougou (Dabakala)	9 180 000	9 216 136	9 216 136
18104000044 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Dabakala	7 660 000	7 690 153	7 690 153
22104060036 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Touba	6 150 000	6 174 208	6 174 208
23104000018 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Odienné	8 330 000	8 362 791	8 362 791
23104000023 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Madinani	7 000 000	7 027 555	7 027 555
25104000021 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Sirasso	11 380 000	11 424 799	11 424 799
25104000024 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Korhogo	9 180 000	9 216 137	9 216 137
28104000022 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Bouna	7 630 000	7 660 035	7 660 035
31104000042 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Issia	8 730 000	8 764 365	8 764 365
31104000046 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Daloa	8 180 000	8 212 201	8 212 201
31104000064 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Vavoua	8 650 000	8 684 050	8 684 050
31104000065 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Zoukougbeu	8 500 000	8 533 460	8 533 460
32104000035 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Oumé	8 330 000	8 362 791	8 362 791
32104000045 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Diégonefla	6 700 000	6 726 374	6 726 374
32104000046 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Gagnoa	7 400 000	7 429 129	7 429 129
35104000032 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Bouaflé	8 500 000	8 533 461	8 533 461
41104000027 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Man	8 000 000	8 031 492	8 031 492
41104000037 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Logoualé	8 650 000	8 684 050	8 684 050

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22120 Promotion et consolidation de la Famille	**956 600 000**	**1 776 601 260**	**1 884 693 460**
41104000038 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Mahapleu (Danané)	8 150 000	8 182 083	8 182 083
41104000039 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Zouan-Hounien	7 150 000	7 178 145	7 178 145
42104000022 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Guiglo	8 200 000	8 232 279	8 232 279
42104000033 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Taï	6 050 000	6 073 815	6 073 815
43104000023 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de Duékoué	9 260 000	9 296 451	9 296 451
43104000024 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Grand Gbapleu (EX CACE)	8 440 000	8 473 225	8 473 225
51104000040 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social de Divo	8 380 000	8 412 987	8 412 987
55104000016 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socia de Taboui	7 930 000	7 961 215	7 961 215
55104000019 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social de Grand-Béréby	10 030 000	10 069 483	10 069 483
56104000016 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de Soubré	7 530 000	7 559 641	7 559 641
61104000054 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Abengourou	9 650 000	9 687 987	9 687 987
62104000046 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Bondoukou	7 980 000	8 011 414	8 011 414
62104000064 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Tanda	7 150 000	7 178 145	7 178 145
76104000058 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Agboville	11 300 000	11 344 485	11 344 485
76104000059 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Tiassalé	6 600 000	6 625 980	6 625 980
77104000035 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social d'Adzopé	9 980 000	10 019 286	10 019 286
77104000051 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Yakassé Attobrou	8 500 000	8 533 460	8 533 460
77104000052 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Akoupé	9 150 000	9 186 019	9 186 019
77104000053 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Alépé	8 450 000	8 483 264	8 483 264
78104000380 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social Avenue 1 Treichville	10 230 000	10 270 271	10 270 271
78104000384 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif Port-Bouët	8 230 000	8 262 397	8 262 397
78104000386 Apporter un soutien aux populations en difficulté	40 000 000	40 157 488	40 157 488
78104000436 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social Koumassi Centre	9 480 000	9 517 318	9 517 318
78104000437 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social Cocody Nord	10 160 000	10 199 995	10 199 995
78104000438 Coordonner et animer les activités d'opérationnalisation de la commission de la famille	15 000 000	15 059 056	15 059 056
78104000487 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social Adjamé 220 Logements	16 280 000	16 324 404	16 324 404
78104000491 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social d'Adjamé Santé	8 980 000	9 015 349	9 015 349
78104000518 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de Yopougon Port Bouët II	8 830 000	8 864 758	8 864 758

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22120 Promotion et consolidation de la Famille	**956 600 000**	**1 776 601 260**	**1 884 693 460**
78104000525 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social d'Abobo Gare	8 530 000	8 563 578	8 563 578
78104000536 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Abadjin-Kouté (Songon)	6 150 000	6 174 208	6 174 208
90104000003 Organiser la Journée Internationale de la Famille	26 000 000	26 102 367	26 102 367
3 Transferts	**115 500 000**	**125 619 256**	**135 566 710**
78104000427 Soutenir les ménages vulnérables	115 500 000	125 619 256	135 566 710
4 Investissements	**221 000 000**	**1 028 479 899**	**1 126 624 645**
Trésor	***221 000 000***	***1 028 479 899***	***1 126 624 645***
77104000047 Construire et équiper le Complexe Socio-Educatif d'Akoupé	29 000 000	118 299 494	211 000 000
57104000017 Réhabiliter et équiper le CSE de Sassandra	26 000 000	50 000 000	74 000 000
27104000011 Réhabiliter et équiper le CSE de Minignan	29 000 000	50 000 000	21 000 000
25104000034 Construire et équiper 4 Complexe Socio-Educatif dans la Région du Poro (Korhogo, Sinématiali, M'Bengué et Dikodougou)	29 000 000	328 000 000	299 000 000
24104000031 Construire et équiper le complexe socio-éducatif de Ferkessédougou	29 000 000	110 000 000	126 077 002
23104000025 Réhabiliter et équiper le CSE d'Odienné	50 000 000	72 180 405	0
11104000044 Réhabiliter et équiper le CSE de Yamoussoukro	29 000 000	300 000 000	395 547 643
2212002 Renforcement du cadre réglementaire et institutionnel de protection des familles	**84 800 000**	**85 114 536**	**85 114 536**
2 Biens et services	**84 800 000**	**85 114 536**	**85 114 536**
78104000439 Prendre en charge les enfants privés de cellule familiale	6 000 000	6 023 620	6 023 620
78104000526 Coordonner les activités de Promotion et de Consolidation de la Famille	27 800 000	27 909 449	27 909 449
90104000010 Coordonner les activités de prise en charge des urgences médicales	51 000 000	51 181 467	51 181 467

II.2.4 Programme 4 : Protection des Enfants et des adolescents vulnérables

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Protection des Enfants et des adolescents vulnérables	Action 4.1: Amélioration du dispositif de prise en charge des enfants et adolescents vulnérables
	Action 4.2: Renforcement de la lutte contre la traite l'exploitation et les violences faites aux enfants

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Protection des Enfants et des adolescents vulnérables						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 4.1 : Améliorer la prise en charge des enfants en situation de vulnérabilités	Nombre d'OEV et leur famille bénéficiant de soins et de soutiens selon les normes AQ	177 717	145 000	165 000	185 000	Dénombrement Sources : Rapports d'activités PNOEV / PEPFAR
	Proportion d'enfants en situation de rue identifiés ayant bénéficié d'une assistance	90,53%	80%	85%	90%	(Nombre d'enfants en situation de rue identifiés ayant bénéficié d'une assistance / Nombre total d'enfants en situation de rue identifiés) x100 Source : Rapport d'activités PPEAV
	Nombre d'enfants encadrés dans les Centres de Protection de la Petite Enfance (CPPE)	19 998	23 000	25 000	27 000	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DCESPPE / CSE
	Nombre d'enfants pris en charge dans les Etablissements de Protection de Remplacement (EPR)	589	800	870	900	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPE
	Taux d'enquêtes sociales post-adoption réalisées	85,11%	100%	100%	100%	(Nombre d'enquêtes sociales post-adoption réalisées / Nombre total d'enquêtes sociales post-adoption à réaliser) x100 Source : Rapport d'activités ACACI
OS 4.2 : Améliorer les pratiques communautaires en matière de protection de l'enfant	Nombre de localités disposant de mécanismes communautaires de protection des enfants	3 313	3413	3463	3513	Dénombrement Source : Rapport d'activités DPE
	Nombre d'enfants victimes de violences et de négligences référés pris en charge	6 641	5 487	5 629	5 740	Dénombrement Sources : Rapports d'activités SIPE / DPED

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : PROTECTION DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS VULNERABLES	**8 052 936 059**	**10 152 649 043**	**9 430 213 411**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	3 916 210 000	3 916 310 000	3 916 310 000
Transferts	46 430 794	46 430 794	46 430 794
Investissements	4 090 295 265	6 189 908 249	5 467 472 617
Trésor	*2 090 295 265*	*3 827 656 279*	*3 483 298 822*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*2 000 000 000*	*2 362 251 970*	*1 984 173 795*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22120 Promotion et consolidation de la Famille	**956 600 000**	**1 776 601 260**	**1 884 693 460**
2212001 Promotion des conditions de bien-être familial	**871 800 000**	**1 691 486 724**	**1 799 578 924**
2 Biens et services	**535 300 000**	**537 387 569**	**537 387 569**
11104000037 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Centre Socio-Educatif de Yamoussoukro	13 880 000	13 934 642	13 934 642
14104000031 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Dimbokro	8 380 000	8 412 988	8 412 988
15104000039 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Daoukro	7 800 000	7 830 704	7 830 704
16104000026 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Bongouanou	9 780 000	9 818 499	9 818 499
17104000040 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Centre Socio-Educatif de Bouaké	8 780 000	8 814 561	8 814 561
17104000051 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Béoumi	10 780 000	10 822 435	10 822 435
18104000039 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe socio-éducatif de Boniérédougou (Dabakala)	9 180 000	9 216 136	9 216 136
18104000044 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Dabakala	7 660 000	7 690 153	7 690 153
22104060036 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Touba	6 150 000	6 174 208	6 174 208
23104000018 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Odienné	8 330 000	8 362 791	8 362 791
23104000023 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Madinani	7 000 000	7 027 555	7 027 555
25104000021 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Sirasso	11 380 000	11 424 799	11 424 799
25104000024 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Korhogo	9 180 000	9 216 137	9 216 137
28104000022 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Bouna	7 630 000	7 660 035	7 660 035
31104000042 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Issia	8 730 000	8 764 365	8 764 365
31104000046 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Daloa	8 180 000	8 212 201	8 212 201
31104000064 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Vavoua	8 650 000	8 684 050	8 684 050
31104000065 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Zoukougbeu	8 500 000	8 533 460	8 533 460
32104000035 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Oumé	8 330 000	8 362 791	8 362 791
32104000045 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Diégonefla	6 700 000	6 726 374	6 726 374
32104000046 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Gagnoa	7 400 000	7 429 129	7 429 129
35104000032 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Bouaflé	8 500 000	8 533 461	8 533 461
41104000027 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Man	8 000 000	8 031 492	8 031 492
41104000037 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Logoualé	8 650 000	8 684 050	8 684 050
41104000038 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Mahapleu (Danané)	8 150 000	8 182 083	8 182 083

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22120 Promotion et consolidation de la Famille	**956 600 000**	**1 776 601 260**	**1 884 693 460**
41104000039 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Zouan-Hounien	7 150 000	7 178 145	7 178 145
42104000022 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Guiglo	8 200 000	8 232 279	8 232 279
42104000033 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Taï	6 050 000	6 073 815	6 073 815
43104000023 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de Duékoué	9 260 000	9 296 451	9 296 451
43104000024 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Grand Gbapleu (EX CACE)	8 440 000	8 473 225	8 473 225
51104000040 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social de Divo	8 380 000	8 412 987	8 412 987
55104000016 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social de Taboui	7 930 000	7 961 215	7 961 215
55104000019 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social de Grand-Béréby	10 030 000	10 069 483	10 069 483
56104000016 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de Soubré	7 530 000	7 559 641	7 559 641
61104000054 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Abengourou	9 650 000	9 687 987	9 687 987
62104000046 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Bondoukou	7 980 000	8 011 414	8 011 414
62104000064 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Tanda	7 150 000	7 178 145	7 178 145
76104000058 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Agboville	11 300 000	11 344 485	11 344 485
76104000059 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Tiassalé	6 600 000	6 625 980	6 625 980
77104000035 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social d'Adzopé	9 980 000	10 019 286	10 019 286
77104000051 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif de Yakassé Attobrou	8 500 000	8 533 460	8 533 460
77104000052 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Akoupé	9 150 000	9 186 019	9 186 019
77104000053 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Alépé	8 450 000	8 483 264	8 483 264
78104000380 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social Avenue 1 Treichville	10 230 000	10 270 271	10 270 271
78104000384 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif Port-Bouët	8 230 000	8 262 397	8 262 397
78104000386 Apporter un soutien aux populations en difficulté	40 000 000	40 157 488	40 157 488
78104000436 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social Koumassi Centre	9 480 000	9 517 318	9 517 318
78104000437 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social Cocody Nord	10 160 000	10 199 995	10 199 995
78104000438 Coordonner et animer les activités d'opérationnalisation de la commission de la famille	15 000 000	15 059 056	15 059 056
78104000487 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social Adjamé 220 Logements	16 280 000	16 324 404	16 324 404
78104000491 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social d'Adjamé Santé	8 980 000	9 015 349	9 015 349
78104000518 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-éducatif de Yopougon Port Bouët II	8 830 000	8 864 758	8 864 758
78104000525 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Social d'Abobo Gare	8 530 000	8 563 578	8 563 578

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22120 Promotion et consolidation de la Famille	**956 600 000**	**1 776 601 260**	**1 884 693 460**
78104000536 Superviser les activités d'éducation et de protection des enfants dans le Complexe Socio-Educatif d'Abadjin-kouté (Songon)	6 150 000	6 174 208	6 174 208
90104000003 Organiser la Journée Internationale de la Famille	26 000 000	26 102 367	26 102 367
3 Transferts	**115 500 000**	**125 619 256**	**135 566 710**
78104000427 Soutenir les ménages vulnérables	115 500 000	125 619 256	135 566 710
4 Investissements	**221 000 000**	**1 028 479 899**	**1 126 624 645**
Trésor	***221 000 000***	***1 028 479 899***	***1 126 624 645***
77104000047 Construire et équiper le Complexe Socio-Educatif d'Akoupé	29 000 000	118 299 494	211 000 000
57104000017 Réhabiliter et équiper le CSE de Sassandra	26 000 000	50 000 000	74 000 000
27104000011 Réhabiliter et équiper le CSE de Minignan	29 000 000	50 000 000	21 000 000
25104000034 Construire et équiper 4 Complexe Socio-Educatif dans la Région du Poro (Korhogo, Sinématiali, M'Bengué et Dikodougou)	29 000 000	328 000 000	299 000 000
24104000031 Construire et équiper le complexe socio-éducatif de Ferkessédougou	29 000 000	110 000 000	126 077 002
23104000025 Réhabiliter et équiper le CSE d'Odienné	50 000 000	72 180 405	0
11104000044 Réhabiliter et équiper le CSE de Yamoussoukro	29 000 000	300 000 000	395 547 643
2212002 Renforcement du cadre réglementaire et institutionnel de protection des familles	**84 800 000**	**85 114 536**	**85 114 536**
2 Biens et services	**84 800 000**	**85 114 536**	**85 114 536**
78104000439 Prendre en charge les enfants privés de cellule familiale	6 000 000	6 023 620	6 023 620
78104000526 Coordonner les activités de Promotion et de Consolidation de la Famille	27 800 000	27 909 449	27 909 449
90104000010 Coordonner les activités de prise en charge des urgences médicales	51 000 000	51 181 467	51 181 467

SECTION 356 : MINISTERE DE LA TRANSITION NUMERIQUE ET DE LA DIGITALISATION

SECTION 356 : MINISTERE DE LA TRANSITION NUMERIQUE ET DE LA DIGITALISATION

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Economie Numérique

- l'inadaptation du cadre juridique actuel aux technologies dites de la 4ème Révolution industrielle (5G, Internet des Objets, Cloud, etc.) ;
- l'absence d'harmonisation et d'actualisation du cadre juridique et institutionnel de la cybersécurité ;
- le faible niveau de sécurisation du cyberespace ;
- la persistance de la cybercriminalité ;
- le faible niveau de pénétration de l'internet fixe haut débit ;
- l'offre de contenus locaux numériques quasi marginale ;
- l'insuffisance des ressources humaines en TIC ;
- la mauvaise qualité et le coût élevé des services offerts à la population ;
- l'accessibilité limitée des populations aux services et outils de l'économie numérique ;
- la difficulté pour la population à accéder aux équipements terminaux TIC ;
- le faible taux de couverture en connectivité internet des Universités et Grandes Ecoles ;
- la faible pénétration des services numériques dans l'administration publique ;
- le faible niveau de la digitalisation de l'administration et de la gouvernance électronique ;
- le faible niveau de digitalisation dans les secteurs prioritaires de développement de l'économie nationale ;
- le faible niveau de pénétration du réseau large bande ;
- le faible taux de couverture des réseaux mobiles en 3G/4G ;
- l'absence de connectivité dans certaines zones rurales ;
- le faible niveau d'accompagnement des startups et des initiatives d'innovation ;
- l'inadaptation de la loi 2004 – 429 du 30 août 2004 relative à la Zone franche de la Biotechnologie et des Technologies de l'Information et de la Communication (ZBTIC) VITIB ;
- l'inadaptation du type de sol devant abriter les infrastructures de la ZBTIC/ VITIB ;
- la vétusté des infrastructures (bâtiments, réseaux d'eau et d'électricité) du site A du VITIB ;
- la faible capacité d'accueil de l'ESATIC ;
- le faible niveau d'équipements techniques et pédagogiques de l'ESATIC ;
- la difficulté à recruter et à retenir les enseignants en TIC à l'ESATIC ;
- la difficulté à récupérer le patrimoine foncier de l'ESATIC.

Au niveau du secteur Postal

- la faible couverture du réseau postal ;
- la faible pénétration des services postaux ;
- la faible diversification des offres de services postaux ;
- l'inadaptation du cadre juridique actuel ;
- l'inapplication de la loi n°2013-702 du 10/10/2013 portant Code des Postes ;
- la non-effectivité de la mise en œuvre du service postal universel ;
- le déficit d'exploitation de la Poste CI ;
- la difficulté à récupérer une partie du patrimoine foncier de la Poste CI au plan national ;
- l'inadaptation des infrastructures et des équipements actuels de l'EMSP ;
- la difficulté à récupérer le patrimoine foncier de l'EMSP
- l'inadaptation des programmes de formation de l'EMSP.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de l'Economie Numérique

- l'adoption des stratégies nationales du numérique, de la cybersécurité et de l'innovation à l'horizon 2025 ;
- l'adoption de plusieurs décrets portant sur le numérique le 22 décembre 2021, notamment :

  - décret n°21-918 du 22 décembre 2021 instituant un département en charge des systèmes d'information au sein des ministères ;
  - décret n°21-914 du 22 décembre 2021 fixant les règles pour la conception, la réalisation et la gouvernance des projets publiques d'infrastructures, des équipements et de plateformes de services numériques ;
  - décret n°21-917 du 22 décembre 2021 définissant les procédures d'audit, de contrôle et de certifications des systèmes d'information ;
  - décret n°21-915 du 22 décembre 2021 portant adoption de la politique de sécurité des systèmes d'information de l'administration publique.

- la loi sur la promotion des startups numériques promulguée le 23 novembre 2023 ;
- la loi sur les communications électroniques en attente de promulgation par le Chef de l'Etat ;
- la loi n°2013-546 du 30 juillet 2013 portant sur les transactions électroniques ;
- le décret n°2017-383 du 7 juin 2017 portant déclaration d'utilité publique du périmètre de la concession du site sis au km4 abritant l'ESATIC ;
- l'octroi de trois licences pour la fourniture de la téléphonie 4G ;
- la mise en œuvre du programme de gouvernance électronique E-gouv ;
- le contrôle de la qualité de service des opérateurs de téléphonie mobile ;
- la mutualisation des infrastructures TIC par les opérateurs ;
- la mise en place du projet de couverture en internet wifi des universités et grandes écoles publiques ;
- l'identification des abonnés à la téléphonie mobile ;
- le déploiement de centres multimédias spécialisés au profit des personnes en situation de handicap ;
- la mise en place du programme d'accessibilité aux outils TIC ;
- la mise en œuvre du projet de Réseau National du Haut débit (RNHD) : maillage du pays en fibre optique ;

- la desserte en connectivité internationale par cinq câbles sous-marins ;
- l'existence d'un point d'échange Internet, dénommé « CIVIX » ;
- l'élaboration de la feuille de route de la gouvernance numérique ;
- la création du Comité National de Digitalisation (CNDigit) ;
- la restructuration et l'élaboration du plan d'actions stratégique 2022-2025 de la Fondation Jeunesse Numérique.

Au niveau du secteur Postal

- l'existence d'une structure de régulation postale dont la gestion est confiée à l'ARTCI ;
- l'élaboration et la transmission du plan de redressement de la Poste Côte d'Ivoire au Gouvernement ;
- l'octroi d'une partie de la subvention d'équilibre des comptes de la société la Poste Côte d'Ivoire ;
- le lancement de nouveaux produits et services à l'attention des populations ;
- la réhabilitation de 57 bureaux de poste sur les 66 bureaux de poste dans la zone ex-CNO ;
- la création de nouveaux parcours de formation à l'EMSP.

I.1.3. Défis et priorités

Au niveau de l'Economie Numérique

- la mise en œuvre des stratégies nationales du numérique, de la cybersécurité et de l'innovation à l'horizon 2025 ;
- la création de l'Agence Nationale de la Cybersécurité ;
- l'opérationnalisation des décrets pris le 22 décembre 2021 ;
- le déploiement d'une infrastructure numérique de très haut débit sur le territoire national ;
- la mise en place d'une administration connectée ;
- la diffusion des services numériques inclusifs dans les secteurs économiques prioritaires ;
- l'accroissement de la contribution des services financiers numériques à l'inclusion financière des populations et au développement du commerce électronique ;
- le développement des compétences numériques par la formation du capital humain nécessaire à la croissance de l'économie numérique ;
- la vulgarisation des outils numériques auprès des populations ;
- la création d'un environnement des affaires propice à l'investissement, à l'entreprenariat et à l'innovation dans l'économie numérique ;
- le renforcement des initiatives d'innovation pour améliorer notre 15ème place au classement à l'indice Global Innovation Index (GII) pour se retrouver dans le top 5 en Afrique ;
- le renforcement des initiatives de Cybersécurité pour améliorer notre 11ème place au classement à l'indice Global de cybersécurité (GCI) en Afrique ;
- le renforcement des initiatives dans le cadre des TIC en vue d'améliorer le classement de la Côte d'Ivoire à l'indice de développement des TIC ;
- la promotion d'une industrie du numérique propice à l'innovation et à la création de valeur ;
- le renforcement de la cybersécurité et de la confiance numérique dans le cyberespace ivoirien ;
- l'aménagement et le développement de la zone franche de Grand-Bassam (UEP-ZBTIC)/VITIB ;
- l'opérationnalisation du BCCA (VITIB-SA) ;
- la réhabilitation des infrastructures du VITIB ;
- la mise à jour de la loi 2004 – 429 du 30 août 2004 instituant le régime de la Zone franche de la Biotechnologie et des Technologies de l'Information et de la Communication en Côte d'Ivoire.

Au niveau du secteur Postal

- l'actualisation du Code Postal ;
- la mise en application effective des textes de régulation du secteur postal décret n°2013-702 du 10/10/2013 portant Code des Postes ;
- la mise en œuvre effective du service postal universel ;
- le positionnement de la poste en un tiers de confiance ;
- la récupération du patrimoine du site de la zone 3 du km4/boulevard de Marseille ;
- l'élaboration et l'adoption de la lettre de politique sectorielle pour le développement des activités postales ;
- la formation d'une expertise nationale en matière de services postaux ;
- la réhabilitation, le développement et la modernisation de l'infrastructure postale ;
- la poursuite de la réforme de la Société ''LA POSTE-CI'' ;
- l'accompagnement de la société ''LA POSTE-CI'' dans sa migration d'une administration postale vers une entreprise de logistique, de services financiers et de services digitaux (administration électronique)
- l'amélioration de l'indice intégré de développement postal (2IDP) ;
- la construction et réhabilitation d'infrastructures adaptées à l'activité de l'EMSP ;
- l'équipement de l'EMSP ;
- le renforcement de nouveaux parcours de formation.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des services de l'économie numérique ;
- l'accroissement des appuis accordés aux secteurs de l'économie numérique ;
- le développement des infrastructures numériques ;
- le développement des services du numérique ;
- l'amélioration des services financiers numériques ;
- le renforcement des compétences numériques ;
- l'amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur de l'économie numérique ;
- le développement de l'innovation dans le secteur du numérique ;
- le renforcement de la cyber sécurité ;
- le développement et l'innovation du secteur postal.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est renforcée
- le développement de l'économie numérique est assuré
- le développement du secteur postal est assuré
- le financement des programmes de services universel télécommunication/TIC est assuré

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des Membres du Gouvernement, en son **article 22,**

le Ministre de la Transition Numérique et de la Digitalisation, est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Transition Numérique et de Digitalisation.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- élaboration et suivi de l'application de la réglementation en matière de Transition numérique et de Digitalisation ;
- mise en œuvre de stratégies et de plans d'action pour le développement d'un environnement numérique ;
- développement de l'accès au réseau numérique ;
- contrôle de la programmation et de la réalisation des infrastructures et des équipements du secteur des télécommunications ainsi que leur maintenance ;
- élaboration et suivi de l'application de la réglementation en matière de télécommunication ;
- suivi des concessions dans les différents secteurs d'infrastructures de télécommunication ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique en faveur du développement et de la diffusion des usages du numérique ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique d'informatisation de l'Administration et évaluation de son impact sur la modernisation de l'Administration et la qualité des Services Publics, en liaison avec les Ministres concernés ;
- développement de la formation, de l'emploi, de la recherche, de l'innovation et de la compétitivité dans le secteur numérique ;
- restructuration et modernisation de la Poste ;
- élaboration et suivi de l'application de la réglementation en matière de Poste ;
- mise en place et suivi du plan de sécurité numérique.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Economie numérique et poste
- Programme 3 : Appui au Développement des nouvelles technologies en zones rurales
- Programme 4 : Appui à la régulation du secteur des télécommunications

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet Inspection Générale (IG) ; Direction des Affaires Financières (DAF) ; Direction des Ressources Humaines (DRH) ; Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale (DAJCI) ; Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP) ; Direction des Systèmes d'Information (DSI) ; Direction de la Prospective, de la Planification et des Statistiques (DPPS) ; Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) ; Service Gestion du Patrimoine (SGP) ; Service de la Documentation et de l'archivage (SDA)			
Programme 2 : Economie numérique et poste	Direction Générale de la Transformation Numérique et de la Digitalisation (DGTND) ; Direction du Développement des Infrastructures Numériques et des Postes (DDINP) ; Direction de l'Innovation, des Startups et du Secteur Privé (DISSP) ; Direction de la Cybersécurité et de la Confiance Numérique (DCCN) ; Direction de la Transformation Digitale de l'Administration (DTDA) ; Bureau de la Veille, du Développement et de l'Inclusion Sociale Numérique (BVDISN)	- Village des Technologies de L'Information et de la Biotechnologie (VITIB), - COMITE DE PILOTAGE DTI ; - École Supérieure Africaine des TIC (ESATIC) ; -Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences Radioélectriques (AIGF) ; -La POSTE CI ; -Ecole Multinationale Supérieure des Postes d'Abidjan (EMSP) ; -Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Informations (ANSSI) ; -Fondation jeunesse numérique	- Intégrer le digital dans le secteur agricole ; - Projet d'aménagement de la Zone Franche de Grand-Bassam (ZBTIC) ; - Aménagement et réhabilitation de l'ESATIC ; -Renforcer les capacités d'accueil et technologiques de l'ESATIC (phase 1) - Projet d'Appui au Renforcement de l'Administration Electronique (PARAE) ; - Système intégré d'information de gestion des statistiques	-Mise en place d'un Réseau National Haut Débit Fibre Optique (RNHD), -Interconnexion des Universités et Grandes écoles publiques et privés (Projet E-éducation) piloté par l'ANSUT, -Poursuivre la mise en œuvre du projet de gouvernance électronique (E- GOUV) piloté par l'ANSUT et la SNDI, -Acquérir les outils de prédiction pour la coordination et le contrôle des fréquences et des implantations, -Implanter 15 stations de contrôle des fréquences sur le territoire national et assurer la mise à niveau de la station d'Abidjan piloté par (AIGF), - Restaurer le système de gestion et de contrôle automatisé du spectre piloté par (AIGF), - Appui au Développement du Numérique

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Renforcer la gouvernance du Ministère	**RS 1** : La gouvernance du ministère est renforcée	**IP1.1 :** Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAJCI
		IP1.2 : Proportion de missions de contrôles effectuées	(Nombre de missions de contrôle effectuées / Nombre de missions de contrôles prévus) X 100 Source **:** Rapport d'activités IG
OG 2 : Accélérer la transformation digitale de l'économie nationale par le développement du secteur	**RS 2** : Le développement de l'économie numérique est assuré	**IP 2.1** : Taux de pénétration internet haut débit fixe – FTTX	(Nombre d'abonnés à internet haut débit par fibre optique / Population globale) X 100 Population : 29.389.150 Habitants Sources : Rapport d'activités ARTCI / RGPH
		IP2.2 : Pourcentage de la population couverte par le mobile 4G	(Population couverte par 4G / Pop totale) X 100 Population totale : 29.389.150 Habitants Sources : Rapports d'activités ARTCI / AIGF/ RGPH
		IP2.3 : Taux de femmes formées dans le numérique en Côte d'Ivoire	(Nombre de femmes formées / Nombre total de femmes à former) X 100 Prévision : 90 femmes Source : Rapport d'activités DTSP
		IP2.4: Nombre de diplômés (Licences et Master) en TIC à l'ESATIC	Dénombrement Source : Rapport d'activités ESATIC
		IP2.5 : Taux d'exécution des travaux du projet d'aménagement de la zone franche de Grand – Bassam	(Décompte / marché initial) X 100 Source : Rapport d'activités UEP ZBTIC
		IP2.6 : Nombre d'entreprises installées au VITIB	Dénombrement Prévision : 28 entreprises Source : Rapport d'activités VITIB SA
		IP2.8 : Classement Global Cyber Security Index (GCI)	Classement de l'UIT Sources : Rapports d'activités DCNC / ARTCI / Publication de l'UIT
	RS3 : Le développement du secteur postal est assuré	**IP3.1** : Nombre de diplômés aux métiers de la Poste	Dénombrement Prévision : 75 diplômés Source : Rapport d'activités EMSP

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**83 275 503 595**	**81 769 120 895**	**88 591 863 550**
1.1 Ressources Intérieures	**70 975 316 095**	**67 008 895 895**	**68 915 538 550**
1.1.1 Budget Etat	70 975 316 095	67 008 895 895	68 915 538 550
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**12 300 187 500**	**14 760 225 000**	**19 676 325 000**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	12 300 187 500	14 760 225 000	19 676 325 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**83 275 503 595**	**81 769 120 895**	**88 591 863 550**
2.1 Personnel	**5 963 446 608**	**6 054 018 671**	**6 144 590 736**
2.1.1 Solde y compris EPN	5 963 446 608	6 054 018 671	6 144 590 736
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**1 567 036 500**	**1 600 861 849**	**1 635 832 421**
2.3 Transferts	**53 171 769 534**	**54 434 565 473**	**55 721 377 534**
2.4 Investissement	**22 573 250 953**	**19 679 674 902**	**25 090 062 859**
Trésor	*10 273 063 453*	*4 919 449 902*	*5 413 737 859*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*12 300 187 500*	*14 760 225 000*	*19 676 325 000*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du Ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financière et matérielles
	Action 1.3: Système d'information et communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer l'environnement institutionnel et réglementaire des secteurs de l'économie numérique	Proportion de textes juridiques et réglementaires soumis	-	10%	20%	30%	(Nombre de textes juridiques et réglementaires élaborés et soumis / Nombre de textes juridiques et réglementaires élaborés et programmés) X 100 Prévisions (2026-2028) : 20 textes en (2026), 07 textes en (2027) et 08 textes 2028 Source : Rapport d'activités DAJCI
	Proportion de mise en œuvre des recommandations des missions d'inspection effectuées	-	10%	10%	15%	(Nombre de recommandations mise œuvre / Nombre de recommandations issues des missions) X 100 Source : Rapport d'activités IG
OS 2 : Renforcer la gestion des ressources financières, humaines et matérielles	Taux d'agents formés	-	70%	85%	100%	(Nombre d'agents formés / Nombre total d'agents à former) X 100 (2026-2028) : 134 Agents Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'atteinte des cibles du PAP	-	70%	75%	75%	(Nombre de cibles atteintes / Nombre total de cibles du PAP) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Proportion de biens mobiliers acquis	-	70%	70%	70%	(Valeur des biens mobiliers acquis / Valeur des biens mobiliers exprimés) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
OS 3 : Renforcer le système d'information et de communication	Taux d'interventions préventives réalisées sur le système d'information	-	60%	70%	70%	Nombre d'intervention préventive sur les systèmes d'information réalisés / Nombre d'intervention préventive sur les systèmes d'information prévus) X 100 Source : Rapport d'activités DSI
	Taux de réalisation des activités du plan de communication	-	70%	75%	100%	(Nombre activités du plan de communication réalisés / Nombre activités du plan de communication prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DCRE
OS 4 : Améliorer le système d'archivage de planification, de suivi-évaluation et de la mise en œuvre de la politique du ministère	Taux de réalisation des activités planifiées	-	70%	70%	75%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités planifiées) X 100 Source : Rapport d'activités DPPS
	Taux de documents numérisés	-	25%	25%	50%	(Nombre de documents numérisés / Nombre de documents à numériser) X 100 Source : Rapport d'activités DDA
	Taux d'exécution des missions de suivi des activités	-	66%	100%	100%	(Nombre de missions de suivi des activités effectuées / Nombre total de missions de suivi des activités planifiées) X 100 Source : Rapport d'activités DPPS

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**1 704 184 519**	**1 799 995 446**	**1 896 846 297**
Dépenses de personnel	674 148 019	739 643 597	805 139 176
Dépenses en biens et services	1 030 036 500	1 060 351 849	1 091 707 121
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21235 Administration Générale	**1 704 184 519**	**1 799 995 446**	**1 896 846 297**
2123501 Coordination et animation du Ministère	**636 536 500**	**657 296 849**	**678 810 471**
2 Biens et services	**636 536 500**	**657 296 849**	**678 810 471**
78046000688 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD/ MTND	260 251 200	268 058 736	276 100 498
90046000052 Coordonner et superviser les activités du ministère	174 000 000	179 220 000	184 596 600
90046000053 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
90046000054 Apporter un appui juridique aux services du ministère	15 000 000	15 450 000	15 913 500
90046000062 Inspecter et contrôler les services du ministère	16 500 000	16 995 000	17 504 850
90046090146 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	96 785 300	101 353 113	106 188 423
90046090151 Préparer les conférences budgétaires du Ministère	50 000 000	51 500 000	53 045 000
90046090152 Elaborer le DPPD-PAP du Ministère	10 000 000	10 300 000	10 609 000
90046090153 Organiser le dialogue de gestion horizontale et verticale du Ministère	10 000 000	10 300 000	10 609 000
2123502 Gestion des ressources humaines, financière et matérielles	**1 037 648 019**	**1 111 798 597**	**1 186 208 826**
1 Personnel	**674 148 019**	**739 643 597**	**805 139 176**
78046000687 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	674 148 019	739 643 597	805 139 176
2 Biens et services	**363 500 000**	**372 155 000**	**381 069 650**
90046000057 Gérer les ressources humaines du ministère	10 500 000	10 815 000	11 139 450
90046000058 Gérer les dépenses centralisées du ministère	240 000 000	244 950 000	250 048 500
90046000060 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 750 000	26 522 500
90046090145 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	40 000 000	41 200 000	42 436 000
90046090156 Coordonner et suivre l'exécution de la passation des marchés publics du Ministère	8 000 000	8 240 000	8 487 200
90046090157 Gérer les ressources financières du Ministère	40 000 000	41 200 000	42 436 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21235 Administration Générale	**1 704 184 519**	**1 799 995 446**	**1 896 846 297**
2123504 Système d'information et communication	**30 000 000**	**30 900 000**	**31 827 000**
2 Biens et services	**30 000 000**	**30 900 000**	**31 827 000**
90046000061 Organiser la communication des activités du ministère	15 000 000	15 450 000	15 913 500
90046090160 Superviser et Administrer les Systèmes d'Information du Ministère	15 000 000	15 450 000	15 913 500

II.2.2 Programme 2 : Economie numérique et poste

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Economie numérique et poste	Action 2.1: Développement du secteur Economie Numérique
	Action 2.2: Modernisation et développement du secteur Postal

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Economie numérique et poste						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Accroître la couverture et l'accessibilité des infrastructures numériques	Taux de pénétration de l'internet haut débit fixe et mobile	1.47%	15%	20%	25%	(Nombre d'abonnements HDF + abonnements mobiles haut débit) / Population totale X 100 Source : Rapport d'activités ARTCI
	Taux de la population couverte par le mobile 4G	91,12%	97%	98%	99%	(Population couverte par 4G / Population totale) X 100 Sources : Rapports d'activités ARTCI / AIGF / ARTCI
OS 2 : Améliorer la digitalisation des services publics et l'interopérabilité entre administrations	Taux de services publics digitalisés	-	50%	60%	75%	Nombre de services publics digitalisés / Nombre total de services publics) X 100 Source : Rapport d'activités SNDI
	Taux d'administrations connectées à la plateforme d'interopérabilité	-	10%	15%	20%	Nombre d'administrations connectées / Nombre total des administrations cibles) X 100 Sources : Rapports d'activités de l'ANSUT / SNDI
OS 3 : Développer les compétences numériques dans l'administration et dans la société civile	Proportion d'agents publics formés aux outils numériques	-	30%	40%	50%	Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat formés / Nombre total de fonctionnaires et agents de l'Etat à former) X 100 Source : Rapport d'activités SNDI
	Nombre de diplômés (Licences et Master) en TIC à l'ESATIC	235	300	300	350	Dénombrement Source : Rapport d'activités ESATIC

Programme 2 : Economie numérique et poste						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 4 : Encourager l'innovation numérique et la cybersécurité	Taux d'exécution des travaux du projet d'aménagement de la zone franche de Grand-Bassam	93.65%	100%	100%	100%	(Décompte / Marché initial) X 100 Sources : Rapports d'activités UEP / ZBTIC
	Nombre d'entreprises installées au VITIB	97	150	200	200	Dénombrement NB : 28 entreprises installées sur la période Source : Rapport d'activités VITIB SA
	Classement de la Côte d'Ivoire dans le Global Cyber Security Index (GCI)	75/175	70/175	70/175	65/175	Classement de l'UIT Sources : Fiche de certification ARTCI / Publication UIT
OS 5 : Améliorer l'accès aux services postaux	Taux de bureaux de poste modernisés et opérationnels	16 %	47 %	74 %	100 %	(Nombre de bureaux de poste modernisés et opérationnels / Nombre de bureaux de poste modernisés et opérationnels prévus) X 100 Source : Rapport d'activités POSTE CI
	Taux de mise en œuvre du Service Postal Universel	30%	80%	90%	100%	Nombre de services déployés / Nombre Total des obligations universelles) X 100 Source : Rapport d'activités POSTE CI
OS 6 : Promouvoir l'innovation et la digitalisation des services postaux	Taux de services postaux digitalisés	-	50%	60%	70%	(Nombre Services postaux digitalisés / Nombre Total des services postaux prévus) X 100 Source : Rapport d'activités POSTE CI
	Nombre de diplômés dans les métiers postaux numériques	22	126	130	150	Dénombrement Source : Rapport d'activités EMSP

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : ECONOMIE NUMERIQUE ET POSTE	**45 991 319 076**	**43 308 125 449**	**48 934 017 253**
Dépenses de personnel	5 289 298 589	5 314 375 074	5 339 451 560
Dépenses en biens et services	537 000 000	540 510 000	544 125 300
Transferts	17 591 769 534	17 773 565 473	17 960 377 534
Investissements	22 573 250 953	19 679 674 902	25 090 062 859
Trésor	*10 273 063 453*	*4 919 449 902*	*5 413 737 859*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*12 300 187 500*	*14 760 225 000*	*19 676 325 000*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22126 Economie numérique et poste	**45 991 319 076**	**43 308 125 449**	**48 934 017 253**
2212601 Développement du secteur Economie Numérique	**41 897 850 200**	**39 091 852 507**	**44 591 256 122**
1 Personnel	**5 289 298 589**	**5 314 375 074**	**5 339 451 560**
78046000424 Assurer la masse salariale de la poste de Côte d'Ivoire	3 800 000 000	3 800 000 000	3 800 000 000
78046000567 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ESATIC	1 489 298 589	1 514 375 074	1 539 451 560
2 Biens et services	**517 000 000**	**519 910 000**	**522 907 300**
78046000617 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la DG de la Transformation Numérique et de la Digitalisation	13 000 000	13 390 000	13 791 700
78046000619 Coordonner les activités de définition, de réalisation et de suivi des plans stratégiques de promotion et de développement du secteur	4 500 000	4 635 000	4 774 050
78046000625 Développer et mettre en œuvre un programme national d'inclusion social numérique	8 000 000	8 240 000	8 487 200
78046000630 Coordonner la modernisation, la promotion et la rentabilité des secteur du digital, du numérique, de la poste et des télécommunications	3 500 000	3 605 000	3 713 150
78046000660 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la Direction de la Transformation Digitale	12 000 000	12 360 000	12 730 800
78046000661 Définir et mettre en œuvre le plan national de digitalisation des services publics	2 500 000	2 575 000	2 652 250
78046000662 Promouvoir l'accès à l'internet et l'inclusion des populations vulnérables	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78046000663 Développer l'expertise nationale et régionale dans le secteur des TIC	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78046000665 Mettre en place un cadre permanent d'échanges et de travail sur la protection des infrastructures critiques	2 500 000	2 575 000	2 652 250
78046000666 Assurer la promotion et l'appropriation de la stratégie nationale de cybersécurité	4 000 000	4 120 000	4 243 600
78046000667 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la Direction de la DCNC	6 000 000	6 180 000	6 365 400
78046000672 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques du bureau de veille, du développement et de l'inclusion sociale numérique	13 000 000	13 390 000	13 791 700
78046000673 Réaliser des études dans le domaine de veille et de l'inclusion sociale numérique	6 500 000	6 695 000	6 895 850
78046000675 Faire les études techniques des avants projets sectoriels/DCPP	4 000 000	4 120 000	4 243 600
78046000710 Organiser le forum IVOIRTECH	320 000 000	320 000 000	320 000 000
90046090166 Organiser des ateliers trimestriels avec des acteurs nationaux publics et privés sur la cybersécurité et la lutte contre la cyber criminalité	7 500 000	7 725 000	7 956 750
90046090216 Vulgariser la stratégie nationale de l'Intelligence Artificielle (IA) et de la gouvernance des données	100 000 000	100 000 000	100 000 000
3 Transferts	**13 518 300 658**	**13 577 892 531**	**13 638 834 403**
22126020018 Attirer en Zone franche des entreprises TIC et Biotechnologique	500 000 000	515 000 000	530 450 000
71046000007 Suivre l'exécution technique et financière et l'évaluation des projets sur le site de la zone franche	200 000 000	206 000 000	212 180 000
78046000455 Former des spécialistes dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication	968 300 658	982 176 049	996 051 440
78046000561 Renforcer les capacités des agents de l'Etat à l'utilisation des outils informatiques	650 000 000	669 500 000	689 585 000
90046090171 Transférer des crédits à la Fondation Jeunesse Numérique	50 000 000	50 716 482	51 432 963
90046090201 Mettre en œuvre les dispositifs et les mesures de protection en matière de cybercriminalité et de traces numériques (ANSSI)	11 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000
90046090207 Prendre en charge les activités liées aux contrats de prestations extérieures de main d'œuvre	150 000 000	154 500 000	159 135 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22126 Economie numérique et poste	**45 991 319 076**	**43 308 125 449**	**48 934 017 253**
4 Investissements	**22 573 250 953**	**19 679 674 902**	**25 090 062 859**
Trésor	***10 273 063 453***	***4 919 449 902***	***5 413 737 859***
90046090210 Mettre en œuvre le Programme National de Connectivité Rurale	3 402 779 393	0	0
90046090174 Elaborer un support d'Exploitation des Services de l'Intranet Gouvernemental	441 200 000	0	0
90046090148 Projet d'Appui au Renforcement de l'Administration Electronique (PARAE)	2 000 000 000	2 500 000 000	3 212 386 667
90046000066 Mise en œuvre du programme d'extension et de résilience du réseau Intranet de l'Administration	300 000 000	0	0
90046000065 Mise en place d'un réseau de communication IP de l'Administration Publique	500 000 000	0	0
90046000064 Mise en place de la plateforme d'interopérabilité	500 000 000	0	0
90046000002 Système intégré d'information de gestion des statiques	25 000 000	24 100 000	0
78046000716 Renforcer les capacités d'accueil et technologiques de l'ESATIC/ Phase 1	678 084 060	193 644 067	199 453 389
78046000686 Aménager et réhabiliter l'ESATIC	200 000 000	701 705 835	501 897 803
78046000616 Appui au développement du numérique	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
71046000008 Aménager la zone franche de Grand-Bassam	726 000 000	0	0
Financement extérieur	***12 300 187 500***	***14 760 225 000***	***19 676 325 000***
90046090148 Projet d'Appui au Renforcement de l'Administration Electronique (PARAE)	12 300 187 500	14 760 225 000	19 676 325 000
2212602 Modernisation et développement du secteur Postal	**4 093 468 876**	**4 216 272 942**	**4 342 761 131**
2 Biens et services	**20 000 000**	**20 600 000**	**21 218 000**
78046000631 Renforcer les capacités opérationnelles et techniques de la Direction des Infrastructures Numériques et des Postes	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78046000658 Assurer la promotion, la vulgarisation et le développement de l'Economie Numérique et Postal sur le territoire national	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78046000659 Mettre en œuvre les stratégies de développement des télécommunications et du secteur postal	5 000 000	5 150 000	5 304 500
3 Transferts	**4 073 468 876**	**4 195 672 942**	**4 321 543 131**
78046000461 Réaliser le service postal au niveau national et international	3 725 468 876	3 837 232 942	3 952 349 931
90046090208 Former des spécialistes dans le domaine de la Poste, du Management et de la vulgarisation de l'Economie Numérique	348 000 000	358 440 000	369 193 200

II.2.3 Programme 3 : Appui au Développement des nouvelles technologies en zones rurales

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 3 : Appui au Développement des nouvelles technologies en zones rurales	Action 3.1: Mise en œuvre des programmes de services Universel des Télécommunication/TIC

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Appui au Développement des nouvelles technologies en zones rurales						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer le déploiement du backbone National	Linéaires de fibre optique posé et réceptionné	-	5750	6000	6100	Nombre de kilomètre de fibre optique posé et réceptionné Source : Rapport d'activités ANSUT
	Linéaires de fibre optique allumée	-	1500	3500	5000	Nombre de kilomètre de fibre optique allumée Source : Rapport d'activités ANSUT
OS 2 : Fournir un accès numérique aux services administratifs et aux populations	Nombre d'établissements équipés et aménagés en salle multimédia	-	28	32	42	Dénombrement Source : Rapport d'activités ANSUT
	Nombre d'ordinateurs distribués aux meilleurs bacheliers	-	500	500	500	Dénombrement Source : Rapport d'activités ANSUT
OS 3 : Assurer la problématique de connectivité des zones blanches	Nombre de localités (zones rurales) couvertes par le réseau mobile	-	270	330	390	Dénombrement Source : Rapport d'activités ANSUT

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES EN ZONES RURALES	**33 000 000 000**	**34 000 000 000**	**35 100 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	33 000 000 000	34 000 000 000	35 100 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23237 Appui au Développement des nouvelles technologies en zones rurales	**33 000 000 000**	**34 000 000 000**	**35 100 000 000**
2323701 Mise en œuvre des programmes de services Universel des Télécommunication/TIC	**33 000 000 000**	**34 000 000 000**	**35 100 000 000**
3 Transferts	**33 000 000 000**	**34 000 000 000**	**35 100 000 000**
90046000067 Poursuivre le Projet d'implantation du Réseau National Haut Débit (Backbone) de fibre optique (7000 km)	24 603 053 435	25 348 600 509	26 168 702 291
90046000068 Réaliser l'extension du RNHD jusqu'aux sous-préfectures en fibre optique	1 679 389 313	1 730 279 898	1 786 259 542
90046000069 Etendre le projet de numérisation du traitement des courriers à tous les ministères	839 694 656	865 139 949	893 129 770
90046000070 Poursuivre le projet de déploiement des infrastructures numériques (dont le Wifi) au sein des universités et grandes écoles publiques	839 694 656	865 139 949	893 129 770
90046000071 Créer des salles informatiques connectées équipées pour la pratique de l'informatique dans 200 établissements secondaires public	1 679 389 314	1 730 279 898	1 786 259 542
90046000072 Mettre en œuvre les infrastructures numériques pour la digitalisation des activités du système de santé	1 679 389 313	1 730 279 898	1 786 259 542
90046000073 Réaliser le projet de création de points d'accès internet dans 1500 localités	1 679 389 313	1 730 279 899	1 786 259 543

II.2.4 Programme 4 : Appui à la régulation du secteur des télécommunications

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 4 : Appui à la régulation du secteur des télécommunications	Action 4.1: Appui aux activités de régulation du secteur des télécommunications

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Appui à la régulation du secteur des télécommunications						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer la régulation du secteur des télécommunications	Taux de mobilisation des recettes affectées à la régulation du secteur des télécommunications	-	100%	100%	100%	(Recettes affectées reçues / Recettes affectées prévues dans la Loi de Finances) X 100 Source : Rapport d'activités ARTCI
	Taux d'exécution des activités de l'ARTCI	-	85%	95%	97%	(Nombre d'activités exécutées par l'ARTCI / Nombre total d'activités prévues dans le plan d'actions) X 100 Source : Rapport d'activités ARTCI
	Proportion des saisines traitées	-	100%	100%	100%	(Nombre de saisines traitées / Volume total de saisines) X 100 Prévision : 4 saisines par an Source : Rapport d'activités ARTCI

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : APPUI A LA REGULATION DU SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS	**2 580 000 000**	**2 661 000 000**	**2 661 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	2 580 000 000	2 661 000 000	2 661 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23238 Appui à la régulation du secteur des télécommunications	**2 580 000 000**	**2 661 000 000**	**2 661 000 000**
2323801 Appui aux activités de régulation du secteur des télécommunications	**2 580 000 000**	**2 661 000 000**	**2 661 000 000**
3 Transferts	**2 580 000 000**	**2 661 000 000**	**2 661 000 000**
90046000074 Sensibiliser et rendre opérationnel le dispositif de contrôle	20 000 000	20 627 908	20 627 908
90046000076 Actualiser et animer le site Internet du CNCF	4 000 000	4 125 581	4 125 581
90046000077 Assurer le fonctionnement du CNCF	500 000 000	515 697 674	515 697 674
90046000078 Coordonner et animer les actions de mobilisation des redevances dans le domaine des TIC	956 000 000	986 013 953	986 013 953
90046000079 Poursuivre l'exploitation du dispositif du mobil money	900 000 000	928 255 814	928 255 814
90046000080 Conduire les opérations d'audit de dispositif de contrôle	200 000 000	206 279 070	206 279 070

SECTION 357 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET DU SERVICE CIVIQUE

SECTION 357 : MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET DU SERVICE CIVIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de la gouvernance

- la faiblesse du cadre législatif et règlementaire en matière de promotion de la jeunesse, de l'insertion professionnelle et de l'emploi des jeunes, du civisme et de l'engagement citoyen des jeunes ;
- l'inexistence d'un plan stratégique regroupant l'ensemble des secteurs d'activités du Ministère ;
- la faible connaissance des textes par les acteurs du secteur jeunesse ;
- la faiblesse du cadre réglementant le partenariat avec les ONG et les structures privées ;
- la faible capacité de mobilisation des ressources.

Au niveau de la promotion de la jeunesse

- le faible niveau d'implication des jeunes dans le processus de planification du développement ;
- l'exposition des jeunes aux fléaux sociaux (VIH/IST, drogue, tabac, alcool, violences, grossesses/mariage précoces, migration irrégulière, etc.) ;
- le faible accès des jeunes aux services sociaux de base de qualité répondant à leurs besoins.

Au niveau de l'insertion professionnelle et de l'emploi des jeunes

- le chômage des jeunes et la précarité des emplois occupés par les jeunes ;
- l'inadéquation formation-emploi (profils de formation et de compétence incompatibles avec les besoins du marché du travail) ;
- la faible capacité en matière d'auto-emploi ;
- l'insuffisance de l'offre d'emplois décents des secteurs privé et public ;
- la forte inégalité de genre avec des opportunités d'emplois ne tenant pas suffisamment compte de la situation des groupes spécifiques.

Au niveau de la culture civique et de l'engagement citoyen des jeunes

- la destruction des Symboles de la République et l'atteinte à l'intégrité physique et morale des personnes qui les incarnent ;
- la prolifération des nouvelles formes de violence ;
- la non-implication des populations dans les actions communautaires ;
- le non-respect des valeurs démocratiques.

I.1.2. Réponses apportées

Au titre de la gouvernance

- la prise de la Loi n° 2023-428 du 22 mai 2023 modifiant la Loi n°2019-872 du 14 octobre 2019 instituant le Service Civique et ses textes subséquents ;
- la prise de la Loi n°2023-898 du 23 novembre 2023 d'Orientation relative à la jeunesse et ses textes subséquents ;

- la prise de l'arrêté n°0061/PM/CAB du 23 janvier 2023 portant création, attribution, organisation, du Comité Interministériel des Politiques de Jeunesse, de Formation, d'Insertion Professionnelle et de Service Civique, dénommé « CI-Jeunesse » ;
- l'élaboration du document de Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ) ;
- l'élaboration du Programme Jeunesse du Gouvernement (PJGOUV) ;
- le projet de décret portant fonds d'appui aux organisations de jeunesse ;
- le projet de décret portant appui au financement du Service Civique.

Au titre de la promotion de la jeunesse

- l'encadrement et l'initiation des jeunes à la vie associative ;
- l'instauration d'un dialogue permanent entre les pouvoirs publics et les associations et mouvements de jeunesse ;
- le renforcement des capacités des jeunes sur les thématiques diverses dont la promotion des valeurs d'humilité, de résilience et de persévérance, les enjeux du leadership associatif des jeunes filles, l'environnement, la gestion des conflits, etc.
- l'allocation de subventions au Conseil National des Jeunes de Côte d'Ivoire (CNJ-CI) ainsi qu'aux fédérations d'associations affiliées ;
- l'organisation de Campagnes thématiques pour le Changement de Comportement (CCC) à l'endroit des jeunes ;
- la mise en place d'une plate-forme technologique d'échanges entre les jeunes eux-mêmes et entre les jeunes et les spécialistes dans divers domaines d'intérêt dénommée « U-Report »
- l'élaboration du projet de construction, de réhabilitation et d'équipement d'Institutions Socio-Educatives de jeunesse.

Au titre de l'insertion professionnelle et de l'emploi des jeunes

- la mise en place de programmes d'aide à l'insertion professionnelle (stage, entrepreneuriat) ;
- l'élaboration de programmes de développement des compétences (Formation de Reconversion et de Requalification, Apprentissage Chantier-Ecole, Permis de conduire…) ;
- le financement de projets portés par les jeunes ((Activités Génératrices de Revenu (AGR), Micro-Petite Entreprise (MPE) et Projets structurants, Association Village d'Epargne et de Crédit (AVEC)) ;
- la mise en place de projets de promotion et d'accompagnement des jeunes entrepreneurs ;
- la définition d'un quota d'au moins 40% de femmes et jeunes filles bénéficiaires des programmes d'insertion professionnelle ;
- le déploiement du dispositif des Travaux à haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) sur toute l'étendue du territoire.

Au titre de la culture civique et de l'engagement citoyen des jeunes

- l'organisation d'activités d'informations, de formations et de sensibilisations sur les Symboles identitaires de la République ;
- l'organisation des campagnes de sensibilisations sur les nouvelles formes de violences ;
- la sensibilisation à la pratique du volontariat, du bénévolat et des valeurs démocratiques ;
- l'organisation d'actions communautaires en vue d'accroître les opportunités d'engagement citoyen des jeunes ;
- l'élaboration du projet de construction et d'équipement de 14 centres de service civique.

I.1.3. Défis et priorités

- la réaffirmation d'un engagement politique fort en faveur de la promotion des jeunes à travers la prise de textes qui participent au renforcement de la Gouvernance ;
- la promotion de l'esprit de responsabilité chez le jeune ;

- la mise en place des mécanismes de renforcement de la participation des jeunes dans la lutte contre les anti-valeurs ;
- la création d'opportunités d'apprentissage et de formation des jeunes en vue d'améliorer leur employabilité et leur garantir un emploi stable, décent et durable.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- la participation collective et/ou individuelle des jeunes aux processus de prise de décision pour le développement communautaire, local et/ou national ;
- la sensibilisation des jeunes à l'adoption de comportements adéquats leur permettant d'accéder à des services sociaux de base adaptés à leurs besoins ;
- la facilitation de l'accès des jeunes à des emplois décents et durables ;
- la réduction de l'incivisme et la lutte contre les anti-valeurs.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du secteur jeunesse est améliorée ;
- l'encadrement des jeunes est renforcé ;
- l'accès des jeunes à des emplois décents et durables est amélioré ;
- les valeurs civiques et citoyennes sont inculquées.

I.3. Missions du ministère

Conformément au décret **n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des Membres du Gouvernement, en son **article 15,** le Ministre de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et de Service Civique. Par délégation du Premier Ministre, il exerce les attributions de Porte-parole adjoint du Gouvernement.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de la Promotion de la Jeunesse

- mise en œuvre de politiques spécifiques en faveur des jeunes ;
- élaboration des projets de loi et de règlements en matière de Promotion de la Jeunesse ;
- éducation, formation permanente et promotion des jeunes non scolarisés et déscolarisés ;
- préparation des jeunes à l'autonomie individuelle ;
- organisation, règlementation, tutelle, contrôle et évaluation des organisations et mouvements de jeunesse ;
- formation du personnel enseignant en éducation permanente ;
- développement de la coopération internationale en matière de jeunesse.

Au titre de l'Insertion Professionnelle et de l'Emploi des Jeunes

- élaboration, mise en œuvre et évaluation des politiques et stratégies en matière de formation professionnelle et d'apprentissage, en liaison avec le Ministre chargé de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage ;
- définition et orientation de la politique nationale en matière d'Insertion professionnelle et d'Emploi des Jeunes ;

- préparation, mise en œuvre et évaluation, conjointement avec le Ministre chargé de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage, des politiques et stratégies en matière de formation professionnelle et d'apprentissage des jeunes ;
- élaboration des projets de loi et de règlements en matière d'Insertion professionnelle et d'Emploi des Jeunes ;
- élaboration, en relation avec les Ministres concernés, des stratégies et des programmes en faveur de l'Insertion professionnelle et de l'Emploi des Jeunes ;
- contrôle et évaluation de la politique nationale en matière d'Insertion professionnelle et d'Emploi des Jeunes ;
- identification de mesures visant la création d'emplois en faveur des jeunes, y compris celles d'ordre réglementaire et fiscal ;
- formulation d'actions de mise en adéquation de la formation et de l'emploi, conjointement avec les Ministres concernés ;
- développement du plaidoyer pour la promotion de l'Emploi des Jeunes ;
- conception des plans, programmes, instruments et autres mesures visant l'amélioration de l'employabilité et la facilitation de l'insertion professionnelle des jeunes ;
- assistance aux collectivités décentralisées dans le suivi et le contrôle de l'implantation de structures d'insertion professionnelle sur le territoire national ;
- assistance et appui au retour à l'emploi des chômeurs et handicapés du travail, conjointement avec les Ministères concernés,
- élaboration, mise en œuvre et contrôle des stratégies et programmes, des normes, lois et règlements en matière d'emploi et du travail, conjointement avec le Ministre chargé de l'Emploi et de la Protection Sociale.

Au titre du Service Civique

- élaboration des projets de loi et de règlements en matière de service civique, de volontariat et de bénévolat ;
- définition et organisation du service civique ;
- promotion du développement de l'esprit civique des jeunes ;
- réglementation du service civique ;
- mise en œuvre de stratégies et d'actions de formation au civisme ;
- mise en œuvre d'actions éducatives en vue du renforcement des valeurs d'autonomie et de responsabilité, de l'esprit et du comportement civiques ;
- éducation à la vie démocratique et à l'exercice de la démocratie ;
- promotion de la coopération sous régionale et internationale en matière de service civique.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Promotion de la jeunesse
- Programme 3 : Insertion Professionnelle et Emploi des jeunes
- Programme 4 : Service civique
- Programme 5 : Fonds d'appui à la jeunesse
- Programme 6 : Appui au financement du service civique

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale (IG), Direction des Affaires Financières (DAF), Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération (DAJC), Direction de la Planification, de la Statistique et de la Documentation (DPSD), Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP), Service Informatique (SI), Cellule Genre (CG), Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP), Service Gestion du Patrimoine (SGP) ; Cellule d'Analyse d'Impact Jeunesse (CAIJ), Directions Régionales (33) ; Directions Départementales (73).		- PA-PSGOUV (Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	
Programme 2 : Promotion de la jeunesse	Direction de la Vie Associative et du Renforcement des Capacités des Jeunes (DVARCJ), Direction de la Protection de la Jeunesse (DPJ), Direction des Institutions Socio-Educatives (DISE).	- Conseil National des Jeunes de Côte d'Ivoire (CNJ-CI) ; -Associations et Fédérations de Jeunesse.	-Projet de réhabilitation et d'équipement des Institutions Socio-Educatives (ISE)	
Programme 3 : Insertion Professionnelle et Emploi des jeunes	Direction de l'Autonomisation des Jeunes et de l'Insertion Professionnelle (DAJIP)	-Agence Nationale pour l'Insertion et l'Emploi des Jeunes (AEJ) ; - Bureau de Coordination des Programmes Emploi (BCP-Emploi).	- Appui Projets Jeunes-AEJ/Phase 2 ; - Projet de Création d'Emplois Jeunes et de Développement des Compétences (PEJEDEC)/Phase 3 ; - Projet de Soutien à l'Innovation Entrepreneuriale des Jeunes en Côte d'Ivoire (PSIEJ-CI).	
Programme 4 : Service civique	Direction du Civisme et de l'Engagement Citoyen (DCEC)	-Office du Service Civique National (OSCN) ; -Service Civique d'Action pour l'Emploi et le Développement (SCAED).	-Construire, réhabiliter et équiper des Centres de Service Civique (CSC)/phase 2	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Améliorer la gouvernance du secteur jeunesse	**RS 1** : La gouvernance du secteur jeunesse est améliorée	**IP1.1** : Proportion de textes législatifs et règlementaires transmis au Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	(Nombre de textes transmis au SGG / Nombre de textes prévus pour validation) X 100 Sources : Rapports d'activités Cabinet / DAJC
OG 2 : Assurer un meilleur encadrement de la jeunesse	**RS 2** : L'encadrement des jeunes est assuré	**IP2.1** : Proportion de jeunes formés sur diverses thématiques en lien avec leur centre d'intérêts	(Nombre de jeunes formés / Nombre de jeunes à former) X100 Sources : Rapports d'activités DVARCJ / DPJ / DISE
OG3 : Améliorer l'accès des jeunes à des emplois décents et durables	**RS 3** : L'accès des jeunes à des emplois décents et durables est amélioré	**IP 3.1** : Proportion de jeunes bénéficiaires des programmes d'emploi et d'insertion professionnelle	(Nombre de jeunes bénéficiaires des programmes / Nombre de jeunes prévus) X 100 Sources : Rapports d'activités AEJ / BCP-Emploi
OG 4 : Inculquer les valeurs civiques et citoyennes aux jeunes	**RS 4** : Les valeurs civiques et citoyennes sont inculquées	**IP 4.1** : Proportion de jeunes bénéficiaires des dispositifs du Service Civique	(Nombre de jeunes bénéficiaires des programmes du dispositif du service civique / Nombre de jeunes prévus au dispositif du Service Civique) X 100 Source : Rapport d'activités OSCN

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**81 484 195 624**	**92 513 001 035**	**98 187 943 001**
1.1 Ressources Intérieures	**56 326 330 986**	**86 913 001 035**	**92 587 943 001**
1.1.1 Budget Etat	56 326 330 986	86 913 001 035	92 587 943 001
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**25 157 864 638**	**5 600 000 000**	**5 600 000 000**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	25 157 864 638	5 600 000 000	5 600 000 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
2. CHARGES	**81 484 195 624**	**92 513 001 035**	**98 187 943 001**
2.1 Personnel	**8 658 964 051**	**8 929 045 309**	**9 199 126 569**
2.1.1 Solde y compris EPN	8 658 964 051	8 929 045 309	9 199 126 569
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**3 188 494 104**	**3 401 009 384**	**3 421 744 203**
2.3 Transferts	**8 262 666 517**	**8 509 446 342**	**8 867 072 229**
2.4 Investissement	**61 374 070 952**	**71 673 500 000**	**76 700 000 000**
Trésor	*36 216 206 314*	*66 073 500 000*	*71 100 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*25 157 864 638*	*5 600 000 000*	*5 600 000 000*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination de la politique du secteur jeunesse
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3: Information et communication
	Action 1.4: Planification, programmation, suivi-évaluation et documentation

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer le cadre juridique et institutionnel du secteur jeunesse	Proportion de textes législatifs et règlementaires soumis au SGG	-	20%	40%	60%	(Nombre de textes soumis au SGG / Nombre total de textes prévus sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 125 Source : Rapport d'activités DAJC
	Proportion d'accords et de conventions signés	-	20%	40%	60%	(Nombre d'accords et de conventions signés sur la période donnée / Nombre d'accords et de conventions prévus sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 125 Source : Rapport d'activités DAJC

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion d'agents du Ministère ayant bénéficié d'une formation	-	20%	40%	60%	(Nombre d'agents ayant bénéficié d'une formation sur la période donnée / Nombre d'agents à former sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 2500 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution du Plan de Passation de Marché	100%	100%	100%	100%	(Nombre de marchés attribués par an / Nombre de marchés prévus dans le Plan de Passation annuel des marchés Publics du Ministère) X 100 Source : Rapport d'activités CPMP
	Proportion d'unités administratives ayant fait l'objet d'inventaire de leurs biens corporels et incorporels	-	20%	40%	60%	(Nombre d'unités administratives ayant fait l'objet d'inventaire sur une période donnée / Nombre d'unités administratives dont l'inventaire est prévu sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 140 Source : Rapport d'activités SGP
OS 3 : Accroitre la visibilité des actions du Ministère	Taux de couverture médiatique des activités du Ministère	100%	20%	40%	60%	(Nombre d'activités couvertes sur la période / nombre d'activités programmées sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 1000 Source : Rapport d'activités DCRP
	Proportion de rendez-vous médiatiques organisés	-	20%	40%	60%	(Nombre de rendez-vous médiatiques (interviews, reportages, publireportages, émissions télé-radio) organisés / Nombre de rendez-vous sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 250 Source : Rapport d'activités DCRP
OS 4 : Améliorer le dispositif de planification, programmation et de suivi-évaluation	Taux de réalisation des missions de contrôle	-	20%	40%	60%	(Nombre de mission de contrôle réalisé sur la période / Nombre de mission de contrôle prévu sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 1000 Source : Rapport d'activités IG
	Proportion de rapports de suivi-évaluation produits	-	20%	40%	60%	(Nombre de rapports de suivi-évaluation produits sur la période concernée / Nombre de rapports de suivi-évaluation prévus sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 20 Source : Rapport d'activités DPSD

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**6 395 282 843**	**6 208 004 494**	**6 406 326 958**
Dépenses de personnel	3 165 745 742	3 343 333 386	3 520 921 031
Dépenses en biens et services	2 678 937 101	2 864 671 108	2 885 405 927
Transferts	0	0	0
Investissements	550 600 000	0	0
Trésor	*550 600 000*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21127 Administration Générale	**6 395 282 843**	**6 208 004 494**	**6 406 326 958**
2112701 Coordination de la politique du secteur jeunesse	**1 848 451 896**	**1 400 660 452**	**1 416 800 010**
2 Biens et services	**1 297 851 896**	**1 400 660 452**	**1 416 800 010**
11041200014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Djékanou	4 500 000	4 845 176	4 864 303
11041200015 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Didiévi	4 500 000	4 845 175	4 864 303
11041200016 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région des Lacs (Yamoussoukro)	5 000 000	5 383 530	5 404 781
11041200018 Coordonner les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Belier (Toumodi)	5 000 000	5 383 528	5 404 781
11041200019 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tiebissou	4 500 000	4 845 176	4 864 303
14041200009 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du N'Zi (Dimbokro)	5 000 000	5 383 530	5 404 782
14041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kouassikouassikro	4 500 000	4 845 177	4 864 303
14041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bocanda	4 500 000	4 845 178	4 864 302
15041200008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de M'bahiakro	4 500 000	4 845 175	4 864 303
15041200009 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Iffou (Daoukro)	5 000 000	5 383 529	5 404 782
15041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Prikro	4 500 000	4 845 176	4 864 304

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21127 Administration Générale	**6 395 282 843**	**6 208 004 494**	**6 406 326 958**
16041200006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Arrah	4 500 000	4 845 176	4 864 303
16041200007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de M'Batto	4 500 000	4 845 176	4 864 302
16041200008 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Moronou (Bongouanou)	5 000 000	5 383 530	5 404 781
17041200009 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Gbêkè (Bouaké)	5 000 000	5 383 528	5 404 779
17041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sakassou	4 500 000	4 845 175	4 864 299
17041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bottro	4 500 000	4 845 176	4 864 304
17041200012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Béoumi	4 500 000	4 845 176	4 864 302
18041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Dabakala	4 500 000	4 845 178	4 864 304
18041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Niakaramadougou	4 500 000	4 845 175	4 864 303
18041200011 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Hambol Katiola	5 000 000	5 383 529	5 404 780
21127010117 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département d'Abidjan 1	3 780 000	4 069 948	4 086 015
21127010118 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département d'Abidjan 2	3 780 000	4 069 948	4 086 014
21127010119 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département d'Abidjan 3	3 780 000	4 069 949	4 086 014
21127010120 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département d'Abidjan 4	3 780 000	4 069 948	4 086 016
21127010121 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kaniasso	4 500 000	4 845 177	4 864 304
22041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Ouaninou	4 500 000	4 845 175	4 864 304
22041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Koro	4 500 000	4 845 177	4 864 304
22041200011 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Bafing (Touba)	5 000 000	5 383 529	5 404 780
23041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Samatiguila	4 500 000	4 845 176	4 864 303
23041200011 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Denguélé (Odienné)	5 000 000	5 383 529	5 404 781

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21127 Administration Générale	**6 395 282 843**	**6 208 004 494**	**6 406 326 958**
23041200013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Gbéléban	4 500 000	4 845 179	4 864 302
23041200014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Madinani	4 500 000	4 845 179	4 864 306
24041200008 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Tchogolo (Ferké)	5 000 000	5 383 529	5 404 781
24041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Ouangolo	4 500 000	4 845 175	4 864 303
24041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kong	4 500 000	4 845 175	4 864 302
25041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sinématiali	4 500 000	4 845 176	4 864 303
25041200010 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Poro (Korhogo)	5 000 000	5 383 530	5 404 781
25041200012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de M'Bengué	4 500 000	4 845 177	4 864 302
26041200008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kouto	4 500 000	4 845 177	4 864 302
26041200009 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région de la Bagoué (Boundiali)	5 000 000	5 383 531	5 404 782
26041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tengrela	4 500 000	4 845 176	4 864 303
27041200005 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Folon (Minignan)	5 000 000	5 383 530	5 404 782
28041200006 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Boukani (Bouna)	5 000 000	5 383 529	5 404 781
28041200007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Nassian	4 500 000	4 845 176	4 864 303
31041200008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Vavoua	4 500 000	4 845 174	4 864 304
31041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Issia	4 500 000	4 845 176	4 864 302
31041200011 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Haut-Sassandra (Daloa)	5 000 000	5 383 529	5 404 781
31041200012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Zoukougbeu	4 500 000	4 845 175	4 864 302
32041200007 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Oumé	4 500 000	4 845 176	4 864 301
32041200008 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Gôh (Gagnoa)	5 000 000	5 383 529	5 404 782

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21127 Administration Générale	**6 395 282 843**	**6 208 004 494**	**6 406 326 958**
35041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sinfra	4 500 000	4 845 176	4 864 304
35041200012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Zuénoula	4 500 000	4 845 176	4 864 302
35041200013 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région de la Marahoué (Bouaflé)	5 000 000	5 383 528	5 404 781
36041200008 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Worodougou (Séguéla)	5 000 000	5 383 529	5 404 781
36041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kani	4 500 000	4 845 175	4 864 303
37041200006 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Dianra	4 500 000	4 845 177	4 864 303
37041200007 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Bere (Mankono)	5 000 000	5 383 530	5 404 783
37041200008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kounahiri	4 500 000	4 845 177	4 864 304
41041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Zoun Hounien	4 500 000	5 564 493	5 581 920
41041200013 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région des Montagnes (Man)	5 000 000	5 383 529	5 404 781
41041200014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Danané	4 500 000	4 845 177	4 864 303
41041200015 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Biankouma	4 500 000	4 845 176	4 864 303
42041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bloléquin	4 500 000	4 845 175	4 864 303
42041200010 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Cavally (Guiglo)	5 000 000	5 383 531	5 404 781
42041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Toulepleu	4 500 000	4 845 176	4 864 303
42041200013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tai	4 500 000	4 845 175	4 864 303
43041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Kouibly	4 500 000	4 845 176	4 864 302
43041200011 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Guemon (Duékoué)	5 000 000	5 383 528	5 404 780
43041200013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bangolo	4 500 000	4 845 176	4 864 302
43041200014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Facobly	4 500 000	4 845 176	4 864 303

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21127 Administration Générale	**6 395 282 843**	**6 208 004 494**	**6 406 326 958**
51041200009 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Lôh-Djiboua (Divo)	5 000 000	5 383 529	5 404 781
51041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Guitry	4 500 000	4 845 175	4 864 303
51041200012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Lakota	4 500 000	4 845 176	4 864 301
55041200006 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région de San-Pédro (San-Pédro)	5 000 000	5 383 530	5 404 781
55041200008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tabou	4 500 000	4 845 178	4 864 303
56041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Buyo	4 500 000	4 845 176	4 864 302
56041200011 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Nawa (Soubré)	5 000 000	5 383 529	5 404 782
56041200012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Méagui	4 500 000	4 845 177	4 864 304
56041200013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Guéyo	4 500 000	4 845 176	4 864 303
57041200004 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Fresco	4 500 000	4 845 175	4 864 301
57041200005 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Gbôkle (Sassandra)	5 000 000	5 383 529	5 404 782
61041200009 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Agnibilekro	4 500 000	4 845 175	4 864 302
61041200010 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région de l'Indénié Djuablin (Abengourou)	5 000 000	5 383 529	5 404 781
61041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Bettié	4 500 000	4 845 175	4 864 302
62041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Koun-Fao	4 500 000	4 845 175	4 864 302
62041200013 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Gontougou (Bondoukou)	5 000 000	5 883 529	5 904 780
62041200014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sandégué	4 500 000	4 845 178	4 864 304
62041200016 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tanda	4 500 000	4 845 175	4 864 303
71041200013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Grand-Bassam	4 500 000	4 845 176	4 864 303
71041200014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Adiaké	4 500 000	4 845 176	4 864 303

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21127 Administration Générale	**6 395 282 843**	**6 208 004 494**	**6 406 326 958**
71041200015 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tiapoum	4 500 000	4 845 176	4 864 302
71041200018 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région du Sud Comoé (Aboisso)	5 000 000	5 383 529	5 404 781
76041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Taabo	4 500 000	4 845 176	4 864 303
76041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Sikensi	4 500 000	4 845 176	4 864 303
76041200013 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Tiassalé	4 500 000	4 845 176	4 864 303
76041200014 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région de l' Agnéby-Tiassa (Agboville)	5 000 000	6 383 530	6 404 783
77041200011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Akoupé	4 500 000	4 845 175	4 864 302
77041200012 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Alépé	4 500 000	4 845 176	4 864 303
77041200013 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région de la Mé (Adzopé)	5 000 000	5 883 529	5 904 782
77041200014 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Yakassé Attobrou	4 500 000	4 845 175	4 864 302
78041200165 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département d'Abidjan	3 780 000	4 069 948	4 086 015
78041200167 Apporter un appui juridique aux services du ministère	23 000 000	24 764 233	24 861 995
78041200168 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	141 671 896	152 075 434	163 302 390
78041200212 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région des Lagunes (Abidjan)	4 280 000	4 608 300	4 626 491
78041200230 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	340 000 000	366 079 965	367 525 142
78041200232 Contrôler les services et structures sous-tutelle du ministère	30 000 000	32 301 174	32 428 690
78041200252 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du ministre	4 000 000	4 306 823	4 323 825
78041200256 Organiser des rencontres d'échanges avec les jeunes des régions de Côte d'Ivoire	250 000 000	269 176 443	270 239 075
78041200257 Promouvoir le genre dans le ministère	10 000 000	11 767 059	11 809 562
79041200008 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Grand-Lahou	4 500 000	4 845 176	4 864 302
79041200009 Coordonner les activités du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans la Région des Grands Ponts (Dabou)	5 000 000	5 383 528	5 404 781
79041200010 Superviser les activités opérationnelles du Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes dans le Département de Jacqueville	4 500 000	4 845 176	4 864 303
90084000002 Assurer la coordination de la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des initiatives à impact jeunesse	10 000 000	10 767 058	10 809 563

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21127 Administration Générale	**6 395 282 843**	**6 208 004 494**	**6 406 326 958**
4 Investissements	**550 600 000**	**0**	**0**
Trésor	***550 600 000***	***0***	***0***
90041290133 Mettre en œuvre le projet carte-jeunes / PJGOUV	300 000 000	0	0
78041200213 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	250 600 000	0	0
2112702 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**4 128 830 947**	**4 380 292 753**	**4 561 974 105**
1 Personnel	**3 165 745 742**	**3 343 333 386**	**3 520 921 031**
78041200215 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire du Ministère	3 165 745 742	3 343 333 386	3 520 921 031
2 Biens et services	**963 085 205**	**1 036 959 367**	**1 041 053 074**
78041200169 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	158 628 282	170 795 986	171 470 241
78041200171 Prendre en charge les dépenses liées aux charges centralisées	442 199 158	476 118 353	477 998 019
78041200173 Gérer la commande publique du ministère	28 000 000	30 147 763	30 266 775
78041200174 Gérer les ressources humaines du ministère	25 000 000	26 917 646	27 023 907
78041200211 Actualiser le DPPD-PAP/CDMT	30 000 000	32 301 173	32 428 690
78041200214 Gérer les ressources financières du ministère	69 257 765	74 570 234	74 864 618
78041200249 Gérer les conférences et missions hors CI	60 000 000	64 602 346	64 857 378
78041200261 Prendre en charge les séminaires, conférences et missions en Côte d'Ivoire	20 000 000	21 534 115	21 619 126
78084000056 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	100 000 000	107 670 577	108 095 630
90041200001 Gérer le patrimoine du Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	30 000 000	32 301 174	32 428 690
2112703 Information et communication	**378 000 000**	**383 983 052**	**384 314 591**
2 Biens et services	**378 000 000**	**383 983 052**	**384 314 591**
78041200177 Organiser la communication des activités du ministère	38 000 000	40 914 820	41 076 339
78041200243 Réaliser le développement informatique et apporter un appui aux structures du ministère	10 000 000	10 767 059	10 809 564
90041200002 Mettre en œuvre la stratégie de communication du Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	30 000 000	32 301 173	32 428 688
90041290154 Mettre en œuvre la stratégie de communication du PJ-GOUV	300 000 000	300 000 000	300 000 000
2112704 Planification, programmation, suivi-évaluation et documentation	**40 000 000**	**43 068 237**	**43 238 252**
2 Biens et services	**40 000 000**	**43 068 237**	**43 238 252**
78041200178 Gérer la documentation du ministère	15 000 000	16 150 590	16 214 345
78041200205 Organiser la planification générale des activités du ministère	25 000 000	26 917 647	27 023 907

II.2.2 Programme 2 : Promotion de la jeunesse

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Promotion de la jeunesse	Action 2.1: Promotion de l'environnement associatif et du cadre d'expression des jeunes
	Action 2.2: Amélioration de l'environnement socio-éducatif des jeunes
	Action 2.3: Promotion des institutions socio-éducatives des jeunes

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Promotion de la jeunesse						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer la participation des jeunes au processus de prise de décision pour le développement communautaire, local et national	Proportion de jeunes ayant eu leurs capacités renforcées sur des thématiques en lien avec leurs centres d'intérêts	-	20%	40%	60%	(Nombre de jeunes ayant eu leurs capacités renforcées en lien avec leurs centres d'intérêt sur la période concernée/ Nombre de jeunes à former sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 35 000 Source : Rapport d'activités DVARCJ
	Proportion de rencontres d'échanges organisées avec les jeunes	-	20%	40%	60%	(Nombre de rencontres d'échanges organisées sur la période / Nombre de rencontres d'échanges prévues sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 275 Source : Rapport d'activités DVARCJ
OS 2 : Favoriser l'adoption par les jeunes de comportements adéquats face aux fléaux sociaux	Proportion de jeunes sensibilisés pour le changement de comportement	100,49%	20%	40%	60%	Nombre de jeunes sensibilisés pour le changement de comportement sur une période donnée / Nombre de jeunes à sensibiliser sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 22 500 000 Source : Rapport d'activités DPJ
	Proportion de jeunes formés en Compétence de Vie Courante (CVC) et du futur	-	20%	40%	60%	(Nombre de jeunes formés en CVC sur une période donnée / Nombre de jeunes à former sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 100 000 Source : Rapport d'activités DPJ
OS 3 : Faciliter l'accès des jeunes aux services sociaux de base adaptés à leurs besoins	Proportion d'Institutions Socio-Éducatives de Jeunesse (ISE) réhabilitées et équipées	11,26%	20%	40%	60%	(Nombre d'ISE réhabilitées et équipées sur une période donnée / nombre d'ISE à réhabiliter et à équiper sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 25 Source : Rapport d'activités DISE
	Proportion d'Institutions Socio-Éducatives fonctionnelles	100 %	20%	40%	60%	(Nombre d'Institutions Socio-Educatives en activité sur une période donnée / nombre d'ISE réhabilitées et équipées sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 25 Source : Rapport d'activités DISE

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 2 : PROMOTION DE LA JEUNESSE	**885 002 094**	**603 243 865**	**405 716 292**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	280 757 003	303 268 815	303 268 815
Transferts	88 000 000	99 975 050	102 447 477
Investissements	516 245 091	200 000 000	0
Trésor	*516 245 091*	*200 000 000*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22128 Promotion de la jeunesse	**885 002 094**	**603 243 865**	**405 716 292**
2212801 Promotion de l'environnement associatif et du cadre d'expression des jeunes	**301 625 653**	**333 863 237**	**336 335 664**
2 Biens et services	**213 625 653**	**233 888 187**	**233 888 187**
78041200195 Encadrer les associations et renforcer les capacités des jeunes	33 000 000	33 757 267	33 757 267
78041200196 Apporter un appui au CNJCI	100 000 000	117 367 448	117 367 448
78041200206 Organiser les Centres de Vacances	23 743 335	24 082 618	24 082 618
78041200220 Gérer la plateforme technologie U-report	20 000 000	21 271 502	21 271 502
78041200229 Organiser les journées statutaires de jeunesse	36 882 318	37 409 352	37 409 352
3 Transferts	**88 000 000**	**99 975 050**	**102 447 477**
78041200221 Apporter un appui aux fédérations et organisations de jeunesse	80 000 000	90 886 409	93 134 070
78041200248 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire auprès de la CONFEJES	8 000 000	9 088 641	9 313 407
2212802 Amélioration de l'environnement socio-éducatif des jeunes	**553 376 441**	**238 451 939**	**38 451 939**
2 Biens et services	**37 131 350**	**38 451 939**	**38 451 939**
78041200237 Mettre en œuvre le programme de promotion de la santé sexuelle et de la reproduction	14 131 350	14 333 281	14 333 281
78041200244 Élaborer et mettre en œuvre les programmes spécifiques en matière de protection de la jeunesse	23 000 000	24 118 658	24 118 658
4 Investissements	**516 245 091**	**200 000 000**	**0**
Trésor	***516 245 091***	***200 000 000***	***0***
90041290128 Réhabiliter et équiper des Institutions socio-éducatives (ISE)	516 245 091	200 000 000	0
2212803 Promotion des institutions socio-éducatives des jeunes	**30 000 000**	**30 928 689**	**30 928 689**
2 Biens et services	**30 000 000**	**30 928 689**	**30 928 689**
78041200197 Gérer les institutions socio-éducatives du ministère	30 000 000	30 928 689	30 928 689

II.2.3 Programme 3 : Insertion Professionnelle et Emploi des jeunes

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Insertion Professionnelle et Emploi des jeunes	Action 3.1: Amélioration de la gouvernance du secteur de l'emploi jeune
	Action 3.2: Emploi et insertion socio-professionnels des jeunes

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Insertion Professionnelle et Emploi des jeunes						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Améliorer la représentativité de l'AEJ sur l'étendue du territoire national	Proportion d'agences régionales ouvertes	-	20%	40%	60%	(Nombre d'agences régionales ouvertes sur la période concernée / Nombre d'agences régionales à ouvrir sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 25 Source : Rapport d'activités DESSE-AEJ
	Proportion de guichets emplois ouverts dans les Communes, Universités et Grandes Ecoles de Côte d'Ivoire	-	85%	88,7%	92,5%	(Nombre de guichets emplois ouverts dans les Communes, Universités et Grandes Ecoles de Côte d'Ivoire/ Nombre de guichets emplois à ouvrir sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 266 Source : Rapport d'activités DESSE-AEJ
OS 2 : Améliorer les compétences des jeunes à travers des programmes de formation et de stages correspondant aux besoins du marché du travail	Proportion de jeunes bénéficiaires de formations pour le développement de leurs compétences	-	20%	40%	60%	(Nombre de jeunes bénéficiaires des Formations pour le développement de leurs compétences à une période donnée / Nombre de jeunes prévus sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 150 000 Source : Rapport d'activités DESSE-AEJ
	Proportion de jeunes bénéficiaires d'appui à la mise en place de leur projet d'auto-emploi ou d'entrepreneuriat	-	20%	40%	60%	(Nombre de jeunes bénéficiaires d'appui à la mise en place de leur projet d'auto-emploi ou d'entrepreneuriat à une période donnée / Nombre de jeunes prévus sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 80 000 Sources : Rapports d'activités DESSE-AEJ / BCP-Emploi
	Proportion de jeunes bénéficiaires du programme de stage	-	20%	40%	60%	(Nombre de jeunes bénéficiaires de stage à une période donnée / Nombre de jeunes prévus sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur :300 000 Source : Rapport d'activités DESSE-AEJ

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : INSERTION PROFESSIONELLE ET EMPLOI DES JEUNES	**54 319 474 813**	**70 937 733 392**	**46 246 309 251**
Dépenses de personnel	4 398 459 100	4 472 519 397	4 546 579 694
Dépenses en biens et services	23 000 000	24 328 661	24 328 661
Transferts	559 369 772	567 385 334	575 400 896
Investissements	49 338 645 941	65 873 500 000	41 100 000 000
Trésor	*32 180 781 303*	*65 873 500 000*	*41 100 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*17 157 864 638*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22129 Insertion Professionnelle et Emploi des jeunes	**54 319 474 813**	**70 937 733 392**	**46 246 309 251**
2212901 Amélioration de la gouvernance du secteur de l'emploi jeune	**27 078 309 772**	**65 567 385 334**	**41 575 400 896**
3 Transferts	**559 369 772**	**567 385 334**	**575 400 896**
78041200199 Effectuer le règlement des allocations chômage	136 126 887	138 077 535	140 028 183
78041200238 Effectuer le transfert de l'Agence Emploi Jeune	423 242 885	429 307 799	435 372 713
4 Investissements	**26 518 940 000**	**65 000 000 000**	**41 000 000 000**
Trésor	***26 518 940 000***	***65 000 000 000***	***41 000 000 000***
90041290151 Mettre en œuvre le Programme Emploi Jeunes BCP-E/3ème C2D	1 518 940 000	0	0
90041290134 Apporter un appui aux projets jeunes/Phase II	25 000 000 000	65 000 000 000	41 000 000 000
2212902 Emploi et insertion socio-professionnels des jeunes	**27 241 165 041**	**5 370 348 058**	**4 670 908 355**
1 Personnel	**4 398 459 100**	**4 472 519 397**	**4 546 579 694**
78041200204 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'AEJ	4 398 459 100	4 472 519 397	4 546 579 694
2 Biens et services	**23 000 000**	**24 328 661**	**24 328 661**
78041200203 Définir et veiller à la mise en œuvre de politique générale et de stratégie de promotion de l'emploi des jeunes	23 000 000	24 328 661	24 328 661
4 Investissements	**22 819 705 941**	**873 500 000**	**100 000 000**
Trésor	***5 661 841 303***	***873 500 000***	***100 000 000***
90041290157 Projet d'amélioration des compétences, de l'entreprenariat et de l'emploi des jeunes (PACE)-Composante projet d'emploi jeunes en agribusiness (Enable Youth CI)	1 000 000 000	0	0
90041290146 Employabilité des jeunes FB-PR / 3ème C2D	3 321 213 413	0	0
78041200274 Projet de soutien à l'innovation entrepreneuriale des jeunes en Côte d'Ivoire/MPJIPSC	650 000 000	873 500 000	100 000 000
78041200202 Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	690 627 890	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22129 Insertion Professionnelle et Emploi des jeunes	**54 319 474 813**	**70 937 733 392**	**46 246 309 251**
Financement extérieur	***17 157 864 638***	***0***	***0***
90041290157 Projet d'amélioration des compétences, de l'entreprenariat et de l'emploi des jeunes (PACE)-Composante projet d'emploi jeunes en agribusiness (Enable Youth CI)	5 587 150 000	0	0
78041200274 Projet de soutien à l'innovation entrepreneuriale des jeunes en Côte d'Ivoire/MPJIPSC	2 717 192 688	0	0
78041200202 Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	8 853 521 950	0	0

II.2.4 Programme 4 : Service civique

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Service civique	Action 4.1: Promotion de la culture civique, citoyenne et du volontariat des jeunes
	Action 4.2: Construction, réhabilitation et opérationnalisation des Centres de Service Civique (CSC)

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Service civique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer la culture civique, citoyenne et promouvoir le volontariat des jeunes	Proportion de jeunes ayant bénéficié du programme Service National Jeunes (SNJ)	114%	17,24%	35,34%	56,89%	(Nombre de jeunes ayant bénéficié du programme SNJ à une période donnée / Nombre de jeunes prévus sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 11 600 Source : Rapport d'activités OSCN
	Proportion de jeunes formés au Volontariat et au Bénévolat	-	24,68%	51,89%	67,08%	(Nombre de jeunes formés au volontariat et au bénévolat sur la période concernée / Nombre de jeunes prévus sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 11 850 Sources : Rapports d'activités OSCN / DCEC
	Proportion de jeunes ayant achevé leur mission dans le cadre du Volontariat et du bénévolat	-	22,21%	46,70%	60,37%	(Nombre de jeunes ayant achevé leur mission dans le cadre du volontariat et du bénévolat / Nombre de jeunes mis en mission ou formés) X 100 Dénominateur : 11 850 Sources : Rapports d'activités OSCN / DCEC

Programme 4 : Service civique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Promouvoir le volontariat et le bénévolat des jeunes	Proportion de Centres de Service Civique (CSC) construits et équipés	33,33%	22,22%	37,03%	51,85%	(Nombre de Centres de Service Civique (CSC) construits et équipés sur la période donnée / Nombre de Centres de Service Civique (CSC) à construire et à équiper sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 27 Source : Rapport d'activités OSCN
	Proportion de jeunes marginalisés formés à travers le dispositif de Service Civique d'Action pour le Développement (SCAD)	100%	9,40%	17,73%	49,22%	(Nombre de jeunes marginalisés formés / Nombre de jeunes marginalisés à former sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 45 400 Source : Rapport d'activités OSCN
	Proportion de jeunes marginalisés formés et en situation de sortie positive	63%	9,40%	17,73%	49,22%	(Nombre de jeunes marginalisés formés et en situation de sortie positive / Nombre de jeunes marginalisés formés sur la période 2026-2030) X 100 Dénominateur : 45 400 Source : Rapport d'activités OSCN

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : SERVICE CIVIQUE	**15 075 185 874**	**9 761 089 051**	**39 877 230 035**
Dépenses de personnel	1 094 759 209	1 113 192 526	1 131 625 844
Dépenses en biens et services	205 800 000	208 740 800	208 740 800
Transferts	2 806 046 745	2 839 155 725	2 936 863 391
Investissements	10 968 579 920	5 600 000 000	35 600 000 000
Trésor	*2 968 579 920*	*0*	*30 000 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*8 000 000 000*	*5 600 000 000*	*5 600 000 000*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22139 Service civique	**15 075 185 874**	**9 761 089 051**	**39 877 230 035**
2213901 Promotion de la culture civique, citoyenne et du volontariat des jeunes	**2 830 800 000**	**208 740 800**	**208 740 800**
2 Biens et services	**205 800 000**	**208 740 800**	**208 740 800**
78084000063 Organiser la semaine nationale du civisme	30 000 000	30 428 688	30 428 688
78084000065 Organiser des actions de volontariat, de bénévolat et initier des programmes communautaires	45 800 000	46 454 464	46 454 464
78084000073 Organiser des missions de sensibilisation des populations sur le civisme et la citoyenneté	130 000 000	131 857 648	131 857 648
4 Investissements	**2 625 000 000**	**0**	**0**
Trésor	***2 625 000 000***	***0***	***0***
90041290152 Mettre en œuvre le Programme de Volontariat et de Service Civique/3ème C2D	2 625 000 000	0	0
2213902 Construction, réhabilitation et opérationnalisation des Centres de Service Civique (CSC)	**12 244 385 874**	**9 552 348 251**	**39 668 489 235**
1 Personnel	**1 094 759 209**	**1 113 192 526**	**1 131 625 844**
78084000064 Transférer des subventions équilibre personnel à l'OSCN	1 094 759 209	1 113 192 526	1 131 625 844
3 Transferts	**2 806 046 745**	**2 839 155 725**	**2 936 863 391**
78084000062 Opérationnaliser l'Office du Service Civique National (SCAD et jeunes en voie de radicalisation)	606 046 745	614 731 172	623 415 597
90041200007 Assurer le fonctionnement des nouveaux Centres de Service Civique	2 200 000 000	2 224 424 553	2 313 447 794
4 Investissements	**8 343 579 920**	**5 600 000 000**	**35 600 000 000**
Trésor	***343 579 920***	***0***	***30 000 000 000***
90041290166 Provision pour investissement / Service civique	0	0	30 000 000 000
90041290150 Construire, réhabiliter et équiper les centres de service civique (Phase 2)	343 579 920	0	0
Financement extérieur	***8 000 000 000***	***5 600 000 000***	***5 600 000 000***
90041290166 Provision pour investissement / Service civique	0	0	5 600 000 000
90041290150 Construire, réhabiliter et équiper les centres de service civique (Phase 2)	8 000 000 000	5 600 000 000	0

II.2.5 Programme 5 : Fonds d'appui à la jeunesse

II.2.5.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 5 : Fonds d'appui à la jeunesse	Action 5.1: Développement des activités des organisations de jeunesse
	Action 5.2: Modernisation des Infrastructures socio-éducatives de jeunesse
	Action 5.3: Amélioration de l'employabilité des jeunes
	Action 5.4: Renforcement de l'engagement civique et citoyen des jeunes

II.2.5.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Fonds d'appui à la jeunesse						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Promouvoir et développer les activités des organisations de jeunesse	Proportion d'activités mise en œuvre par les organisations de jeunesse	-	20%	40%	60%	(Nombre d'activités mise en œuvre par les organisations de jeunesse / Nombre total d'activités programmées) X 100 Dénominateur : 1 000 Source : Rapport d'activités DVARCJ
	Proportion d'organisation de jeunesse ayant bénéficié d'une subvention du fonds d'appui	-	20%	40%	60%	(Nombre d'organisation de jeunesse ayant bénéficié d'une subvention / Nombre total des organisations de jeunesse programmées) X 100 Dénominateur : 1 000 Source : Rapport d'activités DVARC
OS2 : Moderniser les Institutions Socio-Educatives de jeunesse (ISE)	Proportion d'ISE construites, réhabilitées et équipées par le fonds d'appui	-	20%	40%	60%	(Nombre d'ISE construites, réhabilitées et équipées / Nombre d'ISE programmées) X 100 Dénominateur : 5 Source : Rapport d'activités DISE
OS3 : Améliorer l'employabilité des jeunes	Proportion de jeunes bénéficiaires de stages d'immersion par le fonds d'appui	-	20%	40%	60%	(Nombre de jeunes bénéficiaires de stages d'immersion / Nombre de jeunes programmés) X 100 Dénominateur : 135 000 Source : Rapport d'activités AEJ
OS4 : Renforcer l'engagement civique et citoyen des jeunes	Proportion de jeunes pris en charges dans le cadre du SNJ	-	20%	40%	60%	(Nombre de jeunes pris en charge / Nombre de jeunes programmées) X 100 Dénominateur : 2000 Sources : Rapports d'activités OSCN / SCAD
	Proportion de jeunes volontaires et bénévoles mobilisés	-	20%	40%	60%	(Nombre de jeunes mobilisés dans le programme national bénévolat et volontariat / Nombre de jeunes programmés) X 100 Dénominateur : 20 000 Sources : Rapports d'activités OSCN / SCAD

II.2.5.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 5 : FONDS D'APPUI A LA JEUNESSE	**4 300 000 000**	**4 383 430 233**	**4 506 860 465**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	4 300 000 000	4 383 430 233	4 506 860 465

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 5 : FONDS D'APPUI A LA JEUNESSE	**4 300 000 000**	**4 383 430 233**	**4 506 860 465**
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23248 Fonds d'appui à la jeunesse	**4 300 000 000**	**4 383 430 233**	**4 506 860 465**
2324801 Développement des activités des organisations de jeunesse	**1 050 000 000**	**1 082 965 116**	**1 105 930 233**
3 Transferts	**1 050 000 000**	**1 082 965 116**	**1 105 930 233**
90041290158 Apporter un appui financier au développement des activités des organisations de jeunesse	1 000 000 000	1 031 395 349	1 062 790 698
90041290159 Gérer les opérations financières et comptables de la Régie	50 000 000	51 569 767	43 139 535
2324802 Modernisation des Infrastructures socio-éducatives de jeunesse	**1 050 000 000**	**1 031 395 349**	**1 062 790 698**
3 Transferts	**1 050 000 000**	**1 031 395 349**	**1 062 790 698**
90041290160 Apporter un appui financier pour la construction, la réhabilitation et l'équipement des institutions socio-éducatives de jeunesse	1 050 000 000	1 031 395 349	1 062 790 698
2324803 Amélioration de l'employabilité des jeunes	**1 200 000 000**	**1 237 674 419**	**1 275 348 837**
3 Transferts	**1 200 000 000**	**1 237 674 419**	**1 275 348 837**
90041290161 Apporter un appui pour la mise en stage d'immersion des jeunes	1 200 000 000	1 237 674 419	1 275 348 837
2324804 Renforcement de l'engagement civique et citoyen des jeunes	**1 000 000 000**	**1 031 395 349**	**1 062 790 697**
3 Transferts	**1 000 000 000**	**1 031 395 349**	**1 062 790 697**
90041290162 Apporter un appui financier pour l'organisation du service National des jeunes	400 000 000	412 558 140	425 116 279
90041290163 Mettre en œuvre le programme national du volontariat et du bénévolat	350 000 000	360 988 372	371 976 744
90041290164 Apporter un appui financier à l'Office du Service Civique National (OSCN)	250 000 000	257 848 837	265 697 674

II.2.6 Programme 6 : Appui au financement du service civique

II.2.6.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 6 : Appui au financement du service civique	Action 6.1: Renforcement du dispositif du service civique d'action pour le développement

II.2.6.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 6 : Appui au financement du service civique						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Renforcer le dispositif du service civique d'action pour le développement	Proportion de jeunes bénéficiaires du programme service civique d'action pour le développement	-	20%	40%	60%	(Nombre de jeunes bénéficiaires du programme service civique d'action pour le développement / Nombre de jeunes prévus) X 100 Dénominateur : 2 000 Sources : Rapports d'activités OSCN / SCAD

II.2.6.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 6 : APPUI AU FINANCEMENT DU SERVICE CIVIQUE	**509 250 000**	**619 500 000**	**745 500 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	509 250 000	619 500 000	745 500 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23252 Appui au financement du service civique	**509 250 000**	**619 500 000**	**745 500 000**
2325201 Renforcement du dispositif du service civique d'action pour le développement	**509 250 000**	**619 500 000**	**745 500 000**
3 Transferts	**509 250 000**	**619 500 000**	**745 500 000**
90084000003 Mettre en œuvre le programme national de service civique à l'endroit de 2 000 jeunes de 18 à 35 ans avec 30% de jeunes filles	493 972 500	600 915 000	723 135 000
90084000004 Gérer les opérations financières et comptables de la Régie	15 277 500	18 585 000	22 365 000

SECTION 358 : MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME

SECTION 358 : MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT ET DE L'URBANISME

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière de Gouvernance

- l'insuffisance en renforcement de capacités techniques ;
- l'insuffisance d'équipements techniques des structures du ministère ;
- l'insuffisance de personnel technique ;
- l'insuffisance de communication sur les activités et les réformes du ministère.

En matière de Foncier et d'Urbanisme

- l'absence d'une politique publique urbaine ;
- l'insuffisance des outils de planification urbaine ;
- l'insuffisance des équipements socio-collectifs de base dans les quartiers ;
- la prolifération des lotissements irréguliers ;
- la prolifération des quartiers spontanés et précaires ;
- le non-respect des règles d'urbanisme ;
- l'insuffisance de règlement particulier d'urbanisme ;
- la dégradation de l'ancien noyau des villes ;
- l'insuffisance d'adressage des villes ;
- la récurrence des litiges et conflits fonciers ;
- la digitalisation partielle dans le traitement des actes du foncier ;
- l'insuffisance de parcelles pour la mise en œuvre des projets de l'Etat ;
- l'insuffisance d'un cadre de développement urbain harmonisé / durable dans les villes.

En matière de Construction, de Maintenance et d'Architecture

- la méconnaissance des textes en matière de construction ;
- l'incivisme des acteurs du cadre bâti ;
- l'insuffisance de main d'œuvre qualifiée ;
- la dégradation des bâtiments administratifs ;
- le non-respect des règles de construction ;
- l'existence de nombreuses constructions sans permis de construire ;
- l'insuffisance de maintenance des bâtiments administratifs abritant les services de l'Etat ;

- le non-respect de l'harmonie dans l'architecture des villes ;
- le non-respect des normes en matière de construction ;
- la non maitrise des coûts des matériaux de construction ;
- l'existence sur le marché des matériaux de construction de mauvaise qualité ;
- l'insuffisance de bureaux administratifs ;
- l'insuffisance des capacités techniques et matérielles de la Direction du Contrôle Urbain.

En matière de Logement et de Cadre de Vie

- le déficit de logements ;
- l'insuffisance de financement du secteur du logement due au faible niveau de financement des acquéreurs et des promoteurs ;
- le coût élevé des matériaux de construction ;
- l'insuffisance de suivi et de contrôle des programmes immobiliers ;
- l'incivisme des promoteurs immobiliers ;
- la faible mobilisation du foncier pour les logements sociaux ;
- l'insuffisance de financement des VRD primaires ;
- la défaillance technique et financière de certains promoteurs immobiliers agréés au PPLSE ;
- l'absence de garantie de l'Etat pour attirer les investisseurs internationaux à forte capacité ;
- l'insuffisance de main d'œuvre qualifiée pour les constructions ;
- la faible utilisation des matériaux et des techniques de construction rapide ;
- le coût élevé du loyer ;
- l'insuffisance des textes réglementaires de la copropriété ;
- la méconnaissance des procédures en matière de copropriété ;
- l'absence de titres fonciers dans les anciennes copropriétés.

I.1.2. Réponses apportées

En matière de Gouvernance

- le renforcement de capacités techniques ;
- le renforcement des équipements techniques des structures du ministère ;
- l'amélioration de la communication sur les activités et les réformes du ministère ;
- le renforcement du MCLU en personnel technique.

En matière de Foncier et d'Urbanisme

- l'élaboration de la Politique Nationale du Développement Urbain et de l'Habitat ;
- l'élaboration des outils de planification urbaine ;
- la régularisation des lotissements irréguliers dans le District d'Abidjan et des villes de l'intérieur ;
- la restructuration des quartiers précaires et la rénovation urbaine ;
- l'adressage des villes de Côte d'Ivoire ;
- la délimitation des territoires des 189 villages dans le District d'Abidjan ;
- le renforcement du cadre législatif, réglementaire en matière de Foncier et d'Urbanisme ;
- la mise en exploitation du Système Intégré de Gestion du Foncier Urbain (SIGFU) ;
- la mise en œuvre d'un identifiant unique des parcelles et d'un référentiel géodésique unique ;
- la construction du centre de production des actes du foncier urbain ;
- la constitution des réserves foncières pour les grands projets de l'État ;
- la restructuration en cours de l'AGEF ;
- le renforcement du contrôle des occupations des espaces urbains.

En matière de Construction et de Maintenance

- le renforcement du cadre réglementaire du secteur de la construction ;
- la construction, la réhabilitation et la maintenance des bâtiments publics ;
- la délivrance préalable du certificat de conformité avant tout raccordement aux circuits de distribution de l'eau et de l'électricité ;
- le renforcement des capacités de la Brigade et l'intensification du contrôle ;
- la sensibilisation des acteurs du cadre bâti au respect des textes et procédures en matière de construction ;
- la certification des compétences des ouvriers du BTP ;
- la poursuite de l'élaboration de la stratégie du renforcement du contrôle de la qualité des matériaux produits et commercialisés en Côte d'Ivoire ;
- la poursuite de la vulgarisation des textes en matière de construction.

En matière de Logement et de Cadre de Vie

- le renfoncement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'habitat par l'adoption du Code de la Construction et de l'Habitat (CCH) ;
- la création de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) ;
- la création du Fonds de Garantie du Logement Social (FGLS) ;
- l'instauration d'une taxe parafiscale sur certains matériaux de construction (Ciment, Fer à béton et Marbre) ;
- la recapitalisation de la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI) ;
- la constitution des réserves foncières pour le logement ;
- l'accélération de la production de logements sociaux ;
- la mise en place d'un programme spécial dénommé programme d'urgence de construction de 25 000 logements intra-muros ;
- le suivi et le contrôle des programmes immobiliers ;
- la capacité technique et financière des promoteurs locaux ;

- l'amélioration des conditions de contrat de location ;
- la proposition de Code spécifique à la copropriété ;
- la poursuite de la vulgarisation et de la sensibilisation du Code de la Construction et de l'Habitat (CCH) ;
- l'accélération de la procédure de délivrance des titres fonciers dans les anciennes copropriétés.

I.1.3. Défis et priorités

En matière de Gouvernance

- le renforcement des capacités des agents et des structures (en personnel technique et en matériel) du ministère ;
- la vulgarisation des textes législatifs et règlementaires en matière de construction, de logement et d'urbanisme (CCH, CUDFU modifié) ;
- l'accélération de la prise des textes d'applications des codes (CCH, CUDFU modifié) ;
- le renforcement des capacités et la déconcentration de la Direction du Contrôle Urbain ;
- le déploiement du Système Intégré de Gestion du Foncier Urbain (SIGFU) à l'intérieur du pays ;
- l'intensification de la communication sur les activités et les réformes du ministère.

En matière de Foncier et d'Urbanisme

- la maitrise du développement urbain ;
- la constitution des réserves foncières ;
- l'aménagement et la viabilisation des parcelles ;
- l'adressage des villes ;
- l'assainissement du secteur du foncier urbain ;
- la réduction du délai d'obtention des actes ;
- l'identification et l'élaboration de nouveaux outils de planification urbaine ;
- la sécurisation et l'accélération de la délivrance des actes à travers la mise en œuvre du Système Intégré de Gestion du Foncier Urbain ;
- la rénovation des noyaux urbains ;
- la promotion des villes inclusives, productives et vertes ;
- la création de smart cities ;
- la création de nouveaux pôles urbains ;
- le renforcement de la résilience des villes dans la gestion des catastrophes naturelles et des risques climatiques.

En matière de Construction, de Maintenance et d'Architecture

- la maitrise d'ouvrage déléguée des projets de construction de l'Etat ;
- la réhabilitation et la maintenance des bâtiments administratifs ;
- la promotion du civisme pour la bonne utilisation des bâtiments administratifs ;
- la surveillance de l'harmonie architecturale des villes ;
- le contrôle administratif des constructions dans le périmètre urbain ;
- la réduction du délai de délivrance du permis de construire ;
- le suivi du respect de la réglementation en matière de construction.

En matière de Logement et de Cadre de Vie

- la promotion de l'aménagement foncier pour la production de logement ;
- la promotion des constructions en hauteur ;
- la facilitation de l'accès au logement tant en milieu urbain que rural ;
- la diversification de l'offre de logement (location simple, location- vente et vente directe) ;
- la réglementation efficiente de la copropriété ;
- le renforcement des capacités des acteurs notamment les notaires, les agents immobiliers, l'Association Professionnelle des Banques et établissements Financiers (APBF) ;
- la promotion de la production locale des matériaux dans la construction immobilière ;
- la promotion de l'utilisation des techniques rapides et modernes de construction ;
- le renforcement du processus de suivi et de contrôle des programmes immobiliers ;
- la garantie d'un financement suffisant et pérenne ;
- le renforcement des capacités des acteurs du logement (les transferts de technologies, augmentation de la main d'œuvre qualifiée…).

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'élaboration des outils de planification urbaine ;
- l'amélioration du fonctionnement de l'administration publique en matière de traitement des demandes d'actes ;
- la production de terrains accessibles à tous ;
- le développement d'une politique de rénovation urbaine et d'adressage ;
- la construction, la réhabilitation et la maintenance des bâtiments publics ;
- l'opérationnalisation du permis de construire ;
- la production de logements ;
- l'application des nouvelles règles de copropriété.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée ;
- la gestion du domaine foncier urbain est assainie et l'urbanisation est maîtrisée ;
- la politique en matière de construction et de maintenance est mise en œuvre ;
- la politique nationale en matière de logement et de cadre de vie est appliquée.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2023-820 du 25 Octobre 2023** portant attributions des Membres du Gouvernement, en son article 11, le Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de construction, de logement et d'urbanisme.

A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de la Construction

- élaboration, mise en œuvre et contrôle de l'application des politiques, de la législation et de la réglementation en matière de construction ;
- participation à la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères, du Patrimoine, des Finances et du Budget ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière de Construction ;
- prise en compte des personnes à mobilité réduite dans les normes de construction immobilière ;
- reconstruction et réhabilitation des bâtiments publics détruits ou endommagés ;
- élaboration et mise en œuvre de la stratégie de promotion de la qualité architecturale ;
- maîtrise d'ouvrage déléguée pour le compte de l'Etat ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de la construction et de l'architecture, en liaison avec les Ministres concernés ;
- délivrance des documents liés à la construction, notamment le permis de construire et le certificat de conformité.

Au titre du Logement

- définition de la stratégie de l'Etat en matière de logement et d'habitat ;
- promotion de l'aménagement foncier ;
- promotion de l'accession à la propriété immobilière ;
- élaboration, mise en place d'un cadre institutionnel, réglementaire et financier permettant l'émergence d'un véritable marché du logement ;
- facilitation de l'accession au logement en milieu urbain et en milieu rural ;
- encadrement des promoteurs immobiliers ;
- élaboration, mise en œuvre et contrôle de l'application des politiques et de la législation en matière d'Habitat ;
- promotion de l'utilisation des matériaux locaux dans la construction immobilière ;
- définition et mise en œuvre des programmes de relogement de populations déguerpies et appui technique à la réinstallation de populations déplacées, en liaison avec les autres départements ministériels intéressés ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'habitat ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique en faveur des quartiers défavorisés ;
- lutte contre la précarité de l'habitat et des exclusions dans les villes.

Au titre de l'Urbanisme

- élaboration et contrôle de la mise en œuvre des politiques, de la législation et de la réglementation en matière d'urbanisme, domaniale et foncière urbaine ;
- sécurisation du foncier urbain ;
- gestion du domaine urbain ;
- gestion technique du foncier urbain ;
- participation à la gestion des terrains industriels, touristiques et artisanaux respectivement, en liaison avec les Ministres chargés de l'Industrie, du Tourisme et de l'Artisanat ;
- élaboration et mise en œuvre de la politique d'adressage ;
- élaboration, approbation et promotion des outils de planification urbaine, notamment des schémas directeurs d'urbanisme ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière d'urbanisme, notamment en matière foncière, de rénovation et de restructuration des quartiers urbains ;
- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'urbanisme et du foncier ;
- modernisation de la gestion foncière des communautés villageoises ;

- promotion de l'accession à la propriété foncière ;
- purge des droits coutumiers ;
- constitution et gestion des réserves foncières pour le compte de l'Etat ;
- participation à la gestion du domaine public, en liaison avec les autres départements ministériels concernés.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Foncier et urbanisme
- Programme 3 : Construction et maintenance
- Programme 4 : Logement et cadre de vie

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet, Inspection Générale (IG), Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction des Affaires Financières (DAF), Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC), Direction de la Planification, de l'Evaluation et des Statistiques (DPES), Direction de la Coopération Internationale et du Développement Durable (DCIDUD), Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP), Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP), Direction de la Modernisation, de l'informatique, de la Simplification et de la Sécurisation des Actes (DMISSA), Service de la Documentation et des Archives (SDA), Service du Contrôle et de la Production des Actes (SCPA), Service de la Gestion du Patrimoine (SGP), Antennes (41) , Directions Régionales (33), Directions Départementales (78), Secteurs (47).		- Projet de Simplification et de Transformation Digitale du MCLU phase 2 ; - Réhabilitation et équipement des structures déconcentrées du MCLU.	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Foncier et urbanisme	Direction Générale de l'Urbanisme et du Foncier (DGUF), Direction de l'Urbanisme et du Développement Urbain (DUDU), Direction du Domaine Urbain (DDU), Direction de la Topographie et de la Cartographie (DTC), Guichet Unique du Foncier (GUF), Direction de l'Adressage, de la Rénovation et de la Restructuration Urbaine (DARRU), Service d'Appui aux Lotisseurs et Aménageurs (SALA)	Agence de Gestion Foncière (AGEF)	- Projet de redressement des lotissements irréguliers à Abidjan ; - Projet de délimitation des territoires des villages du Grand Abidjan ; - Purges/indemnités d'éviction – phase 2 ; - Projet de régularisation des lotissements appliqués et non approuvés dans les villes de la Côte d'Ivoire ; - Projet d'élaboration des Plans d'Urbanisme Directeurs de 80 localités ; - Projet d'Adressage du District d'Abidjan (pose des plaques métalliques) ; - Projet d'Adressage des villes de l'intérieur du pays ; - Projet d'aménagement et de constitution de réserve foncière de 100HA à ATTINGUIE. - Projet de déconcentration du Guichet Unique du Foncier Phase 2	- Projet d'Aménagement des Quartiers Restructurés d'Abidjan (PAQRA) ; - Etudes pour l'Elaboration des plans d'urbanisme de détails des 10 Unités urbaines du Schéma Directeur d'Urbanisme du Grand Abidjan ; - Etudes pour l'Elaboration d'une politique nationale du développement urbain et de l'habitat ; - Etude pour la mise en place de l'observatoire national développement urbain et de l'habitat ; - Etudes de Restructuration des quartiers précaires ; - Projet d'Aménagement du Quartier Bardot de San-Pédro (AQABA) ; - Projet de développement urbain des villes secondaires.
Programme 3 : Construction et maintenance	Direction Générale de la Construction, de la Maintenance et de l'Architecture (DGCMA), Direction des Etudes, des Matériaux et de l'Architecture (DEMA), Direction de la Construction et de la Maintenance (DCM), Guichet Unique du Permis de Construire et du Contrôle Urbain (GUPCCU), Direction du Permis de Construire (DPC), Direction du Contrôle Urbain (DCU), Brigade de Répression des Infractions aux Règles d'Urbanisme et de Construction (BRIRUC), Service de Recouvrement (SR)		- Projet d'aménagement et de sécurisation de la Cité Administrative ; -Projet d'aménagement des parkings de la Cité Administrative du Plateau ; -Etude de faisabilité de projet de construction des centres administratifs locaux.	- Réhabilitation de l'hôtel SEBROKO et de la Tour C ; - Construction de la tour F.

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4 : Logement et cadre de vie	Direction Générale du Logement et du Cadre de Vie (DGLCV), Direction de l'Implémentation et du Contrôle de l'Aménagement Foncier (DICAF), Direction de la Copropriété et du Cadre de Vie (DCCV), Direction du Logement et des Grands Programmes Immobiliers (DLGPI).	Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), Fonds de Garantie du Logement Social (FGLS)	- Programme Elargi de Logement et d'Aménagement Foncier (PELAF) ; - Projet de réalisation des VRD pour 60 000 logements Sociaux (anciens sites) ; - Projet de réalisation des VRD pour 60 000 logements Sociaux (Ahoué, Yahou et Jacqueville) ; - Programme d'Urgence de construction de 25 000 logements sociaux et économiques (Transferts à l'ANAH pour la réalisation des VRD primaires) ; - Projet de réalisation de Lotissements à Equipements Modérés (LEM).	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Améliorer la gouvernance du ministère	**RS 1.1**: la gouvernance du ministère est améliorée	**IP 1.1.1** : Taux de satisfaction des usagers du Ministère	(Nombre d'usagers du ministère satisfaits / Nombre total d'usagers enquêtés) x100 Source : Rapport d'activités DPES
OG 2 : Assainir le secteur du foncier et maitriser l'urbanisation	**RS 2 .1** : le secteur du foncier est assaini et l'urbanisation est maitrisée	**IP 2.1.1** : Taux de couverture des chefs-lieux de Région en lotissements approuvés	(Superficie couverte par les lotissements approuvés / Superficie du domaine urbain des chefs-lieux de Région) x100 Source : Rapport d'activités DTC
OG 3 : Mettre en œuvre la politique en matière de construction et de maintenance	**RS 3.1** : la politique en matière de construction et de maintenance est mise œuvre	**IP 3.1.1** : Proportion de chantiers de construction avec permis de construire	Nombre de PC délivrés / Nombre de chantiers contrôlés Source : Rapport d'activités DGCMA
OG 4 : Faire appliquer la politique nationale en matière de logement et de cadre de vie	**RS 4.1** : la politique nationale en matière de logement et de cadre de vie est appliquée	**IP 4.1.1** : Proportion de la population vivant dans un logement décent	Population vivant dans un logement décent / Population totale Sources : Rapports d'activités DGLCV / ANSTAT

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**123 247 714 398**	**116 562 193 062**	**118 805 021 636**
1.1 Ressources Intérieures	**106 640 694 989**	**99 955 173 653**	**102 198 002 227**
1.1.1 Budget Etat	106 640 694 989	99 955 173 653	102 198 002 227
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**16 607 019 409**	**16 607 019 409**	**16 607 019 409**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	16 607 019 409	16 607 019 409	16 607 019 409
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**123 247 714 398**	**116 562 193 062**	**118 805 021 636**
2.1 Personnel	**6 372 632 915**	**6 236 703 688**	**6 506 774 461**
2.1.1 Solde y compris EPN	6 372 632 915	6 236 703 688	6 506 774 461
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**12 498 604 198**	**13 235 038 874**	**13 665 351 045**
2.3 Transferts	**5 691 733 930**	**5 703 305 603**	**6 715 224 426**
2.4 Investissement	**98 684 743 355**	**91 387 144 897**	**91 917 671 704**
Trésor	*82 077 723 946*	*74 780 125 488*	*75 310 652 295*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*16 607 019 409*	*16 607 019 409*	*16 607 019 409*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi-évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.4: Information et communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la performance des structures	Taux d'atteinte des résultats attendus de la matrice d'activités du ministère	74,2%	76%	77%	78%	Moyenne de (Résultats atteints / Résultats attendus des activités planifiées) Source : Rapports d'activités DPES
	Taux de satisfaction des usagers du MCLU	66%	62%	65%	70%	Enquête de satisfaction Sources : Rapports d'activités DPES / Rapports d'enquête et de satisfaction
	Taux de couverture médiatique des activités du ministère	86,33%	88%	90%	91%	(Nombre d'activités réalisées couvertes par un média / Nombre total d'activités réalisées) x 100 Source : Rapport d'activités DCRP
OS2 : Assurer la gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux de satisfaction du personnel du MCLU	80,6%	62%	65%	70%	Enquête de satisfaction Source : Rapport d'activités / d'enquête DPES
	Taux d'exécution des crédits alloués au ministère	74,71%	98%	98%	98%	(Budget ordonnancé / Budget actuel) x 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux d'exécution du plan de passation des marchés du ministère	85%	90%	95%	100%	(Nombre de marchés passés / Nombre de marchés prévus) x 100 Source : Rapport d'activités CPMP

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**16 387 778 395**	**15 646 957 359**	**16 279 729 810**
Dépenses de personnel	6 286 332 915	6 150 403 688	6 420 474 461
Dépenses en biens et services	8 795 433 988	9 190 542 179	9 553 243 857
Transferts	306 011 492	306 011 492	306 011 492
Investissements	1 000 000 000	0	0
Trésor	*1 000 000 000*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21050 Administration Générale	**16 387 778 395**	**15 646 957 359**	**16 279 729 810**
2105001 Coordination et animation	**4 681 339 709**	**4 991 291 057**	**5 296 151 191**
2 Biens et services	**4 681 339 709**	**4 991 291 057**	**5 296 151 191**
11044300014 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Tiébissou)	4 800 000	5 281 000	5 364 430
11044300015 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Djékanou)	4 800 000	4 933 500	5 071 005
11044300016 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Bélier (DR Toumodi)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
11044300017 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental	4 800 000	4 944 000	5 092 320
11044300018 Coordonner les activités du MCLU au niveau du District de Yamoussoukro (DR Yamoussoukro)	5 000 000	5 138 000	5 280 141
11044300019 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Attiégouakro)	4 800 000	4 899 750	5 002 493
11044300020 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Didiévi)	4 800 000	4 929 000	5 061 870
11044300021 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Kossou)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
11044300022 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Kokumbo)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
11044300023 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Yamoussoukro)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
14044300005 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Kouassi-Kouassikro)	4 800 000	4 911 000	5 025 330
14044300006 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Bocanda)	4 800 000	4 921 500	5 046 645
14044300007 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du N'Zi (DR Dimbokro)	5 000 000	5 135 000	5 274 050
14044300008 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Dimbokro)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
15044300006 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD M'Bahiakro)	4 800 000	6 135 000	6 274 050
15044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Prikro)	4 800 000	4 899 000	5 000 970
15044300008 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région de l'Iffou (DR Daoukro)	5 000 000	5 129 000	5 261 870
15044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Ouellé)	4 800 000	4 920 000	5 043 600

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21050 Administration Générale	**16 387 778 395**	**15 646 957 359**	**16 279 729 810**
16044300005 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Arrah)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
16044300006 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région de Moronou (DR Bongouanou)	5 000 000	5 132 000	5 267 960
16044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD M'Batto)	4 800 000	4 905 000	5 013 150
17044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Botro)	4 800 000	4 927 440	5 058 704
17044300008 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région de Gbêkê (DR Bouaké)	5 000 000	5 150 000	5 304 501
17044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Sakassou)	4 800 000	4 923 000	5 049 691
17044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Béoumi)	4 800 000	4 921 800	5 047 254
17044300011 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré » (Secteur Djébonoua)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
17044300012 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Brobo)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
17044300013 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Languibonou)	4 800 000	4 870 500	4 943 115
17044300014 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Bodokro)	4 800 000	4 878 000	4 958 340
17044300015 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Bouaké 1)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
17044300016 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Bouaké 2)	3 000 000	3 657 000	3 715 710
18044300006 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région de Hambol (DR Katiola)	5 000 000	5 132 000	5 267 961
18044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Niakaramadougou)	4 800 000	4 924 500	5 052 735
18044300008 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Dabakala)	4 800 000	4 929 000	5 061 870
18044300009 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Tafiré)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
18044300011 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Tortiya)	4 800 000	4 888 500	4 979 655
21050010142 Contrôler et produire les actes administratifs	82 400 000	84 272 000	86 200 160
21050010144 Archiver les documents du MCLU	66 402 633	67 473 712	68 620 523
21050010145 Gérer le patrimoine et mettre en œuvre la comptabilité de matière du MCLU	37 549 002	38 575 002	39 631 782
22044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Ouaninou)	4 800 000	4 932 000	5 067 960
22044300008 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Koro)	4 800 000	4 923 000	5 049 690
22044300009 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Bafing (DR Touba)	5 000 000	5 149 999	5 304 499
23044300011 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Kabadougou (DR Odienné)	5 000 000	5 120 000	5 243 600
23044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Madinani)	4 800 000	4 914 000	5 031 420
23044300013 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Séguélon)	4 800 000	4 914 000	5 031 420
23044300014 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Gbéléban)	4 800 000	4 914 000	5 031 420
23044300015 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Samatiguila)	4 800 000	4 914 000	5 031 420
24044300006 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Ouangolodougou)	4 800 000	4 929 000	5 061 871
24044300007 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Tchologo (DR Ferkessédougou)	5 000 000	5 112 499	5 228 374
24044300008 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Kong)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
25044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD M'Bengué)	4 800 000	5 099 000	5 200 968
25044300008 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Sinématiali)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
25044300009 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Poro (DR Korhogo)	5 000 000	5 124 500	5 252 735
25044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Dikodougou)	4 800 000	4 921 500	5 046 645
25044300011 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Korhogo)	3 000 000	3 057 000	3 115 710

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21050 Administration Générale	**16 387 778 395**	**15 646 957 359**	**16 279 729 810**
26044300004 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Koun-Fao)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
26044300005 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région de la Bagoué (DR Boundiali)	5 000 000	5 136 500	5 277 095
26044300006 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Tengréla)	4 800 000	4 917 000	5 037 510
26044300007 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Kasséré)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
27044300005 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Folon (DR Minignan)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
27044300006 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Kaniasso)	4 800 000	4 944 000	5 092 319
28044300009 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Bounkani (DR Bouna)	5 000 000	5 115 215	5 233 886
28044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Nassian)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
28044300011 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Téhini)	4 800 000	4 915 500	5 034 465
28044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Doropo)	4 800 000	4 912 200	5 027 766
31044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Issia)	4 800 000	4 927 826	5 059 484
31044300010 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Haut-Sassadra (DR Daloa)	5 000 000	5 119 024	5 241 619
31044300011 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Vavoua)	4 800 000	4 933 500	5 071 005
31044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Zoukougbeu)	4 800 000	4 920 000	5 043 599
31044300013 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Saioua)	4 800 000	4 917 000	5 037 510
31044300014 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Bediala)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
31044300015 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Gboguhé)	4 800 000	4 884 000	4 970 520
31044300016 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Gonaté)	4 800 000	4 905 000	5 013 150
31044300019 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Gadouan)	4 800 000	4 876 950	4 956 209
31044300020 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Daloa)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
32044300003 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Gôh (DR Gagnoa)	5 000 000	5 131 346	5 266 632
32044300004 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Oumé)	4 800 000	4 932 142	5 068 249
32044300005 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré » (Secteur Ouragahio)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
32044300006 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Guiberoua)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
32044300007 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Diegonefla)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
32044300008 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Gagnoa)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
35044300010 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Marahoué (DR Bouaflé)	5 000 000	5 127 500	5 258 825
35044300011 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Sinfra)	4 800 000	4 932 000	5 067 959
35044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Zouénoula)	4 800 000	4 916 990	5 037 490
35044300013 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Gohitafla)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
35044300014 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Bonon)	4 800 000	4 902 900	5 008 887
35044300015 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Kononfla)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
35044300016 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Bouaflé)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
36044300005 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Kani)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
36044300006 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Worodougou (DR Séguéla)	5 000 000	5 150 000	5 304 499
37044300006 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Béré (DR Mankono)	5 000 000	5 137 999	5 280 139
37044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Dianra)	4 800 000	4 917 000	5 037 510

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21050 Administration Générale	**16 387 778 395**	**15 646 957 359**	**16 279 729 810**
37044300008 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Kounahiri)	4 800 000	4 923 000	5 049 690
41044300011 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Biankouma)	4 800 000	4 933 500	5 071 005
41044300012 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Tonkpi (DR MAN)	5 000 000	5 126 000	5 255 780
41044300013 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Zouan-Hounien)	4 800 000	4 935 000	5 074 050
41044300014 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Sipilou)	4 800 000	4 921 800	5 047 254
41044300015 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Danané)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
42044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Bloléquin)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
42044300008 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Cavally (DR Guiglo)	5 000 000	5 120 000	5 243 600
42044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Toulepleu)	4 800 000	4 906 438	5 016 068
42044300010 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Tai)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
43044300008 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Fakobly)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
43044300009 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Guémon (DR Duékoué)	5 000 000	5 118 500	5 240 555
43044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Bangolo)	4 800 000	4 914 142	5 031 709
43044300011 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Kouibly)	4 800 000	4 914 000	5 031 420
43044300012 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Gbapleu)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
43044300013 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Zou)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
43044300014 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Guezon)	4 800 000	4 884 000	4 970 520
43044300015 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Guéhiébly)	4 800 000	4 902 000	5 007 060
51044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Lakota)	4 800 000	4 932 000	5 067 960
51044300008 Coordonner les activités du MCLU au niveau régional (DR Divo)	5 000 000	5 115 724	5 234 920
51044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Guitry)	4 800 000	4 925 400	5 054 562
51044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Hiré)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
51044300011 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Ogoudou)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
55044300005 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Tabou)	4 800 000	7 142 800	7 197 184
55044300006 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Bas-Sassandra (DR San-Pédro)	5 000 000	5 120 000	5 243 600
55044300007 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré » (Secteur Grabo)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
55044300008 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Grand-Béreby)	4 800 000	4 917 000	5 037 510
55044300009 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Gabiadji)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
55044300010 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de San-Pédro)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
56044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Méagui)	4 800 000	6 338 510	6 434 825
56044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Buyo)	4 800 000	4 919 160	5 041 894
56044300011 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région de la Nawa (DR Soubré)	5 000 000	6 186 040	6 328 123
56044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Guéyo)	4 800 000	4 914 000	5 031 420
56044300013 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Grand-Zatry)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
56044300014 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Soubré)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
57044300005 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Gbôklè (DR Sassandra)	5 000 000	5 129 000	5 261 869
57044300006 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Fresco)	4 800 000	4 920 000	5 043 600

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21050 Administration Générale	**16 387 778 395**	**15 646 957 359**	**16 279 729 810**
61044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Bétié)	4 800 000	4 899 000	5 000 970
61044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Agnibilékro)	4 800 000	5 952 800	6 068 985
61044300011 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région de l'Indénié-Djuablin (DR Abengourou)	5 000 000	5 149 999	5 304 499
61044300012 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Niablé)	4 800 000	4 905 398	5 013 960
61044300013 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne d'Abengourou)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
62044300009 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région de Gontougo (DR Bondoukou)	5 000 000	5 137 023	5 278 158
62044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Sandégué)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
62044300011 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Tanda)	4 800 000	4 932 000	5 067 960
62044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Kouto)	4 800 000	4 929 000	5 061 870
62044300013 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Transua)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
62044300014 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Tabagne)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
62044300015 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Kouassi Datekro)	4 800 000	4 917 000	5 037 510
62044300017 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Tiédo)	4 800 000	4 800 000	4 800 000
62044300018 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Tiédio)	0	4 916 400	5 036 292
62044300020 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Assuéfry)	4 800 000	4 893 000	4 988 790
62044300021 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Yorobodi)	4 800 000	4 854 000	4 909 620
62044300022 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Gouméré)	4 800 000	4 903 500	5 010 105
62044300023 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Lahoudi-Ba)	4 800 000	4 917 000	5 037 510
62044300024 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Bondoukou)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
71044300013 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Assinie)	4 800 000	4 923 000	5 049 690
71044300014 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Bonoua)	4 800 000	4 931 100	5 066 133
71044300015 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Adiaké)	4 800 000	4 921 500	5 046 645
71044300016 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région du Sud Comoé (DR Aboisso)	5 000 000	5 135 809	5 275 693
71044300017 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Grand-Bassam)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
71044300018 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Tiapoum)	4 800 000	4 902 000	5 007 060
71044300019 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Maféré)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
71044300020 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Ayame)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
71044300021 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Assinie-Mafia)	4 800 000	4 875 000	4 952 250
71044300022 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne d'Aboisso)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
71061000001 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Grand-Bassam)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
76044300010 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région de l'Agnéby-Tiassa (DR Agboville)	5 000 000	5 142 437	5 289 143
76044300011 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Azaguié)	4 800 000	4 932 000	5 067 960
76044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Tiassalé)	4 800 000	4 923 000	5 049 690
76044300013 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Taabo)	4 800 000	4 932 973	5 069 934
76044300014 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Sikensi)	4 800 000	4 915 500	5 034 465
76044300016 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Rubino)	4 800 000	4 920 000	5 043 600
76044300017 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (secteur Aboudé Mandéké)	4 800 000	4 800 000	4 800 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21050 Administration Générale	**16 387 778 395**	**15 646 957 359**	**16 279 729 810**
76044300018 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Aboudé Mandéké)	0	4 845 000	4 891 350
76044300020 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Agboville)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
77044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Yakassé-Attobrou)	4 800 000	4 944 000	5 092 321
77044300010 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Alépé)	4 800 000	4 915 500	5 034 465
77044300011 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Mé (DR Adzopé)	5 000 000	5 142 500	5 289 274
77044300012 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau du département (DD Akoupé)	4 800 000	4 925 400	5 054 562
77044300013 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne d'Alépé)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
77044300014 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne d'Adzopé)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
78044300164 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région des Lagunes (DR Abidjan Lagunes)	18 525 000	18 891 751	19 269 503
78044300165 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Anyama)	4 800 000	4 910 100	5 023 503
78044300166 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Bingerville)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
78044300167 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Attécoubé)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78044300169 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Yopougon Ouest)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78044300170 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Abobo 2)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78044300171 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Adjamé)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78044300172 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78044300205 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Abobo 1)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78044300211 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Treichville-Plateau)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78044300212 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Port Bouët-Vridi)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78044300216 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau de Songon	4 800 000	4 928 999	5 061 869
78044300217 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	79 000 000	81 145 000	83 354 350
78044300226 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Marcory)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78044300227 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	59 513 295	62 898 694	65 933 155
78044300228 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Koumassi)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78044300229 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Yopougon Est)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78044300237 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau déconcentré (Secteur Brofodoumé)	4 800 000	4 944 000	5 092 320
78044300238 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Cocody Sud)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78044300249 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de Construction, de Logement et d'Urbanisme	246 214 166	259 660 590	264 240 410
78044300260 Mettre en œuvre la Politique du MCLU au niveau communal (Antenne d'Anyama)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78044300261 Mettre en œuvre la Politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Bingerville Nord)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78044300262 Mettre en œuvre la Politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Bingerville Sud)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78044300270 Assurer la gestion et le suivi de la coopération entre le Ministère et les partenaires internationaux	56 000 000	57 530 000	59 105 900
78044300274 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Anyama 2)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
78044300275 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Songon 2)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
78061000051 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD	267 875 000	267 875 000	267 875 000
78061000056 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	2 871 260 613	3 116 147 276	3 382 233 469
78061000065 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Songon)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78061000066 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Yopougon Sud-Ouest)	3 000 000	3 090 000	3 182 700

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21050 Administration Générale	**16 387 778 395**	**15 646 957 359**	**16 279 729 810**
78061000067 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Ancien Cocody)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78061000068 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Cocody Nord 2)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78061000070 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Yopougon Zone industrielle)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
78061000071 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne Cocody Nord 1)	3 000 000	3 090 000	3 182 700
79044300007 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Grand-Lahou)	4 800 000	4 933 500	5 071 006
79044300008 Coordonner les activités du MCLU au niveau de la Région des Grands Ponts (DR Dabou)	5 000 000	5 150 000	5 304 500
79044300009 Superviser les activités opérationnelles du MCLU au niveau départemental (DD Jacqueville)	4 800 000	5 150 000	5 304 500
79044300010 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Jacqueville)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
79044300011 Mettre en œuvre la politique du MCLU au niveau communal (Antenne de Dabou)	3 000 000	3 057 000	3 115 710
2105002 Planification, programmation et suivi-évaluation	**82 550 951**	**84 862 480**	**87 243 355**
2 Biens et services	**82 550 951**	**84 862 480**	**87 243 355**
78044300206 Planifier, programmer, suivre, évaluer les projets et produire les statistiques du MCLU	82 550 951	84 862 480	87 243 355
2105003 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**11 099 694 012**	**10 003 162 857**	**10 313 813 642**
1 Personnel	**6 286 332 915**	**6 150 403 688**	**6 420 474 461**
78044300176 Prendre en charge les salaires du personnel	4 882 196 915	5 152 267 688	5 422 338 461
78044300180 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats	1 404 136 000	998 136 000	998 136 000
2 Biens et services	**3 507 349 605**	**3 546 747 677**	**3 587 327 689**
78044300174 Elaborer, suivre et évaluer le DPPD-PAP/CDMT	88 710 889	91 372 216	94 113 383
78044300175 Gérer la commande Publique du MCLU	71 577 335	73 631 629	75 747 552
78044300177 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire (Logement)	25 000 000	25 750 000	26 522 500
78044300178 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire (MCU)	75 000 000	77 250 000	79 567 500
78044300203 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD du MCLU (Logement)	85 993 042	85 993 042	85 993 042
78044300207 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire (Logement)	30 000 000	30 900 000	31 827 000
78044300213 Prendre en charge les dépenses Communes du MCLU	2 181 207 366	2 198 186 648	2 215 675 308
78044300214 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD du MCLU (MCLU)	222 024 788	222 024 788	222 024 788
78044300230 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire (MCU)	13 950 000	13 950 000	13 950 000
78044300241 Gérer les ressources financières du MCLU	350 082 776	358 632 776	367 439 276
78044300244 Gérer les ressources humaines du MCLU	61 803 409	62 556 578	63 332 340
78061000072 Renforcer les capacités des agents du MCLU	50 000 000	51 500 000	53 045 000
78066000103 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	152 000 000	152 000 000	152 000 000
78066000112 Prendre en charge les missions en CI	60 000 000	61 800 000	63 654 000
78066000113 Prendre en charge des missions hors CI	40 000 000	41 200 000	42 436 000
3 Transferts	**306 011 492**	**306 011 492**	**306 011 492**
78044300231 Exécuter la convention BNETD (MCLU)	306 011 492	306 011 492	306 011 492
4 Investissements	**1 000 000 000**	**0**	**0**
Trésor	***1 000 000 000***	***0***	***0***
78044300173 Réhabilitation et Equipement Structures Déconcentrées du MCU	1 000 000 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21050 Administration Générale	**16 387 778 395**	**15 646 957 359**	**16 279 729 810**
2105004 Information et communication	**524 193 723**	**567 640 965**	**582 521 622**
2 Biens et services	**524 193 723**	**567 640 965**	**582 521 622**
21050040007 Moderniser, informatiser et sécuriser les actes administratifs	29 327 876	59 207 713	60 113 943
78044300181 Entretenir les installations informatiques	31 762 936	32 715 824	33 697 299
78044300182 Organiser la communication des activités du MCLU	407 885 911	419 942 489	432 360 763
78044300252 Mettre en œuvre l'informatisation des services	55 217 000	55 774 939	56 349 617

II.2.2 Programme 2 : Foncier et urbanisme

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Foncier et urbanisme	Action 2.1: Conception et suivi des politiques de planification urbaine
	Action 2.2: Gestion du Foncier
	Action 2.3: Promotion du développement urbain durable et amélioration du cadre de vie urbain

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Foncier et urbanisme						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Développer des villes durables	Taux de régularisation des lotissements irréguliers dans le District d'Abidjan	94,05%	41%	45%	50%	La mise en œuvre du projet est composée de trois (3) phases auxquelles s'appliquent les éléments suivants : - Phase d'activités de redressement : Poids (a) et Nombre de plan redressé (Nbpr) ; - Phase d'activités de validation de la Commission : Poids (b) et Nombre de plan validé en Commission (Nbpv) : - Phase d'activités d'approbation : Poids (c) et Nombre de plan approuvé (Nbpa). Taux régularisation de lotissements irréguliers dans le District d'Abidjan = (a x Nbpr+ b x Nbpv + c x Nbpa) / Nbplan Poids a : 7/12 Poids b : ¼ Poids c : 1/6 Nbplan : 370 représente le nombre total de plans de lotissements irréguliers collectés dans le District d'Abidjan dans le cadre du projet. Source : Rapport d'activités DTC
	Taux de réalisation des études des Plans d'Urbanisme Directeur (PUD)	75,2%	100%	-	-	(Nombre de Plans d'Urbanisme Directeurs réalisés / Nombre de Plans d'Urbanisme Directeurs à réaliser) x100 Source : Rapport d'activités DUDU

Programme 2 : Foncier et urbanisme						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Développer des villes durables	Taux de régularisation des lotissements appliqués, habités et non-approuvés dans les villes de Côte d'Ivoire	49,28%	36%	40%	50%	La mise en œuvre du projet est composée de trois (3) phases auxquelles s'appliquent les éléments suivants : - Phase d'activités de redressement : Poids (a) et Nombre de plan redressé (Nbpr) ; - Phase d'activités de validation de la Commission : Poids (b) et Nombre de plan validé en Commission (Nbpv) : - Phase d'activités d'approbation : Poids (c) et Nombre de plan approuvé (Nbpa). Taux régularisation de lotissements irréguliers dans le District d'Abidjan = (a x Nbpr+ b x Nbpv + c x Nbpa) / Nbplan Poids a : 7/12 Poids b : 1/4 Poids c : 1/6 Nbplan :2000 représentants le nombre total de plans de lotissements appliqués, habités et non-approuvés dans les villes de la Côte d'Ivoire Source : Rapport d'activités DTC
OS 2 : Faciliter l'accès à la propriété foncière	Nombre d'ACD signés (Guichet Central)	93 104	110 000	120 000	130 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités GUF
	Nombre d'ACD signés (Guichets déconcentrés)	133 338	140 000	150 000	160 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités GUF
	Taux de délimitation des territoires des villages du grand Abidjan (DTC)	92,6%	97,5%	100%	-	La mise en œuvre du projet est composée de cinq (5) phases auxquelles s'appliquent les éléments suivants : - Phase1A : Enquêtes historiques et socio-économiques de poids (0,05) et nombre de villages traité (Nb1a); - Phase1B : Enquêtes foncières et géographiques de poids (0,09) et nombre de villages traité (Nb1b) ; - Phase 2 : Levés topographiques et contrôles techniques de poids (0,68) et nombre de villages levé (Nb2) ; - Phase 3A : Constatation des tronçons des limites des territoires de poids (0,13) et nombre de villages constaté (Nb3a) ; - Phase 3B : Enquêtes publiques et Commissions mixtes de validation des résultats de poids (0,05) et nombre de villages validé (Nb3b) ; Taux de délimitation des territoires des villages du grand Abidjan = (0,05 x Nb1a+ 0,09 x Nb1b + 0,68 x Nb2+ 0,13 x Nb3a+ 0,05 x Nb3b) / Nbvillage Nbvillage : Nombre de territoires de villages à délimiter (189) Source : Rapport d'activités DTC

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : FONCIER ET URBANISME	**16 302 276 827**	**9 906 985 477**	**9 604 449 532**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	536 144 604	593 565 547	608 419 119
Transferts	0	0	0
Investissements	15 766 132 223	9 313 419 930	8 996 030 413
Trésor	*15 766 132 223*	*9 313 419 930*	*8 996 030 413*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22051 Foncier et urbanisme	**16 302 276 827**	**9 906 985 477**	**9 604 449 532**
2205101 Conception et suivi des politiques de planification urbaine	**15 213 959 938**	**4 668 362 468**	**3 759 508 047**
2 Biens et services	**303 990 686**	**354 942 538**	**363 132 947**
78044300184 Mettre en œuvre les politiques de planification urbaine	43 319 470	44 409 054	45 531 326
78044300185 Elaborer les études topographiques	100 112 640	101 398 519	102 722 975
78044300218 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme foncier et urbanisme	40 518 130	41 531 806	42 575 891
78044300233 Gérer le foncier urbain	56 204 414	57 671 546	59 182 694
78044300242 Restructurer les villes	34 672 750	35 603 433	36 562 035
78066000106 Mettre en œuvre la politique d'assistance et de conseil aux villes en matière de planification urbaine	11 000 000	11 330 000	11 669 900
78066000123 Promouvoir de nouveaux outils de planification urbaine et les documents de référence	18 163 282	62 998 180	64 888 126
4 Investissements	**14 909 969 252**	**4 313 419 930**	**3 396 375 100**
Trésor	***14 909 969 252***	***4 313 419 930***	***3 396 375 100***
90044390155 Elaboration de la Politique Publique Urbaine	100 000 000	224 720 000	225 461 600
90044390152 Projet d'adressage des villes de l'intérieur du pays	1 424 750 070	2 073 249 930	0
90044390136 Projet de régularisation des lotissements appliqués et non approuvés dans les villes de la Côte d'Ivoire	915 823 856	2 015 450 000	3 170 913 500
90044300003 Projet d'élaboration des études des Plans d'Urbanisme Directeur (PUD)	2 715 900 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22051 Foncier et urbanisme	**16 302 276 827**	**9 906 985 477**	**9 604 449 532**
78044300278 Projet d'aménagement du Quartier Bardot / C2D3	500 000 000	0	0
78044300277 Projet d'aménagement des Quartiers Restructurés d'Abidjan/ C2D3	8 023 495 326	0	0
78044300263 Projet d'adressage du District d'Abidjan	730 000 000	0	0
78044300183 Redressement des Lotissements irréguliers à Abidjan	500 000 000	0	0
2205102 Gestion du Foncier	**936 816 889**	**5 082 578 009**	**5 684 215 135**
2 Biens et services	**80 653 918**	**82 578 009**	**84 559 822**
78044300186 Gérer le Guichet Unique du Foncier	25 911 000	26 403 330	26 910 430
78044300187 Contrôler et vérifier les actes du foncier	31 952 218	32 790 785	33 654 508
78044300251 Aménager les espaces urbains	22 790 700	23 383 894	23 994 884
4 Investissements	**856 162 971**	**5 000 000 000**	**5 599 655 313**
Trésor	***856 162 971***	***5 000 000 000***	***5 599 655 313***
78044300232 Délimitation des territoires villageois dans le District d'Abidjan	147 954 872	0	0
78044300189 Purges/ Indemnités d'éviction - Phase II	708 208 099	5 000 000 000	5 599 655 313
2205105 Promotion du développement urbain durable et amélioration du cadre de vie urbain	**151 500 000**	**156 045 000**	**160 726 350**
2 Biens et services	**151 500 000**	**156 045 000**	**160 726 350**
78066000124 Promouvoir l'ODD11, installer et rendre fonctionnel le Comité de Développement Durable	28 000 000	28 840 000	29 705 200
78066000125 Organiser la semaine nationale de la ville	38 000 000	39 140 000	40 314 200
78066000131 Promouvoir le Développement Urbain Durable	38 500 000	39 655 000	40 844 650
78066000136 Suivre et évaluer les comités locaux pour les villes durables	30 000 000	30 900 000	31 827 000
78066000142 Promouvoir l'ODD 11 et installer les comités locaux pour les villes durables	17 000 000	17 510 000	18 035 300

II.2.3 Programme 3 : Construction et maintenance

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Construction et maintenance	Action 3.1: Construction, Maintenance et Entretien des bâtiments Administratifs
	Action 3.2: Réglementation et mise en œuvre des reformes en matière de permis de construire

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Construction et maintenance						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer le suivi des projets de construction, de maintenance et de réhabilitation des édifices publics	Nombre de projets ayant fait l'objet d'une étude architecturale	27	35	40	45	Dénombrement Source : Rapport d'Activités DEMA
	Nombre de chantiers réceptionnés (constructions, réhabilitation, entretien)	44	45	48	55	Dénombrement Source : Rapport d'Activités DCM
	Nombre de chantiers d'entretien et de maintenance suivis	19	25	22	22	Dénombrement Source : Rapport d'Activités DGCMA
OS 2 : Faire respecter la Réglementation en matière de construction	Taux de dossiers de permis de construire ayant respecté le délai de délivrance de 21 jours	80%	90%	95%	98%	(Nombre de dossiers ayant respecté les 21 jours / Nombre de dossiers signés) x 100 Source : Rapport d'Activités GUPCCU
	Nombre de constructions contrôlées	16 978	21 000	22 000	23 000	Dénombrement Sources : Rapports d'Activités Brigade / GUPCCU
	Nombre de permis de construire délivrés	2 210	2 600	2 800	3 000	Dénombrement Source : Rapport d'Activités GUPCCU

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : CONSTRUCTION ET MAINTENANCE	**3 009 475 173**	**3 280 312 310**	**3 326 564 054**
Dépenses de personnel	86 300 000	86 300 000	86 300 000
Dépenses en biens et services	2 923 175 173	3 194 012 310	3 240 264 054
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22052 Construction et maintenance	**3 009 475 173**	**3 280 312 310**	**3 326 564 054**
2205201 Construction, Maintenance et Entretien des bâtiments Administratifs	**2 283 223 738**	**2 475 588 133**	**2 506 417 949**
2 Biens et services	**2 283 223 738**	**2 475 588 133**	**2 506 417 949**
78044300192 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme construction et maintenance	50 689 166	52 089 841	53 532 535
78044300193 Faire la maitrise d'œuvre et le suivi des chantiers de construction et de réhabilitation des bâtiments	84 290 301	99 251 543	101 856 112
78044300194 Entretenir les bâtiments administratifs	2 000 000 000	2 173 159 508	2 197 013 800
78044300202 Faire respecter les normes architecturales	61 700 000	62 741 000	63 813 230
78044300247 Faire le suivi des chantiers de construction	71 544 271	72 986 241	74 471 472
78044300259 Renforcer la stratégie de contrôle des matériaux de construction et promouvoir les matériaux durables	15 000 000	15 360 000	15 730 800
2205203 Réglementation et mise en œuvre des reformes en matière de permis de construire	**726 251 435**	**804 724 177**	**820 146 105**
1 Personnel	**86 300 000**	**86 300 000**	**86 300 000**
78044300234 Prendre en Charge les salaires du personnel du Guichet Unique du Permis de Construire (GUPC)	86 300 000	86 300 000	86 300 000
2 Biens et services	**639 951 435**	**718 424 177**	**733 846 105**
21050010141 Investiguer et contrôler les constructions nouvelles	76 460 880	78 518 906	80 638 674
78044300224 Traiter les demandes de permis de construire	350 990 555	371 520 271	382 365 881
78044300276 Coordonner les activités de la Direction Générale du Guichet Unique du Permis de Construire et du Contrôle Urbain	182 000 000	237 060 000	238 666 800
90044390154 Assurer la répression des infractions aux règles d'urbanisme et de construction	30 500 000	31 325 000	32 174 750

II.2.4 Programme 4 : Logement et cadre de vie

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Logement et cadre de vie	Action 4.1: Production et accès au logement abordable
	Action 4.2: Amélioration du cadre de vie

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Logement et cadre de vie						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Faciliter l'accès au logement abordable et à la propriété immobilière	Nombre de logements implantés	40 009	50 000	55 000	60 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DLGPI
	Nombre de logements livrés	19 239	25 000	30 000	35 000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DLGPI
	Taux de réalisation des voiries et réseaux divers primaires sur les 4 principaux sites des logements sociaux	97,34%	99%	100%	-	(Somme (marché x Taux d'avancement)) / (somme marchés) Source : Rapport d'activités DICAF
	Superficie de foncier acquis	1 573 ha	1 650 ha	1 700 ha	1 750 ha	Dénombrement Source : Rapport d'activités DICAF
OS 2 : Améliorer le cadre de vie des populations	Nombre de syndicats créés et mis en place	276	475	575	675	Dénombrement Source : Rapport d'activités DCCV
	Nombre de syndics professionnels formés	93	130	150	170	Dénombrement Source : Rapport d'activités DCCV

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : LOGEMENT ET CADRE DE VIE	**87 548 184 003**	**87 727 937 916**	**89 594 278 240**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	243 850 433	256 918 838	263 424 015
Transferts	5 385 722 438	5 397 294 111	6 409 212 934
Investissements	81 918 611 132	82 073 724 967	82 921 641 291
Trésor	*65 311 591 723*	*65 466 705 558*	*66 314 621 882*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*16 607 019 409*	*16 607 019 409*	*16 607 019 409*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22053 Logement et cadre de vie	**87 548 184 003**	**87 727 937 916**	**89 594 278 240**
2205301 Production et accès au logement abordable	**70 008 888 229**	**69 662 751 377**	**70 987 424 213**
2 Biens et services	**204 554 659**	**216 732 299**	**222 319 988**
22052030008 Suivre la réalisation des Grands Programmes Immobiliers	33 568 367	34 275 418	35 003 681
22220010008 Rechercher les fonds de financement et suivre les investissements de l'Etat	30 000 000	30 780 000	31 583 400
78044300240 Initier, étudier, suivre et contrôler les projets immobiliers et d'aménagement foncier pour la production des logements	44 876 017	46 058 017	47 275 477
78061000050 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Logement et cadre de vie	65 610 275	74 263 864	76 221 780
78061000058 Contrôler et suivre la réalisation du programme immobilier et l'aménagement du foncier pour le logement social	30 500 000	31 355 000	32 235 650
3 Transferts	**5 385 722 438**	**5 397 294 111**	**6 409 212 934**
22220010003 Prendre en charge la contribution de la Côte d'Ivoire à SHELTER AFRIQUE	265 722 438	273 694 111	281 904 934
78061000047 Opérationnaliser l'ANAH	120 000 000	123 600 000	127 308 000
90061000002 Transférer les crédits de biens et services au Fonds de Garantie du Logement Social	5 000 000 000	5 000 000 000	6 000 000 000
4 Investissements	**64 418 611 132**	**64 048 724 967**	**64 355 891 291**
Trésor	***47 811 591 723***	***47 441 705 558***	***47 748 871 882***
90061000004 Provision pour investissement / Logement et cadre de vie	0	8 469 473 193	23 100 725 742
90061000001 Projet de construction de 25 000 logements sociaux	13 200 000 000	10 000 000 000	0
78061000064 Programme élargi de Logement et d'Aménagement Foncier	1 710 000 000	3 000 000 000	4 648 146 140
78061000060 Projet de réalisation de Lotissements à Equipements Modérés (LEM)	200 000 000	17 168 600 000	20 000 000 000
78061000049 Réalisation des VRD pour 60 000 logements Sociaux (anciens sites)	32 701 591 723	8 803 632 365	0
Financement extérieur	***16 607 019 409***	***16 607 019 409***	***16 607 019 409***
90061000004 Provision pour investissement / Logement et cadre de vie	0	16 607 019 409	16 607 019 409
90061000001 Projet de construction de 25 000 logements sociaux	16 607 019 409	0	0
2205302 Amélioration du cadre de vie	**17 539 295 774**	**18 065 186 539**	**18 606 854 027**
2 Biens et services	**39 295 774**	**40 186 539**	**41 104 027**
78044300236 Vulgariser les règles de copropriété tant en milieu urbain que rural	39 295 774	40 186 539	41 104 027
4 Investissements	**17 500 000 000**	**18 025 000 000**	**18 565 750 000**
Trésor	***17 500 000 000***	***18 025 000 000***	***18 565 750 000***
90061000003 Réalisation des VRD pour 60 000 logements Sociaux (Ahoue, Yahou et Jacqueville)	17 500 000 000	18 025 000 000	18 565 750 000

SECTION 362 : MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE

SECTION 362 : MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Administration Générale

- l'insuffisance de ressources matérielles (équipements et matériels roulants) dans les services du ministère ;
- l'insuffisance de ressources financières pour le suivi des recommandations des missions d'inspection ;
- la méconnaissance des principes du budget-programmes par des gestionnaires de crédits ;
- l'inexistence d'un dispositif de production systématique de l'information statistique au sein du ministère ;
- l'inexistence d'une culture de qualité du service offert au sein du ministère ;
- l'inexistence d'une planification sectorielle dans le département ministériel.

Au niveau de l'Emploi

- l'absence d'une loi d'orientation en faveur de l'emploi en Côte d'Ivoire ;
- la méconnaissance ou la non-application des mesures d'incitation à l'embauche des personnes vulnérables, notamment les personnes handicapées et les femmes ;
- la non-attractivité du dispositif fiscal spécifique en faveur de l'emploi ;
- la prédominance d'emplois informels dont la majorité est précaire ;
- la faible capacité d'absorption du secteur moderne ;
- la difficulté d'accès au financement pour les porteurs de projets ;
- l'insuffisance d'informations sur le marché du travail ;
- la faible culture entrepreneuriale des couches vulnérables ;
- la faible employabilité des demandeurs d'emplois de 40 ans et plus.

Au niveau du Travail

- la difficulté d'accès des usagers à certains services du travail ;
- le non-respect des dispositions légales par les employeurs et les travailleurs ;
- l'inexistence d'une base de données sur le travail ;
- le non-respect des conditions d'hygiène, de santé et de sécurité sur les lieux de travail ;
- la persistance du travail des enfants de moins de 14 ans et des pires formes de travail des enfants ;
- la récurrence des mouvements de grève dans le secteur privé et dans le secteur public.

Au niveau de la Protection Sociale

- la méconnaissance ou la non-application des textes liés à la promotion des couches vulnérables, notamment ceux des personnes vivant avec un handicap ;
- l'inexistence d'un système de production et de gestion des données sur le secteur social ;
- la difficulté des personnes vulnérables (les plus pauvres, les pauvres, les personnes à besoins spécifiques, les travailleurs à faibles revenus) à surmonter les chocs sociaux ;
- la difficulté d'insertion éducative, socio-professionnelle et culturelle des personnes vivant avec un handicap ;

- la couverture moyenne de la population pour ce qui concerne l'assurance maladie (55% en 2024 selon la CNAM) ;
- la faible adhésion des travailleurs de l'économie informelle à la sécurité sociale (CNPS et CMU) ;
- l'inexistence d'une approche nationale de soutien, d'assistance et de prise en charge des personnes âgées ;
- le faible niveau de fréquentation des services sociaux de base par certaines couches vulnérables.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de l'Administration Générale

- la recherche de financements pour l'acquisition de moyens de locomotion ;
- le renforcement des missions de contrôle et d'inspection au sein des services du ministère ;
- la création d'un Système d'Information Géographique de Gestion des projets, de Suivi évaluation et de production des statistiques ;
- la couverture médiatique de la quasi-totalité des activités du ministère ;
- la poursuite du renforcement des capacités des acteurs budgétaires sur les outils de gestion du budget-programmes ;
- le développement progressif d'un mécanisme visant à une culture de qualité et de planification des initiatives ;
- le renforcement du dispositif de contrôle des effectifs et des présences.

Au niveau de l'Emploi

- l'adoption des mesures de réforme notamment la loi d'orientation en faveur de l'emploi en Côte d'Ivoire, la cartographie des initiatives d'emplois sur l'ensemble du territoire et plan d'actions opérationnelles de la PNE 2023-2025 ;
- la réforme du Système d'Information sur le Marché du Travail (SIMT) ;
- l'opérationnalisation du Fonds d'Insertion des Personnes en Situation de Handicap (FIPSH) et de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) ;
- l'organisation de sessions du comité Emploi avec l'ensemble des acteurs des ministères techniques ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la phase pilote de la Stratégie Nationale Intégrée de Transition vers l'Economie Formelle (SNIT-EF) ;
- l'actualisation du répertoire des mesures de création et de maintien de l'emploi et du répertoire des dispositifs d'insertion ;
- l'organisation de missions de supervision et de suivi des projets emplois ;
- la sélection de projets de création d'emplois décents et de personnes vulnérables bénéficiaires du financement d'AGR ;
- l'insertion de 6422 personnes vulnérables dans les Activités Génératrices de Revenus dans les secteurs des TIC, de l'environnement, de la pêche et de l'agro-industrie ;
- l'élaboration d'un guide pratique pour l'insertion socio professionnelle des Personnes en Situation de Handicap (PSH) ;
- l'opérationnalisation du compendium des compétences des seniors ;
- la réalisation d'études de faisabilité techniques et financières de projets de créations d'emploi dans divers secteurs d'activités porteurs (agro-industrie, pêche, technologie de l'information et de la communication, restauration…) ;
- la réalisation de la Carte Emploi et de l'étude sur la situation de l'emploi des personnes handicapées ;
- l'adoption en cours d'un document de Stratégie Nationale de Migration de la Main d'Œuvre en Côte d'Ivoire.

Au niveau du Travail

- l'adoption des mesures de réforme ;
- l'opérationnalisation du Comité Technique Consultatif pour l'étude des questions intéressant la Santé et la Sécurité au Travail ;
- la mise en œuvre d'un plan d'intervention de l'inspection du travail pour la conformité en Côte d'Ivoire ;

- la soumission en Conseil des Ministres du Programme Pays pour la Promotion du Travail Décent ;
- la sensibilisation du Gouvernement et des partenaires sociaux sur les bonnes pratiques du dialogue social, des entreprises à la mise en œuvre des règles de sécurité et de santé au travail, des personnes sur les dangers liés au travail des enfants ;
- le renforcement de capacités, des Inspecteurs du Travail et des Médecins Inspecteurs du Travail sur les règles de protection des travailleurs en période de pandémie ;
- le contrôle des lieux de travail ;
- l'ouverture d'Antenne Régionale en Santé et Sécurité au Travail à Bouaké, San-Pédro et Daloa ;
- la supervision des élections de délégués du personnel et des représentants au comité santé et sécurité au travail ;
- le traitement des recours hiérarchiques, des dossiers d'Accidents et Maladies Professionnelles (ATMP), des dossiers de vérification des droits de rupture de contrat de travail des agents journaliers de ministères et Institutions, des dossiers de déclaration d'entreprises, des dossiers de règlement intérieur, des conflits collectifs/grèves par la conciliation, des dossiers de conflits individuels et le contrôle des lieux de travail ;
- la formation des membres des comités locaux de suivi du travail des enfants et leur équipement ;
- la réalisation de l'enquête de base de la cartographie des services sociaux et des infrastructures de base existant dans les départements ;
- l'organisation de missions de supervision des activités dans les 15 sous-préfectures de la Région du Cavally ;
- la création et l'installation du comité départemental SOSTECI de Buyo, du comité sous-préfectoral de Dapéoua et 23 comités villageois de suivi du travail des enfants dans l'ensemble des localités du département ;
- l'information des participants sur le volet « travail des enfants » et la Stratégie Nationale pour une Cacaoculture Durable (SNCD) ;
- l'organisation d'une rencontre des parties prenantes sur une stratégie appropriée pour l'opérationnalisation du SOSTECI dans le District autonome d'Abidjan ;
- la formation de 51 membres des comités de suivi du travail des enfants du département de Buyo et des sous-préfectures de Buyo et Dapéoua ;
- la réalisation d'une mission de mobilisation communautaire et le lancement de la phase pilote de mise en œuvre de l'interopérabilité du SOSTECI à Guiglo, Bloléquin, Toulepleu et Taï ;
- l'organisation d'une réunion conjointe de coordination des deux comités CIM et CNS pour l'évaluation du PAN 2019-2023 et d'élaboration d'un nouveau PAN 2025-2030 ;
- l'étude de conformité du SOSTECI aux exigences des règlements européens relatifs aux droits de l'homme y compris l'éradication du travail des enfants et du travail forcé et la diligence raisonnable des entreprises.

Au niveau de la Protection Sociale

- la ratification de la convention Internationale relative aux Droits des Personnes Handicapées ;
- la prise de l'arrêté portant le taux de couverture des médicaments du Régime Complémentaire Obligatoire de la MUGEFCI de 70% à 80% ;
- l'élaboration d'un document cadre de redynamisation des dispositifs d'intervention en protection sociale ;
- la création de 4 Directions Régionales et 23 centres Sociaux ;
- la construction de 8 Centres Sociaux ;
- l'organisation de la « Ronde du Social » ;
- l'octroi d'aide aux personnes démunies pour la réalisation d'AGR, le soutien scolaire et médical et la prise en charge des enfants en situation de handicap et des personnes âgées ;
- l'assistance médicale et nutritionnelle, la prise en charge psychosociale, le soutien juridique, administratif et l'appui financier aux personnes ;
- l'organisation du recrutement dérogatoire à la Fonction publique des personnes en situation de handicap ;
- la réalisation d'une étude nationale sur les conditions de vie des personnes âgées ;
- l'assistance à plus de 8 000 victimes d'inondations et de catastrophes ;
- la lutte contre les violences, les abus, et toutes les formes d'exploitation et de discrimination à l'encontre des personnes vulnérables ;
- la prise en charge holistique des personnes vulnérables, des femmes et des enfants dans les Centres Sociaux et les structures spécialisées pour personnes handicapées ;

- l'ouverture de sites d'enrôlement et de production « In Situ » des cartes à Abidjan et dans certaines localités de l'intérieur du pays, ainsi que la disponibilité de camions mobiles d'enrôlement et de production de carte in-situ ;
- l'enrôlement de 20 012 861 personnes à la CMU au 18 juillet 2025 ;
- l'élargissement du panier de soins de la CMU, à travers la prise en charge totale ou partielle de maladies chroniques telles que le diabète et l'hypertension artérielle selon les capacités financières de la CNAM ;
- l'identification des personnes indigentes dont 597 644 enrôlées ;
- l'inscription, dans le registre de l'AIRMS, de mutuelles sociales agréées et immatriculées ;
- l'organisation par l'AIRMS de sessions de formations à l'endroit des responsables des mutuelles sociales sur la thématique du Plan Comptable de la Mutualité Sociale (PCMS) ;
- la mise en place d'un Comité de Gestion de la MUGEFCI conformément aux directives communautaires de l'UEMOA ;
- l'élaboration du projet de loi relatif à la création de la branche des risques professionnels en faveur des fonctionnaires et agents de l'Etat, du projet de décret relatif à la création du régime complémentaire par capitalisation au profit des travailleurs du secteur privé et de la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS) 2024-2028 ;
- la réalisation de l'étude de faisabilité du régime d'assurance chômage pour tous les travailleurs et de la retraite-logement aux profits de tous les travailleurs publics, privés et indépendants.

I.1.3. Défis et priorités

Au niveau de l'Administration Générale

- la dotation de tous les services en véhicules de services et de liaison ;
- la résorption du déficit des services du ministère en personnel spécifique ;
- l'optimisation des missions de contrôle, de supervision et d'assistance au profit des services et population cibles du ministère ;
- la mise en place d'un dispositif centralisé de production de données qualitatives et quantitatives actualisées ;
- la mise en place d'un mécanisme de certification des services offerts par le ministère.

Au niveau de l'Emploi

- la vulgarisation et la promotion des textes d'incitation à l'embauche, et particulièrement l'embauche des couches vulnérables ;
- la mise en place d'un cadre juridique de référence propice au développement de l'emploi ;
- la production annuelle des données statistiques sur l'emploi ;
- l'amélioration de la qualité de l'emploi ;
- le renforcement de la cohérence et de l'efficacité de la gouvernance du marché du travail ;
- le financement de tous les demandeurs d'emplois ayant des projets viables ;
- l'amélioration de l'employabilité des jeunes diplômés et la promotion de l'emploi des jeunes en situation de handicap ;
- le renforcement des conditions favorables pour l'accès à un emploi décent et durable ;
- la promotion et la vulgarisation des nouvelles niches à fort potentiel d'emplois tant pour les jeunes que pour les personnes vulnérables dans le secteur des services d'aide à la personne et aux entreprises ;
- l'organisation de la migration de la main d'œuvre ;
- le développement de l'entrepreneuriat jeunes.

Au niveau du Travail

- l'installation de tous les services dans leurs zones de compétences ;
- le respect des dispositions légales en matière de travail tant dans le secteur formel que dans l'économie informelle, ainsi que chez les travailleurs indépendants ;
- la mise en place d'un système de production et de gestion des données sur le secteur Travail ;
- le respect des conditions d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail ;
- l'enrôlement des travailleurs des unités de production informelles et des travailleurs indépendants dans le dispositif de sécurité social qui leur est destiné ;
- le respect par les employeurs du paiement du SMIG fixé à 75 000 FCFA aux travailleurs concernés par la mesure ;
- la mise en place d'un système de production et de gestion des données sur le secteur Travail ;
- la création des Comités de Sécurité et Santé dans toutes les entreprises de plus de 50 travailleurs ;
- l'éradication des pires formes de travail des enfants ;
- le maintien d'un climat de paix durable dans le milieu socioprofessionnel, à travers le dialogue social.

Au niveau de la Protection Sociale

- le respect des dispositions légales visant la promotion des personnes vivant avec un handicap ;
- la mise en place d'un système intégré de production et de gestion des données sur le secteur social ;
- la couverture du territoire national en service social et structures spécialisées dans la prise en charge des déficients sensoriels ;
- l'élaboration d'une stratégie de prise en charge des personnes âgées ;
- l'enrôlement de toute la population ivoirienne à la Couverture Maladie Universelle ;
- l'enrôlement de tous les travailleurs indépendants au Régime Social des Travailleurs Indépendants (RSTI) ;
- l'identification et l'immatriculation de toutes les mutuelles sociales.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance et du leadership ;
- la lutte contre le chômage des couches vulnérables par la création d'emplois ;
- la promotion du travail décent ;
- la protection des populations vulnérables et le respect des droits humains.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- les couches vulnérables de la population, en âge de travailler, ont accès à un emploi décent ;
- les populations en âge de travailler ont accès à un travail décent ;
- les populations ont accès à la protection sociale.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 27, le Ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Emploi et de Protection sociale.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de l'Emploi et du travail

- observation du marché du travail ;
- application, contrôle et évaluation de la politique nationale en matière d'emploi ;
- élaboration de projets de loi et de règlement en matière d'emploi ;
- Identification des mesures visant la création d'emplois, en particulier pour les populations défavorisées, notamment les femmes, les handicapées et les personnes de plus de 40 ans, en liaison avec le Ministre chargé de l'Emploi des Jeunes ;
- élaboration de stratégies et programmes en faveur de l'emploi des populations défavorisées ;
- développement du plaidoyer pour l'emploi des populations défavorisées ;
- tenue de statistiques sur l'emploi ;
- formulation d'actions de mise en adéquation de la formation et de l'emploi ;
- assistance aux chômeurs et handicapés du travail ;
- contrôle de l'application des normes, des lois et règlements en matière de travail ;
- prévention et gestion des conflits collectifs de travail ;
- élaboration, suivi et contrôle de l'application des normes, lois et règlements en matière de travail des enfants, en liaison avec les Ministres concernés ;
- coordination, identification et mise en œuvre des mesures dans le domaine de la lutte contre le travail des enfants ;
- renforcement de la protection des travailleurs, notamment de ceux atteints de l'infection à VIH/SIDA, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- élaboration, suivi et contrôle de la réglementation de la sécurité et de la santé au travail, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- renforcement de la sécurité et de la santé au travail, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé ;
- promotion du dialogue social.

Au titre de la Protection Sociale

- promotion, mise en œuvre et suivi de la politique de sécurité sociale ;
- renforcement et harmonisation du cadre institutionnel et de la prévoyance sociale ;
- participation à la promotion des actions d'assistance et de soutien aux orphelins, en particulier à ceux du SIDA ;
- participation à la prise en charge sociale des populations vulnérables ;
- coordination et supervision de la politique des affaires sociales ;
- formation professionnelle des travailleurs sociaux ;
- mise en œuvre d'une politique cohérente d'encadrement et de formation des handicapés ainsi que de leur insertion dans le tissu social, notamment dans le monde du travail ;
- mise en œuvre et renforcement du plaidoyer en faveur de la prévention des handicaps résultant des accidents de travail et de la voie publique, auprès des populations et des institutions;
- gestion du régime de la Couverture Maladie Universelle, en liaison avec le Ministre chargé de la Santé :
- sensibilisation de la population ;

- accélération du processus de mise en œuvre de l'enrôlement ;
- recouvrement des cotisations ;
- gestion des fonds collectés ;
- définition des services de prestations afférentes aux différents régimes ;
- gestion des personnes économiquement faibles ou démunies ;
- maintien de l'équilibre du régime.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Emploi
- Programme 3 : Travail
- Programme 4 : Protection sociale

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet ; Inspection Générale (IG), Direction des Affaires Financières et du Matériel (DAFM) , Direction des Ressources Humaines (DRH), Direction de la Planification, de la Coordination, du Suivi des Projets et des Statistiques (DPCSPS), Direction des Affaires Juridiques (DAJ), Direction des Systèmes d'Information (DSI) , Direction de la Documentation, de la Communication et des Archives (DDCA) , Direction de l'Innovation et de la Qualité (DIQ), Service de Gestion du Patrimoine (SGP), Cellule de Passation des marchés Publics (CPMP).		- Suivre l'exécution du PSGOUV / Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale - Projet de mise en place d'un système d'information géographique de gestion des projets et de suivi-évaluation en matière d'emploi, de travail et de protection sociale - Mettre en place un système d'identification de base/WURI -Programme d'Investissement en Protection Sociale dans les secteurs agricole et informel en Côte d'Ivoire (PIPS)	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Emploi	Direction Générale de l'Emploi (DGE), Direction des Stratégies et des Programmes d'Emploi (DSPE), Direction du Suivi et de l'Évaluation de la Politique de l'Emploi (DSEPE), Direction de l'Observatoire de l'Emploi et des Métiers (DOEM)	Observatoire de l'Emploi et de la Formation (ONEF)	- Projet de Promotion Emploi couches vulnérables ; - Projet de Promotion de l'Emploi Décent (PPED) ; - Projet d'Insertion des Personnes Vulnérables (PIPV).	
Programme 3 : Travail	Direction Générale du Travail (DGT), Direction de la Règlementation du Travail (DRT), Direction de l'inspection du Travail (DIT), Direction de la Santé et Sécurité au Travail (DSST), Direction de la Lutte contre le Travail des Enfants (DLTE), Secrétariat de la Médaille d'Honneur du Travail (SMHT), Conseil National du Dialogue Social (CNDS), Directions Régionales du Travail (33 DRT), Direction Départementale du Travail (1 DDT), Inspection du Travail (13 IT), Antenne Régionale de Santé et Sécurité au Travail (3 ARSST)		- Rénovation et équipement des services du travail ; - Projet d'appui à l'opérationnalisation et à l'extension du Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire 2023-2025 (PAOE-SOSTECI 2023-2025).	
Programme 4 : Protection sociale	-Direction Générale de la Protection Sociale (DGPS), Direction de la Promotion des Personnes Handicapées (DPPH), Direction de l'Action Sociale (DAS), Direction de la Sécurité Sociale et de la Mutualité (DSSM), Direction Régionale de la Protection Sociale (33 DRPS), Centre Social (136)	INSFS; AIRMS; IPS-CNAM; IPS-CGRAE; IPS-CNPS; MUGEFCI; ECIS; INIPA.	- Couverture Maladie Universelle - CMU/Soutien aux indigents - Projet National d'Assistance aux Personnes Agées (PNAPA) - Construction et Equipement des Centres Sociaux	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : mettre en place une administration moderne et performante	**RS 1.1 :** L'administration est moderne et performante	**IP 1.1** : Pourcentage des services du MEPS respectant les règles de gestion administrative	(Nombre des services du MEPS respectant les règles de gestion administrative / Total des services du MEPS) x 100 Source : Rapport d'activités IG
OG 2 : Améliorer l'accessibilité des populations vulnérables, en âge de travailler, à un emploi décent	**RS 2.1 :** Les couches vulnérables de la population, en âge de travailler, ont accès à un emploi décent	**IP 2.1.1** : Taux de chômage	(Nombre de chômeurs / Effectif des personnes en âge de travailler) x 100 Sources : Rapport d'activités Cabinet / Enquête emploi
		IP 2.1.2 : Taux d'emplois formels	(Nombre de d'emplois formels / Effectif des travailleurs) x 100 Sources : Rapport d'activités Cabinet / Enquête emploi
OG 3 : Garantir les conditions du travail décent	**RS 3.1** : Les populations en âge de travailler ont accès à un travail décent	**IP 3.1.1** : Pourcentage des entreprises observant les conditions d'un emploi décent	(Nombre d'entreprises du secteur privé formel impliquées observant effectivement les conditions d'un emploi décent / Nombre d'entreprises du secteur privé formel contrôlées) x 100 Sources : Rapports d'activités DSST / DIT
		IP 3.1.2 : Proportion d'enfants de 5 à 13 ans économiquement occupés	Nombre d'enfants de 5 à 13 ans économiquement occupés / Effectif des enfants de 5 à 13 ans Source : Rapport d'enquête emploi
OG 4 : Garantir aux populations l'accessibilité à la protection sociale	**RS 4.1** : Les populations ont accès à la protection sociale	**IP 4.1.1** : Taux de couverture de la population à la protection sociale	(Population bénéficiant de la protection sociale / Population totale) x 100 Source : Rapport d'activités DGPS
		IP 4.1.2 : Taux de couverture des populations à la sécurité sociale	(Nombre de personnes couvertes par les mesures de sécurité sociale / Population ivoirienne) x 100 Source : Rapport d'activités AIRMS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**91 411 414 044**	**97 965 152 015**	**103 105 775 421**
1.1 Ressources Intérieures	**82 883 414 044**	**89 437 152 015**	**94 105 775 421**
1.1.1 Budget Etat	82 883 414 044	89 437 152 015	94 105 775 421
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**8 528 000 000**	**8 528 000 000**	**9 000 000 000**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	8 528 000 000	8 528 000 000	9 000 000 000
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**91 411 414 044**	**97 965 152 015**	**103 105 775 421**
2.1 Personnel	**23 466 731 431**	**24 665 563 783**	**25 864 396 135**
2.1.1 Solde y compris EPN	23 466 731 431	24 665 563 783	25 864 396 135
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**15 020 591 412**	**15 425 054 788**	**15 463 602 891**
2.3 Transferts	**8 825 576 357**	**8 868 969 023**	**9 644 097 922**
2.4 Investissement	**44 098 514 844**	**49 005 564 421**	**52 133 678 473**
Trésor	*35 570 514 844*	*40 477 564 421*	*43 133 678 473*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*8 528 000 000*	*8 528 000 000*	*9 000 000 000*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation
	Action 1.2: Planification, programmation et suivi - évaluation
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines matérielles et financières
	Action 1.4: Gestion des systèmes d'information et de communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer la coordination générale en matière d'Emploi, de Travail et de Protection Sociale	Taux de mise en œuvre des recommandations des missions d'inspection	40%	66,66%	80%	83,33%	(Nombre de recommandations mises en œuvre / Nombre total de recommandations émises) x 100 Source : Rapports trimestriels IGTPS
	Proportion des diligences des réunions du cabinet accomplies dans le délai	90%	92%	94%	95%	(Nombre de diligences accomplies dans le délai / Nombre de diligences inscrites aux relevées des diligences des réunions de cabinet) x 100 Sources : Rapport d'activités Cabinet / Matrice de suivi des diligences des réunions
	Taux de couverture médiatique des activités du ministère	93%	97%	98,5%	99%	(Nombre d'activités du département ministériel couvertes par les médias / Nombre d'activités réalisées par le département ministériel) x 100 Source : Rapport d'activités DDCA
OS 2 : Assurer la planification, le suivi et l'évaluation des programmes, projets et activités	Taux d'atteinte des résultats de la feuille de route du gouvernement	66,66%	77%	80%	85%	(Nombre de résultats de la feuille de route du gouvernement atteints / Total des résultats attendus de la Feuille de route du gouvernement) x 100 Source : Rapport d'activités DPCSPS
	Proportion des projets du MEPS suivis et évalués dans le cadre du programme d'investissement Public	30,10%	100%	100%	100%	(Nombre des projets d'investissement public suivis et évalués / Nombre des projets d'investissement du MEPS en cours) x 100 Source : Rapport d'activités DPCSPS

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 3 : Améliorer le système de gestion des ressources du ministère	Ratio entre l'exécution physique et l'exécution budgétaire	79,70%	86%	89%	92%	(Taux moyen d'exécution physique / Taux d'exécution budgétaire) x 100 Source : Rapport d'activités DAFM
	Taux de mise en œuvre du plan de formation du ministère	88%	91%	93%	95%	(Nombre de personnel formé / Nombre de personnel programmé pour être formé) x 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'utilisation effective des fiches de postes	1%	3%	4%	5%	(Nombre de fiches de poste utilisées / Total des fiches de poste élaborées) x 100 Source : Rapport d'activités DRH

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**35 849 618 984**	**35 268 475 271**	**36 962 408 481**
Dépenses de personnel	22 139 498 952	23 317 041 065	24 494 583 178
Dépenses en biens et services	4 444 159 412	4 490 042 723	4 507 157 701
Transferts	881 667 602	881 667 602	881 667 602
Investissements	8 384 293 018	6 579 723 881	7 079 000 000
Trésor	*8 384 293 018*	*6 579 723 881*	*7 079 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21150 Administration Générale	**35 849 618 984**	**35 268 475 271**	**36 962 408 481**
2115001 Coordination et animation	**5 173 570 216**	**3 906 018 959**	**3 418 226 929**
2 Biens et services	**2 484 421 526**	**2 524 627 476**	**2 536 559 327**
78041200179 Contrôler les services et structures sous-tutelle du Ministère	40 000 000	43 000 000	43 000 000
78041200250 Elaborer les projets de texte réglementaires et gérer les contentieux	20 000 000	21 000 000	21 000 000
78109000092 Prendre en charge les Handicapés, les Sinistrés et les Indigents	1 850 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000
78109000100 Prendre en charge les salaires du personnel sous contrats BNETD	227 050 000	227 050 000	227 050 000
78109000111 Mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière d'emploi, de travail et de protection sociale	95 000 000	100 000 000	100 000 000
78109000113 Prendre en charge les frais d'abonnement en eau, électricité et téléphone	188 371 526	199 577 476	211 509 327

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21150 Administration Générale	**35 849 618 984**	**35 268 475 271**	**36 962 408 481**
78109000124 Prendre en charge le fonctionnement de la Résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
90109000002 Fonctionnement des COTOREP	20 000 000	40 000 000	40 000 000
90109090195 Suivre les activités d'innovation et de qualité du Ministère	40 000 000	40 000 000	40 000 000
3 Transferts	**881 667 602**	**881 667 602**	**881 667 602**
78109000081 Apporter un appui institutionnel aux centrales syndicales	800 000 000	800 000 000	800 000 000
78109000102 Prendre en charge les honoraires des agents sous la Convention du BNETD	81 667 602	81 667 602	81 667 602
4 Investissements	**1 807 481 088**	**499 723 881**	**0**
Trésor	***1 807 481 088***	***499 723 881***	***0***
78109000112 Suivre l'exécution du PSGOUV/Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	222 481 088	0	0
78016001647 Mettre en place un système d'identification de base/WURI	1 585 000 000	499 723 881	0
2115002 Planification, programmation et suivi - évaluation	**6 801 811 930**	**6 305 000 000**	**7 304 000 000**
2 Biens et services	**225 000 000**	**225 000 000**	**225 000 000**
78109000149 Planifier, programmer, suivre, évaluer les activités et projets et produire les données statistiques du Ministère	225 000 000	225 000 000	225 000 000
4 Investissements	**6 576 811 930**	**6 080 000 000**	**7 079 000 000**
Trésor	***6 576 811 930***	***6 080 000 000***	***7 079 000 000***
90109090200 Programme d'Investissement en Protection Sociale dans les secteurs agricole et informel en Côte d'Ivoire (PIPS)	5 747 000 000	6 080 000 000	7 079 000 000
90109090196 Projet de mise en place d'un système d'information géographique de gestion des projets et de suivi-évaluation en matière d'emploi, de travail et de protection sociale	829 811 930	0	0
2115003 Gestion des ressources humaines matérielles et financières	**23 824 247 963**	**25 007 467 437**	**26 190 192 677**
1 Personnel	**22 139 498 952**	**23 317 041 065**	**24 494 583 178**
78109000086 Prendre en charges les salaires du personnel fonctionnaire	22 139 498 952	23 317 041 065	24 494 583 178
2 Biens et services	**1 684 749 011**	**1 690 426 372**	**1 695 609 499**
78109000084 Gérer les ressources humaines du Ministère	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78109000085 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	178 749 011	178 749 011	178 749 011
78109000087 Prendre en charge les dépenses liées aux contrats et aux équipements centralisés	485 000 000	490 677 361	495 860 488
78109000088 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	280 000 000	280 000 000	280 000 000
78109000099 Gérer les ressources financières du Ministère	237 000 000	237 000 000	237 000 000
78109000105 Gérer la commande publique du Ministère	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78109000118 Organiser la fête du Travail le 1er mai	400 000 000	400 000 000	400 000 000
78109000122 Elaborer et mettre en œuvre le DPPD-PAP du Ministère	59 000 000	59 000 000	59 000 000
78109000151 Faire l'inventaire permanent du patrimoine	10 000 000	10 000 000	10 000 000
2115004 Gestion des systèmes d'information et de communication	**49 988 875**	**49 988 875**	**49 988 875**
2 Biens et services	**49 988 875**	**49 988 875**	**49 988 875**
78041200208 Organiser la communication des activités du Ministère	29 988 875	29 988 875	29 988 875
78109000150 Gérer le système informatique du Ministère	20 000 000	20 000 000	20 000 000

II.2.2 Programme 2 : Emploi

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Emploi	Action 2.1: Conception et suivi de la Politique d'Emploi
	Action 2.2: Elaboration et suivi-évaluation des projets et programmes d'emploi
	Action 2.3: Insertion socio-économique et professionnelle des couches vulnérables

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Emploi						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer la coordination nationale et la promotion de l'Emploi décent	Taux d'atteinte des résultats du PTA du Programme emploi	96,78%	97%	98%	100%	(Somme des résultats atteints pour la réalisation des activités programmées / Nombre total des résultats prévus) x 100 Source : Rapport d'activités DGE
	Taux de réalisation des recommandations issues des sessions du comité emploi	100%	100%	100%	100%	(Nombre total des recommandations issues des sessions du Comité Emploi réalisées / Nombre total des recommandations formulées) x 100 Source : Rapport d'activités DGE
	Taux de personnes vulnérables insérées du fait des initiatives propres au MEPS	120,75%	100%	100%	100%	(Nombre total de personnes vulnérables insérées / Nombre total des personnes vulnérables prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DGE
OS 2 : Assurer la planification, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi	Taux de réalisation des missions de suivi-évaluation des Projets et Programmes en matière d'emploi	100%	100%	100%	100%	(Nombre de missions de suivi-évaluation des Projets et Programmes en matière d'emploi réalisées / Nombre total de missions de suivi prévues) x 100 Source : Rapport d'activités DGE
	Taux d'emplois informels ayant connu un début de formalisation dans le cadre de la Stratégie Nationale Intégrée de Transition de l'économie informelle vers l'économie Formelle (SNITF)	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'acteurs du secteur informel ayant franchi au moins une étape de la formalisation / Nombre total d'acteurs du secteur informel sensibilisés et formés) x 100 Source : Rapport d'activités DGE

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : EMPLOI	**2 451 846 262**	**3 195 057 923**	**3 011 547 827**
Dépenses de personnel	144 894 191	147 333 888	149 773 585
Dépenses en biens et services	287 000 000	291 101 116	291 101 116
Transferts	1 189 952 071	1 198 422 919	1 206 893 766
Investissements	830 000 000	1 558 200 000	1 363 779 360
Trésor	*830 000 000*	*1 558 200 000*	*1 363 779 360*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22151 Emploi	**2 451 846 262**	**3 195 057 923**	**3 011 547 827**
2215101 Conception et suivi de la Politique d'Emploi	**1 801 036 262**	**2 544 247 923**	**2 360 737 827**
1 Personnel	**144 894 191**	**147 333 888**	**149 773 585**
90041290142 Transférer les crédits de personnel à ONEF	144 894 191	147 333 888	149 773 585
2 Biens et services	**235 000 000**	**239 101 116**	**239 101 116**
78041200183 Suivre la mise en œuvre de la politique de l'emploi	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78041200233 Coordonner les projets et les activités des structures de l'Emploi	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78041200262 Mettre en œuvre la Stratégie Nationale Intégrée de Transition de l'Economie Informelle vers l'Economie Formelle (SNIT-EF)	200 000 000	204 101 116	204 101 116
3 Transferts	**591 142 071**	**599 612 919**	**608 083 766**
90041200006 Mettre en place l'Observatoire de l'Emploi et de la Formation	591 142 071	599 612 919	608 083 766
4 Investissements	**830 000 000**	**1 558 200 000**	**1 363 779 360**
Trésor	***830 000 000***	***1 558 200 000***	***1 363 779 360***
90041200005 Projet d'Insertion des Personnes Vulnérables (PIPV)	350 000 000	600 000 000	550 000 000
90041200004 Projet de Promotion de l'Emploi Décent (PPED)	350 000 000	600 000 000	550 000 000
78041200184 Projet de promotion emploi des couches vulnérables	130 000 000	358 200 000	263 779 360
2215102 Elaboration et suivi-évaluation des projets et programmes d'emploi	**52 000 000**	**52 000 000**	**52 000 000**
2 Biens et services	**52 000 000**	**52 000 000**	**52 000 000**
78041200185 Suivre et évaluer les projets et programmes d'emploi	18 000 000	18 000 000	18 000 000
78041200186 Élaborer les stratégies et les programmes d'emploi	18 000 000	18 000 000	18 000 000
78041200207 Faire de l'observation de l'Emploi	16 000 000	16 000 000	16 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22151 Emploi	**2 451 846 262**	**3 195 057 923**	**3 011 547 827**
2215103 Insertion socio-économique et professionnelle des couches vulnérables	**598 810 000**	**598 810 000**	**598 810 000**
3 Transferts	**598 810 000**	**598 810 000**	**598 810 000**
78109000114 Former et insérer les jeunes selon les réalités socio-économiques du territoire	498 810 000	498 810 000	498 810 000
90109090199 Transférer les crédits du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes en Situation de Handicap (FIPPSH)	100 000 000	100 000 000	100 000 000

II.2.3 Programme 3 : Travail

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Travail	Action 3.1: Conception et suivi de la politique générale du Travail
	Action 3.2: Elaboration et suivi de la réglementation du travail
	Action 3.3: Dialogue social
	Action 3.4: Lutte contre le travail des enfants

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Travail						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer la coordination des initiatives du secteur du Travail	Taux d'atteinte des résultats attendus du plan d'actions du programme	57%	70%	75%	80%	(Nombre des résultats attendus atteints / Nombre de résultats attendus) x 100 Source : Rapports semestriels d'activités DGT
	Taux d'atteinte des résultats attendus du PPTD 2023-2027	10%	25%	50%	75%	(Nombre de résultats attendus du PPTD 2023-2027 atteints / Nombre de résultats attendus du PPTD 2023-2027) x 100 Source : Rapports semestriels d'activités DGT
OS 2 : Renforcer le respect des normes en matière de travail	Proportion de la mise en œuvre des recommandations issues des missions de contrôle d'entreprise	34,35%	39%	41%	43%	(Nombre de recommandations mises en œuvre / Nombre de recommandations issues des missions de contrôle) x 100 Source : Rapports trimestriels d'activités DIT
	Proportion des entreprises de plus de 50 travailleurs sensibilisés ayant installé leur Comité de Sécurité et de Santé au Travail (CSST)	80%	80%	85%	90%	(Nombre d'entreprises de plus de 50 travailleurs sensibilisés ayant installé leur CSST / Nombre d'entreprises sensibilisées) x 100 Source : Rapports trimestriels d'activités DSST
OS 3 : Promouvoir le dialogue social	Taux de partenaires sociaux formés par le CNDS appliquant les mécanismes de résolution des conflits collectifs	0%	25%	30%	35%	(Nombre de partenaires sociaux appliquant les mécanismes de résolution des conflits collectifs / Nombre total des partenaires sociaux formés) x 100 Source : Rapport d'activités CNDS
	Taux d'avis rendus par le CNDS sur les licenciements collectifs pour motif économique	100%	100%	100%	100%	(Nombre de dossiers de licenciements collectifs pour motif économique pour lesquels le CNDS a rendu un avis dans le délai / Nombre de dossiers de licenciements collectifs pour motif économique dont le CNDS a été saisi) x 100 Source : Rapport d'activités CNDS

Programme 3 : Travail						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 4 : Renforcer la lutte contre le travail des enfants	Proportion des comités départementaux de suivi du travail des enfants créés et fonctionnels	99%	100%	100%	100%	(Nombre de comités départementaux de suivi du travail des enfants créés et fonctionnels / Nombre total de comités départementaux de suivi du travail des enfants) x 100 Source : Rapport d'activités DLTE
	Proportion des comités sous préfectoraux de suivi du travail des enfants créés et fonctionnels	11,17%	18,43%	33,92%	40%	Nombre de comités sous-préfectoraux de suivi du travail des enfants créés et fonctionnels / Nombre total de comités sous-préfectoraux de suivi du travail des enfants répertoriés) x 100 Source : Rapport d'activités DLTE
	Proportion des comités villageois de suivi du travail des enfants crées et fonctionnels	5,31%	11%	25,63%	30,60%	(Nombre de comités villageois de suivi du travail des enfants créés et fonctionnels / Nombre total de comités villageois de suivi du travail des enfants répertoriés) x 100 Source : Rapport d'activités DLTE
	Pourcentage d'enfants travailleurs, identifiés et secourus au niveau national	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'enfants travailleurs identifiés, secourus et/ou retirés des pires formes de travail ou référencés vers des structures d'accueil / Nombre d'enfants identifiés travailleurs) x 100 Source : Rapport d'activités DLTE

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : TRAVAIL	**6 374 402 905**	**10 375 738 949**	**10 814 241 144**
Dépenses de personnel	62 800 000	62 800 000	62 800 000
Dépenses en biens et services	464 600 000	476 238 949	476 872 074
Transferts	0	0	0
Investissements	5 847 002 905	9 836 700 000	10 274 569 070
Trésor	*1 911 002 905*	*1 308 700 000*	*1 274 569 070*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*3 936 000 000*	*8 528 000 000*	*9 000 000 000*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22152 Travail	**6 374 402 905**	**10 375 738 949**	**10 814 241 144**
2215201 Conception et suivi de la politique générale du Travail	**504 524 900**	**633 000 000**	**605 964 668**
1 Personnel	**62 800 000**	**62 800 000**	**62 800 000**
78109000089 Prendre en charge les indemnités du Conseil National du Dialogue Social (CNDS)	62 800 000	62 800 000	62 800 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22152 Travail	**6 374 402 905**	**10 375 738 949**	**10 814 241 144**
2 Biens et services	**261 000 000**	**261 500 000**	**261 500 000**
11041200017 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Bélier (Toumodi)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
11041200020 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans le District Autonome de Yamoussoukro	5 000 000	5 000 000	5 000 000
14041200012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du N'Zi (Dimbokro)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
15041200012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Iffou (Daoukro)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
16041200009 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Moronou (Bongouanou)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17041200008 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Gbêkê (Bouaké)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
18041200008 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Hambol (Katiola)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22041200013 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Bafing (Touba)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22152010036 Organiser la décoration dans l'ordre du mérite du travail	16 000 000	16 000 000	16 000 000
23041200012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Kabadougou (Odienné)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
24041200011 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Tchologo (Ferkessédougou)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
25041200011 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Poro (Korhogo)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
26041200007 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de la Bagoué (Boundiali)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
27041200007 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Folon (Minignan)	5 000 000	5 500 000	5 500 000
28041200008 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Bounkani (Bouna)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31041200010 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Haut-Sassandra (Daloa)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
32041200009 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Gôh (Gagnoa)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
35041200010 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de la Marahoué (Bouaflé)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
36041200010 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Worodougou (Séguéla)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
37041200009 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Béré (Mankono)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41041200012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Tonkpi (Man)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
42041200012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Cavally (Guiglo)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
43041200012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Guémon (Duékoué)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
51041200011 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de Divo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
55041200007 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de San-Pédro	5 000 000	5 000 000	5 000 000
56041200014 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de la Nawa (Soubré)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
57041200006 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Gboklê (Sassandra)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
61041200008 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de l'Indenié-Djuablin (Abengourou)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
62041200015 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Gontougo (Bondoukou)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
71041200016 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région du Sud-Comoé (Aboisso)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
71041200017 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans le Département de Grand-Bassam	5 000 000	5 000 000	5 000 000
76041200012 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de l'Agnéby-Tiassa (Agboville)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
77041200015 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région de la Mé (Adzopé)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78041200217 Apporter un appui technique en matière de travail aux entités fonctionnelles	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78041200234 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail du District Autonome d'Abidjan	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78041200254 Elaborer un système statistique des services en charge du travail	10 000 000	10 000 000	10 000 000
78041200258 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Travail	35 000 000	35 000 000	35 000 000
78041200275 Suivre la mise en œuvre du Programme Pays de Promotion du Travail Décent (PPTD 2023-2027)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78041200276 Assurer le fonctionnement de la Commission Consultative du Travail	5 000 000	5 000 000	5 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22152 Travail	**6 374 402 905**	**10 375 738 949**	**10 814 241 144**
78041200277 Apporter un appui aux préparatifs des activités institutionnelles du travail	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78041200278 Assurer le fonctionnement du Comité Technique Consultatif intéressant les questions de Sécurité et Santé au Travail	5 000 000	5 000 000	5 000 000
79041200011 Coordonner la mise en œuvre de la politique gouvernementale du travail dans la Région des Grands-Ponts (Dabou)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
4 Investissements	**180 724 900**	**308 700 000**	**281 664 668**
Trésor	***180 724 900***	***308 700 000***	***281 664 668***
78041200279 Rénovation et équipement des services du travail	180 724 900	308 700 000	281 664 668
2215202 Elaboration et suivi de la réglementation du travail	**133 500 000**	**133 500 000**	**133 500 000**
2 Biens et services	**133 500 000**	**133 500 000**	**133 500 000**
17041200013 Suivre l'application de la réglementation de la prévention des risques professionnels dans la zone de compétence de l'Antenne Régionale de la Santé et de la Sécurité au Travail de Bouaké	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31041200013 Suivre l'application de la réglementation de la prévention des risques professionnels dans la zone de compétence de l'Antenne Régionale de la Santé et de la Sécurité au Travail de Daloa	5 000 000	5 000 000	5 000 000
55041200009 Suivre l'application de la réglementation de la prévention des risques professionnels dans la zone de compétence de l'Antenne Régionale de la Santé et de la Sécurité au Travail de San-Pédro	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78041200188 Suivre et évaluer l'application du Code du Travail dans la zone de couverture de l'Inspection de travail du Plateau	4 800 000	4 800 000	4 800 000
78041200189 Suivre et évaluer l'application du Code du Travail dans la zone de couverture de l'Inspection du Travail de Treichville	4 800 000	4 800 000	4 800 000
78041200190 Suivre et évaluer l'application du Code du Travail dans la zone de couverture de l'inspection de travail de Yopougon	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78041200191 Coordonner les activités des Inspections du Travail	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78041200218 Suivre et évaluer l'application du Code du Travail dans la zone de couverture de l'Inspection de travail de Marcory	4 800 000	4 800 000	4 800 000
78041200219 Suivre et évaluer l'application du Code du Travail dans la zone de couverture de l'Inspection de travail de Vridi	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78041200235 Suivre et évaluer l'application du code du Travail dans la zone de couverture de l'Inspection du Travail de Koumassi	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78041200236 Elaborer et faire appliquer les textes législatifs et réglementaires en matière du Travail	13 500 000	13 500 000	13 500 000
78041200245 Suivre et évaluer l'application du Code du Travail dans la zone de couverture de l'Inspection de travail de Cocody	4 800 000	4 800 000	4 800 000
78041200259 Suivre et évaluer l'application du Code du Travail dans la zone de couverture de l'Inspection de travail de d'Adjamé-Attécoubé	4 800 000	4 800 000	4 800 000
78041200263 Suivre et évaluer l'application du code du travail dans la zone de couverture de l'Inspection du Travail de Cocody II	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78041200267 Suivre et évaluer l'application du Code du Travail dans la zone de couverture de l'Inspection du Travail de Yopougon II	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78041200271 Suivre et évaluer l'application du Code du Travail dans la zone de couverture de l'Inspection du Travail d'Abobo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78041200272 Suivre et évaluer l'application du Code du Travail dans la zone de couverture de l'Inspection du Travail de Marcory II	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78041200273 Suivre et évaluer l'application du Code du Travail dans la zone de couverture de l'Inspection du Travail de Port-Bouët	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78101100003 Suivre l'application de la réglementation de la prévention des risques professionnels	16 000 000	16 000 000	16 000 000
2215203 Dialogue social	**19 100 000**	**23 100 000**	**23 100 000**
2 Biens et services	**19 100 000**	**23 100 000**	**23 100 000**
78109000091 Organiser des rencontres avec les secteurs privé et public	17 100 000	20 100 000	20 100 000
78109000121 Coordonner les activités de dialogue social	2 000 000	3 000 000	3 000 000
2215204 Lutte contre le travail des enfants	**5 717 278 005**	**9 586 138 949**	**10 051 676 476**
2 Biens et services	**51 000 000**	**58 138 949**	**58 772 074**
78041200266 Suivre et évaluer les programmes et projets de lutte contre le travail des enfants	20 000 000	23 000 000	23 000 000
78041200268 Faire la surveillance du Travail des Enfants sur l'étendue du territoire national	20 000 000	24 000 000	24 000 000
78104000355 Lutter contre le travail des enfants	11 000 000	11 138 949	11 772 074

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22152 Travail	**6 374 402 905**	**10 375 738 949**	**10 814 241 144**
4 Investissements	**5 666 278 005**	**9 528 000 000**	**9 992 904 402**
Trésor	***1 730 278 005***	***1 000 000 000***	***992 904 402***
78041200270 Projet d'Appui à l'Opérationnalisation et à l'Extension du système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire 202-2025(PAOE-SOSTECI)	1 730 278 005	1 000 000 000	992 904 402
Financement extérieur	***3 936 000 000***	***8 528 000 000***	***9 000 000 000***
78041200281 Provision pour investissement / Travail	0	8 528 000 000	9 000 000 000
78041200270 Projet d'Appui à l'Opérationnalisation et à l'Extension du système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en Côte d'Ivoire 202-2025(PAOE-SOSTECI)	3 936 000 000	0	0

II.2.4 Programme 4 : Protection sociale

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Protection sociale	Action 4.1: Formation des étudiants de l'INSFS et des travailleurs sociaux
	Action 4.2: Formation des travailleurs sociaux
	Action 4.3: Conception et suivi de la politique générale de protection sociale
	Action 4.4: Protection des groupes vulnérables

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Protection sociale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Mettre en œuvre la politique nationale de la Protection Sociale	Taux de couverture des régimes de protection sociale	70%	100%	100%	100%	(Nombre de personnes enrôlées au régime de protection sociale / Population totale) x 100 Source : Rapport annuel d'activités DGPS
	Taux de réussite aux examens de fin d'année des étudiants de l'INSFS	99,29%	100%	100%	100%	(Nombre d'étudiants de l'INSFS admis à leurs examens de fin d'année / Effectif des étudiants de l'INSFS) x 100 Source : Rapport d'activités INSFS
OS 2 : Renforcer la protection des groupes vulnérables	Taux de fréquentation des Centres sociaux	35%	50%	60%	80%	(Nombre de personnes vulnérables ayant fréquenté les Centres Sociaux / Nombre de personnes vulnérables sur la base du taux de pauvreté) x 100 Source : Rapport annuel d'activités DAS

Programme 4 : Protection sociale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Renforcer la protection des groupes vulnérables	Proportion des personnes indigentes bénéficiaires de prise en charge	30%	60%	70%	80%	(Nombre de personnes indigentes prises en charge / Effectif des personnes indigentes) x 100 Source : Rapport annuel d'activités DAS
	Taux d'enrôlement de la population à la CMU	55,31%	100%	100%	100%	(Nombre de personnes enrôlées à la CMU / Population nationale) x 100 Source : Rapport annuel d'activités CNAM
	Taux d'enrôlement des travailleurs indépendants au RSTI	12,67%	60%	80%	90%	(Nombre de travailleurs indépendants enrôlés au RSTI / Effectif total des travailleurs des unités de production informelles et des travailleurs indépendants) x 100 Source : Rapport annuel d'activités IPS-CNPS
	Taux d'immatriculation des mutuelles sociales à l'AIRMS	30%	40%	70%	80%	(Nombre de mutuelles sociales immatriculées / Nombre total des mutuelles sociales à immatriculer) x 100 Source : Rapport annuel d'activités AIRMS

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : PROTECTION SOCIALE	**46 735 545 893**	**49 125 879 872**	**52 317 577 969**
Dépenses de personnel	1 119 538 288	1 138 388 830	1 157 239 372
Dépenses en biens et services	9 824 832 000	10 167 672 000	10 188 472 000
Transferts	6 753 956 684	6 788 878 502	7 555 536 554
Investissements	29 037 218 921	31 030 940 540	33 416 330 043
Trésor	*24 445 218 921*	*31 030 940 540*	*33 416 330 043*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*4 592 000 000*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22153 Protection sociale	**46 735 545 893**	**49 125 879 872**	**52 317 577 969**
2215302 Formation des étudiants de l'INSFS et des travailleurs sociaux	**41 893 273 616**	**43 909 739 202**	**47 057 941 022**
1 Personnel	**417 201 116**	**424 225 858**	**431 250 599**
78108000027 Prendre en charge le salaire du personnel de l'AIRMS	417 201 116	424 225 858	431 250 599
2 Biens et services	**7 017 000 000**	**7 017 000 000**	**7 017 000 000**
78074000641 Prendre en charge les salaires des agents d'accueil/CMU	7 000 000 000	7 000 000 000	7 000 000 000
78109000097 Coordonner les activités en matière de sécurité sociale	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78109000106 Formuler les orientations sur les questions relatives à la Sécurité Sociale	2 000 000	2 000 000	2 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22153 Protection sociale	**46 735 545 893**	**49 125 879 872**	**52 317 577 969**
3 Transferts	**5 667 072 500**	**5 668 513 344**	**6 409 690 423**
78011202155 Prise en charge des cotisations / MUGEF-CI	5 100 000 000	5 100 000 000	5 839 736 234
78108000022 Coordonner les activités de mutualité sociale	567 072 500	568 513 344	569 954 189
4 Investissements	**28 792 000 000**	**30 800 000 000**	**33 200 000 000**
Trésor	***24 200 000 000***	***30 800 000 000***	***33 200 000 000***
78109000123 CMU/Soutien aux Indigents	16 200 000 000	22 800 000 000	25 200 000 000
78109000095 Couverture Maladie Universelle	8 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000
Financement extérieur	***4 592 000 000***	***0***	***0***
78109000123 CMU/Soutien aux Indigents	4 592 000 000	0	0
2215303 Formation des travailleurs sociaux	**1 764 221 356**	**1 785 528 130**	**1 806 834 904**
1 Personnel	**702 337 172**	**714 162 972**	**725 988 773**
78108000029 Prendre en charge le salaire du personnel de l'INSFS	702 337 172	714 162 972	725 988 773
3 Transferts	**1 061 884 184**	**1 071 365 158**	**1 080 846 131**
78108000023 Prendre en charge les Bourses des étudiants de l'Institut National Supérieur de Formation Sociale	636 634 184	645 756 917	654 879 649
78108000024 Organiser la formation initiale et continue des étudiants dans le domaine social	425 250 000	425 608 241	425 966 482
2215304 Conception et suivi de la politique générale de protection sociale	**221 580 000**	**228 780 000**	**228 880 000**
2 Biens et services	**221 580 000**	**228 780 000**	**228 880 000**
11104000039 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Bélier (Yamoussoukro)	5 000 000	5 500 000	5 500 000
14104000023 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du N'Zi (Dimbokro)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
15104000036 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Iffou (Daoukro)	5 000 000	5 300 000	5 300 000
16104000030 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Moronou	10 000 000	10 000 000	10 000 000
17104000046 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Gbêkê (Bouaké)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
18104000042 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Hambol (Katiola)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22104060037 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Bafing	10 000 000	10 000 000	10 000 000
23104000013 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Kabadougou (Odienné)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
24104000019 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Tchologo (Ferkessédougou)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
25104000022 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Poro (Korhogo)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
26104000018 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région de la Bagoué (Boundiali)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
27104000010 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Folon	10 000 000	10 000 000	10 000 000
28104000017 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Bounkani (Bouna)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
32104000042 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Gôh (Gagnoa)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
35104000022 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Marahoué (Bouaflé)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
36104000008 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Worodougou (Séguéla)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
37104000015 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Béré (Mankono)	5 000 000	5 000 000	5 100 000
41104000032 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Tonkpi (Man)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
42104000023 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Cavally (Guiglo)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
43104000018 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Guémon (Duékoué)	5 000 000	5 200 000	5 200 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22153 Protection sociale	**46 735 545 893**	**49 125 879 872**	**52 317 577 969**
51104000030 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Lôh-Djiboua (Divo)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
55104000014 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région de la Nawa (San-Pédro)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
56104000015 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région de la Nawa (Soubré)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
57104000014 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Haut-Sassandra (Daloa)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
57104000016 Coordonner les activités de Protection Sociale dans la Région du Gbôklè	10 000 000	10 000 000	10 000 000
61104000049 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région de l'Indenié-Djuablin (Abengourou)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
62104000039 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Gontougo (Bondoukou)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
71104000107 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région du Sud-Comoé (Aboisso)	9 580 000	9 580 000	9 580 000
76104000042 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région de l'Agnéby-Tiassa (Abgoville)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
77104000030 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région de la Mé (Adzopé)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78104000528 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région des Grands-Ponts (Abidjan)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78109000108 Organiser les rencontres de la plateforme nationale de protection sociale	2 000 000	2 000 000	2 000 000
78109000109 Coordonner la politique générale en matière de protection sociale	30 000 000	36 200 000	36 200 000
79104000045 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région des Grands-Ponts (Dabou)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
79109000003 Coordonner les activités de protection sociale dans la Région des Lagunes I (Abidjan)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
2215305 Protection des groupes vulnérables	**2 856 470 921**	**3 201 832 540**	**3 223 922 043**
2 Biens et services	**2 586 252 000**	**2 921 892 000**	**2 942 592 000**
11104000027 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Didiévi	4 800 000	5 000 000	5 000 000
11104000028 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Toumodi	4 800 000	5 000 000	5 000 000
11104000031 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Yamoussoukro	4 800 000	5 000 000	5 000 000
11104000043 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Raviart	5 000 000	5 000 000	5 000 000
11109000001 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tiébissou	4 800 000	5 000 000	5 000 000
14104000024 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bocanda	4 800 000	5 000 000	5 000 000
14104000026 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kouadioblékro / Bocanda	4 800 000	5 000 000	5 000 000
14104000030 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de l'Aby	4 800 000	5 000 000	5 200 000
14104000033 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Zècrèzèssou	4 800 000	5 000 000	5 000 000
15104000024 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Ettrokro	4 800 000	5 000 000	5 000 000
15104000031 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Daoukro	4 800 000	5 000 000	5 000 000
15104000034 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Prikro	4 800 000	5 000 000	5 000 000
15104000035 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de M'Bahiakro	4 800 000	4 800 000	4 800 000
15104000037 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Ouellé	5 000 000	5 000 000	5 000 000
16104000017 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Guessankro / Bongouanou	4 800 000	5 000 000	5 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22153 Protection sociale	**46 735 545 893**	**49 125 879 872**	**52 317 577 969**
16104000025 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de M'Batto	4 800 000	5 200 000	5 200 000
16104000028 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Arrah	5 000 000	5 000 000	5 000 000
16104000029 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Assiè-Koumassi	5 000 000	5 000 000	5 000 000
16109000002 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Assahara	4 800 000	5 000 000	5 000 000
17104000037 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Djébonoua	4 800 000	5 000 000	5 000 000
17104000038 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Brobo	4 800 000	5 000 000	5 000 000
17104000047 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sakassou	4 800 000	5 000 000	5 000 000
17104000048 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Botro	4 800 000	5 000 000	5 000 000
17104000050 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bodokro	4 800 000	5 000 000	5 000 000
17104000052 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de la Zone Industrielle de Bouaké	4 800 000	5 000 000	5 000 000
17104000059 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Assengoupri	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17104000060 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bouaké	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17109000001 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Diabo	4 800 000	5 000 000	5 000 000
18104000036 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Satama Sokoro	4 800 000	5 000 000	5 000 000
18104000037 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Katiola	4 800 000	5 000 000	5 000 000
18104000048 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Boniérédougou	4 800 000	5 000 000	5 000 000
18104000052 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tafiré	5 000 000	5 000 000	5 000 000
18104000053 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Niakaramadougou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22104000005 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Touba	4 800 000	5 000 000	5 000 000
23104000014 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Samatiguila	4 800 000	5 000 000	5 000 000
23104000015 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Séguélon	4 800 000	5 000 000	5 000 000
23104000021 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du Centre social d'Odienné	5 000 000	5 000 000	5 000 000
24104000018 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Ferkessédougou	4 800 000	5 000 000	5 000 000
24104000024 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kong	4 800 000	5 000 000	5 000 000
24104000032 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Nafana	5 000 000	5 000 000	5 000 000
24104000033 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du Centre Social de Ouangolodougou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
24109000001 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Diawala	4 800 000	5 000 000	5 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22153 Protection sociale	**46 735 545 893**	**49 125 879 872**	**52 317 577 969**
25104000018 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Korhogo II	4 800 000	5 000 000	5 000 000
25104000019 Assister et prendre en charge les personnes vulnérables de Napiélodougou	4 800 000	5 000 000	5 000 000
25104000033 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Boron	5 000 000	5 000 000	5 000 000
26104000022 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Boundiali	4 800 000	5 000 000	5 000 000
26104000029 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du Centre Social de Tengréla	5 000 000	5 000 000	5 000 000
26109000001 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kouto	4 800 000	5 000 000	5 000 000
27104000009 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Minignan	5 000 000	5 000 000	5 000 000
28104000024 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du Centre social de Doropo	5 000 000	5 000 000	5 000 000
28104000025 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Téhini	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31104000039 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Garage Daloa	4 800 000	4 800 000	4 800 000
31104000049 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Vavoua	4 800 000	5 000 000	5 000 000
31104000050 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Saïoua	4 800 000	5 000 000	5 000 000
31104000051 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gboguhé	4 800 000	5 000 000	5 000 000
31104000052 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Zoukougbeu	4 800 000	5 000 000	5 000 000
31104000066 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gokra	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31109000001 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bédiala	4 800 000	5 000 000	5 000 000
31109000002 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gadouan	4 800 000	5 000 000	5 000 000
32104000033 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Ouragahio	4 800 000	5 000 000	5 000 000
32104000041 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gagnoa	4 800 000	5 000 000	5 000 000
35104000023 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bouaflé	4 800 000	5 000 000	5 000 000
35104000030 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sinfra	4 800 000	5 000 000	5 000 000
35104000031 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Zuénoula	4 800 000	5 000 000	5 000 000
36104000009 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kani	4 800 000	5 000 000	5 000 000
36104000011 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Séguéla	4 800 000	5 000 000	5 000 000
37104000011 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Mankono	4 800 000	5 000 000	5 000 000
37104000012 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kounahiri	4 800 000	5 000 000	5 000 000
37104000014 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tieningboué	4 800 000	5 000 000	5 000 000
41104000025 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Danané	4 800 000	5 000 000	5 000 000
41104000030 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Biankouma	4 800 000	5 000 000	5 000 000
41104000035 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du Centre social de Man	5 000 000	5 000 000	5 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22153 Protection sociale	**46 735 545 893**	**49 125 879 872**	**52 317 577 969**
41104000041 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du Centre Social de Sipilou	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41104000042 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Zouan-Hounien	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41109000001 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sangouiné	4 800 000	5 000 000	5 000 000
42104000026 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bloléquin	4 800 000	5 000 000	5 000 000
42104000028 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Toulepleu	4 800 000	5 000 000	5 000 000
43104000021 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bangolo	4 800 000	5 000 000	5 000 000
43104000022 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bléniméouin	4 800 000	5 000 000	5 000 000
51104000041 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Lakota	4 800 000	5 000 000	5 000 000
51109000001 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Guitry	4 800 000	5 000 000	5 000 000
55104000018 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de San-Pédro	4 800 000	5 000 000	5 000 000
56104000017 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Grand-Zattry	4 800 000	5 000 000	5 000 000
56104000019 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Buyo	4 800 000	5 000 000	5 000 000
56104000020 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Okrouyo	4 800 000	5 000 000	5 000 000
56104000022 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Méagui	4 800 000	5 000 000	5 000 000
56109000001 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Guéyo	4 800 000	5 000 000	5 000 000
57104000012 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sassandra	4 800 000	5 000 000	5 000 000
61104000034 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Abengourou	4 800 000	5 000 000	5 000 000
61104000041 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Agnibilékro	4 800 000	5 000 000	5 000 000
61104000047 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Aniassué	4 800 000	5 000 000	5 000 000
61104000048 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Zaranou	7 392 000	8 592 000	8 592 000
61109000001 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Yakassé-Féyassé	4 800 000	5 000 000	5 000 000
61109000002 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bettié	4 800 000	5 000 000	5 000 000
62104000043 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Gouméré	4 800 000	5 000 000	5 000 000
62104000044 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tabagne	4 800 000	5 000 000	5 000 000
62104000047 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sapli Sépingo	4 800 000	5 000 000	5 000 000
62104000049 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Taoudi	4 800 000	5 000 000	5 000 000
62104000054 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sorobango	4 800 000	5 000 000	5 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22153 Protection sociale	**46 735 545 893**	**49 125 879 872**	**52 317 577 969**
62104000058 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tanda	4 800 000	5 000 000	5 000 000
62104000061 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Sandégué	4 800 000	5 000 000	5 000 000
71104000069 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Guiémé / Tiapoum	4 800 000	5 000 000	5 000 000
71104000070 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tiapoum	4 800 000	4 800 000	4 800 000
71104000071 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Bonoua	4 800 000	5 100 000	5 100 000
71104000076 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Adiaké	4 800 000	5 000 000	5 000 000
71104000090 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Noé	4 800 000	5 000 000	5 000 000
71104000097 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Ayamé	4 800 000	5 000 000	5 000 000
71104000098 Assister et prendre en charge les Couches Sociales Vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Aboisso	4 800 000	5 000 000	5 000 000
71104000099 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Maféré	4 800 000	5 000 000	5 000 000
71104000109 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Grand-Bassam	4 800 000	5 000 000	5 000 000
76104000040 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Tiassalé	4 800 000	5 000 000	5 000 000
76104000041 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Agboville	4 800 000	5 000 000	5 000 000
76109000001 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Azaguié	4 800 000	5 000 000	5 000 000
76109000002 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Rubino	4 800 000	5 000 000	5 000 000
77104000033 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Akoupé Anyama	4 800 000	5 000 000	5 000 000
77104000042 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Abongoua	4 800 000	5 000 000	5 000 000
77104000048 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du Centre social d'Agou	4 800 000	5 000 000	5 000 000
77109000001 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Alépé	4 800 000	5 000 000	5 000 000
77109000003 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Akoupé	4 800 000	5 000 000	5 000 000
78101200017 Eduquer et prendre en charge les enfants déficients auditifs	957 240 000	1 083 100 000	1 083 100 000
78101200018 Mettre à la disposition des personnes handicapées la documentation adaptée à leurs besoins	2 000 000	2 000 000	2 000 000
78101200020 Coordonner les activités des Institutions Spécialisées et les interventions en faveur des personnes Handicapées	16 000 000	16 000 000	16 000 000
78101200021 Organiser l'insertion socio-économique des personnes vivant avec un handicap	2 000 000	2 000 000	2 000 000
78101200022 Eduquer et prendre en charge les enfants déficients visuels	849 720 000	1 033 200 000	1 033 700 000
78101200023 Apporter un appui institutionnel aux associations des Personnes en situation de handicap	75 500 000	75 500 000	90 500 000
78101200024 Formuler des recommandations sur les questions relatives à la promotion des personnes handicapées	2 000 000	2 000 000	2 000 000
78104000359 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Maca Yopougon	4 800 000	5 000 000	5 000 000
78104000435 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Niangon Sud	4 800 000	5 000 000	5 000 000
78104000465 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Anono	4 800 000	5 000 000	5 000 000
78104000492 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Oumé	4 800 000	5 000 000	5 000 000
78104000493 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social d'Attécoubé	4 800 000	5 000 000	5 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22153 Protection sociale	**46 735 545 893**	**49 125 879 872**	**52 317 577 969**
78104000503 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Jean Folly Port-Bouët	4 800 000	5 000 000	5 000 000
78104000510 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Anyama	4 800 000	5 000 000	5 000 000
78104000521 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Treichville Habitat	4 800 000	5 000 000	5 000 000
78104000523 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de N'Pouto	4 800 000	5 000 000	5 000 000
78104000532 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du Centre social de Adjamé-Gbéba	5 000 000	6 800 000	6 800 000
78104000533 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Kossihouen	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78109000094 Formuler des recommandations sur les questions relatives à l'action sociale	2 000 000	2 000 000	2 000 000
78109000115 Mettre en œuvre et suivre les activités de protection et de promotion sociales	20 000 000	21 000 000	26 000 000
78109000148 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Songon	4 800 000	5 000 000	5 000 000
79104000032 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Toupah / Dabou	4 800 000	5 000 000	5 000 000
79104000039 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Grand-Lahou	4 800 000	5 000 000	5 000 000
79104000041 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Jacqueville	4 800 000	5 000 000	5 000 000
79104000042 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Lopou / Dabou	4 800 000	5 000 000	5 000 000
79104000049 Assister et prendre en charge les couches sociales vulnérables dans la zone de couverture du centre social de Dabou	4 800 000	5 000 000	5 000 000
3 Transferts	**25 000 000**	**49 000 000**	**65 000 000**
11101200006 Apporter un appui institutionnel aux associations des personnes en situation de handicap	15 000 000	25 000 000	35 000 000
11101200007 Organiser la formation professionnelle des personnes vivant avec un handicap visuel	5 000 000	12 000 000	14 000 000
78109000098 Prendre en charge les Handicapés, les Sinistrés et les Indigents	5 000 000	12 000 000	16 000 000
4 Investissements	**245 218 921**	**230 940 540**	**216 330 043**
Trésor	***245 218 921***	***230 940 540***	***216 330 043***
78109000120 Construction et équipement des centres sociaux	145 200 000	0	0
78109000110 Projet National d'Assistance aux Personnes Agées	100 018 921	230 940 540	216 330 043

SECTION 366 : MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE

SECTION 366 : MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Administration Générale

- l'insuffisance de textes réglementaires au niveau du corpus législatif du secteur du MINHAS ;
- l'incivisme des populations en matière d'hydraulique, d'assainissement et de salubrité ;
- la faible répression des infractions en matière d'hydraulique, d'assainissement et de salubrité ;
- le faible financement des campagnes de communication pour accompagner le changement de comportement des populations ;
- l'absence de gestion, d'un système d'archivage numérisé et d'un système d'information ;
- l'absence d'une politique générale d'informatisation au MINHAS ;
- la faible disponibilité des données statistiques en lien avec les différents secteurs d'activités du ministère ;
- l'insuffisance de formations des acteurs budgétaires sur les outils de gestion du budget-programmes ;
- l'absence d'un dispositif de contrôle interne budgétaire au sein des programmes ;
- la non captation des financements verts en raison de la non prise en compte du volet climatique dans l'élaboration des projets ;
- l'absence de motivation des agents entraînant leur départ vers d'autres ministères ;
- l'inadéquation entre les besoins de profils spécifiques au domaine d'hydraulique, d'assainissement et de salubrité et les ressources humaines mises à disposition ;
- l'insuffisance d'appropriation des mécanismes de financement des projets (procédures bailleurs, financements innovants, etc) par les acteurs budgétaires ;
- les difficultés d'obtention d'exonération des taxes et droits de douane des projets cofinancés ;
- l'insuffisance de renforcement des capacités du personnel du ministère ;
- l'insuffisance du dialogue de gestion permanent entre les acteurs budgétaires du ministère ;
- la faible traçabilité des biens acquis par les services du ministère ;
- l'insuffisance des locaux et la vétusté du cadre de travail des agents du ministère ;
- l'insuffisance d'équipements des services.

Au niveau de l'Hydraulique

- la vétusté et l'insuffisance des installations de production et de distribution d'eau potable ;
- l'insuffisance de sécurisation et de moyens de mobilisation des ressources en eau ;
- l'insuffisance dans la gestion des ouvrages en milieu rural ;
- la faible appropriation des ouvrages d'alimentation en eau potable par les populations bénéficiaires ;
- le déséquilibre financier de la tarification dans le secteur de l'eau potable ;
- l'inadéquation entre l'urbanisation galopante des villes et la planification d'extension des réseaux d'eau potable dans les nouveaux lotissements et les quartiers non lotis ;
- la non desserte de nombreuses localités éligibles aux systèmes d'Hydraulique Urbaine (HU) et d'Hydraulique Rurale (HR) ;
- l'inégale répartition des ressources en eau sur l'ensemble du territoire national ;

- la pollution des ressources superficielles et souterraines du fait de l'urbanisation non maitrisée, de l'orpaillage clandestin et d'autres activités anthropiques ;
- l'impact du changement climatique sur la disponibilité de la ressource en eau ;
- la surexploitation de la nappe phréatique d'Abidjan ;
- les difficultés d'accès des populations à l'eau potable en milieu urbain et rural ;
- le faible financement des études et projets du secteur.

Au niveau de l'Assainissement

- l'insuffisance d'études d'Avant-Projet Détaillées (APD) ;
- la pollution des milieux récepteurs (les eaux de surface et sols) résultant des rejets d'effluents domestiques, industriels, hospitaliers et mortuaires sans traitement préalable ;
- l'insuffisance d'ouvrages d'assainissement et de drainage ;
- l'insuffisance d'entretien des systèmes d'assainissement collectifs et des réseaux de drainage des eaux pluviales ;
- l'insuffisance des installations de traitement et de valorisation de boues de vidange, d'ouvrages d'assainissement et de drainage ;
- l'insuffisance des installations d'assainissement améliorées dans les ménages et dans les lieux recevant du public ;
- le raccordement illicite des conduites d'eaux usées sur les réseaux d'eaux pluviales ;
- l'insuffisance de promotion des installations d'assainissement autonome appropriées ;
- l'obstruction et l'encombrement des ouvrages d'assainissement et de drainage par les déchets solides ;
- l'occupation anarchique des emprises d'ouvrages d'assainissement et de drainage ;
- la méconnaissance du rôle des ouvrages d'assainissement et de drainage par la population ;
- l'absence d'installations de traitement aux normes des eaux usées.

Au niveau de la Salubrité

- l'occupation anarchique des voies, des espaces publics et des emprises des ouvrages ;
- l'affichage publicitaire informel et anarchique ;
- l'incivisme des populations en matière de salubrité ;
- la production de toutes formes de nuisances ;
- la prolifération des déchets plastiques ;
- la réticence des populations à mettre à disposition des sites devant abriter les installations de gestion des déchets solides ;
- l'insuffisance de réserves foncières devant recevoir les installations de gestion des déchets solides ;
- l'insuffisance d'infrastructures modernes de gestion des déchets dans les villes de l'intérieur ;
- la prolifération des dépôts sauvages d'ordures dans certaines localités de l'intérieur du pays ;
- l'insuffisance des statistiques du secteur de la salubrité ;
- l'insuffisance d'infrastructures modernes pour le traitement, la valorisation et l'élimination sécurisée des déchets solides ménagers ;
- la faible couverture nationale en service public de propreté ;
- l'incivisme des populations marquées par la persistance des comportements non citoyens (jets sauvages, dépôts anarchiques,…) ;
- l'insuffisance de ressources pour le financement du secteur ;
- l'insuffisance du cadre juridique et réglementaire pour la gestion et la valorisation des déchets.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de l'Administration Générale

- le renforcement des textes législatifs et réglementaires relatifs aux différents secteurs d'activités du ministère ;
- l'adoption du code de l'hygiène et de la salubrité ;
- l'élaboration des décrets d'application du code de l'hygiène et de la salubrité ;
- la validation du code de l'assainissement et du drainage ;
- l'élaboration de textes règlementant les emprises des ouvrages d'eau potable, d'assainissement des réseaux électriques et des infrastructures de déchets ;
- la mise en œuvre effective des arrêtés d'application du décret n° 2016-791 du 12 octobre 2016 portant réglementation des émissions de bruits de voisinage ;
- la mobilisation de financement pour les secteurs de l'hydraulique, de l'assainissement et de la salubrité ;
- le démarrage du processus de déploiement du contrôle interne budgétaire dans les programmes ;
- la mise en place d'un système de gestion de base de données pour le ministère ;
- le renforcement continu des capacités des acteurs budgétaires sur les outils de gestion du budget-programmes ;
- le renforcement du dialogue de gestion et la poursuite du conseil et de l'assistance aux acteurs budgétaires ;
- la poursuite du recensement et le suivi des mouvements des biens dans le cadre de la comptabilité des matières ;
- l'élaboration d'un plan d'actions stratégique qui intègre la prise en compte de toutes les contraintes liées aux financements innovants et verts ;
- l'équipement en matériel informatique, en mobilier et l'acquisition de véhicules au profit des services du ministère ;
- la construction, la réhabilitation des locaux et l'équipement des locaux des directions régionales du ministère ;
- la poursuite des campagnes de sensibilisation, d'information, de formation des populations sur le changement de comportement ;
- le renforcement de capacités en matériel et ressources humaines de la Brigade de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité (BHAS) ;
- le déploiement de la Brigade de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité (BHAS) dans onze (11) Directions Régionales du ministère ;
- l'élaboration du schéma directeur du système d'information du MINHAS.

Au niveau de l'Hydraulique

- la réhabilitation et le renforcement des infrastructures d'hydraulique humaine ;
- le renforcement des capacités des artisans réparateurs en milieu rural ;
- la mise en œuvre de la dispersion des projets structurants de l'AEP de Bouaké, d'Aghien, de San-Pédro et de La Mé ;
- la réalisation de projets structurants à partir des eaux de surface notamment des cours d'eau tels que le Bandama, la Bia (AEP Aboisso phase 2), la Comoé (AEP Adzopé et Abengourou), le Sassandra (AEP 12 Villes) et des retenues Timbé et Sorobango ;
- la poursuite de la réalisation des travaux de renforcement de la production d'eau potable dans 165 centres de production d'eau potable déficitaires par la réalisation de 92 forages positifs, de 40 forages positifs pour 24 nouveaux systèmes d'adduction d'eau potable (HU), de 685 forages positifs à équiper de pompes solaires (HR) ;
- la reconversion de 1000 pompes à motricité humaine en pompes à motricité solaire et mixte ;
- la poursuite de la sécurisation du patrimoine hydraulique (périmètre de protection, reboisement signalétique, clôture…) ;
- le financement des études et la réalisation des ouvrages des ressources en eau ;
- le renforcement de la mobilisation sociale des populations autour des projets d'hydraulique ;
- l'ajustement du tarif de l'eau potable en milieu urbain et la tarification institutionnelle en milieu rural ;
- la gestion des risques des pénuries d'eau par des solutions alternatives (par camion-citerne).

Au niveau de l'Assainissement

- la mise en œuvre du programme de travaux prioritaires d'urgence pour l'extension de réseaux d'eaux usées ;
- la construction, la réhabilitation de stations de pompage et de branchements sociaux dans le District d'Abidjan ;
- la construction et la réhabilitation des ouvrages d'assainissement et de drainage dans le District d'Abidjan et à l'intérieur du pays ;
- la réalisation et la livraison de travaux d'assainissement des eaux usées et de drainage des eaux pluviales, d'appui à la gestion des déchets, d'aménagement et de pavage des digues ;
- la formation des artisans locaux en technique de construction de latrines améliorées ;
- la mise en œuvre de campagnes d'Information, de Communication et d'Education aux normes d'assainissement (ICE) ;
- la mise en œuvre des schémas directeurs d'assainissement et de drainage déjà réalisés ;
- la réalisation de schémas directeurs des localités non pourvues ;
- la réalisation de Stations de Traitement de Boues de Vidange (STBV) avec en moyenne 500 000 m^3 de boues traitées par année ;
- l'entretien et l'exploitation des ouvrages d'assainissement et de drainage ;
- la libération des emprises des installations d'assainissement et de drainage.

Au niveau de la Salubrité

- la réalisation d'études nationale de caractérisation des déchets solides urbains et de valorisation des déchets d'activités économiques ;
- l'organisation des opérations de déguerpissement des espaces publics et des emprises des ouvrages dans le District autonome d'Abidjan et treize (13) autres localités ;
- la sensibilisation des populations, l'information et la vulgarisation du code de l'hygiène et de la salubrité et du décret réglementant les bruits de voisinage ;
- la création et l'installation des Comités Locaux d'Assainissement, de Salubrité et d'Hygiène (CLASH) au plan national ;
- l'acquisition de sites pour la construction d'infrastructures de gestion des déchets solides ;
- la modernisation des décharges sauvages de l'intercommunalité du centre et du nord ;
- la construction de décharges contrôlées dans les localités dépourvues ;
- l'élaboration du schéma directeur de gestion des déchets solides du grand Abidjan ;
- la mise en œuvre d'opérations spéciales d'élimination de déchets à l'intérieur du pays ;
- la recherche de partenariats en appui au secteur.

I.1.3. Défis et priorités

Au niveau de l'Administration Générale

- la poursuite du renforcement des textes législatifs et réglementaires relatifs aux différents secteurs d'activités du ministère ;
- la poursuite de la construction, de la réhabilitation et de l'équipement des Directions Régionales du ministère ;
- le renforcement des capacités des agents du ministère ;
- la mobilisation efficace des financements nécessaires à l'action ministérielle ;
- le renforcement du nombre d'ingénieurs et techniciens du secteur de l'hydraulique, de l'assainissement et de la salubrité ;
- la mise en place d'un mécanisme pour l'exonération de taxes et droits de douane des projets cofinancés ;
- l'instauration d'une source de motivation des agents (distinctions internes, promotion et voyage-formation) ;
- la mise en œuvre des recommandations du schéma directeur du système d'information du MINHAS ;
- la mutualisation des financements pour la réalisation des campagnes de communication et de sensibilisation.

Au niveau de l'Hydraulique

- la réalisation de projets structurants d'infrastructures de desserte en eau potable ;
- la mobilisation et la sécurisation des ressources en eau ;
- la protection des infrastructures d'hydraulique humaine ;
- la prévention de la fraude sur le réseau de distribution ;
- la transformation des systèmes d'Hydraulique Villageoise (HV) et d'Hydraulique Villageoise Améliorée (HVA) en système Multi-villages (HU) ;
- la maitrise du développement des réseaux de distribution d'eau potable en adéquation avec l'urbanisation ;
- la promotion des innovations technologiques dans le domaine de la production d'eau potable ;
- l'accroissement du financement du secteur de l'eau potable.

Au niveau de l'Assainissement

- la mise en œuvre du code de l'assainissement et du drainage ;
- la mise en place de solutions d'assainissement autonome (fosses septiques améliorées, toilettes à compostage) et semi-collectif (systèmes décentralisés) ;
- l'entretien des ouvrages d'assainissement et de drainage ;
- l'extension du réseau d'assainissement collectif et de drainage à tout le District d'Abidjan ;
- la construction et la réhabilitation des ouvrages d'assainissement et de drainage ;
- la sensibilisation continue pour encourager les bonnes pratiques d'hygiène ;
- la réalisation de Schémas Directeurs d'Assainissement et de Drainage dans les Chef lieux de Régions ;
- la poursuite de la formation des Très Petites Entreprises (artisans locaux) ;
- la promotion de l'abandon des pratiques à risque notamment, la défécation à l'air libre en milieu rural ;
- la valorisation des sous-produits issus du traitement des boues de vidange ;
- l'indemnisation des populations affectées par les projets d'assainissement et de drainage ;
- la sécurisation des servitudes des réseaux d'assainissement et de drainage ;
- la mise en place d'une base de données consolidée du secteur de l'assainissement et du drainage.

Au niveau de la Salubrité

- le renforcement du cadre juridique encadrant la gestion des déchets solides spécifiques (gravats, pneus usagés, DEEE, etc.) ;
- l'actualisation des documents de politique et de planification en matière de salubrité ;
- le renforcement du financement du secteur de la salubrité ;
- la mise à la disposition de l'ensemble des localités du pays d'un système moderne et écologique de gestion des déchets solides ;
- le renforcement de la sensibilisation des populations en matière de salubrité ;
- le renforcement de la lutte contre les nuisances, les pollutions et le désordre urbain ;
- la promotion de l'économie circulaire dans la gestion des déchets solides et liquides ;
- la construction et l'exploitation d'infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets sur toute l'étendue du territoire national (CVET, Centres de transfert, décharges contrôlées, unités de tri et de valorisation des déchets) ;
- l'extension du service public de propreté à l'ensemble des localités du pays.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre institutionnel et règlementaire du secteur de l'hydraulique, de l'assainissement et de la salubrité ;
- la poursuite des actions de sensibilisation des populations en matière d'hydraulique, d'assainissement, de salubrité et de nuisance ;
- la réalisation d'un programme de développement des infrastructures de l'hydraulique, de l'assainissement et de drainage ;
- la conduite d'une gestion écologique et rationnelle des différentes catégories de déchets solides ;
- le renforcement de la lutte contre l'insalubrité et les nuisances ;
- la mise en place des systèmes d'alerte précoce multirisques et d'un cadre approprié pour le Partenariat Public-Privé (PPP) ;
- la sécurisation des ressources mobilisables pour l'alimentation en eau potable ;
- la réhabilitation des infrastructures de l'hydraulique humaine ;
- la construction des infrastructures d'hydraulique humaine de qualité ;
- la promotion des innovations technologiques dans le secteur de l'hydraulique humaine ;
- le renforcement des capacités humaines, techniques et financières des acteurs du secteur de l'eau

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est améliorée ;
- l'accès à l'eau potable des populations est accru ;
- le cadre de vie des populations en termes d'assainissement et de drainage est amélioré ;
- le cadre de vie des populations en termes de salubrité est amélioré.

I.3 Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 17, le Ministre de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière d'Hydraulique, d'Assainissement et de Salubrité.
A ce titre, et en liaison avec les autres départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de l'Hydraulique

- participation au suivi et à la protection des ressources en eau ;
- élaboration, gestion et suivi de la politique d'accès à l'eau potable ;
- gestion des infrastructures du secteur de l'eau potable ;
- maintien de l'équilibre financier du secteur de l'eau ;
- développement des infrastructures d'alimentation en eau potable en milieu urbain et rural ;
- élaboration et suivi de la réglementation en matière d'études, de réalisation et d'exploitation des ouvrages d'hydraulique humaine.

Au titre de l'Assainissement

- élaboration, mise en œuvre et contrôle de l'application de la politique nationale, de la législation et de la réglementation en matière d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministères concernés ;
- maitrise d'ouvrage de toutes les opérations et projets d'assainissement, de drainage, d'entretien et de maintenance ;
- assistance aux collectivités territoriales en matière d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire et de l'Urbanisme ;

- encadrement des professions intervenant dans le domaine de l'assainissement et du drainage ;
- contrôle du bon fonctionnement des réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministères concernés ;
- élaboration, approbation et promotion des schémas directeurs d'assainissement et de drainage, en liaison avec les Ministres chargés de l'Urbanisme et de l'Administration du Territoire.

Au titre de la Salubrité

- élaboration et mise en œuvre des politiques et programmes en matière de salubrité et de gestion des déchets solides et de tous types de déchets, hormis les déchets dangereux, en liaison avec les Ministres concernés ;
- élaboration des lois et règlements en matière de Salubrité ;
- maîtrise d'ouvrage, approbation et suivi de la réalisation des infrastructures de gestion des déchets solides ménagers et assimilés, en liaison avec les Ministres concernés ;
- supervision et suivi de la gestion de tous types de déchets, hormis les déchets dangereux, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire, de l'Industrie, de l'Agriculture, de la Santé et de l'Environnement ;
- réglementation et contrôle de la salubrité, notamment en matière de prévention des risques liés aux déchets ménagers ;
- élaboration de la réglementation en matière de propreté, en liaison avec les Ministres chargés de la Justice et de l'Administration du Territoire ;
- prévention et alertes en matière de pollutions, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire, de l'Environnement, de l'Industrie et des Mines ;
- lutte contre les nuisances et pollutions, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire, de l'Industrie, de l'Environnement et des Mines ;
- promotion de la propreté et de l'esprit civique en matière de salubrité et de confort de vie, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire et du Service Civique ;
- encadrement des acteurs économiques du secteur de la salubrité.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Infrastructures de l'hydraulique humaine
- Programme 3 : Assainissement et drainage
- Programme 4 : Salubrité et lutte contre les nuisances
- Programme 5 : Appui au financement de la salubrité Urbaine
- Programme 6 : Appui au financement de l'assainissement et le drainage

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet Inspection Générale de l'Hydraulique de l'Assainissement et de la Salubrité (IGHAS) Direction des Affaires Financières (DAF) Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC) Direction de la Stratégie, de la Planification, des Statistiques et du Suivi Evaluation (DSPSSE) Direction des Ressources Humaines (DRH) Direction de la Communication (DirCom) Direction de la Coordination des Projets (DCP) Service de la Coopération Internationale (SCI) Service de l'Organisation et de la Qualité (SOQ) Service Informatique (SI) Service de Gestion du Patrimoine (SGP) Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) Secrétariat Permanent des Observatoires Nationaux de Lutte contre les Nuisances (SPONLN) Brigade de l'Hydraulique, l'Assainissement et de la Salubrité (BHAS) 31 Directions Régionales (DR Hydraulique) 11 Directions Régionales (DR Assainissement et Salubrité)		- Construction, réhabilitation, extension et équipement des DR du MINHAS - Suivre l'exécution du PSGOUV / Hydraulique - Mise en place d'un système de gestion de base de données pour le MINHAS - Mise en œuvre du Schéma Directeur du Système d'Information (SDSI) du MINHAS - Projet d'Appui Gestion et Sécurisation du Patrimoine (PAGSP)	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2: Infrastructures de l'hydraulique humaine	Direction Générale de l'Hydraulique et de l'Assainissement (DGHA) Direction de l'Hydrologie (DH) Direction de l'Alimentation en Eau Potable (DAEP) Direction de l'Hydraulique Rurale (DHR)	Office National de l'Eau Potable (ONEP)	- Travaux d'aménagements et de dragages des barrages de la Région de la Mé / ONEP - Immatriculation foncière des ouvrages de production en eau potable (Projet)/ONEP - Indemnisation travaux Hydrauliques - Appui au Laboratoire de Contrôle de la Qualité de l'Eau - AEP à partir de la ME (PFO/VEOLIA) - Projet d'alimentation en eau potable dans le District des montagnes (projet) - Alimentation en eau potable quartiers périurbains des villes de l'intérieur - Réhabilitation des Digues et Seuils des retenues d'Eau d'AEP - Programme de renforcement du réseau d'eau potable d'Abidjan / BEI - AEP de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé - Renforcement de l'AEP de la ville d'Aboisso et de ses localités environnantes - Programme d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Guéyo et localités environnantes et de la ville d'Abidjan - Programme d'Urgence d'Hydraulique Urbaine - AEP de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé (Fonds Koweitien) - Travaux complémentaires AEP Gagnoa et Sinfra - Construction de châteaux d'eau de Gonzague et de l'INJS / ONEP - Projet de production d'eau potable à partir de la lagune Aghien - Alimentation en eau potable de diverses localités/ONEP - Projet d'Appui à la Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement (PASEA) - Programme d'Amélioration du Potentiel Hydraulique des Localités de Côte d'Ivoire - Projet de conception et de réalisation des travaux du renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Séguéla, Dimbokro et Kani - Programme de Résilience des Infrastructures et Systèmes Hydrauliques PRISH) - Projet d'Alimentation en eau Potable des localités de diverses régions de la Côte d'Ivoire (PAEPLDR) - Programme de Renforcement en Hydraulique Urbaine des centres Déficitaires en Eau Potable (PRUDHEP) - Projet d'approvisionnement durable en eau potable des localités rurale et semi-urbaines du District autonome de Yamoussoukro - Projet de renforcement et d'extension du réseau d'eau potable de la ville de Bondoukou et d'alimentation en eau potable de Tambi - Projet d'implémentation de compteurs d'eau intelligents prépayés - Alimentation en eau potable de la ville de sinématiali et des localités environnantes - Réalisation de branchement sociaux dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension du réseau de desserte en eau potable de différents quartiers d'Abobo - Projet d'optimisation du système d'information hydrométrique par l'installation de capteurs multi-paramètres sur 36 barrages et seuils d'alimentation en eau potable - Projet de valorisation et de pose de postes d'eau autonome (PV2PEA)	- Projet de réalisation de systèmes d'alimentation en eau potable dans 111 localités de Côte d'Ivoire (RIMON) (Hors PIP) - Projet d'alimentation en eau potable de 95 chefs-lieux de sous-préfecture (Mitrelli) (Hors PIP)

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Infrastructures de l'hydraulique humaine			- Projet de contrôle, de gestion inclusive et de raccordement en eau potable des ménages vulnérables des quartiers précaires et villages périurbains - Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain (PREMU) - Réhabilitation et entretien des Pompes à motricité humaine - Programme national d'Hydraulique - Réhabilitation et installation de 67 stations hydrométriques et 21 systèmes de pompage en milieu rural - Projet BARAN : Réalisation de 1000 forages équipés de pompes solaires, la fourniture et l'installation d'unités d'alimentation en eau potable dans diverses localités de la Côte d'Ivoire - Projet d'installation de 1000 unités solaires de pompage et traitement d'eau dans diverses localités / ONEP - Alimentation en eau potable de NIAKOBLOGNOA et des localités environnantes	
Programme 3 : Assainissement et drainage	Direction de l'Assainissement Urbain et du Drainage (DAUD), Direction de l'Assainissement en milieu Rural (DAR).	Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD)	- Projet de construction de latrine en milieu rural - Travaux d'Urgence Assainissement - Indemnisation pour les travaux d'assainissement et de drainage - Projet d'Assainissement et d'Amélioration du cadre de vie d'Abidjan - Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU) - Projet de Développement Durable et Inclusifs des Villes Secondaires - Projet d'Assainissement de la Commune de Yopougon (PACY) - Projet d'Amélioration de la Gestion des Matières de Vidange (PAGEMV) dans le District d'Abidjan et dans onze chefs-lieux de Région de la Côte d'Ivoire	
Programme 4 : Salubrité et lutte contre les nuisances	Direction Générale dela Salubrité (DGS), Direction des Infrastructures de la Salubrité et de la Valorisation des Déchets (DISVD), Direction des Opérations de Salubrité et de Lutte contre les Nuisances (DOSLN), Direction de la Promotion, de l'Animation et du Suivi des Comités de Salubrité et d'Hygiène (DPASCSH).	Agence Nationale de Gestion des Dechets (ANAGED)	- Construction d'un centre de valorisation simplifié des déchets à Bouaké - Mise en place d'une unité de compostage à Yamoussoukro - Ouverture décharge d'ordures ménagères - Centre d'Enfouissement Technique	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG1 : Améliorer la gouvernance du ministère	**RS 1** : La gouvernance du ministère est améliorée	**IP 1** : Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAJC
OG 2 : Accroître l'accessibilité à l'eau potable	**RS 2** : L'accès à l'eau potable des populations est accru	**IP 2 :** Proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable	(Population ayant accès à une source d'eau potable / Population totale) X 100 Sources : Rapports d'activités DGHA / DAEP / DHR / DH / ONEP
OG 3 : Améliorer le cadre de vie des populations en termes d'assainissement et de drainage	**RS 3** : Le cadre de vie des populations en termes d'assainissement et de drainage est amélioré	**IP 3** : Proportion d'habitants bénéficiant d'un assainissement amélioré	(Nombre d'habitants bénéficiant d'un assainissement amélioré / Population totale) X 100 Sources : Rapports d'activités DAUD / DAR / ONAD
OG 4 : Améliorer le cadre de vie des populations en termes de salubrité	**RS 4** : Le cadre de vie des populations en termes de salubrité est amélioré	**IP 4** : Proportion de collectivités territoriales (Chefs-lieux de Région et Districts) disposant d'infrastructures modernes de salubrité	(Nombre de collectivités territoriales (Chefs-lieux de Région et Districts) disposant d'infrastructures modernes de salubrité / Nombre total de collectivités territoriales (Chefs-lieux de Région et Districts)) X 100 Sources : Rapports d'activités DGS / ANAGED

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**502 893 150 963**	**553 303 580 088**	**652 905 062 911**
1.1 Ressources Intérieures	**312 749 862 988**	**385 428 710 886**	**438 865 838 353**
1.1.1 Budget Etat	312 749 862 988	385 428 710 886	438 865 838 353
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**190 143 287 975**	**167 874 869 202**	**214 039 224 558**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	190 143 287 975	167 874 869 202	214 039 224 558
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
2. CHARGES	**502 893 150 963**	**553 303 580 088**	**652 905 062 911**
2.1 Personnel	**5 036 367 646**	**5 213 180 397**	**5 389 993 147**
2.1.1 Solde y compris EPN	5 036 367 646	5 213 180 397	5 389 993 147
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**4 706 403 229**	**4 736 519 634**	**4 741 667 919**
2.3 Transferts	**212 342 435 885**	**255 416 252 316**	**308 671 418 748**
2.4 Investissement	**280 807 944 203**	**287 937 627 741**	**334 101 983 097**
Trésor	*90 664 656 228*	*120 062 758 539*	*120 062 758 539*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*190 143 287 975*	*167 874 869 202*	*214 039 224 558*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Assurer la coordination et la visibilité du ministère	Taux de mise en œuvre des recommandations issues des inspections	55%	30%	50%	100%	(Nombre de recommandations mises en œuvre / Nombre total de recommandations) X 100 Source : Rapport d'activités IG
	Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis au SGG	10	3	4	4	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAJC
	Taux de couverture médiatique des activités du MINHAS	88,5%	89%	92%	94%	(Nombre d'activités majeures ayant fait l'objet de couverture médiatique / Nombre d'activités majeures du MINHAS programmées) X 100 Source : Rapport d'activités DirCom

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de séances de travail tenues avec les acteurs budgétaires dans le cadre du dialogue de gestion	20%	75%	90%	100%	(Nombre de séances de travail organisées avec les acteurs budgétaires dans le cadre du dialogue de gestion / Nombre de séances de travail prévues avec les acteurs budgétaires dans le cadre du dialogue de gestion) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux de réalisation des besoins en formation	67%	75%	75%	100%	(Nombre de formations effectuées / Nombre de formations programmées) X 100 Source : Rapport d'activités DRH
OS3 : Assurer une planification et un suivi efficace des actions du MINHAS	Taux de mise en œuvre des outils de Planification	90%	70%	80%	90%	(Nombre d'outils de planification mis en œuvre / Nombre total d'outils de planification à mettre en œuvre) X 100 Source : Rapport d'activités DSPSSE
	Taux d'exécution des projets dans les délais	40%	50%	55%	60%	(Nombre de projets réalisés dans les délais / Nombre de projets prévus) X 100 Source : Rapport d'activités DSPSSE

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**8 621 283 913**	**11 198 296 685**	**11 092 135 238**
Dépenses de personnel	2 743 213 254	2 881 414 370	3 019 615 486
Dépenses en biens et services	2 986 203 229	3 003 417 729	3 006 466 014
Transferts	597 760 791	606 385 791	621 360 791
Investissements	2 294 106 639	4 707 078 795	4 444 692 947
Trésor	*2 294 106 639*	*4 707 078 795*	*4 444 692 947*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21147 Administration Générale	**8 621 283 913**	**11 198 296 685**	**11 092 135 238**
2114705 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**8 621 283 913**	**11 198 296 685**	**11 092 135 238**
1 Personnel	**2 743 213 254**	**2 881 414 370**	**3 019 615 486**
78051000156 Prendre en charge les salaires du personnel en central	2 743 213 254	2 881 414 370	3 019 615 486
2 Biens et services	**2 986 203 229**	**3 003 417 729**	**3 006 466 014**
11051000004 Coordonner les activités du Ministère au niveau du District de Yamoussoukro / Assainissement et Salubrité	15 500 000	15 500 000	15 500 000
11063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Bélier / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
14063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de N'Zi / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
15063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Iffou / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
16063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Moronou / /Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
17051000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Gbêkê (Bouaké) / Assainissement et Salubrité	15 000 000	15 000 000	15 000 000
17063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de Gbêkê / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
18063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de Hambol / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22063000006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Bafing / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
23063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Kabadougou / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
24051000001 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Tchologo (Ferkessédougou) / Assainissement et Salubrité	15 000 000	15 000 000	15 000 000
24063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Tchologo / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
25051000001 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Poro (Korhogo) / Assainissement et Salubrité	15 000 000	15 000 000	15 000 000
25063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Poro / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
26063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de la Bagoué / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
28063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Bounkani / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
31051000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Haut Sassandra (Daloa) /Assainissement et Salubrité	16 000 000	16 000 000	16 000 000
31063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Haut- Sassandra / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
32063000006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Gôh / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
35063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de la Marahoué / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
36051000001 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Worodougou (Séguéla) / Assainissement et Salubrité	15 000 000	15 000 000	15 000 000
36063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Worodougou / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
37063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Béré / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
41051000003 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Tonkpi (Man) / Assainissement et Salubrité	15 000 000	15 000 000	15 000 000
41063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Tonkpi / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
42051000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région du Cavally (Guiglo) / Assainissement et Salubrité	15 000 000	15 000 000	15 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21147 Administration Générale	**8 621 283 913**	**11 198 296 685**	**11 092 135 238**
42063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Cavally / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
43063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Guémon / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
51063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Lôh- Djiboua / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
55051000002 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de San-Pédro / Assainissement et Salubrité	16 500 000	16 500 000	16 500 000
55063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de San-Pédro / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
56063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de la Nawa / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
57063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Gbôklé /Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
61063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de l'Indénié- Djuablin / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
62063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Gontougo / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
71051000001 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région d'Aboisso / Assainissement et Salubrité	15 000 000	15 000 000	15 000 000
71063000006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région du Sud- Comoé / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
76063000004 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de l'Agnéby-Tiassa / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
77051000005 Coordonner les activités du Ministère au niveau de la Région de la Mé (Adzopé) / Assainissement et Salubrité	16 000 000	16 000 000	16 000 000
77063000006 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région de la Mé / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78011100281 Prendre en charge les missions hors CI-MEDD	71 000 000	71 000 000	71 000 000
78011201657 Prendre en charge les missions hors CI-MSUA	60 000 000	60 000 000	60 000 000
78051000150 Promouvoir les textes législatifs et réglementaires du ministère	26 900 000	26 900 000	26 900 000
78051000151 Concevoir, et mettre en œuvre le système de management intégré	55 000 000	55 000 000	55 000 000
78051000152 Gérer la commande publique du ministère	45 000 000	45 000 000	45 000 000
78051000153 Apporter un appui juridique aux services du Ministère	21 500 000	21 500 000	21 500 000
78051000154 Coordonner les ressources financières et matérielles du ministère	76 700 000	76 700 000	76 700 000
78051000157 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	101 463 486	101 463 486	101 463 486
78051000158 Organiser la planification générale des activités du Ministère	29 000 000	36 024 500	37 079 735
78051000159 Prendre en charge les missions en CI des Agents-MINASS	40 000 000	40 000 000	40 000 000
78051000160 Gérer le parc informatique	38 000 000	39 140 000	40 314 200
78051000161 Apporter un appui technique aux agents en TIC	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78051000181 Organiser la communication des activités du Ministère	148 000 000	148 000 000	148 000 000
78051000185 Prendre en charge les missions en CI des Agents-MEDD	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78051000187 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78051000188 Mettre en place et assurer à l'échelle nationale le suivi du dispositif d'observation de la Salubrité, de l'Assainissement et des nuisances	36 225 000	36 225 000	36 225 000
78051000190 Élaborer, éditer et suivre la mise en œuvre du DPPD-PAP du ministère	99 100 000	99 100 000	99 100 000
78051000207 Gérer les ressources humaines du Ministère	40 400 000	40 400 000	40 400 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21147 Administration Générale	**8 621 283 913**	**11 198 296 685**	**11 092 135 238**
78051000210 Contrôler les services et structures sous tutelle du ministère	128 500 000	128 500 000	128 500 000
78051000215 Réaliser les activités de développement, de renforcement de la coopération internationale et de mobilisation des financements extérieurs	18 000 000	18 000 000	18 000 000
78051000216 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrat BNETD	263 900 000	263 900 000	263 900 000
78051000220 Produire les statistiques et suivre les dossiers d'études	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78051000224 Prendre en charge les dépenses centralisées du ministère	770 228 459	770 228 459	770 228 459
78051000230 Mettre en œuvre la politique du ministère en matière d'hydraulique, d'assainissement et de salubrité	168 700 000	168 700 000	168 700 000
78051000231 Prendre en charge les frais d'abonnement du ministère	236 586 284	236 586 284	236 586 284
78051000235 Organiser l'archivage de la Direction des Affaires Financières	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78051000236 Coordonner la mise en œuvre du contrôle de gestion et du contrôle interne budgétaire au sein du MINHAS	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78051000237 Renforcer les capacités des acteurs budgétaires / RFFiM MINHAS	14 000 000	20 000 000	20 000 000
78051000238 Coordonner le dialogue de gestion au sein du Ministère	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78063000111 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région des Lagunes / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
78063000156 Prendre en charge la participation aux conférences et missions hors Côte d'Ivoire / Hydraulique	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78063000165 Gérer la documentation et les archives du Ministère / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
79063000005 Coordonner les activités du ministère au niveau de la Région des Grands Ponts / Hydraulique	5 000 000	5 000 000	5 000 000
90051000013 Gérer le patrimoine du ministère	25 000 000	27 750 000	28 259 850
90051090146 Organiser les activités de Grand Ménage	50 000 000	50 000 000	50 000 000
3 Transferts	**597 760 791**	**606 385 791**	**621 360 791**
78051000205 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD / Assainissement et Salubrité	39 380 014	39 380 014	39 380 014
78063000164 Prendre en charge les honoraires des agents sous convention BNETD / Section 377 / Section 377	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78063000190 Apporter un appui à la Mutuelle des Fonctionnaires et Agents du MINHAS/ MUFA-MINHAS	64 000 000	72 625 000	87 600 000
90063000004 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD / Section 377 / Section 377	162 325 793	162 325 793	162 325 793
90063000032 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD / Hydraulique	232 054 984	232 054 984	232 054 984
4 Investissements	**2 294 106 639**	**4 707 078 795**	**4 444 692 947**
Trésor	***2 294 106 639***	***4 707 078 795***	***4 444 692 947***
90063000026 Mise en place d'un système de gestion de base de données pour le MINHAS	350 000 000	469 728 795	0
90063000003 Construction, réhabilitation et équipement des Directions Régionales du MINHAS	907 606 639	873 000 000	744 393 361
78063000192 Projet d'appui gestion et sécurisation du patrimoine (PAGSP)	286 500 000	721 500 000	562 500 000
78063000191 Projet de mise en œuvre du schéma directeur du système d'information (SDSI) du MINHAS	250 000 000	1 642 850 000	1 742 899 586
78063000154 Suivre l'exécution du PSGOUV / Hydraulique	500 000 000	1 000 000 000	1 394 900 000

II.2.2 Programme 2 : Infrastructures de l'hydraulique humaine

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Infrastructures de l'hydraulique humaine	Action 2.1: Sécurisation des ressources en eau
	Action 2.2: Système d'hydraulique urbaine
	Action 2.3: Système d'hydraulique villageoise
	Action 2.4: Systèmes d'hydraulique multi-villages

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Infrastructures de l'hydraulique humaine						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2024	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2026	2027	2028	
OS 1 : Renforcer les infrastructures d'approvisionnement en eau potable	Taux d'exécution physique des projets d'hydraulique humaine	71%	76%	77%	80%	Somme des taux d'exécution physique des projets / Nombre total de projets d'hydraulique humaine Sources : Rapport d'activités DGHA / DCP / ONEP
	Taux de couverture en hydraulique urbaine	64,9%	68%	72%	76%	(Nombre de localités alimentées en hydraulique Urbaine / Nombre de localités éligibles en Hydraulique Urbaine) x 100 Source : Rapport d'activités DGHA / ONEP
OS 2 : Améliorer l'accès à l'eau potable des populations	Taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain	75,91%	76%	78%	79%	((Nombre d'abonnés actifs x taille moyenne de ménage) / Nombre total de population urbaine) x 100 Source : Rapport d'activités ONEP
	Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural	63,4%	66%	67%	68%	(Effectif de la population utilisant les systèmes HV, HVA et HU / Nombre total de la population rurale) x 100 Source : Rapport d'activités ONEP

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : INFRASTRUCTURES DE L'HYDRAULIQUE HUMAINE	**126 703 064 215**	**179 809 391 677**	**249 744 680 917**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	264 000 000	264 000 000	264 000 000
Transferts	2 369 959 579	2 369 959 579	2 369 959 579
Investissements	124 069 104 636	177 175 432 098	247 110 721 338
Trésor	*43 844 545 199*	*82 970 366 620*	*89 697 400 053*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*80 224 559 437*	*94 205 065 478*	*157 413 321 285*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22131 Infrastructures de l'hydraulique humaine	**126 703 064 215**	**179 809 391 677**	**249 744 680 917**
2213101 Sécurisation des ressources en eau	**6 187 767 780**	**7 833 717 696**	**8 210 575 064**
2 Biens et services	**30 000 000**	**30 000 000**	**30 000 000**
78063000171 Réaliser les activités hydrologiques	30 000 000	30 000 000	30 000 000
3 Transferts	**198 305 342**	**198 305 342**	**198 305 342**
78063000167 Transférer les crédits à l'ONEP	198 305 342	198 305 342	198 305 342
4 Investissements	**5 959 462 438**	**7 605 412 354**	**7 982 269 722**
Trésor	***5 879 462 438***	***7 605 412 354***	***7 982 269 722***
78063000124 Appui au Laboratoire de Contrôle Qualité de l'Eau (LACQUE/ONEP)	400 000 000	400 000 000	400 000 000
78063000123 Indemnisation Travaux hydrauliques / ONEP	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
78063000120 Immatriculation foncière des ouvrages de production en eau potable/ONEP	379 462 438	605 412 354	605 412 354
77063000008 Travaux d'aménagements et de dragages des barrages de la Région de la Mé / ONEP	100 000 000	1 600 000 000	1 976 857 368
Financement extérieur	***80 000 000***	***0***	***0***
78063000124 Appui au Laboratoire de Contrôle Qualité de l'Eau (LACQUE/ONEP)	80 000 000	0	0
2213102 Système d'hydraulique urbaine	**108 620 437 609**	**160 750 391 256**	**229 018 907 880**
2 Biens et services	**145 000 000**	**145 000 000**	**145 000 000**
78063000133 Suivre la mise en œuvre des projets du Ministère	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78063000140 Elaborer et mettre en œuvre la politique d'approvisionnement en Eau Potable des populations	55 000 000	55 000 000	55 000 000
90063000021 Coordonner et suivre la mise en œuvre des activités en matière d'hydraulique	60 000 000	60 000 000	60 000 000
3 Transferts	**2 100 000 000**	**2 100 000 000**	**2 100 000 000**
90063000007 Exploiter les camions citernes / ONEP	2 100 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22131 Infrastructures de l'hydraulique humaine	**126 703 064 215**	**179 809 391 677**	**249 744 680 917**
4 Investissements	106 375 437 609	158 505 391 256	226 773 907 880
Trésor	**27 871 446 372**	**64 300 325 778**	**69 360 586 595**
90063000045 Provision pour investissement / Infrastructures hydraulique humaine	***0***	***0***	***3 433 555 512***
90063000044 Projet d'optimisation du système d'information hydrométrique par l'installation de capteurs multi-paramètres sur 36 barrages et seuils d'alimentation en eau potable	100 000 000	302 000 000	452 000 000
90063000043 Projet d'implémentation de compteurs d'eau intelligents prépayés	100 000 000	1 389 981 600	1 500 000 000
90063000042 Projet de valorisation et de pose de postes d'eau autonome (PV2PEA)	400 000 000	700 000 000	900 000 000
90063000040 Programme de Renforcement en Hydraulique Urbaine des centres Déficitaires en Eau Potable (PRUDHEP)	200 000 000	3 100 000 000	2 889 556 217
90063000037 Projet d'Alimentation en eau Potable des localités de diverses régions de la Côte d'Ivoire (PAEPLDR)	100 000 000	1 905 725 000	2 200 000 000
90063000036 Programme de Résilience des Infrastructures et Systèmes Hydrauliques (PRISH)	1 200 000 000	1 200 000 000	2 600 000 000
90063000034 Projet de conception et de réalisation des travaux du renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Séguéla, Dimbokro et Kani	268 740 000	17 725 491 656	16 212 021 769
90063000031 Programme d'Amélioration du Potentiel Hydraulique des Localités de Côte d'Ivoire	100 000 000	1 000 000 000	1 500 000 000
90063000028 Projet d'Appui à la Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement (PASEA)	1 500 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
90063000009 Alimentation en eau potable de diverses localités/ONEP	100 000 000	0	0
78063000194 Réalisation de branchements sociaux dans le cadre des travaux de renouvellement et d'extension du réseau de desserte en eau potable de différents quartiers d'Abobo	100 000 000	200 000 000	300 000 000
78063000193 Projet de contrôle, de gestion inclusive et de raccordement en eau potable des ménages vulnérables des quartiers précaires et villages péri-urbains	175 000 000	925 000 000	650 000 000
78063000180 Projet de production d'eau potable à partir de la lagune Aghien	604 000 000	150 965 035	0
78063000179 Projet de Construction de Châteaux d'eau de Gonzague et de l'INJS	3 200 000 000	513 922 000	0
78063000175 Travaux complémentaire AEP Gagnoa et Sinfra	400 000 000	2 100 000 000	1 050 000 000
78063000169 Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable en Milieu Urbain (PREMU)	500 000 000	487 867 644	0
78063000157 Projet d'Alimentation en Eau Potable (AEP) de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé (Fonds Koweitien)	1 300 000 000	2 055 071 860	0
78063000151 Programme d'Urgence d'Hydraulique Urbaine	5 352 637 941	8 000 000 000	10 098 342 745
78063000145 Programme d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Guéyo et localités environnantes et de la ville d'Abidjan	555 613 897	1 500 000 000	2 500 000 000
78063000143 Projet d'Alimentation en Eau Potable (AEP) Aboisso et localités environnantes	0	800 000 000	744 831 240
78063000142 Projet d'Alimentation en Eau Potable à partir de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé	1 605 863 611	2 457 017 475	2 500 000 000
78063000132 Programme de renforcement du réseau d'eau potable d'Abidjan	1 500 000 000	2 000 000 000	1 995 045 460
78063000131 Réhabilitation des Digues et Seuils des retenues d'Eau d'AEP	260 000 000	957 365 214	0
78063000127 Projet d'Alimentation en eau potable des quartiers périurbains d'Abidjan et des villes de l'intérieur	246 090 923	275 000 000	0
78063000126 Projet d'Alimentation en Eau Potable (AEP) District des Montagnes	200 000 000	314 918 294	0
78063000125 Alimentation en Eau Potable à partir de la ME (PFO/VEOLIA)	7 003 500 000	8 000 000 000	10 000 000 000
62063000008 Projet de renforcement et d'extension du réseau d'eau potable de la ville de Bondoukou et d'alimentation en eau potable de Tambi	200 000 000	2 800 000 000	3 925 233 652

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22131 Infrastructures de l'hydraulique humaine	**126 703 064 215**	**179 809 391 677**	**249 744 680 917**
25063000009 Alimentation en eau potable de la ville de Sinématiali et des localités environnantes	300 000 000	300 000 000	0
11063000007 Projet d'approvisionnement durable en eau potable des localités rurales et semi-urbaines du District Autonome de Yamoussoukro	300 000 000	1 140 000 000	1 910 000 000
Financement extérieur	***78 503 991 237***	***94 205 065 478***	***157 413 321 285***
90063000045 Provision pour investissement / Infrastructures hydraulique humaine	0	53 755 644 644	157 413 321 285
90063000045 Provision pour investissement / Infrastructures hydraulique humaine	0	80 000 000	0
90063000028 Projet d'Appui à la Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement (PASEA)	50 000 000 000	25 932 907 198	0
78063000179 Projet de Construction de Châteaux d'eau de Gonzague et de l'INJS	3 200 000 000	3 555 000 000	0
78063000157 Projet d'Alimentation en Eau Potable (AEP) de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé (Fonds Koweitien)	5 294 053 379	0	0
78063000145 Programme d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Guéyo et localités environnantes et de la ville d'Abidjan	7 781 814 000	8 000 000 000	0
78063000144 Projet d'Alimentation en Eau Potable (AEP) des villes de Bouna et Bondoukou	2 881 513 636	2 881 513 636	0
78063000143 Projet d'Alimentation en Eau Potable (AEP) Aboisso et localités environnantes	1 531 939 037	0	0
78063000142 Projet d'Alimentation en Eau Potable à partir de la ville d'Abengourou et des villes environnantes à partir du fleuve Comoé	7 156 487 618	0	0
78063000132 Programme de renforcement du réseau d'eau potable d'Abidjan	137 548 200	0	0
78063000126 Projet d'Alimentation en Eau Potable (AEP) District des Montagnes	520 635 367	0	0
2213103 Système d'hydraulique villageoise	**11 545 358 826**	**11 225 282 725**	**12 515 197 973**
2 Biens et services	**89 000 000**	**89 000 000**	**89 000 000**
90063000014 Coordonner les activités de mise en œuvre du programme d'hydraulique villageoise	89 000 000	89 000 000	89 000 000
3 Transferts	**71 654 237**	**71 654 237**	**71 654 237**
78063000137 Sensibiliser et Encadrer les Comités villageois de gestion des Pompes à Motricité Humaine	71 654 237	71 654 237	71 654 237
4 Investissements	**11 384 704 589**	**11 064 628 488**	**12 354 543 736**
Trésor	***9 744 136 389***	***11 064 628 488***	***12 354 543 736***
90063000029 Réhabilitation et installation de 67 stations hydrométriques et 21 systèmes de pompage en milieu rural	669 136 389	152 128 488	0
90063000011 Projet d'installation de 1000 unités solaires de pompage et traitement d'eau dans diverses localités/ONEP	125 000 000	450 000 000	250 000 000
90063000010 Projet de réalisation de 1000 forages équipés de PMH à énergie solaire, fourniture et installation d'AEP dans diverses localités/ONEP	100 000 000	1 062 500 000	2 090 000 000
78063000152 Programme National Hydraulique	1 350 000 000	1 400 000 000	1 014 543 736
78063000136 Réhabilitation et Entretien des Pompes à Motricité Humaine	7 500 000 000	8 000 000 000	9 000 000 000
***Financement* extérieur**	***1 640 568 200***	***0***	***0***
78063000148 Projet d'Alimentation en Eau Potable (AEP) Localités Nord-Est Nord-Ouest (Hydraulique Rurale)	1 640 568 200	0	0
2213104 Systèmes d'hydraulique multi-villages	**349 500 000**	**0**	**0**
4 Investissements	**349 500 000**	**0**	**0**
Trésor	***349 500 000***	***0***	***0***
51063000007 Alimentation en eau potable de Niakoblognoa et des localités environnantes	349 500 000	0	0

II.2.3 Programme 3 : Assainissement et drainage

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Assainissement et drainage	Action 3.1: Promotion de l'assainissement et de drainage en milieu urbain et rural
	Action 3.2: Gestion des réseaux et ouvrages d'assainissement et du drainage

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Assainissement et drainage						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer l'accès aux installations d'assainissement et de drainage tant en milieu urbain que rural	Taux de réalisation des réseaux de drainage	3.04%	25%	35%	45%	(Linéaire de canaux de drainage réalisé / Linéaire de canaux de drainage prévu) x 100 Sources : Rapports d'activités ONAD / PARU / PAGIBVG
	Taux de réalisation des réseaux d'assainissement collectifs	88.93%	15%	25%	35%	(Linéaire de conduites d'eaux usées réalisé / Linéaire des conduites d'eaux usées prévu) x 100 Sources : Rapports d'activités ONAD / PARU / PAGIBVG
	Taux de réalisation des infrastructures d'assainissement collectif	100%	25%	30%	35%	(Nombre d'infrastructures d'assainissement collectif réalisées / Nombre d'infrastructures d'assainissement collectif prévues) x 100 Sources : Rapports d'activités ONAD / PACY / PAACA
	Taux de réalisation des infrastructures d'assainissement autonome	85 %	35%	70%	100%	(Nombre d'infrastructures d'assainissement autonome réalisées / Nombre d'infrastructures d'assainissement autonome prévues) x 100 Sources : Rapports d'activités ONAD / PACY / PAACA
OS 2 : Assurer l'exploitation et le bon usage des réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage	Taux d'entretien des réseaux de drainage	100%	100%	100%	100%	(Linéaire de canaux de drainage entretenu / Linéaire de canaux de drainage à entretenir) x 100 Sources : Rapports d'activités ONAD / PARU / PAGIBVG
	Taux de fonctionnalité des réseaux d'assainissement collectif	63%	70%	80%	90%	(Nombre d'ouvrages en service / Nombre d'ouvrages construits) x 100 Sources : Rapports d'activités ONAD / PARU / PAGIBVG
	Taux de villages sensibilisés à l'usage des ouvrages d'assainissement autonome	58%	75%	85%	100%	(Nombre de villages sensibilisés / Nombre de villages à sensibiliser) x 100 Source : Rapport d'activités DAR

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : ASSAINISSEMENT ET DRAINAGE	**139 226 132 928**	**99 652 118 753**	**82 641 677 916**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	490 000 000	497 001 905	497 001 905
Transferts	0	0	0
Investissements	138 736 132 928	99 155 116 848	82 144 676 011
Trésor	*28 817 404 390*	*25 485 313 124*	*25 518 772 738*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*109 918 728 538*	*73 669 803 724*	*56 625 903 273*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22148 Assainissement et drainage	**139 226 132 928**	**99 652 118 753**	**82 641 677 916**
2214801 Promotion de l'assainissement et de drainage en milieu urbain et rural	**136 894 395 520**	**98 599 305 629**	**82 601 677 916**
2 Biens et services	**450 000 000**	**457 001 905**	**457 001 905**
78051000162 Prévenir et réaliser les travaux d'urgence en matière d'assainissement et de drainage en saison de pluie	400 000 000	407 001 905	407 001 905
78051000218 Mettre en œuvre le cadre institutionnel, règlementaire et d'assurer le suivi des travaux en matière d'assainissement et de drainage en milieu urbain	50 000 000	50 000 000	50 000 000
4 Investissements	**136 444 395 520**	**98 142 303 724**	**82 144 676 011**
Trésor	***26 525 666 982***	***24 472 500 000***	***25 518 772 738***
90052000001 Indemnisation pour les travaux d'assainissement et de drainage	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
90051090144 Projet de développement durable et inclusif des villes secondaires-PDDIVS	2 405 266 982	2 000 000 000	2 500 000 000
78052000017 Travaux d'Urgence Assainissement	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
78052000016 Projet d'Assainissement de la Commune de Yopougon (PACY) 1ère tranche	1 000 000 000	2 850 000 000	4 000 000 000
78052000011 Projet d'Assainissement et d'Amélioration du Cadre de vie d'Abidjan - PAACA	1 000 000 000	1 800 000 000	1 196 272 738
78051000164 Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU)	4 250 000 000	0	0
78051000163 Projet de construction de latrines en milieu rural	3 870 400 000	3 822 500 000	3 822 500 000
***Financement* extérieur**	***109 918 728 538***	***73 669 803 724***	***56 625 903 273***
90051090144 Projet de développement durable et inclusif des villes secondaires-PDDIVS	50 664 082 151	45 000 000 000	50 225 903 273
78052000016 Projet d'Assainissement de la Commune de Yopougon (PACY) 1ère tranche	25 306 539 000	25 306 539 000	0
78052000011 Projet d'Assainissement et d'Amélioration du Cadre de vie d'Abidjan - PAACA	3 179 700 000	3 363 264 724	6 400 000 000
78051000164 Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU)	30 768 407 387	0	0
2214802 Gestion des réseaux et ouvrages d'assainissement et du drainage	**2 331 737 408**	**1 052 813 124**	**40 000 000**
2 Biens et services	**40 000 000**	**40 000 000**	**40 000 000**
78051000198 Veiller à la conformité des réalisations des travaux et promouvoir l'assainissement et le drainage en milieu rural	40 000 000	40 000 000	40 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22148 Assainissement et drainage	**139 226 132 928**	**99 652 118 753**	**82 641 677 916**
4 Investissements	**2 291 737 408**	**1 012 813 124**	**0**
Trésor	***2 291 737 408***	***1 012 813 124***	***0***
78051000243 Programme des travaux prioritaires d'assainissement et de drainage du District d'Abidjan (3ème C2D)	2 091 737 408	0	0
78051000213 Projet d'amélioration de la gestion des matières de vidange (PAGEMV) dans le District d'Abidjan et dans onze (11) chefs-lieux de Région de Côte d'Ivoire	200 000 000	1 012 813 124	0

II.2.4 Programme 4 : Salubrité et lutte contre les nuisances

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Salubrité et lutte contre les nuisances	Action 4.1: Reduction des nuisances
	Action 4.2: Promotion d'infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Salubrité et lutte contre les nuisances						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer les infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets	Taux d'acquisition de sites pour la construction d'infrastructures de gestion et de valorisation des déchets	22%	30%	50%	75%	(Nombre de sites acquis pour la construction d'infrastructures de gestion et de valorisation des déchets / Nombre de sites programmés pour la construction d'infrastructures de gestion et de valorisation des déchets) x 100 Source : Rapport d'activités DGS
	Taux de réalisation des activités programmées dans le plan national de gestion des déchets solides	15%	30%	50%	75%	(Nombre d'activités réalisées dans le plan national de gestion des déchets solides / Nombre d'activités programmées dans le plan national de gestion des déchets solides) x 100 Source : Rapport d'activités DGS
OS 2 : Renforcer la lutte contre les nuisances (sonores, olfactives, visuelles, auditives, installations anarchiques)	Taux de réclamations clients satisfaites	50%	75%	80%	90%	(Nombre de réclamations clients satisfaites / Nombre de réclamations clients traitées) x 100 Sources : Rapports d'activités DGS / DOSLN / ANAGED
	Proportion de comités locaux d'assainissement de salubrité et d'hygiène installés	28/367	38/367	48/367	58/367	Nombre de comités locaux d'assainissement de salubrité et d'hygiène installés / Nombre total de quartiers du District d'Abidjan Source : Rapport d'activités DPASCSH

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : SALUBRITE ET LUTTE CONTRE LES NUISANCES	**19 190 669 907**	**10 429 772 973**	**3 975 568 839**
Dépenses de personnel	2 293 154 392	2 331 766 027	2 370 377 661
Dépenses en biens et services	966 200 000	972 100 000	974 200 000
Transferts	222 715 515	225 906 946	229 098 377
Investissements	15 708 600 000	6 900 000 000	401 892 801
Trésor	*15 708 600 000*	*6 900 000 000*	*401 892 801*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22149 Salubrité et lutte contre les nuisances	**19 190 669 907**	**10 429 772 973**	**3 975 568 839**
2214901 Reduction des nuisances	**1 163 915 515**	**1 172 306 946**	**1 176 898 377**
2 Biens et services	**941 200 000**	**946 400 000**	**947 800 000**
78051000166 Coordonner la mis en oeuvre des activités de propretés sur le territoire national	74 300 000	74 300 000	74 300 000
78051000167 Promouvoir les stratégies de lutte contre les nuisances et les occupations anarchiques	30 000 000	30 700 000	31 600 000
78051000170 Promouvoir la qualité du cadre de vie	40 000 000	41 000 000	41 000 000
78051000186 Coordonner et suivre les activités des comités de salubrité et d'hygiène	16 000 000	16 500 000	17 000 000
78051000200 Promouvoir le respect des règles et normes de salubrité	710 900 000	710 900 000	710 900 000
90051090145 Réaliser les travaux d'urgence en matière de salubrité et de lutte contre les nuisances	70 000 000	73 000 000	73 000 000
3 Transferts	**222 715 515**	**225 906 946**	**229 098 377**
78051000199 Assurer une assistance technique dans la lutte contre l'insalubrité et les nuisances	222 715 515	225 906 946	229 098 377
2214902 Promotion d'infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets	**18 026 754 392**	**9 257 466 027**	**2 798 670 462**
1 Personnel	**2 293 154 392**	**2 331 766 027**	**2 370 377 661**
78051000201 Transférer les crédits de subventions d'équilibre personnel à l'ANAGED	2 293 154 392	2 331 766 027	2 370 377 661
2 Biens et services	**25 000 000**	**25 700 000**	**26 400 000**
78051000221 Contrôler la construction des ouvrages de gestion des déchets sur le territoire national	25 000 000	25 700 000	26 400 000
4 Investissements	**15 708 600 000**	**6 900 000 000**	**401 892 801**
Trésor	***15 708 600 000***	***6 900 000 000***	***401 892 801***
78052000007 Mise en place Unité de compostage à Yamoussoukro	300 000 000	300 000 000	300 000 000
78051000225 Ouverture décharge d'ordures ménagères	3 008 600 000	500 000 000	0
78051000171 Centre d'Enfouissement Technique	12 000 000 000	5 700 000 000	0
17051000004 Construction d'un Centre de Valorisation Simplifiée des déchets de Bouaké	400 000 000	400 000 000	101 892 801

II.2.5 Programme 5 : Appui au financement de la salubrité Urbaine

II.2.5.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 5 : Appui au financement de la salubrité Urbaine	Action 5.1: Acquisition de site pour la réalisation des infrastructures
	Action 5.2: Construction et équipement des infrastructures
	Action 5.3: Collecte, transport et traitement écologique des déchets solides dans le cadre d'une convention de service public de propreté
	Action 5.4: Appui aux collectivités ne disposant de convention de service public de propreté

II.2.5.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 5 : Appui au financement de la salubrité Urbaine						
Objectifs Spécifiques	Indicateurs de performance	Situation de référence 2024	Cibles			Méthode de calcul et Moyen de vérification
			2026	2027	2028	
OS.1 : Assurer le service public de propreté dans l'ensemble des localités de Côte d'Ivoire	Proportion de Districts disposant d'au moins une infrastructure moderne de gestion de déchets solides	21%	36%	57%	71%	(Nombre de Districts disposant d'au moins une infrastructure moderne de gestion de déchets solides / Nombre total de Districts administratifs en Côte d'Ivoire) x 100 (14 Districts) Source : Rapport d'activités ANAGED
	Proportion de Districts disposant d'au moins un contrat de concession de service public de propreté	43%	64%	71%	86%	(Nombre de Districts disposant d'au moins d'un contrat de concession actif et en vigueur couvrant tout ou partie du service public de propreté (collecte, balayage, transport, traitement.) / Nombre total de Districts en Côte d'Ivoire) x 100 (14 Districts) Source : Rapport d'activités ANAGED
	Taux de collecte des déchets solides dans les Districts	40%	45%	55%	60%	(Quantité totale de déchets solides collectée (tonnes) / Quantité de déchets solides produite (tonnes)) x 100 Source : Rapport d'activités ANAGED
	Proportion des Communes ayant bénéficié d'appui en matériel de salubrité	80%	35%	60%	80%	(Nombre de Communes ayant bénéficié de matériel de salubrité / Nombre de Communes ne disposant pas de convention de service public de propreté) x 100 Source : Rapport d'activités ANAGED

II.2.5.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 5 : APPUI AU FINANCEMENT DE LA SALUBRITE URBAINE	**184 539 000 000**	**222 385 000 000**	**269 183 500 001**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	184 539 000 000	222 385 000 000	269 183 500 001
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23239 Appui au financement de la salubrité Urbaine	**184 539 000 000**	**222 385 000 000**	**269 183 500 001**
2323902 Acquisition de site pour la réalisation des infrastructures	**4 050 000 000**	**4 900 500 000**	**5 929 605 000**
3 Transferts	**4 050 000 000**	**4 900 500 000**	**5 929 605 000**
90051090165 Réaliser des études techniques (APS, APD, EIES, DAO) pour la construction des décharges contrôlées à Agnibélékro, Danané, Katiola, Zuenoula, Mankono et Oumé	900 000 000	1 089 000 000	1 317 690 000
90051090166 Réaliser des études relatives à la construction de CVET dans le cadre d'une gestion intercommunale des déchets solides dans les localités d'Agboville, Adzopé et Akoupé	400 000 000	484 000 000	585 640 000
90051090167 Acquérir 10 sites pour la construction des décharges contrôlées à Agnibélékrou, Danané, Katiola, Zuenoula, Mankono, Oumé, Man, Boundiali, Bouna et Tengrela et 5 sites à Daloa, 1 à Gonaté, 2 à Bouaflé pour les centres de transfert	2 750 000 000	3 327 500 000	4 026 275 000
2323903 Construction et équipement des infrastructures	**10 431 312 766**	**9 717 888 447**	**11 758 645 021**
3 Transferts	**10 431 312 766**	**9 717 888 447**	**11 758 645 021**
90051090147 Construire le nouveau siège de l'ANAGED	2 400 000 000	0	0
90051090148 Equiper les services en matériels et mobiliers	1 531 312 766	1 852 888 447	2 241 995 021
90051090163 Digitaliser le processus de gestion des déchets	2 500 000 000	3 025 000 000	3 660 250 000
90051090168 Construire des décharges contrôlées dans les villes de Bondoukou et Gagnoa (achèvement) et démarrer des travaux de construction des décharges de Séguéla, Vavoua, Dimbokro et Abengourou	4 000 000 000	4 840 000 000	5 856 400 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23239 Appui au financement de la salubrité Urbaine	**184 539 000 000**	**222 385 000 000**	**269 183 500 001**
2323904 Collecte, transport et traitement écologique des déchets solides dans le cadre d'une convention de service public de propreté	**145 715 667 834**	**178 312 768 079**	**215 856 099 376**
3 Transferts	**145 715 667 834**	**178 312 768 079**	**215 856 099 376**
90051090149 Assurer le fonctionnement des services	3 001 089 228	3 631 317 966	4 393 894 739
90051090150 Organiser les séminaires d'orientation à l'endroit des Maires et des Conseillers Régionaux	85 060 000	102 922 600	124 536 346
90051090151 Réaliser les campagnes d'affichage sur la gestion des déchets	1 350 000 000	2 133 500 000	2 581 535 000
90051090152 Diffuser des messages dans les médias	2 320 840 000	3 808 216 400	4 705 591 844
90051090153 Organiser une campagne pilote de sensibilisation en milieu scolaire sur les éco gestes	500 500 000	752 415 000	910 422 150
90051090154 Organiser des campagnes de sensibilisation dans les gares routières, marchés et plages	820 660 000	1 342 998 600	1 625 028 306
90051090155 Prendre en charge les prestations de collecte et de mise en décharge des déchets dans le District d'Abidjan et à l'intérieur du pays	135 137 518 606	163 516 397 513	197 854 840 991
90051090156 Prendre en charge les prestations de supervision, suivi et contrôle externe des opérations de salubrité dans le District d'Abidjan et à l'intérieur du pays	2 500 000 000	3 025 000 000	3 660 250 000
2323905 Appui aux collectivités ne disposant de convention de service public de propreté	**24 342 019 400**	**29 453 843 474**	**35 639 150 604**
3 Transferts	**24 342 019 400**	**29 453 843 474**	**35 639 150 604**
90051090157 Renforcer les capacités techniques des collectivités à la gestion des déchets	284 899 400	344 728 274	417 121 212
90051090158 Doter les collectivités en matériels de salubrité	24 057 120 000	29 109 115 200	35 222 029 392

II.2.6 Programme 6 : Appui au financement de l'assainissement et le drainage

II.2.6.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 6 : Appui au financement de l'assainissement et le drainage	Action 6.1: Exploitation des ouvrages d'assainissement collectif et de drainage
	Action 6.2: Développement des infrastructures d'assainissement et de drainage

II.2.6.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 6 : Appui au financement de l'assainissement et le drainage						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Renforcer les infrastructures d'assainissement et de drainage	Taux de réalisation de réseaux d'assainissement d'eaux usées et de drainage des eaux pluviales	41%	60%	70%	80%	(Linéaire de réseaux d'assainissement d'eaux usées et de drainage des eaux pluviales réalisé / Linéaire de réseaux d'assainissement d'eaux usées et de drainage des eaux pluviales prévu) x 100 Source : Rapport d'activités ONAD
	Taux de réalisation d'ouvrages d'assainissement et de drainage	50%	60%	70%	80%	(Nombre d'ouvrages d'assainissement et de drainage réalisés / Nombre d'ouvrages d'assainissement et de drainage prévus) x 100 Source : Rapport d'activités ONAD
OS2 : Assurer la gestion des infrastructures d'assainissement et de drainage	Taux de curage des ouvrages primaires critiques	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'ouvrages primaires critiques curés / Nombre d'ouvrages primaires critiques prévus) x 100 Source : Rapport d'activités ONAD
	Taux de traitement des boues de vidange en milieu urbain	13,4%	15%	30%	50%	(Volume de boues de vidange traités / Volume de boues vidange produites en milieu urbain) x 100 Source : Rapport d'activités ONAD

II.2.6.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 5 : APPUI AU FINANCEMENT DE LA SALUBRITE URBAINE	**184 539 000 000**	**222 385 000 000**	**269 183 500 001**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	184 539 000 000	222 385 000 000	269 183 500 001
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23240 Appui au financement de l'assainissement et le drainage	**24 613 000 000**	**29 829 000 000**	**36 267 500 000**
2324007 Exploitation des ouvrages d'assainissement collectif et de drainage	**13 521 700 000**	**22 889 000 000**	**27 188 500 000**
3 Transferts	**13 521 700 000**	**22 889 000 000**	**27 188 500 000**
78052000023 Réaliser les travaux de curage et d'entretien pluriannuels des ouvrages primaire de drainage de l'indénié	1 000 000 000	500 000 000	550 000 000
78052000024 Achever des travaux de curage et d'entretien pluriannuels des cuvettes des barrages écrêteurs de Agban, Bonoumin, Dokui, Paillet et d'entretien des ouvrages primaires et points critiques associés	1 200 000 000	600 000 000	660 000 000
78052000025 Achever des travaux de curage et d'entretien pluriannuels des canaux et dallots du banco, de CME Bingerville, du Golf des exutoires de Koumassi et d'entretien des ouvrages primaires et points critiques associés	500 000 000	250 000 000	275 000 000
78052000026 Réaliser les travaux de curages des cuvettes des barrages écrêteurs à Abidjan	1 000 000 000	1 674 400 000	3 000 000 000
90052000054 Réaliser les travaux de curage des bassins d'orage à Abidjan	150 000 000	50 000 000	130 000 000
90052000055 Réaliser les travaux de curage d'ouvrages de drainage dans les Communes d'Anyama, Songon et Bingerville	100 000 000	25 000 000	27 000 000
90052000056 Réaliser les travaux de curage de drainage dans les villes de l'intérieur	120 000 000	1 000 000 000	1 571 152 000
90052000057 Prendre en charge les frais d'évacuation des produits de curage sur le site CVDAM KOSSIHOUEN	2 630 000 000	12 000 000 000	14 000 000 000
90052000058 Renforcer et assurer la maintenance du système de vidéosurveillance des ouvrages primaires d'assainissement et de drainage	20 000 000	50 000 000	132 000 000
90052000059 Editer le manuel de vidangeur et le guide de construction des ouvrages d'ANC	10 000 000	0	0
90052000060 Réaliser les analyses physico-chimiques des eaux et des boues séchées des STBV, la fourniture de floculants de l'unité compacte de traitement des boues de vidange et la désinsectisation des STBV des villes de l'intérieur	50 000 000	25 000 000	27 000 000
90052000061 Réaliser des caravanes d'information et de sensibilisation de la population à Abidjan et à l'Intérieur du pays	100 000 000	100 000 000	100 000 000
90052000062 Réaliser des campagnes de sensibilisation relatives à la saison des pluies	100 000 000	100 000 000	100 000 000
90052000063 Réaliser des opérations grand ménage	61 700 000	100 000 000	130 000 000
90052000064 Réaliser les visites et les inaugurations des réseaux et ouvrages d'assainissement achevés	60 000 000	35 000 000	38 000 000
90052000065 Assurer la maitrise d'ouvrage déléguée des travaux d'assainissement et de drainage	700 000 000	488 000 000	380 000 000
90052000066 Prendre en charge le fonctionnement de l'ONAD	4 900 000 000	5 047 000 000	5 198 410 000
90052000067 Réaliser l'équipement de l'ONAD	600 000 000	618 000 000	636 540 000
90052000068 Prendre en charge le fonctionnement du FNAD	220 000 000	226 600 000	233 398 000
2324009 Développement des infrastructures d'assainissement et de drainage	**11 091 300 000**	**6 940 000 000**	**9 079 000 000**
3 Transferts	**11 091 300 000**	**6 940 000 000**	**9 079 000 000**
78052000018 Réaliser les travaux d'aménagement de l'exutoire du canal YP2 à Yopougon Béago	769 000 000	0	0
78052000019 Achever les travaux d'aménagement du canal amont de la cuvette de Palmeraie Rosiers cité programme 5, Cocody	1 407 400 000	0	0
78052000020 Achever les travaux d'aménagement de la cuvette de Lauriers 9	2 064 900 000	0	0

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23240 Appui au financement de l'assainissement et le drainage	**24 613 000 000**	**29 829 000 000**	**36 267 500 000**
78052000021 Achever les travaux d'aménagement de l'affluent est du drain principal en amont du barrage Palmeraie-Rosiers cité	1 000 000 000	0	0
78052000022 Réaliser les travaux de réhabilitation et de construction d'ouvrages de drainage dans le District d'Abidjan	1 000 000 000	2 000 000 000	2 600 000 000
90052000040 Réaliser les schémas directeurs d'assainissement et du drainage des villes de l'intérieur	300 000 000	150 000 000	220 000 000
90052000041 Réaliser les études d'Avant Projets Détaillés (APD), le suivi et le contrôle des travaux	370 000 000	2 000 000 000	3 080 000 000
90052000042 Elaborer le plan stratégique 2026-2030 de l'ONAD	30 000 000	0	0
90052000043 Réaliser une étude pour la construction des toilettes publiques à Abidjan	100 000 000	0	0
90052000044 Réaliser les travaux de réhabilitation et de construction de drainage à l'intérieur du pays	1 800 000 000	2 000 000 000	2 300 000 000
90052000045 Achever le projet pilote de valorisation des produits issus des fosses septiques en combustible	500 000 000	0	0
90052000046 Réaliser des blocs de toilettes en milieu urbain, péri-urbain et rural	200 000 000	250 000 000	250 000 000
90052000047 Réaliser des blocs de toilettes dans les écoles en milieu rural	200 000 000	250 000 000	250 000 000
90052000048 Faire les travaux d'aménagement des conditions d'exploitation des STBV	577 000 000	200 000 000	280 000 000
90052000049 Réaliser la purge des droits coutumiers des sites STBV dans 12 Chefs-lieux de région	400 000 000	50 000 000	54 000 000
90052000050 Elaborer les dossiers techniques des sites STBV dans 12 Chefs-Lieux de Région	18 000 000	0	0
90052000051 Réaliser les études d'impact environnemental et social des STBV de Tiassalé, Agboville, Dabou et 12 Chefs-lieux de Région	290 000 000	40 000 000	45 000 000
90052000052 Réaliser les travaux de sécurisation physique des parcelles STBV de Tiassalé, Agboville et Dabou	15 000 000	0	0
90052000053 Elaborer une convention pour la sécurisation juridique des parcelles STBV avec le Ministère de la Construction et de l'Urbanisme (enquête de commodo, avis de servitude, vérification DTC...)	50 000 000	0	0

SECTION 369 : MINISTERE DE LA COHESION NATIONALE, DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

SECTION 369 : MINISTERE DE LA COHESION NATIONALE, DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière d'Administration Générale

- l'insuffisance de ressources humaines en région ;
- l'insuffisance de ressources matérielles ;
- l'insuffisance de locaux à usage de bureaux administratifs ;
- l'inexistence d'un système d'information statistique au niveau central ;
- l'insuffisance de spécialistes dans des domaines d'expertise spécifique.

En matière de Solidarité et Action Humanitaire

- l'insuffisance de ressources pour l'assistance apportée aux populations vulnérables, sinistrées et victimes d'intempéries ;
- l'insuffisance d'identification et de suivi des ménages sinistrés, vulnérables, victimes d'intempéries et de crises ;
- la faible assistance aux personnes victimes de traite et du trafic illicite de migrants ;
- l'inexistence de centre d'accueil étatique de prise en charge holistique des victimes de la traite des personnes et de trafic illicite de migrants ;
- la faiblesse du cadre institutionnel de coordination des interventions des acteurs en matière de solidarité au niveau national.

En matière de Lutte contre la Pauvreté

- la persistance de la pauvreté et de l'extrême pauvreté dont les taux s'élèvent respectivement à 37,5% (EHCVM 2021) et 05,60% en 2022 (rapport d'analyse de l'extrême pauvreté 2022, INS, DGLP, PNUD) ;
- la valeur élevée de l'indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM) qui se situe à 0,229 (INS, EHCVM 2018) est supérieure à la norme 0,1 ;
- la pauvreté multidimensionnelle des enfants est restée élevée, passant de 62 % en 2018 à 62,5 % en 2021 (N-MODA) ;
- le faible financement d'infrastructures sociocommunautaires au profit d'agglomérations dépourvues du minimum d'infrastructures de base ;
- le faible niveau de développement humain 0,582 (PNUD 2023) ;
- la persistance des inégalités socioéconomiques bien qu'en légère baisse (Indice de Gini de 0,351 en 2018 à 0,332 en 2021).

En matière de Cohésion Nationale

- l'incivisme et l'effritement de la confiance des populations à l'égard des Institutions de la République ;
- l'insuffisance de ressources financières dédiées aux questions de prévention et de gestion des conflits ;
- la persistance de la culture de la violence, de l'intolérance et de la violation de certains droits humains ;
- la récurrence des conflits fonciers, transfrontaliers, de chefferie, de transhumance (éleveurs et agriculteurs), intra et intercommunautaires ;
- la récurrence des conflits liés à l'orpaillage illégal ;
- l'insuffisance d'infrastructures sociocommunautaires ;
- la persistance des discours de haine, propagation de la rumeur et des messages violents ;
- l'apparition des nouveaux risques de fragilités, conflits et violences.

I.1.2. Réponses apportées

En matière d'Administration Générale

- le redéploiement de 163 fonctionnaires sur un effectif de 179 fonctionnaires affectés ;
- le renforcement de capacités de 350 fonctionnaires et agents sur diverses thématiques ;
- le redéploiement de 170 sur un effectif de 257 fonctionnaires provenant de l'ex Ministère de la Cohésion et de la Réconciliation Nationale ;
- l'aménagement de nouveaux locaux pour le Cabinet, les directions et services rattachés aux paliers 7 et 8 de la tour A ;
- le transfert de la Direction Générale de la Solidarité et de l'Action Humanitaire dans les locaux de l'ex-Direction Générale de la Réconciliation Nationale.

En matière de Solidarité et de l'Action humanitaire

- l'élaboration du cadre juridique de l'Économie Sociale et Solidaire ;
- l'élaboration d'un projet de Stratégie Nationale de Solidarité ;
- l'élaboration et la validation de la convention de partenariat entre le MCNSLP et la CGECI dans le cadre de la mobilisation des ressources ;
- l'élaboration du manuel de procédures de la réponse aux chocs ;
- la réalisation de 02 sessions de la commission interministérielle d'examen des dossiers des pupilles de la nation ;
- la prise en charge en qualité de pupilles de la Nation de 34 enfants actée par les décrets n°2024-884 du 14 octobre 2024 et n°2025-164 du 11 mars 2025 ;
- l'organisation de la Journée Nationale de la Solidarité ;
- l'élaboration, la validation et la disponibilité du Plan National de Contingence Humanitaire Multirisque ;
- l'assistance apportée à 26 992 ménages vulnérables, en détresse ou sinistrés ;
- la réalisation de l'étude sur l'impact des programmes sociaux du gouvernement sur la Solidarité et la Cohésion Sociale ;
- la sensibilisation de 259 568 personnes (jeunes et femmes) à l'alerte précoce et la prévention des conflits ;
- la production de 53 rapports de situation hebdomadaire sur l'état de la solidarité et de la cohésion sociale ;
- l'installation de 33 commissions régionales de l'OSCS dans les 31 régions et 2 Districts autonomes ;
- la couverture de tous les villages de la Côte d'Ivoire (8 596 villages) par 13 072 moniteurs dont 1 302 femmes et 11 770 hommes ;
- le renforcement des capacités de 787 acteurs du mécanisme d'alerte précoce, en prévention des conflits et en technique de collecte de données ;
- la prise en charge de 1 431 victimes de la traite des personnes et du trafic illicite de migrants ;
- le renforcement des capacités de 637 acteurs (travailleurs sociaux, des ONG, OSC, des fournisseurs de données sur la traite des personnes, magistrats, OPJ et APJ) sur la thématique de la traite des personnes et du trafic illicite de migrants ;
- la sensibilisation de 15 000 personnes sur le phénomène de la traite des personnes et du trafic illicite des migrants ;
- l'installation de 02 cellules régionales dans les régions du Tchologo et du N'Zi portant à douze (12) le nombre total de cellules régionales de lutte contre la traite des personnes installées ;
- la célébration de la Journée Mondiale de la Lutte contre la Traite des Personnes, et de la Journée Internationale des migrants ;
- la conception et la mise en œuvre d'une base de données sur la traite des personnes et le Trafic illicite des Migrants.

En matière de Lutte contre la Pauvreté

- l'actualisation du Géoportail de la DGLP par l'intégration de la carte de la pauvreté 2021 ;
- l'allocation de transfert monétaire trimestriel à 230 000 ménages ;

- la réalisation de 13 416 séances de formation sur les compétences de vie et de 9 309 séances de formation sur le budget familial ;
- le renforcement des capacités de 195 183 ménages bénéficiaires du Programme de Transferts Monétaires Productifs (PTMP) ;
- le renforcement des capacités de 63 271 filles de la 6ème à la 3ème en compétences de vie, genre, droits humains, VBG, Santé Sexuelle, Reproduction et Planification Familiale (SSR/PF) dans les Espaces Sûrs Scolaires ;
- le renforcement des capacités de 42 095 jeunes filles sur la santé sexuelle reproductive, et en compétence de vie en milieu scolaire, genre et droits humains dans 923 Espaces Sûrs Communautaires ;
- la création de 3 469 Associations de Valorisation de l'Entraide Communautaire (AVEC) dans les zones bénéficiaires du programme des filets sociaux ;
- l'appui alimentaire apporté à 3 000 jeunes filles vulnérables du 1er cycle du secondaire ;
- l'appui apporté à 5 764 filles vulnérables pour leur autonomisation économique ;
- l'identification de 21 984 AVEC dont la mise en place de 6 242 nouvelles en 2024 au profit des ménages pauvres et vulnérables.

En matière de Cohésion nationale

- la réalisation de 06 missions d'urgence de prévention et de règlement pacifique des conflits ;
- l'organisation de la journée nationale de la Paix ;
- la sensibilisation de 150 personnes sur les valeurs de l'unité nationale ;
- le renforcement des capacités de 73 personnes (chefs traditionnels, leaders communautaires et guides religieux) sur leurs contributions à la consolidation de la paix et à l'unité nationale ;
- l'organisation de 14 ateliers sur des thématiques telles que la prévention et la lutte contre les discours de haine, le dialogue intercommunautaire ainsi que la culture de la paix et la prévention des conflits ;
- l'organisation d'un (01) dialogue inter communautaire regroupant 190 participants à Doké (Bloléquin) ;
- la sensibilisation de 1 200 acteurs sociaux au cours de la caravane de sensibilisation sur les thématiques de la cohésion sociale dans les régions du nord du pays ;
- la mise en place du Cadre Permanent de Concertation et de Collaboration (CP2C) à travers la signature d'une Convention de Partenariat Stratégique (CPS) avec 10 Organisations de la Société Civile ;
- la poursuite des travaux de construction et d'équipement de 2 Centres Multi ethnique de Médiation et d'Arbitrage (Maison des chefs) ainsi que de 02 centres de convivialité ;
- la réhabilitation du centre multi ethnique de médiation et d'arbitrage de Toumodi ;
- le financement de 04 Projets à impact rapide ;
- l'élaboration d'un guide de prévention et de règlement pacifique des conflits communautaires ;
- la conduite de 3 missions d'identification des besoins communautaires en vue de l'acquisition d'équipements destinés à renforcer la résilience socio-économique des populations et à consolider la cohésion sociale ;
- la réalisation de 2 interventions urgentes à Dokê et Sirasso en réponse à des conflits intercommunautaires avec un appui direct aux communautés concernées.

I.1.3. Défis et priorités

En matière d'Administration Générale

- la mise en place d'un système d'informations statistiques au niveau central ;
- le recrutement de spécialistes dans des domaines d'expertise spécifique (démographes, ingénieurs statisticiens, ingénieurs en génie logiciel…) ;

- la mise en place des mesures d'incitation pour maintenir les spécialistes recrutés ;
- la poursuite de la réhabilitation des locaux de certaines directions centrales et régionales ;
- la poursuite de l'installation et de l'équipement du personnel (directions centrales et régionales).

En matière de Solidarité et de l'Action Humanitaire

- l'opérationnalisation du mécanisme en réponse aux chocs covariants ;
- l'opérationnalisation du Plan National de Contingence Humanitaire Multirisque ;
- la mise en synergie des interventions en matière de solidarité ;
- la pérennisation des mécanismes de financement de la solidarité ;
- l'institutionnalisation de l'économie sociale et solidaire ;
- le renforcement du cadre institutionnel de coordination des interventions des acteurs en matière de solidarité au niveau national ;
- la construction et l'équipement de centres étatiques de prise en charge des personnes victimes de traite et du trafic illicite de migrants.

En matière de Lutte contre la Pauvreté

- le renforcement des structures opérationnelles dans le cadre de la mise en œuvre du programme de renforcement des filets sociaux ;
- l'opérationnalisation et le déploiement du Registre Social Unique (RSU) ;
- l'évaluabilité de l'inclusion économique et sociale des ménages extrêmes pauvres et vulnérables ;
- la mise à échelle nationale des AVEC ;
- la reconduction et la mise à échelle du Projet SWEDD sur tout le territoire national.
- le renforcement des mécanismes de financement de l'inclusion sociale ;
- l'adoption et la mise en œuvre de la politique nationale de développement communautaire.

En matière de Cohésion Nationale

- le renforcement de l'opérationnalisation des commissions de l'OSCS ;
- le renforcement des capacités des acteurs et de l'adhésion des communautés à la mise en œuvre du mécanisme national de veille et d'alerte précoce, notamment à travers des campagnes de sensibilisation ;
- l'actualisation de la cartographie des conflits ;
- l'amplification des activités socio-sportives de rapprochement population–police–armée et des campagnes de sensibilisation à la paix, à la cohésion sociale et à la cohabitation pacifique sur l'ensemble du territoire national ;
- la vulgarisation de mécanismes et d'outils de promotion des valeurs nationales et internationales pour la Cohésion Nationale, la prévention et la gestion pacifique des conflits ;
- le maintien des dialogues intra et intercommunautaires ;
- la création d'un cadre permanent de dialogue avec les mouvements communautaires, associatifs et religieux ;
- la poursuite du renforcement des capacités des acteurs du secteur (autorités administratives et traditionnelles, leaders d'opinion, etc.) sur les thématiques liées à la Cohésion Nationale ;
- la poursuite de la construction, de la réhabilitation et de l'équipement des infrastructures sociocommunautaires de promotion de la Paix et la Cohésion Nationale.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance liée au fonctionnement et à la qualité des services du Ministère ;
- l'amélioration du système de planification, de programmation et de suivi-évaluation des programmes et projets ;
- le renforcement des mécanismes d'assistance des populations, notamment les plus vulnérables, défavorisées et sinistrées pour un accès aux services d'assistance humaine, sociale et de la solidarité communautaire ;
- la pérennisation des mécanismes de financement de la solidarité et de l'inclusion sociale ;
- le renforcement des capacités fonctionnelles du mécanisme national de veille et du suivi de la solidarité et de la cohésion sociale ;
- la réalisation des infrastructures communautaires de base en faveur des communautés rurales vulnérables ;
- le renforcement des capacités des femmes et des adolescentes en compétences de vie, et en matière de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle ;
- le renforcement des capacités des communautés pour la réalisation d'infrastructures communautaires de base et la gestion du développement local ;
- la mise à l'échelle nationale de l'offre des filets sociaux productifs aux ménages / populations pauvres et vulnérables ;
- la mise à l'échelle des AVEC ;
- l'extension du programme des transferts monétaires productifs aux ménages/populations pauvres et vulnérables ;
- la dotation du pays d'un Registre Social Unique (RSU) des ménages pauvres et vulnérables (système d'information sociale intégré) ;
- le renforcement des actions de développement communautaire ;
- le renforcement de la culture démocratique ;
- la prévention et la résolution pacifique des conflits.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- la résilience des populations vulnérables, défavorisées, sinistrées et victimes de catastrophes naturelles face aux chocs est renforcée ;
- l'inclusion sociale et financière des personnes vulnérables et extrêmement pauvres est renforcée ;
- le climat de Cohésion Nationale est préservé.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2023-820 du 25 Octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 30, le Ministre de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de cohésion nationale, de solidarité et de la lutte contre la pauvreté.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de la Cohésion Nationale

- mise en œuvre de la politique de renforcement et de promotion de l'unité nationale ;
- promotion et mise en œuvre des actions de cohésion nationale ;
- maintien et renforcement de la cohésion entre toutes les composantes de la Nation ivoirienne ;

- évaluation des stratégies et actions de cohésion nationale ;
- renforcement du cadre juridique de la promotion de la cohésion nationale ;
- contribution à la réduction des conflits, des tensions et des violences ;
- définition et mise en œuvre des mesures du Gouvernement visant à lutter contre les injustices, les inégalités de toutes natures, l'exclusion ainsi que la haine sous toutes ses formes ;
- promotion de l'éducation à la culture de la paix, au dialogue et à la coexistence pacifique.

Au titre de la Solidarité

- promotion et mise en œuvre des actions de solidarité ;
- maintien et renforcement de la solidarité entre toutes les composantes de la Nation ivoirienne ;
- mise en œuvre des actions en faveur des communautés en détresse ;
- mise en œuvre, suivi et coordination des activités des associations et organisations nationales et internationales à but humanitaire ;
- évaluation des stratégies et actions de solidarité ;
- développement et renforcement du plaidoyer et de la sensibilisation auprès des populations en faveur des victimes de crises, de catastrophes naturelles, de sinistres et de traites des personnes ;
- prise en charge sociale des populations vulnérables ;
- mise en œuvre de la politique d'assistance aux pupilles de la Nation et aux pupilles de l'Etat ;
- prévention du phénomène de la Traite des Personnes, en liaison avec les Ministres concernés ;
- protection et prise en charge des victimes de la Traite des Personnes, en liaison avec les Ministres concernés ;
- coordination et coopération dans la lutte contre la Traite des Personnes, en liaison avec les Ministres concernés ;
- recensement et évaluation des préjudices des victimes des crises, des sinistres et des catastrophes naturelles ;
- proposition et mise en œuvre de mesures de réparation des préjudices des crises, des sinistres et des catastrophes naturelles ;
- proposition de mesures et de modalités de mise en œuvre des réparations des préjudices ;
- réparation et indemnisation des préjudices subis par les victimes des crises survenues en Côte d'Ivoire ;
- mobilisation de ressources financières et de moyens pour la prise en charge et la réparation des préjudices des victimes des crises, des sinistres et des catastrophes naturelles.

Au titre de la Lutte contre la Pauvreté

- suivi et évaluation de la politique nationale de réduction de la pauvreté, en liaison avec le Ministre chargé du Plan et du Développement ;
- participation à la prise en charge sociale des populations vulnérables ;
- appui ou renforcement des initiatives locales de lutte contre la pauvreté ;
- coordination des initiatives de lutte contre la pauvreté.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire
- Programme 3 : Lutte contre la pauvreté
- Programme 4 : Cohésion Nationale

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet ; Inspection Générale ; Direction des Ressources Humaines (DRH) ; Direction des Affaires Financières (DAF) ; Direction des Etudes, des Stratégies, de la Planification et des Statistiques (DESPS) ; Direction des Affaires Juridiques de la Coopération et du Contentieux (DAJCC) ; Direction de la Communication et des Relations Publiques (DCRP) ; Direction des Systèmes d'Information des Archives et de la Documentation (DSIAD) ; Direction de la Qualité et du Genre (DQG) ; 33 Directions Régionales ; Service du Gestionnaire du Patrimoine ; Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP).		Réhabilitation. Extension et Equipement de la Direction Régionale de San-Pédro	
Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire	Direction Générale de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (DGSAH) ; Direction de la Solidarité (DS) ; Direction de l'Action Humanitaire (DAH) ; Direction de la Lutte contre la Traite des Personnes (DLTP) ; Direction de l'Assistance aux Pupilles de l'Etat et aux Pupilles de la Nation (DAPEPN).	- Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS) ; -Fonds National de Solidarité (FNS).	Appui National à la lutte contre la Traite des personnes et le trafic illicite de migrants	
Programme 3 : Lutte contre la pauvreté	Direction Générale de Lutte contre la Pauvreté (DGLP) ; Direction des Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP) ; Direction de la Mobilisation Sociale et des Ressources (DMSR) ; Direction de l'Evaluation et de la Cartographie (DEC) ; Direction des Filets Sociaux (DFS).		- Programme Multisectoriel d'Appui au Système National des Filets Sociaux (PAFS) ;	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 4 : Cohésion Nationale	Direction Générale de la Cohésion Nationale (DGCN) ; Direction de la Consolidation de la Paix et de l'Unité Nationale (DCPUN) ; Direction de la Prévention et de la Gestion des Conflits (DPGC) ; Direction de la Cohésion Sociale (DCS) ; Direction de l'Encadrement, du Suivi et de l'Evaluation des Acteurs Sociaux (DESEAS).		- Programme National de Cohésion Sociale (PNCS) ; -Projet d'Appui au Renforcement de la Cohésion Nationale et de la Réconciliation (PARCNR)	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante	**RS 1.1** : L'administration est moderne et performante	**IP.1.1.1 :** Nombre de textes de lois, de règlements et de conventions de partenariat élaborés	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAJC
		IP.1.1.2 : Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat formés	Dénombrement Source : Rapport de formation DRH
OG 2 : Renforcer la gouvernance en matière de solidarité et des actions humanitaires	**RS 2.1** : La résilience des populations vulnérables, défavorisées, sinistrées et victimes de catastrophes naturelles face aux chocs est renforcée	**IP2.1.1** : Proportion de ménages en détresse identifiés et assistés	Nombre de ménages en détresse identifiés et assistés / Nombre total de ménages en détresse identifiés Sources : Rapports d'activités OSCS / DGSAH
		IP2.1.2 : Proportion de ménages assistés ayant pu surmonter le choc	Nombre de ménages assistés ayant pu surmonter le choc /Nombre total de ménages assistés Sources : Rapports d'activités OSCS / DGSAH
OG 3 : Réduire l'extrême pauvreté à l'échelle nationale	**RS 3.1** : L'inclusion sociale et financière des personnes vulnérables et extrêmement pauvres est renforcée	**IP3.1.1** : Proportion des ménages vulnérables et extrêmement pauvres bénéficiaires du PTMP	Nombre de ménages vulnérables et extrêmement pauvres bénéficiaires du PTMP / Nombres total de ménages extrêmement pauvres identifiés Source : Rapport d'activités PAFS
		IP 3.1.2 : Proportion de personnes vulnérables, pauvres identifiées par le RSU et encadrées par les programmes sociaux	Nombre de bénéficiaires des programmes sociaux / Nombre total de personnes enregistrées au RSU Sources : Rapports d'activités PAFS / RSU

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 4 : Garantir un climat de cohésion nationale	**RS 4.1** le climat de Cohésion Nationale est préservé	**IP 4.1.1**: Taux de résolution des conflits identifiés	(Nombre de conflits identifiés résolus / Nombre de conflits identifiés) X 100 Source : Rapport d'activités DGCN
		IP 4.1.2 : Proportion d'acteurs sociaux formés dans le cadre de la thématique de la cohésion nationale et de la consolidation de la paix	Nombre d'acteurs sociaux formés / Nombre d'acteurs sociaux identifiés Sources : Rapports d'activités DGCN / PNCS / PARCNR

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**57 361 750 199**	**91 202 856 516**	**106 943 236 721**
1.1 Ressources Intérieures	**33 878 032 119**	**90 491 251 897**	**104 450 002 914**
1.1.1 Budget Etat	33 878 032 119	90 491 251 897	104 450 002 914
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**23 483 718 080**	**711 604 619**	**2 493 233 807**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	23 483 718 080	711 604 619	2 493 233 807
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**57 361 750 199**	**91 202 856 516**	**106 943 236 721**
2.1 Personnel	**2 737 461 640**	**2 867 108 970**	**2 996 756 299**
2.1.1 Solde y compris EPN	2 737 461 640	2 867 108 970	2 996 756 299
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**3 199 951 726**	**3 331 743 533**	**3 353 217 921**
2.3 Transferts	**1 897 425 986**	**1 897 425 986**	**1 897 425 986**
2.4 Investissement	**49 526 910 847**	**83 106 578 027**	**98 695 836 515**
Trésor	*26 043 192 767*	*82 394 973 408*	*96 202 602 708*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*23 483 718 080*	*711 604 619*	*2 493 233 807*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Renforcement de la coordination et de l'animation des activités du ministère
	Action 1.2: Amélioration de la planification, de la programmation, des statistiques et du suivi-évaluation
	Action 1.3: Développement du système informatique et de communication
	Action 1.4: Renforcement de la gestion des ressources du ministère
	Action 1.5: Amélioration des systèmes de contrôle, de gestion juridique, de gestion de la qualité et du genre

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la coordination, le contrôle et le cadre institutionnel et réglementaire	IP1.1.1 : Taux de mise en œuvre des diligences des réunions de coordination des programmes	80%	90%	100%	100 %	(Nombre de diligences de réunions de coordination des programmes mises en œuvre / Nombre total de diligences de réunions de coordination des programmes) x 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
	IP1.1.2 : Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions d'inspection	60%	70%	75%	80%	(Nombre de recommandations des missions d'inspection des structures mises en œuvre / Nombre total de recommandations des missions d'inspection des structures) x100 Source : Rapport d'activités IG
	IP1.1.3 : Délai moyen d'élaboration des textes législatifs et réglementaires	12 mois	12 mois	09 mois	06 mois	Nombre total des mois pour élaborer des textes législatifs ou réglementaires / Nombres total de textes législatifs ou réglementaires élaborés Source : Rapport d'activités DAJC

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Renforcer le système d'information et de suivi-évaluation	IP 2.1 : Proportion de rapports de suivi de la mise en œuvre du PTA, de la Feuille de Route et du PND produits	100%	100%	100%	100%	(Nombre de rapports de suivi de la mise en œuvre du PTA, de la Feuille de Route et du PND produits / Nombre de rapports de suivi de la mise en œuvre du PTA, de la Feuille de Route et du PND programmés) x 100 Source : Rapport d'activités DESPS
	IP 2.2 : Taux de réalisations des activités inscrites dans la feuille de route	61,75%	80%	80%	80%	(Nombre d'activités inscrites dans la feuille de route mises en œuvre / Nombre total d'activités inscrites dans la Feuille de Route) x100 Source : Rapport d'activités DESPS
	IP 2.3 : Taux de couverture médiatique des activités du ministère	100%	100%	100%	100%	(Nombre de couvertures médiatiques des activités du ministère réalisées / Nombre de couvertures médiatiques des activités du ministère programmées) x 100 Source : Rapport d'activités DCRP
OS 3 : Assurer une gestion efficiente des Ressources du ministère	IP 3.1 : Nombre de fonctionnaires et agents du ministère bénéficiaires de renforcement des capacités techniques	350	300	300	300	Dénombrement Source : Rapport d'activités DRH
	IP 3.2 : Taux moyen d'atteinte des cibles inscrites dans le DPPD-PAP	85,19%	70%	75%	80%	(Nombre de cibles ayant été atteintes / Nombre total de cibles inscrites dans le DPPD-PAP) x100 Sources : Rapports d'activités DAF / RAP

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**4 453 244 145**	**4 731 339 450**	**4 872 217 591**
Dépenses de personnel	2 721 936 640	2 851 322 563	2 980 708 486
Dépenses en biens et services	1 681 307 505	1 790 016 887	1 801 509 105
Transferts	0	0	0
Investissements	50 000 000	90 000 000	90 000 000
Trésor	*50 000 000*	*90 000 000*	*90 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21122 Administration Générale	**4 453 244 145**	**4 731 339 450**	**4 872 217 591**
2112201 Renforcement de la coordination et de l'animation des activités du Ministère	**3 216 722 564**	**3 458 030 932**	**3 594 653 528**
1 Personnel	**2 721 936 640**	**2 851 322 563**	**2 980 708 486**
78103000100 Gérer les ressources humaines du Ministère	2 721 936 640	2 851 322 563	2 980 708 486
2 Biens et services	**444 785 924**	**516 708 369**	**523 945 042**
11103000001 Coordonner les activités du Ministère dans le District Autonome de Yamoussoukro	5 000 000	7 150 000	7 364 500
11103000002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bélier	5 000 000	7 350 000	7 570 500
14103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du N'Zi	5 000 000	7 150 000	7 364 500
15103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de l'Iffou	5 000 000	7 150 000	7 364 500
16103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de Moronou	5 000 000	7 850 000	8 064 500
17103000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gbêkê	5 000 000	7 150 000	7 364 500
18103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Hambol	5 000 000	7 350 000	7 570 500
22103020013 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bafing	5 000 000	7 150 000	7 364 500
23103000002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Kabadougou	5 000 000	7 150 000	7 364 500
23103000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Folon	5 000 000	7 150 000	7 364 500
24103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Tchologo	5 000 000	7 150 000	7 364 500
25103000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Poro	5 000 000	7 150 000	7 364 500
26103000004 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Bagoué	5 000 000	7 150 000	7 364 500
28103000004 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Bounkani	5 000 000	7 150 000	7 364 500
31103000002 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du HAUT Sassandra	5 000 000	7 087 445	7 300 068
32103000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gôh	5 000 000	7 150 000	7 364 500
35103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Marahoué	5 000 000	7 150 000	7 364 500
36103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Worodougou	5 000 000	7 150 000	7 364 500
37103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Béré	5 000 000	7 135 000	7 349 050
41103000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Tonkpi	5 000 000	7 150 000	7 364 500
42103000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Cavally	5 000 000	7 150 000	7 364 500
43103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Guémon	5 000 000	7 150 000	7 364 500
51103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Lôh-Djiboua	5 000 000	7 150 000	7 364 500
55103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de San-Pédro	5 000 000	7 150 000	7 364 500
56103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Nawa	5 000 000	7 150 000	7 364 500
57103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gboklê	5 000 000	7 150 000	7 364 500
61103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de l'Indénié-Djuablin	5 000 000	7 150 000	7 364 500
62103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Gontougo	5 000 000	7 150 000	7 364 500
71103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région du Sud-Comoé	5 000 000	7 150 000	7 364 500
76103000003 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de l'Agnéby-Tiassa	5 000 000	7 150 000	7 364 500
77103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région de la Mé	5 000 000	7 150 000	7 364 500

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21122 Administration Générale	**4 453 244 145**	**4 731 339 450**	**4 872 217 591**
78103000099 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	141 813 087	141 813 087	141 813 087
78103000121 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78103000122 Coordonner les activités du Ministère	119 472 837	119 472 837	119 472 837
78103000149 Coordonner les activités du Ministère dans le District Autonome d'Abidjan	5 000 000	7 150 000	7 364 500
78103000153 Gérer le patrimoine du Ministère	9 500 000	9 500 000	9 500 000
79103000001 Coordonner les activités du Ministère dans la Région des Grands Ponts	5 000 000	6 950 000	7 158 500
90103000010 Coordonner les activités du programme Administration Générale	5 000 000	5 150 000	5 304 500
4 Investissements	**50 000 000**	**90 000 000**	**90 000 000**
Trésor	***50 000 000***	***90 000 000***	***90 000 000***
55103000002 Projet de réhabilitation, d'extension et d'équipement de la Direction Régionale de San-Pédro	50 000 000	90 000 000	90 000 000
2112202 Amélioration de la planification, de la programmation, des statistiques et du suivi-évaluation	**43 068 000**	**49 848 000**	**50 831 400**
2 Biens et services	**43 068 000**	**49 848 000**	**50 831 400**
78103000123 Faire la planification stratégique et opérationnelle	17 068 000	17 068 000	17 068 000
90103000002 Réaliser le suivi-évaluation des activités et produire les statistiques du Ministère	26 000 000	32 780 000	33 763 400
2112203 Développement du système informatique et de communication	**45 309 196**	**73 758 956**	**75 427 208**
2 Biens et services	**45 309 196**	**73 758 956**	**75 427 208**
78103000101 Assurer la mise en œuvre des actions de communication du Ministère	18 150 546	18 150 546	18 150 546
78103000102 Organiser les archives, la documentation et le parc informatique du Ministère	27 158 650	55 608 410	57 276 662
2112204 Renforcement de la gestion des ressources du ministère	**1 092 785 353**	**1 094 342 530**	**1 095 946 423**
2 Biens et services	**1 092 785 353**	**1 094 342 530**	**1 095 946 423**
78103000103 Gérer la commande publique du Ministère	9 900 000	9 900 000	9 900 000
78103000104 Elaborer le DPPD-PAP et le budget du Ministère	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78103000105 Prendre en charge les missions hors CI	49 031 120	49 031 120	49 031 120
78103000106 Gérer les ressources financières du Ministère	43 000 000	43 000 000	43 000 000
78103000107 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	51 905 909	53 463 086	55 066 979
78103000108 Prendre en charge les abonnements et consommation	505 763 426	505 763 426	505 763 426
78103000124 Gérer les ressources humaines du Ministère	21 959 170	21 959 170	21 959 170
78103000136 Prendre en charge les dépenses centralisées du Ministère	386 225 728	386 225 728	386 225 728
2112205 Amélioration des systèmes de contrôle, de gestion juridique, de gestion de la qualité et du genre	**55 359 032**	**55 359 032**	**55 359 032**
2 Biens et services	**55 359 032**	**55 359 032**	**55 359 032**
78103000097 Promouvoir le genre et la démarche qualité au sein du Ministère	18 000 000	18 000 000	18 000 000
78103000098 Assurer la gestion juridique et réglementaire du Ministère	13 421 000	13 421 000	13 421 000
78103000138 Assurer l'inspection des structures du Ministère	18 919 032	18 919 032	18 919 032
78103000139 Développer le partenariat et les projets de coopération	5 019 000	5 019 000	5 019 000

II.2.2 Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire	Action 2.1: Coordination et suivi des actions d'assistance aux ménages en détresse et sinistrés
	Action 2.2: Assistance aux ménages en détresse et sinistrés
	Action 2.3: Renforcement du mécanisme national de veille et d'alerte en matière de solidarité et de cohésion sociale
	Action 2.4: Renforcement des mécanismes de coordination, d'assistance et du suivi des personnes victimes de traite et de trafic illicite des migrants
	Action 2.5: Mise en place du cadre organique pour la mobilisation des acteurs en faveur de la solidarité

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer le dispositif d'identification et de suivi des ménages sinistrés, vulnérables, victimes d'intempéries et de crises	IP 1.1 : Taux de rapports sur l'état de la solidarité et de la cohésion sociale produits	100%	100%	100%	100%	(Nombre de rapports sur l'état de la solidarité et de la cohésion sociale produits / Nombre total de rapports prévus) x100 Source : Rapport d'activités OSCS
	IP 1.2 : Nombre de moniteurs engagés à l'animation du mécanisme national d'alerte précoce en matière de solidarité et cohésion sociale	1 727	2 300	2 500	2 700	Dénombrement Source : Rapport d'activités OSCS
	IP 1.3 : Nombre de ménages vulnérables, sinistrés victimes d'intempéries et de crises identifiés	57 829	25 000	30 000	35 000	Dénombrement (Nombre de ménages sinistrés identifiés dans un intervalle de 48 heures) Source : Rapport d'activités OSCS
OS 2 : Renforcer l'assistance apportée aux ménages vulnérables, en détresse et sinistrées	IP 2.1 : Proportion de ménages vulnérables, sinistrés, victimes d'intempéries et de crises assistés	82,57%	60%	62%	65%	(Nombre de ménages vulnérables, sinistrés, victimes d'intempéries et de crises assistés / Nombre de ménages vulnérables, sinistrés, victimes d'intempéries et de crises identifiés) x100 Source : Rapport d'activités OSCS
	IP 2.2 : Proportion de victimes de traite des personnes et de trafic illicite des migrants assistées	100%	80%	85%	90%	(Nombre de victimes de traite des personnes et de trafic illicite des migrants assistés / Nombre de victimes de traite des personnes et de trafic illicite des migrants identifiées) x100 Sources : Rapports d'activités DLTP / RAP 2024

Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 3 : Renforcer les mécanismes de financement de la solidarité et de l'action humanitaire	IP 3.1 : Proportion d'acteurs mobilisés en faveur de la solidarité dans le cadre de l'Economie Sociale et Solidaire	100%	45%	70%	100%	(Nombre d'acteurs mobilisés en faveur de la solidarité dans le cadre de l'Économie Sociale et Solidaire / Nombre d'acteurs prévus) x100 Source : Rapport d'activités DGSAH
	IP 3.2 : Proportion de conventions signées pour l'appui des actions de solidarité	4%	36%	64%	100%	(Nombre de conventions signées pour l'appui des actions de solidarité / Nombre de conventions prévues) x100 Source : Rapport d'activités DGSAH

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : SOLIDARITE ET ACTION HUMANITAIRE	**4 207 204 503**	**3 522 004 983**	**5 271 186 683**
Dépenses de personnel	15 525 000	15 786 407	16 047 813
Dépenses en biens et services	588 271 063	592 214 563	596 276 369
Transferts	1 897 425 986	1 897 425 986	1 897 425 986
Investissements	1 705 982 454	1 016 578 027	2 761 436 515
Trésor	*550 159 586*	*304 973 408*	*268 202 708*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*1 155 822 868*	*711 604 619*	*2 493 233 807*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22123 Solidarité et Action Humanitaire	**4 207 204 503**	**3 522 004 983**	**5 271 186 683**
2212301 Coordination et suivi des actions d'assistance aux ménages en détresse et sinistrés	**283 796 063**	**287 850 970**	**292 019 682**
1 Personnel	**15 525 000**	**15 786 407**	**16 047 813**
78103000125 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'OSCS	15 525 000	15 786 407	16 047 813
2 Biens et services	**268 271 063**	**272 064 563**	**275 971 869**
78103000109 Coordonner les actions de solidarité et de l'action humanitaire	35 821 050	35 821 050	35 821 050
78103000110 Coordonner le renforcement des ressorts de la solidarité	15 486 504	15 951 099	16 429 633
78103000115 Coordonner les activités de la Direction des Pupilles	12 786 346	13 169 936	13 565 034
78103000127 Organiser la journée nationale de la solidarité	60 000 000	61 800 000	63 654 000
78103000154 Assurer la coordination et le suivi de l'action humanitaire	13 177 163	13 572 478	13 979 652
78109000154 Renforcer les mécanismes de coordination et de suivi des activités de la réponse aux chocs	106 000 000	106 000 000	106 000 000
78109000155 Assurer la coordination du plan de contingence humanitaire multirisque	25 000 000	25 750 000	26 522 500

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22123 Solidarité et Action Humanitaire	**4 207 204 503**	**3 522 004 983**	**5 271 186 683**
2212302 Assistance aux ménages en détresse et sinistrés	**1 442 311 986**	**1 442 461 986**	**1 442 616 486**
2 Biens et services	**95 000 000**	**95 150 000**	**95 304 500**
78103000116 Gérer l'unité médico-sociale	5 000 000	5 150 000	5 304 500
78103000130 Apporter une assistance aux victimes d'intempéries	90 000 000	90 000 000	90 000 000
3 Transferts	**1 347 311 986**	**1 347 311 986**	**1 347 311 986**
78103000114 Prendre en charge les pupilles de l'Etat et les pupilles de la Nation	177 900 000	177 900 000	177 900 000
78103000142 Prendre en charge les victimes des crises intercommunautaires	169 411 986	169 411 986	169 411 986
78103000150 Gérer le Fonds National de Solidarité (FNS)	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
2212303 Renforcement du mécanisme national de veille et d'alerte en matière de solidarité et de cohésion sociale	**550 114 000**	**550 114 000**	**550 114 000**
3 Transferts	**550 114 000**	**550 114 000**	**550 114 000**
78103000113 Prendre en charge le fonctionnement de l'OSCS	550 114 000	550 114 000	550 114 000
2212304 Renforcement des mécanismes de coordination, d'assistance et du suivi des personnes victimes de traite et de trafic illicite des migrants	**1 822 982 454**	**1 133 578 027**	**2 878 436 515**
2 Biens et services	**117 000 000**	**117 000 000**	**117 000 000**
78103000152 Apporter une assistance aux personnes victimes de la traite des personnes et de trafic illicite des migrants	20 822 837	20 822 837	20 822 837
78103000155 Coordonner les actions de lutte contre la traite des personnes	32 177 163	32 177 163	32 177 163
78103000158 Célébrer la Journée Internationale des Migrants	40 000 000	40 000 000	40 000 000
90103000003 Célébrer la Journée Mondiale de Lutte contre la Traite des Personnes	20 000 000	20 000 000	20 000 000
90103000004 Créer un système Intégré du cycle de vie des Données des Personnes Victimes de la Traite et de Trafic illicite de Migrants (ISC-TIP)	4 000 000	4 000 000	4 000 000
4 Investissements	**1 705 982 454**	**1 016 578 027**	**2 761 436 515**
Trésor	***550 159 586***	***304 973 408***	***268 202 708***
90103000012 Projet National d'Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes et le Trafic Illicite des Migrants	550 159 586	304 973 408	268 202 708
Financement extérieur	***1 155 822 868***	***711 604 619***	***2 493 233 807***
90103000012 Projet National d'Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes et le Trafic Illicite des Migrants	1 155 822 868	711 604 619	2 493 233 807
2212305 Mise en place du cadre organique pour la mobilisation des acteurs en faveur de la solidarité	**108 000 000**	**108 000 000**	**108 000 000**
2 Biens et services	**108 000 000**	**108 000 000**	**108 000 000**
78103000159 Accompagner le processus de formalisation des entreprises sociales sur la base des principes de l'ESS	108 000 000	108 000 000	108 000 000

II.2.3 Programme 3 : Lutte contre la pauvreté

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Lutte contre la pauvreté	Action 3.1: Renforcement de la résilience des personnes en situation de vulnérabilité pour la réduction des inégalités sociales
	Action 3.2: Renforcement de l'accès aux infrastructures sociales de base et de la mobilisation communautaire
	Action 3.3: Opérationnalisation du Registre Social Unique (RSU)

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Lutte contre la pauvreté						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer l'inclusion sociale	IP 1.1 : Proportion de personnes extrêmement pauvres bénéficiaires ou participant à au moins un programme social (PAFS, SWEDD)	80%	100 %	100 %	100 %	(Nombre de personnes extrêmement pauvres ayant bénéficié d'au moins un programme social / Nombre total de personnes extrêmement pauvres) X 100 Sources : Rapports d'activités DGLP / Base de données statistiques PAFS / SWEDD
	IP 1.2 : Nombre de ménages ciblés bénéficiaires du Programme de Transferts Monétaires Productifs (PTMP)	230 000	230 000	130 000	130 000	Dénombrement Sources : Rapport d'activités DGLP / Base de données statistiques PTMP (BCP-FS)
	IP 1.3 : Proportion de ménages inscrits dans le système d'information inter opérable du Registre social unique (RSU)	80%	100%	100%	100%	(Nombre de ménages inscrits dans le SIG du RSU / Nombre total de ménages ciblés prévus) X 100 Sources : Rapports d'activités DGLP / Base de données statistiques DFS / RSU / PAFS / CNAM
OS 2 : Renforcer le capital humain et les actions communautaires	IP 2.1 : Proportion de personnes vulnérables, pauvres identifiées et encadrées par les ONG, OSC et autres partenaires de mise en œuvre des programmes sociaux	90%	100%	100%	100%	(Nombre de personnes vulnérables, pauvres identifiées et encadrées par les ONG, OSC et autres partenaires de mise en œuvre des programmes sociaux / Nombre total de personnes vulnérables pauvres des localités) X 100 Sources : Rapports d'activités DMSR / Base de données statistiques (PAFS, SWEDD)

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	**42 037 873 689**	**80 312 941 435**	**92 552 081 649**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	307 547 510	312 941 435	316 281 649
Transferts	0	0	0
Investissements	41 730 326 179	80 000 000 000	92 235 800 000
Trésor	*23 803 032 767*	*80 000 000 000*	*92 235 800 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*17 927 293 412*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22124 Lutte contre la pauvreté	**42 037 873 689**	**80 312 941 435**	**92 552 081 649**
2212401 Renforcement de la résilience des personnes en situation de vulnérabilité pour la réduction des inégalités sociales	**41 922 877 045**	**80 195 025 892**	**92 432 942 569**
2 Biens et services	**192 550 866**	**195 025 892**	**197 142 569**
78103000119 Coordonner et apporter un appui aux mécanismes nationaux, régionaux et locaux de lutte contre la pauvreté	102 800 000	103 128 500	103 466 855
78103000126 Coordonner les activités du programme	48 350 866	49 801 392	51 295 434
78103000131 Elaborer et mettre à jour une cartographie de la pauvreté à l'échelle nationale	23 200 000	23 896 000	24 180 280
78103000144 Assurer la coordination et le suivi des projets et programmes en lien avec les filets sociaux	18 200 000	18 200 000	18 200 000
4 Investissements	**41 730 326 179**	**80 000 000 000**	**92 235 800 000**
Trésor	***23 803 032 767***	***80 000 000 000***	***92 235 800 000***
90103000011 Mettre en œuvre le programme "Popote Familiale"	1 130 000 000	0	0
90103000007 Programme multisectoriel d'Appui au système national des Filets Sociaux (PAFS)	22 673 032 767	80 000 000 000	92 235 800 000
Financement extérieur	***17 927 293 412***	***0***	***0***
90103000007 Programme multisectoriel d'Appui au système national des Filets Sociaux (PAFS)	17 805 510 612	0	0
90103000007 Programme multisectoriel d'Appui au système national des Filets Sociaux (PAFS)	121 782 800	0	0
2212402 Renforcement de l'accès aux infrastructures sociales de base et de la mobilisation communautaire	**17 700 000**	**17 700 000**	**17 700 000**
2 Biens et services	**17 700 000**	**17 700 000**	**17 700 000**
78103000143 Mobiliser les ressources et moyens en vue de la réduction de la pauvreté	17 700 000	17 700 000	17 700 000
2212403 Opérationnalisation du Registre Social Unique (RSU)	**97 296 644**	**100 215 543**	**101 439 080**
2 Biens et services	**97 296 644**	**100 215 543**	**101 439 080**
90103000005 Développer un système d'information sociale intégré (RSU) assurant un meilleur ciblage dans la mise en œuvre des programmes sociaux	97 296 644	100 215 543	101 439 080

II.2.4 Programme 4 : Cohésion Nationale

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 4 : Cohésion Nationale	Action 4.1: Prevention, gestion des conflits et encadrement des acteurs sociaux
	Action 4.2: Consolidation de la paix, Promotion de l'Unité nationale et renforcement de la cohésion sociale

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Cohésion Nationale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer le dispositif de prévention, de gestion des conflits et d'encadrement des acteurs sociaux	IP 1.1 : Taux de traitement dans les conflits signalés	80%	40%	50%	60%	(Nombre de missions d'interventions / Nombre de conflits identifiés) x 100 Source : Rapport d'activités DPGC
	IP 1.2 : Proportion d'acteurs sociaux encadrés et suivis dans les zones répertoriées	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'acteurs sociaux encadrés suivis / Nombre d'acteurs sociaux identifiés) x 100 Source : Rapport d'activités DESEAS
OS 2 : Renforcer la cohésion sociale et promouvoir l'unité nationale	IP 2.1 : Proportion d'acteurs sociaux formés dans le cadre de la thématique de cohésion nationale et de consolidation de la paix	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'acteurs sociaux formés / Nombre d'acteurs sociaux identifiés) x 100 Sources : Rapports d'activités DGCN / PNCS / PARCNR
	IP 2.2 : Proportion de localités touchées par les activités de cohésion et de consolidation de la paix	85,71%	95%	100%	100%	(Nombre total de localités touchées par les activités de cohésion sociale et de consolidation de la paix / Nombre total de localités répertoriées) x100 Sources : Rapports d'activités DGCN /OSCS / PNCS / PARCNR / RAP 2024

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : COHESION NATIONALE	**6 663 427 862**	**2 636 570 648**	**4 247 750 798**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	622 825 648	636 570 648	639 150 798
Transferts	0	0	0
Investissements	6 040 602 214	2 000 000 000	3 608 600 000
Trésor	*1 640 000 414*	*2 000 000 000*	*3 608 600 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*4 400 601 800*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22227 Cohésion Nationale	**6 663 427 862**	**2 636 570 648**	**4 247 750 798**
2222701 Prevention, gestion des conflits et encadrement des acteurs sociaux	**205 000 000**	**214 660 000**	**216 077 600**
2 Biens et services	**205 000 000**	**214 660 000**	**216 077 600**
78011100351 Prévenir et gérer les conflits	72 000 000	74 140 000	74 709 000
78011100352 Collecter, traiter et diffuser les informations sur la cohésion nationale	105 000 000	107 600 000	108 009 000
78103000160 Assurer l'encadrement, le suivi et l'évaluation des acteurs sociaux	28 000 000	32 920 000	33 359 600
2222705 Consolidation de la paix, Promotion de l'Unité nationale et renforcement de la cohesion sociale	**6 458 427 862**	**2 421 910 648**	**4 031 673 198**
2 Biens et services	**417 825 648**	**421 910 648**	**423 073 198**
78011100350 Piloter les activités du programme Cohésion Nationale	145 325 648	145 325 648	145 325 648
78011100353 Promouvoir la Cohésion Sociale	38 500 000	38 500 000	38 500 000
78011100354 Promouvoir l'unité nationale	14 500 000	18 000 000	18 560 000
78103000147 Organiser la journée nationale de la paix	200 000 000	200 000 000	200 000 000
90011100003 Renforcer les capacités des leaders communautaires en matière de prévention et gestion pacifique des conflits	19 500 000	20 085 000	20 687 550
4 Investissements	**6 040 602 214**	**2 000 000 000**	**3 608 600 000**
Trésor	***1 640 000 414***	***2 000 000 000***	***3 608 600 000***
90016090125 Appui au renforcement de la Cohésion Nationale et de la Réconciliation	500 000 414	0	0
78103000129 Renforcer la mise en œuvre du PNCS	1 140 000 000	2 000 000 000	3 608 600 000
Financement extérieur	***4 400 601 800***	***0***	***0***
90016090125 Appui au renforcement de la Cohésion Nationale et de la Réconciliation	4 400 601 800	0	0

SECTION 376 : MINISTERE DU PATRIMOINE, DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

SECTION 376 : MINISTERE DU PATRIMOINE, DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

En matière d'administration générale et de gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

- l'insuffisance de construction, de réhabilitation et de maintenance des bâtiments publics pour abriter les services de l'Etat ;
- la non-exhaustivité du recensement du patrimoine immobilier de l'Etat en Côte d'Ivoire et à l'étranger ;
- l'absence de sécurisation du patrimoine immobilier répertorié ;
- l'évaluation incomplète du patrimoine immobilier de l'Etat déjà identifié ;
- l'insuffisance de ressources financières pour prendre en charge les baux administratifs ;
- l'insuffisance de valorisation du patrimoine immobilier.

En matière de gestion du portefeuille de l'Etat

- les lenteurs dans le processus de privatisation et dans la mise en œuvre des plans de restructuration ;
- les insuffisances du cadre organisationnel de la DGPE ;
- la caducité des modèles économiques de certaines entreprises ;
- l'absence d'une plateforme de dématérialisation des échanges entre la DGPE et les Entreprises publiques.

En matière des Etablissements Publics Nationaux

- l'insuffisance des instruments de planification et de suivi-évaluation ;
- la connaissance limitée des acteurs en matière de planification stratégique et de suivi-évaluation ;
- l'absence d'un système formel de suivi de la performance des Etablissements Publics Nationaux ;
- l'insuffisance de ressources humaines au regard de l'ampleur des missions de pilotage, de contrôle et d'accompagnement des Etablissements Publics Nationaux.

I.1.2. Réponses apportées

En matière d'administration générale et de gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

- l'élaboration et l'exécution de programmes de construction, de réhabilitation et de maintenance des bâtiments publics ;
- la poursuite du recensement de l'ensemble du patrimoine immobilier ;
- la poursuite de la sécurisation administrative du patrimoine immobilier ;
- la poursuite de l'évaluation des biens immobiliers identifiés ;
- la prise de l'attestation du Secrétariat Général du Gouvernement n°1114/SGG/CM en date 19 décembre 2024 relative à la programmation financière des besoins de l'administration en bureaux ;
- la couverture partielle des passifs de baux à travers l'octroi de crédits budgétaires additionnels ;
- la prise en compte des besoins nouveaux en bureaux pour les années 2024 et 2025 ;
- l'initiation d'actions de valorisation du patrimoine immobilier de l'Etat.

En matière de gestion du portefeuille de l'Etat

- la réorganisation de la DGPE avec la création de deux Directions supports et de pôles d'expertises ;
- l'instauration de la lettre de mission annuelle entre les Directeurs Généraux et les Conseils d'Administration ;
- l'instauration de l'évaluation annuelle des Conseils d'Administration ;
- la signature de contrats de performance de seconde génération avec des indicateurs plus affinés ;
- la poursuite des programmes de renforcement des capacités des dirigeants sociaux ;
- le renforcement du suivi des agences d'exécution avec la définition du cadre et des canevas de reporting des informations financières ;
- le renforcement du dispositif de coordination des tutelles ;
- l'instauration du Prix d'Excellence de la gouvernance et de la performance des entreprises publiques ;
- la mise en œuvre du schéma directeur IT ;
- la définition et la mise en œuvre de la stratégie juridique de concrétisation du nouveau positionnement ;
- le renforcement des contrôles thématiques et des missions d'audit ;
- le lancement du processus de nomination des administrateurs indépendants au sein des Conseils d'Administration des entreprises publiques ;
- le renforcement du dispositif de gestion des risques budgétaires émanant des entreprises publiques.

En matière des Etablissements Publics Nationaux

- l'élaboration en cours d'outils harmonisés de planification et de suivi-évaluation adaptés aux missions des Etablissements Publics Nationaux ;
- la programmation de sessions de formation et de renforcement des capacités à l'intention des acteurs concernés ;
- la mise en place envisagée d'un dispositif institutionnel de suivi des performances permettant de centraliser les indicateurs clés et d'assurer un reporting régulier ;
- l'évaluation des besoins en personnel en vue de redéploiements ciblés ou de recrutements d'agents.

I.1.3. Défis et priorités

En matière d'administration générale et de gestion du patrimoine immobilier de l'Etat

- l'intensification de l'opération de réhabilitation et de maintenance des bâtiments administratifs gérés par la SONAPIE ;
- la réduction progressive des baux courants à travers la construction de nouveaux immeubles administratifs et la réhabilitation de bâtiments existants en état de vétusté ;
- l'intensification des opérations de recensement, d'évaluation et de sécurisation du patrimoine immobilier de l'Etat ;
- la poursuite de l'évaluation des besoins des services de l'Etat en bureaux ;
- la poursuite de la sensibilisation des usagers à la bonne utilisation des bâtiments administratifs ;
- la poursuite de la digitalisation des processus de gestion du patrimoine immobilier de l'Etat.

En matière de gestion du portefeuille de l'État

- l'adoption de la troisième stratégie quinquennale 2026-2030 de gestion du portefeuille de l'Etat ;
- l'amélioration du dispositif de suivi de la performance des entreprises publiques ;
- l'élaboration et la validation de modèles économiques permettant d'assurer l'équilibre financier des entreprises structurellement déficitaires ;
- le renforcement de la diffusion des principes de bonne gouvernance et de bonne gestion ;
- l'optimisation du système d'information du portefeuille de l'Etat et des entreprises publiques.

En matière des Etablissements Publics Nationaux

- l'élaboration et la diffusion d'instruments de planification et de suivi-évaluation ;
- la mise en place d'un système de suivi de la performance des Etablissements Publics Nationaux ;
- le renforcement du dispositif réglementaire des Conseils de Gestion ;
- le renforcement des capacités des acteurs des Etablissements Publics Nationaux.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement de la gouvernance du ministère ;
- l'amélioration de la Gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat ;
- l'optimisation de la Gestion du Portefeuille de l'Etat ;
- l'amélioration de la Gestion des Etablissements Publics Nationaux.

I.2.2. Résultats stratégiques

- la gouvernance du ministère est renforcée ;
- la gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat est améliorée ;
- la gestion du Portefeuille de l'Etat est optimisée ;
- la gestion des Etablissements Publics Nationaux est améliorée.

I.3 Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en son article 13, le Ministre du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques assure la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de gestion du Patrimoine et de gestion du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques.
A ce titre, en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de la Gestion du Patrimoine

- gestion, maintenance, entretien et valorisation du patrimoine immobilier de l'Etat ;
- gestion du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger, en liaison avec les Ministres chargés des Affaires Etrangères, des Finances et du Budget ainsi que de la Construction ;
- gestion de la liquidation des biens immobiliers de l'Etat, en liaison avec le Ministre chargé des Finances ;
- gestion financière du patrimoine immobilier, en liaison avec le Ministre chargé des Finances et du Budget ;
- conception et mise en œuvre de véhicules pour la poursuite de l'investissement public dans les infrastructures.

Au titre de la Gestion du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques

- définition et mise en œuvre de la politique de gestion du portefeuille de l'Etat ;
- exercice de la tutelle financière sur les Sociétés d'Etat, les Sociétés à participation financière publique, les Agences d'Exécution, les personnes morales de type particulier et les personnes morales de droit privé bénéficiant de concours financier et de la garantie de l'Etat ;
- suivi et contrôle du portefeuille de l'Etat ;

- représentation de l'Etat dans les Assemblées constitutives et les Assemblées générales des Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation financière publique, des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier ;
- représentation de l'Etat dans les Conseils d'Administration des Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation financière publique, les Conseils de Surveillance des Agences d'Exécution et les organes d'administration des personnes morales de type particulier, en liaison avec les Ministres chargés de la tutelle technique ;
- suivi et gestion de l'endettement des Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation financière publique, des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé des Finances et du Budget ;
- suivi des opérations de privatisation et de post privatisation des Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation financière publique, des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé des Finances et du Budget et les Ministres chargés de la tutelle technique ;
- gestion du passif et des actifs des Etablissements Publics Nationaux, des Sociétés d'Etat, des Sociétés à participation financière publique, des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier, en liaison avec le Ministre chargé des Finances et du Budget ;
- gestion de toute opération susceptible d'avoir un impact sur le portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques, en particulier la création, la transformation, la restructuration et la fusion d'entreprises ou la prise de participation ;
- suivi des stratégies de financement pour le développement d'entités publiques, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement, en liaison avec les Ministres chargés des Finances et du Budget ainsi que du Plan ;
- suivi des actions d'amélioration de la gouvernance des Agences d'Exécution et des personnes morales de type particulier.

I.4 Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Portefeuille de l'Etat
- Programme 3 : Gestion des Etablissements Publics Nationaux

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	**Cabinet du Ministre** ; - Direction des Affaires Financières (DAF) ; - Direction des Ressources Humaines (DRH) ; - Direction de la Stratégie, de la Planification et des Statistiques ; - Cellule de Passation des Marchés Publics ; - Cellule Genre ; - Service informatique ; - Service de la Documentation, des Archives et de la Publication ; - Service Communication ; - Service Courrier.	- Société Nationale de gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat (SONAPIE)	- Faire les audits et études du MPPEEP - Projet de Transformation Digitale de la SONAPIE - Projet d'évaluation du patrimoine immobilier de l'Etat - Projet de réhabilitation du patrimoine immobilier de l'Etat à Yamoussoukro	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Portefeuille de l'Etat	**Direction Générale du Portefeuille de l'État** ; - Direction du Portefeuille des Secteurs Primaire et Secondaire ; - Direction du Portefeuille du Secteur Tertiaire ; - Direction de la Stratégie et de l'Expertise ; - Direction des Affaires Juridiques ; - Direction des Ressources Humaines et de la Communication ; - Services Rattachés (Service de Gestion des Projets, de la Transformation, du Suivi et Evaluation ; Service des Moyens Généraux ; Service Système d'Information ; Cellule de Gestion et d'Attribution des Marchés.).		- Construction du Siège de la DGPE	
Programme 3 : Gestion des Etablissements Publics Nationaux	**Direction Générale des Etablissements Publics Nationaux** ; - Direction du Développement ; - Direction du Suivi des Opérations Financières et de la Performance des EPN ; - Direction des Systèmes d'Information ; - Direction des Ressources Humaines, de la Communication et de la Qualité ; - Services rattachés (Financier et des Moyens Généraux et Courrier).			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Renforcer la gouvernance du ministère et améliorer la gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat	**RS 1** : la gouvernance du ministère est renforcée	**IP 1** : Taux de réalisation du plan d'actions stratégiques du ministère	(Nombre d'actions réalisées / Nombre d'actions prévues) X 100 Source : Rapport d'activités RPROG 1
	RS 2 : la gestion du Patrimoine Immobilier de l'Etat est améliorée	**IP 2** : Taux de réalisation du programme de sécurisation des biens immobiliers	(Nombre de dossiers d'immatriculation de biens immobiliers établis dans le cadre de la sécurisation / Nombre de dossiers d'immatriculation de biens immobiliers programmés dans le cadre de la sécurisation) X 100 Source : Rapport d'activités RPROG 1
OG 2 : Améliorer la gestion du Portefeuille de l'Etat	**RS 3** : la gestion du Portefeuille de l'Etat est optimisée	**IP 3** : Taux de réalisation du plan de contrôle des entreprises publiques	(Nombre d'entreprises contrôlées / Nombre d'entreprises publiques sélectionnées dans le plan de contrôle annuel des entreprises publiques) X 100 Source : Rapport d'activités RPROG 2
OG 3 : Améliorer la gestion des Etablissements Publics Nationaux (EPN)	**RS 4** : la gestion des EPN est améliorée	**IP 4** : Taux de réalisation du plan de formation des membres des Conseils de Gestion des EPN	(Nombre de sessions de formation des membres des Conseils de Gestion des EPN organisées / Nombre de sessions de formation des membres des Conseils de Gestion des EPN prévues) X 100 Source : Rapport d'activités RPROG 3

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**49 213 125 398**	**48 995 252 703**	**50 256 061 645**
1.1 Ressources Intérieures	**49 213 125 398**	**48 995 252 703**	**50 256 061 645**
1.1.1 Budget Etat	49 213 125 398	48 995 252 703	50 256 061 645
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**49 213 125 398**	**48 995 252 703**	**50 256 061 645**
2.1 Personnel	**7 831 446 632**	**7 927 255 581**	**8 023 064 523**
2.1.1 Solde y compris EPN	7 831 446 632	7 927 255 581	8 023 064 523
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**9 688 452 455**	**9 738 262 772**	**9 738 262 772**
2.3 Transferts	**25 359 734 350**	**25 359 734 350**	**25 359 734 350**
2.4 Investissement	**6 333 491 961**	**5 970 000 000**	**7 135 000 000**
Trésor	*6 333 491 961*	*5 970 000 000*	*7 135 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Information et communication
	Action 1.3: Gestion des ressources humaines, matérielles et financières

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer le cadre institutionnel du ministère	Taux de réalisation du PAS du programme Administration Générale	100%	80%	80%	80%	(Nombre d'activités du PAS du programme Administration Générale réalisées / Nombre d'activités prévues dans le PAS du programme Administration Générale) x 100 Sources : Rapports d'activités Cabinet / DAF
OS 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux de couverture des besoins en personnel	100%	85%	90%	91%	(Nombre d'agents mis à disposition / Nombre d'agents sollicités) x100 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux d'exécution du budget du ministère	99,22	75%	80%	85%	(Montant mandats ordonnancés / Montant global du budget) x 100 Sources : Rapports d'activités Cabinet / DAF
OS 3 : Assurer une meilleure gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	Taux de réalisation du programme de réhabilitation des bâtiments publics	-	70%	75%	80%	(Nombre de bâtiments publics réhabilités / Nombre de bâtiments publics prévus dans le programme de réhabilitation des bâtiments publics) x 100 Source : Rapport d'activités SONAPIE
	Taux de réalisation du plan d'entretien et de maintenance des équipements techniques des bâtiments publics	-	95%	96%	97%	(Nombre de bâtiments ayant fait l'objet d'entretien et de maintenance des équipements techniques des bâtiments publics / Nombre de bâtiments programmés dans le plan d'entretien et de maintenance des équipements techniques des bâtiments publics) x 100 Source : Rapport d'activités SONAPIE
	Taux de réalisation du plan de recensement des biens immobiliers	69 %	75%	78%	80%	(Nombre de biens immobiliers recensés / Nombre de biens immobiliers programmés dans le plan de recensement des biens immobiliers) x100 Source : Rapports d'activités SONAPIE

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**40 514 471 209**	**44 608 903 158**	**45 869 712 100**
Dépenses de personnel	7 799 646 632	7 895 455 581	7 991 264 523
Dépenses en biens et services	5 383 713 227	5 383 713 227	5 383 713 227
Transferts	25 359 734 350	25 359 734 350	25 359 734 350
Investissements	1 971 377 000	5 970 000 000	7 135 000 000
Trésor	*1 971 377 000*	*5 970 000 000*	*7 135 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21236 Administration Générale	**40 514 471 209**	**44 608 903 158**	**45 869 712 100**
2123601 Coordination et animation du ministère	**31 810 600 121**	**35 809 223 121**	**36 974 223 121**
1 Personnel	**819 106 247**	**819 106 247**	**819 106 247**
90047390141 Prendre en charge les salaires du personnel de la SONAPIE	819 106 247	819 106 247	819 106 247
2 Biens et services	**3 660 382 524**	**3 660 382 524**	**3 660 382 524**
78011201617 Prendre en charge le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78011201621 Gérer la commande publique du MBPE	26 500 000	26 500 000	26 500 000
78011202257 Renforcer les capacités opérationnelles du Cabinet	334 959 526	334 959 526	334 959 526
78011202258 Coordonner les activités des structures du Ministère	378 500 000	378 500 000	378 500 000
78011202539 Coordonner les activités de passation des marchés publics du MPPEEP	78 000 000	78 000 000	78 000 000
78011202557 Suivre la gestion du Patrimoine immobilier de l'Etat	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78011202558 Suivre la mise en œuvre du PAS du MPPEEP	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78011202559 Organiser des rencontres sectorielles avec les structures sous tutelle	100 000 000	100 000 000	100 000 000
90011290151 Mettre en œuvre la politique sectorielle Genre du Ministère	50 000 000	50 000 000	50 000 000
90011290153 Apporter un appui juridique au Ministère	26 766 977	26 766 977	26 766 977
90011290155 Prendre en charge les missions du Ministère en Côte d'Ivoire	80 000 000	80 000 000	80 000 000
90011290159 Coordonner les activités de planification et de statistique	40 000 000	40 000 000	40 000 000
90011290161 Prendre en charge les frais d'abonnement et de facture d'eau, d'électricité et de téléphone	2 320 376 021	2 320 376 021	2 320 376 021
90011290162 Gérer la régie convention BNETD	71 280 000	71 280 000	71 280 000
3 Transferts	**25 359 734 350**	**25 359 734 350**	**25 359 734 350**
78011201622 Gérer la Convention BNETD / MBPE	371 113 536	371 113 536	371 113 536
78011201868 Prendre en charge la convention d'assistance technique MBPE/SNDI	300 000 000	300 000 000	300 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21236 Administration Générale	**40 514 471 209**	**44 608 903 158**	**45 869 712 100**
78011202634 Relocaliser les services du BNETD à l'ex-hôtel SEBROKO	2 750 922 000	2 750 922 000	2 750 922 000
78044300264 Prendre en charge le loyer des bureaux du Postel 2001/SONAPIE	3 565 710 000	3 565 710 000	3 565 710 000
90044390142 Gérer les baux administratifs/SONAPIE	16 434 290 000	16 434 290 000	16 434 290 000
90044390143 Gérer les bâtiments administratifs/SONAPIE	71 499 359	71 499 359	71 499 359
90044390144 Gérer le patrimoine immobilier de l'Etat/SONAPIE	1 324 405 772	1 324 405 772	1 324 405 772
90044390145 Sécuriser les bâtiments administratifs/SONAPIE	541 793 683	541 793 683	541 793 683
4 Investissements	**1 971 377 000**	**5 970 000 000**	**7 135 000 000**
Trésor	***1 971 377 000***	***5 970 000 000***	***7 135 000 000***
78011202624 Projet de Transformation Digitale de la SONAPIE	471 377 000	0	0
78011202595 Provision pour Investissement / Patrimoine	0	5 500 000 000	6 200 000 000
78011201880 Faire les audits et études du MBPE	1 500 000 000	470 000 000	935 000 000
2123602 Information et communication	**165 000 000**	**165 000 000**	**165 000 000**
2 Biens et services	**165 000 000**	**165 000 000**	**165 000 000**
78011201623 Organiser la communication des activités du Ministère	115 000 000	115 000 000	115 000 000
90011290154 Suivre et coordonner les activités informatiques des structures du ministère	50 000 000	50 000 000	50 000 000
2123603 Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	**8 538 871 088**	**8 634 680 037**	**8 730 488 979**
1 Personnel	**6 980 540 385**	**7 076 349 334**	**7 172 158 276**
78011202187 Assurer les charges salariales de la Direction des Affaires Financières - MPPEEP	42 543 425	42 543 425	42 543 425
78011202528 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	6 937 996 960	7 033 805 909	7 129 614 851
2 Biens et services	**1 558 330 703**	**1 558 330 703**	**1 558 330 703**
78011201624 Equiper la DAAF	160 000 000	160 000 000	160 000 000
78011201628 Mener des actions sociales en faveur du personnel	35 000 000	35 000 000	35 000 000
78011202013 Direction Solde / Gérer les Conférences et Missions hors CI-MBPE	301 705 278	301 705 278	301 705 278
78011202102 Gérer les ressources humaines du Ministère	100 625 425	100 625 425	100 625 425
78011202226 Assurer le fonctionnement de la Fonction Financière du Ministère	92 500 000	92 500 000	92 500 000
78011202380 Coordonner l'élaboration des rapports périodiques et des RAP du Ministère	55 000 000	55 000 000	55 000 000
78011202382 Organiser le séminaire bilan de la DAF	45 000 000	45 000 000	45 000 000
78011202383 Identifier l'ensemble des postes de travail des structures du Ministère	50 000 000	50 000 000	50 000 000
78011202530 Suivre l'exécution du budget et centraliser les informations financières et administratives du Ministère / MPPEEP	40 000 000	40 000 000	40 000 000
78011202531 Gérer le Catalogue des Mesures Nouvelles / MPPEEP	29 000 000	29 000 000	29 000 000
78011202532 Mettre en œuvre le dialogue de gestion entre les acteurs de la chaîne programmatique / MPPEEP	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78011202533 Assurer le suivi de la performance des programmes / MPPEEP	36 000 000	36 000 000	36 000 000
78011202534 Renforcer les capacités des acteurs budgétaires / MPPEEP	32 000 000	32 000 000	32 000 000
78011202535 Direction Solde / Gérer les conférences et missions hors CI-MPPEEP	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78011202560 Coordonner la participation des acteurs à la présentation du Budget du MPPEEP devant les chambres du Parlement	42 000 000	42 000 000	42 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21236 Administration Générale	**40 514 471 209**	**44 608 903 158**	**45 869 712 100**
78011202561 Organiser les conférences budgétaires Internes du Ministère	75 000 000	75 000 000	75 000 000
78011202562 Elaborer et suivre les lettres d'engagement sur la performance du Ministère	25 000 000	25 000 000	25 000 000
90011200058 Coordonner les activités préparatoires des conférences de performance	21 500 000	21 500 000	21 500 000
90011290152 DAF/Gestion des dépenses centralisées	150 000 000	150 000 000	150 000 000
90011290157 Elaborer et suivre la mise en œuvre du DPPD-PAP	30 000 000	30 000 000	30 000 000
90011290158 Elaborer le manuel de procédure de gestion des ressources humaines	30 000 000	30 000 000	30 000 000
90011290160 Suivre la comptabilité des matières	78 000 000	78 000 000	78 000 000

II.2.2 Programme 2 : Portefeuille de l'Etat

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Portefeuille de l'Etat	Action 2.1: Coordination des activités et optimisation du système d'information de la DGPE
	Action 2.2: Gestion active du portefeuille de l'Etat
	Action 2.3: Mise en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Portefeuille de l'Etat						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Améliorer la gouvernance des entreprises publiques	Nombre de contrats de performance élaborés et signés entre l'Etat et les entreprises publiques	13	5	5	5	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGPE
	Nombre d'entreprises ayant signé des lettres de mission entre le Conseil d'Administration et le Directeur Général	35	35	37	37	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGPE
OS 2 : Améliorer le contrôle des entreprises publiques	Taux de réalisation du plan d'audits des entreprises publiques	100%	85%	87%	87%	(Nombre de missions d'audits lancées / Nombre de missions d'audits prévues dans le plan d'audits des entreprises publiques) X 100 Source : Rapport d'activités DGPE

Programme 2 : Portefeuille de l'Etat						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Améliorer le contrôle des entreprises publiques	Taux de réalisation du plan de contrôles opérationnels des entreprises publiques	100%	90%	92%	95%	(Nombre de contrôles opérationnels des entreprises publiques réalisés / Nombre de contrôles opérationnels des entreprises prévus dans le plan de contrôle) X100 Source : Rapport d'activités DGPE

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : PORTEFEUILLE DE L'ETAT	**7 998 654 189**	**3 686 349 545**	**3 686 349 545**
Dépenses de personnel	31 800 000	31 800 000	31 800 000
Dépenses en biens et services	3 604 739 228	3 654 549 545	3 654 549 545
Transferts	0	0	0
Investissements	4 362 114 961	0	0
Trésor	*4 362 114 961*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22087 Portefeuille de l'Etat	**7 998 654 189**	**3 686 349 545**	**3 686 349 545**
2208701 Coordination des activités et optimisation du système d'information de la DGPE	**6 012 940 138**	**1 686 225 499**	**1 686 225 499**
1 Personnel	**31 800 000**	**31 800 000**	**31 800 000**
78011202098 Prendre en charge la masse salariale du personnel sous contrat de la DGPE	31 800 000	31 800 000	31 800 000
2 Biens et services	**1 619 025 177**	**1 654 425 499**	**1 654 425 499**
78011201842 Prendre en charge les loyers des bureaux de la Direction Générale du Portefeuille de l'Etat (DGPE)	430 696 800	430 696 800	430 696 800
78011202008 Prendre en charge les honoraires des agents sur Convention BNETD	34 015 152	34 015 152	34 015 152
78011202091 Préparer le budget et assurer le suivi de l'exécution budgétaire de la DGPE	25 000 000	37 465 394	37 465 394

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22087 Portefeuille de l'Etat	**7 998 654 189**	**3 686 349 545**	**3 686 349 545**
78011202092 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de communication de la Direction Générale du Portefeuille de l'Etat (DGPE)	198 231 264	198 231 264	198 231 264
78011202141 Mettre en œuvre le cadre de performance et le contrôle interne budgétaire du Programme Portefeuille de l'Etat	21 500 000	32 220 237	32 220 237
78011202142 Suivre la mise en œuvre du Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD), du Rapport Annuel de Performance (RAP) et des lettres d'engagement	24 497 200	36 711 891	36 711 891
78011202143 Optimiser le Système d'Information du Portefeuille de l'Etat DGPE	150 000 000	150 000 000	150 000 000
78011202200 Assurer la mise en œuvre du Plan d'Actions Stratégiques (PAS) de la DGPE	435 084 761	435 084 761	435 084 761
78011202563 Organiser le prix d'Excellence de la Gouvernance des Entreprises Publiques	200 000 000	200 000 000	200 000 000
90011290114 Mettre en œuvre la seconde édition du Graduate Program	100 000 000	100 000 000	100 000 000
4 Investissements	**4 362 114 961**	**0**	**0**
Trésor	***4 362 114 961***	***0***	***0***
78011201801 Construction Siège de la DGPE	4 362 114 961	0	0
2208702 Gestion active du portefeuille de l'Etat	**491 557 015**	**498 786 944**	**498 786 944**
2 Biens et services	**491 557 015**	**498 786 944**	**498 786 944**
78011201799 Mettre en œuvre des mécanismes pour assurer une gestion active du Portefeuille de l'Etat	41 988 504	41 988 504	41 988 504
78011202009 Piloter la performance des entreprises publiques	84 359 771	84 359 771	84 359 771
78011202084 Mettre en œuvre des mécanismes pour assurer une gestion active du Portefeuille du Secteur Primaire et Secondaire	35 000 000	35 000 000	35 000 000
78011202085 Mettre en œuvre des mécanismes pour assurer une gestion active du Portefeuille du Secteur Tertiaire	76 183 071	76 183 071	76 183 071
78011202086 Piloter la performance des entreprises publiques du Portefeuille du Secteur Tertiaire	14 500 000	21 729 929	21 729 929
78011202195 Piloter la performance des entreprises publiques du Portefeuille des secteurs Primaire et Secondaire	34 525 669	34 525 669	34 525 669
90011200022 Renforcer les capacités des agents de la Direction Générale du Portefeuille de l'Etat (DGPE)	85 000 000	85 000 000	85 000 000
90011200052 Examiner et traiter les questions juridiques relatives au portefeuille de l'Etat	60 000 000	60 000 000	60 000 000
90011200054 Gérer les ressources humaines de la Direction Générale du Portefeuille de l'Etat (DGPE)	60 000 000	60 000 000	60 000 000
2208703 Mise en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques	**1 494 157 036**	**1 501 337 102**	**1 501 337 102**
2 Biens et services	**1 494 157 036**	**1 501 337 102**	**1 501 337 102**
78011202083 Mettre en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques du portefeuille des Secteurs Primaire et Secondaire	18 100 000	18 100 000	18 100 000
78011202089 Elaborer et mettre en œuvre un plan d'audit annuel et un plan de contrôle des Entreprises publiques	1 324 657 036	1 324 657 036	1 324 657 036
78011202090 Mettre en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques	14 400 000	21 580 066	21 580 066
78011202311 Mettre en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques du portefeuille du Secteur Tertiaire	22 000 000	22 000 000	22 000 000
90011200050 Elaborer et mettre en œuvre le plan annuel de contrôle opérationnel des entreprises publiques	55 000 000	55 000 000	55 000 000
90011200051 Prendre en charge le fonctionnement des COP (Comité de Suivi de Contrat de Performance)	60 000 000	60 000 000	60 000 000

II.2.3 Programme 3 : Gestion des Etablissements Publics Nationaux

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Gestion des Etablissements Publics Nationaux	Action 3.1: Coordination des activités de la Direction Générale Etablissements Publics Nationaux (EPN)
	Action 3.2: Gouvernance des EPN

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Gestion des Etablissements Publics Nationaux						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Assurer la coordination de l'administration du programme EPN	Taux d'exécution du PAS du Programme EPN	-	80%	80%	80%	(Nombre d'activités du PAS du Programme EPN réalisées / Nombre d'activités inscrites dans le PAS du Programme EPN) X 100 Source : Rapport d'activités DGEPN
OS 2 : Améliorer la gouvernance des EPN	Taux de réalisation du plan de formation des membres des Conseils de Gestion des EPN	-	83%	85%	87%	(Nombre de sessions de formation des membres du Conseil de Gestion des EPN réalisées / Nombre de sessions de formation des membres du Conseil de Gestion des EPN prévues) X 100 Source : Rapport d'activités DGEPN

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : GESTION DES ETABLISSEMENTS PUBLICS NATIONAUX	**700 000 000**	**700 000 000**	**700 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	700 000 000	700 000 000	700 000 000
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22239 Gestion des Etablissements Publics Nationaux	**700 000 000**	**700 000 000**	**700 000 000**
2223901 Coordination des activités de la Direction Générale Etablissements Publics Nationaux (EPN)	**589 000 000**	**589 000 000**	**589 000 000**
2 Biens et services	**589 000 000**	**589 000 000**	**589 000 000**
90011200084 Coordonner les activités de la DGEPN	338 000 000	338 000 000	338 000 000
90011200085 Elaborer et mettre en œuvre le Plan d'Actions Stratégiques (PAS) de la Direction Générale des EPN	137 000 000	137 000 000	137 000 000
90011200086 Gérer les ressources humaines de la Direction Générale des EPN	57 000 000	57 000 000	57 000 000
90011200087 Améliorer le Système d'Information de la DGEPN	57 000 000	57 000 000	57 000 000
2223902 Gouvernance des EPN	**111 000 000**	**111 000 000**	**111 000 000**
2 Biens et services	**111 000 000**	**111 000 000**	**111 000 000**
90011200088 Définir et mettre en œuvre la stratégie de développement des EPN	58 000 000	58 000 000	58 000 000
90011200089 Coordonner l'élaboration des rapports semestriels et annuels sur la gestion et le fonctionnement des EPN	53 000 000	53 000 000	53 000 000

SECTION 439 : MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR, CHARGE DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR

SECTION 439 : MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR, CHARGE DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

Au niveau de l'Administration Générale

- le chevauchement des attributions du ministère délégué avec d'autres ministères ;
- l'insuffisance des équipements du personnel du ministère ;
- l'insuffisance de renforcement de capacités du personnel ;
- l'insuffisance du personnel ;
- l'absence de stratégie de communication ;
- l'absence de centralisation des données de l'intégration et des Ivoiriens de l'extérieur.

Au niveau de l'Intégration Africaine

- l'existence d'entraves à la libre circulation des personnes, des marchandises et la méconnaissance du schéma de libéralisation des échanges ;
- la non application effective et la non transposition de certains actes communautaires ;
- l'absence d'évaluation de l'impact des projets communautaires sur les populations ;
- la menace de perturbation du commerce communautaire face à l'existence de plusieurs régimes d'exportation au sein de la CEDEAO ;
- la faiblesse de communication interministérielle sur les actions de développement communautaire ;
- la faiblesse dans l'accompagnement des entreprises privées sur le marché régional et sous régional ;
- le faible développement des zones transfrontalières ;
- le faible niveau d'appropriation des textes communautaires ;
- la faible prise en compte des risques transfrontaliers du changement climatique et de la désertification ;
- l'insécurité transfrontalière.

Au niveau des Ivoiriens de l'Extérieur

- la méconnaissance du profil et des compétences des Ivoiriens de l'extérieur ;
- l'absence de stratégie nationale dédiée à la réintégration des migrants ;
- la faible coordination au niveau de la gestion de la migration ;
- l'absence de stratégie de gouvernance de la diaspora ;
- l'absence d'un instrument économique et juridique pour attirer les investissements de la diaspora ;
- l'absence de structuration et de représentation des Ivoiriens de l'extérieur ;
- la propension des Ivoiriens à la migration irrégulière ;

- la difficulté de réintégration des migrants ivoiriens de retour ;
- l'absence de leviers d'accompagnement des REPATS (repatriation) ;
- la difficulté d'accès des Ivoiriens de l'extérieur à l'emploi et à l'insertion en Côte d'Ivoire ;
- le manque de civisme de certains Ivoiriens de l'extérieur.

I.1.2. Réponses apportées

Au niveau de l'Administration Générale

- la prise du décret n°2023-820 du 25 octobre 2023 portant attributions des Membres du Gouvernement définissant les attributions propres au ministère ;
- l'organisation de cinq (05) ateliers de renforcement des capacités du personnel ;
- la nomination de deux (02) responsables de service (communication et patrimoine) et de quatre (4) agents au service communication ;
- l'équipement progressif du personnel.

Au niveau de l'Intégration Africaine

- le renforcement des capacités des opérateurs économiques sur le Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO ;
- le renforcement des capacités des acteurs nationaux sur les dispositions communautaires en matière de transport ;
- l'assistance des opérateurs économiques dans la conquête des marchés continental et régional ;
- la mise en œuvre du système régional intégré d'information agricole de la CEDEAO (ECOAGRIS) ;
- la réalisation d'actions de sensibilisation des décideurs politiques et des acteurs ;
- l'élaboration de l'étude de faisabilité portant sur la zone SKBO ;
- l'organisation d'une conférence avec les parties prenantes sur l'état d'avancement de l'Intégration Africaine ;
- l'organisation d'un séminaire et la réalisation de prestations relatives aux commerces ;
- l'organisation des journées des communautés, des cafés d'intégration et de la journée des partenaires.

Au niveau des Ivoiriens de l'Extérieur

- le lancement du Guichet Unique de la Diaspora (GUD) ;
- l'élaboration de la stratégie sur le retour et la réintégration des migrants ainsi que celle sur la gestion de la diaspora ;
- la création d'un comité interministériel de mobilisation des compétences ;
- la création d'un comité interministériel d'aide au retour et à la réintégration ;
- la signature de la convention avec le Fonds de Solidarité Africaine pour la mise en place d'un mécanisme d'appui à la création d'entreprises par les Ivoiriens de l'extérieur ;
- l'adoption du Programme national de réintégration durable des migrants ;
- l'actualisation et la vulgarisation de la cartographie des Ivoiriens de l'extérieur ;
- la poursuite de la lutte contre la migration irrégulière ;
- la mise en œuvre et le suivi des actions de réintégration des Ivoiriens de l'extérieur ;
- la prospection, l'évaluation et le recensement des Ivoiriens de l'extérieur possédant des compétences ;
- l'organisation du forum de la Diaspora et la restitution des résolutions (les assises de la Diaspora) ;
- la mise en place de l'outil de mobilisation et de valorisation des compétences des Ivoiriens de l'extérieur.

I.1.3. Défis et priorités

Au niveau de l'Administration Générale

- le renforcement progressif de l'effectif et de l'équipement du personnel du ministère ;
- la redynamisation de la Commission Nationale « Accord de Partenariat Economique » ;
- la mise en place de l'Agence Ivoirienne de Coopération et d'Intégration Régionale ;
- le renforcement des capacités du personnel du ministère sur diverses thématiques ;
- l'élaboration et la mise en place d'une stratégie de communication ;
- la mise en place d'une base de données socio-économiques de l'intégration et des Ivoiriens de l'extérieur.

Au niveau de l'Intégration Africaine

- la sensibilisation et la formation des acteurs sur les thématiques relatives à la libre circulation des personnes, des biens et des marchandises ;
- la mise en place d'un cadre de coordination et de suivi des textes communautaires ;
- la promotion du schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO ;
- l'étude de l'impact du SLE et des APE sur l'économie Ivoirienne ;
- la poursuite des actions de sensibilisation allant vers l'harmonisation des régimes d'exportation au sein de la CEDEAO ;
- la mise en place d'un comité interministériel d'analyse et de mise en cohérence des politiques et des programmes communautaires et nationaux ;
- la réalisation de l'étude de faisabilité sur la zone SKBO ;
- la mise en œuvre du projet d'appui à la coopération en matière de résilience climatique, de lutte contre la désertification et la sècheresse dans les zones frontalières.

Au niveau des Ivoiriens de l'Extérieur

- la poursuite de la mise en place d'un outil digital de gestion de la diaspora Ivoirienne ;
- la mise en œuvre de la stratégie nationale d'assistance au retour et à la réintégration des migrants ;
- la mise en place du cadre national de concertation et de coordination sur la migration Ivoirienne ;
- la mise en place de la stratégie nationale de gestion de la diaspora ;
- l'opérationnalisation du fonds d'appui à l'investissement de la diaspora ;
- la création du Conseil de la Diaspora Ivoirienne ;
- la poursuite de la sensibilisation contre la migration irrégulière ;
- la mutation des comités régionaux de lutte contre la migration irrégulière en comités de gestion ;
- la tenue des assisses de la Diaspora ivoirienne ;
- la mise en œuvre des actions de réintégration durable ;
- la création d'un cadre d'accompagnement des « REPATS » (repatriation).

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance de l'intégration régionale ;
- la facilitation de l'accès aux marchés et aux investissements sous-régionaux ;
- le développement de la coopération transfrontalière.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- l'intégration africaine avec une Côte d'Ivoire plus rayonnante, prospère et présente sur l'échiquier régional est promue ;
- l'Ivoirien de l'extérieur dans le pays d'accueil est mieux intégré et est partenaire du développement économique et social de son pays d'origine.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **Décret n°2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des Membres du Gouvernement, en ses articles 10 et 32, le Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur exerce par délégation du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, les attributions de celui-ci relatives à l'Intégration Africaine et aux Ivoiriens de l'Extérieur.

A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre de l'Intégration Africaine

- participation, en liaison avec le Ministre chargé des Finances et du Budget, au suivi et à l'harmonisation des instruments techniques et économiques d'intégration sous-régionale et africaine, notamment le Conseil de l'Entente, la Mano River Union, l'Autorité du Bassin du Niger, l'Autorité du Bassin de la Volta, l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens, le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, l'Union Africaine et l'Accord de Partenariat Economique ;
- coordination et promotion des politiques sectorielles en matière d'Intégration africaine, en vue d'une meilleure cohérence des propositions nationales ;
- coordination, promotion, suivi et appui à la coopération africaine ;
- participation à la définition et au suivi de la mise en œuvre de la politique d'immigration et d'émigration africaine, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire et de la Sécurité ;
- participation, en liaison avec notamment, le Ministre chargé des Finances et du Budget, à la définition, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des programmes communautaires relatifs aux politiques sectorielles cohérentes, en vue d'un développement harmonisé et équilibré des Etats membres, notamment dans le cadre de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
- suivi de la mise en œuvre de la politique d'intégration des communautés africaines vivant en Côte d'Ivoire, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire et de la Sécurité ;
- suivi des initiatives de développement au niveau régional et continental.

Au titre des Ivoiriens de l'Extérieur

- assistance aux Ivoiriens de l'extérieur ;
- coordination des initiatives visant le regroupement des Ivoiriens de l'extérieur et soutien à ces initiatives ;
- aide à la réinsertion économique, sociale et culturelle des Ivoiriens de l'extérieur lors de leur retour en Côte d'Ivoire ;
- facilitation et coordination de la participation des Ivoiriens de l'extérieur au processus de développement de la Côte d'Ivoire, en termes de mise à disposition d'expertises avérées dans des domaines spécifiques ;
- facilitation de l'accès des Ivoiriens de l'extérieur au logement en Côte d'Ivoire ;
- soutien à la réalisation des projets d'investissement des Ivoiriens de l'extérieur en Côte d'Ivoire ;
- coordination des questions de migration des Ivoiriens vers l'extérieur, en liaison avec les Ministres chargés de l'Administration du Territoire et de la Sécurité.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Intégration Africaine
- Programme 3 : Ivoiriens de l'extérieur

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet Direction de Ressources Humaines (DRH) Direction des Affaires Financières (DAF) Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles (DAJI) Service de la Planification et du Suivi-évaluation (SPSE) Service de la Communication et des Relations Publiques (SCRP) Service des Conférences et Voyages (SCV) Service de l'Informatique, de la Documentation et des Archives (SIDA) Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) Service de Gestion du Patrimoine (SGP)		Conception de la base de données socioéconomique et technique de l'intégration	
Programme 2 : Intégration Africaine	Direction Générale des Politiques d'Intégration (DGPI) Direction des Politiques Communautaires Macroéconomiques et Financières (DPCMEF) Direction des Politiques Communautaires du Commerce, de la Libre Circulation et de la Coopération Transfrontalière (DPCCLCCT) Direction des Politiques Communautaires de la Promotion Humaine et du Développement Durable (DPCPHDD)	Bureau National CEDEAO (BNC) Bureau Ivoirien de la Promotion de l'Intégration Africaine (BIPIA)	Redynamisation de la bibliothèque régionale de l'intégration	
Programme 3 : Ivoiriens de l'extérieur	Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur (DGIE) Direction de l'Accueil, de l'Orientation et du Suivi des Actions de Réinsertion (DAOSAR) Direction de la Mobilisation des Compétences et des Ressources des Ivoiriens de l'Extérieur (DMCRIE) Direction de l'Action Sociale (DAS)			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Promouvoir une administration moderne et performante	**RS 1.1** : l'administration est moderne et performante	**IP 1.1.1** : Nombre de réformes entreprises	Dénombrement Source : Rapport d'activités SPSE
		IP 1.1.2: Taux de dématérialisation des actes administratifs	(Nombre d'actes administratifs dématérialisés / Nombre total d'actes administratifs à dématérialiser) x100 Source : Rapport d'activités SIDA
OG 2 : Promouvoir une meilleure intégration africaine avec une Côte d'Ivoire plus rayonnante, prospère et présente sur l'échiquier régional	**RS 2.1** : l'intégration africaine avec une Côte d'Ivoire plus rayonnante, prospère et présente sur l'échiquier régional est promue	**IP 2.1.1** : Indice d'intégration Régionale en Afrique (IIRA) – Statistiques de la RCI	Cet indicateur composite (compris entre 0 et 1) prend en compte l'intégration commerciale, productive, macroéconomique, des infrastructures et de la libre circulation des personnes et des biens Sources : Rapports d'activités CEA / BAD
OG 3 : Faire de l'ivoirien de l'Extérieur un citoyen mieux intégré dans le pays d'accueil et partenaire du développement économique et social de son pays d'origine	**RS 3.1** : l'ivoirien de l'Extérieur dans le pays d'accueil est mieux intégré et est partenaire du développement économique et social de son pays d'origine	**IP 3.1.1** : Nombre d'ivoiriens de l'Extérieur recensés dans les ambassades et consulats	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGIE / SPSE
		IP 3.1.2 : Nombre d'entreprises créées en Côte d'Ivoire par la diaspora	Dénombrement Sources : Rapports d'activités DGIE / Ambassades

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**5 122 516 889**	**5 603 057 604**	**5 398 860 908**
1.1 Ressources Intérieures	**5 122 516 889**	**5 603 057 604**	**5 398 860 908**
1.1.1 Budget Etat	5 122 516 889	5 603 057 604	5 398 860 908
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**5 122 516 889**	**5 603 057 604**	**5 398 860 908**
2.1 Personnel	**1 764 041 018**	**1 866 992 670**	**1 969 944 319**
2.1.1 Solde y compris EPN	1 764 041 018	1 866 992 670	1 969 944 319
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**2 718 956 258**	**3 092 050 537**	**3 106 256 408**
2.3 Transferts	**313 670 613**	**318 165 397**	**322 660 181**
2.4 Investissement	**325 849 000**	**325 849 000**	**0**
Trésor	*325 849 000*	*325 849 000*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines financières et matérielles

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer la coordination et l'animation du Ministère	Taux de mise en œuvre des diligences issues des réunions	21%	100%	100%	100%	(Nombre de diligences réalisées / Nombre total de diligences prévues) x 100 Sources : Rapports d'activités Cabinet / SPSE
	Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA)	64%	85%	90%	90%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités planifiées) x 100 Sources : Rapports d'activités Cabinet / SPSE
	Nombre de textes réglementaires soumis au Gouvernement	48	2	3	3	Dénombrement Sources : Rapports d'activités Cabinet / DAJI
	Pourcentage des services rédigeant des rapports d'activités trimestrielles	43%	85%	95%	95%	(Nombre de services ayant soumis un rapport trimestriel / Nombre total de services concernés) x 100 Sources : Rapports d'activités Cabinet / SPSE
	Taux de couverture médiatique des activités du Ministère	34%	35%	35%	50%	Nombre d'activités du Ministère couvertes par les médias / Nombre total d'activités planifiées) x 100 Sources : Rapports d'activités Cabinet / SCRP
OS 2 : Optimiser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère	Taux moyen d'atteinte des cibles du PAP	50%	95%	95%	95%	(Nombre total de cibles du PAP atteintes / Nombre total de cibles inscrites dans le PAP) x 100 Source : Rapport d'activités DAF
	Taux de couverture des besoins en ressources humaines des Services du Ministère	60%	75%	99%	99%	(Nombre de postes pourvus / Nombre total de postes à pourvoir) x 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux de couverture en matériels roulant des Services du Ministère	24%	66%	99%	99%	(Nombre de services couverts en matériels roulants / Nombre total de services à couvrir en matériels roulants) x100 Sources : Rapports d'activités SGP / DAF
	Proportion des agents ayant bénéficié d'au moins une formation	43%	35%	65%	70%	(Nombre d'agents ayant suivi au moins une formation / Nombre total d'agents à former) x 100 Source : Rapport d'activités DRH

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**3 743 491 132**	**4 220 230 222**	**3 998 137 093**
Dépenses de personnel	1 588 741 827	1 688 741 829	1 788 741 829
Dépenses en biens et services	2 059 390 305	2 205 639 393	2 209 395 264
Transferts	0	0	0
Investissements	95 359 000	325 849 000	0
Trésor	*95 359 000*	*325 849 000*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21234 Administration Générale	**3 743 491 132**	**4 220 230 222**	**3 998 137 093**
2123401 Coordination et animation du ministère	**808 104 258**	**859 173 346**	**862 743 817**
2 Biens et services	**808 104 258**	**859 173 346**	**862 743 817**
78011300416 Prendre en charge les conférences et missions hors Côte d'Ivoire - MDMAECIAIE	400 000 000	400 000 000	400 000 000
78011300421 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie des Affaires juridiques et institutionnelles	12 000 000	18 000 000	18 000 000
78011300422 Organiser la planification générale des activités du Ministère	11 000 000	14 150 000	14 304 500
78011300423 Organiser la communication des activités du Ministère	10 000 000	15 000 000	15 000 000
78011300424 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	7 000 000	10 500 000	10 500 000
78011300425 Apporter un appui en matière de TIC aux services du ministère	6 000 000	9 000 000	9 000 000
78011300427 Prendre en charge les frais d'abonnement et de facture d'eau, d'électricité et de téléphone	39 728 950	41 188 038	44 387 709
90011300028 Coordonner et superviser les activités du Ministère	77 500 000	102 960 000	103 176 300
90011300029 Prendre en charge le fonctionnement de la Résidence du Ministre	4 000 000	6 000 000	6 000 000
90011390121 Coordonner les activités des organes spécialisés et consulaires du ministère	1 000 000	1 500 000	1 500 000
90011390122 Organiser le forum de la Diaspora 2025	237 875 308	237 875 308	237 875 308
90011390123 Digitaliser les processus métiers du ministère	2 000 000	3 000 000	3 000 000
2123402 Gestion des ressources humaines financières et matérielles	**2 935 386 874**	**3 361 056 876**	**3 135 393 276**
1 Personnel	**1 588 741 827**	**1 688 741 829**	**1 788 741 829**
78011300417 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire	1 588 741 827	1 688 741 829	1 788 741 829
2 Biens et services	**1 251 286 047**	**1 346 466 047**	**1 346 651 447**
78011300418 Gérer les Ressources Humaines du ministère	20 000 000	29 060 000	29 121 800
78011300419 Gérer le budget du ministère	9 500 000	14 250 000	14 250 000
78011300420 Gérer les ressources matérielles du ministère	10 000 000	15 000 000	15 000 000
78011300426 Prendre en charge les salaires des agents sous contrats BNETD/Régie	239 420 000	239 420 000	239 420 000
90011300032 Mettre en œuvre le CDMT	20 000 000	22 500 000	22 500 000
90011300034 Gérer le budget et le patrimoine du Ministère	28 000 000	37 000 000	37 000 000
90011390112 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	787 366 047	816 236 047	816 359 647
90011390113 Gérer la commande publique du Ministère	22 000 000	33 000 000	33 000 000
90011390114 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	40 000 000	40 000 000	40 000 000
90011390117 Mettre en œuvre les activités diplomatiques du Ministre Délégué à Abidjan	75 000 000	100 000 000	100 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21234 Administration Générale	**3 743 491 132**	**4 220 230 222**	**3 998 137 093**
4 Investissements	**95 359 000**	**325 849 000**	**0**
Trésor	***95 359 000***	***325 849 000***	***0***
78011300437 Provision pour investissement / Administration Générale	0	325 849 000	0
78011300432 Conception de la base de données socio-économiques et techniques de l'intégration	95 359 000	0	0

II.2.2 Programme 2 : Intégration Africaine

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Intégration Africaine	Action 2.1: Coordination des politiques d'intégration africaine
	Action 2.2: Promotion des projets/programmes économiques et humains d'intégration africaine

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Intégration Africaine						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Optimiser la gouvernance en matière d'intégration africaine	Nombre d'instruments organiques de gouvernance d'intégration fonctionnels	01	04	05	06	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGPI
	Nombre d'instruments de gouvernance d'intégration évalués	0	04	05	06	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGPI
	Nombre de dispositifs mis en place pour prévenir les conflits	0	3	5	6	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGPI
OS 2 : Renforcer la contribution de l'intégration africaine au développement économique, social et durable de la Côte d'Ivoire	Taux de traitement des demandes d'agréments au SLE de la CEDEAO délivrés aux entreprises	112%	70%	80%	90%	(Nombre d'agréments délivrés / Nombre de demandes d'agréments soumis) x 100 Source : Rapport Comité National d'Agrément
	Nombre de produits éligibles aux nouvelles règles d'origine de la CEDEAO par année	60	80	100	120	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGPI

Programme 2 : Intégration Africaine						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 : Renforcer la contribution de l'intégration africaine au développement économique, social et durable de la Côte d'Ivoire	Taux de mise en œuvre des engagements pris dans les Accords de Partenariat Economiques intérimaires (APEi)	50%	70%	75%	95%	(Nombre d'engagements mis en œuvre / Nombre total d'engagements pris dans les APEi) X 100 Source : Rapport d'activités DGPI
	Taux de renforcement des capacités à la résilience climatique des populations des zones frontalières	3%	25%	35%	70%	(Nombre de personnes issues des zones frontalières ayant reçu une formation sur la résilience climatique / Nombre total de personnes issues des zones frontalières à former) x 100 Sources : Rapports d'activités DGPI / DPCPHDD

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : INTEGRATION AFRICAINE	**1 153 795 757**	**1 080 583 596**	**1 090 030 029**
Dépenses de personnel	175 299 191	178 250 841	181 202 490
Dépenses en biens et services	434 335 953	584 167 358	586 167 358
Transferts	313 670 613	318 165 397	322 660 181
Investissements	230 490 000	0	0
Trésor	*230 490 000*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22145 Intégration Africaine	**1 153 795 757**	**1 080 583 596**	**1 090 030 029**
2214501 Coordination des politiques d'intégration africaine	**276 800 000**	**388 470 000**	**388 470 000**
2 Biens et services	**276 800 000**	**388 470 000**	**388 470 000**
78011300360 Suivre la mise en œuvre des APEI CI/ UE et CI/ RU, de leurs programmes d'appui APE et les négociations d'un APEI globale	126 100 000	143 170 000	143 170 000
78011300361 Mettre en œuvre et suivre les politiques communautaires économiques et financières	41 200 000	83 800 000	83 800 000
78011300372 Mettre en œuvre et suivre les politiques communautaires de la Libre Circulation et de la Coopération Transfrontalière	66 000 000	93 500 000	93 500 000
90011390120 Mettre en œuvre et suivre les politiques communautaires de la Promotion Humaines et du Développement Durable	43 500 000	68 000 000	68 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22145 Intégration Africaine	**1 153 795 757**	**1 080 583 596**	**1 090 030 029**
2214503 Promotion des projets/programmes économiques et humains d'intégration africaine	**876 995 757**	**692 113 596**	**701 560 029**
1 Personnel	**175 299 191**	**178 250 841**	**181 202 490**
78011300308 Transférer les subventions équilibre Personnel au BIPIA	175 299 191	178 250 841	181 202 490
2 Biens et services	**157 535 953**	**195 697 358**	**197 697 358**
78011300348 Mettre en œuvre les activités du Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CONACILSS) en Côte d'Ivoire	10 000 000	17 000 000	17 000 000
78011300349 Organiser une conférence avec les parties prenantes sur l'état d'avancement de l'Intégration Africaine	17 000 000	27 500 000	27 500 000
78011300374 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Intégration Africaine	119 250 000	137 250 000	137 250 000
90011390130 Mettre en œuvre la politique d'appui à la coopération en matière de résilience climatique, de lutte contre la désertification et la sécheresse dans les zones frontalières	7 285 953	8 947 358	9 947 358
90011390131 Mettre en œuvre la stratégie régionale du développement du capital humain de la CEDEAO	4 000 000	5 000 000	6 000 000
3 Transferts	**313 670 613**	**318 165 397**	**322 660 181**
78011300350 Transférer les crédits de la promotion de l'intégration régionale au BIPIA	313 670 613	318 165 397	322 660 181
4 Investissements	**230 490 000**	**0**	**0**
Trésor	***230 490 000***	***0***	***0***
78011300431 Redynamisation de la bibliothèque de l'Intégration Régionale	230 490 000	0	0

II.2.3 Programme 3 : Ivoiriens de l'extérieur

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Ivoiriens de l'extérieur	Action 3.1: Renforcement de la lutte contre la migration irrégulière
	Action 3.2: Contribution de la diaspora au développement économique
	Action 3.3: Assistance aux ivoiriens de la diaspora

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Ivoiriens de l'extérieur						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Lutter contre la migration irrégulière	Nombre de personnes sensibilisées à la lutte contre la migration irrégulière	9000	9250	9500	10000	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGIE
	Taux d'actions de suivi des comités régionaux de gestion de la migration ivoirienne	0%	10%	20%	25%	(Nombre de comités produisant des rapports / Nombre de comités sectoriels installés) x 100 Source : Rapport d'activités DGIE
	Nombre de migrants de retour réinsérés	100	300	400	500	Dénombrement Source : Rapport d'activités DAOSAR
OS 2 : Assurer une meilleure assistance sociale aux Ivoiriens de la Diaspora	Taux d'organisations de la diaspora Ivoirienne formalisées	0%	10%	20%	30%	(Nombre d'organisations de la diaspora Ivoirienne formalisée / Nombre total d'organisations de la diaspora Ivoirienne) x 100 Source : Rapports d'activités DGIE
	Proportion d'Ivoiriens de la diaspora assistés	100%	80%	83%	85%	(Nombre d'ivoiriens de la diaspora assistés / Nombre total de demandes d'assistance) x 100 Source : Rapport d'activités DGIE
OS 3 : Promouvoir la contribution de la diaspora au Développement économique de la Côte d'Ivoire	Nombre de projets de la diaspora accompagnés et suivis en Côte d'Ivoire	47	80	90	95	Dénombrement Source : Rapport d'activités DMCRIE
	Taux d'ivoiriens de la Diaspora ayant des compétences mobilisées et valorisées	65%	70%	75%	80%	(Nombre de compétences valorisées / Nombre total d'ivoiriens de la diaspora recensés) x 100 Source : Rapport d'activités DMCRIE

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 3 : IVOIRIENS DE L'EXTERIEUR	**225 230 000**	**302 243 786**	**310 693 786**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	225 230 000	302 243 786	310 693 786
Transferts	0	0	0
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22146 Ivoiriens de l'extérieur	**225 230 000**	**302 243 786**	**310 693 786**
2214601 Renforcement de la lutte contre la migration irrégulière	**83 500 000**	**94 913 786**	**103 363 786**
2 Biens et services	**83 500 000**	**94 913 786**	**103 363 786**
78011300314 Lutter contre la migration irrégulière	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78011300392 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Ivoiriens de l'Extérieur	68 500 000	79 913 786	88 363 786
2214602 Contribution de la diaspora au développement économique	**45 500 000**	**68 250 000**	**68 250 000**
2 Biens et services	**45 500 000**	**68 250 000**	**68 250 000**
78011300316 Mobiliser les Compétences et les Ressources de la Diaspora	45 500 000	68 250 000	68 250 000
2214605 Assistance aux ivoiriens de la diaspora	**96 230 000**	**139 080 000**	**139 080 000**
2 Biens et services	**96 230 000**	**139 080 000**	**139 080 000**
78011300383 Mettre en œuvre et suivre les actions de réintégration des Ivoiriens de l'extérieur	64 930 000	82 130 000	82 130 000
78011300403 Coordonner les activités de la Direction de l'Action Sociale et de l'Information	31 300 000	56 950 000	56 950 000

SECTION 440 : MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS, CHARGE DES AFFAIRES MARITIMES

SECTION 440 : MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS, CHARGE DES AFFAIRES MARITIMES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse du cadre juridique, règlementaire et opérationnel ;
- l'absence d'une cartographie du domaine public maritime et fluvio-lagunaire ;
- l'occupation anarchique du domaine public maritime et fluvio-lagunaire ;
- le remblayage anarchique ;
- l'existence du phénomène de piraterie et des actes illicites ;
- la faiblesse des stratégies de renforcement des capacités ;
- la difficulté d'insertion des diplômés de l'ARSTM ;
- l'insuffisance des équipements de sécurité et de sûreté du transport maritime et fluvio-lagunaire ;
- l'inexistence de compagnies maritimes nationales ;
- la non opérationnalité des préfectures maritimes.

I.1.2. Réponses apportées

- l'adoption du Code Maritime ;
- la prise de quatre (4) décrets et onze (11) arrêtés d'application du Code Maritime ;
- l'adoption du règlement portant gestion de la redevance due par les armateurs communautaires et étrangers exploitant un service de transport maritime international ;
- l'acquisition de cinq (05) vedettes de mer pour la surveillance et le sauvetage en mer ;
- l'adoption d'un plan de déploiement et d'équipement de l'administration maritime ;
- la réalisation en cours des travaux de construction d'arrondissements et d'antennes maritimes ;
- la réalisation d'un réseau de radiocommunication (HF/VHF) et de télésurveillance maritimes (Radars et AIS : Système d'Identification Automatique des navires) pour les services opérationnels de la DGAM ;
- l'équipement du Centre Médical des Gens de Mer de Vridi ;
- le renouvellement des équipements pédagogiques de l'ARSTM dans le cadre d'un don du Gouvernement japonais ;
- la consolidation des cursus de formation à l'ARSTM par l'instauration du système LMD ;
- la diversification des offres de formation de l'ISMI avec l'appui de la Coopération Française et de l'Union Européenne ;
- l'accroissement des capacités d'accueil de l'ARSTM et de l'ISMI par la construction d'infrastructures pédagogiques en cours de réalisation (amphithéâtre, salles de classe, bâtiments administratifs et du campus de la formation continue) ;
- la création de la brigade de lutte contre le remblayage anarchique ;
- la création du centre principal, du Centre de Recherche et de Sauvetage Maritime (MRCC) ;
- la distribution de bouées et de gilets de sauvetage aux acteurs du transport fluvio-lagunaire ;
- l'acquisition de vedettes de mer pour la surveillance et le sauvetage en mer ;
- l'adoption d'un plan de déploiement et d'équipement de l'administration maritime.

I.1.3. Défis et priorités

- la cartographie de l'ensemble du domaine public maritime et fluvio-lagunaire ;
- l'identification des occupants illégaux du domaine public maritime et fluvio-lagunaire ;
- la signature des conventions d'insertion post-formation des diplômés de l'ARSTM avec des entreprises maritimes ;
- la création d'une compagnie nationale de transport maritime ;
- l'opérationnalisation des préfectures maritimes par la désignation des responsables et l'équipement des services ;
- la création d'une flotte nationale de transport maritime ;
- la mise en œuvre du registre international d'immatriculation des navires ;
- le renforcement du cadre institutionnel, juridique et opérationnel ;
- la navigabilité (dragage et balisage) des voies d'eaux intérieures ;
- le renforcement de la sécurité et la sureté dans les espaces maritimes, portuaires et fluvio-lagunaires ;
- la poursuite de la construction des arrondissements et antennes maritimes ;
- la poursuite de l'équipement des unités opérationnelles en charge de la sécurité et de la sûreté maritimes ;
- le balisage des côtes maritimes et des plans d'eau fluvio-lagunaires ;
- la formation et le renforcement des capacités des personnels du secteur maritime et lagunaire ;
- la construction du siège et des bases opérationnelles des Affaires Maritimes ;
- l'élaboration d'une cartographie du domaine public maritime.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- l'amélioration de la gouvernance dans le secteur des affaires maritimes ;
- le renforcement de la sécurité et de la sûreté maritime, portuaire et des voies d'eau fluvio-lagunaire.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration des affaires maritimes est moderne et performante ;
- le niveau de service de transport par voie d'eau maritime et fluvio-lagunaire est amélioré.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n° 2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, en **son article 12** et du décret **n°2024-274 du 08 Mai 2024** portant organisation du Ministère délégué auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes, le Ministre délégué auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière des Affaires Maritimes.
A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- mise en place d'une gouvernance maritime ;
- développement des capacités techniques et opérationnelles en matière de sécurité et sûreté maritimes, fluvio-lagunaires ;
- développement de la coopération maritime sous régionale et internationale ;
- application et contrôle de la réglementation relative à la sécurité et à la sûreté maritimes et fluvio-lagunaires ;
- participation à la protection et à la préservation des milieux marin, lagunaire et fluvial ;

- formation des gens de mer ;
- suivi des règles de sûreté maritime et portuaire.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration générale
- Programme 2 : Transport maritime et fluvio-lagunaire

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration générale	Cabinet ; Direction des Affaires Financières (DAF) ; Direction des Ressources Humaines (DRH) ; Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale (DAJCI) ; Direction de la Planification, des Statistiques, de la Prospective et des Projets (DPSPP) ; Bureau des Enquêtes de Sécurité et de Prévention des Evènements de Mer ; Service de l'Informatique, de la Documentation et des Archives ; Service de la Communication et des Relations Publiques ; Cellule de Passation des Marches Publics (CPMP) ; Service de Gestion du patrimoine.		Opérationnalisation du système de planification, suivi-évaluation des projets d'investissement et des activités du MDMTAM	
Programme 2 : Transport maritime et fluvio-lagunaire	Direction Générale des Affaires Maritimes (DGAM) ; Inspection Générale des Services des Affaires Maritimes (IGSAM) ; Direction de la Gestion des Carrières et des Affaires Militaires (DGCAM) ; Direction de l'Intendance et de la Facturation (DIF) ; Direction de l'Administration des Gens de Mer (DAGM) ; Direction des Trafics Maritimes, des Voies d'Eau Intérieure et de la Plaisance (DTMVEIP) ; Direction de la Qualité et la de Normalisation ; Direction de la Santé des Gens de Mer et de l'Action Sociale ; Direction des Registres d'Immatriculation des Navires (DRIN) ; Direction de la Police Maritime et de la Logistique Navale (DPMLN) ;	Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer (ARSTM) ; Institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI)	- Dépenses d'investissement LPSI Affaires Maritimes et Portuaires ; -Construction de classes polyvalentes à l'ARSTM ; - Construction et équipement d'une base d'intervention maritime et fluviale. -Opérationnalisation de l'immatriculation internationale des navires en Côte d'Ivoire ; - Réalisation d'un réseau de radiocommunication pour la Direction Générale des Affaires Maritimes.	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
	Direction de la Sécurité Maritime et de l'Environnement Marin (DSMEM) ; Direction de la Sûreté et du Domaine (DSD) ; Inspection Technique des Navires (ITN) ; Service Informatique ; Service Investigations et Répressions des Fraudes ; Service de Renseignement ; Service de la Règlementation et des Relations Extérieures Service de Suivi du Budget ; Centre Principal de Coordination de Sauvetage Maritime (MRCC) ; Direction Régionale Est ; Direction Régionale Ouest ; Arrondissements Maritimes d'Abidjan, de Grand-Bassam, d'Adiaké, de Jacqueville, de Bingerville, de Grand-Lahou, de Sassandra, de San-Pédro, de Tabou et de Fresco ; Brigade Spéciale de Lutte Contre le Remblayage anarchique.			

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place une Administration moderne et performante	**RS 1 :** L'administration des affaires maritimes est moderne et performante	**IP 1.1** : Taux annuel des textes législatifs et règlementaires soumis au Gouvernement	(Nombre de textes soumis / Nombre de textes élaborés) X 100 Source : Rapport d'activités DAJC
OG 2 : Améliorer le niveau de service de transport par voie d'eau maritime et fluvio-lagunaire	**RS 2** : Le niveau de service de transport par voie d'eau maritime et fluvio-lagunaire est amélioré	**IP 2.1 :** Taux d'accroissement du nombre d'usagers du transport lagunaire en Côte d'Ivoire	(Nombre de passagers de l'année N - Nombre de passagers de l'année N-1) / Nombre de passagers de l'année N-1) X 100 Sources : Rapports d'activités DPSPP / DGAMP / SOTRA / SITTRANS / STL / Pinassiers

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**13 746 365 872**	**16 837 443 535**	**18 367 044 101**
1.1 Ressources Intérieures	**13 746 365 872**	**16 837 443 535**	**18 367 044 101**
1.1.1 Budget Etat	13 746 365 872	16 837 443 535	18 367 044 101
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**13 746 365 872**	**16 837 443 535**	**18 367 044 101**
2.1 Personnel	**7 089 282 614**	**7 276 426 328**	**7 607 570 043**
2.1.1 Solde y compris EPN	7 089 282 614	7 276 426 328	7 607 570 043
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**2 474 457 187**	**2 545 549 316**	**2 609 509 055**
2.3 Transferts	**736 445 541**	**739 906 310**	**752 830 902**
2.4 Investissement	**3 446 180 530**	**6 275 561 581**	**7 397 134 101**
Trésor	*3 446 180 530*	*6 275 561 581*	*7 397 134 101*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration générale	Action 1.1: Coordination et animation du ministère
	Action 1.2: Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Action 1.3: Planification, programmation et suivi évaluation
	Action 1.4: Information et Communication

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Améliorer la gouvernance du secteur des transports maritimes et fluvio-lagunaires	Taux annuel des textes réglementaires transmis au Secrétariat General du Gouvernement	-	55%	60%	65%	(Nombre de textes transmis / Nombre de textes prévus) X 100 Prévision : 2026 : 10 ; 2027 : 10 ; 2028 : 10 Source : Rapport d'activités DAJCI
	Taux de réalisation des activités du plan stratégique	-	75%	90%	100%	(Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues) X 100 Source : Rapport d'activités Cabinet
OS 2 : Optimiser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère délégué	Taux du personnel formé	-	70%	75%	80%	(Nombre de personnes formées / Nombre de personnes prévues pour être formées) X 100 Prévision : 2026 : 100 ; 2027 : 100 ; 2028 : 100 Source : Rapport d'activités DRH
	Taux d'atteinte des cibles du PAP	62,5	65%	70%	75%	(Nombre de cibles atteintes / Nombre total de cibles du PAP) X 100 Sources : Rapport d'activités / RAP Ministère
OS 3 : Améliorer la planification, la programmation et le suivi-évaluation des investissements	Taux de réalisation des activités de suivi-évaluation	-	55%	60%	70%	(Nombre d'activités de suivi-évaluation des projets réalisées / Nombre d'activités de suivi-évaluation des projets programmées) X 100 Source : Rapport d'activités DPSPP
	Taux de mise en œuvre des recommandations issues des missions de suivi-évaluation des projets	-	60%	70%	80%	(Nombre de recommandations issues des missions de suivi-évaluation des projets / Nombre de recommandations issues des missions de suivi-évaluation des projets mises en œuvre) X 100 Source : Rapport d'activités DPSPP
	Taux de projets validés au PIP	-	90%	95%	100%	(Nombre de projets validés / Nombre de projets soumis) X 100 Source : Rapport d'activités DPSPP
OS 4 : Améliorer le système d'information et de communication	Taux de couverture médiatique des activités	-	75%	80%	85%	(Nombre d'activités médiatisées / Nombre total d'activités réalisées) X 100 Source : Rapport d'activités SCRP
	Taux d'accroissement de fréquentation du site web	-	55%	65%	70%	((Nombre de visites enregistrées sur le site web du Ministère en année N - Nombre de visites enregistrées sur le site web du ministère en année N-1) / Nombre de visite enregistrées de l'année N-1)) X 100 Source : Rapport d'activités SCRP

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**8 311 959 782**	**8 829 695 625**	**9 055 149 079**
Dépenses de personnel	7 007 282 614	7 266 426 328	7 597 570 043
Dépenses en biens et services	1 169 677 168	1 190 269 297	1 201 579 036
Transferts	0	0	0
Investissements	135 000 000	373 000 000	256 000 000
Trésor	*135 000 000*	*373 000 000*	*256 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21237 Administration générale	**8 311 959 782**	**8 829 695 625**	**9 055 149 079**
2123701 Coordination et animation du ministère	**363 148 630**	**378 135 705**	**383 672 238**
2 Biens et services	**363 148 630**	**378 135 705**	**383 672 238**
78045200127 Prendre en charge les frais liés à la résidence du Ministre	4 000 000	4 000 000	4 000 000
78045200173 Prendre en charge les honoraires des agents sous Convention BNETD	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78045200174 Gérer les dépenses des conférences et missions hors Côte d'Ivoire	20 000 000	20 000 000	20 000 000
78045200175 Gérer les dépenses des séminaires et conférences en Côte d'Ivoire	25 000 000	25 000 000	25 000 000
78045200176 Assister juridiquement les structures et gérer les contentieux administratifs et judiciaires du ministère	25 000 000	25 750 000	26 522 500
78045200177 Coordonner les activités du Ministère	104 200 000	104 200 000	104 200 000
78045200178 Réaliser les enquêtes de sécurité et suivre les recommandations pour la prévention des événements de mer	30 000 000	39 655 000	40 844 650
78045200187 Prendre en charge les frais d'abonnement et de facture d'eau, d'électricité et de téléphone	34 448 630	38 415 705	41 356 638
78045200188 Gérer le patrimoine du Ministère	20 500 000	21 115 000	21 748 450
2123702 Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	**7 729 826 014**	**7 992 719 728**	**8 327 725 943**
1 Personnel	**7 007 282 614**	**7 266 426 328**	**7 597 570 043**
78011202336 Prendre en Charge les rémunérations des fonctionnaires du Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	6 935 282 614	7 266 426 328	7 597 570 043
78045200201 Prendre en charge les salaires du personnel contractuel du MDMTAM	72 000 000	0	0
2 Biens et services	**722 543 400**	**726 293 400**	**730 155 900**
78045200180 Gérer le personnel du Ministère	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78045200181 Gérer les dépenses centralisées du Ministère	567 543 400	567 543 400	567 543 400
78045200182 Mettre en œuvre le CDMT du Ministère	32 000 000	32 960 000	33 948 800
78045200183 Préparer et suivre l'exécution des budgets du Ministère et des Structures sous tutelle	75 000 000	77 250 000	79 567 500
78045200184 Coordonner la Passation des marchés publics du Ministère et suivre leurs exécutions publiques du Ministère et suivre leur exécution	18 000 000	18 540 000	19 096 200

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21237 Administration générale	**8 311 959 782**	**8 829 695 625**	**9 055 149 079**
2123703 Planification, programmation et suivi évaluation	**157 150 000**	**395 150 000**	**278 150 000**
2 Biens et services	**22 150 000**	**22 150 000**	**22 150 000**
78045200179 Planifier, programmer, suivre et évaluer les activités du ministère	22 150 000	22 150 000	22 150 000
4 Investissements	**135 000 000**	**373 000 000**	**256 000 000**
Trésor	***135 000 000***	***373 000 000***	***256 000 000***
90045200006 Opérationnalisation du Système de Planification, de Suivi des Projets d'Investissement et des Activités du MDMTAM	135 000 000	373 000 000	256 000 000
2123704 Information et Communication	**61 835 138**	**63 690 192**	**65 600 898**
2 Biens et services	**61 835 138**	**63 690 192**	**65 600 898**
78045200185 Coordonner la Sécurisation des réseaux et des applications informatiques	25 000 000	25 750 000	26 522 500
78045200186 Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de Communication du Ministère	36 835 138	37 940 192	39 078 398

II.2.2 Programme 2 : Transport maritime et fluvio-lagunaire

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Transport maritime et fluvio-lagunaire	Action 2.1: Coordination et suivi des activités de transport, de sécurité, de sûreté et de formation maritimes
	Action 2.2: Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements techniques de sécurité et de sûreté maritime
	Action 2.3: Renforcement des capacités didactiques et opérationnelles des structures de formation maritime

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Transport maritime et fluvio-lagunaire						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Accroitre la mobilité des personnes et des marchandises par voie d'eau maritime et intérieure	Taux d'accroissement annuel du nombre d'usagers du transport lagunaire à Abidjan	24,3%	27%	28,5%	29%	((Nombre de passagers de l'année N – Nombre de passagers de l'année N-1) / Nombre de passagers de l'année N-1)) X 100 Sources : Rapports d'activités DTMVEIP / DPMLN / DPSPP
	Taux d'accroissement annuel du tonnage des marchandises transportées par les tines à Abidjan	-	5%	7%	8%	((Tonnage de marchandises transportées par les tines en année N - Tonnage de marchandises transportées par les tines en année N-1) / (Tonnage de marchandises transportées par les tines en année N-1)) X 100 Sources : Rapports d'activités DTMVEIP / DPMLN / DPSPP

Programme 2 : Transport maritime et fluvio-lagunaire						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 2 Renforcer la sécurité et la sûreté maritimes	Taux de navires aux normes de sécurité	96,95%	97%	98%	99%	(Nombre de navires aux normes / Nombre de navires contrôlés) X 100 Sources : Rapports d'activités ITN / DPSPP
	Taux d'alertes traitées (accidents et incidents)	91%	95%	97%	98%	(Nombre d'alertes traitées / Nombre total d'alertes enregistrées) X 100 Source : Rapport d'activités MRCC
	Taux d'embarcations répondant aux normes de sécurité	88,34%	90%	93%	95%	(Nombre d'embarcations aux normes / Nombre d'embarcations inspectées) X 100 Sources : Rapports d'activités ITN / DPSPP
OS 3 : Accroître la formation des personnels de transport, de navigation, de sécurité et de sûreté maritimes	Nombre de personnels en sécurité et sureté maritime formés	287	625	750	825	Dénombrement Source : Rapport d'activités ISMI
	Nombre de personnels en transport et en navigation formés	1 760	1 775	1 808	1 842	Dénombrement Source : Rapport d'activités ARSTM

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : TRANSPORT MARITIME ET FLUVIO-LAGUNAIRE	**5 434 406 090**	**8 007 747 910**	**9 311 895 022**
Dépenses de personnel	82 000 000	10 000 000	10 000 000
Dépenses en biens et services	1 304 780 019	1 355 280 019	1 407 930 019
Transferts	736 445 541	739 906 310	752 830 902
Investissements	3 311 180 530	5 902 561 581	7 141 134 101
Trésor	*3 311 180 530*	*5 902 561 581*	*7 141 134 101*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22115 Transport maritime et fluvio-lagunaire	**5 434 406 090**	**8 007 747 910**	**9 311 895 022**
2211501 Coordination et suivi des activités de transport, de sécurité, de sûreté et de formation maritimes	**1 652 866 596**	**1 631 366 596**	**1 684 016 596**
1 Personnel	**82 000 000**	**10 000 000**	**10 000 000**
78045200135 Assurer la masse salariale des Affaires Maritimes et Portuaires	82 000 000	10 000 000	10 000 000
2 Biens et services	**1 304 780 019**	**1 355 280 019**	**1 407 930 019**
55045200010 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (Tabou)	19 000 000	19 000 000	19 000 000
55045200011 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (San-Pédro)	22 000 000	22 000 000	22 000 000
57045200001 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (Fresco)	22 000 000	22 000 000	22 000 000
71045200010 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (Adiake)	23 280 019	23 280 019	23 280 019
71045200011 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (Grand-Bassam)	22 000 000	22 000 000	22 000 000
78045200117 Contrôler et vérifier la conformité des navires, installations portuaires et plates formes offshores ivoiriens aux normes de sureté du code ISPS	18 000 000	18 000 000	18 000 000
78045200118 Contrôler les engins nautiques dans le cadre de la sécurité de la Navigation	16 500 000	16 500 000	16 500 000
78045200120 Contrôler les activités des auxiliaires du transport maritime	20 000 000	26 000 000	33 800 000
78045200132 Acquérir les moyens nécessaires à la prise en charge adéquate des marins	18 000 000	18 000 000	18 000 000
78045200134 LPSI -Animer les structures opérationnelles de la DGAMP (centre SAR ; points de contact ISPS ; Unités de plongée ; Police balnéaire ; Inspection technique des navires; Police Maritime ; Arrondissements Maritimes)	553 500 000	553 500 000	553 500 000
78045200140 Gérer la carrière du personnel paramilitaire des Affaires Maritimes	14 000 000	14 000 000	14 000 000
78045200143 Suivre la mise en œuvre de la politique maritime dans la région Maritime Ouest	10 000 000	19 500 000	25 350 000
78045200148 Mettre en œuvre et suivre la politique sectorielle en matière de promotion et de protection de l'économie bleue (dans le périmètre maritime sous juridiction ivoirienne et voies d'eau intérieure)	80 000 000	80 000 000	80 000 000
78045200149 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (Abidjan)	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78045200154 Gérer le fonds des produits divers et le stock de matériels techniques militaires des Affaires Maritimes	23 000 000	23 000 000	23 000 000
78045200155 Coordonner les activités de sauvetage maritime et lagunaire en Côte d'Ivoire et dans la zone UEMOA	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78045200156 Suivre la mise en œuvre de la politique maritime dans la région Maritime Est	10 000 000	19 500 000	25 350 000
78045200157 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (Sassandra)	16 000 000	16 000 000	16 000 000
78045200160 Gérer les registres d'immatriculation des navires	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78045200161 Rechercher et prévenir les actes illicites contre les navires marchands, le pillage des ressources maritimes, l'immigration clandestine et la pollution marine	17 000 000	17 000 000	17 000 000
78045200189 Contrôler les services et structures sous tutelle du Ministère	30 000 000	30 000 000	30 000 000

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22115 Transport maritime et fluvio-lagunaire	**5 434 406 090**	**8 007 747 910**	**9 311 895 022**
78045200190 Suivre la qualité et la normalisation des services et structures sous tutelle du Ministère	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78045200191 Suivre la santé des gens de mer	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78045200192 Suivre la mise en œuvre du schéma directeur d'informatisation du système des Affaires Maritimes	25 000 000	32 500 000	42 250 000
78045200193 Suivre l'exécution du budget des services et structures de la Direction Générale des Affaires Maritimes	30 000 000	30 000 000	30 000 000
78045200194 Assurer les activités d'investigation et de répression de la fraude	25 000 000	32 500 000	42 250 000
78045200195 Coordonner les opérations de renseignement	25 000 000	32 500 000	42 250 000
78045200196 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (Bingerville)	22 000 000	22 000 000	22 000 000
79045200010 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (Jacqueville)	19 500 000	19 500 000	19 500 000
79045200011 Contrôler les activités sur les plans d'eau maritime, fluvio-lagunaire, lacustre et les domaines publics y afférents au niveau local (Grand-Lahou)	26 000 000	26 000 000	26 000 000
90045200003 Suivre la coopération maritime régionale et internationale	10 000 000	13 000 000	16 900 000
90045200004 Coordonner les activités liées à l'inspection des navires	15 000 000	15 000 000	15 000 000
90045200007 Lutter contre le remblayage anarchique des voies d'eau intérieures	53 000 000	53 000 000	53 000 000
3 Transferts	**266 086 577**	**266 086 577**	**266 086 577**
78045200119 Mettre en œuvre la politique de renforcement des capacités en matière de sécurité maritime Interrégional	266 086 577	266 086 577	266 086 577
2211502 Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements techniques de sécurité et de sûreté maritime	**2 961 180 530**	**5 384 390 946**	**6 730 634 101**
4 Investissements	**2 961 180 530**	**5 384 390 946**	**6 730 634 101**
Trésor	***2 961 180 530***	***5 384 390 946***	***6 730 634 101***
90045200005 Construction et équipement d'une base navale d'intervention maritime et fluviale	50 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000
78045200198 Opérationnaliser l'immatriculation internationale des navires en Côte d'Ivoire	500 000 000	1 000 000 000	1 366 081 427
78045200197 Réaliser un réseau de radiocommunication pour la Direction Générale des Affaires Maritimes	387 500 000	300 000 000	217 630 000
78045200150 Dépenses d'investissement IPSI - affaires maritimes et portuaire	2 023 680 530	2 084 390 946	2 146 922 674
2211503 Renforcement des capacités didactiques et opérationnelles des structures de formation maritime	**820 358 964**	**991 990 368**	**897 244 325**
3 Transferts	**470 358 964**	**473 819 733**	**486 744 325**
78045200168 Former les acteurs et artisans du transport maritime et Fluvio lagunaire	470 358 964	473 819 733	486 744 325
4 Investissements	**350 000 000**	**518 170 635**	**410 500 000**
Trésor	***350 000 000***	***518 170 635***	***410 500 000***
78045200167 Construction de classes polyvalentes à l'arstm	350 000 000	518 170 635	410 500 000

SECTION 444 : MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES SPORTS ET DU CADRE DE VIE, CHARGÉ DES SPORTS ET DU CADRE DE VIE

SECTION 444 : MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES SPORTS ET DU CADRE DE VIE, CHARGÉ DES SPORTS ET DU CADRE DE VIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Situation du Secteur

I.1.1. Problèmes majeurs

- la faiblesse du cadre juridique et institutionnel ;
- l'insuffisance d'infrastructures sportives civiles, scolaires et universitaires ;
- le sport professionnel peu développé ;
- le faible taux de pratique du sport de masse et du sport pour tous ;
- l'insuffisance des ressources pour le financement du sport ;
- l'industrie du sport peu développée ;
- la faible participation de la Côte d'Ivoire aux évènements sportifs internationaux en matière de sports scolaires et universitaires.

I.1.2. Réponses apportées

- le renforcement du cadre législatif, réglementaire et institutionnel par la prise de textes ;
- l'adoption de la Politique Nationale des Sports (PNS) ;
- la restructuration de :
    - l'Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires (OISSU) ;
    - l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS) ;
    - l'Office National du Sport (ONS).
- la mise en place d'un programme de préparation des athlètes de haut niveau ;
- l'octroi de bourses aux athlètes de haut-niveau ;
- l'appui administratif, technique et financier aux fédérations sportives ;
- la mise en place des programmes de sensibilisation à la pratique du sport de masse et du sport pour tous ;
- la recherche de Partenaires Techniques et Financiers (PTF) pour le financement des projets d'infrastructures sportives ;
- la construction d'infrastructures sportives et d'hébergement pour l'organisation de la CAN 2023 notamment, 06 stades de compétition à Abidjan, Yamoussoukro, Bouaké, San- Pedro et Korhogo, 24 terrains d'entrainement, 03 cités CAN (Bouaké, Korhogo et San-Pédro) et 01 hôtel 03 étoiles de 50 lits à Korhogo ;
- la mise en œuvre du programme de réhabilitation, d'équipement et de construction des infrastructures sportives « PRECIS SPECIAL » ;
- la mise en œuvre du projet « AGORA » ;
- la construction du Centre Sportif, Culturel et des TIC Ivoiro-Coréen Alassane OUATTARA (CSCTICAO) ;
- la mise en œuvre du « Programme d'urgence équipement et réhabilitation d'infrastructures sportives / Phase 1 et 2 » ;
- la mise en œuvre du projet « Aisance nautique phase 1 » ;
- le renforcement de la formation aux emplois et métiers du sport.

I.1.3. Défis et priorités

- la poursuite du renforcement du cadre législatif, règlementaire et institutionnel ;
- la poursuite de la construction et de la réhabilitation d'infrastructures sportives civiles, scolaires et universitaires ;
- l'entretien et la maintenance des infrastructures sportives de la CAN ;
- la poursuite de la professionnalisation du Sport, de l'animation sportive citoyenne et de la formation aux emplois et métiers du sport en Côte d'Ivoire ;
- la couverture de l'ensemble du territoire par les compétitions OISSU ;
- la création de pôles de développement du sport ;
- le développement de stratégies de financement du sport ;
- la participation aux compétitions sportives scolaires et universitaires au plan international.

I.2. Politique sectorielle

I.2.1. Principales orientations

- le renforcement du cadre réglementaire du sport ;
- le développement de l'offre des infrastructures sportives ;
- la promotion de la pratique du sport ;
- la promotion de l'industrie du sport ;
- le financement du sport ;
- le développement de l'offre de formation.

I.2.2. Résultats stratégiques

- l'administration est moderne et performante ;
- l'offre d'infrastructures sportives est développée ;
- les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau sont promus.

I.3. Missions du ministère

Conformément au **décret n°2023-820 du 25 Octobre 2023** portant attributions des Membres du Gouvernement, en ses **articles 1 et 33**, le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie, exerce par délégation du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, les attributions de celui-ci relatives aux Sports et au Cadre de Vie.
A ce titre, et en liaison avec les différents départements ministériels concernés, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

Au titre des Sports

- promotion de la pratique du sport d'élite et du sport de masse ;
- réglementation des sports civils et scolaires ;
- organisation, réglementation, contrôle et évaluation de l'enseignement de l'éducation physique et du sport à l'école, des fédérations et associations sportives ;
- appui à la formation du personnel enseignant en éducation physique et sportive ;
- promotion de la professionnalisation de la vie sportive ;
- promotion du Genre dans le domaine du sport ;
- gestion du patrimoine des infrastructures sportives ;

- promotion, contrôle et suivi des infrastructures sportives publiques et privées ;
- contribution à la promotion de la culture de la paix à travers des manifestations sportives ;
- organisation et dynamisation des équipes nationales pour les compétitions internationales ;
- coordination de l'organisation de toute activité sportive internationale abritée par la Côte d'Ivoire, en liaison avec les fédérations sportives ;
- participation à la recherche et à la mise en place de nouveaux systèmes de financement du sport.

Au titre du Cadre de Vie

- identification, orientation et impulsion des actions visant la préservation et l'amélioration du cadre de vie.

I.4. Identification des programmes

- Programme 1 : Administration Générale
- Programme 2 : Sport
- Programme 3 : Appui au développement durable du sport
- Programme 4 : Appui à l'entretien et à la sécurisation des infrastructures

II. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (DPPD-PAP)

II.1. Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD)

II.1.1. Répartition des structures dans les programmes

Tableau 1 : Cartographie administrative des programmes

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 1 : Administration Générale	Cabinet ; Inspection Générale (IG) ; Direction des Affaires Financières (DAF) ; Direction des Ressources Humaines (DRH) ; Direction de la Planification, des Statistiques et de la Prospective (DPSP) ; Direction des Affaires Juridiques et de la Coopération (DAJC) ; Direction de la Communication, des Relations Publiques, de la Documentation et des Archives (DCRPDA) ; Direction des Projets, de l'Equipement et de la Maintenance (DPEM) ; Direction des Systèmes d'Information (DSI) ; Cellule de Passation des Marchés Publics (CPMP) ; Service de Gestion du Patrimoine (SGP) ; Directions Régionales (DR) (34) ; Directions départementales (DD) (76).	Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS) ; Conseil National du Sport (CNAS).	Projet d'extension de l'INJS	

PROGRAMMES	SERVICES CENTRAUX ET RÉGIONAUX	ORGANISMES SOUS TUTELLE DIRECTE (EPN, SODE, SEM)	PROJETS PIP	PROJETS HORS PIP
Programme 2 : Sport	Direction Générale des Sports et de la Vie Fédérale (DGSVF) ; Direction de la Vie Fédérale et du Sport de Haut Niveau (DVFSHN) ; Direction des Sports de Masse et du Genre (DSMG) ; Direction de la Professionnalisation et de l'Economie Sportive (DPES).	Office National des Sports (ONS) ; Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires (OISSU) ; Comité National de Lutte Anti-Dopage (CNLAD) ; Centre Sportif, Culturel et des TICs Ivoiro-Coréen Alassane OUATTARA (CSCTICAO) ; Comité National de Soutien aux Eléphants (CNSE).	Programme d'urgence équipement et réhabilitation infrastructures sportives / Phase 2 ; Construire et équiper 04 piscines olympiques et Centre de remise en forme ; Construction de 10 AGORA.	

II.1.2. Performance globale du ministère

Tableau 2 : Performance du ministère

OBJECTIFS GLOBAUX (OG)	RESUTATS STRATEGIQUES (RS)	INDICATEURS DE PERFORMANCE (IP)	METHODES DE CALCUL / SOURCES DE COLLECTE
OG 1 : Mettre en place une administration moderne et performante sur l'ensemble du territoire national répondant aux besoins du sport	**RS 1.1**: L'Administration est moderne et performante	**IP 1.1.1** : Taux de satisfaction du mouvement sportif	Enquête Source : Rapport d'activités IG
OG 2 : Améliorer la pratique du sport en Côte d'Ivoire	**RS 2.1** : L'offre d'infrastructures sportives est développée	**IP 2.1.1** : Taux de couverture nationale d'infrastructures sportives	(Nombre d'infrastructures sportives réalisées / Nombre total de localités) X 100 Source : Rapports d'activités ONS
	RS 2.2 : Les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau sont promus	**IP 2.2.1** : Taux de participation des établissements scolaires et universitaires aux compétitions OISSU	(Nombre d'établissements scolaires et universitaires participant aux compétitions OISSU / Nombre total d'établissements scolaires et universitaires ouverts) X 100 Source : Rapports d'activités OISSU
		IP 2.2.2 : Taux de pratique du sport de masse et pour tous	Enquête Source : Rapports d'activités DGS
		IP 2.2.3 : Taux de participation aux compétitions sportives internationales statutaires	(Nombre de participations des fédérations sportives aux compétitions internationales / Nombre total de compétitions internationales statutaires annuelles organisées) X 100 Source : Rapports d'activités DGS

II.1.3. Financement global du ministère

Tableau 3 : Financement global

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**70 427 777 385**	**71 809 117 516**	**77 632 613 818**
1.1 Ressources Intérieures	**70 427 777 385**	**71 809 117 516**	**77 632 613 818**
1.1.1 Budget Etat	70 427 777 385	71 809 117 516	77 632 613 818
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**70 427 777 385**	**71 809 117 516**	**77 632 613 818**
2.1 Personnel	**14 444 275 447**	**15 698 308 230**	**16 952 341 014**
2.1.1 Solde y compris EPN	14 444 275 447	15 698 308 230	16 952 341 014
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**2 221 761 655**	**2 059 245 505**	**2 122 584 523**
2.3 Transferts	**31 954 460 421**	**34 755 418 284**	**36 426 038 281**
2.4 Investissement	**21 807 279 862**	**19 296 145 497**	**22 131 650 000**
Trésor	*21 807 279 862*	*19 296 145 497*	*22 131 650 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II.2. Projets Annuels de Performance (PAP) par programme

II.2.1 Programme 1 : Administration Générale

II.2.1.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1: Coordination de la politique du sport
	Action 1.2: Amélioration du système de planification, de suivi-évaluation et des statistiques
	Action 1.3: Amélioration du cadre de gestion des ressources humaines
	Action 1.4: Amélioration de la gestion des finances et du patrimoine

II.2.1.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 1 : Administration Générale						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS1 : Assurer la coordination générale en matière de sport	Proportion de textes règlementaires élaborés et transmis au SGG	68%	80%	85%	90%	(Nombre de textes élaborés et transmis / Nombre de textes à élaborer) X 100 Prévision (2026-2028) : 32 textes à élaborer Source : Rapport d'activités DAJC
	Proportion de missions d'inspections réalisées	65%	85%	87%	90%	(Nombre de missions réalisées / Nombre de missions programmées) X 100 Source : Rapport d'activités IG
OS 2 : Améliorer la planification et le système de suivi- évaluation des programmes et projets	Proportion de missions de suivi- évaluation réalisées	65%	83%	85%	87%	(Nombre de missions de suivi-évaluation réalisées / Nombre de missions de suivi-évaluation programmées) x 100 Prévision (2026-2028) : 15 missions programmées Source : Rapport d'activités DPSP
	Proportion de documents de suivi- évaluation produits et diffusés	100%	100%	100%	100%	(Nombre de documents de suivi-évaluation produits et diffusés / Nombre de documents de suivi-évaluation à élaborer) X 100 Source : Rapport d'activités DPSP
OS 3 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de satisfaction des demandes en personnel émises par les unités administratives	56, 67%	70%	75%	80%	(Nombre d'agents mis à la disposition des services du Ministère / Nombre total de demandes formulées) X 100 Sources : Base de données du personnel DRH / Rapport d'activités DRH
	Taux d'exécution budgétaire	99,75%	94,5%	95%	95,5%	(Budget ordonnancé / Budget actuel) X 100 Source : Rapport d'activités DAF
OS 4 : Développer l'offre de formation adaptée aux métiers du sport	Proportion de jeunes formés aux emplois du sport	85%	20%	40%	60%	(Nombre de jeunes formés aux emplois du sport / Nombre total de jeunes dans le cycle de formations diplômantes) X 100 Prévision : 10 880 jeunes à former Source : Rapport d'activités INJS
	Proportion de jeunes formés aux métiers du sport	75%	20%	40%	60%	(Nombre de jeunes formés aux métiers du sport / Nombre total de jeunes auditeurs) X 100 Prévision : 500 jeunes à former Source : Rapport d'activités INJS

II.2.1.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 1 : ADMINISTRATION GENERALE	**17 906 782 766**	**19 689 346 445**	**20 982 672 849**
Dépenses de personnel	12 223 957 767	13 440 605 324	14 657 252 882
Dépenses en biens et services	1 678 788 329	1 508 513 306	1 569 430 355
Transferts	2 592 902 305	2 608 620 959	2 624 339 612
Investissements	1 411 134 365	2 131 606 856	2 131 650 000
Trésor	*1 411 134 365*	*2 131 606 856*	*2 131 650 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
21081 Administration Générale	**17 906 782 766**	**19 689 346 445**	**20 982 672 849**
2108101 Coordination de la politique du sport	**6 094 819 416**	**6 826 921 744**	**6 919 187 994**
1 Personnel	**1 393 765 337**	**1 417 233 254**	**1 440 701 172**
78081000125 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'INJS	1 393 765 337	1 417 233 254	1 440 701 172
2 Biens et services	**1 108 151 774**	**1 147 517 531**	**1 200 597 210**
11081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département Tiebissou	3 340 000	3 440 200	3 543 406
11081000016 Coordonner les activités du ministère dans la Région du Belier (Toumodi)	5 540 000	5 706 200	5 877 386
11081000017 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Didiévi	5 140 000	5 294 200	5 453 026
11081000018 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Djékanou	3 340 000	3 440 200	3 543 406
11081000019 Coordonner les activités du ministère dans la Région des Lacs (Yamoussokro)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
14081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Bocanda	3 340 000	3 440 200	3 543 406
14081000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kouassi-Kouassikro	5 140 000	5 294 200	5 453 026
14081000010 Coordonner les activités du ministère dans la Région de N'Zi (Dimbokro)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
15081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de m'bayakro	3 340 000	3 440 200	3 543 406
15081000009 Coordonner les activités du ministère dans la région Iffou (Daoukro)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
15081000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Prikro	4 840 000	4 985 200	5 134 756
15081000011 Superviser les activités opérationnelles du Ministère dans le Département de Ouellé	5 140 000	5 294 200	5 453 026
16081000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'Arrah	3 340 000	3 440 200	3 543 406
16081000010 Coordonner les activités du ministère dans la Région de Moronou (Bongouanou)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
16081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de M'Batto	3 340 000	3 440 200	3 543 406
17081000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Botro	3 340 000	3 440 200	3 543 406
17081000011 Coordonner les activités du ministère dans la Région du Gbêkê (Bouaké)	3 740 000	3 852 200	3 967 766

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21081 Administration Générale	**17 906 782 766**	**19 689 346 445**	**20 982 672 849**
17081000012 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département Bouaké	3 340 000	3 440 200	3 543 406
17081000013 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Béoumi	3 340 000	3 440 200	3 543 406
17081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sakassou	3 340 000	3 440 200	3 543 406
18081000006 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de dabakala	3 340 000	3 440 200	3 543 406
18081000007 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional /Katiola	3 740 000	3 852 200	3 967 766
18081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Niakaramandougou	3 340 000	3 440 200	3 543 406
22081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Ouaninou	5 140 000	5 294 200	5 453 026
22081000016 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Koro	3 340 000	3 440 200	3 543 406
22081000019 Coordonner les activités du ministère dans la Région du Bafing (Touba)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
23081000013 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Gbéléban	3 340 000	3 440 200	3 543 406
23081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'Odienné	3 740 000	3 852 200	3 967 766
23081000015 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Madinani	3 340 000	3 440 200	3 543 406
23081000016 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Samatiguila	4 840 000	4 985 200	5 134 756
23081000017 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Séguélon	3 340 000	3 440 200	3 543 406
24081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Ouangolodougou	3 340 000	3 440 200	3 543 406
24081000009 Coordonner les activités du ministère dans la Région de Tchologo (Ferkessédougou)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
24081000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kong	3 340 000	3 440 200	3 543 406
25081000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de M'Bengué	3 340 000	3 440 200	3 543 406
25081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Dikodougou	3 340 000	3 440 200	3 543 406
25081000013 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sinématiali	3 740 000	3 852 200	3 967 766
25081000014 Coordonner les activités du ministère dans la Région du Poro (Korhogo)	3 740 000	3 852 200	3 967 767
26081000010 Coordonner les activités du ministère dans la région Bagoué (Boundialy)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
26081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kouto	3 340 000	3 440 200	3 543 406
26081000012 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tengrela	3 340 000	3 440 200	3 543 406
27081000005 Coordonner les activités du ministère dans la Région de Folon (Minignan)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
27081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de kaniasso	4 540 000	4 676 200	4 816 486
28081000013 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Doropo	3 340 000	3 440 200	3 543 406
28081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Téhini	3 340 000	3 440 200	3 543 406
28081000016 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Nassian	3 340 000	3 440 200	3 543 406
28081000017 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional /Bouna	3 740 000	3 852 200	3 967 766
31081000013 Coordonner les activités du ministère dans la région Haut Sassandra (Daloa)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
31081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de vavoua	3 340 000	3 440 200	3 543 406
31081000015 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Zougougbeu	3 340 000	3 440 200	3 543 406
31081000017 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Issia	3 340 000	3 440 200	3 543 406
32081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Oumé	3 340 000	3 440 200	3 543 406
32081000008 Coordonner les activités du ministère dans la Région du Gôh (Gagnoa)	3 740 000	3 852 200	3 967 766

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21081 Administration Générale	**17 906 782 766**	**19 689 346 445**	**20 982 672 849**
35081000006 Coordonner les activités du ministère dans la Région de la Marahoué (Bouaflé)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
35081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sinfra	5 140 000	5 294 200	5 453 026
35081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Zuenoula	3 340 000	3 440 200	3 543 406
36081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de kani	3 340 000	3 440 200	3 543 406
36081000009 Coordonner les activités du ministère dans la Région de Worodougou (Séguéla)	3 740 000	3 852 200	3 967 767
37081000011 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Régional/Mankono	3 740 000	3 852 200	3 967 766
37081000012 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Dianra	3 440 000	3 543 200	3 649 496
37081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kounahiri	3 340 000	3 440 200	3 543 406
41081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Zouan-Hounien	3 340 000	3 440 200	3 543 406
41081000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Danané	3 340 000	3 440 200	3 543 406
41081000010 Coordonner et superviser la mise en œuvre des politiques et programmes du Ministère au plan Regional / Man	3 740 000	3 852 200	3 967 766
41081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Biankouma	3 340 000	3 440 200	3 543 406
42081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Toulepleu	3 340 000	3 440 200	3 543 406
42081000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Taï	3 340 000	3 440 200	3 543 406
42081000010 Coordonner les activités du ministère dans la Région de Cavally Guiglo)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
42081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Bloléquin	3 340 000	3 440 200	3 543 406
43081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Kouibli	3 340 000	3 440 200	3 543 406
43081000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Bangolo	5 140 000	5 294 200	5 453 027
43081000010 Coordonner les activités du ministère dans la région Guémon (Duekoue)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
43081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Facobly	3 340 000	3 440 200	3 543 406
51081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Lakota	3 340 000	3 440 200	3 543 406
51081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de guitry	3 340 000	3 440 200	3 543 406
51081000009 Coordonner les activités du ministère dans la région Lôh-Djiboua (Divo)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
55081000003 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tabou	4 340 000	4 470 200	4 604 306
55081000004 Coordonner les activités du ministère dans la Région de San-Pédro	3 740 000	3 852 200	3 967 766
56081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Méagui	3 340 000	3 440 200	3 543 406
56081000009 Coordonner les activités du ministère dans la région Nawoua (Soubré)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
56081000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Buyo	3 340 000	3 440 200	3 543 406
56081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Guéyo	3 340 000	3 440 200	3 543 406
57081000005 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Fresco	3 340 000	3 440 200	3 543 406
57081000006 Coordonner les activités du ministère dans la Région de Gbôklé (Sassandra)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
61081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Bétié	3 340 000	3 440 200	3 543 406
61081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Agnibilekro	3 340 000	3 440 200	3 543 406
61081000009 Coordonner les activités du ministère dans la région Indenier Djuablin (Abengourou)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
62081000011 Coordonner les activités du ministère dans la Région de Zanzan (Bondoukou)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
62081000012 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sandégué	3 340 000	3 440 200	3 543 406

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21081 Administration Générale	**17 906 782 766**	**19 689 346 445**	**20 982 672 849**
62081000014 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Transua	3 740 000	3 852 200	3 967 766
62081000015 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tanda	3 340 000	3 440 200	3 543 406
62081000016 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Koun-Fao	3 340 000	3 440 200	3 543 406
71081000010 Coordonner les activités du ministère dans la Région du Sud Comoé (Aboisso)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
71081000011 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'adiaké	3 340 000	3 440 200	3 543 408
71081000012 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de grand bassam	3 340 000	3 440 200	3 543 406
71081000013 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tiapoum	4 900 000	5 047 000	5 198 410
76081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Tiassale	3 340 000	3 440 200	3 543 406
76081000009 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Sikensi	3 340 000	3 440 200	3 543 406
76081000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Taabo	4 540 000	4 676 200	4 816 486
76081000011 Coordonner les activités du ministère dans la région Agnéby Tiassa (Agboville)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
77081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de yakassé-attobrou	5 140 000	5 294 200	5 453 026
77081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département d'Alepé	3 340 000	3 440 200	3 543 406
77081000009 Coordonner les activités du ministère dans la Région de la Mé (Adzopé)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
77081000010 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Akoupé	3 340 000	3 440 200	3 543 406
78011201613 Coordonner les activités du ministère dans la Région des Lagunes (Abidjan Nord)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
78081000120 Mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière des sports	100 000 000	103 000 000	106 090 000
78081000121 Assister le ministre sur les questions relatives aux sports	33 000 000	33 990 000	35 009 700
78081000122 Prendre en charges le fonctionnement de la résidence du Ministre	4 000 000	4 120 000	4 243 600
78081000123 Organiser la communication des activités du ministère	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78081000124 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Abidjan	3 740 000	3 852 200	3 967 766
78081000130 Coordonner les activités du ministère dans la Région des Lagunes (Abidjan Sud)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
78081000151 Encadrer les procédures de passation des marchés publics du ministère des Sports	10 270 850	10 578 976	10 896 345
78081000152 Contrôler les services et structures sous-tutelle du ministère des Sports	19 000 000	19 570 000	20 157 100
78081000153 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	361 186 970	378 143 780	408 142 239
78081000167 Apporter un appui juridique aux services du ministère et promouvoir les accords de coopération	10 056 545	10 358 243	10 668 992
78081000170 Prendre en charge le salaire du personnel sous-contrat	111 676 409	115 026 702	118 477 503
78081000188 Renforcer les capacités et assurer la mobilité des structures déconcentrées	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78081000201 Renforcer les capacités opérationnelles et assurer la mobilité des structures déconcentrées	10 000 000	10 300 000	10 609 000
78081000209 Gérer le système Informatique du Ministère	9 375 000	9 656 250	9 945 938
78081000210 Appuyer la mise en œuvre des Projets de l'Equipement et de la Maintenance	10 000 000	10 300 000	10 609 000
79081000006 Coordonner les activités du ministère dans la Région du Grand Pont (Dabou)	3 740 000	3 852 200	3 967 766
79081000007 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Grand-Lahou	3 340 000	3 440 200	3 543 406
79081000008 Superviser les activités opérationnelles du ministère dans le département de Jacqueville	3 340 000	3 440 200	3 543 406
90081000025 Mettre en œuvre le Contrôle Interne Budgétaire au sein du Ministère	2 426 000	2 498 780	2 573 744
90081000026 Mettre en œuvre le Contrôle de Gestion au sein du Ministère	2 500 000	2 575 000	2 652 250

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
21081 Administration Générale	**17 906 782 766**	**19 689 346 445**	**20 982 672 849**
3 Transferts	**2 592 902 305**	**2 608 620 959**	**2 624 339 612**
78081000169 Effectuer le transfert de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS)	2 025 699 380	2 041 418 034	2 057 136 687
90081000003 Assurer la formation des jeunes joueurs de l'Académie de Football BENFICA CAMPUS CÔTE D'IVOIRE créée dans le cadre du contrat CNP-PPP entre l'Etat de Côte d'Ivoire et SPORTIFY CAPITAL	567 202 925	567 202 925	567 202 925
4 Investissements	**1 000 000 000**	**1 653 550 000**	**1 653 550 000**
Trésor	***1 000 000 000***	***1 653 550 000***	***1 653 550 000***
78081000207 Projet d'extension de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports - IN JS	1 000 000 000	1 653 550 000	1 653 550 000
2108102 Amélioration du système de planification, de suivi-évaluation et des statistiques	**19 000 000**	**19 570 000**	**20 157 100**
2 Biens et services	**19 000 000**	**19 570 000**	**20 157 100**
78081000175 Organiser la planification générale des activités du ministère des Sports	19 000 000	19 570 000	20 157 100
2108103 Amélioration du cadre de gestion des ressources humaines	**62 706 205**	**64 587 392**	**66 525 014**
2 Biens et services	**62 706 205**	**64 587 392**	**66 525 014**
78081000126 Gérer les ressources humaines des Sports	13 079 917	13 472 315	13 876 485
78081000127 Prendre en charge les missions hors Côte d'Ivoire	30 000 000	30 900 000	31 827 000
78081000165 Prendre en charge les séminaires et conférence en Côte d'Ivoire	19 626 288	20 215 077	20 821 529
2108104 Amélioration de la gestion des finances et du patrimoine	**11 730 257 145**	**12 778 267 309**	**13 976 802 741**
1 Personnel	**10 830 192 430**	**12 023 372 070**	**13 216 551 710**
78081000129 Gérer les ressources humaines du ministère des Sports	10 830 192 430	12 023 372 070	13 216 551 710
2 Biens et services	**488 930 350**	**276 838 383**	**282 151 031**
78081000128 Prendre en charge les dépenses centralisées	420 980 000	206 849 522	210 062 504
78081000150 Gérer les ressources financières du ministère	25 805 818	26 579 993	27 377 393
78081000171 Elaborer le budget de l'année N+1	29 144 532	30 018 868	30 919 434
90081000002 Mettre en œuvre la comptabilité des matières du Ministère des Sports	13 000 000	13 390 000	13 791 700
4 Investissements	**411 134 365**	**478 056 856**	**478 100 000**
Trésor	***411 134 365***	***478 056 856***	***478 100 000***
90081090208 Projet de réhabilitation et d'équipement des Directions Régionales et Départementales du Ministère	411 134 365	478 056 856	478 100 000

II.2.2 Programme 2 : Sport

II.2.2.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 2 : Sport	Action 2.1: Construction, réhabilitation et renforcement du parc des infrastructures sportives
	Action 2.2: Promotion des sports scolaires, universitaires, de masse et du sport pour tous
	Action 2.3: Encadrement de la vie fédérale et promotion des sports de haut niveau

II.2.2.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 2 : Sport						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Développer l'offre d'infrastructures adaptées aux activités sportives	Taux de réalisation d'infrastructures sportives civiles de proximité programmées	30%	45%	50%	55%	(Nombre d'infrastructures sportives civiles de proximité réalisées / Nombre d'infrastructures sportives civiles de proximité programmées) X 100 Source : Rapport d'activités ONS
	Taux de réalisation d'infrastructures sportives scolaires et universitaires programmées	70%	75%	100%	100%	(Nombre d'infrastructures sportives scolaires et universitaires réalisées / Nombre total d'infrastructures sportives scolaires et universitaires programmées) X 100 Source : Rapport d'activités OISSU
OS 2 : Assurer l'entretien et la maintenance des infrastructures sportives	Proportion d'infrastructures sportives civiles sous contrat d'entretien	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'infrastructures sportives civiles sous contrat d'entretien et de maintenance / Nombre d'infrastructures sportives civiles existants dans le patrimoine du Ministère) x 100 Source : Rapport d'activités ONS
	Taux d'infrastructures sportives civiles en bon état	100%	100%	100%	100%	(Nombre d'infrastructures sportives civiles en bonne état / Nombre d'infrastructures sportives civiles du patrimoine du Ministère des Sports) x 100 Source : Rapport d'activités ONS
OS 3 : Promouvoir les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau	Taux de participation des établissements scolaires et universitaires aux compétitions OISSU par an	49%	67%	80%	85%	(Nombre d'établissements scolaires et universitaires participants / Nombre total d'établissements scolaires et universitaires ouverts en CI) x 100 Source : Rapport d'activités OISSU (3000 établissements affiliés)
	Proportion de personnes pratiquant régulièrement le sport	55%	55%	60%	65%	(Nombre de personnes ayant une pratique régulière des activités physiques et sportives / Nombre total de la population active en CI) x 100 Source : Rapport d'activités DGS
	Taux de participations des fédérations sportives aux compétitions internationales statutaires par an	100%	100%	100%	100%	(Nombre de participation des fédérations sportives aux compétitions internationales statutaires / Nombre total de compétitions internationales statutaires annuelles) x 100 Source : Rapport d'activités DGS
	Proportion des médailles remportées lors des participations aux compétitions internationales statutaires	53,62%	45%	50%	55%	(Nombre de médailles remportées / Nombre total de médailles à remporter) x 100 Source : Rapport d'activités DGS

II.2.2.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 2 : SPORT	**39 900 994 619**	**37 950 061 208**	**41 145 731 106**
Dépenses de personnel	2 220 317 680	2 257 702 906	2 295 088 132
Dépenses en biens et services	542 973 326	550 732 199	553 154 168
Transferts	16 741 558 116	17 977 087 462	18 297 488 806
Investissements	20 396 145 497	17 164 538 641	20 000 000 000
Trésor	*20 396 145 497*	*17 164 538 641*	*20 000 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
22082 Sport	**39 900 994 619**	**37 950 061 208**	**41 145 731 106**
2208201 Construction, réhabilitation et renforcement du parc des infrastructures sportives	**21 949 210 665**	**18 742 027 680**	**21 601 912 909**
1 Personnel	**864 788 168**	**879 349 283**	**893 910 398**
78081000160 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'ONS	864 788 168	879 349 283	893 910 398
3 Transferts	**688 277 000**	**698 139 756**	**708 002 511**
78081000136 Entretenir les installations sportives	284 260 000	288 333 341	292 406 682
78081000137 Effectuer le transfert de l'Office National des Sports (ONS)	404 017 000	409 806 415	415 595 829
4 Investissements	**20 396 145 497**	**17 164 538 641**	**20 000 000 000**
Trésor	***20 396 145 497***	***17 164 538 641***	***20 000 000 000***
90081090189 Provisions pour investissements / sport	0	16 917 489 518	20 000 000 000
90081000024 Maintenance des infrastructures sportives de la CAN - ONS	15 504 690 532	0	0
90081000007 Construire et équiper 4 piscines olympiques et centres de remise en forme en Côte d'Ivoire	4 250 000 000	247 049 123	0
78081000132 Equiper et réhabiliter les infrastructures sportives de l'OISSU	641 454 965	0	0
2208202 Promotion des sports scolaires, universitaires, de masse et du sport pour tous	**2 742 140 620**	**2 762 476 553**	**2 782 822 830**
1 Personnel	**939 490 620**	**955 309 559**	**971 128 497**
78081000168 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à l'OISSU	939 490 620	955 309 559	971 128 497
2 Biens et services	**11 495 000**	**11 839 850**	**12 195 046**
78081000139 Promouvoir le sport de masse	11 495 000	11 839 850	12 195 046

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
22082 Sport	**39 900 994 619**	**37 950 061 208**	**41 145 731 106**
3 Transferts	**1 791 155 000**	**1 795 327 144**	**1 799 499 287**
78081000140 Effectuer le transfert de l'Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires	291 155 000	295 327 144	299 499 287
78081000154 Exécuter le programme des compétitions sportives scolaires et universitaires	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
2208203 Encadrement de la vie fédérale et promotion des sports de haut niveau	**15 209 643 334**	**16 445 556 975**	**16 760 995 367**
1 Personnel	**416 038 892**	**423 044 064**	**430 049 237**
90081000004 Prendre en charge les dépenses de personnel du Centre Ivoiro-Coréen Alassane OUATTARA (CICAO)	416 038 892	423 044 064	430 049 237
2 Biens et services	**531 478 326**	**538 892 349**	**540 959 122**
78081000141 Promouvoir et développer les activités des fédérations sportives	11 789 750	12 143 443	12 507 747
78081000142 Mettre en œuvre la Professionnalisation du Sport	11 696 000	12 046 880	12 408 287
78081000146 Coordonner la mise en œuvre de la stratégie du programme Sports	43 400 000	44 702 000	46 043 062
78081000172 Prendre en charge la participation des équipes nationales qualifiées aux compétitions internationales	464 592 576	470 000 026	470 000 026
3 Transferts	**14 262 126 116**	**15 483 620 562**	**15 789 987 008**
78081000143 Prendre en charge la participation des équipes nationales qualifiées aux compétitions internationales	2 796 598 266	2 796 598 266	2 796 598 266
78081000144 Soutenir les équipes nationales pendant les compétitions	15 000 000	15 000 000	15 000 000
78081000145 Lutter contre Anti-Dopage	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78081000147 Prendre en charge l'animation sportive	30 527 850	30 527 850	30 527 850
78081000155 Apporter un appui à la formation des athlètes de haut niveau par l'octroi de bourses	80 000 000	80 000 000	84 872 000
78081000156 Prendre en charge la participation des clubs qualifiés aux compétitions internationales	1 500 000 000	1 721 494 446	2 022 988 892
78081000157 Préparer les athlètes de haut niveau en vue des grands évènements sportifs	240 000 000	240 000 000	240 000 000
78081000179 Prendre en charge la participation de l'équipe nationale à la Coupe d'Afrique des Nations et Coupe du Monde	9 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
90081000006 Promouvoir et développer la pratique du Taekwondo en Côte d'Ivoire, contribuer au développement de la culture et des Tic (Centre Sportif Culturel et des TIC Ivoiro-Coréen Alassane Ouattara)	500 000 000	500 000 000	500 000 000

II.2.3 Programme 3 : Appui au développement durable du sport

II.2.3.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Actions
Programme 3 : Appui au développement durable du sport	Action 3.1: Développement des activités fédérales
	Action 3.2: Promotion sociale et sanitaire du secteur sport
	Action 3.3: Construction, réhabilitation et équipement d'infrastructure socio-sportive

II.2.3.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 3 : Appui au développement durable du sport						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Promouvoir et développer les activités fédérales	Proportion de projets sportifs mise en œuvre par les fédérations	-	40%	50%	60%	(Nombre de projets sportifs mis en œuvre / Nombre total de projets sportifs issus des conventions d'objectifs) X 100 Source : Rapport d'activités DGS
	Proportion de missions de suivi-évaluation réalisées	-	66%	70%	75%	(Nombre de missions de suivi-évaluation réalisées / Nombre de missions de suivi-évaluation programmées) X 100 Total missions programmées : 12 Source : Rapport d'activités DGS
OS 2 : Développer l'offre d'infrastructures socio-sportives	Taux de réalisation des infrastructures socio-sportives	-	40%	60%	60%	(Nombre d'infrastructures socio-sportives réalisées / Nombre d'infrastructures socio-sportives programmées) X 100 Total infrastructures programmées : 15 Source : Rapport d'activités Cellule-Projets
	Proportion d'infrastructures socio-sportives fonctionnelles	-	100%	100%	100%	(Nombre d'infrastructures socio-sportives fonctionnelles / Nombre d'infrastructures socio-sportives réalisées) X 100 Source : Rapport d'activités Cellule-Projets
OS 3 : Améliorer les conditions socio-sanitaires des acteurs impliqués dans le développement du secteur sport	Nombre d'athlètes autres que les footballeurs bénéficiaires d'une prise en charge sociale et sanitaire financée par la taxe sur le tabac pour le développement du sport	-	30	40	50	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGS
	Nombre d'athlètes autres que les footballeurs bénéficiaires d'aide sociale et sanitaire financée par la taxe sur le tabac pour le développement du sport	-	35	40	45	Dénombrement Source : Rapport d'activités DGS
	Proportion de personnel impliqué dans le développement du sport bénéficiaire d'aide sociale et sanitaire financée par la taxe sur le tabac pour le développement du sport	-	15%	20%	25%	(Nombre de personnel impliqué dans le développement du sport bénéficiaire d'appui financé par les CST / Nombre total de personnel impliqué dans le développement du sport bénéficiaire d'appui financé par les CST) X 100 Total programmé : 2304 Source : Rapports d'activités du Cabinet / DRH

II.2.3.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
PROGRAMME 3 : APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DU SPORT	**10 900 000 000**	**12 250 000 000**	**13 500 000 000**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	10 900 000 000	12 250 000 000	13 500 000 000
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	2026	2027	2028
23241 Appui au développement durable du sport	**10 900 000 000**	**12 250 000 000**	**13 500 000 000**
2324101 Développement des activités fédérales	**7 430 000 000**	**8 400 000 000**	**9 240 000 000**
3 Transferts	**7 430 000 000**	**8 400 000 000**	**9 240 000 000**
90081090197 Apporter un appui financier au développement des activités fédérales	7 430 000 000	8 400 000 000	9 240 000 000
2324102 Promotion sociale et sanitaire du secteur sport	**200 000 000**	**250 000 000**	**300 000 000**
3 Transferts	**200 000 000**	**250 000 000**	**300 000 000**
90081090199 Apporter un appui financier aux actions sociales et sanitaires du secteur sport	200 000 000	250 000 000	300 000 000
2324103 Construction, réhabilitation et équipement d'infrastructure socio-sportive	**3 270 000 000**	**3 600 000 000**	**3 960 000 000**
3 Transferts	**3 270 000 000**	**3 600 000 000**	**3 960 000 000**
90081090202 Construire/réhabiliter et équiper les infrastructures socio-sportives	1 635 000 000	1 800 000 000	1 980 000 000
90081090203 Assurer le fonctionnement de la cellule projet	1 635 000 000	1 800 000 000	1 980 000 000

II.2.4 Programme 4 : Appui à l'entretien et à la sécurisation des infrastructures

II.2.4.1 Stratégie du programme

Tableau 4 : Déclinaison du programme en actions

Programme	Action
Programme 4 : Appui à l'entretien et à la sécurisation des infrastructures	Action 4.1: Entretien, maintenance et sécurisation des infrastructures

II.2.4.2 Performance du programme

Tableau 5 : Performance du programme

Programme 4 : Appui à l'entretien et à la sécurisation des infrastructures						
Objectifs Spécifiques	**Indicateurs de performance**	**Situation de référence 2024**	**Cibles**			**Méthode de calcul et Moyen de vérification**
			2026	**2027**	**2028**	
OS 1 : Renforcer l'entretien, la maintenance et la sécurisation des infrastructures sportives	Proportion d'infrastructures sportives entretenues et maintenues	-	100%	100%	100%	(Nombre d'infrastructures sportives sous contrat d'entretien / Nombre d'infrastructures sportives fonctionnelles) X 100 Source : Rapport d'activités ONS
	Proportion d'infrastructures sportives sous contrat de sécurité	-	100%	100%	100%	(Nombre d'infrastructures sportives sous contrat de sécurité / Nombre total d'infrastructures sportives) X 100 Source : Rapport d'activités ONS

II.2.4.3 Financement du programme

Tableau 6 : Synthèse du programme par nature de dépense

	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
PROGRAMME 4 : APPUI A L'ENTRETIEN ET A LA SECURISATION DES INFRASTRUCTURES	**1 720 000 000**	**1 919 709 863**	**2 004 209 863**
Dépenses de personnel	0	0	0
Dépenses en biens et services	0	0	0
Transferts	1 720 000 000	1 919 709 863	2 004 209 863
Investissements	0	0	0
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

Tableau 7 : Budget détaillé du programme

Programmes/Actions/Natures de dépenses/Activités	**2026**	**2027**	**2028**
23249 Appui à l'entretien et à la sécurisation des infrastructures	**1 720 000 000**	**1 919 709 863**	**2 004 209 863**
2324901 Entretien, maintenance et sécurisation des infrastructures	**1 720 000 000**	**1 919 709 863**	**2 004 209 863**
3 Transferts	**1 720 000 000**	**1 919 709 863**	**2 004 209 863**
90081090214 Prendre en charge les consommations d'eau et d'électricité	210 000 000	260 000 000	260 000 000
90081090215 Prendre en charge les contrats d'entretien et de maintenance des infrastructures sportives	1 179 290 137	1 319 000 000	1 403 500 000
90081090216 Prendre en charge le personnel sous contrat	175 709 863	175 709 863	175 709 863
90081090217 Organiser les sessions de formation continue pour le personnel chargé de la maintenance des infrastructures	50 000 000	50 000 000	50 000 000
90081090218 Prendre en charge les contrats de sécurité privée des infrastructures sportives	105 000 000	115 000 000	115 000 000

DEUXIEME PARTIE : DOTATIONS DES INSTITUTIONS ET DES MINISTERES

RECAPITULATIF DES DOTATIONS

TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS

MISSIONS	INSTITUTIONS ET MINISTERES / DOTATIONS	CP (Montant en FCFA)
POUVOIRS PUBLICS, ORGANES DE SOUVERAINETE ET GOUVERNANCE	**REPRESENTATION NATIONALE**	**38 578 972 451**
	Dotation 1 : Assemblée Nationale	38 578 972 451
	SENAT	**14 665 806 742**
	Dotation 2 : Assemblée Représentative	14 665 806 742
	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	**193 633 705 615**
	Dotation 3 : Autorité Exécutive Suprême	56 818 272 519
	Dotation 4 : Inspection et Audit	9 872 577 575
	Dotation 5 : Autorité de Suivi-Contrôle	5 552 174 916
	Dotation 6 : Autorité Administrative de Sécurité	87 530 184 262
	Dotation 7 : Autorité Normative de Régulation	200 000 000
	Dotation 8 : Structures sous-tutelles de la Présidence de la République	33 660 496 343
	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	**8 069 692 846**
	Dotation 9 : Autorité Consultative	8 069 692 846
	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	**3 860 437 235**
	Dotation 10 : Pouvoir Public de Contrôle de Conformité des Lois et Règlements	3 860 437 235
	GRANDE CHANCELLERIE	**3 743 870 172**
	Dotation 11 : Gestion du Code des Valeurs et des Distinctions	3 743 870 172
	PRIMATURE	**71 326 766 299**
	Dotation 12 : Autorité Exécutive et de Coordination	24 053 045 398
	Dotation 13 : Coordination Action Gouvernementale	2 155 227 371
	Dotation 14 : Structures sous-tutelles de la Primature	45 118 493 530
	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	**8 285 468 221**
	Dotation 15 : Médiation et Gestion des Conflits	8 285 468 221
	COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	**36 309 969 943**
	Dotation 16 : Autorité Administrative d'Organisation et Gestion des Elections	11 063 969 943
	Dotation 17 : Fonctionnement des Commissions Electorales Locales	9 000 000 000
	Dotation 18 : Révision de la liste électorale	16 246 000 000
	Dotation 19 : Organisation des scrutins	0
	CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS	**5 794 171 874**
	Dotation 20 : Valorisation des Us et Coutumes et Promotion de la Cohésion Sociale	5 794 171 874

MISSIONS	INSTITUTIONS ET MINISTERES / DOTATIONS	CP (Montant en FCFA)
POUVOIRS PUBLICS, ORGANES DE SOUVERAINETE ET GOUVERNANCE (SUITE ET FIN)	**COUR DE CASSATION** Dotation 21 : Contrôle de l'Application et Interprétation des Lois	**7 931 309 608** 7 931 309 608
	COUR DES COMPTES Dotation 22 : Juridiction Financière de l'Ordre Administratif	**8 851 161 351** 8 851 161 351
	PARQUET GENERAL PRES LA COUR DE CASSATION ET LE CONSEIL D'ETAT Dotation 23 : Parquet Général	**1 781 334 223** 1 781 334 223
	PARQUET GENERAL PRES LA COUR DES COMPTES Dotation 24 : Ministère Public près la Cour des comptes	**1 774 461 029** 1 774 461 029
	CONSEIL D'ETAT Dotation 25 : Juridiction de l'Ordre administratif	**5 164 531 081** 5 164 531 081
	CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE Dotation 26 : Conseil Supérieur de la Magistrature	**2 746 090 010** 2 746 090 010
ADMINISTRATION GENERALE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	**MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET** Dotation 1 : Dettes Intérieures	**8 028 658 952 567** 4 278 756 141 164
	Dotation 2 : Dettes Extérieures	2 395 351 945 931
	Dotation 3 : Dépenses Communes	901 235 605 377
	Dotation 4 : Divers et imprévus	453 315 260 095
TOTAL GENERAL		**8 441 176 701 267**

SECTION 101 : REPRESENTATION NATIONALE

SECTION 101 : REPRESENTATION NATIONALE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1.Missions de l'Institution

Aux termes de la **loi n°2020-348 du 19 mars 2020** modifiant la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, l'Assemblée Nationale :

- vote la loi et consent l'impôt ;
- contrôle l'action gouvernementale et évalue les politiques publiques.

I.2 Identification des dotations

- Dotation 1 : Assemblée Nationale.

I.3 Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**38 578 972 451**	**42 712 053 363**	**42 620 352 326**
1.1 Ressources Intérieures	**38 578 972 451**	**42 712 053 363**	**42 620 352 326**
1.1.1 Budget Etat	38 578 972 451	42 712 053 363	42 620 352 326
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**38 578 972 451**	**42 712 053 363**	**42 620 352 326**
2.1 Personnel	**20 270 506 754**	**24 846 594 225**	**24 969 018 379**
2.1.1 Solde y compris EPN	20 270 506 754	24 846 594 225	24 969 018 379
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
2.2 Biens et services	**256 032 737**	**278 121 742**	**299 982 551**
2.3 Transferts	**16 352 432 960**	**16 851 351 396**	**16 851 351 396**
2.4 Investissement	**1 700 000 000**	**735 986 000**	**500 000 000**
Trésor	*1 700 000 000*	*735 986 000*	*500 000 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Assemblée Nationale

II.1.1 Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13001 Assemblée Nationale	**38 578 972 451**	**42 712 053 363**	**42 620 352 326**
1 Personnel	**20 270 506 754**	**24 846 594 225**	**24 969 018 379**
78011100323 Prendre en charge les salaires du personnel de l'Assemblée Nationale	17 954 991 656	17 743 193 226	17 830 617 500
90011100042 Prendre en charge la revalorisation des indemnités et autres avantages	2 315 515 098	2 335 271 276	2 346 777 625
90011100043 Prendre en charge les indemnités compensatoires pour mandat écourté	0	4 768 129 723	4 791 623 254
2 Biens et services	**256 032 737**	**278 121 742**	**299 982 551**
78011100297 Gérer les dépenses d'Abonnement	256 032 737	278 121 742	299 982 551
3 Transferts	**16 352 432 960**	**16 851 351 396**	**16 851 351 396**
78011100240 Faire le transfert à l'Assemblée Nationale / Allocation viagère Anciens Députés	8 001 081 564	8 500 000 000	8 500 000 000
78011100242 Faire le transfert Appui à l'Assemblée Nationale	7 521 051 396	7 521 051 396	7 521 051 396
78011100298 Faire le transfert à l'Assemblée Nationale	830 300 000	830 300 000	830 300 000
4 Investissements	**1 700 000 000**	**735 986 000**	**500 000 000**
Trésor	1 700 000 000	735 986 000	500 000 000
78011100361 Mettre en œuvre le projet E-Parlement	1 200 000 000	235 986 000	0
78011100287 Réaliser la réhabilitation et l'équipement de l'Assemblée Nationale	500 000 000	500 000 000	500 000 000

SECTION 102 : SENAT

SECTION 102 : SENAT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la **loi n°2020-348 du 19 mars 2020** modifiant la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Senat :

- vote la loi et consent l'impôt ;
- contrôle l'action gouvernementale et évalue les politiques publiques ;
- assure la représentation des collectivités territoriales et des ivoiriens établis.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Assemblée Représentative.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**14 665 806 742**	**15 033 268 995**	**15 192 003 238**
1.1 Ressources Intérieures	**14 665 806 742**	**15 033 268 995**	**15 192 003 238**
1.1.1 Budget Etat	14 665 806 742	15 033 268 995	15 192 003 238
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**14 665 806 742**	**15 033 268 995**	**15 192 003 238**
2.1 Personnel	**9 694 103 094**	**9 776 814 022**	**9 824 986 352**
2.1.1 Solde y compris EPN	9 694 103 094	9 776 814 022	9 824 986 352
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**150 153 648**	**162 178 184**	**174 106 815**
2.3 Transferts	**4 821 550 000**	**5 094 276 789**	**5 192 910 071**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	0	0	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Assemblée Représentative

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13030 Assemblée Représentative	**14 665 806 742**	**15 033 268 995**	**15 192 003 238**
1 Personnel	**9 694 103 094**	**9 776 814 022**	**9 824 986 352**
11011100015 Assurer les charges salariales du Sénat	8 452 819 339	8 524 939 523	8 566 943 617
11011100019 Faire le transfert au Sénat / Allocation viagère anciens Sénateurs	391 050 864	394 387 344	396 330 570
90011100044 Prendre en charge le recrutement du personnel d'appui	850 232 891	857 487 155	861 712 165
2 Biens et services	**150 153 648**	**162 178 184**	**174 106 815**
11011100013 Gérer les abonnements du Sénat	150 153 648	162 178 184	174 106 815
3 Transferts	**4 821 550 000**	**5 094 276 789**	**5 192 910 071**
11011100012 Faire le transfert au Sénat	4 821 550 000	5 094 276 789	5 192 910 071

SECTION 103 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECTION 103 : PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la **loi n°2020-348 du 19 mars 2020** modifiant la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Président de la République est le Chef de l'Etat. A ce titre :

- il incarne l'unité nationale ;
- il veille au respect de la Constitution ;
- il assure la continuité de l'Etat ;
- il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des engagements internationaux ;
- il définit la politique économique et sociale ;
- il est détenteur du pouvoir réglementaire ;
- il nomme aux emplois civils et militaires en sa qualité de chef de l'Administration.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Autorité Exécutive Suprême.
- Dotation 2 : Inspection et Audit.
- Dotation 3 : Autorité de Suivi-Contrôle.
- Dotation 4 : Autorité Administrative de Sécurité.
- Dotation 5 : Autorité Normative de Régulation.
- Dotation 6 : Structures sous-tutelles de la Présidence de la République.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**193 633 705 615**	**193 635 812 792**	**197 424 265 037**
1.1 Ressources Intérieures	**190 286 283 115**	**192 876 972 792**	**197 424 265 037**
1.1.1 Budget Etat	190 286 283 115	192 876 972 792	197 424 265 037
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**3 347 422 500**	**758 840 000**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	3 347 422 500	758 840 000	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
2. CHARGES	**193 633 705 615**	**193 635 812 792**	**197 424 265 037**
2.1 Personnel	**20 445 532 601**	**20 694 556 678**	**20 884 261 655**
2.1.1 Solde y compris EPN	20 445 532 601	20 694 556 678	20 884 261 655
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**5 218 075 497**	**5 671 442 790**	**6 120 465 831**
2.3 Transferts	**110 719 575 017**	**111 440 628 324**	**112 601 767 551**
2.4 Investissement	**57 250 522 500**	**55 829 185 000**	**57 817 770 000**
Trésor	*53 903 100 000*	*55 070 345 000*	*57 817 770 000*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*3 347 422 500*	*758 840 000*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Autorité Exécutive Suprême

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13002 Autorité Exécutive Suprême	**56 818 272 519**	**57 710 994 038**	**58 946 887 674**
1 Personnel	**14 243 536 161**	**14 421 765 045**	**14 555 102 054**
78011100222 Prendre en charge les salaires du personnel de la Présidence de la République	12 600 000 000	12 707 504 298	12 770 116 721
78011100301 Prendre en charge les salaires, les dépenses de personnels fonctionnaires	1 643 536 161	1 714 260 747	1 784 985 333
2 Biens et services	**5 218 075 497**	**5 671 442 790**	**6 120 465 831**
78011100220 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	5 218 075 497	5 671 442 790	6 120 465 831
3 Transferts	**37 356 660 861**	**37 617 786 203**	**38 271 319 789**
78011100288 Fonds spéciaux - Transferts aux Institutions - Présidence de la République	32 387 936 392	32 500 000 000	33 000 000 000
78011100296 Prendre en charge les honoraires des Agents sous Convention BNETD	19 977 498	20 576 823	21 194 128
78011100300 Prendre en charge les visites d'Etat	3 787 551 463	3 901 178 007	4 018 213 347
78011100360 Prendre en charge le contrat d'entretien et de maintenance des installations techniques du bâtiment Esplanade	1 161 195 508	1 196 031 373	1 231 912 314

II.2. Dotation 2 : Inspection et Audit

II.2.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13003 Inspection et Audit	**9 872 577 575**	**8 906 701 324**	**8 479 438 128**
1 Personnel	**3 249 351 144**	**3 277 074 893**	**3 293 221 697**
78011100321 Prendre en charge les salaires du personnel de l'Inspection Générale d'Etat (IGE)	3 249 351 144	3 277 074 893	3 293 221 697
3 Transferts	**5 180 126 431**	**5 183 126 431**	**5 186 216 431**
78011100223 Inspecter et auditer les services de l'Etat concernés	5 080 126 431	5 080 126 431	5 080 126 431
78011100272 Exécuter les activités au titre du CONAFIP/IGE	100 000 000	103 000 000	106 090 000
4 Investissements	**1 443 100 000**	**446 500 000**	**0**
Trésor	***1 443 100 000***	***446 500 000***	***0***
78011100362 Construire les bâtiments annexes et réhabiliter le siège de l'Inspection Générale d'Etat (IGE)	1 443 100 000	446 500 000	0

II.3. Dotation 3 : Autorité de Suivi-Contrôle

II.3.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13004 Autorité de Suivi-Contrôle	**5 552 174 916**	**5 593 817 059**	**5 636 708 467**
3 Transferts	**5 552 174 916**	**5 593 817 059**	**5 636 708 467**
78011100330 Mettre en œuvre la politique de l'Haute Autorité de la bonne gouvernance en matière de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées.	4 164 103 471	4 164 103 471	4 164 103 471
90011100005 Mettre en œuvre les activités de lutte contre la corruption / MCC	1 348 071 445	1 388 513 588	1 430 168 996
90011100008 Mettre en œuvre les activités du CONAFIP/HABG	40 000 000	41 200 000	42 436 000

II.4. Dotation 4 : Autorité Administrative de Sécurité

II.4.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13005 Autorité Administrative de Sécurité	**87 530 184 262**	**87 596 530 890**	**87 664 867 917**
3 Transferts	**46 230 184 262**	**46 296 530 890**	**46 364 867 917**
78011100225 Subventionner ANSI / Coordination et comités (CNS)	82 073 017	84 535 208	87 071 264
78011100226 Veiller à la Sécurisation des Elections	12 750 000 000	12 750 000 000	12 750 000 000
78011100228 Mettre en œuvre la politique de la Présidence en matière de Sécurité Nationale	31 268 630 000	31 268 630 000	31 268 630 000
78011100273 Détecter et entraver à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire national, les activités de terrorisme, de subversion, de criminalité et d'espionnage dirigées contre les intérêts ivoiriens	1 255 041 245	1 292 692 482	1 331 473 257
90011100001 Prendre en charge les opérations du Groupement Spécial de Répression de l'Orpaillage Illégal (GS-ROI)	874 440 000	900 673 200	927 693 396
4 Investissements	**41 300 000 000**	**41 300 000 000**	**41 300 000 000**
Trésor	***41 300 000 000***	***41 300 000 000***	***41 300 000 000***
78011100304 Faire le transfert d'Equipement des structures de défense et de sécurité / CNS	41 300 000 000	41 300 000 000	41 300 000 000

II.5. Dotation 5 : Autorité Normative de Régulation

II.5.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13006 Autorité Normative de Régulation	**200 000 000**	**202 865 926**	**205 731 852**
3 Transferts	**200 000 000**	**202 865 926**	**205 731 852**
78011100316 Mettre en œuvre la politique de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique en matière de marchés publics et de délégations de service public	200 000 000	202 865 926	205 731 852

II.6. Dotation 6 : Structures sous-tutelles de la Présidence de la République

II.6.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13007 Structures sous-tutelles de la Présidence de la République	**33 660 496 343**	**33 624 903 555**	**36 490 630 999**
1 Personnel	**2 952 645 296**	**2 995 716 740**	**3 035 937 904**
78011100271 Transférer les crédits des subventions d'équilibre personnel à la Commission Nationale du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (CNMAEP)	306 450 000	311 609 938	316 769 877
78013100007 Prendre en charge le personnel de l'Académie des Sciences, des Arts, des Cultures d'Afrique et des Diasporas africaines (ASCAD)	800 000 000	806 825 671	810 801 062
78041100065 Transférer les subventions équilibre personnel au CEPICI	1 846 195 296	1 877 281 131	1 908 366 965
3 Transferts	**16 200 428 547**	**16 546 501 815**	**16 936 923 095**
11011100014 Transférer les crédits de la Fondation HOUPHOUET BOIGNY à Yamoussoukro	838 900 000	864 067 000	889 989 010
13007010018 Organiser la communication et la diffusion des messages de paix et de cohésion nationale (Radio de la PAIX)	1 100 000 000	1 132 999 900	1 167 010 000
78011100230 Transférer les crédits de MCC/TRESHOLD	328 403 802	338 255 916	348 403 594
78011100231 Coordonner l'Unité de Suivi des indicateurs MCC-Côte d'Ivoire	253 380 943	260 982 371	268 811 842
78011100232 Transférer les crédits de l'Académie des Sciences et de la culture	559 976 706	576 776 007	594 079 287
78011100274 Mettre en œuvre la stratégie du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) en matière d'étude, la conception et la maitrise des projets de l'Etat.	1 702 799 623	1 753 883 612	1 806 500 120
78011100276 Transférer les crédits au Comité de Pilotage des Partenariats Public-Privé (CNPPP)	2 174 400 340	2 239 632 350	2 306 821 321
78011100305 Appuyer le développement économique	80 100 000	82 503 000	84 978 090
78011100331 Transférer les crédits de la Commission National du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (CNMAEP)	663 605 200	683 513 356	704 018 757
78018000005 Transférer les crédits au Centre d'Excellence Régional Contre la Faim et la Malnutrition de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CERFAM)	900 000 000	927 000 000	954 810 000
78018000006 Transférer les Crédits au Conseil National de Politique Economique (CNPE)	148 000 000	152 440 000	157 013 200
78041100062 Transférer les crédits relatifs à la promotion de l'Investissement	1 299 031 347	1 299 031 347	1 299 031 347
78041100072 Transférer les crédits au CEPICI	1 103 830 586	1 104 976 956	1 106 123 327
90011100032 Transférer les crédits de fonctionnement au Haut Représentant du Président de la République	2 300 000 000	2 300 000 000	2 333 980 000
90011100036 Mettre en œuvre les activités de la Grande Chancelière Honoraire	1 400 000 000	1 442 000 000	1 485 260 000
90011100037 Gérer les relations avec les Institutions de la République/HRPR	1 300 000 000	1 339 000 000	1 379 170 000
90011100040 Prendre en charge les agents sur Régie Convention BNETD/HRPR	48 000 000	49 440 000	50 923 200

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13007 Structures sous-tutelles de la Présidence de la République	**33 660 496 343**	**33 624 903 555**	**36 490 630 999**
4 Investissements	**14 507 422 500**	**14 082 685 000**	**16 517 770 000**
Trésor	***11 160 000 000***	***13 323 845 000***	***16 517 770 000***
90013390149 Projet Intégré de Nutrition et de Développement de la Petite Enfance (PINUT-DPE)	1 200 000 000	1 552 175 000	1 205 600 000
90013390148 Programme d'amélioration du climat des affaires	3 200 000 000	6 782 830 000	12 812 170 000
90013390142 Mettre en œuvre le Projet Abidjan Legacy Program	1 500 000 000	848 840 000	1 000 000 000
78074000722 Provision pour le Plan National Multisectoriel de Nutrition 2024-2027	2 500 000 000	2 500 000 000	0
78074000662 Programme National Multisectoriel de Nutrition / Secteur Gouvernance	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
78041100083 Projet de mise en œuvre de l'identifiant unique des entreprises/CEPICI	360 000 000	140 000 000	0
78011100234 Programme de Valorisation des Compétences Féminines	900 000 000	0	0
Financement extérieur	***3 347 422 500***	***758 840 000***	***0***
90013390149 Projet Intégré de Nutrition et de Développement de la Petite Enfance (PINUT-DPE)	2 907 422 500	0	0
90013390142 Mettre en œuvre le Projet Abidjan Legacy Program	440 000 000	758 840 000	0

SECTION 105 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

SECTION 105 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de **l'article 163 de la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016** portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel :

- donne son avis sur les projets de lois, d'ordonnances ou de décrets ainsi que les propositions de lois qui lui sont soumis ;
- donne son avis sur les projets de lois de programme à caractère économique, social, environnemental et culturel qui lui sont soumis ;
- conseille le Président de la République, à sa demande, sur tout problème à caractère économique, social, environnemental et culturel.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Autorité Consultative.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**8 069 692 846**	**8 201 772 852**	**8 317 237 980**
1.1 Ressources Intérieures	**8 069 692 846**	**8 201 772 852**	**8 317 237 980**
1.1.1 Budget Etat	8 069 692 846	8 201 772 852	8 317 237 980
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**8 069 692 846**	**8 201 772 852**	**8 317 237 980**
2.1 Personnel	**5 322 835 054**	**5 368 249 946**	**5 394 700 392**
2.1.1 Solde y compris EPN	5 322 835 054	5 368 249 946	5 394 700 392
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**107 562 492**	**115 048 747**	**122 509 204**
2.3 Transferts	**2 639 295 300**	**2 718 474 159**	**2 800 028 384**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Autorité Consultative

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13008 Autorité Consultative	**8 069 692 846**	**8 201 772 852**	**8 317 237 980**
1 Personnel	**5 322 835 054**	**5 368 249 946**	**5 394 700 392**
78011100322 Prendre en charge les salaires du personnel du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel	5 322 835 054	5 368 249 946	5 394 700 392
2 Biens et services	**107 562 492**	**115 048 747**	**122 509 204**
78011100277 Prendre en charge les dépenses liées aux activités d'abonnement	107 562 492	115 048 747	122 509 204
3 Transferts	**2 639 295 300**	**2 718 474 159**	**2 800 028 384**
78011100307 Mener des études et émettre des avis sur la politique Economique Sociale Environnementale et Culturelle du Gouvernement	2 639 295 300	2 718 474 159	2 800 028 384

SECTION 106 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL

SECTION 106 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la **loi n°2020-348 du 19 mars 2020** modifiant la loi n°2016-688 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire, le Conseil Constitutionnel est une juridiction constitutionnelle. Il est indépendant et impartial. Il est juge de la constitutionnalité des lois. Il est l'organe régulateur du fonctionnement des pouvoirs publics. Le Conseil Constitutionnel contrôle la régularité des opérations de référendum et en proclame les résultats. Il est juge du contrôle de l'élection présidentielle et des élections parlementaires.

A ce titre :

- il statue sur l'éligibilité des candidats aux élections présidentielle et législative ;
- il statue sur les contestations relatives à l'élection du Président de la République, des Députés et des Sénateurs ;
- il proclame les résultats définitifs des élections présidentielles ;
- il statue sur la déchéance des Députés et des Sénateurs.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Pouvoir Public de Contrôle de Conformité des Lois et Règlements.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**3 860 437 235**	**3 946 192 755**	**4 028 668 633**
1.1 Ressources Intérieures	**3 860 437 235**	**3 946 192 755**	**4 028 668 633**
1.1.1 Budget Etat	3 860 437 235	3 946 192 755	4 028 668 633
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
2. CHARGES	**3 860 437 235**	**3 946 192 755**	**4 028 668 633**
2.1 Personnel	**1 500 100 000**	**1 512 898 985**	**1 520 353 342**
2.1.1 Solde y compris EPN	1 500 100 000	1 512 898 985	1 520 353 342
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**48 001 571**	**51 588 036**	**55 158 385**
2.3 Transferts	**2 312 335 664**	**2 381 705 734**	**2 453 156 906**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Pouvoir Public de Contrôle de Conformité des Lois et Règlements

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13014 Pouvoir Public de Contrôle de Conformité des Lois et Règlements	**3 860 437 235**	**3 946 192 755**	**4 028 668 633**
1 Personnel	**1 500 100 000**	**1 512 898 985**	**1 520 353 342**
78036000149 Prendre en charge les salaires du personnel fonctionnaire et des contractuels du Conseil Constitutionnel	1 500 100 000	1 512 898 985	1 520 353 342
2 Biens et services	**48 001 571**	**51 588 036**	**55 158 385**
78036000110 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	48 001 571	51 588 036	55 158 385
3 Transferts	**2 312 335 664**	**2 381 705 734**	**2 453 156 906**
78033000133 Mettre en œuvre la politique du conseil constitutionnel en matière de régulation du fonctionnement des pouvoirs publics	2 312 335 664	2 381 705 734	2 453 156 906

SECTION 107 : GRANDE CHANCELLERIE

SECTION 107 : GRANDE CHANCELLERIE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la **loi n°61-207 du 12 juin 1961** modifiant la loi n°60-403 du 10 décembre 1960 organisant l'Ordre National de la République de Côte d'Ivoire, le Grand Chancelier :

- préside le conseil de l'Ordre ;
- prépare les rapports, projets de décrets, règlements et décisions relatifs à l'Ordre et les soumet directement au Président de la République ;
- vise tous les décrets et règlements relatifs à l'Ordre ;
- présente au Président de la République les candidats proposés par les ministres, par d'autres personnes ou par lui-même pour les nominations ou promotions ;
- réunit le conseil de l'Ordre chaque fois qu'il le juge nécessaire et au moins deux fois par an à l'approche des époques de nominations et promotions.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Gestion du Code des Valeurs et des Distinctions.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**3 743 870 172**	**3 767 419 370**	**3 786 441 219**
1.1 Ressources Intérieures	**3 743 870 172**	**3 767 419 370**	**3 786 441 219**
1.1.1 Budget Etat	3 743 870 172	3 767 419 370	3 786 441 219
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**3 743 870 172**	**3 767 419 370**	**3 786 441 219**
2.1 Personnel	**1 513 179 940**	**1 530 415 611**	**1 543 013 517**
2.1.1 Solde y compris EPN	1 513 179 940	1 530 415 611	1 543 013 517
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
2.2 Biens et services	**25 128 548**	**27 212 075**	**29 279 118**
2.3 Transferts	**2 205 561 684**	**2 209 791 684**	**2 214 148 584**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Gestion du Code des Valeurs et des Distinctions

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13009 Gestion du Code des Valeurs et des Distinctions	**3 743 870 172**	**3 767 419 370**	**3 786 441 219**
1 Personnel	**1 513 179 940**	**1 530 415 611**	**1 543 013 517**
78011100285 Gérer les dépenses de personnel	211 479 060	217 608 503	223 737 947
78011100328 Prendre en charge les salaires du personnel	1 301 700 880	1 312 807 108	1 319 275 570
2 Biens et services	**25 128 548**	**27 212 075**	**29 279 118**
78011100238 Gérer les activités d'abonnement	25 128 548	27 212 075	29 279 118
3 Transferts	**2 205 561 684**	**2 209 791 684**	**2 214 148 584**
78011100237 Assurer le fonctionnement de la Grande Chancellerie	2 064 561 684	2 064 561 684	2 064 561 684
78011100278 Acquérir des médailles de distinction	141 000 000	145 230 000	149 586 900

SECTION 108 : PRIMATURE

SECTION 108 : PRIMATURE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes du **décret n° 2023-820 du 25 octobre 2023** portant attributions des membres du Gouvernement, le Premier Ministre**,** Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre de Vie est chargé de mettre en œuvre la politique de la Nation, telle que définie par le Président de la République :

- il anime et coordonne l'activité gouvernementale ;
- il préside le Conseil de Gouvernement, réunion préparatoire du Conseil des Ministres, qui réunit l'ensemble des Membres du Gouvernement ;
- il exerce son autorité sur les Membres du Gouvernement et procède à leur évaluation périodique.

Dans le cadre de l'exercice de ses missions, le Premier Ministre reçoit, par délégation, une partie des prérogatives du Président de la République.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Autorité Exécutive et de Coordination.
- Dotation 2 : Coordination Action Gouvernementale.
- Dotation 3 : Structures sous-tutelles de la Primature.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**71 326 766 299**	**58 135 809 047**	**45 516 579 140**
1.1 Ressources Intérieures	**51 960 666 299**	**42 136 570 247**	**45 516 579 140**
1.1.1 Budget Etat	51 960 666 299	42 136 570 247	45 516 579 140
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**19 366 100 000**	**15 999 238 800**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	19 366 100 000	15 999 238 800	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**71 326 766 299**	**58 135 809 047**	**45 516 579 140**
2.1 Personnel	**12 253 475 471**	**12 364 076 086**	**12 477 072 073**
2.1.1 Solde y compris EPN	12 253 475 471	12 364 076 086	12 477 072 073
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
2.2 Biens et services	**1 093 452 906**	**1 164 733 332**	**1 235 832 322**
2.3 Transferts	**21 631 737 922**	**22 096 044 537**	**22 573 673 908**
2.4 Investissement	**36 348 100 000**	**22 510 955 092**	**9 230 000 837**
Trésor	16 982 000 000	6 511 716 292	9 230 000 837
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	19 366 100 000	15 999 238 800	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Autorité Exécutive et de Coordination

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13010 Autorité Exécutive et de Coordination	**24 053 045 398**	**20 104 938 845**	**20 440 681 054**
1 Personnel	**8 587 200 000**	**8 658 378 084**	**8 699 833 471**
78013300428 Prendre en charge les salaires du personnel de la Primature	8 342 400 000	8 413 578 084	8 455 033 471
90011100047 Transférer les crédits de personnel au Secrétariat Technique du C2D	244 800 000	244 800 000	244 800 000
2 Biens et services	**341 576 451**	**351 823 745**	**362 378 457**
78013300584 Coordonner et animer les activités de la Primature	341 576 451	351 823 745	362 378 457
3 Transferts	**10 819 268 947**	**11 094 737 016**	**11 378 469 126**
78013300424 Transférer au Prix d'Excellence	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
78013300426 Direction de la Solde/Gestion des conférences et missions	77 000 000	79 310 000	81 689 300
78013300427 Prendre en charge les missions en Côte d'Ivoire	37 000 000	37 000 000	37 000 000
78013300613 Prendre en charge les honoraires des agents sous contrats BNETD	159 402 718	164 184 800	169 110 344
78013300645 Transférer au Programme de Renforcement des capacités PRIMATURE	100 000 000	100 000 000	100 000 000
78013300648 Mettre en œuvre la politique de la Nation telle que définie par le Président de la République.	8 845 866 229	9 111 242 216	9 384 579 482
90098000003 Assurer le fonctionnement du Comité Interministériel pour la Formation des Enseignants (CIFE)	100 000 000	103 000 000	106 090 000

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13010 Autorité Exécutive et de Coordination	**24 053 045 398**	**20 104 938 845**	**20 440 681 054**
4 Investissements	**4 305 000 000**	**0**	**0**
Trésor	***4 305 000 000***	***0***	***0***
90013390141 Fonds d'études et pilotage/3ème C2D	2 100 000 000	0	0
78013300621 Programme pays de renforcement des capacités (PPRC)	545 000 000	0	0
78013300420 Equiper la Primature	600 000 000	0	0
78013300419 Réhabiliter extension annexe Primature	760 000 000	0	0
78011100372 Construire un bâtiment R+1 à usage de bureau à la Primature	300 000 000	0	0

II.2. Dotation 2 : Coordination Action Gouvernementale

II.2.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13011 Coordination Action Gouvernementale	**2 155 227 371**	**2 205 565 652**	**2 255 948 721**
1 Personnel	**383 721 454**	**386 995 399**	**388 902 203**
78013300533 Prendre en charge les salaires du personnel du Secrétariat Général du Gouvernement	383 721 454	386 995 399	388 902 203
3 Transferts	**1 771 505 917**	**1 818 570 253**	**1 867 046 518**
78013300430 Transférer les crédits au SGG-BGVA	126 096 880	129 879 787	133 776 180
78013300431 Transférer les crédits au SGG-JO	65 256 583	67 214 280	69 230 709
78013300518 Coordonner l'action gouvernementale	1 251 273 994	1 288 812 214	1 327 476 580
90013390156 Transférer les crédits à la Plateforme Nationale "Une Seule Santé"	328 878 460	332 663 972	336 563 049

II.3. Dotation 3 : Structures sous-tutelles de la Primature

II.3.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13013 Structures sous-tutelles de la Primature	**45 118 493 530**	**35 825 304 550**	**22 819 949 365**
1 Personnel	**3 282 554 017**	**3 318 702 603**	**3 388 336 399**
78011100221 Transférer les crédits des subventions équilibre personnel au Centre National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG)	838 674 772	852 796 195	866 917 619
78011100367 Transférer les crédits de personnel au Comité National de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (CN-ZLECAf)	54 797 300	20 170 643	20 270 027
78011100369 Transférer les crédits de Personnel à la Commission Nationale des Frontières de Côte d'Ivoire (CNFCI)	294 530 108	294 530 108	294 530 108
78013300437 Prendre en charge les salaires du personnel des structures sous-tutelles	995 169 023	1 036 204 282	1 077 239 541
78013300558 Prendre en charge le salaire du personnel à l'INCI	617 569 545	627 968 047	638 366 548
78013300617 Transférer les crédits de prise en charge du salaire du personnel du Comité de privatisation	348 268 269	351 239 726	352 970 353
78046000504 Transférer les crédits de subventions équilibre personnel au Centre d'Information & Communication Gouvernementale (CICG)	133 545 000	135 793 602	138 042 203
2 Biens et services	**751 876 455**	**812 909 587**	**873 453 865**
78013300438 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone des Structures sous-tutelles de la Primature	751 876 455	812 909 587	873 453 865
3 Transferts	**9 040 963 058**	**9 182 737 268**	**9 328 158 264**
13013010049 Transférer les crédits à la Commission Nationale des Frontières de Côte d'Ivoire (CNFCI)	1 289 628 692	1 301 778 692	1 314 293 192
78011100282 Transférer les crédits au Comité National de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (CN-ZLECAf)	266 500 000	274 495 000	282 729 850
78011100306 Mettre en œuvre la politique du Centre National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG) en matière de Géo-information et de Télédétection appliquée	442 443 616	455 716 924	469 388 432
78013300527 Transférer les crédits au Comité de Privatisation	566 600 000	583 598 000	601 105 940
78013300585 Transférer les crédits à l'Imprimerie Nationale de Côte d'Ivoire	1 410 686 383	1 430 900 999	1 451 115 613
78013300624 Transférer les crédits à l'ONEG	198 423 431	204 376 134	210 507 418
78032000030 Transférer les crédits à la Plateforme Nationale de Réduction des Risques et de Gestion des Catastrophes	256 790 000	264 493 700	272 428 511
78046000388 Assister le gouvernement dans sa communication gouvernementale	805 000 000	829 150 000	854 024 500
78047400004 Transférer les Crédits à la Coordination pour la mise en œuvre du Plan d'Urgence pour la Commune D'Abobo (CPUCA)	150 947 185	155 475 601	160 139 869
90013300024 Fonds Communs de Matérialisation des Frontières	2 693 661 520	2 693 661 520	2 693 661 520
90013390154 Transférer les crédits à la Cellule de Coordination du Partenariat Stratégique Côte d'Ivoire- Union Européenne	960 282 231	989 090 698	1 018 763 419

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13013 Structures sous-tutelles de la Primature	**45 118 493 530**	**35 825 304 550**	**22 819 949 365**
4 Investissements	**32 043 100 000**	**22 510 955 092**	**9 230 000 837**
Trésor	***12 677 000 000***	***6 511 716 292***	***9 230 000 837***
90011100006 Coordonner, suivre et évaluer le PSGOUV/Primature	1 500 000 000	1 611 000 000	1 650 000 000
78047400003 Projet d'urgence infrastructure Abobo	8 267 000 000	0	0
78032000032 Transférer les crédits de la réalisation de la Cartographie Nationale des Risques de catastrophes d'origine naturelle en Côte d'Ivoire	410 000 000	161 100 000	0
78011100243 Suivre l'exécution du PA-PSGOUV/Primature et Services Rattachés	1 000 000 000	1 144 100 000	1 144 100 000
17011100001 Construire et équiper l'antenne de l'Imprimerie Nationale de CI à Bouaké	1 500 000 000	3 595 516 292	6 435 900 837
Financement extérieur	***19 366 100 000***	***15 999 238 800***	***0***
90013390136 Projet de Cohésion Sociale des régions du Golfe de Guinée (COSO)	19 366 100 000	15 999 238 800	0

SECTION 109 : MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

SECTION 109 : MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la **loi organique n°2022-220 du 25 mars 2022** fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Organe de médiation dénommé « le Médiateur de la République », le Médiateur de la République a pour rôle de régler par la médiation, sans préjudice des compétences reconnues par les lois et les règlements aux autres Institutions et Structures de l'Etat, les différends de toute nature :

- opposant l'Administration publique aux administrés ;
- opposant les Collectivités territoriales, les Etablissements Publics et tout autre organe investi d'une mission de service public aux administrés ;
- impliquant les communautés urbaines, villageoises ou toute autre entité communautaire.

Le Médiateur de la République est également chargé de contribuer au renforcement de la cohésion sociale.

Le Médiateur de la République peut à la requête du Président de la République, du Président de l'Assemblée Nationale ou du Président du Sénat, contribuer à toute action de conciliation entre l'Administration Publique et les Organisations sociales et professionnelles.

Le Médiateur de la République peut être sollicité pour des missions relatives aux questions de réconciliation et de paix au niveau national, régional ou international.

Le Médiateur de la République a également compétence pour connaitre des litiges opposant des personnes privées, physiques ou morales, à des communautés urbaines ou villageoises.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Médiation et Gestion des Conflits.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**8 285 468 221**	**8 387 234 076**	**8 430 823 089**
1.1 Ressources Intérieures	**8 285 468 221**	**8 387 234 076**	**8 430 823 089**
1.1.1 Budget Etat	8 285 468 221	8 387 234 076	8 430 823 089
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
2. CHARGES	**8 285 468 221**	**8 387 234 076**	**8 430 823 089**
2.1 Personnel	**6 137 055 758**	**6 189 417 652**	**6 219 914 155**
2.1.1 Solde y compris EPN	6 137 055 758	6 189 417 652	6 219 914 155
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**73 928 341**	**79 348 350**	**85 824 290**
2.3 Transferts	**2 074 484 122**	**2 118 468 074**	**2 125 084 644**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Médiation et Gestion des Conflits

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13933 Médiation et Gestion des Conflits	**8 285 468 221**	**8 387 234 076**	**8 430 823 089**
1 Personnel	**6 137 055 758**	**6 189 417 652**	**6 219 914 155**
78011100284 Prendre en charge les salariales du personnel des fonctionnaires et contractuels de la Médiature	6 137 055 758	6 189 417 652	6 219 914 155
2 Biens et services	**73 928 341**	**79 348 350**	**85 824 290**
78011100268 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	73 928 341	79 348 350	85 824 290
3 Transferts	**2 074 484 122**	**2 118 468 074**	**2 125 084 644**
78011100294 Conduire la médiation entre l'administration et les administrés, mais également entre les administrés eux-mêmes, en vue d'harmoniser les rapports de ceux-ci.	2 074 484 122	2 118 468 074	2 125 084 644

SECTION 110 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE

SECTION 110 : COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Instituée par la Constitution du **1er août 2000 en son article 32 alinéa 4**, la Commission Electorale Indépendante a été créée par **la loi 2001-634 du 9 octobre 2001** portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission Electorale Indépendante**, modifiée par la loi 2004- 542 du 14 décembre 2004** et les Décisions subséquentes n° **2005-06 /PR du 15 juillet 2005 et n° 2005-11/PR du 29 août 2005.** Cette loi a subi trois autres modifications par **la loi 2014-335 du 18 juin 2014, la loi 2014-664 du 03 novembre 2014** et **la loi 2019-708 du 5 août 2019.**

La Commission Electorale Indépendante est chargée de l'organisation, de la supervision et du contrôle du déroulement de toutes les opérations électorales et référendaires dans le respect des lois et règlements en vigueur.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Autorité Administrative d'Organisation et Gestion des Elections.
- Dotation 2 : Fonctionnement des Commissions Electorales Locales.
- Dotation 3 : Révision de la liste électorale.
- Dotation 4 : Organisation des scrutins.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**36 309 969 943**	**37 009 725 414**	**81 762 000 277**
1.1 Ressources Intérieures	**36 309 969 943**	**37 009 725 414**	**81 762 000 277**
1.1.1 Budget Etat	36 309 969 943	37 009 725 414	81 762 000 277
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
2. CHARGES	**36 309 969 943**	**37 009 725 414**	**81 762 000 277**
2.1 Personnel	**3 088 421 947**	**3 114 772 633**	**3 130 119 743**
2.1.1 Solde y compris EPN	3 088 421 947	3 114 772 633	3 130 119 743
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**25 908 813 905**	**29 543 346 212**	**35 841 401 487**
2.3 Transferts	**2 712 734 091**	**2 751 606 569**	**42 790 479 047**
2.4 Investissement	**4 600 000 000**	**1 600 000 000**	**0**
Trésor	4 600 000 000	1 600 000 000	0
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	0	0	0

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Autorité Administrative d'Organisation et Gestion des Elections

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13017 Autorité Administrative d'Organisation et Gestion des Elections	**11 063 969 943**	**8 159 725 414**	**6 662 000 277**
1 Personnel	**3 088 421 947**	**3 114 772 633**	**3 130 119 743**
78016001373 Effectuer le transfert des subventions équilibre personnel à la CEI	3 088 421 947	3 114 772 633	3 130 119 743
2 Biens et services	**662 813 905**	**693 346 212**	**741 401 487**
13017010007 Gérer les activités d'abonnement	662 813 905	693 346 212	741 401 487
3 Transferts	**2 712 734 091**	**2 751 606 569**	**2 790 479 047**
78010200102 Assurer le fonctionnement courant des services centraux de la CEI	2 712 734 091	2 751 606 569	2 790 479 047
4 Investissements	**4 600 000 000**	**1 600 000 000**	**0**
Trésor	***4 600 000 000***	***1 600 000 000***	***0***
78016002339 Projet de construction et d'équipement du siège de la Commission Electorale Indépendante (CEI)	1 600 000 000	1 600 000 000	0
78016002338 Projet d'acquisition du siège de la Commission Electorale Indépendante (CEI)	3 000 000 000	0	0

II.2. Dotation 2 : Fonctionnement des Commissions Electorales Locales

II.2.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13932 Fonctionnement des Commissions Electorales Locales	**9 000 000 000**	**9 000 000 000**	**9 000 000 000**
2 Biens et services	**9 000 000 000**	**9 000 000 000**	**9 000 000 000**
13932010001 Assurer le fonctionnement des Commissions Electorales Locales de la CEI	9 000 000 000	9 000 000 000	9 000 000 000

II.3. Dotation 3 : Révision de la liste électorale

II.3.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13971 Révision de la liste électorale	**16 246 000 000**	**19 850 000 000**	**25 200 000 000**
2 Biens et services	**16 246 000 000**	**19 850 000 000**	**25 200 000 000**
13971010001 Réviser la liste électorale	16 246 000 000	19 850 000 000	25 200 000 000

II.4. Dotation 4 : Organisation des scrutins

II.4.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13972 Organisation des scrutins	**0**	**0**	**40 900 000 000**
2 Biens et services	**0**	**0**	**900 000 000**
13972010003 Organiser l'Election des Sénateurs	0	0	900 000 000
3 Transferts	**0**	**0**	**40 000 000 000**
90016090123 Organiser les Elections des Conseillers Régionaux et des Conseillers Municipaux	0	0	40 000 000 000

SECTION 111 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS

SECTION 111 : CHAMBRE NATIONALE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

La chambre nationale des Rois et Chefs traditionnels, conformément à la **loi organique n°2020-942 du 25 novembre 2020** portant composition, attributions et fonctionnement de la Chambre nationale des Rois et Chefs traditionnels, est chargée de :

Au titre de la gestion des Rois et Chefs traditionnels :

- dresser le répertoire des Rois et Chefs traditionnels ;
- dresser le répertoire des us et coutumes ;
- favoriser les échanges interculturels ;
- veiller au respect du statut des Rois et Chefs traditionnels ;
- contribuer à régler les litiges relatifs à la désignation des autorités traditionnelles conformément aux us et coutumes ;
- organiser des séances de formation à l'endroit des autorités traditionnelles ;
- organiser l'assistance aux autorités traditionnelles et leur prise en charge sociale.

Au titre des questions d'ordre national, elle a pour mission de :

- promouvoir le civisme ;
- initier des missions de médiation pour la prévention et la gestion des crises et conflits ;
- émettre un avis consultatif sur des questions d'intérêt national ;
- contribuer à la mobilisation des populations pour les activités de développement ;
- veiller à la préservation du patrimoine culturel de la Côte d'Ivoire en relation avec les Institutions étatiques.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Valorisation des Us et Coutumes et Promotion de la Cohésion Sociale.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**5 794 171 874**	**6 186 073 883**	**6 230 332 606**
1.1 Ressources Intérieures	**5 794 171 874**	**6 186 073 883**	**6 230 332 606**
1.1.1 Budget Etat	5 794 171 874	6 186 073 883	6 230 332 606
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**5 794 171 874**	**6 186 073 883**	**6 230 332 606**
2.1 Personnel	**0**	**0**	**0**
2.1.1 Solde y compris EPN	0	0	0
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**161 575 679**	**178 220 066**	**193 263 255**
2.3 Transferts	**5 632 596 195**	**6 007 853 817**	**6 037 069 351**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Valorisation des Us et Coutumes et Promotion de la Cohésion Sociale

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13020 Valorisation des Us et Coutumes et Promotion de la Cohésion Sociale	**5 794 171 874**	**6 186 073 883**	**6 230 332 606**
2 Biens et services	**161 575 679**	**178 220 066**	**193 263 255**
11011100017 Gérer les abonnements de la chambre des Rois	161 575 679	178 220 066	193 263 255
3 Transferts	**5 632 596 195**	**6 007 853 817**	**6 037 069 351**
11011100016 Assurer le fonctionnement de la chambre des rois et des chefs traditionnels	5 632 596 195	6 007 853 817	6 037 069 351

SECTION 114 : COUR DE CASSATION

SECTION 114 : COUR DE CASSATION

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la **loi organique n°2020-967 du 17 décembre 2020** déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour de Cassation, en son article 14 : « (…) la Cour de Cassation statue souverainement sur les pouvoirs en cassation dirigés contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, par les juridictions statuant en matière civile, commerciale, sociale et pénale.

Elle connait en outre : des demandes en révision, des demandes de renvoi d'une juridiction à une autre, des prises à partie, des récusations, des inscriptions de faux, des règlements de juges, des demandes en annulation des actes par lesquels les juges de l'ordre judiciaire excèdent leurs pouvoirs, des recours contre ses arrêts, des demandes en interprétation et en rectification, de la tierce opposition ».

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Contrôle de l'Application et Interprétation des Lois.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**7 931 309 608**	**8 417 286 069**	**8 574 108 524**
1.1 Ressources Intérieures	**7 931 309 608**	**8 417 286 069**	**8 574 108 524**
1.1.1 Budget Etat	7 931 309 608	8 417 286 069	8 574 108 524
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
2. CHARGES	**7 931 309 608**	**8 417 286 069**	**8 574 108 524**
2.1 Personnel	**4 320 877 701**	**4 410 731 145**	**4 496 772 165**
2.1.1 Solde y compris EPN	4 320 877 701	4 410 731 145	4 496 772 165
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**108 239 483**	**118 207 793**	**127 321 618**
2.3 Transferts	**3 502 192 424**	**3 888 347 131**	**3 950 014 741**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Contrôle de l'Application et Interprétation des Lois

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13028 Contrôle de l'Application et Interprétation des Lois	**7 931 309 608**	**8 417 286 069**	**8 574 108 524**
1 Personnel	**4 320 877 701**	**4 410 731 145**	**4 496 772 165**
78011100302 Prendre en charge les salaires du personnel de la Cour de Cassation	1 070 050 218	1 079 179 980	1 084 497 317
78011100312 Prendre en charge les rémunérations des fonctionnaires de la Cour de Cassation	3 250 827 483	3 331 551 165	3 412 274 848
2 Biens et services	**108 239 483**	**118 207 793**	**127 321 618**
78011100317 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	108 239 483	118 207 793	127 321 618
3 Transferts	**3 502 192 424**	**3 888 347 131**	**3 950 014 741**
78011100269 Examiner les requêtes, les pouvoirs, les enrôlements, les sursis à exécution et autres dossiers	1 156 674 936	1 369 175 164	1 413 296 343
78011100286 Examiner les décisions rendues par les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire	868 272 392	1 041 926 871	1 059 473 302
78036000180 Prendre en charge diverses autres dépenses de la Cour de Cassation (Primes du personnel, rémunération des décisionnaires et contractuels, émoluments)	1 477 245 096	1 477 245 096	1 477 245 096

SECTION 115 : COUR DES COMPTES

SECTION 115 : COUR DES COMPTES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de **la loi organique n°2018-979 du 27 décembre 2018** déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes, elle est une juridiction suprême qui a des attributions juridictionnelles, de contrôle et de consultation.

A ce titre, la Cour des comptes :

- connaît en premier et dernier ressort des litiges non dévolus aux Chambres régionales des comptes installées dans les différents ressorts territoriaux ;
- connaît en cassation des pouvoirs dirigés contre ses arrêts définitifs dans les conditions prévus par les articles 53 in fine, 111 et 112 de la présente loi organique ;
- connaît en appel des jugements rendus par les Chambres régionales des comptes ;
- juge les comptes des comptables publics, les comptes des comptables de fait et les fautes de gestion ;
- dispose d'un pouvoir de contrôle de la gestion des services de l'Etat, des établissements publics nationaux et des collectivités territoriales. Elle s'assure de l'effectivité du recouvrement des ressources publiques, du bon emploi des crédits, fonds et valeurs gérés par les agents de l'Etat et par les autres personnes morales de droit public ;
- assure la vérification des comptes et le contrôle de la gestion :
- des sociétés, groupements ou organismes, quel que soit leur statut juridique, dans lesquels l'Etat, les Collectivités Territoriales, les personnes ou établissements publics nationaux, les organismes soumis au contrôle de la Cour des comptes détiennent directement, séparément ou ensemble, plus de la moitié du capital ou des voix dans les organes délibérants ;
- des personnes morales dans lesquelles l'Etat ou les organismes soumis au contrôle de la Cour des comptes, détiennent directement, séparément ou ensemble, une participation au capital permettant d'exercer un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion ;
- des services publics concédés ;
- contrôle les organismes de sécurité et de prévoyance sociale, y compris les organismes de droit privé qui assurent, en tout ou partie, la gestion d'un régime de prévoyance obligatoire ;
- contrôle la gestion de tout organisme ou association qui bénéficie d'un concours financier de l'Etat ou d'une autre personne morale de droit public, ainsi que de tout organisme bénéficiant du concours financier des entreprises publiques et de leurs filiales ;
- contrôle la conformité de l'emploi des ressources collectées auprès du public avec les objectifs énoncés lors de l'appel à la générosité publique ;
- procède à la vérification, dans le respect de leur autonomie financière, des comptes d'emploi des crédits alloués aux pouvoirs publics constitutionnels dotés d'un comptable public ou d'un agent comptable tenant lieu de comptable public sont adressés, après la clôture de chaque exercice ;
- assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et dans les domaines relevant de sa compétence ;
- adresse au Président de la République et présente au Parlement et au Conseil Economique, Social, Environnemental et culturel, au plus tard à la fin de l'année suivant la clôture de l'exercice, un rapport public annuel dans lequel elle expose ses observations et en tire les enseignements ;
- peut adresser au Président de la République et présenter au Parlement et au Conseil Economique, Social, Environnemental et culturel, des rapports de synthèse sur des sujets particuliers ;
- peut être consultée par le Gouvernement, le Parlement et le Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel, sur toute question relative à la gestion des services de l'Etat et des collectivités publiques ;

- reçoit la déclaration authentique de patrimoine du Président de la République et du Vice-président lors de leur entrée en fonction et à la fin de celle-ci, conformément à la législation en vigueur ;
- reçoit la déclaration de patrimoine du Président et des membres de la Haute Autorité pour la bonne Gouvernance lors de leur entrée en fonction et à la fin de celle-ci.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Juridiction Financière de l'Ordre Administratif.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**8 851 161 351**	**7 131 874 665**	**7 285 070 440**
1.1 Ressources Intérieures	**8 851 161 351**	**7 131 874 665**	**7 285 070 440**
1.1.1 Budget Etat	8 851 161 351	7 131 874 665	7 285 070 440
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**8 851 161 351**	**7 131 874 665**	**7 285 070 440**
2.1 Personnel	**4 130 548 341**	**4 204 092 718**	**4 274 994 261**
2.1.1 Solde y compris EPN	4 130 548 341	4 204 092 718	4 274 994 261
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**153 326 470**	**168 869 188**	**182 934 299**
2.3 Transferts	**2 632 586 540**	**2 758 912 759**	**2 827 141 880**
2.4 Investissement	**1 934 700 000**	**0**	**0**
Trésor	*1 934 700 000*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Juridiction Financière de l'Ordre Administratif

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13935 Juridiction Financière de l'Ordre Administratif	**8 851 161 351**	**7 131 874 665**	**7 285 070 440**
1 Personnel	**4 130 548 341**	**4 204 092 718**	**4 274 994 261**
78011100251 Prendre en charge les salaires du personnel de la Cour des Comptes	741 776 203	748 105 103	751 791 168
78011100319 Prendre en charge les rémunérations des fonctionnaires de la Cour des Comptes	3 388 772 138	3 455 987 615	3 523 203 093
2 Biens et services	**153 326 470**	**168 869 188**	**182 934 299**
78011100250 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone de la Cour des Comptes	153 326 470	168 869 188	182 934 299
3 Transferts	**2 632 586 540**	**2 758 912 759**	**2 827 141 880**
78033000140 Mettre en œuvre la politique de la Cour des Comptes en matière de Jugement des comptes publics, de contrôle de gestion des services de l'Etat et d'assistance au Parlement et au Gouvernement.	2 632 586 540	2 758 912 759	2 827 141 880
4 Investissements	**1 934 700 000**	**0**	**0**
Trésor	***1 934 700 000***	***0***	***0***
78011100252 Construire et Équiper le siège de la Cour des Comptes	1 934 700 000	0	0

SECTION 116 : PARQUET GENERAL PRES LA COUR DE CASSATION ET LE CONSEIL D'ETAT

SECTION 116 : PARQUET GENERAL PRES LA COUR DE CASSATION ET LE CONSEIL D'ETAT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la **loi n°2020-883 du 21 octobre 2020** détermine la composition et le fonctionnement du Parquet Général près la Cour de Cassation et le Conseil d'Etat, le Parquet Général près la Cour de Cassation et le Conseil d'Etat assure les fonctions du ministère public auprès de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat.

Le Procureur Général près la Cour de Cassation et le Conseil d'Etat requiert, en toutes matières, l'application de la loi devant la Cour de Cassation et le Conseil d'Etat. Il veille à la bonne application des lois et règlements par la Cour de Cassation et par le Conseil d'Etat. Il exerce les fonctions du ministère public par voie de réquisitions ou de conclusions écrites. Toutefois, il peut faire des observations orales complémentaires devant les différentes formations juridictionnelles de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Parquet Général.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**1 781 334 223**	**1 968 019 784**	**2 012 779 655**
1.1 Ressources Intérieures	**1 781 334 223**	**1 968 019 784**	**2 012 779 655**
1.1.1 Budget Etat	1 781 334 223	1 968 019 784	2 012 779 655
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
2. CHARGES	**1 781 334 223**	**1 968 019 784**	**2 012 779 655**
2.1 Personnel	**415 604 000**	**419 149 971**	**421 215 207**
2.1.1 Solde y compris EPN	415 604 000	419 149 971	421 215 207
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**70 875 577**	**77 811 201**	**84 125 912**
2.3 Transferts	**1 294 854 646**	**1 471 058 612**	**1 507 438 536**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Parquet Général

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13029 Parquet Général	**1 781 334 223**	**1 968 019 784**	**2 012 779 655**
1 Personnel	**415 604 000**	**419 149 971**	**421 215 207**
78011100303 Prendre en charge les salaires du personnel du Parquet Général	415 604 000	419 149 971	421 215 207
2 Biens et services	**70 875 577**	**77 811 201**	**84 125 912**
78011100283 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone du Parquet Général	70 875 577	77 811 201	84 125 912
3 Transferts	**1 294 854 646**	**1 471 058 612**	**1 507 438 536**
78033000139 Mettre en œuvre la politique du Parquet Général en matière de veille de la bonne application des lois et règlements au sein de la Cour suprême, la Cour de cassation et du Conseil d'Etat.	1 294 854 646	1 471 058 612	1 507 438 536

SECTION 117 : PARQUET GENERAL PRES LA COUR DES COMPTES

SECTION 117 : PARQUET GENERAL PRES LA COUR DES COMPTES

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

Aux termes de la **loi organique n°2018-979 du 27 décembre 2018** déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes, le Procureur général assure les fonctions du Ministère public près la Cour des comptes.

A ce titre, le Procureur Général près la Cour des comptes :

- assure l'administration et la discipline du Parquet général ;
- peut requérir l'application de la loi devant toutes les chambres de la Cour des comptes et en toutes matières ;
- bénéficie en tant que de besoin des services administratifs de la Cour des comptes ;
- est présent ou représenté dans les formations consultatives de la Cour quand il n'en est pas membre ;
- veille à la bonne application des lois et règlements au sein de la Cour ;
- exerce les fonctions du Ministère public par voie de réquisitions ou de conclusions écrites et peut faire des observations orales, complémentaires devant les différentes formations juridictionnelles ;
- reçoit obligatoirement communication pour avis des rapports et arrêts définitifs sur les gestions patentes, les saisines pour gestion de fait ou faute de gestion et les recours en révision ou pourvois en cassation ;
- communique directement avec les autorités administratives ou judiciaires par note du Ministère public ;
- tient l'état des ordonnateurs et des comptables publics ainsi que celui des services de l'Etat, des collectivités locales et des entreprises ou organismes assujettis au contrôle de la Cour des comptes. A cette fin, il lui est adressé, sur instructions du Ministre chargé des Finances publiques au début de chaque année, la liste des postes comptables, celle des comptables publics assignataires et l'arrêté portant liste des entreprises publiques. Il est de même destinataire du procès-verbal relatif à la réception des comptes des comptables publics par le greffe de la Cour ;
- est informé par le greffier en chef des retards dans la production de comptes et des pièces justificatives ;
- est consulté par le Président de la Cour des comptes avant toute décision de destruction des liasses ;
- défère à la Cour des comptes les opérations présumées constitutives de gestion de fait. Il requiert l'application des amendes prévues ;
- suit, en relation avec les services habilités du Ministère en charge des Finances publiques, l'exécution des arrêts définitifs et décisions de la Cour des comptes ;
- exerce un contrôle sur les activités des parquets près les chambres régionales des comptes.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Ministère Public près la Cour des comptes.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**1 774 461 029**	**1 816 408 628**	**1 857 763 757**
1.1 Ressources Intérieures	**1 774 461 029**	**1 816 408 628**	**1 857 763 757**
1.1.1 Budget Etat	1 774 461 029	1 816 408 628	1 857 763 757
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**1 774 461 029**	**1 816 408 628**	**1 857 763 757**
2.1 Personnel	**545 547 068**	**550 201 725**	**552 912 678**
2.1.1 Solde y compris EPN	545 547 068	550 201 725	552 912 678
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0
2.2 Biens et services	**13 913 961**	**14 756 903**	**15 857 579**
2.3 Transferts	**1 215 000 000**	**1 251 450 000**	**1 288 993 500**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Ministère Public près la Cour des comptes

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13934 Ministère Public près la Cour des comptes	**1 774 461 029**	**1 816 408 628**	**1 857 763 757**
1 Personnel	**545 547 068**	**550 201 725**	**552 912 678**
78011100267 Prendre en charge les salaires du personnel du PGPCC	545 547 068	550 201 725	552 912 678
2 Biens et services	**13 913 961**	**14 756 903**	**15 857 579**
78011100324 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	13 913 961	14 756 903	15 857 579
3 Transferts	**1 215 000 000**	**1 251 450 000**	**1 288 993 500**
78033000146 Mettre en œuvre la politique du Parquet Général près de la Cour des Comptes en matière de bonne application des lois et règlements au sein de la Cour des Comptes	1 215 000 000	1 251 450 000	1 288 993 500

SECTION 118 : CONSEIL D'ETAT

SECTION 118 : CONSEIL D'ETAT

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

La révision constitutionnelle, opérée par **la loi organique n°2020-348 du 19 mars 2020**, qui a consacré la disparition de la Cour Suprême, a érigé le Conseil d 'Etat en Institution. Il exerce les attributions qui lui sont dévolues par les lois en vigueur. La loi de référence, à savoir **la loi organique n°2020-968 du 17 décembre 2020** déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'Etat lui confère :

- des attributions contentieuses notamment le recours pour excès de pouvoir contre les décisions administratives en 1er et dernier ressort, les pourvois en cassation dirigés contre toutes les décisions où une personne morale de droit public est partie et le contentieux électoral administratif en 1er et dernier ressort ;
- des attributions consultatives notamment des avis émis sur tout projet de texte qui lui est soumis par le Président de la République et les membres du Gouvernement.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Juridiction de l'Ordre administratif.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**5 164 531 081**	**5 325 769 932**	**5 491 619 481**
1.1 Ressources Intérieures	**5 164 531 081**	**5 325 769 932**	**5 491 619 481**
1.1.1 Budget Etat	5 164 531 081	5 325 769 932	5 491 619 481
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**5 164 531 081**	**5 325 769 932**	**5 491 619 481**
2.1 Personnel	**2 107 856 128**	**2 170 429 104**	**2 232 204 238**
2.1.1 Solde y compris EPN	2 107 856 128	2 170 429 104	2 232 204 238
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	2027	2028
2.2 Biens et services	**55 059 819**	**60 265 568**	**65 007 328**
2.3 Transferts	**3 001 615 134**	**3 095 075 260**	**3 194 407 915**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Juridiction de l'Ordre administratif

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13025 Juridiction de l'Ordre administratif	**5 164 531 081**	**5 325 769 932**	**5 491 619 481**
1 Personnel	**2 107 856 128**	**2 170 429 104**	**2 232 204 238**
78011100246 Prendre en charge les salaires du personnel	223 933 309	225 843 928	226 956 706
78011100313 Prendre en charge les rémunérations des fonctionnaires du Conseil d'Etat	1 883 922 819	1 944 585 176	2 005 247 532
2 Biens et services	**55 059 819**	**60 265 568**	**65 007 328**
78011100311 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	55 059 819	60 265 568	65 007 328
3 Transferts	**3 001 615 134**	**3 095 075 260**	**3 194 407 915**
78011100245 Mettre en œuvre la politique du Conseil d'Etat en matière contentieuse et consultative	2 152 482 722	2 245 942 848	2 345 275 503
78036000181 Prendre en charge diverses autres dépenses du Conseil d'Etat (Primes du personnel, rémunération des décisionnaires et contractuels, émoluments du Président)	849 132 412	849 132 412	849 132 412

SECTION 120 : CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE

SECTION 120 : CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Missions de l'Institution

La Constitution du 8 novembre 2016, modifiée par la loi constitutionnelle n°2020-348 du 19 mars 2020, institue un Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) ayant notamment pour attributions d'examiner toutes les questions relatives à l'indépendance de la magistrature et à la déontologie du magistrat.

Le Conseil supérieur de la Magistrature :

- examine toutes les questions relatives à l'indépendance de la Magistrature et à la déontologie des magistrats ;
- fait des propositions pour les nominations des magistrats de la Cour de Cassation, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes, des premiers Présidents des Cours d'appel et des Présidents des tribunaux de première instance ;
- donne son avis conforme à la nomination, à la mutation et à la promotion des magistrats du siège ;
- statue en formation disciplinaire des magistrats du siège et du Parquet.

I.2. Identification des dotations

- Dotation 1 : Conseil Supérieur de la Magistrature.

I.3. Financement global de l'Institution

Tableau 1 : Financement global de l'institution

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**2 746 090 010**	**2 816 176 500**	**2 887 978 685**
1.1 Ressources Intérieures	**2 746 090 010**	**2 816 176 500**	**2 887 978 685**
1.1.1 Budget Etat	2 746 090 010	2 816 176 500	2 887 978 685
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**2 746 090 010**	**2 816 176 500**	**2 887 978 685**
2.1 Personnel	**0**	**0**	**0**
2.1.1 Solde y compris EPN	0	0	0
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
2.2 Biens et services	**45 984 960**	**49 669 916**	**53 078 520**
2.3 Transferts	**2 700 105 050**	**2 766 506 584**	**2 834 900 165**
2.4 Investissement	**0**	**0**	**0**
Trésor	*0*	*0*	*0*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Conseil Supérieur de la Magistrature

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
13032 Conseil Supérieur de la Magistrature	**2 746 090 010**	**2 816 176 500**	**2 887 978 685**
2 Biens et services	**45 984 960**	**49 669 916**	**53 078 520**
90011100035 Prendre en charge les frais d'abonnement et de factures d'eau, d'électricité et de téléphone	45 984 960	49 669 916	53 078 520
3 Transferts	**2 700 105 050**	**2 766 506 584**	**2 834 900 165**
90011100034 Transférer les crédits de fonctionnement au Conseil Supérieur de la Magistrature	2 700 105 050	2 766 506 584	2 834 900 165

SECTION 322 : MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

SECTION 322 : MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

I. PRESENTATION GENERALE

I.1. Identification des dotations

- Dotation 1 : Dettes Intérieures.
- Dotation 2 : Dettes Extérieures.
- Dotation 3 : Dépenses Communes.
- Dotation 4 : Divers et imprévus.

I.2. Financement global des dotations

Tableau 1 : Financement global des dotations

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
1. RESSOURCES	**8 028 658 952 567**	**8 302 164 278 564**	**8 924 320 431 718**
1.1 Ressources Intérieures	**8 028 658 952 567**	**8 302 164 278 564**	**8 924 320 431 718**
1.1.1 Budget Etat	8 028 658 952 567	8 302 164 278 564	8 924 320 431 718
1.1.2 Recettes propres (structures)	0	0	0
1.2 Ressources Extérieures	**0**	**0**	**0**
1.2.1 Part bailleurs des projets (Dons/ Emprunts)	0	0	0
1.2.2 Appuis budgétaires ciblés	0	0	0
1.2.3 Financement direct projets (hors PIP, hors Budget)	0	0	0
2. CHARGES	**8 028 658 952 567**	**8 302 164 278 564**	**8 924 320 431 718**
2.1 Personnel	**5 099 485 862**	**6 334 085 787**	**6 771 698 496**
2.1.1 Solde y compris EPN	5 099 485 862	6 334 085 787	6 771 698 496
2.1.2 Contractuels hors solde	0	0	0

En FCFA	PROJECTIONS FINALES		
	2026	**2027**	**2028**
2.2 Biens et services	**2 112 023 778 377**	**2 174 975 909 582**	**2 258 645 277 581**
2.3 Transferts	**4 941 189 128 757**	**4 698 091 211 794**	**4 623 328 052 224**
2.4 Investissement	**970 346 559 571**	**1 422 763 071 401**	**2 035 575 403 417**
Trésor	*970 346 559 571*	*1 422 763 071 401*	*2 035 575 403 417*
Financement extérieur (Dons/Emprunts)	*0*	*0*	*0*

II. PRESENTATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR DOTATION

II.1. Dotation 1 : Dettes Intérieures

II.1.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
11018 Dettes Intérieures	**4 278 756 141 164**	**3 859 975 374 334**	**3 499 912 342 032**
2 Biens et services	**773 097 344 755**	**817 348 339 055**	**843 164 480 517**
78011201502 Payer les intérêts des Souscriptions aux Emprunts Obligataires de l'Etat	304 803 475 009	287 735 475 901	269 638 327 579
78011201503 Payer les intérêts des Bons du Trésor	71 556 069 090	81 583 818 333	81 583 818 333
78011201506 Payer les frais et commissions sur titres publics	69 076 630 000	69 076 630 000	69 076 630 000
78011202150 Payer les intérêts des Divers financements structurés	55 034 526 692	65 644 228 687	40 401 284 604
78011202314 Payer les intérêts des Obligations du Trésor	266 049 579 671	306 066 039 474	376 174 237 260
78011202320 Payer les intérêts de la dette auprès de la BCEAO - Remboursement allocation DTS	247 494 613	247 494 613	247 494 613
90011290173 Payer les intérêts de la dette auprès de la BCEAO - Restructuration de dette	6 329 569 680	6 188 264 381	6 042 688 128
90011290174 Payer les intérêts de la dette auprès de NSIA Banque- Dette titrisée	0	806 387 666	0
3 Transferts	**3 505 658 796 409**	**3 042 627 035 279**	**2 656 747 861 515**
78011201511 Rembourser le capital de la dette auprès de la BNI	530 000 000	530 000 000	530 000 000
78011201512 Rembourser le capital des Souscriptions aux Emprunts Obligataires de l'Etat	921 941 937 759	840 867 753 054	1 010 608 002 054
78011201513 Rembourser le capital des Bons du Trésor	1 204 106 000 000	1 073 730 000 000	1 073 730 000 000
78011201516 Rembourser le capital de la dette auprès de NSIA Banque-titrisation de 3,754 mrds 0% 2017	4 444 444 444	4 444 444 444	0
78011201893 Rembourser le capital de la dette auprès de la BACI-titrisation arriérés de créances (18,48 mrds)	375 714 286	150 000 000	0

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
11018 Dettes Intérieures	**4 278 756 141 164**	**3 859 975 374 334**	**3 499 912 342 032**
78011202050 Rembourser le capital de la dette auprès d'AFRICAINE DE BOURSE restructuration titre RCI/FNI	0	3 716 536 001	0
78011202246 Rembourser le capital des Obligations du Trésor	1 118 611 270 000	847 778 470 000	558 964 940 000
78011202267 Rembourser le capital des Divers financements structurés	238 080 994 113	257 907 782 684	0
78011202482 Rembourser le capital de la dette auprès de Ivoire Facility Management (IFM)-Dette titrisée	3 173 977 725	0	0
78011202485 Rembourser le capital de la dette auprès de la BGFI Bank-Dette titrisée	211 428 571	68 571 429	0
78011202487 Rembourser le capital de la dette auprès de la BICICI-Dette titrisée	92 857 143	37 142 857	0
78011202489 Rembourser le capital de la dette auprès de Ecobank-Dette titrisée	1 137 142 857	580 000 000	0
78011202491 Rembourser le capital de la dette auprès de la SIB-Dette titrisée	28 571 429	28 571 429	0
90011290175 Rembourser le capital de la dette auprès de la BCEAO - Restructuration de dette	12 628 037 910	12 769 343 209	12 914 919 461
90011290177 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque D'Abidjan (BDA)-Dette titrisée	296 420 172	18 420 172	0

II.2. Dotation 2 : Dettes Extérieures

II.2.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
12019 Dettes Extérieures	**2 395 351 945 931**	**2 670 198 629 239**	**2 988 898 949 167**
2 Biens et services	**984 821 613 583**	**1 046 739 568 991**	**1 055 516 059 142**
78011201519 Payer les intérêts de la dette auprès de la BOAD	20 684 206 453	21 588 934 089	21 350 597 890
78011201520 Payer les intérêts de la dette auprès du FIDA	308 189 875	292 177 775	273 848 722
78011201521 Payer les intérêts de la dette au Fonds Kowétien	1 214 090 393	1 133 256 315	1 065 783 220
78011201522 Payer les intérêts de la dette auprès du Club de PARIS	40 072 504 924	40 955 529 212	33 909 889 319
78011201523 Payer les intérêts de la dette auprès de la BADEA - PAL	1 396 843 402	1 433 144 668	1 370 204 545
78011201525 Payer les intérêts de la dette auprès de Bank Of China (BOC)	17 467 241 661	11 219 378 262	12 416 958 661
78011201845 Payer les frais financiers, commissions et honoraires aux autres organismes	18 426 737 907	18 426 737 907	18 426 737 907
78011201943 Payer les intérêts de la dette auprès du Fonds Monétaire International (FMI)	85 547 543 243	81 882 828 802	102 445 745 501
78011201944 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Islamique de Développement	4 901 545 990	23 864 214 821	22 902 370 300
78011201945 Payer les intérêts de la dette auprès de la Société Générale Corporate and Investment bank (SGCIB)	12 032 777 903	8 658 908 368	5 159 326 713
78011201946 Payer les intérêts de la dette auprès du Crédit Agricole Corporate Investment Bank (CACIB)	5 102 930 252	11 675 864 320	19 271 002 811

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
12019 Dettes Extérieures	**2 395 351 945 931**	**2 670 198 629 239**	**2 988 898 949 167**
78011202029 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Mondiale et IDA	79 583 503 643	102 377 796 150	96 190 121 976
78011202051 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD)	37 843 902 331	42 108 869 269	39 521 801 612
78011202052 Payer les intérêts de la dette auprès de la BIDC - CEDEAO	8 515 447 294	9 525 836 692	9 036 147 906
78011202053 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Industrielle et Commerciale de Chine (ICBC)	16 721 905 993	15 088 183 235	13 732 831 362
78011202129 Payer les intérêts de la dette auprès du MUFG Bank	21 909 385 246	29 826 394 715	17 485 500 814
78011202131 Payer les intérêts de la dette auprès de KBC Bank	1 440 570 999	1 114 897 971	819 981 593
78011202132 Payer les intérêts de la dette auprès d'autres banques extérieures	79 956 914 964	76 165 293 716	67 876 116 942
78011202149 Payer les intérêts de la dette auprès des autres Créanciers à l'Extérieur	40 827 131 316	37 196 949 863	33 761 251 162
78011202191 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Commerciale tchécoslovaque (XSOB)	3 651 393 640	3 949 846 204	3 406 459 592
78011202197 Payer les intérêts de la dette auprès du Internationale Nederlanden Groep (ING Bank)	5 884 714 203	4 978 380 141	4 192 912 854
78011202215 Payer les intérêts de la dette auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)	1 706 682 540	1 577 410 687	1 452 867 149
78011202217 Payer les intérêts des titres Eurobonds	470 061 142 600	490 651 784 835	518 370 780 399
78011202247 Payer les intérêts de la dette auprès de la Vnechtorgbank (VTB)	339 511 739	67 448 018	0
78011202271 Payer les intérêts de la dette auprès des Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole	3 234 768 683	3 218 558 612	3 111 097 436
78011202338 Payer les intérêts de la dette auprès du Fonds Saoudien	813 593 413	765 150 568	711 798 382
78011202492 Payer les intérêts de la dette auprès de l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB)	5 176 432 976	6 995 793 776	7 253 924 374
3 Transferts	**1 410 530 332 348**	**1 623 459 060 248**	**1 933 382 890 025**
78011201527 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD)	31 030 031 059	52 261 767 149	65 438 021 585
78011201528 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Mondiale et IDA	65 564 605 715	75 880 497 116	112 119 240 326
78011201529 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)	7 276 104 008	7 234 012 985	6 700 279 905
78011201530 Rembourser le capital de la dette auprès du Fonds Kowétien	3 464 459 353	4 336 210 649	4 817 147 279
78011201531 Rembourser le capital de la dette auprès de la Vnechtorgbank (VTB)	2 981 652 544	1 490 563 889	0
78011201532 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Commerciale Tchécoslovaque (XSOB)	12 344 872 136	16 582 512 605	16 582 512 605
78011201534 Rembourser le capital de la dette auprès de Bank Of China (BOC)	50 392 059 924	49 292 111 515	51 135 703 400
78011201858 Rembourser le capital de la dette auprès de la BADEA-PAL	2 591 617 218	3 915 658 085	5 899 985 196
78011201926 Rembourser le capital de la dette auprès des autres créanciers à l'extérieur	177 581 414 025	207 079 225 100	208 029 741 289
78011201947 Rembourser le capital de la dette auprès du FIDA	1 566 143 942	2 011 889 436	2 204 426 374
78011201948 Rembourser le capital de la dette auprès du Fonds Saoudien	3 195 204 294	3 200 019 996	3 108 336 119

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
12019 Dettes Extérieures	**2 395 351 945 931**	**2 670 198 629 239**	**2 988 898 949 167**
78011201949 Rembourser le capital de la dette auprès de la Société Générale Corporate and Investment Bank (SGCIB)	49 624 948 518	33 626 182 686	24 141 985 804
78011202054 Rembourser le capital de la dette auprès de la BOAD	44 308 858 557	51 794 233 556	72 453 856 552
78011202055 Rembourser le capital des titres EUROBONDS	146 220 989 232	148 689 731 311	554 500 545 388
78011202099 Rembourser le capital de la dette auprès de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole	3 240 133 026	4 305 473 674	6 910 798 649
78011202130 Rembourser le capital de la dette auprès d'autres banques extérieures	189 054 630 142	306 013 082 089	162 548 768 649
78011202133 Rembourser le capital de la dette auprès du MUFG Bank	122 752 881 449	151 654 943 200	135 275 696 910
78011202134 Rembourser le capital de la dette auprès de Internationale Nederlanden Groep (ING Bank)	25 850 838 565	22 782 360 234	22 782 360 234
78011202135 Rembourser le capital de la dette auprès de KBC Bank	7 354 951 992	6 250 788 724	6 250 788 724
78011202189 Rembourser le capital de la dette auprès du Crédit Agricole Corporate Investment Bank (CACIB)	40 310 071 402	40 310 071 402	42 903 551 101
78011202248 Rembourser le capital de la dette auprès du Club de Paris	158 979 223 108	179 392 810 925	105 874 212 581
78011202315 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Industrielle et Commerciale de Chine (ICBC)	35 106 590 977	31 642 727 585	25 865 740 472
78011202324 Rembourser le capital de la dette auprès de la Banque Islamique de Développement	51 770 525 764	55 121 345 334	64 536 347 446
78011202326 Rembourser le capital de la dette auprès du Fonds Monétaire International	157 242 384 751	137 793 224 530	194 022 872 525
78011202350 Rembourser le capital de la dette auprès de la BIDC-CEDEAO	20 725 140 647	30 189 544 334	38 016 597 730
90011290179 Rembourser le capital de la dette auprès de l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB)	0	608 072 139	1 263 373 182

II.3. Dotation 3 : Dépenses Communes

II.3.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
14970 Dépenses Communes	**901 235 605 377**	**959 880 770 258**	**962 447 267 342**
1 Personnel	**1 050 785 338**	**2 148 179 210**	**2 448 585 873**
78011202222 Assurer les charges salariales des personnels contractuels	500 785 338	1 598 179 210	1 898 585 873
78011202292 Assurer les charges salariales des consultants	550 000 000	550 000 000	550 000 000
2 Biens et services	**199 104 820 039**	**203 482 019 857**	**205 020 074 674**
78011201535 DGBF/Gestion des Fonds communs	45 995 385 270	45 995 385 270	45 995 385 270
78011201540 SOTRA/Transport des fonctionnaires (part patronale)	2 271 936 155	2 271 936 155	2 271 936 155
78011201543 Fonds de Réserves Café-Cacao	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
14970 Dépenses Communes	**901 235 605 377**	**959 880 770 258**	**962 447 267 342**
78011201544 DGBF - Gestion des Dépenses Ciblées	17 663 127 636	17 663 127 636	17 663 127 636
78011201908 Direction de la Solde - Gestion Transport des Etudiants et Elèves (SOTRA)	10 400 671 750	10 400 671 750	10 400 671 750
78011201927 Subvention d'Equilibre SOTRA	29 500 000 000	29 500 000 000	29 500 000 000
78011202309 Provisions pour aval et garantie	11 425 167 882	11 425 167 882	11 425 167 882
78011202321 Gérer le Personnel / Direction de la Solde	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
90011200075 Gérer les dépenses sur autres recettes de service	74 200 000 000	74 200 000 000	74 200 000 000
90011200077 Provision pour autres dépenses de fonctionnement	3 148 531 346	7 525 731 164	9 063 785 981
90011290139 Prendre en charge les frais de transit du personnel diplomatique	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
3 Transferts	**9 000 000 000**	**8 320 571 191**	**9 048 606 795**
90011200044 Marge d'Ajustement / Transfert	5 000 000 000	4 320 571 191	5 048 606 795
90047100040 Provision pour soutien aux activités métrologiques	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000
4 Investissements	**692 080 000 000**	**745 930 000 000**	**745 930 000 000**
Trésor	***692 080 000 000***	***745 930 000 000***	***745 930 000 000***
90049000002 Provision pour régularisation des financements spécifiques	275 000 000 000	275 000 000 000	275 000 000 000
90011290136 Souscription à l'augmentation du capital d'autres Institutions	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
90011290125 Souscrire à l'augmentation du capital de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)	6 150 000 000	0	0
90011290123 Prendre en charge la TVA et les droits de douane sur projets	130 000 000 000	130 000 000 000	130 000 000 000
78011202604 Provision pour dépenses de sécurité	220 000 000 000	280 000 000 000	280 000 000 000
78011201910 Souscription a l'augmentation du Capital de la BAD	15 430 000 000	15 430 000 000	15 430 000 000
78011201605 Opérations de compensation / Investissement	20 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000
78011201599 Opérations de purge des droits coutumiers	500 000 000	500 000 000	500 000 000
78011201598 Opération d'Apurement passifs audités IGF/DGBF	15 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000

II.4. Dotation 4 : Divers et imprévus

II.4.1. Financement de la dotation

Tableau 2 : Budget détaillé de la dotation

Dotations / Actions / Natures de dépenses / Activités	2026	2027	2028
15022 Divers et imprévus	**453 315 260 095**	**812 109 504 733**	**1 473 061 873 177**
1 Personnel	**4 048 700 524**	**4 185 906 577**	**4 323 112 623**
78011201551 Provision pour ajustement de la rémunération du personnel des EPN	4 048 700 524	4 185 906 577	4 323 112 623
2 Biens et services	**155 000 000 000**	**107 405 981 679**	**154 944 663 248**
78011201550 Provision Dépenses Communes	48 593 118 541	15 027 000 901	51 895 655 334
78011201552 Provision Divers Imprévus	67 731 761 122	74 339 012 592	76 449 076 714
78011201553 Provision pour Dépenses Exceptionnelles	21 600 000 000	6 643 683 122	13 896 419 393
78011201554 Provisions Appui aux EPN	1 103 821 656	589 640 261	710 146 698
78011201906 Autres Provisions pour dépenses de fonctionnement	101 111 038	0	0
78011201916 Provision spéciale pour la création de nouveaux services	4 624 871 756	2 470 517 384	2 975 423 961
78011201918 Provision Spéciale pour Dépenses des Institutions	339 886 068	181 560 589	218 666 636
78011202337 Provision Apurement Mandats Annulés	5 905 429 819	3 154 566 830	3 799 274 512
78011202636 Provision pour Dépenses spécifiques de Fonctionnement	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
3 Transferts	**16 000 000 000**	**23 684 545 076**	**24 148 693 889**
90011290127 Provision pour dépenses de transfert	16 000 000 000	23 684 545 076	24 148 693 889
4 Investissements	**278 266 559 571**	**676 833 071 401**	**1 289 645 403 417**
Trésor	***278 266 559 571***	***676 833 071 401***	***1 289 645 403 417***
78011202637 Provision pour Dépenses spécifiques d'Investissements	36 000 000 000	36 000 000 000	36 000 000 000
78011202429 Provision pour autres dépenses d'investissement	7 367 235 144	7 367 235 144	7 367 235 144
78011202079 Provision C2D à réaffecter	10 899 324 427	69 400 000 000	0
78011201859 Provisions pour investissements prioritaires	30 000 000 000	30 000 000 000	30 000 000 000
78011201556 Provision pour dépenses d'investissement	194 000 000 000	534 065 836 257	1 216 278 168 273